SÉNAT

TABLE DES MATIÈRES

Session extraordinaire	Les 23 et 24 janvier 1985.
Seconde session ordinaire de 1984-1985 ...	Du 2 avril au 29 juin 1985.
Session extraordinaire	Du 1er au 26 juillet 1985.
Session extraordinaire	Du 12 au 20 août 1985
Première session ordinaire de 1985-1986 ..	Du 2 octobre au 20 décembre 1985.
Session extraordinaire	Les 21 et 22 décembre 1985.

NOTA. – Les impressions du Sénat sont numérotées, pour chaque année, à compter du premier jour de la première session ordinaire (2 octobre) jusqu'à la veille du premier jour de la première session ordinaire de l'année suivante.

AVERTISSEMENT

La Table des Débats a pour objet de faciliter la recherche sur les sujets traités au cours des débats du Sénat.

Elle se compose de deux parties distinctes : une Table nominative et une Table des matières.

Elle met à la disposition du lecteur :

– en regard des noms de Mmes et MM. les Sénateurs et de Mmes et MM. les Ministres, un résumé chronologique de leur activité au Sénat pendant l'année (**Table nominative**) ;

– pour chacune des matières examinées par le Sénat, le résumé et l'analyse des travaux de ladite assemblée (**Table des matières**), ainsi qu'un certain nombre de « **Renseignements divers** » en tête de de cette même table.

Pour l'usage de la présente Table, il est précisé que les dates, seules, indiquent les dates des séances publiques concernées ; les dates, précédées des mentions « *J O,* Débats », renvoient aux dates du *Journal officiel,* Débats parlementaires, Sénat.

Cette table des matières a été éditée principalement à partir de la base de données « **Travaux du Sénat** » élaborée par le Service des Archives du Sénat, en liaison avec le Service des Impressions, de la Documentation parlementaire et de l'Informatique, et interrogeable sur le centre serveur du Groupement de la Caisse des dépôts - Centre d'automatisation pour le management (GCAM).

Des renseignements sur les travaux du Sénat, notamment avant la publication de la table annuelle, peuvent être obtenus par les Sénateurs auprès des services et des secrétariats des groupes politiques pourvus d'un terminal d'interrogation.

ABRÉVIATIONS

Groupes :

C	Groupe communiste.
GD	Groupe de la gauche démocratique.
UC	Groupe de l'union centriste.
UREI	Groupe de l'union des républicains et des indépendants.
RPR	Groupe du rassemblement pour la République.
S	Groupe socialiste.
NI	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

Divers :

DG	Discussion générale.

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : RENSEIGNEMENTS DIVERS

I. – **COMPOSITION DU SÉNAT :**

A. – **Liste par ordre alphabétique des sénateurs au 31 décembre 1985** ... p. 7 *

B. – **Liste par circonscription des sénateurs au 31 décembre 1985** ..... p. 11 *

C. – **Renouvellement triennal par tiers du Sénat** ..... p. 15 *

D. – **Sénateurs décédés** ..... p. 16 *

E. – **Anciens sénateurs décédés** ..... p. 16 *

F. – **Démission de sénateur** ..... p. 16 *

G. – **Remplacement de sénateurs** ..... p. 16 *

H. – **Sénateurs en mission** ..... p. 16 *

II. – **BUREAU DU SÉNAT** ..... p. 16 *

III. – **SESSIONS** ..... p. 16 *

IV. – **COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES** ..... p. 16 *

V. – **COMPOSITION DES COMMISSIONS :**

A. – **Commissions permanentes** ..... p. 18 *

B. – **Commissions spéciales** ..... p. 19 *

C. – **Commissions d'enquête et de contrôle** ..... p. 19 *

D. – **Commissions mixtes paritaires** ..... p. 21 *

VI. – **DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES** ..... p. 32 *

VII. – **MISSIONS D'INFORMATION** ..... p. 33 *

VIII. – **HAUTE COUR DE JUSTICE** ..... p. 33 *

IX. – **COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES** ..... p. 33*

X. – **REPRÉSENTANTS DU SÉNAT A L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE ET A L'ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE** ..... p. 33 *

XI. – **ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES** ..... p. 33 *

XII. – **MINISTÈRES** ..... p. 34 *

XIII. – TABLEAU DE CONCORDANCE DU JOURNAL OFFICIEL..... p. 37 *

XIV. – EXPLICATION DES SIGLES..... p. 38 *

DEUXIÈME PARTIE : TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE : RENSEIGNEMENTS DIVERS

I. – COMPOSITION DU SÉNAT

A. – Liste par ordre alphabétique des sénateurs au 31 décembre 1985

A

François ABADIE, Hautes-Pyrénées.
Michel d'AILLIÈRES, Sarthe.
Paul ALDUY, Pyrénées-Orientales.
Michel ALLONCLE, Charente.
Guy ALLOUCHE, Nord.
Jean AMELIN, Marne.
Hubert d'ANDIGNÉ, Orne.
Jean ARTHUIS, Mayenne.
Alphonse ARZEL, Finistère.
François AUTAIN, Loire-Atlantique.
Germain AUTHIÉ, Ariège.

B

José BALARELLO, Alpes-Maritimes.
René BALLAYER, Mayenne.
Bernard BARBIER, Côte-d'Or.
Pierre BASTIÉ, Aude.
Jean-Paul BATAILLE, Nord
Gilbert BAUMET, Gard.
Jean-Pierre BAYLE, Français établis hors de France.
Mme Marie-Claude BEAUDEAU, Val-d'Oise.
Charles BEAUPETIT, Loir-et-Cher.
Marc BÉCAM, Finistère.
Jean-Luc BÉCART, Pas-de-Calais.
Henri BELCOUR, Corrèze.
Paul BÉNARD, La Réunion.
Jean BÉNARD-MOUSSEAUX, Indre.
Jean BÉRANGER, Yvelines.
Georges BERCHET, Haute-Marne.
Noël BERRIER, Nièvre.
Guy BESSE, Indre.
André BETTENCOURT, Seine-Maritime.
Jacques BIALSKI, Nord.
Mme Danielle BIDARD-REYDET, Seine-Saint-Denis.
Jean-Pierre BLANC, Savoie.
Maurice BLIN, Ardennes.
Marc BŒUF, Gironde.
André BOHL, Moselle.
Roger BOILEAU, Meurthe-et-Moselle.
Stéphane BONDUEL, Charente-Maritime.
Charles BONIFAY, Bouches-du-Rhône.
Édouard BONNEFOUS, Yvelines.
Christian BONNET, Morbihan.
Marcel BONY, Puy-de-Dôme.
Charles BOSSON, Haute-Savoie.
Serge BOUCHENY, Paris.
Jean-Marie BOULOUX, Vienne.
Amédée BOUQUEREL, Oise.
Yvon BOURGES, Ille-et-Vilaine.
Raymond BOURGINE, Paris.
Philippe de BOURGOING, Calvados.
Raymond BOUVIER, Haute-Savoie.
Jean BOYER, Isère.
Louis BOYER, Loiret.
Jacques BRACONNIER, Aisne.
Pierre BRANTUS, Jura.
Louis BRIVES, Tarn.
Raymond BRUN, Gironde.

C

Guy CABANEL, Isère.
Louis CAIVEAU, Vendée.
Michel CALDAGUÈS, Paris.
Jean-Pierre CANTEGRIT, Français établis hors de France.
Jacques CARAT, Val-de-Marne.
Pierre CAROUS, Nord.
Marc CASTEX, Gers.
Louis de CATUELAN, Yvelines.
Jean CAUCHON, Eure-et-Loir.
Joseph CAUPERT, Lozère.
Auguste CAZALET, Pyrénées-Atlantiques.
Pierre CECCALDI-PAVARD, Essonne.
Jean CHAMANT, Yonne.
Jean-Paul CHAMBRIARD, Haute-Loire.
Michel CHARASSE, Puy-de-Dôme.
Jacques CHAUMONT, Sarthe.
Michel CHAUTY, Loire-Atlantique.
Adolphe CHAUVIN, Val-d'Oise.
Jean CHÉRIOUX, Paris.
William CHERVY, Creuse.
Auguste CHUPIN, Maine-et-Loire.
Félix CICCOLINI, Bouches-du-Rhône.
Jean CLUZEL, Allier.
Jean COLIN, Essonne.
Henri COLLARD, Eure.
François COLLET, Paris.
Henri COLLETTE, Pas-de-Calais.
Francisque COLLOMB, Rhône.
Charles-Henri de COSSÉ BRISSAC, Loire-Atlantique.
Marcel COSTES, Lot.
Roland COURTEAU, Aude.
Pierre CROZE, Français établis hors de France.
Michel CRUCIS, Vendée.
Charles de CUTTOLI, Français établis hors de France.

D

Georges DAGONIA, Guadeloupe.
Étienne DAILLY, Seine-et-Marne.
Michel DARRAS, Pas-de-Calais.
Marcel DAUNAY, Ille-et-Vilaine.

Marcel DEBARGE, Seine-Saint-Denis.
Luc DEJOIE, Loire-Atlantique.
Jean DELANEAU, Indre-et-Loire.
André DELELIS, Pas-de-Calais.
Gérard DELFAU, Hérault.
Lucien DELMAS, Dordogne.
Jacques DELONG, Haute-Marne.
Bernard DESBRIÈRE, Saône-et-Loire.
Charles DESCOURS, Isère.
Jacques DESCOURS DESACRES, Calvados.
Émile DIDIER, Hautes-Alpes.
André DILIGENT, Nord.
Michel DREYFUS-SCHMIDT, Territoire de Belfort.
Franz DUBOSCQ, Pyrénées-Atlantiques.
Henri DUFFAUT, Vaucluse.
Michel DURAFOUR, Loire.
Jacques DURAND, Tarn.
Yves DURAND, Vendée.

E

Jacques EBERHARD, Seine-Maritime.
Léon EECKHOUTTE, Haute-Garonne.
Henri ELBY, Pas-de-Calais.

F

Jules FAIGT, Hérault.
Edgar FAURE, Doubs.
Jean FAURE, Isère.
Maurice FAURE, Lot.
Charles FERRANT, Seine-Maritime.
Louis de la FOREST, Ille-et-Vilaine.
Marcel FORTIER, Indre-et-Loire.
André FOSSET, Hauts-de-Seine.
Jean-Pierre FOURCADE, Hauts-de-Seine.
Philippe FRANÇOIS, Seine-et-Marne.
Jean FRANÇOIS-PONCET, Lot-et-Garonne.
Jean FRANCOU, Bouches-du-Rhône.
Claude FUZIER, Seine-Saint-Denis.

G

Pierre GAMBOA, Essonne.
Jean GARCIA, Seine-Saint-Denis.
Marcel GARGAR, Guadeloupe.
Gérard GAUD, Drôme.
Jacques GENTON, Cher.
Jean GEOFFROY, Vaucluse.
Alfred GÉRIN, Rhône.
François GIACOBBI, Haute-Corse.
Michel GIRAUD, Val-de-Marne.
Jean-Marie GIRAULT, Calvados.
Paul GIROD, Aisne.
Henri GŒTSCHY, Haut-Rhin.
Mme Cécile GOLDET, Paris.
Yves GOUSSEBAIRE-DUPIN, Landes.
Adrien GOUTEYRON, Haute-Loire.
Roland GRIMALDI, Nord.
Robert GUILLAUME, Nièvre.
Paul GUILLAUMOT, Yonne.

H

Jacques HABERT, Français établis hors de France.
Marcel HENRY, Mayotte.
Rémi HERMENT, Meuse.
Daniel HOEFFEL, Bas-Rhin.
Jean HUCHON, Maine-et-Loire.
Bernard-Charles HUGO, Ardèche.
Bernard-Michel HUGO, Yvelines.
Claude HURIET, Meurthe-et-Moselle.
Roger HUSSON, Moselle.

J

Maurice JANETTI, Var.
Pierre JEAMBRUN, Jura.
Charles JOLIBOIS, Maine-et-Loire.
André JOUANY, Tarn-et-Garonne.
Louis JUNG, Bas-Rhin.

K

Paul KAUSS, Bas-Rhin.

L

Philippe LABEYRIE, Landes.
Pierre LACOUR, Charente.
Pierre LAFFITTE, Alpes-Maritimes.
Christian de LA MALÈNE, Paris.
Jacques LARCHÉ, Seine-et-Marne.
Tony LARUE, Seine-Maritime.
Robert LAUCOURNET, Haute-Vienne.
Bernard LAURENT, Aube.
Guy de LA VERPILLIÈRE, Ain.
Louis LAZUECH, Aveyron.
Mme Geneviève LE BELLEGOU-BÉGUIN, Var.
Henri LE BRETON, Morbihan.
Jean LECANUET, Seine-Maritime.
Bastien LECCIA, Bouches-du-Rhône.
France LÉCHENAULT, Saône-et-Loire.
Yves LE COZANNET, Côtes-du-Nord.
Charles LEDERMAN, Val-de-Marne.
Fernand LEFORT, Seine-Saint-Denis.
Modeste LEGOUEZ, Eure.
Bernard LEGRAND, Loire-Atlantique.
Jean-François LE GRAND, Manche.
Édouard LE JEUNE, Finistère.
Max LEJEUNE, Somme.
Bernard LEMARIÉ, Côtes-du-Nord.
Charles-Edmond LENGLET, Somme.
Roger LISE, Martinique.
Georges LOMBARD, Finistère.
Maurice LOMBARD, Côte-d'Or.
Louis LONGEQUEUE, Haute-Vienne.
Pierre LOUVOT, Haute-Saône.
Roland du LUART, Sarthe.
Mme Hélène LUC, Val-de-Marne.
Marcel LUCOTTE, Saône-et-Loire.

M

Jacques MACHET, Marne.
Jean MADELAIN, Ille-et-Vilaine.
Philippe MADRELLE, Gironde.
Paul MALASSAGNE, Cantal.
Guy MALÉ, Pyrénées-Orientales.
Kléber MALÉCOT, Loiret.
Michel MANET, Dordogne.

James MARSON, Seine-Saint-Denis.
Hubert MARTIN, Meurthe-et-Moselle.
René MARTIN, Yvelines.
Jean-Pierre MASSERET, Moselle.
Christian MASSON, Ardennes.
Paul MASSON, Loiret.
Serge MATHIEU, Rhône.
Pierre MATRAJA, Bouches-du-Rhône.
Michel MAURICE-BOKANOWSKI, Hauts-de-Seine.
Jacques MÉNARD, Deux-Sèvres.
Jean MERCIER, Rhône.
Louis MERCIER, Loire.
André MÉRIC, Haute-Garonne.
Pierre MERLI, Alpes-Maritimes.
Mme Monique MIDY, Hauts-de-Seine.
Daniel MILLAUD, Polynésie française.
Louis MINETTI, Bouches-du-Rhône.
Michel MIROUDOT, Haute-Saône.
Josy MOINET, Charente-Maritime.
René MONORY, Vienne.
Claude MONT, Loire.
Geoffroy de MONTALEMBERT, Seine-Maritime.
Michel MOREIGNE, Creuse.
Jacques MOSSION, Somme.
Arthur MOULIN, Nord.
Georges MOULY, Corrèze.
Jacques MOUTET, Pyrénées-Atlantiques.

N

Jean NATALI, Oise.
Lucien NEUWIRTH, Loire.
Pierre NOÉ, Essonne.

O

Henri OLIVIER, Orne.
Jean OOGHE, Essonne.
Charles ORNANO, Corse-du-Sud.
Paul d'ORNANO, Français établis hors de France.

P

Dominique PADO, Paris.
Sosefo Makape PAPILIO, Wallis et Futuna.
Bernard PARMANTIER, Paris.
Charles PASQUA, Hauts-de-Seine.
Bernard PELLARIN, Haute-Savoie.
Jacques PELLETIER, Aisne.
Daniel PERCHERON, Pas-de-Calais.
Mme Rolande PERLICAN, Paris.
Louis PERREIN, Val-d'Oise.
Hubert PEYOU, Hautes-Pyrénées.
Jean PEYRAFITTE, Haute-Garonne.
Maurice PIC, Drôme.
Jean-François PINTAT, Gironde.
Marc PLANTEGENEST, Saint-Pierre-et-Miquelon.
Alain PLUCHET, Eure.
Alain POHER, Val-de-Marne.
Raymond POIRIER, Eure-et-Loir.
Christian PONCELET, Vosges.
Robert PONTILLON, Hauts-de-Seine.
Henri PORTIER, Aube.
Roger POUDONSON, Pas-de-Calais.
Richard POUILLE, Meurthe-et-Moselle.
Claude PROUVOYEUR, Nord.
Jean PUECH, Aveyron.

Q

Roger QUILLIOT, Puy-de-Dôme.

R

André RABINEAU, Allier.
Albert RAMASSAMY, La Réunion.
Mlle Irma RAPUZZI, Bouches-du-Rhône.
Jean-Marie RAUSCH, Moselle.
Joseph RAYBAUD, Alpes-Maritimes.
René RÉGNAULT, Côtes-du-Nord.
Ivan RENAR, Nord.
Michel RIGOU, Charente-Maritime.
Roger RINCHET, Savoie.
Paul ROBERT, Cantal.
Jean ROGER, Tarn-et-Garonne.
Josselin de ROHAN, Morbihan.
Roger ROMANI, Paris.
Marcel ROSETTE, Val-de-Marne.
Gérard ROUJAS, Haute-Garonne.
André ROUVIÈRE, Gard.
Olivier ROUX, Français établis hors de France.
Marcel RUDLOFF, Bas-Rhin.
Roland RUET, Ain.
Michel RUFIN, Meuse.

S

Pierre SALVI, Val-d'Oise.
Pierre SCHIÉLÉ, Haut-Rhin.
Guy SCHMAUS, Hauts-de-Seine.
Maurice SCHUMANN, Nord.
Robert SCHWINT, Doubs.
Abel SEMPÉ, Gers.
Paul SÉRAMY, Seine-et-Marne.
Franck SÉRUSCLAT, Rhône.
Pierre SICARD, Cher.
Édouard SOLDANI, Var.
Michel SORDEL, Côte-d'Or.
Raymond SOUCARET, Lot-et-Garonne.
Paul SOUFFRIN, Moselle.
Michel SOUPLET, Oise.
Louis SOUVET, Doubs.

T

Edgar TAILHADES, Gard.
Pierre-Christian TAITTINGER, Paris.
Raymond TARCY, Guyane.
Fernand TARDY, Alpes-de-Haute-Provence.
Jacques THYRAUD, Loir-et-Cher.
Jean-Pierre TIZON, Manche.
Henri TORRE, Ardèche.
René TRAVERT, Manche.
Georges TREILLE, Deux-Sèvres.

U

Dick UKEIWE, Nouvelle-Calédonie.

V

Jacques VALADE, Gironde.
Edmond VALCIN, Martinique.
Camille VALLIN, Rhône.
Pierre VALLON, Rhône.
Albert VECTEN, Marne.
Marcel VIDAL, Hérault.
Louis VIRAPOULLÉ, La Réunion.
Hector VIRON, Nord.
Albert VOILQUIN, Vosges.
André-Georges VOISIN, Indre-et-Loire.

W

Frédéric WIRTH, Français établis hors de France.

Z

Charles ZWICKERT, Haut-Rhin.

B. – Liste par circonscription des sénateurs au 31 décembre 1985

a. DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

01 – **AIN** (2 Sénateurs).
M. Guy de La Verpillière.
M. Roland Ruet.

02 – **AISNE** (3 Sénateurs).
M. Jacques Braconnier.
M. Paul Girod.
M. Jacques Pelletier.

03 – **ALLIER** (2 Sénateurs).
M. Jean Cluzel.
M. André Rabineau.

04 – **ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** (1 Sénateur).
M. Fernand Tardy.

05 – **ALPES (HAUTES-)** (1 Sénateur).
M. Émile Didier.

06 – **ALPES-MARITIMES** (4 Sénateurs).
M. José Balarello.
M. Pierre Laffitte.
M. Pierre Merli.
M. Joseph Raybaud.

07 – **ARDÈCHE** (2 Sénateurs).
M. Bernard-Charles Hugo.
M. Henri Torre.

08 – **ARDENNES** (2 Sénateurs).
M. Maurice Blin.
M. Christian Masson.

09 – **ARIÈGE** (1 Sénateur).
M. Germain Authié.

10 – **AUBE** (2 Sénateurs).
M. Bernard Laurent.
M. Henri Portier.

11 – **AUDE** (2 Sénateurs).
M. Pierre Bastié.
M. Roland Courteau.

12 – **AVEYRON** (2 Sénateurs).
M. Louis Lazuech.
M. Jean Puech.

90 – **BELFORT (Territoire de)** (1 Sénateur).
M. Michel Dreyfus-Schmidt.

13 – **BOUCHES-DU-RHÔNE** (7 Sénateurs).
M. Charles Bonifay.
M. Félix Ciccolini.
M. Jean Francou.
M. Bastien Leccia.
M. Pierre Matraja.
M. Louis Minetti.
Mlle Irma Rapuzzi.

14 – **CALVADOS** (3 Sénateurs).
M. Philippe de Bourgoing.
M. Jacques Descours Desacres.
M. Jean-Marie Girault.

15 – **CANTAL** (2 Sénateurs).
M. Paul Malassagne.
M. Paul Robert.

16 – **CHARENTE** (2 Sénateurs).
M. Michel Alloncle.
M. Pierre Lacour.

17 – **CHARENTE-MARITIME** (3 Sénateurs).
M. Stéphane Bonduel.
M. Josy Moinet.
M. Michel Rigou.

18 – **CHER** (2 Sénateurs).
M. Jacques Genton.
M. Pierre Sicard.

19 – **CORRÈZE** (2 Sénateurs).
M. Henri Belcour.
M. Georges Mouly.

20A – **CORSE du SUD** (1 Sénateur).
M. Charles Ornano.

20B – **HAUTE-CORSE** (1 Sénateur).
M. François Giacobbi.

21 – **CÔTE-D'OR** (3 Sénateurs).
M. Bernard Barbier.
M. Maurice Lombard.
M. Michel Sordel.

22 – **CÔTES-DU-NORD** (3 Sénateurs).
M. Yves Le Cozannet.
M. Bernard Lemarié.
M. René Régnault.

23 – **CREUSE** (2 Sénateurs).
M. William Chervy.
M. Michel Moreigne.

24 – **DORDOGNE** (2 Sénateurs).
M. Lucien Delmas.
M. Michel Manet.

25 – **DOUBS** (3 Sénateurs).
M. Edgar Faure.
M. Robert Schwint.
M. Louis Souvet.

26 – **DRÔME** (2 Sénateurs).
M. Gérard Gaud.
M. Maurice Pic.

91 – **ESSONNE** (5 Sénateurs).
M. Pierre Ceccaldi-Pavard.
M. Jean Colin.
M. Pierre Gamboa.
M. Pierre Noé.
M. Jean Ooghe.

27 – **EURE** (3 Sénateurs).
M. Henri Collard.
M. Modeste Legouez.
M. Alain Pluchet.

28 – **EURE-ET-LOIR** (2 Sénateurs).
M. Jean Cauchon.
M. Raymond Poirier.

29 – **FINISTÈRE** (4 Sénateurs).
M. Alphonse Arzel.
M. Marc Bécam.
M. Édouard Le Jeune.
M. Georges Lombard.

30 – **GARD** (3 Sénateurs).
M. Gilbert Baumet.
M. André Rouvière.
M. Edgar Tailhades.

31 – **GARONNE (HAUTE-)** (4 Sénateurs).
M. Léon Eeckhoutte.
M. André Méric.
M. Jean Peyrafitte.
M. Gérard Roujas.

32 – **GERS** (2 Sénateurs).
M. Marc Castex.
M. Abel Sempé.

33 – **GIRONDE** (5 Sénateurs).
M. Marc Bœuf.
M. Raymond Brun.
M. Philippe Madrelle.
M. Jean-François Pintat.
M. Jacques Valade.

92 – **HAUTS-DE-SEINE** (7 Sénateurs).
M. André Fosset.
M. Jean-Pierre Fourcade.
M. Michel Maurice-Bokanowski.
Mme Monique Midy.
M. Charles Pasqua.
M. Robert Pontillon.
M. Guy Schmaus.

34 – **HÉRAULT** (3 Sénateurs).
M. Gérard Delfau.
M. Jules Faigt.
M. Marcel Vidal.

35 – **ILLE-ET-VILAINE** (4 Sénateurs).
M. Yvon Bourges.
M. Marcel Daunay.
M. Louis de la Forest.
M. Jean Madelain.

36 – **INDRE** (2 Sénateurs).
M. Jean Bénard-Mousseaux.
M. Guy Besse.

37 – **INDRE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
M. Jean Delaneau.
M. Marcel Fortier.
M. André-Georges Voisin.

38 – **ISÈRE** (4 Sénateurs).
M. Jean Boyer.
M. Guy Cabanel.
M. Charles Descours.
M. Jean Faure.

39 – **JURA** (2 Sénateurs).
M. Pierre Brantus.
M. Pierre Jeambrun.

40 – **LANDES** (2 Sénateurs).
M. Yves Goussebaire-Dupin.
M. Philippe Labeyrie.

41 – **LOIR-ET-CHER** (2 Sénateurs).
M. Charles Beaupetit.
M. Jacques Thyraud.

42 – **LOIRE** (4 Sénateurs).
M. Michel Durafour.
M. Louis Mercier.
M. Claude Mont.
M. Lucien Neuwirth.

43 – **LOIRE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
M. Jean-Paul Chambriard.
M. Adrien Gouteyron.

44 – **LOIRE-ATLANTIQUE** (5 Sénateurs).
M. François Autain.
M. Michel Chauty.
M. Charles-Henri de Cossé Brissac.
M. Luc Dejoie
M. Bernard Legrand.

45 – **LOIRET** (3 Sénateurs).
M. Louis Boyer.
M. Kléber Malécot.
M. Paul Masson.

46 – **LOT** (2 Sénateurs).
M. Marcel Costes.
M. Maurice Faure.

47 – **LOT-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
M. Jean François-Poncet.
M. Raymond Soucaret.

48 – **LOZÈRE** (1 Sénateur).
M. Joseph Caupert.

49 – **MAINE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
M. Auguste Chupin.
M. Jean Huchon.
M. Charles Jolibois.

50 – **MANCHE** (3 Sénateurs).
M. Jean-François Le Grand.
M. Jean-Pierre Tizon.
M. René Travert.

51 – **MARNE** (3 Sénateurs).
M. Jean Amelin.
M. Jacques Machet.
M. Albert Vecten.

52 – **MARNE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
M. Georges Berchet.
M. Jacques Delong.

53 – **MAYENNE** (2 Sénateurs).
M. Jean Arthuis.
M. René Ballayer.

54 – **MEURTHE-ET-MOSELLE** (4 Sénateurs).
M. Roger Boileau.
M. Claude Huriet.
M. Hubert Martin.
M. Richard Pouille.

55 – **MEUSE** (2 Sénateurs).
M. Rémi Herment.
M. Michel Rufin.

56 – **MORBIHAN** (3 Sénateurs).
M. Christian Bonnet.
M. Henri Le Breton.
M. Josselin de Rohan.

57 – **MOSELLE** (5 Sénateurs).
M. André Bohl.
M. Roger Husson.
M. Jean-Pierre Masseret.
M. Jean-Marie Rausch.
M. Paul Souffrin.

58 – **NIÈVRE** (2 Sénateurs).
M. Noël Berrier.
M. Robert Guillaume.

59 – **NORD** (11 Sénateurs).
M. Guy Allouche.
M. Jean-Paul Bataille.
M. Jacques Bialski.
M. Pierre Carous.
M. André Diligent.
M. Roland Grimaldi.
M. Arthur Moulin.
M. Claude Prouvoyeur.
M. Ivan Renar.
M. Maurice Schumann.
M. Hector Viron.

60 – **OISE** (3 Sénateurs).
M. Amédée Bouquerel.
M. Jean Natali.
M. Michel Souplet.

61 – **ORNE** (2 Sénateurs).
M. Hubert d'Andigné.
M. Henri Olivier.

75 – **PARIS** (12 Sénateurs).
M. Serge Boucheny.
M. Raymond Bourgine.
M. Michel Caldaguès.
M. Jean Chérioux.
M. François Collet.
Mme Cécile Goldet.
M. Christian de La Malène.

M. Dominique Pado.
M. Bernard Parmantier.
Mme Rolande Perlican.
M. Roger Romani.
M. Pierre-Christian Taittinger.

62 – **PAS-DE-CALAIS** (7 Sénateurs).
M. Jean-Luc Bécart.
M. Henri Collette.
M. Michel Darras.
M. André Delelis.
M. Henri Elby.
M. Daniel Percheron.
M. Roger Poudonson.

63 – **PUY-DE-DÔME** (3 Sénateurs).
M. Marcel Bony.
M. Michel Charasse.
M. Roger Quilliot.

64 – **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** (3 Sénateurs).
M. Auguste Cazalet.
M. Franz Duboscq.
M. Jacques Moutet.

65 – **PYRÉNÉES (HAUTES-)** (2 Sénateurs).
M. François Abadie.
M. Hubert Peyou.

66 – **PYRÉNÉES-ORIENTALES** (2 Sénateurs).
M. Paul Alduy.
M. Guy Malé.

67 – **RHIN (BAS-)** (4 Sénateurs).
M. Daniel Hoeffel.
M. Louis Jung.
M. Paul Kauss.
M. Marcel Rudloff.

68 – **RHIN (HAUT-)** (3 Sénateurs).
M. Henri Gœtschy.
M. Pierre Schiélé.
M. Charles Zwickert.

69 – **RHÔNE** (7 Sénateurs).
M. Francisque Collomb.
M. Alfred Gérin.
M. Serge Mathieu.
M. Jean Mercier.
M. Franck Sérusclat.
M. Camille Vallin.
M. Pierre Vallon.

70 – **SAÔNE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
M. Pierre Louvot.
M. Michel Miroudot.

71 – **SAÔNE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
M. Bernard Desbrière.
M. France Léchenault.
M. Marcel Lucotte.

72 – **SARTHE** (3 Sénateurs).
M. Michel d'Aillières.
M. Jacques Chaumont.
M. Roland du Luart.

73 – **SAVOIE** (2 Sénateurs).
M. Jean-Pierre Blanc.
M. Roger Rinchet.

74 – **SAVOIE (HAUTE-)** (3 Sénateurs).
M. Charles Bosson.
M. Raymond Bouvier.
M. Bernard Pellarin.

76 – **SEINE-MARITIME** (6 Sénateurs).
M. André Bettencourt.
M. Jacques Eberhard.
M. Charles Ferrant.
M. Tony Larue.
M. Jean Lecanuet.
M. Geoffroy de Montalembert.

77 – **SEINE-ET-MARNE** (4 Sénateurs).
M. Étienne Dailly.
M. Philippe François.
M. Jacques Larché.
M. Paul Séramy.

93 – **SEINE-SAINT-DENIS** (6 Sénateurs).
Mme Danielle Bidard-Reydet.
M. Marcel Debarge.
M. Claude Fuzier.
M. Jean Garcia.
M. Fernand Lefort.
M. James Marson.

79 – **SÈVRES (DEUX-)** (2 Sénateurs).
M. Jacques Ménard.
M. Georges Treille.

80 – **SOMME** (3 Sénateurs).
M. Max Lejeune.
M. Charles-Edmond Lenglet.
M. Jacques Mossion.

81 – **TARN** (2 Sénateurs).
M. Louis Brives.
M. Jacques Durand.

82 – **TARN-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
M. André Jouany.
M. Jean Roger.

94 – **VAL-DE-MARNE** (6 Sénateurs).
M. Jacques Carat.
M. Michel Giraud.
M. Charles Lederman.
Mme Hélène Luc.
M. Alain Poher.
M. Marcel Rosette.

95 – **VAL-D'OISE** (4 Sénateurs).
Mme Marie-Claude Beaudeau.
M. Adolphe Chauvin.
M. Louis Perrein.
M. Pierre Salvi.

83 – **VAR** (3 Sénateurs).
M. Maurice Janetti.
Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin.
M. Édouard Soldani.

84 – **VAUCLUSE** (2 Sénateurs).
M. Henri Duffaut.
M. Jean Geoffroy.

85 – **VENDÉE** (3 Sénateurs).
M. Louis Caiveau.
M. Michel Crucis.
M. Yves Durand.

86 – **VIENNE** (2 Sénateurs).
M. Jean-Marie Bouloux.
M. René Monory.

87 – **VIENNE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
M. Robert Laucournet.
M. Louis Longequeue.

88 – **VOSGES** (2 Sénateurs).
M. Christian Poncelet.
M. Albert Voilquin.

89 – **YONNE** (2 Sénateurs).
M. Jean Chamant.
M. Paul Guillaumot.

78 – **YVELINES** (5 Sénateurs).
M. Jean Béranger.
M. Édouard Bonnefous.
M. Louis de Catuelan.
M. Bernard-Michel Hugo.
M. René Martin.

b. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

GUADELOUPE (2 Sénateurs).
M. Georges Dagonia.
M. Marcel Gargar.

GUYANE (1 Sénateur).
M. Raymond Tarcy.

MARTINIQUE (2 Sénateurs).
M. Roger Lise.
M. Edmond Valcin.

LA RÉUNION (3 Sénateurs).
M. Paul Bénard.
M. Albert Ramassamy.
M. Louis Virapoullé.

c. TERRITOIRES D'OUTRE-MER

NOUVELLE CALÉDONIE (1 Sénateur).
M. Dick Ukeiwé.

POLYNÉSIE FRANÇAISE (1 Sénateur).
M. Daniel Millaud.

ILES WALLIS ET FUTUNA (1 Sénateur).
M. Sosefo Makapé Papilio.

d. COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAYOTTE (statut défini par la loi n° 76-1212 du 24 octobre 1976) (1 Sénateur).
M. Marcel Henry.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (statut défini par la loi n° 85-595 du 11 juin 1985) (1 Sénateur).
M. Marc Plantegenest.

e. SÉNATEURS REPRÉSENTANT LES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE

(8 Sénateurs).
M. Jean-Pierre Bayle.
M. Jean-Pierre Cantegrit.
M. Pierre Croze.
M. Charles de Cuttoli.
M. Jacques Habert.
M. Paul d'Ornano.
M. Olivier Roux.
M. Frédéric Wirth.

C. – Renouvellement triennal par tiers du Sénat

Conformément à l'ordre des séries des départements et territoires d'outre-mer

(Art. L. O. 274 et 276 du Code électoral modifiés par la L. O. du 16 juillet 1976 – Tirage au sort des séries effectué en séance publique le 9 juin 1959).

SÉRIE A (102 Sénateurs) – Élections en 1989

Ain à Indre (*).

Guyane.

Polynésie française.

Iles Wallis et Futuna.

Représentants des Français établis hors de France (**) (4 Sénateurs : MM. Pierre Croze, Jacques Habert, N., N.).

SÉRIE B (102 Sénateurs) – Élections en 1992

Indre-et-Loire à Pyrénées-Orientales (***).

La Réunion.

Nouvelle-Calédonie.

Représentants des Français établis hors de France (4 Sénateurs : MM. Jean-Pierre Bayle, Jean-Pierre Cantegrit, Charles de Cuttoli, Olivier Roux).

SÉRIE C (117 Sénateurs) – Élections en 1986

Rhin (Bas-) à Yonne.

Essonne à Yvelines (****).

Guadeloupe.

Martinique.

Saint-Pierre-et-Miquelon.

Mayotte.

Représentants des Français établis hors de France (**) (4 Sénateurs : MM. Paul d'Ornano, Frédéric Wirth, N., N.)

(*) A l'exception des départements de l'Essonne et des Hauts-de-Seine affectés à la Série C.

(**) Les douze sièges des Sénateurs représentant les Français établis hors de France ont été répartis entre les Séries A, B et C conformément aux dispositions de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983.

(***) A l'exception de Paris affecté à la Série C.

(****) Essonne, Hauts-de-Seine, Paris, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines.

D. – Sénateurs décédés

M. Victor Robini, sénateur des Alpes-Maritimes, le 25 décembre 1984 (23 janvier 1985) (p. 2)

Mme Brigitte Gros, sénateur des Yvelines, le 11 mars 1985 (2 avril 1985) (p. 66)

M. Francis Palmero, sénateur des Alpes-Maritimes, le 13 mai 1985 (14 mai 1985) (p. 507)

M. Jules Roujon, sénateur de la Lozère, le 26 mai 1985 (28 mai 1985) (p. 728)

M. Jacques Toutain, sénateur des Yvelines, le 1er septembre 1985 (2 octobre 1985) (p. 2169)

E. – Anciens sénateurs décédés

M. Gilbert Jules (ancien sénateur de la Somme) (23 janvier 1985) (p. 2)

M. Georges Portmann (ancien sénateur de la Gironde et vice-président du Sénat) ; *M. Aldolphe Legeay* (ancien conseiller de la République de Seine-et-Marne) ; *M. Robert Burret* (ancien sénateur des Hautes-Pyrénées) ; *M. Victor Chatenay* (ancien conseiller de la République de Maine-et-Loire et ancien membre du Conseil constitutionnel) (2 avril 1985) (p. 66)

M. Michel Madelin (ancien sénateur des Vosges) (2 mai 1985) (p. 382)

M. André Litaise (ancien sénateur de l'Ain) (6 juin 1985) (p. 1020)

M. Robert Francotte (ancien sénateur de la Seine) (12 juin 1985) (p. 1073)

M. Joseph Chatagner (ancien conseiller de la République) (21 juin 1985) (p. 1499)

M. Marc Pauzet (ancien sénateur de la Gironde) (20 août 1985) (p. 2158)

M. Robert Marignan (ancien sénateur des Bouches-du-Rhône) (18 octobre 1985) (p. 2327)

M. Jean Fleury (ancien sénateur de la Seine, puis des Hauts-de-Seine) (22 octobre 1985) (p. 2339)

M. Max Boyer (ancien conseiller de la République de la Sarthe) (24 octobre 1985) (p. 2498)

M. Marcel Lemaire (ancien sénateur de la Marne) (19 novembre 1985) (p. 3172)

M. Georges Guille (ancien sénateur de l'Aude) (20 novembre 1985) (p. 3239)

M. Henri Sibor (ancien sénateur des Pyrénées-Atlantiques) (27 novembre 1985) (p. 3429)

F. – Démission de sénateur

M. Gérard Ehlers se démet de son mandat de sénateur du Nord à compter du 2 avril 1985 (2 avril 1985) (p. 66)

G. – Remplacement de sénateurs

M. José Balarello remplace M. Victor Robini (Alpes-Maritimes) (23 janvier 1985) (p. 2)

M. Jacques Toutain remplace Mme Brigitte Gros (Yvelines) (2 avril 1985) (p. 66)

M. Ivan Renar remplace M. Gérard Ehlers (Nord), démissionnaire (2 avril 1985) (p. 66)

M. Pierre Laffitte remplace M. Francis Palmero (Alpes-Maritimes) (14 mai 1985) (p. 508)

M. Joseph Caupert remplace M. Jules Roujon (Lozère) (28 mai 1985) (p. 728)

M. Louis de Catuelan remplace M. Jacques Toutain (Yvelines) (2 octobre 1985) (p. 2169)

H. – Sénateurs en mission

Fin de la mission de *M. Michel Dreyfus-Schmidt,* sénateur, auprès du ministre des affaires européennes, le 5 mars 1985 (2 avril 1985) (p. 66).

Mission de *M. Lucien Delmas,* sénateur, conjointement auprès du ministre chargé du Plan et de l'aménagement du territoire et du ministre des relations extérieures (13 août 1985) (p. 2094).

II. – BUREAU DU SENAT

Aucune modification n'est intervenue dans la composition du Bureau du Sénat au cours de l'année 1985.

Président du Sénat : M. Alain Poher

Vice-présidents : MM. Pierre-Christian Taittinger, Etienne Dailly, Pierre Carous, Félix Ciccolini.

Questeurs : MM. Pierre Schiélé, Edmond Valcin, Jacques Bialski.

Secrétaires : MM. Jean Béranger, Charles Bonifay, Raymond Bouvier, Pierre Ceccaldi-Pavard, Georges Dagonia, Roland du Luart, James Marson, Dick Ukeiwé.

III. – SESSIONS

Deuxième session extraordinaire de 1984-1985 : ouverture (23 janvier 1985) (p. 2) - Ajournement (24 janvier 1985) (p. 61) - Clôture le 25 janvier 1985 (JO Lois et décrets 26 janvier 1985, p. 1087)

Seconde session ordinaire de 1984-1985 : ouverture (2 avril 1985) (p. 66) - Clôture (29 juin 1985) (p. 1879)

Troisième session extraordinaire de 1984-1985 : convocation (29 juin 1985) (p. 1878, 1879) - Ouverture (17 juillet 1985) (p. 1888) - Ajournement (26 juillet 1985) (p. 2089) - Clôture le 26 juillet 1985 (JO Lois et décrets 27 juillet 1985, p. 8535)

Quatrième session extraordinaire de 1984-1985 : ouverture (13 août 1985) (p. 2093) - Ajournement (20 août 1985) (p. 2164) - Clôture le 20 août 1985 (JO Lois et décrets 22 août 1985, p. 9703)

Première session ordinaire de 1985-1986 : ouverture (2 octobre 1985) (p. 2169) - Clôture (20 décembre 1985) (p. 4559)

Première session extraordinaire de 1985-1986 : convocation (20 décembre 1985) (p. 4550) - Ouverture (21 décembre 1985) (p. 4568) - Ajournement (22 décembre 1985) (p. 4655) - Clôture le 22 décembre 1985 (JO Lois et décrets 24 décembre 1985, p. 15055)

IV. – COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES

Groupe communiste (C)

a) *Modifications intervenues au cours de l'année 1985 :* M. Gérard Ehlers démissionne de son mandat de sénateur à compter du 2 avril 1985 - M. Ivan Renar, devenu sénateur le 2 avril 1985, adhère au groupe communiste le 4 avril 1985.

b) *Composition du groupe au 31 décembre 1985 :* Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Luc Bécart, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Serge Boucheny, Jacques Eberhard, Pierre Gamboa, Jean Garcia, Bernard-Michel Hugo, Charles Lederman, Fernand Lefort, Mme Hélène Luc, MM. James Marson, René Martin, Mme Monique Midy, MM. Louis Minetti, Jean Ooghe, Mme Rolande Perlican, MM. Ivan Renar, Marcel Rosette, Guy Schmaus, Paul Souffrin, Camille Vallin, Hector Viron.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement : M. Marcel Gargar.

Président du groupe : Mme Hélène Luc.

Groupe de la gauche démocratique (GD)

a) *Modifications intervenues au cours de l'année 1985 :* Mme Brigitte Gros décède le 11 mars 1985 - M. Jacques Toutain, devenu sénateur le 12 mars 1985, adhère au groupe de la gauche démocratique le 14 mars 1985 - M. Pierre Laffitte, devenu sénateur le 14 mai 1985, adhère au groupe de la gauche démocratique le 22 mai 1985 - M. Jacques Toutain décède le 1er septembre 1985.

b) *Composition du groupe au 31 décembre 1985 :* MM. François Abadie, Charles Beaupetit, Jean Béranger, Georges Berchet, Guy Besse, Stéphane Bonduel, Edouard Bonnefous, Louis Brives, Jean-Pierre Cantegrit, Henri Collard, Etienne Dailly, Emile Didier, Michel Durafour, Edgar Faure, Maurice Faure, Jean François-Poncet, François Giacobbi, Paul Girod, Pierre Jeambrun, André Jouany, Pierre Laffitte, France Léchenault, Bernard Legrand, Max Lejeune, Jean Mercier, Pierre Merli, Josy Moinet, Georges Mouly, Jacques Moutet, Jacques Pelletier, Hubert Peyou, Joseph Raybaud, Michel Rigou, Paul Robert, Jean Roger, Raymond Soucaret.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement : M. Abel Sempé.

Rattaché administrativement aux termes de l'article 6 du règlement : M. Charles-Edmond Lenglet.

Président du groupe : M. Jacques Pelletier

Groupe de l'union centriste (UC)

a) *Modifications intervenues au cours de l'année 1985 :* M. Francis Palmero décède le 13 mai 1985 - M. Louis de Catuelan, devenu sénateur le 2 septembre 1985, s'apparente au groupe de l'union centriste le 25 septembre 1985.

b) *Composition du groupe au 31 décembre 1985 :* MM. Jean Arthuis, Alphonse Arzel, René Ballayer, Jean-Pierre Blanc, Maurice Blin, André Bohl, Roger Boileau, Charles Bosson, Raymond Bouvier, Pierre Brantus, Louis Caiveau, Jean Cauchon, Pierre Ceccaldi-Pavard, Adolphe Chauvin, Auguste Chupin, Jean Cluzel, Jean Colin, André Diligent, Jean Faure, Charles Ferrant, André Fosset, Jean Francou, Jacques Genton, Henri Gœtschy, Marcel Henry, Rémi Herment, Daniel Hoeffel, Jean Huchon, Louis Jung, Pierre Lacour, Bernard Laurent, Jean Lecanuet, Edouard Le Jeune, Bernard Lemarié, Georges Lombard, Jacques Machet, Jean Madelain, Guy Malé, Kléber Malécot, Louis Mercier, Daniel Millaud, René Monory, Claude Mont, Jacques Mossion, Dominique Pado, Alain Poher, Raymond Poirier, Roger Poudonson, André Rabineau, Jean-Marie Rausch, Marcel Rudloff, Pierre Salvi, Pierre Schiélé, Paul Séramy, Pierre Sicard, Michel Souplet, Pierre Vallon, Albert Vecten, Louis Virapoullé, Frédéric Wirth, Charles Zwickert.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement : M. Louis de Catuelan.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement : MM. Paul Alduy, Jean-Marie Bouloux, Marcel Daunay, Alfred Gérin, Claude Huriet, Henri Le Breton, Yves Le Cozannet, Roger Lise, Georges Treille.

Président du groupe : M. Adolphe Chauvin.

Groupe de l'union des républicains et des indépendants (UREI)

a) *Modifications intervenues au cours de l'année 1985 :* M. Marcel Lucotte devient président du groupe de l'union des républicains et des indépendants à compter du 1er janvier 1985 - M. José Balarello, devenu sénateur le 26 décembre 1984, adhère au groupe le 18 janvier 1985 - M. Jules Roujon décède le 26 mai 1985 - M. Joseph Caupert, devenu sénateur le 27 mai 1985, adhère au groupe de l'UREI le 11 juin 1985.

b) *Composition du groupe au 31 décembre 1985 :* MM. Michel d'Aillières, José Balarello, Bernard Barbier, Jean-Paul Bataille, Jean Bénard-Mousseaux, André Bettencourt, Christian Bonnet, Philippe de Bourgoing, Jean Boyer, Louis Boyer, Guy Cabanel, Marc Castex, Joseph Caupert, Jean-Paul Chambriard, Charles-Henri de Cossé Brissac, Pierre Croze, Michel Crucis, Jean Delaneau, Jacques Descours Desacres, Louis de la Forest, Jean-Pierre Fourcade, Jean-Marie Girault, Yves Goussebaire-Dupin, Paul Guillaumot, Jacques Larché, Guy de La Verpillière, Louis Lazuech, Modeste Legouez, Pierre Louvot, Roland du Luart, Marcel Lucotte, Hubert Martin, Serge Mathieu, Jacques Ménard, Michel Miroudot, Jean-François Pintat, Richard Pouille, Jean Puech, Roland Ruet, Michel Sordel, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Thyraud, Jean-Pierre Tizon, René Travert, Albert Voilquin.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement : M. Henri Torre

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement : MM. Henri Elby, Charles Jolibois, Henri Olivier, Bernard Pellarin.

Président du groupe : M. Marcel Lucotte

Groupe du rassemblement pour la République (RPR)

a) *Modifications intervenues au cours de l'année 1985 :* M. Gilbert Baumet adhère au groupe du rassemblement pour la République le 5 août 1985 ; il cesse d'appartenir à ce groupe le 13 août 1985.

b) *Composition du groupe au 31 décembre 1985 :* MM. Michel Alloncle, Jean Amelin, Hubert d'Andigné, Marc Bécam, Henri Belcour, Amédée Bouquerel, Yvon Bourges, Jacques Braconnier, Michel Caldaguès, Pierre Carous, Auguste Cazalet, Jean Chamant, Jacques Chaumont, Michel Chauty, Jean Chérioux, François Collet, Henri Collette, Charles de Cuttoli, Jacques Delong, Charles Descours, Franz Duboscq, Marcel Fortier, Philippe François, Michel Giraud, Adrien Gouteyron, Bernard-Charles Hugo, Roger Husson, Paul Kauss, Christian de La Malène, Jean-François Le Grand, Maurice Lombard, Christian Masson, Paul Masson, Michel Maurice-Bokanowski, Geoffroy de Montalembert, Arthur Moulin, Jean Natali, Lucien Neuwirth, Paul d'Ornano, Sosefo Makapé Papilio, Charles Pasqua, Alain Pluchet, Christian Poncelet, Henri Portier, Josselin de Rohan, Roger Romani, Maurice Schumann, Dick Ukeiwé, Jacques Valade, Edmond Valcin.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement : MM. Paul Bénard, Raymond Bourgine, Raymond Brun, Paul Malassagne, Michel Rufin, André-Georges Voisin.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement : MM. Luc Dejoie, Claude Prouvoyeur, Louis Souvet.

Président du groupe : M. Charles Pasqua.

Groupe socialiste (S)

a) *Aucune modification n'est intervenue au cours de l'année 1985*

b) *Composition du groupe au 31 décembre 1985 :* MM. Guy Allouche, François Autain, Germain Authié, Pierre Bastié, Jean-Pierre Bayle, Noël Berrier, Jacques Bialski, Marc Bœuf, Charles Bonifay, Marcel Bony, Jacques Carat, Michel Charasse, William Chervy, Félix Ciccolini, Marcel Costes, Roland Courteau, Georges Dagonia, Michel Darras, Marcel Debarge, André Delelis, Gérard Delfau, Lucien Delmas, Bernard Desbrière, Michel Dreyfus-Schmidt, Henri Duffaut, Jacques Durand, Léon Eeckhoutte, Jules Faigt, Claude Fuzier, Gérard Gaud, Jean Geoffroy, Mme Cécile Goldet, MM. Roland Grimaldi, Robert Guillaume, Maurice Janetti, Philippe Labeyrie, Tony Larue, Robert Laucournet, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, MM. Bastien Leccia, Louis Longequeue, Philippe Madrelle, Michel Manet, Jean-Pierre Masseret, Pierre Matraja, André Méric, Michel Moreigne, Pierre Noé, Bernard Parmantier, Daniel Percheron, Louis Perrein, Jean Peyrafitte, Maurice Pic, Robert Pontillon, Roger Quilliot, Albert Ramassamy, Mlle Irma Rapuzzi, MM. René Régnault, Roger Rinchet, Gérard Roujas, André Rouvière, Robert Schwint, Franck Sérusclat, Edouard Soldani, Edgar Tailhades, Fernand Tardy, Marcel Vidal.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement : MM. Marc Plantegenest, Raymond Tarcy.

Président du groupe : M. André Méric.

Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (NI)

a) *Modifications intervenues au cours de l'année 1985 :* M. José Balarello, devenu sénateur le 26 décembre 1984, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 18 janvier 1985 - M. Jacques Toutain, devenu sénateur le 12 mars 1985, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 14 mars 1985 - M. Ivan Renar, devenu sénateur le 2 avril 1985, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 4 avril 1985 - M. Pierre Laffitte, devenu sénateur le 14 mai 1985, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 22 mai 1985 - M. Joseph Caupert, devenu sénateur le 27 mai 1985, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 11 juin 1985 - M. Gilbert Baumet cesse de ne figurer sur la liste d'aucun groupe le 5 août 1985 - M. Gilbert Baumet ne figure sur la liste d'aucun groupe à compter du 13 août 1985 - M. Louis de Catuelan, devenu sénateur le 2 septembre 1985, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 25 septembre 1985.

b) *Au 31 décembre 1985 :* MM. Gilbert Baumet, Francisque Collomb, Yves Durand, Jacques Habert, Charles Ornano, Olivier Roux.

Délégué : M. Jacques Habert.

V. – COMPOSITION DES COMMISSIONS

A. – COMMISSIONS PERMANENTES

1 – Commission des affaires culturelles

Modifications intervenues au cours de l'année 1985 :

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Dick Ukeiwé (23 janvier 1985) ; Mme Brigitte Gros (décédée le 11 mars 1985) ; M. Michel Giraud (24 avril 1985) ; M. Raymond Soucaret (11 juin 1985) ; M. Yves Goussebaire-Dupin (11 juin 1985) ; M. Jacques Toutain (décédé le 1er septembre 1985) ; M. Charles Descours (2 octobre 1985).

Sont nommés membres de cette commission : M. Michel Giraud (23 janvier 1985) ; M. Jacques Toutain (2 avril 1985) ; M. Henri Collette (24 avril 1985) ; M. Pierre Laffitte (11 juin 1985) ; M. Joseph Caupert (13 juin 1985) ; M. Paul Bénard (2 octobre 1985) ; M. Raymond Poirier (22 octobre 1985).

Composition au 31 décembre 1985 :

a) Bureau : président : M. Léon Eeckhoutte ; *vice-présidents :* MM. Paul Séramy, Adrien Gouteyron, Michel Miroudot, Michel Durafour ; *secrétaires :* MM. James Marson, Jacques Habert, Jacques Carat, Pierre Vallon.

b) Membres : M. Guy Allouche, Paul Bénard, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jean-Pierre Blanc, Marc Bœuf, Roger Boileau, Philippe de Bourgoing, Pierre Carous, Joseph Caupert, Auguste Cazalet, Adolphe Chauvin, Henri Collette, Charles-Henri de Cossé Brissac, Jean Delaneau, Jacques Durand, Jules Faigt, Claude Fuzier, Pierre Laffitte, Guy de La Verpillière, Henri Le Breton, Jean-François Le Grand, Mme Hélène Luc, MM. Kléber Malécot, Hubert Martin, Christian Masson, Dominique Pado, Soséfo Makapé Papilio, Charles Pasqua, Jacques Pelletier, Maurice Pic, Raymond Poirier, Roger Quilliot, Jean Roger, Roland Ruet, Guy Schmaus, Abel Sempé, Franck Sérusclat, Pierre Sicard, Pierre-Chritian Taittinger, Raymond Tarcy, Albert Vecten, Marcel Vidal.

2 – Commission des affaires économiques et du plan :

Modifications intervenues au cours de l'année 1985 :

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Gérard Ehlers (2 avril 1985) ; M. Jules Roujon (décédé le 26 mai 1985) ; M. Lucien Neuwirth (30 mai 1985) ; M. Alfred Gérin (11 juin 1985) ; M. Jean-Marie Bouloux (22 octobre 1985).

Sont nommés membres de cette commission : M. Ivan Renar (4 avril 1985) ; M. Paul Kauss (30 mai 1985) ; M. Yves Goussebaire-Dupin (11 juin 1985) ; M. Raymond Soucaret (11 juin 1985) ; M. Louis de Catuelan (22 octobre 1985).

Composition au 31 décembre 1985 :

a) Bureau : président : M. Michel Chauty ; *vice-présidents :* MM. Jean Colin, Richard Pouille, Bernard Legrand, Pierre Noé ; *secrétaires :* MM. Francisque Collomb, Marcel Daunay, André Rouvière, Louis Minetti.

b) Membres : MM. François Abadie, Bernard Barbier, Charles Beaupetit, Jean-Luc Bécart, Georges Berchet, Marcel Bony, Amédée Bouquerel, Jean Boyer, Jacques Braconnier, Raymond Brun, Louis de Catuelan, Jean-Paul Chambriard, William Chervy, Auguste Chupin, Marcel Costes, Roland Courteau, Lucien Delmas, Bernard Desbrière, Henri Elby, Jean Faure, Philippe François, Yves Goussebaire-Dupin, Roland Grimaldi, Paul Guillaumot, Rémi Herment, Jean-Pierre Huchon, Bernard-Charles Hugo, Bernard-Michel Hugo, Maurice Janetti, Pierre Jeambrun, Paul Kauss, Pierre Lacour, Robert Laucournet, Bernard Laurent, France Léchenault, Yves Le Cozannet, Charles-Edmond Lenglet, Maurice Lombard, Marcel Lucotte, Paul Malassagne, Guy Malé, René Martin, Paul Masson, Serge Mathieu, Louis Mercier, Mme Monique Midy, MM. Georges Mouly, Jacques Moutet, Henri Olivier, Daniel Percheron, Jean Peyrafitte, Alain Pluchet, Claude Prouvoyeur, Jean Puech, Albert Ramassamy, Jean-Marie Rausch, René Régnault, Ivan Renar, Michel Rigou, Roger Rinchet, Josselin de Rohan, Michel Sordel, Raymond Soucaret, Michel Souplet, Fernand Tardy, René Travert, Jacques Valade, Frédéric Wirth, Charles Zwickert.

3 – Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées :

Modifications intervenues au cours de l'année 1985 :

Cesse d'appartenir à cette commission : M. Francis Palmero (décédé le 13 mai 1985).

Est nommé membre de cette commission : M. Alfred Gérin (11 juin 1985).

Composition au 31 décembre 1985 :

a) Bureau : président : M. Jean Lecanuet ; *vice-présidents :* MM. Yvon Bourges, Emile Didier, Pierre Matraja, Jacques Ménard ; *secrétaires :* MM. Serge Boucheny, Michel d'Aillières, Jacques Genton, Gérard Gaud.

b) Membres : MM. Paul Alduy, Michel Alloncle, François Autain, Jean-Pierre Bayle, Jean Bénard-Mousseaux, Noël Berrier, André Bettencourt, Charles Bosson, Raymond Bourgine, Louis Brives, Guy Cabanel, Michel Caldaguès, Jacques Chaumont, Michel Crucis, André Delelis, Jacques Delong, Maurice Faure, Charles Ferrant, Louis de la Forest, Jean Garcia, Alfred Gérin, Marcel Henry, Louis Jung, Philippe Labeyrie, Christian de La Malène, Edouard Le Jeune, Max Lejeune, Louis Longequeue, Philippe Madrelle, Jean Mercier, Pierre Merli, Daniel Millaud, Claude Mont, Jean Natali, Paul d'Ornano, Bernard Parmantier, Mme Rolande Perlican, MM. Robert Pontillon, Roger Poudonson, Paul Robert, Marcel Rosette, Albert Voilquin.

4 – Commission des affaires sociales :

Modifications intervenues au cours de l'année 1985 :

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Paul Kauss (30 mai 1985) ; M. Paul Bénard (2 octobre 1985) ; M. Raymond Poirier (22 octobre 1985).

Sont nommés membres de cette commission : M. José Balarello (4 avril 1985) ; M. Lucien Neuwirth (30 mai 1985) ; M. Charles Descours (2 octobre 1985) ; M. Jean-Marie Bouloux (22 octobre 1985).

Composition au 31 décembre 1985 :

a) Bureau : président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *vice-présidents :* MM. Bernard Lemarié, Jean-Pierre Cantegrit, Jean Chérioux, Robert Schwint ; *secrétaires :* MM. Roger Lise, Hubert d'Andigné, Hector Viron, Mme Cécile Goldet.

b) Membres : MM. Jean Amelin, José Balarello, Pierre Bastié, Jean-Paul Bataille, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Henri Belcour, Jean Béranger, Guy Besse, André Bohl, Charles Bonifay, Jean-Marie Bouloux, Louis Boyer, Louis Caiveau, Marc Castex, Jean Cauchon, Henri Collard, Georges Dagonia, Marcel Debarge, Charles Descours, André Diligent, Franz Duboscq, Marcel Gargar, Claude Huriet, Roger Husson, André Jouany, Louis Lazuech, Pierre Louvot, Jacques Machet, Jean Madelain, André Méric, Michel Moreigne, Arthur Moulin, Lucien Neuwirth, Marc Plantegenest, Henri Portier, André Rabineau, Gérard Roujas, Olivier Roux, Edouard Soldani, Paul Souffrin, Louis Souvet, Georges Treille.

5 – Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation :

Aucune modification n'est intervenue au cours de l'année 1985.

Composition au 31 décembre 1985 :

a) Bureau : président : M. Edouard Bonnefous ; *vice-présidents :* MM. Geoffroy de Montalembert, Jacques Descours Desacres, Tony Larue, Jean Cluzel ; *secrétaires :* MM. Modeste Legouez, Yves Durand, Louis Perrein, Camille Vallin ; *rapporteur général :* M. Maurice Blin.

b) Membres : MM. René Ballayer, Stéphane Bonduel, Jean Chamant, Pierre Croze, Gérard Delfau, Michel Dreyfus-Schmidt, Henri Duffaut, Marcel Fortier, André Fosset, Jean François-Poncet, Jean Francou, Pierre Gamboa, Henri Gœtschy, Robert Guillaume, Fernand Lefort, Georges Lombard, Michel Manet, Jean-Pierre Masseret, Michel Maurice-Bokanowski, Josy Moinet, René Monory, Jacques Mossion, Bernard Pellarin, Jean-François Pintat, Christian Poncelet, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Joseph Raybaud, Maurice Schumann, Henri Torre, André-Georges Voisin.

6 – Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

Modifications intervenues au cours de l'année 1985 :

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Michel Giraud (23 janvier 1985) ; M. Henri Collette (24 avril 1985).

Sont nommés membres de cette commission : M. Dick Ukeiwé (23 janvier 1985) ; M. Michel Giraud (24 avril 1985).

Composition au 31 décembre 1985 :

a) Bureau : président : M. Jacques Larché ; *vice-présidents :* MM. Edgar Tailhades, Louis Virapoullé, Charles de Cuttoli, Paul Girod ; *secrétaires :* MM. Charles Lederman, François Collet, Germain Authié, Pierre Salvi.

b) Membres : MM. Jean Arthuis, Alphonse Arzel, Gilbert Baumet, Marc Bécam, Christian Bonnet, Raymond Bouvier, Pierre Brantus, Pierre Ceccaldi-Pavard, Michel Charasse, Félix Ciccolini, Etienne Dailly, Michel Darras, Luc Dejoie, Jacques Eberhard, Edgar Faure, Jean Geoffroy, François Giacobbi, Michel Giraud, Jean-Marie Girault, Daniel Hoeffel, Charles Jolibois, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, MM. Bastien Leccia, Roland du Luart, Jean Ooghe, Charles Ornano, Hubert Peyou, Roger Romani, Marcel Rudloff, Michel Rufin, Jacques Thyraud, Jean-Pierre Tizon, Dick Ukeiwé.

B. – COMMISSIONS SPÉCIALES

1. – COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LE PROJET DE LOI RELATIF AUX DROITS D'AUTEUR ET AUX DROITS DES ARTISTES-INTERPRÈTES, DES PRODUCTEURS DE PHONOGRAMMES ET DE VIDÉOGRAMMES ET DES ENTREPRISES DE COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

(Voir sa composition dans la Table des matières 1984)

2. – COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LA PROPOSITION DE LOI DE M. JEAN CLUZEL PORTANT RÉFORME DU RÉGIME JURIDIQUE DE LA PRESSE

Communication pour sa création (5 décembre 1985) (p. 3583).

Nomination par le Sénat (5 décembre 1985) (p. 3593).

Membres : MM. Stéphane Bonduel, Pierre Brantus, Jacques Carat, Félix Ciccolini, Jean Cluzel, Etienne Dailly, André Diligent, Michel Durafour, Léon Eeckhoutte, André Fosset, Claude Fuzier, Roger Husson, Charles Jolibois, Charles Lederman, Jean-François Le Grand, Dominique Pado, Charles Pasqua, Louis Perrein, Richard Pouille, Roger Romani, Guy Schmaus, Maurice Schumann, Pierre-Christian Taittinger et Jacques Thyraud.

Bureau : président : M. Charles Pasqua ; *vice-présidents :* MM. Jacques Thyraud, Louis Perrein, Michel Durafour, Dominique Pado ; *secrétaire :* M. Guy Schmaus ; *rapporteur :* M. Jean Cluzel.

C. – COMMISSIONS D'ENQUÊTE ET DE CONTRÔLE

1. – COMMISSION DE CONTRÔLE CHARGÉE D'EXAMINER LA GESTION DE LA SNCF ET LES CONDITIONS DE MISE EN PLACE DES COMITÉS D'ÉTABLISSEMENT AU SEIN DE CETTE SOCIÉTÉ NATIONALE

Communication pour sa création (18 décembre 1984) (p. 4678).

Election par le Sénat (18 décembre 1984) (p. 4689).

Membres : MM. Jean Chamant, André Fosset, Pierre Ceccaldi-Pavard, Pierre Jeambrun, Pierre Louvot, Jacques Moutet, Alfred Gérin, Alphonse Arzel, Jean Delaneau, Charles-Henri de Cossé Brissac, Charles Descours, Auguste Cazalet, Jean Arthuis, Emile Didier, Paul Masson, Jean-Pierre Masseret, André Rouvière, Maurice Janetti, Mlle Irma Rapuzzi.

Bureau : président : M. André Fosset ; *vice-présidents :* MM. Maurice Janetti, Charles-Henri de Cossé Brissac, Jacques Moutet ; *rapporteur : M. Paul Masson.*

Rapport de M. Paul Masson (21 mai 1985) [n° **293** (84-85)].

2. – COMMISSION DE CONTRÔLE SUR LES MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE PUBLIC DES POSTES.

Communication pour sa création (20 décembre 1984) (p. 4829).

Election par le Sénat (20 décembre 1984) (p. 4851).

Membres : MM. Geoffroy de Montalembert, Amédée Bouquerel, Jean Bénard Mousseaux, René Martin, Raymond Bourgine, Claude Prouvoyeur, Pierre Vallon, Jacques Mossion, Raymond Bouvier, Guy Malé, Yves Goussebaire-Dupin, Louis Virapoullé, Serge Mathieu, Louis Perrein, Stéphane Bonduel, Guy Besse, Pierre Matraja, Paul Girod, Gérard Roujas, René Régnault, Pierre Gamboa.

Bureau : président : M. Geoffroy de Montalembert ; *vice-présidents :* MM. Stéphane Bonduel, Raymond Bourgine, M. Serge Mathieu, René Régnault ; *secrétaire :* M. Pierre Gamboa ; *rapporteur :* M. Pierre Vallon.

Rapport de M. Pierre Vallon (18 juin 1985) [n° **375** (84-85)].

3. – COMMISSION DE CONTRÔLE SUR LES CONDITIONS DANS LEQUELLES SONT COMMANDÉES ET ÉLABORÉES LES ÉTUDES TECHNIQUES QUI FONDENT LES EXPERTISES DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE, EN MATIÈRE DE RÉPARTITION DES FRÉQUENCES HERTZIENNES.

Communication pour sa création (2 mai 1985) (p. 383).

Election par le Sénat (2 mai 1985) (p. 396).

Membres : MM. Michel Maurice-Bokanowski, Dominique Pado, Jean-François Pintat, Lucien Neuwirth, Pierre-Christian Taittinger, Charles Pasqua, Rémi Herment, Roger Romani, Michel Miroudot, Paul Séramy, Michel Durafour, Jean Faure, Pierre Vallon, Jacques Toutain, Jean-Pierre Masseret, Claude Fuzier, Léon Eeckhoutte, Jacques Carat, Robert Pontillon, James Marson et Charles Lederman.

Bureau : président : M. Jean-François Pintat ; *vice-présidents :* MM. Michel Durafour, Claude Fuzier, Paul Séramy ; *rapporteur :* M. Charles Pasqua.

Rapport de M. Charles Pasqua (23 octobre 1985) [n° **45** (85-86)].

4. – COMMISSION D'ENQUÊTE CHARGÉE D'EXAMINER LES CONDITIONS DE LA CONCLUSION PAR L'ÉTAT DE CONCESSIONS DE SERVICE PUBLIC ET DE L'ATTRIBUTION DE CANAUX DE SATELLITE DANS LE DOMAINE DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE.

Communication pour sa création (5 décembre 1985) (p. 3583).

Élection par le Sénat (5 décembre 1985) (p. 3593).

Membres : MM. Michel Miroudot, Paul Séramy, Michel Durafour, Jean-François Pintat, Josselin de Rohan, Jean Cluzel, Charles Pasqua, Jean-Pierre Cantegrit, Roland du Luart, Jean-François Le Grand, Louis de Catuelan, Roger Romani, Pierre Ceccaldi-Pavard, Jean-Marie Rausch, Jacques Carat, Jean-Pierre Masseret, Robert Pontillon, Léon Eeckhoutte, James Marson, Guy Allouche et Charles Lederman.

Bureau : président : M. Jean-Marie Rausch ; *vice-présidents :* MM. Michel Miroudot, Jacques Carat ; *secrétaires :* MM. Charles Lederman, Jean-Pierre Cantegrit ; *rapporteur :* M. Josselin de Rohan.

D. – COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

1. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A L'ÉTAT D'URGENCE EN NOUVELLE-CALÉDONIE ET DÉPENDANCES (24 janvier 1985) (p. 62)

Communication pour sa création (24 janvier 1985) (p. 55).

Nominations par l'Assemblée nationale (24 janvier 1985) et par le Sénat (24 janvier 1985) (p. 55).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Alain Richard, René Rouquet, Michel Sapin, Guy Ducoloné, Jacques Toubon, Charles Millon ; membres suppléants : MM. Jacques Floch, Jean-Pierre Michel, Roger Rouquette, Jean-Pierre Worms, Edmond Garcin, Jean Foyer, Pascal Clément.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, François Collet, Pierre Ceccaldi-Pavard, Charles Jolibois, Dick Ukeiwé, Germain Authié, Charles Lederman ; membres suppléants : MM. Félix Ciccolini, Henri Collette, Etienne Dailly, Jacques Eberhard, Jean-Marie Girault, Paul Girod, Roland du Luart.

Bureau : président : M. Jean-Pierre Michel ; *vice-président :* M. François Collet ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Alain Richard ; au Sénat : M. Jacques Larché.

2. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A LA DÉFINITION ET A LA MISE EN OEUVRE DE PRINCIPES D'AMÉNAGEMENT (29 juin 1985) (p. 1880).

Communication pour sa création (14 mai 1985) (p. 566).

Nominations par l'Assemblée nationale (22 mai 1985) et par le Sénat (14 mai 1985) (p. 566).

Députés : membres titulaires : MM. Philippe Bassinet, Paul Chomat, Pierre-Bernard Cousté, Jean-Pierre Destrade, Guy Malandain, Jean Rigaud, Jean-Pierre Worms ; membres suppléants : MM. Georges Sarre, Robert Malgras, Léo Grezard, Claude Michel, Pascal Clément, Mme Adrienne Horvath, M. Pierre Weisenhorn.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Chauty, Alain Pluchet, Jean Colin, Paul Girod, Bernard Hugo (Yvelines), Robert Laucournet, Marcel Lucotte ; membres suppléants : MM. Richard Pouille, Auguste Chupin, Philippe François, Jacques Moutet, Maurice Janetti, René Martin, Pierre Lacour.

Bureau : président : M. Michel Chauty ; *vice-président :* M. Philippe Bassinet ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Destrade ; au Sénat : M. Alain Pluchet.

3. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI MODIFIANT LE CODE ÉLECTORAL ET RELATIF A L'ÉLECTION DES DÉPUTÉS (29 juin 1985) (p. 1880)

Communication pour sa création (31 mai 1985) (p. 828).

Nominations par l'Assemblée nationale (3 juin 1985) et par le Sénat (31 mai 1985) (p. 828).

Députés : membres titulaires : MM. Gilbert Bonnemaison, Alain Richard, Jacques Roger-Machart, François Massot, Guy Ducoloné, Pierre-Charles Krieg, Pascal Clément ; membres suppléants : MM. Jean-Pierre Michel, Georges Labazée, Roger Rouquette, Mme Denise Cacheux, MM. Daniel Le Meur, Emmanuel Aubert, Jacques Dominati.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Paul Girod, Michel Giraud, Pierre Ceccaldi-Pavard, Marc Bécam, Félix Ciccolini, Charles Lederman ; membres suppléants : MM. Pierre Salvi, Etienne Dailly, François Collet, Jean Arthuis, Jean-Pierre Tizon, Michel Darras, Jacques Eberhard.

Bureau : président : M. Jacques Roger-Machart ; *vice-président :* M. Paul Girod ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Gilbert Bonnemaison ; au Sénat : M. Jacques Larché.

4. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI ORGANIQUE MODIFIANT LE CODE ÉLECTORAL ET RELATIF A L'ÉLECTION DES DÉPUTÉS (29 juin 1985) (p. 1880).

Communication pour sa création (31 mai 1985) (p. 828).

Nominations par l'Assemblée nationale (3 juin 1985) et par le Sénat (31 mai 1985) (p. 828).

Députés : membres titulaires : MM. Gilbert Bonnemaison, Alain Richard, Jacques Roger-Machart, François Massot, Guy Ducoloné, Pierre-Charles Krieg, Pascal Clément ; membres suppléants : MM. Jean-Pierre Michel, Georges Labazée, Roger Rouquette, Mme Denise Cacheux, MM. Daniel Le Meur, Emmanuel Aubert, Jacques Dominati.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Paul Girod, Michel Giraud, Pierre Ceccaldi-Pavard, Marc Bécam, Félix Ciccolini, Charles Lederman ; membres suppléants : MM. Pierre Salvi, Etienne Dailly, François Collet, Jean Arthuis, Jean-Pierre Tizon, Michel Darras, Jacques Eberhard.

Bureau : président : M. Jacques Roger-Machart ; *vice-président :* M. Jacques Larché ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Gilbert Bonnemaison ; au Sénat : M. Paul Girod.

5. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET DE 1983 (29 juin 1985) (p. 1881).

Communication pour sa création (5 juin 1985) (p. 988).

Nominations par l'Assemblée nationale (7 juin 1985) et par le Sénat (5 juin 1985) (p. 988).

Députés : membres titulaires : MM. Christian Goux, Christian Pierret, Gilbert Gantier, Dominique Frelaut, Michel Noir, Dominique Taddei, Hervé Vouillot ; membres suppléants : MM. Jean-Jacques Benetière, Maurice Pourchon, François Mortelette, Alain Rodet, Edmond Alphandéry, Parfait Jans, Georges Tranchant.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Edouard Bonnefous, Maurice Blin, Geoffroy de Montalembert, Jacques Descours Desacres, Tony Larue, Jean Cluzel, Henri Duffaut ; membres suppléants : MM. Maurice Schumann, René Monory, Christian Poncelet, Yves Durand, Louis Perrein, André Fosset, Pierre Gamboa.

Bureau : président : M. Edouard Bonnefous ; *vice-président :* M. Christian Goux ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Christian Pierret ; au Sénat : M. Maurice Blin.

6. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSION DU PROJET DE LOI RELATIF A L'ÉLECTION DES CONSEILLERS RÉGIONAUX (29 juin 1985) (p. 1881).

Communication pour sa création (6 juin 1985) (p. 1020).

Nominations par l'Assemblée nationale (7 juin 1985) et par le Sénat (6 juin 1985) (p. 1032).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, François Massot, René Rouquet, Roger Rouquette, Louis Maisonnat, Emmanuel Aubert, Pascal Clément ; membres suppléants : MM. Georges Labazée, Jacques Fleury, Michel Sapin, Philippe Marchand, Daniel Le Meur, Marc Lauriol, Jacques Dominati.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Michel Giraud, Etienne Dailly, Daniel Hoeffel, Pierre Salvi, Félix Ciccolini, Jacques Eberhard ; membres suppléants : MM. Marc Bécam, Christian Bonnet, Pierre Ceccaldi-Pavard, Michel Darras, Paul Girod, Roger Romani, Charles Lederman.

Bureau : président : M. Jacques Larché ; *vice-président :* M. Raymond Forni ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. François Massot ; au Sénat : M. Michel Giraud.

7. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI TENDANT A L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE LA CIRCULATION ET A L'ACCÉLÉRATION DES PROCÉDURES D'INDEMNISATION (29 juin 1985) (p. 1882).

Communication pour sa création (6 juin 1985) (p. 1032).

Nominations par l'Assemblée nationale (12 juin 1985) et par le Sénat (6 juin 1985) (p. 1032).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Jean-Pierre Michel, Mme Françoise Gaspard, MM. Roger Rouquette, Jean-Jacques Barthe, Marc Lauriol, Jean-Paul Fuchs ; membres suppléants : MM. Amédée Renault, René Rouquet, François Massot, Jacques Fleury, Daniel Le Meur, Serge Charles, Pascal Clément.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, François Collet, Charles de Cuttoli, Pierre Ceccaldi-Pavard, Jacques Thyraud, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, M. Charles Lederman ; membres suppléants : MM. Etienne Dailly, Michel Darras, Luc Dejoie, Jacques Eberhard, Paul Girod, Roland du Luart, Marcel Rudloff.

Bureau : président : M. Raymond Forni ; *vice-président :* M. Charles de Cuttoli ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : Mme Françoise Gaspard ; au Sénat : M. François Collet.

8. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A L'URBANISME AU VOISINAGE DES AÉRODROMES (29 juin 1985) (p. 1881).

Communication pour sa création (11 juin 1985) (p. 1067).

Nominations par l'Assemblée nationale (13 juin 1985) et par le Sénat (11 juin 1985) (p. 1067).

Députés : membres titulaires : MM. Claude Michel, Georges Le Baill, Noël Ravassard, Marcel Wacheux, Charles Fèvre, Paul Mercieca, Roland Nungesser ; membres suppléants : MM. Paul Bladt, Jean-Claude Bois, Frédéric Jalton, Jean Peuziat, Jean Rigaud, Maurice Nilès, Jean-Louis Goasduff.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Chauty, Jean Colin, Philippe François, Bernard Hugo (Yvelines), Jacques Moutet, Pierre Noé, Richard Pouille ; membres suppléants : MM. Auguste Chupin, Jean Puech, Paul Kauss, Louis Mercier, Georges Berchet, Marcel Bony, Mme Monique Midy.

Bureau : président : M. Claude Michel ; *vice-président :* M. Richard Pouille ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Georges Le Baill ; au Sénat : M. Jean Colin.

9. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS D'ORDRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER (29 juin 1985) (p. 1881)

Communication pour sa création (14 juin 1985) (p. 1246)

Nominations par l'Assemblée nationale (18 juin 1985) et par le Sénat (14 juin 1985) (p. 1246).

Députés : membres titulaires : MM. Christian Goux, Christian Pierret, Edmond Alphandéry, Parfait Jans, Dominique Taddei, Georges Tranchant, Hervé Vouillot ; membres suppléants : MM. Jean-Jacques Benetière, Maurice Pourchon, François Mortelette, Alain Rodet, Michel Cointat, Dominique Frelaut, Adrien Zeller.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Edouard Bonnefous, Maurice Blin, Etienne Dailly, Geoffroy de Montalembert, Jacques Descours Desacres, Tony Larue, Henri Duffaut, membres suppléants : MM. Maurice Schumann, René Monory, Christian Poncelet, Yves Durand, Louis Perrein, André Fosset, Pierre Gamboa.

Bureau : président : M. Edouard Bonnefous ; *vice-président :* M. Christian Goux ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Christian Pierret ; au Sénat : M. Maurice Blin.

10. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AUX DROITS D'AUTEUR ET AUX DROITS DES ARTISTES-INTERPRÈTES, DES PRODUCTEURS DE PHONOGRAMMES ET DE VIDÉOGRAMMES ET DES ENTREPRISES DE COMMUNICATION AUDIOVISUELLE (29 juin 1985) (p. 1883).

Communication pour sa création (17 juin 1985) (p. 1288).

Nominations par l'Assemblée nationale (18 juin 1985) et par le Sénat (17 juin 1985) (p. 1288).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Alain Richard, Roger Rouquette, Charles Metzinger, Guy Ducoloné, Jean Foyer, Jean-Paul Fuchs ; membres suppléants : MM. Jacques Roger-Machart, René Rouquet, Jean-Jack Queyranne, Bernard Schreiner, Daniel Le Meur, Etienne Pinte, Pascal Clément.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Maurice Schumann, Charles Jolibois, François Collet, Edgar Faure, Jacques Carat, Pierre-Christian Taittinger, Charles Lederman ; membres suppléants : MM. Jean Colin, Michel Miroudot, Bernard Parmantier, Jacques Habert, Pierre Ceccaldi-Pavard, James Marson, Adrien Gouteyron.

Bureau : président : M. Maurice Schumann ; *vice-président :* M. Charles Metzinger ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Alain Richard ; au Sénat : M. Charles Jolibois.

11. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS D'ORDRE SOCIAL (29 juin 1985) (p. 1882).

Communication pour sa création (18 juin 1985) (p. 1327).

Nominations par l'Assemblée nationale (18 juin 1985) et par le Sénat (18 juin 1985) (p. 1327).

Députés : membres titulaires : MM. Claude Evin, Michel Coffineau, Mme Martine Frachon, MM. Jean-Pierre Sueur, Jean-Paul Fuchs, Etienne Pinte, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; membres suppléants : MM. Louis Lareng, Jean-Hugues Colonna, Lucien Couqueberg, Mme Marie-France Lecuir, MM. Francisque Perrut, Antoine Gissinger, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Louis Boyer, Louis Souvet, Jean Chérioux, José Balarello, Charles Bonifay, Jean Béranger ; membres suppléants : MM. Jean Amelin, Henri Portier, Louis Lazuech, Pierre Louvot, Bernard Lemarié, Marcel Gargar, Georges Dagonia.

Bureau : président : M. Claude Evin ; *vice-président :* M. Jean-Pierre Fourcade ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Sueur ; au Sénat : MM. Louis Boyer et Louis Souvet.

12. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A LA PUBLICITÉ FAITE EN FAVEUR DES ARMES A FEU ET DE LEURS MUNITIONS (29 juin 1985) (p. 1883).

Communication pour sa création (19 juin 1985) (p. 1402).

Nominations par l'Assemblée nationale (20 juin 1985) et par le Sénat (19 juin 1985) (p. 1402).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Philippe Marchand, Jacques Fleury, Jean-Pierre Michel, Jean-Jacques Barthe, Jean-Paul Charié, Henri Bayard ; membres suppléants : MM. Roger Rouquette, Mme Françoise Gaspard, MM. Gilbert Bonnemaison, François Massot, Daniel Le Meur, Jacques Baumel, Gilbert Gantier.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Jacques Eberhard, François Collet, Roland du Luart, Pierre Salvi, Félix Ciccolini, Jean Arthuis ; membres suppléants : MM. Marc Bécam, Paul Girod, Charles Jolibois, Bastien Leccia, Charles Lederman, Roger Romani, Marcel Rudloff.

Bureau : président : M. Raymond Forni ; *vice-président :* M. Jacques Larché ; *rapporteurs* à l'Assemblée nationale : M. Jacques Fleury ; au Sénat : M. Jacques Eberhard.

13. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A L'ÉMISSION DE CERTAINES VALEURS MOBILIÈRES PAR LES ASSOCIATIONS (29 juin 1985) (p. 1883).

Communication pour sa création (20 juin 1985) (p. 1446).

Nominations par l'Assemblée nationale (20 juin 1985) et par le Sénat (20 juin 1985) (p. 1446).

Députés : membres titulaires : MM. Charles Wilquin, François Mortelette, Guy Bêche, Gilbert Gantier, Parfait Jans, Jean-Paul Planchou, Georges Tranchant ; membres suppléants : MM. Gérard Bapt, Alain Vivien, Hervé Vouillot, Pierre Forgues, Michel Cointat, Maurice Ligot, René Rieubon.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Edouard Bonnefous, Maurice Blin, Yves Durand, Geoffroy de Montalembert, Jacques Descours Desacres, Tony Larue, Henri Duffaut ; membres suppléants : MM. Maurice Schumann, René Monory, Jean Chamant, René Ballayer, Michel Dreyfus-Schmidt, André Fosset, Fernand Lefort.

Bureau : président : M. Edouard Bonnefous ; *vice-président :* M. François Mortelette ; *rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Gérard Bapt ; au Sénat : M. Yves Durand.

14. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A L'ÉLECTION DES DÉPUTÉS DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER, DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MAYOTTE ET DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (29 juin 1985) (p. 1882).

Communication pour sa création (20 juin 1985) (p. 1450).

Nominations par l'Assemblée nationale (20 juin 1985) et par le Sénat (20 juin 1985) (p. 1450).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Gilbert Bonnemaison, Philippe Marchand, Jean-Pierre Michel, Jean-Jacques Barthe, Didier Julia, Marcel Esdras ; membres suppléants : MM. Roger Rouquette, Jean-François Hory, Jacques Fleury, François Massot, Daniel Le Meur, Tutaha Salmon, Jean-Pierre Soisson.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Jean-Pierre Tizon, François Collet, Pierre Salvi, Pierre Ceccaldi-Pavard, Félix Ciccolini, Jacques Eberhard ; membres suppléants : MM. Marc Bécam, Paul Girod, Charles Jolibois, Bastien Leccia, Charles Lederman, Roger Romani, Jacques Thyraud.

Bureau : président : M. Raymond Forni ; *vice-président :* M. François Collet ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Gilbert Bonnemaison ; au Sénat : M. Jean-Pierre Tizon.

15. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI ORGANIQUE RELATIF A L'ÉLECTION DES DÉPUTÉS DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER, DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MAYOTTE ET DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (29 juin 1985) (p. 1882).

Communication pour sa création (20 juin 1985) (p. 1450).

Nominations par l'Assemblée nationale (20 juin 1985) et par le Sénat (20 juin 1985) (p. 1451).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Gilbert Bonnemaison, Philippe Marchand, Jean-Pierre Michel, Jean-Jacques Barthe, Didier Julia, Marcel Esdras ; membres suppléants : MM. Roger Rouquette, Jean-François Hory, Jacques Fleury, François Massot, Daniel Le Meur, Tutaha Salmon, Jean-Pierre Soisson.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Jean-Pierre Tizon, François Collet, Pierre Salvi, Pierre Ceccaldi-Pavard, Félix Ciccolini, Jacques Eberhard ; membres suppléants : MM. Marc Bécam, Paul Girod, Charles Jolibois, Bastien Leccia, Charles Lederman, Roger Romani, Jacques Thyraud.

Bureau : président : M. Raymond Forni ; *vice-président :* M. François Collet ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Gilbert Bonnemaison ; au Sénat : M. Jean-Pierre Tizon.

16. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AUX PARTICIPATIONS DÉTENUES DANS LES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS (29 juin 1985) (p. 1884).

Communication pour sa création (24 juin 1985) (p. 1592).

Nominations par l'Assemblée nationale (25 juin 1985) et par le Sénat (24 juin 1985) (p. 1592).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Pierre Bourguignon, Gérard Gouzes, Philippe Marchand, Jean-Jacques Barthe, Georges Tranchant, Gilbert Gantier ; membres suppléants : MM. Jean-François Hory, Jean-Pierre Michel, René Rouquet, Michel Sapin, Daniel Le Meur, Mme Hélène Missoffe, M. Adrien Zeller.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Etienne Dailly, François Collet, Jean Arthuis, Charles Jolibois, Michel Darras, Charles Lederman ; membres suppléants : MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, Félix Ciccolini, Luc Dejoie, Paul Girod, Jacques Eberhard, Jacques Thyraud, Jean-Pierre Tizon.

Bureau : président : M. Jacques Larché ; *vice-président :* M. Raymond Forni ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Pierre Bourguignon ; au Sénat : M. Etienne Dailly.

17. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A L'ENREGISTREMENT AUDIOVISUEL OU SONORE DES AUDIENCES DES JURIDICTIONS ET TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 773 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE (29 juin 1985) (p. 1884).

Communication pour sa création (24 juin 1985) (p. 1608).

Nominations par l'Assemblée nationale (25 juin 1985) et par le Sénat (24 juin 1985) (p. 1608).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Philippe Marchand, Gérard Gouzes, Pierre Bourguignon, Georges Hage, Emmanuel Aubert, Pascal Clément ; membres suppléants : MM. Jean-François Hory, Jean-Pierre Michel, René Rouquet, Michel Sapin, Louis Maisonnat, Pierre-Charles Krieg, Gilbert Gantier.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Charles Jolibois, François Collet, Etienne Dailly, Jacques Thyraud, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, M. Charles Lederman ; membres suppléants : MM. Jean Arthuis, Pierre Ceccaldi-Pavard, Félix Ciccolini, Luc Dejoie, Jacques Eberhard, Michel Rufin, Jean-Pierre Tizon.

Bureau : président : M. Jacques Larché ; *vice-président :* M. Pierre Bourguignon ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Philippe Marchand ; au Sénat : M. Charles Jolibois.

18. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A CERTAINES ACTIVITÉS D'ÉCONOMIE SOCIALE (29 juin 1985) (p. 1883).

Communication pour sa création (25 juin 1985) (p. 1648).

Nominations par l'Assemblée nationale (25 juin 1985) et par le Sénat (25 juin 1985) (p. 1648).

Députés : membres titulaires : MM. Claude Michel, Bruno Bennin, Jean Peuziat, Pierre Metais, Vincent Porelli, Etienne Pinte, Pierre Micaux ; membres suppléants : MM. Jean Bernard, Georges Le Baill, Kléber Haye, Noël Ravassard, Mme Adrienne Horvath, MM. Jean-Paul Charié, Adrien Durand.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Chauty, Paul Masson, Jean Colin, Etienne Dailly, Bernard Hugo (Yvelines), Robert Laucournet, Marcel Lucotte ; membres suppléants : MM. Richard Pouille, Jean Huchon, Josselin de Rohan, Georges Mouly, Lucien Delmas, René Martin, Philippe François.

Bureau : président : M. Claude Michel ; *vice-président :* M. Michel Chauty ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Bruno Vennin ; au Sénat : M. Paul Masson.

19. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A L'ENTREPRISE UNIPERSONNELLE A RESPONSABILITÉ LIMITÉE ET A L'EXPLOITATION AGRICOLE A RESPONSABILITÉ LIMITÉE (29 juin 1985) (p. 1884).

Communication pour sa création (25 juin 1985) (p. 1661).

Nominations par l'Assemblée nationale (25 juin 1985) et par le Sénat (25 juin 1985) (p. 1661).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Gérard Gouzes, Pierre Bourguignon, Philippe Marchand, Jean Combasteil, Jean Foyer, Francis Geng ; membres suppléants : MM. Jean-François Hory, Jean-Pierre Michel, René Rouquet, Michel Sapin, Edmond Garcin, Jean-Paul Charié, Germain Gengenwin.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Jean Arthuis, François Collet, Paul Girod, Pierre Ceccaldi-Pavard, Félix Ciccolini, Charles Lederman ; membres suppléants : MM. Raymond Bouvier, Etienne Dailly, Jacques Eberhard, Charles Jolibois, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, MM. Michel Rufin, Jean-Pierre Tizon.

Bureau : président : M. Jacques Larché ; *vice-président :* M. Raymond Forni ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Gérard Gouzes ; au Sénat : M. Jean Arthuis.

20. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A LA MAÎTRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE ET A SES RAPPORTS AVEC LA MAÎTRISE D'OEUVRE PRIVÉE (29 juin 1985) (p. 1884).

Communication pour sa création (25 juin 1985) (p. 1648).

Nominations par l'Assemblée nationale (25 juin 1985) et par le Sénat (25 juin 1985) (p. 1672).

Députés : membres titulaires : Mme Odile Sicard, MM. Guy Malandain, Robert Malgras, Jean-Claude Portheault, Paul Chomat, Jean Rigaud, Roland Vuillaume ; membres suppléants : MM. Jean-Claude Bois, Jean Peuziat, Noël Ravassard, Marcel Wacheux, Mme Adrienne Horvarth, MM. Charles Fèvre, René André.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Chauty, Robert Laucournet, Georges Berchet, Jean Colin, Bernard Hugo (Yvelines), Paul Masson, Michel Miroudot ; membres suppléants : MM. Marcel Lucotte, Jean Huchon, Josselin de Rohan, Georges Mouly, Lucien Delmas, René Martin, Philippe François.

Bureau : président : Mme Odile Sicard ; *vice-président :* M. Michel Chauty ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Guy Malandain ; au Sénat : M. Robert Laucournet.

21. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT RÉFORME DU CODE DE LA MUTUALITÉ (29 juin 1985) (p. 1885).

Communication pour sa création (26 juin 1985) (p. 1722).

Nominations par l'Assemblée nationale (27 juin 1985) et par le Sénat (26 juin 1985) (p. 1722).

Députés : membres titulaires : MM. Claude Evin, Jean Le Gars, Jean Esmonin, Jean-Claude Cassaing, Etienne Pinte, Jean-Paul Fuchs, Georges Hage ; membres suppléants : MM. Louis Lareng, Jean-Hugues Colonna, Jean-Pierre Sueur, Mme Eliane Provost, MM. Antoine Gissinger, Francisque Perrut, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Chérioux, Louis Boyer, Louis Souvet, Pierre Louvot, Charles Bonifay, Marcel Gargar ; membres suppléants : MM. Bernard Lemarié, Arthur Moulin, André Rabineau, Olivier Roux, Jean Amelin, Georges Dagonia, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Bureau : président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *vice-président :* M. Claude Evin ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Jean Le Gars ; au Sénat : M. Jean Chérioux.

22. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A LA PRISE EN CHARGE PAR L'ÉTAT, LES DÉPARTEMENTS ET LES RÉGIONS DES DÉPENSES DE PERSONNEL, DE FONCTIONNEMENT ET D'ÉQUIPEMENT DES SERVICES PLACÉS SOUS LEUR AUTORITÉ (26 juillet 1985) (p. 2090).

Communication pour sa création (29 juin 1985) (p. 1878).

Nominations par l'Assemblée nationale (11 juillet 1985) et par le Sénat (29 juin 1985) (p. 2090).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Jacques Roger-Machart, Gilbert Bonnemaison, Georges Labazée, Dominique Frelaut, Pierre-Charles Krieg, Jean-Pierre Soisson ; membres suppléants : MM. Pierre Tabanou, René Rouquet, Mme Denise Cacheux, MM. Roger Leborne, Paul Mercieca, Pierre Mauger, Adrien Zeller.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Edouard Bonnefous, Maurice Blin, André-Georges Voisin, Jacques Descours Desacres, Jean Cluzel, Tony Larue, Henry Duffaut ;

membres suppléants : MM. Josy Moinet, René Monory, Geoffroy de Montalembert, Christian Poncelet, René Ballayer, Louis Perrein, Camille Vallin.

Bureau : président : M. Raymond Forni ; *vice-président :* M. Edouard Bonnefous ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Jacques Roger-Machart ; au Sénat : M. André-Georges Voisin.

23. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A LA MODERNISATION DE LA POLICE NATIONALE (26 juillet 1985) (p. 2090).

Communication pour sa création (17 juillet 1985) (p. 1935).

Nominations par l'Assemblée nationale (19 juillet 1985) et par le Sénat (17 juillet 1985) (p. 1935).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Jacques Roger-Machart, Gilbert Bonnemaison, Gérard Bapt, Guy Ducoloné, Emmanuel Aubert, Pascal Clément ; membres suppléants : MM. Pierre Tabanou, René Rouquet, Mme Denise Cacheux, MM. Roger Leborne, Jean-Jacques Barthe, Jean Foyer, Paul Pernin.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Pierre Salvi, Michel Caldaguès, Marc Bécam, Christian Bonnet, Félix Ciccolini, Jacques Eberhard ; membres suppléants : MM. Germain Authié, Pierre Ceccaldi-Pavard, Joseph Raybaud, Jean-Marie Girault, Paul Girod, Daniel Hoeffel, Charles Lederman.

Bureau : président : M. Jacques Larché ; *vice-président :* M. Raymond Forni ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Gilbert Bonnemaison ; au Sénat : M. Marc Bécam.

24. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A L'ÉVOLUTION DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE (26 juillet 1985) (p. 2090).

Communication pour sa création (24 juillet 1985) (p. 2029).

Nominations par l'Assemblée nationale (24 juillet 1985) et par le Sénat (24 juillet 1985) (p. 2029).

Députés : membres titulaires : MM. Raymond Forni, Jacques Roger-Machart, Gilbert Bonnemaison, Georges Labazée, Guy Ducoloné, Pierre Messmer, Jean-Pierre Soisson ; membres suppléants : MM. Pierre Tabanou, René Rouquet, Mme Denise Cacheux, MM. Robert Le Foll, Daniel Le Meur, Gabriel Kaspereit, François d'Aubert.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Etienne Dailly, François Collet, Jean-Marie Girault, Daniel Hoeffel, Germain Authié, Jacques Eberhard ; membres suppléants : MM. Alphonse Arzel, Marc Bécam, Pierre Ceccaldi-Pavard, Félix Ciccolini, Charles Lederman, Jean-Pierre Tizon, Dick Ukeiwé.

Bureau : président : M. Jacques Larché ; *vice-président :* M. Jacques Roger-Machart ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Raymond Forni ; au Sénat : M. Etienne Dailly.

25. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AUX CONGÉS DE CONVERSION (26 juillet 1985) (p. 2090).

Communication pour sa création (24 juillet 1985) (p. 2046).

Nominations par l'Assemblée nationale (25 juillet 1985) et par le Sénat (24 juillet 1985) (p. 2046).

Députés : membres titulaires : MM. Claude Evin, Jean-Paul Fuchs, Mmes Muguette Jacquaint, Marie-France Lecuir, MM. Charles Metzinger, Bernard Montergnole, Etienne Pinte ; membres suppléants : MM. François d'Aubert, Guy Chanfrault, René Olmeta, Joseph Pinard, Marcel Garrouste, Paul Mercieca, Mme Hélène Missoffe.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jean Chérioux, Jean Madelain, André Rabineau, Jean Amelin, Pierre Louvot, Charles Bonifay, Hector Viron ; membres suppléants : MM. Henri Collard, Jean Cauchon, Arthur Moulin, Jacques Machet, Guy Besse, Pierre Bastié, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Bureau : président : M. Charles Metzinger ; *vice-président :* M. Jean Chérioux ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : Mme Marie-France Lecuir ; au Sénat : M. Jean Madelain.

26. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A L'ÉVOLUTION DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE (20 août 1985) (p. 2165).

Communication pour sa création (19 août 1985) (p. 2153).

Nominations par l'Assemblée nationale (20 août 1985) et par le Sénat (20 août 1985) (p. 2158).

Députés : membres titulaires : MM. Alain Richard, François Massot, Joseph Menga, Gilbert Bonnemaison, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jacques Lafleur, Jean-Pierre Soisson ; membres suppléants : MM. Jacques Roger-Machart, Roger Le Foll, Mme Denise Cacheux, MM. Jacques Fleury, Jean-Jacques Barthe, Gabriel Kaspereit, Gilbert Gantier.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Etienne Dailly, Dick Ukeiwé, Jean-Marie Girault, Daniel Hoeffel, Germain Authié, Jacques Eberhard ; membres suppléants : MM. Marc Bécam, Pierre Ceccaldi-Pavard, Félix Ciccolini, François Collet, Paul Girod, Charles Lederman, Jacques Thyraud.

Bureau : président : M. Alain Richard ; *vice-président :* M. Jacques Larché ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. François Massot ; au Sénat : M. Etienne Dailly.

27. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI COMPLÉTANT ET MODIFIANT LA LOI N° 84-53 DU 26 JANVIER 1984 PORTANT DISPOSITIONS STATUTAIRES RELATIVES A LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE ET LA LOI N° 84-594 DU 12 JUILLET 1984 RELATIVE A LA FORMATION DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE (22 décembre 1985) (p. 4655).

Communication pour sa création (15 octobre 1985) (p. 2272).

Nominations par l'Assemblée nationale (24 octobre 1985) et par le Sénat (15 octobre 1985).

Députés : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Michel, Pierre Tabanou, Georges Labazée, Roger Rouquette, Daniel Le Meur, Serge Charles, Adrien Zeller ; membres suppléants : MM. René Rouquet, Alain Richard, Jacques Roger-Machart, Mme Denise Cacheux, MM. Jean-Jacques Barthe, Georges Tranchant, Jean-Pierre Soisson.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Daniel Hoeffel, Paul Girod, François Collet, Raymond Bouvier, Germain Authié, Jacques Eberhard ; membres suppléants : MM. Marc Bécam, Pierre Salvi, Charles Jolibois, Michel Giraud, Jean-Pierre Tizon, Michel Charasse, Charles Lederman.

Bureau : président : M. Jean-Pierre Michel ; *vice-président :* M. Jacques Eberhard ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Pierre Tabanou ; au Sénat : M. Daniel Hoeffel.

28. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A LA RECHERCHE ET AU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE (22 décembre 1985) (p. 4656).

Communication pour sa création (22 octobre 1985) (p. 2342).

Nominations par l'Assemblée natonale (31 octobre 1985) et par le Sénat (22 octobre 1985) (p. 2342).

Députés : membres titulaires : MM. Philippe Bassinet, Robert Chapuis, Georges Le Baill, Kléber Haye, François Asensi, Adrien Durand, Robert Galley ; membres suppléants : MM. Jean-Pierre Sueur, Yves Tavernier, Pierre Metais, Jean-Claude Portheault, Mme Muguette Jacquaint, MM. Charles Fèvre, Jean-Louis Masson.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Chauty, Jacques Valade, Pierre Croze, Pierre Laffitte, Pierre Noé, Jean-Marie Rausch, Ivan Renar ; membres suppléants : MM. Auguste Chupin, Georges Berchet, Bernard-Charles Hugo, Richard Pouille, René Régnault, René Martin, Jean Huchon.

Bureau : président : M. Robert Chapuis ; *vice-président :* M. Pierre Noé ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Philippe Bassinet ; au Sénat : M. Jacques Valade.

29. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (22 décembre 1985) (p. 4655).

Communication pour sa création (29 octobre 1985) (p. 2579).

Nominations par l'Assemblée nationale (31 octobre 1985) et par le Sénat (29 octobre 1985) (p. 2579).

Députés : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Michel, Louis Besson, Jean-Pierre Balligand, Alain Richard, Jean-Jacques Barthe, Marc Lauriol, Adrien Zeller ; membres suppléants : MM. Georges Labazée, Roger Rouquette, Jacques Floch, Jacques Roger-Machart, Daniel Le Meur, Robert-André Vivien, Jean-Pierre Soisson.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Edouard Bonnefous, Maurice Blin, René Monory, Jacques Descours Desacres, Tony Larue, Henri Duffaut, Paul Girod ; membres suppléants : MM. Joseph Raybaud, Geoffroy de Montalembert, Christian Poncelet, René Ballayer, Louis Perrein, André Fosset, Camille Vallin.

Bureau : président : M. Edouard Bonnefous ; *vice-président :* M. Jean-Pierre Michel ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Louis Besson ; au Sénat : M. René Monory.

30. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A LA GESTION, LA VALORISATION ET LA PROTECTION DE LA FORÊT (22 décembre 1985) (p. 4655).

Communication pour sa création (31 octobre 1985) (p. 2707).

Nominations par l'Assemblée nationale (4 novembre 1985) et par le Sénat (31 octobre 1985) (p. 2707).

Députés : membres titulaires : MM. Roger Duroure, Jean-Claude Portheault, Mme Marie-Josèphe Sublet, MM. Alain Brune, André Soury, Daniel Goulet, Pierre Micaux ; membres suppléants : MM. Jean Valroff, Robert de Caumont, André Lejeune, Pierre Forgues, Jean Combasteil, Roland Vuillaume, Charles Fèvre.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Chauty, Philippe François, Lucien Delmas, Roland du Luart, Yves Goussebaire-Dupin, Louis Minetti, Michel Souplet ; membres suppléants : MM. Raymond Brun, Georges Mouly, Louis Mercier, Jean Puech, Fernand Tardy, Jean-Luc Bécart, Pierre Lacour.

Bureau : président : M. André Soury ; *vice-président :* M. Michel Chauty ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Roger Duroure ; au Sénat : M. Philippe François.

31. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI DE PROGRAMME SUR L'ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNEL (22 décembre 1985) (p. 4657).

Communication pour sa création (7 novembre 1985) (p. 2855).

Nominations par l'Assemblée nationale (21 novembre 1985) et par le Sénat (7 novembre 1985) (p. 2855).

Députés : membres titulaires : MM. Bernard Montergnole, Bernard Derosier, Jean Oehler, Pierre Ortet, Bruno Bourg-Broc, Francisque Perrut, Jacques Brunhes ; membres suppléants : Mme Colette Chaigneau, MM. Lucien Couqueberg, Augustin Bonrepaux, Charles Metzinger, Antoine Gissinger, Jean-Paul Fuchs, Daniel Le Meur.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Eckhoutte, Adrien Gouteyron, Albert Vecten, Michel Miroudot, Paul Séramy, Michel Durafour, Franck Sérusclat ; membres suppléants : MM. Adolphe Chauvin, Pierre-Christian Taittinger, Christian Masson, Mme Hélène Luc, MM. Roger Boileau, Marc Bœuf, Pierre Lafitte.

Bureau : président : M. Bernard Derosier ; *vice-président :* M. Christian Masson ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Bernard Montergnole ; au Sénat : M. Adrien Gouteyron.

32. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT AMELIORATION DE LA CONCURRENCE (22 décembre 1985) (p. 4656).

Communication pour sa création (12 novembre 1985) (p. 2939).

Nominations par l'Assemblée nationale (14 novembre 1985) et par le Sénat (12 novembre 1985) (p. 2939).

Députés : membres titulaires : M. Robert Malgras, Mme Odile Sicard, MM. Jean-Claude Portheault, Noël Ravassard, Paul Mercieca, Alain Madelin, René La Combe ; membres suppléants : MM. Pierre Bernard, Georges Le Baill, Michel Cartelet, Georges Sarre, Vincent Porelli, Gilbert Gantier, Robert Galley.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Chauty, Jean Colin, Bernard Barbier, Jean Huchon, Mme Monique Midy, MM. Georges Mouly, André Rouvière ; membres suppléants : MM. Richard Pouille, Philippe François, Auguste Chupin, Charles-Edmond Lenglet, Roland Grimaldi, René Martin, Josselin de Rohan.

Bureau : président : M. Michel Chauty ; *vice-président :* Mme Odile Sicard ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Robert Malgras ; au Sénat : M. Jean Colin.

33. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI N° 82-652 DU 29 JUILLET 1982 ET PORTANT DISPOSITIONS DIVERSES RELATIVES A LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE (22 décembre 1985) (p. 4656).

Communication pour sa création (14 novembre 1985) (p. 3119).

Nominations par l'Assemblée nationale (15 novembre 1985) et par le Sénat (14 novembre 1985) (p. 3119).

Députés : membres titulaires : MM. Alain Billon, Bernard Schreiner, Charles Metzinger, Jean-Claude Cassaing, Geor-

ges Hage, Alain Madelin, Michel Péricard ; membres suppléants : Mmes Eliane Provost, Martine Frachon, MM. Jean-Jack Queyranne, Jean-Pierre Sueur, François Asensi, François d'Aubert, Robert-André Vivien.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Eeckhoutte, Charles Pasqua, Jean Cluzel, Jacques Habert, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Pelletier, James Marson ; membres suppléants : MM. Jacques Carat, Pierre Carous, Paul Séramy, Michel Miroudot, Adolphe Chauvin, Dominique Pado, Claude Fuzier.

Bureau : président : M. Michel Miroudot ; *vice-président :* M. Charles Metzinger ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Alain Billon ; au Sénat : M. Charles Pasqua.

34. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT DISPOSITIONS STATUTAIRES RELATIVES A LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE (22 décembre 1985) (p. 4658).

Communication pour sa création (15 novembre 1985) (p. 3151).

Nominations par l'Assemblée nationale (21 novembre 1985) et par le Sénat (15 novembre 1985) (p. 3151).

Députés : membres titulaires : MM. Lucien Couqueberg, Guy Chanfrault, Charles Metzinger, Claude Evin, Marc Lauriol, Jean-Paul Fuchs, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; membres suppléants : MM. Claude Bartolone, Marcel Garrouste, Bernard Montergnole, Jean-Pierre Sueur, Jean Foyer, Jacques Blanc, Georges Hage.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Claude Huriet, Paul Souffrin, Jean Chérioux, Mme Cécile Goldet, MM. André Bohl, Louis Boyer ; membres suppléants : MM. Jean Madelain, André Rabineau, Charles Bonifay, Louis Lazuech, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Bernard Lemarié, Louis Souvet.

Bureau : président : M. Claude Evin ; *vice-président :* M. Jean-Pierre Fourcade ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Lucien Couqueberg ; au Sénat : M. Claude Huriet.

35. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI LIMITANT LES POSSIBILITES DE CUMUL ENTRE PENSIONS DE RETRAITE ET REVENUS D'ACTIVITE (22 décembre 1985) (p. 4656).

Communication pour sa création (15 novembre 1985) (p. 3152).

Nominations par l'Assemblée nationale (21 novembre 1985) et par le Sénat (15 novembre 1985) (p. 3152).

Députés : membres titulaires : MM. Michel Coffineau, Bernard Montergnole, Augustin Bonrepaux, Claude Evin, Etienne Pinte, Gilbert Gantier, Paul Mercieca ; membres suppléants : MM. Jean Oehler, Jean Laborde, Jean-Pierre Sueur, Yves Dollo, Charles Miossec, Francisque Perrut, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Béranger, Jacques Genton, Louis Souvet, Olivier Roux, Pierre Louvot, Charles Bonifay ; membres suppléants : MM. Jean Chérioux, Paul Souffrin, Louis Lazuech, Jean-Marie Bouloux, Jean Cauchon, Jean Madelain, Mme Cécile Goldet.

Bureau : président : M. Claude Evin ; *vice-président :* M. Jean-Pierre Fourcade ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Michel Coffineau ; au Sénat : M. Jean Béranger.

36. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A L'EGALITE DES EPOUX DANS LES REGIMES MATRIMONIAUX ET DANS LA GESTION DES BIENS DES ENFANTS MINEURS (22 décembre 1985) (p. 4657).

Communication pour sa création (19 novembre 1985) (p. 3175).

Nominations par l'Assemblée nationale (7 novembre 1985) et par le Sénat (19 novembre 1985) (p. 3175).

Députés : membres titulaires : M. Jean-Pierre Michel, Mme Denise Cacheux, MM. Jean-Pierre Worms, Amédée Renault, Edmond Garcin, Jean Foyer, Gilbert Mathieu ; membres suppléants : MM. René Rouquet, Roger Rouquette, Jacques Roger-Machart, Alain Richard, Guy Ducoloné, Jean-Louis Masson, Pascal Clément.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Luc Dejoie, Charles de Cuttoli, Marcel Rudloff, Charles Jolibois, Félix Ciccolini, Charles Lederman ; membres suppléants : MM. Jacques Thyraud, Pierre Ceccaldi-Pavard, François Collet, Jean-Pierre Tizon, Etienne Dailly, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, M. Jacques Eberhard.

Bureau : président : M. Jean-Pierre Worms ; *vice-président :* M. François Collet ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : Mme Denise Cacheux ; au Sénat : M. Luc Dejoie.

37. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A LA DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT (22 décembre 1985) (p. 4657).

Communication pour sa création (22 novembre 1985) (p. 3367).

Nominations par l'Assemblée nationale (27 novembre 1985) et par le Sénat (22 novembre 1985) (p. 3367).

Députés : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Michel, Louis Besson, Mme Jacqueline Osselin, MM. Jean-François Hory, Dominique Frelaut, Jean Foyer, Jean-Pierre Soisson ; membres suppléants : MM. René Rouquet, Roger Rouquette, Joseph Menga, Jacques Roger-Machart, Daniel Le Meur, Pierre-Bernard Cousté, Maurice Ligot.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Edouard Bonnefous, Maurice Blin, René Monory, Jacques Descours Desacres, Tony Larue, Henri Duffaut, Paul Girod ; membres suppléants : MM. Josy Moinet, Geoffroy de Montalembert, Christian Poncelet, Jean Cluzel, René Ballayer, Louis Perrein, Camille Vallin.

Bureau : président : M. Jean-Pierre Michel ; *vice-président :* M. Edouard Bonnefous ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Louis Besson ; au Sénat : M. René Monory.

38. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AUX VALEURS MOBILIERES (22 décembre 1985) (p. 4657).

Communication pour sa création (22 novembre 1985) (p. 3367).

Nominations par l'Assemblée nationale (28 novembre 1985) et par le Sénat (22 novembre 1985) (p. 3367).

Députés : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Michel, Amédée Renault, Raymond Douyère, Jacques Roger-Machart, Jean-Jacques Barthe, Jean Foyer, Pascal Clément ; membres suppléants : MM. Gérard Gouzes, Roger Rouquette, Philippe San Marco, Jean-François Hory, Daniel Le Meur, Marc Lauriol, Charles Millon.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Etienne Dailly, André Fosset, François Collet, Charles Jolibois, Edgar Tailhades, Charles Lederman ; membres suppléants : MM. Jean Arthuis, Pierre Ceccaldi-Pavard, Luc Dejoie, Jacques Eberhard, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, MM. Michel Ruffin, Jacques Thyraud.

Bureau : président : M. Edgar Tailhades ; *vice-président :* M. Jean-Pierre Michel ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Amédée Renault ; au Sénat : M. Etienne Dailly.

39. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A DIVERSES SIMPLIFICATIONS ADMINISTRATIVES EN MATIERE D'URBANISME (22 décembre 1985) (p. 4658).

Communication pour sa création (5 décembre 1985) (p. 3564).

Nominations par l'Assemblée nationale (5 décembre 1985) et par le Sénat (5 décembre 1985) (p. 3564).

Députés : membres titulaires : M. Jean-Claude Portheault, Mme Odile Sicard, MM. Jean Peuziat, Guy Malandain, Paul Mercieca, Pascal Clément, François Grussenmeyer ; membres suppléants : MM. Pierre Metais, Jean Lacombe, Robert Malgras, Jean-Pierre Kucheida, Vincent Porelli, Jean Rigua, Jean Tiberi.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Chauty, Maurice Janetti, Jean Colin, Philippe François, Bernard-Michel Hugo, Bernard Legrand, Richard Pouille ; membres suppléants : MM. Auguste Chupin, Claude Prouvoyeur, Pierre Lacour, Henry Elby, Bernard Desbrière, René Martin, Michel Rigou.

Bureau : président : M. Richard Pouille ; *vice-président :* Mme Odile Sicard ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Jean-Claude Portheault ; au Sénat : M. Maurice Janetti.

40. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LE PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1986 (22 décembre 1985) (p. 4659).

Communication pour sa création (10 décembre 1985) (p. 3705).

Nominations par l'Assemblée nationale (11 décembre 1985) et par le Sénat (10 décembre 1985) (p. 3705).

Députés : membres titulaires : MM. Christian Goux, Christian Pierret, Edmond Alphandéry, Jean Anciant, Raymond Douyère, Parfait Jans, Georges Tranchant ; membres suppléants : MM. Jean-Louis Dumont, Jean Natiez, Alain Vivien, Hervé Vouillot, Dominique Frelaut, Gilbert Gantier, Robert-André Vivien.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Edouard Bonnefous, Maurice Blin, Geoffroy de Montalembert, Jacques Descours Desacres, Jean Cluzel, Tony Larue, Henri Duffaut ; membres suppléants : MM. Josy Moinet, René Monory, Christian Poncelet, Maurice Schumann, Henri Torre, Louis Perrein, Pierre Gamboa.

Bureau : président : M. Christian Goux ; *vice-président :* M. Edouard Bonnefous ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Christian Pierret ; au Sénat : M. Maurice Blin.

41. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT DIVERSES MODIFICATIONS DU CODE DE PROCEDURE PENALE (22 décembre 1985) (p. 4658).

Communication pour sa création (11 décembre 1985) (p. 3740).

Nominations par l'Assemblée nationale (11 décembre 1985) et par le Sénat (11 décembre 1985) (p. 3740).

Députés : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Michel, Gilbert Bonnemaison, René Rouquet, Jean-François Hory, Guy Ducoloné, Jean Foyer, Pascal Clément ; membres suppléants : MM. Gérard Gouzes, Michel Sapin, Amédée Renault, Mme Denise Cacheux, MM. Louis Maisonnat, Emmanuel Aubert, Gilbert Gantier.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Charles Jolibois, Charles de Cuttoli, Louis Virapoullé, Marcel Rudloff, Edgar Tailhades, Charles Lederman ; membres suppléants : MM. Jean Arthuis, Raymond Bouvier, Félix Ciccolini, François Collet, Jacques Eberhard, Michel Rufin, Jacques Thyraud.

Bureau : président : M. Jacques Larché ; *vice-président :* M. René Rouquet ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Michel ; au Sénat : M. Charles Jolibois.

42. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AU RENOUVELLEMENT DES BAUX COMMERCIAUX, DU CREDIT-BAIL SUR FONDS DE COMMERCE ET ETABLISSEMENTS ARTISANAUX ET A L'EVOLUTION DE CERTAINS LOYERS IMMOBILIERS (22 décembre 1985) (p. 4658).

Communication pour sa création (11 décembre 1985) (p. 3744).

Nominations par l'Assemblée nationale (11 décembre 1985) et par le Sénat (11 décembre 1985) (p. 3744).

Députés : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Michel, Gilbert Bonnemaison, René Rouquet, Jean-François Hory, Mme Adrienne Horvath, MM. Jean-Paul Charié, Gilbert Gantier ; membres suppléants : MM. Gérard Gouzes, Michel Sapin, Amédée Renault, Mme Denise Cacheux, MM. Paul Mercieca, Serge Charles, Pascal Clément.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Jean Arthuis, François Collet, Marcel Rudloff, Charles Jolibois, Edgar Tailhades, Charles Lederman ; membres suppléants : MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, Charles de Cuttoli, Etienne Dailly, Luc Dejoie, Jacques Eberhard, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, M. Jacques Thyraud.

Bureau : président : M. Jacques Larché ; *vice-président :* M. René Rouquet ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Michel (en remplacement de M. Roger Rouquette) ; au Sénat : M. Jean Arthuis.

43. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI AUTORISANT LA RATIFICATION DU PROTOCOLE N° 6 A LA CONVENTION DE SAUVEGARDE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES CONCERNANT L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT (22 décembre 1985) (p. 4659).

Communication pour sa création (11 décembre 1985) (p. 3751).

Nominations par l'Assemblée nationale (11 décembre 1985) et par le Sénat (11 décembre 1985) (p. 3751).

Députés : membres titulaires : M. Claude Estier, Mme Paulette Nevoux, MM. Jean-Pierre Le Coadic, Louis Moulinet, Louis Odru, Didier Julia, Pascal Clément ; membres suppléants : MM. André Bellon, André Delehedde, Guy Vadepied, Guy Malandain, Robert Montdargent, Pierre Raynal, Gilbert Gantier.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jean Lecanuet, Charles Bosson, Michel Alloncle, Michel Crucis, Paul Robert, Jean-Pierre Bayle, Serge Boucheny ; membres suppléants : MM. Roger Poudonson, Jacques Genton, Jacques Chaumont, Michel d'Aillières, Jean Mercier, Pierre Matraja, Mme Rolande Perlican.

Bureau : président : M. Roger Poudonson ; *vice-président :* M. Claude Estier ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Claude Estier ; au Sénat : M. Charles Bosson.

44. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A LA COMPOSITION ET AUX ATTRIBUTIONS DES CONSEILS DE L'EDUCATION NATIONALE SIEGEANT EN FORMATION CONTENTIEUSE ET DISCIPLINAIRE ET MODIFIANT LES LOIS N° 46-1084 DU 18 MAI 1946 ET N° 64-1325 DU 26 DECEMBRE 1964 RELATIVES AU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION NATIONALE (22 décembre 1985) (p. 4660).

Communication pour sa création (12 décembre 1985) (p. 3864).

Nominations par l'Assemblée nationale (16 décembre 1985) et par le Sénat (12 décembre 1985) (p. 3864).

Députés : membres titulaires : MM. Claude Evin, Charles Metzinger, Bernard Montergnole, Mme Martine Frachon, MM. Georges Hage, Jean-Paul Fuchs, Bruno Bourg-Broc ; membres suppléants : MM. Bernard Derosier, Jean-Claude Cassaing, Mme Eliane Provost, MM. Didier Chouat, Jacques Brunhes, Francisque Perrut, Mme Hélène Missoffe.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Eeckhoutte, Paul Séramy, Adrien Gouteyron, Jacques Habert, Michel Miroudot, Michel Durafour, Franck Sérusclat ; membres suppléants : MM. Adolphe Chauvin, Pierre-Christian Taittinger, Christian Masson, Mme Hélène Luc, MM. Roger Boileau, Marc Bœuf, Pierre Laffitte.

Bureau : président : M. Claude Evin ; *vice-président :* M. Michel Miroudot ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Charles Metzinger ; au Sénat : M. Paul Séramy.

45. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A LA SECTORISATION PSYCHIATRIQUE (22 décembre 1985) (p. 4659).

Communication pour sa création (13 décembre 1985) (p. 3923).

Nominations par l'Assemblée nationale (13 décembre 1985) et par le Sénat (13 décembre 1985) (p. 3923).

Députés : membres titulaires : MM. Michel Coffineau, Guy Chanfrault, Mme Eliane Provost, MM. Louis Lareng, Jean-Paul Fuchs, Etienne Pinte, Mme Muguette Jacquaint ; membres suppléants : M. Nicolas Schiffler, Mmes Ghislaine Toutain, Martine Frachon, MM. Jean Le Gars, Francisque Perrut, Claude-Gérard Marcus, Georges Hage.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Henri Collard, Louis Souvet, Arthur Moulin, André Bohl, Charles Bonifay, Paul Souffrin ; membres suppléants : MM. Jean Chérioux, Louis Lazuech, Jean Madelain, Guy Besse, Henri Portier, Mme Cécile Goldet, M. Jean Béranger.

Bureau : président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *vice-président :* M. Michel Coffineau ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Guy Chanfrault ; au Sénat : M. Henri Collard.

46. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A L'AIDE MEDICALE URGENTE ET AUX TRANSPORTS SANITAIRES (22 décembre 1985) (p. 4659).

Communication pour sa création (13 décembre 1985) (p. 3923).

Nominations par l'Assemblée nationale (13 décembre 1985) et par le Sénat (13 décembre 1985) (p. 3923).

Députés : membres titulaires : MM. Michel Coffineau, Louis Lareng, Jean Le Gars, Guy Chanfrault, Francisque Perrut, Etienne Pinte, Mme Muguette Jacquaint ; membres suppléants : Mmes Ghislaine Toutain, Martine Frachon, M. Nicolas Schiffler, Mme Eliane Provost, MM. Jean-Paul Fuchs, Claude-Gérard Marcus, Georges Hage.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Arthur Moulin, Louis Souvet, André Bohl, Henri Collard, Charles Bonifay, Paul Souffrin ; membres suppléants : MM. Jean Chérioux, Louis Lazuech, Jean Madelain, Guy Besse, Henri Portier, Mme Cécile Goldet, M. Jean Béranger.

Bureau : président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *vice-président :* M. Michel Coffineau ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Louis Lareng ; au Sénat : M. Arthur Moulin.

47. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AUX SOCIETES D'ATTRIBUTION D'IMMEUBLES EN JOUISSANCE A TEMPS PARTAGE (22 décembre 1985) (p. 4661).

Communication pour sa création (13 décembre 1985) (p. 3950).

Nominations par l'Assemblée nationale (16 décembre 1985) et par le Sénat (13 décembre 1985) (p. 3950).

Députés : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Michel, Louis Besson, Alain Richard, Jean-Pierre Worms, Daniel Le Meur, Jean Foyer, Pascal Clément ; membres suppléants : MM. Gilles Charpentier, Michel Sapin, Amédée Renault, Jacques Roger-Machart, Guy Ducoloné, Jean Tiberi, Jean Rigaud.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Pierre Ceccaldi-Pavard, François Collet, Paul Girod, Jean Arthuis, Félix Ciccolini, Charles Lederman ; membres suppléants : MM. Alphonse Arzel, Michel Darras, Luc Dejoie, Jacques Eberhard, Charles Jolibois, Michel Rufin, Jacques Thyraud.

Bureau : président : M. Jean-Pierre Michel ; *vice-président :* M. François Collet ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Louis Besson ; au Sénat : M. Pierre Ceccaldi-Pavard.

48. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AU CONGE DE FORMATION ECONOMIQUE, SOCIALE ET SYNDICALE (22 décembre 1985) (p. 4660).

Communication pour sa création (13 décembre 1985) (p. 3938).

Nominations par l'Assemblée nationale (13 décembre 1985) et par le Sénat (13 décembre 1985) (p. 3950)

Députés : membres titulaires : MM. Michel Coffineau, Nicolas Schiffler, Mmes Ghislaine Toutain, Eliane Provost, MM. Jean-Paul Fuchs, Etienne Pinte, Mme Muguette Jacquaint ; membres suppléants : MM. Guy Chanfrault, Jean Le Gars, Louis Lareng, Mme Martine Frachon, MM. Francisque Perrut, Claude-Gérard Marcus, Georges Hage.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Louis Souvet, Arthur Moulin, André Bohl, Henri Collard, Charles Bonifay, Paul Souffrin ; membres suppléants : MM. Jean Chérioux, Louis Lazuech, Jean Madelain, Guy Besse, Henri Portier, Mme Cécile Goldet, M. Jean Béranger.

Bureau : président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *vice-président :* M. Michel Coffineau ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Nicolas Schiffler ; au Sénat : M. Jean-Pierre Fourcade.

49. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A L'ORGANISATION DES REGIONS ET PORTANT MODIFICATION DE DISPOSITIONS RELATIVES AU FONCTIONNEMENT DES CONSEILS GENERAUX (22 décembre 1985) (p. 4661).

Communication pour sa création (12 décembre 1985) (p. 3896).

Nominations par l'Assemblée nationale (13 décembre 1985) et par le Sénat (13 décembre 1985) (p. 3959).

Députés : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Michel, Alain Richard, Louis Besson, Jean-Pierre Worms, Guy Ducoloné, Olivier Guichard, Pascal Clément ; membres suppléants : MM. Gilles Charpentier, Michel Sapin, Amédée Renault, Jacques Roger-Machart, Daniel Le Meur, Emmanuel Aubert, Jean-Pierre Soisson.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Marc Bécam, Paul Girod, Pierre Salvi, Daniel Hoeffel, Germain Authié, Jacques Eberhard ; membres suppléants : MM. Alphonse Arzel, François Collet, Michel Giraud, Jean-Marie Girault, Charles Lederman, Roland du Luart, Edgar Tailhades.

Bureau : président : M. Jean-Pierre Michel ; *vice-président :* M. Jacques Larché ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Alain Richard ; au Sénat : M. Marc Bécam.

50. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AU DROIT D'EXPRESSION DES SALARIES ET PORTANT MODIFICATION DU CODE DU TRAVAIL (22 décembre 1985) (p. 4660).

Communication pour sa création (16 décembre 1985) (p. 3996).

Nominations par l'Assemblée nationale (16 décembre 1985) et par le Sénat (16 décembre 1985) (p. 3996).

Députés : membres titulaires : M. Michel Coffineau, Mmes Ghislaine Toutain, Martine Frachon, MM. Nicolas Schiffler, Francisque Perrut, Etienne Pinte, Mme Muguette Jacquaint ; membres suppléants : MM. Louis Lareng, Jean Le Gars, Guy Chanfrault, Mme Eliane Provost, MM. Jean-Paul Fuchs, Claude-Gérard Marcus, Georges Hage.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, André Bohl, Louis Souvet, Arthur Moulin, Henri Collard, Charles Bonifay, Paul Souffrin ; membres suppléants : MM. Jean Chérioux, Louis Lazuech, Jean Madelain, Guy Besse, Henri Portier, Mme Cécile Goldet, M. Jean Béranger.

Bureau : président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *vice-président :* M. Michel Coffineau ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : Mme Martine Frachon ; au Sénat : M. André Bohl.

51. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A L'AMENAGEMENT, LA PROTECTION ET LA MISE EN VALEUR DU LITTORAL (22 décembre 1985) (p. 4661).

Communication pour sa création (16 décembre 1985) (p. 3996).

Nominations par l'Assemblée nationale (17 décembre 1985) et par le Sénat (16 décembre 1985) (p. 3996).

Députés : membres titulaires : MM. Jean Lacombe, Pierre Metais, Jean Beaufils, Claude Michel, Aimé Kergueris, Olivier Guichard, Vincent Porelli ; membres suppléants : MM. Jean Peuziat, Kléber Haye, Mme Colette Chaigneau, MM. Robert de Caumont, Pierre Micaux, Pierre Mauger, André Duroméa.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Chauty, Josselin de Rohan, Alphonse Arzel, Henri Elby, Louis Minetti, Jacques Moutet, René Régnault ; membres suppléants : MM. Claude Prouvoyeur, Yves Le Cozannet, Guy Malé, Michel Rigou, Robert Laucournet, Bernard-Michel Hugo, Yves Goussebaire-Dupin.

Bureau : président : M. Claude Michel ; *vice-président :* M. Michel Chauty ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Jean Lacombe ; au Sénat : M. Josselin de Rohan.

52. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A L'AMENAGEMENT FONCIER RURAL (22 décembre 1985) (p. 4660).

Communication pour sa création (17 décembre 1985) (p. 4085).

Nominations par l'Assemblée nationale (17 décembre 1985) et par le Sénat (17 décembre 1985) (p. 4085).

Députés : membres titulaires : MM. Claude Michel, Noël Ravassard, Pierre Metais, Henri Prat, Pierre Micaux, René André, André Soury ; membres suppléants : MM. Robert Malgras, Roger Duroure, Jean-Pierre Kucheida, Robert de Caumont, Charles Fèvre, Jean-Louis Goasduff, Paul Balmigère.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Chauty, Michel Sordel, Georges Berchet, Louis de Catuelan, Robert Laucournet, Marcel Daunay, Louis Minetti ; membres suppléants : MM. Charles-Edmond Lenglet, Alain Pluchet, Jean Puech, Bernard Laurent, Roger Rinchet, Bernard-Michel Hugo, Louis Mercier.

Bureau : président : M. Michel Chauty ; *vice-président :* M. Henri Prat ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Claude Michel ; au Sénat : M. Michel Sordel.

53. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI ADAPTANT LA LEGISLATION SANITAIRE ET SOCIALE AUX TRANSFERTS DE COMPETENCES EN MATIERE D'AIDE SOCIALE ET DE SANTE (22 décembre 1985) (p. 4661).

Communication pour sa création (17 décembre 1985) (p. 4085).

Nominations par l'Assemblée nationale (19 décembre 1985) et par le Sénat (17 décembre 1985) (p. 4085).

Députés : membres titulaires : MM. Claude Evin, Jean-Michel Belorgey, Mmes Marie-Josèphe Sublet, Martine Frachon, M. Jacques Blanc, Mmes Hélène Missoffe, Jacqueline Fraysse-Cazalis ; membres suppléants : MM. Jean-Pierre Sueur, Bernard Derosier, Job Durupt, Jean-Claude Bateux, Francisque Perrut, Antoine Gissinger, Georges Hage.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Charles Descours, Mme Cécile Goldet, MM. Louis Lazuech, Jean Chérioux, Guy Besse, Charles Bonifay ; membres suppléants : MM. André Bohl, Jean Béranger, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Pierre Louvot, Louis Boyer, Jean Madelain, André Rabineau.

Bureau : président : M. Jean Chérioux ; *vice-président :* M. Claude Evin ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Jean-Michel Belorgey ; au Sénat : M. Charles Descours.

54. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LE PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1985 (22 décembre 1985) (p. 4662).

Communication pour sa création (18 décembre 1985) (p. 4213).

Nominations par l'Assemblée nationale (19 décembre 1985) et par le Sénat (18 décembre 1985) (p. 4213).

Députés : membres titulaires : MM. Christian Goux, Christian Pierret, Edmond Alphandéry, Jean Anciant, Raymond Douyère, Parfait Jans, Georges Tranchant ; membres suppléants : MM. Jean-Louis Dumont, Jean Natiez, Alain Vivien, Hervé Vouillot, Michel Cointat, Gilbert Gantier, Dominique Frelaut.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Edouard Bonnefous, Maurice Blin, Geoffroy de Montalembert, Jacques Descours Desacres, Jean Cluzel, Tony Larue, Henri Duffaut ; membres suppléants : MM. Josy Moinet, René Monory, Christian Poncelet, Maurice Schumann, Henri Torre, Louis Perrein, Pierre Gamboa.

Bureau : président : M. Christian Goux ; *vice-président :* M. Edouard Bonnefous ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Christian Pierret ; au Sénat : M. Maurice Blin.

55. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LE PROJET DE LOI PORTANT REGLEMENT DEFINITIF DU BUDGET DE 1983 (22 décembre 1985) (p. 4662).

Communication pour sa création (18 décembre 1985) (p. 4372).

Nominations par l'Assemblée nationale (19 décembre 1985) et par le Sénat (18 décembre 1985) (p. 4372).

Députés : membres titulaires : MM. Christian Goux, Christian Pierret, Edmond Alphandéry, Jean Anciant, Raymond Douyère, Dominique Frelaut, Georges Tranchant ; membres suppléants : MM. Jean-Louis Dumont, Jean Natiez, Alain Vivien, Hervé Vouillot, Michel Cointat, Gilbert Gantier, Parfait Jans.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Edouard Bonnefous, Maurice Blin, Geoffroy de Montalembert, Jacques Descours Desacres, Jean Cluzel, Tony Larue, Henri Duffaut ; membres suppléants : MM. Josy Moinet, René Monory, Christian Poncelet, Maurice Schumann, Henri Torre, Louis Perrein, Pierre Gamboa.

Bureau : président : M. Christian Goux ; *vice-président :* M. Edouard Bonnefous ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Christian Pierret ; au Sénat : M. Maurice Blin.

56. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT DISPOSITIONS DIVERSES RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES (22 décembre 1985) (p. 4662).

Communication pour sa création (19 décembre 1985) (p. 4438).

Nominations par l'Assemblée nationale (21 décembre 1985) et par le Sénat (19 décembre 1985) (p. 4438).

Députés : membres titulaires : MM. Claude Evin, Jean-Pierre Sueur, Gilbert Bonnemaison, Michel Coffineau, Mme Muguette Jacquaint, MM. Pierre Mauger, Jean-Paul Fuchs ; membres suppléants : Mme Martine Frachon, MM. Augustin Bonrepaux, Michel Sapin, Jean Giovannelli, Guy Ducoloné, Pierre Bachelet, Francisque Perrut.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Louis Boyer, Jacques Chaumont, Félix Ciccolini, Mme Cécile Goldet, MM. Jacques Machet, Jean Chérioux ; membres suppléants : MM. Jean Madelain, Pierre Louvot, André Bohl, Charles Bonifay, André Rabineau, Louis Lazuech, Paul Souffrin.

Bureau : président : M. Claude Evin ; *vice-président :* M. Jean-Pierre Fourcade ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Sueur ; au Sénat : M. Louis Boyer.

57. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI FIXANT LES REGLES GARANTISSANT L'INDEPENDANCE DES MEMBRES DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS (22 décembre 1985) (p. 4662).

Communication pour sa création (19 décembre 1985) (p. 4464).

Nominations par l'Assemblée nationale (20 décembre 1985) et par le Sénat (19 décembre 1985) (p. 4464).

Députés : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Michel, Michel Sapin, Alain Richard, Michel Suchod, Alain Brune, Jean Foyer, Pascal Clément ; membres suppléants : M. René Rouquet, Mme Denise Cacheux, MM. Gilbert Bonnemaison, Jacques Roger-Machart, Robert Montdargent, Serge Charles, Maurice Ligot.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Jacques Thyraud, Etienne Dailly, Christian Bonnet, Daniel Hoeffel, Félix Ciccolini, Charles Lederman ; membres suppléants : MM. Jean Arthuis, Marc Bécam, Jacques Eberhard, Paul Girod, Germain Authié, Pierre Salvi, Jean-Pierre Tizon.

Bureau : président : M. Jacques Larché ; *vice-président :* Mme Denise Cacheux ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Michel ; au Sénat : M. Jacques Thyraud.

58. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A L'ABAISSEMENT A SOIXANTE ANS DE L'AGE DE LA RETRAITE DES PERSONNES NON SALARIEES DES PROFESSIONS AGRICOLES (22 décembre 1985) (p. 4663).

Communication pour sa création (20 décembre 1985) (p. 4506).

Nominations par l'Assemblée nationale (20 décembre 1985) et par le Sénat (20 décembre 1985) (p. 4506).

Députés : membres titulaires : MM. Claude Evin, Jean Giovannelli, Jean-Pierre Sueur, Augustin Bonrepaux, André Soury, René André, Germain Gengenwin ; membres suppléants : Mme Martine Frachon, MM. Michel Coffineau, Jean Gaubert, Gilbert Bonnemaison, André Tourné, Jean-Louis Goasduff, Jean Proriol.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Jacques Machet, Mme Cécile Goldet, MM. Louis Caiveau, Charles Bonifay, Jean Chérioux, Arthur Moulin ; membres suppléants : MM. Jean Madelain, Pierre Louvot, André Bohl, Jean Béranger, André Rabineau, Louis Lazuech, Hector Viron.

Bureau : président : M. Claude Evin ; *vice-président :* M. Jean-Pierre Fourcade ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Jean Giovannelli ; au Sénat : M. Jacques Machet.

59. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS D'ORDRE SOCIAL (22 décembre 1985) (p. 4662).

Communication pour sa création (21 décembre 1985) (p. 4589).

Nominations par l'Assemblée nationale (21 décembre 1985) et par le Sénat (21 décembre 1985) (p. 4589).

Députés : membres titulaires : MM. Claude Evin, Jean-Pierre Sueur, Gilbert Bonnemaison, Michel Coffineau, Mme Muguette Jacquaint, MM. Pierre Mauger, Jean-Paul Fuchs ; membres suppléants : Mme Martine Frachon, MM. Augustin Bonrepaux, Michel Sapin, Jean Giovannelli, Guy Ducoloné, Pierre Bachelet, Francisque Perrut.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Louis Boyer, Jacques Chaumont, Félix Ciccolini, Mme Cécile Goldet, MM. Jacques Machet, Jean Chérioux ; membres suppléants : MM. Jean Madelain, Pierre Louvot, André Bohl, Charles Bonifay, André Rabineau, Louis Lazuech, Paul Souffrin.

Bureau : président : M. Claude Evin ; *vice-président :* M. Jean-Pierre Fourcade ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Sueur ; au Sénat : M. Louis Boyer.

60. – COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGEE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LE PROJET DE LOI PORTANT AMNISTIE RELATIVE A LA NOUVELLE-CALEDONIE ET DEPENDANCES (22 décembre 1985) (p. 4663).

Communication pour sa création (21 décembre 1985) (p. 4603).

Nominations par l'Assemblée nationale (21 décembre 1985) et par le Sénat (21 décembre 1985) (p. 4603).

Députés : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Michel, Michel Suchod, Michel Sapin, Alain Richard, Alain Brune, Jean Foyer, Pascal Clément ; membres suppléants : M. René Rouquet, Mme Denise Cacheux, MM. Gilbert Bonnemaison, Jacques Roger-Machart, Robert Montdargent, Serge Charles, Marcel Esdras.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Jacques Larché, Etienne Dailly, Dick Ukeiwé, Jacques Thyraud, Daniel Hoeffel, Félix Ciccolini, Charles Lederman ; membres suppléants : MM. Jean Arthuis, Marc Bécam, Christian Bonnet, Jacques Eberhard, Paul Girod, Germain Authié, Jean-Pierre Tizon.

Bureau : président : M. Jacques Larché ; *vice-président :* M. Gilbert Bonnemaison ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Michel Suchod ; au Sénat : M. Etienne Dailly.

VI. – DELEGATIONS PARLEMENTAIRES

Délégation parlementaire pour les Communautés européennes

(Loi n° 79-564 du 6 juillet 1979).

Aucune modification n'est intervenue en 1985.

Composition au 31 décembre 1985 :

Bureau : président : M. Jacques Genton ; *vice-présidents :* MM. Pierre Matraja, Amédée Bouquerel, Bernard Barbier, Joseph Raybaud ; *secrétaires :* MM. Jean Garcia, Marcel Daunay.

Membres : MM. Paul Alduy, Noël Berrier, Guy Cabanel, Auguste Cazalet, Gérard Delfau, Jean-François Le Grand, Louis Minetti, Michel Miroudot, Josy Moinet, Robert Pontillon, Frédéric Wirth.

Délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle

(Loi n° 82-652 du 29 juillet 1982)

Modification intervenue au cours de l'année 1985 : M. Michel Durafour est nommé membre de la délégation, en remplacement de Mme Brigitte Gros, décédée (3 avril 1985) (p. 120).

Composition au 31 décembre 1985 (Représentants du Sénat) :

Membres de droit : MM. Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Jean Cluzel, rapporteur spécial de la commission des finances pour la communication audiovisuelle ; Charles Pasqua, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la communication audiovisuelle.

Membres nommés : MM. Claude Fuzier, président de la délégation ; Dominique Pado, vice-président de la délégation ; Michel Durafour.

Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques

(Loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979)

Aucune modification n'est intervenue en 1985.

Composition au 31 décembre 1985 (Représentants du Sénat) :

M. Jean Amelin, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean Béranger, Mme Cécile Goldet, président de la délégation ; MM. Claude Huriet, vice-président de la délégation ; Roger Husson, Guy de La Verpillière, Pierre Louvot, Michel Moreigne, André Rabineau.

Délégation parlementaire pour la planification

(Loi n° 82-653 du 29 juillet 1982)

Aucune modification n'est intervenue en 1985.

Composition au 31 décembre 1985 :

Bureau : président : M. Bernard Barbier ; *vice-présidents :* MM. Daniel Millaud, Michel Rigou, Maurice Janetti, Jacques Braconnier ; *secrétaire :* M. Jean-Luc Bécart.

Membres : MM. Henri Le Breton, Pierre Louvot, Geoffroy de Montalembert, Jacques Mossion, Georges Mouly, Bernard Pellarin, René Régnault, Roger Rinchet, Jacques Valade.

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

(Loi n° 83-609 du 8 juillet 1983)

Aucune modification n'est intervenue en 1985.

Composition au 31 décembre 1985 (Membres nommés par le Sénat) :

Membres titulaires	*Membres suppléants*
Mme Danielle Bidard-Reydet	MM. Guy Schmaus
MM. Louis Boyer	Richard Pouille
Josy Moinet	Georges Berchet
Pierre Noé	Bernard Parmantier
Louis Perrein	Robert Pontillon
Jean-Marie Rausch, vice -président de l'office	Jean Faure
Jacques Valade	Bernard-Charles Hugo
Pierre Vallon	Michel Souplet

VII. – MISSIONS D'INFORMATION

1 - Demande de M. Michel Chauty, président de la commission des affaires écononiques, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner deux missions d'information : la première dans l'île de **la Réunion**, à **Madagascar** et aux **Comores**, afin d'y étudier les problèmes du développement économique de ce département d'outre-mer ; la seconde en **Colombie** et en **Equateur** afin d'y étudier les relations économiques, commerciales et financières entre la France et ces pays (5 juin 1985) (p. 872) - Octroi de l'autorisation demandée (28 juin 1985) (p. 1794).

2 - Demande de M. Léon Eeckhoutte, président de la commission des affaires culturelles, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner deux missions d'information : la première au **Mexique** et la seconde en **Finlande**, afin d'y étudier l'état des relations culturelles, scientifiques et techniques de ces pays avec la France (5 juin 1985) (p. 872) - Octroi de l'autorisation demandée (28 juin 1985) (p. 1794).

3 - Demande de M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information à **Berlin** afin de rendre visite aux **forces françaises stationnées en Allemagne** (11 juin 1985) (p. 1056) - Octroi de l'autorisation demandée (28 juin 1985) (p. 1794).

4 - Demande de M. Jacques Larché, président de la commission des lois, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Nouvelle-Calédonie** (11 juin 1985) (p. 1056) - Octroi de l'autorisation demandée (28 juin 1985) (p. 1794).

5 - Demande de M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Espagne** et au **Portugal** à la suite de l'entrée de ces pays dans la **Communauté européenne** (12 décembre 1985) (p. 3845) - Octroi de l'autorisation demandée (19 décembre 1985) (p. 4390).

VIII. – HAUTE COUR DE JUSTICE

(Titre IX de la Constitution)

Membres élus par le Sénat

Juges titulaires : MM. Charles de Cuttolli, Amédée Bouquerel, Jacques Thyraud, Jean Colin, Jean Geoffroy, Louis Brives, Kléber Malécot, Pierre Brantus, Jacques Larché, Edgar Tailhades, Félix Ciccolini, Charles Lederman.

Juges suppléants : MM. Georges Berchet, Jean Delaneau, Hubert d'Andigné, Jacques Machet, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, M. Jacques Eberhard.

IX. – COMMISSION SPECIALE CHARGEE DE VERIFIER ET D'APURER LES COMPTES

Composition au 31 décembre 1985 :

Membres (nommés par le Sénat le 15 octobre 1985) (p. 2272) : MM. Jean Cauchon, Gérard Delfau, Marcel Fortier, Pierre Gamboa, Pierre Jeambrun, Tony Larue, Jacques Ménard, René Monory, Charles Pasqua, Albert Voilquin.

Bureau : président : M. René Monory ; *vice-président :* M. Albert Voilquin ; *secrétaire-rapporteur :* M. Tony Larue.

X. – REPRESENTANTS DU SENAT A L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE ET A L'ASSEMBLEE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Membres titulaires (6) : MM. Louis Jung, Pierre Jeambrun, Roland Ruet, Noël Berrier, Yvon Bourges, Frédéric Wirth.

Membres suppléants (6) : MM. Pierre Matraja, Jean Mercier, Pierre Croze, Louis Souvet, André Bohl, Michel Dreyfus-Schmidt.

XI. – ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Loto sportif (Comité de l'éthique) - Arrêté du 1er avril 1985 - Proposition de M. le président du Sénat : M. Jean FRANCOU, membre titulaire, M. Roland RUET, membre suppléant (2 avril 1985) (p. 88).

Débits de tabac (Commission centrale de classement) - Décret n° 59-740 du 15 juin 1959 - Membre : M. Jacques MOSSION (10 avril 1985) (p. 208).

Orientation agricole et alimentaire (Conseil supérieur) - Décret n° 85-23 du 4 janvier 1985 - Membres : MM. Marcel DAUNAY et Henri TORRE (10 avril 1985) (p. 208).

Cité des sciences et de l'industrie (Conseil d'administration) - Décret n° 85-268 du 18 février 1985 - Membre titulaire : M. Paul MASSON - Membre suppléant : M. Jean COLIN (10 avril 1985) (p. 208).

Audiovisuel (Commission consultative pour les services de communication audiovisuelle et de vidéographie diffusée) - Décret n° 84-58 du 17 janvier 1984 - Membre suppléant : M. Jacques TOUTAIN, en remplacement de Mme Brigitte GROS, décédée (24 mai 1985) (p. 724).

Fonds national pour le développement de la vie associative (Participation, à titre consultatif, aux réunions du conseil de gestion) - Art. 62 de la loi de finances pour 1985 et décret n° 85-488 du 6 mai 1985 - Désigné : M. Paul SERAMY (7 juin 1985) (p. 1053).

Mutualité (Conseil supérieur) - Art. 53 du code de la mutualité - Membre : M. Charles BONIFAY (12 juin 1985) (p. 1123).

Handicapés (Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées) - Arrêté du 12 mars 1985 - Membre : M. Maurice LOMBARD (20 juin 1985) (p. 1485).

Secteur public (Haut conseil) - Art. 53 de la loi de nationalisation n° 82-155 du 11 février 1982 - Membres : M. Henri BELCOUR (27 juin 1985) (p. 1787) ; M. Jean ARTHUIS (29 juin 1985) (p. 1878).

Administration (Commission d'accès aux documents administratifs) - Art. 1er du décret n° 78-1136 du 6 décembre 1978 - Membre titulaire : M. Pierre SALVI (désignation par M. le président du Sénat) (29 juin 1985) (p. 1885).

Energie (Comité national consultatif pour la maîtrise de l'énergie) - Art. 3 du décret n° 82-404 du 13 mai 1982 - Membres : MM. Bernard BARBIER et Pierre NOE (désignation par M. le président du Sénat) (29 juin 1985) (p. 1885).

Tourisme (Agence nationale pour l'information touristique) - Art. 4 du décret n° 82-609 du 7 juillet 1982 - Membres titulaires : MM. Pierre VALLON, Paul MALASSAGNE et Bernard PELLARIN ; membres suppléants : MM. Marc BOEUF, Stéphane BONDUEL et Daniel MILLAUD (désignation par M. le président du Sénat) (23 juillet 1985) (p. 1982).

Audiovisuel (Commission consultative pour les services de communication audiovisuelle et de vidéographie diffusée) - Décret n° 84-58 du 17 janvier 1984 - Membre suppléant : M. Pierre LAFFITTE, en remplacement de M. Jacques TOUTAIN, décédé (15 octobre 1985) (p. 2248).

Radiodiffusion-télévision (Conseils d'administration des sociétés nationales de programmes) - Loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 relative à la communication audiovisuelle - Renouvellement du mandat de MM. Roger ROMANI, André FOSSET, Michel MIROUDOT et Jacques CARAT, respectivement au sein des conseils d'administration des sociétés nationales de programmes TF1, Antenne 2, FR3 et Radio-France (24 octobre 1985) (p. 2497).

Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) - Décret n° 53-953 du 30 septembre 1953 modifié par le décret n° 64-432 du 14 mai 1964 - Membres : MM. Yves LE COZANNET et Charles BONIFAY (25 octobre 1985) (p. 2532).

Audiovisuel (Commission consultative des fréquences) - Art. 87 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et art. 10 du décret n° 82-960 du 15 novembre 1982 - MM. Michel MIROUDOT et Jean-François LE GRAND comme membres titulaires ; MM. Pierre VALLON et Abel SEMPE comme premier et second suppléants de M. Michel Miroudot ; MM. Hubert MARTIN et Edmond VALCIN comme premier et second suppléants de M. Jean-François LE GRAND (31 octobre 1985) (p. 2707).

Montagne (Conseil national de la) - Décret n° 85-994 du 20 septembre 1985 - Membres : MM. Jean FAURE, Bernard-Charles HUGO, Franz DUBOSCQ et Raymond BOUVIER (5 novembre 1985) (p. 2735).

Débits de tabac (Commission centrale de classement) - Décret n° 78-631 du 2 juin 1978 - Membre : M. Jacques MOSSION (7 novembre 1985) (p. 2816).

Audiovisuel - Art. 34, 35 et 47 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 - Membres : MM. Jean-Pierre CANTEGRIT, Michel MAURICE-BOKANOWSKI et Jules FAIGT respectivement au sein des conseils d'administration de Radio-France Internationale, de l'Etablissement public de diffusion et de l'Institut national de la communication audiovisuelle (14 novembre 1985) (p. 3057).

Aviation marchande (Premier collège du conseil supérieur) - Décret n° 85-907 du 9 août 1985 - Membre : M. Bernard LEGRAND ; membre suppléant : M. Louis VIRAPOULLE (14 novembre 1985) (p. 3088).

Justice (Commission consultative des archives audiovisuelles) - Art. 4 de la loi n° 85-699 du 11 juillet 1985 - Membre : M. Charles JOLIBOIS (29 novembre 1985) (p. 3489).

Personnes âgées (Comité national des retraités et personnes âgées) - Art. 4 du décret n° 82-697 du 4 août 1982 - Membre : M. Jean CHERIOUX (désignation par M. le président du Sénat) (16 décembre 1985) (p. 4052).

Bruit (Conseil national du bruit) - Art. 2 du décret n° 82-538 du 7 juin 1982 - Membre : M. Marc BECAM (désignation par M. le président du Sénat) (16 décembre 1985) (p. 4052).

Crédit agricole (Commission plénière) - Art. 2 du décret n° 49-1310 du 12 septembre 1949 - Membre : M. Josy MOINET (22 décembre 1985) (p. 4653).

XII. – MINISTERES

Gouvernement Laurent Fabius

(Nommé les 17, 19, 23 juillet et 7 décembre 1984)

(JO Lois et Décrets des 18, 20, 24 juillet et 8 décembre 1984).

1 - Composition au 1er janvier 1985 :

Premier ministre	Laurent Fabius
Ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire	Gaston Defferre
Ministre de l'économie, des finances et du budget	Pierre Bérégovoy
Garde des sceaux, ministre de la justice	Robert Badinter
Ministre des relations extérieures	Roland Dumas
Ministre de la défense	Charles Hernu
Ministre de l'intérieur et de la décentralisation	Pierre Joxe
Ministre de l'agriculture	Michel Rocard
Ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur	Edith Cresson
Ministre de l'éducation nationale	Jean-Pierre Chevènement
Ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement	Georgina Dufoix

Ministre de l'urbanisme, du logement et des transports	Paul Quilès
Ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme	Michel Crépeau
Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	Michel Delebarre
Ministre de l'environnement	Huguette Bouchardeau
Ministre de la recherche et de la technologie	Hubert Curien
Ministre de la culture	Jack Lang
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme	Yvette Roudy
Ministre délégué à la jeunesse et aux sports	Alain Calmat
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement	André Labarrère
Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement	Christian Nucci
Ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des PTT	Louis Mexandeau
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense	Edwige Avice
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives	Jean Le Garrec
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication	Georges Fillioud
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation	Henri Emmanuelli
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes	Catherine Lalumière
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées	Joseph Franceschi
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer	Georges Lemoine
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports	Jean Auroux
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités	Roger-Gérard Schwartzenberg
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'économie sociale	Jean Gatel
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre	Jean Laurain
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie	Martin Malvy
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé	Edmond Hervé
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures	Jean-Michel Baylet
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés	Raymond Courrière
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt	René Souchon
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs	Haroun Tazieff
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique	Roland Carraz
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer	Guy Lengagne
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme	Jean-Marie Bockel

2 - Modifications intervenues du 1er janvier au 31 décembre 1985 :

– *Décret du 4 avril 1985* (JO Lois et Décrets du 5 avril 1985) (p. 3990).

M. Henri Nallet est nommé ministre de l'agriculture, en remplacement de M. Michel Rocard.

M. René Souchon est nommé ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt.

– *Décret du 21 mai 1985* (JO Lois et Décrets du 22 mai 1985) (p. 5742).

M. Edgard Pisani est nommé ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie.

Mme Yvette Roudy est nommée ministre des droits de la femme.

– *Décret du 20 septembre 1985* (JO Lois et Décrets du 21 septembre 1985) (p. 10878).

M. Paul Quilès est nommé ministre de la défense, en remplacement de M. Charles Hernu, dont la démission est acceptée.

M. Jean Auroux est nommé ministre de l'urbanisme, du logement et des transports.

– *Décret du 15 novembre 1985* (JO Lois et Décrets du 16 novembre 1985) (p. 13319).

Il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie.

M. Louis Mexandeau est nommé ministre des PTT.

M. Charles Josselin est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports.

XIII – TABLEAU DE CONCORDANCE

de la date des séances du Sénat avec la date de publication au *Journal Officiel,* la pagination, les numéros des débats et les numéros des microfiches. (Compte-rendu)

ANNEE 1985

DATE des séances	DATE de la publication	NUMÉROS	PAGINATIONS	NUMÉROS des microfiches
23 janv.	24 janv.	1	1 à 16	001
24 janv.	25 janv.	2	17 à 64	002
2 avril	3 avril	3	65 à 94	003
3 avril	4 avril	4	95 à 134	004
4 avril	5 avril	5	135 à 174	005
10 avril	11 avril	6	175 à 222	006
16 avril	17 avril	7	223 à 244	007
17 avril	18 avril	8	245 à 268	008
18 avril	19 avril	9	269 à 308	009
19 avril	20 avril	10	309 à 324	010
24 avril	25 avril	11	325 à 364	011
25 avril	26 avril	12	365 à 380	012
2 mai	3 mai	13	381 à 404	013
3 mai	4 mai	14	405 à 426	014
9 mai	10 mai	15	427 à 456	015
10 mai	11 mai	16	457 à 504	016
14 mai	15 mai	17	505 à 568	017
15 mai	16 mai	18	570 à 582	018
21 mai	22 mai	19	583 à 622	019
22 mai	23 mai	20	623 à 678	020
23 mai	24 mai	21	679 à 718	021
24 mai	25 mai	22	719 à 726	022
28 mai	29 mai	23	727 à 758	023
29 mai	30 mai	24	759 à 766	024
30 mai	31 mai	25	767 à 814	025
31 mai	1er juin	26	815 à 838	026
4 juin	5 juin	27	839 à 870	027
5 juin	6 juin	28	871 à 990	028 029
6 juin	7 juin	29	991 à 1038	030
7 juin	8 juin	30	1039 à 1054	031
11 juin	12 juin	31	1055 à 1070	032
12 juin	13 juin	32	1071 à 1126	033
13 juin	14 juin	33	1127 à 1214	034
14 juin	15 juin	34	1215 à 1246	035
17 juin	18 juin	35	1247 à 1302	036
18 juin	19 juin	36	1303 à 1350	037
19 juin	20 juin	37	1351 à 1430	038
20 juin	21 juin	38	1431 à 1494	039
21 juin	22 juin	39	1495 à 1582	040
24 juin	25 juin	40	1583 à 1630	041
25 juin	26 juin	41	1631 à 1694	042
26 juin	27 juin	42	1695 à 1726	043
27 juin	28 juin	43	1727 à 1790	044
28 juin	29 juin	44	1791 à 1846	045
29 juin	30 juin	45	1847 à 1886	046
17 juil.	18 juil.	46	1887 à 1942	047
23 juil.	24 juil.	47	1943 à 1982	048
24 juil.	25 juil.	48	1983 à 2052	049
25 juil.	26 juil.	49	2053 à 2060	050
26 juil.	27 juil.	50	2061 à 2092	051
13 août	14 août	51	2093 à 2100	052
19 août	20 août	52	2101 à 2156	053
20 août	21 août	53	2157 à 2166	054
2 oct.	3 oct.	54	2167 à 2190	055
8 oct.	9 oct.	55	2191 à 2220	056
10 oct.	11 oct.	56	2221 à 2244	057
15 oct.	16 oct.	57	2245 à 2274	058
16 oct.	17 oct.	58	2275 à 2284	059
17 oct.	18 oct.	59	2285 à 2324	060
18 oct.	19 oct.	60	2325 à 2334	061
22 oct.	23 oct.	61	2335 à 2386	062
23 oct.	24 oct.	62	2387 à 2448	063
24 oct.	25 oct.	63	2449 à 2520	064
25 oct.	26 oct.	64	2521 à 2560	065
29 oct.	30 oct.	65	2561 à 2628	066
30 oct.	31 oct.	66	2629 à 2670	067
31 oct.	1er nov.	67	2671 à 2710	068
5 nov.	6 nov.	68	2711 à 2744	069
6 nov.	7 nov.	69	2745 à 2782	070
7 nov.	8 nov.	70	2783 à 2860	071
8 nov.	9 nov.	71	2861 à 2898	072
12 nov.	13 nov.	72	2899 à 2968	073
13 nov.	14 nov.	73	2969 à 3036	074
14 nov.	15 nov.	74	3037 à 3128	075
15 nov.	16 nov.	75	3129 à 3168	076
19 nov.	20 nov.	76	3169 à 3196	077
20 nov.	21 nov.	77	3197 à 3246	078
21 nov.	22 nov.	78	3247 à 3308	079
22 nov.	23 nov.	79	3309 à 3368	080
26 nov.	27 nov.	80	3369 à 3408	081
27 nov.	28 nov.	81	3409 à 3430	082
28 nov.	29 nov.	82	3431 à 3470	083
29 nov.	30 nov.	83	3471 à 3502	084
3 déc.	4 déc.	84	3503 à 3534	085
4 déc.	5 déc.	85	3535 à 3560	086
5 déc.	6 déc.	86	3561 à 3618	087
6 déc.	7 déc.	87	3619 à 3628	088
9 déc.	10 déc.	88	3629 à 3668	089
10 déc.	11 déc.	89	3669 à 3736	090
11 déc.	12 déc.	90	3737 à 3800	091
12 déc.	13 déc.	91	3801 à 3904	092-093
13 déc.	14 déc.	92	3905 à 3974	094
16 déc.	17 déc.	93	3975 à 4054	095
17 déc.	18 déc.	94	4055 à 4142	096
18 déc.	19 déc.	95	4143 à 4382	097-098-099
19 déc.	20 déc.	96	4383 à 4468	100
20 déc.	21 déc.	97	4469 à 4562	101
21 déc.	22 déc.	98	4563 à 4638	102
22 déc.	23 déc.	99	4639 à 4664	103

XIV. – EXPLICATION DES SIGLES

ACCA	Association communale de chasse agréée.
ACP (pays)	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.
ACTA	Association de coordination technique agricole.
ACTIM	Agence pour la coopération technique, industrielle et économique.
ACUCES	Association du centre universitaire de coopération économique et sociale.
ADEP	Agence pour le développement de l'éducation permanente.
ADI	Agence de l'information.
AFAT	Association française d'action touristique.
AFEI	Association française pour l'étiquetage d'information.
AFERNOD	Association française pour l'étude et la recherche des nodules.
AFME	Agence française pour la maîtrise de l'énergie.
AFP	Agence France-Presse.
AFPA	Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.
AFTRP	Agence foncière et technique de la région parisienne.
AGEAM	Association pour la gérance d'écoles d'apprentissage maritime.
AGIRC	Association générale des institutions de retraites des cadres.
AMEXA	Assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles.
AMG	Assistance médicale gratuite.
ANACT	Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.
ANAH	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
ANCE	Agence nationale pour la création d'entreprises
ANDA	Association nationale pour le développement agricole.
ANEFE	Association nationale des écoles françaises de l'étranger.
ANIFOM	Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.
ANIL	Association nationale d'information logement.
ANIT	Agence nationale de l'information touristique.
ANPE	Agence nationale pour l'emploi.
ANRED	Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.
ANT	Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer.
ANVAR	Agence nationale de valorisation de la recherche.
AOC	Appellation d'origine contrôlée.
AP	Autorisation de programme.
AP	Assistance publique.
APEC	Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens.
APL	Aide personnalisée au logement.
APTRP	Association professionnelle des transporteurs de la région parisienne.
ARIAD	Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement.
ARIM	Association de restauration immobilière.
ARIST	Agence régionale d'information scientifique et technique.
ARRCO	Association des régimes de retraites complémentaires.
ASA	Aide supplémentaire d'attente.
ASE	Agence spatiale européenne.
ASEAN	Association of the South-East asian nations. Association des nations de l'Asie du Sud-Est.
ASGF	Association syndicale de gestion forestière.
ASSEDIC	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
ASSU	Association du sport scolaire et universitaire.
ATAC	Association technique pour l'action culturelle.
ATC	Assistants techniques du commerce.
ATOS	Personnel administratif, technicien, ouvrier et de service.
AUDIST	Agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique.
AVTS	Allocation aux vieux travailleurs salariés.
BAPSA	Budget annexe des prestations sociales agricoles.
BCC	Banque centrale de compensation.
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.
BDPA	Bureau pour le développement de la production agricole.
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique centrale.
BEI	Banque européenne d'investissement.
BEPA	Brevet d'études professionnelles agricoles.
BFCE	Banque française du commerce extérieur.
BIC	Bénéfices industriels et commerciaux.
BIPA	Banque d'information politique et d'actualité.
BIPE	Bureau d'information et de prévisions économiques.
BIT	Bureau international du travail.
BPA	Brevet professionnel agricole.
BRGM	Bureau de recherches géologiques et minières.
BTP	Bâtiment et travaux publics.
BUMIDOM	Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer.
BUS	Bureau universitaire de statistique.
CACOM	Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme.
CACT	Commission d'amélioration des conditions de travail.
CADIST	Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique.
CAECL	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.
CANCAVA	Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans.
CAP	Certificat d'aptitude professionnelle.
CAPA	Caisse d'amortissement pour l'acier.
CAPES	Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement secondaire.
CARPA	Caisse autonome des règlements professionnels des avocats.
CAT	Centre d'aide par le travail.
CAUE	Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.
CDCA	Comité de défense des commerçants et artisans.
CDF	Charbonnages de France.
CDPTH	Centre de développement et de promotion du textile et de l'habillement.
CEA	Commissariat à l'énergie atomique.
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier.
CEE	Communauté économique européenne.
CEFAC	Centre de formation des assistants techniques du commerce et consultants commerciaux.
CEMAGREF	Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts.
CENCEP	Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.
CEP	Centre d'expérimentation du Pacifique.
CEPAM	Centre d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers.
CEPII	Centre d'études prospectives et d'informations internationales.
CERBE	Centre de recherche sur le bien-être.
CERC	Centre d'étude des revenus et des coûts.
CERN	Centre européen de recherches nucléaires.
CES	Collège d'enseignement secondaire.
CESTA	Centre d'études des systèmes et des technologies avancées.
CET	Collège d'enseignement technique.
CFA	Centre de formation d'apprentis.
CFCE	Centre français du commerce extérieur.
CFDT	Confédération française démocratique du travail.
CFP	Compagnie française des pétroles.
CFPC	Centre de formation des personnels communaux.
CEO	Centre d'études d'opinion.
CESP	Centre d'étude des supports de publicité.
CFT	Confédération française du travail.
CGCT	Compagnie générale des constructions téléphoniques.
CGI	Code général des impôts.
CGT	Confédération générale du travail.

CHR ..... Centre hospitalier régional.
CHS ..... Comité d'hygiène et de sécurité.
CHSCT ..... Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.
CHU ..... Centre hospitalier et universitaire.
CIASI ..... Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (voir CIRI).
CIAT ..... Comité interministériel pour l'aménagement du territoire.
CIDAR ..... Comité interministériel pour le développement et l'aménagement rural.
CIDISE ..... Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi.
CII ..... Compagnie internationale pour l'informatique.
CIPE ..... Comité interministériel pour la promotion de l'emploi.
CIRA ..... Centre interministériel de renseignements administratifs.
CIRDI ..... Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.
CIRI ..... Comité interministériel de restructuration industrielle (remplace le CIASI).
CIRIT ..... Comité interprofessionnel de rénovation de l'industrie textile.
CNAC Georges-Pompidou ..... Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (musée Beaubourg).
CNAJEP ..... Comité national pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire.
CNAM ..... Conservatoire national des arts et métiers.
CNAP ..... Conseil national d'accession à la propriété.
CNAPS ..... Conseil national des activités physiques et sportives.
CNASEA ..... Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.
CNAVIS ..... Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.
CNBF ..... Caisse nationale des barreaux français.
CNDP ..... Centre national de documentation pédagogique.
CNEC ..... Centre national d'enseignement par correspondance.
CNEJ ..... Centre national d'études judiciaires.
CNES ..... Centre national d'études spatiales.
CNET ..... Centre national d'études des télécommunications.
CNEXO ..... Centre national pour l'exploitation des océans.
CNIH ..... Comité national interprofessionnel de l'horticulture florale et ornementale et des pépinières.
CNIL ..... Commission nationale de l'informatique et des libertés.
CNIPE ..... Centre national d'information pour la productivité des entreprises.
CNME ..... Caisse nationale des marchés de l'Etat.
CNOSF ..... Comité national olympique et sportif français.
CNPF ..... Conseil national du patronat français.
CNR ..... Compagnie nationale du Rhône.
CNRACL ..... Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.
CNRS ..... Centre national de la recherche scientifique.
CNTA ..... Comptoir national technique agricole.
CNUCED ..... Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.
COB ..... Commission des opérations de bourse.
CODEFI ..... Comités départementaux pour le financement des investissements des entreprises.
CODER ..... Commission de développement économique régional.
CODERPA ..... Comité départemental des retraités et personnes âgées.
CODEVI ..... Comptes pour le développement industriel.
CODIS ..... Comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques.
COFACE ..... Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.
COGEMA ..... Compagnie générale des matières nucléaires
COMES ..... Commissariat à l'énergie solaire.
COMT ..... Commission des marchés à terme de marchandises.
CORDES ..... Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social.
CORRI ..... Comité régional de restructuration industrielle.
COS ..... Coefficient d'occupation du sol.
COTOREP ..... Commission technique d'orientation et de reclassement profesisonnel.
CPAG ..... Centres de préparation à l'administration générale.
CPIE ..... Centre permanent d'initiation à l'environnement.
CPP ..... Code de procédure pénale.
CREDOC ..... Centre de recherche et de documentation sur la consommation (devenu Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie).
CREPS ..... Centre régional d'éducation physique et sportive et d'éducation populaire.
CROAT ..... Centre régional d'observation de l'activité touristique.
CROSS ..... Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage.
CROUS ..... Centre régional des œuvres universitaires et scolaires.
CRPF ..... Centre régional de la propriété forestière.
CRTL ..... Comité régional du tourisme et des loisirs.
CSCE ..... Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.
CSMF ..... Confédération des syndicats médicaux français.
CSTB ..... Centre scientifique et technique du bâtiment.
CTGREF ..... Centre technique du génie rural, des eaux et forêts.
CTIFL ..... Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes.
CTIR ..... Centres de traitement informatique régionaux.
CUCES ..... Centre universitaire de coopération économique et sociale.
CUMA ..... Coopérative d'utilisation de matériel agricole.
CVR ..... Combattant volontaire de la Résistance.
DATAR ..... Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
DCRF ..... Direction de la consommation et de la répression des fraudes.
DDAS ..... Direction départementale de l'action sanitaire et sociale.
DDE ..... Direction départementale de l'équipement.
DEFI ..... Développement-Exportation-Formation-Image (nouveau sigle du CDPTH).
DEPE ..... Délégués des entreprises pour l'emploi.
DEUG ..... Diplôme d'études universitaires générales.
DGA ..... Délégation générale pour l'armement.
DGCC ..... Direction générale de la concurrence et de la consommation.
DGCL ..... Direction générale des collectivités locales.
DGD ..... Dotation générale de décentralisation.
DGE ..... Dotation globale d'équipement
DGF ..... Dotation globale de fonctionnement.
DGRST ..... Délégation générale à la recherche scientifique et technique.
DIHP ..... Délégation de l'information historique pour la paix.
DIJA ..... Dotation d'installation aux jeunes agriculteurs.
DJA ..... Dotation aux jeunes agriculteurs (voir DIJA).
DOM ..... Département d'outre-mer.
DOT ..... Défense opérationnelle du territoire.
ECU ..... European currency unit (unité de compte européenne).
EDF ..... Electricité de France.
EID ..... Entente interdépartementale pour la démoustication.
ENA ..... Ecole nationale d'administration.
ENIM ..... Etablissement national des invalides de la marine.
ENM ..... Ecole nationale de la magistrature.
EPAD ..... Etablissement public pour l'aménagement de la Défense.
ERAP ..... Entreprise de recherche et d'activités pétrolières.
EUMETSAT ..... European Meteorology Satellite
..... Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques.
EUTELSAT ..... Organisation européenne de télécommunications par satellite.
FAAS ..... Fonds additionnel d'action sociale.
FAC ..... Fonds d'aide et de coopération.

FAC ..... Fonds d'action conjoncturelle.
FACE ..... Fonds d'amortissement des charges d'électrification.
FACT ..... Fonds d'amélioration des conditions de travail.
FADIL ..... Fonds d'aide au développement de l'intérieur et des îles.
FAR ..... Fonds d'action rurale.
FAS ..... Fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants.
FASASA ..... Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles.
FASSO ..... Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire.
FAU ..... Fonds d'aménagement urbain.
FBCF ..... Formation brute de capital fixe.
FDES ..... Fonds de développement économique et social.
FEC ..... Fonds d'égalisation des charges.
FECL ..... Fonds d'équipement des collectivités locales.
FED ..... Fonds européen de développement.
FEDER ..... Fonds européen de développement régional.
FEOGA ..... Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.
FIANE ..... Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement.
FIAC ..... Foire internationale d'art contemporain.
FIAM ..... Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne.
FIAT ..... Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire.
FICA ..... Fondation à l'initiative créatrice artisanale.
FIDA ..... Fonds international pour le développement agricole.
FIDAR ..... Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural.
FIDES ..... Fonds d'investissement et de développement économique et social.
FIDOM ..... Fonds d'investissement des départements d'outre-mer.
FIM ..... Fonds industriel de modernisation.
FINUL ..... Force intérimaire des Nations unies au Liban.
FIOM ..... Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture.
FIQV ..... Fonds d'investissement pour la qualité de la vie.
FIRS ..... Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre.
FLNC ..... Front de libération nationale de la Corse.
FLNKS ..... Front de libération national kanak socialiste.
FMF ..... Fédération des médecins de France.
FMI ..... Fonds monétaire international.
FMO ..... Force multinationale et d'observateurs.
FNACA ..... Fédération nationale des anciens combattants en Algérie.
FNAFU ..... Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme.
FNAH ..... Fonds national d'amélioration de l'habitat.
FNAL ..... Fonds national d'aide au logement.
FNAPSUM ..... Fédération nationale des associations de permanence de soins et d'urgences médicales.
FNAT ..... Fonds national d'aménagement du territoire.
FNDAE ..... Fonds national pour le développement des adductions d'eau.
FNDS ..... Fonds national pour le développement du sport (ancien Fonds national d'aide au sport de haut niveau).
FNE ..... Fonds national de l'emploi.
FNSEA ..... Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.
FONJEP ..... Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire.
FORMA ..... Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles.
FOST ..... Force océanique stratégique.
FPA ..... Formation professionnelle des adultes.
FRAC ..... Fonds régionaux d'art contemporain.
FROM ..... Fonds régionaux d'organisation des marchés.
FSAI ..... Fonds spécial d'adaptation industrielle.
FSIR ..... Fonds spécial d'investissement routier.
GAEC ..... Groupement agricole d'exploitation en commun.
GANIL ..... Grand accélérateur national à ions lourds.
GAPP ..... Groupe d'aide psycho-pédagogique.
GATT ..... General agreement on tariffs and trade. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
GDF ..... Gaz de France.
GEPI ..... Groupe d'études prospectives internationales.
GERDAT ..... Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale.
GFA ..... Groupement foncier agricole.
GIE ..... Groupement d'intérêt économique.
GIP ..... Groupement d'intérêt public (recherche et développement technologique).
GMEM ..... Groupe maritime d'économie mixte.
GREP ..... Groupements régionaux d'épargne et de prévoyance.
HLM ..... Habitations à loyer modéré.
IAD ..... Indemnité annuelle départ.
IATA ..... Association internationale des transports aériens.
IAURIF ..... Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France.
IDES ..... Institut de développement de l'économie sociale.
IDHEC ..... Institut des hautes études cinématographiques.
IDI ..... Institut de développement industriel.
IDIA ..... Institut de développement des industries agro-alimentaires.
IDICA ..... Institut de développement industriel des composants automobiles.
IFAC ..... Inspection fusionnée d'assiette et de contrôle.
IGREF ..... Ingénieurs du génie rural, des eaux et forêts.
ILM ..... Immeuble à loyer moyen.
ILN ..... Immeuble à loyer normal.
INA ..... Institut national de l'audiovisuel.
INAO ..... Institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie.
INC ..... Institut national de la consommation.
INED ..... Institut national d'études démographiques.
INEP ..... Institut national d'éducation populaire.
INMARSAT .... Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites.
INPI ..... Institut national de la propriété industrielle.
INPNPP ou IN2P3 ..... Institut national de physique nucléaire et de physique des particules.
INRA ..... Institut national de la recherche agronomique.
INRIA ..... Institut national de la recherche en informatique et en automatique.
INRP ..... Institut national de la recherche pédagogique.
INRS ..... Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.
INSA ..... Institut national des sciences appliquées.
INSEE ..... Institut national de la statistique et des études économiques.
INSEP ..... Institut national du sport et de l'éducation physique.
INSERM ..... Institut national de la santé et de la recherche médicale.
IPES ..... Institut de préparation aux enseignements du second degré.
IRA ..... Instituts régionaux d'administration.
IRAP ..... Instituts régionaux d'administration publique.
IRCAM ..... Institut de recherche et de coordination acoustique-musique.
IRCANTEC ..... Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques.
IRIA ..... Institut de recherche d'informatique et d'automatique.
IRPP ..... Impôt sur le revenu des personnes physiques.
IRSID ..... Institut de recherche de la sidérurgie.
ISM ..... Indemnité spéciale de montagne.
ISTPM ..... Institut scientifique et technique des pêches maritimes.
ITA ..... Ingénieurs, techniciens, administratifs.
ITEF ..... Ingénieurs techniciens d'études et de fabrications.
ITEF ..... Ingénieurs des travaux des eaux et forêts.
IUT ..... Institut universitaire de technologie.
IVD ..... Indemnité viagère de départ.
JET ..... Joint european Torus.

JO ..... Journal officiel.
LBU ..... Ligne budgétaire unique.
LCR ..... Lettre de change-relevé.
LTS ..... Logement très social.
MARISAT ..... Système de télécommunications maritimes par satellites.
MCM ..... Montants compensatoires monétaires.
MECA ..... Machines et équipements de conception avancée.
MIACA ..... Mission interministérielle pour l'aménagement de la côte d'Aquitaine.
MIDEM ..... Marché international du disque et de l'édition musicale.
MIDIST ..... Mission interministérielle de l'information scientifique et technique.
OCDE ..... Organisation de coopération et de développement économiques.
OCORA ..... Office de coopération radiophonique.
OECE ..... Organisation européenne de coopération économique.
OGAF ..... Opération groupée d'aménagement foncier.
OIT ..... Organisation internationale du travail.
OLP ..... Organisation de la libération de la Palestine.
OMCI ..... Organisation maritime consultative intergouvernementale.
OMS ..... Organisation mondiale de la santé.
ONAC ..... Office national des anciens combattants et victimes de guerre.
ONERA ..... Office national d'études et de recherches aérospatiales.
ONI ..... Office national d'immigration.
ONIBEV ..... Office national interprofessionnel du bétail et des viandes.
ONIC ..... Office national interprofessionnel des céréales.
ONIPPAM ..... Office national interprofessionnel des plantes à parfum, aromatiques et médicinales.
ONISEP ..... Office national d'information sur les enseignements et les professions.
ONIVIT ..... Office national interprofessionnel des vins de table.
ONSER ..... Organisation nationale pour la sécurité routière.
ONU ..... Organisation des Nations unies.
ONUDI ..... Organisation des Nations unies pour le développement industriel.
OPEP ..... Organisation des pays exportateurs de pétrole.
OPH ..... Opération programmée d'amélioration de l'habitat.
OPPBTP ..... Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.
OREAV ..... Organismes d'études d'aménagement des vallées.
ORGANIC ..... Organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce.
ORSTOM ..... Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer.
ORTF ..... Office de radiodiffusion et télévision française.
OTA ..... Office of technology assessment.
OTAN ..... Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.
OTASE ..... Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est.
OUA ..... Organisation de l'unité africaine.
PAC ..... Politique agricole commune.
PACT ..... Propagande et action contre le taudis.
PADOG ..... Plan d'aménagement et d'organisation générale de la région parisienne.
PAH ..... Prime à l'amélioration de l'habitat.
PALULOS ..... Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.
PAP ..... Prêt d'accession à la propriété.
PAP ..... Programme d'action prioritaire.
PAPIR ..... Programme d'action prioritaire d'initiative régionale.
PAR ..... Plans d'aménagement ruraux.
PEGC ..... Professeur d'enseignement général de collège.
PIB ..... Production intérieure brute ou produit intérieur brut.
PIM ..... Programmes intégrés méditerranéens.
PLA ..... Prêt locatif aidé.
PLD ..... Plafond légal de densité.
PLR ..... Programmes à loyer réduit.
PMA ..... Pays les moins avancés.
PME ..... Petites et moyennes entreprises.
PMI ..... Petites et moyennes industries.
PMI ..... Protection maternelle et infantile.
PMU ..... Pari mutuel urbain.
PNB ..... Produit national brut.
PNUD ..... Programme des Nations unies pour le développement.
PNUE ..... Programme des Nations-Unies pour l'environnement.
POA ..... Prime d'orientation agricole.
POS ..... Plan d'occupation des sols.
PPE ..... Programmes prioritaires d'exécution.
PRAF ..... Patriotes réfractaires à l'annexion de fait.
PRDE ..... Plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire.
PRO ..... Patriotes résistants à l'Occupation.
PSI ..... Prêt spécial immobilier.
PSR ..... Programmes sociaux de relogement.
PTOM ..... Pays et territoires d'outre-mer.
PTT ..... Postes et télécommunications.
RATP ..... Régie autonome des transports parisiens.
RBE ..... Résultat brut d'exploitation.
RCB ..... Rationalisation des choix budgétaires.
RDA ..... République démocratique allemande.
RER ..... Réseau express régional.
RFA ..... République fédérale d'Allemagne.
RFO ..... Société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer.
RIVP ..... Régie immobilière de la Ville de Paris.
RTLN ..... Réunion des théâtres lyriques nationaux.
SAFER ..... Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural.
SAIF ..... Sociétés agricoles d'investissement foncier.
SALT (accords) ..... Stratégic arms limitation treaty. Traité de limitation des armes stratégiques.
SAMU ..... Service d'aide médicale urgente.
SCA ..... Sociétés coopératives artisanales.
SCA ..... Syndicats communautaires d'aménagement.
SCIC ..... Société immobilière de la Caisse des dépôts.
SCOP ..... Sociétés coopératives ouvrières de production.
SCPI ..... Société civile de placement immobilier.
SCPRI ..... Service central de protection contre les rayonnements ionisants.
SDAU ..... Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.
SDECE ..... Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.
SDR ..... Société de développement régional.
SEATER ..... Service d'étude et d'aménagement touristique de l'espace rural.
SEATM ..... Service d'étude et d'aménagement touristique de la montagne.
SEFA ..... Société d'épargne foncière agricole.
SEFRANE ..... Service pour l'emploi des Français à l'étranger.
SEITA ..... Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
SESAME ..... Service de soutien et d'accompagnement sur les marchés extérieurs.
SFP ..... Société française de production et création audiovisuelles.
SFT ..... Société française de télédistribution.
SIBEV ..... Société interprofessionnelle du bétail et des viandes.
SICA ..... Société d'intérêt collectif agricole.
SICAV ..... Société d'investissement à capital variable.
SICOMI ..... Société immobilière pour le commerce et l'industrie.
SIDO ..... Société interprofessionnelle des oléagineux.
SIECA ..... Service d'information, d'études et de cinématographie des armées.
SIRPA ..... Service d'information et de relations publiques des armées.
SIVOM ..... Syndicat intercommunal à vocation multiple.
SMA ..... Service militaire adapté.
SME ..... Système monétaire européen.
SMI ..... Surface minimum d'installation (agriculture).
SMIC ..... Salaire minimum de croissance.
SNCF ..... Société nationale des chemins de fer français.
SNECMA ..... Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation.

SNEP ..... Société nationale des entreprises de presse.
SNI ..... Syndicat national des instituteurs.
SNIAS ..... Société nationale industrielle aérospatiale.
SNLE ..... Sous-marin nucléaire lanceur d'engins.
SNPA ..... Société nationale des pétroles d'Aquitaine.
SOFARIS ..... Société française pour l'assurance du capital-risque.
SOFIRAD ..... Société financière de radiodiffusion.
SOFIREM ..... Société foncière pour favoriser l'industrialisation des régions minières.
SOFRATEV .... Société française d'études et de réalisations d'équipements de radiodiffusion et de télévision.
SOMIVAC ..... Société pour la mise en valeur agricole de la Corse.
SONACOTRA .. Société nationale de construction de logements pour les travailleurs.
SOP ..... Service d'observation des programmes.
SOPEXA ..... Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires.
SOREFI ..... Sociétés régionales de financement.
SPULEN ..... Service public unifié et laïque de l'Education nationale.
SS ..... Sécurité sociale.
STAR ..... Système téléphonique d'alerte aux risques.
STO ..... Service du travail obligatoire.
TDF ..... Télédiffusion de France.
TEF ..... Techniciens d'études et de fabrication.
TGV ..... Train à grande vitesse.
TIPP ..... Taxe intérieure sur les produits pétroliers.
TLE ..... Taxe locale d'équipement.
TOM ..... Territoire d'outre-mer.
TPFA ..... Tribunaux permanents des forces armées.
TPG ..... Trésoriers-payeurs généraux.
TPS ..... Taxe sur les prestations de services.
TTFA ..... Tribunaux territoriaux des forces armées.
TUC ..... Travaux d'utilité collective.
TVA ..... Taxe sur la valeur ajoutée.
UCANSS ..... Union des caisses nationales de sécurité sociale.
UEO ..... Union de l'Europe occidentale.
UER ..... Unité d'enseignement et de recherche.
UEREPS ..... UER d'éducation physique et sportive.
UFAC ..... Union française des associations de combattants et de victimes de guerre.
UGAP ..... Union des groupements d'achats publics.
UGB ..... Unité de gros bétail.
UGC ..... Union générale cinématographique.
UNAF ..... Union nationale des associations familiales.
UNEDIC ..... Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
UNESCO ..... Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNIL ..... Union nationale interprofessionnelle du logement.
UNSS ..... Union nationale du sport scolaire.
URSSAF ..... Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.
UTA ..... Union des transports aériens.
UTN ..... Unité touristique nouvelle.
VRP ..... Voyageurs, représentants, placiers.
VRTS ..... Versement représentatif de la taxe sur les salaires.
VSNA ..... Volontaires du service national actif.
ZAC ..... Zone d'aménagement concerté.
ZAD ..... Zone d'aménagement différé.
ZAN ..... Zones d'agglomération nouvelle.
ZEP ..... Zone d'éducation prioritaire.
ZEP ..... Zone d'environnement protégé.
ZIF ..... Zone d'intervention foncière.
ZUP ..... Zone à urbaniser en priorité.

DEUXIÈME PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

SESSIONS DE 1985

A

ABATTOIRS

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Agriculture

ABRIS ANTI-ATOMIQUES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur

ABSTENTIONNISME

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3,** DG

ACADEMIE FRANCAISE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Culture

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Voir CIRCULATION ROUTIERE, **1**
PROCEDURE CIVILE ET COMMERCIALE, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **61**
TRAITES ET CONVENTIONS, **20,** DG

ACCIDENTS DU TRAVAIL

1. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 468 du code de la sécurité sociale et permettant aux chefs d'entreprise de s'assurer contre certains accidents du travail,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jean Cauchon, sénateur (8 novembre 1985) [n° **78** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi CONGES DE FORMATION, **1,** DG
INVALIDITE, **1**

ACCORDS D'HELSINKI

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**

ACCORDS DE SIEGE ET DE REPRESENTATION

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **38**

ACCORDS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Voir RAPATRIES, **1,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **26 ; 27 ; 28 ; 29 ; 30 ; 31 ; 34 ; 36 ; 39**

ACCORDS FISCAUX

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **26 ; 29**

ACCORDS MULTIFIBRES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **23**

ACCORDS MULTILATERAUX

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **10 ; 14 ; 16**

ACCORDS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **14**

ACTES DE DECES

Voir DEPORTES, INTERNES ET RESISTANTS, **1**

ACTION SOCIALE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **12 ; 13,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Anciens combattants
MUTUELLES (sociétés), **1**
SECURITE SOCIALE, **1**

ACTIONNAIRES

Voir SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, **2,** DG

ACTIONS

Voir SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, **2**
VALEURS MOBILIERES, **1**

ACTIVITES NON SEDENTAIRES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 55

ADDUCTIONS D'EAU

Voir EAU ET ASSAINISSEMENT, **1**

ADMINISTRATION (relations avec le public)

Voir CONSTRUCTION, **1,** DG
IMPOTS ET TAXES, **1**

ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Justice ; Art. 63

ADOPTION

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **13**
SECURITE SOCIALE, **1,** DG

AEROCLUBS

Voir URBANISME, **1,** DG

AERONAUTIQUE (industrie)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **75, 125**

AERONEFS

Voir URBANISME, **1,** DG

AEROPORT DE MAYOTTE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

AEROPORT DE PARIS

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
URBANISME, **1,** DG

AEROPORTS

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer - Logement, urbanisme et transports
URBANISME, **1**

AFFAIRE GREENPEACE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures - Départements et territoires d'outre-mer
NOUVELLE-CALEDONIE, **4,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**
RAPPELS AU REGLEMENT, **12**

AFFAIRE STAVISKY

Voir LOIS DE REGLEMENT, **1,** DG

AFFICHAGE

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **2**

AFFOUAGE

Voir BOIS ET FORETS, **1**

AFFRETEMENT

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer

AFGHANISTAN

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**
TRAITES ET CONVENTIONS, **22,** DG

AFRIQUE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**
TRAITES ET CONVENTIONS, **10,** DG ; **27**
TRANSPORTS MARITIMES, **1,** DG

AFRIQUE DU NORD

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

AFRIQUE DU SUD

Voir ALLOCUTIONS, **8**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**
RAPPELS AU REGLEMENT, **9 ; 15**
TRAITES ET CONVENTIONS, **22,** DG ; **27,** DG

AGENCE FRANCAISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE (AFME)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Industrie

AGENCE FRANCE PRESSE (AFP)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** DG

AGENCE NATIONALE POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL (ANACT)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** DG

AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (ANPE)

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **3**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer - Travail, santé, solidarité

AGENCE NATIONALE POUR L'INDEMNISATION DES FRANCAIS D'OUTRE-MER (ANIFOM)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **36**

AGENCE NATIONALE POUR L'INFORMATION TOURISTIQUE (ANIT)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **59**

AGENCE NATIONALE POUR L'INSERTION ET LA PROMOTION DES TRAVAILLEURS D'OUTRE-MER (ANT)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer

AGENCE NATIONALE POUR LA RECUPERATION ET L'ELIMINATION DES DECHETS (ANRED)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **69**

AGENCES DE BASSIN

Voir EAU ET ASSAINISSEMENT, **1**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **69**

AGENCES DE PUBLICITE

Voir PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1,** DG

AGENCES DE VOYAGES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **59**

AGENTS DE CHANGE

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG

AGGLOMERATIONS NOUVELLES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**

AGRICULTEURS

Voir AGRICULTURE, **2** ; **3**
LOIS DE FINANCES, **3**, DG
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, **1**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**
SECURITE SOCIALE, **2**, DG

AGRICULTEURS (formation des)

Voir BOIS ET FORETS, **1**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Agriculture

AGRICULTEURS (jeunes)

Voir AGRICULTURE, **1** ; **3** ; **4**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Agriculture
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, **1**, DG

AGRICULTURE

1. – **Proposition de loi tendant à développer l'installation des jeunes agriculteurs,** PRESENTEE AU SENAT par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues (28 mai 1985) [n° **315** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

2. – **Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à la retraite à partir de soixante ans aux non-salariés agricoles relevant du régime agricole,** PRESENTEE AU SENAT par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues (28 mai 1985) [n° **316** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – **Proposition de loi visant à développer l'agriculture française en améliorant les conditions de vie et de travail des exploitants agricoles familiaux,** PRESENTEE AU SENAT par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 août 1985 – 2 octobre 1985) [n° **479** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

4. – **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier agricole,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture (24 octobre 1985) [n° **3008**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Claude Michel (21 novembre 1985) [n° **3106**] – URGENCE – Discussion (28 novembre 1985) – Adoption (28 novembre 1985) [n° **918**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier rural** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (29 novembre 1985) [n° **124** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Michel Sordel (11 décembre 1985) [n° **185** (85-86)] – Discussion (17 décembre 1985) (p. 4062, 4085) – Adoption (17 décembre 1985) [n° **64**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 1985) [n° **3215**] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Claude Michel (18 décembre 1985) [n° **3217**] – Discussion (19 décembre 1985) – Adoption (19 décembre 1985) [n° **979**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Michel Sordel (18 décembre 1985) [n° **235** (85-86)] – Discussion (20 décembre 1985) (p. 4506, 4510) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **90**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1496 du 31 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 3 janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(17 décembre 1985) (p. 4062, 4085).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4062, 4070) : *MM. René Souchon, ministre chargé de l'agriculture et de la forêt ; Michel Sordel, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Marcel Bony, Jacques Durand, Jean Puech, Roland du Luart.*

AGRICULTEURS (jeunes) : LUART (Roland du) (p. 4068).

ALSACE ET MOSELLE : SORDEL (Michel) (p. 4065).

AMENAGEMENT FONCIER : SOUCHON (René) (p. 4062 à 4064, 4069, 4070) ; SORDEL (Michel) (p. 4064 à 4066) ; BONY (Marcel) (p. 4066) ; DURAND (Jacques) (p. 4066, 4067) ; PUECH (Jean) (p. 4067, 4068) ; LUART (Roland du) (p. 4068, 4069).

ASSOCIATIONS FONCIERES : SORDEL (Michel) (p. 4065) ; LUART (Roland du) (p. 4068) ; SOUCHON (René) (p. 4069).

COMMISSIONS D'AMENAGEMENT FONCIER : SOUCHON (René) (p. 4063) ; SORDEL (Michel) (p. 4065) ; BONY (Marcel) (p. 4066) ; DURAND (Jacques) (p. 4067).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) (élargissement de la) : DURAND (Jacques) (p. 4067).

CONSEILS GENERAUX : SOUCHON (René) (p. 4064).

CORSE : SORDEL (Michel) (p. 4065).

DECENTRALISATION : SOUCHON (René) (p. 4063, 4064) ; SORDEL (Michel) (p. 4065) ; PUECH (Jean) (p. 4068).

DEPARTEMENTS : SOUCHON (René) (p. 4063, 4069) ; SORDEL (Michel) (p. 4065) ; DURAND (Jacques) (p. 4067) ; PUECH (Jean) (p. 4068).

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT (DGE) : DURAND (Jacques) (p. 4067) ; SOUCHON (René) (p. 4069).

EXPLOITATIONS AGRICOLES : SOUCHON (René) (p. 4063, 4064).

FORETS : SOUCHON (René) (p. 4063) ; SORDEL (Michel) (p. 4065) ; PUECH (Jean) (p. 4068).

MONTAGNE : SOUCHON (René) (p. 4063).

POLITIQUE AGRICOLE : SOUCHON (René) (p. 4062) ; BONY (Marcel) (p. 4066) ; DURAND (Jacques) (p. 4066).

REMEMBREMENT : SOUCHON (René) (p. 4063) ; DURAND (Jacques) (p. 4067) ; LUART (Roland du) (p. 4068).

SOCIETES D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL (SAFER) : SOUCHON (René) (p. 4064) ; SORDEL (Michel) (p. 4065) ; BONY (Marcel) (p. 4066).

TERRES INCULTES : SORDEL (Michel) (p. 4065).

VOIRIE : DURAND (Jacques) (p. 4067).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4070, 4085) : *MM. Michel Sordel, rapporteur ; René Souchon, ministre ; Jean Colin, Philippe François, Paul Malassagne, Yves Le Cozannet.*

Art. 1er *(Dispositions communes aux divers modes d'aménagement foncier)* (p. 4070).

Adoptés : amendements de M. Michel Sordel, rapporteur : n° 1 : appréciation de l'amélioration au regard de la structure

des propriétés et des exploitations ; n° 2 rédactionnel ; n° 3 et n° 4, relatifs à l'institution de la commission communale d'aménagement foncier (p. 4073) ; n° 5 : extension à l'ensemble du territoire national de la procédure prévue pour les zones de montagne à l'occasion de l'élaboration et de la révision des plans d'occupation des sols ; n° 6 rédactionnel ; n° 7 : modalités de désignation des membres propriétaires et exploitants de la commission communale ou intercommunale d'aménagement foncier ; n° 8 rédactionnel ; n° 9 : possibilité pour la commission d'appeler à titre consultatif toute personne dont il lui paraît utile de provoquer l'avis ; n°s 10 et 11 rédactionnels ; n° 12 : suppression des dispositions de cet article relatives au rôle du représentant de l'Etat dans le département, pour coordination (p. 4074) – Amendement n° 29 de M. Philippe François : évaluation des peuplements forestiers par les techniciens et experts forestiers inscrits sur la liste dressée par le ministre de l'agriculture ; et sous-amendement n° 47 de M. Paul Malassagne : possibilité pour le technicien d'être assisté d'un expert forestier (p. 4075) – Amendements rédactionnels n° 13 et 14 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 4075).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 4075).

Art. 2 *(Dispositions propres à la réorganisation foncière)* (p. 4075).

Adoptés : amendements n° 37 de M. René Souchon, ministre : établissement par la commission communale ou intercommunale d'aménagement foncier des projets de réalisation de certains travaux (p. 4077) – Amendement rédactionnel n° 16 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 4077).

Retirés : amendements de M. Jean Arthuis, soutenus par M. Yves Le Cozannet : n° 33 : suppression des dispositions de cet article relatives aux cas de représentation du propriétaire dans la procédure de réorganisation foncière ; et n° 34 : attribution à chaque propriétaire d'une valeur de productivité réelle équivalente à celle de ses apports et d'une certaine superficie (p. 4077).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4077).

Art. 3 *(Nouvel intitulé du chapitre III du titre premier du livre premier du code rural)* – Adopté (p. 4077).

Art. 4 *(Biens susceptibles de faire l'objet d'un remembrement rural)* (p. 4077).

Adoptés : amendement n° 17 de M. Michel Sordel, rapporteur : biens susceptibles de faire l'objet d'un remembrement rural, mines et carrières (p. 4078) ; sous-amendement n° 38 de M. René Souchon, ministre : délai d'enregistrement du droit de foretage (p. 4078).

Retiré : amendement n° 27 de M. Jean Colin : suppression des dispositions de cet article relatives aux terrains à bâtir (p. 4078).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4078).

Art. 5 *(Pouvoirs de la commission communale en matière de remembrement)* (p. 4078).

Adopté : amendement de coordination n° 18 de M. Michel Sordel, rapporteur : exécution de tous travaux et réalisation de tous ouvrages nécessaires à la protection des forêts (p. 4079).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4079).

Art. 6 *(Réalisation des accès aux parcelles)* – Adopté (p. 4079).

Art. 7 *(Régime des associations foncières)* – Adopté (p. 4079).

Art. 8 *(Nouvel intitulé du chapitre IV du titre premier du livre premier du code rural)* – Adopté (p. 4079).

Art. 9 *(Participation du département aux frais de l'échange)* (p. 4079).

Adopté : amendement n° 39 de M. René Souchon, ministre : conditions de l'exploitation agricole ou de la production forestière (p. 4079).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 4079).

Art. 10 *(Arbitrage de la commission départementale en cas d'opposition)* – Adopté (p. 4079).

Art. 11 *(Nouvel intitulé du chapitre V du titre premier du livre premier du code rural)* – Adopté (p. 4079).

Art. 12 *(Procédure collective de mise en valeur des terres incultes ou manifestement sous-exploitées)* (p. 4079).

Retiré : amendement n° 20 de M. Michel Sordel, rapporteur : inapplicabilité, aux terrains boisés, des délais au-delà desquels on peut identifier des terrains agricoles comme abandonnés, incultes ou insuffisamment exploités (p. 4080).

– L'art. 12 est adopté (p. 4080).

Art. 13 *(Mise en valeur forestière de parcelles reconnues incultes ou manifestement sous-exploitées)* – Adopté (p. 4080).

Art. 14 *(Abrogation du chapitre VI et transformation du chapitre V-1 du titre premier du livre premier du code rural)* – Adopté (p. 4080).

Art. 15 *(Extension du champ d'application de l'art. 52-1 du code rural : compétence des représentants de l'Etat en matière de zonage forestier et agricole).*

Adoptés : amendement n° 21 de M. Michel Sordel, rapporteur : pouvoirs des représentants de l'Etat dans les départements et équilibre du zonage forestier et agricole (p. 4081) ; sous-amendement n° 40 de M. René Souchon, ministre : suppression de la prise en compte des intérêts respectifs avant de procéder aux opérations suivantes (p. 4081).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 4081).

Art. 16 *(Nouvel intitulé du chapitre VIII du titre premier du livre premier du code rural)* – Adopté (p. 4081).

Art. 17 *(Dispositions particulières aux départements corses : membres des commissions départementales et communales)* – Adopté (p. 4081).

Art. 18 *(Dispositions particulières aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle)* (p. 4081).

Adopté : amendement n° 41 de M. René Souchon, ministre : harmonisation des dispositions du troisième alinéa de l'art. 58 du code rural avec le présent projet de loi (p. 4081).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 4081).

Art. 19 *(Articles dont les modalités d'application seront déterminées par décret en Conseil d'Etat)* – Adopté (p. 4081).

Art. 20 *(Abrogation de certaines dispositions du code rural)* (p. 4081).

Adopté : amendement n° 42 de M. René Souchon, ministre : abrogation des cinquième et sixième alinéas de l'art. 19 ainsi que du premier alinéa de l'art. 22 du code rural (p. 4081).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 4081).

Art. 20 bis *(Champ d'application de la loi n° 72-12 du 3 janvier 1972 relative à la mise en valeur pastorale)* – Adopté (p. 4081).

Après l'art. 20 bis (p. 4082).

Adopté : amendement n° 43 (art. additionnel) de M. René Souchon, ministre : harmonisation des dispositions de l'art. L. 512-1 du code forestier avec ce projet de loi (p. 4082).

Rejeté : amendement n° 28 (art. additionnel) de M. Philippe François : taxe de défrichement et durée de validité de l'autorisation de défrichement des carrières (p. 4082).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4082).

Art. 21 *(Intervention des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, SAFER, en matière d'aménagement foncier)* (p. 4082).

Adoptés : amendement n° 22 rédactionnel de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 4082) – Amendement n° 44 rédactionnel de M. René Souchon, ministre (p. 4083).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 4083).

Art. 21 bis *(Commissions chargées du calcul de la valeur vénale et de rendement des terres agricoles)* (p. 4083).

Adoptés : amendements de coordination n^os^ 24 et 25 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 4083) – Amendement n° 45 de M. René Souchon, ministre : communication à la commission départementale d'aménagement foncier des éléments non nominatifs d'informations nécessaires à ses missions (p. 4084).

– L'art. 21 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4084).

Art. 22 *(Harmonisation législative).*

Adopté : amendement n° 26 de M. Michel Sordel, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à l'abrogation de l'art. 61 de la loi du 9 janvier 1985 concernant la montagne et la modification proposée pour l'art. L. 991-1 du code du travail (p. 4084).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 4084).

Art. 23 *(Modifications de codification du code rural)* – Adopté (p. 4084).

Art. 23 bis *(Application de certaines dispositions du code rural dans les départements d'outre-mer)* – Adopté (p. 4084).

Art. 24 *(Date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi)* (p. 4084).

Adopté : amendement n° 46 de M. René Souchon, ministre : dispositions transitoires et référence à l'art. 24 du code rural relatif aux conditions de publication du plan de remembrement (p. 4085).

– L'art. 24, ainsi modifié, est adopté (p. 4085).

Explications de vote : M. Jean-Luc Bécart (p. 4085) ; intervention de M. René Souchon, ministre (p. 4085).

Adoption (17 décembre 1985) (p. 4085).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1985) (p. 4506, 4510).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4506, 4507) : *MM. Jean Colin, rapporteur pour le Sénat ; Henri Nallet, ministre de l'agriculture.*

AMENAGEMENT FONCIER : COLIN (Jean) (p. 4507) ; NALLET (Henri) (p. 4507).

COMMISSIONS D'AMENAGEMENT FONCIER : COLIN (Jean) (p. 4507).

DECENTRALISATION : NALLET (Henri) (p. 4507).

REMEMBREMENT : COLIN (Jean) (p. 4507).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4507, 4510)

Art. 1^er^ (p. 4507, 4509).

Art. 2, 4, 5, 9, 15, 18, 20 (p. 4509).

Art. 20 ter, 21, 21 bis, 22, 24 (p. 4510).

Adoption (20 décembre 1985) (p. 4510).

Voir aussi LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Agriculture ; Art. 15
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **48, 70, 102, 136**
SECURITE SOCIALE, **1**
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, **1,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **28,** DG

AGRICULTURE (ministère)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Agriculture

AGRICULTURE MEDITERRANEENNE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**
TRAITES ET CONVENTIONS, **28,** DG

AIDE ALIMENTAIRE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102, 160**
TRAITES ET CONVENTIONS, **27,** DG

AIDE AU DEVELOPPEMENT

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
TRAITES ET CONVENTIONS, **34,** DG ; **39**

AIDE AU TOURISME

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **59**

AIDE JUDICIAIRE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 64

AIDE MEDICALE URGENTE

Voir RAPPELS AU REGLEMENT, **16**
SANTE PUBLIQUE, **1**

AIDE MEDICALE URGENTE (financement)

Voir SANTE PUBLIQUE, **1,** DG

AIDE MENAGERE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Anciens combattants
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **98**

AIDE PERSONNALISEE AU LOGEMENT (APL)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

AIDE SOCIALE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **4,** DG ; **8,** DG ; **13**
ENSEIGNEMENT, **2**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Education nationale - Intérieur
PAUVRETE, **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **92, 98**
SECURITE SOCIALE, **1,** DG

AIDE SOCIALE A L'ENFANCE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **13**

AIDES FAMILIAUX

Voir RAPATRIES, **1**, DG

AIR FRANCE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

AIRES DE STATIONNEMENT

Voir CONSTRUCTION, **1**, DG

AISNE (département)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **21**

ALCOOL TERTIO-BUTYLIQUE (TBA)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **70**

ALCOOLISME

Voir CIRCULATION ROUTIERE, **1**, DG
SECURITE SOCIALE, **1** ; **2**, DG

ALCOOLS

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Agriculture
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**

ALGERIE

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **3**, DG
RAPATRIES, **1**

ALIMENTS DU BETAIL

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **70**

ALLIANCE ATLANTIQUE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
TRAITES ET CONVENTIONS, **28**, DG

ALLIANCE FRANCAISE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

ALLOCATION AUX ADULTES HANDICAPES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **92**
LOIS DE FINANCES, **3**, Art. 69

ALLOCATION DE RENTREE SCOLAIRE

Voir ENSEIGNEMENT, **2**

ALLOCATION LOGEMENT

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer - Logement, urbanisme et transports
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**, DG

ALLOCATIONS DE CONVERSION

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **1**

ALLOCATIONS FAMILIALES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **141**

ALLOCUTIONS

1. – **Hommage à une délégation parlementaire suisse** (18 avril 1985) (p. 274) : *M. Alain Poher, Président du Sénat.*

2. – **Hommage à une délégation du conseil national du développement du Niger** (18 avril 1985) (p. 283) : *M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

3. – **Hommage à la mémoire de M. Tancredo Neves, président de la République fédérative du Brésil** (24 avril 1985) (p. 327) ; *M. Pierre Carous, vice-président du Sénat, président de séance.*

4. – **Hommage à Victor Hugo** pour le centenaire de sa mort (22 mai 1985) (p. 625, 627) – *MM. Alain Poher, Président du Sénat ; Maurice Schumann, vice-président du Sénat ; Robert Badinter, ministre de la justice.*

5. – **Bienvenue à une délégation parlementaire de la République démocratique allemande** (22 mai 1985) (p. 628) : *M. Alain Poher, Président du Sénat.*

6. – **Bienvenue à une délégation du Conseil législatif du Zaïre** (5 juin 1985) (p. 890) : *M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

7. – **Bienvenue à une délégation parlementaire du Danemark** (19 juin 1985) (p. 1392) : *M. Félix Ciccolini, vice-président du Sénat, président de séance.*

8. – **Evénements d'Afrique du Sud :** émotion suscitée ; atteinte aux Droits de l'homme ; suspension de séance (18 octobre 1985) (p. 2327) – *MM. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance ; Pierre Joxe, ministre de l'intérieur.*

9. – **Souhaits de bienvenue au président de l'Assemblée nationale de la République populaire hongroise** (22 octobre 1985) (p. 2342) – *M. Alain Poher, Président du Sénat.*

10. – **Bienvenue à une délégation du Rwanda** (23 octobre 1985) (p. 2416) : *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

11. – **Bienvenue à une délégation de députés israëliens** (24 octobre 1985) (p. 2478) : *M. Félix Ciccolini, vice-président du Sénat, président de séance.*

12. – **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire indienne** (5 novembre 1985) (p. 2718) : *M. Félix Ciccolini, vice-président du Sénat, président de séance.*

13. – **Bienvenue à une délégation de l'assemblée fédérale de Tchécoslovaquie** (6 novembre 1985) (p. 2765) : *M. Pierre Carous, vice-président du Sénat, président de séance.*

14. – **Protestation contre la visite d'un chef d'Etat (M. Jaruzelski)** (4 décembre 1985) (p. 3537) : *M. Adolphe Chauvin.*

15. – **De M. Alain Poher, Président du Sénat** (fin de la première session ordinaire de 1985-1986) (22 décembre 1985) (p. 4654).

M. Le Président du Sénat (p. 4654) : bicaméralisme – Remerciements et voeux.

M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (p. 4654, 4655) : remerciements et souhaits – Bicaméralisme.

ALSACE

Voir URBANISME, **2**, DG

ALSACE ET MOSELLE

Voir AGRICULTURE, **4**
ASSOCIATIONS, **1**
ASSURANCES, **1**, DG
BOIS ET FORETS, **1**, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **1**

AMBASSADEURS

Voir SECURITE SOCIALE, **2**, DG

AMBULANCIERS

Voir SANTE PUBLIQUE, **1**

AMENAGEMENT

Voir MER ET LITTORAL, **2**
URBANISME, **2**

AMENAGEMENT AGRICOLE ET FORESTIER

Voir BOIS ET FORETS, **1**

AMENAGEMENT DU TEMPS

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **3**

AMENAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

Voir TRAVAIL, **3**

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **5**, DG
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, **1**, DG

AMENAGEMENT FONCIER

Voir AGRICULTURE, **4**
BOIS ET FORETS, **1**
CONSTRUCTION, **1**, DG
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**

AMENAGEMENT RURAL

Voir AGRICULTURE, **4**
BOIS ET FORETS, **1**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Agriculture

AMENDEMENT TOUR EIFFEL (télévisions privées)

Voir AUDIOVISUEL, **3**, DG ; **5**, DG

AMENDES

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Intérieur
MUTUELLES (sociétés), **1**
POLICE, **1**
PROCEDURE PENALE, **1**

AMERIQUE CENTRALE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **39**

AMERIQUE LATINE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **28**, DG ; **39**

AMNESTY INTERNATIONAL

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**
TRAITES ET CONVENTIONS, **22**, DG

AMNISTIE

Voir GRACE ET AMNISTIE, **1**
GREVES, **1**

ANCIENS COMBATTANTS (Afrique du Nord)

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Anciens combattants

ANCIENS COMBATTANTS (carte)

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Anciens combattants

ANCIENS COMBATTANTS (Légion d'honneur)

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Anciens combattants

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

1. – **Proposition de loi en vue de rétablir le rapport constant entre le montant des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et le traitement des fonctionnaires,** PRESENTEE AU SENAT par M. Fernand Lefort, sénateur, et plusieurs de ses collègues (12 novembre 1985) [n° **79** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Anciens combattants ; Art. 58
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**, DG
MUTUELLES (sociétés), **1**
NOUVELLE-CALEDONIE, **3**, DG
PENSIONS DE RETRAITE CIVILES ET MILITAIRES, **1**
PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE, **1**
SECURITE SOCIALE, **2**

ANIMAUX

1. – **Proposition de loi tendant à renforcer la protection des carnivores domestiques,** PRESENTEE AU SENAT par M. Pierre Lacour, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 octobre 1985) [n° **2** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

ANIMAUX (tatouage des équidés)

1. – **Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le tatouage de tous les équidés,** PRESENTEE AU SENAT par M. Roger Boileau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1985 – 2 avril 1985) [n° **208** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

ANTILLES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **11**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer
MER ET LITTORAL, **2,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **16 ; 27 ; 39,** DG

APPAREILLAGE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Anciens combattants

APPAREILS A RESONANCE MAGNETIQUE NUCLEAIRE (RMN)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **92**

APPELLATION D'ORIGINE CONTROLEE (AOC)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**

APPRENTISSAGE

Voir ENSEIGNEMENT, **4,** DG, Art. 8 bis
SECURITE SOCIALE, **1,** DG
SERVICE NATIONAL, **1**

AQUACULTURE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer

AQUITAINE

Voir BOIS ET FORETS, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **112, 140**

ARCHITECTES

Voir BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, **1,** DG

ARCHITECTURE

Voir BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, **1**
CONSTRUCTION, **1**

ARCHIVES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **12**
JUSTICE, **1**

ARCHIVES JUDICIAIRES

Voir JUSTICE, **1**

ARGENTINE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**

ARIANE (fusée)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **17,** DG

ARMATEURS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **10,** DG
TRANSPORTS MARITIMES, **1,** DG

ARMEE

1. – **Projet de loi modifiant la loi n° 70-2 du 2 janvier 1970 tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils et la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975 modifiant la loi du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires et édictant des dispositions concernant les militaires de carrière ou servant en vertu d'un contrat,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Charles Hernu, ministre de la défense (2 avril 1985) [n° **2580**] – Renvoi à la commission de la défense – Rapport de M. Gérard Istace (25 avril 1985) [n° **2645**] – Discussion (14 mai 1985) – Adoption (14 mai 1985) [n° **778**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 mai 1985) [n° **282** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Genton (12 juin 1985) [n° **353** (84-85)] – Discussion (19 juin 1985) (p. 1391, 1396) – Adoption (19 juin 1985) [n° **129**].

PROMULGATION : Loi n° 85-658 du 2 juillet 1985 (*JO* Lois et décrets du 3 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(19 juin 1985) (p. 1391, 1396).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1391, 1395) : *MM. Charles Hernu, ministre de la défense ; Jacques Genton, rapporteur de la commision des affaires étrangères ; Louis Longequeue.*

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION MILITAIRE : GENTON (Jacques) (p. 1393).

EMPLOI : GENTON (Jacques) (p. 1393).

EXAMENS ET CONCOURS : HERNU (Charles) (p. 1392).

FONCTION PUBLIQUE : HERNU (Charles) (p. 1392) ; GENTON (Jacques) (p. 1393) ; LONGEQUEUE (Louis) (p. 1395).

MILITAIRES RETRAITES : HERNU (Charles) (p. 1394) ; GENTON (Jacques) (p. 1393).

OFFICIERS : HERNU (Charles) (p. 1392) ; GENTON (Jacques) (p. 1393) ; LONGEQUEUE (Louis) (p. 1395).

OFFICIERS MARINIERS : LONGEQUEUE (Louis) (p. 1395).

PENSIONS DE RETRAITE : HERNU (Charles) (p. 1392) ; GENTON (Jacques) (p. 1393) ; LONGEQUEUE (Louis) (p. 1395).

PROGRAMMATION MILITAIRE : HERNU (Charles) (p. 1391) ; GENTON (Jacques) (p. 1393) ; LONGEQUEUE (Louis) (p. 1394).

SOUS-OFFICIERS : GENTON (Jacques) (p. 1393) ; LONGEQUEUE (Louis) (p. 1395).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1395, 1396)

Art. 1er *(Modifications de l'art. 3 de la loi n° 70-2 du 2 janvier 1970 tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils)* – Adopté (p. 1395).

Art. 2 *(Modification des art. 5 et 6 de la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975 modifiant la loi du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires)* – Adopté (p. 1395).

Explications de vote : MM. Pierre Lacour (p. 1395), Jean Francou (p. 1395) ; intervention de M. Charles Hernu, ministre (p. 1395, 1396) ; M. Jacques Eberhard (p. 1396).

Adoption (19 juin 1985) (p. 1396).

ARMEE (air)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

ARMEMENT NUCLEAIRE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
TRAITES ET CONVENTIONS, **28,** DG

ARMEMENT NUCLEAIRE TACTIQUE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

ARMENIENS

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**

ARMES (ventes d')

Voir ARMES ET MUNITIONS, **1**

ARMES A FEU

Voir ARMES ET MUNITIONS, **1,** DG

ARMES ET MUNITIONS

1. – **Projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (14 décembre 1984) [n° **2523**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Fleury (9 avril 1985) [n° **2594**] – Discussion (9 avril 1985) – Adoption (9 avril 1985) [n° **760**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 avril 1985) [n° **230** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Eberhard (24 avril 1985) [n° **256** (84-85)] – Discussion (2 mai 1985) (p. 383, 401) – Adoption (2 mai 1985) [n° **92**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (3 mai 1985) [n° **2668**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Fleury (30 mai 1985) [n° **2724**] – Discussion (4 juin 1985) – Adoption (4 juin 1985) [n° **800**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (5 juin 1985) [n° **342** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Eberhard (12 juin 1985) [n° **361** (84-85)] – Discussion (19 juin 1985) (p. 1398, 1402) – Adoption (19 juin 1985) [n° **131**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (20 juin 1985) [n° **2805**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jacques Fleury (20 juin 1985) [n° **2822**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jacques Eberhard (20 juin 1985) [n° **406** (84-85)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (20 juin 1985) [n° **2805**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Fleury (20 juin 1985) [n° **2824**] – Discussion (25 juin 1985) – Adoption (25 juin 1985) [n° **835**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (25 juin 1985) [n° **425** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Eberhard (26 juin 1985) [n° **427** (84-85)] – Discussion (27 juin 1985) (p. 1731, 1733) – Adoption (27 juin 1985) [n° **159**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (27 juin 1985) [n° **2862**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Fleury [n° **2870**] – Discussion (29 juin 1985) – Adoption (29 juin 1985) [n° **860**].

PROMULGATION : Loi n° 85-706 du 12 juillet 1985 (JO Lois et décrets du 13 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(2 mai 1985) (p. 383, 401).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 383, 388) *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Jacques Eberhard, rapporteur de la commission des lois ; Lucien Neuwirth, François Collet.*

ARMES A FEU : JOXE (Pierre) (p. 383, 384, 385, 387, 388) ; EBERHARD (Jacques) (p. 385, 386) ; NEUWIRTH (Lucien) (p. 386, 387) ; COLLET (François) (p. 387).

ARMES (ventes d') : JOXE (Pierre) (p. 383, 384) ; EBERHARD (Jacques) (p. 385) ; NEUWIRTH (Lucien) (p. 386) ; COLLET (François).

CHASSE : JOXE (Pierre) (p. 383, 388) ; NEUWIRTH (Lucien) (p. 387).

DEMARCHAGE A DOMICILE : JOXE (Pierre) (p. 384) ; EBERHARD (Jacques) (p. 386).

IMPORTATIONS : EBERHARD (Jacques) (p. 385).

INDUSTRIE : NEUWIRTH (Lucien) (p. 386) ; JOXE (Pierre) (p. 388).

JEUNES : JOXE (Pierre) (p. 384).

LIBERTE DE COMMERCE : COLLET (François) (p. 387).

LOTERIES : EBERHARD (Jacques) (p. 386).

POLICE JUDICIAIRE : EBERHARD (Jacques) (p. 386).

PUBLICITE : JOXE (Pierre) (p. 383, 384, 388) ; EBERHARD (Jacques) (p. 385) ; NEUWIRTH (Lucien) (p. 386).

SECURITE PUBLIQUE : EBERHARD (Jacques) (p. 385) ; NEUWIRTH (Lucien) (p. 387) ; COLLET (François) (p. 387).

TELEVISION : JOXE (Pierre) (p. 387).

VENTE PAR CORRESPONDANCE : NEUWIRTH (Lucien) (p. 386) ; COLLET (François) (p. 387).

VIOLENCE : JOXE (Pierre) (p. 387).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 388, 401) *MM. Lucien Neuwirth, Jacques Eberhard, rapporteur ; Pierre Joxe, ministre ; François Collet, Roland du Luart, Etienne Dailly, Charles Lederman, Guy Besse, Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat au commerce, à l'artisanat et au tourisme.*

Art. 1er *(Réglementation de la publicité relative aux armes à feu)* (p. 388).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Jacques Eberhard, rapporteur : publicité en faveur des armes pouvant comporter le nom et la nationalité du fabricant et, le cas échéant, le nom du distributeur et du vendeur (p. 391) – Amendement n° 17 de M. François Collet : publicité en faveur des armes pouvant

comporter la dénomination et les fonctions de l'arme ou de la munition (p. 391) – Amendements de M. Jacques Eberhard, rapporteur, n° 2 : publicité en faveur des armes pouvant comporter les mentions de type, calibre, portée, mode de percussion, système de visée, système d'alimentation, longueur et caractéristiques du canon, poids et projectile (p. 391) – Et n° 4 : publicité en faveur des armes pouvant comporter les mentions des accessoires adaptables, à l'exclusion des silencieux (p. 392).

Rejeté : amendement n° 3 de M. Jacques Eberhard, rapporteur : publicité en faveur des armes pouvant comporter les mentions du mode de fabrication, de la qualité de la finition, des brevets et matériaux utilisés (p. 392).

Retiré : amendement n° 18 de M. Lucien Neuwirth : dispositions de cet article ne s'appliquant pas aux armes de chasse traditionnelles à canon lisse et à leurs munitions (p. 390).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 392).

Art. 2 *(Mentions obligatoires dans toute publicité relative aux armes à feu visées à l'article premier)* (p. 392).

Rejeté : amendement n° 14 de M. Guy Besse : suppression de l'extension des dispositions de cet article aux munitions (p. 393).

Retiré : amendement n° 5 de M. Jacques Eberhard, rapporteur : publicité faite en faveur des armes à feu et munitions devant être accompagnée de l'indication de la catégorie à laquelle appartiennent ces armes et munitions et du régime auquel leur acquisition, leur port et leur transport sont soumis (p. 393).

– L'art. 2 est adopté (p. 393).

Art. 3 *(Supports autorisés à faire de la publicité)* (p. 393).

Adoptés : amendement n° 12 de M. Roland du Luart : fusils, carabines ou canardières de la cinquième catégorie ayant un ou plusieurs canons lisses et leurs munitions pouvant être proposés à la vente ou faire l'objet de publicité sur des catalogues (p. 395) – Amendement n° 18 de M. Lucien Neuwirth : exclusion des dispositIons de cet article des armes de signalisation et de starter (p. 397) – Amendement n° 6 de M. Jacques Eberhard, rapporteur : modalités d'application de cet article définies par un décret en Conseil d'Etat (p. 397).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 397).

Art. 4 *(Restriction à la diffusion de la publicité)* (p. 397).

Adopté : amendement de coordination n° 13 de M. Roland du Luart (p. 397).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 397).

Art. 5 *(Interdiction de la mise en loterie d'armes à feu)* (p. 397).

Adopté : amendement n° 7 de M. Jacques Eberhard, rapporteur : armes à feu et munitions mentionnées à l'article premier ne pouvant être offertes en récompense de concours, à l'exception des concours dont le thème est cynégétique ou des compétitions de tir sportif (p. 397).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 397).

Art. 6 *(Sanctions)* (p. 398).

Adopté : amendement n° 8 de M. Jacques Eberhard, rapporteur : suppression du dernier alinéa de cet article permettant aux officiers de police judiciaire de saisir de leur propre autorité les documents délictueux (p. 398).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 398).

Art. 7 *(Documents destinés à la prospection des marchés étrangers)* (p. 398).

Adoptés : amendements de M. Jacques Eberhard, rapporteur, n° 9 : documents destinés exclusivement à la prospection des marchés étrangers ne pouvant, sous peine de sanctions, être distribués ou envoyés à des Français sur le territoire national (p. 399) – Et n° 10 : dispositions de cet article ne s'appliquant pas aux fonctionnaires des services des ministères de l'intérieur, de la défense, ainsi qu'aux polices municipales ou aux entreprises privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds (p. 399).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 399).

Art. 8 *(Entrée en vigueur de la loi)* (p. 399).

Adopté : amendement n° 11 de M. Jacques Eberhard, rapporteur : dispositions de cette loi entrant en vigueur un an après sa publication au Journal Officiel (p. 400).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 400).

Explications de vote : MM. Lucien Neuwirth (p. 400), Germain Authié (p. 400), Charles Lederman (p. 400), Jean Delaneau (p. 400), François Collet (p. 400) ; intervention de M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat (p. 400, 401).

Adoption (2 mai 1985) (p. 401).

Discussion (deuxième lecture)

(19 juin 1985) (p. 1398, 1402).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1398, 1399) : *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Jacques Eberhard, rapporteur de la commission des lois.*

ARMES A FEU : JOXE (Pierre) (p. 1398) ; EBERHARD (Jacques) (p. 1398, 1399).

ARMES (ventes d') : JOXE (Pierre) (p. 1398) ; EBERHARD (Jacques) (p. 1398, 1399).

POLICE JUDICIAIRE : JOXE (Pierre) (p. 1398) ; EBERHARD (Jacques) (p. 1399).

PUBLICITE : JOXE (Pierre) (p. 1398) ; EBERHARD (Jacques) (p. 1398, 1399).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1399, 1402) *MM. Jacques Eberhard, rapporteur ; Lucien Neuwirth, Pierre Joxe, ministre ; Pierre-Christian Taittinger, Pierre Lacour.*

Art. 1er – Adopté (p. 1399).

Art. 3 (p. 1399).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jacques Eberhard, rapporteur : dérogation aux règles de limitation de la publicité pour les armes de chasse (p. 1400).

Retirés : amendement n° 6 de M. Lucien Neuwirth : dérogation aux règles de limitation de la publicité pour les armes de chasse (p. 1399) – Amendement n° 7 de M. Jacques Ménard, soutenu par M. Pierre-Christian Taittinger : publicité des armuriers et des fabricants d'armes dans la presse ; conditions de délivrance des armes de chasse (p. 1400).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1400).

Art. 4 (p. 1400).

Adoptés : amendement n° 2 de M. Jacques Eberhard, rapporteur : coordination (p. 1400) – Amendement n° 5 de M. Pierre Lacour : envoi de documents publicitaires aux clients et abonnés des entreprises (p. 1400).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1400).

Art. 6 (p. 1400).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jacques Eberhard, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la saisie par les officiers de police judiciaire de documents publicitaires contrevenant aux dispositions du projet (p. 1401).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1401).

Art. 7 (p. 1401).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jacques Eberhard, rapporteur : possibilité d'adresser des documents publicitaires aux

fonctionnaires d'administration ou de police municipale autorisés professionnellement à porter des armes (p. 1402).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1402).

Art. 8 – Adopté (p. 1402).

Explication de vote : M. Lucien Neuwirth (p. 1402).

Adoption (19 juin 1985) (p. 1402).

Discussion (nouvelle lecture)

(27 juin 1985) (p. 1731, 1733).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1731, 1732) : *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Jacques Eberhard, rapporteur de la commission des lois.*

ARMES A FEU : JOXE (Pierre) (p. 1731, 1732) ; EBERHARD (Jacques) (p. 1732).

PUBLICITE : JOXE (Pierre) (p. 1731, 1732) ; EBERHARD (Jacques) (p. 1732).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1732, 1733) : *MM. Jacques Eberhard, rapporteur ; Pierre Joxe, ministre ; René Martin, Pierre Lacour.*

Art. 3 (p. 1732).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jacques Eberhard, rapporteur : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en deuxième lecture quant aux armes de chasse (p. 1732).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1732).

Art. 4 (p. 1732).

Adopté : amendement n° 5 de M. Daniel Millaud, soutenu par M. Pierre Lacour : possibilité d'envoi de documents publicitaires, de catalogues ou de périodiques, dont l'essentiel du contenu a trait à la chasse, à la pêche ou au tir sportif, aux personnes déjà clientes ou abonnées (p. 1733).

Rejeté : amendement n° 2 de coordination de M. Jacques Eberhard, rapporteur : exception en faveur des armes de chasse (p. 1733).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1733).

Art. 6 (p. 1733).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jacques Eberhard, rapporteur : suppression de la saisie de documents publicitaires par les officiers de police judiciaire (p. 1733).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1733).

Art. 7 (p. 1733).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jacques Eberhard, rapporteur : possibilité d'envoi de documents publicitaires aux fonctionnaires de défense ou de police autorisés à porter des armes (p. 1733).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1733).

Adoption (27 juin 1985) (p. 1733).

Voir aussi LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

ARTISANAT

Voir BAUX, **1**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer
SECURITE SOCIALE, **1,** DG

ARTISTES

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **2,** DG
SECURITE SOCIALE, **2**
TRAITES ET CONVENTIONS, **5,** DG

ARTISTES-INTERPRETES

Voir AUDIOVISUEL, **3,** DG
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1,** DG

ARTS ET SPECTACLES

Voir PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1**

ASCENSEURS

Voir CONSTRUCTION, **1,** DG

ASIE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **11,** DG

ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **9 ; 10**

ASSEMBLEE NATIONALE

1. – **Bureau** – Communication de M. le président de l'Assemblée nationale : vice-présidents, questeurs et secrétaires nommés le 2 avril 1985 (10 aril 1985) (p. 189).

Voir aussi ELECTIONS ET REFERENDUMS, **1 ; 6 ; 8**
RAPPELS AU REGLEMENT, **13**

ASSEMBLEES PARLEMENTAIRES

1. – **Proposition de loi modifiant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire permanente chargée du contrôle des activités des services secrets,** PRESENTEE AU SENAT par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 août 1985 – 2 octobre 1985) [n° **483** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Voir aussi ELECTIONS ET REFERENDUMS, **1**

ASSEMBLEES TERRITORIALES

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **6,** DG
NOUVELLE-CALEDONIE, **3 ; 4**
POLYNESIE FRANCAISE, **1 ; 2**

ASSISTANCE PUBLIQUE

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4,** DG

ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **8,** DG ; **10,** DG ; **13,** DG
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **10,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

ASSOCIATION DIWAN

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG

ASSOCIATION FRANCAISE D'ACTION TOURISTIQUE (AFAT)

Voir LOIS DE REGLEMENT, **1**, DG

ASSOCIATION NATIONALE DES ELUS DU LITTORAL

Voir MER ET LITTORAL, **2**, DG

ASSOCIATION NATIONALE POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES (AFPA)

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité

ASSOCIATION POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (ASSEDIC)

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **2**, DG

ASSOCIATIONS

1. – **Projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie (2 avril 1985) [n° **2593**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Claude Wilquin (16 avril 1985) [n° **2612**] – Discussion (22 avril 1985) – Adoption (22 avril 1985) [n° **769**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 avril 1985) [n° **255** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Durand (23 mai 1985) [n° **308** (84-85)] – Discussion (4 juin 1985) (p. 841, 866) – Adoption (4 juin 1985) [n° **111**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi autorisant l'émission d'obligations par certaines associations** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (5 juin 1985) [n° **2738**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Claude Wilquin (11 juin 1985) [n° **2759**] – Discussion (12 juin 1985) – Adoption (12 juin 1985) [n° **808**] – NOUVEL INTITULE : titre initial.

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (13 juin 1985) [n° **369** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Durand (19 juin 1985) [n° **391** (84-85)] – Discussion (20 juin 1985) (p. 1433, 1446) – Adoption (20 juin 1985) [n° **135**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi autorisant l'émission d'obligations par certaines associations** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (20 juin 1985) [n° **2814**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Gérard Bapt (25 juin 1985) [n° **2833**] – Discussion (26 juin 1985) – Adoption (26 juin 1985) [n° **843**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Yves Durand (25 juin 1985) [n° **426** (84-85)] – Discussion (27 juin 1985) (p. 1784, 1787) – Adoption (27 juin 1985) [n° **163**].

PROMULGATION : Loi n° 85-698 du 11 juillet 1985 (JO Lois et décrets du 12 juillet 1985) – (Rectificatif JO Lois et décrets du 14 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(4 juin 1985) (p. 841, 866).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 841, 852) : *MM. Jean Gatel, secrétaire d'Etat à l'économie sociale ; Yves Durand, rapporteur de la commission des finances ; Jean Béranger, Jean-Pierre Masseret, Fernand Lefort, Jean Cauchon, Etienne Dailly.*

ASSOCIATIONS : GATEL (Jean) (p. 841, 842, 843, 850, 851) ; DURAND (Yves) (p. 843, 844, 845, 846, 852) ; BERANGER (Jean) (p. 846, 847) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 847) ; LEFORT (Fernand) (p. 847, 848) ; CAUCHON (Jean) (p. 848, 849) ; DAILLY (Etienne) (p. 851).

BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX : DURAND (Yves) (p. 845) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 847) ; LEFORT (Fernand) (p. 847) ; CAUCHON (Jean) (p. 849).

CLUBS SPORTIFS : DURAND (Yves) (p. 846).

COMMISSAIRES AUX COMPTES : GATEL (Jean) (p. 843) ; DURAND (Yves) (p. 846) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 847).

COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE (COB) : DURAND (Yves) (p. 845) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 847).

CONSEIL NATIONAL DE LA VIE ASSOCIATIVE (CNVA) : GATEL (Jean) (p. 841).

DONS ET LEGS : BERANGER (Jean) (p. 846) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 847) ; CAUCHON (Jean) (p. 849).

EMPLOI : GATEL (Jean) (p. 842).

EPARGNE : GATEL (Jean) (p. 843, 850, 851) ; MASSERET (Jean-Pierre) (847).

FONDS DE DEVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE : GATEL (Jean) (p. 841).

IMPOT SUR LES SOCIETES : GATEL (Jean) (p. 843).

LIBAN : CAUCHON (Jean) (p. 848).

LOI DU 1er JUILLET 1901 SUR LES ASSOCIATIONS : GATEL (Jean) (p. 841, 850) ; DURAND (Yves) (p. 846) ; BERANGER (Jean) (p. 847) ; CAUCHON (Jean) (p. 849).

LORRAINE : MASSERET (Jean-Pierre) (p. 847).

MECENAT : BERANGER (Jean) (p. 846) ; CAUCHON (Jean) (p. 849) ; GATEL (Jean) (p. 850).

RAPPORT FRANCOIS BLOCH-LAINE (associations) : GATEL (Jean) (p. 841, 850) ; DURAND (Yves) (p. 844) ; BERANGER (Jean) (p. 846) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 847) ; CAUCHON (Jean) (p. 849).

RAPPORT SUDREAU (entreprises) : DURAND (Yves) (p. 846).

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES : GATEL (Jean) (p. 843) ; BERANGER (Jean) (p. 847).

SOCIETES COMMERCIALES : DURAND (Yves) (p. 844, 845) ; LEFORT (Fernand) (p. 847) ; CAUCHON (Jean) (p. 849) ; GATEL (Jean) (p. 851).

TITRES ASSOCIATIFS : GATEL (Jean) (p. 842, 843, 851) ; DURAND (Yves) (p. 844, 845, 846, 847) ; BERANGER (Jean) (p. 847) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 847) ; LEFORT (Fernand) (p. 847).

VALEURS MOBILIERES : GATEL (Jean) (p. 842, 843, 851) ; DURAND (Yves) (p. 844, 845, 846, 847) ; BERANGER (Jean) (p. 846, 847) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 847) ; LEFORT (Fernand) (p. 848).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 852, 866) : *MM. Jean Cauchon, Yves Durand, rapporteur ; Jean Gatel, secrétaire d'Etat ; Fernand Lefort, Henri Duffaut, Etienne Dailly, Jean-Pierre Masseret, Jacques Habert.*

Avant l'art. 1er (p. 852).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Jean Cauchon, n° 1 : mise hors du champ de l'autorisation

administrative préalable des dons manuels fait aux fondations et associations reconnues d'utilité publique (p. 852) – n° 2 : modification du début de l'article 937 du code civil pour coordination (p. 852) – n° 3 : possibilité d'effectuer des dons manuels au profit des associations déclarées (p. 852) – Et n° 4 : suppression de l'interdiction pour les associations reconnues d'utilité publique de posséder ou d'acquérir d'autres immeubles que ceux qui sont nécessaires au but qu'elles se proposent d'atteindre (p. 853).

Retiré : amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Jean Cauchon : élargissement du champ d'application des organismes d'intérêt général pouvant bénéficier des dons des particuliers ou des entreprises (p. 853).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Jean Cauchon : absence de subordination à l'agrément du ministre de l'économie et des finances de l'exonération des droits de mutation des dons et legs en faveur des associations reconnues comme oeuvrant de manière désintéressée dans le domaine scientifique, culturel ou artistique (p. 854).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 852 et 853).

Art. 1er *(Possibilité pour certaines associations d'émettre des valeurs mobilières)* (p. 854).

Adopté : amendement n° 7 de M. Yves Durand, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article subordonnant les associations régies par la loi du 1er juillet 1901 à l'exercice d'une activité de vente de biens ou de prestations de service à titre onéreux de manière effective depuis au moins cinq ans pour émettre des obligations (p. 855).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 855).

Art. 2 *(Régime du titre associatif)* (p. 855).

Adoptée : motion n° 34, de M. Etienne Dailly, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 857).

– L'art. 2 est rejeté (p. 857).

Art. 3 *(Conditions auxquelles doivent répondre les associations émettrices)* (p. 857).

Adopté : amendement n° 9 de M. Yves Durand, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif aux conditions liées à l'émission des titres par les associations (p. 858).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 858).

Après l'art. 3 (p. 858).

Adoptés : amendement de coordination n° 10 (art. additionnel) de M. Yves Durand, rapporteur (p. 859) – Amendements (art. additionnels) de M. Yves Durand, rapporteur, n° 11 : commission des opérations de bourse pouvant refuser d'accorder son visa à certaines émissions d'obligations (p. 859) – n° 12 : taux d'intérêt stipulé dans le contrat d'émission ne pouvant être supérieur au taux moyen du marché obligataire lorsqu'il n'est pas fait appel public à l'épargne (p. 860) – Et n° 13 : extension du champ d'application de la prohibition du partage des bénéfices à tous les contrats de prêts (p. 860).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 859, 860).

Art. 4 *(Règles de fonctionnement imposées aux associations émettrices)* (p. 860).

Adoptés : amendement n° 14 de M. Yves Durand, rapporteur : application aux associations émettrices des dispositions des articles 28 et 29 de la loi du 1er mars 1984 relative à la prévention des difficultés des entreprises (p. 861) – Amendement rédactionnel n° 15 de M. Yves Durand, rapporteur (p. 861).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 861).

Art. 5 *(Décision de recourir à l'émission de valeurs mobilières)* – Adopté (p. 862).

Art. 6 *(Régime juridique des valeurs émises par les associations et dispositions applicables aux dirigeants de celles-ci)* (p. 862).

Adoptés : amendements de coordination n° 16 et n° 17 de M. Yves Durand, rapporteur (p. 862).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 862).

Art. 7 *(Procédure applicable en cas de dissolution de l'association émettrice)* – Adopté (p. 862).

Art. 8 *(Interdiction de gérer des associations émettrices)* (p. 862).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 18 de M. Yves Durand, rapporteur (p. 862) – Amendement n° 19 de M. Yves Durand, rapporteur : extension de l'interdiction du droit d'administrer et de gérer une société commerciale à l'ensemble des associations entrant dans le champ d'application de l'article premier (p. 862).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 862).

Art. 9 *(Soumission des émissions à autorisation du ministre des finances)* (p. 863).

Adopté : amendement n° 20 de M. Yves Durand, rapporteur, de suppression de cet article pour coordination (p. 863).

– L'art. 9 est supprimé (p. 863).

Art. 10 *(Contrôle de la commission des opérations de bourse)* (p. 863).

Adopté : amendement n° 21 de M. Yves Durand, rapporteur, de suppression de cet article pour coordination rédactionnelle (p. 863).

– L'art. 10 est supprimé (p. 863).

Art. 11 *(Responsabilité des dirigeants d'associations émettrices)* (p. 863).

Adopté : amendement de coordination n° 22 de M. Yves Durand, rapporteur (p. 863).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 863).

Art. 12 *(Régime des émissions groupées)* (p. 863).

Adopté : amendement n° 23 de M. Yves Durand, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article imposant le regroupement des associations désirant émettre dans un groupement d'intérêt économique (p. 864).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 864).

Après l'art. 12 (p. 864).

Adoptés : amendements de coordination (art. additionnels) de M. Yves Durand, rapporteur, n° 24 et n° 25 modifiant l'article 5 de l'ordonnance du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique (p. 864).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 864).

Art. 13 *(Sanctions pénales à l'encontre des dirigeants)* (p. 865).

Adoptés : amendement n° 26 de M. Yves Durand, rapporteur : peine d'emprisonnement prévue en plus de la peine d'amende à l'encontre des dirigeants d'association qui auraient émis des obligations sans respecter les conditions de la loi (p. 865) – Amendement de coordination n° 27 de M. Yves Durand, rapporteur (p. 865).

Retiré : amendement n° 33 de M. Jean-Pierre Masseret : possibilité pour le tribunal d'ordonner aux frais du condamné la publication du jugement, la diffusion d'un message dans les conditions fixées à l'article 44 de la loi Royer ainsi que par l'article 51 du code pénal (p. 865).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 865).

Art. 14 *(Régime fiscal des titres associatifs)* (p. 866).

Adopté : amendement n° 28 de M. Yves Durand, rapporteur, de suppression de cet article pour coordination (p. 866).

– L'art. 14 est supprimé (p. 866).

Art. 15 *(Prohibition des partages de bénéfices)* (p. 866).

Adopté : amendement n° 29 de M. Yves Durand, rapporteur, de suppression de cet article pour coordination (p. 866).

– L'art. 15 est supprimé (p. 866).

Art. 16 *(Décret d'application)* – Adopté (p.866).

Intitulé (p. 866).

Adopté : amendement n° 31 de M. Yves Durand, rapporteur : « Projet de loi autorisant l'émission d'obligations par certaines associations » (p. 866).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 866).

Explications de vote : MM. Henri Duffaut (p. 866), Fernand Lefort (p. 866) ; intervention de M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat (p. 866).

Adoption (4 juin 1985) (p. 866).

Discussion (deuxième lecture)

(20 juin 1985) (p. 1433, 1446).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1433, 1435) : *MM. Jean Gatel, secrétaire d'Etat à l'économie sociale ; Yves Durand, rapporteur de la commission des finances ; Fernand Lefort.*

ASSOCIATIONS : GATEL (Jean) (p. 1433) ; DURAND (Yves) (p. 1433, 1434) ; LEFORT (Fernand) (p. 1434, 1435).

BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX : GATEL (Jean) (p. 1433) ; DURAND (Yves) (p. 1433, 1434) ; LEFORT (Fernand) (p. 1435).

COMMISSAIRES AUX COMPTES : GATEL (Jean) (p. 1433) ; DURAND (Yves) (p. 1434).

GROUPEMENTS D'INTERET ECONOMIQUE (GIE) : GATEL (Jean) (p. 1433) ; DURAND (Yves) (p. 1433).

TITRES ASSOCIATIFS : DURAND (Yves) (p. 1434).

VALEURS MOBILIERES : DURAND (Yves) (p. 1434).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1435, 1446) : *MM. Etienne Dailly, Yves Durand, rapporteur ; Jean Gatel, secrétaire d'Etat ; Jean-Pierre Masseret, Fernand Lefort, Jacques Descours Desacres, Daniel Millaud, Louis Jung.*

Art. 1er (p. 1437) – L'article est réservé (p. 1435).

Adopté : amendement n° 6 de M. Yves Durand, rapporteur : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat réservant l'émission d'obligations aux associations fournissant des prestations à titre onéreux (p. 1438).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1438).

Art. 2 (p. 1435).

Adoptée : motion n° 24 de M. Etienne Dailly, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité constitutionnelle (p. 1437).

– L'art. 2, rejeté, est supprimé (p. 1437).

Art. 3 (p. 1438).

Adopté : amendement n° 8 de M. Yves Durand, rapporteur : immatriculation de l'association préalablement à toute émission d'obligations (p. 1439).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1439).

Art. 3 bis (p. 1439) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 9 de M. Yves Durand, rapporteur : rétablissement pour coordination de cet article relatif à l'information des souscripteurs (p. 1439).

– L'art. 3 bis est rétabli, ainsi rédigé (p. 1439).

Art. 3 ter (p. 1439) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 10 de M. Yves Durand, rapporteur : rétablissement de cet article relatif au contrôle de la commission des opérations de bourse, COB, et à la possibilité de refus de visa dans les conditions fixées par l'ordonnance de 1967 sur la COB (p. 1441).

– L'art. 3 ter est rétabli, ainsi rédigé (p. 1441).

Art. 3 quater (p. 1441) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 11 de M. Yves Durand, rapporteur : rétablissement de cet article plafonnant le taux d'intérêt stipulé dans le contrat d'émission au taux moyen du marché obligataire (p. 1441).

– L'art. 3 quater est rétabli, ainsi rédigé (p. 1441).

Art. 3 quinquies (p. 1441) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 12 de M. Yves Durand, rapporteur : rétablissement de cet article interdisant le partage des bénéfices des contrats de prêt ou d'émission d'obligations (p. 1441).

– L'art. 3 quinquies est rétabli, ainsi rédigé (p. 1441).

Art. 4 (p. 1442).

Adopté : amendement n° 13 de M. Yves Durand, rapporteur : suppression de la référence aux titres associatifs et référence aux articles 28 et 29 de la loi du 1er mars 1984 (p. 1442).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1442).

Art. 6 (p. 1442).

Adoptés : amendements de coordination n° 14 et n° 15 de M. Yves Durand, rapporteur : suppression de la référence aux titres associatifs (p. 1442).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1442).

Art. 8 (p. 1442).

Adopté : amendement de coordination rédactionnelle n° 16 de M. Yves Durand, rapporteur (p. 1443).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1443).

Art. 9 (p. 1443).

Adopté : amendement n° 17 de M. Yves Durand, rapporteur, de suppression de cet article pour coordination (p. 1443).

– L'art. 9 est supprimé (p. 1443).

Art. 10 (p. 1443).

Adopté : amendement n° 18 de M. Yves Durand, rapporteur, de suppression de cet article pour coordination (p. 1443).

– L'art. 10 est supprimé (p. 1443).

Art. 11 (p. 1443).

Adopté : amendement de coordination n° 19 de M. Yves Durand, rapporteur (p. 1443).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1443).

Art. 12 (p. 1443).

Adopté : amendement n° 20 de M. Yves Durand, rapporteur : conditions de regroupement des associations aux fins d'émettre des obligations ; possibilité de groupements d'intérêt économique, GIE (p. 1444).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1444).

Art. 12 bis – Adopté (p. 1444).

Art. 13 (p. 1444).

Adopté : amendement de coordination n° 21 de M. Yves Durand, rapporteur (p. 1444).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1444).

Art. 14 (p. 1444).

Adopté : amendement de coordination n° 22 de M. Yves Durand, rapporteur : suppression de cet article soumettant les titres associatifs au régime fiscal des titres participatifs (p. 1444).

– L'art. 14 est supprimé (p. 1444).

Art. 14 bis – Adopté (p. 1444).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Jean Cauchon, soutenus par M. Daniel Millaud : n° 1 : extension du champ d'application des organismes d'intérêt général pouvant bénéficier de dons et relèvement de la réduction fiscale en faveur des entreprises soutenant les associations à but non lucratif (p. 1445) – n° 2, n° 3 et n° 4 : dons manuels (p. 1445) – Et n° 5 : suppression de l'interdiction contenue à l'article 11 de la loi de 1901 sur la possession ou l'acquisition d'autres immeubles que ceux nécessaires au but que se proposent les associations (p. 1446).

– Cinq articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1445 et 1446).

Intitulé (p. 1446).

Adopté : amendement n° 23 de M. Yves Durand, rapporteur : « Projet de loi autorisant l'émission d'obligations par certaines associations » (p. 1446).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 1446).

Adoption (20 juin 1985) (p. 1446).

Discussion (commission mixte paritaire)

(27 juin 1985) (p. 1784, 1787).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1784, 1785) : *MM. Yves Durand, rapporteur pour le Sénat ; Fernand Lefort, Etienne Dailly, Michel Dreyfus-Schmidt, Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation.*

ASSOCIATIONS : DURAND (Yves) (p. 1784, 1785) ; LEFORT (Fernand) (p. 1785) ; DAILLY (Etienne) (p. 1785).

COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES : DURAND (Yves) (p. 1785) ; DAILLY (Etienne) (p. 1785) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 1785) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 1785).

EPARGNE : DURAND (Yves) (p. 1785).

TITRES ASSOCIATIFS : DURAND (Yves) (p. 1784, 1785) ; LEFORT (Fernand) (p. 1785) ; DAILLY (Etienne) (p. 1785).

VALEURS MOBILIERES : DURAND (Yves) (p. 1784, 1785) ; LEFORT (Fernand) (p. 1785) ; DAILLY (Etienne) (p. 1785).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1785, 1787) :

Art. 1er, 2, 3 (p. 1785).

Art. 3 bis, 3 ter, 3 quater, 3 quinquies, 4, 6, 8, 11 et 12 (p. 1786).

Art. 13 et intitulé (p. 1787).

Adoption (27 juin 1985) (p. 1787).

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, **13**, DG
MUTUELLES (sociétés), **1**
PATRIMOINE (protection du), **1**
POLICE, **1**, DG
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1**, DG

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **59**

ASSOCIATIONS ANTI-RACISME

Voir DIFFAMATION, **1**, Art. 7

ASSOCIATIONS DE DEPORTES

Voir DEPORTES, INTERNES ET RESISTANTS, **1**, DG

ASSOCIATIONS DE RAPATRIES

Voir RAPATRIES, **1**, DG

ASSOCIATIONS FAMILIALES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **13**, DG
SECURITE SOCIALE, **2**

ASSOCIATIONS FONCIERES

Voir AGRICULTURE, **4**

ASSOCIATIONS SPORTIVES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **3**

ASSOCIATIONS SYNDICALES DE GESTION FORESTIERE (ASGF)

Voir BOIS ET FORETS, **1**

ASSURANCE AUTOMOBILE

Voir CIRCULATION ROUTIERE, **1**, DG

ASSURANCE CHOMAGE

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **2**

ASSURANCE INVALIDITE-DECES

Voir MUTUELLES (sociétés), **1**

ASSURANCE MALADIE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **13**
SANTE PUBLIQUE, **2**, DG

ASSURANCE MALADIE-MATERNITE

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité ; Art. 67, 69
MUTUELLES (sociétés), **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **92**
SANTE PUBLIQUE, **1**, DG
SECURITE SOCIALE, **2**
TRAITES ET CONVENTIONS, **40**, DG

ASSURANCE VIE

Voir ASSURANCES, **1**

ASSURANCE VIEILLESSE

Voir ASSURANCE VIEILLESSE (régime des fonctionnaires civils et militaires), **1**, DG
EMPLOI, ACTIVITE, **2**
LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité ; Art. 66
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**, DG
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, **1**
MUTUELLES (sociétés), **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **98**
RAPATRIES, **1**
SECURITE SOCIALE, **1**
TRAITES ET CONVENTIONS, **4**

ASSURANCE VIEILLESSE (régime des fonctionnaires civils et militaires)

1. – **Projet de loi relatif aux conditions de cessation d'activité de maîtres de l'enseignement public ayant exercé dans certains établissements d'enseignement privés,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale (2 avril 1985) [n° **2581**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Proveux (9 avril 1985) [n° **2596**] – Discussion (10 avril 1985) – Adoption (10 avril 1985) [n° **761**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 avril 1985) [n° **236** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Paul Séramy (24 avril 1985) [n° **251** (84-85)] – Discussion (25 avril 1985) (p. 372, 375) – Adoption (25 avril 1985) [n° **91**].

PROMULGATION : Loi n° 85-489 du 9 mai 1985 *(JO* Lois et décrets du 10 mai 1985).

Discussion (première lecture)

(25 avril 1985) (p. 372, 375).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 372, 374) *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Paul Séramy, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Jacques Habert.*

ASSURANCE VIEILLESSE : LABARRERE (André) (p. 372, 373) ; SERAMY (Paul) (p. 372).

ECOLES FRANCAISES DE l'ETRANGER : HABERT (Jacques) (p. 373, 374) ; LABARRERE (André) (p. 374).

ECOLES « MICHELIN » : SERAMY (Paul) (p. 372) ; HABERT (Jacques) (p. 373).

ENSEIGNANTS : LABARRERE (André) (p. 372, 373, 374) ; SERAMY (Paul) (p. 372, 373) ; HABERT (Jacques) (p. 373, 374).

ENSEIGNEMENT PRIVE (personnels) : LABARRERE (André) (p. 372, 373) ; SERAMY (Paul) (p. 372, 373).

LOIS DEBRE ET GUERMEUR (enseignement) : LABARRERE (André) (p. 372) ; SERAMY (Paul) (p. 372, 373).

PENSIONS DE RETRAITE CIVILES ET MILITAIRES : LABARRERE (André) (p. 372, 373) ; SERAMY (Paul) (p. 373).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 374, 375)

Art. 1er *(Enseignants concernés)* – Adopté (p. 374).

Art. 2 *(Avantage de retraite)* – Adopté (p. 374).

Art. 2 bis *(Protection sociale)* – Adopté (p. 374).

Art. 3 *(Décrets d'application)* – Adopté (p. 374).

Art. 4 *(Financement de l'avantage de retraite)* – Adopté (p. 374).

Explication de vote : M. James Marson (p. 375).

Adoption (25 avril 1985) (p. 375).

Voir aussi MUTUELLES (sociétés), **1**
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1**

ASSURANCES

1. – **Projet de loi améliorant l'information des assurés et la transparence des contrats d'assurance-vie et de capitalisation,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie (12 octobre 1984) [n° **23** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (31 octobre 1984) [n° **52** (84-85)] – Discussion (13 novembre 1984) (p. 3138, 3145) – Adoption (13 novembre 1984) [n° **27**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 novembre 1984) [n° **2427**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Richard (12 décembre 1984) [n° **2492**] – Discussion (20 décembre 1984) – Adoption (20 décembre 1984) [n° **742**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (20 décembre 1984) [n° **183** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (3 avril 1985) [n° **223** (84-85)] – Discussion (10 avril 1985) (p. 178, 182) – Adoption (10 avril 1985) [n° **82**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (11 avril 1985) [n° **2611**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Richard (9 mai 1985) [n° **2670**] – Discussion (15 mai 1985) – Adoption (15 mai 1985) [n° **781**].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (21 mai 1985) [n° **291** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (22 mai 1985) [n° **298** (84-85)] – Discussion (6 juin 1985) (p. 993, 995) – Adoption (6 juin 1985) [n° **119**].

PROMULGATION : Loi n° 85-608 du 11 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 20 juin 1985).

Discussion (deuxième lecture)

(10 avril 1985) (p. 178, 182).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 178, 179) *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur de la commission des lois.*

ASSURANCE VIE : BADINTER (Robert) (p. 178, 179) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 179).

CAPITALISATION : BADINTER (Robert) (p. 178) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 179).

COMMUNAUTES EUROPEENNES (directives du conseil) : BADINTER (Robert) (p. 179).

CONSOMMATEURS : BADINTER (Robert) (p. 179) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 179).

CONTRATS TEMPORAIRES : BADINTER (Robert) (p. 178) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 179).

RENONCIATION (assurances) : BADINTER (Robert) (p. 179) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 180).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 180, 182) *MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur ; Robert Badinter, ministre.*

Art. 1er (p. 180).

Adoptés : amendement n° 7 de M. Robert Badinter, ministre : retard de paiement de l'assureur et octroi automatique d'intérêts de retard (p. 181) ; sous-amendement n° 11 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 181).

Retiré : amendement n° 1 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : délai de remboursement en cas d'exercice du droit de renonciation porté à trente jours ouvrables (p. 181).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 181).

Art. 2 – Adopté (p. 181).

Art. 3 (p. 181).

Adoptés : amendement n° 8 de M. Robert Badinter, ministre : dépassement du délai de remboursement de la valeur de rachat du contrat et des intérêts de retard (p. 181) ; sous-amendement n° 12 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : intérêts de retard sauf circonstances non imputables à l'assureur (p. 181).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté p. 181).

Art. 4 à 6 – Adoptés (p. 181).

Art. 8 (p. 181).

Adoptés : amendement n° 9 de M. Robert Badinter, ministre : retard de versement par l'entreprise de capitalisation de la valeur de rachat du contrat et intérêts de retard (p. 182) ; sous-amendement n° 13 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : versement sauf circonstances non imputables à l'entreprise de capitalisation (p. 182).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 182).

Art. 9 (p. 182).

Adoptés : amendement n° 10 de M. Robert Badinter, ministre : dépassement du délai de restitution par l'entreprise de capitalisation des sommes versées en cas de dénonciation du contrat ; intérêts de retard (p. 182) ; sous-amendement n° 14 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : intérêts de retard sauf circonstances non imputables à l'entreprise de capitalisation (p. 182).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 182).

Art. 10 et 12 – Adoptés (p. 182).

Explications de vote : M. Jacques Eberhard (p. 182) ; Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin (p. 182).

Adoption (10 avril 1985) (p. 182).

Discussion (troisième lecture)

(6 juin 1985) (p. 993, 995).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 993, 994) : *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Pierre Cecccaldi-Pavard, rapporteur de la commission des lois.*

ALSACE ET MOSELLE : LABARRERE (André) (p. 993) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 993).

ASSURANCE VIE : LABARRERE (André) (p. 993) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 993, 994).

CONTRATS TEMPORAIRES : LABARRERE (André) (p. 993).

JOURNALISTES : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 993) ; LABARRERE (André) (p. 993).

LIBAN : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 993) ; LABARRERE (André) (p. 993).

OTAGES : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 993) ; LABARRERE (André) (p. 993).

RENONCIATION (assurances) : LABARRERE (André) (p. 993) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 994).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 994, 995) : *MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur ; André Labarrère, ministre.*

Art. 1er, 3 et 8 – Adoptés (p. 994).

Art. 9 – Adopté (p. 995).

Adoption (6 juin 1985) (p. 995).

Voir aussi ACCIDENTS DU TRAVAIL, **1**
CIRCULATION ROUTIERE, **1**
ECONOMIE SOCIALE, **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
MUTUELLES (sociétés), **1**

ATELIERS ROANNAIS DE CONSTRUCTION TEXTILE (ARCT)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **23**

ATHLETISME

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **3**

AUBE (département)

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

AUDIENCES (des juridictions)

Voir JUSTICE, **1**

AUDIOVISUEL

1. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle sur les conditions dans lesquelles sont commandées et élaborées les études techniques qui fondent les expertises de l'établissement public Télédiffusion de France, en matière de répartition des fréquences hertziennes,** PRESENTEE AU SENAT par M. Michel Miroudot, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1985-2 avril 1985) [n° **211** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Philippe de Bourgoing (17 avril 1985) [n° **241** (84-85)] – Discussion (24 avril 1985) (p. 360, 362) – Adoption (24 avril 1985) [n° **89**] – Election des membres de la commission (2 mai 1985) (p. 396) – **Rapport fait au nom de la commission de contrôle** par M. Charles Pasqua (23 octobre 1985) [n° **45** (85-86)].

Discussion des conclusions du rapport tendant à la création de la commission de contrôle

(24 avril 1985) (p. 360, 362).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 360, 362) *MM. Philippe de Bourgoing, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Pierre-Christian Taittinger, Marcel Gargar.*

AUDIOVISUEL : BOURGOING (Philippe de) (p. 360, 361) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 361) ; GARGAR (Marcel) (p. 361, 362).

COMMISSION CONSULTATIVE DES RADIOS LOCALES PRIVEES (Commission Galabert) : BOURGOING (Philippe de) (p. 360).

HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE : BOURGOING (Philippe de) (p. 360).

PUBLICITE : GARGAR (Marcel) (p. 362).

RADIOS LOCALES PRIVEES : BOURGOING (Philippe de) (p. 360, 361) ; GARGAR (Marcel) (p. 362).

SATELLITES : BOURGOING (Philippe de) (p. 361).

TELEDIFFUSION DE FRANCE (TDF) : BOURGOING (Philippe de) (p. 360, 361) ; GARGAR (Marcel) (p. 362).

TELEVISIONS PRIVEES : BOURGOING (Philippe de) (p. 361) ; GARGAR (Marcel) (p. 362).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 362)

Art. unique *(Création d'une commission de contrôle, composée de vingt et un membres, chargée d'examiner les conditions dans lesquelles sont commandées et élaborées les études techniques qui fondent les expertises de l'établissement public Télédiffusion de France, en matière de répartition des fréquences hertziennes)* – Adopté (p. 362).

Adoption (24 avril 1985) (p. 362).

2. – **Rapport d'information** fait, au nom de la **délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle,** instituée par l'article 40 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982, par M. Claude Fuzier (28 juin 1985) [n° **444** (84-85)].

3. – **Projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication (2 octobre 1985) [n° **2963**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alain Billon (10 octobre 1985) [n° **2994**] – URGENCE – Discussion (15 octobre 1985) – Adoption (15 octobre 1985) [n° **892**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 octobre 1985) [n° **39** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Charles Pasqua (12 novembre 1985) [n° **81** (85-86)] – Avis de M. Jean Cluzel (5 novembre 1985) [n° **66** (85-86)] – Discussion (14 novembre 1985) (p. 3042, 3057 ; 3088, 3119) – Adoption (14 novembre 1985) [n° **32**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 novembre 1985) [n° **3075**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alain Billon (15 novembre 1985) [n° **3076**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Charles Pasqua (15 novembre 1985) [n° **85** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (15 novembre 1985) [n° **3075**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alain Billon (15 novembre 1985) [n° **3077**] – Discussion (15 novembre 1985) – Adoption (15 novembre 1985) [n° **900**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (19 novembre 1985) [n° **86** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Charles Pasqua (28 novembre 1985) [n° **116** (85-86)] – Discussion (19 novembre 1985) (p. 3172, 3175); (28 novembrs 1985) (p. 3435, 3446) – Adoption (28 novembre 1985) [n° **38**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (28 novembre 1985) [n° **3141**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alain Billon (29 novembre 1985) [n° **3142**] – Discussion (29 novembre 1985) – Adoption (29 novembre 1985) [n° **922**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1317 du 13 décembre 1985 (JO Lois et décrets du 14 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(14 novembre 1985) (p. 3042, 3057 ; 3088, 3119).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3042, 3057) : *MM. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication ; Charles Pasqua, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Jean Cluzel, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Roger Husson, Jacques Carat, Pierre-Christian Taittinger, Charles Lederman, Louis Perrein, Roger Romani.*

AUDIOVISUEL : FILLIOUD (Georges) (p. 3042, 3043, 3055 à 3057) ; PASQUA (Charles) (p. 3043 à 3045) ; CLUZEL (Jean) (p. 3045 à 3047) ; HUSSON (Roger) (p. 3047, 3048) ; CARAT (Jacques) (p. 3048, 3049) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3049 à 3051) ; LEDERMAN (Charles) (p. 3051 à 3054) ; PERREIN (Louis) (p. 3054) ; ROMANI (Roger) (p. 3054, 3055).

CINEMA : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3050) ; FILLIOUD (Georges) (p. 3056).

COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE : FILLIOUD (Georges) (p. 3042, 3043, 3055) ; PASQUA (Charles) (p. 3044, 3045) ; ROMANI (Roger) (p. 3054, 3055).

CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE : FILLIOUD (Georges) (p. 3043) ; CARAT (Jacques) (p. 3048).

CREATION : LEDERMAN (Charles) (p. 3051).

FREQUENCES HERTZIENNES : FILLIOUD (Georges) (p. 3043) ; PASQUA (Charles) (p. 3044, 3045) ; CLUZEL (Jean) (p. 3046) ; HUSSON (Roger) (p. 3047) ; CARAT (Jacques) (p. 3048, 3049) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3050) ; ROMANI (Roger) (p. 3054).

HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE : FILLIOUD (Georges) (p. 3042, 3043, 3055) ; PASQUA (Charles) (p. 3044, 3045) ; CLUZEL (Jean) (p. 3046) ; HUSSON (Roger) (p. 3047) ; CARAT (Jacques) (p. 3049).

ILE-DE-FRANCE : ROMANI (Roger) (p. 3054, 3055) ; FILLIOUD (Georges) (p. 3056, 3057).

PARIS : ROMANI (Roger) (p. 3054, 3055) ; FILLIOUD (Georges) (p. 3056, 3057).

PLAN CABLE : FILLIOUD (Georges) (p. 3042, 3043, 3056) ; HUSSON (Roger) (p. 3048) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3050) ; LEDERMAN (Charles) (p. 3052, 3053).

PRESSE : FILLIOUD (Georges) (p. 3042, 3043, 3056) ; CLUZEL (Jean) (p. 3046) ; HUSSON (Roger) (p. 3048) ; CARAT (Jacques) (p. 3049) ; LEDERMAN (Charles) (p. 3053) ; PERREIN (Louis) (p. 3054).

PRESSE (régionale) : HUSSON (Roger) (p. 3048) ; FILLIOUD (Georges)(p. 3056).

PRESSE TELEMATIQUE : PERREIN (Louis) (p. 3054) ; FILLIOUD (Georges) (p. 3056).

PUBLICITE : CLUZEL (Jean) (p. 3046, 3047) ; CARAT (Jacques) (p. 3049) ; LEDERMAN (Charles) (p. 3052) ; FILLIOUD (Georges) (p. 3056).

RADIO-TELE-LUXEMBOURG (RTL) : HUSSON (Roger) (p. 3048).

RADIOS LOCALES PRIVEES : FILLIOUD (Georges) (p. 3042) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3050).

RAPPORT BREDIN (télévisions privées) : CLUZEL (Jean) (p. 3045) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3050) ; LEDERMAN (Charles) (p. 3052).

RESEAUX CABLES : Voir PLAN CABLE.

SATELLITES : CLUZEL (Jean) (p. 3045, 3046) ; CARAT (Jacques) (p. 3048) ; FILLIOUD (Georges) (p. 3055).

SERVICE PUBLIC : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3049, 3050) ; LEDERMAN (Charles) (p. 3051, 3052, 3053) ; FILLIOUD (Georges) (p. 3056).

TELEDIFFUSION DE FRANCE (TDF) : FILLIOUD (Georges) (p. 3042, 3043, 3055) ; PASQUA (Charles) (p. 3044, 3045) ; CLUZEL (Jean) (p. 3046) ; HUSSON (Roger) (p. 3047) ; CARAT (Jacques) (p. 3048) ; LEDERMAN (Charles) (p. 3052).

TELEMATIQUE : PERREIN (Louis) (p. 3054).

TELEVISIONS LOCALES PRIVEES : FILLIOUD (Georges) (p. 3042, 3043, 3056) ; PASQUA (Charles) (p. 3045) ; CLUZEL (Jean) (p. 3045, 3046) ; HUSSON (Roger) (p. 3047) ; CARAT (Jacques) (p. 3049) ; LEDERMAN (Charles) (p. 3051) ; ROMANI (Roger) (p. 3054, 3055).

TELEVISIONS PRIVEES (réseaux multivilles) : PASQUA (Charles) (p. 3045) ; CLUZEL (Jean) (p. 3045, 3047) ; HUSSON (Roger) (p. 3047, 3048) ; CARAT (Jacques) (p. 3049) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3050) ; LEDERMAN (Charles) (p. 3051, 3052) ; ROMANI (Roger) (p. 3054, 3055) ; FILLIOUD (Georges) (p. 3055).

Motion n° 54 tendant à opposer la question préalable, de M. James Marson (p. 3088) – *MM. James Marson, Charles Pasqua, rapporteur ; Georges Fillioud, secrétaire d'Etat.*

Rejet de la motion (p. 3089 ; scrutin public n° 11 ; liste des votants p. 3124).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3089, 3119) : *MM. Jean Cluzel, rapporteur pour avis ; Charles Pasqua, rapporteur ; Georges Fillioud, secrétaire d'Etat ; James Marson, Jacques Carat, Pierre Gamboa ; André Fosset, en remplacement de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis ; Daniel Millaud, Pierre-Christian Taittinger, Paul Malassagne, André Fosset.*

Avant l'art. 1er (p. 3089) :.

Adoptés : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : nomination par la Haute Autorité des présidents de l'établissement public de diffusion et de l'Institut national de la communication audiovisuelle (p. 3091 ; scrutin public n° 12 ; liste des votants p. 3124) – Amendement n° 14 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : répartition des fréquences et contrôle de leur utilisation par la Haute Autorité (p. 3092).

Retirés : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : contrôle de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle sur la gestion économique et financière des sociétés et établissements publics chargés de l'exécution du service public de la communication audiovisuelle (p. 3090) – Amendement n° 13 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : nomination par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle du président de l'établissement public de diffusion (p. 3091).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3090 et 3091).

Art. 1er *(Autorisations délivrées par la Haute Autorité – Art. 17 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle)* (p. 3093).

Adopté : amendement n° 15 de M. Charles Pasqua, rapporteur : extension des compétences de la Haute Autorité (p. 3093).

Rejeté : amendement n° 55 de M. James Marson, de suppression de cet article (p. 3093).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3093).

Art. 1er bis *(Avis du Conseil national de la communication audiovisuelle sur l'établissement des plans de fréquences – Art. 27 de la loi du 29 juillet 1982)* (p. 3094).

Adopté : amendement n° 16 de M. Charles Pasqua, rapporteur, de suppression de cet article (p. 3094).

Deviennent sans objet : amendement d'harmonisation n° 73 de M. Jacques Carat (p. 3094) – Amendement n° 56 de M. James Marson, soutenu par M. Pierre Gamboa : avis du Conseil national de la communication audiovisuelle pour la qualité des programmes de services de télévision par voie hertzienne autres que locaux (p. 3094).

– L'art. 1er bis est supprimé (p. 3094).

Après l'art. 1er bis (p. 3094).

Adoptés : amendements de M. Charles Pasqua, rapporteur, n° 17 (art. additionnel) : nombre de membres du Conseil national de la communication audiovisuelle et durée de leur mandat (p. 3096) – Et n° 18 (art. additionnel) : comités régionaux et territoriaux de la communication audiovisuelle (p. 3096).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3096).

Art. 2 *(Missions de l'établissement public de diffusion – Art. 34 de la loi du 29 juillet 1982)* (p. 3096).

Adopté : amendement n° 19 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression des dispositions étendant le monopole de TDF à l'ensemble des services de télévision par voie hertzienne (p. 3096).

Retiré : amendement n° 2 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis, soutenu par M. André Fosset, de suppression de cet article (p. 3096).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3096).

Art. 2 bis *(Composition du conseil d'administration de Télédiffusion de France, TDF – Art. 35 de la loi du 29 juillet 1982)* (p. 3096).

Adopté : amendement n° 7 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : modification de la composition du conseil d'administration de TDF (p. 3097).

Retiré : amendement n° 20 de M. Charles Pasqua, rapporteur, sur le même objet (p. 3097).

– L'art. 2 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3097).

Après l'art. 2 bis (p. 3097).

Adoptés : amendement n° 8 (art. additionnel) de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis, soutenu par M. André Fosset : modification de la composition du Haut Conseil de la communication audiovisuelle (p. 3097) – Amendements de M. Charles Pasqua, rapporteur, n° 21 (art. additionnel) : conseils d'administration des sociétés régionales et territoriales de radio et de télévision (p. 3098) – Et n° 39 (art. additionnel) : plafonnement des montants de ressources publicitaires ; réglementation de la parapublicité (p. 3098) – Amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Daniel Millaud : fixation d'un seuil de publicité par heure d'antenne (p. 3100).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3097, 3098, 3100).

Art. 3 *(Services soumis au régime de la déclaration préalable – Art. 77 de la loi du 29 juillet 1982)* (p. 3100).

Adoptés : amendement n° 22 de M. Charles Pasqua, rapporteur : maintien du régime de l'autorisation pour la diffusion des oeuvres cinématographiques (p. 3101) – Amendement de coordination n° 74 de M. Jacques Carat (p. 3102).

Retiré : amendement n° 46 de M. Pierre-Christian Taittinger, identique à l'amendement n° 22 (p. 3100).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3102).

Art. 4 *(Régime de la concession de service public – Art. 79 de la loi du 29 juillet 1982)* (p. 3102).

Adopté : amendement n° 23 de M. Charles Pasqua, rapporteur : abrogation de l'art. 79 de la loi du 29 juillet 1982 relatif au régime de la concession de service public (p. 3103).

Deviennent sans objet : amendements n° 58 et n° 59 de M. James Marson : exploitation des services faisant l'objet de la concession aux risques et périls du concessionnaire (p. 3103).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3103).

Art. 5 *(Limitation du nombre des autorisations pouvant être délivrées à une même personne – Art. 80 de la loi du 29 juillet 1982)* (p. 3103).

Adopté : amendement n° 24 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression de cette limitation, par abrogation de l'art. 80 de la loi du 29 juillet 1982 (p. 3105 ; scrutin public n° 13 ; liste des votants p. 3125).

Deviennent sans objet : amendements de M. James Marson n° 60 : application des dispositions de l'article au titulaire d'une concession (p. 3105) – Et n° 61 : limitation du contrôle assuré par une même personne à un seul service local (p. 3105) – Amendement n° 76 de M. Jacques Carat : cas des services relevant de l'art. 77 : télématique interactive, répondeurs téléphoniques (p. 3105).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3105).

Art. 6 *(Définition du service local de télévision par voie hertzienne – Art. 80-1 et 80-2 de la loi du 29 juillet 1982)* (p. 3105).

Adoptés : amendements de M. Charles Pasqua, rapporteur, n° 25 : suppression de la définition du service local de télévision par voie hertzienne par référence à une zone de desserte (p. 3105) – n° 26, de coordination (p. 3106) – Et n° 27 : suppression de l'interdiction faite à une même personne ou à un ensemble de collectivités territoriales de détenir la majorité du capital ou des droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation (p. 3107).

Deviennent sans objet : amendement n° 45 de M. Guy Malé, soutenu par M. Daniel Millaud : extension de la zone de desserte pour les services locaux de télévision dont la langue véhiculaire est une langue régionale (p. 3105) – Amendement n° 63 de M. James Marson : possibilité pour un ensemble de collectivités territoriales de détenir la majorité du capital ou des droits de vote dans un service local de télévision hertzienne (p. 3107).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3107).

Après l'art. 6 (p. 3107).

Adopté : amendement n° 28 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : autorisation des services de radiodiffusion sonore à modulation de fréquences : suppression de la notion de service local (p. 3107).

Rejeté : amendement n° 77 (art. additionnel) de M. Jacques Carat : possibilité pour les collectivités locales de constituer des sociétés d'économie mixte assurant un service local de télévision hertzienne (p. 3107).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3107).

Art. 7 *(Conditions d'octroi des autorisations – Art. 82 de la loi du 29 juillet 1982)* (p. 3107).

Adoptés : amendement n° 29 de M. Charles Pasqua, rapporteur : procédure de délivrance des autorisations par la Haute Autorité (p. 3108) – Amendements identiques n° 30 de M. Charles Pasqua, rapporteur, et n° 42 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : compétence de la Haute Autorité sur la répartition des fréquences (p. 3108).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3108).

Art. 8 *(Obligations relatives à la transparence – Art. 82-1 de la loi du 29 juillet 1982)* (p. 3108).

Adoptés : amendements identiques n° 31 de M. Charles Pasqua, rapporteur, et n° 43 de M. Jean Cluzel, rapporteur pour avis : demande d'autorisation : obligation d'information de la Haute Autorité sur la nature du programme envisagé (p. 3109) – Amendement n° 78 de M. Jacques Carat : obligation de transparence : extension aux associations (p. 3109).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3109).

Art. 9 *(Subordination de l'octroi des autorisations au respect d'un cahier des charges – Art. 83 de la loi du 29 juillet 1982)* (p. 3109).

Adoptés : amendements identiques n° 33 de M. Charles Pasqua, rapporteur, et n° 79 de M. Jacques Carat : rédactionnels (p. 3109) – Amendement n° 67 de M. James Marson : création de deux cahiers des charges (p. 3110) – Amendement n° 48 de M. Pierre-Christian Taittinger : introduction dans le cahier des charges du régime de diffusion des oeuvres cinématographiques et audiovisuelles (p. 3110).

Rejetés : amendements de M. James Marson n° 69 : interdiction de l'interruption du cours d'une émission par la diffusion de messages publicitaires (p. 3112 ; scrutin public n° 14 ; liste des votants p. 3126) – Et n° 70 : introduction dans le cahier des charges de dispositions relatives au pluralisme dans l'organisation des campagnes électorales (p. 3113) – Amendement n° 81 de M. Jacques Carat : introduction dans le cahier des charges de l'obligation d'information sur les conventions relatives à la programmation (p. 3113).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3113).

Art. 10 *(Abrogation de l'art. 84 de la loi du 29 juillet 1982 relatif au plafonnement des ressources publicitaires)* (p. 3113).

Rejeté : amendement de suppression n° 71 de M. James Marson (p. 3113).

– L'art. 10 est adopté (p. 3113).

Après l'art. 10 (p. 3113).

Adopté : amendement n° 34 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua, rapporteur : pouvoirs de police des ondes confiés à la Haute Autorité (p. 3114).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3114).

Art. 11 *(Suspension et retrait des autorisations – Art. 86 de la loi du 29 juillet 1982)* (p. 3114).

Adoptés : amendements de M. Charles Pasqua, rapporteur, n° 35, de coordination (p. 3114) et n° 36 : obligation de motiver la décision de suspension ou de retrait d'autorisation par la Haute Autorité (p. 3115).

– L'art. 36, ainsi modifié, est adopté (p. 3115).

Après l'art. 11 (p. 3102 ; 3111, 3112 ; 3115).

Adoptés : amendement n° 82 (art. additionnel) de M. Jacques Carat : énumération des dispositions devant figurer dans les cahiers des charges ou dans les décrets relatives au régime de diffusion des oeuvres cinématographiques par les services de communication audiovisuelle (p. 3102) – Amendement n° 40 (art. additionnel) de M. André Fosset : modification de dispositions relatives au droit de citation dans la loi du 3 juillet 1985 sur les droits d'auteur (p. 3115) – Amendement n° 83 (art. additionnel) de M. Jacques Carat : extension des obligations des groupements et ententes de programmation aux entreprises de spectacle cinématographique assurant la programmation de salles (p. 3115).

Rejeté : amendement n° 84 (art. additionnel) de M. Jacques Carat : interdiction de couper la diffusion d'une oeuvre cinématographique par un message publicitaire (p. 3112).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3102 et 3115).

Art. 12 *(Equipe rédactionnelle propre ; directeur de la publication – Art. 93-1 à 93-3 de la loi du 29 juillet 1982)* (p. 3115).

Adoptés : amendements de M. Charles Pasqua, rapporteur, n° 88 : exigence d'un directeur de la publication pour les programmes d'information politique et générale diffusés par tout service de communication audiovisuelle (p. 3116) – Et n° 37 : personnes passibles de poursuite en cas d'infraction : suppression de la mention du producteur (p. 3117) – Amendement n° 41 de M. André Fosset : sanctions en cas d'atteinte aux droits voisins : exemption au bénéfice de la bonne foi (p. 3117).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3117).

Art. 13 *(Modification de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse)* – Adopté (p. 3117).

Art. 14 *(Dispositions pénales – Art. 97 de la loi du 29 juillet 1982)* (p. 3117).

Adoptés : amendement n° 86 de M. Jacques Carat : modification des dispositions pénales (p. 3118) ; sous-amendement n° 38, de coordination, de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3118).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 3118).

Après l'art. 14 (p. 3118).

Adopté : amendement n° 87 (art. additionnel) de M. Jacques Carat : cas des petits réseaux câblés (p. 3118).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3118).

Art. 15 *(Respect par les télévisions privées des règles relatives au déroulement des campagnes électorales – Modifications au code électoral)* (p. 3118).

Rejeté : amendement n° 12 de M. Daniel Millaud : campagne électorale des candidats aux élections législatives en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna : expression sur les seules stations de Radio France outre-mer, RFO (p. 3119).

– L'art. 15 est adopté (p. 3119).

Explication de vote : M. James Marson (p. 3119).

Adoption (14 novembre 1985) (p. 3119).

Discussion (nouvelle lecture)

(19 novembre 1985) (p. 3172, 3175) ; (28 novembre 1985) (p. 3435, 3466).

I – DISCUSSION GENERALE (19 novembre 1985) (p. 3172, 3175) ; (28 novembre 1985) (p. 3435, 3446) : *MM. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication ; Charles Pasqua, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Michel Miroudot, vice-président de la commission des affaires culturelles – Jean Cluzel, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Pierre-Christian Taittinger, Jacques Carat, James Marson, Charles Jolibois, Etienne Dailly.*

AMENDEMENT TOUR EIFFEL (télévisions privées) : PASQUA (Charles) (p. 3173, 3174, 3435, 3436) ; LABARRERE (André) (p. 3173) ; FILLIOUD (Georges) (p. 3435) ; CLUZEL (Jean) (p. 3438) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3439) ; CARAT (Jacques) (p. 3440) ; MARSON (James) (p. 3441).

ARTISTES-INTERPRETES : JOLIBOIS (Charles) (p. 3442, 3443).

AUDIOVISUEL : CLUZEL (Jean) (p. 3438) ; CARAT (Jacques) (p. 3440) ; MARSON (James) (p. 3441).

CAMPAGNE ELECTORALE : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3439, 3440).

CINEMA : PASQUA (Charles) (p. 3435, 3437) ; CLUZEL (Jean) (p. 3438) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3440) ; CARAT (Jacques) (p. 3440, 3441) ; MARSON (James) (p. 3441) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 3442, 3443) ; DAILLY (ETIENNE) (p. 3444) ; FILLIOUD (Georges) (p. 3444, 3445, 3446).

COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE : PASQUA (Charles) (p. 3173).

COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE DE TELEVISION (CLT) : PASQUA (Charles) (p. 3436) ; CARAT (Jacques) (p. 3440).

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC : PASQUA (Charles) (p. 3174, 3436) ; CLUZEL (Jean) (p. 3437, 3438) ; DAILLY (Etienne) (p. 3443) ; FILLIOUD (Georges) (p. 3444, 3445).

CREATION : CARAT (Jacques) (p. 3441) ; MARSON (James) (p. 3442) ; FILLIOUD (Georges) (p. 3444, 3446).

DROITS D'AUTEUR : JOLIBOIS (Charles) (p. 3442, 3443) ; FILLIOUD (Georges) (p. 3445).

FONDS DE SOUTIEN A LA CREATION AUDIOVISUELLE : FILLIOUD (Georges) (p. 3446).

FONDS DE SOUTIEN POUR LE CINEMA : FILLIOUD (Georges) (p. 3446).

FREQUENCES HERTZIENNES : PASQUA (Charles) (p. 3173) ; CARAT (Jacques) (p. 3440).

HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE : FILLIOUD (Georges) (p. 3172, 3445) ; PASQUA (Charles) (p. 3436) ; CARAT (Jacques) (p. 3440).

LUXEMBOURG : PASQUA (Charles) (p. 3436) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3439).

NATIONALISATIONS : DAILLY (Etienne) (p. 3443, 3444).

OFFICE DE RADIODIFFUSION TELEVISION FRANCAISE (ORTF) : MARSON (James) (p. 3442).

PARIS : PASQUA (Charles) (p. 3173, 3436) ; CLUZEL (Jean) (p. 3439) ; CARAT (Jacques) (p. 3440).

PARLEMENT (rôle du) : CLUZEL (Jean) (p. 3438).

PRESSE : PASQUA (Charles) (p. 3437) ; CLUZEL (Jean) (p. 3438) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3439) ; DAILLY (Etienne) (p. 3443, 3444).

PRIVATISATIONS : DAILLY (Etienne) (p. 3443) ; FILLIOUD (Georges) (p. 3444, 3446).

PUBLICITE : PASQUA (Charles) (p. 3436, 3437) ; CLUZEL (Jean) (p. 3437, 3438) ; CARAT (Jacques) (p. 3441) ; MARSON (James) (p. 3441, 3442) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 3442, 3443) ; DAILLY (Etienne) (p. 3443) ; FILLIOUD (Georges) (p. 3445).

SATELLITES : PASQUA (Charles) (p. 3436) ; CLUZEL (Jean) (p. 3437).

SERVITUDES : FILLIOUD (Georges) (p. 3172, 3435) ; PASQUA (Charles) (p. 3436) ; CARAT (Jacques) (p. 3440).

TELEDIFFUSION DE FRANCE (TDF) : FILLIOUD (Georges) (p. 3172) ; PASQUA (Charles) (p. 3173, 3436) ; LABARRERE (André) (p. 3173) ; CLUZEL (Jean) (p. 3437, 3438) ; CARAT (Jacques) (p. 3440).

TELEVISION (programmes) : FILLIOUD (Georges) (p. 3172, 3445) ; PASQUA (Charles) (p. 3436, 3437) ; CLUZEL (Jean) (p. 3438) ; MARSON (James) (p. 3441).

TELEVISIONS LOCALES PRIVEES : CLUZEL (Jean) (p. 3437) ; MARSON (James) (p. 3441, 3442) ; FILLIOUD (Georges) (p. 3445).

TELEVISIONS PRIVEES : FILLIOUD (Georges) (p. 3172, 3435, 3445, 3446) ; PASQUA (Charles) (p. 3173, 3174, 3437) ; LABARRERE (André) (p. 3173) ; CLUZEL (Jean) (p. 3438) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3439, 3440) ; CARAT (Jacques) (p. 3440).

TELEVISIONS PRIVEES (cinquième chaîne) : PASQUA (Charles) (p. 3173, 3174, 3435, 3436, 3437) ; LABARRERE (André) (p. 3173) ; FILLIOUD (Georges) (p. 3435, 3444, 3445, 3446) ; CLUZEL (Jean) (p. 3438) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3439) ; CARAT (Jacques) (p. 3440) ; MARSON (James) (p. 3441, 3442) ; DAILLY (Etienne) (p. 3443).

TELEVISIONS PRIVEES (réseaux multivilles) : PASQUA (Charles) (p. 3436) ; CLUZEL (Jean) (p. 3438) ; MARSON (James) (p. 3441).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3447, 3466) : *MM. Charles Pasqua, rapporteur ; Georges Fillioud, secrétaire d'Etat ; Marc Bécam, Jacques Carat, Michel Miroudot, James Marson.*

Art. 1er A (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 3449).

Adopté : amendement n° 4 de M. Charles Pasqua, rapporteur : rétablissement de cet article relatif au pouvoir de nomination de la Haute Autorité (p. 3450).

– L'art. 1er A est rétabli (p. 3450).

Art. 1er B (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 3450).

Adopté : amendement n° 5 de M. Charles Pasqua, rapporteur : rétablissement de cet article relatif à la compétence de la Haute Autorité pour la répartition des fréquences (p. 3450).

– L'art. 1er B est rétabli (p. 3450).

Art. 1er (p. 3450).

Adopté : amendement n° 6 de M. Charles Pasqua, rapporteur : compétence de la Haute Autorité pour tous les services de télévision (p. 3451).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3451).

Art. 1er bis (p. 3451).

Adopté : amendement de suppression n° 7 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3451).

– L'art. 1er bis est supprimé (p. 3451).

Art. 1er ter (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 3451).

Adopté : amendement n° 8 de M. Charles Pasqua, rapporteur : rétablissement de cet article relatif à la composition du Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 3451).

– L'art. 1er ter est rétabli (p. 3451).

Art. 1er quater (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 3451).

Adopté : amendement n° 9 de M. Charles Pasqua, rapporteur : rétablissement de cet article pour coordination (p. 3452).

– L'art. 1er quater est rétabli (p. 3452).

Art. 2 (p. 3452).

Adoptés : amendements de M. Charles Pasqua, rapporteur, n° 10 : rétablissement de la disposition votée en première lecture par le Sénat, relative au rôle de l'établissement public de diffusion pour assister la Haute Autorité dans l'élaboration du plan de répartition des fréquences (p. 3452) – Et n° 11 : possibilité pour l'établissement public de diffusion d'installer et d'exploiter sur les toits, terrasses et superstructures des propriétés bâties, publiques ou privées, les moyens de diffusion par voie hertzienne, limitée à la diffusion des programmes du service public ; indemnisation de cette servitude (p. 3455).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3455).

Art. 2 bis (p. 3455).

Adopté : amendement n° 12 de M. Charles Pasqua, rapporteur : nomination par la Haute Autorité du président du conseil d'administration de TDF (p. 3455).

– L'art. 2 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3455).

Art. 2 ter (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 3455).

Adopté : amendement n° 13 de M. Charles Pasqua, rapporteur : rétablissement de cet article relatif à la nomination par la Haute Autorité du président de l'Institut national de la communication audiovisuelle (p. 3455).

– L'art. 2 ter est rétabli (p. 3455).

Art. 2 quater (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 3455).

Adopté : amendement n° 14 de M. Charles Pasqua, rapporteur : rétablissement de cet article pour coordination (p. 3456).

– L'art. 2 quater est rétabli (p. 3456).

Art. 2 quinquies (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 3456).

Adopté : amendement n° 15 de M. Charles Pasqua, rapporteur : rétablissement de cet article limitant la part des recettes provenant de la publicité (p. 3456).

– L'art. 2 quinquies est rétabli (p. 3456).

Art. 3 (p. 3456).

Adoptés : amendement n° 38 de M. Jacques Carat : régime d'autorisation préalable pour tous services interactifs diffusant des oeuvres cinématographiques (p. 3457) – Amendement de coordination n° 18 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3457).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3457).

Art. 4 (p. 3457).

Adopté : amendement n° 19 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression de la concession de service public (p. 3457).

– L'art. 4, ainsi modifié est adopté (p. 3457).

Art. 5 (p. 3457).

Adopté : amendement n° 20 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression de la limitation du nombre de services assurés par une même personne dans le domaine de la communication audiovisuelle (p. 3458).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3458).

Art. 6 (p. 3458).

Adoptés : amendements de M. Charles Pasqua, rapporteur, n° 21 et n° 22, de coordination (p. 3459) – Et n° 23 : suppression de l'impossibilité pour une même personne ou un ensemble de collectivités territoriales de détenir la majorité du capital ou des droits de vote d'une société de télévision locale privée (p. 3459).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3459).

Art. 6 bis A (p. 3459).

Adopté : amendement n° 24 de M. Charles Pasqua, rapporteur : suppression de cet article pour coordination (p. 3459).

– L'art. 6 bis A est supprimé (p. 3459).

Art. 6 bis (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 3459).

Adopté : amendement n° 25 de M. Charles Pasqua, rapporteur : rétablissement de cet article pour coordination (p. 3459).

– L'art. 6 bis est rétabli (p. 3459).

Art. 7 (p. 3459).

Adoptés : amendements de M. Charles Pasqua, rapporteur, n° 26 : procédure publique et contradictoire préalable à la délivrance des autorisations (p. 3460) – Et n° 27, rédactionnel : répartition des fréquences (p. 3460).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3460).

Art. 8 (p. 3460).

Adopté : amendement rédactionnel n° 28 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3460).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3460).

Art. 9 (p. 3460).

Adopté : amendement n° 29 de M. Charles Pasqua, rapporteur : cahier des charges particulières (p. 3462).

Rejeté : amendement n° 3 de M. James Marson : interdiction de l'interruption par la publicité de toute diffusion télévisée d'oeuvre définie par la loi sur les droits d'auteur (p. 3463 ; scrutin public n° 22 ; liste des votants p. 3470).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3463).

Art. 10 bis (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 3463).

Adopté : amendement n° 30 de M. Charles Pasqua, rapporteur : rétablissement de cet article relatif au pouvoir de police des ondes confié à la Haute Autorité (p. 3463).

– L'art. 10 bis est rétabli (p. 3463).

Art. 11 (p. 3463).

Adopté : amendement de coordination n° 31 de M. Charles Pasqua, rapporteur (p. 3464).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 3464).

Art. 11 bis (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 3464).

Adopté : amendement n° 32 de M. Charles Pasqua, rapporteur : rétablissement de cet article relatif au droit de citation (p. 3464).

– L'art. 11 bis est rétabli (p. 3464).

Après l'art. 11 ter (p. 3461, 3462).

Adopté : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Michel Miroudot : obligations en matière de diffusion d'oeuvres cinématographiques (p. 3462).

– Un art. additionnel est inséré après l'art. 11 ter (p. 3462).

Art. 12 (p. 3464).

Adoptés : amendements de M. Charles Pasqua, rapporteur, n^{os} 33, 34, 35 et 36 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture quant à l'obligation d'avoir une équipe rédactionnelle propre ou un directeur de la publication, quant aux personnes pouvant être poursuivies et quant au régime des sanctions (p. 3464 et 3465).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3465).

Art. 13 bis – Adopté (p. 3465).

Art. 14 (p. 3465).

Adoptés : amendements de coordination n° 37 de M. Charles Pasqua, rapporteur, et n° 41 de M. Jacques Carat (p. 3465).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 3465).

Adoption (28 novembre 1985) (p. 3466).

4. – **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions de création d'une cinquième chaîne de télévision,** PRESENTEE AU SENAT par M. Adolphe Chauvin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (26 novembre 1985; rectifiée le 28 novembre 1985) [n° **111** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour avis à la commission des lois – Rapport oral de M. Charles Pasqua – Discussion (28 novembre 1985) (p. 3466, 3467) – Adoption (28 novembre 1985) [n° **39**] – NOUVEL INTITULE : « **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions de la conclusion par l'Etat de concessions de service public et de l'attribution de canaux de satellite dans le domaine de la communication audiovisuelle** » – Election des membres de la commission (5 décembre 1985) (p. 3593).

Discussion des conclusions du rapport tendant à la création d'une commission d'enquête

(28 novembre 1985) (p. 3466, 3467).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3466, 3467) : *MM. Charles Pasqua, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Roger Romani, en remplacement de M. Jacques Larché, président et rapporteur pour avis de la commission des lois ; James Marson.*

COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE : PASQUA (Charles) (p. 3466) ; ROMANI (Roger) (p. 3466, 3467) ; MARSON (James) (p. 3467).

PUBLICITE : MARSON (James) (p. 3467).

SERVICE PUBLIC : MARSON (James) (p. 3467).

TELEVISIONS PRIVEES (cinquième chaîne) : PASQUA (Charles) (p. 3466) ; ROMANI (Roger) (p. 3466, 3467) ; MARSON (James) (p. 3467).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3467)

Art. 1er *(Création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions : 1° de la conclusion par l'Etat de contrats de concession de service public en application de l'article 79 de la loi du 29 juillet 1982 ; 2° de l'élaboration des cahiers des charges relatifs à ces concessions ; 3° de l'attribution des canaux du satellite de diffusion directe TDF1, ainsi que de comparer ces cahiers des charges avec ceux des sociétés nationales de programmes du service public)* – Adopté (p. 3467).

Art. 2 *(Composition de la commission)* – Adopté (p. 3467).

Nouvel intitulé : « Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions de la conclusion par l'Etat de concessions de service public et de l'attribution de canaux de satellite dans le domaine de la communication audiovisuelle » – Adopté (p. 3467).

Adoption (28 novembre 1985) (p. 3467).

5. – **Projet de loi complétant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication (18 décembre 1985) [n° **3220**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alain Billon (18 décembre 1985) [n° **3224**] – URGENCE – Discussion (18 décembre 1985) – Adoption (18 décembre 1985) [n° **972**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 décembre 1985) [n° **246** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Charles Pasqua (21 décembre 1985) [n° **271** (85-86)] – Discussion (21 décembre 1985) (p. 4604, 4610) – Adoption (21 décembre 1985) [n° **104**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 décembre 1985) [n° **3312**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alain Billon (21 décembre 1985) [n° **3313**] – Discussion (21 décembre 1985) – Adoption (21 décembre 1985 [n° **1005**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1361 du 23 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 24 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(21 décembre 1985) (p. 4604, 4610).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4604, 4606) : *MM. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication ; Charles Pasqua, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Pierre-Christian Taittinger, Etienne Dailly, Marcel Gargar, Pierre Carous.*

AMENDEMENT TOUR EIFFEL (télévisions privées) : PASQUA (Charles) (p. 4604) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 4605) ; GARGAR (Marcel) (p. 4606) ; CAROUS (Pierre) (p. 4606).

BATIMENTS PUBLICS : FILLIOUD (Georges) (p. 4604).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions) : FILLIOUD (Georges) (p. 4604) ; PASQUA (Charles) (p. 4604) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 4605).

CONSEIL D'ETAT : DAILLY (Etienne) (p. 4606).

CREATION : GARGAR (Marcel) (p. 4606).

ETABLISSEMENTS PUBLICS : FILLIOUD (Georges) (p. 4604) ; PASQUA (Charles) (p. 4604).

HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE : FILLIOUD (Georges) (p. 4604).

PARIS : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 4605).

PUBLICITE : GARGAR (Marcel) (p. 4606).

SERVITUDES : FILLIOUD (Georges) (p. 4604) ; PASQUA (Charles) (p. 4604, 4605) ; CAROUS (Pierre) (p. 4606).

TELEDIFFUSION DE FRANCE (TDF) : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 4605).

TELEVISIONS PRIVEES : FILLIOUD (Georges) (p. 4604) ; PASQUA (Charles) (p. 4604, 4605) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 4606, 4607) ; DAILLY (Etienne) (p. 4606) ; GARGAR (Marcel) (p. 4606) ; CAROUS (Pierre) (p. 4606).

TELEVISIONS PRIVEES (cinquième chaîne) : PASQUA (Charles) (p. 4604, 4605) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 4605) ; GARGAR (Marcel) (p. 4606).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4606, 4610)
MM. Etienne Dailly, Georges Fillioud, secrétaire d'Etat ; Pierre-Christian Taittinger, Charles Pasqua, rapporteur ; Jacques Carat, Marcel Gargar, Jacques Habert, Roger Romani, Adolphe Chauvin, Jacques Pelletier, Jacques Descours Desacres.

Art. unique *(Art. 34-1 nouveau de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle : institution d'une servitude au profit de l'établissement public de diffusion afin de lui permettre d'installer et d'exploiter sur les toits, terrasses et superstructures des propriétés bâties publiques ou privées les moyens de diffusion hertzienne qui lui sont nécessaires)* (p. 4606).

Adopté : amendement n° 2 de M. Charles Pasqua, rapporteur : subordination de la mise en oeuvre de la servitude à une autorisation délivrée au nom de l'Etat par l'autorité administrative après enquête publique et durée du délai d'information des intéressés (p. 4610).

Retiré : amendement analogue n° 1 de M. Pierre-Christian Taittinger (p. 4608).

– L'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 4610).

Adoption (21 décembre 1985) (p. 4610).

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, **11**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **11**
JUSTICE, **1**
LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 13, 21, 38, 50
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1**
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **26,** DG

AUDIOVISUEL (industrie des matériels)

Voir PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**

AUSTRALIE

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **3,** DG

AUTOBUS

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

AUTOCONTROLE (sociétés)

Voir SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, **2**

AUTODETERMINATION

Voir GRACE ET AMNISTIE, **1,** DG
NOUVELLE-CALEDONIE, **1,** DG ; **3,** DG ; **4,** DG

AUTOMOBILE (industrie)

Voir IMPOTS ET TAXES, **3,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**

AUTOMOBILES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 6
POLICE, **1,** DG
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA), **2**

AUTORISATION DE POURSUITES

Voir IMMUNITE PARLEMENTAIRE, **1**

AUTORITE DE LA CHOSE JUGEE

Voir PROCEDURE PENALE, **1,** DG

AUTORITE PARENTALE

Voir MARIAGE, **1,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **41**

AUTOROUTES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25, 61, 112**
TRAITES ET CONVENTIONS, **13**

AUXILIAIRES MEDICAUX

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4,** DG
SANTE PUBLIQUE, **2**

AUXILIARIAT (enseignement)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Education nationale
SECURITE SOCIALE, **2,** DG

AVIATION CIVILE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **3,** DG

AVIATION LEGERE

Voir URBANISME, **1,** DG

AVIATION MILITAIRE

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

AVION DE COMBAT FUTUR EUROPEEN (ACFE)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 75

AVOCATS

1. – **Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 et tendant à permettre aux avocats honoraires de présider un bureau d'aide judiciaire,** PRESENTEE AU SENAT par M. Philippe François, sénateur (27 avril 1984) [n° **286** (83-84)] - Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Collet (5 juin 1985) [n° **336** (84-85)].

B

BACCALAUREAT

Voir ENSEIGNEMENT, **4**

BACCALAUREAT PROFESSIONNEL

Voir ENSEIGNEMENT, **4**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Education nationale

BANGLADESH

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **42**

BANQUE DE FRANCE

1. – **Proposition de loi portant réforme de la Banque de France,** PRESENTEE AU SENAT par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (10 avril 1985) [n° **227** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances.

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT (BEI)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **27**

BANQUES

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**
TRAITES ET CONVENTIONS, **5**, DG ; **25**, DG

BANQUES COOPERATIVES ET MUTUALISTES

Voir ECONOMIE SOCIALE, **1**, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG

BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS

1. – **Proposition de loi tendant à désétatiser la Caisse nationale de Crédit agricole,** PRESENTEE AU SENAT par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (21 juin 1985) [n° **408** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances.

Voir aussi BANQUE DE FRANCE, **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**
TRAITES ET CONVENTIONS, **39**

BARRAGES

Voir EAU ET ASSAINISSEMENT, **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Intérieur

BATELLERIE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

BATIMENT (industrie)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **8**, DG
CONSTRUCTION, **1**, DG
IMPOTS ET TAXES, **3**, DG
LOGEMENT, **1** ; **2**
LOIS DE FINANCES, **3**, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25**, **125**

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

1. – **Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement (28 juin 1984) [n° **2265**] – Renvoi à la commission de la production – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Guy Malandain (5 décembre 1984) [n° **2481**] – Avis de M. Pierre Bourguignon – Discussion (12 et 14 décembre 1984) – Adoption (14 décembre 1984) [n° **725**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 décembre 1984) [n° **158** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Robert Laucournet (9 mai 1985) [n° **273** (84-85)] – Avis de M. Michel Miroudot (15 mai 1985) [n° **281** (84-85)] – Discussion (21 mai 1985) (p. 585, 619) – Adoption (21 mai 1985) [n° **103**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 mai 1985) [n° **2692**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Guy Malandain (5 juin 1985) [n° **2737**] – Discussion (11 juin 1985) – Adoption (11 juin 1985) [n° **804**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (12 juin 1985) [n° **354** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Robert Laucournet (19 juin 1985) [n° **386** (84-85)] – Avis de M. Michel Miroudot (25 juin 1985) [n° **416** (84-85)] – Discussion (25 juin 1985) (p. 1661, 1672) – Adoption (25 juin 1985) [n° **144**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (25 juin 1985) [n° **2836**] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Guy Malandain (26 juin 1985) [n° **2844**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Robert Laucournet (26 juin 1985) [n° **429** (84-85)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (25 juin 1985) [n° **2836**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Guy Malandain (27 juin 1985) [n° **2858**] – Discussion (27 juin 1985) – Adoption (27 juin 1985) [n° **852**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (28 juin 1985) [n° **446** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport oral de M. Roland Grimaldi, en remplacement de M. Robert Laucournet (29 juin 1985) – Discussion (29 juin 1985) (p. 1854, 1860) – Adoption (29 juin 1985) [n° **170**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (29 juin 1985) [n° **2879**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Guy Malandain (29 juin 1985) [n° **2883**] – Discussion (29 juin 1985) – Adoption (29 juin 1985) [n° **863**].

PROMULGATION : Loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 13 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(21 mai 1985) (p. 585, 619).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 585, 595) : *MM. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports ; Robert Laucournet, rapporteur de la commission des affaires*

économiques ; Michel Miroudot, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Philippe François, Marc Boeuf, Jean Boyer, Bernard-Michel Hugo, Roger Lise.

ARCHITECTES : BOYER (Jean) (p. 591) ; LISE (Roger) (p. 593) ; QUILES (Paul) (p. 594).

ARCHITECTURE : LAUCOURNET (Robert) (p. 587) ; MIROUDOT (Michel) (p. 588, 589) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 589) ; BOEUF (Marc) (p. 590) ; BOYER (Jean) (p. 590, 591) ; LISE (Roger) (p. 592, 593) ; QUILES (Paul) (p. 594).

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS : FRANCOIS (Philippe) (p. 589) ; BOYER (Jean) (p. 590, 591) ; QUILES (Paul) (p. 593).

CODE DES MARCHES PUBLICS : QUILES (Paul) (p. 586, 594) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 587) ; BOEUF (Marc) (p. 590).

COLLECTIVITES LOCALES : LAUCOURNET (Robert) (p. 587) ; MIROUDOT (Michel) (p. 588) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 589) ; BOEUF (Marc) (p. 590).

DECENTRALISATION : MIROUDOT (Michel) (p. 588) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 589).

INGENIERIE : QUILES (Paul) (p. 586, 594) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 587).

MAITRISE D'OEUVRE : QUILES (Paul) (p. 586, 594) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 587, 588) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 589) ; BOEUF (Marc) (p. 590) ; BOYER (Jean) (p. 590, 591) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 592) ; LISE (Roger) (p. 592).

MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE : QUILES (Paul) (p. 585, 586, 593, 594) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 586, 587, 588) ; MIROUDOT (Michel) (p. 588, 589) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 589) ; BOEUF (Marc) (p. 590) ; BOYER (Jean) (p. 590, 591) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 591, 592) ; LISE (Roger) (p. 592, 593).

MARTINIQUE : LISE (Roger) (p. 593).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : FRANCOIS (Philippe) (p. 589) ; BOYER (Jean) (p. 591) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 592) ; LISE (Roger) (p. 592) ; QUILES (Paul) (p. 594).

RAPPORT MILLIER (mission d'étude sur la réglementation des commandes publiques d'ingénierie et d'architecture) : QUILES (Paul) (p. 585, 593, 594) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 587) ; MIROUDOT (Michel) (p. 589) ; BOEUF (Marc) (p. 590) ; BOYER (Jean) (p. 590, 591) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 591, 592) ; LISE (Roger) (p. 592, 593).

SOUS-TRAITANCE : BOYER (Jean) (p. 591) ; LISE (Roger) (p. 592).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 595, 619) : *MM. Robert Laucournet, rapporteur ; Paul Quilès, ministre ; Bernard-Michel Hugo, Jacques Delong, Marc Boeuf, Daniel Hoeffel, Michel Miroudot, rapporteur pour avis ; Georges Berchet, René Martin, Jacques Descours Desacres, Marc Boeuf, Roger Lise, Jean Boyer, Philippe François, Georges Mouly, Louis Jung, Maurice Lombard, Jacques Toutain.*

Art. 1er *(Champ d'application de la loi)* (p. 595).

Adoptés : amendement n° 13 de M. Robert Laucournet, rapporteur : extension du champ d'application de la loi aux groupements de collectivités territoriales avec des établissements publics (p. 595) – Amendement n° 86 de M. Paul Quilès, ministre : ouvrages de bâtiment ou d'infrastructure destinés à une activité industrielle exclus du champ d'application de ce texte (p. 596).

Rejeté : amendement n° 55 de M. Bernard-Michel Hugo : restriction du champ d'application de la loi aux seuls logements locatifs aidés par l'Etat (p. 595).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 596).

TITRE PREMIER

DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

Avant l'art. 2 (p. 596).

Adopté : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Jacques Delong : mission de la maîtrise d'ouvrage publique (p. 597).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 597).

Art. 2 *(Attributions du maître d'ouvrage public)* (p. 597).

Adoptés : amendement n° 46 de M. Paul Quilès, ministre : attributions du maître d'ouvrage (p. 597) – Amendements de M. Robert Laucournet, rapporteur, n° 14 : détermination par le maître d'ouvrage de la localisation d'une opération, immédiatement après les études de faisabilité et d'opportunité (p. 598) – n° 15 : possibilité de poursuivre les études de programme et la détermination de l'enveloppe financière au-delà du commencement des études d'avant-projets, étendue à tous les ouvrages qualifiés d'ouvrages complexes d'infrastructure par un décret en Conseil d'Etat (p. 598) – Et n° 16 : délégation par le maître de l'ouvrage de certaines études à une personne publique ou privée (p. 599).

Rejeté : amendement n° 47 de M. Paul Quilès, ministre : procédure de consultation et d'information du public déterminée par le maître d'ouvrage, lorsqu'une telle procédure n'est pas déjà prévue (p. 598).

Retirés : amendement n° 63 de M. Maurice Blin, soutenu par M. Daniel Hoeffel : publicité des opérations menées par le maître d'ouvrage (p. 597) – Amendement n° 2 de M. Jacques Delong : définition par le maître de l'ouvrage des objectifs de l'opération et des besoins, tant qualitatifs que quantitatifs (p. 598) – Amendement n° 64 de M. Maurice Blin, soutenu par M. Daniel Hoeffel : publicité du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle définis avant tout commencement des avant-projets (p. 598).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 599).

Art. 3 *(Délégation des attributions du maître de l'ouvrage)* (p. 599).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jacques Delong : distinction entre les attributions exercées directement par le maître de l'ouvrage et celle pouvant être déléguée à un mandataire, à savoir le versement de la rémunération de la mission de maîtrise d'oeuvre et des travaux (p. 603).

Retirés : amendement n° 4 de M. Jacques Delong : délégation de certaines attributions du maître de l'ouvrage, dans la limite du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle qu'il a arrêtés et publiés (p. 600) – Amendement n° 66 de M. Guy Malé, soutenu par M. Daniel Hoeffel : mobilisation des financements incluse dans les attributions que le maître d'ouvrage peut confier à un mandataire (p. 600) – Amendement n° 67 de M. Paul Alduy, soutenu par M. Daniel Hoeffel : éligibilité au fonds de compensation de la TVA des investissements exécutés par un mandataire pour le compte d'une collectivité territoriale (p. 601).

Deviennent sans objet : sous-amendement n° 88 de M. Georges Berchet, à l'amendement n° 3 de M. Jacques Delong : exercice direct par le maître de l'ouvrage du choix des entrepreneurs et de la réception des ouvrages (p. 603) – Amendement n° 65 de M. Maurice Blin, soutenu par M. Daniel Hoeffel : délégation de certaines attributions du maître de l'ouvrage, dans la limite du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle qu'il a arrêtés et publiés (p. 603) – Amendements de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis, n° 29 : délégation par le maître de l'ouvrage de tout ou partie des attributions de la maîtrise d'ouvrage (p. 603) – n° 30 : approbation des avant-projets et du projet par le maître de l'ouvrage (p. 603) – Et n° 31 : préparation de la réception de l'ouvrage déléguée à un mandataire (p. 603) – Amendement n° 36 de M. Georges Berchet : délégation par le maître de l'ouvrage à un mandataire de la préparation de la définition des conditions administratives

et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté (p. 603) – Amendement n° 56 de M. Bernard-Michel Hugo : délégation de la préparation du choix des entrepreneurs, de la signature et de la gestion du ou des contrats de travaux, après approbation du choix des entrepreneurs par le maître d'ouvrage (p. 603) – Amendements de M. Robert Laucournet, rapporteur, n° 17 : mobilisation des financements incluse dans les attributions que le maître d'ouvrage peut confier à un mandataire (p. 603) – n° 18 : délégation à un mandataire de la réception de l'ouvrage, après accord du maître de l'ouvrage (p. 603) – Et n° 19 : investissements exécutés par le mandataire pour le compte d'une collectivité territoriale considérés comme réalisés directement par cette collectivité et inscrits en recettes et dépenses dans les comptes de celle-ci (p. 603).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 603).

Après l'art. 3 (p. 603).

Adopté : amendement n° 89 (art. additionnel) de M. Robert Laucournet, rapporteur : possibilité pour le maître de l'ouvrage de confier au mandataire une mission d'assistance pour les attributions qu'il ne peut déléguer (p. 604 ; scrutin public n° 55 ; liste des votants p. 621 et 622).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 90 (art. additionnel) de M. Robert Laucournet, rapporteur : investissements exécutés par le mandataire pour le compte d'une collectivité territoriale considérés comme réalisés directement par cette collectivité et inscrits en recettes et dépenses dans les comptes de celle-ci (p. 605).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 604).

Art. 4 *(Délégataires des attributions du maître de l'ouvrage)* (p. 605).

Adoptés : amendements de M. Paul Quilès, ministre, n° 48 : attributions du maître de l'ouvrage déléguées à certains mandataires, dans les limites de leurs compétences (p. 605) – Et n° 49 : possibilité pour les organismes privés d'HLM d'intervenir en qualité de mandataires pour le compte des divers maîtres d'ouvrage mentionnés au projet de loi (p. 606).

Rejetés : amendement n° 68 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Roger Lise : délégation de certaines attributions du maître de l'ouvrage aux chambres de commerce et d'industrie, ainsi qu'aux chambres de métiers pour la réalisation d'ouvrages destinés à l'accueil des activités économiques qu'elles représentent (p. 606) – Amendement n° 21 de M. Robert Laucournet, rapporteur : obligation pour le mandataire de se conformer, pour l'exécution et le règlement des marchés, aux règles applicables aux maîtres d'ouvrage, sous réserve des adaptations nécessaires (p. 607).

Retirés : amendement n° 20 de M. Robert Laucournet, rapporteur : possibilité laissée aux sociétés anonymes d'HLM d'être mandataires, pour le compte des collectivités territoriales, de certains éléments de la maîtrise d'ouvrage, à l'exception de l'approbation des avant-projets et accords sur le projet et de la réception de l'ouvrage (p. 606) – Sous-amendement n° 87 de M. Robert Laucournet, rapporteur, à l'amendement n° 68 de M. Jacques Mossion : délégation des attributions du maître de l'ouvrage aux chambres d'agriculture (p. 606).

– La première partie de l'art. 4, ainsi modifiée, est adoptée (p. 607) ; le dernier alinéa est rejeté (p. 607).

Art. 5 *(Convention de maîtrise de l'ouvrage)* (p. 607).

Adoptés : amendement n° 42 de M. Jean Boyer : montant et mode de financement de l'ouvrage devant obligatoirement figurer dans la convention liant le maître d'ouvrage et son mandataire (p. 607) – Amendement n° 6 de M. Jacques Delong : modalités du contrôle architectural exercé par le maître de l'ouvrage définies dans la convention (p. 608) – Amendement de coordination n° 32 de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis (p. 608) – Amendement n° 91 de M. Robert Laucournet, rapporteur : suppression de l'alinéa prévoyant que la convention précisera les conditions dans lesquelles le mandataire peut ester en justice pour le compte du maître de l'ouvrage (p. 608).

Retiré : amendement n° 69 de M. Pierre Brantus, soutenu par M. Roger Lise, identique à l'amendement n° 6 de M. Jacques Delong (p. 608).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 608).

Art. 6 *(Assistance du maître de l'ouvrage)* (p. 608).

Adoptés : amendement n° 39 de M. Georges Berchet : mission de conduite d'opération pouvant être confiée à des personnes morales ou physiques (p. 609) – Amendement n° 22 de M. Robert Laucournet, rapporteur : missions de conduite d'opération pouvant être assurées par les personnes morales assumant actuellement les mêmes missions (p. 609) – Amendement rédactionnel n° 23 de M. Robert Laucournet, rapporteur (p. 609) – Amendement de coordination n° 24 de M. Robert Laucournet, rapporteur (p. 609).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 609).

TITRE II

DE LA MAITRISE D'OEUVRE

Art. 7 *(Définition des éléments de la mission de maîtrise d'oeuvre ; mission de base pour les ouvrages de bâtiment)* (p. 609).

Adopté : amendement n° 43 de M. Jean Boyer : nouvelle rédaction de cet article : énumération de l'ensemble des tâches de maîtrise d'oeuvre ; parmi ces tâches, énumération de celles ne pouvant être affectées aux entreprises ; définition des objectifs auxquels doit répondre la mission de base (p. 612).

Deviennent sans objet : amendement n° 33 de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis : définition des éléments de la mission de maîtrise d'oeuvre permettant d'assurer la synthèse architecturale d'un projet (p. 612) – Amendement n° 72 de M. Jean-Pierre Blanc, soutenu par M. Roger Lise : compétences des différents spécialistes composant la maîtrise d'oeuvre (p. 612) – Amendement n° 73 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Roger Lise : principe du recours obligatoire à l'architecte (p. 612) – Amendement n° 57 de M. Bernard-Michel Hugo : définition des éléments de la mission de maîtrise d'oeuvre permettant d'assurer la synthèse architecturale d'un projet (p. 612) – Amendement n° 53 de M. Philippe François : études d'esquisses exclues de la mission de maîtrise d'oeuvre ; distinction entre les études d'avant-projet sommaire et celles d'avant-projet définitif (p. 612) – Amendement n° 74 de M. Maurice Blin, soutenu par M. Roger Lise : agrément de conformité donné par le maître d'oeuvre aux études techniques de l'entrepreneur (p. 612) – Amendement n° 70 de M. Albert Vecten, soutenu par M. Roger Lise : suppression des alinéas relatifs à la mission de base pour les ouvrages de bâtiment (p. 612) – Amendements n° 25 et n° 26 de M. Robert Laucournet, rapporteur : distinction entre la mission de maîtrise d'oeuvre et celle de l'entrepreneur (p. 612) – Amendement n° 34 de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis : mission de base pour les ouvrages de bâtiment et référence à la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture (p. 612) – Amendement n° 76 de M. Roger Lise : mission de maîtrise d'oeuvre pour les ouvrages de bâtiment (p. 612) – Amendement n° 77 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Roger Lise : définition de la mission de base pour les ouvrages de bâtiment : conception du projet et intervention du maître d'oeuvre (p. 612) – Amendements n° 27 de M. Robert Laucournet, rapporteur : primauté accordée à la synthèse architecturale dans la mission de base pour les ouvrages de bâtiment (p. 612) – Amendement n° 28 de M. Robert Laucournet, rapporteur : désignation par le maître de l'ouvrage du ou des titulaires de contrats de travaux (p. 612) – Amendement n° 54 de M. Philippe François : accès des petites et moyennes entreprises, PME, et des artisans aux marchés publics (p. 612) – Amendement n° 40 de M. Georges Berchet : accès des artisans aux marchés publics (p. 612) – Amendement n° 58 de M. Bernard-Michel Hugo : accès des artisans aux marchés publics (p. 612) – Amendement n° 75 de M. Jean Cluzel, soutenu par

M. Roger Lise : accès des petites et moyennes entreprises, PME, et des entreprises artisanales aux marchés publics (p. 612) – Amendement n° 62 de M. Georges Mouly : lors de l'exécution de l'ouvrage, responsabilité du maître d'oeuvre en ce qui concerne le respect des études effectuées (p. 612).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 612).

Art. 8 *(Principes de rémunération)* (p. 612).

Adopté : amendement n° 41 de M. Georges Berchet : exception au principe de la rémunération forfaitaire, dans le cas d'une opération de réhabilitation (p. 613).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 613).

Art. 9 *(Objets des accords)* (p. 613).

Rejeté : amendement n° 59 de M. Bernard-Michel Hugo : suppression de la participation des entreprises aux avant-projets (p. 613).

– L'art. 9 est adopté (p. 613).

Art. 10 *(Composition des groupes d'accords)* (p. 613).

Retirés : amendements identiques n° 10 de M. Jacques Delong et n° 79 de M. Maurice Blin, soutenu par M. Louis Jung : création au niveau national d'un seul groupe chargé de négocier les missions et les rémunérations de maîtrise d'oeuvre (p. 614).

– L'art. 10 est adopté (p. 614).

Art. 11 *(Participants à la négociation des accords)* (p. 614).

Adopté : amendement n° 11 de M. Jacques Delong : représentation des organisations professionnelles d'architectes lors de la négociation des accords (p. 614).

Retiré : amendement identique n° 80 de M. Maurice Blin, soutenu par M. Roger Lise (p. 614).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 614).

Art. 12 *(Modalités de conclusion et de dénonciation des accords)* (p. 614).

Adopté : amendement n° 82 de M. Roger Lise : participation des organisations représentatives des entreprises du bâtiment aux négociations relatives à la mission de base (p. 616).

Rejeté : amendement n° 35 de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis : collège des entreprises exclu de toute ratification des accords entre maîtres d'ouvrage et maîtres d'oeuvre (p. 616).

Retiré : amendement n° 60 de M. Bernard-Michel Hugo : suppression de la participation du collège des entreprises lors du vote sur des accords entre maîtres d'ouvrage et maîtres d'oeuvre (p. 616).

Deviennent sans objet : amendement n° 44 de M. Jean Boyer : participation des organisations professionnelles lors de la ratification des accords entre maîtres d'ouvrage et maîtres d'oeuvre (p. 616) – Amendement analogue n° 85 de M. Maurice Lombard (p. 616).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 616).

Art. 13 *(Applicabilité des accords conclus)* – Adopté (p. 616).

Art. 14 *(Dispositions applicables en l'absence d'accord)* – Adopté (p. 616).

Art. 15 *(Modalités de négociation des accords)* – Adopté (p. 616).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 16 *(Règles applicables aux marchés passés par des sociétés d'économie mixte)* – Adopté (p. 616).

Art. 17 *(Dérogations aux règles posées par le titre II)* (p. 616).

Adopté : amendement n° 45 de M. Jean Boyer : recours à la procédure d'appel d'offres avec concours prévu par le code des marchés publics (p. 617).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 617).

Art. 18 *(Dispositions de coordination)* (p.617).

Adoptés : amendements de M. Paul Quilès, ministre, n° 50 : extension des dispositions relatives au droit de propriété du concessionnaire à toutes les catégories de concessions (p. 617) – Et n° 51 : élargissement par voie réglementaire du champ des attributions déléguées par le maître de l'ouvrage à un mandataire pour les opérations d'aménagement du réseau routier national des régions d'outre-mer et dans le domaine des grandes infrastructures de transports (p. 617).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 617).

Art. 19 *(Dispositions relatives aux édifices protégés)* – Adopté (p. 618).

Art. 20 *(Dispositions abrogées)* – Adopté (p. 618).

In fine (p. 618).

Retiré : amendement n° 52 (art. additionnel) de M. Jacques Toutain : monuments à caractère d'oeuvre d'art édifiés avant la date de promulgation de la présente loi dispensés de la formalité du permis de construire ; distinction entre la qualité artistique de l'oeuvre et son impact sur l'environnement (p. 619).

Explications de vote : MM. Bernard-Michel Hugo (p. 619), Marc Boeuf (p. 619), Jean Delaneau (p. 619), Jacques Delong (p. 619).

Adoption (21 mai 1985) (p. 619).

Discussion (deuxième lecture)

(25 juin 1985) (p. 1661, 1672).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1661, 1664) : *MM. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports ; Robert Laucournet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Michel Miroudot, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Philippe François, Jacques Toutain.*

ARCHITECTURE : QUILES (Paul) (p. 1662) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 1663) ; MIROUDOT (Michel) (p. 1663) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 1664).

MAITRISE D'OEUVRE : QUILES (Paul) (p. 1662) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 1663) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 1664).

MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE : QUILES (Paul) (p. 1662) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 1662) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 1663, 1664).

OEUVRES D'ART : TOUTAIN (Jacques) (p. 1664) ; QUILES (Paul) (p. 1664).

PERMIS DE CONSTRUIRE : TOUTAIN (Jacques) (p. 1664) ; QUILES (Paul) (p. 1664).

ZONES D'AMENAGEMENT CONCERTE (ZAC) : QUILES (Paul) (p. 1662).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1665, 1672) : *MM. Robert Laucournet, rapporteur ; Paul Quilès, ministre ; Alain Pluchet, Bernard-Michel Hugo, Richard Pouille, Michel Miroudot, rapporteur pour avis.*

Art. 1er – Adopté (p. 1665).

Art. 2A (p. 1665) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 1 de M. Robert Laucournet, rapporteur : rétablissement de cet article relatif aux missions de la maîtrise d'ouvrage et à la concertation avec les usagers (p. 1665).

– L'art. 2A est rétabli, ainsi rédigé (p. 1665).

Art. 2 (p. 1665).

Adopté : amendement de coordination n° 2 de M. Robert Laucournet, rapporteur (p. 1665).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1665).

Art. 3 (p. 1665).

Adoptés : amendements n° 3, n° 4, n° 5 et n° 6 de M. Robert Laucournet, rapporteur, relatifs aux attributions déléguées par le maître de l'ouvrage (p. 1667).

Rejeté : amendement n° 11 de M. Philippe François, soutenu par M. Alain Pluchet : suppression de la délégation des attributions du maître de l'ouvrage (p. 1666 ; scrutin public n° 67 ; liste des votants, p. 1692).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1667).

Art. 4 (p. 1667).

Adopté : amendement n° 7 de M. Robert Laucournet, rapporteur : intervention des organismes d'HLM en qualité de mandataires pour le compte des divers maîtres d'ouvrage mentionnés à l'article premier (p. 1667).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1667).

Art. 5 – Adopté (p. 1667).

Art. 6 (p. 1667).

Adopté : amendement n° 21 de M. Paul Quilès, ministre : conduite d'opération confiée à des personnes qui exerçaient déjà, de manière habituelle, avant le 3 mars 1984, des missions complètes de conduite d'opération (p. 1668).

Retirés : amendement n° 18 de M. Bernard-Michel Hugo : conduite d'opération confiée à des personnes morales de droit privé assurant leur concours à des maîtres d'ouvrage publics (p. 1668) – Amendement n° 8 de M. Robert Laucournet, rapporteur : conduite d'opération confiée à des personnes qui assuraient la même mission avant la promulgation de la présente loi (p. 1668).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1668).

Art. 7 (p. 1668).

Rejeté : amendement n° 22 de M. Paul Quilès, ministre : suppression des dispositions relatives à la dévolution des travaux par lots séparés (p. 1669).

– L'art. 7 est adopté (p. 1669).

Art. 8 – Adopté (p. 1669).

Art. 11 (p. 1669).

Adopté : amendement n° 9 de M. Robert Laucournet, rapporteur : collège des maîtres d'oeuvre comprenant une majorité de représentants des organisations professionnelles d'architectes (p. 1669).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1669).

Art. 12 (p. 1669).

Rejetés : amendements de M. Bernard-Michel Hugo n° 19 : renforcement du rôle des petites et moyennes entreprises, PME, et des artisans lors des négociations (p. 1669) – Et n° 20 : rôle consultatif réservé au second collège dans les missions de base (p. 1669).

– L'art. 12 est adopté (p. 1669).

Art. 17 (p. 1670).

Adopté : amendement n° 10 de M. Robert Laucournet, rapporteur : réintroduction de la procédure d'appel d'offres avec concours (p. 1670).

Devient sans objet : amendement n° 23 de M. Paul Quilès, ministre : adaptation des dispositions du code des marchés publics relatives aux appels d'offres avec concours (p. 1670).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 1670).

Art. 18 (p. 1670).

Adoptés : amendements de M. Paul Quilès, ministre, n° 24, destiné à rectifier une erreur matérielle (p. 1670), et n° 25 : financement des opérations d'aménagement du réseau routier national dans les régions d'outre-mer (p. 1670).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 1670).

Art. 21 (p. 1670).

Adopté : amendement de suppression n° 15 de M. Philippe François, soutenu par M. Alain Pluchet (p. 1671).

– L'art. 21 est supprimé (p. 1671).

Art. 22 (p. 1671).

Adopté : amendement de suppression n° 16 de M. Philippe François, soutenu par M. Alain Pluchet (p. 1671).

– L'art. 22 est supprimé (p. 1671).

Art. 23 (p. 1671).

Adopté : amendement de suppression n° 17 de M. Philippe François, soutenu par M. Alain Pluchet (p. 1671).

– L'art. 23 est supprimé (p. 1671).

Après l'art. 23 (p. 1672).

Rejeté : amendement n° 26 (art. additionnel) de M. Paul Quilès, ministre : abrogation de l'art. 35 de la loi de 1977 relative au rattachement au régime des professions libérales des associés de sociétés d'architecture (p. 1672).

Explications de vote : MM. Bernard-Michel Hugo (p. 1672), Jean Amelin (p. 1672), André Méric (p. 1672).

Adoption (25 juin 1985) (p. 1672).

Discussion (nouvelle lecture)

(29 juin 1985) (p. 1854, 1860).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1854) : *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Roland Grimaldi, en remplacement de M. Robert Laucournet, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

ARCHITECTURE : LABARRERE (André) (p. 1854) ; GRIMALDI (Roland) (p. 1854).

MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE : LABARRERE (André) (p. 1854) ; GRIMALDI (Roland) (p. 1854).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1855, 1860) : *MM. Roland Grimaldi, rapporteur ; André Labarrère, ministre ; André Bettencourt, Jacques Habert, Mme Monique Midy, M. Jean Colin.*

Art. 2 A (p. 1855) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 2 de M. Robert Laucournet, rapporteur, soutenu par M. Roland Grimaldi : rétablissement de cet article relatif aux objectifs de la maîtrise d'ouvrage publique (p. 1855).

– L'art. 2 A est rétabli, ainsi rédigé (p. 1855).

Art. 2 (p. 1855).

Adopté : amendement de coordination n° 3 de M. Robert Laucournet, rapporteur, soutenu par M. Roland Grimaldi (p. 1855).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1855).

Art. 3 (p. 1855).

Adoptés : amendements n° 4, n° 5, n° 6 et n° 7 de M. Robert Laucournet, rapporteur, soutenus par M. Roland Grimaldi : modification des conditions dans lesquelles le maître d'ouvrage peut confier certaines de ses attributions au mandataire (p. 1856).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1856).

Art. 4 – Adopté (p. 1856).

Art. 6 – Adopté (p. 1857).

Art. 7 bis (p. 1857).

Retiré : amendement n° 1 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. André Bettencourt : variation du contenu de la mission de base selon le mode de consultation des entreprises (p. 1857).

– L'art. 7 bis est adopté (p. 1857).

Art. 11 (p. 1857).

Adopté : amendement n° 8 de M. Robert Laucournet, rapporteur, soutenu par M. Roland Grimaldi : composition des organisations nationales représentatives des professionnels de la maîtrise d'oeuvre participant à la négociation des accords (p. 1858).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1858).

Art. 17 – Adopté (p. 1858).

Art. 20 bis, 21, 22, 22 bis, 23, 24, 25 et 26 (p. 1858, 1859 et 1860).

Adoptés : amendements de suppression n° 9, n° 10, n° 11, n° 12, n° 13, n° 14, n° 15 et n° 16 de M. Robert Laucournet, rapporteur, soutenus (p. 1858) par M. Roland Grimaldi.

– Ces articles sont supprimés (p. 1859 et 1860).

Explication de vote : Mme Monique Midy (p. 1860).

Adoption (29 juin 1985) (p. 1860).

Voir aussi LOGEMENT, 1
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports ; Art. 49
URBANISME, 1

BATIMENTS PUBLICS

Voir AUDIOVISUEL, 5

BAUX

1. – **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat au commerce, à l'artisanat et au tourisme (6 novembre 1985) [n° **3037**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Roger Rouquette (21 novembre 1985) [n° **3102**] – URGENCE – Discussion (26 novembre 1985) – Adoption (26 novembre 1985) [n° **915**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (27 novembre 1985) [n° **114** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean Arthuis (4 décembre 1985) [n° **140** (85-86)] – Discussion (10 décembre 1985) (p. 3727, 3731) ; (11 décembre 1985) (p. 3740, 3744) – Adoption (11 décembre 1985) [n° **45**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi tendant à rétablir la libre négociation des loyers des baux commerciaux, à autoriser le crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à maintenir en fonctions certains juges des tribunaux de commerce** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (11 décembre 1985) [n° **3174**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Pierre Michel (11 décembre 1985) [n° **3179**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Arthuis (11 décembre 1985) [n° **184** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (11 décembre 1985) [n° **3174**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Roger Rouquette (12 décembre 1985) [n° **3181**] – Discussion (12 décembre 1985) – Adoption (12 décembre 1985) [n° **956**] – NOUVEL INTITULE : titre initial.

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (13 décembre 1985) [n° **209** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean Arthuis (17 décembre 1985) [n° **227** (85-86)] – Discussion (19 décembre 1985) (p. 4439, 4443) – Adoption (19 décembre 1985) [n° **85**] – NOUVEL INTITULE : Titre de première lecture.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 décembre 1985) [n° **3277**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Roger Rouquette (20 décembre 1985) [n° **3295**] – Discussion (20 décembre 1985) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **997**] – NOUVEL INTITULE : titre initial.

PROMULGATION : Loi n° 86-12 du 6 janvier 1986 (*J.O.* Lois et décrets du 7 janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(10 décembre 1985) (p. 3727, 3731) ; (11 décembre 1985) (p. 3740, 3744).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3727, 3731) : *MM. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat au commerce, à l'artisanat et au tourisme ; Jean Arthuis, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras.*

BAUX COMMERCIAUX : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 3727, 3728) ; ARTHUIS (Jean) (p. 3728 à 3731) ; DARRAS (Michel) (p. 3731).

CREDIT-BAIL : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 3727, 3728) ; ARTHUIS (Jean) (p. 3729, 3730, 3731) ; DARRAS (Michel) (p. 3731).

DROITS D'ENREGISTREMENT : ARTHUIS (Jean) (p. 3730).

ENTREPRISES (transmission d') : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 3727, 3728) ; ARTHUIS (Jean) (p. 3729) ; DARRAS (Michel) (p. 3731).

FONDS DE COMMERCE : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 3727, 3728) ; ARTHUIS (Jean) (p. 3729, 3730) ; DARRAS (Michel) (p. 3731).

GARAGES : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 3727) ; ARTHUIS (Jean) (p. 3729) ; DARRAS (Michel) (p. 3731).

LOCATION-GERANCE : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 3728) ; ARTHUIS (Jean) (p. 3730) ; DARRAS (Michel) (p. 3731).

LOCATIONS SAISONNIERES : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 3727) ; ARTHUIS (Jean) (p. 3729) ; DARRAS (Michel) (p. 3731).

LOYERS : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 3727, 3728) ; ARTHUIS (Jean) (p. 3729) ; DARRAS (Michel) (p. 3731).

SOCIETES IMMOBILIERES POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (SICOMI) : ARTHUIS (Jean) (p. 3730).

ZONES RURALES : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 3728).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (11 décembre 1985) (p. 3740, 3744) : *M. Jean Arthuis, rapporteur ; Mme Catherine*

Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; M. Charles Lederman.

Art. 1er *(Fixation du coefficient maximum en cas de renouvellement de bail commercial au terme contractuellement prévu)* – Adopté (p. 3740).

Art. 2 *(Coefficient applicable en cas de renouvellement postérieur à la date d'expiration du bail échu)* – Adopté (p. 3740).

Après l'art. 2 (p. 3740).

Adopté : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, rapporteur : abrogation, à compter du 1er janvier 1987 de l'article 23-6 du décret du 30 septembre 1953 afin de rétablir la libre négociation des loyers des baux commerciaux (p. 3741).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3741).

Art. 3 *(Recours au crédit-bail pour l'acquisition de fonds de commerce ou d'établissement artisanal)* (p. 3741).

Adopté : amendement n° 2 de M. Jean Arthuis, rapporteur : rétablissement du *lease-back* (p. 3742).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3742).

Art. 4 *(Extension à tous les établissements de crédit des activités de location-gérance de fonds de commerce)* – Adopté (p. 3742).

Art. 5 *(Plafonnement des augmentations des loyers de locaux professionnels et des emplacements de garage)* (p. 3742).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jean Arthuis, rapporteur : suppression de l'article (p. 3742).

– L'art. 5 est supprimé (p. 3742).

Art. 6 *(Plafonnement des augmentations de locations saisonnières* (p. 3743).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jean Arthuis, rapporteur : suppression de l'article (p. 3743).

– L'art. 6 est supprimé (p. 3743).

Après l'art. 6 (p. 3743).

Adopté : amendement n° 6 (art. additionnel) de Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat : prolongation de fonctions de juges titulaires de tribunaux de commerce ayant accompli trois judicatures successives (p. 3743).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3743).

Nouvel intitulé (p. 3743).

Adopté : amendement n° 5 de M. Jean Arthuis, rapporteur : nouvel intitulé : « Projet de loi tendant à rétablir la libre négociation des loyers des baux commerciaux, à autoriser le crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à maintenir en fonctions certains juges des tribunaux de commerce » (p. 3743).

– L'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 3743).

Explication de vote : M. Charles Lederman (p. 3744).

Adoption (11 décembre 1985) (p. 3744).

Discussion (nouvelle lecture)

(19 décembre 1985) (p. 4439, 4443).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4439, 4440) : *MM. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer ; Jean Arthuis, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras.*

BAUX COMMERCIAUX : LEMOINE (Georges) (p. 4439) ; ARTHUIS (Jean) (p. 4439, 4440) ; DARRAS (Michel) (p. 4440).

CREDIT-BAIL : LEMOINE (Georges) (p. 4439) ; ARTHUIS (Jean) (p. 4440).

FONDS DE COMMERCE : LEMOINE (Georges) (p. 4439) ; ARTHUIS (Jean) (p. 4440).

GARAGES : ARTHUIS (Jean) (p. 4440).

LOCATIONS SAISONNIERES : ARTHUIS (Jean) (p. 4440).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4440, 4443) : *MM. Jean Arthuis, rapporteur ; Georges Lemoine, secrétaire d'Etat ; Michel Darras, Guy Schmaus.*

Art. 2 bis (p. 4440) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 1 de M. Jean Arthuis, rapporteur : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première lecture (p. 4440).

– L'art. 2 bis, ainsi rédigé, est rétabli (p. 4440).

Art. 3 (p. 4440).

Adopté : amendement n° 2 de M. Jean Arthuis, rapporteur : rétablissement du texte adopté en première lecture (p. 4441).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 4441).

Après l'art. 3 (p. 4441).

Adoptés : amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, rapporteur : sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie autorisées à pratiquer le crédit-bail sur fonds de commerce (p. 4442) – Amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, rapporteur : cas d'inapplicabilité aux opérations de crédit-bail en matière de fonds de commerce (p. 4442).

Retiré : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, rapporteur : fixation du régime fiscal du crédit-bail sur fonds de commerce (p. 4441).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4442).

Art. 5 (p. 4442) et **art. 6** (p. 4443).

Adoptés : amendements n° 6 et n° 7 de M. Jean Arthuis, rapporteur : rétablissement de la suppression de ces articles votée par le Sénat en première lecture (p. 4442 et 4443).

– Les art. 5 et 6 sont supprimés (p. 4442 et 4443).

Art. 8 – Adopté (p. 4443).

Intitulé (p. 4443).

Adopté : amendement n° 8 de M. Jean Arthuis, rapporteur : reprise de l'intitulé adopté en première lecture (p. 4443).

– L'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 4443).

Explications de vote : MM. Michel Darras (p. 4443) ; Guy Schmaus (p. 4443).

Adoption (19 décembre 1985) (p. 4443).

Voir aussi MARIAGE, 1, DG

BAUX COMMERCIAUX

Voir BAUX, 1
MARIAGE, 1
PRIX ET CONCURRENCE, 2

BAUX RURAUX

Voir AGRICULTURE, 3
MARIAGE, 1

BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Voir ASSOCIATIONS, **1**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Art. 3, 5, 6

BENEVOLAT

Voir SECURITE SOCIALE (cotisations), **1**

BENIN

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **36**

BEURRE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**

BEZIERS (usine filiale de l'Union Carbide)

Voir ENVIRONNEMENT, **1**, DG

BHOPAL (catastrophe industrielle en Inde)

Voir ENVIRONNEMENT, **1**, DG

BIBLIOTHEQUE NATIONALE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Culture
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1**, DG

BIBLIOTHEQUES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **12**
EDITION, IMPRIMERIE ET PRESSE, **1**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Culture

BICAMERALISME

Voir ALLOCUTIONS, **15**
CONSTITUTION, **3**
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG
REFERENDUMS, **1**, DG

BIENVENUE FRANCE (groupement d'intérêt économique)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **59**

BILLETS DE TRESORERIE

Voir VALEURS MOBILIERES, **1**, DG

BIOTECHNOLOGIE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Agriculture

BLE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**

BOIS (industrie)

Voir BOIS ET FORETS, **1**, DG

BOIS (prix du)

Voir BOIS ET FORETS, **1**, DG

BOIS D'OEUVRE

Voir BOIS ET FORETS, **1**, DG

BOIS ET FORETS

1. – **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. René Souchon, secrétaire d'Etat à l'agriculture et à la forêt (23 janvier 1985) [n° **2563**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Roger Duroure (2 mai 1985) [n° **2663**] – Discussion (10 mai 1985) – Adoption (10 mai 1985) [n° **777**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 mai 1985) [n° **280** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Philippe François (12 juin 1985) [n° **363** (84-85)] – Avis de M. Roland du Luart (12 juin 1985) [n° **364** (84-85)] – Discussion (20 juin 1985) (p. 1453, 1485) ; (21 juin 1985) (p. 1499, 1518 ; 1545, 1580) – Adoption (21 juin 1985) [n° **138**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (24 juin 1985) [n° **2828**] – Renvoi à la commission de la production.

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (8 octobre 1985) [n° **18** (85-86) – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Philippe François (23 octobre 1985) [n° **50** (85-86)] – Discussion (31 octobre 1985) (p. 2674, 2707) – Adoption (31 octobre 1985) [n° **17**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (31 octobre 1985) [n° **3026**] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Roger Duroure (7 novembre 1985) [n° **3040**] – Discussion (20 novembre 1985) – Adoption (20 novembre 1985) [n° **902**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Philippe François (6 novembre 1985) [n° **72** (85-86)] – Discussion (20 novembre 1985) (p. 3239, 3244) – Adoption (20 novembre 1985) [n° **36**].

PROMULGATION : loi n° 85-1273 du 4 décembre 1985 (*JO* Lois et décrets du 5 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(20 juin 1985) (p. 1453, 1485) ; (21 juin 1985) (p. 1499, 1518 ; 1545, 1580).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1453, 1478) : *MM. René Souchon, ministre chargé de l'agriculture et de la forêt ; Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Roland du Luart, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Louis Jung, Pierre Lacour, Michel Souplet, Jacques Delong, Jean Puech, Yves Goussebaire-Dupin, Pierre Croze, Georges Mouly, Lucien Delmas, William Chervy, Marcel Vidal, Marcel Bony, Louis Minetti, Henri Belcour.*

AFFOUAGE : DELONG (Jacques) (p. 1463) ; BONY (Marcel) (p. 1471).

AMENAGEMENT FONCIER : SOUCHON (René) (p. 1455) ; CROZE (Pierre) (p. 1467).

AMENAGEMENT RURAL : SOUCHON (René) (p. 1455) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 1455).

AQUITAINE : GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves) (p. 1466).

ASSOCIATIONS SYNDICALES DE GESTION FORESTIERE (ASGF) : SOUCHON (René) (p. 1455, 1477) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 1457) ; LUART (Roland du) (p. 1460) ; PUECH (Jean) (p. 1464) ; GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves) (p. 1467) ; CROZE (Pierre) (p. 1466) ; CHERVY (William) (p. 1469) ; BONY (Marcel) (p. 1471).

BOIS D'OEUVRE : SOUCHON (René) (p. 1453, 1454).

BOIS (industrie) : SOUCHON (René) (p. 1453, 1454, 1476) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 1456) ; LUART (Roland du) (p. 1459) ; PUECH (Jean) (p. 1464, 1465) ; GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves) (p. 1465) ; CROZE (Pierre) (p. 1466) ; MOULY (Georges) (p. 1467) ; DELMAS (Lucien) (p. 1468) ; CHERVY (William) (p. 1469) ; BONY (Marcel) (p. 1472) ; MINETTI (Louis) (p. 1472) ; BELCOUR (Henri) (p. 1474).

CENTRES REGIONAUX DE LA PROPRIETE FORESTIERE (CRPF) : SOUCHON (René) (p. 1453) ; LUART (Roland du) (p. 1459) ; PUECH (Jean) (p. 1464) ; CROZE (Pierre) (p. 1467) ; BONY (Marcel) (p. 1471).

CHASSE : SOUCHON (René) (p. 1455).

CODE FORESTIER : CROZE (Pierre) (p. 1466).

COMITES COMMUNAUX DE FEUX DE FORETS : VIDAL (Marcel) (p. 1470).

COMMISSIONS REGIONALES DE LA FORET ET DES PRODUITS FORESTIERS : GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves) (p. 1465) ; CHERVY (William) (p. 1469) ; SOUCHON (René) (p. 1475).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) (élargissement de la) : DELMAS (Lucien) (p. 1468).

COMMUNES : SOUCHON (René) (p. 1453, 1476) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 1456) ; JUNG (Louis) (p. 1461) ; DELONG (Jacques) (p. 1463) ; GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves) (p. 1465) ; BONY (Marcel) (p. 1471).

CONTRATS DE PLAN : SOUCHON (René) (p. 1475).

COOPERATIVES D'UTILISATION DE MATERIEL AGRICOLE (CUMA) : MINETTI (Louis) (p. 1473).

DEFRICHEMENT : SOUCHON (René) (p. 1457) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 1457) ; DELONG (Jacques) (p. 1463).

ELUS LOCAUX : SOUCHON (René) (p. 1455).

EMPLOI : SOUCHON (René) (p. 1454) ; MINETTI (Louis) (p. 1473).

EXPORTATIONS : SOUCHON (René) (p. 1454) ; LACOUR (Pierre) (p. 1461) ; SOUPLET (Michel) (p. 1462) ; MINETTI (Louis) (p. 1472).

FONDS FORESTIER NATIONAL : SOUCHON (René) (p. 1453, 1454, 1477) ; LUART (Roland du) (p. 1459).

FORESTIERS (personnels) : JUNG (Louis) (p. 1460) ; CHERVY (William) (p. 1469) ; BONY (Marcel) (p. 1471).

FORET MEDITERRANEENNE : FRANCOIS (Philippe) (p. 1457) ; DELONG (Jacques) (p. 1463) ; VIDAL (Marcel) (p. 1470) ; SOUCHON (René) (p. 1477).

FORETS : SOUCHON (René) (p. 1453, 1454, 1455, 1475, 1476, 1477, 1478) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 1455, 1456, 1457, 1458) ; LUART (Roland du) (p. 1458, 1459, 1460) ; JUNG (Louis) (p. 1460, 1461) ; LACOUR (Pierre) (p. 1461) ; SOUPLET (Michel) (p. 1462) ; DELONG (Jacques) (p. 1462, 1463) ; PUECH (Jean) (p. 1464, 1465) ; GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves) (p. 1465, 1466) ; CROZE (Pierre) (p. 1466, 1467) ; MOULY (Georges) (p. 1467) ; DELMAS (Lucien) (p. 1467, 1468) ; CHERVY (William) (p. 1469) ; VIDAL (Marcel) (p. 1469, 1470) ; BONY (Marcel) (p. 1470, 1471, 1472) ; MINETTI (Louis) (p. 1472, 1473, 1474) ; BELCOUR (Henri) (p. 1474, 1475).

FORETS (incendies de) : SOUCHON (René) (p. 1455, 1477) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 1457) ; LUART (Roland du) (p. 1459) ; DELONG (Jacques) (p. 1463) ; CHERVY (William) (p. 1469) ; VIDAL (Marcel) (p. 1470) ; BONY (Marcel) (p. 1471) ; MINETTI (Louis) (p. 1473).

FORETS DOMANIALES : SOUCHON (René) (p. 1453, 1475, 1476) ; JUNG (Louis) (p. 1461) ; CHERVY (William) (p. 1469).

FORETS PRIVEES : SOUCHON (René) (p. 1453, 1454, 1455, 1477) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 1457) ; LUART (Roland du) (p. 1458, 1459, 1460) ; JUNG (Louis) (p. 1461) ; PUECH (Jean) (p. 1464, 1465) ; GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves) (p. 1465) ; MOULY (Georges) (p. 1467) ; CHERVY (William) (p. 1469) ; BONY (Marcel) (p. 1471) ; MINETTI (Louis) (p. 1473).

FORMATION PROFESSIONNELLE : PUECH (Jean) (p. 1465) ; GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves) (p. 1466) ; CROZE (Pierre) (p. 1467) ; BELCOUR (Henri) (p. 1475) ; SOUCHON (René) (p. 1476).

GROUPEMENTS DE PRODUCTEURS FORESTIERS : SOUCHON (René) (p. 1455, 1477) ; MOULY (Georges) (p. 1467) ; CHERVY (William) (p. 1469) ; BONY (Marcel) (p. 1471).

INSTALLATIONS CLASSEES : SOUCHON (René) (p. 1477).

INVENTAIRE FORESTIER NATIONAL : SOUCHON (René) (p. 1454, 1476).

INVESTISSEMENTS FORESTIERS : SOUCHON (René) (p. 1453, 1478) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 1456) ; SOUPLET (Michel) (p. 1462) ; BELCOUR (Henri) (p. 1474).

IRRIGATION : MINETTI (Louis) (p. 1473).

LIBAN : SOUPLET (Michel) (p. 1462).

LUTHERIE : VIDAL (Marcel) (p. 1470).

MALADIES DES ARBRES : BELCOUR (Henri) (p. 1475).

MEUBLE (industrie) : SOUCHON (René) (p. 1454) ; LACOUR (Pierre) (p. 1461) ; CROZE (Pierre) (p. 1466) ; MINETTI (Louis) (p. 1472).

MONTAGNE : BONY (Marcel) (p. 1471) ; BELCOUR (Henri) (p. 1475).

OFFICE NATIONAL DES FORETS (ONF) : FRANCOIS (Philippe) (p. 1456, 1457) ; LUART (Roland du) (p. 1458) ; DELONG (Jacques) (p. 1463) ; CHERVY (William) (p. 1469) ; SOUCHON (René) (p. 1476).

OTAGES : SOUPLET (Michel) (p. 1462).

PATE A PAPIER (industrie) : SOUCHON (René) (p. 1454, 1478) ; JUNG (Louis) (p. 1461) ; LACOUR (Pierre) (p. 1461) ; DELMAS (Lucien) (p. 1468) ; CHERVY (William) (p. 1469) ; MINETTI (Louis) (p. 1472).

PLUIES ACIDES : JUNG (Louis) (p. 1461) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 1455) ; DELONG (Jacques) (p. 1464) ; BELCOUR (Henri) (p. 1475) ; SOUCHON (René) (p. 1477).

POLLUTION (air) : JUNG (Louis) (p. 1461) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 1455) ; DELONG (Jacques) (p. 1464) ; BELCOUR (Henri) (p. 1477) ; SOUCHON (René) (p. 1477).

PROPRIETE FORESTIERE : SOUCHON (René) (p. 1455).

REBOISEMENT : SOUCHON (René) (p. 1454).

RECHERCHE : MINETTI (Louis) (p. 1473).

REMEMBREMENT : SOUCHON (René) (p. 1455) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 1457) ; DELONG (Jacques) (p. 1463) ; CROZE (Pierre) (p. 1467) ; CHERVY (William) (p. 1469).

TAXE DE DEFRICHEMENT : SOUCHON (René) (p. 1455) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 1457) ; SOUPLET (Michel) (p. 1462) ; GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves) (p. 1465) ; MOULY (Georges) (p. 1467) ; DELMAS (Lucien) (p. 1468) ; CHERVY (William) (p. 1469) ; BONY (Marcel) (p. 1471) ; BELCOUR (Henri) (p. 1475).

TAXE SUR LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE : FRANCOIS (Philippe) (p. 1455).

VOIRIE COMMUNALE : CHERVY (William) (p. 1469) ; BONY (Marcel) (p. 1471).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (20 juin 1985) (p. 1478, 1485) ; (21 juin 1985) (p. 1499, 1518 ; 1545, 1580) : *MM. Philippe François, rapporteur ; Roland Grimaldi, Pierre Croze, Roland du Luart, rapporteur pour avis ; Pierre Lacour, Henri Belcour, Louis Jung, René Souchon, ministre ; Louis Minetti, Michel Souplet, Paul Robert, Yves Goussbaire-Dupin, William Chervy – Jacques Delong, Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques, Louis Mercier, Raymond Brun, Alain Pluchet.*

PREMIERE PARTIE

MISE EN VALEUR DE LA FORET

Art. 1er A *(Orientations générales)* (p. 1478).

Adoptés : amendement n° 92 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : principes de mise en valeur et de protection de la forêt française : spécificités respectives de la forêt publique et de la forêt privée (p. 1480) – Amendement n° 160 de M. Alain Pluchet, soutenu par M. Henri Belcour : facilitation de l'accueil du public restreinte à la forêt domaniale (p. 1480) – Amendement n° 184 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Roland Grimaldi : accueil en forêt : respect du milieu naturel et des usages locaux (p. 1480).

Retirés : amendement n° 208 de M. Pierre Croze : principes de mise en valeur et de protection de la forêt française : mention de la forêt privée (p. 1479) – Amendement n° 136 de M. Pierre Lacour : principes de mise en valeur de la forêt : distinction entre la propriété publique et privée (p. 1479) – Amendement n° 3 de M. Philippe François, rapporteur : principes de mise en valeur et de protection de la forêt française : référence à la forêt privée et à l'exercice de la chasse (p. 1480).

– L'art. 1er A, ainsi modifié, est adopté (p. 1480).

TITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1er *(Politique nationale de la forêt et orientations régionales – Octroi prioritaire des aides publiques aux forêts présentant des garanties de bonne gestion)* (p. 1480).

Adoptés : amendement n° 4 de M. Philippe François, rapporteur : compétence de l'Etat pour la politique de mise en valeur de la forêt (p. 1481) – Amendement n° 161 de M. Alain Pluchet, soutenu par M. Henri Belcour : référence au respect des équilibres agro-sylvo-pastoraux (p. 1482) – Amendement n° 93 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : élaboration des orientations régionales forestières par le conseil régional (p. 1482) – Amendement n° 163 de M. Yves Goussebaire-Dupin : limitation de durée de l'engagement de ne pas démembrer l'unité de gestion forestière (p. 1484) – Amendement n° 5 de M. Philippe François, rapporteur : possibilité de levée de l'engagement de ne pas démembrer l'unité de gestion forestière (p. 1484) – Amendement n° 96 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : levée par le représentant de l'Etat de l'engagement de ne pas démembrer une unité de gestion forestière ; procédure d'autorisation implicite (p. 1485) – Amendement n° 7 de M. Philippe François, rapporteur : cas où l'engagement de ne pas démembrer l'unité de gestion est levé de plein droit (p. 1485) – Amendement n° 8 de M. Philippe François, rapporteur : plans simples de gestion agréés après consultation du centre régional de la propriété foncière (p. 1500) – Amendement rédactionnel n° 9 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1500) – Amendement n° 165 de M. Yves Goussebaire-Dupin : possibilité pour les adhérents des coopératives forestières de continuer à bénéficier des aides de l'Etat lorsqu'ils présenteront un programme de reboisement (p. 1501) – Amendement n° 10 de M. Philippe François, rapporteur : clause de sauvegarde définissant les divers cas dans lesquels les obligations contractées par le propriétaire forestier peuvent être levées, notamment en cas de modification substantielle des conditions économiques depuis la date à laquelle ces garanties et engagements sont intervenus (p. 1503).

Rejetés : sous-amendement n° 213 de M. René Souchon, ministre, à l'amendement n° 4 de M. Philippe François, rapporteur : mention du rôle social de la forêt (p. 1481) – Sous-amendement n° 214 de M. René Souchon, ministre, à l'amendement n° 10 de M. Philippe François, rapporteur : limitation de l'application de la clause de sauvegarde aux manquements résultant d'éléments qui ne sont pas du fait du propriétaire (p. 1502).

Retirés : sous-amendement n° 137 de M. Louis Jung, à l'amendement n° 4 de M. Philippe François, rapporteur : partage de compétence entre l'Etat et les régions (p. 1481) – Amendement n° 199 de M. Louis Minetti : rôle du conseil régional dans l'élaboration des orientations régionales forestières (p. 1482) – Amendement n° 138 de M. Michel Souplet : aide aux producteurs regroupés en coopératives ou en sociétés d'intérêt collectif agricole, SICA (p. 1483) – Amendement n° 177 de M. Jacques Pelletier, soutenu par M. Paul Robert : aide aux propriétaires adhérant à une société coopérative ou à une société d'intérêt collectif agricole, SICA (p. 1483) – Amendement n° 94 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : possibilité de levée de l'engagement de ne pas démembrer volontairement l'unité de gestion forestière (p. 1483) –.

Amendement n° 95 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : cas où l'engagement de ne pas démembrer l'unité de gestion forestière peut être levé par le représentant de l'Etat (p. 1484) – Amendement n° 6 de M. Philippe François, rapporteur : délai à la disposition du représentant de l'Etat pour statuer sur la levée de l'engagement après avis du centre régional de la propriété forestière, CRPF (p. 1485) ; sous-amendement n° 185 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. William Chervy : raccourcissement du délai laissé au représentant de l'Etat (p. 1485) – Sous-amendement n° 209 de M. Pierre Croze, soutenu par M. Yves Goussebaire-Dupin : clause de sauvegarde définissant les divers cas dans lesquels les obligations contractées par le propriétaire foncier peuvent être levées, notamment en cas de modification déterminante des conditions économiques ou écologiques (p. 1502) – Amendement n° 97 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : clause de sauvegarde exonérant de sa responsabilité le propriétaire d'une forêt bénéficiant des aides publiques lorsque les manquements à la garantie de bonne gestion ou à l'engagement de ne pas démembrer la forêt ne résultent pas de son fait (p. 1502) – Sous-amendement n° 222 de M. Jacques Delong, à l'amendement n° 10 de M. Philippe François, rapporteur : clause de sauvegarde définissant les divers cas dans lesquels les obligations contractées par le propriétaire forestier peuvent être levées, notamment en cas de modification substantielle des conditions économiques ou climatiques (p. 1502).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1503).

TITRE II

Exploitation de la forêt soumise au régime forestier

Art. 2 *(Modes d'exploitation des forêts soumises : article L. 121-5 du code forestier)* (p. 1503).

Adopté : amendement n° 11 de M. Philippe François, rapporteur : Office national des forêts autorisé à procéder à des opérations d'exploitation en régie, conformément à des programmes expérimentaux établis en concertation avec la profession, ces opérations étant exécutées, soit en régie par entreprise, soit en régie directe (p. 1504).

Retiré : amendement n° 98 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : autorisation pour l'Office national des forêts de procéder, lorsqu'un appel à la concurrence aura été infructueux, à des opérations d'exploitation en régie, conformément à des programmes expérimentaux (p. 1504).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1504).

Art. 3 *(Régime d'exploitation des bois façonnés des forêts domaniales)* – Adopté (p. 1504).

Art. 4 *(Aménagement des bois et forêts non domaniaux soumis au régime forestier : article L. 143-1 du code forestier)* (p. 1504).

Adoptés : amendement n° 12 de M. Philippe François, rapporteur : aménagements des bois et forêts soumis non domaniaux devant être effectués en tenant compte des orientations régionales forestières visées à l'article L. 101 (p. 1504) – Amendement n° 13 de M. Philippe François, rapporteur : modalités d'application du présent article précisées par un décret (p. 1505) ; sous-amendement n° 187 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. William Chervy : modalités d'application du présent article précisées par un décret en tant que de besoin (p. 1505).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1505).

Art. 5 *(Régime d'exploitation des bois façonnés des forêts soumises non domaniales : article L. 144-4 du code forestier)* (p. 1505).

Adoptés : amendement n° 14 de M. Philippe François, rapporteur : définition de la personne compétente pour présider les séances d'adjudication, selon que les forêts appartiennent à une commmmune, à une section de commune, à une indivision ou à un établissement public communal ou intercommunal (p. 1505) ; sous-amendement n° 223 de M. René Souchon, ministre : possibilité de se faire représenter pour présider les séances d'adjudication (p. 1505).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1505).

Art. 6 *(Règles applicables aux coupes affouagères : articles L. 145-1, L. 145-3 et L. 145-4 du code forestier)* (p. 1505).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 15 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1506) – Amendement rédactionnel et de coordination n° 16 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1506) – Amendements de M. Philippe François, rapporteur, n° 17 : détermination de l'autorité compétente pouvant décider des modalités de l'affouage, selon que la forêt appartient à une commune, à une section de commune, ou à une indivision (p. 1506) – Et n° 18 : affouage se faisant sous la garantie de trois habitants solvables de la commune (p. 1506).

Devient sans objet : amendement n° 143 de M. Louis Mercier : suppression du paragraphe II de cet article relatif à l'interdiction pour les affouagistes de vendre les bois d'oeuvre qui leur ont été délivrés en nature (p. 1506).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1506).

TITRE III

Gestion de la forêt privée

Section I

Plans simples de gestion

Avant l'art. 7 (p. 1506).

Adoptés : amendement n° 144 (art. additionnel) de M. Michel Souplet : définition des principales orientations de la politique forestière en ce qui concerne les bois et forêts des particuliers (p. 1507) ; sous-amendement n° 183 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Roland Grimaldi : regroupement des propriétaires fonciers (p. 1507 ; précédemment soutenu p. 1478).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1507).

Art. 7 *(Régime facultatif du plan simple de gestion : quatrième alinéa de l'article L. 222-1 du code forestier)* (p. 1507).

Adoptés : amendement n° 19 de M. Philippe François, rapporteur, destiné à rectifier une erreur matérielle (p. 1507) – Amendement n° 205 de M. Raymond Brun : nouvelle rédaction du texte précité relatif à la présentation à l'agrément du centre régional de la propriété forestière de certains plans simples de gestion (p. 1509).

Devient sans objet : amendement n° 180 de M. Paul Malassagne, soutenu par M. Henri Belcour : abaissement du seuil à deux hectares de surface souhaitable pour les peupleraies et les noyeraies (p. 1509).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1509).

Art. 8 *(Exécution du programme d'exploitation : premier, second et quatrième alinéas de l'article L. 222-2 du code forestier)* (p. 1509).

Adoptés : amendement n° 99 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : propriétaire tenu d'exécuter, dans les cinq ans qui suivent l'exploitation, les travaux prévus au plan simple de gestion en vue de la reconstitution du peuplement forestier (p. 1510) – Amendement n° 21 de M. Philippe François, rapporteur : nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article relatif à l'exécution du programme d'exploitation et à l'abattage de bois pour la satisfaction directe de la consommation rurale et domestique du propriétaire (p. 1511).

Retirés : amendement n° 20 de M. Philippe François, rapporteur : propriétaire tenu d'exécuter les travaux d'amélioration sylvicole mentionnés à titre obligatoire dans le plan simple de gestion (p. 1510) – Amendement n° 100 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : suppression du paragraphe II de cet article (p. 1511).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1511).

Après l'art. 8 (p. 1511).

Adopté : amendement n° 22 (art. additionnel) de M. Philippe François, rapporteur : remplacement des mots : « prévus au premier alinéa de l'article L. 222-1 » par les mots : « prévus à l'article L. 222-1 » (p. 1511).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1511).

Art. 9 *(Mutation d'une forêt dotée d'un PSG)* (p. 1511).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 211 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1511) – Amendement n° 23 de M. Philippe François, rapporteur : application obligatoire du plan, sauf si un nouveau plan lui est substitué, lorsque la propriété forestière est soumise à l'obligation d'un plan simple de gestion ou, dans les autres cas, si une nouvelle garantie de bonne gestion lui est substituée ; poursuite obligatoire de l'exécution du plan jusqu'à son terme ou jusqu'à ce qu'une nouvelle garantie de bonne gestion lui soit substituée (p. 1512).

Retiré : amendement n° 101 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : limitation du champ d'application de la continuité du plan simple de gestion aux forêts soumises à l'obligation d'un tel document (p. 1512).

Devient sans objet : amendement n° 155 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis, du même objet que l'amendement n° 101 (p. 1512).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1512).

Art. 10 *(Régime spécial d'autorisation administrative : section III du chapitre II du titre II du livre II du code forestier)* (p. 1512).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 212 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1512) – Amendements de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis, n° 102 : autorisation pouvant être assortie de l'obligation pour le bénéficiaire d'exécuter, dans les cinq ans qui suivent l'exploitation, les travaux nécessaires à la reconstitution du peuplement forestier

(p. 1513) – Et n° 103 : autorisation d'effectuer une coupe réputée accordée si la décision du représentant de l'Etat dans le département n'a pas été notifiée au demandeur dans un délai de six mois à compter de la réception de la demande (p. 1513).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1513).

Après l'art. 10 (p. 1513).

Retiré : amendement n° 162 (art. additionnel) de M. Alain Pluchet, soutenu par M. Henri Belcour : groupements fonciers agricoles pouvant comporter à titre accessoire des parcelles boisées (p. 1514).

Section II

Groupements de gestion

Art. 11 *(Associations syndicales de gestion forestière : insertion d'un chapitre VII dans le titre IV du livre II du code forestier)* (p. 1514).

DIVISION (CHAPITRE VII) ET INTITULE – Adoptés (p. 1514).

ARTICLE L. 247-1 DU CODE FORESTIER (p. 1514).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 24 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1514) – Amendement n° 25 de M. Philippe François, rapporteur : possibilité pour les associations syndicales de gestion forestière de choisir entre un plan simple de gestion et un règlement commun de gestion en adhérant à un groupement de producteurs forestiers (p. 1514) – Amendement rédactionnel n° 26 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1514) – Amendements identiques n° 129 de M. Pierre Lacour et n° 168 de M. Yves Goussebaire-Dupin : possibilité pour les associations syndicales de gestion forestière d'autoriser ou de réaliser à titre accessoire des équipements sociaux légers à des fins ni forestières ni pastorales, sous certaines conditions (p. 1515).

Retiré : amendement n° 27 de M. Philippe François, rapporteur : suppression de la possibilité pour les collectivités et personnes morales de pouvoir adhérer à une association syndicale de gestion forestière pour leurs fonds qui ne sont pas susceptibles d'être soumis au régime forestier (p. 1515).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1515).

ARTICLE L. 247-2 DU CODE FORESTIER (p. 1515).

Adoptés : amendement n° 29 de M. Philippe François, rapporteur : possibilité pour les propriétaires forestiers d'avoir à la fois l'initiative et la maîtrise des procédures de regroupement qui leur sont offertes (p. 1516) – Amendements identiques n° 30 de M. Philippe François, rapporteur, et n° 106 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : possibilité de réunir les propriétaires intéressés en association syndicale de gestion forestière autorisée si la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) ou un propriétaire de terrain situé dans le périmètre, ou à défaut un tiers, prend l'engagement d'acquérir les biens susceptibles d'être délaissés, en application de l'article L. 247-4 (p. 1517) – Amendement n° 107 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : réunion possible des propriétaires intéressés en association syndicale de gestion forestière autorisée si l'ensemble des terrains forestiers inclus dans le périmètre de l'association constitue une unité de gestion forestière soumise à l'obligation d'un plan simple de gestion agréé (p. 1518).

Rejeté : amendement n° 104 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : limitation des possibilités de constituer des associations autorisées (p. 1517).

Retirés : amendement n° 28 de M. Philippe François, rapporteur : création d'une association autorisée n'étant possible que dans les départements où la nécessité en est reconnue (p. 1516) – Amendement n° 169 de M. Yves Goussebaire-Dupin : suppression de l'obligation, lors de la création d'une association syndicale forestière pour la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER), de prendre l'engagement d'acquérir les biens susceptibles d'être délaissés par les propriétaires (p. 1517) – Amendements de M. Philippe François, rapporteur, n° 31 : remplacer dans le cinquième alinéa du texte proposé pour l'article L. 247-2 du code forestier les mots : « terrains forestiers » par les mots : « terrains boisés ou à boiser » (p. 1518) – Et n° 32 : modalités de transformation d'une association libre en association autorisée (p. 1518).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1518).

APRES L'ARTICLE L. 247-2 DU CODE FORESTIER (p. 1545).

Retiré : amendement n° 33 (art. additionnel au code forestier) de M. Philippe François, rapporteur : information préalable des propriétaires (p. 1546).

Devient sans objet : sous-amendement n° 170 de M. Yves Goussebaire-Dupin : information préalable des propriétaires sur la durée et les modalités techniques et financières des concours publics éventuels (p. 1546).

ARTICLE L. 247-3 DU CODE FORESTIER – Adopté (p. 1546).

ARTICLE L. 247-4 DU CODE FORESTIER (p. 1546).

Adopté : amendement n° 34 de M. Philippe François, rapporteur : institution d'une procédure de délaissement (p. 1546).

– Le texte, ainsi modifié, est adopté (p. 1546).

ARTICLE L. 247-5 DU CODE FORESTIER (p. 1546).

Adopté : amendement rédactionnel n° 35 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1546).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1546).

ARTICLE L. 247-6 DU CODE FORESTIER (p. 1546).

Adopté : amendement de coordination n° 36 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1547).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1547).

ARTICLE L. 247-7 DU CODE FORESTIER (p. 1547).

Adoptés : amendement n° 37 de M. Philippe François, rapporteur : nouvelle rédaction de l'article L. 247-7 du code forestier relatif à l'autorisation pour une association syndicale de gestion forestière autorisée d'avoir recours aux services d'un groupement de producteurs forestiers ou à une coopérative (p. 1547) ; sous-amendement n° 210 de M. Pierre Croze : possibilité pour une association syndicale de gestion forestière autorisée d'avoir recours à un expert forestier agréé (p. 1547).

Retiré : amendement n° 109 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : de suppression de cet article (p. 1547).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1547).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1547).

Art. 12 *(Groupement de producteurs forestiers : insertion d'un chapitre VIII dans le titre IV du livre II du code forestier)* (p. 1547).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 38 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1548) – Amendements rédactionnels n° 110 et n° 111 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis (p. 1548) – Amendement n° 40 de M. Philippe François, rapporteur : définition par décret des caractéristiques des règlements communs de gestion (p. 1548).

Retiré : amendement n° 39 de M. Philippe François, rapporteur : application des dispositions des articles L. 553-1, L. 552-1, L. 552-2 et L. 554-1 du code rural aux groupements de producteurs forestiers reconnus (p. 1548).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1548).

Art. 12 bis *(Régime des apports aux associations communales de chasse agréées (ACCA)* (p. 1548).

Adopté : amendement n° 220 de M. René Souchon, ministre : possibilité pour un propriétaire apporteur de continuer à disposer de son droit de chasse pendant un délai raisonnable postérieurement à l'apport (p. 1550).

Retirés : amendement n° 58 de M. Philippe François, rapporteur : suppression de cet article (p. 1549) – Amendement n° 112 de suppression de cet article de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis (p. 1549).

– L'art. 12 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1550).

Après l'art. 12 bis (p. 1550).

Adopté : amendement n° 182 (art. additionnel) de M. Pierre Lacour : possibilité pour le ministre chargé de la chasse d'instituer dans les massifs forestiers s'étendant sur plusieurs départements un plan de chasse du grand gibier pour l'ensemble du massif après avis des fédérations départementales des chasseurs concernées (p. 1550).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1550).

Section III

Centres régionaux de la propriété forestière

Art. 13 *(Election des administrateurs des centres régionaux de la propriété forestière, CRPF) : article L. 221-3 du code forestier)* (p. 1550).

Adoptés : amendement n° 113 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : droit pour les organisations les plus représentatives de la forêt privée d'élire le tiers des administrateurs des centres régionaux de la propriété forestière (p. 1551) – Amendement n° 41 de M. Philippe François, rapporteur : élection d'un représentant pour chaque chambre régionale dans le cas où la compétence territoriale d'un centre excède celle d'une seule chambre régionale (p. 1551).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1551).

Art. 14 *(Commissaire du Gouvernement auprès des CRPF)* – Adopté (p. 1551).

TITRE IV

Dispositions d'ordre social

Intitulé du titre IV (p. 1551).

Adopté : amendement n° 203 de M. Henri Belcour : intitulé du titre IV : « Dispositions relatives au droit du travail et à la formation professionnelle » (p. 1553 ; précédemment réservé p. 1551) – Sous-amendement n° 227 de M. Philippe François, rapporteur : dispositions relatives au droit du travail, à la protection sociale et à la formation professionnelle (p. 1553).

– L'intitulé du titre IV de la première partie, ainsi modifié, est adopté (p. 1553).

Art. 15 *(Extension du régime social agricole aux personnes occupées à des travaux forestiers : troisième alinéa de l'article 1144 du code rural)* (p. 1551).

Retiré : amendement n° 43 de M. Philippe François, rapporteur : conservation de leur statut social et fiscal d'agriculteur dans des conditions fixées par décret pour les agriculteurs effectuant à titre accessoire des travaux forestiers chez autrui (p. 1552).

– L'art. 15 est adopté (p. 1552).

Art. 16 *(Présomption d'un contrat de travail en faveur des personnes occupées dans les exploitations ou entreprises de travaux forestiers)* (p. 1552).

Retiré : amendement n° 206 de M. Michel Souplet, soutenu par M. Henri Belcour : présomption de salariat levée pour la personne qui exerce son activité dans des conditions excluant une dépendance hiérarchique (p. 1552).

– L'art. 16 est adopté (p. 1552).

Art. 17 *(Application du régime agricole des prestations familiales aux travailleurs forestiers et aux entrepreneurs de travaux forestiers : article 1060 du code rural)* – Adopté (p. 1552).

Après l'art. 17 (p. 1552).

Adopté : amendement n° 204 (art. additionnel) de M. Henri Belcour : encouragement à la formation professionnelle aux métiers de la forêt et décret définissant les mesures incitant à l'embauche d'ouvriers qualifiés (p. 1553).

Retiré : amendement n° 130 (art. additionnel) de M. Louis Jung, soutenu par M. Pierre Lacour : application du régime de la mutualité sociale agricole aux personnes titulaires du certificat d'aptitude profesionnelle agricole s'installant comme artisans bûcherons sylviculteurs dont le statut sera précisé par décret (p. 1553).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1553).

TITRE V

Equipement des forêts

Art. 18 *(Travaux d'équipement forestier entrepris par les départements et les communes : article 175 du code rural)* (p. 1553).

Adoptés : amendement n° 171 de M. Yves Goussebaire-Dupin : possibilité pour les collectivités territoriales et leurs groupements de décider de l'exécution de travaux en cas d'urgence (p. 1554) – Amendement n° 44 de M. Philippe François, rapporteur : extension des compétences dévolues aux communes et aux départements par l'article 175 du code rural aux travaux de lutte contre les avalanches (p. 1554) – Amendements rédactionnels n° 45 et n° 46 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1554).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 1554).

Art. 19 *(Procédure de réalisation de ces travaux : article 176 du code rural)* (p. 1554).

Adopté : amendement rédactionnel n° 47 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1555).

Rejeté : amendement n° 114 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : suppression du dernier alinéa de cet article relatif à la prise en charge par les collectivités qui en ont pris l'initiative des dépenses relatives à la mise en oeuvre des travaux prescrits ou exécutés par les collectivités locales, en application de l'article 175 du code rural (p. 1555).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 1555).

Art. 20 *(Constitution d'office d'une association syndicale : article 178 du code rural)* – Adopté (p. 1555).

Art. 21 *(détermination des conditions d'application du présent chapitre par décret en Conseil d'Etat : article 179 du code rural)* – Adopté (p. 1555).

DEUXIEME PARTIE

AMELIORATION DES STRUCTURES AGRICOLES ET FORESTIERES

TITRE Ier

Aménagement foncier forestier

Art. 22 *(Aménagement foncier forestier : insertion d'un chapitre II après l'article L. 511-1 du code forestier : articles 512-1 à 512-7)* (p. 1555).

ARTICLE L. 512-2 DU CODE FORESTIER (p. 1556).

Adopté : amendement n° 115 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : reprise de la rédaction initiale du texte du projet de loi concernant l'article L. 512-2 du code forestier relatif aux caractéristiques des nouveaux lotissements (p. 1556).

ARTICLE L. 512-3 DU CODE FORESTIER (p. 1556).

Retiré : amendement n° 131 de M. Louis Jung, soutenu par M. Pierre Lacour : possibilité pour la commission communale, afin de déterminer les différents types de peuplement forestier, de recueillir les avis d'un expert forestier agréé (p. 1557).

ARTICLE L. 512-4 DU CODE FORESTIER (p. 1557).

Adoptés : amendements de M. Philippe François, rapporteur, n° 49 : exclusion du champ de l'autorisation préalable des travaux d'entretien (p. 1557) – n° 50 : exclusion du champ de l'autorisation préfectorale préalable des travaux qui sont effectués en application d'un plan simple de gestion ou des travaux qui ont été déclarés préalablement à l'évaluation des apports (p. 1557) – Et n° 51 : introduction dans la base du calcul des moins-values des travaux correspondant à une sage gestion forestière qui n'aurait pas été exécutée (p. 1557).

Retirés : amendements de M. Louis Jung, soutenus par M. Pierre Lacour, n° 132 : exploitation du bois, des plantations et des travaux d'entretien étant subordonnée à une autorisation préalable pendant une période qui ne saurait excéder quinze mois (p. 1557) – Et n° 133 : demande d'autorisation préalable considérée comme acceptée sauf lorsque les travaux résultent de l'application d'un plan simple de gestion agréé (p. 1557).

ARTICLE L. 512-6 DU CODE FORESTIER (p. 1558).

Adopté : amendement n° 52 de M. Philippe François, rapporteur : association des exploitants forestiers privés à la préparation des conventions qui les concernent (p. 1558).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 1558).

Art. 22 bis *(Extension des objectifs de l'inventaire forestier : article 521-2 du code forestier)* – Adopté (p. 1558).

Après l'art. 22 bis (p. 1558).

Retiré : amendement n° 188 (art. additionnel) de M. Lucien Delmas, soutenu par M. Roland Grimaldi : assimilation de parcelles boisées aux parcelles agricoles en matière d'opérations groupées d'aménagement foncier (p. 1558).

TITRE II

Aménagement agricole et forestier

Art. 23 *(Changement de l'intitulé du chapitre V-1 du titre Ier du livre Ier du code rural)* – Adopté (p. 1558).

Après l'art. 23 (p. 1558).

Retiré : amendement n° 192 (art. additionnel) de M. Franck Serusclat, soutenu par M. William Chervy : réglementation possible des essences forestières lors des reboisements (p. 1560).

Art. 24 *(Institution du remembrement agricole et forestier : article 52-1 du code rural)* – Adopté (p. 1560).

Après l'art. 24 (p. 1560).

Retiré : amendement n° 156 (art. additionnel) de M. Jean Faure, soutenu par M. Pierre Lacour : possibilité pour la commission communale d'aménagement foncier de donner son avis sur les autorisations de boisement dans les zones réglementées (p. 1560).

Art. 25 *(Abrogation du 3° de l'article 52-2 du code rural)* (p. 1560).

Adopté : amendement de suppression n° 53 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1560).

– L'art. 25 est supprimé (p. 1560).

Art. 26 *(Procédure de remembrement agricole et forestier : article 52-3 du code rural)* (p. 1560).

Adoptés : amendement n° 54 de M. Philippe François, rapporteur : mise en oeuvre conjointe de la procédure de remembrement agricole et de la procédure d'aménagement foncier forestier (p. 1561) ; sous-amendement n° 228 de M. René Souchon, ministre : mise en oeuvre conjointe de la procédure de remembrement agricole et de la procédure d'aménagement foncier forestier par le regroupement des parcelles à destination agricole d'une part, forestière d'autre part (p. 1561) – Amendement rédactionnel n° 55 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1561) ; sous-amendement de précision rédactionnelle n° 229 de M. René Souchon, ministre (p. 1561) – Amendement n° 56 de M. Philippe François, rapporteur : possibilité pour les petits propriétaires de parcelles forestières de ne pas se voir léser par la mise en oeuvre d'une procédure d'aménagement mixte (p. 1561).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 1561).

Art. 27 *(Délimitation des terres agricoles et forestières et réglementation : insertion des articles 52-4, 52-5, 52-6 et 52-7 dans le code rural)* (p. 1562).

Retiré : amendement n° 147 de M. Pierre Lacour : suppression du texte de cet article relatif à l'article 52-6 du code rural relatif à l'institution de deux rôles pour la répartition des dépenses afférentes aux travaux, selon qu'ils se rapportent aux zones agricoles ou aux zones forestières (p. 1562).

– L'art. 27 est adopté (p. 1562).

Art. 28 *(Exceptions au régime de l'autorisation de défricher : article L. 311-2 du code forestier)* – Adopté (p. 1562).

TITRE III

Dispositions générales

Art. 29 *(Rôle des SAFER : premier alinéa de l'article 15 de la loi n° 60-808 du 5 août 1960 d'orientation agricole)* (p. 1562).

Adopté : amendement n° 57 de M. Philippe François, rapporteur : compétences des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural lorsqu'elles acquièrent ou préemptent des parcelles forestières (p. 1563).

– L'art. 29, ainsi modifié, est adopté (p. 1563).

Art. 30 *(Droit de préemption des SAFER)* (p. 1563).

Adoptés : amendement n° 59 de M. Philippe François, rapporteur : objectifs des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural lorsqu'elles préemptent une parcelle forestière (p. 1563) ; sous-amendement n° 216 de M. René Souchon, ministre : préemption d'une parcelle boisée dans le cadre des conventions passées avec l'État, en application de l'article 512-6 du code forestier (p. 1563).

– L'art. 30, ainsi modifié, est adopté (p. 1563).

Art. 31 *(Consultations de la commission communale d'aménagement foncier)* (p. 1563).

Adoptés : amendement n° 116 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : participation des quatre propriétaires forestiers aux travaux de la commission communale lorsque cette instance intervient en matière d'aménagement foncier et également lorsqu'elle agit dans le domaine de l'aménagement foncier et agricole (p. 1563) – Amendement n° 60 de M. Philippe François, rapporteur : représentants de l'Office nationale des forêts siégeant à la commission communale d'aménagement foncier ne s'ajoutant pas aux propriétaires forestiers (p. 1564).

– L'art. 31, ainsi modifié, est adopté (p. 1564).

Art. 31 bis *(Consultations de la commission communale d'aménagement foncier : dernier alinéa de l'article 2 du code rural)* (p. 1564).

Adopté : amendement de suppression de cet article n° 61 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1564).

– L'art. 31 bis est supprimé (p. 1564).

Art. 32 *(Rôle de la commission communale : article 3 du code rural)* (p. 1564).

Adopté : amendement rédactionnel n° 62 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1564).

– L'art. 32, ainsi modifié, est adopté (p. 1564).

Art. 33 *(Composition de la commission départementale en matière d'aménagement foncier forestier)* (p. 1565).

Adopté : amendement n° 63 de M. Philippe François, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif à la composition de la commission départementale en matière d'aménagement foncier forestier (p. 1565).

Retiré : amendement n° 117 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : représentation des communes forestières, lorsque la commission départementale statue en matière de remembrement forestier, par deux maires (p. 1565).

– L'art. 33, ainsi modifié, est adopté (p. 1565).

Art. 33 bis *(Consultation de la commission départementale d'aménagement foncier : article 5 du code rural (dernière phrase)) (p. 1565).*

Adopté : amendement de suppression de cet article pour coordination n° 64 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1565).

– L'art. 33 bis est supprimé (p. 1565).

Art. 34 *(Mise en valeur du reboisement de parcelles abandonnées ou incultes destinées au reboisement : article 14 du code rural)* (p. 1565).

Adoptés : amendement de précision rédactionnelle n° 65 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1566) – Amendements de M. René Souchon, ministre, n° 224 : présentation par le propriétaire de l'une des garanties de bonne gestion mentionnée à l'article L. 101 du code forestier satisfaisant à l'obligation de mise en valeur (p. 1566) – Et n° 225 : avertissement des propriétaires par la commission communale dans le cas où la mise en valeur n'est pas réalisée dans le délai fixé (p. 1566).

– L'art. 34, ainsi modifié, est adopté (p. 1566).

Art. 35 *(Pouvoirs de la commission communale en matière de travaux connexes à un remembrement : cinquième et sixième alinéas de l'article 25 du code rural)* (p. 1566).

Retiré : amendement n° 68 de M. Philippe François, rapporteur : précisions concernant l'exécution des travaux relatifs à un remembrement et le règlement des dépenses afférentes (p. 1566).

– L'art. 35 est adopté (p. 1566).

Art. 36 *(Constatation des infractions en matière d'aménagement foncier agricole : insertion d'un article 53-1 dans le chapitre VI du livre premier du code rural)* – Adopté (p. 1567).

Art. 37 *(Elargissement de la compétence de la commission communale en matière de terres incultes)* (p. 1567).

Adopté : amendement n° 69 de M. Philippe François, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article afin de réintroduire les parcelles incultes présumées boisées dans la procédure de récupération des terres incultes (p. 1567).

– L'art. 37, ainsi modifié, est adopté (p. 1567).

TROISIEME PARTIE

PROTECTION ET POLICE DE LA FORET

TITRE Ier

Défrichement

Art. 38 *(Opérations assimilées à un défrichement : article L. 311-1 du code forestier)* (p. 1567).

Adopté : amendement n° 118 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : nouvelle rédaction de cet article afin d'introduire un élément intentionnel dans la définition du défrichement (p. 1568).

Retirés : amendement n° 217 de M. René Souchon, ministre : nouvelle rédaction de cet article (p. 1568) – Amendements de précision rédactionnelle n° 70, n° 71, n° 72 et n° 73 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1568).

Devient sans objet : amendement n° 181 de M. Paul Malassagne, soutenu par M. Alain Pluchet : définition de l'état boisé (p. 1568).

– L'art. 38, ainsi modifié, est adopté (p. 1568).

Après l'art. 38 (p. 1568).

Adopté : amendement n° 74 (art. additionnel) de M. Philippe François, rapporteur : dispositions relatives à la conservation des réserves boisées (p. 1569).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1569).

Art. 39 *(Opérations assimilées à un défrichement exécutées par les collectivités locales ou certaines personnes morales : article L. 312-1 du code forestier)* – Adopté (p. 1569).

Art. 40 *(Sanctions : article L. 313-1 du code forestier)* (p. 1569).

Adopté : amendement rédactionnel n° 75 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1569).

– L'art. 40, ainsi modifié, est adopté (p. 1569).

Art. 41 *(Fait générateur de la taxe de défrichement : article L. 314-1 du code forestier)* – Adopté (p. 1569).

Après l'art. 41 (p. 1569).

Retiré : amendement n° 196 (art. additionnel) de M. Lucien Delmas, soutenu par M. Roland Grimaldi : protection et adaptation de certaines exploitations dans les départements méridionaux confrontées à l'élargissement de la Communauté économique européenne (p. 1570).

Art. 42 *(Personnes imposables : article L. 314-2 du code forestier)* – Adopté (p. 1570).

Art. 43 *(Assiette de la taxe de défrichement : article L. 314-3 du code forestier)* – Adopté (p. 1570).

Art. 44 *(Exemptions : article L. 314-4 du code forestier)* (p. 1570).

Adoptés : amendement n° 174 de M. Yves Goussebaire-Dupin : exonération dans les régions à fort taux de boisement de la taxe sur le défrichement lors de la réalisation d'équipements d'intérêt public (p. 1570) – Amendement n° 76 de M. Philippe François, rapporteur : suppression des paragraphes II et III de cet article restreignant les exonérations actuelles de la taxe pour les défrichements (p. 1571) – Amendement n° 149 de M. Louis Jung, soutenu par M. Pierre Lacour : exemption du paiement de la taxe dans les zones difficiles (p. 1571).

– L'art. 44, ainsi modifié, est adopté (p. 1571).

Art. 45 *(Taux de la taxe précitée : article L. 314-6 du code forestier)* (p. 1571).

Adopté : amendement n° 120 de M. Philippe François, rapporteur : taxe minimale de 5.000 F ne s'appliquant pas aux constructions à usage agricole (p. 1572).

Retirés : sous-amendement n° 201 de M. Louis Minetti, à l'amendement n° 120 de M. Philippe François, rapporteur : taxe minimale de 5.000 F ne pouvant s'appliquer aux constructions à usage forestier (p. 1572) – Amendement n° 77 de M. Philippe François, rapprteur : rétablissement de la décote pour les agriculteurs défrichant gratuitement un hectare destiné à être mis en culture (p. 1572).

– L'art. 45, ainsi modifié, est adopté (p. 1572).

Art. 46 *(Liquidation et recouvrement : article L. 314-7 du code forestier)* (p. 1572).

Adoptés : amendement n° 78 de M. Philippe François, rapporteur : acquittement de la taxe dans un délai de cinq ans lorsque le défrichement autorisé a pour but l'agrandissement

d'une exploitation agricole dans certaines limites (p. 1573) – Amendement n° 230 de M. René Souchon, ministre : étalement du paiement de la taxe de défrichement en cas d'agrandissement d'une exploitation agricole dans la limite de la surface minimum d'installation portée à trois fois cette surface minimum (p. 1573) – Amendement n° 219 de M. René Souchon, ministre : acquittement par le propriétaire de la taxe par tranches annuelles selon un échéancier annexé à l'autorisation de défrichement lorsque ce dernier est la conséquence de l'exploitation d'une substance minérale (p. 1573).

Retirés : amendements de M. Philippe François, rapporteur, n° 79 : étalement du paiement de la taxe de défrichement en cas d'agrandissement d'une exploitation agricole dans la limite de la surface minimum d'installation portée à quatre fois cette surface minimum (p. 1573) – Et n° 80 : acquittement de la taxe par fractions annuelles par le propriétaire lorsque le défrichement est rendu nécessaire par l'exploitation d'une substance minérale (p. 1573).

– L'art. 46, ainsi modifié, est adopté (p. 1573).

Art. 47 *(Restitution de la taxe : article L. 314-8 du code forestier)* (p. 1573).

Adopté : amendement rédactionnel n° 81 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1574).

– L'art. 47, ainsi modifié, est adopté (p. 1574).

Art. 48 *(Pénalités : article L. 314-9 du code forestier)* – Adopté (p. 1574).

TITRE II

Protection contre l'incendie

Avant l'art. 49 (p. 1574).

Rejeté : amendement n° 202 (art. additionnel) de M. Louis Minetti : mise en valeur économique de la forêt par l'introduction en son sein de pôles d'agriculture et d'élevage, du développement de l'emploi des travailleurs forestiers et de la valorisation industrielle des ressources sylvestres (p. 1574).

Art. 49 *(Servitudes applicables aux voies de défense contre l'incendie)* (p. 1574).

Adopté : amendement n° 82 de M. Philippe François, rapporteur : établissement d'une servitude de passage et d'aménagement établie exclusivement par l'Etat pour assurer la continuité des voies de défense contre l'incendie (p. 1574).

– L'art. 49, ainsi modifié, est adopté (p. 1574).

Art. 50 *(Travaux de prévention contre l'incendie dans certains massifs forestiers : article L. 321-6 du code forestier)* – Adopté (p. 1574).

Art. 51 *(Réalisation et entretien des travaux de prévention contre l'incendie : article L. 321-7 du code forestier)* (p. 1574).

Adopté : amendement de suppression n° 84 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1575).

– L'art. 51 est supprimé (p. 1575).

Art. 52 *(Participation des propriétaires privés aux travaux d'aménagement et d'équipement de la forêt méditerranéenne : article L. 321-8 du code forestier)* (p. 1575).

Adopté : amendement n° 85 de M. Philippe François, rapporteur : convention fixant notamment la nature de l'aide technique et financière de l'Etat et de la collectivité publique mentionnée au premier alinéa (p. 1575).

Rejeté : sous-amendement n° 218 de M. René Souchon, ministre : convention fixant éventuellement la nature de l'aide technique et financière de l'Etat et de la collectivité publique (p. 1575).

– L'art. 52, ainsi modifié, est adopté (p. 1575).

Art. 53 *(Utilisation du produit des cessions de gré à gré ou de soultes en argent : article L. 321-10 du code forestier)* – Adopté (p. 1576).

Art. 54 *(Interdiction de dépôt d'ordures ménagères : article L. 322-2 du code forestier)* (p. 1576).

Retiré : amendement de suppression n° 86 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1576).

– L'art. 54 est adopté (p. 1576).

Art. 55 *(Mesures de prévention contre l'incendie et pénalités : article L. 322-3 du code forestier)* – Adopté (p. 1576).

Art. 56 *(Débroussaillement : articles L. 322-3, L. 322-4, L. 322-5, L. 322-7 et L. 322-12 du code forestier)* (p. 1576).

Adoptés : amendement n° 119 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : remplacement dans le cinquième alinéa, c du texte présenté pour l'article L. 322-3 du code forestier des références : « L. 444-1, b, c, d » par les références : « L. 441-1, b et d » (p. 1577) – Amendement n° 87 de M. Philippe François, rapporteur : possibilité pour le maire de rendre obligatoires pour les propriétaires, les ayants-droit ou la personne à qui a été confiée l'exploitation, le débroussaillement et le maintien en l'état débroussaillé (p. 1578) – Amendement rédactionnel n° 226 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1578).

– L'art. 56, ainsi modifié, est adopté (p. 1578).

Art. 57 *(Compétence de l'administration chargée des forêts pour poursuivre certaines infractions : article L. 343-1 du code forestier)* – Adopté (p. 1578).

Art. 58 *(Procédure de l'amende forfaitaire : insertion des articles L. 351-9 à L. 351-11 dans le titre V du livre III du code forestier)* – Adopté (p. 1578).

TITRE III

Forêt de protection – Restauration des terrains en montagne

Art. 59 *(Interdiction de porter atteinte aux forêts en voie de classement en forêt de protection : insertion d'un article L. 411-2 dans le chapitre Ier du titre Ier du livre IV du code forestier) (p. 1578).*

Adopté : amendement rédactionnel n° 88 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1578).

– L'art. 59, ainsi modifié, est adopté (p. 1578).

Art. 60 *(Travaux de restauration et de reboisement en montagne : article L. 424-1 du code forestier)* – Adopté (p. 1578).

Art. 61 *(Exécution et entretien des travaux de restauration et de reboisement : article L. 424-3 du code forestier)* (p. 1578).

Adopté : amendement n° 90 de M. Philippe François, rapporteur : convention précisant la nature de l'aide technique et financière de l'Etat et de la collectivité publique (p. 1579).

Retiré : amendement n° 89 de M. Philippe François, rapporteur : lorsque l'Etat n'a pas pris l'initiative de la déclaration d'utilité publique, les travaux concernés sont réalisés avec son concours technique et financier (p. 1578).

– L'art. 61, ainsi modifié, est adopté (p. 1579).

Art. 62 *(Cession des immeubles expropriés : article L. 153-2 du code forestier)* – Adopté (p. 1579).

TITRE IV

Transactions

Art. 63 *(Poursuite des délits et contraventions commis dans les bois et forêts soumis au régime forestier : article L. 153-2 du code forestier)* – Adopté (p. 1579).

Art. 64 *(Poursuite des délits et contraventions commis dans les bois et forêts des particuliers : article L. 223-5 du code forestier)* – Adopté (p. 1579).

TITRE V

Dispositions diverses

Avant l'art. 65 (p. 1579).

Retiré : amendement n° 197 (art. additionnel) de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Roland Grimaldi : modification de l'article 5 de l'ordonnance n° 59-115 du 7 juin 1959 relative à la voirie des collectivités locales (p. 1579).

Art. 65 *(Département de Saint-Pierre et Miquelon)* – Adopté (p. 1579).

Après l'art. 65 (p. 1579).

Retiré : amendement n° 198 (art. additionnel) de M. Lucien Delmas, soutenu par M. Roland Grimaldi : bois de châtaignier reconnu comme bois d'oeuvre pouvant bénéficier des aides du fonds forestier national (p. 1580).

Art. 66 *(Entrée en vigueur des arrêtés d'aménagement des bois et forêts non domaniaux soumis au régime forestier)* (p. 1580).

Adopté : amendement rédactionnel n° 91 de M. Philippe François, rapporteur (p. 1580).

– L'art. 66, ainsi modifié, est adopté (p. 1580).

Explications de vote : MM. Roland Grimaldi (p. 1580), Louis Minetti (p. 1580) ; intervention de M. René Souchon, ministre (p. 1580).

Adoption (21 juin 1985) (p. 1580).

Discussion (deuxième lecture)

(31 octobre 1985) (p. 2674, 2707).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2674, 2684) : *MM. Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Henri Belcour, William Chervy, Yves Goussebaire-Dupin, Roland du Luart, Louis Minetti, Michel Souplet, René Souchon, ministre chargé de l'agriculture et de la forêt.*

AGRICULTEURS (formation des) : BELCOUR (Henri) (p. 2676) : GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves) (p. 2677) ; SOUCHON (René) (p. 2683).

ALSACE ET MOSELLE : CHERVY (William) (p. 2676).

AQUITAINE : GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves) (p. 2677).

BOIS (industrie) : BELCOUR (Henri) (p. 2675) ; GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves) (p. 2677) ; LUART (Roland du) (p. 2679) ; MINETTI (Louis) (p. 2679) ; SOUPLET (Michel) (p. 2681) ; SOUCHON (René) (p. 2683, 2684).

BOIS (prix du) : MINETTI (Louis) (p. 2679) ; SOUCHON (René) (p. 2682).

CALAMITES AGRICOLES : GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves) (p. 2677) ; SOUCHON (René) (p. 2683).

CENTRES REGIONAUX DE LA PROPRIETE FORESTIERE (CRPF) : FRANCOIS (Philippe) (p. 2675) ; LUART (Roland du) (p. 2678, 2679) ; SOUCHON (René) (p. 2682).

CHASSE : LUART (Roland du) (p. 2678).

COMMISSIONS REGIONALES DE LA FORET ET DES PRODUITS FORESTIERS : FRANCOIS (Philippe) (p. 2675) ; BELCOUR (Henri) (p. 2676) ; LUART (Roland du) (p. 2678) ; SOUCHON (René) (p. 2683).

COOPERATIVES FORESTIERES : FRANCOIS (Philippe) (p. 2674, 2675) ; GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves) (p. 2677) ; LUART (Roland du) (p. 2678) ; SOUPLET (Michel) (p. 2681).

CORSE : MINETTI (Louis) (p. 2679, 2680).

DEFRICHEMENT : FRANCOIS (Philippe) (p. 2675) ; SOUPLET (Michel) (p. 2681).

EAU ET ASSAINISSEMENT : MINETTI (Louis) (p. 2680).

ELUS LOCAUX : FRANCOIS (Philippe) (p. 2675) ; BELCOUR (Henri) (p. 2676) ; LUART (Roland du) (p. 2678) ; SOUCHON (René) (p. 2683).

FONDS FORESTIER NATIONAL : SOUCHON (René) (p. 2682).

FORMATION PROFESSIONNELLE : Voir AGRICULTEURS (formation des).

FORET DES LANDES : GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves) (p. 2677) ; SOUCHON (René) (p. 2683).

FORET MEDITERRANEENNE : MINETTI (Louis) (p. 2679, 2680) ; SOUCHON (René) (p. 2681).

FORETS : FRANCOIS (Philippe) (p. 2674, 2675) ; BELCOUR (Henri) (p. 2675, 2676) ; CHERVY (William) (p. 2676, 2677) ; GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves) (p. 2677) ; LUART (Roland du) (p. 2677 à 2679) ; MINETTI (Louis) (p. 2679, 2680) ; SOUPLET (Michel) (p. 2680, 2681) ; SOUCHON (René) (p. 2681 à 2684).

FORETS (aides de l'Etat) : FRANCOIS (Philippe) (p. 2675) ; CHERVY (William) (p. 2676).

FORETS (engagement de non-démembrement) : FRANCOIS (Philippe) (p. 2674) ; LUART (Roland du) (p. 2678).

FORETS (incendies de) : FRANCOIS (Philippe) (p. 2675) ; MINETTI (Louis) (p. 2679, 2680) ; SOUCHON (René) (p. 2681).

FORETS PRIVEES : FRANCOIS (Philippe) (p. 2674) ; LUART (Roland du) (p. 2678, 2679).

GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES (GFA) : FRANCOIS (Philippe) (p. 2675) ; SOUCHON (René) (p. 2682).

INTERPROFESSIONS : SOUCHON (René) (p. 2682, 2683).

IRRIGATION : MINETTI (Louis) (p. 2680).

MEDITERRANEE : MINETTI (Louis) (p. 2680).

MEUBLE (industrie) : GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves) (p. 2677) ; LUART (Roland du) (p. 2679) ; SOUCHON (René) (p. 2683).

OVINS : MINETTI (Louis) (p. 2680).

PLANS SIMPLES DE GESTION (PSG) : FRANCOIS (Philippe) (p. 2674) ; BELCOUR (Henri) (p. 2676) ; LUART (Roland du) (p. 2679) ; SOUPLET (Michel) (p. 2681).

PLURIACTIVITE : FRANCOIS (Philippe) (p. 2675) ; SOUPLET (Michel) (p. 2681) ; SOUCHON (René) (p. 2682).

POLLUTION (air) : SOUCHON (René) (p. 2683).

POLLUTION (mer) : Voir MEDITERRANEE.

REBOISEMENT : GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves) (p. 2677) ; MINETTI (Louis) (p. 2680).

RECHERCHE : MINETTI (Louis) (p. 2680).

REGIONS : FRANCOIS (Philippe) (p. 2675) ; BELCOUR (Henri) (p. 2676) ; CHERVY (William) (p. 2676) ; LUART (Roland du) (p. 2678).

SOCIETES COOPERATIVES : Voir COOPERATIVES FORESTIERES.

TAXE DE DEFRICHEMENT : FRANCOIS (Philippe) (p. 2674, 2675) ; GOUSSEBAIRE-DUPIN (Yves) (p. 2677).

TAXE SUR LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE : FRANCOIS (Philippe) (p. 2675) ; SOUCHON (René) (p. 2682).

VOIRIE COMMUNALE : FRANCOIS (Philippe) (p. 2675) ; SOUCHON (René) (p. 2682).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2684, 2706) : *MM. Roland du Luart, Philippe François, rapporteur ; René Souchon, ministre ; William Chervy, Yves Goussebaire-Dupin, Jacques Delong, Richard Pouille, Michel Souplet, Michel Chauty, président de la commission ; Raymond Brun, Louis Mercier, Louis de Catuelan, Pierre Laffitte, Louis Minetti.*

Art. 1er A (p. 2684).

Adopté : amendement n° 30 de M. Roland du Luart : prise en compte de la spécificité de la forêt privée (p. 2684).

Retiré : amendement n° 1 de M. Philippe François, rapporteur, analogue à l'amendement n° 30 (p. 2684).

– L'art. 1er A, ainsi modifié, est adopté (p. 2684).

Art. 1er (p. 2685).

Adoptés : amendements de M. Philippe François, rapporteur, n° 2 : mention des cas de levée de plein droit de l'engagement de non-démembrement de la propriété forestière (p. 2686) – n° 3 : plan simple de gestion : mention de la possibilité de plusieurs propriétaires (p. 2686) – Et n° 4 : manquement aux garanties de bonne gestion résultant d'éléments n'étant pas du fait du propriétaire (p. 2687).

Retirés : amendements de M. Roland du Luart n° 31, analogue à l'amendement n° 2 de M. Philippe François, rapporteur (p. 2685) – n° 32 : durée d'application de la mesure assimilant l'adhésion d'un propriétaire à une société coopérative à une garantie de bonne gestion (p. 2686) – Et n° 33, analogue à l'amendement n° 4 de M. Philippe François, rapporteur (p. 2686).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2687).

Art. 6 (p. 2687).

Adopté : amendement n° 5 de M. Philippe François, rapporteur : autorisations de coupes de bois : mention des besoins ruraux (p. 2687).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2687).

Art. 7A (p. 2687) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 6 de M. Philippe François, rapporteur : rétablissement de cet article précisant les objectifs assignés à la mise en valeur de la forêt privée (p. 2687).

– L'art. 7 A est rétabli, ainsi rédigé (p. 2687).

Art. 7 – Adopté (p. 2687).

Art. 8 (p. 2687).

Adopté : amendement n° 7 de M. Philippe François, rapporteur : possibilité pour le propriétaire s'étant doté d'un plan simple de gestion de procéder à l'abattage de bois pour sa consommation rurale et domestique (p. 2689).

Retiré : amendement n° 24 de M. Roland du Luart : travaux obligatoires prévus au plan simple de gestion : limitation à la reconstitution du peuplement forestier (p. 2689).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2689).

Art. 10 – Adopté (p. 2689).

Après l'art. 10 (p. 2689).

Adoptés : amendement n° 8 (art. additionnel) de M. Philippe François, rapporteur : suppression de la règle de l'unanimité des propriétaires pour la décision d'affranchissement d'une forêt des droits d'usage au bois (p. 2690) ; sous-amendement n° 44 de M. René Souchon, ministre : suppression de la condition de garantie de bonne gestion (p. 2690).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2690).

Art. 11 – Adopté (p. 2690).

Après l'art. 12 (p. 2690).

Adopté : amendement n° 40 (art. additionnel) de M. René Souchon, ministre : création, dans le cadre des orientations régionales forestières, de comités de filière réunissant les représentants des organisations professionnelles représentatives de la production forestière, de la transformation et de la commercialisation (p. 2693).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2693).

Art. 13 (p. 2693).

Adopté : amendement n° 9 de M. Philippe François, rapporteur : élection des administrateurs des centres régionaux de la propriété forestière : collège des organisations professionnelles les plus représentatives (p. 2694).

Retiré : amendement identique n° 35 de M. Roland du Luart (p. 2694).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2694).

Art. 16 bis (p. 2694).

Retiré : amendement n° 10 de M. Philippe François, rapporteur : maintien du statut social d'agriculteur aux agriculteurs exerçant à titre secondaire dans les forêts d'autrui (p. 2695).

– L'art. 16 bis est adopté (p. 2695).

Art. 18 – Adopté (p. 2695).

Art. 22 (p. 2695).

Adopté : amendement n° 11 de M. Philippe François, rapporteur : conditions d'autorisation des coupes et travaux forestiers sur des parcelles soumises à des remembrements forestiers (p. 2696).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 2696).

Art. 24 bis (p. 2696).

Adopté : amendement n° 12 de M. Philippe François, rapporteur : suppression de cet article prévoyant la réglementation des boisements des parcelles limitrophes à un vignoble d'appellation d'origine contrôlée (p. 2696).

– L'art. 24 bis est supprimé (p. 2696).

Art. 25 (p. 2697).

Adopté : amendement n° 13 de M. Philippe François, rapporteur : suppression de cet article relatif aux associations foncières (p. 2697).

– L'art. 25 est supprimé (p. 2697).

Art. 26 – Adopté (p. 2697).

Art. 29 (p. 2697).

Adopté : amendement n° 14 de M. Philippe François, rapporteur : rôle des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, SAFER : priorité des propriétaires forestiers dans l'hypothèse de rétrocession de parcelles boisées (p. 2697).

– L'art. 29, ainsi modifié, est adopté (p. 2697).

Art. 34 (p. 2697).

Adopté : amendement rédactionnel n° 41 de M. René Souchon, ministre (p. 2698).

– L'art. 34, ainsi modifié, est adopté (p. 2698).

Après l'art. 38 (p. 2698).

Adopté : amendement n° 39 (art. additionnel) de M. Michel Souplet, soutenu par M. Louis Mercier : défrichement : définition de l'état boisé par référence à l'article L. 314-5 du code forestier (p. 2698).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2698).

Art. 38 bis (p. 2698) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 15 de M. Philippe François, rapporteur : rétablissement de cet article relatif à l'autorisation de défricher et à la conservation des réserves boisées (p. 2699).

– L'art. 38 bis est rétabli ainsi rédigé (p. 2699).

Art. 44 (p. 2699).

Adoptés : amendements n° 16 et n° 17 de M. Philippe François, rapporteur : élargissement des cas d'exonération de la taxe de défrichement (p. 2699 et 2700).

– L'art. 44, ainsi modifié, est adopté (p. 2700).

Art. 46 – Adopté (p. 2700).

Art. 47 (p. 2700).

Adoptés : amendement n° 18 de M. Philippe François, rapporteur : restitution de la taxe : suppression de la mention de délai (p. 2700) – Amendement n° 25 de M. Michel Souplet : exonération de la taxe de défrichement dans le cas de cultures temporaires (p. 2701).

– L'art. 47, ainsi modifié, est adopté (p. 2701).

Après l'art. 49 (p. 2701).

Adopté : amendement n° 42 (art. additionnel) de M. René Souchon, ministre : débroussaillement des abords des voies dans le cas de servitude pour la continuité des voies de défense contre l'incendie (p. 2701).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2701).

Art. 51 (p. 2701).

Adopté : amendement n° 19 de M. Philippe François, rapporteur : suppression de cet article relatif à la réalisation et à l'entretien des travaux de prévention contre l'incendie (p. 2701).

– L'art. 51 est supprimé (p. 2701).

Art. 52 (p. 2701).

Adopté : amendement n° 20 de M. Philippe François, rapporteur : retour au texte précédemment adopté par le Sénat pour cet article relatif à la participation des propriétaires privés aux travaux d'aménagement et d'équipement de la forêt méditerranéenne (p. 2702).

– L'art. 52, ainsi modifié, est adopté (p. 2702).

Avant l'art. 56 (p. 2702).

Adopté : amendement n° 43 (art. additionnel) de M. René Souchon, ministre : pouvoirs de débroussaillement donnés au commissaire de la République dans les régions particulièrement exposées (p. 2703 ; précédemment réservé p. 2702).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2703).

Art. 56 (p. 2702).

Adopté : amendement n° 21 de M. Philippe François, rapporteur : débroussaillement autour des constructions d'habitations : suppression de la disposition permettant le débroussaillement forcé chez des propriétaires tiers (p. 2703).

Retirés : amendements de M. Pierre Merli, soutenus par M. Pierre Laffitte, n° 37 : extension de l'obligation du débroussaillement aux communes dotées d'un plan d'occupation des sols, POS, et comportant des zones naturelles ou boisées, classées en zones sensibles (p. 2703) – Et n° 38 : recouvrement par les communes des créances sur des propriétaires défaillants (p. 2704).

– L'art. 56, ainsi modifié, est adopté (p. 2704).

Après l'art. 58 (p. 2704).

Rejeté : amendement n° 29 (art. additionnel) de M. Louis Minetti : dispositions particulières pour la forêt méditerranéenne ; définition du plan des risques d'incendie (p. 2705).

Art. 61 (p. 2705).

Adopté : amendement de coordination n° 22 de M. Philippe François, rapporteur (p. 2706).

– L'art. 61, ainsi modifié, est adopté (p. 2706).

Art. 67 (p. 2706).

Adopté : amendement n° 23 de M. Philippe François, rapporteur : allongement du délai de garantie de bonne gestion donné par l'adhésion à une coopérative forestière (p. 2706).

– L'art. 67, ainsi modifié, est adopté (p. 2706).

Explications de vote : MM. Louis Minetti (p. 2706), Michel Souplet (p. 2706), Jacques Delong (p. 2706), Roland du Luart (p. 2706), Philippe François, rapporteur (p. 2706 et 2707) ; intervention de M. René Souchon, ministre (p. 2707).

Adoption (31 octobre 1985) (p. 2707).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 novembre 1985) (p. 3239, 3244).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3239, 3240) : *MM. Philippe François, rapporteur pour le Sénat ; René Souchon, ministre chargé de l'agriculture et de la forêt.*

FORETS : FRANCOIS (Philippe) (p. 3239) ; SOUCHON (René) (p. 3239, 3240).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3240, 3244) : *MM. René Souchon, ministre ; Philippe François, rapporteur.*

Art. 1er A, 1er, 6 (p. 3240).

Art. 8, 10 bis, 12 bis A, 13, 22 (p. 3241).

Art. 29, 34, 38, 38 bis A, 44 (p. 3242).

Art. 45 (p. 3242).

Amendement n° 1 de M. René Souchon, ministre : rétablissement de la durée de dix ans pendant laquelle un complément de taxe est exigible en cas de changement de destination du terrain défriché (p. 3243).

Art. 47, 49 bis, 51, 52, 55 bis, 56, 61 (p. 3243).

Art. 67 (p. 3244).

Explication de vote : M. William Chervy (p. 3244).

Adoption (20 novembre 1985) (p. 3244).

Voir aussi AGRICULTURE, 4
MER ET LITTORAL, 2
POLLUTION ET NUISANCES, 1

BOIS TROPICAUX

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 11

BOISSONS ET ALCOOLS

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Art. 54
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 1
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1

BOMBE A NEUTRONS

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

BONS DU TRESOR

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1
VALEURS MOBILIERES, 1, DG

BOUEES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 14, DG

BOURSES D'ETUDES

Voir ENSEIGNEMENT, 4, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Agriculture - Culture - Défense et relations extérieures - Education nationale

BOURSES DE COMMERCE

1. – **Proposition de loi visant à modifier l'article 25 de la loi n° 83-610 du 8 juillet 1983 relative aux marchés à terme règlementés de marchandises,** PRESENTEE AU SENAT par M. Michel Chauty, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1985 – 2 avril 1985) [n° **207** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Michel Chauty (22 mai 1985) [n° **295** (84-85)].

BRESIL

Voir ALLOCUTIONS, 3
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Culture

BRETAGNE

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, 5, DG

BRUIT

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 8
URBANISME, 1, DG

BUDGET

Voir LOIS DE FINANCES, 1 ; 2 ; 3, Suite de la discussion générale - Education nationale
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 1
LOIS DE REGLEMENT, 1 ; 2
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1

BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (BAPSA)

Voir AGRICULTURE, 2
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Agriculture ; Art. 20
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, 1, DG

BUDGET CIVIL DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE (BCRD)

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

BUDGETS ANNEXES

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Art. 19, 33, 34
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 1
LOIS DE REGLEMENT, 1 ; 2

BUREAUX DE VOTE

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, 3, DG

C

CABARETS D'AUTEURS

Voir DEBITS DE BOISSONS, 1

CADRES

Voir EMPLOI, ACTIVITE, 2, DG
TRAVAIL, 2, DG

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Intérieur - Logement, urbanisme et transports
MUTUELLES (sociétés), 1
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG

CAISSE DES PRETS AUX ORGANISMES D'HLM

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG

CAISSE NATIONALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CNAF)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIES (CNAM)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 92

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE (CNCA)

Voir BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS, 1

CAISSE NATIONALE DE RETRAITE DES AGENTS DES COLLECTIVITES LOCALES (CNRACL)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 2, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Intérieur - Travail, santé, solidarité

CAISSES D'EPARGNE

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Intérieur
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1

CAISSES D'EPARGNE (livret A)

Voir LOIS DE REGLEMENT, 1, DG

CALAMITES AGRICOLES

Voir BOIS ET FORETS, 1, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Agriculture

CAMBODGE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 160

CAMPAGNE ELECTORALE

Voir AUDIOVISUEL, 3, DG
ELECTIONS ET REFERENDUMS, 11

CAMPS DE CONCENTRATION

Voir DEPORTES, INTERNES ET RESISTANTS, 1, DG

CANADA

Voir SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, 1, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 33, DG

CANADAIRS (avions)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Intérieur

CANAQUES

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, 1, DG

CANTONS

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 12

CAPITAL

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG

CAPITAL SOCIAL

Voir VALEURS MOBILIERES, 1

CAPITALISATION

Voir ASSURANCES, 1

CARAIBES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 16 ; 27

CARBURANT (agricole)

Voir AGRICULTURE, 3
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Agriculture

CARBURANTS

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Industrie ; Art. 7, 15, 16
PRIX ET CONCURRENCE, 2, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 70, 102

CARGAISONS

Voir MER ET LITTORAL, 1, DG

CARTE DE COMBATTANT VOLONTAIRE DE LA RESISTANCE (CVR)

Voir SECURITE SOCIALE, **2**, DG

CARTE DE PRIORITE

Voir SECURITE SOCIALE, **2**

CARTE GRISE

Voir POLICE, **1**

CARTE SANITAIRE

Voir SANTE PUBLIQUE, **2**, DG

CARTE SCOLAIRE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

CARTES DE PAIEMENT

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**

CASIER JUDICIAIRE

Voir PROCEDURE PENALE, **1**, DG

CAUTIONNEMENT

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3** ; **5**
MARIAGE, **1**

CENTRALES NUCLEAIRES

Voir ENERGIE NUCLEAIRE, **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **66**

CENTRALES THERMIQUES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**

CENTRE (région)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **62, 66**

CENTRE D'EXPERIMENTATION DU PACIFIQUE (CEP)

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **3**, DG

CENTRE DE FORMATION DES PERSONNELS COMMUNAUX (CFPC)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **2**

CENTRE DES ARTS CULINAIRES

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Culture

CENTRE MONDIAL INFORMATIQUE ET RESSOURCES HUMAINES

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **48**

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES POMPIDOU (CNAC) (Centre Beaubourg)

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Culture

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES (CNES)

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Industrie
LOIS DE REGLEMENT, **1**, DG

CENTRE NATIONAL DE LA CINEMATOGRAPHIE

Voir PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1**, DG

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1**, DG

CENTRE NATIONAL DES ARTS PLASTIQUES

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Culture

CENTRE NATIONAL POUR L'AMENAGEMENT DES STRUCTURES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (CNASEA)

1. – **Dépôt par le Gouvernement,** conformément à l'article 59 de la loi n° 65-997 du 29 novembre 1965 portant loi de finances pour 1966, du **rapport** sur l'activité du **Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles** (CNASEA) et sur l'utilisation des crédits qui lui sont confiés, pour l'année 1984 (19 août 1985) (p. 2104).

Voir aussi LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Agriculture

CENTRES COMMUNAUX D'ACTION SOCIALE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **13**

CENTRES D'ACCUEIL ET DE POST-CURE (pour les toxicomanes)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **21**

CENTRES DE FORMATION (des organisations syndicales)

Voir CONGES DE FORMATION, **1**, DG

CENTRES DE FORMATION (fonction publique territoriale)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **1** ; **2**

CENTRES DE FORMATION ACCELEREE (CFA)

Voir ENSEIGNEMENT, **4**, DG

CENTRES DE GESTION (fonction publique territoriale)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **2**

CENTRES DE GESTION ET DE FORMATION (fonction publique territoriale) (cotisations)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **2**, DG

CENTRES DE SEMI-LIBERTE

Voir PROCEDURE PENALE, **1**, DG

CENTRES DE THERAPIE FAMILIALE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **21**

CENTRES FAMILIAUX

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **59**

CENTRES HOSPITALIERS ET UNIVERSITAIRES (CHU)

Voir PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **48**

CENTRES REGIONAUX DE LA PROPRIETE FORESTIERE (CRPF)

Voir BOIS ET FORETS, **1**

CENTRES 15 (appels médicaux d'urgence)

Voir SANTE PUBLIQUE, **1**, DG

CEREALES

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Agriculture
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **70, 102, 136**
TRAITES ET CONVENTIONS, **28**, DG

CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT

Voir VALEURS MOBILIERES, **1**, DG

CHAMBRES D'ACCUSATION

Voir PROCEDURE PENALE, **2**, DG

CHAMBRES D'INSTRUCTION

Voir PROCEDURE PENALE, **2**

CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, **1**

CHAMBRES DES METIERS

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, Art. 59

CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **4**, DG -
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, **1**

CHAMPAGNE-ARDENNES

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

CHARBON

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Industrie
MINES ET CARRIERES, **1**
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG

CHARBONNAGES DE FRANCE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Industrie
MINES ET CARRIERES, **1**

CHASSE

1. – **Proposition de loi tendant à réformer les structures de la chasse et le statut juridique des Fédérations départementales des chasseurs,** PRESENTEE AU SENAT par M. Pierre Lacour, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1985 – 2 avril 1985) [n° **199** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Voir aussi ARMES ET MUNITIONS, **1**
BOIS ET FORETS, **1**, DG

CHATS

Voir ANIMAUX, **1**

CHEFS D'ENTREPRISE

Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL, **1**
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, **1**, DG

CHEFS D'ETABLISSEMENT SCOLAIRE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

CHEQUES SANS PROVISION

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**

CHEQUES VACANCES

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **59**

CHERCHEURS

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **2**, DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1**, DG

CHERCHEURS (mobilité)

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1**, DG

CHEVAUX

Voir ANIMAUX (tatouage des équidés), **1**

CHEVAUX (élevage)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**

CHIENS

Voir ANIMAUX, **1**

CHILI

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**
TRAITES ET CONVENTIONS, **22,** DG

CHIMIE (industrie)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** DG

CHINE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Industrie

CHIRURGIENS

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, **2**

CHOMAGE

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **1 ; 2,** DG ; **3**
LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Industrie - Travail, santé, solidarité
LOIS DE REGLEMENT, **1,** DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **21, 50, 92**
SECURITE SOCIALE, **1,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **10,** DG
TRAVAIL, **2,** DG

CHOMAGE (indemnisation du)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG

CHOMAGE (statistiques)

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **1,** DG

CHOMAGE DE LONGUE DUREE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** DG

CHOMAGE PARTIEL

Voir TRAVAIL, **3**

CHOMEURS EN FIN DE DROITS

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG
SECURITE SOCIALE, **1,** DG

CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES

1. – **Proposition de loi ouvrant compétence départementale et régionale en matière crématoire,** PRESENTEE AU SENAT par M. Marc Boeuf, sénateur, et plusieurs de ses collègues (10 décembre 1985) [n° **168** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois.

CINEMA

Voir AUDIOVISUEL, **3,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle ; Art. 38
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1,** DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1,** DG

CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3,** DG ; **6 ; 8**

CIRCULATION ROUTIERE

1. – **Projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Robert Badinter, ministre de la justice (18 octobre 1984) [n° **2391**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Françoise Gaspard (6 décembre 1984) [n° **2485**] – Discussion (17 décembre 1984) – Adoption (17 décembre 1984) [n° **729**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 décembre 1984) [n° **165** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Collet (3 avril 1985) [n° **225** (84-85)] – Discussion (10 avril 1985) (p. 183, 221) – Adoption (10 avril 1985) [n° **83**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (11 avril 1985) [n° **2610**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Françoise Gaspard (14 mai 1985) [n° **2680**] – Discussion (21 mai 1985) – Adoption (21 mai 1985) [n° **785**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (23 mai 1985) [n° **304** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Collet (5 juin 1985) [n° **335** (84-85)] – Discussion (6 juin 1985) (p. 995, 1004) – Adoption (6 juin 1985) [n° **120**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (6 juin 1985) [n° **2754**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de Mme Françoise Gaspard (20 juin 1985) [n° **2821**] – Discussion (25 juin 1985) – Adoption (25 juin 1985) [n° **836**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. François Collet (20 juin 1985) [n° **405** (84-85)] – Discussion (27 juin 1985) (p. 1730, 1731) – Adoption (27 juin 1985) [n° **158**].

PROMULGATION : Loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 (JO Lois et décrets du 6 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(10 avril 1985) (p. 183, 221).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 183, 192) *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; François Collet, rapporteur de la commission des lois ; Stéphane Bonduel, Félix Ciccolini, Charles Lederman.*

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION : BADINTER (Robert) (p. 183 à 186, 192) ; COLLET (François) (p. 186, 187) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 188, 189) ; CICCOLINI (Félix) (p. 190, 191) ; LEDERMAN (Charles) (p. 191, 192).

ALCOOLISME : BADINTER (Robert) (p. 183) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 189).

ASSURANCE AUTOMOBILE : BADINTER (Robert) (p. 183, 184, 185, 186) ; COLLET (François) (p. 186, 187) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 188) ; CICCOLINI (Félix) (p. 190, 191) ; LEDERMAN (Charles) (p. 191).

ASSURANCES : LEDERMAN (Charles) (p. 191, 192).

CYCLISTES : BADINTER (Robert) (p. 184) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 188) ; CICCOLINI (Félix) (p. 190).

DELINQUANCE ROUTIERE : BONDUEL (Stéphane) (p. 188) ; BADINTER (Robert) (p. 192).

ENFANTS : BADINTER (Robert) (p. 183).

FAUTE (responsabilité pour) : BADINTER (Robert) (p. 184) ; COLLET (François) (p. 187) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 188, 189) ; CICCOLINI (Félix) (p. 190).

FONDS DE GARANTIE AUTOMOBILE : BADINTER (Robert) (p. 183) ; COLLET (François) (p. 186) ; CICCOLINI (Félix) (p. 190).

PERMIS DE CONDUIRE : BADINTER (Robert) (p. 183).

PERSONNES TRANSPORTEES : BADINTER (Robert) (p. 184) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 188) ; CICCOLINI (Félix) (p. 190).

PIETONS : BADINTER (Robert) (p. 184) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 188) ; CICCOLINI (Félix) (p. 190).

PREJUDICE CORPOREL : BADINTER (Robert) (p. 184, 185).

PREVENTION ROUTIERE : BADINTER (Robert) (p. 183) ; CICCOLINI (Félix) (p. 191).

ROUTES : BADINTER (Robert) (p. 183).

SECURITE SOCIALE : BADINTER (Robert) (p. 186).

VICTIMES (droits des) : BADINTER (Robert) (p. 183, 184, 185) ; COLLET (François) (p. 187) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 188) ; CICCOLINI (Félix) (p. 191).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 192, 221) *MM. François Collet, rapporteur ; Robert Badinter, ministre ; Marcel Rudloff, Michel Dreyfus-Schmidt, Stéphane Bonduel, Charles Lederman, Jacques Eberhard, Jean Béranger.*

CHAPITRE PREMIER

INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Art. 1er *(Domaine d'application du nouveau régime légal de responsabilité civile)* (p. 192).

Adoptés : amendement n° 1 de M. François Collet, rapporteur : indemnisation des victimes, mêmes transportées en vertu d'un contrat, d'un accident dans lequel est impliqué un véhicule terrestre (p. 193) ; sous-amendement n° 61 de M. Robert Badinter, ministre : victimes d'un accident de la circulation (p. 193).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 193).

SECTION I

Dispositions relatives au droit à indemnisation

Art. 2 *(Suppression de la faculté, pour le conducteur ou gardien du véhicule, impliqué dans un accident de la circulation, d'opposer aux victimes, la force majeure ou le fait d'un tiers)* – Adopté (p. 193).

Art. 3 *(Suppression de la faculté d'opposer à la victime d'un accident de la circulation la faute de celle-ci sauf si cette faute est inexcusable et a été la cause exclusive de l'accident)* (p. 193).

Adopté : amendement n° 2 de M. François Collet, rapporteur : indemnisation des victimes, hormis les conducteurs de véhicules à moteur, des dommages corporels, sauf faute inexcusable, cause exclusive de l'accident (p. 194).

Retiré : sous-amendement n° 62 de M. Robert Badinter, ministre : exclusion des conducteurs de véhicules à moteur (p. 194).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 194).

Art. 4 *(Maintien des solutions du droit positif antérieur à l'arrêt Desmares en cas de dommages subis par le conducteur d'un véhicule impliqué dans un accident de la circulation)* (p. 194).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 3 de M. François Collet, rapporteur : faute du conducteur et limitation ou exclusion de l'indemnisation des dommages qu'il a subis (p. 194) ; sous-amendement n° 63 de M. Robert Badinter, ministre : conducteurs de véhicules à moteur (p. 194).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 194).

Art. 5 *(Maintien des solutions du droit positif antérieur à l'arrêt Desmares pour l'indemnisation des dommages matériels)* (p. 194).

Adopté : amendement rédactionnel n° 4 de M. François Collet, rapporteur : faute de la victime et limitation ou exclusion de l'indemnisation des dommages aux biens qu'elle a subis (p. 195).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 195).

Art. 5 bis *(Opposabilité des exclusions et limitations de l'indemnisation prévue aux art. 3, 4 et 5 aux ayants-droit de la victime)* (p. 195).

Adopté : amendement n° 5 de M. François Collet, rapporteur : réparation du préjudice subi par un tiers et prise en compte des limitations ou exclusions applicables à l'indemnisation des dommages (p. 195).

– L'art. 5 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 195).

SECTION II

Dispositions relatives à l'assurance et au fonds de garantie

Art. 6 *(Objet du contrat d'assurance)* (p. 195).

Adopté : amendement n° 6 de M. François Collet, rapporteur : subrogation de l'assureur dans les droits du créancier de l'indemnité contre la personne responsable de l'accident lorsque la garde ou la conduite du véhicule a été obtenue contre le gré du propriétaire (p. 196).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 196).

Art. 7 *(Intervention du fonds de garantie : art. L. 420-1 du code des assurances)* (p. 196).

Adoptés : amendement n° 7 de M. François Collet, rapporteur : fonds de garantie et indemnisation des victimes des dommages corporels nés d'un accident de la circulation si le responsable des dommages est inconnu ou non assuré ; paiement d'indemnités (p. 197) ; sous-amendement n° 64 de M. Robert Badinter, ministre : indemnisation des victimes des dommages corporels nés d'un accident dans lequel est impliqué un véhicule terrestre à moteur en circulation (p. 197) ; sous-amendement n° 65 de M. Robert Badinter, ministre : cas de prise en charge des dommages matériels nés d'un accident dans lequel est impliqué un véhicule (p. 197).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 197).

Art. 8 *(Transaction du fonds de garantie avec la victime)* – Adopté (p. 197).

Art. 9 *(Point de départ des intérêts légaux dus par le fonds de garantie)* – Adopté (p. 197).

SECTION III

De l'offre d'indemnité

Intitulé (p. 197).

Adopté : amendement n° 8 de M. François Collet, rapporteur : intitulé : « De l'offre d'indemnité en cas de dommages corporels » (p. 197).

– L'intitulé de la section III du chapitre Ier, ainsi modifié, est adopté (p. 197).

Art. 10 *(Offre d'indemnité)* (p. 197).

Adoptés : amendement n° 9 de M. François Collet, rapporteur : offre transactionnelle obligatoire de l'assureur à la victime ; délai maximum de huit mois à compter de l'accident ; contenu global et unicité de l'offre ; prise en compte de l'état de la victime, consolidé ou non (p. 198) ; sous-amendement n° 56 de M. Charles Lederman : présentation d'une offre d'indemnité à la victime par l'assureur garantissant la responsabilité civile du fait d'un véhicule terrestre à moteur (p. 198).

Retiré : amendement n° 54 de M. Stéphane Bonduel : suppression de l'obligation pour l'assureur de présenter l'offre d'indemnité lorsque la victime a déjà saisi la justice par voie de constitution de partie civile ou par action civile (p. 198).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 198).

Après l'art. 10 (p. 198).

Retiré : amendement n° 10 (art. additionnel) de M. François Collet, rapporteur : procédure contentieuse et indemnité provisionnelle pour la victime dès lors que l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable ; caractère exécutoire de plein droit de la décision au fond ; automaticité de la procédure de l'évocation (p. 200).

Art. 11 *(Information de la victime)* (p. 200).

Adopté : amendement n° 11 de M. François Collet, rapporteur : généralisation de la notion de conseil de la victime et assistance par un avocat ou un conseil appartenant à une profession réglementée et, en cas d'expertise, d'un médecin (p. 202).

Rejeté : sous-amendement n° 57 de M. Charles Lederman : possibilité de désignation d'un conseil autre que celui désigné par l'assurance défense recours si la victime a souscrit une telle police (p. 201).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 202).

Art. 12 *(Délai de production des créances des tiers payeurs)* (p. 202).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 12 de M. François Collet, rapporteur : cas des tiers payeurs (p. 213 ; précédemment réservé p. 202) – Amendement n° 13 de M. François Collet, rapporteur : prise en compte de la date de consolidation de l'état de la victime pour la production des créances des tiers payeurs (p. 202).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 213 ; vote réservé p. 202).

Art. 13 *(Faute de la victime et action en remboursement des tiers-payeurs)* (p. 202).

Adopté : amendement n° 14 de M. François Collet, rapporteur : droits des tiers payeurs même en l'absence de faute de la victime et preuve de l'impossibilité de production des créances (p. 203).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 203).

Art. 14 *(Sanctions dont est passible l'assureur : cas de l'offre tardive ou de l'absence d'offre)* (p. 203).

Adopté : amendement n° 15 de M. François Collet, rapporteur : pénalité à la charge de l'assureur en cas d'offre tardive, inexistante ou insuffisante ; modalités de calcul de la sanction ; pouvoirs du juge (p. 204).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 204).

Art. 15 *(Sanctions dont est passible l'assureur : estimation par le juge de l'insuffisance manifeste de l'offre)* (p. 204).

Adopté : amendement n° 16 de suppression de cet article pour coordination, de M. François Collet, rapporteur (p. 204).

– L'art. 15 est supprimé (p. 204).

Art. 16 *(Sanctions dont est passible l'assureur : réduction par le juge des intérêts mentionnés aux art. 14 et 15)* (p. 204).

Adopté : amendement n° 17 de suppression de cet article pour coordination, de M. François Collet, rapporteur (p. 204).

– L'art. 16 est supprimé (p. 204).

Art. 17 *(Transaction concernant un mineur ou un majeur protégé)* (p. 204).

Adoptés : amendement n° 67 de M. Robert Badinter, ministre : soumission par l'assureur au juge des tutelles ou au conseil de famille compétent de tout projet de transaction concernant un mineur ou un majeur en tutelle (p. 204) – Amendement n° 18 de M. François Collet, rapporteur : possibilité d'annulation du paiement non précédé de l'avis requis ou de la transaction non autorisée, à la demande de tout intéressé ou du ministère public, à l'exception de l'assureur (p. 204) – Amendement n° 19 de M. François Collet, rapporteur : nullité des clauses par lesquelles le représentant légal se porte fort de la ratification par le mineur ou le majeur protégé des actes mentionnés (p. 204) ; sous-amendement n° 68 de M. Robert Badinter, ministre : majeur en tutelle (p. 204).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 204).

Art. 18 *(Délai de repentir offert à la victime)* (p. 205).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 20 de M. François Collet, rapporteur : dénonciation par la victime, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de la transaction dans les quinze jours de sa conclusion (p. 205) – Amendement n° 21 de M. François Collet, rapporteur : reproduction de ces dispositions en caractères très apparents dans l'offre de transaction et dans la transaction, à peine de nullité relative de cette dernière (p. 205).

Retiré : amendement n° 58 de M. Charles Lederman : dénonciation de la transaction adressée par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, à celui des assureurs qui a présenté l'offre (p. 205).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 205).

Art. 19 *(Paiement des sommes convenues)* (p. 205).

Adopté : amendement n° 69 de M. Robert Badinter, ministre : délai de paiement des sommes convenues après l'expiration du délai de dénonciation ; dommages et intérêts en cas de non paiement (p. 206).

Retiré : amendement n° 22 de M. François Collet, rapporteur : délai de paiement des sommes convenues après l'expiration du délai de dénonciation ; dépassement des délais et dommages et intérêts (p. 206).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 206).

Après l'art. 19 (p. 206).

Adopté : amendement n° 70 (art. additionnel) de M. Robert Badinter, ministre : système de majoration des intérêts moratoires à compter d'un certain délai après la décision de justice ou la notification de la décision (p. 206).

Retiré : amendement n° 23 (art. additionnel) de M. François Collet, rapporteur : système de majoration des intérêts moratoires pour les relations entre l'assureur et la victime d'accident de la circulation (p. 206).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 206).

Art. 19 bis *(Action de la victime en cas d'aggravation du dommage)* (p. 206).

Adopté : amendement rédactionnel n° 24 de M. François Collet, rapporteur : modalités et délai de demande de réparation par la victime en cas d'aggravation des dommages (p. 206).

– L'art. 19 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 206).

Art. 19 ter *(Exception de garantie légale ou contractuelle)* – Adopté (p. 206).

Art. 20 *(Personnes non assujetties à l'obligation d'assurance)* – Adopté (p. 206).

Art. 21 *(Règles particulières au fonds de garantie automobile)* (p. 206).

Adoptés : amendement de coordination n° 25 de M. François Collet, rapporteur (p. 206) – Amendement de coordination n° 26 de M. François Collet, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives au versement au Trésor public des intérêts lorsque le fonds de garantie y est tenu (p. 206).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 206).

Après l'art. 21 (p. 207).

Adopté : amendement n° 27 (art. additionnel) de M. François Collet, rapporteur : publication périodique par le Gouvernement des chiffres moyens des indemnités allouées par les Tribunaux ou ayant fait l'objet de transactions entre les victimes et les assureurs (p. 207).

Retiré : amendement n° 60 (art. additionnel) de M. Stéphane Bonduel : échec de la proposition transactionnelle et instauration d'une procédure rapide ; procédure à jour fixe ; magistrat unique (p. 207).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 207).

Art. 22 *(Décret d'application)* (p. 207).

Adopté : amendement n° 29 de M. François Collet, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la publication des chiffres moyens des indemnités allouées par les tribunaux ou ayant fait l'objet de transactions entre les victimes et les assureurs (p. 208).

Retiré : amendement n° 28 de M. François Collet, rapporteur : causes de suspension ou de prorogation des délais mentionnés aux art. 10 et 12 (p. 208).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 208).

CHAPITRE II

DES RECOURS DES TIERS PAYEURS CONTRE LES TIERS RESPONSABLES D'UN DOMMAGE CORPOREL

Intitulé (p. 208).

Adopté : amendement n° 30 de M. François Collet, rapporteur : intitulé « Des recours des tiers payeurs contre les tiers responsables d'un dommage résultant d'une atteinte à la personne » (p. 208).

– L'intitulé du chapitre II, ainsi modifié, est adopté (p. 208).

Art. 23 *(Applicabilité des dispositions de ce chapitre aux relations entre le tiers payeur et le tiers responsable d'un dommage autre que matériel, quelle que soit la nature de l'évènement ayant occasionné ce dommage)* (p. 208).

Adopté : amendement de coordination n° 31 de M. François Collet, rapporteur : relations entre le tiers payeur et le tiers responsable d'un dommage résultant d'une atteinte à la personne (p. 208).

– L'art. 23, ainsi modifié, est adopté (p. 208).

Art. 24 *(Prestations pouvant donner lieu à une action de remboursement)* (p. 208).

Adoptés : amendement n° 32 de M. François Collet, rapporteur : énumération des prestations versées à la victime d'un dommage résultant des atteintes à sa personne ouvrant droit à un recours contre les tiers responsables du dommage ou son assureur (p. 209) ; sous-amendement n° 71 de M. Robert Badinter, ministre : recours contre la personne tenue à réparation (p. 209) – Amendement n° 33 de M. François Collet, rapporteur : possibilité d'action en remboursement contre le tiers responsable pour les prestations versées par les organismes, établissements et services gérant un régime obligatoire de sécurité sociale (p. 211) – Amendement de coordination rédactionnelle n° 34 de M. François Collet, rapporteur : maintien par l'employeur des salaires et accessoires du salaire pendant la période d'inactivité consécutive à l'évènement qui a occasionné le dommage (p. 211).

Rejeté : amendement n° 55 de M. Jean Béranger : énumération des prestations susceptibles de donner lieu à une action en remboursement contre le tiers responsable de l'accident ou son assureur (p. 211).

Devient sans objet : amendement n° 35 de M. François Collet, rapporteur : versement à titre d'avance sur indemnité des indemnités journalières de maladie, des prestations d'invalidité et de décès par les entreprises régies par le code des assurances dans le cadre d'un contrat d'assurance des dommages corporels résultant d'un accident de la circulation (p. 213 ; précédemment réservé p. 211).

– L'art. 24, ainsi modifié, est adopté (p. 213 ; vote réservé p. 211).

Après l'art. 24 (p. 211).

Adopté : amendement n° 36 (art. additionnel) de M. François Collet, rapporteur : caractère subrogatoire des recours (p. 211).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 211).

Art. 25 *(Caractère subrogatoire de l'action en remboursement)* (p. 211).

Adoptés : amendement n° 37 de M. François Collet, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives au caractère subrogatoire des actions en remboursement (p. 211) – Amendement n° 38 de M. François Collet, rapporteur : modalités d'exercice des recours (p. 211) – Amendement n° 39 de M. François Collet, rapporteur : suppression des termes de cet article relatifs aux dispositions contraires réputées non écrites (p. 213 ; précédemment réservé p. 211).

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 213 ; vote réservé p. 211).

Art. 26 *(Remboursement des charges patronales)* – Adopté (p. 211).

Art. 26 bis *(Actions en remboursement des avances sur indemnité)* (p. 211).

– L'article est réservé (p. 212).

Adopté : amendement n° 40 de M. François Collet, rapporteur : suppression de cet article relatif aux actions en remboursement des avances sur indemnité consenties par l'assureur à la suite d'un accident et à leur engagement dans un délai de deux ans à compter du paiement de l'indemnité (p. 213 ; précédemment réservé p. 212).

– L'art. 26 bis est supprimé (p. 213).

Art. 27 *(Prescription de l'action en remboursement)* (p. 212).

Adoptés : amendement n° 41 de M. François Collet, rapporteur : absence de droit à action contre le tiers responsable du dommage ou son assureur pour un versement effectué au profit d'une victime en vertu d'une obligation légale conventionnelle ou statutaire (p. 212) ; sous-amendement n° 72 de M. Robert Badinter, ministre : droit de recours des assureurs en

vertu d'un contrat et garantie à l'assuré du versement d'un capital minimum à titre d'avance sur l'indemnité définitive (p. 212).

– L'art. 27, ainsi modifié, est adopté (p. 212).

Art. 28 *(Représentation des organismes de sécurité sociale)* – Adopté (p. 213).

CHAPITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

SECTION I A

De l'intervention du fonds de garantie en application de l'art. 366 ter du code rural

Art. 29 A *(Intervention du fonds de garantie pour l'indemnisation des dommages résultant d'actes de chasse : premier alinéa de l'art. 366 ter du code rural)* (p. 213).

Adoptés : amendement de coordination n° 42 de M. François Collet, rapporteur : prise en charge par le fonds de garantie de l'indemnisation des dommages de toute nature résultant des atteintes aux personnes (p. 213) – Amendement de coordination n° 43 de M. François Collet, rapporteur : prise en compte par le fonds de garantie des dommages occasionnés par certains actes commis par un auteur demeuré inconnu ou non assuré ou lorsque son assureur est totalement ou partiellement insolvable (p. 214).

– L'art. 29 A, ainsi modifié, est adopté (p. 214).

Avant la section I du chapitre III (p. 214).

Rejeté : amendement n° 52 (art: additionnel) de M. François Collet, rapporteur : sanctions en matière de défaut d'assurance obligatoire ; amende, prison, suspension, annulation du permis de conduire ou interdiction de sa délivrance, confiscation du véhicule (p. 216).

Devient sans objet : amendement n° 44 (division additionnelle) de M. François Collet, rapporteur : insertion d'une division nouvelle et de son intitulé : « Section I A bis – Du défaut d'assurance » (p. 216 ; précédemment réservé p. 214).

SECTION I

Des intérêts moratoires

Art. 29 *(Point de départ des intérêts moratoires)* (p. 216).

Rejetée : première partie de l'amendement n° 45 de M. François Collet, rapporteur : préjudice et fixation du point de départ des intérêts au jour de la demande en justice (p. 217).

Retirés : seconde partie de l'amendement n° 45 de M. François Collet, rapporteur : intérêts payables sur le montant de l'indemnité fixée par le juge d'appel (p. 217) – Amendement n° 73 de M. Robert Badinter, ministre : point de départ des intérêts de la somme allouée par le juge d'appel (p. 217).

– L'art. 29 est adopté (p. 217).

Art. 30 *(Majoration du taux de l'intérêt légal en cas de condamnation résultant d'une décision de justice exécutoire)* (p. 217).

Adopté : amendement n° 46, de suppresion de cet article, de M. François Collet rapporteur (p. 217).

Devient sans objet : amendement n° 59 de M. Charles Lederman : cas de possibilité de dispense de la majoration du taux de l'intérêt légal (p. 217).

– L'art. 30 est supprimé (p. 217).

SECTION II

Des prescriptions

Art. 31 *(Interruption de la prescription : art. 2244 du code civil)* (p. 217).

Adopté : amendement n° 47 de M. François Collet, rapporteur : extension de l'effet interruptif de l'assignation, même en référé, du commandement ou de la saisie à tous les délais pour agir, délais de prescription, brefs délais ou délais préfix existant en matière de filiation (p. 217).

– L'art. 31, ainsi modifié, est adopté (p. 217).

Art. 32 *(Prescription des actions en responsabilité extra-contractuelle)* (p. 217).

Retiré : amendement n° 48 de M. François Collet, rapporteur : délai de prescription pour l'ensemble des actions en responsabilité civile (p. 218).

– L'art. 32 est adopté (p. 218).

SECTION III

Des appels en déclaration de jugement commun

Art. 33 *(Dernier alinéa de l'art. L. 397 du code de la sécurité sociale)* – Adopté (p. 218).

Art. 34 *(Quatrième alinéa de l'art. 1046 du code rural)* – Adopté (p. 218).

Art. 35 *(Art. 1234-12 du code rural)* – Adopté (p. 218).

Art. 36 *(Premier alinéa de l'art. 3 de l'ordonnance n° 59-76 du 7 janvier 1959 relative aux actions en réparation civile de l'Etat et de certaines autres personnes publiques)* – Adopté (p. 218).

Après l'art. 36 (p. 218).

Retiré : amendement n° 49 (art. additionnel) de M. François Collet, rapporteur : faculté pour certains organismes appelés en déclaration de jugement commun de ne pas se constituer à l'instance (p. 219).

SECTION IV

Des rentes indemnitaires

Art. 37 *(Revalorisation des rentes)* – Adopté (p. 219).

Art. 38 *(Conversion de la rente en capital)* – Adopté (p. 219).

CHAPITRE IV

ENTREE EN VIGUEUR ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 39 *(Sort des prescriptions en cours)* – Adopté (p. 219).

Art. 40 *(Entrée en vigueur de la loi)* – Adopté (p. 219).

Adopté : amendement n° 74 de M. Robert Badinter, ministre : délai d'entrée en vigueur de la loi pour les accidents ayant donné lieu à une action en justice introduite avant la publication de la loi et pour les accidents survenus dans les deux années précédant cette publication (p. 219).

Retiré : amendement n° 50 de M. François Collet, rapporteur : entrée en vigueur de la loi dès sa publication pour les accidents survenus dans les deux années antérieures (p. 219).

– L'art. 40, ainsi modifié, est adopté (p. 219).

Art. 41 *(Entrée en vigueur de la loi)* (p. 219).

Adopté : amendement n° 75 de M. Robert Badinter, ministre : mesures transitoires pour dix-huit mois et délai maximal de proposition d'une offre de transaction définitive après consolidation de l'état de la victime (p. 220).

Retiré : amendement n° 51 de M. François Collet, rapporteur : réduction de la période transitoire durant laquelle les délais fixés par le projet de loi seront temporairement prolongés et diminution des prolongations de délais (p. 220).

– L'art. 41, ainsi modifié, est adopté (p. 220).

Seconde délibération portant sur le troisième alinéa de l'art. 29 – Ordonnée (p. 221).

Art. 29 (p. 221).

Adopté : amendement n° 1 de M. Robert Badinter, ministre : confirmation en appel du jugement et taux d'intérêt légal à dater du jugement ; absence de confirmation et intérêts à compter de la décision d'appel (p. 221).

– L'art. 29, ainsi modifié, est adopté (p. 221).

Explications de vote : *M. Charles Lederman* (p. 221), *Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin* (p. 221), *MM. Stéphane Bonduel* (p. 221), *Pierre Ceccaldi-Pavard* (p. 221).

Adoption (10 avril 1985) (p. 221).

Discussion (deuxième lecture)

(6 juin 1985) (p. 995, 1004).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 995, 996) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; François Collet, rapporteur de la commission des lois.*

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION : BADINTER (Robert) (p. 995) ; COLLET (François) (p. 995, 996).

ASSURANCE AUTOMOBILE : BADINTER (Robert) (p. 995) ; COLLET (François) (p. 995, 996).

ENFANTS : COLLET (François) (p. 995, 996).

HANDICAPES : COLLET (François) (p. 995, 996).

PERSONNES AGEES : COLLET (François) (p. 995, 996).

PERSONNES TRANSPORTEES : COLLET (François) (p. 995).

VICTIMES (droits des) : BADINTER (Robert) (p. 995) ; COLLET (François) (p. 995, 996).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 996, 1004) : *MM. François Collet, rapporteur ; Robert Badinter, ministre ; Charles Lederman, André Méric, Pierre Noé, Stéphane Bonduel, Pierre Ceccaldi-Pavard.*

Art. 3 et 4 – Adoptés (p. 996).

Art. 5 (p. 996).

Retiré : amendement rédactionnel n° 4 de M. François Collet, rapporteur (p. 996).

– L'art. 5 est adopté (p. 996).

Art. 5 bis – Adopté (p. 997).

Art. 6A (p. 997).

Adopté : amendement n° 5 de M. François Collet, rapporteur : implication dans la réalisation de l'accident d'un véhicule terrestre à moteur ou de ses remorques ou semi-remorques (p. 997).

– L'art. 6A, ainsi modifié, est adopté (p. 997).

Art. 7 (p. 997).

Adoptés : amendements de M. François Collet, rapporteur : n° 6 : cas des indemnités payées par le fonds de garantie ; et n° 7 : suppression de la détermination par décret simple des modalités d'application relatives à l'intervention du fonds de garantie (p. 997).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 997).

Art. 10 – Adopté (p. 998).

Art. 11 (p. 998).

Adopté : amendement n° 8 de M. François Collet, rapporteur : possibilité de communication à la victime de la copie du procès-verbal d'enquête de police ou de gendarmerie ; assistance d'un avocat ou d'un conseil appartenant à une profession réglementée, ou d'un médecin en cas d'examen médical (p. 998, scrutin public n° 59 ; liste des votants p. 1038).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 998).

Art. 13 (p. 998).

Adopté : amendement n° 10 de M. François Collet, rapporteur : recours des tiers payeurs contre la victime à concurrence de l'indemnité qu'elle a perçue de l'assureur au titre du même chef de préjudice (p. 999).

Retiré : amendement n° 9 de M. François Collet, rapporteur : recours des tiers payeurs contre la victime et suppression de la condition d'impossibilité pour les tiers payeurs d'avoir fait valoir leurs droits contre l'assureur du fait de la victime (p. 999).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 999).

Art. 14 (p. 999).

Adoptés : amendements de M. François Collet, rapporteur : n° 18 : absence d'offre de l'assureur dans les délais impartis et condamnation d'office de l'assureur par le juge au versement d'une certaine somme à la victime ; et n° 11 : taux des pénalités de retard (p. 1000).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1000).

Art. 15 (p. 1000).

Adoptés : amendements de M. François Collet, rapporteur : n° 12 : condamnation d'office de l'assureur par le juge au versement à la victime d'une certaine somme ; et n° 13 : taux des pénalités de retard (p. 1000).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 1000).

Art. 16 (p. 1000).

Adopté : amendement n° 14 de M. François Collet, rapporteur : possibilité pour le juge de majorer ou de réduire les sommes dues (p. 1000).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1000).

Art. 19 – Adopté (p. 1000).

Art. 19 bis (p. 1000).

Retiré : amendement rédactionnel n° 15 de M. François Collet, rapporteur (p. 1001).

– L'art. 19 bis est adopté (p. 1001).

Art. 21 (p. 1001).

Adopté : amendement n° 16 de M. François Collet, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives au fonds de garantie (p. 1001).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 1001).

Art. 21 bis, 23, 27 et 29 A – Adoptés (p. 1001).

Après l'art. 29A (p. 1001).

Retirés : amendements semblables n° 2 (art. additionnel) de M. Stéphane Bonduel, n° 3 (art. additionnel) de M. Pierre Noé et n° 17 (art. additionnel) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : extension du droit de se porter partie civile aux associations de défense des victimes d'accidents de la circulation et de leurs familles (p. 1004).

Devient sans objet : amendement n° 1 de M. Stéphane Bonduel : insertion d'une section nouvelle et de son intitulé : « Section 1 B - Dispositions de procédure pénale » (p. 1004 ; précédemment réservé p. 1001).

Art. 29, 38 bis et 40 – Adoptés (p. 1004).

Adoption (6 juin 1985) (p. 1004).

Discussion (commission mixte paritaire)

(27 juin 1985) (p. 1730, 1731).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1730) : *MM. François Collet, rapporteur pour le Sénat ; Robert Badinter, ministre de la justice.*

FONDS DE GARANTIE AUTOMOBILE : COLLET (François) (p. 1730).

VICTIMES (droits des) : COLLET (François) (p. 1730) ; BADINTER (Robert) (p. 1730).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1731)

Art. 6A, 7, 11, 13 à 15, 21 (p. 1731).

Adoption (27 juin 1985) (p. 1731).

Voir aussi PERMIS DE CONDUIRE, **1**
POLICE, **2**
PROCEDURE PENALE, **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**

CIRQUE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Culture

CLAUSE PENALE

Voir PROCEDURE CIVILE ET COMMERCIALE, **1**

CLOTURES

Voir CONSTRUCTION, **1**

CLUBS SPORTIFS

Voir ASSOCIATIONS, **1**, DG
SECURITE SOCIALE (cotisations), **1**

CODE CIVIL

Voir CIRCULATION ROUTIERE, **1**
INSEMINATION ARTIFICIELLE, **2**
MARIAGE, **1**
MUTUELLES (sociétés), **1**
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**
PROCEDURE CIVILE ET COMMERCIALE, **1**
SECURITE SOCIALE, **1**
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, **1**

CODE DE COMMERCE

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG

CODE DE DEONTOLOGIE

Voir POLICE, **1**, DG

CODE DE L'AVIATION CIVILE

Voir URBANISME, **1**, DG

CODE DE L'URBANISME

Voir CONSTRUCTION, **1**
MER ET LITTORAL, **2**
URBANISME, **1 ; 2**

CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION

Voir CONSTRUCTION, **1**
LOGEMENT, **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, Art. 71
URBANISME, **2**

CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **13**
PAUVRETE, **1**
SECURITE SOCIALE, **1**

CODE DE LA MUTUALITE

Voir MUTUELLES (sociétés), **1**

CODE DE LA ROUTE

Voir POLICE, **1**, DG ; **2**
PROCEDURE PENALE, **1**
SECURITE SOCIALE, **2**, DG

CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **13**
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4**
LOIS DE FINANCES, **3**, Art. 67
PHARMACIE, **1**
SANTE PUBLIQUE, **1 ; 2**
SECURITE SOCIALE, **1 ; 2**
STUPEFIANTS, **1**

CODE DE LA SECURITE SOCIALE

Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL, **1**
COLLECTIVITES LOCALES, **13**
EMPLOI, ACTIVITE, **1**
INVALIDITE, **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, Art. 68, 69
PHARMACIE, **1**
SANTE PUBLIQUE, **1**
SECURITE SOCIALE, **1 ; 2**
SECURITE SOCIALE (cotisations), **1**

CODE DE PROCEDURE PENALE

Voir GRACE ET AMNISTIE, **1**
JUSTICE, **1**
POLICE, **1 ; 2**
PROCEDURE PENALE, **1 ; 2**
SECURITE SOCIALE, **1**

CODE DES ASSURANCES

Voir ASSURANCES, **1**
CIRCULATION ROUTIERE, **1**
MUTUELLES (sociétés), **1**

CODE DES COMMUNES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **5 ; 7 ; 11 ; 12**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **9**
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **2**

CODE DES DEBITS DE BOISSONS

Voir DEBITS DE BOISSONS, **1**

CODE DES DOUANES

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Art. 15, 16, 17

CODE DES MARCHES PUBLICS

Voir BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, **1**, DG
ECONOMIE SOCIALE, **1**

CODE DES PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE RETRAITE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Art. 63
PENSIONS DE REVERSION, **1**

CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE ET DES VICTIMES DE LA GUERRE

Voir DEPORTES, INTERNES ET RESISTANTS, **2**
LOIS DE FINANCES, **3**, Art. 58
VEUVES, **1**

CODE DU DOMAINE DE L'ETAT

Voir MER ET LITTORAL, **2**

CODE DU TRAVAIL

Voir CONGES DE FORMATION, **1**
DROITS DES TRAVAILLEURS, **1**
EMPLOI, ACTIVITE, **1**
GREVES, **1**
MUTUELLES (sociétés), **1**
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1**
SECURITE SOCIALE, **1**
SERVICE NATIONAL, **1**
TRAVAIL, **1 ; 2 ; 3**

CODE ELECTORAL

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3 ; 4 ; 5 ; 6 ; 7 ; 8 ; 9 ; 10 ; 11**
MUTUELLES (sociétés), **1**
NOUVELLE-CALEDONIE, **3 ; 4**
POLYNESIE FRANCAISE, **2**
REFERENDUMS, **1**
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, **1**

CODE EUROPEEN DE SECURITE SOCIALE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **40**

CODE FORESTIER

Voir AGRICULTURE, **4**
BOIS ET FORETS, **1**

CODE GENERAL DES IMPOTS

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **3 ; 12**
EDITION, IMPRIMERIE ET PRESSE, **2**
FAMILLE, **1**
LOGEMENT, **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, Art. 2, 3, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 20, 22, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 61 ; Suite de la discussion générale - Agriculture
PATRIMOINE (protection du), **1**
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1**
SECURITE SOCIALE, **1**
TAXE PROFESSIONNELLE, **1**
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA), **2**

CODE PENAL

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **12**
ENFANCE MARTYRE, **1**
GRACE ET AMNISTIE, **1**
GREVES, **1**
POLICE, **1**
SECURITE SOCIALE, **1 ; 2**, DG
STUPEFIANTS, **1**
TRAITES ET CONVENTIONS, **23**, DG
VALEURS MOBILIERES, **1**

CODE RURAL

Voir AGRICULTURE, **4**
CIRCULATION ROUTIERE, **1**
ECONOMIE SOCIALE, **1**
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, **1**
MUTUELLES (sociétés), **1**
SECURITE SOCIALE, **1**

COLLECTIVITES LOCALES

1. – **Proposition de loi relative à la réforme de la dotation globale d'équipement des communes,** PRESENTEE AU SENAT par M. René Régnault, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1985 – 2 avril 1985) [n° **198** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi portant création d'un Haut Conseil de la décentralisation, de comités régionaux de la décentralisation et relative au contrôle de l'exécution des lois de décentralisation,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jean-Marie Rausch, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1985 – 2 avril 1985) [n° **202** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – **Proposition de loi relative au régime des formalités hypothécaires demandées par les collectivités locales,** PRESENTEE AU SENAT par M. Lucien Neuwirth, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1985 – 2 avril 1985) [n° **206** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances.

4. – **Projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (13 juin 1985) [n° **370** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. André-Georges Voisin (18 juin 1985) [n° **376** (84-85)] – URGENCE – Discussion (25 juin 1985) (p. 1679, 1690) ; (27 juin 1985) (p. 1733, 1750) – Rejet (27 juin 1985) [n° **160**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (27 juin 1985) [n° **2863**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Roger-Machart (28 juin 1985) [n° **2871**] – Discussion (29 juin 1985) – Adoption (29 juin 1985) [n° **859**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (17 juillet 1985) [n° **453** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jacques Roger-Machart (25 juillet 1985) [n° **2918**] – Discussion (2 octobre 1985) – Adoption (2 octobre 1985) [n° **877**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. André-Georges Voisin (23 juillet 1985) [n° **464** (84-85)]

– Discussion (2 octobre 1985) (p. 2172, 2180) – Adoption (2 octobre 1985) [n° **2**].

PROMULGATION : loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 16 octobre 1985).

Discussion (première lecture)

(25 juin 1985) (p. 1679, 1690) ; (27 juin 1985) (p. 1733, 1750).

I – DISCUSSION GENERALE (25 juin 1985) (p. 1679, 1690) *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; André-Georges Voisin, rapporteur de la commission des finances ; Christian Poncelet, Fernand Lefort, Pierre Salvi, Henri Goetschy, René Ballayer.*

AIDE SOCIALE : PONCELET (Christian) (p. 1682, 1683).

CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES : VOISIN (André-Georges) (p. 1680).

COLLEGES : SALVI (Pierre) (p. 1685) ; PONCELET (Christian) (p. 1687).

COMMISSAIRES DE LA REPUBLIQUE : JOXE (Pierre) (p. 1680).

COMMUNES (petites) : PONCELET (Christian) (p. 1682, 1686) ; JOXE (Pierre) (p. 1682, 1686) ; LEFORT (Fernand) (p. 1683).

CONSEILS GENERAUX (présidents) : JOXE (Pierre) (p. 1679, 1685, 1686) ; VOISIN (André-Georges) (p. 1681) ; SALVI (Pierre) (p. 1684, 1685).

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES : PONCELET (Christian) (p. 1682, 1686, 1687).

DECENTRALISATION : JOXE (Pierre) (p. 1679, 1680, 1682, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689) ; VOISIN (André-Georges) (p. 1680, 1681, 1687, 1688) ; PONCELET (Christian) (p. 1681 à 1683, 1686, 1687, 1689) ; LEFORT (Fernand) (p. 1683, 1684) ; SALVI (Pierre) (p. 1684, 1685) ; GOETSCHY (Henri) (p. 1689) ; BALLAYER (René) (p. 1689).

DEPARTEMENTS : JOXE (Pierre) (p. 1679, 1680, 1686, 1688) ; VOISIN (André-Georges) (p. 1680, 1681) ; PONCELET (Christian) (p. 1681, 1682, 1683, 1686, 1687, 1688) ; LEFORT (Fernand) (p. 1683, 1684) ; SALVI (Pierre) (p. 1684, 1685).

DOTATION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT DES COLLEGES : PONCELET (Christian) (p. 1687).

DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION (DGD) : JOXE (Pierre) (p. 1679) ; VOISIN (André-Georges) (p. 1680) ; PONCELET (Christian) (p. 1681, 1682) ; SALVI (Pierre) (p. 1684).

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) : LEFORT (Fernand) (p. 1683) ; VOISIN (André-Georges) (p. 1687, 1688) ; JOXE (Pierre) (p. 1688, 1689) ; GOETSCHY (Henri) (p. 1689) ; BALLAYER (René) (p. 1689) ; PONCELET (Christian) (p. 1689).

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT (DGE) : PONCELET (Christian) (p. 1682, 1686) ; JOXE (Pierre) (p. 1682, 1686, 1687) ; LEFORT (Fernand) (p. 1683).

ENSEIGNEMENT : LEFORT (Fernand) (p. 1683, 1684).

EQUIPEMENTS : VOISIN (André-Georges) (p. 1680, 1681) ; PONCELET (Christian) (p. 1682).

FINANCES LOCALES : VOISIN (André-Georges) (p. 1680, 1681) ; PONCELET (Christian) (p. 1681, 1682) ; LEFORT (Fernand) (p. 1683, 1684) ; SALVI (Pierre) (p. 1684, 1685) ; JOXE (Pierre) (p. 1686, 1688).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : JOXE (Pierre) (p. 1679, 1680, 1685) ; VOISIN (André-Georges) (p. 1680) ; PONCELET (Christian) (p. 1682, 1689) ; BALLAYER (René) (p. 1689).

FONCTION PUBLIQUE (rémunérations) : JOXE (Pierre) (p. 1688, 1689) ; BALLAYER (René) (p. 1689) ; PONCELET (Christian) (p. 1689).

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE : SALVI (Pierre) (p. 1684) ; JOXE (Pierre) (p. 1685).

FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA : VOISIN (André-Georges) (p. 1681) ; JOXE (Pierre) (p. 1685, 1686).

IMPOTS LOCAUX : LEFORT (Fernand) (p. 1683) ; SALVI (Pierre) (p. 1685) ; JOXE (Pierre) (p. 1688).

PREFECTURES : JOXE (Pierre) (p. 1679, 1680, 1686) ; VOISIN (André-Georges) (p. 1680, 1681) ; PONCELET (Christian) (p. 1681, 1682) ; LEFORT (Fernand) (p. 1683) ; SALVI (Pierre) (p. 1684).

REGIONS : PONCELET (Christian) (p. 1681, 1682) ; SALVI (Pierre) (p. 1684).

TRANSPORTS SCOLAIRES : PONCELET (Christian) (p. 1682).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (27 juin 1985) (p. 1733, 1750) : *MM. André-Georges Voisin, rapporteur ; Pierre Joxe, ministre ; René Martin, Pierre Lacour, Michel Dreyfus-Schmidt, Paul Girod.*

Art. 1er *(Principe général de prise en charge)* – Adopté (p. 1733).

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES DE PERSONNEL

Art. 2 *(Calendrier de prise en charge des dépenses de personnel)* (p. 1734).

Adopté : amendement rédactionnel n° 1 de M. André-Georges Voisin, rapporteur (p. 1734).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1734).

Art. 3 *(Etat des emplois)* (p. 1734).

Adoptés : amendements de M. André-Georges Voisin, rapporteur, n° 2 : prise en compte pour l'établissement de l'état des emplois des avenants conclus après la publication du texte en discussion aux conventions de partage des services (p. 1734) – Et n° 3 : subordination du règlement d'office de l'état des emplois à la consultation de la chambre régionale des comptes et à une procédure de justification par écrit des parties en cause (p. 1735) ; sous-amendement n° 33 de M. Pierre Joxe, ministre : subordination du règlement d'office de l'état des emplois à la consultation de la chambre régionale des comptes territorialement compétente (p. 1735).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1735).

Art. 4 *(Suppression de l'obligation de remplacement des agents mis à disposition)* – Adopté (p. 1735).

Art. 5 *(Principe d'une compensation de la prise en charge)* – Adopté (p. 1735).

Art. 6 *(Calcul du montant des dépenses de personnel)* (p. 1735).

Adoptés : amendement n° 4 de M. André-Georges Voisin, rapporteur : coordination des délais de calcul des dépenses afférentes au personnel et de révision des conventions de partage des services (p. 1735) ; sous-amendement n° 38 de M. Pierre Joxe, ministre : montant des dépenses arrêtées dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente loi (p. 1735).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1735).

Art. 7 *(Modalités de la compensation financière)* (p. 1735).

Adoptés : amendement n° 5 de M. André-Georges Voisin, rapporteur : critères d'actualisation soumis au double contrôle du Conseil d'Etat et du comité des finances locales (p. 1736)

– Amendement n° 42 de M. Pierre Joxe, ministre : régularisation de la compensation financière devant intervenir au plus tard dans la loi de finances de la deuxième année suivant l'exercice considéré (p. 1737).

Retiré : amendement n° 6 de M. André-Georges Voisin, rapporteur : régularisation de la concentration financière devant intervenir avant le 31 juillet de l'année suivante (p. 1737).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 26 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Pierre Lacour : absence de prise en compte pour le calcul du solde des dépenses afférentes aux personnels départementaux mis à la disposition de l'Etat (p. 1737).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1737).

Art. 8 *(Subordination du droit d'option à l'accord préalable des collectivités publiques et délai de satisfaction du droit d'option)* (p. 1737).

Adopté : amendement n° 7 de M. André-Georges Voisin, rapporteur : délai de satisfaction des demandes d'option dans un délai de deux ans à compter de la demande (p. 1737).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1737).

Art. 9 *(Statuts particuliers et recrutement de contractuels)* (p. 1738).

Adoptés : amendements de M. André-Georges Voisin, rapporteur, n° 8 : obligation pour l'Etat de réviser les statuts particuliers dans un délai de deux ans (p. 1738) – Et n° 9 : nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article relatif au recrutement prioritaire par l'Etat d'agents des collectivités territoriales plutôt que de contractuels (p. 1738).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1738).

Art. 10 *(Substitution de la région à l'Etat pour la prise en charge des agents départementaux mis à disposition de la région)* (p. 1738).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 10 de M. André-Georges Voisin, rapporteur (p. 1739) – Amendement de précision n° 11 de M. André-Georges Voisin, rapporteur (p. 1739).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1739).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ET AUX DEPENSES D'EQUIPEMENT

Art. 11 *(Principe d'une prise en charge par l'Etat des dépenses afférentes aux préfectures et aux sous-préfectures)* – Adopté (p. 1739).

Art. 12 *(Suppression des prestations obligatoires des départements et régions pour les dépenses afférentes aux préfectures et sous-préfectures)* (p. 1739).

Adopté : amendement n° 12 de M. André-Georges Voisin, rapporteur : suppression des prestations obligatoires des départements et régions pour les dépenses afférentes aux préfectures et sous-préfectures et pour les bien immeubles qui leurs sont annexés (p. 1739).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1739).

Art. 13 *(Mise à disposition de l'Etat à titre gratuit des immeubles territoriaux)* (p. 1739).

Adoptés : amendement n° 13 de M. André-Georges Voisin, rapporteur : mise à la disposition de l'Etat à titre gratuit des immeubles ou partie d'immeubles départementaux et régionaux abritant des locaux affectés au fonctionnement de l'administration préfectorale, à l'exclusion des bâtiments communaux (p. 1740) – Amendement de coordination n° 14 de M. André-Georges Voisin, rapporteur (p. 1740).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1740).

Art. 14 *(Substitution de l'Etat dans les droits et obligations des départements et régions)* – Adopté (p. 1740).

Art. 15 *(Mise à disposition des départements et régions à titre gratuit des immeubles d'Etat)* (p. 1740).

Adopté : amendement n° 15 de M. André-Georges Voisin, rapporteur : mise à disposition s'étendant aux meubles, matériels et véhicules actuellement affectés à l'administration départementale ou régionale, région ou département assumant l'entretien et le renouvellement de ces biens immobiliers (p. 1740).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 1740).

Après l'art. 15 (p. 1740).

Adopté : amendement n° 16 (art. additionnel) de M. André-Georges Voisin, rapporteur : substitution de la région ou du département à l'Etat dans ses droits et obligations dans les matières donnant lieu à prise en charge des dépenses par la région ou le département (p. 1741).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1741).

Art. 16 *(Constatation conventionnelle des dépenses)* (p. 1742).

Adoptés : amendements de M. André-Georges Voisin, rapporteur, n° 17 : extension de la définition des modalités de calcul des dépenses de fonctionnement aux dépenses d'équipement (p. 1742) – n° 18 de coordination (p. 1743) – Et n° 35 : décret en Conseil d'Etat fixant les conditions dans lesquelles sera prise en compte la taxe à la valeur ajoutée (p. 1745) – Amendements de M. Henri Goetschy, soutenus par M. Pierre Lacour, n° 27 : montant des dépenses de fonctionnement arrêté sur la base du compte administratif de 1984, actualisé du taux d'évolution de la dotation globale de fonctionnement des départements pour 1985 (p. 1742) – Et n° 28 : fixation des conditions d'actualisation des dépenses prévues au présent alinéa par décret en Conseil d'Etat après consultation du comité des finances locales (p. 1744) – Amendement n° 31 de M. Pierre Joxe, ministre : prise en compte de la situation particulière des quatre départements ayant fait l'objet de la prise en charge expérimentale prévue par l'article 70 de la loi de finances pour 1985 sur la base du compte administratif de 1984 actualisé du taux d'évolution de la dotation globale de fonctionnement des départements (p. 1744).

Retiré : amendement n° 29 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Pierre Lacour : suppression des dispositions permettant de prendre en compte les changements de structure dont les opérations financières ne seraient pas traduites en années pleines et les décisions des juridictions comptables et administratives (p. 1743).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 19 de M. André-Georges Voisin, rapporteur : charges d'emprunt afférentes aux équipements effectués depuis moins de cinq ans venant en déduction pour l'évaluation des dépenses (p. 1744).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1745).

Art. 17 *(Règlement d'office à défaut de convention)* (p. 1746).

Adoptés : amendement de coordination n° 20 de M. André-Georges Voisin, rapporteur (p. 1746) ; sous-amendement de précision rédactionnelle n° 34 de M. Pierre Joxe, ministre (p. 1746) – Amendement de coordination n° 21 de M. André-Georges Voisin, rapporteur (p. 1746).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 1746).

Art. 18 *(Actualisation pour 1986)* – Adopté (p. 1746).

Art. 19 *(Compensation financière)* – Adopté (p. 1746).

Art. 20 *(Dépenses d'équipement)* (p. 1741) – Priorité ordonnée (p. 1741).

Adopté : amendement n° 22 de M. André-Georges Voisin, rapporteur : suppression de cet article (p. 1742).

– L'art. 20 est supprimé (p. 1742).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 21 *(Partage des services)* (p. 1746).

Adopté : amendement n° 30 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Pierre Lacour : possibilité d'une prise en charge par le département ou la région assortie d'une mise à disposition de l'Etat par voie conventionnelle lorsque le partage des services risque de s'avérer impossible (p. 1747).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 1747).

Art. 22 *(Délai de conclusion de l'avenant à la convention de partage)* (p. 1747).

Adopté : amendement n° 32 de M. Pierre Joxe, ministre : décret prévoyant la modification de l'état des emplois et des agents mentionnés à l'article 3 de la loi (p. 1747).

Retiré : sous-amendement n° 36 de M. André-Georges Voisin, rapporteur : décret pris après consultation de la chambre régionale des comptes territorialement compétente et au vu des mémoires écrits des parties concernées (p. 1747).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 1747).

Art. 23 *(Prorogation des conventions prévues par la loi de 1982)* – Adopté (p. 1747).

Après l'art. 23 (p. 1747).

Adoptés : amendement n° 23 (art. additionnel) de M. André-Georges Voisin, rapporteur : régime des équipements immobiliers neufs mis à la disposition de l'Etat postérieurement à la date du 1er janvier 1986 et faisant l'objet de conventions particulières entre les parties concernées (p. 1749) ; précédemment réservé (p. 1748) ; sous-amendement n° 39 de M. Pierre Joxe, ministre : équipement immobiliers neufs mis à la disposition de l'Etat postérieurement à la date du 1er janvier 1986 (p. 1748).

Rejeté : sous-amendement n° 40 de M. Pierre Joxe, ministre : suppression du deuxième alinéa relatif au défaut de rachat ou de location par l'Etat des équipements immobiliers neufs (p. 1748).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1749).

Art. 24 *(Abrogation)* – Adopté (p. 1748).

Art. 25 *(Calendrier d'application pour les services extérieurs)* (p. 1748).

Adopté : amendement n° 24 de M. André-Georges Voisin, rapporteur : fixation du délai limite de prise en charge des services extérieurs après partage au 31 décembre 1989 (p. 1748).

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 1748).

Art. 26 *(Inapplicabilité du texte à Saint-Pierre-et-Miquelon)* (p. 1748).

Adopté : amendement de forme n° 41 de M. Pierre Joxe, ministre : inapplicabilité des dispositions de la présente loi à la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 1749).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 1749).

Seconde délibération portant sur l'article 16 – Ordonnée (p. 1749).

Art. 16 (p. 1749).

Adopté : amendement n° 1 de M. André-Georges Voisin, rapporteur : suppression du texte de l'amendement n° 31 de M. Pierre Joxe, ministre, précédemment adopté, analogue à l'amendement n° 27 de M. Henri Goetschy (p. 1750).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1750).

Explications de vote : MM. Fernand Lefort (p. 1750), André-Georges Voisin, rapporteur (p. 1750) ; intervention de M. Pierre Joxe, ministre (p. 1750) ; MM. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 1750), Pierre Lacour (p. 1750).

Rejet (27 juin 1985) (p. 1750).

Discussion (commission mixte paritaire)

(2 octobre 1985) (p. 2172, 2180).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2172, 2174) : *MM. André-Georges Voisin, rapporteur pour le Sénat ; Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Fernand Lefort.*

CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES : JOXE (Pierre) (p. 2173).

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES : JOXE (Pierre) (p. 2174).

DECENTRALISATION : VOISIN (André-Georges) (p. 2172, 2173) ; JOXE (Pierre) (p. 2173, 2174) ; LEFORT (Fernand) (p. 2174).

DEPARTEMENTS : VOISIN (André-Georges) (p. 2173) ; JOXE (Pierre) (p. 2174) ; LEFORT (Fernand) (p. 2174).

DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION (DGD) : VOISIN (André-Georges) (p. 2173).

EQUIPEMENTS : VOISIN (André-Georges) (p. 2173) ; JOXE (Pierre) (p. 2174) ; LEFORT (Fernand) (p. 2174).

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE : VOISIN (André-Georges) (p. 2172) ; JOXE (Pierre) (p. 2173) ; LEFORT (Fernand) (p. 2174).

FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA : VOISIN (André-Georges) (p. 2173).

REGIONS : VOISIN (André-Georges) (p. 2173) ; JOXE (Pierre) (p. 2173) ; LEFORT (Fernand) (p. 2174).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2174, 2180) : *MM. Pierre Joxe, ministre ; André-Georges Voisin, rapporteur.*

Art. 1er et 2 (p. 2174).

Art. 3 (p. 2175).

Amendement n° 1 de M. Pierre Joxe, ministre : raccourcissement du délai d'établissement des textes afférents aux conventions conclues en application de la loi du 2 mars 1982 (p. 2175).

Art. 4 et 5 (p. 2175).

Art. 6 (p. 2175).

Amendement n° 2 de M. Pierre Joxe, ministre, du même objet que l'amendement n° 1 précité (p. 2175).

Art. 7 (p. 2175).

Art. 8 à 12 (p. 2176).

Art. 13 (p. 2176).

Amendement n° 3 de M. Pierre Joxe, ministre, du même objet que l'amendement n° 1 précité (p. 2176).

Art. 14 (p. 2176).

Art. 15 (p. 2176).

Amendement n° 4 de M. Pierre Joxe, ministre, du même objet que l'amendement n° 1 précité (p. 2177).

Art. 15 bis (p. 2177).

Art. 16 (p. 2177).

Amendement n° 5 de M. Pierre Joxe, ministre, du même objet que l'amendement n° 1 précité (p. 2177).

Art. 17 (p. 2177).

Amendement n° 6 de M. Pierre Joxe, ministre : suppression de l'obligation d'avis de la chambre régionale des comptes en cas de désaccord sur les évaluations provisoires avant l'adoption du compte administratif (p. 2177).

Art. 18 à 21 (p. 2178).

Art. 22 (p. 2178).

Amendement n° 7 de M. Pierre Joxe, ministre : avenant à la convention de partage de services ; raccourcissement du délai (p. 2178).

Art. 23 à 25 (p. 2178).

Art. 25 bis (p. 2178).

Amendement n° 8 de M. Pierre Joxe, ministre : prorogation du délai fixé pour permettre aux régions et aux départements d'élaborer des règles statutaires (p. 2179).

Art. 25 ter et 26 (p. 2179).

Explications de vote : M. André-Georges Voisin, rapporteur (p. 2179) ; intervention de M. Pierre Joxe, ministre (p. 2179) ; M. Michel Darras (p. 2179 et 2180).

– Le texte du projet de loi, modifié par les huit amendements du Gouvernement, est adopté (p. 2180).

Adoption (2 octobre 1985) (p. 2180).

5. –. **Proposition de loi tendant à modifier les conditions d'évolution et de répartition de la dotation globale d'équipement des communes,** PRESENTEE AU SENAT par M. Josy Moinet, sénateur (19 juin 1985) [n° **396** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

6. – **Proposition de loi visant à modifier l'article L. 122-13 du code des communes relatif à la suppléance du maire,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jacques Genton, sénateur, et plusieurs de ses collègues (21 juin 1985) [n° **409** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

7. – **Proposition de loi modifiant la dotation globale de fonctionnement,** PRESENTEE AU SENAT par M. Camille Vallin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (25 juin 1985) [n° **418** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances.

8. – **Projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (19 juin 1985) [n° **2800**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Louis Besson (27 juin 1985) [n° **2859**] – URGENCE – Discussion commune avec la proposition de loi n° 2781 de M. Dominique Frelaut, député, et plusieurs de ses collègues (28 et 29 juin 1985) – Adoption (29 juin 1985) [n° **858**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 juillet 1985) [n° **454** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. René Monory (2 octobre 1985) [n° **1** (85-86)] – Avis de M. Paul Girod (2 octobre 1985) [n° **6** (85-86)] – Discussion (23 octobre 1985) (p. 2433, 2447) ; (24 octobre 1985) (p. 2467, 2515) ; (29 octobre 1985) (p. 2566, 2579) – Adoption (29 octobre 1985) [n° **9**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (29 octobre 1985) [n° **3011**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Louis Besson (12 novembre 1985) [n° **3052**] – Discussion (13 novembre 1985) – Adoption (13 novembre 1985) [n° **894**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. René Monory (12 novembre 1985) [n° **80** (85-86)] – Discussion (19 novembre 1985) (p. 3176, 3190) – Adoption (19 novembre 1985) [n° **34**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985 (JO Lois et décrets du 3 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(23 octobre 1985) (p. 2433, 2447) ; (24 octobre 1985) (p. 2467, 2515) ; (29 octobre 1985) (p. 2566, 2579).

I – DISCUSSION GENERALE (23 octobre 1985) (p. 2433, 2447) ; (24 octobre 1985) (p. 2467, 2468) : *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; René Monory, rapporteur de la commission des finances ; Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Paul Kauss, Jean-Marie Girault, René Régnault – Louis Caiveau, Camille Vallin, Roland du Luart, Joseph Raybaud, Alain Pluchet, Jacques Durand, Raymond Bouvier, Louis Brives, Jacques Descours Desacres, Robert Schwint.*

AIDE SOCIALE : VALLIN (Camille) (p. 2455) ; LUART (Roland du) (p. 2456).

ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE : RAYBAUD (Joseph) (p. 2458) ; BRIVES (Louis) (p. 2462) ; SCHWINT (Robert) (p. 2465).

BATIMENT (industrie) : CAIVEAU (Louis) (p. 2453).

COMITE DES FINANCES LOCALES : JOXE (Pierre) (p. 2433, 2467, 2468) ; MONORY (René) (p. 2436, 2438) ; GIROD (Paul) (p. 2439) ; RAYBAUD (Joseph) (p. 2458) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 2463).

COMMUNES : JOXE (Pierre) (p. 2434, 2435, 2441, 2442) ; MONORY (René) (p. 2436, 2437, 2438) ; GIROD (Paul) (p. 2438, 2439, 2440, 2441, 2442) ; KAUSS (Paul) (p. 2443) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 2443) ; REGNAULT (René) (p. 2444, 2445, 2446) ; CAIVEAU (Louis) (p. 2453, 2454) ; VALLIN (Camille) (p. 2455) ; LUART (Roland du) (p. 2456, 2457) ; RAYBAUD (Joseph) (p. 2458) ; PLUCHET (Alain) (p. 2458, 2459) ; DURAND (Jacques) (p. 2459, 2460, 2461) ; BOUVIER (Raymond) (p. 2461, 2462) ; BRIVES (Louis) (p. 2462, 2463) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 2463, 2464).

COMMUNES (petites) : LUART (Roland du) (p. 2456) ; DURAND (Jacques) (p. 2460) ; BOUVIER (Raymond) (p. 2461) ; BRIVES (Louis) (p. 2462) ; JOXE (Pierre) (p. 2467).

COMMUNES TOURISTIQUES : GIROD (Paul) (p. 2439) ; DURAND (Jacques) (p. 2461).

DEPARTEMENTS : JOXE (Pierre) (p. 2435) ; MONORY (René) (p. 2437) ; GIROD (Paul) (p. 2439) ; KAUSS (Paul) (p. 2442) ; REGNAULT (René) (p. 2446) ; DURAND (Jacques) (p. 2459).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (DOM-TOM) : JOXE (Pierre) (p. 2435).

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) : JOXE (Pierre) (p. 2433, 2435, 2436, 2441, 2442, 2467, 2468) ; MONORY (René) (p. 2436, 2437, 2438) ; GIROD (Paul) (p. 2438, 2439, 2440, 2441, 2442) ; KAUSS (Paul) (p. 2442, 2443) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 2443, 2444) ; REGNAULT (René) (p. 2444, 2445, 2446) ; CAIVEAU (Louis) (p. 2453, 2454) ; VALLIN (Camille) (p. 2454, 2455, 2456) ; LUART (Roland du) (p. 2456, 2457) ; RAYBAUD (Joseph) (p. 2457, 2458) ; PLUCHET (Alain) (p. 2458, 2459) ; DURAND (Jacques) (p. 2459, 2460, 2461) ; BOUVIER (Raymond) (p. 2461, 2462) ; BRIVES (Louis) (p. 2462, 2463) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 2463, 2464, 2468) ; SCHWINT (Robert) (p. 2464, 2465).

DOTATION SPECIALE POUR LE LOGEMENT DES INSTITUTEURS : MONORY (René) (p. 2438) ; GIROD (Paul) (p. 2438, 2439) ; REGNAULT (René) (p. 2445) ; LUART (Roland du) (p. 2457) ; RAYBAUD (Joseph) (p. 2458) ; BRIVES (Louis) (p. 2463) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 2463).

ENSEIGNEMENT : VALLIN (Camille) (p. 2455) ; DURAND (Jacques) (p. 2460).

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE : VALLIN (Camille) (p. 2455).

FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA : CAIVEAU (Louis) (p. 2453).

GROUPEMENTS DE COMMUNES : JOXE (Pierre) (p. 2435, 2436) ; GIROD (Paul) (p. 2439, 2440) ; REGNAULT (René) (p. 2446) ; LUART (Roland du) (p. 2456) ; BOUVIER (Raymond) (p. 2461).

IMPOTS LOCAUX : MONORY (René) (p. 2437) ; KAUSS (Paul) (p. 2443) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 2443, 2444) ; REGNAULT (René) (p. 2446) ; CAIVEAU (Louis) (p. 2454) ; VALLIN (Camille) (p. 2454, 2455) ; LUART (Roland du) (p. 2456, 2457) ; RAYBAUD (Joseph) (p. 2458) ; PLUCHET (Alain) (p. 2459) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 2463) ; SCHWINT (Robert) (p. 2464, 2465) ; JOXE (Pierre) (p. 2467, 2468).

LOGEMENT SOCIAL : MONORY (René) (p. 2438) ; GIROD (Paul) (p. 2440) ; JOXE (Pierre) (p. 2442, 2468) ; REGNAULT (René) (p. 2446) ; VALLIN (Camille) (p. 2455) ; DURAND (Jacques) (p. 2460) ; BOUVIER (Raymond) (p. 2461).

SYNDICATS INTERCOMMUNAUX A VOCATION MULTIPLE : BOUVIER (Raymond) (p. 2461).

TARIFS PUBLICS : REGNAULT (René) (p. 2446).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) : JOXE (Pierre) (p. 2434, 2467) ; MONORY (René) (p. 2437) ; GIROD (Paul) (p. 2438) ; KAUSS (Paul) (p. 2443) ; REGNAULT (René) (p. 2445, 2446) ; RAYBAUD (Joseph) (p. 2458).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER (TOM) : MONORY (René) (p. 2437).

VALEURS LOCATIVES FONCIERES : DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 2463, 2468) ; JOXE (Pierre) (p. 2468).

VERSEMENT REPRESENTATIF DE LA TAXE SUR LES SALAIRES (VRTS) : JOXE (Pierre) (p. 2434) ; RAYBAUD (Joseph) (p. 2458) ; SCHWINT (Robert) (p. 2464).

VILLES-CENTRES D'AGGLOMERATION : JOXE (Pierre) (p. 2435) ; GIROD (Paul) (p. 2439, 2440) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 2444) ; SCHWINT (Robert) (p. 2464, 2465).

VOIRIE : DURAND (Jacques) (p. 2460) ; BOUVIER (Raymond) (p. 2461) ; BRIVES (Louis) (p. 2463) ; JOXE (Pierre) (p. 2468).

ZONES DE MONTAGNE : BOUVIER (Raymond) (p. 2461, 2462).

ZONES RURALES : VALLIN (Camille) (p. 2455) ; DURAND (Jacques) (p. 2459) ; BOUVIER (Raymond) (p. 2461) ; BRIVES (Louis) (p. 2463) ; JOXE (Pierre) (p. 2467).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (24 octobre 1985) (p. 2468, 2515) ; (29 octobre 1985) (p. 2566, 2579) : *MM. René Monory, rapporteur ; Jacques Descours Desacres, Paul Girod, rapporteur pour avis ; Georges Lemoine, secrétaire d'Etat ; Jean-Marie Girault, René Régnault, Camille Vallin, François Collet, Josy Moinet, Raymond Bouvier, Jean-Marie Rausch, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Josselin de Rohan, Philippe de Bourgoing, Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation ; Christian Bonnet – Alain Pluchet, Pierre-Christian Taittinger, Stéphane Bonduel.*

Avant la section I (p. 2468).

Adoptés : amendement n° 7 (art. additionnel) de M. René Monory, rapporteur : séparation de la dotation pour le logement des instituteurs de la dotation globale de fonctionnement (p. 2473 ; scrutin public n° 1 ; liste des votants p. 2519) ; sous-amendement n° 67 de M. Jacques Descours Desacres : substitution à la dotation spéciale d'une indemnité versée directement par l'Etat aux instituteurs pour leur habitation (p. 2473).

Rejeté : amendement n° 76 (art. additionnel) de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : précision des différents bénéficiaires de la dotation globale de fonctionnement ; détermination des modalités de partage entre la part de DGF affectée aux communes et à leurs groupements et celle affectée aux départements et collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi qu'à la région Ile-de-France (p. 2474).

Retiré : amendement n° 52 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : prise en charge par l'Etat du logement des instituteurs (p. 2472).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2473).

Section I

Dispositions applicables à la dotation globale de fonctionnement des communes et de leurs groupements

Art. 1er *(Eléments de la dotation globale de fonctionnement des communes : premier alinéa de l'article L. 234-1 du code des communes)* (p. 2474).

Adoptés : amendements de coordination identiques n° 23 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis, et n° 2 de M. Camille Vallin : institution et composition de la dotation globale de fonctionnement en faveur des communes et de certains de leurs groupements (p. 2476).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Camille Vallin : modification du système d'indexation de la progression de la DGF ; indexation sur le produit intérieur brut total prévisionnel ; abondement de la DGF (p. 2476 ; scrutin public n° 2 ; liste des votants p. 2520).

Deviennent sans objet : amendement n° 58 de M. Adolphe Chauvin, soutenu par M. Raymond Bouvier : retour à l'indice 100 du traitement des fonctionnaires (p. 2478 ; précédemment réservé p. 2475) – Amendement n° 121 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Jean-Marie Girault, analogue à l'amendement n° 58 précité (p. 2478 ; précédemment réservé p. 2475).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2478).

Après l'art. 1er (p. 2476).

Adopté : amendement n° 24 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : rétablissement de l'indice 100 de la fonction publique pour déterminer la régularisation du montant de la dotation globale de fonctionnement (p. 2478).

Devient sans objet : amendement n° 98 (art. additionnel) de M. Camille Vallin : retour à l'indice 100 du traitement des fonctionnaires (p. 2478).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2478).

Art. 2 *(Modification de l'intitulé de la sous-section II avant l'article L. 234-2 du code des communes : « Dotation de base »)* – Adopté (p. 2478).

Art. 3 *(Article L. 234-2 du code des communes : dotation de base)* (p. 2478).

Adoptés : amendement n° 102 de M. Jean-Marie Girault : modalités de répartition de la dotation dite de base ou de capitation selon le nombre d'habitants des communes et regroupement en une seule strate démographique des communes de plus de 100 000 habitants (p. 2483) ; sous-amendement n° 126 de M. Raymond Bouvier : augmentation du taux pour les communes de 0 à 999 habitants (p. 2483).

Deviennent sans objet : amendement n° 53 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : modalités de répartition de la dotation

dite de base ou de capitation selon le nombre d'habitants des communes et rectification d'une erreur matérielle pour les communes de 5 000 à 7 500 habitants (p. 2483) – Amendement n° 77 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : création d'une nouvelle catégorie pour les communes de plus de 400 000 habitants (p. 2483) – Amendement n° 120 de M. Jean-Marie Rausch : modalités de répartition de la dotation dite de base ou de capitation selon le nombre d'habitants des communes ; variations de coefficients selon les groupes démographiques (p. 2483) – Amendement n° 59 de M. Raymond Bouvier : modalités de répartition de la dotation dite de base ou de capitation selon le nombre d'habitants des communes ; modification des taux (p. 2483).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2483).

Art. 4 *(Article L. 234-3 du code des communes : modification des limites territoriales de la commune)* (p. 2483).

Adopté : amendement rédactionnel n° 78 de M. André Labarrère, ministre : modification des limites territoriales des communes et calcul du montant de la dotation de base en tenant compte des variations de population intervenues (p. 2484).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2484).

Art. 5 *(Insertion d'un intitulé de sous-section III avant l'article L. 234-4 du code des communes : « Dotation de péréquation »)* – Adopté (p. 2484).

Art. 6 *(Article L. 234-4 du code des communes : dotation de péréquation)* (p. 2484).

Adopté : amendement n° 26 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : suppression de la référence dans la dotation de péréquation à l'insuffisance du revenu personnel des habitants d'une commune ; taux de la masse totale de la dotation de péréquation par rapport au tronc commun de la DGF (p. 2485).

Deviennent sans objet : amendement de coordination n° 79 de M. André Labarrère, ministre (p. 2485) – Amendement de coordination n° 9 de M. René Monory, rapporteur (p. 2485) – Amendement n° 116 de M. André Labarrère, ministre : période transitoire en vue de permettre la collecte des données relatives aux revenus imposables ; disponibilité immédiate uniquement des données relatives aux revenus effectivement imposés (p. 2485).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2485).

Art. 7 *(Article L. 234-5 du code des communes : définition de l'effort fiscal)* (p. 2485).

Adopté : amendement n° 27 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : suppression des dispositions de cet article relatives au potentiel fiscal (p. 2487).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2487).

Art. 8 *(Article L. 234-6 du code des communes : définition du potentiel fiscal)* (p. 2487).

Adopté : amendement n° 80 de M. André Labarrère, ministre : base brute de la dernière année dont les résultats sont connus ; taux moyen national d'imposition à la taxe concernée constaté lors de la dernière année dont les résultats sont connus (p. 2487).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2487).

Art. 9 *(Article L. 234-7 du code des communes : impôts servant au calcul de l'effort fiscal)* (p.2487).

Adoptés : amendement n° 68 de M. Jacques Descours Desacres : exonération partiellement compensée par l'Etat et prise en compte seulement de la partie compensée (p. 2488) – Amendement n° 3 de M. Camille Vallin : prise en compte des établissements hospitaliers pour calculer la dotation commune (p. 2488).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2488).

Art. 10 *(Article L. 234-8 du code des communes : attribution par habitant)* (p. 2488).

Adoptés : amendement n° 69 de M. Jacques Descours Desacres : critères d'attribution à chaque commune de la dotation de péréquation (p. 2490) – Amendement de coordination n° 29 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (p. 2490) – Amendement n° 30 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : maintien de la suppression de la dotation pour les communes ayant un potentiel fiscal égal au triple de leur strate (p. 2490).

Rejeté : amendement n° 117 de M. André Labarrère, ministre : définition des modalités de calcul de la deuxième fraction de la dotation de péréquation (p. 2490).

Devient sans objet : amendement n° 81 de M. André Labarrère, ministre : absence de versement de recette au titre de la première fraction de la dotation de péréquation (p. 2490).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2490).

Art. 11 *(Article L. 234-9 du code des communes : modification des limites des communes)* (p. 2490).

Sont sans objet : amendements n° 106 et n° 107 de M. André Labarrère, ministre, relatifs au calcul du montant de la première et de la seconde fraction de la dotation de péréquation (p. 2491).

– L'art. 11 est adopté (p. 2491).

Art. 12 *(Insertion, après l'article L. 234-9 du code des communes, d'une sous-section III bis intitulée : « Dotation de compensation »)* (p. 2491).

– Sur le texte proposé pour l'article L. 234-10 du code des communes.

Adopté : amendement n° 54 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : critères de répartition de la dotation de compensation (p. 2497).

Rejeté : sous-amendement n° 105 de M. Josselin de Rohan, à l'amendement n° 54 précité : réduction du montant de la dotation répartie proportionnellement au nombre d'enfants de trois à seize ans domiciliés dans la commune ; répartition d'un certain pourcentage en fonction d'éléments du patrimoine culturel et monumental ouverts au public situés sur le territoire des communes de moins de 5 000 habitants (p. 2495).

Deviennent sans objet : amendements de M. Raymond Bouvier n° 61 : modalités de répartition de la dotation de compensation pour les communes rurales situées en zone de montagne (p. 2497) – Et n° 60 : doublement du critère relatif au nombre d'enfants de trois à seize ans domiciliés dans la commune pour les communes situées en zone de montagne (p. 2497) – Amendement n° 82 de M. André Labarrère, ministre : critères de répartition de la dotation de compensation et prise en compte d'un critère élève (p. 2497) – Amendement n° 75 de M. Josselin de Rohan : réduction du montant de la dotation de compensation répartie en fonction du parc des logements sociaux locatifs ; répartition d'un certain pourcentage de cette dotation en fonction de la présence sur le territoire des communes de moins de 5 000 habitants d'éléments du patrimoine culturel et monumental ouverts au public (p. 2497) – Amendement n° 4 de M. Camille Vallin : critères de répartition de la dotation de compensation et critère des logements sociaux locatifs, HLM, ou logements appartenant à des sociétés d'économie mixte (p. 2497) – Amendements de M. René Monory, rapporteur, n° 11 : critères de répartition de la dotation de compensation et critère des logements locatifs ou en accession à la propriété (p. 2497) – Et n° 12, de coordination (p. 2497).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 2497).

Art. 13 *(Article L. 234-12 du code des communes : ressources affectées aux concours particuliers)* (p. 2501) – L'article est réservé (p. 2498).

Adopté : amendement n° 13 de M. René Monory, rapporteur : rectification d'une erreur matérielle et inscription distincte de la dotation relative au logement des instituteurs (p. 2502).

Rejeté : amendement n° 103 de M. Jean-Marie Girault : possibilité d'augmentation par le comité des finances locales de la part des ressources affectée aux concours particuliers (p. 2502).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2502).

Art. 14 *(Article L. 234-13 du code des communes : communes touristiques ou thermales)* (p. 2502) – L'article est réservé (p. 2498).

Adopté : amendement n° 71 de M. Jacques Descours Desacres : modalités d'évolution du minimum de la dotation particulière en fonction du nombre de bénéficiaires (p. 2503).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2503).

Art. 15 *(Article L. 234-14 du code des communes : communes centres)* (p. 2498).

Adopté : amendement n° 83 de M. Pierre Joxe, ministre : dotation ville centre réservée aux communes chefs-lieux de département dans la région d'Ile-de-France ; modalités de répartition de la dotation (p. 2501).

Rejetés : amendement n° 5 de M. Camille Vallin : élargissement de la notion ville centre aux communes chefs-lieux de canton et aux communes disposant d'un certain nombre d'équipements fixés par décret en Conseil d'Etat après avis du comité des finances locales (p. 2499) – Amendement n° 104 de M. Jean-Marie Girault : modalités de répartition de la dotation ville centre (p. 2501) – Amendements de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : n° 33 : dotation ville centre pour les communes chefs-lieux de département (p. 2501) – Et n° 34 : suppression des dispositions de cet article relatives à la suppression de dotation ville centre pour les communes au-delà d'un certain potentiel fiscal (p. 2501).

Devient sans objet : amendement n° 122 de M. Jean-Marie Girault : modalités de calcul de la dotation ville centre (p. 2501).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 2501).

Art. 16 *(Article L. 234-15 du code des communes : fonctionnaires à la disposition des organisations syndicales)* (p. 2503).

Adopté : amendement n° 99 de M. Josy Moinet : concours particuliers et prélèvement sur le montant total de la dotation globale de fonctionnement destiné à couvrir les charges représentant le coût des rémunérations des fonctionnaires mis à la disposition des associations de maires par les collectivités locales (p. 2504).

Rejeté : amendement n° 35 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : remboursement aux collectivités et établissements mettant des fonctionnaires à la disposition des organisations syndicales des charges salariales correspondantes par une dotation particulière prélevée sur les ressources affectées à la dotation globale de fonctionnement et non plus au titre des concours particuliers (p. 2505).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2505).

Art. 17 *(Article L. 234-16 du code des communes : fonctionnement du comité des finances locales)* (p. 2505).

Rejeté : amendement n° 37 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : prélèvement d'une dotation, destinée à couvrir les frais de fonctionnement du comité des finances locales et le coût des travaux nécessaires, sur les ressources affectées à la dotation globale de fonctionnement (p. 2505).

– L'art. 17 est adopté (p. 2505).

Art. 18 *(Insertion, après l'article L. 234-16 du code des communes, d'une sous-section 4 bis intitulée « Dispositions applicables aux groupements de communes »)* (p. 2505).

– Sur le texte proposé pour l'article L. 234-17 du code des communes.

Adoptés : amendement n° 84 de M. Pierre Joxe, ministre : attribution de la dotation globale de fonctionnement aux groupements de communes dotés d'une fiscalité propre et rôle du comité des finances locales ; modalités de prélèvement de la dotation globale de fonctionnement des groupements de communes dotés d'une fiscalité propre ; coefficient d'intégration fiscale (p. 2506) ; sous-amendement n° 127 de M. René Monory, rapporteur : suppression de la référence à l'indemnité des instituteurs (p. 2506) – Amendement n° 57 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : modalités de détermination du montant des sommes affectées à la dotation globale de fonctionnement des groupements de communes dotés d'une fiscalité propre (p. 2506).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2506).

Art. 19 *(Modification pour coordination du premier alinéa de l'article L. 234-19 du code des communes : versements mensuels)* – Adopté (p. 2506).

Art. 20 *(Article L. 234-19-1 du code des communes : garantie minimale de progression)* (p. 2506).

Adoptés : amendement n° 108 de M. Pierre Joxe, ministre : taux d'évolution minimale garantie de la dotation globale de fonctionnement des communes et groupements de communes (p. 2509) – Amendements de M. René Monory, rapporteur, n° 14 : taux d'évolution minimale garantie de la dotation globale de fonctionnement des communes et groupements de communes (p. 2509) – Et n° 15 (de coordination) : suppression des dispositions de cet article relatives à la dotation logement des instituteurs (p. 2509) – Amendement n° 39 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : suppression des dispositions de cet article relatives au taux garanti de progression minimale au-delà d'un certain taux de progression du produit estimé de la TVA (p. 2509) – Amendement n° 114 de M. Jacques Pelletier, soutenu par M. Paul Girod, rapporteur pour avis : détermination par le comité des finances locales du montant des sommes correspondant à la progression minimale garantie (p. 2509).

Retirés : amendement n° 6 de M. Camille Vallin : modalités de progression de l'attribution reçue par les communes et groupements de communes au titre de la dotation globale de fonctionnement (p. 2509) – Amendement n° 62 de M. Adolphe Chauvin, soutenu par M. Raymond Bouvier : taux de garantie d'évolution de la dotation globale de fonctionnement (p. 2508).

Devient sans objet : amendement n° 123 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Christian Bonnet : taux d'évolution minimale garantie de la dotation globale de fonctionnement des communes et groupements de communes (p. 2509).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 2509).

Art. 21 *(Insertion d'un article L. 234-19-3 dans le code des communes : population prise en compte)* – Adopté (p. 2509).

Art. 22 *(Modification de l'article L. 234-20 du code des communes : représentation des élus régionaux au sein du comité des finances locales)* – Adopté (p. 2509).

Art. 23 *(Modification du deuxième alinéa de l'article L. 234-21 du code des communes : fixation de la part des ressources affectée aux concours particuliers par le comité des finances locales)* (p. 2509).

Adoptés : amendement n° 85 de M. Pierre Joxe, ministre : rectification d'une erreur matérielle (p. 2509) – Amendement n° 16 de M. René Monory, rapporteur : consultation par le Parlement du comité des finances locales sur les projets de loi et les amendements du Gouvernement relatifs aux finances locales (p. 2509).

– L'art. 23, ainsi modifié, est adopté (p. 2509).

Art. 24 *(Insertion, après l'article L. 234-1 du code des communes, d'une sous-section 7 intitulée : « Dispositions transitoires » : mise en oeuvre progressive de la réforme)* (p. 2509).

Adoptés : amendements de M. René Monory, rapporteur, n° 17 : rectifications d'erreurs matérielles (p. 2510) – n° 18 (de coordination) : suppression des dispositions relatives à la

dotation logement des instituteurs (p. 2510) – n° 19 : durée de la période transitoire et modalités de calcul de la dotation globale de fonctionnement (p. 2512) – Et n° 20 (de coordination) : suppression des dispositions relatives à la dotation spéciale des instituteurs (p. 2512).

Rejeté : amendement n° 87 de M. Pierre Joxe, ministre : modalités de calcul de la dotation globale de fonctionnement pendant la période transitoire (p. 2512).

– L'art. 24, ainsi modifié, est adopté (p. 2512).

Art. 26 *(Article L. 262-5 du code des communes : communes des départements d'outre-mer)* (p. 2512).

Adopté : amendement n° 88 de M. Pierre Joxe, ministre : modalités de détermination des règles de répartition des quotes-parts entre les communes des départements d'outre-mer (p. 2513).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 2513).

Art. 27 *(Communes de Saint-Pierre-et-Miquelon)* (p. 2513).

Adopté : amendement n° 89 de M. Pierre Joxe, ministre : règles de répartition des quotes-parts entre les communes de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2513).

– L'art. 27, ainsi modifié, est adopté (p. 2513).

Art. 28 *(Communes, groupements et circonscriptions de Mayotte et des territoires d'outre-mer)* (p. 2513).

Adopté : amendement n° 90 introduisant une série d'améliorations rédactionnelles, de M. Pierre Joxe, ministre (p. 2513).

– L'art. 28, ainsi modifié, est adopté (p. 2513).

Art. 28 bis *(Dispositions transitoires pour les territoires d'outre-mer et Mayotte)* – Adopté (p. 2513).

Section II

Dispositions applicables à la dotation globale de fonctionnement des départements et des collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte

Art. 29 *(Eléments de la DGF des départements)* (p. 2513).

Adoptés : amendements de M. Pierre Joxe, ministre, n° 91 : évolution des dotations forfaitaire, de péréquation, concours particuliers et éventuellement des garanties d'évolution comme la dotation globale de fonctionnement mise en répartition (p. 2514) – Et n° 109 : prise en compte par les mécanismes de répartition du potentiel fiscal moyen par habitant (p. 2514) – Amendement n° 97 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Raymond Bouvier : doublement de la voirie prise en compte au niveau du département en zone de montagne (p. 2514).

– L'art. 29, ainsi modifié, est adopté (p. 2514).

Art. 30 *(Définition des impôts sur les ménages)* (p. 2514).

Adopté : amendement n° 45 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : référence à la totalité du foncier non bâti pour les impôts au niveau du département (p. 2514).

– L'art. 30, ainsi modifié, est adopté (p. 2514).

Art. 31 *(Définition du potentiel fiscal)* (p. 2514).

Adopté : amendement n° 92 de M. Pierre Joxe, ministre : date de référence des éléments utilisés pour le calcul du potentiel fiscal des départements (p. 2514).

– L'art. 31, ainsi modifié, est adopté (p. 2514).

Art. 32 *(Dotation de fonctionnement minimale)* (p. 2515).

Adopté : amendement n° 110 de M. Pierre Joxe, ministre : modalités d'évolution du concours particulier des départements (p. 2515).

– L'art. 32, ainsi modifié, est adopté (p. 2515).

Art. 33 *(Départements d'outre-mer, Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte)* (p. 2566).

Adoptés : amendement n° 111 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : évolution de la dotation forfaitaire des départements d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon comparable à celle de la dotation globale de fonctionnement, DGF, des départements (p. 2566) – Amendement rédactionnel n° 125 de M. René Monory, rapporteur (p. 2566) – Amendement rédactionnel n° 93 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (p. 2566).

– L'art. 33, ainsi modifié, est adopté (p. 2567).

Art. 34 *(Population prise en compte)* – Adopté (p. 2567).

Art. 35 *(Garantie de progression minimale)* (p. 2567) – L'article est réservé (p. 2567).

Adoptés : amendements n° 48 et n° 49 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : garantie de progression minimale accordée aux départements (p. 2575).

Retiré : amendement n° 118 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : taux d'évolution minimale garantie de la DGF des départements calculé en fonction des sommes reçues l'année précédente au titre de la dotation forfaitaire, de la dotation de péréquation et de la garantie d'évolution (p. 2575 ; précédemment réservé p. 2567).

– L'art. 35, ainsi modifié, est adopté (p. 2575).

Section III

Dispositions applicables à la ville et au département de Paris et à la région Ile-de-France

Intitulé (p. 2567).

Adopté : amendement n° 94 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat, destiné à rectifier une erreur matérielle : « Dispositions applicables à la ville et au département de Paris et à la région d'Ile-de-France » (p. 2567).

– L'intitulé de la section III, ainsi modifié, est adopté (p. 2567).

Art. 36 *(Répartition des impôts entre la ville et le département de Paris)* (p. 2567).

Adopté : amendement n° 119 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : modalités de partage, entre la ville et le département de Paris, du produit des impôts sur les ménages (p. 2567).

– L'art. 36, ainsi modifié, est adopté (p. 2567).

Art. 37 *(Région d'Ile-de-France)* (p. 2567).

Adopté : amendement n° 100 de M. Michel Giraud, soutenu par M. Alain Pluchet : régime particulier de péréquation applicable à la région d'Ile-de-France : fixation par le comité des finances locales du coefficient applicable aux impôts des ménages (p. 2568).

– L'art. 37, ainsi modifié, est adopté (p. 2568).

Après l'art. 37 (p. 2568).

Adoptés : amendements (art. additionnels) n° 65 et n° 66 de M. Pierre-Christian Taittinger, relatifs à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (p. 2568).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2568).

Section IV

Dispositions diverses

Art. 38 *(Répartition des diverses masses de la DGF)* (p. 2568).

Rejeté : amendement n° 95 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : suppression de cet article pour coordination (p. 2569).

– L'art. 38 est adopté (p. 2569).

Art. 39 *(Rapport annuel sur l'exécution de la présente loi)* (p. 2569).

Adopté : amendement n° 22 de M. René Monory, rapporteur : rapport annuel d'exécution de cette loi présenté au Parlement par le Gouvernement, à l'ouverture de la première session ordinaire (p. 2572).

Retirés : amendement n° 72 de M. Jacques Descours Desacres : rapport sur les conditions de fonctionnement de la DGF présenté au Parlement par le Gouvernement à l'ouverture de la session ordinaire de la cinquième année d'application de la présente loi (p. 2569) – Amendement n° 115 de M. Jacques Pelletier, soutenu par M. Stéphane Bonduel, analogue à l'amendement n° 22 précité (p. 2570).

Devient sans objet : amendement n° 113 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : rapport sur les conditions de fonctionnement de la DGF présenté au Parlement par le Gouvernement lors de la première session ordinaire de 1990-1991 ; présentation d'un rapport annuel sur l'exécution de la présente loi à l'ouverture de la première session ordinaire (p. 2572).

– L'art. 39, ainsi modifié, est adopté (p. 2572).

Art. 40 *(Décrets d'application)* – Adopté (p. 2572).

Avant l'art. 41 (p. 2572).

Adopté : amendement n° 73 (art. additionnel) de M. Jacques Descours Desacres : entrée en vigueur de la présente loi reportée jusqu'à l'actualisation des valeurs locatives cadastrales (p. 2573).

– Un article additionnel 40 bis est inséré dans le projet de loi (p. 2573).

Art. 41 *(Abrogations diverses)*.

Adoptés : amendement n° 128 de M. René Monory : élargissement des abrogations prévues par cet article (p.2575) ; sous-amendement de coordination n° 74 de M. Jacques Descours Desacres : abrogation de certains textes à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, telle que fixée par l'art. 40 bis nouveau, précédemment inséré (p. 2574).

Retirés : amendement n° 96 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat, analogue à l'amendement n° 128 précité (p. 2575) – Amendement n° 51 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : abrogation pour coordination de l'article L. 234-19-2 du code des communes (p. 2574).

– L'art. 41, ainsi modifié, est adopté (p. 2575).

Seconde délibération ordonnée (p. 2575).

Art. 14 (p. 2575).

Adopté : amendement rédactionnel n° 1 de M. René Monory, rapporteur (p. 2576).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2576).

Art. 18 (p. 2576).

Adopté : amendement rédactionnel n° 2 de M. René Monory, rapporteur (p. 2576).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2576).

Art. 20 (p. 2576).

Adopté : amendement n° 3 de M. René Monory, rapporteur : suppression de la référence à la garantie de l'évolution (p. 2577).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 2577).

Explications de vote : MM. Stéphane Bonduel (p. 2577), Fernand Lefort (p. 2577 et 2578), René Régnault (p. 2578) ; intervention de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (p. 2578 et 2579).

Scrutin public n° 3 (p. 2579 ; liste des votants p. 2625 et 2626).

Adoption (29 octobre 1985) (p. 2579).

Discussion (commission mixte paritaire)

(19 novembre 1985) (p. 3176, 3190).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3176, 3182) : *MM. André Fosset, en remplacement de M. René Monory, rapporteur pour le Sénat ; Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Jean-Marie Girault, René Régnault, Raymond Bouvier, Paul Girod, Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer.*

COMITE DES FINANCES LOCALES : FOSSET (André) (p. 3176).

COMMUNES (petites) : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 3177) ; REGNAULT (René) (p. 3179).

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) : FOSSET (André) (p. 3176, 3181) ; JOXE (Pierre) (p. 3177) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 3177, 3178) ; REGNAULT (René) (p. 3178, 3179) ; BOUVIER (Raymond) (p. 3179) ; GIROD (Paul) (p. 3179, 3180).

DOTATION SPECIALE POUR LE LOGEMENT DES INSTITUTEURS : FOSSET (André) (p. 3176) ; REGNAULT (René) (p. 3178) ; BOUVIER (Raymond) (p. 3179) ; GIROD (Paul) (p. 3180).

IMPOTS LOCAUX : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 3178) ; REGNAULT (René) (p. 3179) ; BOUVIER (Raymond) (p. 3179).

LOGEMENT SOCIAL : FOSSET (André) (p. 3176, 3181) ; REGNAULT (René) (p. 3178) ; BOUVIER (Raymond) (p. 3179) ; GIROD (Paul) (p. 3180).

VALEURS LOCATIVES FONCIERES : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 3178).

VILLES-CENTRES D'AGGLOMERATION : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 3178).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3182, 3190) : *MM. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat ; André Fosset, rapporteur ; François Collet.*

Art. 1er A, 1er, 1er bis, 3 (p. 3182).

Art. 4, 6 à 10 (p. 3183).

Art. 12 (p. 3184).

Amendement n° 1 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : pour la répartition de la dotation de compensation, référence au critère des « élèves relevant de l'enseignement obligatoire et préélémentaire » (p. 3184).

Art. 13 (p. 3184).

Art. 14, 15, 16 et 18 (p. 3185).

Art. 20 (p. 3186).

Amendement de coordination n° 2 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (p. 3186).

Art. 23, 24, 26 à 28 (p. 3186).

Art. 29 à 33 (p. 3187).

Art. 35 (p. 3187).

Amendement de coordination n° 3 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (p. 3188).

Art. 36, 37, 37 bis, 37 ter (p. 3188).

Après l'art. 38 (p. 3188).

Amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : prise en compte du recensement général de 1982 pour le calcul de la DGF par département (p. 3188).

Art. 39, 40 bis, 41 (p. 3188).

Explications de vote : MM. Paul Girod (p. 3188) ; Jean-Marie Girault (p. 3189) ; Fernand Lefort (p. 3189) ; François Collet (p. 3189) ; intervention de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (p. 3189).

Scrutin public (p. 3190 ; n° 17 ; liste des votants p. 3194, 3195).

Adoption (19 novembre 1985) (p. 3190).

9. – **Dépôt par le Gouvernement** du troisième **rapport** sur le contrôle *a posteriori* des actes des **collectivités locales** et des établissements publics locaux, établi en application des dispositions de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (19 août 1985) (p. 2104).

10. – **Projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 août 1985 – 2 octobre 1985) [n° **481** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. René Monory (30 octobre 1985) [n° **58** (85-86)] – Avis de M. Paul Girod (31 octobre 1985) [n° **63** (85-86)] – URGENCE – Discussion (6 novembre 1985) (p. 2757, 2777) – Rejet (6 novembre 1985) [n° **23**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 novembre 1985) [n° **3048**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Georges Labazée (14 novembre 1985) [n° **3064**] – Discussion (20 novembre 1985) – Adoption (20 novembre 1985) [n° **904**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (21 novembre 1985) [n° **93** (85-86)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Louis Besson (28 novembre 1985) [n° **3124**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. René Monory (28 novembre 1985) [n° **118** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (29 novembre 1985) [n° **3144**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Georges Labazée (2 décembre 1985) [n° **3146**] – Discussion (2 décembre 1985) – Adoption (2 décembre 1985) [n° **928**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (3 décembre 1985) [n° **132** (85-86)] – Renvoi à la commission des finances – Discussion (10 décembre 1985) (p. 3724, 3726) – Rejet (10 décembre 1985) [n° **44**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (11 décembre 1985) [n° **3169**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Georges Labazée (11 décembre 1985) [n° **3170**] – Discussion (11 décembre 1985) – Adoption (11 décembre 1985) [n° **947**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1352 du 20 décembre 1985 (J.O. Lois et décrets du 21 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(6 novembre 1985) (p. 2757, 2777).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2757, 2775) : *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; René Monory, rapporteur de la commission des finances ; Jean-Pierre Tizon, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Roland du Luart, Camille Vallin, Christian Poncelet, Josy Moinet, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Jacques Durand, Guy Malé, Jacques Descours Desacres, Jacques Pelletier.*

ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE : PONCELET (Christian) (p. 2767).

COMITE DES FINANCES LOCALES : JOXE (Pierre) (p. 2758) ; DURAND (Jacques) (p. 2771).

COMMISSAIRES DE LA REPUBLIQUE : MONORY (René) (p. 2760) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 2761) ; LUART (Roland du) (p. 2764) ; MOINET (Josy) (p. 2769) ; LABARRERE (André) (p. 2769) ; DURAND (Jacques) (p. 2771) ; MALE (Guy) (p. 2773) ; PELLETIER (Jacques) (p. 2774) ; JOXE (Pierre) (p. 2775).

COMMUNES : JOXE (Pierre) (p. 2757, 2758, 2759, 2763, 2776) ; MONORY (René) (p. 2760, 2761) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 2761, 2762) ; LUART (Roland du) (p. 2763, 2764) ; VALLIN (Camille) (p. 2764, 2765) ; PONCELET (Christian) (p. 2766, 2767) ; MOINET (Josy) (p. 2768, 2769) ; DURAND (Jacques) (p. 2770) ; MALE (Guy) (p. 2772, 2773) ; LABARRERE (André) (p. 2773) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 2773, 2774) ; PELLETIER (Jacques) (p. 2774).

COMMUNES (petites) : JOXE (Pierre) (p. 2758, 2762, 2776) ; MONORY (René) (p. 2760, 2761) ; LUART (Roland du) (p. 2764) ; VALLIN (Camille) (p. 2764, 2765) ; PONCELET (Christian) (p. 2766, 2767) ; MOINET (Josy) (p. 2768) ; DURAND (Jacques) (p. 2770) ; MALE (Guy) (p. 2772) ; LABARRERE (André) (p. 2773) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 2773, 2774).

COMMUNES RURALES : JOXE (Pierre) (p. 2759, 2762, 2763) ; PONCELET (Christian) (p. 2766) ; PELLETIER (Jacques) (p. 2774).

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES : PONCELET (Christian) (p. 2766) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 2773) ; JOXE (Pierre) (p. 2776).

COOPERATION INTERCOMMUNALE : PELLETIER (Jacques) (p. 2774).

DECENTRALISATION : TIZON (Jean-Pierre) (p. 2761) ; LUART (Roland du) (p. 2763) ; VALLIN (Camille) (p. 2765) ; PONCELET (Christian) (p. 2767) ; MOINET (Josy) (p. 2769) ; LABARRERE (André) (p. 2769, 2770) ; JOXE (Pierre) (p. 2775).

DEPARTEMENTS : PONCELET (Christian) (p. 2766).

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) : MALE (Guy) (p. 2772).

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT (DGE) : JOXE (Pierre) (p. 2757, 2758, 2759, 2762, 2763, 2775, 2776) ; MONORY (René) (p. 2759, 2760, 2761, 2763, 2775) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 2761, 2762) ; LUART (Roland du) (p. 2763, 2764) ; VALLIN (Camille) (p. 2764, 2765) ; PONCELET (Christian) (p. 2766, 2767) ; MOINET (Josy) (p. 2767, 2768, 2769) ; LABARRERE (André) (p. 2769, 2770, 2773) ; DURAND (Jacques) (p. 2770, 2771) ; MALE (Guy) (p. 2772, 2773) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 2773, 2774) ; PELLETIER (Jacques) (p. 2774).

EQUIPEMENTS : JOXE (Pierre) (p. 2757) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 2761) ; DURAND (Jacques) (p. 2770) ; PELLETIER (Jacques) (p. 2774).

FEDERATION NATIONALE DES MAIRES RURAUX : LUART (Roland du) (p. 2764).

FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA : MONORY (René) (p. 2761) ; VALLIN (Camille) (p. 2765) ; PELLETIER (Jacques) (p. 2774).

FONDS D'INVESTISSEMENT ROUTIER (FIR) : DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 2773).

FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DES ADDUCTIONS D'EAU (FNDAE) : PELLETIER (Jacques) (p. 2774).

IMPOTS LOCAUX : VALLIN (Camille) (p. 2765) ; MOINET (Josy) (p. 2768) ; MALE (Guy) (p. 2772).

TARIFS PUBLICS : MOINET (Josy) (p. 2768).

TAXE PROFESSIONNELLE : VALLIN (Camille) (p. 2765).

Motion n° 25 tendant à opposer la question préalable, de M. René Monory, rapporteur (p. 2776) – *MM. René Monory, rapporteur ; Germain Authié.*

Adoption de la motion (p. 2777 ; scrutin public n° 6 ; liste des votants p. 2780, 2781).

Rejet du projet de loi (6 novembre 1985) (p. 2777).

Discussion (nouvelle lecture)

(10 décembre 1985) (p. 3724, 3726).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3724, 3725) : *MM. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat à l'artisanat et au tourisme ; René Monory, rapporteur de la commission des finances.*

COMMUNES : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 3724) ; MONORY (René) (p. 3725).

COMMUNES (petites) : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 3724) ; MONORY (René) (p. 3725).

DECENTRALISATION : MONORY (René) (p. 3725).

VILLES NOUVELLES : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 3724).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable, de M. René Monory, rapporteur (p. 3725) – *M. René Régnault.*

Adoption de la motion (p. 3726, scrutin public n° 25 ; liste des votants p. 3735).

Rejet du projet de loi (10 décembre 1985) (p. 3726).

11. – **Projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (2 octobre 1985) [n° **2956**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Suchod (9 octobre 1985) [n° **2986**] – URGENCE – Discussion (9 octobre 1985) – Adoption (9 octobre 1985) [n° **888**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 1985) [n° **28** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marc Bécam (5 décembre 1985) [n° **157** (85-86)] – Discussion (12 décembre 1985) (p. 3865, 3896) – Adoption (12 décembre 1985) [n° **54**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 décembre 1985) [n° **3189**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alain Richard (18 décembre 1985) [n° **3221**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Marc Bécam (18 décembre 1985) [n° **241** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (13 décembre 1985) [n° **3189**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Suchod (19 décembre 1985) [n° **3232**] – Discussion (19 décembre 1985) – Adoption (19 décembre 1985) [n° **982**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (20 décembre 1985) [n° **258** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marc Bécam (20 décembre 1985) [n° **259** (85-86)] – Discussion (20 décembre 1985) (p. 4551, 4558) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **100**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (21 décembre 1985) [n° **3301**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Suchod (21 décembre 1985) [n° **3302**] – Discussion (21 décembre 1985) – Adoption (21 décembre 1985) [n° **1003**].

PROMULGATION : Loi n° 86-16 du 6 janvier 1986 (*J.O.* Lois et décrets du 8 janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(12 décembre 1985) (p. 3865, 3896).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3865, 3873) : *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Marc Bécam, rapporteur de la commission des lois ; Michel Giraud, Jacques Eberhard, Guy Malé, Michel Darras.*

COMITES CONSULTATIFS REGIONAUX DES ETABLISSEMENTS SUPERIEURS : BECAM (Marc) (p. 3867).

COMITES ECONOMIQUES ET SOCIAUX REGIONAUX (CESR) : JOXE (Pierre) (p. 3865) ; BECAM (Marc) (p. 3866, 3867) ; GIRAUD (Michel) (p. 3869) ; MALE (Guy) (p. 3870) ; DARRAS (Michel) (p. 3871).

COMITES REGIONAUX DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE : BECAM (Marc) (p. 3867).

CONSEILS GENERAUX : JOXE (Pierre) (p. 3865, 3866, 3871) ; BECAM (Marc) (p. 3866 à 3869) ; GIRAUD (Michel) (p. 3869) ; EBERHARD (Jacques) (p. 3870) ; MALE (Guy) (p. 3870, 3871) ; DARRAS (Michel) (p. 3871, 3872).

CONSEILS GENERAUX (présidents) : JOXE (Pierre) (p. 3866).

CONSEILS MUNICIPAUX : GIRAUD (Michel) (p. 3869).

CONSEILS REGIONAUX : JOXE (Pierre) (p. 3865, 3871, 3872) ; BECAM (Marc) (p. 3866, 3868, 3869) ; GIRAUD (Michel) (p. 3869) ; EBERHARD (Jacques) (p. 3870) ; MALE (Guy) (p. 3870) ; DARRAS (Michel) (p. 3871).

DECENTRALISATION : JOXE (Pierre) (p. 3869) ; EBERHARD (Jacques) (p. 3870) ; GIRAUD (Michel) (p. 3869).

ELUS LOCAUX (statut) : BECAM (Marc) (p. 3867).

ENSEIGNEMENT : BECAM (Marc) (p. 3869).

ETABLISSEMENTS PUBLICS REGIONAUX : JOXE (Pierre) (p. 3865) ; BECAM (Marc) (p. 3866) ; GIRAUD (Michel) (p. 3869).

ILE-DE-FRANCE : BECAM (Marc) (p. 3867).

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE : EBERHARD (Jacques) (p. 3869).

REGIONS : JOXE (Pierre) (p. 3865, 3872) ; BECAM (Marc) (p. 3866, 3867, 3868, 3869) ; GIRAUD (Michel) (p. 3869) ; EBERHARD (Jacques) (p. 3870) ; DARRAS (Michel) (p. 3871).

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE : BECAM (Marc) (p. 3868) ; GIRAUD (Michel) (p. 3869) ; MALE (Guy) (p. 3870, 3871) ; DARRAS (Michel) (p. 3871) ; JOXE (Pierre) (p. 3871).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3873, 3896) : *MM. Marc Bécam, rapporteur ; Pierre Joxe, ministre ; Michel Darras, Marcel Daunay, Michel Giraud, Geoffroy de Montalembert au nom de la commission des finances ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Jacques Eberhard, Louis de Catuelan.*

Art. 1er *(Dispositions applicables aux régions : modification des deux premiers alinéas de l'article 60 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982)* (p. 3873).

Adopté : amendement n° 6 de M. Marc Bécam, rapporteur : alignement du statut de la région d'Ile-de-France sur le droit commun (p. 3873).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3873).

Art. 2 *(Création des régions : modification de l'article 1er de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972)* – Adopté (p. 3873).

Art. 3 *(Modification des limites territoriales des régions : modification de l'article 2 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972)* – Adopté (p. 3873).

Art. 4 *(Vote du budget des régions : modification de l'article 6 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972)* (p. 3873) – Réservé (p. 3874).

Adopté : amendement n° 7 de M. Marc Bécam, rapporteur : vote du budget des régions (p. 3891).

Devient sans objet : amendement n° 1 de M. Michel Giraud : vote du budget des régions (p. 3891).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3891).

Art. 5 *(Dépenses d'investissement des régions : article 6-1 nouveau de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972)* (p. 3874).

Adoptés : amendements n° 8 et 9 de M. Marc Bécam, rapporteur : dépenses d'investissement des régions (p. 3874).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3874).

Art. 6 *(Dispositions applicables au conseil régional et à son président : modifications de la loi du 10 août 1871, de la loi de finances du 27 février 1912 et de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982)* (p. 3875).

Adopté : amendement n° 10 de M. Marc Bécam, rapporteur : dispositions applicables au conseil régional et à son président (p. 3875).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3875).

Après l'art. 6 (p. 3875).

Retiré : amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Guy Malé, soutenu par M. Marcel Daunay : composition des comités économiques et sociaux régionaux (CESR) (p. 3876).

Art. 7 *(Compétences du comité économique et social régional : article 14 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972)* (p. 3876).

Adoptés : amendement n° 11 de M. Marc Bécam, rapporteur : compétences du comité économique et social régional (p. 3876) ; amendement n° 2 de M. Michel Giraud modifié par les sous-amendements n° 65 de M. Pierre Joxe, ministre, et n° 66 de M. Michel Darras : compétences du comité économique et social régional (p. 3877) – Amendement rédactionnel n° 13 de M. Marc Bécam, rapporteur (p. 3878) – Amendement n° 4 de M. Daniel Hoeffel : compétences du comité économique et social régional (p. 3878).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3878).

Art. 8 *(Organisation et règles de fonctionnement du comité économique et social : article 15 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972) (p. 3878).*

Adoptés : amendements de M. Marc Bécam, rapporteur ; n° 14 : organisation et règles de fonctionnement du comité économique et social (p. 3880) ; n° 15 : communication au conseil régional des avis et rapports établis par les sections ; et n° 16 : moyens mis à la disposition du conseil régional pour réaliser certaines études (p. 3881) ; n° 17 : rédactionnel (p. 3881) – Amendement n° 57 de M. Pierre Joxe, ministre : dispositions applicables au président et aux membres du comité économique et social (p. 3882).

Rejetés : sous-amendement n° 67 de M. Michel Darras à l'amendement n° 14 de M. Marc Bécam, rapporteur (p. 3880) – Amendement n° 56 de M. Pierre Joxe, ministre : rapports entre le comité économique et social et le conseil national de la communication audiovisuelle (p. 3880).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 18 de M. Marc Bécam, rapporteur : participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement des sections du comité économique et social (p. 3882).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3882).

Art. 9 *(Communication au conseil régional des informations nécessaires à ses délibérations : article 16-1 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972)* (p. 3882).

Adopté : amendement de suppression n° 19 de M. Marc Bécam, rapporteur (p. 3882).

– L'art. 9 est supprimé (p. 3882).

Art. 10 *(Structure des recettes des régions)* (p. 3882).

Adoptés : amendements n° 20, 21 et 22 de M. Marc Bécam, rapporteur : dispositions spécifiques aux recettes de la région d'Ile-de-France (p. 3883).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3883).

Art. 11 *(Modification terminologiques)* – Adopté (p. 3883).

Intitulé du chapitre III *(Dispositions modifiant la loi n° 76-394 du 6 mai 1976 portant création et organisation de la région d'Ile-de-France)* (p. 3883) – Réservé.

Adopté : amendement n° 30 de M. Marc Bécam, rapporteur : suppression de la division chapitre III et de son intitulé (p. 3884 ; précédemment réservé p. 3883).

– La division et l'intitulé sont supprimés (p. 3884).

Art. 12 *(Limites territoriales de la région d'Ile-de-France* (p. 3883).

Adopté : amendement de suppression n° 23 de M. Marc Bécam, rapporteur (p. 3883).

– L'art. 12 est supprimé (p. 3883).

Art. 13 *(Compétences de la région d'Ile-de-France)* (p. 3883).

Adopté : amendement de suppression n° 24 de M. Marc Bécam, rapporteur (p. 3883).

– L'art. 13 est supprimé (p. 3883).

Art. 14 *(Dispositions applicables au conseil régional et au président du conseil régional d'Ile-de-France)* (p. 3883).

Adopté : amendement de suppression n° 25 de M. Marc Bécam, rapporteur (p. 3884).

– L'art. 14 est supprimé (p. 3884).

Art. 15 *(Budget de la région d'Ile-de-France)* (p. 3884).

Adopté : amendement de suppression n° 26 de M. Marc Bécam, rapporteur (p. 3884).

– L'art. 15 est supprimé (p. 3884).

Art. 16 *(Attributions et règles de fonctionnement du comité économique et social de la région d'Ile-de-France)* (p. 3884).

Adopté : amendement de suppression n° 27 de M. Marc Bécam rapporteur (p. 3884).

– L'art. 16 est supprimé (p. 3884).

Art. 17 *(Délai d'envoi des rapports préparatoires aux membres du conseil régional d'Ile-de-France)* (p. 3884).

Adopté : amendement de suppression n° 28 de M. Marc Bécam, rapporteur (p. 3884).

– L'art. 17 est supprimé (p. 3884).

Art. 18 *(Dépenses d'investissement des régions ; présentation des recettes du budget de la région d'Ile-de-France)* (p. 3884).

Adopté : amendement de suppression n° 29 de M. Marc Bécam, rapporteur (p. 3884).

– L'art. 18 est supprimé (p. 3884).

Art. 19 *(Corse : gestion des services transférés)* – Adopté (p. 3885).

Art. 20 *(Délai d'envoi des rapports préparatoires aux membres de l'assemblée de Corse)* (p. 3885).

Adopté : amendement de suppression n° 32 de M. Marc Bécam, rapporteur (p. 3885).

– L'art. 20 est supprimé (p. 3885).

Art. 21 *(Moyens de fonctionnement des conseils consultatifs de l'assemblée de Corse)* (p. 3885).

Adoptés : amendement de coordination n° 33 de M. Marc Bécam, rapporteur : compétence des conseils consultatifs (p. 3885) – Amendement de coordination n° 58 de M. Pierre Joxe, ministre : dispositions applicables aux présidents et aux membres des conseils consultatifs de l'assemblée de Corse (p. 3885).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 3885).

Art. 22 *(Corse : compétence du conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie en matière de communication audiovisuelle)* (p. 3886).

Adopté : amendement n° 34 de M. Marc Bécam, rapporteur : nouvelle rédaction (p. 3886).

– L'art. 22, ainsi rédigé, est adopté (p. 3886).

Art. 23 *(Moyens de fonctionnement des comités consultatifs des conseils régionaux d'outre-mer)* (p. 3886).

Adoptés : amendement de coordination n° 35 de M. Marc Bécam, rapporteur (p. 3886) – Amendement n° 60 de M. Pierre Joxe, ministre : dispositions applicables aux présidents et aux membres des comités consultatifs des conseils régionaux d'outre-mer (p. 3887).

– L'art. 23, ainsi modifié, est adopté (p. 3887).

Art. 24 *(Compétence des comités de la culture, de l'éducation et de l'environnement des régions d'outre-mer en matière de communication audiovisuelle)* (p. 3887).

Adopté : amendement n° 36 de M. Marc Bécam, rapporteur : nouvelle rédaction (p. 3887).

– L'art. 24, ainsi modifié, est adopté (p. 3887).

Art. 25 *(Nombre des membres du conseil national de la communication audiovisuelle)* – Adopté (p. 3887).

Art. 26 *(Suppression des comités régionaux de la communication audivisuelle)* (p. 3887).

Adopté : amendement n° 37 de M. Marc Bécam, rapporteur : suppression des comités régionaux de la communication audiovisuelle dans les DOM-TOM et à Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 3887).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 3887).

Après l'art. 26 (p. 3887).

Retirés : amendements n° 38, 39 et 40 (art. additionnels) de M. Marc Bécam, rapporteur : maintien des comités de l'audiovisuel dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte (p. 3888).

Art. 27 *(Composition du conseil d'administration des sociétés régionales de radiodiffusion sonore et de télévision)* – Adopté (p. 3888).

Art. 27 A *(Publicité des délibérations du conseil général et de son bureau : article 31 de la loi du 10 août 1871)* (p. 3888).

Adopté : amendement n° 42 de M. Marc Bécam, rapporteur : rédaction plus précise de l'article (p. 3889).

– L'art. 28 A, ainsi modifié, est adopté (p. 3889).

Art. 28 *(Désignation par le conseil général des délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs)* (p. 3889).

Adopté : amendement de coordination n° 43 de M. Marc Bécam, rapporteur (p. 3889).

– L'art. 28, ainsi modifié, est adopté (p. 3889).

Art. 29 *(Désignation par le président du conseil général de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs)* – Adopté (p. 3889).

Art. 30 *(Désignation du bureau du conseil général et du conseil régional à la représentation proportionnelle : article 38 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982)* (p. 3889).

Adoptés : amendements identiques de suppression n° 44 de M. Marc Bécam, rapporteur, et n° 54 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Marcel Daunay (p. 3890).

– L'art. 30 est supprimé (p. 3890).

Après l'art. 30 (p. 3891).

Adopté : amendement n° 45 (art. additionnel) de M. Marc Bécam, rapporteur : ordre du jour de la réunion de droit suivant le renouvellement triennal du conseil général (p. 3891).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3891).

Art. 31 *(Communication au conseil général des rapports préalablement à ses délibérations)* (p. 3891).

Rejeté : amendement de suppression n° 46 de M. Marc Bécam, rapporteur (p. 3891).

– L'art. 31 est adopté (p. 3891).

Art. 31 bis *(Délai de communication des rapports budgétaires)* (p. 3891).

Adopté : amendement n° 47 de M. Marc Bécam, rapporteur : suppression pour coordination (p. 3892).

– L'art. 31 bis est supprimé (p. 3892).

Art. 32 *(Participation des régions à des syndicats mixtes)* – Adopté (p. 3892).

Après l'art. 32 (p. 3892).

Adopté : amendement n° 48 (art. additionnel) de M. Marc Bécam, rapporteur : acquisitions immobilières pour les équipements collectifs par la région d'Ile-de-France (p. 3892).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3892).

Art. 33 *(Dissolution des établissements publics régionaux)* – Adopté (p. 3892).

Art. 34 *(Première réunion des conseils régionaux)* – Adopté (p. 3892).

Art. 34 bis *(Prorogation des comités économiques et sociaux régionaux)* (p. 3892).

Rejeté : amendement n° 55 de M. Louis de Catuelan : modification par voie législative de la loi du 2 mars 1982 relative aux comités économiques et sociaux (p. 3892).

– L'art. 34 bis est adopté (p. 3892).

Art. 35 *(Date d'entrée en vigueur de la loi)* (p. 3892).

Adopté : amendement de précision rédactionnelle de M. Marc Bécam, rapporteur (p. 3893).

– L'art. 35, ainsi modifié, est adopté (p. 3893).

Art. 35 bis *(Inéligibilité au conseil général et au conseil régional)* (p. 3893).

Adoptés : amendement n° 64 de M. Daniel Hoeffel : assimilation aux magistrats des chambres régionales des comptes, des secrétaires généraux de ces juridictions (p. 3893) – Amende-

ment n° 49 de M. Marc Bécam, rapporteur : hauts fonctionnaires des conseils généraux et régionaux (p. 3894) ; amendement de coordination n° 50 de M. Marc Bécam, rapporteur (p. 3894).

– L'art. 35 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3894).

Art. 35 ter *(Compétence du comité économique et social de Saint-Pierre-et-Miquelon en matière audiovisuelle)* (p. 3894).

Adopté : amendement n° 51 de M. Marc Bécam, rapporteur : alignement sur le droit commun, en matière audiovisuelle (p. 3894).

– L'art. 35 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 3894).

Après l'art. 35 ter (p. 3894).

Adoptés : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Michel Giraud : taux de la taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement, TRADE ; adopté après modification par le sous-amendement n° 69 de M. Pierre Joxe, ministre (p. 3895) – Amendement n° 52 (art. additionnel) de M. Marc Bécam, rapporteur : substitution du mot « région » aux mots « établissement public régional » dans toutes les dispositions législatives (p. 3895).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3895).

Art. 36 *(Abrogation de diverses dipositions législatives)* (p. 3895).

Adopté : amendement n° 53 de M. Marc Bécam, rapporteur : modification des abrogations (p. 3896).

– L'art. 36, ainsi modifié, est adopté (p. 3896).

Art. 37 *(Modalités d'application fixées par décret en conseil d'Etat)* – Adopté (p. 3896).

Seconde délibération (p. 3896).

Art. 31 (p. 3896).

Adopté : amendement de suppression n° 1 de M. Marc Bécam, rapporteur (p. 3896).

– L'art. 31 est supprimé (p. 3896).

Explications de vote : MM. Michel Darras (p. 3896) ; Jacques Eberhard (p. 3896).

Adoption (12 décembre 1985) (p. 3896).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 décembre 1985) (p. 4551, 4558) ; (21 décembre 1985) (p. 4568, 4570).

I. DISCUSSION GENERALE (20 décembre 1985) (p. 4551, 4552) : *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; François Collet, en remplacement de M. Marc Bécam, rapporteur de la commission des lois.*

COMITES ECONOMIQUES ET SOCIAUX REGIONAUX (CESR) : LABARRERE (André) (p. 4551) ; COLLET (François) (p. 4552).

COMITES REGIONAUX DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE : COLLET (François) (p. 4552).

CONSEILS GENERAUX : LABARRERE (André) (p. 4551) ; COLLET (François) (p. 4552).

CONSEILS REGIONAUX : LABARRERE (André) (p. 4551) ; COLLET (François) (p. 4552).

CORSE : COLLET (François) (p. 4552).

ILE-DE-FRANCE : COLLET (François) (p. 4552).

REGIONS : LABARRERE (André) (p. 4551) ; COLLET (François) (p. 4552).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4552, 4558 ; 4568, 4570) : *MM. François Collet ; André Labarrère, ministre ; Michel Darras, Pierre Gamboa.*

Art. 4 (p. 4552).

Adopté : amendement n° 1 de M. Marc Bécam, rapporteur, soutenu par M. François Collet ; compétences spécifiques du conseil régional (p. 4553).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4553).

Art. 7 – Adopté (p. 4553).

Art. 8 (p. 4553).

Adoptés : amendements n° 2 et n° 3 de M. Marc Bécam, rapporteur, soutenus par M. François Collet : organisation et règles de fonctionnement du comité économique et social (p. 4554).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 4554).

Art. 9 (p. 4554).

Adopté : amendement de suppression n° 4 de M. Marc Bécam, rapporteur, soutenu par M. François Collet : communication au conseil régional des informations nécessaires à ses délibérations (p. 4555).

– L'art. 9 est supprimé (p. 4555).

Art. 20 (p. 4555).

Adopté : amendement de suppression n° 5 de M. Marc Bécam, rapporteur, soutenu par M. François Collet : délai d'envoi des rapports préparatoires aux membres de l'assemblée de Corse (p. 4555).

– L'art. 20 est supprimé (p. 4555).

Art. 21 (p. 4555).

Adopté : amendement n° 6 de M. Marc Bécam, rapporteur, soutenu par M. François Collet : moyens de fonctionnement des conseils consultatifs de l'assemblée de Corse (p. 4556).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 4556).

Art. 22 – Adopté (p. 4556).

Art. 23 (p. 4556).

Adopté : amendement n° 7 de M. Marc Bécam, rapporteur, soutenu par M. François Collet : moyens de fonctionnement des comités consultatifs des conseils régionaux d'outre-mer (p. 4556).

– L'art. 23, ainsi modifié, est adopté (p. 4556).

Art. 24 – Adopté (p. 4556).

Art. 30 (p. 4556).

Adopté : amendement n° 8 de M. Marc Bécam, rapporteur, soutenu par M. François Collet : désignation du bureau du conseil général et du conseil régional à la représentation proportionnelle (p. 4558).

– L'art. 30, ainsi modifié, est adopté (p. 4558).

Art. 31 (p. 4568).

Adopté : amendement n° 9 de M. Marc Bécam, rapporteur, soutenu par M. François Collet : suppression de cet article relatif au délai de communication au conseil général des rapports préalablement à ses délibérations (p. 4568).

– L'art. 31 est supprimé (p. 4568).

Art. 31 bis (p. 4568).

Adopté : amendement n° 10 de M. Marc Bécam, rapporteur, soutenu par M. François Collet : suppression de cet article relatif au délai de communication des rapports budgétaires (p. 4568).

– L'art. 31 bis est supprimé (p. 4568).

Art. 32 bis – Adopté (p. 4568).

Art. 35 (p. 4568).

Adopté : amendement de coordination n° 11 de M. Marc Bécam, rapporteur, soutenu par M. François Collet (p. 4569).

– L'art. 35, ainsi modifié, est adopté (p. 4569).

Art. 35 bis, 35 ter, 35 quinquies, 36 – Adoptés (p. 4569).

Après l'art. 36 (p. 4569).

Adopté : amendement n° 12 (art. additionnel) de M. Christian Bonnet, soutenu par M. Pierre-Christian Taittinger : nombre de candidats par rapport au nombre de sièges pour les listes des départements de moins de six sièges (p. 4570).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4570).

Explications de vote : MM. Michel Darras (p. 4570), Pierre Gamboa (p. 4570).

Adoption (21 décembre 1985) (p. 4570).

12. – **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, et M. Jack Lang, ministre de la culture (31 octobre 1985) [n° **3023**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Sapin (14 novembre 1985) [n° **3063**] – URGENCE – Discussion (22 novembre 1985) – Adoption (22 novembre 1985) [n° **910**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 novembre 1985) [n° **107** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires sociales, à la commission des affaires culturelles et à la commission des finances – Rapport de M. Paul Girod (11 décembre 1985) [n° **178** (85-86)] – Avis de MM. Jean Madelain (5 décembre 1985) [n° **161** (85-86)] – Paul Séramy (12 décembre 1985) [n° **194** (85-86)] – et Maurice Schumann (13 décembre 1985) [n° **214** (85-86)] – Discussion (19 décembre 1985) (p. 4390, 4438) – Adoption (19 décembre 1985) [n° **84**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 décembre 1985) [n° **3273**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Sapin (20 décembre 1985) [n° **3280**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Paul Girod (20 décembre 1985) [n° **268** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (19 décembre 1985) [n° **3273**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Sapin (20 décembre 1985) [n° **3296**] – Discussion (21 décembre 1985) – Adoption (21 décembre 1985) [n° **1001**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (21 décembre 1985) [n° **275** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Girod (21 décembre 1985) [n° **276** (85-86)] – Discussion (21 décembre 1985) (p. 4614, 4631) – Adoption (21 décembre 1985) [n° **106**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (22 décembre 1985) [n° **3314**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Sapin (22 décembre 1985) [n° **3316**] – Discussion (22 décembre 1985) – Adoption (22 décembre 1985) [n° **1007**].

PROMULGATION : Loi n° 86-29 du 9 janvier 1986 (*J.O.* Lois et décrets du 10 janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1985) (p. 4390, 4438).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4390, 4402) : *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Paul Girod, rapporteur de la commission des lois ; Jean Madelain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Paul Séramy, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Maurice Schumann, rapporteur pour avis de la commission des finances ; René Régnault, Camille Vallin, Jean Cauchon, Marc Boeuf, Michel Dreyfus-Schmidt.*

ACTION SOCIALE : GIROD (Paul) (p. 4394) ; MADELAIN (Jean) (p. 4394, 4395).

ARCHIVES : LABARRERE (André) (p. 4392) ; SERAMY (Paul) (p. 4396) ; BOEUF (Marc) (p. 4401).

BIBLIOTHEQUES : LABARRERE (André) (p. 4391) ; GIROD (Paul) (p. 4393) ; SERAMY (Paul) (p. 4395) ; REGNAULT (René) (p. 4399) ; BOEUF (Marc) (p. 4401).

COLLECTIVITES LOCALES : LABARRERE (André) (p. 4390 à 4393) ; GIROD (Paul) (p. 4393, 4394) ; MADELAIN (Jean) (p. 4394, 4395) ; SERAMY (Paul) (p. 4395, 4396) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 4396, 4397) ; REGNAULT (René) (p. 4397, 4398) ; VALLIN (Camille) (p. 4398, 4399) ; CAUCHON (Jean) (p. 4399, 4400) ; BOEUF (Marc) (p. 4400, 4401) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 4401, 4402).

DECENTRALISATION : LABARRERE (André) (p. 4390, 4391, 4393) ; GIROD (Paul) (p. 4393, 4394) ; MADELAIN (Jean) (p. 4394) ; SERAMY (Paul) (p. 4395, 4396) ; REGNAULT (René) (p. 4397) ; BOEUF (Marc) (p. 4401) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 4401).

DEPARTEMENTS : GIROD (Paul) (p. 4394) ; MADELAIN (Jean) (p. 4394) ; SERAMY (Paul) (p. 4395, 4396) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 4402).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : REGNAULT (René) (p. 4398).

ENSEIGNEMENT : LABARRERE (André) (p. 4392, 4393) ; GIROD (Paul) (p. 4393) ; SERAMY (Paul) (p. 4396).

ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE : LABARRERE (André) (p. 4391) ; SERAMY (Paul) (p. 4395, 4396).

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE : REGNAULT (René) (p. 4398).

FONDS DE PEREQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE : LABARRERE (André) (p. 4391) ; REGNAULT (René) (p. 4397) ; VALLIN (Camille) (p. 4398, 4399) ; CAUCHON (Jean) (p. 4400).

HYGIENE : MADELAIN (Jean) (p. 4394, 4395) ; REGNAULT (René) (p. 4397).

MUSEES : LABARRERE (André) (p. 4391) ; GIROD (Paul) (p. 4393, 4394).

MUSIQUE : SERAMY (Paul) (p. 4395) ; REGNAULT (René) (p. 4399).

POMPES FUNEBRES : LABARRERE (André) (p. 4392) ; BOEUF (Marc) (p. 4401).

TAXE DE PUBLICITE FONCIERE : CAUCHON (Jean) (p. 4399) ; BOEUF (Marc) (p. 4401).

TAXE DIFFERENTIELLE SUR LES VEHICULES A MOTEUR : CAUCHON (Jean) (p. 4399).

TAXE PROFESSIONNELLE : CAUCHON (Jean) (p. 4400) ; BOEUF (Marc) (p. 4401).

URGENCE (procédure) : SCHUMANN (Maurice) (p. 4396, 4397) ; LABARRERE (André) (p. 4397).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4402, 4438) : *MM. Maurice Schumann, rapporteur pour avis ; Paul Girod, rapporteur ; André Labarrère, ministre ; Michel Dreyfus-*

Schmidt, Camille Vallin, Jean Madelain, rapporteur pour avis ; René Régnault, Jacques Descours Desacres, Michel Darras, Paul Séramy, rapporteur pour avis ; Jacques Pelletier, Josy Moinet, Jean Arthuis, Jean-Pierre Tizon, en remplacement de M. Paul Girod, rapporteur ; Marc Boeuf, François Collet, Amédée Bouquerel, Maurice Janetti, Alain Pluchet, Georges Dagonia, au nom de la commission des affaires sociales ; Etienne Dailly, au nom de la commission des lois ; Marc Bécam, en remplacement de M. Paul Girod, rapporteur ; Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer ; Guy Schmaus.

Art. 1er *(Modification des modalités de calcul des droits à compensation des départements : insertion d'un art. 95-1 dans la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat)* (p. 4402).

Adopté : amendement n° 33 de M. Maurice Schumann, rapporteur pour avis : extension à tout transfert de compétences du principe de la compensation supplémentaire (p. 4404).

Retiré : amendement similaire n° 6 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 4403).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 4404).

Art. 1er bis *(Compensation de la perte de produit fiscal résultant, pour les départements, de la suppression de la taxe spéciale sur les véhicules de plus de seize chevaux : insertion d'un art. 95-2 dans la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée)* (p. 4404).

Adopté : amendement n° 34 de M. Maurice Schumann, rapporteur pour avis : nouvelle rédaction de cet article afin d'étendre le principe de compensation (p. 4404).

– L'art. 1er bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4404).

Art. 2 *(Remboursement de la dette de l'Etat au titre des bureaux municipaux d'hygiène : insertion d'un art. 4-1 dans la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée)* (p. 4404).

Adopté : amendement n° 2 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis : remboursement en deux annuités des sommes dues par l'Etat aux communes (p. 4405) ; après modification par le sous-amendement n° 7 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 4405).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4405).

Art. 3 *(Modification du Ier du II de l'art. 1648 B du code général des impôts : Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle)* (p. 4405).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 8 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 4405) – Amendements du même auteur, n° 9 : détermination de l'effort fiscal d'une commune membre d'un groupement de communes par addition de l'effort fiscal du groupement à celui de la commune (p. 4407) – Et n° 10 : dégressivité de l'attribution versée à titre de garantie à une commune cessant de remplir les conditions requises (p. 4408).

Rejeté : amendement n° 60 de M. Camille Vallin : modalités d'attribution du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle pour les communes de plus de cent mille habitants (p. 4406).

Retiré : amendement n° 63 de M. René Regnault : modalités de détermination de l'attribution revenant à chaque commune concernée (p. 4408).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 4408).

Art. 4 *(Allongement à cinq ans de la durée selon laquelle est versée la compensation aux communes qui enregistrent d'une année sur l'autre une perte importante de bases d'imposition à la taxe professionnelle : art. 1648 B du code général des impôts)* – Adopté (p. 4408).

Art. 5 *(Date d'entrée en vigueur des dispositions prévues par les art. 3 et 4 du présent projet)* – Adopté (p. 4408).

Art. 6 *(Répartition de la dotation d'équipement scolaire et de la dotation départementale d'équipement des collèges dans les départements d'outre-mer : art. 17-1 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 précitée)* – Adopté.

Art. 7 *(Report du transfert de compétence dans le domaine de la justice : art. 4 et 118 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée)* (p. 4423).

Retiré : amendement n° 11 de M. Paul Girod, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Tizon : suppression de cet article (p. 4423).

– L'art. 7 est adopté (p. 4423).

Art. 8 *(Report du délai de réorganisation des services extérieurs de l'Etat – Convention de partage de ces services : art. 8 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée)* (p. 4423).

Adoptés : amendements de M. Paul Girod, rapporteur, soutenus par M. Jean-Pierre Tizon, n° 12 : suppression du paragraphe I relatif au report du délai (p. 4424) ; et n° 71 : arrêté conjoint des ministres intéressés pouvant fixer les conditions de mise en oeuvre du présent article à défaut de convention conclue avant le 1er janvier 1987 (p. 4425).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 4425).

Art. 9 *(Service départemental d'action sociale : modification de l'art. 28 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales)* (p. 4425).

Adoptés : amendement n° 13 de M. Paul Girod, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Tizon : tâches exercées par le service départemental pouvant entrer dans le champ de la convention de collaboration (p. 4426) – Amendement n° 4 de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis, soutenu par M. Georges Dagonia : fixation des compétences d'exception de l'Etat dans le fonctionnement du service public départemental d'action sociale (p. 4426).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 4426).

Art. 10 *(Frais communs en matière d'aide sociale : art. 54 bis et 55 bis de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 précitée)* – Adopté (p. 4426).

Art. 11 *(Bureaux municipaux d'hygiène : art. L. 772 du code de la santé publique)* – Adopté (p. 4426).

Après l'art. 11 (p. 4426).

Adopté : amendement n° 58 (art. additionnel) de M. André Labarrère, ministre : modification du mode de répartition des crédits destinés à compenser le transfert de compétences en matière de fonctionnement des bibliothèques centrales de prêt (p. 4429 ; précédemment réservé p. 4426 ; après modification par le sous-amendement de coordination n° 70 de M. Maurice Schumann, rapporteur pour avis p. 4429).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4429).

Art. 12 *(Bibliothèques centrales de prêt : insertion d'un art. 60-1 dans la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 précitée)* (p. 4426).

Adopté : amendement n° 35 de M. Maurice Schumann, rapporteur pour avis : nouvelle rédaction prévoyant que l'ensemble des crédits d'équipement qui font l'objet d'une intégration dans la D.G.D. sont répartis au prorata des crédits de fonctionnement correspondant à la compétence transférée (p. 4429).

Retiré : amendement similaire n° 14 de M. Paul Girod, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Tizon (p. 4428).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 4429).

Art. 13 *(Opérations en cours à la date du transfert : insertion d'un art. 61-1 dans la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 précitée)* (p. 4429).

Adopté : amendement rédactionnel n° 36 de M. Maurice Schumann, rapporteur pour avis (p. 4430).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 4430).

Art. 14 *(Maintien provisoire au budget de l'Etat de certains crédits de fonctionnement des bibliothèques : insertion d'un art. 61-2 dans la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 précitée)* (p. 4430).

Adopté : amendement n° 37 de M. Maurice Schumann, rapporteur pour avis : actualisation des crédits en fonction de l'évolution du taux de progression de la dotation globale de fonctionnement en 1986 (p. 4431).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 4431).

Art. 15 *(Maintien des concours financiers de l'Etat aux musées : art. 62 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 précitée)* (p. 4431).

Adopté : amendement n° 38 de M. Maurice Schumann, rapporteur pour avis : concours financiers de l'Etat non intégrés dans la dotation générale de décentralisation (p. 4432).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 4432).

Art. 16 *(Prise en charge par l'Etat des dépenses afférentes aux établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique : premier alinéa de l'art. 63 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 précitée)* (p. 4432).

Adoptés : amendements identiques n° 16 de M. Paul Girod, rapporteur, soutenu par M. Marc Bécam, et n° 44 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 4433).

Devient sans objet : amendement n° 54 de M. James Marson, soutenu par M. Guy Schmaus : responsabilité des communes, des départements et des régions en matière de musique, de danse, d'art dramatique et d'art plastique et fixation par décret de la liste des enseignements supérieurs pris en charge par l'Etat (p. 4433).

– L'art. 16 est supprimé (p. 4433).

Après l'art. 16 (p. 4433).

Adopté : amendement n° 39 (art. additionnel) de M. Maurice Schumann, rapporteur pour avis : intégration des crédits d'équipement consacrés par l'Etat aux établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique dans la dotation générale de décentralisation (p. 4434).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4434).

Art. 17 *(Prise en charge par l'Etat des dépenses afférentes aux arts plastiques : premier alinéa de l'art. 64 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 précitée)* (p. 4434).

Adopté : amendement n° 45 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 4435).

Retiré : amendement n° 17 de M. Paul Girod, rapporteur, identique à l'amendement n° 45 (p. 4434).

– L'art. 17 est supprimé (p. 4435).

Art. 17 bis *(Modalités d'établissement de la liste des enseignements supérieurs visée aux art. 63 et 64 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 précitée : insertion d'un art. 64-1 dans ladite loi)* (p. 4435).

Adopté : amendement n° 18 de M. Paul Girod, rapporteur, soutenu par M. Marc Bécam : suppression de cet article (p. 4435).

– L'art. 17 bis est supprimé (p. 4435).

Après l'art. 17 bis (p. 4435).

Adopté : amendement n° 40 (art. additionnel) de M. Maurice Schumann, rapporteur pour avis : intégration dans la dotation générale de décentralisation des crédits d'équipement consacrés par l'Etat aux établissements d'enseignement public des arts plastiques (p. 4436).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4436).

Art. 18 *(Maintien des concours financiers de l'Etat aux archives)* (p. 4436) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 47 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : maintien des concours financiers de l'Etat aux archives (p. 4436).

– L'art. 18 est rétabli, ainsi rédigé (p. 4436).

Art. 18 bis *(Régime juridique et financier selon lequel sont achevées les opérations en cours au 1er janvier 1986, relatives aux archives départementales : insertion d'un alinéa dans l'art. 66 de la loi n° 83-663 du 22 janvier 1983 précitée)* (p. 4436).

Adopté : amendement n° 41 de M. Maurice Schumann, rapporteur pour avis : opérations relatives aux archives départementales, en cours à la date d'entrée en vigueur de l'art. 66, achevées selon le régime juridique sous lequel elles ont été commencées (p. 4437).

Retiré : amendement n° 48 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 4437).

– L'art. 18 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4437).

Art. 19 *(Crédits d'équipement et de fonctionnement des bibliothèques municipales : art. 95 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée).*

Adopté : amendement n° 20 de M. Paul Girod, rapporteur, soutenu par M. Marc Bécam : suppression de cet article (p. 4438).

– L'art. 19 est supprimé (p. 4438).

Avant l'art. 20 (p. 4416).

Rejeté : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Josy Moinet : extension aux associations départementales des maires des dispositions déjà en vigueur pour la vie syndicale (p. 4416).

Art. 20 *(Procédure de mandatement des intérêts moratoires pour paiement tardif des commandes publiques : saisine de la chambre régionale des comptes dans les conditions fixées à l'art. 11 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et liberté des communes, des départements et des régions : insertion d'un art. 12-1 dans la loi n° 82-213 précitée)* (p. 4416).

Adopté : amendement n° 21 de M. Paul Girod, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Tizon : introduction de deux critères alternatifs de déclenchement de cette procédure automatique (p. 4417).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 4417).

Art. 21 *(Du même objet que l'art. 20 : saisine de la chambre régionale des comptes dans les conditions fixées à l'art. 52 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 précitée : insertion d'un art. 53-1 dans ladite loi)* (p. 4417).

Adopté : amendement n° 22 de M. Paul Girod, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Tizon, analogue à l'amendement n° 21 (p. 4417).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 4417).

Art. 22 *(Modification, pour coordination, de l'art. 83 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 précitée)* – Adopté (p. 4417).

Art. 23 *(Procédure dérogatoire de contrôle des actes des collectivités locales susceptibles de porter atteinte à l'intégrité des ouvrages intéressant la défense : art. 26 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée)* (p. 4417).

Rejeté : amendement n° 23 de M. Paul Girod, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Tizon : maintien de la compétence des tribunaux administratifs juges de premier ressort (p. 4417).

– L'art. 23 est adopté (p. 4418).

Art. 23 bis *(Abrogation des articles du code des communes relatifs à la responsabilité en cas d'émeutes : art. L. 133-1 à L. 133-8 du code des communes)* (p. 4418).

Adoptés : amendements de M. Paul Girod, rapporteur, soutenus par M. Jean-Pierre Tizon, n° 25 : art. L. 133-1 à L. 133-8 du code des communes ne s'appliquant qu'aux actions contentieuses en responsabilité introduites pour des faits survenus avant la date d'entrée en vigueur de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 – Et n° 26 : application à la collectivité territoriale de Mayotte et aux territoires d'outre-mer des dispositions de l'art. 92 de la loi du 7 janvier 1983 (p. 4418).

– L'art. 23 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4418).

Art. 24 *(Révision de la contribution financière d'une commune à un syndicat de communes : insertion d'un art. L. 163-17-1 dans le code des communes)* – Adopté (p. 4419).

Art. 24 bis *(Dissolution d'un syndicat mixte : art. L. 166-4 du code des communes)* (p. 4419).

Adopté : amendement n° 27 de M. Paul Girod, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Tizon : conditions selon lesquelles est prononcée la dissolution du syndicat mixte (p. 4419).

– L'art. 24 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4419).

Art. 25 *(Revalorisation du plafond institué par l'art. 175 du code pénal)* – Adopté (p. 4419).

Art. 26 *(Modification de la législation funéraire : insertion d'un art. L. 362-4-1 dans le code des communes)* (p. 4412) – Priorité ordonnée (p. 4408).

Adopté : amendement n° 28 de M. Paul Girod, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article afin de réaffirmer la responsabilité des maires et de reporter au 1er janvier 1987 l'application des dispositions du présent article (p. 4414).

Retirés : amendement n° 50 de M. Jean Arthuis : suppression de cet article (p. 4414) – Amendement n° 56 de M. Marc Boeuf : élargissement de la liberté de choix de l'entreprise funéraire (p. 4414).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 4414).

Après l'art. 26 (p. 4414).

Adopté : amendement n° 29 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Tizon : entreprises privées participant au service des pompes funèbres agréées selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat (p. 4415).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4415).

Art. 27 *(Sanctions pénales des infractions à la législation funéraire : modifications du premier alinéa de l'art. L. 362-12 du code des communes)* (p. 4415) – Priorité ordonnée (p. 4408).

Retiré : amendement n° 52 de M. Jean Arthuis : suppression de cet article (p. 4415).

– L'art. 27 est adopté (p. 4415).

Art. 28 *(Régime applicable en Alsace-Moselle : deuxième alinéa (1°) de l'art. L. 391-1 du code des communes)* (p. 4415) – Priorité ordonnée (p. 4408).

Retiré : amendement n° 30 de M. Paul Girod, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Tizon : suppression de cet article (p. 4416).

– L'art. 28 est adopté (p. 4416).

Art. 29 *(Modifications de la loi du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs)* – Adopté (p. 4419).

Après l'art. 29 (p. 4419).

Adopté : amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Amédée Bouquerel : décision d'institution prévoyant la représentation d'une commune dans le comité du syndicat par un délégué suppléant (p. 4420).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4420).

Art. 30 *(Retrait d'un syndicat de communes en cas de désaccord sur l'extension des compétences de cet organisme : insertion d'un art. L. 163-17-1 dans le code des communes)* (p. 4420).

Adoptés : amendements de M. Paul Girod, rapporteur, soutenus par M. Jean-Pierre Tizon, n° 31 : retrait d'un syndicat de communes en cas de désaccord sur l'extension des compétences de cet organisme – Et n° 32 : suppression du paragraphe II conférant un caractère rétroactif aux dispositions du présent article (p. 4420).

– L'art. 30, ainsi modifié, est adopté (p. 4420).

Après l'art. 30 (p. 4408 et p. 4420).

Adoptés : amendement n° 59 (art. additionnel) de M. André Labarrère, ministre (priorité ordonnée p. 4408) : modification du dispositif de répartition des dépenses d'entretien et de fonctionnement lorsque certaines classes de l'école publique d'une commune reçoivent des élèves d'une autre commune (p. 4412 ; après modification par les sous-amendements n° 65, n° 66 et n° 67 de M. Paul Girod, rapporteur, n° 72 et n° 73 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis, et n° 75 de M. Jacques Descours Desacres) – Amendement n° 57 (art. additionnel) de M. Maurice Janetti : conditions d'accès à l'emploi de directeur départemental des services d'incendie et de secours (p. 4421) – Amendement n° 61 (art. additionnel) de M. Alain Pluchet : modification de l'art. L. 29 du code des débits de boisson (p. 4421) – Amendement n° 62 (art. additionnel) de M. Raymond Bouvier, soutenu par M. Jean Arthuis : nouvelle rédaction de l'art. L. 122-13 du code des communes relatif au remplacement du maire dans l'exercice de ses fonctions en cas d'absence ou d'empêchement (p. 4422) – Amendements n° 69 et n° 64 (art. additionnels) de M. André Labarrère, ministre : recrutement et promotion des fonctionnaires territoriaux (p. 4422 et p. 4423).

– Six articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4412, 4421, 4422, 4423).

Explications de vote : M. Michel Darras (p. 4438).

Adoption (19 décembre 1985) (p. 4438).

Discussion (nouvelle lecture)

(21 décembre 1985) (p. 4614, 4631).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4614, 4617) : *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Paul Girod, rapporteur de la commission des lois ; Pierre Gamboa.*

ACTION SOCIALE : LABARRERE (André) (p. 4614).

ARCHIVES : LABARRERE (André) (p. 4614).

BIBLIOTHEQUES : LABARRERE (André) (p. 4614) ; GIROD (Paul) (p. 4615).

COLLECTIVITES LOCALES : LABARRERE (André) (p. 4614, 4615) ; GIROD (Paul) (p. 4615, 4616) ; GAMBOA (Pierre) (p. 4617).

DECENTRALISATION : LABARRERE (André) (p. 4614).

ENSEIGNEMENT : LABARRERE (André) (p. 4615) ; GIROD (Paul) (p. 4616).

ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE : GIROD (Paul) (p. 4616).

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : GIROD (Paul) (p. 4616).

POMPES FUNEBRES : LABARRERE (André) (p. 4615) ; GIROD (Paul) (p. 4616).

TAXE PROFESSIONNELLE : GAMBOA (Pierre) (p. 4617).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4618, 4631) : *MM. Maurice Schumann, rapporteur pour avis, André Labarrère, ministre ; Paul Girod, rapporteur ; Michel Darras, Pierre Gamboa, François Collet, Jacques Descours Desacres, Jacques Pelletier, Philippe de Bourgoing.*

Art. 1er et art. 1er bis – Adoptés (p. 4618).

Art. 2 – Adopté (p. 4619).

Art. 3 (p. 4619).

Adopté : amendement n° 1 de M. Paul Girod, rapporteur : modalités de calcul de l'attribution versée à une commune cessant de remplir les conditions requises pour bénéficier de la part principale du surplus des ressources du fonds de péréquation de la taxe professionnelle (p. 4619).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 4619).

Art. 8 (p. 4619).

Adopté : amendement n° 2 de M. Paul Girod, rapporteur : date et modalités de partage des services extérieurs de l'Etat à défaut de convention (p. 4620).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 4620).

Art. 9 et 12 A – Adoptés (p. 4620).

Art. 12 (p. 4620).

Adopté : amendement n° 3 de M. Paul Girod, rapporteur : subordination de l'entrée en vigueur du transfert des bibliothèques centrales de prêts à l'achèvement du programme d'équipement réalisé par l'Etat ; montant du crédit (p. 4621).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 4621).

Art. 13 à 15 – Adoptés (p. 4621).

Art. 16 et 17 – Adoptés (p. 4622).

Art. 17 bis – Adopté (p. 4622) – (Priorité ordonnée p. 4621).

Art. 19 – Adopté (p. 4622).

Art. 20 (p. 4622).

Adopté : amendement n° 4 de M. Paul Girod, rapporteur : mise en recouvrement automatique des intérêts moratoires dus par la collectivité territoriale et critères de la durée du retard et du montant du principal (p. 4623).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 4623).

Art. 21 (p. 4623).

Adopté : amendement n° 5 de M. Paul Girod, rapporteur, du même objet que l'amendement n° 4 (p. 4624).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 4624).

Art. 23 bis – Adopté (p. 4624).

Art. 26 (p. 4624).

Adopté : amendement n° 6 de M. Paul Girod, rapporteur : possibilité de mise à disposition des familles, par le maire d'une commune dans laquelle aucune entreprise de pompes funèbres n'est implantée, de la liste des entreprises pouvant intervenir sur le territoire (p. 4624).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 4624).

Art. 30 (p. 4624).

Adoptés : amendements de M. Paul Girod, rapporteur, n° 7 : extension des possibilités de retrait d'une commune membre d'un syndicat intercommunal à vocation multiple en cas de désaccord avec une décision d'extension des compétences de cet organisme (p. 4625) – Et n° 8 : suppression des dispositions de cet article faisant rétroagir l'applicabilité de l'art. L. 163-17-2 du code des communes aux décisions d'extension des compétences des syndicats de communes à vocation multiple (p. 4626).

– L'art. 30, ainsi modifié, est adopté (p. 4626).

Art. 31 (p. 4626).

Adoptés : amendements de M. Paul Girod, rapporteur, n° 9 : suppression des dispositions de cet article relatives aux cas d'obligation pour la commune de participer financièrement à la scolarisation d'enfants résidant sur son territoire lorsque leur inscription dans une autre commune est justifiée par certains motifs (p. 4628) – n° 10 : réduction du caractère progressif de la mise en oeuvre des dispositions relatives à la répartition entre les communes des dépenses de fonctionnement afférentes aux écoles à fréquentation intercommunale (p. 4629) – Et n° 11 : dispositions transitoires pour 1985-1986 et pour 1986-1987 (p. 4630) – Amendement n° 14 de M. Jacques Descours Desacres : absence de remise en cause de l'inscription d'un enfant déjà scolarisé dans l'enseignement du premier degré dans l'école où il vient d'accomplir une année d'études primaires, par le maire de la commune d'accueil ou de résidence (p. 4629).

Devient sans objet : amendement n° 15 de M. Jacques Descours Desacres : participation financière de la commune à la scolarisation d'enfants résidant sur son territoire en cas de justification à l'inscription dans une autre commune par des motifs tirés de contraintes liées aux obligations professionnelles, à défaut de structure d'accueil en dehors des horaires scolaires dans la commune de résidence (p. 4628).

– L'art. 31, ainsi modifié, est adopté (p. 4630).

Art. 33 (p. 4630) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 12 de M. Paul Girod, rapporteur : possibilité pour certains établissements hôteliers d'exploiter plus d'une licence de boissons (p. 4630).

– L'art. 33 est rétabli, ainsi rédigé (p. 4630).

Art. 34 (p. 4630) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 13 de M. Paul Girod, rapporteur : modalités de remplacement du maire en cas d'absence (p. 4631).

– L'art. 34 est rétabli, ainsi rédigé (p. 4631).

Explications de vote : MM. Michel Darras (p. 4631), Pierre Gamboa (p. 4631).

Adoption (21 décembre 1985) (p. 4631).

13. – **Projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales (31 octobre 1985) [n° **3025**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Michel Belorgey (20 novembre 1985) [n° **3092**] – Urgence – Discussion (25 novembre 1985) – Adoption (25 novembre 1985) [n° **913**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 novembre 1985) [n° **109** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Charles Descours (13 décembre 1985) [n° **215** (85-86)] – Discussion (18 décembre 1985) (p. 4170, 4213) – Adoption (18 décembre 1985) [n° **79**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 décembre 1985) [n° **3231**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Michel Belorgey (19 décembre 1985) [n° **3271**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Charles Descours (19 décembre 1985) [n° **253** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (19 décembre 1985) [n° **3231**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Michel Belorgey (20 décembre 1985) [n° **3279**] – Discussion (20 décembre 1985) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **990**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (21 décembre 1985) [n° **274** (85-86] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Chérioux (22 décembre 1985) [n° **283** (85-86] – Discussion (22 décembre 1985) (p. 4648, 4653) – Adoption (22 décembre 1985) [n° **110**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (22 décembre 1985) [n° **3320**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Michel Belorgey (22 décembre 1985) [n° **3323**] – discussion (22 décembre 1985) – Adoption (22 décembre 1985) [n° **1011**].

PROMULGATION : Loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 *(JO* Lois et décrets du 8 janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1985) (p. 4170, 4213).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4170, 4180) : *MM. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat aux retraités et personnes âgées ; Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean Chérioux, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Charles Bonifay.*

ACTION SOCIALE : FRANCESCHI (Joseph) (p. 4171, 4172, 4173) ; DESCOURS (Charles) (p. 4173, 4174) ; CHERIOUX (Jean) (p. 4175, 4176) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4176, 4177) ; BONIFAY (Charles) (p. 4178).

AIDE SOCIALE : FRANCESCHI (Joseph) (p. 4171, 4172, 4179, 4180) ; DESCOURS (Charles) (p. 4172 à 4175) ; CHERIOUX (Jean) (p. 4175, 4176) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4176 à 4178) ; BONIFAY (Charles) (p. 4178, 4179).

AIDE SOCIALE A L'ENFANCE : FRANCESCHI (Joseph) (p. 4172, 4179, 4180) ; DESCOURS (Charles) (p. 4173, 4174, 4175) ; CHERIOUX (Jean) (p. 4175, 4176) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4177) ; BONIFAY (Charles) (p. 4178).

ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE : FRANCESCHI (Joseph) (p. 4171).

ASSOCIATIONS : FRANCESCHI (Joseph) (p. 4172).

ASSOCIATIONS FAMILIALES : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4177).

COMMISSAIRES DE LA REPUBLIQUE : DESCOURS (Charles) (p. 4174).

COMMISSIONS TECHNIQUES D'ORIENTATION ET DE RECLASSEMENT PROFESSIONNEL (COTOREP) : FRANCESCHI (Joseph) (p. 4171, 4172) ; DESCOURS (Charles) (p. 4174).

CONSEILS DEPARTEMENTAUX DU DEVELOPPEMENT SOCIAL : FRANCESCHI (Joseph) (p. 4172, 4179) ; DESCOURS (Charles) (p. 4174) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4177) ; BONIFAY (Charles) (p. 4178).

CONSEILS GENERAUX (présidents) : FRANCESCHI (Joseph) (p. 4171, 4172, 4179) ; DESCOURS (Charles) (p. 4173, 4174, 4175) ; CHERIOUX (Jean) (p. 4175) ; BONIFAY (Charles) (p. 4178).

CONVENTIONS COLLECTIVES : FRANCESCHI (Joseph) (p. 4172, 4179, 4180) ; CHERIOUX (Jean) (p. 4175) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4177) ; BONIFAY (Charles) (p. 4178).

CRECHES : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4177).

DECENTRALISATION : FRANCESCHI (Joseph) (p. 4171, 4179, 4180) ; DESCOURS (Charles) (p. 4172, 4173, 4174) ; CHERIOUX (Jean) (p. 4175) ; BONIFAY (Charles) (p. 4178).

DEPARTEMENTS : FRANCESCHI (Joseph) (p. 4171, 4172, 4179) ; DESCOURS (Charles) (p. 4173, 4174) ; CHERIOUX (Jean) (p. 4175, 4176) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4177) ; BONIFAY (Charles) (p. 4178).

DIRECTIONS DEPARTEMENTALES DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES (DDASS) : FRANCESCHI (Joseph) (p. 4171).

DOMICILE DE SECOURS : DESCOURS (Charles) (p. 4174) ; CHERIOUX (Jean) (p. 4176, 4179) ; FRANCESCHI (Joseph) (p. 4179).

EQUIPEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX : FRANCESCHI (Joseph) (p. 4172, 4179) ; DESCOURS (Charles) (p. 4174) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4176).

HANDICAPES : FRANCESCHI (Joseph) (p. 4171, 4172) ; DESCOURS (Charles) (p. 4174).

HOSPICES : CHERIOUX (Jean) (p. 4176, 4179) ; FRANCESCHI (Joseph) (p. 4179).

PERSONNES AGEES : FRANCESCHI (Joseph) (p. 4172) ; CHERIOUX (Jean) (p. 4176) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4177).

PREVENTION : CHERIOUX (Jean) (p. 4176) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4177).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4180, 4213) : *MM. Geoffroy de Montalembert, Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Charles Descours, rapporteur ; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Charles Bonifay, Jacques Descours Desacres, Jean Chérioux, Philippe de Bourgoing.*

Art. 1er A *(Art. 2-1 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales – Conseil départemental du développement social)* (p. 4180).

Adoptés : amendements de M. Charles Descours, rapporteur, n° 1 : représentation de l'union départementale des associations familiales au conseil du développement social (p. 4182) – Et n° 2, rédactionnel (p. 4182).

– L'art. 1er A, ainsi modifié, est adopté (p. 4182).

Art. 1er *(Art. 2-2 de la loi du 30 juin 1975 – Schéma départemental des établissements et services sociaux et médico-sociaux)* (p. 4182).

Adoptés : amendements de M. Charles Descours, rapporteur, n° 3 : compétence du conseil général pour arrêter le schéma relatif aux établissements financés par le département ; suppression de l'exception relative aux établissements pour adultes handicapés (p. 4182) – Et n° 4 : révision périodique du schéma départemental (p. 4183).

Rejeté : amendement n° 73 de Mme Marie-Claude Beaudeau : actualisation annuelle du schéma et révision tous les cinq ans (p. 4183).

Devient sans objet : amendement n° 74 de Mme Marie-Claude Beaudeau : révision du schéma tous les cinq ans (p. 4183).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 4183).

Art. 2 *(Art. 3 de la loi du 30 juin 1975 – Procédure de coordination des établissements et services sociaux et médico-sociaux)* (p. 4183).

Adoptés : amendements rédactionnels n° 5 et n° 6 de M. Charles Descours, rapporteur (p. 4183, 4184).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4184).

Art. 3 *(Art. 6 de la loi du 30 juin 1975 – Commission nationale et commissions régionales des équipements sanitaires et sociaux)* – Adopté (p. 4184).

Art. 4 *(Art. 4 et 7 de la loi du 30 juin 1975 – Coordination)* – Adopté (p. 4184).

Art. 5 *(Art. 9 de la loi du 30 juin 1975 – Régime des autorisations des établissements et services privés)* (p. 4184).

Adopté : amendement rédactionnel n° 7 de M. Charles Descours, rapporteur (p. 4184).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4184).

Art. 6 *(Art. 10 de la loi du 30 juin 1975 – Conditions d'octroi de l'autorisation de création)* (p. 4184).

Adopté : amendement n° 8 de M. Charles Descours, rapporteur : pouvoir d'appréciation de l'autorité compétente (p. 4184).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 4184).

Art. 7 *(Art. 11 de la loi du 30 juin 1975 – Effets de l'autorisation de création)* – Adopté (p. 4185).

Art. 8 *(Art. 11-1 à 11-3 de la loi du 30 juin 1975 – Régime juridique du refus d'autorisation ou d'habilitation ; contenu de l'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale ; régime juridique du retrait d'habilitation)* (p. 4185).

Adoptés : amendements de M. Charles Descours, rapporteur, n° 9, rédactionnel (p. 4185) – n° 10 : contenu respectif de l'habilitation et de la convention (p. 4186) – n° 11 et 12, relatifs au retrait d'habilitation (p. 4186) – Et n° 13 : suppression de la disposition relative à la modification des prix de journée en cas de retrait partiel ou total d'une habilitation (p. 4186).

Rejeté : amendement n° 75 de Mme Marie-Claude Beaudeau : consultation du représentant de l'Etat préalable au retrait d'habilitation (p. 4186).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 4186).

Art. 9 *(Art. 14 de la loi du 30 juin 1975 – Pouvoir de fermeture des établissements et services privés)* – Adopté (p. 4187).

Art. 10 *(Art. 16 de la loi du 30 juin 1975 – Agrément des conventions collectives de travail)* (p. 4187).

Adopté : amendement n° 14 de M. Charles Descours, rapporteur : détermination par décret des modalités d'application de cet article (p. 4188).

Rejeté : amendement n° 76 de Mme Marie-Claude Beaudeau : convention collective unique pour les salariés des établissements ou services à caractère sanitaire et social (p. 4188).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 4188).

Art. 11 *(Art. 18 de la loi du 30 juin 1975 – Etablissements et services de statut public)* (p. 4188).

Adopté : amendement rédactionnel n° 15 de M. Charles Descours, rapporteur (p. 4188).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 4188).

Art. 12 *(Art. 19 de la loi du 30 juin 1975 – Coordination)* – Adopté (p. 4188).

Art. 13 *(Art. 20 de la loi du 30 juin 1975 – Tutelle des établissements publics)* (p. 4188).

Adopté : amendement n° 16 de M. Charles Descours, rapporteur : établissements publics locaux : avis conforme du président du conseil d'administration pour la nomination du directeur (p. 4188).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 4188).

Art. 14 *(Art. 22 de la loi du 30 juin 1975 – Suppression de la tutelle de l'Etat sur les établissements publics locaux)* – Adopté (p. 4188).

Art. 15 *(Art. 23 de la loi du 30 juin 1975 – Transformation des hospices)* – Adopté (p. 4189).

Art. 16 *(Art. 24 de la loi du 30 juin 1975 – Administration des établissements publics d'aide sociale à l'enfance)* (p. 4189).

Adopté : amendement n° 17 de M. Charles Descours, rapporteur : avis conforme du président du conseil d'administration pour la nomination du directeur (p. 4189).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 4189).

Art. 17 *(Art. 26 de la loi du 30 juin 1975 – Modalités de la tarification sociale)* – Adopté (p. 4189).

Art. 18 *(Art. 26-2 de la loi du 30 juin 1975 – Contrôle des décisions financières des établissements et services)* – Adopté (p. 4189).

Art. 19 *(Art. 26-3 de la loi du 30 juin 1975 – Absences temporaires des pensionnaires des établissements sociaux)* (p. 4189).

Adopté : amendement n° 18 de M. Charles Descours, rapporteur : dispense d'une partie seulement des frais d'hébergement (p. 4190).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 4190).

Art. 20 *(Art. 27 de la loi du 30 juin 1975 – Champ d'application de la dotation globale)* – Adopté (p. 4190).

Art. 21 *(Art. 27 bis de la loi du 30 juin 1975 – Coordination)* – Adopté (p. 4190).

Art. 22 *(Art. 29 de la loi du 30 juin 1975 – Etablissements et services de formation des travailleurs sociaux)* (p. 4190).

Rejeté : amendement n° 77 de Mme Marie-Claude Beaudeau : formation des travailleurs sociaux : évaluation des besoins par la commission nationale et le conseil départemental du développement social (p. 4190).

– L'art. 22 est adopté (p. 4190).

Art. 23 *(Art. 52-1 de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière – Modalités de tarification dans les centres et unités de long séjour)* – Adopté (p. 4190).

Art. 24 et 25 *(Modification de divers articles de la loi du 31 décembre 1970 pour coordination)* – Adopté (p. 4191).

Art. 26 A *(Modification de l'article L. 275 du code de la sécurité sociale pour coordination)* – Adopté (p. 4191).

Art. 26 *(Art. L. 276-1 du code de la sécurité sociale – Modalités de tarification des prestations fournies par les établissements pour handicapés et prises en charge par l'assurance maladie)* (p. 4191).

Retiré : amendement n° 19 de M. Charles Descours, rapporteur : délai fixé pour l'avis de la caisse régionale d'assurance maladie (p. 4191).

– L'art. 26 est adopté (p. 4191).

Art. 27 *(Art. L. 519 du code de la sécurité sociale – Allocations familiales versées à raison d'un enfant confié au service de l'aide sociale à l'enfance)* (p. 4191).

Adoptés : amendements de M. Charles Descours, rapporteur, n° 20 : notion de prise en charge matérielle ou morale (p. 4192) – Et n° 21 de coordination : autorité parentale (p. 4192).

Rejeté : amendement n° 78 de Mme Marie-Claude Beaudeau : maintien du versement des allocations à la famille d'un enfant confié au service de l'aide sociale à l'enfance (p. 4192).

– L'art. 27, ainsi modifié, est adopté (p. 4192).

Art. 28 *(Modification de l'intitulé du titre II du code de la famille et de l'aide sociale : « Action sociale en faveur de l'enfance et de la famille »)* – Adopté (p. 4192).

Art. 29 *(Regroupement en un chapitre du code de la famille et de l'aide sociale des dispositions relatives aux « Missions et prestations du service de l'aide sociale à l'enfance »)* (p. 4192).

Adoptés : amendements de M. Charles Descours, rapporteur, n° 22 : action du service de l'aide sociale auprès des mineurs et de leurs familles (p. 4193) – n° 100, rédactionnel (p. 4193) – n° 23 : principe de prise en charge par le département (p. 4194) – n° 24 : aide à domicile : accord de la famille concernée (p. 4194) – n° 25 : condition de difficultés financières de la famille ou de la personne bénéficiaire (p. 4194) – Et n° 26 : actions de prévention : participation du département et non compétence exclusive (p. 4195) – Amendement n° 85 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay : modalités de prise en charge des frais d'hébergement et d'accouchement des femmes ayant demandé le secret (p. 4196).

Rejetés : amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 79 : extension du champ d'intervention de l'aide sociale à l'enfance (p. 4193) – n° 81 : suppression de la condition de difficultés financières pour l'octroi d'une aide à domicile aux femmes enceintes (p. 4195) – Et n° 82 : légalisatioon des services d'action éducative en milieu ouvert ; procédure d'habilitation (p. 4195).

Retiré : amendement n° 80 de Mme Marie-Claude Beaudeau, identique à l'amendement n° 24 de M. Charles Descours, rapporteur (p. 4194).

– L'art. 29, ainsi modifié, est adopté (p. 4196).

Art. 30, 30 bis et 31 *(Modification de numérotation, ou d'intitulé, ou abrogation pour coordination, de sections du code de la famille et de l'aide sociale)* – Adoptés (p. 4196).

Art. 32 *(Art. 77 du code de la famille et de l'aide sociale – Organisation du service chargé de l'aide sociale à l'enfance)* (p. 4196).

Adopté : amendement n° 27 de M. Charles Descours, rapporteur : accueil des mères avec leurs enfants de moins de trois ans (p. 4196).

– L'art. 32, ainsi modifié, est adopté (p. 4196).

Art. 33 *(Art. 81 du code de la famille et de l'aide sociale – Harmonisation)* – Adopté (p. 4196).

Art. 35 *(Art. 83 à 88 du code de la famille et de l'aide sociale – Dispositions financières : obligation alimentaire ; contribution financière des bénéficiaires ; dépenses résultant de décisions judiciaires et mises à la charge du département ; détermination du domicile de secours ; accueil des mineurs réfugiés ; dispense de droits de timbre et d'enregistrement)* (p. 4196).

Adoptés : amendements de M. Charles Descours, rapporteur, n° 28 : contribution financière des bénéficiaires : fixation par le président du conseil général (p. 4197) – Et n° 29 : domicile de secours (p. 4197).

– L'art. 35, ainsi modifié, est adopté (p. 4197).

Art. 35 bis *(Intitulé du chapitre IV du titre II du code de la famille et de l'aide sociale : « Protection des mineurs placés hors du domicile parental »)* – Adopté (p. 4197).

Art. 36 *(Art. 94 du code de la famille et de l'aide sociale – Surveillance des mineurs placés hors du domicile parental)* – Adopté (p. 4197).

Art. 37 *(Art. 95 du code de la famille et de l'aide sociale – Autorisation de personnes privées en vue de l'hébergement des mineurs)* (p. 4197).

Adopté : amendement rédactionnel n° 30 de M. Charles Descours, rapporteur : personnes morales de droit privé (p. 4197).

– L'art. 37, ainsi modifié, est adopté (p. 4197).

Art. 38 *(Art. 96, 97 et 98 du code de la famille et de l'aide sociale – Contrôle des établissements hébergeant des mineurs)* (p. 4197).

Adoptés : amendements de M. Charles Descours, rapporteur, n° 31, de coordination (p. 4198) – n° 32 : pouvoir d'injonction du président du conseil général à l'encontre des établissements accueillant des mineurs (p. 4198) – n° 33 : garantie des créances des mineurs à l'encontre de l'établissement : inscription d'hypothèque à la demande du président du conseil général (p. 4198) – Et n° 34, de coordination (p. 4198).

– L'art. 38, ainsi modifié, est adopté (p. 4198).

Art. 39 *(Art. 99 du code de la famille et de l'aide sociale – Coordination)* – Adopté (p. 4198).

Art. 40 *(Art. 100-1 du code de la famille et de l'aide sociale – Autorisation des intermédiaires de placement en vue d'adoption de mineurs)* (p. 4198).

Retiré : amendement n° 35 de M. Charles Descours, rapporteur : compétence du président du conseil général du département où se trouve le siège social de l'association (p. 4199).

– L'art. 40 est adopté (p. 4199).

Art. 40 bis et 41 *(Nouvelle numérotation de sections pour coordination)* – Adoptés (p. 4199).

Art. 42 *(Art. 123-3 du code de la famille et de l'aide sociale – Contenu du contrat de placement passé avec une assistante maternelle)* (p. 4199).

Adopté : amendement rédactionnel n° 36 de M. Charles Descours, rapporteur (p. 4199).

– L'art. 42, ainsi modifié, est adopté (p. 4199).

Art. 43 *(Art. 123-4 du code de la famille et de l'aide sociale – Obligations prévues pour les assistantes maternelles applicables aux familles d'accueil relevant des centres de placements familiaux)* – Adopté (p. 4199).

Art. 44 A *(Personnes ou établissements concourant à la protection judiciaire de la jeunesse)* (p. 4199).

Adopté : amendement n° 37 de M. Charles Descours, rapporteur : contrôle de l'autorité judiciaire et pouvoirs du président du conseil général (p. 4199).

– L'art. 44 A, ainsi modifié, est adopté (p. 4199).

Art. 44 *(Habilitation des personnes concourant à la protection judiciaire de la jeunesse)* – Adopté (p. 4199).

Art. 45 *(Convention définissant les objectifs de la protection judiciaire de la jeunesse dans le département)* – Adopté (p. 4200).

Art. 46 *(Contrôle des personnes concourant à la protection judiciaire de la jeunesse)* (p. 4200).

Adopté : amendement n° 38 de M. Charles Descours, rapporteur : suppression de cet article pour coordination (p. 4200).

– L'art. 46 est supprimé (p. 4200).

Art. 47 *(Art. 375 du code civil – Durée des mesures d'assistance éducative)* – Adopté (p. 4200).

Art. 48 *(Art. 124-1-A à 124-2 du code de la famille et de l'aide sociale – Procédures d'attribution des prestations d'aide sociale – Règlement départemental d'aide sociale)* (p. 4200).

Adoptés : amendements de M. Charles Descours, rapporteur, n° 39 et n° 40 : nouvelle rédaction du texte proposé pour les art. 124-1-A et 124-1 (p. 4200, 4201).

– L'art. 48, ainsi modifié, est adopté (p. 4201).

Art. 49 *(Art. 126 à 129 du code de la famille et de l'aide sociale – Commissions d'admission à l'aide sociale)* (p. 4201).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 86 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay (p. 4202) – Amendements de M. Charles Descours, rapporteur, n° 41 : composition de la commission d'aide sociale (p. 4202) – n° 42 : organisation de la procédure contradictoire devant la commission (p. 4202) – n° 43, rédactionnel (p. 4202) – n° 44 et n° 45 : procédure

contradictoire devant les commissions départementale et centrale d'aide sociale (p. 4203).

Devenu sans objet : amendement n° 83 de Mme Marie-Claude Beaudeau : procédure contradictoire devant la commission d'aide sociale (p. 4202).

– L'art. 49, ainsi modifié, est adopté (p. 4203).

Art. 50 *(Art. 131 du code de la famille et de l'aide sociale – Saisine des commissions départementales et de la commission centrale d'aide sociale)* (p. 4203).

Adopté : conditions de saisine : principe d'un intérêt direct à la réformation de la décision (p. 4203).

– L'art. 50, ainsi modifié, est adopté (p. 4203).

Art. 51 *(Art. 137 du code de la famille et de l'aide sociale – Centres communaux d'action sociale substitués aux bureaux d'aide sociale)* (p. 4203).

Adoptés : amendement n° 92 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat : rôle des centres communaux d'action sociale (p. 4204) – Amendement n° 95 de M. Charles Descours, rapporteur : possibilité pour les centres communaux de gérer des organismes ou services sociaux (p. 4204) – Amendement rédactionnel n° 87 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay – Amendement n° 65 de M. Jean Chérioux : composition du conseil d'administration des centres communaux d'aide sociale (p. 4205).

– L'art. 51, ainsi modifié, est adopté (p. 4205).

Art. 51 bis *(Coordination)* – Adopté (p. 4205).

Art. 52 *(Harmonisation rédactionnelle)* – Adopté (p. 4205).

Art. 53 *(Art. 140 du code de la famille et de l'aide sociale – Régime applicable aux décisions des centres communaux d'action sociale)* – Adopté (p. 4205).

Art. 54 *(Art. 142-1 du code de la famille et de l'aide sociale – Perception des revenus des personnes admises dans les établissements sociaux et médico-sociaux au titre de l'aide sociale aux personnes âgées)* (p. 4205).

Adopté : amendement n° 88 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay : perception par le comptable ou le responsable de l'établissement (p. 4205) – Seconde partie de l'amendement n° 47 de M. Charles Descours, rapporteur : décision prise par l'autorité compétente, et non octroi d'autorisation (p. 4206).

Retirée : première partie de l'amendement n° 47 de M. Charles Descours, rapporteur, analogue à l'amendement n° 88 (p. 4205).

– L'art. 54, ainsi modifié, est adopté (p. 4206).

Art. 55 *(Art. 182 du code de la famille et de l'aide sociale – Avances sur recettes d'aide médicale)* – Adopté (p. 4206).

Art. 56 *(Art. 185-1 et 185-3 du code de la famille et de l'aide sociale – Aide sociale en matière d'hébergement et de réadaptation sociale)* – Adopté (p. 4206).

Art. 57 *(Art. 192, 193 et 194 du code de la famille et de l'aide sociale – Principe de répartition des charges – Domicile de secours)* (p. 4206).

Adopté : amendement n° 96 de M. Charles Descours, rapporteur : modalités d'application à la date d'entrée en vigueur de la loi des nouvelles règles relatives au domicile de secours (p. 4212 ; précédemment réservé p. 4207, 4208).

Retiré : amendement n° 89 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay : condition d'acquisition du domicile de secours (p. 4207).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) : amendements de M. Charles Descours, rapporteur, n° 48 : acquisition du domicile de secours : cas du majeur sous tutelle ; extension de l'exception à tout établissement d'hébergement collectif (p. 4212 ; précédemment réservé p. 4207, 4208) – Et n° 49 : procédure de prise en charge par l'Etat de toute personne sans domicile de secours (p. 4212 ; précédemment réservé p. 4208).

– L'art. 57, ainsi modifié, est adopté (p. 4212 ; précédemment réservé p. 4208).

Après l'art. 57 (p. 4208).

Adoptés : amendement n° 90 (art. additionnel) de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay : compétence de l'Etat pour le contrôle de l'application des lois et règlements relatifs à l'aide sociale (p. 4208) – Amendement n° 50 (art. additionnel) de M. Charles Descours, rapporteur : contrôle du président du conseil général sur les modalités de mise en oeuvre des prestations d'aide sociale relevant de la compétence du département (p. 4208).

– Deux art. additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4208).

Art. 57 bis *(Art. 201 du code de la famille et de l'aide sociale – Compétences de la section permanente du conseil supérieur de l'aide sociale)* (p. 4208).

Adopté : amendement n° 91 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay : nouvelle rédaction de cet article (p. 4209).

– L'art. 57 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4209).

Art. 57 ter *(Art. 201-1 du code de la famille et de l'aide sociale – Régionalisation du contentieux de l'aide sociale)* (p. 4209).

Adopté : amendement n° 51 de M. Charles Descours, rapporteur : contentieux de l'aide sociale : présidence de la commission régionale de la tarification sanitaire et sociale ; caractère obligatoire de la phase d'expérimentation (p. 4209).

– L'art. 57 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 4209).

Avant l'art. 58 (p. 4210).

Adopté : amendement n° 101 de M. Charles Descours, rapporteur : suppression, pour coordination, d'une division et de son intitulé (p. 4210).

– La division chapitre V et son intitulé sont supprimés (p. 4210).

Art. 59 *(Art. L. 1er et L. 2 du code de la santé publique – Réglementation sanitaire nationale et arrêtés particuliers)* (p. 4210).

Adopté : amendement n° 93 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat : réglementation sanitaire nationale fixée par décrets en conseil d'Etat (p. 4210).

– L'art. 59, ainsi modifié, est adopté (p. 4210).

Art. 60 *(Services communaux d'hygiène et de santé substitués aux bureaux municipaux d'hygiène)* – Adopté (p. 4210).

Art. 61 *(Art. L. 775 du code de la santé publique – Mesures d'application)* (p. 4210).

Adopté : amendement n° 52 de M. Charles Descours, rapporteur : nomination du directeur d'un service d'hygiène et de santé communal ou intercommunal par le ou les maires concernés (p. 4210).

– L'art. 61, ainsi modifié, est adopté (p. 4210).

Après l'art. 61 (p. 4210).

Adopté : amendement n° 97 (art. additionnel) de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat : modification de la composition du conseil départemental d'hygiène (art. L. 776 du code de la santé publique) (p. 4211).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4211).

Art. 62 *(Application de l'article L. 519 du code de la sécurité sociale aux départements d'outre-mer)* – Adopté (p. 4211).

Art. 63 *(Art. 375 du code civil – Réexamen des mesures d'assistance éducative)* – Adopté (p. 4211).

Art. 64 et 65 *(Dispositions transitoires : commissions compétentes jusqu'à l'installation de la commission nationale et des commissions régionales des équipements sanitaires et sociaux)* – Adoptés (p. 4211).

Art. 66 *(Disposition transitoire s'appliquant aux établissements et services publics ayant passé convention avec l'autorité compétente pour recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale)* (p. 4211).

Adoptés : amendement n° 53 de M. Charles Descours, rapporteur : pouvoir de dénonciation s'exerçant tant à l'égard des établissements publics que privés (p. 4211) – Amendement n° 98 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat : disposition transitoire en faveur des oeuvres d'adoption (p. 4211).

– L'art. 66, ainsi modifié, est adopté (p. 4211).

Art. 67 *(Prorogation de certains délais prévus par la loi du 30 juin 1975)* (p. 4211).

Adopté : amendement rédactionnel n° 54 de M. Charles Descours, rapporteur (p. 4211).

– L'art. 67, ainsi modifié, est adopté (p. 4211).

Art. 67 bis et 67 ter *(Coordination)* – Adoptés (p. 4211).

Après l'art. 67 ter (p. 4211).

Rejeté : amendement n° 94 (art. additionnel) de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat : application des nouvelles règles sur le domicile de secours : cas des personnes accueillies en établissement antérieurement à la date de la publication de la loi (p. 4212).

Art. 68 *(Abrogations)* (p. 4212).

Adopté : amendement de coordination n° 99 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat (p. 4212).

– L'art. 68, ainsi modifié, est adopté (p. 4212).

Explications de vote : M. Jean Chérioux, vice-président de la commission (p. 4213) ; Mme Marie-Claude Beaudeau (p. 4213) ; M. Charles Bonifay (p. 4213) ; intervention de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat (p. 4213) ; M. Pierre Gamboa (p. 4213).

Adoption (18 décembre 1985) (p. 4213).

Discussion (nouvelle lecture)

(22 décembre 1985) (p. 4648, 4653).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4648, 4649) : *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Jean Chérioux, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

ACTION SOCIALE : LABARRERE (André) (p. 4648) ; CHERIOUX (Jean) (p. 4648, 4649).

CENTRES COMMUNAUX D'ACTION SOCIALE : LABARRERE (André) (p. 4648) ; CHERIOUX (Jean) (p. 4648, 4649).

CONSEILS GENERAUX (présidents) : CHERIOUX (Jean) (p. 4648, 4649).

DECENTRALISATION : CHERIOUX (Jean) (p. 4649).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4649, 4653) : *MM. Jean Chérioux, rapporteur ; André Labarrère, ministre ; Charles Lederman.*

Art. 1er A et 1er – Adoptés (p. 4649).

Art. 6 (p. 4649).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Jean Chérioux, rapporteur : appréciation des besoins quantitatifs et qualitatifs de la population faite par la collectivité publique responsable (p. 4650).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 4650).

Art. 8, 13, 16 et 19 – Adoptés (p. 4650).

Art. 29, 32, 35 et 48 – Adoptés (p. 4651).

Art. 49 – Adopté (p. 4652).

Art. 51 (p. 4652).

Adopté : amendement n° 2 de M. Jean Chérioux, rapporteur : composition du conseil d'administration du centre d'action sociale (p. 4653).

– L'art. 51, ainsi modifié, est adopté (p. 4653).

Art. 57, 61 et 67 quater – Adoptés (p. 4653).

Explications de vote : MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales (p. 4653), Charles Lederman (p. 4653).

Adoption (22 décembre 1985) (p. 4653).

Voir aussi ARMEE, 1
AUDIOVISUEL, 3
BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
BOIS ET FORETS, 1
CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES, 1
EDUCATION NATIONALE (ministère), 1
ELECTIONS ET REFERENDUMS, 5, DG ; 9 ; 10
ENSEIGNEMENT, 1
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 3, DG
LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Education nationale - Intérieur - Jeunesse et sports - Logement, urbanisme et transports ; Art. 23
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 1
MER ET LITTORAL, 2
POLICE, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 3, 4, 21, 25, 59, 61, 66, 98
SANTE PUBLIQUE, 1, DG ; 2
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA), 1
URBANISME, 1, DG ; 2

COLLECTIVITES TERRITORIALES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 11
CONSTITUTION, 3
JUSTICE, 2, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Education nationale - Intérieur
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 3
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, 1

COLLEGE DE FRANCE (rapport sur l'enseignement)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Education nationale
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 4

COLLEGE DES ELUS

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, 5

COLLEGES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 4, DG
ENSEIGNEMENT, 4, DG

LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Education nationale
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 4

COLONIALISME

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, 3, DG ; 4, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 69

COMITE CONTRE LA TORTURE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 22

COMITE DE LA REGLEMENTATION BANCAIRE

Voir VALEURS MOBILIERES, 1

COMITE DES FINANCES LOCALES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 8, DG ; 10, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG

COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 11
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, 1

COMITE ETAT-TERRITOIRE

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, 3, DG

COMITE NATIONAL D'EVALUATION (enseignement supérieur)

Voir ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, 1
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 4

COMITE NATIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF FRANCAIS (CNOSF)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Jeunesse et sports
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 3

COMITES COMMUNAUX DE FEUX DE FORETS

Voir BOIS ET FORETS, 1, DG

COMITES CONSULTATIFS REGIONAUX DES ETABLISSEMENTS SUPERIEURS

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 11, DG

COMITES D'ENTREPRISE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 59
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1
SECURITE SOCIALE, 2, DG
TRAVAIL, 2

COMITES D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT)

Voir ENVIRONNEMENT, 1, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4, DG
SECURITE SOCIALE, 2, DG
TRAVAIL, 2

COMITES DEPARTEMENTAUX DE L'AIDE MEDICALE URGENTE ET DES TRANSPORTS SANITAIRES

Voir SANTE PUBLIQUE, 1, DG

COMITES ECONOMIQUES ET SOCIAUX REGIONAUX (CESR)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 11

COMITES INTERPROFESSIONNELS DU LOGEMENT (CIL)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

COMITES REGIONAUX DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 11, DG

COMITES REGIONAUX ET DEPARTEMENTAUX DU TOURISME

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 59

COMITES TECHNIQUES PARITAIRES

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4

COMMERCE

Voir ASSOCIATIONS, 1
BAUX, 1

COMMERCE (petit)

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, 1

COMMERCE ET ARTISANAT

1. – **Proposition de loi tendant à défendre et améliorer, dans les domaines économique, social et fiscal, l'artisanat et le commerce indépendant,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jean-Luc Bécart, sénateur, et plusieurs de ses collègues (17 juillet 1985) [n° **460** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

2. – **Dépôt d'un rapport du Gouvernement,** en application de l'article 56 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985, relative au développement et à la protection de la montagne, sur les conditions d'adaptation de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat dans les zones rurales à faible densité de population et en particulier dans les **zones de montagne** (2 octobre 1985) (p. 2169).

Voir aussi LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 1, DG
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, 1, DG

COMMERCE EXTERIEUR

Voir ARMES ET MUNITIONS, 1
LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Agriculture - Industrie

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 1, DG
LOIS DE REGLEMENT, 1, DG

COMMERCE INTRACOMMUNAUTAIRE

Voir PECHE, 1

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Voir ASSOCIATIONS, 1, DG
MUTUELLES (sociétés), 1

COMMISSAIRES DE LA REPUBLIQUE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 4, DG ; 10, DG ; 12 ; 13, DG

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE (CEA)

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

COMMISSION CONSULTATIVE DES RADIOS LOCALES PRIVEES (Commission Galabert)

Voir AUDIOVISUEL, 1, DG

COMMISSION CONSULTATIVE POUR LA PRODUCTION DE CARBURANTS DE SUBSTITUTION

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 70

COMMISSION DE L'OCEAN INDIEN

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer

COMMISSION DE LA CONCURRENCE

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG
PRIX ET CONCURRENCE, 2

COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE (COB)

Voir ASSOCIATIONS, 1
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, 2
VALEURS MOBILIERES, 1

COMMISSION DES SUITES (rapport)

1. – **Dépôt par le Gouvernement du rapport de la commission** interministérielle chargée d'examiner les **suites** à donner aux rapports publics de la Cour des comptes (21 novembre 1985) (p. 3272).

Voir aussi LOIS DE FINANCES, 3, DG

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES (CNIL)

Voir EMPLOI, ACTIVITE, 2, DG

COMMISSION PRESSE-JUSTICE

Voir DIFFAMATION, 1, DG

COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4

COMMISSIONS CONSULTATIVES DE L'ENVIRONNEMENT

Voir URBANISME, 1, DG

COMMISSIONS D'AMENAGEMENT FONCIER

Voir AGRICULTURE, 4

COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE

Voir AUDIOVISUEL, 1 ; 3, DG ; 4
DEFENSE NATIONALE, 1
GRACE ET AMNISTIE, 1, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle - Logement, urbanisme et transports
NOUVELLE-CALEDONIE, 1, DG
POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (PTT), 1
RAPPELS AU REGLEMENT, 7
SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS (SNCF), 1

COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE (déchets industriels toxiques)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 69

COMMISSIONS DE CONTROLE DES OPERATIONS ELECTORALES ET DE RECENSEMENT DES VOTES

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, 3 ; 4

COMMISSIONS DE PROPAGANDE

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, 5

COMMISSIONS DEPARTEMENTALES DES STRUCTURES AGRICOLES

Voir MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, 1

COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

Voir ASSOCIATIONS, 1, DG
CONSTITUTION, 2
ECONOMIE SOCIALE, 1, DG
VALEURS MOBILIERES, 1, DG

COMMISSIONS REGIONALES DE LA FORET ET DES PRODUITS FORESTIERS

Voir BOIS ET FORETS, 1, DG

COMMISSIONS ROGATOIRES

Voir PROCEDURE PENALE, 1 ; 2

COMMISSIONS TECHNIQUES D'ORIENTATION ET DE RECLASSEMENT PROFESSIONNEL (COTOREP)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 13, DG

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE)

Voir COMMUNAUTES EUROPEENNES, 1
ECONOMIE SOCIALE, 1
EDITION, IMPRIMERIE ET PRESSE, 1, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Agriculture - Communication audiovisuelle - Défense et relations extérieures ; Art. 56
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 1
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG
PRIX ET CONCURRENCE, 2, DG
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 23, 70, 102, 136, 140
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, 1, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 10, DG ; 11, DG ; 13, DG ; 16, DG ; 27 ; 30, DG ; 35
TRANSPORTS MARITIMES, 1, DG

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) (élargissement de la)

Voir AGRICULTURE, 4, DG
BOIS ET FORETS, 1, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Agriculture - Industrie
PECHE, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 102
TRAITES ET CONVENTIONS, 27, DG ; 28 ; 30, DG

COMMUNAUTES EUROPEENNES

1. – **Rapport d'information** fait, au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1er octobre 1984 et le 30 avril 1985 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes, par MM. Jacques Genton, Pierre Matraja, Amédée Bouquerel, Bernard Barbier, Joseph Raybaud, Jean Garcin et Marcel Daunay (29 mai 1985) [n° 325 (84-85)].

2. – **Rapport d'information,** fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les activités des institutions des **Communautés européennes** entre le 1er mai 1985 et le 31 octobre 1985, en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes, par M. Jacques Genton (21 novembre 1985) [n° 94 (85-86)].

Voir aussi PECHE, 1
TRAITES ET CONVENTIONS, 14, DG ; 20 ; 21 ; 28 ; 30 ; 31

COMMUNAUTES EUROPEENNES (directives du Conseil)

Voir ASSURANCES, 1, DG
EDITION, IMPRIMERIE ET PRESSE, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 69
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, 2, DG

COMMUNAUTES URBAINES

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, 9 ; 10

COMMUNES

Voir AGRICULTURE, 4
BOIS ET FORETS, 1
COLLECTIVITES LOCALES, 1 ; 2 ; 5 ; 7 ; 8 ; 10 ; 12 ; 13
ELECTIONS ET REFERENDUMS, 9 ; 10
EMPLOI, ACTIVITE, 3
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 2
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Intérieur
PAUVRETE, 1
URBANISME, 1, DG ; 2

COMMUNES (petites)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 4, DG ; 8, DG ; 10, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 3, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Intérieur - Logement, urbanisme et transports

COMMUNES LITTORALES

Voir MER ET LITTORAL, 2, DG

COMMUNES RURALES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 10, DG
CONSTRUCTION, 1, DG

COMMUNES TOURISTIQUES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 8, DG

COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Voir AUDIOVISUEL, 2 ; 3
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, 1, DG

COMMUNICATIONS DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. – **Lettre de M. Louis Mermaz,** président de l'Assemblée nationale, informant le président du Sénat que l'Assemblée nationale, dans sa séance du 20 juin 1985, a rejeté la motion, adoptée par le Sénat, tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (24 juin 1985) (p. 1585).

COMPAGNIE FRANCAISE D'ASSURANCE POUR LE COMMERCE EXTERIEUR (COFACE)

Voir LOIS DE REGLEMENT, 1, DG

COMPAGNIE GENERALE DES CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES (CGCT)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 148

COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE DE TELEVISION (CLT)

Voir AUDIOVISUEL, 3, DG

COMPAGNIES AERIENNES

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 125
TRAITES ET CONVENTIONS, 6
URBANISME, 1, DG

COMPAGNIES D'ASSURANCES

Voir MUTUELLES (sociétés), **1,** DG

COMPAGNIES MARITIMES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **6 ; 10,** DG
TRANSPORTS MARITIMES, **1;** DG

COMPAGNIES REPUBLICAINES DE SECURITE (CRS)

Voir POLICE, **2,** DG

COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 22, 35, 36, 37, 38, 40

COMPTES D'AVANCES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 43

COMPTES DE COMMERCE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 41, 42

COMPTES DE PRETS

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 44

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 19
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG
LOIS DE REGLEMENT, **1 ; 2**

CONCENTRATIONS

Voir PRIX ET CONCURRENCE, **2**

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

Voir AUDIOVISUEL, **3,** DG

CONCUBINAGE

Voir MARIAGE, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **141**

CONCURRENCE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle
MUTUELLES (sociétés), **1,** DG
PRIX ET CONCURRENCE, **2**

CONCURRENCE DELOYALE

Voir ECONOMIE SOCIALE, **1,** DG

CONCURRENCE INTERNATIONALE

Voir CONGES DE FORMATION, **1,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Agriculture
PECHE, **1,** DG
PRIX ET CONCURRENCE, **2,** DG
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **23, 125**
TRAITES ET CONVENTIONS, **10,** DG

CONDAMNATIONS PENALES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **12**

CONDAMNES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur

CONDAMNES (transfèrement)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **12**

CONFERENCE DES NATIONS UNIES POUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT (CNUCED)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **10,** DG ; **27,** DG
TRANSPORTS MARITIMES, **1,** DG

CONFERENCE EUROPEENNE DU LIVRE

Voir EDITION, IMPRIMERIE ET PRESSE, **1,** DG

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE DROIT DE LA MER

Voir PECHE, **1,** DG

CONFERENCES DES PRESIDENTS

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Education nationale
ORDRE DU JOUR DU SENAT, **2 ; 3**
RAPPELS AU REGLEMENT, **17**

CONFERENCES MARITIMES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **10**
TRANSPORTS MARITIMES, **1**

CONFLITS DE LOIS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **24**

CONGE D'EDUCATION OUVRIERE (loi du 23 juillet 1957)

Voir CONGES DE FORMATION, **1**

CONGE DE FORMATION ECONOMIQUE, SOCIALE ET SYNDICALE

Voir CONGES DE FORMATION, **1**

CONGE DE FORMATION ECONOMIQUE, SOCIALE ET SYNDICALE (financement)

Voir CONGES DE FORMATION, **1,** DG

CONGE DE RECHERCHE

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1,** Art. 7

CONGE PARENTAL

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **141**

CONGES

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4**, DG

CONGES DE CONVERSION

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **1**

CONGES DE FORMATION

1. – **Projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre du travail (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 août 1985 – 2 octobre 1985) [n° **485** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Louis Souvet (23 octobre 1985) [n° **47** (85-86)] – URGENCE – Discussion (29 octobre 1985) (p. 2604, 2622) – Adoption (29 octobre 1985) [n° **11**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (30 octobre 1985) [n° **3013**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Nicolas Schiffler (21 novembre 1985) [n° **3105**] – Discussion (13 décembre 1985) – Adoption (13 décembre 1985) [n° **958**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (16 décembre 1985) [n° **223** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Nicolas Schiffler (16 décembre 1985) [n° **3203**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean-Pierre Fourcade (16 décembre 1985) [n° **225** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (17 décembre 1985) [n° **3208**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Nicolas Schiffler (17 décembre 1985) [n° **3211**] – Discussion (17 décembre 1985) – Adoption (17 décembre 1985) [n° **966**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (18 décembre 1985) [n° **233** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Louis Souvet (18 décembre 1985) [n° **236** (85-86)] – Discussion (18 décembre 1985) (p. 4166, 4170) – Rejet (18 décembre 1985) [n° **78**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (19 décembre 1985) [n° **3238**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Nicolas Schiffler (20 décembre 1985) [n° **3274**] – Discussion (20 décembre 1985) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **988**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1409 du 30 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 31 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(29 octobre 1985) (p. 2604, 2622).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2604, 2614) : *MM. Michel Delebarre, ministre du travail ; Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Roger Husson, Charles Bonifay, Hector Viron, Guy Malé.*

ACCIDENTS DU TRAVAIL : SOUVET (Louis) (p. 2609) ; VIRON (Hector) (p. 2612) ; MALE (Guy) (p. 2612).

CENTRES DE FORMATION (des organisations syndicales) : DELEBARRE (Michel) (p. 2605) ; SOUVET (Louis) (p. 2609) ; HUSSON (Roger) (p. 2609).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : SOUVET (Louis) (p. 2608) ; VIRON (Hector) (p. 2612).

CONGE D'EDUCATION OUVRIERE (loi du 23 juillet 1957) : DELEBARRE (Michel) (p. 2605, 2606, 2613) ; SOUVET (Louis) (p. 2607, 2608, 2609) ; BONIFAY (Charles) (p. 2610) ; VIRON (Hector) (p. 2610, 2611, 2612) ; MALE (Guy) (p. 2612).

CONGE DE FORMATION ECONOMIQUE, SOCIALE ET SYNDICALE : DELEBARRE (Michel) (p. 2604 à 2606, 2613, 2614) ; SOUVET (Louis) (p. 2606 à 2609) ; HUSSON (Roger) (p. 2609, 2610) ; BONIFAY (Charles) (p. 2610) ; VIRON (Hector) (p. 2610 à 2612) ; MALE (Guy) (p. 2612).

CONGE DE FORMATION ECONOMIQUE, SOCIALE ET SYNDICALE (financement) : DELEBARRE (Michel) (p. 2606, 2613) ; SOUVET (Louis) (p. 2607) ; HUSSON (Roger) (p. 2610) ; BONIFAY (Charles) (p. 2610) ; VIRON (Hector) (p. 2612) ; MALE (Guy) (p. 2612).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES : MALE (Guy) (p. 2612).

DIPLOMES : VIRON (Hector) (p. 2611).

ENSEIGNEMENT : VIRON (Hector) (p. 2611).

ENTREPRISES (charges des) : SOUVET (Louis) (p. 2607, 2608) ; HUSSON (Roger) (p. 2609, 2610) ; VIRON (Hector) (p. 2612) ; DELEBARRE (Michel) (p. 2613).

FEMMES : VIRON (Hector) (p. 2611).

FORMATION PROFESSIONNELLE : DELEBARRE (Michel) (p. 2604, 2613, 2614) ; SOUVET (Louis) (p. 2607) ; VIRON (Hector) (p. 2611).

JAPON : VIRON (Hector) (p. 2611).

LOIS AUROUX (travail) : SOUVET (Louis) (p. 2607).

NEGOCIATIONS COLLECTIVES : DELEBARRE (Michel) (p. 2605, 2613) ; SOUVET (Louis) (p. 2607) ; BONIFAY (Charles) (p. 2610).

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT) : DELEBARRE (Michel) (p. 2606, 2613) ; SOUVET (Louis) (p. 2607) ; VIRON (Hector) (p. 2612).

POLITIQUE CONTRACTUELLE : HUSSON (Roger) (p. 2609) ; DELEBARRE (Michel) (p. 2613).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : DELEBARRE (Michel) (p. 2605) ; SOUVET (Louis) (p. 2608, 2609) ; HUSSON (Roger) (p. 2609) ; BONIFAY (Charles) (p. 2610).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2614, 2622) : *MM. Hector Viron, Louis Souvet, rapporteur ; Pierre Louvot, Michel Delebarre, ministre ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Jean Chérioux, Charles Bonifay, André Rabineau.*

Art. 1er *(Modification de l'intitulé du titre V du livre IV du code du travail : « Formation économique, sociale et syndicale »)* – Adopté (p. 2614).

Art. 2 *(Modification de l'intitulé du chapitre 1er du titre précité du code du travail : « Congé de formation économique, sociale et syndicale »)* – Adopté (p. 2614).

Art. 3 *(Art. L. 451-1 du code du travail – Contenu et durée du congé)* (p. 2614).

Adoptés : amendements de M. Louis Souvet, rapporteur, n° 3 : bénéfice du congé de formation accordé aux adhérents d'organisations syndicales reconnues représentatives sur le plan professionnel ou interprofessionnel (p. 2617) – n° 4 : congé de formation non rémunéré ne pouvant excéder douze jours ouvrables par an (p. 2617) – n° 5 : fractionnement possible du congé de formation, la durée de chaque congé ne pouvant toutefois être inférieure à deux jours ouvrables (p. 2617) – n° 6 : pourcentage maximal de salariés absents simultanément et calcul de ce pourcentage par catégorie de personnels

(p. 2618) – Et n° 7 : application de ce congé limitée aux entreprises de plus de dix salariés (p. 2618).

Rejeté : amendement n° 20 de M. Hector Viron : extension à vingt-quatre jours de la durée totale du congé de formation ; financement des congés de formation par les entreprises (p. 2617 ; scrutin public n° 4 ; liste des votants p. 2626, 2627).

Retiré : sous-amendement n° 19 de M. Jean-Paul Bataille, soutenu par M. Pierre Louvot, à l'amendement n° 5 de M. Louis Souvet, rapporteur : fractionnement du congé de formation limité à trois fois (p. 2617).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2618).

Art. 4 *(Art. L. 451-2 du code du travail – Droits sociaux préservés pendant la durée du congé)* (p. 2618).

Adopté : amendement n° 8 de M. Louis Souvet, rapporteur, de suppression de cet article (p. 2619).

– L'art. 4 est supprimé (p. 2619).

Art. 5 *(Art. L. 451-3 du code du travail – Détermination du droit au congé)* (p. 2619).

Adopté : amendement n° 9 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression du caractère conforme de l'avis du comité d'entreprise (p. 2619).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2619).

Art. 6 *(Art. L. 451-4 du code du travail – Financement et dispositions conventionnelles)* (p. 2619).

Adopté : amendement n° 10 de M. Louis Souvet, rapporteur : possibilité et non obligation, de fixer les modalités de financement par voie de négociations collectives (p. 2620).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2620).

Art. 7 *(Modification de l'intitulé du chapitre II du titre V du livre IV du code du travail)* (p. 2620).

Adopté : amendement rédactionnel n° 11 de M. Louis Souvet, rapporteur : « Modalités de la formation économique, sociale et syndicale des salariés appelés à exercer des fonctions syndicales » (p. 2620).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2620).

Après l'art. 7 (p. 2620).

Adoptés : amendements de coordination rédactionnelle n° 12 et n° 13 (art. additionnels) de M. Louis Souvet, rapporteur (p. 2620).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2620).

Art. 8 *(Mise à jour de la loi du 23 juillet 1957 sur le congé d'éducation ouvrière)* – Adopté (p. 2620).

Art. 9 *(Harmonisation rédactionnelle de l'article L. 434-10 du code du travail)* (p. 2620).

Adopté : amendement n° 14 de M. Louis Souvet, rapporteur : jours de congé de formation économique décomptés en jours ouvrables (p. 2620).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2620).

Après l'art. 9 (p. 2621).

Adoptés : amendements de M. Louis Souvet, rapporteur, n° 15 (art. additionnel) : application des dispositions du code de la sécurité sociale sur les accidents du travail aux bénéficiaires du congé de formation (p. 2621) – Et n° 16 (art. additionnel) : application des dispositions du code rural sur les accidents du travail aux bénéficiaires du congé de formation (p. 2621).

Retirés : amendements n° 17 et n° 18 de M. Henri Le Breton, soutenus par M. André Rabineau, analogues aux amendements n° 15 et n° 16 de M. Louis Souvet rapporteur (p. 2621) – Amendements n° 1 et n° 2 de M. Hector Viron, analogues aux amendements n° 15 et n° 16 de M. Louis Souvet, rapporteur (p. 2621 et 2622).

Art. 10 *(Effet de la loi à compter du 1er janvier 1986)* – Adopté (p. 2622).

Explications de vote : MM. Hector Viron (p. 2622), Pierre Louvot (p. 2622), Charles Bonifay (p. 2622).

Adoption (29 octobre 1985) (p. 2622).

Discussion (nouvelle lecture)

(18 décembre 1985) (p. 4166, 4170).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4166, 4168) : *MM. Jean Gatel, secrétaire d'Etat à l'économie sociale ; Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Marie-Claude Beaudeau.*

CONGE DE FORMATION ECONOMIQUE, SOCIALE ET SYNDICALE : GATEL (Jean) (p. 4166, 4167) ; SOUVET (Louis) (p. 4167, 4168) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4168).

CONGE DE FORMATION ECONOMIQUE, SOCIALE ET SYNDICALE (financement) : SOUVET (Louis) (p. 4167, 4168) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4168).

ENTREPRISES (charges des) : SOUVET (Louis) (p. 4168) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4168).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : GATEL (Jean) (p. 4167) ; SOUVET (Louis) (p. 4167) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4168).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable, de M. Louis Souvet, rapporteur (p. 4169) – MM. Louis Souvet, rapporteur ; Charles Bonifay, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Jean Gatel, secrétaire d'Etat.

Adoption de la motion (p. 4170).

Rejet du projet de loi (18 décembre 1985) (p. 4170).

Voir aussi EMPLOI, ACTIVITE, 1
FORMATION CONTINUE, 1

CONGES PAYES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 59

CONGRES DU PARLEMENT

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, 3, DG

CONGRES DU TERRITOIRE

Voir GRACE ET AMNISTIE, 1, DG
NOUVELLE-CALEDONIE, 3 ; 4

CONJOINTS

Voir MARIAGE, 1
PENSIONS DE REVERSION, 1
RAPATRIES, 1
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, 1, DG

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Voir CONSTITUTION, 2
RAPPELS AU REGLEMENT, 14

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions)

1 – Deux décisions du Conseil constitutionnel rendues le 29 décembre 1984 : l'une déclarant conforme à la Constitution la loi de finances rectificative pour 1984 ; l'autre déclarant non conforme à la Constitution une disposition de la loi de finances pour 1985.

Trois décisions du Conseil constitutionnel rendues le 18 janvier 1985 et déclarant non conformes à la Constitution certaines dispositions : de la loi relative aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise ; de la loi relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises ; et de la loi modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales (23 janvier 1985) (p. 2, 5 à 15).

2 – Décision du Conseil constitutionnel rendue le 25 janvier 1985 qui déclare conforme à la Constitution la loi relative à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (2 avril 1985) (p. 66 et 87).

3 – Décision du Conseil constitutionnel rendue le 22 mai 1985, en application de l'article 54 de la Constitution et dans laquelle le Conseil constitutionnel a décidé que le protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales relatif à l'abolition de la peine de mort ne comporte pas de clause contraire à la Constitution (22 mai 1985) (p. 648 et 675).

4 – Trois décisions du Conseil constitutionnel rendues le 10 juillet 1985 déclarant conformes à la Constitution :
la loi organique relative à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre- et-Miquelon ;
et la loi organique modifiant le code électoral et relative à l'élection des députés,
et non conformes à la Constitution certaines dispositions de la loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (17 juillet 1985) (p. 1890, 1937 à 1939).

Décision du Conseil constitutionnel rendue le 17 juillet 1985 déclarant conforme à la Constitution la loi relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (17 juillet 1985) (p. 1913 et 1940, 1941).

5 – Trois décisions du Conseil constitutionnel rendues le 24 juillet 1985 qui déclarent non conforme à la Constitution la loi portant règlement définitif du budget de 1983, conformes à la Constitution la loi portant réforme du code de la mutualité et la loi portant diverses dispositions d'ordre social (24 juillet 1985) (p. 2030, 2047 à 2049).

6 – Décision du Conseil constitutionnel du 8 août 1985 qui déclare partiellement non conforme à la Constitution la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (13 août 1985) (p. 2094, 2097 à 2099).

7 – Décision du Conseil constitutionnel du 23 août 1985 qui déclare conforme à la Constitution la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (2 octobre 1985) (p. 2169, 2184 à 2187).

8 – Décision du Conseil constitutionnel rendue le 13 décembre 1985 qui déclare non conformes à la Constitution les dispositions de l'article 3-II de la loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant diverses dispositions relatives à la communication audiovisuelle (13 décembre 1985) (p. 3939).

Voir aussi AUDIOVISUEL, **5,** DG
ENSEIGNEMENT, **1,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG
LOIS DE REGLEMENT, **1,** DG ; **2,** DG
NOUVELLE-CALEDONIE, **4,** DG
PRESSE, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**
SECURITE SOCIALE, **2,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **23,** DG

CONSEIL COUTUMIER TERRITORIAL

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **3,** DG

CONSEIL D'ETAT

1. – **Projet de loi relatif aux chambres adjointes au Conseil d'Etat,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Robert Badinter, ministre de la justice – (14 novembre 1985) [n° **3060**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-François Hory (28 novembre 1985) [n° **3125**] – Discussion (2 décembre 1985) – Adoption (2 décembre 1985) [n° **925**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 décembre 1985) [n° **129** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois

Voir aussi AUDIOVISUEL, **5,** DG
JUSTICE, **2**
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG

CONSEIL D'ETAT (jurisprudence)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

CONSEIL DE L'EUROPE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**
TRAITES ET CONVENTIONS, **23 ; 40**

CONSEIL DE PARIS

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **9 ; 10**

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (avis)

Voir ENSEIGNEMENT, **4,** DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1,** DG

CONSEIL EXECUTIF

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **3 ; 4**

CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Voir AUDIOVISUEL, **3,** DG
COLLECTIVITES LOCALES, **11**

CONSEIL NATIONAL DE LA VIE ASSOCIATIVE (CNVA)

Voir ASSOCIATIONS, **1,** DG

CONSEIL NATIONAL DE SECURITE PUBLIQUE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur

CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES (CNAPS)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **3**

CONSEIL NATIONAL DU COMMERCE

Voir PRIX ET CONCURRENCE, **2,** DG

CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT FRANCAIS (CNPF)

Voir ENTREPRISES PUBLIQUES, **1**
TRAVAIL, **2,** DG

CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION NATIONALE

Voir EDUCATION NATIONALE (ministère), **1**

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION MILITAIRE

Voir ARMEE, **1**, DG
EMPLOI, ACTIVITE, **2**, DG

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4**

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **2**, DG ; **3**, DG

CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE

Voir PROCEDURE PENALE, **2**, DG

CONSEIL SUPERIEUR DE LA MUTUALITE

Voir MUTUELLES (sociétés), **1**

CONSEIL SUPERIEUR DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1**

CONSEIL SUPERIEUR DES FRANCAIS DE L'ETRANGER

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **5**, DG ; **33**, DG

CONSEIL SUPERIEUR DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

Voir JUSTICE, **2**

CONSEIL SUPERIEUR DES UNIVERSITES (CSU)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

CONSEIL SYNDICAL (copropriété)

Voir COPROPRIETE, **1** ; **2**

CONSEILLERS DE PARIS

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **10**, DG

CONSEILLERS GENERAUX

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **9** ; **10**

CONSEILLERS MUNICIPAUX

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **12**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **10**, DG

CONSEILLERS REGIONAUX

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **5** ; **9** ; **10**

CONSEILS D'ADMINISTRATION

Voir ENTREPRISES PUBLIQUES, **1**

CONSEILS D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT (CAUE)

Voir URBANISME, **2**, DG

CONSEILS DE L'EDUCATION NATIONALE

Voir EDUCATION NATIONALE (ministère), **1**

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Voir CONGES DE FORMATION, **1**, DG

CONSEILS DE REGION

Voir GRACE ET AMNISTIE, **1**, DG
NOUVELLE-CALEDONIE, **3** ; **4**

CONSEILS DE SURVEILLANCE

Voir ENTREPRISES PUBLIQUES, **1**

CONSEILS DEPARTEMENTAUX DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **13**, DG

CONSEILS DES COMMUNAUTES URBAINES

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **10**, DG

CONSEILS GENERAUX

1. – **Proposition de loi tendant à modifier l'ordre du jour de la réunion de droit des conseils généraux après chaque renouvellement triennal,** PRESENTEE AU SENAT par M. André-Georges Voisin, sénateur (18 juin 1985) [n° 377 (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi AGRICULTURE, **4**, DG
COLLECTIVITES LOCALES, **11**
CONSEILS REGIONAUX, **1**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **5**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, **1**

CONSEILS GENERAUX (présidents)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **4**, DG ; **11**, DG ; **13**, DG
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **9** ; **10**, DG

CONSEILS MUNICIPAUX

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **11**, DG

CONSEILS MUNICIPAUX (délibérations)

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG

CONSEILS REGIONAUX

1. – **Proposition de loi tendant à garantir la libre représentation des conseils généraux au sein des conseils régionaux,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jean Cluzel, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1985 – 2 avril 1985) [n° **197** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, **11**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **5**, DG

CONSEILS REGIONAUX (présidents)

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **9** ; **10**, DG

CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Voir MER ET LITTORAL, **2**, DG

CONSERVATOIRE SUPERIEUR DE MUSIQUE DE LYON

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Culture

CONSOMMATEURS

Voir ASSURANCES, **1**, DG

CONSOMMATEURS (protection et information des)

Voir PRIX ET CONCURRENCE, **2**
PROCEDURE CIVILE ET COMMERCIALE, **1**, DG

CONSTITUTION

1. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à réviser les articles 34 et 46 de la Constitution en vue d'assurer une meilleure sauvegarde des institutions et une meilleure protection du régime des libertés publiques,** PRESENTEE AU SENAT par M. Etienne Dailly, sénateur (24 avril 1985) [n° **258** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi portant révision de l'article 11 de la Constitution pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques,** PRESENTEE AU SENAT par M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur (12 juin 1985) [n° **365** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer l'exercice d'un vrai bicamérisme,** PRESENTEE AU SENAT par M. Adolphe Chauvin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (12 novembre 1985) [n° **82** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois.

4. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à permettre aux anciens Présidents de la République de participer aux travaux du Parlement,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jean Cluzel, sénateur (13 décembre 1985) [n° **216** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi ELECTIONS ET REFERENDUMS, **1** ; **3**, DG
ENSEIGNEMENT, **1**, DG
NOUVELLE-CALEDONIE, **3**, DG

CONSTITUTION (art. 10)

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **4**, DG

CONSTITUTION (art. 11)

Voir CONSTITUTION, **2**
REFERENDUMS, **1**, DG

CONSTITUTION (art. 16)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **23**, DG

CONSTITUTION (art. 34)

Voir CONSTITUTION, **1**

CONSTITUTION (art. 45)

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **4**, DG

CONSTITUTION (art. 46)

Voir CONSTITUTION, **1**

CONSTITUTION (art. 53)

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **3**, DG

CONSTITUTION (art. 62)

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **4**, DG

CONSTITUTION (art. 63)

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **4**, DG

CONSTITUTION (art. 73)

Voir SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, **1**, DG

CONSTITUTION (art. 74)

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **6**, DG

CONSTITUTION (art. 92)

Voir REFERENDUMS, **1**, DG

CONSTITUTION (révision)

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3**, DG
NOUVELLE-CALEDONIE, **3**, DG

CONSTRUCTION

1. – **Projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (8 octobre 1985) [n° **12** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Maurice Janetti (17 octobre 1985) [n° **38** (85-86)] – URGENCE – Discussion (29 octobre 1985) (p. 2582, 2593) – Adoption (29 octobre 1985) [n° **10**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (30 octobre 1985) [n° **3012**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Claude Portheault (28 novembre 1985) [n° **3138**] – Discussion (3 décembre 1985) – Adoption (3 décembre 1985) [n° **929**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (4 décembre 1985) [n° **136** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Claude Portheault (10 décembre 1985) [n° **3165**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Maurice Janetti (10 décembre 1985) [n° **170** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (11 décembre 1985) [n° **3177**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Claude Portheault (12 décembre 1985) [n° **3183**] – Discussion (17 décembre 1985) – Adoption (17 décembre 1985) [n° **964**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme et à diverses dispositions concernant le bâtiment** ».

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (18 décembre 1985) [n° **234** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport oral de M. Maurice Janetti – Discussion (19 décembre 1985) (p. 4443, 4447) – Adoption (19 décembre 1985) [n° **86**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 décembre 1985) [n° **3276**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Claude Portheault (20 décembre 1985) [n° **3278**] – Discussion (20 décembre 1985) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **989**].

PROMULGATION : Loi n° 86-13 du 6 janvier 1986 (*J.O.* Lois et décrets du 7 janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(29 octobre 1985) (p. 2582, 2604).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2582, 2593) : *MM. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme ; Maurice Janetti, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Robert Laucournet, Philippe François, Henri Le Breton, Pierre Louvot, Bernard-Michel Hugo, Marcel Lucotte, Christian Bonnet.*

ADMINISTRATION (relations avec le public) : AUROUX (Jean) (p. 2583, 2590) ; JANETTI (Maurice) (p. 2585) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2586) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 2587) ; LE BRETON (Henri) (p. 2588).

AMENAGEMENT FONCIER : FRANCOIS (Philippe) (p. 2587).

BATIMENT (industrie) : LAUCOURNET (Robert) (p. 2586) ; AUROUX (Jean) (p. 2590).

COMMUNES RURALES : AUROUX (Jean) (p. 2585).

CONSTRUCTION : AUROUX (Jean) (p. 2583, 2592) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2586) ; LE BRETON (Henri) (p. 2588) ; LOUVOT (Pierre) (p. 2589) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 2591).

DECENTRALISATION : AUROUX (Jean) (p. 2585, 2590, 2592) ; JANETTI (Maurice) (p. 2585) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2586) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 2587) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 2589) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 2591).

DECLARATIONS : AUROUX (Jean) (p. 2583, 2590, 2592) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2586) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 2587) ; LE BRETON (Henri) (p. 2588) ; LOUVOT (Pierre) (p. 2589) ; BONNET (Christian) (p. 2592).

DIRECTIONS DEPARTEMENTALES DE L'EQUIPEMENT (DDE) : AUROUX (Jean) (p. 2585) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2586).

ELUS LOCAUX : Voir DECENTRALISATION.

EMPRISES RESERVEES : AUROUX (Jean) (p. 2584, 2590) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2586, 2587) ; LE BRETON (Henri) (p. 2588).

ENVIRONNEMENT : FRANCOIS (Philippe) (p. 2587) ; LE BRETON (Henri) (p. 2588) ; LOUVOT (Pierre) (p. 2589) ; AUROUX (Jean) (p. 2592) ; BONNET (Christian) (p. 2592).

HABITATIONS A LOYER MODERE (HLM) : LE BRETON (Henri) (p. 2588) ; AUROUX (Jean) (p. 2590, 2591).

IMPOTS LOCAUX : AUROUX (Jean) (p. 2583).

LOTISSEMENTS : AUROUX (Jean) (p. 2584, 2590) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2586) ; LE BRETON (Henri) (p. 2588) ; LOUVOT (Pierre) (p. 2589).

MONUMENTS HISTORIQUES : AUROUX (Jean) (p. 2583, 2584, 2592) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 2587) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 2591).

PATRIMOINE (protection du) : FRANCOIS (Philippe) (p. 2587) ; LOUVOT (Pierre) (p. 2589) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 2589) ; AUROUX (Jean) (p. 2590, 2591, 2592) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 2591).

PERMIS DE CONSTRUIRE : AUROUX (Jean) (p. 2582, 2583, 2584, 2590) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2586) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 2587) ; LE BRETON (Henri) (p. 2588) ; LOUVOT (Pierre) (p. 2589) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 2589) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 2591).

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS (POS) : AUROUX (Jean) (p. 2583, 2584, 2585, 2592) ; JANETTI (Maurice) (p. 2585) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2586) ; LE BRETON (Henri) (p. 2588) ; LOUVOT (Pierre) (p. 2589).

POLES DE CONVERSION : AUROUX (Jean) (p. 2583).

RESERVES FONCIERES : Voir EMPRISES RESERVEES.

SECTEURS SAUVEGARDES : FRANCOIS (Philippe) (p. 2587) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 2591).

SITES (protection des) : LOUVOT (Pierre) (p. 2589) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 2591) ; AUROUX (Jean) (p. 2592).

URBANISME : AUROUX (Jean) (p. 2582 à 2585, 2590, 2591, 2592, 2593) ; JANETTI (Maurice) (p. 2585) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2585 à 2587) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 2587) ; LE BRETON (Henri) (p. 2587, 2588) ; LOUVOT (Pierre) (p. 2589) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 2589) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 2591) ; BONNET (Christian) (p. 2592).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2593, 2604) : *MM. Maurice Janetti, rapporteur ; Jean Auroux, ministre ; Pierre Louvot, Bernard Legrand, Philippe François, Marcel Lucotte, Robert Laucournet, Jacques Descours Desacres, Bernard-Michel Hugo, Daniel Hoeffel.*

Art. 1er *(Modification de l'art. L. 111-1 du code de la construction et de l'habitation)* (p. 2593) – Réservé jusqu'après l'examen de l'article 4.

– L'art. 1er, précédemment réservé (p. 2593), est adopté (p. 2601).

Art. 2 *(Modification de l'art. L. 421-1 du code de l'urbanisme)* (p. 2593) – Réservé jusqu'après l'examen de l'article 4.

– L'art. 2, précédemment réservé (p. 2593), est adopté (p. 2601).

Art. 3 *(Champ d'application du régime du permis de construire)* – Adopté (p. 2593).

Art. 4 *(Art. L. 422-1 à L. 422-4 du code de l'urbanisme – Définition des régimes d'exemption du permis de construire)* (p. 2593).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 1 de M. Maurice Janetti, rapporteur (p. 2594) – Amendement n° 20 de M. Bernard Legrand : délai de validité de l'autorisation de construire (p. 2597) – Amendement n° 2 de M. Maurice Janetti, rapporteur : cas particulier des travaux soumis à la fois au régime du permis de construire et à l'intervention d'une administration tierce (p. 2599) ; sous-amendements de M. Bernard Legrand n° 24 : délai supplémentaire accordé aux maires pour s'opposer à l'exécution de travaux, après avis d'une administration tierce (p. 2599) et n° 25 : délai de validité de l'autorisation de construire (p. 2599) – Amendement n° 23 de M. Bernard Legrand : consultation pour avis, par le maire, de l'autorité chargée de l'urbanisme et de l'architecture, pour les travaux dans les zones sensibles (p. 2599) – Amendement n° 8 de M. Philippe François : affichage de toute demande de travaux (p. 2600) – Amendement n° 3 de M. Maurice Janetti, rapporteur : suppression de la disposition relative à la demande d'autorisation auprès des services des monuments historiques nécessaire pour tous travaux sur les édifices classés (p. 2600).

Rejetés : amendement n° 17 de M. Bernard Legrand : travaux exemptés du permis de construire du fait de leur nature ; réintroduction dans le droit commun des installations techniques nécessaires aux pouvoirs publics (p. 2594) – Amendement n° 18 de M. Bernard Legrand, repris par M. Marcel Lucotte : conditions de présentation de la déclaration faite auprès du maire de la commune ; fourniture d'un plan et de la description des travaux (p. 2595) – Amendements n° 13 et n° 14 de M. Roland du Luart, soutenus par M. Pierre Louvot : afin de permettre la prise en compte des préoccupations d'environnement et d'architecture, allongement du délai accordé aux autorités administratives pour se prononcer sur d'éventuels travaux (p. 2597) – Amendement n° 16 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Pierre Louvot : installations provisoires de chantiers non soumises à l'autorisation de permis de construire (p. 2601).

Retirés : amendements identiques n° 6 de M. Philippe François et n° 12 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Pierre Louvot : allongement du délai accordé aux autorités administratives pour examiner les dossiers de déclaration de travaux (p. 2596) – Amendements de M. Bernard Legrand n° 19 : possibilité pour l'autorité compétente en matière de permis de construire d'accepter la réalisation des travaux sous réserve du respect de certaines prescriptions (p. 2596), et n° 21 : suppression des dispositions relatives au contrôle de l'application de certaines dispositions législatives ou réglementaires par un ministre autre que celui qui est chargé de l'urbanisme (p. 2597) – Amendement n° 15 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Pierre Louvot, identique à l'amendement n° 8 de M. Philippe François : affichage de toute demande de travaux (p. 2599).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2601).

Art. 5 *(Art. L. 441-2 à L. 441-5 du code de l'urbanisme – Simplification du régime des clôtures)* – Adopté (p. 2602).

Art. 6 *(Art. 315-2-1 nouveau du code de l'urbanisme – Harmonisation des plans d'occupation des sols et des cahiers des charges des lotissements)* (p. 2602).

Adopté : amendement rédactionnel n° 4 de M. Maurice Janetti, rapporteur (p. 2602).

Retirés : amendements de M. Pierre Lacour, soutenus par M. Daniel Hoeffel ; n° 9 : abrogation des règles d'urbanisme relatives aux lotissements antérieurs à l'entrée en vigueur de la loi du 14 mars 1919 (p. 2602) et n° 10 : abrogation de certaines dispositions des cahiers des charges pour les lotissements de plus de dix ans (p. 2602).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2602).

Art. 7 *(Art. L. 123-9 du code de l'urbanisme – Réduction des délais d'acquisition des emprises réservées)* (p. 2603).

Adopté : amendement n° 5 de M. Maurice Janetti, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article : fixation à deux ans du délai d'ensemble concernant la décision d'acquisition, la signature des actes et le versement du prix d'acquisition (p. 2604).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2604).

Explications de vote : MM. Marcel Lucotte (p. 2604), Robert Laucournet (p. 2604), Bernard-Michel Hugo (p. 2604).

Adoption (29 octobre 1985) (p. 2604).

Discussion (nouvelle lecture)

(19 décembre 1985) (p. 4443, 4447).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4443, 4444) : *MM. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer ; Maurice Janetti, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

AIRES DE STATIONNEMENT : LEMOINE (Georges) (p. 4444).

ASCENSEURS : LEMOINE (Georges) (p. 4444).

DECLARATIONS : LEMOINE (Georges) (p. 4444).

MONUMENTS HISTORIQUES : LEMOINE (Georges) (p. 4443) ; JANETTI (Maurice) (p. 4444).

PERMIS DE CONSTRUIRE : JANETTI (Maurice) (p. 4444).

SOUS-TRAITANCE : LEMOINE (Georges) (p. 4444).

URBANISME : LEMOINE (Georges) (p. 4443, 4444) ; JANETTI (Maurice) (p. 4444).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4444, 4447) : *MM. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat ; Maurice Janetti, rapporteur.*

Art. 1er, 2, 4, 4 bis, 5 bis, 6 – Adoptés (p. 4445).

Art. 7 à 10 – Adoptés (p. 4446).

Art. 11 (p. 4446).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : nouvelle rédaction de cet article relatif à la sous-traitance (p. 4447).

– L'art. 11 est adopté (p. 4447).

Art. 12 (p. 4447).

Adopté : amendement n° 2 de M. Maurice Janetti, rapporteur : suppression de cet article nouveau relatif au problème de sécurité posé par les ascenseurs à parois lisses (p. 4447).

– L'art. 12 est supprimé (p. 4447).

Adoption (19 décembre 1985) (p. 4447).

Voir aussi LOGEMENT, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**
URBANISME, **1,** DG

CONSTRUCTION NAVALE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG
MER ET LITTORAL, **2,** DG

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **4,** DG ; **10,** DG
ENSEIGNEMENT, **1** ; **4,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, **1,** DG

CONTENTIEUX FISCAL

1. – Rapport annuel du **comité du contentieux fiscal, douanier et des changes** présenté par le Gouvernement, en application de l'art. 20 de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 (24 avril 1985) (p. 327).

CONTRAINTE PAR CORPS

Voir PROCEDURE PENALE, **1**, DG

CONTRATS

Voir PROCEDURE CIVILE ET COMMERCIALE, **1**
TRAITES ET CONVENTIONS, **24**, DG

CONTRATS D'ASSOCIATION

Voir ENSEIGNEMENT, **1**, DG ; **4**, DG

CONTRATS D'ASSOCIATION (et rôle des communes)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

CONTRATS DE PLAN

Voir BOIS ET FORETS, **1**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Agriculture - Intérieur
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **62, 66, 69, 125**

CONTRATS DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE

Voir PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1**

CONTRATS DE PROGRAMME

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **3**, DG

CONTRATS DE SOLIDARITE

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **3**, DG

CONTRATS DE TRAVAIL

Voir BOIS ET FORETS, **1**
EMPLOI, ACTIVITE, **1**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25**
SECURITE SOCIALE, **1**
SERVICE NATIONAL, **1**
TRAVAIL, **3**

CONTRATS DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
SECURITE SOCIALE, **1**, DG

CONTRATS EMPLOI-FORMATION

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
SECURITE SOCIALE, **1**, DG

CONTRATS SPORTIFS

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **3**

CONTRATS TEMPORAIRES

Voir ASSURANCES, **1**, DG

CONTRAVENTIONS

Voir BOIS ET FORETS, **1**
GRACE ET AMNISTIE, **1**
POLICE, **1**
PROCEDURE PENALE, **1**

CONTRIBUTION DE SOLIDARITE

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **2**
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, **1**

CONTRIBUTION DES ENTREPRISES A L'EFFORT DE CONSTRUCTION

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports ; Art. 71

CONTRIBUTIONS INDIRECTES

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Art. 54

CONTRIBUTIONS INTERNATIONALES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **30**, DG

CONTROLE DES CHANGES

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **13**, DG ; **20**, DG

CONTROLE DES STRUCTURES AGRICOLES

Voir SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, **1**, DG

CONTROLES D'IDENTITE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Intérieur
POLICE, **1**, DG

CONVENTION DE LOME

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **27** ; **34**

CONVENTION DE ROME (obligations contractuelles)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **24**, DG

CONVENTION EUROPEENNE DE SAUVEGARDE DES DROITS DE L'HOMME

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **23**, DG ; **41**

CONVENTIONS COLLECTIVES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **13**
TRAVAIL, **3**

CONVENTIONS D'ENTREPRISE

Voir TRAVAIL, **3**

CONVENTIONS EUROPEENNES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **23** ; **37** ; **41**

CONVENTIONS INTERNATIONALES DU TRAVAIL

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **7** ; **8** ; **9**

COOPERANTS

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
TRAITES ET CONVENTIONS, **18,** DG ; **25,** DG ; **34,** DG

COOPERATION

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
TRAITES ET CONVENTIONS, **18**

COOPERATION CULTURELLE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
TRAITES ET CONVENTIONS, **25** ; **27,** DG

COOPERATION ECONOMIQUE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **27,** DG ; **34**

COOPERATION EUROPEENNE

Voir POLICE, **1,** DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1,** DG

COOPERATION INTERCOMMUNALE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **10,** DG

COOPERATION JUDICIAIRE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur
TRAITES ET CONVENTIONS, **12**

COOPERATION MILITAIRE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

COOPERATIVES

Voir COPROPRIETE, **1,** DG
ECONOMIE SOCIALE, **1**
LOGEMENT, **2,** DG

COOPERATIVES AGRICOLES

Voir AGRICULTURE, **3**
ECONOMIE SOCIALE, **1**

COOPERATIVES D'UTILISATION DE MATERIEL AGRICOLE (CUMA)

Voir BOIS ET FORETS, **1,** DG

COOPERATIVES FORESTIERES

Voir BOIS ET FORETS, **1,** DG

COOPERATIVES MARITIMES

Voir ECONOMIE SOCIALE, **1**

COPIES DE PIECES

Voir PROCEDURE PENALE, **1,** DG

COPROPRIETE

1. – **Proposition de loi modifiant la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE par M. Gilbert Bonnemaison, député, et plusieurs de ses collègues (22 novembre 1984) [n° **2455**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (2 octobre 1985) [n° **2960**] – Discussion (3 octobre 1985) – Adoption (3 octobre 1985) [n° **881**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 octobre 1985) [n° **16** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Collet (30 octobre 1985) [n° **53** (85-86)] – Discussion (5 novembre 1985) (p. 2714, 2735) – Adoption (5 novembre 1985) [n° **18**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (5 novembre 1985) [n° **3030**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (21 novembre 1985) [n° **3101**] – Discussion (28 novembre 1985) – Adoption (28 novembre 1985) [n° **920**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (29 novembre 1985) [n° **123** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. François Collet (4 décembre 1985) [n° **138** (85-86)] – Discussion (13 décembre 1985) (p. 3950, 3959) – Adoption (13 décembre 1985) [n° **58**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (16 décembre 1985) [n° **3194**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (19 décembre 1985) [n° **3228**] – Discussion (19 décembre 1985) – Adoption (19 décembre 1985) [n° **977**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1470 du 31 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 1er janvier 1986, rectificatif le 23 janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(5 novembre 1985) (p. 2714, 2735).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2714, 2720) : *MM. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports ; François Collet, rapporteur, Jean Béranger, Pierre Ceccaldi-Pavard.*

COOPERATIVES : BERANGER (Jean) (p. 2717, 2718).

COPROPRIETE : AUROUX (Jean) (p. 2714, 2715, 2720) ; COLLET (François) (p. 2715, 2716) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2717) ; BERANGER (Jean) (p. 2717, 2718) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 2718 à 2720).

SYNDICS D'IMMEUBLES : Voir COPROPRIETE.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2720, 2735) : *MM. Charles Lederman, François Collet, rapporteur ; Jean Auroux, ministre ; Pierre Ceccaldi-Pavard, Jacques Mossion, Jean Béranger.*

Avant l'art. 1er (p. 2720).

Rejeté : amendement n° 12 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : notification des décisions prises en assemblée

générale dans un délai d'un mois à tous les copropriétaires par lettre recommandée du syndic (p. 2721).

Art. 1er *(Missions du syndic : article 18 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis)* (p. 2721).

Adoptés : amendements de M. Pierre Ceccaldi-Pavard n° 21 : établissement du budget prévisionnel du syndicat et soumission au vote de l'assemblée générale ; comptabilité séparée pour chaque syndicat faisant apparaître la position de chaque copropriétaire (p. 2723) – Et n° 28 : ouverture d'un compte séparé si l'assemblée générale le décide et compte obligatoire pour tout syndic non soumis aux dispositions de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 (p. 2724).

Deviennent sans objet : amendement n° 13 de M. Charles Lederman : obligation pour l'assemblée générale d'ouvrir un compte séparé pour chaque syndicat (p. 2724) – Amendements de M. François Collet, rapporteur, n° 1 : ouverture d'un compte séparé sauf décision contraire prise par l'assemblée générale à l'occasion de chaque changement de syndic ou au moins tous les trois ans (p. 2724) – Et n° 2 : syndic tenu d'indiquer à chaque membre du syndicat les références du compte ouvert en application du présent alinéa (p. 2724).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2724).

Art. 2 *(Droit d'accès des copropriétaires aux pièces justificatives des charges de copropriété : insertion d'un article 18-1 dans la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 précitée)* (p. 2724).

Adopté : amendement n° 3 de M. François Collet, rapporteur : syndic devant indiquer dans la convocation de l'assemblée générale appelée à connaître les comptes du syndicat le jour auquel les copropriétaires peuvent consulter les pièces justificatives des charges de copropriété ; possibilité pour tout copropriétaire de se joindre au conseil syndical (p. 2726).

Rejeté : sous-amendement n° 23 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, à l'amendement n° 3 précité : lorsqu'il n'existe pas de conseil syndical, le syndic doit indiquer dans la convocation de l'assemblée générale appelée à connaître des comptes du syndicat le jour auquel les copropriétaires peuvent consulter les pièces justificatives des charges de copropriété (p. 2726).

Devient sans objet : amendement n° 17 de M. Charles Lederman : communication des pièces justificatives un mois au moins avant la tenue de l'assemblée générale (p. 2726).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2726).

Art. 2 bis *(Désignation d'un nouveau syndic : insertion d'un article 18-2 dans la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965)* (p. 2726).

Adopté : amendement n° 24 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : syndic sortant tenu de remettre au nouveau syndic dans le délai d'un mois après la cessation de ses fonctions une situation de trésorerie et le solde des fonds disponibles dans le délai de trois mois (p. 2728) ; sous-amendement n° 14 de M. Charles Lederman : syndic nouvellement désigné pouvant demander au juge du tribunal d'instance après une mise en demeure restée infructueuse d'ordonner la transmission de l'ensemble des documents et archives du syndicat et la totalité des fonds disponibles (p. 2728).

Retiré : amendement n° 4 de M. François Collet, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article (p. 2727).

– L'art. 2 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2728).

Art. 3 *(Conseil syndical : article 21 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 précitée)* (p. 2728).

Adoptés : amendements de M. François Collet, rapporteur, n° 5 : carence de l'assemblée générale à désigner un conseil syndical devant être mentionnée au procès-verbal de l'assemblée générale (p. 2729) – Et n° 6 : seul cas de non institution d'un conseil syndical résultant de l'absence de candidat ou du défaut d'obtention par les candidats de la majorité requise (p. 2729).

Retirés : amendement n° 25 de M. Jacques Mossion : personne morale nommée en qualité de membre du conseil syndical pouvant s'y faire représenter à défaut de son représentant légal ou statutaire pour la durée du mandat de la personne morale par un fondé de pouvoir spécialement habilité à cet effet (p. 2729) – Amendement n° 15 de M. Charles Lederman, identique à l'amendement n° 6 précité (p. 2729).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2730).

Après l'art. 3 (p. 2730).

Adopté : amendement n° 18 (art. additionnel) de M. Jean Béranger : règlement de copropriété devant faire référence comme mode de gestion à la pratique du syndicat coopératif de copropriété et conseil syndical possédant l'ensemble des pouvoirs institutionnels et contractuels habituellement dévolus au syndic professionnel (p. 2730).

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 2730).

Art. 4 *(Délégations de vote : troisième alinéa de l'article 22 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 précitée)* (p. 2731).

Adoptés : amendement n° 26 de M. Jacques Mossion : possibilité pour tout copropriétaire de déléguer son droit de vote à un mandataire membre ou non du syndicat sauf si le règlement de copropriété en décide autrement (p. 2732) – Amendement n° 7 de M. François Collet, rapporteur : mandataire pouvant recevoir plus de trois délégations de vote si le total des voix dont il dispose lui-même et celles de ses mandats n'excède pas 10 % des voix du syndicat (p. 2732).

Rejeté : amendement n° 16 de M. Charles Lederman : copropriétaire pouvant déléguer son droit de vote à un mandataire membre du syndicat ou à un membre de sa famille et limitation à cinq délégations de vote pour chaque mandataire (p. 2732).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2732).

Art. 5 *(Abaissement de la majorité requise pour décider de la réalisation de certains travaux : article 25 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 précitée)* (p. 2732).

Adoptés : amendement de forme n° 29 de M. François Collet, rapporteur (p. 2732) – Amendement n° 19 de M. Jean Béranger : assouplissement des règles de majorité concernant la décision de transformation du syndicat ordinaire en syndicat coopératif et du syndicat coopératif en syndicat ordinaire ainsi que pour la décision d'adhérer à une union (p. 2733).

Retiré : amendement n° 8 de M. François Collet, rapporteur : rétablissement de la durée d'amortissement des travaux de cinq ans (p. 2732).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2733).

Après l'art. 5 (p. 2733).

Adopté : amendement n° 20 (art. additionnel) de M. Jean Béranger : possibilité pour les syndicats coopératifs de copropriété et les syndicats dont le syndic est un copropriétaire, même s'ils n'appartiennent pas au même ensemble, de constituer entre eux des unions (p. 2733).

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 2733).

Art. 6 *(Assouplissement des conditions de majorité prévues par l'article 26 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 précitée)* – Adopté (p. 2733).

Art. 7 *(Décisions relatives à l'accès de l'immeuble : insertion d'un article 26-1 dans la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 précitée)* – Adopté (p. 2733).

Art. 8 *(Travaux dans les parties privatives : article 9 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 précitée)* (p. 2733).

Adopté : amendement n° 9 de M. François Collet, rapporteur : impossibilité pour les copropriétaires de faire obstacle à

l'exécution, même à l'intérieur de leurs parties privatives, des travaux régulièrement et expressément décidés par l'assemblée générale si les circonstances l'exigent et à condition que l'affectation et la jouissance normales des parties privatives comprises dans leur lot n'en soient pas altérées (p. 2734).

Devient sans objet : amendement n° 27 de M. Jacques Mossion : impossibilité pour les copropriétaires de faire obstacle à l'exécution même à l'intérieur des parties privatives des travaux régulièrement et expressément décidés par l'assemblée générale (p. 2734).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2734).

Art. 9 *(Indemnisation du préjudice résultant de travaux de surélévation : article 36 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 précitée)* – Adopté (p. 2735).

Après l'art. 9 (p. 2735).

Adopté : amendement n° 10 (art. additionnel) de M. François Collet, rapporteur : exécution par le syndic des travaux décidés par l'assemblée générale suspendue jusqu'à l'expiration du délai mentionné à la première phrase du deuxième alinéa de l'article 42 de la loi du 10 juillet 1965 (p. 2735).

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 2735).

Art. 10 *(Caractère d'ordre public des dispositions de l'article 18 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 précitée)* – Adopté (p. 2735).

Art. 11 *(Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'ouverture d'un compte bancaire ou postal pour chaque syndicat)* (p. 2735).

Adopté : amendement rédactionnel n° 11 de M. François Collet, rapporteur (p. 2735).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2735).

Explication de vote : M. Charles Lederman (p. 2735).

Adoption (5 novembre 1985) (p. 2735).

Discussion (deuxième lecture)

(13 décembre 1985) (p. 3950, 3959).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3950, 3951) : *MM. Charles Josselin, secrétaire d'Etat aux transports ; François Collet, rapporteur de la commission des lois.*

COPROPRIETE : JOSSELIN (Charles) (p. 3950, 3951) ; COLLET (François) (p. 3951).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3951, 3959) : *MM. Charles Lederman, François Collet, rapporteur ; Charles Josselin, secrétaire d'Etat ; Marc Boeuf.*

Avant l'art. 1 (p. 3951).

Retiré : amendement n° 8 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : délai de modalités de notification par le syndic des décisions prises en assemblée générale (p. 3952).

Art. 1er (p. 3952).

Adopté : amendement n° 1 de M. François Collet, rapporteur : mission du syndic de soumettre au vote de l'assemblée générale la décision d'ouvrir ou non un compte bancaire distinct pour chaque syndicat ; sanction éventuelle (p. 3953).

Devient sans objet : amendement n° 9 de M. Charles Lederman : obligation de compte bancaire distinct pour chaque syndicat (p. 3953).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3953).

Art. 2 (p. 3953).

Adopté : amendement n° 2 de M. François Collet, rapporteur : possibilité de consulter individuellement les pièces justificatives des charges de copropriété pour tout copropriétaire ayant manifesté son opposition lors de l'assemblée générale (p. 3954).

Deviennent sans objet : amendements n° 10 et n° 11 de M. Charles Lederman : délai de consultation des pièces justificatives (p. 3954).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3954).

Art. 2 bis – Adopté (p. 3954).

Art. 3 (p. 3954).

Adoptés : amendements de M. François Collet, rapporteur, n° 15 : mission du conseil syndical (p. 3955) – Et n° 16 : possibilité pour les accédants d'être membres du conseil syndical (p. 3955).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman n° 12 : suppression de la possibilité laissée à l'assemblée générale de ne pas instituer de conseil syndical (p. 3956) – Et n° 13 : suppression de la possibilité pour le juge de désigner les membres du conseil syndical à défaut de désignation par l'assemblée générale (p. 3956).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3956).

Art. 3 bis – Adopté (p. 3956).

Art. 4 (p. 3956).

Rejeté : amendement n° 14 de M. Charles Lederman : restriction aux délégations du droit de vote (p. 3957).

Retiré : amendement n° 17 de M. François Collet, rapporteur : limitation des droits de vote d'une même personne physique pour les mandataires comme pour les copropriétaires (p. 3957).

– L'art. 4 est adopté (p. 3957).

Art. 5 (p. 3957).

Adopté : amendement n° 3 de M. François Collet, rapporteur : conditions de majorité en matière d'installation d'antennes collectives (p. 3958).

Retiré : amendement n° 7 de M. Marc Boeuf : conditions de majorité en matière de remplacement d'un chauffage collectif par des chauffages individuels ou en matière d'économies d'énergie (p. 3958).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3958).

Art. 5 bis – Adopté (p. 3958).

Art. 7 bis – Adopté (p. 3958).

Art. 8 (p. 3958).

Adopté : amendement rédactionnel n° 4 de M. François Collet, rapporteur : protection des copropriétaires en cas de travaux d'intérêt général entraînant une altération durable des parties privatives (p. 3959).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3959).

Art. 9 bis – Adopté (p. 3959).

Art. 10 bis – Adopté (p. 3959).

Art. 11 (p. 3959).

Adopté : amendement de coordination n° 6 de M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat (p. 3959).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 3959).

Explication de vote : M. Charles Lederman (p. 3959).

Adoption (13 décembre 1985) (p. 3959).

2. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 26 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis,** PRESENTEE AU SENAT par M. Marc Boeuf, sénateur, et plusieurs de ses collègues (15 octobre 1985) [n° **31** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois –

Rapport de M. François Collet, commun à cette proposition de loi et à la proposition de loi précédente (30 octobre 1985) [n° **53** (85-86)].

CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
SECURITE SOCIALE, **2**

CORSE

Voir AGRICULTURE, **4**
BOIS ET FORETS, **1,** DG
COLLECTIVITES LOCALES, **11**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **5**
GRACE ET AMNISTIE, **1,** DG
NOUVELLE-CALEDONIE, **3,** DG

CORSE (assemblée de)

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **5**

COTE-D'IVOIRE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **26 ; 32**

COTISATIONS SOCIALES

Voir MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, **1,** DG
MUTUELLES (sociétés), **1**
SECURITE SOCIALE, **1 ; 2**

COUR DE CASSATION

Voir PROCEDURE PENALE, **1**

COUR DE DISCIPLINE BUDGETAIRE

Voir LOIS DE REGLEMENT, **1,** DG

COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Voir EDITION, IMPRIMERIE ET PRESSE, **1**

COUR DE SURETE DE L'ETAT

Voir POLICE, **1,** DG

COUR DES COMPTES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** DG
LOIS DE REGLEMENT, **1 ; 2,** DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **48**

COUR DES COMPTES (rapport annuel)

1. – Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes (27 juin 1985) (p. 1766, 1767) – *MM. André Chandernagor, premier président de la Cour des comptes ; Edouard Bonnefous, président de la commission des finances.*

Voir aussi LOIS DE FINANCES, **3,** DG
LOIS DE REGLEMENT, **1,** DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1,** DG

COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **23,** DG ; **41**

COURRIER

Voir POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (PTT), **1**

COURS D'APPEL

Voir PROCEDURE PENALE, **1**

COURS D'ASSISES

Voir PROCEDURE PENALE, **1**

COURS D'EAU, ETANGS ET LACS

Voir MER ET LITTORAL, **2**

COURS REGIONALES DES COMPTES

Voir JUSTICE, **2,** DG

COUTUME

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **3,** DG

CREANCES

Voir MARIAGE, **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **129**
VALEURS MOBILIERES, **1**

CREATION

1. – **Proposition de loi tendant à acccroître le rôle du mécénat individuel dans la création artistique contemporaine,** PRESENTEE AU SENAT par M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1985 – 2 avril 1985) [n° **210** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Voir aussi AUDIOVISUEL, **3,** DG ; **5,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle - Culture
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1,** DG

CRECHES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **13,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **141**

CREDIT

Voir LOGEMENT, **2,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** DG
PROCEDURE CIVILE ET COMMERCIALE, **1**
VALEURS MOBILIERES, **1**

CREDIT AGRICOLE

Voir BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS, **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**

CREDIT D'EQUIPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (CEPME)

Voir VALEURS MOBILIERES, **1,** après l'art. 2,

CREDIT D'IMPOT

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 3
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1**

CREDIT FONCIER DE FRANCE

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**

CREDIT-BAIL

Voir BAUX, **1**
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG

CREUSOT-LOIRE (société)

Voir SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, **2,** DG

CRIMES ET DELITS

Voir ENFANCE MARTYRE, **1**
GRACE ET AMNISTIE, **1**
MUTUELLES (sociétés), **1**
POLICE, **1,** DG
PROCEDURE PENALE, **1**
SECURITE SOCIALE, **2**
TRAITES ET CONVENTIONS, **23,** DG

CULTURE

Voir ENSEIGNEMENT, **4,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Culture
MUTUELLES (sociétés), **1,** DG
PATRIMOINE (protection du), **1**
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1,** DG

CULTURES MARINES

Voir MER ET LITTORAL, **2,** DG
PECHE, **1,** DG

CUMUL (emploi-retraite)

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **2**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, **1**

CUMUL (mandats)

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **5,** DG ; **9** ; **10**

CYCLISTES

Voir CIRCULATION ROUTIERE, **1,** DG

CYCLONES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer

D

DANEMARK

Voir ALLOCUTIONS, 7

DANSE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 12

DASSAULT-BREGUET (société)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 75

DEBITS DE BOISSONS

1. – **Proposition de loi modifiant l'article L. 27 du code des débits de boissons en faveur des cabarets d'auteurs,** PRESENTEE AU SENAT par M. Raymond Bouvier, sénateur, et plusieurs de ses collègues (27 juin 1985) [n° 440 (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Voir aussi URBANISME, 2, DG

DECENTRALISATION

Voir AGRICULTURE, 4, DG
BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 1 ; 2 ; 4 ; 5 ; 7 ; 9 ; 10, DG ; 11, DG ; 12 ; 13, DG
CONSTRUCTION, 1, DG
EDUCATION NATIONALE (ministère), 1, DG
ELECTIONS ET REFERENDUMS, 5, DG ; 10, DG
ENSEIGNEMENT, 1, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 2, DG ; 4, DG
LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Agriculture - Culture - Départements et territoires d'outre-mer - Education nationale - Intérieur - Justice - Travail, santé, solidarité
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 3, 4, 21, 98
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, 1
SECURITE SOCIALE, 1, DG
URBANISME, 1, DG ; 2

DECHETS INDUSTRIELS TOXIQUES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 69

DECLARATIONS

Voir CONSTRUCTION, 1, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Art. 9, 57

DECLARATIONS DE CANDIDATURE

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, 3 ; 5

DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT

1. – **Déclaration sur l'enlèvement de deux Français au Liban,** par M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (économie sociale) (4 juin 1985) (p. 867).

DECONCENTRATION

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Intérieur

DECORATIONS (Mérite combattant)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Anciens combattants

DEFENSE CIVILE

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Intérieur

DEFENSE NATIONALE

1. – **Proposition de loi tendant à remédier à l'usage abusif du secret défense,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jacques Thyraud, sénateur (15 octobre 1985) [n° 32 (85-86)] – Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

DEFICIT BUDGETAIRE

Voir LOIS DE FINANCES, 3, DG
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 1, DG
LOIS DE REGLEMENT, 1, DG

DEFRICHEMENT

Voir BOIS ET FORETS, 1

DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE (DATAR)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 62

DELEGATION A L'ECONOMIE SOCIALE

Voir ECONOMIE SOCIALE, 1, DG

DELEGATION AUX ARTS DE LA TABLE

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Culture

DELEGATION DU SENAT EN NOUVELLE-CALEDONIE

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, 3, DG

DELEGATION PARLEMENTAIRE POUR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 28, DG ; 30, DG

DELEGATIONS PARLEMENTAIRES

Voir ASSEMBLEES PARLEMENTAIRES, 1
LIBERTES PUBLIQUES, 1

DELEGUES SYNDICAUX

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 160

DELINQUANCE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur
POLICE, **1,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **23,** DG

DELINQUANCE (statistiques)

Voir POLICE, **2,** DG

DELINQUANCE JUVENILE

Voir POLICE, **1,** DG

DELINQUANCE ROUTIERE

Voir CIRCULATION ROUTIERE, **1,** DG
POLICE, **1,** DG
PROCEDURE PENALE, **1,** DG
SECURITE SOCIALE, **2,** DG

DELINQUANTS (réinsertion)

Voir PROCEDURE PENALE, **1,** DG

DELITS

Voir POLICE, **1**

DEMARCHAGE A DOMICILE

Voir ARMES ET MUNITIONS, **1,** DG
VALEURS MOBILIERES, **1**

DEMINAGE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur

DEMOCRATIE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer

DEMOGRAPHIE

1. – **Dépôt d'un rapport du Gouvernement :** en application de l'article 8 de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 relative à la régulation des naissances, quatorzième rapport sur la **situation démographique de la France** (23 juillet 1985) (p. 1944).

Voir aussi TRAITES ET CONVENTIONS, **27,** DG

DENATIONALISATIONS

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Industrie
PRIX ET CONCURRENCE, **2,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **148**

DEONTOLOGIE

Voir INSEMINATION ARTIFICIELLE, **1**
POLICE, **1,** DG
SANG ET ORGANES HUMAINS, **1**

DEPARTEMENTALISATION

Voir SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, **1,** DG

DEPARTEMENTS

Voir AGRICULTURE, **4**
CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES, **1**
COLLECTIVITES LOCALES, **2 ; 4 ; 7 ; 8 ; 10,** DG ; **11 ; 12 ; 13**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3 ; 5**
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **2**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG
PAUVRETE, **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **21**
SANTE PUBLIQUE, **1,** DG ; **2**
SECURITE SOCIALE, **1,** DG

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **12,** DG
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3,** DG ; **5**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports ; Art. 11
MER ET LITTORAL, **2**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **21**
RAPPELS AU REGLEMENT, **10**
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, **1**
SECURITE SOCIALE, **2**
TRAITES ET CONVENTIONS, **16,** DG ; **27,** DG ; **39,** DG

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (DOM-TOM)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **8 ; 11**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **9**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Agriculture - Culture - Départements et territoires d'outre-mer - Intérieur
NOUVELLE-CALEDONIE, **3,** DG ; **4,** DG
WALLIS-ET-FUTUNA, **1**

DEPENSE NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT (DNRD)

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1**

DEPENSES MILITAIRES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG
LOIS DE REGLEMENT, **1**

DEPORTES DU TRAVAIL

Voir PENSIONS DE RETRAITE CIVILES ET MILITAIRES, **1**

DEPORTES ET INTERNES

Voir DEPORTES, INTERNES ET RESISTANTS, **1,** DG
PENSIONS DE RETRAITE CIVILES ET MILITAIRES, **1**
SECURITE SOCIALE, **2**

DEPORTES, INTERNES ET RESISTANTS

1. – **Projet de loi sur les actes et jugements déclaratifs de décès des personnes mortes en déportation,** PRESENTE AU

SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Robert Badinter, ministre de la justice (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1985 – 2 avril 1985) [n° **209** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. André Rabineau (10 avril 1985) [n° **231** (84-85)] – Discussion (16 avril 1985) (p. 224, 228) – Adoption (16 avril 1985) [n° **84**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (17 avril 1985) [n° **2613**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Guy Ducoloné (2 mai 1985) [n° **2665**] – Discussion (7 mai 1985) – Adoption (7 mai 1985) [n° **776**].

PROMULGATION : Loi n° 85-528 du 15 mai 1985 (*JO* Lois et décrets du 18 mai 1985).

Discussion (première lecture)

(16 avril 1985) (p. 224, 228).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 224, 227) *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; André Rabineau, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Charles Lederman.*

ASSOCIATIONS DE DEPORTES : BADINTER (Robert) (p. 225) ; RABINEAU (André) (p. 225) ; LEDERMAN (Charles) (p. 226).

CAMPS DE CONCENTRATION : BADINTER (Robert) (p. 225) ; RABINEAU (André) (p. 225) ; LEDERMAN (Charles) (p. 226).

DEPORTES ET INTERNES : BADINTER (Robert) (p. 225) ; RABINEAU (André) (p. 225,226) ; LEDERMAN (Charles) (p. 226).

ETAT CIVIL : BADINTER (Robert) (p. 225) ; RABINEAU (André) (p. 225) ; LEDERMAN (Charles) (p. 226).

LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME (LICRA) : RABINEAU (André) (p. 225).

RACISME : LEDERMAN (Charles) (p.226).

RESISTANTS : BADINTER (Robert) (p. 225) ; RABINEAU (André) (p. 226).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 227, 228) *MM. André Rabineau, rapporteur ; Robert Badinter, ministre ; Charles Lederman.*

Art. 1er *(Mention « mort en déportation » sur l'acte de décès des déportés)* (p. 227).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Charles Lederman : modification des actes de décès des personnes ayant fait « l'objet d'un transfert » dans une prison ou un camp de déportation (p. 227) – Amendement rédactionnel n° 2 de M. André Rabineau, rapporteur (p. 227).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 227).

Art. 2 *(Apposition de la mention par décision du ministre chargé des anciens combattants)* – Adopté (p. 227).

Art. 3 *(Date et lieu du décès)* – Adopté (p. 227).

Art. 4 *(Rectification des actes de décès déjà établis)* – Adopté (p. 227).

Art. 5 *(Décision du ministre d'office ou à la demande d'un ayant-cause)* – Adopté (p. 227).

Art. 6 *(Contestation et recours contre la décision)* – Adopté (p. 227).

Explications de vote : M. Lucien Neuwirth (p. 227), Mme Cécile Goldet (p. 228), M. Charles Lederman (p. 228) ; intervention de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

Adoption (16 avril 1985) (p. 228).

2. – **Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 178 (troisième et quatrième alinéas) du code des pensions d'invalidité aux prisonniers de guerre déportés du camp de Rawa-Ruska,** PRESENTEE AU SENAT par M. André Méric, sénateur, et plusieurs de ses collègues (21 mai 1985) [n° **289** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

DEPOT LEGAL

Voir PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1**, DG

DEPUTES

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **1** ; **3** ; **4** ; **6** ; **7** ; **8** ; **10**

DESARMEMENT

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **28**, DG

DETENTION PROVISOIRE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Justice
PROCEDURE PENALE, **2**

DETENUS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **12**, DG

DETTE EXTERIEURE

Voir LOIS DE FINANCES, **1** ; **3**, DG
LOIS DE REGLEMENT, **1**, DG

DETTE PUBLIQUE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **12**
LOIS DE FINANCES, **3**, DG
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**, DG
LOIS DE REGLEMENT, **1**, DG

DETTES

Voir PROCEDURE CIVILE ET COMMERCIALE, **1**

DEVALUATIONS

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Industrie - Travail, santé, solidarité
LOIS DE REGLEMENT, **1**, DG

DEVELOPPEMENT, EXPORTATION, FORMATION, IMAGE (DEFI)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **23**

DEVISES

Voir BANQUE DE FRANCE, **1**

DIALOGUE NORD-SUD

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **10**, DG ; **27**, DG
TRANSPORTS MARITIMES, **1**, DG

DIETETICIENS

Voir SECURITE SOCIALE, **2,** DG

DIEULEVEULT (Reporter)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**

DIEUZE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **70**

DIFFAMATION

1. – **Proposition de loi relative à la protection des personnes victimes de diffamation,** PRESENTEE AU SENAT par M. Pierre Schiélé, sénateur (21 juin 1984) [n° **424** (83-84)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin (17 avril 1985) [n° **242** (84-85)] – Discussion (22 mai 1985) (p. 643, 648) – Adoption (22 mai 1985) [n° **105**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 mai 1985) [n° **2693**] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(22 mai 1985) (p. 643, 648).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 643, 647) : *Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, rapporteur de la commission des lois ; MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Félix Ciccolini.*

COMMISSION PRESSE-JUSTICE : LE BELLEGOU-BEGUIN (Geneviève) (p. 644).

DIFFAMATION : LE BELLEGOU-BEGUIN (Geneviève) (p. 643 à 645) ; BADINTER (Robert) (p. 645, 646) ; CICCOLINI (Félix) (p. 646, 647).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : BADINTER (Robert) (p. 646).

LIBERTE DE LA PRESSE : LE BELLEGOU-BEGUIN (Geneviève) (p. 643, 644, 645) ; BADINTER (Robert) (p. 645).

PRESSE (infractions de) : LE BELLEGOU-BEGUIN (Geneviève) (p. 643, 644, 645) ; BADINTER (Robert) (p. 645, 646).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 647, 648) : *M. Robert Badinter, ministre ; Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, rapporteur.*

Art. 1er *(Peines encourues pour diffamation – Art. 31 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse)* – Adopté (p. 647).

Art. 2 *(Abrogation, pour coordination, du premier alinéa de l'article 32 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse)* – Adopté (p. 647).

Art. 3 *(Abrogation pour coordination, du deuxième alinéa de l'article 33 de la loi de 1881* (p. 647).

Adopté : amendement n° 1 de M. Robert Badinter, ministre : suppression de la distinction entre l'injure commise envers des particuliers et l'injure commise en raison de leurs fonctions envers certaines personnes dépositaires d'une parcelle de l'autorité publique ; durée maximale de l'emprisonnement et maintien du principe de l'excuse de provocation (p. 647).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 647).

Art. 4 *(Modalités d'établissement de la vérité du fait diffamatoire relatif aux fonctions – Art. 35 de la loi de 1881)* – Adopté (p. 647).

Art. 5 *(Action civile et action publique conjointe pour les cas de délits de diffamation prévus et punis par l'article 30 de la loi précitée ; exceptions – Art. 46 de la loi de 1881)* – Adopté (p. 647).

Art. 6 *(Modalité de la poursuite dans le cas de diffamation ou d'injure envers les particuliers – Art. 48 de la loi de 1881)* (p. 647).

Adopté : amendement n° 2 de M. Robert Badinter, ministre : lorsque l'injure ou la diffamation est commise à raison des fonctions ou de la qualité, possibilité de poursuite d'office, sur la plainte du ministre dont relèvent les personnes ; poursuite sur la seule plainte de la personne diffamée ou injuriée, dans le cas de diffamation ou d'injure envers les particuliers (p. 647).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 647).

Art. 7 *(Conditions d'exercice des droits reconnus à la partie civile pour toute association se proposant par ses statuts de combattre le racisme)* (p. 648).

Adopté : amendement de coordination n° 3 de M. Robert Badinter, ministre (p. 648).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 648).

Explication de vote : M. Michel Souplet (p. 648).

Adoption (22 mai 1985) (p. 648).

DIOXYNE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **69**

DIPLOMES

Voir CONGES DE FORMATION, **1,** DG
ENSEIGNEMENT, **4**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Education nationale
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4, 21**

DIRECTION DE LA COOPERATION ET DES RELATIONS INTERNATIONALES (DCRI)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Education nationale

DIRECTION DE LA SURVEILLANCE DU TERRITOIRE (DST)

Voir POLICE, **1,** DG

DIRECTION GENERALE DE LA CONCURRENCE ET DE LA CONSOMMATION (DGCC)

Voir PRIX ET CONCURRENCE, **2,** DG

DIRECTION GENERALE DES RELATIONS CULTURELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES (DGRCST)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS (DGT)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle

DIRECTIONS DEPARTEMENTALES DE L'EQUIPEMENT (DDE)

Voir CONSTRUCTION, **1**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Intérieur

DIRECTIONS DEPARTEMENTALES DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES (DDASS)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **13**, DG

DISPOSITIONS D'ORDRE ECONOMIQUE ET FINANCIER (DDOEF)

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**

DISPOSITIONS D'ORDRE SOCIAL (DDOS)

Voir SECURITE SOCIALE, **1 ; 2**

DISQUES, PHONOGRAMMES ET VIDEOGRAMMES

Voir PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1**, DG

DISSIDENTS SOVIETIQUES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**

DISTILLATION

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**
TRAITES ET CONVENTIONS, **28**, DG

DISTRIBUTION

Voir PRIX ET CONCURRENCE, **2**, DG

DIVORCE

Voir MARIAGE, **1**

DOMAINE PUBLIC MARITIME

Voir MER ET LITTORAL, **2**

DOMICILE DE SECOURS

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **13**

DONS ET LEGS

Voir ASSOCIATIONS, **1**, DG
MUTUELLES (sociétés), **1**
PATRIMOINE (protection du), **1**

DOTATION AUX JEUNES AGRICULTEURS (DJA)

Voir AGRICULTURE, **1**

DOTATION DE CAPITATION

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **7**

DOTATION DE COMPENSATION

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **8**

DOTATION DE PEREQUATION

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **7 ; 8**

DOTATION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT DES COLLEGES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **4**, DG

DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION (DGD)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **4**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Intérieur

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT (DGE)

Voir AGRICULTURE, **4**, DG
COLLECTIVITES LOCALES, **1 ; 4**, DG ; **5 ; 10**
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Agriculture - Intérieur
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA), **1**

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF)

1. – **Dépôt de rapports du Gouvernement**, conformément aux dispositions de l'article 22 de la loi n° 80-1102 du 31 décembre 1980 complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements : 1° un rapport intitulé : « Bilan de la dotation globale de fonctionnement et orientations pour une réforme » (article 22, deuxième alinéa, de la loi) ; 2° un rapport intitulé : « La dotation globale de fonctionnement en 1984 » (article 22, troisième alinéa, de la loi) (27 juin 1985) (p. 1767).

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, **4**, DG ; **7 ; 8 ; 10**, DG ; **12**
LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Intérieur, Art. 23
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**

DOTATION SPECIALE POUR LE LOGEMENT DES INSTITUTEURS

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **7 ; 8**, DG

DOUANES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, **1**, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **13**, DG

DOUBLES IMPOSITIONS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **2 ; 5**, DG ; **6**, DG ; **13**, DG ; **26**

DOUBLES NATIONAUX

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**
TRAITES ET CONVENTIONS, **5**, DG

DROGUES

Voir POLICE, 1
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 21

DROGUES (trafic)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 21
SECURITE SOCIALE, 2
STUPEFIANTS, 1

DROGUES DOUCES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 21

DROIT AU TRAVAIL

Voir TRAVAIL, 2, DG

DROIT COMMUNAUTAIRE

Voir SECURITE SOCIALE, 1

DROIT D'APPORT

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1

DROIT D'ASILE

Voir ENSEIGNEMENT, 3, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 37, DG

DROIT D'EXPRESSION DES SALARIES

Voir TRAVAIL, 2

DROIT DE DISSOLUTION

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, 3, DG

DROIT DE LA MER

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 15 ; 16

DROIT DE PECHE

Voir SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, 1, DG

DROIT DE PREEMPTION

Voir URBANISME, 2

DROIT DES SOCIETES

Voir SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, 2, DG
VALEURS MOBILIERES, 1

DROIT DU TRAVAIL

Voir TRAVAIL, 1

DROITS CIVILS ET POLITIQUES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 22, DG

DROITS D'AUTEUR

Voir AUDIOVISUEL, 3, DG
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, 1
TRAITES ET CONVENTIONS, 26, DG

DROITS D'ENREGISTREMENT

Voir BAUX, 1, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Art. 5, 9, 57

DROITS DE DOUANE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 28, DG ; 30, DG

DROITS DE L'HOMME

Voir ALLOCUTIONS, 8
POLICE, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 160
TRAITES ET CONVENTIONS, 22 ; 23 ; 27 ; 41

DROITS DE LA FEMME

Voir MARIAGE, 1
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 141

DROITS DE MUTATION

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 12
IMPOTS ET TAXES, 2

DROITS DE TIMBRE

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Art. 9.

DROITS DE TRAFIC

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 10, DG

DROITS DES TRAVAILLEURS

1. – **Dépôt** par le Gouvernement du rapport relatif à l'application des articles L. 461-1 à L. 461-3 du **code du travail** (17 juillet 1985) (p. 1890).

Voir aussi GREVE (droit de), 1
GREVES, 1
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 69, 125
SECURITE SOCIALE, 1, DG

DROITS SYNDICAUX

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4, DG
TRAVAIL, 2, DG

E

EAU

1. – **Proposition de loi relative à la protection et à la conservation des nappes d'eau souterraines,** PRESENTEE AU SENAT par M. Pierre Lacour, sénateur (10 octobre 1985) [n° **24** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

EAU ET ASSAINISSEMENT

1. – **Proposition de loi visant à compléter la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jules Roujon, sénateur (10 mai 1985) [n° **279** (84-85)].

Voir aussi BOIS ET FORETS, **1,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur
MER ET LITTORAL, **2**

EAUX TERRITORIALES

Voir MER ET LITTORAL, **1**
TRAITES ET CONVENTIONS, **15**

ECHEC SCOLAIRE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

ECOLE BOULLE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

ECOLE NATIONALE D'EXPORTATION

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Industrie

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE (ENM)

Voir PROCEDURE PENALE, **2,** DG

ECOLES (grandes écoles)

Voir ENSEIGNEMENT, **4,** DG

ECOLES FRANCAISES DE L'ETRANGER

Voir ASSURANCE VIEILLESSE (régime des fonctionnaires civils et militaires), **1,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures - Education nationale

ECOLES « MICHELIN »

Voir ASSURANCE VIEILLESSE (régime des fonctionnaires civils et militaires), **1,** DG

ECONOMIE SOCIALE

1. – **Projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale (25 avril 1985) [n° **2657**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Bruno Vennin (30 mai 1985) [n° **2723**] – Urgence – Discussion (4 juin 1985) – Adoption (4 juin 1985) [n° **801**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 juin 1985) [n° **343** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Paul Masson (19 juin 1985) [n° **387** (84-85)] – Avis de M. Etienne Dailly (19 juin 1985) [n° **389** (84-85)] – Discussion (24 juin 1985) (p. 1609, 1629) ; (25 juin 1985) (p. 1634, 1648) – Adoption (25 juin 1985) [n° **142**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 juin 1985) [n° **2832**] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Bruno Vennin (26 juin 1985) [n° **2843**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Paul Masson (26 juin 1985) [n° **430** (84-85)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (27 juin 1985) [n° **3832**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Bruno Vennin (27 juin 1985) [n° **2857**] – Discussion (27 juin 1985) – Adoption (27 juin 1985) [n° **851**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (28 juin 1985) [n° **445** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Paul Masson (28 juin 1985) [n° **447** (84-85)] – Avis de M. Etienne Dailly (29 juin 1985) [n° **451** (84-85)] – Discussion (29 juin 1985) (p. 1860, 1870) – Adoption (29 juin 1985) [n° **171**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (29 juin 1985) [n° **2880**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Bruno Vennin (29 juin 1985) [n° **2884**] – Discussion (29 juin 1985) – Adoption (29 juin 1985) [n° **861**].

PROMULGATION : Loi n° 85-703 du 12 juillet 1985 (*JO* Lois et décrets du 13 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(24 juin 1985) (p. 1609, 1629) ; (25 juin 1985) (p. 1634, 1648).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1609, 1622) : *MM. Jean Gatel, secrétaire d'Etat à l'économie sociale ; Paul Masson, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Roland Grimaldi, Daniel Millaud, Mme Monique Midy.*

ASSURANCES : GATEL (Jean) (p. 1612, 1621) ; MASSON (Paul) (p. 1614).

BANQUES COOPERATIVES ET MUTUALISTES : MIDY (Monique) (p. 1619) ; GATEL (Jean) (p. 1621).

CODE DES MARCHES PUBLICS : GATEL (Jean) (p. 1611) ; DAILLY (Etienne) (p. 1615, 1617).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : GATEL (Jean) (p. 1611) ; MASSON (Paul) (p. 1614).

CONCURRENCE DELOYALE : DAILLY (Etienne) (p. 1615, 1617) : MILLAUD (Daniel) (p. 1618).

COOPERATIVES AGRICOLES : GATEL (Jean) (p. 1611) ; MASSON (Paul) (p. 1614) ; MIDY (Monique) (p. 1620).

COOPERATIVES MARITIMES : MIDY (Monique) (p. 1620).

DELEGATION A L'ECONOMIE SOCIALE : GATEL (Jean) (p. 1609).

ECONOMIE SOCIALE : GATEL (Jean) (p. 1609 à 1612, 1620, 1621) ; MASSON (Paul) (p. 1612 à 1614) ; DAILLY (Etienne) (p. 1614 à 1617) ; GRIMALDI (Roland) (p. 1617, 1618) ; MILLAUD (Daniel) (p. 1618, 1619) ; MIDY (Monique) (p. 1619, 1620).

ECONOMIE SOCIALE (financement) : GATEL (Jean) (p. 1609, 1611, 1612, 1621) ; MASSON (Paul) (p. 1613) ; DAILLY (Etienne) (p. 1615, 1616, 1617) ; GRIMALDI (Roland) (p. 1617, 1618) ; MILLAUD (Daniel) (p. 1618, 1619) ; MIDY (Monique) (p. 1619, 1620).

ENTREPRISES UNIPERSONNELLES A RESPONSABILITE LIMITEE (EURL) : DAILLY (Etienne) (p. 1615).

INSTITUT DE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE (IDES) : GATEL (Jean) (p. 1609) ; MASSON (Paul) (p. 1613) ; DAILLY (Etienne) (p. 1617) ; MIDY (Monique) (p. 1620).

MANUFRANCE (société) : MASSON (Paul) (p. 1613) ; DAILLY (Etienne) (p. 1616).

PARLEMENT (procédure législative) : MASSON (Paul) (p. 1614) ; DAILLY (Etienne) (p. 1614) ; GATEL (Jean) (p. 1620).

SOCIETES COOPERATIVES OUVRIERES DE PRODUCTION (SCOP) : GATEL (Jean) (p. 1611, 1612, 1620, 1621) ; MASSON (Paul) (p. 1614) ; DAILLY (Etienne) (p. 1615 à 1617) ; GRIMALDI (Roland) (p. 1618) ; MILLAUD (Daniel) (p. 1618, 1619) ; MIDY (Monique) (p. 1619).

SOCIETES D'INTERET COLLECTIF AGRICOLE (SICA) : GATEL (Jean) (p. 1611) ; MASSON (Paul) (p. 1614).

TITRES PARTICIPATIFS : GATEL (Jean) (p. 1611, 1612) ; MASSON (Paul) (p. 1614) ; DAILLY (Etienne) (p. 1615, 1617) ; MILLAUD (Daniel) (p. 1619).

UNIONS D'ECONOMIE SOCIALE : GATEL (Jean) (p. 1610, 1611) ; DAILLY (Etienne) (p. 1615).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (24 juin 1985) (p. 1622, 1629) ; (25 juin 1985) (p. 1634, 1648) : *MM. Paul Masson, rapporteur ; Jean Gatel, secrétaire d'Etat ; Daniel Millaud, Michel Sordel, Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; Roland Grimaldi – Mme Monique Midy, M. Yves Durand, au nom de la commission des finances.*

TITRE PREMIER

Dispositions relatives aux unions d'économie sociale

Art. 1er *(Statut des unions d'économie sociale)* (p. 1622).

Adoptés : amendements rédactionnels n° 1, n° 3 et n° 4 de M. Paul Masson, rapporteur (p. 1622) – Amendements de M. Paul Masson, rapporteur, n° 2 : détention dans les unions d'économie sociale de plus des trois quarts du capital et des droits de vote par des coopératives ou mutuelles (p. 1622) – Et n° 5 : dépassement du cinquième du chiffre d'affaires avec des tiers et délai de régularisation de la situation de l'union d'économie sociale (p. 1622).

Retiré : amendement n° 6 de M. Paul Masson, rapporteur : procédure de révision coopérative pour les unions d'économie sociale (p. 1623).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1623).

Art. 2 *(Abrogation de certaines dispositions de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale)* – Adopté (p. 1623).

Art. 3 *(Application aux TOM et à la collectivité territoriale de Mayotte)* (p. 1623).

Adopté : amendement n° 7 de suppression de cet article, de M. Paul Masson, rapporteur (p. 1623).

– L'art. 3 est supprimé (p. 1623).

TITRE II

Dispositions relatives au code des marchés publics

Intitulé (p. 1623).

Adopté : amendement n° 8 de M. Paul Masson, rapporteur : « Dispositions relatives aux marchés publics » (p. 1624 ; précédemment réservé (p. 1623).

– L'intitulé du titre II, ainsi modifié, est adopté (p. 1624).

Art. 4 *(Avantages accordés aux sociétés coopératives ouvrières de production)* (p. 1623).

Retiré : amendement n° 9 de M. Paul Masson, rapporteur : cas des sociétés anonymes à participation ouvrière s'apparentant aux coopératives (p. 1624).

– L'art. 4 est adopté (p. 1624).

Art. 5 *(Avantages accordés aux groupements de producteurs agricoles – Article L. 551-2 du code rural)* (p. 1624).

Adopté : amendement n° 10 de M. Paul Masson, rapporteur : notion de groupement reconnu de producteurs agricoles ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne (p. 1624).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1624).

Art. 6 *(Avantages accordés aux artisans,aux sociétés coopératives d'artisans et aux sociétés coopératives d'artistes)* (p. 1624).

Adopté : amendement rédactionnel n° 11 de M. Paul Masson, rapporteur (p. 1624).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1624).

TITRE III

Dispositions relatives aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux coopératives agricoles

Intitulé (p. 1624).

Adopté : amendement n° 14 de M. Paul Masson, rapporteur : « Dispositions relatives aux sociétés d'intérêt collectif agricole, aux sociétés coopératives agricoles et à leurs unions » (p. 1628 ; précédemment réservé p. 1624).

– L'intitulé du titre III, ainsi modifié, est adopté (p. 1628).

Art. 7 *(Caractère coopératif des sociétés d'intérêt collectif agricole – Article L. 531-1 du code rural)* (p. 1625).

Adoptés : amendement n° 12 de M. Paul Masson, rapporteur : statut de société coopérative pour les sociétés d'intérêt collectif agricole (SICA) (p. 1625) – Amendement n° 55 de M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat : applicabilité des dispositions du code rural transformant les SICA en coopératives à partir du 1er juillet 1985 (p. 1627).

Rejeté : amendement n° 42 de M. Daniel Millaud : limitation du rôle des SICA (p. 1625).

Retirés : amendement n° 40 de M. Michel Sordel : émission de titres participatifs par les SICA (p.1626) – Amendement n° 39 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Michel Sordel : report de la date prévue pour la mise en harmonie des SICA (p. 1627).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1627).

Art. 7 bis *(Emission de titres participatifs par les sociétés coopératives agricoles)* (p. 1627).

Adopté : amendement n° 13 de M. Paul Masson, rapporteur : insertion d'une section V intitulée « Titres participatifs » dans le livre V, titre II, chapitre III du code rural, et adjonction d'une disposition prévoyant le cas des unions de sociétés coopératives agricoles (p. 1628).

– L'art. 7 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1628).

TITRE IV

Dispositions relatives aux sociétés coopératives ouvrières de production

Avant l'art. 8 (p. 1628, puis p. 1634).

Adopté : amendement n° 34 (art. additionnel) de M. Roland Grimaldi : choix pour les sociétés coopératives ouvrières de production entre trois appellations : sociétés coopératives ouvrières de production, sociétés coopératives de production ou sociétés coopératives de travailleurs (p. 1634).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1634).

Art. 8 *(Modification de diverses dispositions de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production)* (p. 1634).

Adoptés : amendement n° 26 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : évolution du capital minimum des SCOP liée à celle du capital minimum des sociétés commerciales (p. 1635) – Amendements identiques n° 27 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, et n° 43 de Mme Monique Midy : suppression des dispositions de cet article relatives à l'introduction de capitaux extérieurs appartenant à des personnes non employées dans la société et créant une dérogation au principe coopératif de l'unicité des voix (p. 1640) – Amendement n° 28 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : suppression du second alinéa de l'article 26 de la loi du 19 juillet 1978, de manière à pérenniser au-delà de dix ans le pouvoir de contrôle d'une SCOP mère sur sa filiale (p. 1641) – Amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, n° 29 : réévaluation des parts sociales des SCOP (p. 1642) – n° 30 : suppression des dispositions de cet article relatives à la composition des unions de SCOP (p. 1642) – Et n° 31 : maintien de la proportion des trois quarts des droits de vote détenus par les SCOP dans les assemblées d'unions de SCOP (p. 1643) – Amendement rédactionnel n° 32 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 1643).

Retirés : amendement n° 15 de M. Paul Masson, rapporteur, analogue à l'amendement n° 26 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 1635) – Amendement n° 37 de M. Roland Grimaldi : réévaluation des parts sociales des SCOP (p. 1641).

Deviennent sans objet : amendement n° 36 de M. Roland Grimaldi : dérogation, pour les SCOP constituées sous forme de SARL, aux dispositions relatives à l'ouverture aux associés extérieurs, tout en maintenant la majorité absolue entre les mains des associés employés de la société (p. 1640) ; sous-amendement n° 56 de M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat : statut dérogatoire pour les sociétés comptant comme associés 80 % au moins des salariés (p. 1640) – Amendement n° 16 de M. Paul Masson, rapporteur : participation au capital d'une SCOP constituée sous forme de société anonyme, de tiers dont l'activité est identique ou complémentaire à la sienne (p. 1640).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1643).

Art. 9 *(Délai de mise en conformité avec le montant minimum du capital)* (p. 1643).

Adoptés : amendement n° 33 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : délai de cinq ans laissé aux SCOP pour mettre leur capital minimum en conformité avec les nouvelles dispositions ; dissolution ou transformation des SCOP n'ayant pas satisfait à cette obligation dans le délai imparti (p. 1644) ; sous-amendement n° 38 de M. Roland Grimaldi : transformation en société coopérative d'une autre forme, obligatoire pour toute SCOP n'ayant pas mis son capital minimum en conformité avec la loi dans un délai de cinq ans (p. 1644).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1644).

TITRE V

Dispositions relatives aux coopératives maritimes

Intitulé (p. 1644).

Adopté : amendement de coordination rédactionnelle n° 20 de M. Paul Masson, rapporteur : « Dispositions relatives aux sociétés coopératives d'intérêt maritime » (p. 1645 ; précédemment réservé p. 1644).

– L'intitulé du titre V, ainsi modifié, est adopté (p. 1644).

Art. 10 *(Déconcentration de l'agrément des coopératives maritimes : Art. 41 de la loi du 20 juillet 1983* (p. 1644).

Adopté : amendement de suppression n° 17 de M. Paul Masson, rapporteur (p. 1644).

– L'art. 10 est supprimé (p. 1644).

Art. 11 *(Déconcentration du contrôle des coopératives maritimes)* (p. 1644).

Adopté : amendement de suppression de cet article pour coordination n° 18 de M. Paul Masson, rapporteur (p. 1644).

– L'art. 11 est supprimé (p. 1644).

Après l'art. 11 (p. 1645).

Adopté : amendement n° 19 (art. additionnel) de M. Paul Masson, rapporteur : composition du secrétariat des coopératives d'intérêt maritime (p. 1645).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1645).

TITRE VI

Dispositions relatives aux sociétés d'assurance à forme mutuelle

Intitulé (p. 1645).

Adopté : amendement rédactionnel n° 24 de M. Paul Masson, rapporteur : « Dispositions relatives aux sociétés d'assurance à forme mutuelle et aux sociétés mutuelles d'assurance » (p. 1647 ; précédemment réservé p. 1645).

– L'intitulé du titre VI, ainsi modifié, est adopté (p. 1647).

Art. 12 *(Modification exceptionnelle des statuts des sociétés d'assurance à forme mutuelle)* (p. 1645).

Adopté : amendement n° 21 de M. Paul Masson, rapporteur : suppression de l'extension du champ d'application de cet article aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte, en l'absence d'avis des assemblées territoriales (p. 1645).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1645).

Art. 12 bis *(Dévolution du boni de liquidation des sociétés d'assurance à forme mutuelle)* – Adopté (p. 1645).

Après l'art. 12 bis (p. 1645).

Adopté : amendement n° 22 (art. additionnel) de M. Paul Masson, rapporteur : émission de titres participatifs par les sociétés d'assurance à forme mutuelle (p. 1646).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1646).

Art. 12 ter *(Dévolution du boni de liquidation des sociétés mutuelles d'assurance et de leurs unions)* – Adopté (p. 1646).

Après l'art. 12 ter (p. 1647).

Adopté : amendement n° 23 (art. additionnel) de M. Paul Masson, rapporteur : émission de titres participatifs par les sociétés mutuelles d'assurance et par leurs unions (p. 1646).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1646).

TITRE VII

Dispositions relatives aux sociétés coopératives artisanales

Art. 12 quater *(Prorogation du délai de mise en conformité des statuts des sociétés coopératives d'artisans avec la loi du 20 juillet 1983)* – Adopté (p. 1647).

Après l'art. 12 quater (p. 1647).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 53 (art. additionnel) de M. Paul Masson, rapporteur : assouplissement des règles d'intercoopération au sein des coopératives artisanales (p. 1647).

Avant l'art. 13 (p. 1647).

Adopté : amendement rédactionnel n° 25 de M. Paul Masson, rapporteur : Titre additionnel VIII : « Modalités d'application » (p. 1647).

– Un titre additionnel et son intitulé sont insérés dans le projet de loi (p. 1647).

Art. 13 *(Modalités d'application de la loi)* – Adopté (p. 1647).

Explications de vote : M. Roland Grimaldi (p. 1647), Mme Monique Midy (p. 1647 et 1648).

Adoption (25 juin 1985) (p. 1648).

Discussion (nouvelle lecture)

(29 juin 1985) (p. 1860, 1870).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1860, 1864) : *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Paul Masson, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Roland Grimaldi.*

ASSURANCES : DAILLY (Etienne) (p. 1862).

COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES : DAILLY (Etienne) (p. 1861, 1862) ; MASSON (Paul) (p.1862).

SOCIETES COOPERATIVES OUVRIERES DE PRODUCTION (SCOP) : LABARRERE (André) (p. 1860, 1863) ; MASSON (Paul) (p. 1860, 1861) ; DAILLY (Etienne) (p. 1861, 1862) ; GRIMALDI (Roland) (p. 1864).

SOCIETES COOPERATIVES ARTISANALES : MASSON (Paul) (p. 1861).

TITRES PARTICIPATIFS : DAILLY (Etienne) (p. 1862).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1864, 1870) : *MM. Paul Masson, rapporteur ; André Labarrère, ministre ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; Mme Monique Midy.*

Art. 5 (p. 1864).

Adopté : amendement n° 1 de M. Paul Masson, rapporteur : dispositions relatives aux marchés publics : application aux groupements de producteurs agricoles reconnus (p. 1864).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1864).

Art. 8 (p. 1864).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, n° 7 : sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP) : réévaluation du capital social ; suppression de la référence à l'article 26 de la loi du 19 juillet 1978 (p. 1866) – n° 8 : suppression de la limitation d'augmentation de capital par réévaluation (p. 1866) – Et n° 10 : modification de composition des unions des sociétés coopératives ouvrières de production (p. 1867) – Amendements de coordination de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, n° 9 (p. 1866) et n° 11 (p. 1867).

Rejeté : amendement n° 4 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : suppression des dispositions relatives au capital social extérieur et au nombre de voix des associés non employés (p. 1865).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1867).

Intitulé du titre V (p. 1867).

Adopté : amendement de coordination rédactionnelle n° 13 de M. Paul Masson, rapporteur (p. 1868 ; précédemment réservé p. 1867).

– L'intitulé du titre V, ainsi modifié, est adopté (p. 1868).

Art. 10 (p. 1867).

Adopté : amendement n° 2 de M. Paul Masson, rapporteur, de suppression de cet article relatif aux coopératives maritimes (p. 1867).

– L'art. 10 est supprimé (p. 1867).

Art. 11 (p. 1868).

Adopté : amendement de suppression n° 3 de M. Paul Masson, rapporteur (p. 1868).

– L'art. 11 est supprimé (p. 1868).

Art. 12 bis-1 (p. 1868) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 12 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : rétablissement de cet article visant l'extension du titre participatif aux sociétés d'assurance à forme mutuelle (p. 1869).

– L'art. 12 bis-1, ainsi rédigé, est rétabli (p. 1869).

Art. 12 quinquies – Adopté (p. 1869).

Explications de vote : Mme Monique Midy (p. 1870), MM. Roland Grimaldi (p. 1870), Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 1870).

Adoption (29 juin 1985) (p. 1870).

ECONOMIE SOCIALE (financement)

Voir ECONOMIE SOCIALE, **1,** DG

ECOUTES TELEPHONIQUES

Voir POLICE, **1,** DG

EDITION

Voir EDITION, IMPRIMERIE ET PRESSE, **1,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Culture
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**

EDITION, IMPRIMERIE ET PRESSE

1. – **Projet de loi modifiant la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre,** PRESENTE A L'ASSEMBLE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Jack Lang, ministre de la culture (2 avril 1985) [n° **2578**] – Renvoi à la commision des affaires culturelles – Rapport de M. Rodolphe Pesce (9 avril 1985) [n° **2595**] – Discussion (10 avril 1985) – Adoption (10 avril 1985) [n° **762**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 avril 1985) [n° **235** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jacques Carat (24 avril 1985) [n° **250** (84-85)] – Discussion (25 avril 1985) (p. 367, 372) – Adoption (25 avril 1985) [n° **90**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (26 avril 1985) [n° **2658**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Rodolphe Pesce (2 mai 1985) [n° **2667**] – Dicussion (7 mai 1985) – Adoption (7 mai 1985) [n° **775**].

PROMULGATION : Loi n° 85-500 du 13 mai 1985 (*JO* Lois et décrets du 14 mai 1985).

Discussion (première lecture)

(25 avril 1985) (p. 367, 372).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 367) *MM. Jack Lang, ministre de la culture ; Jacques Carat, rapporteur de la commission des affaires cuturelles ; James Marson.*

BIBLIOTHEQUES : MARSON (James) (p. 369).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : LANG (Jack) (p. 367) ; CARAT (Jacques) (p. 367, 368) ; MARSON (James) (p. 370).

COMMUNAUTES EUROPEENNES (directives du conseil) : LANG (Jack) (p. 367).

CONFERENCE EUROPEENNE DU LIVRE : LANG (Jack) (p. 367).

EDITION : LANG (Jack) (p. 367) ; CARAT (Jacques) (p. 369).

FNAC (Fédération nationale d'achat des cadres) : CARAT (Jacques) (p. 368, 369).

GRANDES SURFACES DE VENTE (magasins) : CARAT (Jacques) (p. 368, 369).

IMPORTATIONS : LANG (Jack) (p. 367) ; CARAT (Jacques) (p. 368, 369) ; MARSON (James) (p. 370).

LIBRAIRIES : CARAT (Jacques) (p. 368, 369) ; MARSON (James) (p. 370).

LIVRE : LANG (Jack) (p. 367) ; CARAT (Jacques) (p. 367, 368, 369) ; MARSON (James) (p. 369, 370).

PRIX : LANG (Jack) (p. 367) ; CARAT (Jacques) (p. 367, 368, 369) ; MARSON (James) (p. 369, 370).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 370, 372) *MM. Jacques Carat, rapporteur ; Jack Lang, ministre ; Jacques Habert.*

Art. 1er *(Seule exception jugée conforme au droit communautaire : article premier de la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre) (p. 370).*

Retiré : amendement de forme n° 2 de M. Jacques Carat, rapporteur : définition des réimportations artificielles (p. 371).

– L'art. 1er est adopté (p. 371).

Art. 2 *(Fixation par décret en Conseil d'Etat des peines applicables en cas d'infraction aux dispositions de la loi précitée)* (p. 371).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jacques Carat, rapporteur : amende contraventionnelle en cas d'infraction aux dispositions de la présente loi (p. 372).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 372).

Adoption (25 avril 1985) (p. 372).

2. – **Proposition de loi tendant à doter la Société nationale des entreprises de presse d'une mission de rénovation et de relance des industries polygraphiques et de la communication,** PRESENTEE AU SENAT par M. Guy Schmaus, sénateur, et plusieurs de ses collègues (28 mai 1985) [n° **321** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Voir aussi LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 13
PRESSE, **1**

EDUCATION NATIONALE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Education nationale

EDUCATION NATIONALE (ministère)

1. – **Projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au Conseil supérieur de l'éducation nationale,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale (14 juin 1985) [n° **2788**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Charles Metzinger (6 novembre 1985) [n° **3032**] – URGENCE – Discussion (15 novembre 1985) – Adoption (15 novembre 1985) [n° **899**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 novembre 1985) [n° **87** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Paul Séramy (11 décembre 1985) [n° **173** (85-86)] – Discussion (12 décembre 1985) (p. 3857, 3864) – Adoption (12 décembre 1985) [n° **53**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 décembre 1985) [n° **3188**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Charles Metzinger (17 décembre 1985) [n° **3216**] – Discussion (18 décembre 1985) – Adoption (18 décembre 1985) [n° **968**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Paul Séramy (17 décembre 1985) [n° **228** (85-86)] – Discussion (19 décembre 1985) (p. 4447, 4449) – Adoption (19 décembre 1985) [n° **87**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1469 du 31 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 1er janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(12 décembre 1985) (p. 3857, 3864).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3857, 3858) : *MM. Roland Carraz, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique et technologique ; Paul Séramy, rapporteur de la commission des affaires culturelles.*

CONSEILS DE L'EDUCATION NATIONALE : CARRAZ (Roland) (p. 3857, 3858) ; SERAMY (Paul) (p. 3858).

CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION NATIONALE : CARRAZ (Roland) (p. 3857, 3858) ; SERAMY (Paul) (p. 3858).

DECENTRALISATION : CARRAZ (Roland) (p. 3857).

ENSEIGNANTS : CARRAZ (Roland) (p. 3858) ; SERAMY (Paul) (p. 3858).

ENSEIGNEMENT PRIVE : SERAMY (Paul) (p. 3858).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : CARRAZ (Roland) (p. 3858).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3859, 3864) : *MM. Paul Séramy, rapporteur ; André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Jacques Eberhard, Marc Boeuf, Jacques Descours Desacres.*

Art. 1er *(Composition des conseils de l'éducation nationale statuant en matière contentieuse et disciplinaire)* (p. 3858).

Adoptés : amendements n° 1 et 3 de M. Paul Séramy, rapporteur, et amendement n° 11 de M. André Labarrère, ministre : composition des conseils de l'éducation nationale (p. 3859, 3860).

Rejetés : amendements n° 9 et 10 de Mme Danielle Bidard-Reydet, soutenus par M. Jacques Eberhard : composition des conseils de l'éducation nationale (p. 3859).

Retiré : amendement n° 2 de M. Paul Séramy, rapporteur : composition des conseils de l'éducation nationale (p. 3860).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3860).

Art. 2 *(Compétence des conseils en matière contentieuse et disciplinaire)* (p. 3860).

Adopté : amendement n° 4 de M. Paul Séramy, rapporteur : modification rédactionnelle (p. 3861).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3861).

Art. 3 *(Règles concernant la procédure)* (p. 3861).

Retiré : amendement n° 5 de M. Paul Séramy, rapporteur : décisions des conseils en matière contentieuse et disciplinaire prises à la majorité absolue des suffrages exprimés (p. 3862).

– L'art. 3 est adopté (p. 3862).

Art. 4 *(Appel devant le Conseil supérieur de l'éducation nationale)* – Adopté (p. 3862).

Art. 5 *(Compétences des conseils de l'éducation nationale concernant l'enseignement libre)* (p. 3862).

Adopté : amendement n° 6 de M. Paul Séramy, rapporteur : compétences consultatives des conseils concernant l'enseignement privé ; attribution des locaux (p. 3862).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3862).

Art. 6 *(Mode de désignation des membres du Conseil supérieur de l'éducation nationale en formation contentieuse et disciplinaire)* – Adopté (p. 3862).

Après l'art. 6 (p. 3862).

Adopté : amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Paul Séramy, rapporteur : composition du Conseil supérieur de l'éducation nationale statuant en matière contentieuse et disciplinaire à l'égard de l'enseignement privé (p. 3863).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3863).

Art. 7 *(Mode de désignation des membres du Conseil supérieur de l'éducation nationale et du Conseil de l'enseignement général et technique)* – Adopté (p. 3863).

Art. 8 *(Modalités d'application fixées par décret en Conseil d'Etat)* – Adopté (p. 3863).

Art. 9 *(Abrogation de certaines dispositions contraires à la présente loi)* (p. 3863).

Adopté : amendement n° 8 de M. Paul Séramy, rapporteur : abrogation de certaines dispositions de la loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire (p. 3864).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3864).

Explications de vote : MM. Jacques Eberhard (p. 3864) ; Marc Boeuf (p. 3864).

Adoption (12 décembre 1985) (p. 3864).

Discussion (commission mixte paritaire)

(19 décembre 1985) (p. 4447, 4449).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4447, 4448) : *MM. Paul Séramy, rapporteur pour le Sénat ; Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer.*

CONSEILS DE L'EDUCATION NATIONALE : SERAMY (Paul) (p. 4447).

ENSEIGNEMENT PRIVE : SERAMY (Paul) (p. 4447).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4448, 4449) : *MM. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat ; Paul Séramy, rapporteur.*

Art. 1er, 2 et 5 (p. 4448).

Art. 6 bis (p. 4448).

Amendement rédactionnel n° 1 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (p. 4449).

Art. 9 (p. 4449).

Explication de vote : M. Michel Darras (p. 4449).

Adoption (19 décembre 1985) (p. 4449).

Voir aussi LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Education nationale

EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE (EPS)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **3, 4**

EDUCATION SURVEILLEE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Justice

ELECTION DE DOMICILE

Voir PROCEDURE PENALE, **1,** DG

ELECTIONS

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **3 ; 4 ; 5**

ELECTIONS CANTONALES

Voir CONSEILS GENERAUX, **1**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3,** DG ; **5,** DG

ELECTIONS ET REFERENDUMS

1. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à garantir la stabilité du régime électoral des assemblées parlementaires,** PRESENTEE AU SENAT par M. Claude Huriet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 avril 1985) [n° **221** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi organique tendant à assurer une meilleure information des citoyens lors de la campagne pour l'élection du Président de la République,** PRESENTEE AU SENAT par M. Edouard Bonnefous, sénateur (17 avril 1985) [n° **240** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (10 avril 1985) [n° **2601**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (18 avril 1985) [n° **2619**] – Discussion (24 avril, 25 avril, 26 avril 1985) – Adoption (26 avril 1985) [n° **770**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (2 mai 1985) [n° **260** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Larché (22 mai 1985) [n° **301** (84-85)] – Discussion (30 mai 1985) (p. 769, 809) ; (31 mai 1985) (p. 816, 823) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 261) ; (31 mai 1985) (p. 823, 826) – Rejet (31 mai 1985) [n° **109**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (31 mai 1985) [n° **2734**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Gilbert Bonnemaison (6 juin 1985) [n° **2743**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jacques Larché (6 juin 1985) [n° **344** (84-85)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (31 mai 1985) [n° **2734**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (12 juin 1985) [n° **2762**] – Discussion (13 juin 1985) – Adoption (13 juin 1985) [n° **815**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (14 juin 1985) [n° **373** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Dépôt par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues, d'une **motion** tendant à proposer au Président de la République de soumettre ce projet de loi au référendum (18 juin 1985) [n° **378** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport oral de M. Jacques Larché – Discussion de la motion (19 juin 1985) (p. 1402, 1416) – Adoption de la motion au scrutin public (19 juin 1985) : la discussion du projet de loi est suspendue (l'analyse de ce débat figure à la rubrique REFERENDUMS) – Transmission de la motion référendaire à l'Assemblée nationale et rejet par l'Assemblée nationale (20 juin 1985) – La discussion du projet en nouvelle lecture au Sénat est reprise (25 juin 1985) (p. 1672, 1678) – Rejet (25 juin 1985) [n° **145**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (26 juin 1985) [n° **2838**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (26 juin 1985) [n° **2840**] – Discussion (26 juin 1985) – Adoption (26 juin 1985) [n° **840**].

PROMULGATION : Loi n° 85-690 du 10 juillet 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juillet 1985.

Discussion (première lecture)

(30 mai 1985) (p. 769, 809) ; (31 mai 1985) (p. 816, 826).

I – DISCUSSION GENERALE (30 mai 1985) (p. 769, 809) ; (31 mai 1985) (p. 816, 823) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 261 suivant) : *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation ; Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois ; Paul Girod, rapporteur de la commission des lois pour le projet de loi organique ; Jacques Eberhard, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Pelletier, André Fosset, Guy Allouche, Louis Souvet, Charles Lederman, Roland du Luart, Max Lejeune, Claude Huriet, Michel Dreyfus-Schmidt, Dominique Pado, Lucien Neuwirth, Marcel Gargar, Jean Roger, Albert Vecten, Gérard Delfau, Auguste Cazalet, Jean Chérioux, Edmond Valcin, Jacques Habert, Jean-Pierre Bayle – François Collet, Alain Pluchet, Geoffroy de Montalembert.*

ABSTENTIONNISME : GARGAR (Marcel) (p. 801).

CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES : GIROD (Paul) (p. 778) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 787) ; LEDERMAN (Charles) (p. 790) ; LUART (Roland du) (p. 793) ; MONTALEMBERT (Geoffroy de) (p. 818) ; JOXE (Pierre) (p. 821).

CONGRES DU PARLEMENT : GIROD (Paul) (p. 777) ; FOSSET (André) (p. 785) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 787) ; LUART (Roland du) (p. 794) ; HURIET (Claude) (p. 796) ; VALCIN (Edmond) (p. 807) ; JOXE (Pierre) (p. 822).

CONSTITUTION : JOXE (Pierre) (p. 771) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 797).

CONSTITUTION (révision) : LARCHE (Jacques) (p. 781).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : GARGAR (Marcel) (p. 801) ; JOXE (Pierre) (p. 821).

DROIT DE DISSOLUTION : JOXE (Pierre) (p. 771, 772) ; LARCHE (Jacques) (p. 774) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 781) ; SOUVET (Louis) (p. 790) ; LUART (Roland du) (p. 793) ; VECTEN (Albert) (p. 804).

ELECTIONS CANTONALES : LEJEUNE (Max) (p. 794).

ELECTIONS LEGISLATIVES : JOXE (Pierre) (p. 769, 770, 771, 772, 775, 819, 820, 821, 822, 823) ; LARCHE (Jacques) (p. 772, 773, 774, 775, 776, 820) ; GIROD (Paul) (p. 776, 777, 779, 788) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 780, 781, 782, 822) ; PELLETIER (Jacques) (p. 782, 783) ; FOSSET (André) (p. 783, 784, 785) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 785, 786, 787, 788, 789) ; SOUVET (Louis) (p. 789, 790) ; LEDERMAN (Charles) (p. 790, 791, 792) ; LUART (Roland du) (p. 793, 794) ; LEJEUNE (Max) (p. 794, 795) ; HURIET (Claude) (p. 795, 796) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 796, 797, 798, 799) ; PADO (Dominique) (p. 798) ; NEUWIRTH (Lucien) (p. 800, 801) ; GARGAR (Marcel) (p. 801, 802) ; ROGER (Jean) (p. 802, 803) ; VECTEN (Albert) (p. 803, 804) ; DELFAU (Gérard) (p. 804, 805) ; CAZALET (Auguste) (p. 805) ; CHERIOUX (Jean) (p. 805, 806) ; VALCIN (Edmond) (p. 807) ; HABERT (Jacques) (p. 808, 809) ; COLLET (François) (p. 816, 817) ; PLUCHET (Alain) (p. 817, 818) ; MONTALEMBERT (Geoffroy de) (p. 818, 819).

ELECTIONS PRESIDENTIELLES : JOXE (Pierre) (p. 771) ; PELLETIER (Jacques) (p. 783) ; COLLET (François) (p. 817).

ELECTIONS SENATORIALES : GIROD (Paul) (p. 777) ; JOXE (Pierre) (p. 780, 819, 822, 823) ; EBERHARD (Jacques) (p. 780) ; FOSSET (André) (p. 785) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 788) ; GIROD (Paul) (p. 788, 789) ; LEJEUNE (Max) (p. 795) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 799) ; NEUWIRTH (Lucien) (p. 800).

ELUS LOCAUX : ALLOUCHE (Guy) (p. 789).

FEMMES : DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 799) ; GIROD (Paul) (p. 799).

FRANCAIS DE L'ETRANGER : HABERT (Jacques) (p. 808, 809) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 809) ; COLLET (François) (p. 817) ; JOXE (Pierre) (p. 821).

MARTINIQUE : VALCIN (Edmond) (p. 807).

MODES DE SCRUTIN : JOXE (Pierre) (p. 769, 770, 771, 772, 775, 780, 819, 820, 821) ; LARCHE (Jacques) (p. 772, 773, 775, 776) ; GIROD (Paul) (p. 776, 778) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 780, 783) ; PELLETIER (Jacques) (p. 782, 783) ; FOSSET (André) (p. 783, 784, 785) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 789) ; SOUVET (Louis) (p. 790) ; LEDERMAN (Charles) (p. 790, 791, 792) ; LUART (Roland du) (p. 793, 794) ; LEJEUNE (Max) (p. 794) ; HURIET (Claude) (p. 795, 796) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 796, 797, 798, 799) ; PADO (Dominique) (p. 798) ; NEUWIRTH (Lucien) (p. 800, 801) ; GARGAR (Marcel) (p. 801) ; ROGER (Jean) (p. 802) ; VECTEN (Albert) (p. 803) ; DELFAU (Gérard) (p. 804, 805) ; CAZALET (Auguste) (p. 805) ; CHERIOUX (Jean) (p. 806) ; VALCIN (Edmond) (p. 807) ; HABERT (Jacques) (p. 808) ; COLLET (François) (p. 816, 817) ; PLUCHET (Alain) (p. 817, 818) ; MONTALEMBERT (Geoffroy de) (p. 818, 819).

NOUVELLE-CALEDONIE : LEJEUNE (Max) (p. 795) ; COLLET (François) (p. 817).

PARIS : GIROD (Paul) (p. 778, 779) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 782, 822) ; GARGAR (Marcel) (p. 802).

PARLEMENT (rôle du) : LARCHE (Jacques) (p. 773) ; FOSSET (André) (p. 784) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 797) ; ROGER (Jean) (p. 803) ; VECTEN (Albert) (p. 803) ; MONTALEMBERT (Geoffroy de) (p. 818).

PARTIS POLITIQUES : JOXE (Pierre) (p. 770, 771) ; LARCHE (Jacques) (p. 774) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 782) ; PELLETIER (Jacques) (p. 783) ; GIROD (Paul) (p. 779, 788) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 789) ; LEDERMAN (Charles) (p. 792) ; HURIET (Claude) (p. 796) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 799) ; GARGAR (Marcel) (p. 801) ; VECTEN (Albert) (p. 803) ; DELFAU (Gérard) (p. 804) ; CHERIOUX (Jean) (p. 806) ; VALCIN (Edmond) (p. 807) ; HABERT (Jacques) (p. 808) ; COLLET (François) (p. 817) ; PLUCHET (Alain) (p. 818).

PEINE DE MORT : VALCIN (Edmond) (p. 807).

POLITIQUE ECONOMIQUE : PELLETIER (Jacques) (p. 783) ; FOSSET (André) (p. 784).

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : JOXE (Pierre) (p. 771, 821) ; LARCHE (Jacques) (p. 775) ; LEJEUNE (Max) (p. 795) ; HURIET (Claude) (p. 796) ; ROGER (Jean) (p. 802) ; VECTEN (Albert) (p. 804) ; CAZALET (Auguste)

(p. 805) ; CHERIOUX (Jean) (p. 806) ; PLUCHET (Alain) (p. 818).

REFERENDUMS : NEUWIRTH (Lucien) (p. 801).

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE : JOXE (Pierre) (p. 769, 770, 771, 772, 775, 780, 819, 820, 821) ; LARCHE (Jacques) (p. 773, 776) ; GIROD (Paul) (p. 776, 777, 778, 779) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 780, 781, 782) ; PELLETIER (Jacques) (p. 782, 783) ; FOSSET (André) (p. 784, 785) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 785, 786, 788, 789) ; SOUVET (Louis) (p. 790) ; LEDERMAN (Charles) (p. 790, 791, 792) ; LUART (Roland du) (p. 793, 794) ; LEJEUNE (Max) (p. 794) ; HURIET (Claude) (p. 796) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 796, 797, 798, 799, 800) ; PADO (Dominique) (p. 798) ; NEUWIRTH (Lucien) (p. 800) ; GARGAR (Marcel) (p. 801) ; ROGER (Jean) (p. 802, 803) ; VECTEN (Albert) (p. 803, 804) ; DELFAU (Gérard) (p. 804) ; CAZALET (Auguste) (p. 805) ; CHERIOUX (Jean) (p. 805, 806) ; VALCIN (Edmond) (p. 807) ; HABERT (Jacques) (p. 808) ; COLLET (François) (p. 816, 817) ; MONTALEMBERT (Geoffroy de) (p. 818).

SCRUTIN MAJORITAIRE : JOXE (Pierre) (p. 769, 770, 771) ; LARCHE (Jacques) (p. 773, 774) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 781) ; PELLETIER (Jacques) (p. 782) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 786) ; SOUVET (Louis) (p. 790) ; LEDERMAN (Charles) (p. 790, 791) ; LUART (Roland du) (p. 793, 794) ; LEJEUNE (Max) (p. 794) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 796) ; NEUWIRTH (Lucien) (p. 801) ; GARGAR (Marcel) (p. 801) ; VECTEN (Albert) (p. 803) ; DELFAU (Gérard) (p. 804) ; CAZALET (Auguste) (p. 805) ; VALCIN (Edmond) (p. 807) ; COLLET (François) (p. 816, 817) ; MONTALEMBERT (Geoffroy de) (p. 819).

Motion n° 1 de M. Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois, tendant à opposer la **question préalable** (p. 423) : MM. Jacques Larché, rapporteur ; Guy Allouche, Pierre Joxe, ministre.

Adoption de la motion (p. 826 ; scrutin public n° 57 ; liste des votants p. 836, 837).

Rejet du projet de loi (31 mai 1985) (p. 826).

Discussion (nouvelle lecture)

(19 juin 1985) (p. 1402) – Discussion de la motion référendaire n° 378 de M. Charles Pasqua, dont l'adoption (p. 1416) suspend la discussion en nouvelle lecture – (25 juin 1985) (p. 1672, 1678).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1672, 1677 – commune avec la discussion générale du projet de loi organique n° 372) : *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois ; Paul Girod, rapporteur de la commission des lois pour le projet de loi organique ; Guy Allouche, Josselin de Rohan, Charles Lederman, Pierre Joxe, ministre de l'intérieur.*

CONGRES DU PARLEMENT : LABARRERE (André) (p. 1673).

DROIT DE DISSOLUTION : ROHAN (Josselin de) (p. 1677).

ELECTIONS LEGISLATIVES : LABARRERE (André) (p. 1672, 1673) ; LARCHE (Jacques) (p. 1673, 1674) ; GIROD (Paul) (p. 1674, 1675) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 1675), 1676) ; ROHAN (Josselin de) (p. 1676, 1677) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1677).

ELECTIONS SENATORIALES : LABARRERE (André) (p. 1673) ; GIROD (Paul) (p. 1675).

LOIS ORGANIQUES : LABARRERE (André) (p. 1673) ; GIROD (Paul) (p. 1675).

MODES DE SCRUTIN : ALLOUCHE (Guy) (p. 1675, 1676) ; ROHAN (Josselin de) (p. 1676) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1676).

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : LARCHE (Jacques) (p. 1674).

REFERENDUMS : LARCHE (Jacques) (p. 1674).

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE : LABARRERE (André) (p. 1673) ; LARCHE (Jacques) (p. 1674) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 1675, 1676) ; ROHAN (Josselin de) (p. 1676, 1677).

SENAT : LARCHE (Jacques) (p. 1674) ; GIROD (Paul) (p. 1675).

Motion n° 8 de M. Jacques Larché, rapporteur, tendant à opposer la **question préalable** (p. 1677) : MM. Jacques Larché, rapporteur ; Guy Allouche, Pierre Joxe, ministre.

Adoption de la motion (p. 1678).

Rejet du projet de loi (p. 1678).

4. – **Projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (10 avril 1985) [n° **2602**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (18 avril 1985) [n° **2620**] – Urgence – Discussion (26 avril 1985) – Adoption (26 avril 1985) [n° **771**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (2 mai 1985) [n° **261** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Girod (29 mai 1985) [n° **324** (84-85)] – Discussion (30 mai 1985) (p. 769, 809) ; (31 mai 1985) (p. 816, 823) (Discussion générale commune avec celle du précédent projet de loi n° 260) ; (31 mai 1985) (p. 826, 828) – Rejet (31 mai 1985) [n° **110**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (31 mai 1985) [n° **2735**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Gilbert Bonnemaison (6 juin 1985) [n° **2744**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Paul Girod (6 juin 1985) [n° **345** (84-85)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (31 mai 1985) [n° **2735**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (12 juin 1985) [n° **2761**] – Discussion (13 juin 1985) – Adoption (13 juin 1985) [n° **814**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (14 juin 1985) [n° **372** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Girod (25 juin 1985) [n° **419** (84-85)] – Discussion (25 juin 1985) (p. 1672, 1679) – Rejet (25 juin 1985 [n° **146**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (26 juin 1985) [n° **2837**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (26 juin 1985) [n° **2839**] – Discussion (26 juin 1985) – Adoption (26 juin 1985) [n° **838**].

PROMULGATION : Loi n° 85-688 du 10 juillet 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(30 mai 1985) (p. 769, 809) ; (31 mai 1985) (p. 816, 823 ; 826, 828).

I – DISCUSSION GENERALE (30 mai 1985) (p. 769, 809) ; (31 mai 1985) (p. 816, 823) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 260 précédent)

Motion n° 1 de M. Paul Girod, rapporteur de la commission des lois, tendant à opposer la **question préalable** (p. 826) :

MM. Paul Girod, rapporteur ; Guy Allouche, Pierre Joxe, ministre.

Adoption de la motion (p. 828 ; scrutin public n° 58 ; liste des votants p. 837).

Rejet du projet de loi organique (p. 828).

Discussion (nouvelle lecture)

(25 juin 1985) (p. 1672, 1679).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1672, 1677 – commune avec celle du projet de loi n° 373)

Motion n° 1 de M. Paul Girod, rapporteur de la commission des lois, tendant à opposer la **question préalable** (p. 1678) : MM. Paul Girod, rapporteur ; Charles Lederman, Pierre Joxe, ministre.

Adoption de la motion (p. 1679 ; scrutin public n° 68 ; liste des votants p. 1693).

Rejet du projet de loi organique (p. 1679).

5. – **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (10 avril 1985) [n° **2603**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Massot (18 avril 1985) [n° **2624**] – Urgence – Discussion (26 avril 1985) – Adoption (26 avril 1985) [n° **772**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (2 mai 1985) [n° **262** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Giraud (5 juin 1985) [n° **337** (84-85)] – Urgence – Discussion (6 juin 1985) (p. 1006, 1032) – Adoption (6 juin 1985) [n° **121**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (6 juin 1985) [n° **2756**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. François Massot (11 juin 1985) [n° **2758**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Michel Giraud (11 juin 1985) [n° **349** (84-85)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (6 juin 1985) [n° **2756**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Massot (13 juin 1985) [n° **2766**] – Discussion (13 juin 1985) – Adoption (13 juin 1985) [n° **816**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (14 juin 1985) [n° **374** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Giraud (19 juin 1985) [n° **380** (84-85)] – Discussion (19 juin 1985) (p. 1416, 1424) – Adoption (19 juin 1985) [n° **133**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 juin 1985) [n° **2811**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Massot (26 juin 1985) [n° **2841**] – Discussion (26 juin 1985) – Adoption (26 juin 1985) [n° **841**].

PROMULGATION : Loi n° 85-692 du 10 juillet 1985 (*JO* Lois et décrets du 11 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(6 juin 1985) (p. 1006, 1032).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1006, 1021) : *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Dominique Pado, Michel Giraud, rapporteur de la commission des lois ; Louis Jung, Pierre Schiélé, Pierre Salvi, Charles Lederman, Jean-Pierre Masseret, Bastien Leccia, Guy Allouche, Michel Rigou.*

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE : JOXE (Pierre) (p. 1008) ; GIRAUD (Michel) (p. 1010).

BRETAGNE : SALVI (Pierre) (p. 1014).

COLLECTIVITES LOCALES : GIRAUD (Michel) (p. 1010).

CONSEILS GENERAUX : JOXE (Pierre) (p. 1020).

CONSEILS REGIONAUX : JOXE (Pierre) (p. 1006, 1008, 1009, 1020) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1015).

CORSE (assemblée de) : JOXE (Pierre) (p. 1008, 1009, 1021) ; GIRAUD (Michel) (p. 1010) ; SALVI (Pierre) (p. 1013) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1016) ; LECCIA (Bastien) (p. 1016, 1017).

CUMUL (mandats) : SALVI (Pierre) (p. 1014) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1016).

DECENTRALISATION : JOXE (Pierre) (p. 1006, 1009) ; GIRAUD (Michel) (p. 1010) ; JUNG (Louis) (p. 1011) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1015, 1016).

ELECTIONS CANTONALES : JOXE (Pierre) (p. 1007).

ELECTIONS LEGISLATIVES : PADO (Dominique) (p. 1009) ; JOXE (Pierre) (p. 1009) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1016) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 1019) ; SALVI (Pierre) (p. 1019) ; RIGOU (Michel) (p. 1019).

ELECTIONS REGIONALES : JOXE (Pierre) (p. 1006, 1007, 1008, 1009, 1020, 1021) ; PADO (Dominique) (p. 1009) ; GIRAUD (Michel) (p. 1010, 1011) ; JUNG (Louis) (p. 1011, 1012) ; SCHIELE (Pierre) (p. 1012, 1013) ; SALVI (Pierre) (p. 1013, 1014, 1019) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1014, 1015) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1015, 1016) : LECCIA (Bastien) (p. 1016, 1017, 1018) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 1018, 1019) ; RIGOU (Michel) (p. 1019, 1020).

ELECTIONS SENATORIALES : JUNG (Louis) (p. 1012) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1016).

ELUS LOCAUX (statut) : SALVI (Pierre) (p. 1014).

EQUIPEMENTS : GIRAUD (Michel) (p. 1010).

ETABLISSEMENTS PUBLICS REGIONAUX : JOXE (Pierre) (p. 1006) ; SCHIELE (Pierre) (p. 1012).

FORMATION PROFESSIONNELLE : GIRAUD (Michel) (p. 1010) ; JUNG (Louis) (p. 1011).

ILE-DE-FRANCE : JOXE (Pierre) (p. 1009).

LIBAN : JUNG (Louis) (p. 1011).

OTAGES : JUNG (Louis) (p. 1011).

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR : JOXE (Pierre) (p. 1008).

REGIONS : JOXE (Pierre) (p. 1006, 1008, 1009, 1020) ; GIRAUD (Michel) (p. 1010) ; JUNG (Louis) (p. 1011, 1012) ; SCHIELE (Pierre) (p. 1013) ; SALVI (Pierre) (p. 1014) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1014, 1015) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1015, 1016) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 1018) ; RIGOU (Michel) (p. 1019).

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE : JOXE (Pierre) (p. 1007) ; GIRAUD (Michel) (p. 1010) ; JUNG (Louis) (p. 1012) ; SCHIELE (Pierre) (p. 1013) ; SALVI (Pierre) (p. 1013) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1014) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1015) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 1018) ; RIGOU (Michel) (p. 1020).

SCRUTIN MAJORITAIRE : GIRAUD (Michel) (p. 1011).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1021, 1032) : *MM. Michel Giraud, rapporteur ; Louis Jung, Charles Lederman, Michel Rigou, Pierre Joxe, ministre ; Guy Allouche, Michel Moreigne, Dominique Pado.*

Art. 1er *(Election des conseillers régionaux : introduction d'un livre IV dans le code électoral entre les articles L. 334 et L. 348 qui devient L. 365)* (p. 1021).

LIVRE IV

Election des conseillers régionaux

ARTICLE L. 335 DU CODE ELECTORAL (Dispositions introductives des articles suivants) – Adopté (p. 1021).

Chapitre 1er

Composition des conseils régionaux et durée du mandat des conseillers

ARTICLE L. 336 DU CODE ELECTORAL (Durée du mandat, réélections, date des élections) – Adopté (p. 1021).

ARTICLE L. 337 DU CODE ELECTORAL (Effectifs des conseils régionaux et répartition des sièges entre les départements) (p. 1021).

Rejetés : amendement n° 20 de M. Guy Allouche, soutenu par M. Michel Moreigne : modalités de détermination de l'effectif des conseils régionaux et de la répartition des sièges ; nombre minimal de conseillers régionaux par région (p. 1027) ; amendement n° 21 de M. Guy Alllouche : nombre de conseillers régionaux et modalités de répartition des sièges (p. 1027).

– Le texte proposé pour l'article L. 337 du code électoral est adopté (p. 1027 ; précédemment réservé p. 1022).

Chapitre 2

Mode de scrutin

ARTICLE L. 338 DU CODE ELECTORAL (Principes du mode de scrutin : scrutin de liste dans le cadre départemental, représentation proportionnelle, seuil pour participer à la répartition des sièges) (p. 1022).

Adopté : amendement n° 19 de M. Michel Giraud, rapporteur : élection des conseillers régionaux dans chaque département au scrutin de liste sans panachage ni vote préférentiel ; seuil de participation à la répartition des sièges ; règle de la plus forte moyenne (p. 1024).

Rejetés : amendement n° 30 de M. Charles Lederman : élection des conseillers régionaux sans panachage ni vote préférentiel au scrutin de liste départemental à la représentation proportionnelle ; attribution de sièges complémentaires au plan régional et règle du plus fort reste ; modalités de répartition des sièges de conseillers régionaux (p. 1024) – Amendement n° 7 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Michel Rigou, et amendement identique n° 32 de M. Charles Lederman : suppression des dispositions de cet article relatives au seuil de participation à la répartition des sièges (p. 1025).

Deviennent sans objet : amendement n° 5 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Michel Rigou : élection des conseillers régionaux au scrutin de liste départemental sans panachage ni vote préférentiel ; modalités d'attribution des sièges ; constitution de listes régionales ; règle du plus fort reste et ordre de présentation sur chaque liste ; totalisation des suffrages non utilisés par les listes départementales au profit de chaque liste régionale (p. 1024) – Amendements identiques n° 6 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Michel Rigou, et n° 31 de M. Charles Lederman : règle du plus fort reste (p. 1024) – Amendement n° 8 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Michel Rigou : système d'attribution des sièges et règle du plus fort reste (p. 1024).

– Le texte proposé pour l'article L. 338 du code électoral, ainsi modifié, est adopté (p. 1025).

Chapitre 3

Conditions d'éligibilité et inéligibilité

ARTICLES L. 339 A L. 341 DU CODE ELECTORAL (Conditions d'éligibilité ; inéligibilités, démission d'office) – Adoptés (p. 1027).

Chapitre 4

Incompatibilités

ARTICLES L. 342 A L. 345 DU CODE ELECTORAL (Incompatibilités et procédure applicable) – Adoptés (p. 1027).

Chapitre 5

Déclarations de candidature

ARTICLE L. 346 DU CODE ELECTORAL (Obligation d'une déclaration de candidature pour chaque liste) – Adopté (p. 1027).

ARTICLE L. 347 DU CODE ELECTORAL (Modalités et mentions obligatoires de la déclaration de candidature) – Adopté (p. 1027).

ARTICLE L. 348 DU CODE ELECTORAL (Interdiction des candidatures multiples) – Adopté (p. 1027).

ARTICLE L. 349 DU CODE ELECTORAL (Cautionnement) – Adopté (p. 1028).

ARTICLES L. 350 A L. 352 DU CODE ELECTORAL (Dépôt et enregistrement des déclarations de candidatures, retrait des listes) – Adoptés (p. 1028).

Chapitre 6

Propagande

ARTICLES L. 353 A L. 356 DU CODE ELECTORAL (Campagne électorale, commission de propagande) – Adoptés (p. 1028).

APRES L'ARTICLE 356 DU CODE ELECTORAL (p. 1028).

Rejeté : amendement n° 34 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : émissions télévisées de propagande pour les élections aux conseils régionaux (p. 1028).

Chapitre 7

Opérations préparatoires du scrutin

ARTICLE L. 357 DU CODE ELECTORAL (Convocation des collèges électoraux) – Adopté (p. 1029).

Chapitre 8

Opérations de vote

ARTICLES L. 358 ET L. 359 DU CODE ELECTORAL (Nullité des voix en cas de candidatures multiples, recensement général des votes) – Adoptés (p. 1029).

Chapitre 9

Remplacement des conseillers régionaux

ARTICLE L. 360 DU CODE ELECTORAL (Remplacement par le suivant de liste ; élections générales) – Adopté (p. 1029).

Chapitre 10

Contentieux

ARTICLES L. 361 A L. 363 DU CODE ELECTORAL (Compétence du Conseil d'Etat pour le contentieux des élections régionales) – Adoptés (p. 1029).

APRES L'ARTICLE L. 363 DU CODE ELECTORAL (p. 1029).

Rejeté : amendement n° 27 (art. additionnel) de M. Bastien Leccia : dispositions spéciales à l'assemblée de Corse ; élection des membres de l'assemblée de Corse dans le cadre régional (p. 1029).

Chapitre 11

Conditions d'application

ARTICLE L. 364 DU CODE ELECTORAL (Conditions d'application du présent livre déterminées par décret en Conseil d'Etat) – Adopté (p. 1030).

Après l'art. 1er (p. 1030).

Adopté : amendement n° 29 (art. additionnel) de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Louis Jung : alignement du régime applicable aux régions d'outre-mer sur le régime de droit commun (p. 1031, précédemment réservé p. 1030).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1031).

Art. 1er bis *(Situation pour l'incompatibilité des fonctions des membres des tribunaux administratifs et des chambres régionales des comptes)* – Adopté (p. 1030).

Art. 2 *(Collège électoral sénatorial)* – Adopté (p. 1030).

Art. 3 *(Participation des conseillers régionaux au vote sénatorial même si leur élection est contestée)* – Adopté (p. 1030).

Art. 4 *(Remplacement d'un conseiller régional député)* – Adopté (p. 1030).

Art. 5 *(Remplacement d'un conseiller régional délégué de droit)* – Adopté (p. 1030).

Art. 6 *(Abrogation du statut particulier de la Corse)* – Adopté (p. 1031).

Art. 7 *(Abrogation du régime intérimaire pour les régions de Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion)* – Adopté (p. 1031).

Après l'art. 7 (p. 1031).

Adopté : amendement n° 35 (art. additionnel) de M. Pierre Joxe, ministre : abrogation de la loi n° 83-549 du 30 juin 1983 organisant la participation au collège électoral sénatorial des assemblées régionales des régions d'outre-mer à titre intérimaire (p. 1031).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1031).

Art. 8 *(Date des élections régionales)* – Adopté (p. 1031).

Art. 9 *(Entrée en vigueur des dispositions relatives aux incompatibilités)* (p. 1031).

Adopté : amendement n° 36 de M. Pierre Joxe, ministre : dispositions transitoires pour les départements d'outre-mer en cas d'élection sénatoriale avant mars 1986 (p. 1031).

– L'article, ainsi modifié, est adopté (p. 1031).

Après l'art. 9 (p. 1031).

Adopté : amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Pierre Joxe, ministre : prise en compte des élections régionales dans la loi du 19 juillet 1977 relative aux sondages d'opinion (p. 1031).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1031).

Explications de vote : MM. Charles Lederman (p. 1031), Guy Allouche (p. 1032), Adolphe Chauvin (p. 1032).

Adoption (6 juin 1985) (p. 1032).

Discussion (nouvelle lecture)

(19 juin 1985) (p. 1416, 1424).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1416, 1418) : *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Michel Giraud, rapporteur de la commission des lois ; Guy Allouche.*

CONSEILS REGIONAUX : JOXE (Pierre) (p. 1417) ; GIRAUD (Michel) (p. 1418) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 1418).

ELECTIONS REGIONALES : JOXE (Pierre) (p. 1417) ; GIRAUD (Michel) (p. 1417) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 1418).

ETABLISSEMENTS PUBLICS REGIONAUX : GIRAUD (Michel) (p. 1417).

LIMOUSIN : JOXE (Pierre) (p. 1417) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 1418).

REGIONS : GIRAUD (Michel) (p. 1417).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1418, 1424) : *MM. Michel Giraud, rapporteur ; Pierre Joxe, ministre ; Louis Longequeue, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Guy Malé, Jacques Eberhard.*

Art. 1er (p. 1418).

Adoptés : amendement n° 4 de M. Michel Giraud, rapporteur : modification de la répartition des sièges de conseillers régionaux entre les départements (tableau n° 7 annexé à l'article L. 337 du code électoral) (p. 1422) – Amendement n° 5 de M. Michel Giraud, rapporteur : introduction du correctif majoritaire dans la répartition des conseillers régionaux par départements (article L. 338 du code électoral) (p. 1423).

Rejetés : amendements de M. Jacques Eberhard, n° 1 : instauration d'un système proportionnel au plus fort reste, avec répartition au niveau régional ; n° 2 : suppression du seuil de 5 % obligatoire pour qu'une formation puisse avoir des représentants ; et n° 3 : remboursement du cautionnement après l'élection (p. 1423).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1423).

Art. 1er bis A (p. 1423) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 6 de M. Michel Giraud, rapporteur : reprise d'un art. 1er bis A : rétablissement du droit commun pour l'organisation des régions d'outre-mer.

– L'art. 1er bis A est rétabli, ainsi rédigé (p. 1424).

Adoption (19 juin 1985) (p. 1424).

6. – **Projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (18 avril 1985) [n° **2616**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (30 mai 1985) [n° **2725**] – Urgence – Discussion (12 juin 1985) – Adoption (12 juin 1985) [n° **805**] – NOUVEL INTITULE : **« Projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon »**.

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 juin 1985) [n° **366** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (19 juin 1985) [n° **381** (84-85)] – Discussion (20 juin 1985) (p. 1446, 1450) – Rejet (20 juin 1985) [n° **136**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 juin 1985) [n° **2816**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Gilbert Bonnemaison (20 juin 1985) [n° **2820**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean-Pierre Tizon (20 juin 1985) [n° **404** (84-85)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (20 juin 1985) [n° **2816**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (20 juin 1985) [n° **2826**] – Discussion (25 juin 1985) – Adoption (25 juin 1985) [n° **833**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (25 juin 1985) [n° **421** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (25 juin 1985) [n° **422** (84-85)] – Discussion (26 juin 1985) (p. 1708, 1711) – Rejet (26 juin 1985) [n° **155**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (26 juin 1985) [n° **2847**] – Renvoi à la

commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (26 juin 1985) [n° **2849**] – Discussion (26 juin 1985) – Adoption (26 juin 1985) [n° **842**].

PROMULGATION : Loi n° 85-691 du 10 juillet 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(20 juin 1985) (p. 1446, 1450).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1446, 1449) : *MM. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer ; Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois ; Daniel Millaud, Etienne Dailly, Louis Jung.*

ASSEMBLEES TERRITORIALES : TIZON (Jean-Pierre) (p. 1447) ; MILLAUD (Daniel) (p. 1448) ; DAILLY (Etienne) (p. 1448) ; LEMOINE (Georges) (p. 1448).

CONSTITUTION (art. 74) : TIZON (Jean-Pierre) (p. 1447) ; MILLAUD (Daniel) (p. 1448).

MAYOTTE : LEMOINE (Georges) (p. 1447) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 1447).

NOUVELLE-CALEDONIE : LEMOINE (Georges) (p. 1446, 1447, 1448) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 1447) ; DAILLY (Etienne) (p. 1448).

POLYNESIE FRANCAISE : LEMOINE (Georges) (p. 1446) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 1447) ; MILLAUD (Daniel) (p. 1448).

RADIO-FRANCE OUTRE-MER (RFO) : MILLAUD (Daniel) (p. 1448) ; LEMOINE (Georges) (p. 1448).

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE : LEMOINE (Georges) (p. 1446) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 1447) ; MILLAUD (Daniel) (p. 1448).

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON : LEMOINE (Georges) (p. 1447) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 1447).

SCRUTIN MAJORITAIRE : LEMOINE (Georges) (p. 1447) ; MILLAUD (Daniel) (p. 1448).

WALLIS-ET-FUTUNA : LEMOINE (Georges) (p. 1447) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 1447).

Motion n° 3 **tendant à opposer la question préalable** de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur (p. 1449) – MM. Jean-Pierre Tizon, rapporteur ; Albert Ramassamy, Georges Lemoine, secrétaire d'Etat.

Adoption de la motion (p. 1450).

Rejet du projet de loi (20 juin 1985) (p. 1450).

Discussion (nouvelle lecture)

(26 juin 1985) (p. 1708, 1711).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1709, 1710 – commune avec la discussion générale du projet de loi organique n° 423 suivant) : *MM. Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois ; Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer ; Daniel Millaud, Jacques Eberhard.*

NOUVELLE-CALEDONIE : EBERHARD (Jacques) (p. 1710).

POLYNESIE FRANCAISE : MILLAUD (Daniel) (p. 1710) ; LEMOINE (Georges) (p. 1710).

RADIO-FRANCE OUTRE-MER (RFO) : LEMOINE (Georges) (p. 1709, 1710) ; MILLAUD (Daniel) (p. 1710).

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE : TIZON (Jean-Pierre) (p. 1709) ; EBERHARD (Jacques) (p. 1710).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur (p. 1711) – MM. Jean-Pierre Tizon, rapporteur, Jacques Eberhard.

Adoption de la motion (p. 1711).

Rejet du projet de loi (26 juin 1985) (p. 1711).

7. – **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (18 avril 1985) [n° **2617**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (30 mai 1985) [n° **2726**] – URGENCE – Discussion (5 juin et 12 juin 1985) – Adoption (12 juin 1985) [n° **806**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (p. 13 juin 1985) [n° **367** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (19 juin 1985) [n° **382** (84-85)] – URGENCE – Discussion (20 juin 1985) (p. 1450, 1451) – Rejet (20 juin 1985) [n° **137**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 juin 1985) [n° **2815**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Gilbert Bonnemaison (20 juin 1985) [n° **2819**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean-Pierre Tizon (20 juin 1985) [n° **403** (84-85)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (20 juin 1985) [n° **2815**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (20 juin 1985) [n° **2825**] – Discussion (25 juin 1985) – Adoption (25 juin 1985) [n° **834**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (25 juin 1985) [n° **423** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (25 juin 1985) [n° **424** (84-85)] – Discussion (26 juin 1985) (p. 1708, 1711) – Rejet (26 juin 1985) [n° **156**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (26 juin 1985) [n° **2846**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (26 juin 1985) [n° **2848**] – Discussion (26 juin 1985) – Adoption (26 juin 1985) [n° **839**].

DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL : conforme, le 10 juillet 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juillet 1985).

PROMULGATION : Loi n° 85-689 du 10 juillet 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(20 juin 1985) (p. 1450, 1451).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1450) : *MM. Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois ; Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer* – Renvoi à la discussion du projet de loi précédent n° 366.

Motion n° 2 **tendant à opposer la question préalable** de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur (p. 1450).

Adoption de la motion (p. 1450 ; scrutin public n° 66 ; liste des votants p. 1492, 1493).

Rejet du projet de loi organique (20 juin 1985) (p. 1451).

Discussion (nouvelle lecture)

(26 juin 1985) (p. 1708, 1711).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1709, 1710 – commune avec la discussion générale du projet de loi n° 421 précédent)

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable, de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur (p. 1711) – MM. Jean-Pierre Tizon, rapporteur ; Jacques Eberhard, Georges Lemoine, secrétaire d'Etat.

Adoption de la motion (p. 1711).

Rejet du projet de loi organique (26 juin 1985) (p. 1711).

8. – **Proposition de loi tendant à rétablir le mode de scrutin majoritaire pour l'élection des députés,** PRESENTEE AU SENAT par MM. Charles Pasqua et Marcel Lucotte, sénateurs (2 octobre 1985) [n° **4** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois.

9. – **Projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (6 novembre 1985) [n° **3035**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Worms (20 novembre 1985) [n° **3094**] – URGENCE – Discussion (27 novembre 1985) – Adoption (27 novembre 1985 [n° **917**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 novembre 1985) [n° **119** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Salvi (11 décembre 1985) [n° **176** (85-86)] – Discussion (17 décembre 1985) (p. 4099, 4122 ; 4128, 4130) – Adoption (17 décembre 1985) [n° **66**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 décembre 1985) [n° **3219**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Worms (19 décembre 1985) [n° **3234**] – Discussion (19 décembre 1985) – Adoption (19 décembre 1985) [n° **981**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (20 décembre 1985) [n° **261** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Salvi (20 décembre 1985) [n° **270** (85-86)] – Discussion (20 décembre 1985) (p. 4549, 4550) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **100**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (20 décembre 1985) [n° **3298**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Worms (20 décembre 1985) [n° **3300**] – Discussion (21 décembre 1985) – Adoption (21 décembre 1985) [n° **999**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1406 du 30 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 31 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(17 décembre 1985) (p. 4099, 4122 ; 4128, 4130).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4099, 4122) (Discussion générale commune pour le présent projet de loi et pour le projet de loi organique n° 120 tendant à la limitation des cumuls des mandats électoraux et des fonctions électives des parlementaires)

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4128, 4130) : *MM. Jean-Marie Girault, Pierre Salvi, rapporteur ; Louis Longequeue, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Jacques Carat, Jacques Eberhard.*

Art. 1er, 2 et 3 *(Extension aux représentants à l'Assemblée des communautés européennes, de la réglementation du cumul ; modification des alinéas 1, 2 et 3 de l'art. 6 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977)* – Adoptés (p. 4128).

Art. 4 *(Limitation à deux du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives)* (p. 4128).

Adoptés : amendements de M. Pierre Salvi, rapporteur, n° 1 : élévation du seuil de population d'une commune pour la prise en compte des fonctions de maire parmi les incompatibilités ; et n° 2 : exclusion de ce projet de loi du mandat de président d'un conseil de communauté urbaine (p. 4129).

Rejeté : amendement n° 5 de M. Jean-Marie Girault : exclusion des incompatibilités des maires-adjoints de villes de plus de cent mille habitants ; élévation du seuil de population d'une commune pour la prise en compte des fonctions de maire parmi les incompatibilités (p. 4129).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4129).

Art. 4 bis *(Mandats détenus dans les assemblées délibérantes des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales à statut particulier)* – Adopté (p. 4129).

Art. 5 *(Incompatibilité des fonctions de président du conseil général et de président du conseil régional)* – Adopté (p. 4129).

Art. 5 bis *(Abrogation de l'art. 16 de la loi n° 82-1171 du 31 décembre 1982 portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion)* – Adopté (p. 4129).

Art. 5 ter *(Harmonisation du statut particulier de la Corse de la loi n° 82-214 du 2 mars 1982)* – Adopté (p. 4130).

Art. 6 *(Harmonisation de l'art. L. 122-10 du code des communes : démission de la fonction de maire ou d'adjoint au maire)* – Adopté (p. 4130).

Art. 7 *(Entrée en vigueur et dispositions transitoires)* (p. 4130).

Adopté : amendement n° 3 de M. Pierre Salvi, rapporteur : entrée en vigueur de la loi un an après sa publication (p. 4130).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 4130).

Adoption (17 décembre 1985) (p. 4130).

Discussion (deuxième lecture)

(20 décembre 1985) (p. 4549, 4550).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4549) : *M. Pierre Salvi, rapporteur.*

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4549, 4550) : *MM. Pierre Salvi, rapporteur ; Pierre Joxe, ministre.*

Art. 4 (p. 4549).

Adopté : amendement n° 1 de M. Pierre Salvi, rapporteur : modification du seuil démographique communal ; suppression de la référence au président du conseil de communauté urbaine (p. 4549).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4549).

Art. 7 (p. 4549).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 2 de M. Pierre Salvi, rapporteur (p. 4550) – Amendement n° 3 de M. Pierre Salvi, rapporteur : au cours de la période transitoire, cumul possible de trois mandats électoraux (p. 4550).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 4550).

Explication de vote : M. Pierre Gamboa (p. 4550) ; intervention de M. Pierre Joxe, ministre (p. 4550).

Adoption (20 décembre 1985) (p. 4550).

10. – **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (6 novembre 1985) [n° **3036**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Worms (20 novembre 1985) [n° **3093**] – Discussion (27 novembre 1985) – Adoption (27 novembre 1985) [n° **916**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 novembre 1985) [n° **120** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Salvi (11 décembre 1985) [n° **177** (85-86)] – Discussion (17 décembre 1985) (p. 4099, 4128) – Adoption (17 décembre 1985) [n° **65**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 décembre 1985) [n° **3218**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Worms (19 décembre 1985) [n° **3233**] – Discussion (19 décembre 1985) – Adoption (19 décembre 1985) [n° **980**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (20 décembre 1985) [n° **260** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Salvi (20 décembre 1985) [n° **269** (85-86)] – Discussion (20 décembre 1985) (p. 4544, 4549) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **99**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (20 décembre 1985) [n° **3297**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Worms (20 décembre 1985) [n° **3299**] – Discussion (20 décembre 1985) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **998**].

DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL : conforme, le 28 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 29 décembre 1985).

PROMULGATION : Loi n° 85-1405 du 30 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 31 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(17 décembre 1985) (p. 4099, 4128).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4099, 4122) (Discussion générale commune pour le présent projet de loi organique et pour le projet de loi n° 119, tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives) : *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Pierre Salvi, rapporteur de la commission des lois ; Daniel Hoeffel, Jacques Eberhard, Edouard Bonnefous, Michel Giraud, Louis de La Forest, Jacques Carat, Pierre Brantus, Jacques Pelletier, Marcel Debarge, Josy Moinet, Jean Béranger, Etienne Dailly.*

ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES : SALVI (Pierre) (p. 4103).

ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE : GIRAUD (Michel) (p. 4110).

CONSEILLERS DE PARIS : JOXE (Pierre) (p. 4100) ; BRANTUS (Pierre) (p. 4115).

CONSEILLERS GENERAUX : JOXE (Pierre) (p. 4099).

CONSEILLERS MUNICIPAUX : JOXE (Pierre) (p. 4100).

CONSEILLERS REGIONAUX : JOXE (Pierre) (p. 4099).

CONSEILS DES COMMUNAUTES URBAINES : JOXE (Pierre) (p. 4100) ; SALVI (Pierre) (p. 4105) ; GIRAUD (Michel) (p. 4111) ; BRANTUS (Pierre) (p. 4115) ; PELLETIER (Jacques) (p. 4116).

CONSEILS GENERAUX (présidents) : SALVI (Pierre) (p. 4104) ; CARAT (Jacques) (p. 4113).

CONSEILS REGIONAUX (présidents) : SALVI (Pierre) (p. 4104) ; CARAT (Jacques) (p. 4113).

CUMUL (mandats) : JOXE (Pierre) (p. 4099 à 4101, 4121, 4122) ; SALVI (Pierre) (p. 4101 à 4105) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 4106, 4107) ; EBERHARD (Jacques) (p. 4107, 4108) ; BONNEFOUS (Edouard) (p. 4108, 4109) ; GIRAUD (Michel) (p. 4109 à 4111) ; FOREST (Louis de la) (p. 4111, 4112) ; CARAT (Jacques) (p. 4112 à 4114) ; BRANTUS (Pierre) (p. 4114, 4115) ; PELLETIER (Jacques) (p. 4115, 4116) ; DEBARGE (Marcel) (p. 4116 à 4118) ; MOINET (Josy) (p. 4118) ; BERANGER (Jean) (p. 4119) ; DAILLY (Etienne) (p. 4120, 4121).

DECENTRALISATION : JOXE (Pierre) (p. 4099, 4121) ; SALVI (Pierre) (p. 4102) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 4106, 4107) ; BONNEFOUS (Edouard) (p. 4109) ; GIRAUD (Michel) (p. 4110) ; FOREST (Louis de la) (p. 4111) ; CARAT (Jacques) (p. 4112, 4114) ; BRANTUS (Pierre) (p. 4114) ; PELLETIER (Jacques) (p. 4116) ; DEBARGE (Marcel) (p. 4117) ; MOINET (Josy) (p. 4118) ; BERANGER (Jean) (p. 4119).

DEPUTES : JOXE (Pierre) (p. 4099) ; SALVI (Pierre) (p. 4104) ; EBERHARD (Jacques) (p. 4107).

ELUS LOCAUX (statut) : JOXE (Pierre) (p. 4100) ; SALVI (Pierre) (p. 4103) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 4107) ; EBERHARD (Jacques) (p. 4108) ; GIRAUD (Michel) (p. 4110) ; DEBARGE (Marcel) (p. 4117).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : SALVI (Pierre) (p. 4103) ; MOINET (Josy) (p. 4118).

INCOMPATIBILITES : JOXE (Pierre) (p. 4100, 4121) ; SALVI (Pierre) (p. 4103, 4104) ; GIRAUD (Michel) (p. 4110) ; DEBARGE (Marcel) (p. 4117).

MAIRES : JOXE (Pierre) (p. 4100) ; GIRAUD (Michel) (p. 4110, 4111) ; CARAT (Jacques) (p. 4112) ; BRANTUS (Pierre) (p. 4115) ; BERANGER (Jean) (p. 4119) ; DAILLY (Etienne) (p. 4120).

MINISTRES : DAILLY (Etienne) (p. 4120).

MODES DE SCRUTIN : JOXE (Pierre) (p. 4095) ; SALVI (Pierre) (p. 4101) ; GIRAUD (Michel) (p. 4110) ; FOREST (Louis de la) (p. 4111, 4112) ; BRANTUS (Pierre) (p. 4115) ; MOINET (Josy) (p. 4118).

PARLEMENT (rôle du) : BONNEFOUS (Edouard) (p. 4109) ; FOREST (Louis de la) (p. 4111).

PARTIS POLITIQUES : SALVI (Pierre) (p. 4101) ; FOREST (Louis de la) (p. 4112) ; BRANTUS (Pierre) (p. 4115) ; MOINET (Josy) (p. 4118).

PENSIONS DE RETRAITE : CARAT (Jacques) (p. 4113) ; DEBARGE (Marcel) (p. 4117, 4118).

SENATEURS : SALVI (Pierre) (p. 4104) ; EBERHARD (Jacques) (p. 4107) ; DAILLY (Etienne) (p. 4121) ; JOXE (Pierre) (p. 4122).

TELEVISION (retransmission des débats des assemblées parlementaires) : BONNEFOUS (Edouard) (p. 4109) ; CARAT (Jacques) (p. 4112).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4122, 4128) *MM. Pierre Salvi, rapporteur ; Pierre Joxe, ministre ; Jacques Carat, René Monory, Henri Le Breton, Marcel Debarge, Jacques Eberhard, Daniel Hoeffel, Michel Dreyfus-Schmidt, Franck Sérusclat, Marcel Rudloff, Louis Longequeue.*

Art. 1er *(Limitation du cumul d'un mandat de député avec les autres mandats électoraux ou fonctions électives)* (p. 4125).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Pierre Salvi, rapporteur : élévation du seuil de population d'une commune au-delà duquel la fonction de maire figure au nombre des incompatibilités (p. 4126 ; scrutin public n° 35 ; liste des votants p. 4139) – Amendement n° 2 de M. Pierre Salvi, rapporteur : exclusion de la liste d'incompatibilités de la fonction de président d'un conseil de communauté urbaine (p. 4127 ; scrutin public n° 36 ; liste des votants p. 4140).

Retiré : amendement n° 4 de M. Louis Longequeue : exclusion de la limitation des mandats des adjoints spéciaux élus en application de l'art. L. 122-3 du code des communes et membres du conseil municipal (p. 4127).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 4127).

Art. 2 *(Situation du parlementaire se trouvant dans un cas d'incompatibilité)* – Adopté (p. 4127).

Art. 3 *(Incompatibilité survenant postérieurement à l'élection du parlementaire)* – Adopté (p. 4127).

Art. 3 bis *(Mandats détenus par les membres des assemblées délibérantes des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales à statut particulier)* – Adopté (p. 4127).

Art. 3 ter *(Applicabilité aux sénateurs des dispositions du chapitre IV « Incompatibilités » du titre II du livre premier du code électoral)* – Adopté (p. 4128).

Art. 4 *(Entrée en vigueur de la loi et dispositions transitoires)* (Examen par priorité en application de l'art. 44 du règlement du Sénat, p. 4122).

Adopté : amendement n° 3 de M. Pierre Salvi, rapporteur : entrée en vigueur de la loi un an après sa publication (p. 4124 ; scrutin public n° 34 ; liste des votants p. 4138).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4124).

Scrutin public (p. 4128 ; n° 37 ; liste des votants (p. 4140, 4141).

Adoption (17 décembre 1985) (p. 4128).

Discussion (deuxième lecture)

(20 décembre 1985) (p. 4544, 4549).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4544, 4546) : *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Pierre Salvi, rapporteur de la commission des lois ; Max Lejeune.*

CONSEILS DES COMMUNAUTES URBAINES : SALVI (Pierre) (p. 4545).

CUMUL (mandats) : JOXE (Pierre) (p. 4544) ; SALVI (Pierre) (p. 4544, 4545) ; LEJEUNE (Max) (p. 4545, 4546).

MINISTRES : LEJEUNE (Max) (p. 4546).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4546, 4549) : *MM. Pierre Salvi, rapporteur ; Pierre Joxe, ministre.*

Art. 1er (p. 4546).

Adopté : amendement n° 1 de M. Pierre Salvi, rapporteur : incompatibilités propres au mandat de député (p. 4547).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 4547).

Art. 4 (p. 4547).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 2 de M. Pierre Salvi, rapporteur (p. 4547) – Amendement n° 3 de M. Pierre Salvi, rapporteur : au cours de la période transitoire, cumul possible de trois mandats électoraux (p. 4548).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4548).

Explications de vote : MM. Daniel Hoeffel (p. 4548) ; Pierre Gamboa (p. 4549) ; Jacques Carat (p. 4549).

Scrutin public (p. 4549 ; n° 42 ; liste des votants p. 4561).

Adoption (20 décembre 1985) (p. 4549).

11. – **Proposition de loi tendant à tenir compte des nouveaux procédés de communication pour la prospection politique et la propagande électorale,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jacques Thyraud, sénateur (3 décembre 1985) [n° **128** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi COMMUNICATIONS DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE, 1
POLYNESIE FRANCAISE, 1 ; 2
REFERENDUMS, 1

ELECTIONS LEGISLATIVES

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, 3 ; 4 ; 5, DG ; 6 ; 7 ; 8
NOUVELLE-CALEDONIE, 4, DG
REFERENDUMS, 1

ELECTIONS PARTIELLES

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, 3 ; 4

ELECTIONS PRESIDENTIELLES

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, 3, DG

ELECTIONS REGIONALES

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, 5

ELECTIONS SENATORIALES

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, 3, DG ; 5
NOUVELLE-CALEDONIE, 4, DG
REFERENDUMS, 1, DG

ELECTIONS TERRITORIALES

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, 1, DG
POLYNESIE FRANCAISE, 2

ELECTRICITE

Voir ENERGIE NUCLEAIRE, 1
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 125

ELECTRICITE DE FRANCE (EDF)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 69

ELECTROMENAGER

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 125

ELECTRONIQUE (industrie)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 1, DG
LOIS DE REGLEMENT, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 125, 148

ELEVAGE

Voir AGRICULTURE, 3
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Agriculture
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 102

ELIGIBILITES

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, 7

ELITISME

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 4

ELOGES FUNEBRES

1. – **Hommage à la mémoire de M. Victor Robini,** sénateur des Alpes-Maritimes, par M. Alain Poher, Président du Sénat, auquel s'associe M. Jack Lang, ministre de la culture (3 avril 1985) (p. 97).

2. – **Décès d'un haut fonctionnaire du Sénat :** M. Gérard Gérolami, directeur du service des études législatives (25 avril 1985) (p. 366) – *M. Félix Ciccolini, vice-président du Sénat, président de séance.*

3. – **Hommage à la mémoire de Mme Brigitte Gros,** sénateur des Yvelines, par M. Alain Poher, Président du Sénat, auquel s'associe M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (29 mai 1985) (p. 759, 761).

4. – **Hommage à la mémoire de M. Francis Palmero,** sénateur des Alpes-Maritimes par M. Alain Poher, Président du Sénat, auquel s'associe M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie (12 juin 1985) (p. 1072, 1073).

5. – **Hommage à la mémoire de M. Jules Roujon,** sénateur de la Lozère, par M. Alain Poher, Président du Sénat, auquel s'associe M. Charles Hernu, ministre de la défense (25 juin 1985) (p. 1648, 1649).

6. – **Hommage à la mémoire de M. Jacques Toutain,** sénateur des Yvelines, par M. Alain Poher, Président du Sénat, auquel s'associe M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat à la fonction publique et aux simplifications administratives (16 octobre 1985) (p. 2277, 2278).

ELUS LOCAUX

Voir BOIS ET FORETS, **1,** DG
COLLECTIVITES LOCALES, **6**
CONSTRUCTION, **1,** DG
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3,** DG ; **9** ; **10**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur

ELUS LOCAUX (statut)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **11,** DG
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **5,** DG ; **10,** DG

EMBALLAGES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **69**

EMIGRATION

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**

EMPLOI

Voir ARMEE, **1**
ASSOCIATIONS, **1,** DG
BOIS ET FORETS, **1,** DG
EMPLOI, ACTIVITE, **2,** DG ; **3**
IMPOT SUR LE REVENU, **2**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer - Travail, santé, solidarité
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25, 50, 59, 125, 148**
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1**
SECURITE SOCIALE, **1,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **30,** DG

EMPLOI DES JEUNES

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **1,** DG
SECURITE SOCIALE, **1,** DG

EMPLOI, ACTIVITE

1. – **Projet de loi relatif aux congés de conversion,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre du travail (10 juillet 1985) [n° **2912**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Claude Evin (11 juillet 1985) [n° **2913**] – URGENCE – Discussion (11 juillet 1985) – Adoption (11 juillet 1985) [n° **867**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 juillet 1985) [n° **459** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Madelain (23 juillet 1985) [n° **465** (84-85)] – Discussion (24 juillet 1985) (p. 2030, 2046) – Rejet (24 juillet 1985) [n° **175**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 juillet 1985) [n° **2922**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de Mme Marie-France Lecuir (25 juillet 1985) [n° **2923**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Madelain (25 juillet 1985) [n° **467** (84-85)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (25 juillet 1985) [n° **2922**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Claude Evin (25 juillet 1985) [n° **2924**] – Discussion (25 juillet 1985) – Adoption (25 juillet 1985) [n° **868**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (25 juillet 1985) [n° **468** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Madelain (25 juillet 1985) [n° **469** (84-85)] – Discussion (25 juillet 1985) (p. 2054, 2055) – Rejet (25 juillet 1985) [n° **176**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (25 juillet 1985) [n° **2935**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Claude Evin (25 juillet 1985) [n° **2936**] – Discussion (25 juillet 1985) – Adoption (25 juillet 1985) [n° **870**].

PROMULGATION : Loi n° 85-832 du 5 août 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 6 août 1985).

Discussion (première lecture)

(24 juillet 1985) (p. 2030, 2046).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2030, 2045) : *MM. Jean Chérioux, vice-président de la commission des affaires sociales ; Michel Delebarre, ministre du travail ; Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Roger Husson, Hector Viron, Pierre Schiélé, Pierre Carous, Pierre Gamboa, Charles Bonifay, Louis Jung, André Méric.*

ALLOCATIONS DE CONVERSION : DELEBARRE (Michel) (p. 2032) ; MADELAIN (Jean) (p. 2034) ; BONIFAY (Charles) (p. 2040).

CHOMAGE : CHERIOUX (Jean) (p. 2030, 2042) ; DELEBARRE (Michel) (p. 2031, 2033) ; VIRON (Hector) (p. 2036, 2037) ; CAROUS (Pierre) (p. 2040) ; MERIC (André) (p. 2041).

CHOMAGE (statistiques) : CHERIOUX (Jean) (p. 2030, 2031) ; DELEBARRE (Michel) (p. 2033) ; MADELAIN (Jean) (p. 2033, 2034) ; HUSSON (Roger) (p. 2035, 2036) ; VIRON (Hector) (p. 2037).

CONGES DE CONVERSION : CHERIOUX (Jean) (p. 2030, 2031, 2041, 2042) ; DELEBARRE (Michel) (p. 2031 à 2033, 2039, 2042 à 2045) ; MADELAIN (Jean) (p. 2033 à 2035) ; HUSSON (Roger) (p. 2035, 2036) ; VIRON (Hector) (p. 2036 à 2038) ; SCHIELE (Pierre) (p. 2038, 2039) ; CAROUS (Pierre) (p. 2039, 2040) ; GAMBOA (Pierre) (p. 2040) ; BONIFAY (Charles) (p. 2040) ; JUNG (Louis) (p. 2041) ; MERIC (André) (p. 2041, 2042).

CONTRATS DE TRAVAIL : DELEBARRE (Michel) (p. 2032) ; HUSSON (Roger) (p. 2035).

EMPLOI DES JEUNES : SCHIELE (Pierre) (p. 2038) ; JUNG (Louis) (p. 2040) ; MERIC (André) (p. 2041) ; DELEBARRE (Michel) (p. 2043).

ENTREPRISES (charges des) : HUSSON (Roger) (p. 2036) ; DELEBARRE (Michel) (p. 2044).

FONDS NATIONAL DE L'EMPLOI (FNE) : CHERIOUX (Jean) (p. 2030) ; DELEBARRE (Michel) (p. 2031).

FORMATION EN ALTERNANCE : DELEBARRE (Michel) (p. 2043).

FORMATION PROFESSIONNELLE : HUSSON (Roger) (p. 2035) ; SCHIELE (Pierre) (p. 2039) ; DELEBARRE (Michel) (p. 2043, 2044).

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES (INSEE) : VIRON (Hector) (p. 2036).

LICENCIEMENTS ECONOMIQUES : CHERIOUX (Jean) (p. 2030) ; DELEBARRE (Michel) (p. 2031, 2042) ; MADELAIN (Jean) (p. 2034) ; HUSSON (Roger) (p. 2035, 2036).

NORD-PAS-DE-CALAIS : VIRON (Hector) (p. 2037) ; CAROUS (Pierre) (p. 2039, 2040) ; DELEBARRE (Michel) (p. 2044).

POLITIQUE CONTRACTUELLE : CHERIOUX (Jean) (p. 2030) ; DELEBARRE (Michel) (p. 2032, 2043) ; MADELAIN (Jean) (p. 2034) ; HUSSON (Roger) (p. 2035, 2036).

POLITIQUE DE L'EMPLOI : DELEBARRE (Michel) (p. 2033) ; MADELAIN (Jean) (p. 2033) ; SCHIELE (Pierre) (p. 2038) ; BONIFAY (Charles) (p. 2040) ; MERIC (André) (p. 2041).

SALAIRE MINIMUM DE CROISSANCE (SMIC) : JUNG (Louis) (p. 2040) ; DELEBARRE (Michel) (p. 2043).

SIDERURGIE (industrie) : VIRON (Hector) (p. 2037) ; CAROUS (Pierre) (p. 2039, 2040) ; DELEBARRE (Michel) (p. 2044).

TRAVAUX D'UTILITE COLLECTIVE (TUC) : MADELAIN (Jean) (p. 2033) ; HUSSON (Roger) (p. 2035) ; SCHIELE (Pierre) (p. 2038).

Motion n° 1 de M. Jean Madelain, rapporteur, tendant à opposer la **question préalable** (p. 2045).

Adoption de la motion (p. 2046 ; scrutin public n° 74 ; liste des votants p. 2051, 2052).

Rejet du projet de loi (24 juillet 1985) (p. 2046).

Discussion (nouvelle lecture)

(25 juillet 1985) (p. 2054, 2055).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2054) : *MM. Michel Delebarre, ministre du travail ; Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

CHOMAGE : DELEBARRE (Michel) (p. 2054) ; MADELAIN (Jean) (p. 2054).

CONGES DE CONVERSION : DELEBARRE (Michel) (p. 2054) ; MADELAIN (Jean) (p. 2054).

Motion n° 1 de M. Jean Madelain, rapporteur, **tendant à opposer la question préalable** (p. 2054, 2055) : *MM. Jean Madelain, rapporteur ; Félix Ciccolini.*

Adoption de la motion (p. 2055).

Rejet du projet de loi (25 juillet 1985) (p. 2055).

2. – **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre du travail (2 octobre 1985) [n° **2955**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Marie-France Lecuir (2 octobre 1985) [n° **2692**] – URGENCE – Discussion (7 octobre 1985) – Adoption (7 octobre 1985) [n° **885**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 octobre 1985) [n° **20** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Béranger (6 novembre 1985) [n° **70** (85-86)] – Discussion (15 novembre 1985) (p. 3131, 3149) – Rejet (15 novembre 1985) [n° **33**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 novembre 1985) [n° **3079**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Coffineau (26 novembre 1985) [n° **3112**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Béranger (26 novembre 1985) [n° **110** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (15 novembre 1985) [n° **3079**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Marie-France Lecuir (4 décembre 1985) [n° **3149**] – Discussion (6 décembre 1985) – Adoption (6 décembre 1985) [n° **944**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (9 décembre 1985) [n° **164** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Béranger (11 décembre 1985) [n° **182** (85-86)] – Discussion (16 décembre 1985) (p. 3996, 3998) – Rejet (16 décembre 1985) [n° **51**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (16 décembre 1985) [n° **3205**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Marie-France Lecuir (17 décembre 1985) [n° **3210**] – Discussion (17 décembre 1985) – Adoption (17 décembre 1985) [n° **965**].

DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL : partiellement conforme, le 16 janvier 1986 (*J.O.* Lois et décrets du 18 janvier 1986).

PROMULGATION : Loi n° 86-75 du 17 janvier 1986 (*J.O.* Lois et décrets du 18 janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(15 novembre 1985) (p. 3131, 3149).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3131, 3145) : *MM. Michel Delebarre, ministre du travail ; Jean Béranger, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jacques Genton, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; François Collet, Yvon Bourges, Charles Bonifay, Serge Boucheny, Maurice Schumann, Jean Colin, Michel Miroudot, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

ARTISTES : COLLET (François) (p. 3139) ; BONIFAY (Charles) (p. 3141) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 3142).

ASSOCIATION POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (ASSEDIC) : DELEBARRE (Michel) (p. 3132).

CADRES : MIROUDOT (Michel) (p. 3144) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3144).

CHERCHEURS : MIROUDOT (Michel) (p. 3144).

CHOMAGE : DELEBARRE (Michel) (p. 3132) ; BERANGER (Jean) (p. 3134) ; GENTON (Jacques) (p. 3138) ; BONIFAY (Charles) (p. 3140) ; BOUCHENY (Serge) (p. 3141) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 3142) ; COLIN (Jean) (p. 3142, 3143) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3144).

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES (CNIL) : DELEBARRE (Michel) (p. 3133).

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION MILITAIRE : GENTON (Jacques) (p. 3138) ; BOURGES (Yvon) (p. 3139).

CONTRIBUTION DE SOLIDARITE : DELEBARRE (Michel) (p. 3131) ; BERANGER (Jean) (p. 3134).

CUMUL (emploi-retraite) : DELEBARRE (Michel) (p. 3131 à 3134) ; BERANGER (Jean) (p. 3134 à 3136) ; GENTON (Jacques) (p. 3136 à 3138) ; COLLET (François) (p. 3138, 3139) ; BOURGES (Yvon) (p. 3139, 3140) ; BONIFAY (Charles) (p. 3140, 3141) ; BOUCHENY (Serge) (p. 3141, 3142) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 3142) ; COLIN (Jean) (p. 3142, 3143) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3143, 3144) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3144).

EMPLOI : DELEBARRE (Michel) (p. 3132) ; BERANGER (Jean) (p. 3135) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3134).

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE : BERANGER (Jean) (p. 3136).

LIBERTE DU TRAVAIL : DELEBARRE (Michel) (p.3133) ; BERANGER (Jean) (p. 3134) ; GENTON (Jacques) (p. 3137) ; COLLET (François) (p. 3138) ; BOURGES (Yvon) (p. 3140) ; BOUCHENY (Serge) (p. 3142) ; COLIN (Jean) (p. 3143) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3143).

MARINE NATIONALE : BOURGES (Yvon) (p. 3139).

MILITAIRES RETRAITES : DELEBARRE (Michel) (p. 3133, 3134) ; BERANGER (Jean) (p. 3135) ; GENTON (Jacques) (p. 3136, 3137) ; COLLET (François) (p. 3138) ; BOURGES (Yvon) (p. 3139, 3140) ; BOUCHENY (Serge) (p. 3142) ; COLIN (Jean) (p. 3143) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3144).

PENSIONS DE REVERSION : DELEBARRE (Michel) (p. 3133) ; GENTON (Jacques) (p. 3136).

PRERETRAITES : DELEBARRE (Michel) (p. 3134).

RETRAITE (âge de la) : MIROUDOT (Michel) (p. 3143) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3144).

UNION NATIONALE POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (UNEDIC) : DELEBARRE (Michel) (p. 3132) ; BERANGER (Jean) (p. 3136).

Motion n° 11 tendant à opposer la question préalable de M. Jean Béranger, rapporteur (p. 3145) – *MM. Jean Béranger, rapporteur ; Charles Bonifay, Michel Delebarre, ministre.*

Adoption de la motion (p. 3149 ; scrutin public n° 16 ; liste des votants p. 3167).

Rejet du projet de loi (15 novembre 1985) (p. 3149).

Discussion (nouvelle lecture)

(16 décembre 1985) (p. 3996, 3998).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3996, 3998) : *MM. Michel Delebarre, ministre du travail ; Jean Béranger, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

ARTISTES : DELEBARRE (Michel) (p. 3996) ; BERANGER (Jean) (p. 3997) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3997).

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES (CNIL) : DELEBARRE (Michel) (p. 3996) ; BERANGER (Jean) (p. 3997).

CONTRIBUTION DE SOLIDARITE : DELEBARRE (Michel) (p. 3996) ; BERANGER (Jean) (p. 3997).

CUMUL (emploi-retraite) : DELEBARRE (Michel) (p. 3996, 3997, 3998) ; BERANGER (Jean) (p. 3997) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3997).

ENTREPRISES : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3997) ; DELEBARRE (Michel) (p. 3998).

MILITAIRES RETRAITES : DELEBARRE (Michel) (p. 3996).

UNION NATIONALE POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (UNEDIC) : DELEBARRE (Michel) (p. 3996) ; BERANGER (Jean) (p. 3997).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable, de M. Jean Béranger, rapporteur (p. 3998) – *MM. Jean Béranger, rapporteur ; Charles Bonifay.*

Adoption de la motion (p. 3998) ; scrutin public n° 33 ; liste des votants (p. 4054).

Rejet du projet de loi (16 décembre 1985) (p. 3998).

3. – **Proposition de loi visant à favoriser la lutte contre le chômage,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jean Huchon, sénateur, et plusieurs de ses collègues (31 octobre 1985) [n° **64** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

EMPLOIS (créations)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Industrie - Travail, santé, solidarité
SECURITE SOCIALE, **1,** DG

EMPLOIS PUBLICS (créations et suppressions)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Education nationale - Industrie - Justice - Travail, santé, solidarité
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

EMPLOIS RESERVES

Voir VEUVES, **1**

EMPLOYEURS

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **2**
SECURITE SOCIALE, **1**
TRAVAIL, **2,** DG

EMPRISES RESERVEES

Voir CONSTRUCTION, **1**

EMPRUNTS

Voir LOIS DE FINANCES, **1 ; 3,** DG ; Suite de la discussion générale - Intérieur ; Art. 53
LOIS DE REGLEMENT, **1 ; 2**
MUTUELLES (sociétés), **1**

EMPRUNTS OBLIGATOIRES

Voir LOIS DE REGLEMENT, **1,** DG

ENERGIE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **70, 125**

ENERGIE (économies)

Voir COPROPRIETE, **1,** Art. 5
IMPOTS ET TAXES, **3,** DG
LOGEMENT, **1**

ENERGIE HYDRO-ELECTRIQUE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Industrie

ENERGIE NUCLEAIRE

1. – **Proposition de loi tendant à compenser financièrement les sujétions imposées aux habitants riverains des chantiers de centrales nucléaires,** PRESENTEE AU SENAT par MM. Paul Masson, Kléber Malécot et Louis Boyer, sénateurs (23 octobre 1985) [n° **48** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Voir aussi LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**

ENFANCE MARTYRE

1. – **Proposition de loi relative à la protection des enfants martyrisés,** PRESENTEE AU SENAT par M. Edouard Bonnefous, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1983 – 3 octobre 1983) [n° **496** (82-83)] – Reprise par son auteur le 3 avril 1985 – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Girod (26 juin 1985) [n° **428** (84-85)].

ENFANTS

Voir CIRCULATION ROUTIERE, **1,** DG
COLLECTIVITES LOCALES, **13**
ENFANCE MARTYRE, **1**
INSEMINATION ARTIFICIELLE, **1 ; 2**
MARIAGE, **1**
MUTUELLES (sociétés), **1**
SANG ET ORGANES HUMAINS, **1**
SECURITE SOCIALE, **1**
TRAITES ET CONVENTIONS, **7**

ENFANTS INADAPTES

Voir SECURITE SOCIALE, **1,** DG

ENFANTS NATURELS

Voir MARIAGE, **1,** DG

ENQUETES PUBLIQUES

Voir AGRICULTURE, **4**
MER ET LITTORAL, **2**

ENREGISTREMENT AUDIOVISUEL OU SONORE

Voir JUSTICE, **1**

ENSEIGNANTS

Voir ASSURANCE VIEILLESSE (régime des fonctionnaires civils et militaires), **1**
EDUCATION NATIONALE (ministère), **1,** DG
ENSEIGNEMENT, **4,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Culture
TRAITES ET CONVENTIONS, **33,** DG

ENSEIGNANTS (formation)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

ENSEIGNANTS ASSOCIES

Voir ENSEIGNEMENT, **3**

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1,** DG

ENSEIGNEMENT

1. – **Projet de loi relatif à la création d'établissements d'enseignement public,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale (18 avril 1985) [n° **2618**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Poignant (25 avril 1985) [n° **2649**] – Discussion (2 mai 1985) – Adoption (2 mai 1985) [n° **773**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 mai 1985) [n° **269** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Paul Séramy (22 mai 1985) [n° **297** (84-85)] – Discussion (23 mai 1985) (p. 705, 712) – Adoption (23 mai 1985) [n° **107**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (24 mai 1985) [n° **2715**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Poignant (30 mai 1985) [n° **2721**] – Discussion (4 juin 1985) – Adoption (4 juin 1985) [n° **798**].

PROMULGATION : Loi n° 85-583 du 10 juin 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juin 1985).

Discussion (première lecture)

(23 mai 1985) (p. 705, 712).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 705, 709) : *MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale ; Paul Séramy, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Gérard Delfau, Franck Sérusclat, Jean-Luc Bécart.*

COLLECTIVITES LOCALES : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 705, 706, 707) ; SERAMY (Paul) (p. 706, 707, 708) ; DELFAU (Gérard) (p. 708) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 709) ; BECART (Jean-Luc) (p. 709).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 705) ; SERAMY (Paul) (p. 706).

CONSTITUTION : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 705, 706, 707) ; SERAMY (Paul) (p. 707, 708) ; DELFAU (Gérard) (p. 708) ; BECART (Jean-Luc) (p. 709).

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES : SERAMY (Paul) (p. 707).

CONTRATS D'ASSOCIATION : SERUSCLAT (Franck) (p. 709).

DECENTRALISATION : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 705) ; SERAMY (Paul) (p. 707) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 709).

ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 706) ; SERAMY (Paul) (p. 706, 707) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 709) ; BECART (Jean-Luc) (p. 709).

ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 705, 706) ; SERAMY (Paul) (p. 707).

ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE : DELFAU (Gérard) (p. 708).

ENSEIGNEMENT PRIVE : SERAMY (Paul) (p. 706, 707, 708) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 709) ; BECART (Jean-Luc) (p. 709).

ENSEIGNEMENT PUBLIC : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 705, 706, 707) ; SERAMY (Paul) (p. 706, 707, 708) ; DELFAU (Gérard) (p. 708) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 709) ; BECART (Jean-Luc) (p. 709).

ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PUBLIC : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 705, 706, 707) ; SERAMY (Paul) (p. 706 à 708) ; DELFAU (Gérard) (p. 708) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 708, 709) ; BECART (Jean-Luc) (p. 709).

PROJET DE LOI SAVARY (enseignement privé) : SERAMY (Paul) (p. 706) ; BECART (Jean-Luc) (p. 709).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 709, 712) : *MM. Paul Séramy, rapporteur ; Jean-Pierre Chevènement, ministre.*

Art. unique *(Possibilité pour l'Etat de créer exceptionnellement des établissements d'enseignement public dans des conditions dérogatoires aux règles fixées par les lois de décentralisation)* (p. 709).

Adoptés : amendement de forme n° 5 de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre (p. 711) – Amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre : principe de la compatibilité des créations d'établissements du second degré avec le schéma prévisionnel des formations prévu par la loi du 22 juillet 1983 (p. 712).

Retiré : amendement n° 3 de M. Paul Séramy, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article introduisant la notion de demande scolaire et un paragraphe relatif à l'enseignement secondaire (p. 711).

– L'art. unique, ainsi modifié, est adopté (p. 712).

Adoption (23 mai 1985) (p. 712).

2. – **Proposition de loi relative à la gratuité, à l'aide sociale en matière scolaire et universitaire et à la création d'une prime de rentrée scolaire,** PRESENTEE AU SENAT par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 août 1985 – 2 octobre 1985) [n° **484** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – **Projet de loi relatif aux enseignants associés réfugiés,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, et par M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat aux universités (8 octobre 1985) [n° **10** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Paul Séramy (17 octobre 1985) [n° **36** (85-86)] – Discussion (17 octobre 1985) (p. 2290, 2292) – Adoption (17 octobre 1985) [n° **5**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (17 octobre 1985) [n° **3005**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Claude Cassaing (6 novembre 1985) [n° **3034**] – Discussion (15 novembre 1985) – Adoption (15 novembre 1985) [n° **898**].

Discussion (première lecture)

(17 octobre 1985) (p. 2290, 2292).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2290, 2292) : *MM. Paul Séramy, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat aux universités ; Mme Cécile Goldet.*

DROIT D'ASILE : SERAMY (Paul) (p. 2291) ; SCHWARTZENBERG (Roger-Gérard) (p. 2291).

ENSEIGNANTS ASSOCIES : SERAMY (Paul) (p. 2290, 2291) ; SCHWARTZENBERG (Roger-Gérard) (p. 2291, 2292) ; GOLDET (Cécile) (p. 2292).

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : SERAMY (Paul) (p. 2291) ; SCHWARTZENBERG (Roger-Gérard) (p. 2291, 2292).

REFUGIES POLITIQUES : SERAMY (Paul) (p. 2291) ; SCHWARTZENBERG (Roger-Gérard) (p. 2291, 2292).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2292)

Art. unique *(Renouvellement annuel des fonctions des enseignants associés réfugiés)* – Adopté : (p. 2292).

Explication de vote : Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 2292).

Adoption (17 octobre 1985) (p. 2292).

4. – **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale (10 juillet 1985) [n° **2908**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour vis à la commission des finances – Rapport de M. Bernard Montergnole (2 octobre 1985) [n° **2954**] – Avis de M. Michel Berson (2 octobre 1985) [n° **2965**] – URGENCE – Discussion (8 octobre 1985) – Adoption (8 octobre 1985) [n° **887**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 1985) [n° **26** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Adrien Gouteyron (6 novembre 1985) [n° **68** (85-86)] – Discussion (7 novembre 1985) (p. 2817, 2855) – Adoption (7 novembre 1985) [n° **24**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (8 novembre 1985) [n° **3049**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Bernard Montergnole (3 décembre 1985) [n° **3147**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Adrien Gouteyron (4 décembre 1985) [n° **133** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (8 novembre 1985) [n° **3049**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Robert Montergnole (4 décembre 1985) [n° **3150**] – Discussion (9 décembre 1985) – Adoption (9 décembre 1985) [n° **945**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (10 décembre 1985) [n° **169** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport oral de M. Adrien Gouteyron – Discussion (12 décembre 1985) (p. 3845, 3857) – Adoption (12 décembre 1985) [n° **52**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (13 décembre 1985) [n° **3190**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Montergnole (16 décembre 1985) [n° **3196**] – Discussion (16 décembre 1985) – Adoption (16 décembre 1985) [n° **959**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1371 du 23 décembre 1985 (J.O. Lois et décrets du 26 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(7 novembre 1985) (p. 2817, 2855).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2817, 2838) : *MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale ; Jean Andrieu, rapporteur de la section des affaires sociales du Conseil économique et social ; Adrien Gouteyron, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Gérard Delfau, Paul Séramy, Mme Hélène Luc, MM. Franck Sérusclat, Roland Ruet, Marc Boeuf, Albert Vecten, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique et technologique.*

APPRENTISSAGE : ANDRIEU (Jean) (p. 2821) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 2823, 2824) ; SERAMY (Paul) (p. 2827) ; VECTEN (Albert) (p.2833) ; CARRRAZ (Roland) (p. 2838).

BACCALAUREAT PROFESSIONNEL : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2818, 2819) ; ANDRIEU (Jean) (p. 2820) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 2822, 2823) ; DELFAU (Gérard) (p. 2825, 2826) ; LUC (Hélène) (p. 2828,

2829) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 2830, 2831) ; RUET (Roland) (p. 2832) ; BOEUF (Marc) (p. 2833) ; CARRAZ (Roland) (p. 2835, 2836).

BOURSES D'ETUDES : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2819) ; SERAMY (Paul) (p. 2827) ; VECTEN (Albert) (p. 2834) ; CARRAZ (Roland) (p. 2836).

COLLEGES : Delfau (Gérard) (p. 2825) ; SERAMY (Paul) (p. 2827) ; LUC (Hélène) (p. 2829).

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (avis) : ANDRIEU (Jean) (p. 2820, 2821).

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES : SERAMY (Paul) (p. 2827) ; CARRAZ (Roland) (p. 2838).

CONTRATS D'ASSOCIATION : SERAMY (Paul) (p. 2828).

CULTURE : SERUSCLAT (Franck) (p. 2830) ; CARRAZ (Roland) (p. 2835).

DIPLOMES : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2819) ; ANDRIEU (Jean) (p. 2820, 2821) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 2822) ; DELFAU (Gérard) (p. 2825) ; LUC (Hélène) (p. 2828) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 2830) ; RUET (Roland) (p. 2832) ; BOEUF (Marc) (p. 2833) ; VECTEN (Albert) (p. 2834) ; CARRAZ (Roland) (p. 2835, 2836, 2837, 2838).

ECOLES (grandes écoles) : SERAMY (Paul) (p. 2828).

ENSEIGNANTS : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2819) ; ANDRIEU (Jean) (p. 2820) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 2823) ; DELFAU (Gérard) (p. 2825) ; SERAMY (Paul) (p. 2827) ; LUC (Hélène) (p. 2829) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 2831) ; BOEUF (Marc) (p. 2833) ; CARRAZ (Roland) (p. 2837).

ENSEIGNEMENT AGRICOLE : GOUTEYRON (Adrien) (p. 2824) ; VECTEN (Albert) (p. 2833, 2834) ; CARRAZ (Roland) (p. 2838).

ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2818) ; DELFAU (Gérard) (p. 2825) ; LUC (Hélène) (p. 2829) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 2831).

ENSEIGNEMENT PRIVE : GOUTEYRON (Adrien) (p. 2823) ; SERAMY (Paul) (p. 2828) ; VECTEN (Albert) (p. 2833) ; CARRAZ (Roland) (p. 2838).

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2818) ; SERAMY (Paul) (p. 2827, 2828) ; LUC (Hélène) (p. 2829) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2834) ; CARRAZ (Roland) (p. 2838).

ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNEL : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2817 à 2820) ; ANDRIEU (Jean) (p. 2820, 2821) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 2821 à 2824) ; DELFAU (Gérard) (p. 2824 à 2826) ; SERAMY (Paul) (p. 2826 à 2828) ; LUC (Hélène) (p. 2828 à 2830) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 2830, 2831) ; RUET (Roland) (p. 2831, 2832) ; BOEUF (Marc) (p. 2832, 2833) ; VECTEN (Albert) (p. 2833, 2834) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2834) ; CARRAZ (Roland) (p. 2834 à 2838).

ENTREPRISES : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2817, 2818) ; ANDRIEU (Jean) (p. 2821) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 2823) ; BOEUF (Marc) (p. 2833) ; CARRAZ (Roland) (p. 2835).

FORMATION PROFESSIONNELLE (des jeunes) : Voir ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNEL.

INFORMATIQUE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2817) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 2823).

INGENIEURS : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2818, 2819) ; SERAMY (Paul) (p. 2828) ; LUC (Hélène) (p. 2829) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2834).

INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE TECHNOLOGIE (IUT) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2819) ; SERAMY (Paul) (p. 2827) ; CARRAZ (Roland) (p. 2836).

LOI SAVARY (loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur) : ANDRIEU (Jean) (p. 2821) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 2823) ; SERAMY (Paul) (p. 2827).

LYCEES : GOUTEYRON (Adrien) (p. 2824) ; SERAMY (Paul) (p. 2827) ; CARRAZ (Roland) (p. 2838).

LYCEES D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (LEP) : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2818) ; SERAMY (Paul) (p. 2827) ; BOEUF (Marc) (p. 2833) ; CARRAZ (Roland) (p. 2837).

LYCEES PROFESSIONNELS : Voir LYCEES D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (LEP).

RAPPORT BLOCH (école et entreprise) : ANDRIEU (Jean) (p. 2820) ; LUC (Hélène) (p. 2828) ; CARRAZ (Roland) (p. 2835).

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2818) ; ANDRIEU (Jean) (p. 2821).

REGIONS (nouvelles compétences) : GOUTEYRON (Adrien) (p. 2824) ; SERAMY (Paul) (p. 2827) ; CARRAZ (Roland) (p. 2838).

SCHEMAS REGIONAUX DE FORMATION PROFESSIONNELLE : SERUSCLAT (Franck) (p. 2830).

TECHNOLOGIE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2817) ; ANDRIEU (Jean) (p. 2820) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 2822) ; SERAMY (Paul) (p. 2827) ; CARRAZ (Roland) (p. 2835).

UNIVERSITES DE TECHNOLOGIE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 2818) ; ANDRIEU (Jean) (p. 2821) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 2823) ; DELFAU (Gérard) (p. 2825, 2826) ; SERAMY (Paul) (p. 2827) ; LUC (Hélène) (p. 2829) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2834).

ZONES D'EDUCATION PRIORITAIRE (ZEP) : LUC (Hélène) (p. 2829) ; CARRAZ (Roland) (p. 2837).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2838, 2855) : *MM. Adrien Gouteyron, rapporteur ; Roland Carraz, secrétaire d'Etat ; Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Albert Vecten, Franck Sérusclat, Guy Besse.*

TITRE Ier

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1er *(Finalités de l'enseignement technologique et professionnel)* (p. 2838).

Rejeté : amendement n° 2 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : contribution de l'enseignement technologique et professionnel à la modernisation de l'économie nationale et à l'élévation générale des connaissances et des qualifications (p. 2839).

– L'art. 1er est adopté (p. 2839).

Art. 2 *(Enseignement de la technologie)* – Adopté (p. 2839).

Art. 3 *(Initiation à la technologie)* (p. 2839).

Adopté : amendement rédactionnel n° 3 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 2839).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2839).

Art. 4 *(Evaluation et actualisation des formations)* (p. 2839).

Adopté : amendement rédactionnel n° 4 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 2839).

Retiré : amendement n° 5 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : détermination par décret des conditions de participation aux

procédures d'évaluation et d'actualisation des représentants des milieux professionnels et des personnels des établissements publics et privés sous contrat (p. 2840).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2840).

Art. 5 *(Attestation des connaissances et des compétences)* (p. 2840).

Adopté : amendement n° 6 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : distinction entre l'attestation de fin de cycle de scolarité et les unités capitalisables (p. 2840).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2840).

TITRE II

L'ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNEL DU SECOND DEGRE

Art. 6 *(Formations de l'enseignement technologique)* (p. 2840).

Adopté : amendement n° 7 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : délivrance, à la fin des formations technologiques du second degré, d'un baccalauréat technologique ou d'un brevet de technicien (p. 2841).

Rejeté : amendement n° 36 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : mission des formations technologiques et professionnelles du second degré ; mise en place d'un baccalauréat unique, série technologique et professionnelle (p. 2841).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2841).

Art. 7 *(Formations de l'enseignement professionnel)* (p. 2841).

Adoptés : amendements de M. Adrien Gouteyron, rapporteur, n° 8 : formation professionnelle du second degré et séquences éducatives sous forme de stages en entreprise (p. 2842) – n° 9 : maisons familiales rurales (p. 2842) – Et n° 10 : maintien du brevet de technicien (p. 2842).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2842).

Art. 8 *(Transformation des brevets de techniciens en baccalauréats technologiques ou professionnels)* (p. 2842).

Adopté : amendement de coordination n° 11 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : possibilité de transformation des brevets de technicien en baccalauréats technologiques ou professionnels après consultation des milieux professionnels intéressés (p. 2843).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2843).

Art. 8 bis *(Préparation des nouveaux diplômes par la voie de la formation professionnelle continue* (p. 2843).

Adopté : amendement n° 12 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : apprentissage et formation professionnelle continue (p. 2844).

Retiré : amendement n° 1 de M. Guy Besse : formations initiales en alternance (p. 2844).

– L'art. 8 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2844).

Art. 8 ter *(Rôle de la rénovation des collèges et des formations de niveau V* (p. 2844).

Adopté : amendement n° 13 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : possibilité de préparation d'un CAP dans un lycée professionnel dès la fin de la cinquième ; classes spéciales et d'adaptation (p. 2846).

Devient sans objet : amendement n° 38 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : remodelage des CAP et des BEP dans les lycées professionnels (p. 2846).

– L'art. 8 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 2846).

Art. 8 quater *(Changements d'orientation)* (p. 2846).

Adopté : amendement de coordination n° 14 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : modalités de passage des élèves des formations de l'enseignement général et technologique vers les formations de l'enseignement professionnel (p. 2846).

– L'art. 8 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 2846).

Après l'art. 8 quater (p. 2846).

Rejeté : amendement n° 39 (art. additionnel) de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : niveau de qualification des maîtres préparant à un baccalauréat ou à un brevet de technicien (p. 2846).

TITRE III

L'ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE SUPERIEUR

Art. 9 *(Universités de technologie)* (p. 2846).

Adoptés : amendements de M. Adrien Gouteyron, rapporteur, n° 15 : situation des universités de technologie (p. 2848) – n° 16 : composition du conseil d'administration de chaque université de technologie ; nomination du président par le ministre (p. 2848) – Et n° 17 : détermination par décret en Conseil d'Etat des règles particulières d'organisation et de fonctionnement des universités de technologie, dans le respect de l'autonomie de ces établissements (p. 2848).

Rejeté : amendement n° 40 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : rôle des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, EPSCP, après regroupement d'établissements supérieurs existants, en matière de formation d'ingénieurs, de développement de la recherche et de la technologie (p. 2848).

Devient sans objet : amendement n° 41 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : soumission des futures universités de technologie aux dispositions prévues par les art. 25 à 33 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur (p. 2848).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2848).

Art. 10 *(Centres polytechniques universitaires)* (p. 2848).

Adopté : amendement n° 18 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : statut des centres polytechniques universitaires et dérogation à la loi de 1984 (p. 2849).

Devient sans objet : amendement n° 42 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : absence de soumission des centres polytechniques universitaires aux dispositions de l'article 33 de la loi du 26 janvier 1984 (p. 2849).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2849).

Après l'art. 10 (p. 2849).

Adopté : amendement n° 31 (art. additionnel) de M. Paul Séramy, soutenu par M. Albert Vecten : composition du conseil d'administration de chaque institut universitaire de technologie (p. 2849).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2849).

TITRE IV

DISPOSITIONS FINANCIERES ET DIVERSES

Art. 11 *(Effectifs d'élèves et d'étudiants en 1990)* (p. 2849).

Adoptés : amendement n° 19 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : capacité d'accueil des lycées et établissements d'enseignement supérieur (p. 2850) ; sous-amendement n° 29 de M. Albert Vecten : formation de techniciens supérieurs et d'ingénieurs relevant du ministère de l'agriculture (p. 2850).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2850).

Art. 12 *(Moyens des enseignements technologiques et professionnels)* (p. 2850).

Adoptés : amendements de M. Adrien Gouteyron, rapporteur, n° 20 : effort financier en faveur de l'enseignement agricole

(p. 2850) – Et n° 21, de coordination (p. 2851) – Amendement n° 34 de M. Paul Séramy, soutenu par M. Albert Vecten : détermination par décret des conditions de développement de la formation initiale et continue des maîtres de l'enseignement professionnel (p. 2850).

Retiré : amendement n° 30 de M. Albert Vecten : modalités de progression des moyens nécessaires à l'enseignement agricole public et privé (p. 2851).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 2851).

Après l'art. 12 (p. 2851).

Adopté : amendement n° 32 (art. additionnel) de M. Paul Séramy, soutenu par M. Albert Vecten : possibilité de conclusion d'un contrat avec l'Etat par les établissements d'enseignement supérieur privés à but non lucratif et reconnus par l'Etat ou habilités à délivrer un diplôme d'ingénieur (p. 2851).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2851).

Art. 13 *(Insertion dans le Plan)* (p. 2851).

Adopté : amendement n° 35 de M. Paul Séramy, soutenu par M. Albert Vecten : intégration des dispositions de cette loi dans la loi de plan (p. 2851).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2852).

Art. 14 *(Mobilité des salariés et des enseignants entre les entreprises et les établissements d'enseignement)* (p. 2852).

Adoptés : amendements de M. Adrien Gouteyron, rapporteur, n° 22 : mobilité des salariés des entreprises publiques et privées vers les établissements d'enseignement et des personnels enseignants vers les entreprises (p. 2852) – n° 23 : possibilité de prévoir, dans les conventions, le remboursement aux entreprises, des rémunérations versées aux salariés mis à disposition (p. 2852) – n° 24 : extension par voie conventionnelle, aux établissements d'enseignement privés sous contrat, des possibilités dont bénéficient les établissements publics (p. 2852) – n° 25 : amendement rédactionnel (p. 2853) – Et n° 26 : possibilités de mobilité du personnel enseignant des établissements privés vers les entreprises (p. 2853).

Rejeté : ammendement n° 43 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : critères de compétence des salariés extérieurs aux établissements d'enseignement (p. 2852).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2853).

Art. 15 *(Abrogation de certaines dispositions de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 sur l'enseignement technologique)* (p. 2853).

Adopté : amendement n° 27 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : suppression de cet article (p. 2853).

– L'art. 15 est supprimé (p. 2853).

Après l'art. 15 (p. 2853).

Adopté : amendement n° 33 (art. additionnel) de M. Paul Séramy, soutenu par M. Albert Vecten : institution et rôle de la commission nationale d'harmonisation ; information du Parlement sur l'évolution des effectifs d'élèves et de personnels enseignants pour chaque type de formation (p. 2854).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2854).

Art. 16 *(Rapport annuel au Parlement)* (p. 2854).

Adopté : amendement n° 28 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : dépôt par le Gouvernement d'un seul rapport annuel au Parlement sur l'exécution de cette loi et de la loi du 16 juillet 1971 d'orientation de l'enseignement technologique (p. 2854).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2854).

Explications de vote : M. Franck Sérusclat (p. 2854), Mme Hélène Luc (p. 2854), M. Albert Vecten (p. 2855).

Adoption (7 novembre 1985) (p. 2855).

Discussion (nouvelle lecture)

(12 décembre 1985) (p. 3845, 3857).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3845, 3848) : *MM. Roland Carraz, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique et technologique ; Adrien Gouteyron, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Franck Sérusclat.*

APPRENTISSAGE : GOUTEYRON (Adrien) (p. 3847) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 3848).

CENTRES DE FORMATION ACCELEREE (CFA) : GOUTEYRON (Adrien) (p. 3847) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 3848).

DIPLOMES : CARRAZ (Roland) (p. 3845).

ENSEIGNEMENT AGRICOLE : GOUTEYRON (Adrien) (p. 3846, 3847).

ENSEIGNEMENT PRIVE : GOUTEYRON (Adrien) (p. 3847) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 3847).

ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNEL : CARRAZ (Roland) (p. 3845) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 3845, 3846, 3847) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 3847, 3848).

INFORMATIQUE : CARRAZ (Roland) (p. 3845).

LYCEES D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (LEP) : CARRAZ (Roland) (p. 3845) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 3846).

UNIVERSITES DE TECHNOLOGIE : CARRAZ (Roland) (p. 3845) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 3846).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3848, 3857) : *MM. Adrien Gouteyron, rapporteur ; Roland Carraz, secrétaire d'Etat ; Jacques Descours Desacres.*

Art. 5 et 6 – Adoptés (p. 3848).

Art. 7 (p. 3848).

Adopté : amendement n° 1 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : formations professionnelles du second degré et séquences éducatives sous forme de stages en entreprise (p. 3849).

Retiré : amendement n° 2 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : maisons familiales rurales (p. 3849).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3849).

Art. 8, 8 bis et 8 ter (p. 3849).

Adoptés : amendements n° 3, 4 et 5 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : retour au texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 3849, 3850).

– Les articles 8, 8 bis et 8 ter, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 3849 et 3850).

Art. 8 quater (p. 3850).

Adopté : amendement n° 6 de suppression pour coordination de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 3850).

– L'art. 8 quater est supprimé (p. 3850).

Art. 9 (p. 3850).

Adoptés : amendements n° 21, 22, 23 et 7 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : universités de technologie (p. 3851).

Rejeté : amendement n° 20 de Mme Danielle Bidard-Reydet : universités de technologie (p. 3851).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3851).

Art. 10 (p. 3851).

Adopté : amendement n° 8 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : centres polytechniques universitaires (p. 3852).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3852).

Art. 10 bis (p. 3852) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 9 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : retour au texte adopté par le Sénat en première lecture relatif aux instituts universitaires de technologie (p. 3852).

– L'art. 10 bis est rétabli, ainsi rédigé (p. 3852).

Art. 11 (p. 3852).

Adopté : amendement n° 10 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : capacité d'accueil des lycées et établissements d'enseignement supérieur (p. 3852).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 3852).

Après l'art. 11 (p. 3852).

Adopté : amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : effectifs des élèves préparant les CAP et les BEP (p. 3854).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3854).

Art. 12 (p. 3854).

Adoptés : amendements de M. Adrien Gouteyron, rapporteur ; n° 12 : effort financier en faveur de l'enseignement agricole ; et n° 13 : de coordination (p. 3855).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3855).

Art. 12 bis (p. 3855) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 14 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : retour au texte adopté par le Sénat en première lecture relatif aux établissements d'enseignement supérieur privés.

– L'art. 12 bis est rétabli, ainsi rédigé (p. 3855).

Art. 14 (p. 3855).

Adoptés : amendements n° 15, 16 et 17 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : retour au texte adopté en première lecture relatif au congé d'enseignement (p. 3856).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 3856).

Art. 15 (p. 3856).

Adopté : amendement de suppression n° 18 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur (p. 3856).

– L'art. 15 est supprimé (p. 3856).

Art. 15 bis (p. 3856) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement de rétablissement n° 19 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : commission nationale d'harmonisation (p. 3857).

– L'art. 15 bis est rétabli, ainsi rédigé (p. 3857).

Explications de vote : Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 3857) ; M. Gérard Delfau (p. 3857).

Adoption (12 décembre 1985) (p. 3857).

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, **4**, DG ; **8**, DG ; **11**, DG ; **12**
CONGES DE FORMATION, **1**, DG
EDUCATION NATIONALE (ministère), **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Culture - Défense et relations extérieures - Départements et territoires d'outre-mer
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

ENSEIGNEMENT (gratuité)

Voir ENSEIGNEMENT, **2**

ENSEIGNEMENT (personnel non enseignant)

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, DG

ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Voir ENSEIGNEMENT, **4**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Agriculture

ENSEIGNEMENT AGRICOLE PRIVE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Agriculture

ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **12**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE

Voir EDUCATION NATIONALE (ministère), **1**
ENSEIGNEMENT, **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer - Education nationale
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE

Voir EDUCATION NATIONALE (ministère), **1**
ENSEIGNEMENT, **1 ; 4**
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Education nationale
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE (nouveaux programmes et instructions)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE

Voir EDUCATION NATIONALE (ministère), **1**
ENSEIGNEMENT, **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

ENSEIGNEMENT PRIVE

Voir ASSURANCE VIEILLESSE (régime des fonctionnaires civils et militaires), **1**
EDUCATION NATIONALE (ministère), **1**
ENSEIGNEMENT, **1**, DG ; **4**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Education nationale ; Art. 62
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

ENSEIGNEMENT PRIVE (personnels)

Voir ASSURANCE VIEILLESSE (régime des fonctionnaires civils et militaires), **1**, DG

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 4

ENSEIGNEMENT PUBLIC

Voir ASSURANCE VIEILLESSE (régime des fonctionnaires civils et militaires), 1
ENSEIGNEMENT, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 4

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

1. – **Proposition de loi sur l'enseignement supérieur,** PRESENTEE AU SENAT par M. Paul Séramy, sénateur, et plusieurs de ses collègues (31 octobre 1985) [n° **62** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

2. – **Dépôt d'un rapport du Gouvernement sur l'enseignement supérieur,** en application de la loi du 26 janvier 1984 (17 décembre 1985) (p. 4135).

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, 12
EDUCATION NATIONALE (ministère), 1
ENSEIGNEMENT, 3 ; 4
EPARGNE, 1
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Culture - Défense et relations extérieures - Education nationale
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 4
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AGRICOLE

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Agriculture

ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNEL

Voir ENSEIGNEMENT, 4
LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Agriculture - Education nationale
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 4
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, Art. 7

ENTENTES

Voir PRIX ET CONCURRENCE, 2, DG

ENTREPRISES

1. – **Proposition de loi tendant à faciliter la création d'entreprises innovantes en incitant fiscalement les personnes physiques à investir,** PRESENTEE AU SENAT par M. Pierre Laffitte, sénateur, et des membres du groupe de la gauche démocratique, apparenté et rattaché administrativement (20 décembre 1985) [n° **267** (85-86)] – Renvoi à la commission des finances.

Voir aussi BAUX, 1
EMPLOI, ACTIVITE, 2, DG
ENSEIGNEMENT, 4, DG
ENVIRONNEMENT, 1, DG
GREVES, 1
IMPOT SUR LE REVENU, 2
LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Industrie ; Art. 3, 7, 8, 11, 17, 51
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 1, DG
LOIS DE REGLEMENT, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1
PRIX ET CONCURRENCE, 2
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 69
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1
SECURITE SOCIALE, 1, DG
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, 1
TRAVAIL, 2 ; 3

ENTREPRISES (aide aux)

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 25

ENTREPRISES (charges des)

Voir CONGES DE FORMATION, 1, DG
EMPLOI, ACTIVITE, 1, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Industrie - Logement, urbanisme et transports

ENTREPRISES (création d')

Voir ENTREPRISES, 1
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité ; Art. 8, 11
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

ENTREPRISES (crédit d'impôt-recherche)

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

ENTREPRISES (fiscalité des)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Art. 3, 4, 8, 10
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, 1, DG

ENTREPRISES (petites)

Voir SECURITE SOCIALE, 1, DG

ENTREPRISES (registres)

Voir SECURITE SOCIALE, 1, DG

ENTREPRISES (transmission d')

Voir BAUX, 1, DG
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, 1, DG

ENTREPRISES EN DIFFICULTE

Voir ASSOCIATIONS, 1

ENTREPRISES NATIONALES

Voir LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Industrie ; Art. 60
LOIS DE REGLEMENT, 2, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 125

ENTREPRISES PUBLIQUES

1. – **Proposition de loi sur l'adhésion des membres des directions des entreprises publiques et nationalisées à des**

associations patronales privées, PRESENTEE AU SENAT par M. Ivan Renar, sénateur, et plusieurs de ses collègues (28 mai 1985) [n° **317** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Rapport d'information** fait, au nom de la commission des finances, sur le contrôle des entreprises publiques : secteur public industriel élargi en 1982, par MM. Maurice Blin, Jean Chamant, André Fosset et Henri Torre (2 octobre 1985) [n° **8** (85-86)].

Voir aussi POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1,** DG
SECURITE SOCIALE, **1**
SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS (SNCF), **1**
VALEURS MOBILIERES, **1,** DG

ENTREPRISES UNIPERSONNELLES A RESPONSABILITE LIMITEE (EURL)

Voir ECONOMIE SOCIALE, **1,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 5
SECURITE SOCIALE, **2**
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, **1**

ENVIRONNEMENT

1. – **Projet de loi modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement (5 novembre 1984) [n° **2408**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Amédée Renault (5 décembre 1984) [n° **2480**] – Discussion (11 décembre 1984) – Adoption (11 décembre 1984) [n° **717**] –NOUVEL INTITULE : **Projet de loi relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ».**

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 décembre 1984) [n° **140** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (10 avril 1985) [n° **229** (84-85)] – Discussion (17 avril 1985) (p. 255, 267) – Adoption (17 avril 1985) [n° **86**] – NOUVEL INTITULE : **« Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ».**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 avril 1985) [n° **2622**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Amédée Renault (2 mai 1985) [n° **2664**] – Discussion (14 mai 1985) – Adoption (14 mai 1985) [n° **780**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (15 mai 1985) [n° **284** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (12 juin 1985) [n° **362** (84-85)] – Discussion (19 juin 1985) (p. 1396, 1398) – Adoption (19 juin 1985) [n° **130**].

PROMULGATION : Loi n° 85-661 du 3 juillet 1985 (*JO* Lois et décrets du 4 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(17 avril 1985) (p. 255, 267).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 255, 258) *Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement ; MM. Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Louis Minetti.*

BEZIERS (usine filiale de l'Union Carbide) : MINETTI (Louis) (p. 257).

BHOPAL (catastrophe industrielle en Inde) : MINETTI (Louis) (p. 257).

COMITES D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT) : MINETTI (Louis) (p. 258).

ENTREPRISES : BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 256) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 257) ; MINETTI (Louis) (p. 257, 258).

ENVIRONNEMENT : BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 256) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 257) ; MINETTI (Louis) (p. 257, 258).

INSTALLATIONS CLASSEES : BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 256) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 257) ; MINETTI (Louis) (p. 257, 258).

RISQUES MAJEURS : BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 256) ; MINETTI (Louis) (p. 257).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 258, 267) *M. Marcel Rudloff, rapporteur ; Mme Huguette Bouchardeau, ministre ; MM. Jacques Descours Desacres, Louis Minetti, André Rouvière, Jacques Habert.*

Art. 1 *(Art. 18 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées – Aggravation des sanctions du délit d'exploitation sans autorisation)* (p. 258).

Adopté : amendement n° 1 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : cessation de l'interdiction d'utiliser l'installation dès l'obtention de l'autorisation ; exécution provisoire pouvant être ordonnée par le tribunal ; suppression de la possibilité pour le tribunal d'ordonner la remise en état des lieux (p. 259).

Devient sans objet : amendement n° 14 de Mme Huguette Bouchardeau, ministre : cessation de l'interdiction d'utiliser l'installation dès l'obtention de l'autorisation ; exécution provisoire de l'interdiction pouvant être ordonnée par le tribunal ; remise en état des lieux pouvant être exigée par le tribunal dans un délai déterminé (p. 259).

– L'art. 1, ainsi modifié, est adopté (p. 259).

Art. 2 *(Art. 19 de la loi du 19 juillet 1976 – Sanctions pénales pour non-respect des prescriptions techniques)* (p. 259).

Adoptés : amendements rédactionnels n^{os} 2 et 3 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 260).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 260).

Art. 3 *(Art. 20 de la loi du 19 juillet 1976 – Aggravation des sanctions pour inexécution des mesures de fermeture administrative ou judiciaire et correctionnalisation des infractions aux arrêtés préfectoraux de mise en demeure)* (p. 260).

Adopté : amendement n° 5 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : sanctions à l'encontre de l'exploitant d'une installation ne tenant pas compte d'un arrêté de mise en demeure pris par le représentant de l'Etat dans le département (p. 261).

Rejeté : amendement n° 4 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : diminution du taux maximal de l'amende encourue par l'exploitant d'une installation en infraction avec une mesure de fermeture ou de suspension (p. 260).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 261).

Après l'art. 3 (p. 262).

Adopté : amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : doublement des peines lorsque la blessure ou l'homicide involontaire ont été provoqués par une infraction aux dispositions du présent projet de loi (p. 262).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 262).

Art. 4 *(Art. 21 de la loi du 19 juillet 1976 – Obstacle aux fonctions des inspecteurs des installations classées)* – Adopté (p. 262).

Art. 5 *(Art. 22-1 nouveau de la loi du 19 juillet 1976 – Publicité du jugement de condamnation)* (p. 262).

Adoptés : amendement n° 7 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : affichage du jugement de condamnation pouvant être ordonné en cas de contravention ; évaluation des frais de publicité à la charge du condamné (p. 263) ; sous-amendement n° 15 de Mme Huguette Bouchardeau, ministre : possibilité pour le tribunal d'ordonner la publication du jugement et, éventuellement, la diffusion d'un message informant le public des motifs et du contenu de sa décision (p. 263).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 263).

Art. 6 *(Art. 22-2 nouveau de la loi du 19 juillet 1976 – Habilitation des associations à se constituer partie civile)* (p. 263).

Adopté : amendement n° 8 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, de suppresion de cet article (p. 264).

– L'art. 6 est supprimé (p. 264).

Art. 7 *(Art. 22-3 nouveau de la loi du 19 juillet 1976 – Protection des intérêts du personnel pendant la durée de suspension de fonctionnement de l'installation classée)* (p. 264).

Adopté : amendement rédactionnel n° 9 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 264).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 264).

Art. 8 *(Art. L. 421-8-1 nouveau du code de l'urbanisme – Inscription de la liste des installations classées en annexe du plan d'occupation des sols)* (p. 264).

Adopté : amendement n° 10 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, de suppression de cet article (p. 264).

– L'art. 8 est supprimé (p. 264).

Après l'art. 8 (p. 264).

Retiré : amendement n° 12 de Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, soutenu par M. André Rouvière : cas des terrains entourant une installation classée : servitudes découlant de l'installation accompagnées d'une indemnisation (p. 266).

Intitulé (p. 266).

Adopté : amendement n° 11 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : « Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ».

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 266).

Explications de vote : MM. Franck Sérusclat (p. 267), Jacques Larché, président de la commission des lois (p. 267).

Adoption (17 avril 1985) (p. 267).

Discussion (deuxième lecture)

(19 juin 1985) (p. 1396, 1398).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1396, 1397) : *MM. Charles Hernu, ministre de la défense ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois.*

ENVIRONNEMENT : HERNU (Charles) (p. 1396) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 1397).

INSTALLATIONS CLASSEES : HERNU (Charles) (p. 1396) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 1397).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1397)

Art. 1er et 6 – Adoptés (p. 1397).

Explication de vote : M. Jacques Eberhard (p. 1397) ; intervention de M. Charles Hernu, ministre (p. 1397).

Adoption (19 juin 1985) (p. 1398).

2. – Dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur **la protection et le contrôle des matières nucléaires** relatif à l'année 1984, établi conformément à l'article 10 de la loi n° 80-572 du 25 juillet 1980 (27 juin 1985) (p. 1750).

Voir aussi CONSTRUCTION, **1**, DG
ENERGIE NUCLEAIRE, **1**
MER ET LITTORAL, **1**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **69**
TRAITES ET CONVENTIONS, **16**
URBANISME, **1**

EPARGNE

1. – **Proposition de loi tendant à la création d'un livret d'épargne études supérieures,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jean Delaneau, sénateur (27 juin 1985) [n° **432** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances.

Voir aussi ASSOCIATIONS, **1**
LOGEMENT, **1**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Industrie
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25**
VALEURS MOBILIERES, **1**

EPARGNE LOGEMENT

Voir LOGEMENT, **1**

EPAVES MARITIMES

Voir MER ET LITTORAL, **1**

EQUIPEMENT (services)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **66**

EQUIPEMENT SCOLAIRE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **62**

EQUIPEMENTS

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **4**, DG ; **10**, DG
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **5**, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4**, DG
IMPOTS ET TAXES, **3**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Agriculture - Défense et relations extérieures - Industrie - Intérieur - Travail, santé, solidarité
NOUVELLE-CALEDONIE, **3**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25**

EQUIPEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **13**

EQUIPEMENTS SPORTIFS

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Jeunesse et sports
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **3**

ESCOMPTE

Voir BANQUE DE FRANCE, **1**

ESPACE

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**
TRAITES ET CONVENTIONS, **17**

ESPACE AERIEN

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **3**

ESPAGNE

Voir PECHE, **1**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, **1**, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **28**

ESSENCE SANS PLOMB

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **70**

ESSENCES (service des)

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

ESTUAIRES

Voir PECHE, **1**, DG

ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PUBLIC

Voir ENSEIGNEMENT, **1**

ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE

1. – **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives aux établissements d'hospitalisation publique et à rétablir les attributions des services hospitaliers,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jean Chérioux, sénateur, et plusieurs de ses collègues (16 décembre 1985) [n° **217** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi relative aux activités du secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publique,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jean Chérioux, sénateur, et plusieurs de ses collègues (16 décembre 1985) [n° **218** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, **7** ; **13**
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4**
MUTUELLES (sociétés), **1**
SANTE PUBLIQUE, **2**
SECURITE SOCIALE, **1**

ETABLISSEMENTS PUBLICS

Voir AUDIOVISUEL, **5**, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG
RAPATRIES, **1**

ETABLISSEMENTS PUBLICS REGIONAUX

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **11**, DG
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **5**, DG

ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX

Voir SECURITE SOCIALE, **1**, DG

ETAT CIVIL

Voir DEPORTES, INTERNES ET RESISTANTS, **1**, DG
MARIAGE, **1**

ETAT D'URGENCE

1. – **Proposition de loi tendant à assurer aux territoires d'outre-mer les mêmes garanties juridiques que la métropole et les départements d'outre-mer en cas de mise en oeuvre de l'état d'urgence,** PRESENTEE AU SENAT par MM. Pierre Salvi et Claude Mont, sénateurs (23 janvier 1985) [n° **191** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi NOUVELLE-CALEDONIE, **1** ; **3**, DG

ETATS-UNIS D'AMERIQUE (USA)

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102, 125, 136**
TRAITES ET CONVENTIONS, **5** ; **39**, DG

ETHANOL

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Agriculture
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **70, 102**

ETHIOPIE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**

ETHIQUE MEDICALE

Voir INSEMINATION ARTIFICIELLE, **1** ; **2**
SANG ET ORGANES HUMAINS, **1**

ETHNOLOGIE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Culture

ETRANGERS

Voir ENSEIGNEMENT, **3**
POLICE, **1**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4, 129, 141**
RAPATRIES, **1**
TRAITES ET CONVENTIONS, **41**

ETUDIANTS

Voir EPARGNE, **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité ; Art. 68

EUREKA (European research coordination agency)

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
TRAITES ET CONVENTIONS, **28**, DG ; **30**, DG

EUROPE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
TRAITES ET CONVENTIONS, **14** ; **20** ; **21** ; **28**, DG

EUROPE (coopération en matière d'armement)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 75

EUROPE BLEUE

Voir PECHE, 1, DG

EUTELSAT (satellites)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 38

EXAMENS ET CONCOURS

Voir ARMEE, 1, DG

EXECUTION DES PEINES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 12

EXODE RURAL

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 102

EXPERT EN AUTOMOBILE

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG

EXPERTISES

Voir PROCEDURE PENALE, 1

EXPLOITANTS AGRICOLES

Voir MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, 1, DG

EXPLOITANTS AGRICOLES (conjoints)

Voir AGRICULTURE, 3
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, 1

EXPLOITATIONS AGRICOLES

Voir AGRICULTURE, 4, DG
FAILLITE, REGLEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DE BIENS, 1
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, 1
NOUVELLE-CALEDONIE, 3, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 102

EXPLOITATIONS AGRICOLES A RESPONSABILITE LIMITEE (EARL)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Agriculture ; Art. 5
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, 1, DG
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, 1, DG

EXPLOITATIONS AGRICOLES FAMILIALES

Voir SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, 1, DG

EXPORTATIONS

Voir BOIS ET FORETS, 1, DG
LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Agriculture - Industrie
LOIS DE REGLEMENT, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 25, 102, 136

EXPOSITIONS ET SALONS

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Industrie

EXPROPRIATION

Voir URBANISME, 2

EXPULSIONS (aux frontières)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 41

EXPULSIONS (logement)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 141

EXTRADITION

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 22, DG ; 37

F

FAILLITE, REGLEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DE BIENS

1. – **Proposition de loi relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises agricoles,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jean Arthuis, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 août 1985 – 2 octobre 1985) [n° **489** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi VALEURS MOBILIERES, **1,** DG

FAITS PERSONNELS

1. – **M. Michel Darras :** application de l'article 44, huitième alinéa, du règlement du Sénat, à la suite d'une intervention de M. Etienne Dailly (20 août 1985) (p. 2164).

2. – **MM. Etienne Dailly et Franz Duboscq :** incidents survenus lors de la séance de questions au Gouvernement ; propos tenus par le ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie et le ministre chargé des relations avec le Parlement (10 octobre 1985) (p. 2238, 2240) – *MM. Etienne Dailly, Franz Duboscq, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Mme Hélène Luc.*

FAMILLE

1. – **Proposition de loi tendant à rétablir l'égalité fiscale entre les familles,** PRESENTEE AU SENAT par M. Pierre Ceccaldi-Pavard, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 avril 1985) [n° **220** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances.

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, **13**
MARIAGE, **1**
MUTUELLES (sociétés), **1**
PAUVRETE, **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **21**
SECURITE SOCIALE, **1 ; 2**

FAUTE (responsabilité pour)

Voir CIRCULATION ROUTIERE, **1,** DG

FAUTE INEXCUSABLE

Voir CIRCULATION ROUTIERE, **1**

FAUX EN ECRITURES PUBLIQUES

Voir LOIS DE REGLEMENT, **1,** DG

FEDERATION FRANCAISE D'ATHLETISME

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **3**

FEDERATION NATIONALE DE LA MUTUALITE FRANCAISE (FNMF)

Voir MUTUELLES (sociétés), **1,** DG

FEDERATION NATIONALE DES MAIRES RURAUX

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **10,** DG

FEDERATIONS DEPARTEMENTALES DES CHASSEURS

Voir CHASSE, **1**

FEDERATIONS SPORTIVES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **3**

FEMMES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **13**
CONGES DE FORMATION, **1,** DG
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3,** DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **3,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
MARIAGE, **1**
SECURITE SOCIALE, **1**

FERMAGE (statut)

Voir MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, **1,** DG

FILIALES

Voir SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, **2,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **5,** DG

FINANCES LOCALES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **4,** DG ; **10 ; 12**
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, **1,** DG
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA), **1**

FINANCES PUBLIQUES

Voir BANQUE DE FRANCE, **1**
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG
LOIS DE REGLEMENT, **1,** DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**
TRAITES ET CONVENTIONS, **30,** DG

FLEXIBILITE DE L'EMPLOI

Voir TRAVAIL, **3**

FLOTTE DE PECHE

Voir PECHE, **1,** DG

FNAC (Fédération nationale d'achat des cadres)

Voir EDITION, IMPRIMERIE ET PRESSE, **1,** DG

FONCTION PUBLIQUE

Voir ARMEE, **1,** DG

FONCTION PUBLIQUE (rémunérations)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **4,** DG

FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **3 ; 4,** DG

SECURITE SOCIALE, 2, DG

FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4, DG
SANTE PUBLIQUE, 2, DG

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 4, DG ; 8, DG ; 12, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 1 ; 2 ; 3 ; 4, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Intérieur
NOUVELLE-CALEDONIE, 3, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, 1, DG

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

1. – **Proposition de loi portant dérogation à l'article 11 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984, relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale,** PRESENTEE AU SENAT par M. Pierre Schiélé, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 avril 1985) [n° **222** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Projet de loi relatif aux taux des cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (19 juin 1985) [n° **2801**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Tabanou (26 juin 1985) [n° **2845**] – URGENCE – Discussion (28 juin 1985) – Adoption (28 juin 1985) [n° **857**] – NOUVEL INTITULE **« Projet de loi complétant et modifiant la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ».**

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 juillet 1985) [n° **455** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Daniel Hoeffel (2 octobre 1985) [n° 7 (85-86)] – Discussion (15 octobre 1985) (p. 2248, 2272) – Adoption (15 octobre 1985) [n° **3**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 octobre 1985) [n° **2997**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Pierre Tabanou (30 octobre 1985) [n° **3014**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Daniel Hoeffel (30 octobre 1985) [n° **55** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (15 octobre 1985) [n° **2997**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Tabanou (31 octobre 1985) [n° **3022**] – Discussion (31 octobre 1985) – Adoption (31 octobre 1985) [n° **893**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (5 novembre 1985) [n° **65** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Daniel Hoeffel (6 novembre 1985) [n° **67** (85-86)] – Discussion (12 novembre 1985) (p. 2918, 2929) – Adoption (12 novembre 1985) [n° **26**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (13 novembre 1985) [n° **3055**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Tabanou (14 novembre 1985) [n° **3062**] – Discussion (15 novembre 1985) – Adoption (15 novembre 1985) [n° **896**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 23 novembre 1985).

Discussion (première lecture)

(15 octobre 1985) (p. 2248, 2272).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2248, 2255) : *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Eberhard, René Régnault.*

CAISSE NATIONALE DE RETRAITE DES AGENTS DES COLLECTIVITES LOCALES (CNRACL) : EBERHARD (Jacques) (p. 2253).

CENTRE DE FORMATION DES PERSONNELS COMMUNAUX (CFPC) : JOXE (Pierre) (p. 2249) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 2250, 2251).

CENTRES DE FORMATION (fonction publique territoriale) : JOXE (Pierre) (p. 2248, 2249, 2250).

CENTRES DE GESTION (fonction publique territoriale) : JOXE (Pierre) (p. 2248, 2249, 2250) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 2250, 2251) ; EBERHARD (Jacques) (p. 2253, 2254).

CENTRES DE GESTION ET DE FORMATION (fonction publique territoriale) (cotisations) : JOXE (Pierre) (p. 2249) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 2251) ; EBERHARD (Jacques) (p. 2253, 2254) ; REGNAULT (René) (p. 2254, 2255).

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE : JOXE (Pierre) (p. 2248, 2249) ; EBERHARD (Jacques) (p. 2253) ; REGNAULT (René) (p. 2254).

DECENTRALISATION : HOEFFEL (Daniel) (p. 2250) ; REGNAULT (René) (p. 2255).

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE : JOXE (Pierre) (p. 2248 à 2250, 2252) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 2250, 2251) ; EBERHARD (Jacques) (p. 2251 à 2254) ; REGNAULT (René) (p. 2254, 2255).

PARIS : JOXE (Pierre) (p. 2250).

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR : JOXE (Pierre) (p. 2250).

REGIONS : JOXE (Pierre) (p. 2250).

SAPEURS-POMPIERS : EBERHARD (Jacques) (p. 2251 à 2253) ; JOXE (Pierre) (p. 2252) ; REGNAULT (René) (p. 2254).

SYNDICATS DE COMMUNES POUR LE PERSONNEL COMMUNAL : JOXE (Pierre) (p. 2249, 2250) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 2251) ; REGNAULT (René) (p. 2255).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : EBERHARD (Jacques) (p. 2251, 2252) ; JOXE (Pierre) (p. 2252).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2255, 2272) : *MM. Jacques Eberhard, Daniel Hoeffel, rapporteur ; Pierre Joxe, ministre ; Jacques Mossion, René Régnault, Jean Chérioux, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Christian Bonnet, Jacques Descours Desacres.*

CHAPITRE Ier

Taux de cotisations

Art. 1er A *(Principes relatifs au recrutement et à la gestion des corps de catégories A et B ; suppression des centres régionaux de gestion)* (p. 2255).

Adopté : amendement n° 22 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : recrutement et gestion de l'ensemble des corps de catégorie B par les centres départementaux de gestion (p. 2256).

Rejeté : amendement n° 53 de M. Jacques Eberhard : suppression de cet article (p. 2256).

Devient sans objet : amendement n° 60 de M. Pierre Joxe, ministre : recrutement et gestion des corps de catégorie B par les centres départementaux de gestion et exceptions en faveur des statuts particuliers (p. 2256).

– L'art. 1er A, ainsi modifié, est adopté (p. 2256).

Art. 1er B *(Missions des organismes de gestion)* (p. 2256).

Adopté : amendement de coordination n° 23 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : mission du centre national de gestion et des centres départementaux de gestion (p. 2257).

– L'art. 1er B, ainsi modifié, est adopté (p. 2257).

Art. 1er C *(Assiette de la cotisation aux centres de gestion)* (p. 2257).

Adopté : amendement n° 24 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article : fixation du taux de cette cotisation par le conseil d'administration des centres de gestion, dans la limite d'un maximum fixé par la loi (p. 2257).

– L'art. 1er C, ainsi modifié, est adopté (p. 2257).

Avant l'art. 1er (p. 2257).

Adoptés : amendement n° 25 (art. additionnel) de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : extension aux offices publics d'aménagement et de construction, OPAC, du droit de s'affilier et de cotiser aux centres de gestion (p. 2257) – Amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Pierre Joxe, ministre : conséquence de la suppression des centres régionaux de gestion et alignement des départements d'outre-mer sur le droit commun (p. 2259).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Pierre Joxe, ministre, n° 1 : conséquences de la suppression des centres régionaux de gestion sur la gestion des fonctionnaires des différents corps dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne (p. 2258) – n° 2 : modalités de gestion du personnel dans les communes des départements de l'Essonne, du Val d'Oise et des Yvelines (p. 2258) – n° 3 : gestion des corps spécifiques à Paris par le centre unique de Paris (p. 2258) – n° 4 : situation des établissements publics ayant leur siège à Paris et affiliation au centre interdépartemental pour la gestion des corps de fonctionnaires de catégorie B (p. 2258) – n° 6 : centre départementaux de gestion et droits syndicaux (p. 2259) – n° 7 et n° 61 relatifs au centre unique de gestion de Paris et au centre unique de formation de Paris (p. 2259).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2257 et 2259).

Art. 1er *(Taux des cotisations versées aux centres de gestion)* (p. 2259).

Adoptés : amendements de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, n° 26 : réduction des taux de cotisations aux centres de gestion (p. 2260) – Et n° 27 : suppression, pour coordination, des dispositions de cet article relatives à l'affiliation des offices publics d'aménagement et de construction (OPAC) aux centres de gestion (p. 2260).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2260).

Art. 2 *(Taux des cotisations versées aux centres interdépartementaux de gestion, au centre de Paris, et aux centres des départements d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon)* (p. 2260).

Adopté : amendement n° 28 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : réduction des taux de cotisations.

Devient sans objet : amendement n° 8 de M. Pierre Joxe, ministre : conséquences de la suppression des centres régionaux sur la situation du centre unique de gestion de Paris assurant la gestion des fonctionnaires de certains corps de catégorie A et taux maximal de cotisation (p. 2260).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2260).

Art. 2 bis *(Assiette de la cotisation versée aux centres régionaux de formation)* (p. 2261).

Adopté : amendement n° 29 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article (p. 2261).

– L'art. 2 bis est supprimé (p. 2261).

Art. 2 ter *(Assiette de la cotisation versée au centre national de formation)* (p. 2261).

Adopté : amendement n° 30 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article (p. 2261).

– L'art. 2 ter est supprimé (p. 2261).

Art. 3 *(Taux maximal et minimal des cotisations versées aux centres de formation) (p. 2261).*

Adoptés : amendement n° 31 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : taux minimal et maximal des cotisations versées aux centres régionaux et au centre national de formation (p. 2262) – Amendement n° 51 de M. Jean Chérioux : modalités de financement de la formation obligatoire et préalable à la titularisation des corps de catégorie A : déduction de la cotisation au centre national de formation (p. 2262).

Devient sans objet : amendement n° 9 de M. Pierre Joxe, ministre : réparation d'une omission (p. 2262).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2262).

Après l'art. 3 (p. 2262).

Adoptés : amendements rédactionnels (art. additionnels), n° 32 et n° 33 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, relatifs aux offices publics d'aménagement et de construction (p. 2263).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2263).

Art. 4 *(Versement des cotisations)* (p. 2263).

Adopté : amendement rédactionnel n° 34 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : cotisations dues aux centres de gestion et aux centres de formation (p. 2263).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2263).

CHAPITRE II

Installation des centres de gestion et de formation

Art. 4 bis *(Perception directe des cotisations)* – Adopté (p. 2263).

Art. 5 *(Installation et compétences des centres de gestion)* (p. 2263).

Adoptés : amendement n° 10 de M. André Labarrère, ministre : recul de la date d'entrée en application des centres de gestion jusqu'à l'installation de leurs conseils d'administration (p. 2264) – Amendement n° 36 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la gestion des emplois de catégorie B dans l'attente de la publication des statuts particuliers (p. 2264).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2264).

Art. 6 *(Cadre juridique de la coopération entre les anciennes et les nouvelles structures de gestion et de formation)* (p. 2264).

Adopté : amendement n° 11 de M. André Labarrère, ministre : recul de la date de fin de mission du syndicat de communes jusqu'au 31 décembre 1986 (p. 2264).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2264).

Art. 7 *(Dispositions transitoires relatives au vote des taux de cotisations pour 1986) (p. 2264).*

Adopté : amendement n° 12 de M. André Labarrère, ministre : date ultime de détermination du taux des cotisations par les conseils d'administration des centres ; à défaut de vote du taux des cotisations, fixation des taux applicables (p. 2265).

– L'art. 7, ainsi modifié est adopté (p. 2265).

Art. 8 *(Conditions de versement de la cotisation 1986)* (p. 2265).

Adopté : amendement n° 13 de M. André Labarrère, ministre : date limite de versement du solde (p. 2265).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2265).

Art. 9 *(Conditions de recouvrement et de répartition de la cotisation due au titre de l'année 1986)* (p. 2265).

Adopté : amendement de précision n° 14 de M. André Labarrère, ministre : référence à l'article 4 bis (p. 2265) – Amendement rédactionnel n° 37 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (p. 2265) – Amendement n° 15 de M. André Labarrère, ministre : recouvrement direct des cotisations par les centres de Paris et de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2265).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2266).

Art. 10 *(Rétablissement du fondement juridique de l'existence des syndicats de commune)* (p. 2266).

Adopté : amendement n° 16 de M. André Labarrère, ministre : maintien en vigueur des articles L. 411-26 à L. 411-30 du code des communes jusqu'au 31 décembre 1986 (p. 2266).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2266).

Art. 10 bis *(Rétablissement du fondement juridique de l'existence du centre de formation des personnels communaux, CFPC)* (p. 2266).

Adopté : amendement n° 17 de M. André Labarrère, ministre : remise en vigueur des articles L. 412-28, L. 412-33 à L. 412-38, L. 412-40 et L. 412-45 du code des communes jusqu'au 31 décembre 1986 (p. 2266).

– L'art. 10 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2266).

Art. 11 *(Rapport au Parlement)* (p. 2266).

Adopté : amendement n° 18 de M. André Labarrère, ministre : report de la date limite de dépôt du rapport (p. 2266).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2266).

Art. 11 bis *(Position hors cadre d'un fonctionnaire détaché depuis cinq ans auprès d'un organisme international) (p. 2266).*

Adopté : amendement rédactionnel n° 38 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article (p. 2266).

– L'art. 11 bis est supprimé (p. 2266).

Art. 11 ter *(Mesures de coordination relatives à diverses dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984)* (p. 2266).

Adoptés : amendements de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, n° 39 : représentation des communautés urbaines au sein des conseils d'administration des centres de formation (p. 2267) – Et n° 40 : suppression des dispositions de cet article relatives aux modalités d'institution des commissions administratives paritaires pour les corps de catégorie B (p. 2267).

Rejeté : amendement n° 19 de M. André Labarrère, ministre : suppression des dispositions de cet article relatives aux centres régionaux de gestion (p. 2267).

– L'art. 11 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 2267).

Art. 11 quater *(Mesures de coordination relatives à diverses dispositions de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984)* (p. 2267).

Adoptés : amendement n° 41 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : représentation des communautés urbaines au sein des conseils d'administration des centres de gestion (p. 2267) – Amendement de coordination n° 52 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (p. 2267).

– L'art. 11 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 2267).

Art. 12 *(Modalités d'application)* – Adopté (p. 2267).

Art. 13 *(Mobilité entre la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale)* (p. 2267).

Adoptés : amendements identiques n° 42 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, et n° 47 de M. André Labarrère, ministre : suppression de cet article devenu sans objet après le vote d'une disposition de même nature dans un autre projet de loi (p. 2268).

– L'art. 13 est supprimé (p. 2268).

Art. 14 *(Centre de formation des départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse)* (p. 2268).

Adopté : amendement n° 43 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, de suppression de cet article (p. 2269).

Devient sans objet : amendement n° 59 de M. René Régnault : missions du centre de formation propre aux départements des Alpes-maritimes et du Var (p. 2269).

– L'art. 14 est supprimé (p. 2269).

Après l'art. 14 (p. 2269).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 44 (chapitre additionnel) de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : « Chapitre III-Dispositions diverses » (p. 2269) – Amendements (art. additionnels) de M. Pierre Joxe, ministre, n° 21 : code des pensions pour les pensionnés de la fonction publique territoriale atteints d'infirmités (p. 2269) – Et n° 48 : possibilité de détachement ou d'intégration dans les corps et emplois relevant de la fonction publique d'Etat ou de la fonction publique territoriale des fonctionnaires appartenant à la fonction publique de la Nouvelle-Calédonie, des DOM et TOM (p. 2271) – Amendement n° 45 (art. additionnel) de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : détachement d'un fonctionnaire depuis cinq ans auprès d'un organisme international et possibilité de placement en position hors cadres (p. 2269) – Amendement n° 50 (art. additionnel) de M. Christian Bonnet : situation des agents mis à la disposition du président du conseil régional depuis 1982 (p. 2270).

– Un chapitre additionnel et son intitulé, et quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2269, 2270 et 2271).

Explications de vote : MM. Jacques Mossion (p. 2271), Jacques Eberhard (p. 2271), René Régnault (p. 2271 et 2272).

Adoption (15 octobre 1985) (p. 2272).

Discussion (nouvelle lecture)

(12 novembre 1985) (p. 2918, 2929).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2919, 2921) : *MM. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer ; Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois ; René Régnault.*

CENTRE DE FORMATION DES PERSONNELS COMMUNAUX (CFPC) : HOEFFEL(Daniel) (p. 2920).

CENTRES DE GESTION ET DE FORMATION (fonction publique territoriale) : LEMOINE (Georges) (p. 2918) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 2920) ; REGNAULT (René) (p. 2920, 2921).

DECENTRALISATION : REGNAULT (René) (p. 2921).

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE : LEMOINE (Georges) (p. 2918, 2919) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 2919, 2920) ; REGNAULT (René) (p. 2920, 2921).

OFFICES PUBLICS D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION (OPAC) : REGNAULT (René) (p. 2921).

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR : LEMOINE (Georges) (p. 2919).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2921, 2929) : *MM. René Martin, Daniel Hoeffel, rapporteur ; Georges Lemoine, secrétaire d'Etat ; René Régnault.*

Art. 1er A (p. 2921).

Adopté : amendement n° 1 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : gestion des corps de catégorie B par les centres départementaux de gestion (p. 2922).

Rejeté : amendement n° 28 de M. Jacques Eberhard, soutenu par M. René Martin : suppression de cet article fixant les principes relatifs au recrutement et à la gestion des corps des catégories A et B (p. 2922).

– L'art. 1er A, ainsi modifié, est adopté (p. 2922).

Art. 1er B (p. 2922).

Adopté : amendement de coordination n° 2 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (p. 2922).

– L'art. 1er B, ainsi modifié, est adopté (p. 2922).

Art. 1er C (p. 2922).

Adopté : amendement n° 3 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : assiette de la cotisation versée au centre de gestion ramenée à la seule rémunération des personnels concernés ; taux de cette cotisation fixé par le conseil d'administration du centre de gestion (p. 2922).

– L'art. 1er C, ainsi modifié, est adopté (p. 2922).

Art. 1er E – Adopté (p. 2922).

Art. 1er F (p. 2922).

Adopté : amendement n° 4 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article alignant sur le droit commun de gestion le centre interdépartemental unique de la petite couronne (p. 2923).

– L'art. 1er F est supprimé (p. 2923).

Art. 1er G (p. 2923).

Adopté : amendement n° 5 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article alignant sur le droit commun de gestion le centre interdépartemental unique de la grande couronne (p. 2923).

– L'art. 1er G est supprimé (p. 2923).

Art. 1er H (p. 2923).

Adopté : amendement n° 6 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article alignant sur le droit commun de gestion le centre interdépartemental unique de Paris (p. 2923).

– L'art. 1er H est supprimé (p. 2923).

Art. 1er I (p. 2923).

Adopté : amendement n° 7 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'affiliation obligatoire au centre interdépartemental de Paris des établissements publics nationaux ayant leur siège à Paris (p. 2923).

– L'art. 1er I est supprimé (p. 2923).

Art. 1er J (p. 2923).

Adopté : amendement n° 8 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article fixant le régime des décharges d'activité de service et les conditions de versement des rémunérations afférentes à ces décharges (p. 2923).

– L'art. 1er J est supprimé (p. 2923).

Art. 1er K (p. 2923).

Adopté : amendement n° 9 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'extension aux centres de gestion et de formation de Paris de l'art. 118 de la loi du 26 janvier 1984 (p. 2924).

– L'art. 1er K est supprimé (p. 2924).

Art. 1er L (p. 2924).

Adopté : amendement n° 10 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'extension aux centres de gestion et de formation de Paris de l'art. 33 de la loi du 12 juillet 1984 (p. 2924).

– L'art. 1er L est supprimé (p. 2924).

Art. 1er (p. 2924).

Adopté : amendement n° 11 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : fixation du taux maximal des cotisations versées au centre national et au centre départemental de gestion (p. 2924).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2924).

Art. 2 (p. 2924).

Adopté : amendement n° 12 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : alignement du taux de cotisation aux centres particuliers sur l'ensemble des centres du régime général (p. 2925).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2925).

Art. 2 bis (p. 2925).

Adopté : amendement n° 13 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article fixant l'assiette de la cotisation versée aux centres de formation (p. 2925).

– L'art. 2 bis est supprimé (p. 2925).

Art. 2 ter (p. 2925).

Adopté : amendement n° 14 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article fixant l'assiette de la cotisation versée au centre national de formation (p. 2925).

– L'art. 2 ter est supprimé (p. 2925).

Art. 3 (p. 2925).

Adopté : amendement n° 15 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : rétablissement des taux minima et maxima des cotisations versées au centre de formation (p. 2926).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2926).

Art. 3 bis et 3 ter – Adoptés (p. 2926).

Art. 5 (p. 2926).

Adopté : amendement n° 16 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression pour coordination des dispositions relatives à la répartition des emplois de catégorie B (p. 2926).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2926).

Art. 7 (p. 2926).

Adopté : amendement rédactionnel n° 17 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur (p. 2926).

Rejeté : amendement de coordination n° 27 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (p. 2926).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2926).

Art. 7 bis (p. 2926).

Adopté : amendement n° 18 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article précisant les conditions dans lesquelles le Centre de formation des personnels communaux reverse aux centres de formation les cotisations perçues pendant la période transitoire (p. 2927).

– L'art. 7 bis est supprimé (p. 2927).

Art. 8 (p. 2927).

Adopté : amendement n° 19 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : conditions de versement de l'acompte des cotisations dues au titre de 1986 (p. 2927).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2927).

Art. 9 (p. 2927).

Adopté : amendement n° 20 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : conditions de perception et de répartition des cotisations versées au titre de 1986 (p. 2927).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2927).

Art. 11 ter (p. 2927).

Adoptés : amendements de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : n° 21 : représentation des communautés urbaines au sein des conseils d'administration – et n° 22 de coordination (p. 2927).

– L'art. 11 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 2927).

Art. 11 quater (p. 2927).

Adoptés : amendements n° 23 et 24 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur, relatifs à la participation des représentants des communautés urbaines dans les conseils des centres de formation (p. 2928).

– L'art. 11 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 2928).

Art. 14 (p. 2928).

Adopté : amendement n° 25 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article visant à créer un statut dérogatoire pour les départements des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse (p. 2928).

– L'art. 14 est supprimé (p. 2928).

Art. 18 (p. 2928).

Retiré : amendement n° 26 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : suppression de cet article relatif au statut des fonctionnaires de la Nouvelle-Calédonie (p. 2928).

– L'art. 18 est adopté (p. 2928).

Explications de vote : MM. René Martin (p. 2928) ; René Régnault (p. 2928).

Adoption (12 novembre 1985) (p. 2929).

3. – **Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics administratifs, ratifiées et modifiées par la loi n° 84-7 du 3 janvier 1984, modifiées par la loi n° 84-1050 du 30 novembre 1984,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat à la fonction publique et aux simplifications administratives (8 octobre 1985) [n° **11** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Raymond Bouvier (10 octobre 1985) [n° **25** (85-86)] – Discussion (16 octobre 1985) (p. 2278, 2282) – Adoption (16 octobre 1985) [n° **4**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 octobre 1985) [n° **2998**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Charles Metzinger (6 novembre 1985) [n° **3033**] – Discussion (15 novembre 1985) – Adoption (15 novembre 1985) [n° **897**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (19 novembre 1985) [n° **89** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Raymond Bouvier (4 décembre 1985) [n° **134** (85-86)] – Discussion (10 décembre 1985) (p. 3723, 3724) – Adoption (10 décembre 1985) [n° **43**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1342 du 19 décembre 1985 (J.O. Lois et décrets du 20 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(16 octobre 1985) (p. 2278, 2282).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2278, 2280) : *MM. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat à la fonction publique et aux simplifications administratives ; Raymond Bouvier, rapporteur de la commission des lois ; René Régnault.*

COLLECTIVITES LOCALES : LE GARREC (Jean) (p. 2279) ; BOUVIER (Raymond) (p. 2279) ; REGNAULT (René) (p. 2280).

COMMUNES (petites) : LE GARREC (Jean) (p. 2279) ; REGNAULT (René) (p. 2280).

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE : REGNAULT (René) (p. 2280).

CONTRATS DE SOLIDARITE : LE GARREC (Jean) (p. 2279).

FEMMES : LE GARREC (Jean) (p. 2279) ; BOUVIER (Raymond) (p. 2279).

FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT : LE GARREC (Jean) (p. 2279) ; BOUVIER (Raymond) (p. 2279) ; REGNAULT (René) (p. 2280).

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE : LE GARREC (Jean) (p. 2279) ; BOUVIER (Raymond) (p. 2279) ; REGNAULT (René) (p. 2280).

RETRAITES : LE GARREC (Jean) (p. 2279) ; BOUVIER (Raymond) (p. 2279) ; REGNAULT (René) (p. 2280).

TRAVAIL A TEMPS PARTIEL : LE GARREC (Jean) (p. 2279) ; BOUVIER (Raymond) (p. 2279).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2280, 2282) : *MM. René Régnault, Raymond Bouvier, rapporteur ; Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat ; Jacques Larché, président de la commission des lois.*

Art. 1er *(Prorogation jusqu'au 31 décembre 1986 de l'application de l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 organisant la cessation progressive d'activité des fonctionnaires de l'Etat)* – Adopté (p. 2280).

Art. 2 *(Prorogation jusqu'au 31 décembre 1986 de l'application de l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 organisant la cessation progressive d'activité de certains agents des collectivités territoriales)* – Adopté (p. 2280).

Après l'art. 2 (p. 2280).

Adoptés : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. René Régnault : nouvelle répartition de la charge de l'indemnité entre le fonds de compensation et la collectivité territoriale employeur (p. 2281) – Amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Raymond Bouvier, rapporteur : dévolution à terme du reliquat du fonds de compensation à la dotation globale de fonctionnement (p. 2282).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2281 et 2282).

Adoption (16 octobre 1985) (p. 2282).

Discussion (deuxième lecture)

(10 décembre 1985) (p. 3723, 3724) :.

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3723, 3724) *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Raymond Bouvier, rapporteur de la commission des lois ; René Régnault.*

FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT : REGNAULT (René) (p. 3723, 3724).

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE : BADINTER (Robert) (p. 3723) ; REGNAULT (René) (p. 3723).

TRAVAIL A TEMPS PARTIEL : BADINTER (Robert) (p. 3723).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3724)

Art. 4 (supprimé par l'Assemblée nationale).

– L'art. 4 n'est pas rétabli (p. 3724).

Adoption (10 décembre 1985) (p. 3724).

4. – **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier

ministre, par M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales (30 mai 1985) [n° **2733**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Lucien Couqueberg (3 octobre 1985) [n° **2980**] – URGENCE – Discussion (10 octobre 1985) – Adoption (10 octobre 1985) [n° **890**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 octobre 1985) [n° **30** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Claude Huriet (7 novembre 1985) [n° **76** (85-86)] – Discussion (13 novembre 1985) (p. 2974, 3026) – Adoption (13 novembre 1985) [n° **29**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 novembre 1985) [n° **3057**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Lucien Couqueberg (5 décembre 1985) [n° **3159**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Claude Huriet (5 décembre 1985) [n° **158** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (13 novembre 1985) [n° **3057**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Lucien Couqueberg (11 décembre 1985) [n° **3173**] – Discussion (17 décembre 1985) – Adoption (17 décembre 1985) [n° **962**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (17 décembre 1985) [n° **230** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Claude Huriet (19 décembre 1985) [n° **256** (85-86)] – Discussion (20 décembre 1985) (p. 4513, 4514) – Rejet (20 décembre 1985) [n° **93**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 décembre 1985) [n° **3286**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Lucien Couqueberg (20 décembre 1985) [n° **3290**] – Discussion (20 décembre 1985) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **996**].

PROMULGATION : Loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 (*J.O.* Lois et décrets du 11 janvier 1986) – Rectificatif du 18 janvier 1986.

Discussion (première lecture)

(13 novembre 1985) (p. 2974, 3026).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2974, 2985) : *MM. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé ; Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean Chérioux, Paul Souffrin, Jean Boyer, Mme Cécile Goldet, MM. Jean Delaneau, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

ASSISTANCE PUBLIQUE : CHERIOUX (Jean) (p. 2978).

AUXILIAIRES MEDICAUX : SOUFFRIN (Paul) (p. 2979).

CONGES : HERVE (Edmond) (p. 2974) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 2980) ; GOLDET (Cécile) (p. 2982).

COMITES D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT) : HERVE (Edmond) (p. 2974).

COMITES TECHNIQUES PARITAIRES : HERVE (Edmond) (p. 2975).

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE : HERVE (Edmond) (p. 2975) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 2979).

DECENTRALISATION : HERVE (Edmond) (p. 2984).

DROITS SYNDICAUX : HERVE (Edmond) (p. 2975).

EMPLOIS PUBLICS (créations et suppressions) : HURIET (Claude) (p. 2977) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 2979) ; GOLDET (Cécile) (p. 2981).

EQUIPEMENTS : HERVE (Edmond) (p. 2983) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2984).

FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT : HERVE (Edmond) (p. 2974).

FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE : HERVE (Edmond) (p. 2974 à 2976, 2982, 2983, 2984, 2985) ; HURIET (Claude) (p. 2976 à 2978) ; CHERIOUX (Jean) (p. 2978, 2979) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 2979, 2980) ; BOYER (Jean) (p. 2980, 2981) ; GOLDET (Cécile) (p. 2981, 2982) ; DELANEAU (Jean) (p. 2982, 2985) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2984, 2985).

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE : HERVE (Edmond) (p. 2975).

FORMATION PROFESSIONNELLE : GOLDET (Cécile) (p. 2982) ; HERVE (Edmond) (p. 2985).

GREVES : HURIET (Claude) (p. 2977) ; CHERIOUX (Jean) (p. 2978).

HOPITAUX : HERVE (Edmond) (p. 2974, 2984) ; HURIET (Claude) (p. 2976, 2977) ; CHERIOUX (Jean) (p. 2978) ; DELANEAU (Jean) (p. 2982) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2984).

HOPITAUX (conseils d'administration) : HERVE (Edmond) (p. 2974).

INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE (INSERM) : HERVE (Edmond) (p. 2983, 2985) ; DELANEAU (Jean) (p. 2985).

MANIFESTATIONS : SOUFFRIN (Paul) (p. 2979).

MEDECINE : HURIET (Claude) (p. 2976) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 2980) ; BOYER (Jean) (p. 2980).

MEDECINE DU TRAVAIL : HERVE (Edmond) (p. 2974).

MEDECINS HOSPITALIERS : HERVE (Edmond) (p. 2983).

ORTHOPHONISTES : HURIET (Claude) (p. 2977).

PERSONNES AGEES : DELANEAU (Jean) (p. 2982).

PHARMACIENS : HURIET (Claude) (p. 2977) ; CHERIOUX (Jean) (p. 2978) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 2980) ; BOYER (Jean) (p. 2980, 2981) ; GOLDET (Cécile) (p. 2981).

PROFESSIONS MEDICALES ET PARAMEDICALES : HERVE (Edmond) (p. 2975) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 2980) ; DELANEAU (Jean) (p. 2982).

PROTECTION SANITAIRE : HERVE (Edmond) (p. 2974) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 2980) ; GOLDET (Cécile) (p. 2981, 2982).

PSYCHOLOGUES : HURIET (Claude) (p. 2977).

RADIOLOGIE : SOUFFRIN (Paul) (p. 2980) ; HERVE (Edmond) (p. 2983).

RECHERCHE MEDICALE : DELANEAU (Jean) (p. 2982, 2985) ; HERVE (Edmond) (p. 2983, 2985) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2984).

SECURITE SOCIALE (financement) : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2984, 2985).

SIDA (syndrome immuno-déficitaire acquis) : DELANEAU (Jean) (p. 2982).

TRAVAIL (durée du) : HERVE (Edmond) (p. 2974).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2985, 3026) : *MM. Claude Huriet, rapporteur ; Edmond Hervé, secrétaire d'Etat ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Paul Souffrin, Charles Bonifay, Stéphane Bonduel, Robert Laucournet, François Collet, Jean Madelain, André Bohl, Jean Chérioux, Jean Garcia, Jacques Descours Desacres.*

Art. 1er *(Les articles 2 à 99 quinquies de la présente loi constituent le titre IV du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales)* (p. 2985) – Réservé (p. 2986).

Adopté : amendement de coordination n° 1 de M. Claude Huriet, rapporteur : « articles 2 à 99 sexies » (p. 3024).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3024).

CHAPITRE 1er

DISPOSITIONS GENERALES ET STRUCTURES DES CARRIERES

Art. 2 *(Champ d'application : personnes et établissements concernés).*

Adopté : amendement n° 2 de M. Claude Huriet, rapporteur : inclusion des pharmaciens résidents dans le statut des praticiens hospitaliers (p. 2988 ; scrutin public n° 8 ; liste des votants p. 3033).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2989).

Art. 3 *(Dérogations aux règles d'accès aux emplois permanents)* (p. 2989).

Adopté : amendement n° 3 de suppression de cet article, de M. Claude Huriet, rapporteur (p. 2989).

– L'art. 3 est supprimé (p. 2989).

Art. 4 *(Organisation des fonctionnaires hospitaliers en corps)* (p. 2990).

Adoptés : amendement n° 4 de M. Claude Huriet, rapporteur : recrutement et gestion au niveau national des corps et emplois des personnels de direction et des psychologues (p. 2991) – Amendement n° 5 de M. Claude Huriet, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à l'organisation des emplois hospitaliers en corps lorsque l'importance des effectifs ou la nature des fonctions le justifie (p. 2992).

Rejeté : amendement n° 28 de M. Paul Souffrin : suppression de la possibilité de classement des emplois non organisés dans une des quatre catégories A, B, C, ou D (p. 2990).

Devient sans objet : amendement n° 30 de M. Paul Souffrin : assimilation des pharmaciens résidents aux praticiens hospitaliers (p. 2991).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2992).

Art. 5 *(Statuts particuliers)* (p. 2992).

Adopté : amendement n° 6 de M. Claude Huriet, rapporteur : modalités d'établissement du statut particulier des psychologues (p. 2992).

Rejeté : amendement de coordination n° 31 de M. Paul Souffrin (p. 2992).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2992).

Art. 6 *(Définition et rôle des autorités investies du pouvoir de nomination)* (p. 2992).

Adopté : amendement de coordination n° 7 de M. Claude Huriet, rapporteur (p. 2992).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2992).

Art. 7 *(Dispositions particulières à certains corps)* – Adopté (p. 2993).

Art. 8 *(Dispositions transitoires applicables aux emplois ne pouvant être organisés en corps)* (p. 2993).

Rejeté : amendement n° 32 de M. Paul Souffrin : transmission des règles au Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière (p. 2993).

– L'art. 8 est adopté (p. 2993).

Art. 9 *(Dérogations à la règle du recours exclusif à des titulaires)* (p. 2993).

Adopté : amendement n° 71 de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat : recrutement de contractuels sur des emplois à temps partiel non dotés d'un statut lorsque la quotité de travail est au moins égale à un mi-temps (p. 2994).

Rejeté : amendement n° 33 de M. Paul Souffrin : cas de recrutement de personnels contractuels (p. 2994).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2994).

Art. 10 *(Dispositions applicables aux agents contractuels)* – Adopté (p. 2994).

CHAPITRE II

ORGANISMES CONSULTATIFS

Section I

Le Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière

Art. 11 *(Création et composition du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière)* (p. 2994).

Rejeté : amendement n° 34 de M. Paul Souffrin : suppression de la représentation au sein du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière des directeurs d'établissements (p. 2995).

Retiré : amendement n° 67 de M. Stéphane Bonduel : représentation des administrateurs des assemblées délibérantes concernées au Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière (p. 2995).

– L'art. 11 est adopté (p. 2995).

Art. 12 *(Compétence du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière)* (p. 2995).

Adopté : amendement n° 36 de M. Paul Souffrin : date d'installation du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière (p. 2996).

Rejeté : amendement n° 35 de M. Paul Souffrin : pouvoirs du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière (p. 2996).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 2996).

Art. 13 *(Modalités de fonctionnement du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière)* – Adopté (p. 2996).

Art. 14 *(Rôle d'organe de recours du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière)* (p. 2996).

Adopté : amendement n° 79 de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat : domaine de compétence de la commission des recours (p. 2996).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2996).

Art. 15 *(Commission mixte paritaire)* (p. 2996).

Adopté : amendement n° 8 de M. Claude Huriet, rapporteur : composition de la commission mixte paritaire et représentation des membres du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière (p. 2997).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 2997).

Art. 16 *(Elaboration de la liste des corps comparables)* (p. 2997).

Rejeté : amendement n° 37 de M. Paul Souffrin : possibilité pour le Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière de faire des propositions lors de l'établissement des listes des corps de fonctionnaires (p. 2998).

– L'art. 16 est adopté (p. 2998).

Section II

Les commissions administratives paritaires

Art. 17 *(Création des commissions administratives paritaires)* (p. 2998).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin : n° 38 : modalités de constitution de commissions administratives paritaires locales ; et n° 39, de coordination (p. 2998).

– L'art. 17 est adopté (p. 2998).

Art. 18 *(Commissions administratives paritaires départementales)* (p. 2998).

Rejeté : amendement de coordination n° 40 de M. Paul Souffrin (p. 2998).

– L'art. 18 est adopté (p. 2998).

Art. 19 *(Commissions administratives paritaires nationales)* (p. 2998).

Adopté : amendement de coordination n° 9 de M. Claude Huriet, rapporteur (p. 2998).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 2998).

Art. 20 *(Composition des commissions administratives paritaires)* (p. 2998).

Adoptés : amendement n° 10 de M. Claude Huriet, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la présentation par les organisations syndicales des listes de candidats (p. 2999 ; scrutin public n° 9 ; liste des votants p. 3034) – Amendement n° 11 de M. Claude Huriet, rapporteur : modalités de présidence des commissions administratives paritaires nationales, départementales et locales (p. 2999).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 3000).

Art. 21 *(Compétence des commissions administratives paritaires)* (p. 3000).

Adoptés : amendement n° 80 de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat : substitution à la référence à l'art. 83 du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales d'une référence au licenciement pour insuffisance professionnelle (p. 3000) – Amendement n° 13 de M. Claude Huriet, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la présidence des commissions administratives paritaires nationales, départementales et locales, pour coordination (p. 3000).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 3000).

Art. 22 *(Détermination par décret des règles de fonctionnement des commissions administratives paritaires)* – Adopté (p. 3000).

Section III

Les comités techniques paritaires

Art. 23 *(Création d'un comité technique paritaire par établissement)* (p. 3000).

Rejeté : amendement n° 41 de M. Paul Souffrin : création d'un comité technique paritaire dans chaque établissement dépendant d'une même autorité administrative (p. 3000).

– L'art. 23 est adopté (p. 3000).

Art. 24 *(Compétence des comités techniques paritaires)* (p. 3001).

Rejeté : amendement n° 42 de M. Paul Souffrin : consultation obligatoire des comités techniques paritaires sur l'organisation et le fonctionnement des départements et services médicaux et non médicaux (p. 3001).

– L'art. 24 est adopté (p. 3001).

Art. 24 bis *(Comité consultatif national paritaire)* (p. 3001).

Adoptés : amendement de coordination n° 14 de M. Claude Huriet, rapporteur (p. 3001) – Amendement n° 72 de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat : suppression des dispositions de cet article relatives à la détermination des modalités d'application par décret en Conseil d'Etat, pour coordination (p. 3001).

– L'art. 24 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3001).

Art. 25 *(Fixation par décret des modalités d'application des dispositions relatives aux comités techniques paritaires)* (p. 3001).

Adopté : amendement de coordination n° 73 de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat (p. 3001).

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 3001).

CHAPITRE III

RECRUTEMENT

Art. 26 *(Conditions d'aptitude physique et limites d'âge)* – Adopté (p. 3002).

Art. 27 *(Principe de recrutement par concours)* – Adopté (p. 3002).

Art. 28 *(Organisation des concours)* – Adopté (p. 3002).

Art. 29 *(Listes de classement)* (p. 3002).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin : n° 43 : absence de décalage entre le nombre d'emplois vacants et le nombre d'emplois déclarés ; n° 44, rédactionnel ; et n° 45 : publicité des vacances d'emplois et des candidatures aux emplois par l'autorité investie du pouvoir de nomination (p. 3003).

– L'art. 29 est adopté (p. 3003).

Art. 30 *(Dérogations au principe du recrutement par concours)* – Adopté (p. 3003).

Art. 31 *(Possibilité d'accès direct à certains corps de catégorie A)* – Adopté (p. 3003).

Art. 32 *(Egalité d'accès des hommes et des femmes à la fonction publique)* – Adopté (p. 3003).

Art. 33 *(Promotion interne)* – Adopté (p. 3003).

Art. 34 *(Conditions dans lesquelles sont pourvus les emplois vacants)* (p. 3003).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin : n° 46 : communication à la commission administrative paritaire de la liste des fonctionnaires qui se sont déclarés candidats ; et n° 47 : vacance d'emploi pourvue dans les trois mois à compter de la publicité faite sur cette vacance (p. 3004).

– L'art. 34 est adopté (p. 3004).

Art. 35 *(Stage préalable à la titularisation)* – Adopté (p. 3004).

Art. 36 *(Priorités en matière de mutations, changement de corps, détachement, mise à disposition)* (p. 3004).

Rejeté : amendement n° 48 de M. Paul Souffrin : modalités d'organisation des mutations (p. 3004).

– L'art. 36 est adopté (p. 3004).

CHAPITRE IV

POSITIONS

Art. 37 *(Positions des fonctionnaires)* – Adopté (p. 3004).

Section I

Activité

Sous-Section I

Dispositions générales

Art. 38 *(Définition de la position d'activité)* – Adopté (p. 3004).

Art. 39 *(Congés)* (p. 3004).

Adopté : amendement n° 15 de M. Claude Huriet, rapporteur : absence de cumul du congé accordé aux fonctionnaires de moins de vingt-cinq ans avec le congé de formation (p. 3006).

Rejeté : amendement n° 49 de M. Paul Souffrin : suppression des dispositions de cet article relatives à l'absence de cumul des congés accordés aux jeunes de moins de vingt-cinq ans avec les congés pour formation syndicale (p. 3006).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 50 de M. Paul Souffrin : congés compensateurs pour les personnels travaillant dans des services utilisant des radiations ionisantes ; sous-amendement n° 83 de M. Charles Descours, soutenu par M. Jean Chérioux : congés compensateurs en cas d'exposition réelle aux radiations (p. 3008).

– L'art. 39, ainsi modifié, est adopté (p. 3008).

Art. 40 *(Modalités d'application des dispositions relatives aux congés)* – Adopté (p. 3008).

Art. 41 *(Congé de longue durée pour invalidité de guerre)* – Adopté (p. 3008).

Art. 42 *(Gratuité des soins hospitaliers pour les fonctionnaires hospitaliers)* (p. 3008).

Rejeté : amendement n° 51 de M. Paul Souffrin : gratuité des soins pour les personnes retraitées de la fonction publique hospitalière disposant de faibles revenus (p. 3008).

– L'art. 42 est adopté (p. 3008).

Art. 43 *(Autorisations spéciales d'absence)* (p. 3008).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin : n° 52 : autorisation spéciale d'absence en fonction des besoins correspondant aux droits énumérés ; et n° 53 : autorisation spéciale d'absence pour les membres d'associations professionnelles dûment mandatés pour assister aux réunions des organes directeurs et préparer les consultations officielles (p. 3009).

– L'art. 43 est adopté (p. 3009).

Art. 44 *(Service à temps partiel)* (p. 3009).

Adopté : amendement n° 74 de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat : restriction de l'autorisation de travail à temps partiel aux fonctionnaires nommés sur des emplois à temps complet (p. 3009).

– L'art. 44, ainsi modifié, est adopté (p. 3009).

Art. 45 *(Rémunération des fonctionnaires à temps partiel)* – Adopté (p. 3010).

Sous-section II

Mise à disposition

Art. 46 *(Mise à disposition auprès d'administrations)* – Adopté (p. 3010).

Art. 47 *(Mise à disposition auprès d'organismes d'intérêt général)* – Adopté (p. 3010).

Art. 47 bis *(Etablissement d'un bilan annuel des mises à disposition)* – Adopté (p. 3010).

Section II

Détachement

Art. 48 *(Procédure de détachement)* – Adopté (p. 3010).

Art. 49 *(Règles applicables aux fonctionnaires détachés)* – Adopté (p. 3010).

Art. 50 *(Régime de pension des fonctionnaires détachés)* – Adopté (p. 3010).

Art. 51 *(Remise à disposition d'un fonctionnaire détaché)* – Adopté (p. 3010).

Art. 52 *(Réintégration du fonctionnaire détaché dans son emploi d'origine)* – Adopté (p. 3010).

Art. 53 *(Réintégration du fonctionnaire détaché en cas d'absence d'emploi vacant dans l'établissement d'origine)* (p. 3010).

Adopté : amendement de précision n° 81 de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat (p. 3011).

Rejeté : amendement n° 54 de M. Paul Souffrin : réintégration en surnombre de tout fonctionnaire à l'expiration de son détachement (p. 3011).

– L'art. 53, ainsi modifié, est adopté (p. 3011).

Art. 54 *(Intégration du fonctionnaire dans le corps de détachement)* – Adopté (p. 3011).

Art. 55 *(Réciprocité des possibilités de détachement entre les différentes fonctions publiques)* (p. 3011).

Adopté : amendement rédactionnel n° 16 de M. Claude Huriet, rapporteur (p. 3011).

– L'art. 55, ainsi modifié, est adopté (p. 3011).

Art. 56 *(Modalités d'application des dispositions relatives au détachement)* – Adopté (p. 3011).

Section III

Position hors cadres

Art. 57 *(Définition de la position hors cadre)* – Adopté (p. 3011).

Art. 58 *(Droits à pension du fonctionnaire placé en position hors cadre)* – Adopté (p. 3011).

Section IV

Disponibilité

Art. 59 *(Position de disponibilité)* – Adopté (p. 3011).

Section V

Accomplissement du service national

Art. 60 *(Position d'accomplissement du service national)* – Adopté (p. 3012).

Section VI

Congé parental

Art. 61 *(Congé parental)* – Adopté (p. 3012).

CHAPITRE V

NOTATION, AVANCEMENT, RECLASSEMENT

Section I

Notation

Art. 62 *(Notation)* (p. 3012).

Rejeté : amendement n° 55 de M. Paul Souffrin : suppression du système de notation (p. 3012).

– L'art. 62 est adopté (p. 3012).

Section II

Avancement

Art. 63 *(Modalités d'avancement)* – Adopté (p. 3012).

Art. 64 *(Avancement d'échelon)* (p. 3012).

Rejeté : amendement n° 57 de M. Paul Souffrin : suppression des dispositions de cet article relatives à l'avancement d'échelon à l'ancienneté maximale et à l'ancienneté réduite (p. 3012).

– L'art. 64 est adopté (p. 3012).

Art. 65 *(Avancement de grade)* – Adopté (p. 3012).

Art. 66 *(Modalités de l'avancement de grade)* (p. 3013).

Adopté : amendement de coordination n° 17 de M. Claude Huriet, rapporteur (p. 3013).

– L'art. 66, ainsi modifié, est adopté (p. 3013).

Art. 67 *(Dispositions particulières applicables aux fonctionnaires mis à disposition d'organisations syndicales)* – Adopté (p. 3013).

Section III

Reclassement pour raisons de santé

Art. 68 *(Reclassement de fonctionnaires reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions)* – Adopté (p. 3013).

Art. 69 *(Modalités de reclassement)* – Adopté (p. 3013).

Art. 70 *(Reclassement par voie de détachement)* – Adopté (p. 3013).

Art. 71 *(Intégration dans un corps de reclassement)* – Adopté (p. 3013).

Art. 72 *(Maintien de l'indice)* – Adopté (p. 3013).

Art. 73 *(Modalités d'application déterminées par décret en Conseil d'Etat)* – Adopté (p. 3013).

CHAPITRE VI

REMUNERATION

Art. 74 *(Eléments de la rémunération)* – Adopté (p. 3013).

Art. 74 bis *(Rémunération des fonctionnaires nommés dans des emplois permanents à temps non complet)* – Adopté (p. 3013).

Art. 75 *(Classement indiciaire)* – Adopté (p. 3013).

Art. 76 *(Allocation temporaire d'invalidité)* – Adopté (p. 3013).

CHAPITRE VII

DISCIPLINE

Art. 77 *(Echelle des sanctions)* – Adopté (p. 3014).

Art. 78 *(Autorité compétente en matière disciplinaire et procédure disciplinaire)* – Adopté (p. 3014).

Art. 79 *(Composition et fonctionnement du conseil de discipline)* – Adopté (p. 3014).

Art. 80 *(Voies de recours)* – Adopté (p. 3014).

CHAPITRE VIII

CESSATION DE FONCTION ET PERTE D'EMPLOI

Section I

Cessation de fonction

Art. 81 *(Limites d'âge)* – Adopté (p. 3014).

Art. 82 *(Honorariat)* – Adopté (p. 3014).

Art. 82 bis *(Démission)* – Adopté (p. 3014).

Art. 83 *(Licenciement pour insuffisance professionnelle)* – (p. 3014).

Rejeté : amendement n° 56 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Jean Garcia : suppression de la référence à l'abandon de poste (p. 3014).

– L'art. 83 est adopté (p. 3015).

Art. 84 *(Interdiction d'exercer certaines activités privées après la cessation des fonctions)* – Adopté (p. 3015).

Art. 86 *(Capital-décès)* – Adopté (p. 3015).

Section II

Perte d'emploi

Art. 87 *(Procédure de la suppression d'emplois)* – Adopté (p. 3015).

Art. 88 *(Reclassement du fonctionnaire licencié)* (p. 3015).

Adoptés : amendement n° 59 de M. Paul Souffrin : obligation pour l'autorité investie du pouvoir de nomination de l'établissement concerné de procéder au recrutement du fonctionnaire (p. 3016) – Amendement n° 82 de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat : ordre de priorité de réintégration ou de recrutement des fonctionnaires détachés ou dont l'emploi a été supprimé lorsqu'ils sont en concurrence pour occuper le même emploi vacant (p. 3016).

Rejetés : amendement n° 58 de M. Paul Souffrin : suppression d'emploi et reclassement par priorité du fonctionnaire (p. 3016) – Amendement n° 60 de M. Paul Souffrin : conditions de reclassement des personnels hospitaliers (p. 3016).

– L'art. 88, ainsi modifié, est adopté (p. 3016).

Art. 89 *(Indemnisation du fonctionnaire licencié)* (p. 3016).

Rejeté : amendement de coordination n° 61 de M. Paul Souffrin (p. 3016).

– L'art. 89 est adopté (p. 3016).

Art. 90 *(Conditions d'application de la présente section fixées par décret du Conseil d'Etat)* – Adopté (p. 3016).

CHAPITRE IX

DE L'EXERCICE DU DROIT SYNDICAL

Art. 91 *(Conditions d'exercice du droit syndical)* – Adopté (p. 3016).

Art. 92 *(Décharges d'activité de service et mise à disposition)* (p. 3016).

Adopté : amendement n° 18 de M. Claude Huriet, rapporteur : décharges d'activité de service pour les responsables des organisations syndicales représentatives, sous réserve des nécessités du service (p. 3017).

Devient sans objet : amendement n° 62 de M. Paul Souffrin : décharges d'activité de service pour les responsables des organisations syndicales et suppression de la condition relative aux nécessités du service (p. 3017).

– L'art. 92, ainsi modifié, est adopté (p. 3017).

Art. 93 *(Conditions d'application du présent chapitre fixées par décret en Conseil d'Etat)* – Adopté (p. 3017).

CHAPITRE X

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 94 *(Disposition particulière relative à l'obligation d'obéissance)* (p. 3017).

Adopté : amendements n° 75 et 76 de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat : rectification d'erreurs matérielles (p. 3017).

– L'art. 94, ainsi modifié, est adopté (p. 3017).

Art. 95 *(Transfert du dossier individuel)* – Adopté (p. 3017).

Art. 96 *(Publicité de certaines décisions)* – Adopté (p. 3017).

Art. 97 *(Intégration des personnels d'établissements privés)* – Adopté (p. 3017).

Art. 98 *(Assistance publique à Paris : statuts particuliers dérogatoires)* – Adopté (p. 3017).

Art. 99 *(Assistance publique à Paris : organismes consultatifs)* (p. 3017).

Adopté : amendement rédactionnel n° 19 de M. Claude Huriet, rapporteur (p. 3018).

– L'art. 99, ainsi modifié, est adopté (p. 3018).

Art. 99 bis *(Soins gratuits accordés aux personnels de l'Assistance publique à Paris)* – Adopté (p. 3018).

Art. 99 ter *(Règles applicables aux agents stagiaires)* – Adopté (p. 3018).

Art. 99 quater *(Application du présent titre aux fonctionnaires nommés dans des emplois permanents à temps non complet)* – Adopté (p. 3018).

Art. 99 quinquies *(Régime de retraite des fonctionnaires nommés dans un emploi à temps non complet)* – Adopté (p. 3018).

Après l'art. 99 quinquies (p. 3018).

Adoptés : amendements identiques n° 20 (art. additionnel) de M. Claude Huriet, rapporteur, et n° 78 (art. additionnel) de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat : établissements d'hospitalisation publics destinés à l'accueil des personnes incarcérées (p. 3018).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3018).

Art. 100 *(Abrogation du second alinéa de l'art. 50 de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970, relatif à la fixation du statut particulier de l'assistance publique de Paris, par règlement d'administration publique)* – Adopté (p. 3018).

Art. 101 *(Modification de l'art. 18 du titre II et de l'art. 11 du titre III du statut général)* (p. 3018).

Adopté : amendement de coordination n° 21 de M. Claude Huriet, rapporteur (p. 3019).

– L'art. 101, ainsi modifié, est adopté (p. 3019).

Art. 101 bis *(Etablissements d'hospitalisation publics destinés à l'accueil des personnes incarcérées)* (p. 3019).

Adoptés : amendements identiques n° 22 de M. Claude Huriet, rapporteur, et n° 77 de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat : suppression de cet article (p. 3019).

– L'art. 101 bis est supprimé (p. 3019).

Art. 101 ter *(Reconnaissance de la déontologie pharmaceutique)* – Adopté (p. 3019).

Après l'art. 101 ter (p. 3019).

Adoptés : amendements n° 23 (art. additionnel) et n° 24 (art. additionnel) de M. Claude Huriet, rapporteur : rattachement des pharmaciens résidents aux personnels médicaux (p. 3019).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3019).

Art. 102 *(Abrogation de la référence au comité technique paritaire dans la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970)* – Adopté (p. 3020).

Art. 103 *(Harmonisation de l'art. 25 de la loi du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales)* – Adopté (p. 3020).

Après l'art. 103 (p. 3020).

Adopté : amendement n° 25 (art. additionnel) de M. Claude Huriet, rapporteur : statut des personnels de direction des établissements hospitaliers (p. 3020).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3020).

Après l'art. 104 (p. 3020).

Adopté : amendement n° 26 (art. additionnel) de M. Claude Huriet, rapporteur : organisation d'un service minimum en cas de grève (p. 3022 ; scrutin public n° 10 ; liste des votants p. 3034, 3035).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3022).

CHAPITRE XI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Section I

Titularisation des agents non titulaires

Art. 105 *(Titularisation des personnels occupant un emploi permanent à temps complet)* – Adopté (p. 3022).

Art. 106 *(Titularisation des agents occupant à temps partiel un emploi permanent à temps complet)* – Adopté (p. 3023).

Art. 107 *(Procédures d'intégration)* – Adopté (p. 3023).

Art. 108 *(Objet des décrets d'intégration)* – Adopté (p. 3023).

Art. 109 *(Modalités de reclassement)* – Adopté (p. 3023).

Art. 110 *(Révision de carrière au bénéfice des titulaires)* – Adopté (p. 3023).

Art. 111 *(Assimilation des services validés à des services effectifs pour l'avancement de grade)* – Adopté (p. 3023).

Art. 112 *(Rémunération des agents titularisés)* – Adopté (p. 3023).

Art. 113 *(Situation des agents non titulaires)* – Adopté (p. 3023).

Section II

Autres dispositions transitoires

Art. 114 *(Règles applicables aux médecins des hôpitaux psychiatriques et des services de lutte contre la tuberculose)* – Adopté (p. 3023).

Après l'art. 114 (p. 3023).

Adopté : amendement n° 27 (art. additionnel) de M. Claude Huriet, rapporteur : possibilité pour les pharmaciens résidents en fonction de conserver leur situation statutaire antérieure (p. 3024).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3024).

Art. 115 *(Ouverture d'un droit d'option en faveur des personnels des établissements sociaux exclus du champ d'application du livre IX du Code de la santé publique)* – Adopté (p. 3024).

Art. 116 *(Etalement des cotisations de rachat)* – Adopté (p. 3024).

Art. 117 *(Régime social des personnels des établissements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle)* – Adopté (p. 3024).

Art. 117 bis *(Maintien en vigueur des dispositions réglementaires jusqu'à l'intervention des statuts particuliers)* – Adopté (p. 3024).

Art. 117 ter *(Maintien en fonction des organismes consultatifs nationaux)* – Adopté (p. 3024).

Art. 119 *(Abrogation de dispositions du Code de la santé publique)* – Adopté (p. 3024).

Art. 120 *(Abrogation de l'art. 6 de la loi n° 61-1393 du 20 décembre 1961)* – Adopté (p. 3024).

Art. 121 *(Harmonisation rédactionnelle)* – Adopté (p. 3024).

Art. 122 *(Conditions d'application de la présente loi fixées par décret en Conseil d'Etat)* – Adopté (p. 3024).

Explications de vote : MM. Jacques Pelletier (p. 3024) ; Charles Bonifay (p. 3025) ; Paul Souffrin (p. 3025) ; Claude Huriet, rapporteur (p. 3025).

Adoption (13 novembre 1985) (p. 3026).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 décembre 1985) (p. 4513, 4514).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4513, 4514) : *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Claude Huriet, rapporteur ; Pierre Gamboa.*

DROITS SYNDICAUX : GAMBOA (Pierre) (p. 4514).

FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE : LABARRERE (André) (p. 4513) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4514) ; GAMBOA (Pierre) (p. 4514).

GREVE (droit de) : GAMBOA (Pierre) (p. 4514).

GREVE (droit de) (service minimum) : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4513, 4514).

HOPITAUX (personnels) : Voir FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE.

PHARMACIENS : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4513, 4514).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4513, 4514).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable, de M. Claude Huriet, rapporteur, soutenue par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission – *MM. Jean-Pierre Fourcade, Charles Bonifay.*

Adoption de la motion (p. 4514).

Rejet du projet de loi (20 décembre 1985) (p. 4514).

Voir aussi ARMEE, **1**
COLLECTIVITES LOCALES, **4,** DG
DIFFAMATION, **1,** DG
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **10,** DG
JUSTICE, **2**
LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Anciens combattants - Départements et territoires d'outre-mer - Intérieur
PENSIONS DE REVERSION, **1**
POLICE, **1,** DG
RAPATRIES, **1**
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, **1**
SANTE PUBLIQUE, **2**
SECURITE SOCIALE, **2**
TRAITES ET CONVENTIONS, **18**

FONDATION EUROPEENNE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **20 ; 21**

FONDERIE (industrie)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Voir VALEURS MOBILIERES, **1**

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT A RISQUES

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1,** DG

FONDS D'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE OBLIGATOIRE (FASSO)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer

FONDS D'ACTION SOCIALE POUR L'AMENAGEMENT DES STRUCTURES AGRICOLES (FASASA)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Agriculture
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, **1**

FONDS D'AIDE ET DE COOPERATION (FAC)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
TRAITES ET CONVENTIONS, **18,** DG

FONDS D'INTERVENTION CULTURELLE (FIC)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Culture

FONDS D'INTERVENTION POUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (FIAT)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG

FONDS D'INTERVENTION POUR L'AUTODEVELOPPEMENT EN MONTAGNE (FIAM)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Agriculture

FONDS D'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (FIDOM)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer

FONDS D'INVESTISSEMENT ROUTIER (FIR)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **10,** DG

FONDS DE COMMERCE

Voir BAUX, **1**
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG
MARIAGE, **1**

FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **4,** DG ; **8,** DG ; **10,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur
LOIS DE REGLEMENT, **1 ; 2**

FONDS DE COMPENSATION DES RISQUES DE L'ASSURANCE CONSTRUCTION

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**

FONDS DE DEVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE

Voir ASSOCIATIONS, **1,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Jeunesse et sports

FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FDES)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG
LOIS DE REGLEMENT, **1,** DG

FONDS DE GARANTIE AUTOMOBILE

Voir CIRCULATION ROUTIERE, **1**

FONDS DE GARANTIE DES LOYERS

Voir URBANISME, **2,** DG

FONDS DE PEREQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **12,** DG

FONDS DE SOUTIEN A LA CREATION AUDIOVISUELLE

Voir AUDIOVISUEL, **3,** DG

FONDS DE SOUTIEN POUR LE CINEMA

Voir AUDIOVISUEL, **3,** DG

FONDS EUROPEEN D'ORIENTATION ET DE GARANTIE AGRICOLE (FEOGA)

Voir PECHE, **1,** DG

FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT (FED)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **27**

FONDS FORESTIER NATIONAL

Voir BOIS ET FORETS, **1,** DG

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI)

Voir LOIS DE REGLEMENT, **1,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **27,** DG

FONDS NATIONAL D'AIDE AU LOGEMENT (FNAL)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

FONDS NATIONAL DE L'EMPLOI (FNE)

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **1**

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **2**
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, **1,** DG

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE ET D'ACTION MUTUALISTE

Voir MUTUELLES (sociétés), **1**

FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DES ADDUCTIONS D'EAU (FNDAE)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **10,** DG

FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DU SPORT (FNDS)

1. – **Dépôt d'un rapport du Gouvernement,** en application de l'article 43 de la loi de finances pour 1980, sur la gestion en 1984 des crédits du **Fonds national pour le développement du sport (FNDS)** (8 octobre 1985) (p. 2194).

Voir aussi LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Jeunesse et sports ; Art. 22, 37

FONDS REGIONAUX D'ART CONTEMPORAIN (FRAC)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Culture

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX (FSGT)

Voir IMPOTS ET TAXES, **3**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25**

FORCE D'ACTION RAPIDE (FAR)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
TRAITES ET CONVENTIONS, **28,** DG

FORCE OCEANIQUE STRATEGIQUE (FOST)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

FORESTIERS (personnels)

Voir BOIS ET FORETS, **1,** DG

FORET DES LANDES

Voir BOIS ET FORETS, **1,** DG

FORET MEDITERRANEENNE

Voir BOIS ET FORETS, **1,** DG

FORETS

Voir AGRICULTURE, **4,** DG
BOIS ET FORETS, **1**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Agriculture
POLLUTION ET NUISANCES, **1**
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1,** DG

FORETS (aides de l'Etat)

Voir BOIS ET FORETS, **1,** DG

FORETS (engagement de non-démembrement)

Voir BOIS ET FORETS, **1,** DG

FORETS (incendies de)

Voir BOIS ET FORETS, **1**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur

FORETS DOMANIALES

Voir BOIS ET FORETS, **1,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer

FORETS PRIVEES

Voir BOIS ET FORETS, **1**

FORMATION CONTINUE

1. – **Proposition de loi tendant à créer un droit à des congés de formation permanente des citoyens,** PRESENTEE AU SENAT par M. Hector Viron, sénateur, et plusieurs de ses collègues (31 mai 1985) [n° **328** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi CONGES DE FORMATION, **1**
LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 18 bis
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **50, 92**

FORMATION EN ALTERNANCE

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **1,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Industrie
SECURITE SOCIALE, **1,** DG

FORMATION PROFESSIONNELLE

Voir BOIS ET FORETS, **1,** DG
COLLECTIVITES LOCALES, **13**
CONGES DE FORMATION, **1,** DG
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **5,** DG
EMPLOI, ACTIVITE, **1**
ENSEIGNEMENT, **4**
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Agriculture - Départements et territoires d'outre-mer - Industrie - Justice - Travail, santé, solidarité
NOUVELLE-CALEDONIE, **3,** DG
POLICE, **1** ; **2,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25, 50, 125**
SECURITE SOCIALE, **1**
TRAITES ET CONVENTIONS, **18**

FORMATION PROFESSIONNELLE (des jeunes)

Voir ENSEIGNEMENT, **4,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Education nationale
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

FORMATIONS NOUVELLES (Délégation chargée des)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **50**

FORT-DE-FRANCE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **129**

FOS-SUR-MER

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **70**

FRAIS DE CONGRES ET DE MISSION (médecins)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **92**

FRANCAIS (langue)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
TRAITES ET CONVENTIONS, **25,** DG

FRANCAIS DE L'ETRANGER

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Education nationale
RAPATRIES, **1,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **4,** DG ; **5,** DG ; **28,** DG ; **32,** DG ; **33,** DG ; **36**

FRANCAIS DETENUS A L'ETRANGER

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **12**

FRANCAIS MULSUMANS

Voir RAPATRIES, **1,** DG

FRANCAIS RETENUS EN URSS

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**

FRANCHE-COMTE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **29,** DG

FRAUDE ELECTORALE

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **3,** DG

FRAUDE ET EVASION FISCALE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 57
TRAITES ET CONVENTIONS, **5,** DG

FREQUENCES HERTZIENNES

Voir AUDIOVISUEL, **1** ; **3,** DG

FRET

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **10,** DG

FROMAGES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**

FRONT DE LIBERATION NATIONALE KANAKE SOCIALISTE (FLNKS)

Voir GRACE ET AMNISTIE, **1,** DG
NOUVELLE-CALEDONIE, **3,** DG ; **4,** DG

FRONTIERES

Voir LIBERTES PUBLIQUES, **2**

FRUITS ET LEGUMES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Agriculture

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 102
TRAITES ET CONVENTIONS, 28, DG

G

GABON

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **18 ; 34**

GARAGES

Voir BAUX, **1,** DG

GARANTIE DE RESSOURCES (minimum social garanti)

Voir PAUVRETE, **1**

GAZ

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Industrie ; Art. 17
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**

GAZ (Algérie)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Industrie

GAZ D'ECHAPPEMENT

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **28,** DG

GAZ DE FRANCE (GDF)

Voir COUR DES COMPTES (rapport annuel), **1**
LOIS DE FINANCES, **3,** DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG

GAZOLE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **70**

GENDARMERIE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
NOUVELLE-CALEDONIE, **1,** DG
POLICE, **1,** DG ; **2**

GENDARMERIE TERRITORIALE

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **3,** DG

GENERAL AGREEMENT ON TARIFFS AND TRADE (GATT)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **136**
TRAITES ET CONVENTIONS, **28,** DG

GEOMETRES

Voir PRIX ET CONCURRENCE, **2,** DG

GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE (des TOM)

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **1,** DG

GRACE ET AMNISTIE

1. – **Projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie (14 novembre 1985) [n° **3061**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Suchod (28 novembre 1985) [n° **3119**] – URGENCE – Discussion (2 décembre 1985) – Adoption (2 décembre 1985) [n° **927**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 décembre 1985) [n° **131** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (18 décembre 1985) [n° **242** (85-86)] – Discussion (21 décembre 1985) (p. 4590, 4603) – Rejet (21 décembre 1985) [n° **103**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 décembre 1985) [n° **3306**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Suchod (21 décembre 1985) [n° **3309**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Etienne Dailly (21 décembre 1985) [n° **277** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (21 décembre 1985) [n° **3306**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Suchod (21 décembre 1985) [n° **3310**] – Discussion (21 décembre 1985) – Adoption (21 décembre 1985) [n° **1002**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (21 décembre 1985) [n° **278** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport oral de M. Etienne Dailly – Discussion (21 décembre 1985) (p. 4631, 4634) – Rejet (21 décembre 1985) [n° **107**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (22 décembre 1985) [n° **3315**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Suchod (22 décembre 1985) [n° **3317**] – Discussion (22 décembre 1985) – Adoption (22 décembre 1985) [n° **1008**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1467 du 31 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 1er janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(21 décembre 1985) (p. 4590, 4603).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4590, 4602) : *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Dick Ukeiwé, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; François Collet, Edmond Valcin, Pierre Salvi, Georges Dagonia.*

AMNISTIE : JOXE (Pierre) (p. 4591, 4594, 4596, 4597, 4598, 4599) ; DAILLY (Etienne) (p. 4591, 4592, 4593, 4594, 4595, 4599) ; LARCHE (Jacques) (p. 4597, 4598) ; UKEIWE (Dick) (p. 4598, 4599, 4600) ; VALCIN (Edmond) (p. 4601) ; DAGONIA (Georges) (p. 4602).

AUTODETERMINATION : DAILLY (Etienne) (p. 4591, 4593, 4595) ; DAGONIA (Georges) (p. 4601).

COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE : DAILLY (Etienne) (p. 4592).

CONGRES DU TERRITOIRE : JOXE (Pierre) (p. 4591) ; DAILLY (Etienne) (p. 4595).

CONSEILS DE REGION : JOXE (Pierre) (p. 4591).

CORSE : DAILLY (Etienne) (p. 4595) ; JOXE (Pierre) (p. 4597).

FRONT DE LIBERATION NATIONALE KANAKE SOCIALISTE (FLNKS) : DAILLY (Etienne) (p. 4596) ; UKEIWE (Dick) (p. 4598, 4599).

GUADELOUPE : DAGONIA (Georges) (p. 4602) ; JOXE (Pierre) (p. 4602).

INDEPENDANCE-ASSOCIATION (Nouvelle-Calédonie) : JOXE (Pierre) (p. 4591, 4597) ; DAILLY (Etienne) (p. 4591) ; DAGONIA (Georges) (p. 4601).

INDEPENDANTISME : DAILLY (Etienne) (p. 4595).

LOIS D'AMNISTIE : JOXE (Pierre) (p. 4599).

NICKEL : DAGONIA (Georges) (p. 4602).

NOUVELLE-CALEDONIE : JOXE (Pierre) (p. 4590, 4591, 4594, 4596, 4597, 4598, 4599, 4602) ; DAILLY (Etienne) (p. 4591 à 4594, 4595, 4596, 4599) ; LARCHE (Jacques) (p. 4597, 4598) ; UKEIWE (Dick) (p. 4598, 4599, 4600) ; COLLET (François) (p. 4600, 4601) ; VALCIN (Edmond) (p. 4601) ; SALVI (Pierre) (p. 4601) ; DAGONIA (Georges) (p. 4601, 4602).

ORDRE PUBLIC : JOXE (Pierre) (p. 4590) ; DAILLY (Etienne) (p. 4593, 4595).

REFERENDUMS : DAILLY (Etienne) (p. 4591).

REFORME FONCIERE : DAILLY (Etienne) (p. 4593).

REFUGIES : DAILLY (Etienne) (p. 4593).

REGIONS : DAILLY (Etienne) (p. 4593) ; DAGONIA (Georges) (p. 4601).

TERRORISME : DAILLY (Etienne) (p. 4595) ; JOXE (Pierre) (p. 4597) ; SALVI (Pierre) (p. 4601).

VICTIMES (droits des) : JOXE (Pierre) (p. 4599, 4602) ; UKEIWE (Dick) (p. 4600).

VIOL : DAILLY (Etienne) (p. 4596, 4598) ; JOXE (Pierre) (p. 4597, 4598) ; LARCHE (Jacques) (p. 4598) ; DAILLY (Etienne) (p. 4600) ; DAGONIA (Georges) (p. 4602).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable, de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 4602) – *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Michel Darras.*

Adoption de la motion (p. 4603 ; scrutin public n° 44 ; liste des votants (p. 4636, 4637).

Rejet du projet de loi (21 décembre 1985) (p. 4603).

Discussion (nouvelle lecture)

(21 décembre 1985) (p. 4631, 4634).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4631, 4633) : *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras, François Collet.*

AMNISTIE : LABARRERE (André) (p. 4631, 4632) ; DAILLY (Etienne) (p. 4632, 4633) ; DARRAS (Michel) (p. 4632) ; COLLET (François) (p. 4633).

NOUVELLE-CALEDONIE : LABARRERE (André) (p. 4631, 4632) ; DAILLY (Etienne) (p. 4632, 4633) ; DARRAS (Michel) (p. 4632) ; COLLET (François) (p. 4633).

VIOL : LABARRERE (André) (p. 4631, 4632) ; DAILLY (Etienne) (p. 4632) ; DARRAS (Michel) (p. 4632) ; COLLET (François) (p. 4633).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable, de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 4633) – *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Michel Darras, André Labarrère, ministre.*

Adoption de la motion (p. 4634).

Rejet du projet de loi (21 décembre 1985) (p. 4634).

GRANDE-BRETAGNE

Voir POLICE, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**
TRAITES ET CONVENTIONS, **20,** DG ; **28,** DG ; **30,** DG

GRANDES SURFACES DE VENTE (magasins)

Voir EDITION, IMPRIMERIE ET PRESSE, **1,** DG

GRECE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **24 ; 28,** DG

GREVE (droit de)

1. – **Proposition de loi tendant à assurer l'exercice sans restriction du droit de grève,** PRESENTEE AU SENAT par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 août 1985 – 2 octobre 1985) [n° **486** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4,** DG

GREVE (droit de) (service minimum)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4,** DG

GREVES

1. – **Proposition de loi portant amnistie des sanctions disciplinaires et professionnelles prises à l'encontre des travailleurs à l'occasion d'un conflit du travail et abrogeant l'article 414 du code pénal,** PRESENTEE AU SENAT par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 août 1985 – 2 octobre 1985) [n° **487** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

GROUPE EUROPEEN INDEPENDANT DE PROGRAMMES (GEIP)(ARMEMENT)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **75**

GROUPEMENTS AGRICOLES D'EXPLOITATION EN COMMUN (GAEC)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Agriculture
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, **1,** DG

GROUPEMENTS D'EMPLOYEURS

Voir SECURITE SOCIALE, **1,** DG

GROUPEMENTS D'INTERET ECONOMIQUE (GIE)

Voir ASSOCIATIONS, **1,** DG

GROUPEMENTS D'INTERET PUBLIC (GIP)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 125

GROUPEMENTS DE COMMUNES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 8

GROUPEMENTS DE PRODUCTEURS FORESTIERS

Voir BOIS ET FORETS, 1

GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES (GFA)

Voir BOIS ET FORETS, 1, DG
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, 1, DG

GUADELOUPE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 11
ELECTIONS ET REFERENDUMS, 5
GRACE ET AMNISTIE, 1, DG
MER ET LITTORAL, 2, DG
NOUVELLE-CALEDONIE, 3, DG ; 4, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 21

GUERRE DES ETOILES (utilisation militaire de l'espace)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
TRAITES ET CONVENTIONS, 28, DG

GUYANE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 11
ELECTIONS ET REFERENDUMS, 5
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 1
TRAITES ET CONVENTIONS, 16

H

HABILLEMENT

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **23**

HABITAT (amélioration de l')

Voir COPROPRIETE, **1,** Art. 5

HABITATIONS A LOYER MODERE (HLM)

Voir CONSTRUCTION, **1,** DG
LOGEMENT, **1,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25**
URBANISME, **2,** DG

HANDICAPES

Voir CIRCULATION ROUTIERE, **1,** DG
COLLECTIVITES LOCALES, **13**
COPROPRIETE, **1,** Art. 5
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur - Travail, santé, solidarité ; Art. 69
MUTUELLES (sociétés), **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **3, 92**
SECURITE SOCIALE, **1,** DG
URBANISME, **2,** DG

HAUT COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE (des TOM)

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **1,** DG ; **3** ; **4**

HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

1. – **Dépôt du rapport annuel** (8 octobre 1985) (p. 2194).

Voir aussi AUDIOVISUEL, **1,** DG ; **3** ; **5,** DG
NOUVELLE-CALEDONIE, **3** ; **4**

HAWAI

Voir PACIFIQUE, **1**

HISTOIRE

Voir JUSTICE, **1,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Anciens combattants

HONG-KONG

Voir PACIFIQUE, **1**

HONGRIE

Voir ALLOCUTIONS, **9**
TRAITES ET CONVENTIONS, **1**

HOPITAUX

Voir COUR DES COMPTES (rapport annuel), **1**
ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, **1** ; **2**
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **92, 129, 141**
SANTE PUBLIQUE, **1,** DG ; **2,** DG
SECURITE SOCIALE, **1,** DG

HOPITAUX (conseils d'administration)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4,** DG

HOPITAUX (forfait journalier)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **92**

HOPITAUX (personnels)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **92**
SECURITE SOCIALE, **1,** DG

HOPITAUX (tarifs)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **92**

HOPITAUX PRIVES ET CLINIQUES

Voir SANTE PUBLIQUE, **1,** DG

HOPITAUX PSYCHIATRIQUES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **92**
SANTE PUBLIQUE, **2**
SECURITE SOCIALE, **1,** DG

HORTICULTURE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**

HOSPICES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **13,** DG

HOTELLERIE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Industrie

HUGO (Victor)

Voir ALLOCUTIONS, **4**

HUILES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **28,** DG

HYDRAULIQUE AGRICOLE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**

HYDRAVIONS

Voir URBANISME, **1,** DG

HYDROCARBURES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Industrie
TRAITES ET CONVENTIONS, **16 ; 35**

HYGIENE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **12,** DG ; **13**

HYPOTHEQUES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **3**

I

ILE-DE-FRANCE

Voir AUDIOVISUEL, 3, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 7 ; 8 ; 11
ELECTIONS ET REFERENDUMS, 5, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Intérieur - Logement, urbanisme et transports ; Art. 49
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 21, 125
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG
URBANISME, 1, DG

ILOTAGE

Voir POLICE, 1

IMMEUBLES

Voir COPROPRIETE, 1 ; 2
MARIAGE, 1

IMMEUBLES EN JOUISSANCE A TEMPS PARTAGE

Voir LOGEMENT, 2

IMMIGRATION

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Intérieur
POLICE, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 92
SECURITE SOCIALE, 2
TRAITES ET CONVENTIONS, 20, DG

IMMIGRATION CLANDESTINE

Voir POLICE, 1, DG

IMMUNITE PARLEMENTAIRE

1. – **Proposition de résolution tendant à obtenir la suspension des poursuites engagées contre M. François Abadie, sénateur des Hautes-Pyrénées,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jacques Pelletier, sénateur, et des membres du groupe de la gauche démocratique, apparenté et rattaché administrativement (10 avril 1985) [n° 234 (84-85)] – Renvoi à la commission de trente membres nommés à la représentation proportionnelle des groupes, conformément à l'art. 105 du règlement – Nomination des membres de cette commission le 24 avril 1985 (p. 327) : MM. Paul Alduy, Jean-Paul Bataille, Jean-Pierre Bayle, Jean Béranger, Stéphane Bonduel, Charles Bonifay, Jean Colin, François Collet, Henri Collette, Charles de Cuttoli, Etienne Dailly, Jacques Eberhard, Léon Eeckhoutte, Gérard Gaud, Maurice Janetti, Charles Lederman, Guy Malé, Hubert Martin, Jacques Mossion, Jean Natali, Dominique Pado, Jacques Pelletier, Alain Pluchet, René Régnault, Jules Roujon, Marcel Rudloff, Jean-Pierre Tizon, Edmond Valcin, Louis Virapoullé et Albert Voilquin – Rapport de M. Marcel Rudloff (5 juin 1985) [n° 340 (84-85)] – Discussion des conclusions du rapport (19 juin 1985) (p. 1424) : *M. Marcel Rudloff, rapporteur* – Adoption de la proposition de résolution : réquisition de suspension, jusqu'à la fin de son mandat, des poursuites engagées contre M. François Abadie (19 juin 1985) (p. 1425) [n° 134].

IMMUNITES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 17 ; 20, DG ; 21

IMPORTATIONS

Voir ARMES ET MUNITIONS, 1, DG
EDITION, IMPRIMERIE ET PRESSE, 1
LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 23, 102
TRAITES ET CONVENTIONS, 28, DG

IMPOT SUR LA FORTUNE

Voir AGRICULTURE, 3
TRAITES ET CONVENTIONS, 5 ; 6

IMPOT SUR LE REVENU

1. – **Proposition de loi instituant une réduction de l'impôt sur le revenu pour les contribuables salariés en difficulté,** PRESENTEE AU SENAT par M. Pierre Gamboa, sénateur, et plusieurs de ses collègues (31 mai 1985) [n° 329 (84-85)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – **Proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt sur le revenu les primes versées aux salariés quittant volontairement leur emploi, dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise,** PRESENTEE AU SENAT par M. Paul Kauss, sénateur (27 juin 1985) [n° 439 (84-85)] – Renvoi à la commission des finances.

Voir aussi COMMERCE ET ARTISANAT, 1
FAMILLE, 1
LOGEMENT, 1
LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Art. 2, 5,9, 10, 52
LOIS DE REGLEMENT, 1, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 5 ; 6 ; 29

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES (IGF)

Voir LOGEMENT, 1, DG
LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Art. 14
LOIS DE REGLEMENT, 1, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 5, DG ; 6, DG ; 29, DG

IMPOT SUR LES SOCIETES

Voir ASSOCIATIONS, 1, DG
LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Agriculture - Industrie ; Art, 3, 4, 8, 10
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1

IMPOTS ET TAXES

1. – **Proposition de loi tendant à l'amélioration des garanties des contribuables et des rapports avec l'administration,** PRESENTEE AU SENAT par M. Pierre Schiélé, sénateur (2 avril 1985) [n° 215 (84-85)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – **Proposition de loi tendant à préciser les règles d'estimation de la valeur vénale de certains biens dans le cadre de l'imposition des mutations à titre onéreux,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jacques Moutet, sénateur (10 avril 1985) [n° 233 (84-85)] – Renvoi à la commission des finances.

3. – **Projet de loi modifiant, à compter du mois de décembre 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie (8 octobre 1985) [n° 13 (85-86)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (23 octobre 1985) [n° 46 (85-86)]

– URGENCE – Discussion (6 novembre 1985) (p. 2750, 2757) – Adoption (6 novembre 1985) [n° **22**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 novembre 1985) [n° **3039**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Guy Bêche (13 novembre 1985) [n° **3056**] – Discussion (20 novembre 1985) – Adoption (20 novembre 1985) [n° **903**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1222 du 22 novembre 1985 (*JO* Lois et décrets du 23 novembre 1985).

Discussion (première lecture)

(6 novembre 1985) (p. 2750, 2757).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2750, 2756) : *MM. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat aux relations extérieures ; Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances ; Pierre Gamboa, Guy de La Verpillière, Robert Laucournet, Jacques Mossion, Michel Darras.*

AUTOMOBILE (industrie) : LAUCOURNET (Robert) (p. 2753) ; MOINET (Josy) (p. 2755).

BATIMENT (industrie) : BAYLET (Jean-Michel) (p. 2750) ; MOINET (Josy) (p. 2752) ; GAMBOA (Pierre) (p. 2752) ; LA VERPILLIERE (Guy de) (p. 2752) ; MOSSION (Jacques) (p. 2754).

ENERGIE (économies) : BAYLET (Jean-Michel) (p. 2750, 2751, 2756) ; MOINET (Josy) (p. 2751) ; GAMBOA (Pierre) (p. 2752) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2754).

EQUIPEMENTS : BAYLET (Jean-Michel) (p. 2750) ; MOINET (Josy) (p. 2751) ; GAMBOA (Pierre) (p. 2752).

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX (FSGT) : BAYLET (Jean-Michel) (p. 2750, 2751, 2756) ; MOINET (Josy) (p. 2751, 2752, 2755) ; GAMBOA (Pierre) (p. 2752) ; LA VERPILLIERE (Guy de) (p. 2752) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2753) ; MOSSION (Jacques) (p. 2754, 2755).

LIMOUSIN : BAYLET (Jean-Michel) (p. 2756).

LOGEMENT : BAYLET (Jean-Michel) (p. 2751) ; MOSSION (Jacques) (p. 2754).

LOGEMENT (aide au) : GAMBOA (Pierre) (p. 2753) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2754).

LOGEMENT SOCIAL : BAYLET (Jean-Michel) (p. 2751, 2756) ; GAMBOA (Pierre) (p. 2753) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2754).

PORTS MARITIMES : BAYLET (Jean-Michel) (p. 2751) ; MOINET (Josy) (p. 2752) ; GAMBOA (Pierre) (p. 2753) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2754).

PRIX (libération des) : LAUCOURNET (Robert) (p. 2753).

ROUTES : BAYLET (Jean-Michel) (p. 2750, 2751, 2756) ; MOINET (Josy) (p. 2751) ; GAMBOA (Pierre) (p. 2753) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2754) ; MOSSION (Jacques) (p. 2754).

TAXE SPECIFIQUE SUR LES PRODUITS PETROLIERS : BAYLET (Jean-Michel) (p. 2751) ; MOINET (Josy) (p. 2751) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2753) ; MOSSION (Jacques) (p. 2754) ; DARRAS (Michel) (p. 2755).

TRANSPORTS EN COMMUN : BAYLET (Jean-Michel) (p. 2750, 2756).

TRANSPORTS URBAINS : BAYLET (Jean-Michel) (p. 2750) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 2753) ; MOSSION (Jacques) (p. 2754).

VERRERIE (industrie) : LA VERPILLIERE (Guy de) (p. 2752).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2757)

Art. unique *(Le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers est porté, à compter du 1er décembre 1986 à 12,2 centimes par litre)* (p. 2757).

Explications de vote : MM. Pierre Gamboa (p. 2757) ; Michel Darras (p. 2757).

Adoption (6 novembre 1985) (p. 2757).

Voir aussi ENTREPRISES, **1**
FAMILLE, **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Agriculture ; Art. 1er
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**, DG
MARIAGE, **1**, DG
MER ET LITTORAL, **2**
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **61**
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1**, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **1** ; **20**, DG

IMPOTS FONCIERS

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Intérieur
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG

IMPOTS LOCAUX

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **4**, DG ; **8**, DG ; **10**, DG
CONSTRUCTION, **1**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Intérieur - Travail, santé, solidarité ; Art. 11
MUTUELLES (sociétés), **1**
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG

IMPRIMERIES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**

INCENDIES

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Intérieur

INCINERATION

Voir CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES, **1**

INCOMPATIBILITES

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **5** ; **9** ; **10**
JUSTICE, **2**
NOUVELLE-CALEDONIE, **3** ; **4**
PROCEDURE PENALE, **2**, DG

INCORPORES DE FORCE DANS L'ARMEE ALLEMANDE (Malgré nous)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**

INDE

Voir ALLOCUTIONS, **12**

INDEMNITE ANNUELLE DE DEPART (IAD)

Voir MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, **1**

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**

INDEMNITE SPECIALE DE MONTAGNE (ISM)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**

INDEMNITE VIAGERE DE DEPART (IVD)

Voir MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**

INDEPENDANCE-ASSOCIATION (Nouvelle-Calédonie)

Voir GRACE ET AMNISTIE, **1**, DG
NOUVELLE-CALEDONIE, **1**, DG ; **3**, DG ; **4**, DG

INDEPENDANTISME

Voir GRACE ET AMNISTIE, **1**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer
NOUVELLE-CALEDONIE, **1**, DG ; **3**, DG ; **4**, DG

INDIVISION

Voir LOGEMENT, **2**, DG

INDUSTRIALISATION

Voir LOIS DE REGLEMENT, **1**, DG

INDUSTRIE

Voir ARMES ET MUNITIONS, **1**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**
TRAITES ET CONVENTIONS, **7** ; **28**, DG
URBANISME, **1**, DG

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Agriculture - Industrie

INDUSTRIE MECANIQUE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Industrie

INELIGIBILITES

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **4** ; **5** ; **7**
NOUVELLE-CALEDONIE, **3** ; **4**

INFIRMIERS ET INFIRMIERES

Voir SANTE PUBLIQUE, **2**, DG

INFLATION

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, DG
LOIS DE REGLEMENT, **1**, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG
PRIX ET CONCURRENCE, **2**

INFORMATION

Voir JUSTICE, **1**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **3**, **152**

INFORMATIQUE

Voir ENSEIGNEMENT, **4**
LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Anciens combattants - Défense et relations extérieures - Education nationale - Industrie - Intérieur - Justice - Travail, santé, solidarité
POLICE, **1**
PROCEDURE PENALE, **1**, DG
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **48**, **50**, **125**

INFORMATIQUE (enseignement)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **50**

INFRACTIONS

Voir MER ET LITTORAL, **1**

INGENIERIE

Voir BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, **1**, DG

INGENIEURS

Voir ENSEIGNEMENT, **4**, DG

INITIATIVE DE DEFENSE STRATEGIQUE (IDS)

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

INMARSAT (satellites)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **17**

INNOVATION

Voir ENTREPRISES, **1**
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1**, DG

INSEMINATION ARTIFICIELLE

1. – **Proposition de loi sur l'insémination artificielle,** PRESENTEE AU SENAT par M. Francis Palmero, sénateur (16 avril 1985) [n° **239** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi relative aux conséquences juridiques de l'insémination artificielle post-mortem,** PRESENTEE AU SENAT par M. Francis Palmero, sénateur (24 avril 1985) [n° **257** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

INSPECTION DU TRAVAIL

Voir SECURITE SOCIALE, **1**

INSTALLATIONS CLASSEES

Voir BOIS ET FORETS, **1**, DG

ENVIRONNEMENT, 1
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 69

INSTITUT DE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE (IDES)

Voir ECONOMIE SOCIALE, 1, DG

INSTITUT DU MONDE ARABE

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Culture

INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE (IFP)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 70

INSTITUT NATIONAL D'HISTOIRE DE L'ART

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Culture

INSTITUT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT, DE LA RECHERCHE, DE L'INFORMATION ET DE LA PREVENTION SUR LES TOXICOMANIES (création)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 21
STUPEFIANTS, 2

INSTITUT NATIONAL DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE (INA)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle

INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE (INSERM)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4, DG

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES (INSEE)

Voir EMPLOI, ACTIVITE, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE CHIMIQUE APPLIQUEE (IRCHA)

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

INSTITUTEURS

Voir LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Culture
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 3, 4

INSTITUTIONS SOCIALES ET MEDICO-SOCIALES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 13

INSTITUTS HONGROIS A PARIS ET FRANCAIS A BUDAPEST

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 1, DG

INSTITUTS REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (IRDA)

Voir AGRICULTURE, 1

INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE TECHNOLOGIE (IUT)

Voir ENSEIGNEMENT, 4, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Education nationale

INSTRUCTION CIVIQUE

Voir FORMATION CONTINUE, 1

INSTRUCTION PREPARATOIRE

Voir PROCEDURE PENALE, 2

INTERET (taux d')

Voir LOIS DE FINANCES, 3, DG
LOIS DE REGLEMENT, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1
PRIX ET CONCURRENCE, 2, DG

INTERIEUR ET DECENTRALISATION

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Intérieur

INTERNAT (médecine)

Voir PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2

INTERPROFESSIONS

Voir BOIS ET FORETS, 1, DG

INVALIDITE

1. – **Proposition de loi visant à modifier l'article L. 356 du code de la sécurité sociale et améliorer la situation des invalides du travail,** PRESENTEE AU SENAT par M. Louis Jung, sénateur (6 novembre 1985) [n° 73 (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

INVENTAIRE FORESTIER NATIONAL

Voir BOIS ET FORETS, 1, DG

INVESTISSEMENT IMMOBILIER

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

INVESTISSEMENTS

Voir ENTREPRISES, 1
LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Agriculture - Départements et territoires d'outre-mer - Industrie ; Art. 4
LOIS DE REGLEMENT, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 23
TRAITES ET CONVENTIONS, 29, DG
VALEURS MOBILIERES, 1

INVESTISSEMENTS (à l'étranger)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 125
TRAITES ET CONVENTIONS, 25, DG ; 28, DG ; 42

INVESTISSEMENTS FORESTIERS

Voir BOIS ET FORETS, 1, DG

IRAN

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 22, DG

IRRIGATION

Voir BOIS ET FORETS, 1, DG

ISOLATION ACOUSTIQUE

Voir URBANISME, 1, DG

ISRAEL

Voir ALLOCUTIONS, 11
TRAITES ET CONVENTIONS, 28, DG

ITALIE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 102
TRAITES ET CONVENTIONS, 15 ; 28, DG

ITERATIF DEFAUT

Voir PROCEDURE PENALE, 1, DG

J

JAPON

Voir CONGES DE FORMATION, **1**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Industrie

JEUNES

Voir ARMES ET MUNITIONS, **1**, DG
COLLECTIVITES LOCALES, **13**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **21**

JEUNESSE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Jeunesse et sports

JEUNESSE ET SPORTS (ministère)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **3**

JEUX OLYMPIQUES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **3, 125**

JOURNALISTES

Voir ASSURANCES, **1**, DG
DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1**
POLICE, **1**, DG
RAPPELS AU REGLEMENT, **5**
TRAITES ET CONVENTIONS, **12**

JOURNAUX

Voir PRESSE, **1**

JUGES D'INSTRUCTION

Voir PROCEDURE PENALE, **1 ; 2**

JUSTICE

1. – **Projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Robert Badinter, ministre de la justice (25 avril 1985) [n° **2651**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe Marchand (29 mai 1985) [n° **2717**] – Urgence – Discussion (3 juin 1985) – Adoption (3 juin 1985) [n° **796**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions et tendant à modifier l'art. 773 du code de procédure pénale** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 juin 1985) [n° **332** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles Jolibois (19 juin 1985) [n° **385** (84-85)] – Urgence – Discussion (24 juin 1985) (p. 1598, 1608) – Adoption (24 juin 1985) [n° **141**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi tendant à la constitution d'archives audiovisuelles de la justice** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (24 juin 1985) [n° **2830**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Philippe Marchand (26 juin 1985) [n° **2853**] – Discussion (27 juin 1985) – Adoption (27 juin 1985) [n° **847**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Charles Jolibois (27 juin 1985) [n° **436** (84-85)] – Discussion (28 juin 1985) (p. 1811, 1812) – Adoption (28 juin 1985) [n° **165**].

PROMULGATION : Loi n° 85-699 du 11 juillet 1985 (*JO* Lois et décrets du 12 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(24 juin 1985) (p. 1598, 1608).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1598, 1601) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois ; Charles Lederman.*

ARCHIVES : BADINTER (Robert) (p. 1598, 1599) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 1600) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1601).

HISTOIRE : BADINTER (Robert) (p. 1598, 1599, 1600) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 1600).

INFORMATION : JOLIBOIS (Charles) (p. 1601) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1601).

LIBERTES INDIVIDUELLES : BADINTER (Robert) (p. 1599) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 1600, 1601) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1601).

RAPPORT BRAUNSCHWEIG (commission sur la publicité des débats judiciaires) : BADINTER (Robert) (p. 1598, 1599) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1601).

TELEVISION : BADINTER (Robert) (p. 1599) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 1600, 1601) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1601).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1601, 1608) : *MM. Charles Jolibois, rapporteur ; Robert Badinter, ministre de la justice ; Charles Lederman, Etienne Dailly.*

Art. 1er *(Principe de l'enregistrement des audiences à des fins d'archives)* – Adopté (p. 1601).

Art. 2 *(Autorités compétentes pour décider l'enregistrement)* (p. 1601).

Adopté : amendement n° 1 de M. Charles Jolibois, rapporteur : pouvoir de décision du premier président de la cour d'appel pour l'enregistrement des procès dans les juridictions de son ressort (p. 1602).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1602).

Art. 3 *(Procédure préalable à la décision)* (p. 1602).

Adoptés : amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur, n° 2 : prise de décision d'office ou à la requête d'une des parties ou de ses représentants (p. 1602) – Et n° 3 : observations des parties ou de leurs représentants (p. 1602).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1602).

Art. 4 *(Composition de la commission consultative des archives audiovisuelles de la justice)* (p. 1602).

Adopté : amendement n° 4 de M. Charles Jolibois, rapporteur : modalités de nomination d'un nouveau membre en cas de vacance (p. 1603).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1603).

Art. 5 *(Règle du secret)* – Adopté (p. 1603).

Après l'art. 5 (p. 1603).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman (art. additionnels) n° 13 : création d'un service dépendant du ministère de la justice chargé de l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (p. 1603) – Et n° 14 : rôle des sociétés nationales de télévision et de radiodiffusion en

matière d'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences publiques des juridictions (p. 1603).

Art. 6 *(Conditions de l'enregistrement et pouvoirs de la juridiction de jugement)* (p. 1603).

Adopté : amendement n° 5 de M. Charles Jolibois, rapporteur : modalités de réalisation des enregistrements et détermination du pouvoir de police du président de l'audience en matière d'enregistrement (p. 1603).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1603).

Art. 7 *(Compétence des Archives de France)* – Adopté (p. 1604).

Art. 8 *(Consultation et diffusion des enregistrements)* (p. 1604).

Adoptés : amendements rédactionnels n° 7 et n° 8 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 1605).

Rejetés : amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur, n° 6 : prolongation de vingt à trente ans du délai durant lequel la consultation des enregistrements n'est possible que pour les chercheurs (p. 1605) – n° 9 : prise de décision collégiale, par le président du tribunal de grande instance et deux assesseurs, en matière d'autorisation de reproduction ou de diffusion des enregistrements (p. 1605) – Et n° 10 : prolongation de cinquante à quatre-vingt ans du délai préalable à la liberté totale de diffusion (p. 1607) – Amendement n° 15 de M. Charles Lederman : dérogation au principe du délai de diffusion des audiences pour les procès présentant un caractère historique certain (p. 1607).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1607).

Après l'art. 8 (p. 1607).

Rejeté : amendement n° 16 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : modification de l'art. 308 du code de procédure pénale et de l'art. 39 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse : avis des parties et modalités d'emploi des caméras de télévision et de cinéma sous l'autorité du président du tribunal ; pouvoir de police de l'audience du président du tribunal (p. 1608).

Art. 9 *(Modalités d'application de la loi)* – Adopté (p. 1608).

Art. 10 *(Gestion des incapacités électorales par casier judiciaire : art. 773 du code de procédure pénale)* (p. 1608).

Adopté : amendement rédactionnel n° 11 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 1608).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1608).

Intitulé (p. 1608).

Adopté : amendement n° 12 de M. Charles Jolibois, rapporteur : « Projet de loi tendant à la constitution d'archives audiovisuelles de la justice » (p. 1608).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 1608).

Explications de vote : Mme Cécile Goldet (p. 1608), M. Charles Lederman (p. 1608).

Adoption (24 juin 1985) (p. 1608).

Discussion (commission mixte paritaire)

(28 juin 1985) (p. 1811, 1812).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1811) : *MM. Charles Jolibois, rapporteur pour le Sénat ; Robert Badinter, ministre de la justice.*

AUDIENCES (des juridictions) : JOLIBOIS (Charles) (p. 1811) ; BADINTER (Robert) (p. 1811).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1811, 1812)

Art. 2, 3 et 4 (p. 1811).

Art. 6, 8 et 10 (p. 1812).

Intitulé : « Projet de loi tendant à la constitution d'archives audiovisuelles de la justice » (p. 1812).

Explication de vote : M. Pierre Gamboa (p. 1812).

Adoption (28 juin 1985) (p. 1812).

2. – **Projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (14 novembre 1985) [n° **3059**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-François Hory (28 novembre 1985) [n° **3126**] – URGENCE – Discussion (2 décembre 1985) – Adoption (2 décembre 1985) [n° **926**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 décembre 1985) [n° **130** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (18 décembre 1985) [n° **237** (85-86)] – Discussion (19 décembre 1985) (p. 4449, 4464) – Adoption (19 décembre 1985) [n° **88**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 décembre 1985) [n° **3275**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Pierre Michel (20 décembre 1985) [n° **3281**] – Discussion (21 décembre 1985) – Adoption (21 décembre 1985) [n° **1000**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT), rapport de M. Jacques Thyraud (20 décembre 1985) [n° **266** (85-86)] – Discussion (21 décembre 1985) (p. 4611, 4614) – Adoption (21 décembre 1985) [n° **105**].

PROMULGATION : Loi n° 86-14 du 6 janvier 1986 (*J.O.* Lois et décrets du 7 janvier 1986) (Rectificatif du 18 janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1985) (p. 4449, 4464).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4449, 4454) : *MM. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras, Guy Schmaus.*

COLLECTIVITES TERRITORIALES : DARRAS (Michel) (p. 4452).

CONSEIL D'ETAT : LEMOINE (Georges) (p. 4450) ; SCHMAUS (Guy) (p. 4452).

CONSEIL SUPERIEUR DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS : LEMOINE (Georges) (p. 4450) ; THYRAUD (Jacques) (p. 4452) ; DARRAS (Michel) (p. 4452) ; SCHMAUS (Guy) (p. 4453).

COURS REGIONALES DES COMPTES : LEMOINE (Georges) (p. 4453).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : LEMOINE (Georges) (p. 4450, 4453) ; DARRAS (Michel) (p. 4452) ; SCHMAUS (Guy) (p. 4453).

MAGISTRATS : LEMOINE (Georges) (p. 4449, 4450, 4453) ; THYRAUD (Jacques) (p. 4452) ; DARRAS (Michel) (p. 4452) ; SCHMAUS (Guy) (p. 4453).

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS : LEMOINE (Georges) (p. 4449, 4450, 4453) ; THYRAUD (Jacques) (p. 4451, 4452) ; DARRAS (Michel) (p. 4452) ; SCHMAUS (Guy) (p. 4452, 4453).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4454, 4464) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Georges Lemoine, secrétaire d'Etat ; Pierre Lacour, Alain Pluchet, Michel Darras, Mme Monique Midy, M. Guy Schmaus.*

Art. 1er *(Nomination et promotion des membres du corps des tribunaux administratifs – Inamovibilité)* (p. 4454).

Adopté : amendement rédactionnel n° 2 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (p. 4455).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 4455).

Art. 1er bis *(Grades du corps des membres des tribunaux administratifs)* – Adopté (p. 4455).

Art. 1er ter *(Réquisitions)* – Adopté (p. 4455).

Après l'art. 1er ter (p. 4455).

Adopté : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Jacques Thyraud, rapporteur : incompatibilités existant entre la fonction de membre d'un tribunal administratif et celle d'élu (p. 4455).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4455).

Art. 2 *(Incompatibilités)* (p. 4455).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : nature des empêchements pouvant être appliqués aux membres des tribunaux administratifs (p. 4456).

Retirés : amendement n° 34 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Alain Pluchet : inéligibilités et empêchements s'appliquant aux membres des tribunaux administratifs (p. 4456) – Amendements n° 35 et n° 36 de M. Pierre Lacour : règles d'incompatibilités concernant les membres des tribunaux administratifs (p. 4456).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4456).

Art. 3 *(Délai d'option)* (p. 4456).

Adoptés : amendement de coordination n° 5 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (p. 4456) – Amendement rédactionnel n° 6 du même auteur (p. 4456) – Amendement n° 7 du même auteur : ouverture d'une option au président d'un conseil régional ou général nommé membre d'un tribunal administratif (p. 4456).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 4456).

Art. 4 *(Recrutement par la voie de l'ENA)* (p. 4456) – L'article est réservé (p. 4457).

Adopté : amendement de coordination n° 8 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (p. 4459).

Rejeté : amendement n° 41 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : recrutement des membres des tribunaux administratifs parmi les anciens élèves de l'Ecole nationale d'administration (p. 4459).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4459).

Art. 5 *(Tour extérieur)* (p. 4457).

Adoptés : amendements de M. Jacques Thyraud, rapporteur : n° 9 (rédactionnel) (p. 4457) – n° 10 (de précision rédactionnelle) (p. 4457) – n° 11 : fixation d'une date limite d'effet (p. 4457) – n° 12 (rédactionnel) (p. 4457) – n° 13 : élévation à dix ans des obligations de service effectif pour que les magistrats de l'ordre judiciaire puissent accéder par le tour extérieur au grade de conseiller de première classe (p. 4458) – n° 14 : application des dispositions de cet article pour la première fois aux recrutements opérés au titre de l'année 1987 (p. 4458).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4458).

Après l'art. 5 (p. 4458).

Adopté : amendement n° 15 (art. additionnel) de M. Jacques Thyraud, rapporteur : recrutements complémentaires (p. 4458).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4458).

Art. 6 *(Exercice de fonctions administratives)* (p. 4458).

Adopté : amendement n° 16 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : possibilité pour les membres des tribunaux administratifs d'être appelés, avec l'accord du président du tribunal administratif concerné, à exercer certaines fonctions administratives dans les conditions définies par les lois et décrets (p. 4458).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 4458).

Art. 7 *(Obligation de résidence)* (p. 4458).

Adopté : amendement n° 17 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : dérogation exceptionnelle à caractère individuel et provisoire pouvant être accordée aux conseillers par le président du tribunal administratif (p. 4458).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 4458).

Art. 8 *(Détachement dans le corps des membres des tribunaux administratifs)* (p. 4458).

Adopté : amendement n° 18 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : dispositions également applicables aux fonctionnaires appartenant à des corps de la fonction publique territoriale de même niveau de recrutement et dont les missions sont comparables (p. 4459).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 4459).

Art. 9 *(Compétences du Conseil supérieur des tribunaux administratifs)* (p. 4459).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 19 de M. Jacques Thyraud, rapporteur, (p. 4459) – Et amendement n° 20 du même auteur : transfert au Conseil supérieur des tribunaux administratifs des attributions, en matière de tour extérieur, de la commission spéciale prévue par l'art. 7 du décret n° 75-165 du 12 mars 1975 (p. 4459).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 4459).

Art. 10 *(Composition du Conseil supérieur des tribunaux administratifs)* (p. 4459).

Adoptés : amendements n° 21 à 26 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : modification de la composition du Conseil supérieur des tribunaux administratifs (p. 4460 et 4461).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 4461).

Après l'art. 10 (p. 4461).

Adopté : Amendement n° 27 (art. additionnel) de M. Jacques Tyraud, rapporteur : poursuite de l'exercice de leurs attributions jusqu'à la mise en place du Conseil supérieur des tribunaux administratifs par la commission administrative paritaire, le comité technique paritaire et la commission spéciale (p. 4461).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4461).

Art. 11 *(Avancement de grade – Nomination des Présidents de tribunal administratif)* (p. 4461).

Adopté : amendement n° 28 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : dispositions applicables pour la première fois aux nominations opérées au titre de l'année 1987 (p. 4461).

Retirés : amendements n° 38 à 40 de M. Pierre Lacour, relatifs à la modification des dispositions stipulées par le présent article (p. 4461).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 4461).

Art. 12 *(Mesures disciplinaires)* (p. 4462).

Adoptés : amendements de M. Jacques Thyraud, rapporteur, n° 29 : mode de saisine de l'autorité chargée de proposer des sanctions disciplinaires (p. 4462) – Et n° 30 : dispositions relatives aux mutations n'étant pas applicables lorsque les membres du corps des tribunaux administratifs font l'objet d'un déplacement d'office pour raison disciplinaire (p. 4462).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 4462).

Art. 13 *(Commissaire du Gouvernement)* (p. 4462).

Adopté : amendement n° 31 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : nomination du commissaire du Gouvernement et nature de ses attributions (p. 4463).

Retiré : amendement n° 42 de M. Pierre Lacour : structure des tribunaux administratifs, nomination d'un commissaire à la loi par chambre (p. 4462).

Rejeté : sous-amendement n° 44 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Monique Midy, à l'amendement n° 31 : droit de réponse des parties en cause (p. 4463).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 4463).

Art. 14 *(Désignation du rapporteur – Conditions de dessaisissement)* (p. 4463).

Adopté : amendement n° 32 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : modification des conditions de dessaisissement du rapporteur (p. 4463).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 4463).

Après l'art. 14 (p. 4463).

Retiré : amendement n° 43 (art. additionnel) de M. Pierre Lacour : respect du principe de collégialité au sein des formations de jugement des tribunaux administratifs (p. 4463).

Art. 14 bis *(Présidence des conseils de contentieux de Mayotte et des îles Wallis-et-Futuna)* – Adopté (p. 4463).

Art. 15 *(Application du titre I et du titre II du statut général de la fonction publique)* – Adopté (p. 4463).

Après l'art. 15 (p. 4463).

Adopté : amendement n° 33 (art. additionnel) de M. Jacques Thyraud, rapporteur : exercice d'une mission de conciliation par les tribunaux administratifs (p. 4464).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4464).

Art. 16 *(Modification de l'art. L. 2 du code des tribunaux administratifs)* – Adopté (p. 4464).

Explication de vote : M. Michel Darras (p. 4464).

Adoption (19 décembre 1985) (p. 4464).

Discussion (commission mixte paritaire)

(21 décembre 1985) (p. 4611, 4614).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4611, 4612) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur pour le Sénat ; André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement.*

CONSEIL SUPERIEUR DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS : THYRAUD (Jacques) (p. 4611) ; LABARRERE (André) (p. 4611).

MAGISTRATS : THYRAUD (Jacques) (p. 4611) ; LABARRERE (André) (p. 4611).

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS : THYRAUD (Jacques) (p. 4611) ; LABARRERE (André) (p. 4611, 4612).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4612, 4614)

Art. 1er, 1er quater, 2 à 5, 5 bis, 6 et 7 (p. 4612).

Art. 8 à 10, 10 bis, 11 à 14 (p. 4613).

Art. 15 bis (p. 4614).

Explications de vote : Mme Marie-Claude Beaudeau (p. 4614) ; M. Michel Darras (p. 4614).

Adoption (21 décembre 1985) (p. 4614).

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, 12
DEFENSE NATIONALE, 1

LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Justice

K

KOUROU (base spatiale)
Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **16**, DG

KOWEIT
Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **148**

L

LA VILLETTE (aménagement)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Culture
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1,** DG

LABORATOIRES

Voir POLICE, **1,** DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1,** DG

LAIT ET PRODUITS LAITIERS

Voir AGRICULTURE, **3**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Agriculture
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102, 136**

LANGUE DES SIGNES FRANCAISE (LSF)

Voir SOURDS ET SOURDS-MUETS, **1**

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Voir MER ET LITTORAL, **2,** Art. L. 146-6 du code de l'urbanisme

LANGUES ET CULTURES REGIONALES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer

LANGUES REGIONALES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG

LIAISON FIXE TRANSMANCHE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

LIBAN

Voir ASSOCIATIONS, **1,** DG
ASSURANCES, **1,** DG
BOIS ET FORETS, **1,** DG
DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **5,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG
MUTUELLES (sociétés), **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102, 160**
RAPPELS AU REGLEMENT, **5 ; 8**
TRAITES ET CONVENTIONS, **12**

LIBERALISME

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG

LIBERTE DE CIRCULATION

Voir LIBERTES PUBLIQUES, **2**

LIBERTE DE COMMERCE

Voir ARMES ET MUNITIONS, **1,** DG

LIBERTE DE LA PRESSE

Voir DIFFAMATION, **1,** DG
NOUVELLE-CALEDONIE, **1,** DG
PROCEDURE PENALE, **2,** DG

LIBERTE DU TRAVAIL

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **2,** DG

LIBERTES

Voir PRIX ET CONCURRENCE, **2,** DG
PROCEDURE PENALE, **2,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **22,** DG

LIBERTES INDIVIDUELLES

Voir JUSTICE, **1,** DG

LIBERTES PUBLIQUES

1. – **Proposition de loi tendant à créer une délégation aux libertés,** PRESENTEE AU SENAT par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 août 1985 – 2 octobre 1985) [n° **488** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi relative au respect de la liberté de franchir sans entraves les frontières nationales,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jacques Thyraud, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 août 1985 – 2 octobre 1985) [n° **490** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi CONSTITUTION, **1 ; 2**
NOUVELLE-CALEDONIE, **1 ; 3,** DG
POLICE, **1,** DG
PRESSE, **1,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **41**

LIBRAIRIES

Voir EDITION, IMPRIMERIE ET PRESSE, **1,** DG

LIBYE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

LICENCIEMENTS

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **1**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**
TRAVAIL, **2,** DG

LICENCIEMENTS ECONOMIQUES

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **1,** DG

LIGNE BUDGETAIRE UNIQUE (LBU)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**

LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME (LICRA)

Voir DEPORTES, INTERNES ET RESISTANTS, **1**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**

LIMOUSIN

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **5**
IMPOTS ET TAXES, **3**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25**

LITTORAL

Voir MER ET LITTORAL, **2**
PECHE, **1**, DG

LITTORAL (protection du)

Voir MER ET LITTORAL, **2**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **69**

LIVRE

Voir EDITION, IMPRIMERIE ET PRESSE, **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, Art. 13

LIVRET D'EPARGNE

Voir EPARGNE, **1**

LIVRET D'EPARGNE ENTREPRISE

Voir SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, **1**, DG

LOCATION-GERANCE

Voir BAUX, **1**, DG

LOCATIONS SAISONNIERES

Voir BAUX, **1**, DG

LOGEMENT

1. – **Projet de loi portant aménagement d'aides au logement,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Beregovoy, ministre de l'économie (2 avril 1985) [n° **2575**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Rodet (2 avril 1985) [n° **2586**] – Discussion (3 avril 1985) – Adoption (3 avril 1985) [n° **759**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 avril 1985) [n° **226** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean François-Poncet (10 avril 1985) [n° **232** (84-85)] – Discussion (17 avril 1985) (p. 246, 255) – Adoption (17 avril 1985) [n° **85**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 avril 1985) [n° **2623**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Rodet (14 mai 1985) [n° **2679**] – Discussion (15 mai 1985) – Adoption (15 mai 1985) [n° **782**].

PROMULGATION : Loi n° 85-536 du 21 mai 1985 (*JO* Lois et décrets du 23 mai 1985).

Discussion (première lecture)

(17 avril 1985) (p. 246, 255).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 246, 254) *MM. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports ; Jean François-Poncet, rapporteur de la commission des finances ; Mme Monique Midy, MM. Georges Treille, Philippe de Bourgoing, Michel Dreyfus-Schmidt.*

BATIMENT (industrie) : QUILES (Paul) (p. 247, 252, 253) ; FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 247, 248) ; MIDY (Monique) (p. 248) ; TREILLE (Georges) (p. 249, 250) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 250) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 250, 251, 252).

CONSTRUCTION : FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 248) ; TREILLE (Georges) (p. 249, 250).

ENERGIE (économies) : QUILES (Paul) (p. 246).

EPARGNE : FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 248) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 251).

EPARGNE LOGEMENT : QUILES (Paul) (p. 247, 253) ; FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 248) ; MIDY (Monique) (p. 249) ; TREILLE (Georges) (p. 249) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 250) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 251, 252).

HABITATIONS A LOYER MODERE (HLM) : MIDY (Monique) (p. 248) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 251).

IMPOT SUR LE REVENU : QUILES (Paul) (p. 246) ; FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 247) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 250) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 252).

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES (IGF) : TREILLE (Georges) (p. 249).

LOGEMENT (aide au) : QUILES (Paul) (p. 246, 247, 252 à 254) ; FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 247, 248) ; MIDY (Monique) (p. 248, 249) ; TREILLE (Georges) (p. 249, 250) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 250) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 250, 251, 252).

LOGEMENT SOCIAL : MIDY (Monique) (p. 248) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 251).

LOI QUILLIOT (loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs) : TREILLE (Georges) (p. 249) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 251) ; QUILES (Paul) (p. 252, 253).

PRETS A TAUX AJUSTABLES (PAJ) : DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 252).

PRETS D'ACCESSION A LA PROPRIETE (PAP) : DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 251).

PRETS LOCATIFS AIDES (PLA) : MIDY (Monique) (p. 248, 249) ; QUILES (Paul) (p. 253).

PROPRIETE (accession à la) : QUILES (Paul) (p. 246, 253, 254).

RESIDENCES SECONDAIRES : QUILES (Paul) (p. 247) ; FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 247) ; MIDY (Monique) (p. 249) ; TREILLE (Georges) (p. 249) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 250).

VENTE FORCEE (logements) : BOURGOING (Philippe de) (p. 250) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 251) ; QUILES (Paul) (p. 252).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 254, 255) *MM. Georges Treille, Paul Quilès, ministre ; Jean François-Poncet, rapporteur ; Michel Dreyfus-Schmidt.*

Art. 1 *(Art. 199 sexies du code général des impôts – Augmentation du plafond de déduction fiscale pour les intérêts d'emprunt contractés pour l'acquisition de la résidence principale, ainsi que pour les dépenses d'économie d'énergie)* (p. 254).

Adopté : amendement n° 2 de M. Paul Quilès, ministre : relèvement supplémentaire du plafond de déduction fiscale pour les intérêts d'emprunts (p. 255).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 1 de M. Georges Treille : relèvement supplémentaire du plafond de déduction fiscale pour les intérêts d'emprunts, et augmentation du taux de la réduction d'impôt (p. 255).

– L'art. 1, ainsi modifié, est adopté (p. 255).

Art. 2 *(Art. 315-1 du code de la construction et de l'habitation – Extension aux résidences secondaires du bénéfice des prêts d'épargne-logement)* – Adopté (p. 255).

Art. 3 *(Art. 315-2 du code de la construction et de l'habitation – Définition des dépenses ouvrant droit aux prêts)* – Adopté (p. 255).

Adoption (17 avril 1985) (p. 255).

2. – **Projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (2 avril 1985) [n° **2589**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Louis Besson (5 juin 1985) [n° **2739**] – Discussion (18 juin 1985) – Adoption (18 juin 1985) [n° **817**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 juin 1985) [n° **384** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (10 octobre 1985) [n° **27** (85-86)] – Discussion (17 octobre 1985) (p. 2292, 2319) – Adoption (17 octobre 1985) [n° **6**] – NOUVEL INTITULE « **Projet de loi relatif à l'indivision par période dite « multipropriété » et aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 octobre 1985) [n° **3006**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Louis Besson (20 novembre 1985) [n° **3095**] – Discussion (28 novembre 1985) – Adoption (28 novembre 1985) [n° **919**] – NOUVEL INTITULE : **titre initial.**

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (3 décembre 1985) [n° **125** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (11 décembre 1985) [n° **179** (85-86)] – Discussion (13 décembre 1985) (p. 3939, 3950) – Adoption (13 décembre 1985) [n° **57**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à l'indivision par période dite « multipropriété » et aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (16 décembre 1985) [n° **3193**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Louis Besson (18 décembre 1985) [n° **3222**] – Discussion (19 décembre 1985) – Adoption (19 décembre 1985) [n° **976**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (18 décembre 1985) [n° **243** (85-86)] – Discussion (20 décembre 1985) (p. 4522, 4524) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **96**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé** ».

PROMULGATION : Loi n° 86-18 du 6 janvier 1986 (*J.O.* Lois et décrets du 8 janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(17 octobre 1985) (p. 2292, 2319).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2292, 2298) : *MM. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports ; Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur de la commission des lois ; Mme Monique Midy, M. Marc Boeuf.*

BATIMENT (industrie) : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 2295) ; AUROUX (Jean) (p. 2298).

COOPERATIVES : AUROUX (Jean) (p. 2293) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 2296) ; MIDY (Monique) (p. 2296) ; BOEUF (Marc) (p. 2297, 2298).

CREDIT : AUROUX (Jean) (p. 2294) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 2295) ; BOEUF (Marc) (p. 2298).

INDIVISION : AUROUX (Jean) (p. 2294) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 2295).

MULTIPROPRIETE : AUROUX (Jean) (p. 2292, 2293, 2298) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 2294, 2295, 2296) ; MIDY (Monique) (p. 2296) ; BOEUF (Marc) (p. 2297, 2298).

PROPRIETE (droit de) : AUROUX (Jean) (p. 2293) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 2295).

TOURISME SOCIAL : AUROUX (Jean) (p. 2293, 2298) ; MIDY (Monique) (p. 2296) ; BOEUF (Marc) (p. 2297).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2298, 2319) : *MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur ; Jean Auroux, ministre ; Marc Boeuf, Mme Monique Midy, M. Alphonse Arzel.*

Avant le chapitre 1er (p. 2298).

Adoptés : amendement n° 1 (division additionnelle) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : insertion d'un chapitre 1er A intitulé : « Dispositions relatives à l'indivision par périodes dite multipropriété » (p. 2300) ; précédemment réservé (p. 2299) – Amendements n° 2, n° 3, n° 4 et n° 5 (arts additionnels) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : dispositions aménageant le régime d'indivision conventionnelle afin de fonder sur un droit réel l'occupation temporaire d'appartements ; dérogation permettant d'augmenter la durée d'une convention d'indivision et d'inscrire une garantie hypothécaire séparée sur les droits réels d'un propriétaire co-indivisaire (p. 2299 et 2300).

– Un intitulé de chapitre additionnel et quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2299 et 2300).

CHAPITRE Ier

Dispositions générales

Art. 1er *(Définition des sociétés régies par la loi)* (p. 2300).

Adopté : amendement n° 6 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article afin de reporter à un article 1er bis nouveau la définition de l'objet des sociétés (p. 2300).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2300).

Après l'art. 1er (p. 2301).

Adopté : amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : objet des sociétés définies à l'article 1er (p. 2301).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2301).

Art. 2 *(Forme des sociétés)* (p. 2301).

Adopté : amendement n° 8 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : liberté du choix du type de société (p. 2301).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2301).

Art. 3 *(Appels de fonds – Participation aux charges)* (p. 2301).

Adopté : amendement n° 9 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : caractère facultatif de la vente de parts en cas de défaillance d'un associé (p. 2301).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2301).

Art. 4 *(Limitation, par dérogation à l'article 1857 du code civil, de la responsabilité des associés des sociétés d'attribution ayant la forme civile)* (p. 2301).

Adopté : amendement n° 10 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : conditions de la responsabilité des associés vis-à-vis des dettes sociales à l'égard des tiers (p. 2302).

Rejeté : amendement n° 49 de M. Jean Auroux, ministre : conditions de la responsabilité des associés vis-à-vis des dettes sociales à l'égard des tiers (p. 2302).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2302).

Art. 5 *(Révocation du gérant des sociétés civiles d'attribution)* – Adopté (p. 2302).

Art. 6 *(Etat descriptif de division – Répartition des parts ou actions – Règlement)* (p. 2302).

Adoptés : amendements de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur, n° 11 : état descriptif de division de l'immeuble social (p. 2302) – Et n° 12 : mention dans le seul règlement d'un service éventuel mis à la disposition des associés (p. 2303).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2303).

Art. 7 *(Participation aux charges)* (p. 2303).

Adopté : amendement n° 13 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : détermination, par décret, des charges communes et des charges correspondant aux parties à usage privatif (p. 2304).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2304).

Après l'art. 7 (p. 2304).

Adopté : amendement n° 14 (art. additionnel) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : révision judiciaire des charges (p. 2304).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2304).

Art. 7 bis *(Etat descriptif de division – Règlement – Dispositions corrélatives des statuts – Date d'adoption)* (p. 2304).

Adoptés : amendement n° 15 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : adoption de l'état descriptif de division du règlement et des dispositions corrélatives des statuts : cas des acquisitions d'immeubles (p. 2304) ; sous-amendement n° 52 de M. Jean Auroux, ministre : société d'acquisition d'immeuble existant (p. 2304).

– L'art. 7 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2304).

Art. 8 *(Obligation de conclure un contrat de promotion immobilière ou de vente d'immeubles à construire)* (p. 2304).

Adopté : amendement n° 16 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : distinction entre l'objet social des sociétés d'attribution et le recours à la construction ou l'acquisition d'immeubles (p. 2305).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2305).

Art. 10 *(Provision sur charges – Fonds de réserve – Assemblée générale – Pouvoirs de représentation)* (p. 2305).

Adoptés : amendements de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur, n° 17 : calcul de la provision pour charges (p. 2305) – n° 18 : suppression de l'obligation, figurant dans les statuts, de constitution d'un fonds de réserve pour travaux (p. 2308) – Et n° 19 : communication à tout associé des comptes sociaux et de la liste des associés (p. 2305).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2306).

Art. 11 *(Représentants de période)* (p. 2306) – L'article est réservé (p. 2306).

Adopté : amendement de coordination n° 59 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 2308 ; précédemment réservé p. 2306).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2308).

Art. 12 *(Droit de vote)* (p. 2306).

Adopté : amendement rédactionnel n° 20 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 2306).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 2306).

Art. 14 *(Règles de majorité)* (p. 2308).

Adoptés : amendements de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur, n° 21 : règle de majorité pour les décisions de l'assemblée générale relatives à des actes de disposition affectant des biens immobiliers (p. 2307) – n° 22 : règle de majorité pour la désignation ou la révocation du gérant statutaire (p. 2307) – n° 23, de coordination (p. 2307) – n° 24 : limitation du nombre de voix détenues par un associé (p. 2308) – n° 25 et n° 26 : modification de la répartition entre les associés de leurs droits dans le capital ; règle de majorité à l'assemblée générale ; accord nécessaire des associés concernés (p. 2308).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2308).

Art. 15 *(Société d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé membre d'un syndicat de copropriété)* (p. 2308).

Adopté : amendement n° 27 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : représentation des sociétés visées lorsqu'elles sont membres d'un syndicat de copropriété (p. 2308).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 2308).

Art. 16 *(Conseil de surveillance – Commissaire aux comptes)* (p. 2308).

Adoptés : amendement n° 28 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : pouvoirs du conseil de surveillance (p. 2309) ; sous-amendement n° 53 de M. Jean Auroux, ministre : extension des interdictions aux conjoints et préposés des dirigeants sociaux (p. 2309) – Amendement n° 54 de M. Jean Auroux, ministre : compétences du conseil de surveillance (p. 2309) – Amendement n° 29 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : commissaires aux comptes : suppression de la référence aux dispositions régissant leurs activités (p. 2310) – Amendement n° 60 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : suppléant du commissaire aux comptes (p. 2310).

Devient sans objet : amendement n° 50 de M. Jean Auroux, ministre : mission des commissaires aux comptes : reprise de l'article 66 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales modifiée par la loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (p. 2310).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2310).

Art. 17 *(Restrictions en matière de mandats)* (p. 2310).

Adopté : amendement n° 30 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : renforcement de l'interdiction de représentation des associés faite aux dirigeants sociaux, à leurs conjoints et à leurs préposés (p. 2310).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 2310).

Art. 18 *(Cession de parts ou actions)* (p. 2310).

Adoptés : amendements de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur, n° 31, n° 32 et n° 33 : modalités de la cession des parts (p. 2310 et 2311) – n° 34 : mention dans l'acte en cas de service mis à la disposition des associés (p. 2311) – n° 35, de coordination (p. 2311).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2311).

Art. 18 bis *(Etat des lieux)* – Adopté (p. 2311).

Art. 19 *(Conditions de fond en cas de cession de parts ou actions)* (p. 2311).

Adopté : amendement n° 36 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : conditions limitatives de cession avant l'achèvement de l'immeuble : mention de la première cession (p. 2312).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 2312).

Après l'art. 19 (p. 2312).

Adopté : amendement n° 37 (art. additionnel) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : location pendant la période d'attribution (p. 2312).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2312).

CHAPITRE II

Dispositions particulières aux sociétés coopératives d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partage

Art. 19 bis *(Limitation de l'objet des sociétés coopératives d'attribution)* – Adopté (p. 2312).

Art. 19 ter *(Garanties)* (p. 2312).

Adoptés : amendements de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur, n° 38 : délai de mise en oeuvre de la garantie des sociétés coopératives d'attribution (p. 2313) – Et n° 39 : emprunt éventuellement contracté pour le compte des associés par la société coopérative (p. 2313).

Rejeté : sous-amendement n° 55 de M. Jean Auroux, ministre, à l'amendement n° 38 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : augmentation du délai maximum (p. 2313).

– L'art. 19 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 2313).

Après l'art. 19 ter (p. 2313).

Retiré : amendement n° 47 (art. additionnel) de M. Marc Boeuf : conditions de dispense de la garantie de souscription pour la société d'attribution (p. 2314).

Art. 19 quater *(Contrat de promotion immobilière)* (p. 2314).

Adopté : amendement n° 40 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : contrat de promotion immobilière : suppression de l'obligation de recourir à un organisme d'habitation à loyer modéré ou à une société d'économie mixte locale (p. 2314).

– L'art. 19 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 2314).

Art. 19 quinquies *(Sanctions contre un associé défaillant)* (p. 2314).

Adopté : amendement n° 41 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : caractère non obligatoire des sanctions contre un associé défaillant (p. 2314).

– L'art. 19 quinquies, ainsi modifié, est adopté (p. 2314).

Art. 19 sexies *(Responsabilité des associés)* (p. 2314).

Adopté : amendement n° 42 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : limitation de la responsabilité des associés et des coopératives au montant de leur engagement de souscription (p. 2315).

Rejeté : amendement n° 56 de M. Jean Auroux, ministre : suppression de cet article (p. 2315).

– L'art. 19 sexies, ainsi modifié, est adopté (p. 2315).

Art. 19 septies *(Droit de vote)* (p. 2315).

Adopté : amendement de coordination rédactionnelle n° 43 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 2315).

– L'art. 19 septies, ainsi modifié, est adopté (p. 2315).

Art. 19 octies *(Conseil de gérance)* – Adopté (p. 2315).

Art. 19 nonies *(Examen des comptes)* – Adopté (p.2315).

CHAPITRE III

Dispositions diverses

Art. 20 *(Détournement de fonds)* – Adopté (p. 2315).

Art. 21 *(Interdiction professionnelle)* (p. 2315).

Adopté : amendement rédactionnel n° 51 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 2316).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 2316).

Art. 22 *(Obligation d'information)* (p. 2316).

Adopté : amendement n° 44 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : interdiction de l'utilisation dans toute publicité du terme propriété ou propriétaire (p. 2317).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 2317).

Art. 23 *(Mesures transitoires)* (p. 2317).

Adoptés : amendements de M. Jean Auroux, ministre, n° 57 : organisation des dispositions transitoires (p. 2317) – Et n° 58 : sociétés de forme civile : compétence du président du tribunal de grande instance (p. 2317).

Retirés : amendement n° 48 de M. Louis Caiveau, soutenu par M. Alphonse Arzel : mise en conformité des statuts par les sociétés déjà constituées : règle de majorité (p. 2317) – Amendement n° 45 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : mention des sociétés coopératives (p. 2318).

– L'art. 23, ainsi modifié, est adopté (p. 2318).

Art. 24 *(Exclusion du régime de la « transparence fiscale »)* – Adopté (p. 2318).

Art. 25 *(Application de la loi à la collectivité territoriale de Mayotte)* – Adopté (p. 2318).

Intitulé (p. 2318).

Adopté : amendement n° 46 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : « Projet de loi relatif à l'indivision par période dite « multipropriété » et aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé » (p. 2318).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 2318).

Explications de vote : MM. Alphonse Arzel (p. 2318), Marc Boeuf (p. 2318), Mme Monique Midy (p. 2319).

Adoption (17 octobre 1985) (p. 2319).

Discussion (deuxième lecture)

(13 décembre 1985) (p. 3939, 3950).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3939, 3941) : *MM. Charles Josselin, secrétaire d'Etat aux transports ; Pierre-Ceccaldi-Pavard, rapporteur de la commission des lois.*

COOPERATIVES : JOSSELIN (Charles) (p. 3940) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3941).

MULTIPROPRIETE : JOSSELIN (Charles) (p. 3939, 3940) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3940).

PROPRIETE (droit de) : JOSSELIN (Charles) (p. 3939, 3940) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3940).

PUBLICITE : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3940, 3941).

SOCIETES D'ATTRIBUTION : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3940).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3941, 3950) : *MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur ; Charles Josselin, secrétaire d'Etat ; François Collet, Marc Boeuf, Charles Lederman.*

Intitulé du chapitre Ier A (p. 3941) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 1 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : rétablissement de cette division et de son intitulé « Chapitre Ier A – Dispositions relatives à l'indivision par périodes dite « multipropriété » (p. 3941).

– La division « chapitre Ier A » et son intitulé sont rétablis, ainsi rédigés (p. 3941).

Art. 1er A (p. 3941) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement de rétablissement n° 2 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 3941).

– L'art. 1er A est rétabli, ainsi rédigé (p. 3941).

Art. 1er B et 1er C (p. 3942) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

Adoptés : amendements de rétablissement n° 3 et n° 4 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 3942).

– Les art. 1er B et 1er C sont rétablis, ainsi rédigés (p. 3942).

Art. 1er D (p. 3942) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 5 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : rétablissement de cet article en le complétant par une disposition relative à la garantie d'achèvement (p. 3942).

– L'art. 1er D est rétabli, ainsi rédigé (p. 3942).

Après l'art. 1er D (p. 3942).

Adopté : amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : indivision et multipropriété (p. 3942).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3942).

CHAPITRE Ier

DISPOSITIONS GENERALES

Intitulé du chapitre Ier (p. 3942).

Adopté : amendement n° 7 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : « Dispositions relatives aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé » (p. 3942).

– L'intitulé du chapitre Ier, ainsi modifié, est adopté (p. 3942).

Avant l'art. 1er (p. 3942).

Adopté : amendement n° 8 (section additionnelle) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : « Section première – Dispositions communes » (p. 3943).

– Une section additionnelle est insérée dans le projet de loi (p. 3943).

Art. 1er – Adopté (p. 3943).

Art. 4 – Adopté (p. 3943).

Avant l'art. 5 (p. 3943).

Adopté : amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : règles de nomination des gérants (p. 3943).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3943).

Art. 5 bis – Adopté (p. 3943).

Art. 6 – Adopté (p. 3944).

Art. 7 (p. 3944).

Adopté : amendement n° 10 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : renvoi à un décret pour la répartition entre charges communes et charges privatives (p. 3945).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3945).

Art. 7 bis A – Adopté (p. 3945).

Art. 8 – Adopté (p. 3945).

Art. 14 (p. 3945).

Adoptés : amendements de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur, n° 11, de coordination, et n° 12 : quota minimal des voix détenues par l'ensemble des cessionnaires de parts ou d'actions d'une société d'attribution (p. 3945).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 3945).

Art. 16 – Adopté (p. 3946).

Art. 18 (p. 3946).

Adoptés : amendements de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur, n° 13 et n° 14 : souscription ou cession de part ou action, et n° 23 : constitution de la société (p. 3946).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 3946).

Art. 19 (p. 3946).

Adopté : amendement n° 15 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : règles applicables aux souscriptions de parts ou actions (p. 3947).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 3947).

CHAPITRE II

DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX SOCIETES COOPERATIVES D'ATTRIBUTION D'IMMEUBLES EN JOUISSANCE A TEMPS PARTAGE

Intitulé du chapitre II (p. 3947).

Adopté : amendement n° 16 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : modification de cette division et de son intitulé en « Section II – Dispositions dérogatoires propres aux sociétés coopératives d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé » (p. 3947).

– Cette division et son intitulé, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 3947).

Art. 19 ter (p. 3947).

Adopté : amendement n° 17 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : réduction de la durée pendant laquelle la garantie peut être différée pour les sociétés coopératives d'attribution (p. 3948).

Rejeté : amendement n° 21 de M. Marc Boeuf : modalités de garantie financière propres aux sociétés coopératives (p. 3948).

– L'art. 19 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 3948).

Art. 19 quater – Adopté (p. 3948).

Art. 22 (p. 3948).

Adopté : amendement n° 19 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : exclusion dans la publicité du recours à toute expression incluant les termes de propriété ou propriétaire (p. 3949 ; scrutin public n° 30 ; liste des votants p. 3973).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 3949).

Intitulé (p. 3949).

Adopté : amendement n° 20 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : « Projet de loi relatif à l'indivision par période dite « multipropriété » et aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé ».

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 3949).

Explications de vote : M. Marc Boeuf (p. 3949) ; Mme Monique Midy (p. 3949) ; M. Pierre Ceccaldi-Pavard (p. 3949).

Scrutin public (p. 3950 ; n° 31 ; liste des votants p. 3973, 3974).

Adoption (13 décembre 1985) (p. 3950).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1985) (p. 4522, 4524).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4522) : *MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur pour le Sénat ; André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement.*

COOPERATIVES : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 4522).

MULTIPROPRIETE : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 4522).

PROPRIETE (droit de) : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 4522).

PUBLICITE : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 4522).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4523, 4524) :

Art. 4 bis, 7, 14, 18, 19 (p. 4523).

Art. 19 ter et 22 (p. 4524).

Intitulé : « Projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé ».

Adoption (20 décembre 1985) (p. 4524).

Voir aussi BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, 1
IMPOTS ET TAXES, 3, DG
LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer - Logement, urbanisme et transports
PAUVRETE, 1
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 25, 62
RAPPELS AU REGLEMENT, 19
URBANISME, 1, DG

LOGEMENT (aide au)

Voir IMPOTS ET TAXES, 3, DG
LOGEMENT, 1
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

LOGEMENT SOCIAL

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 8, DG
IMPOTS ET TAXES, 3, DG
LOGEMENT, 1, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer - Logement, urbanisme et transports
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 25, 125
RAPPELS AU REGLEMENT, 19
URBANISME, 1, DG ; 2, DG

LOGEMENT TRES SOCIAL (LTS)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer

LOGICIELS

Voir PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, 1, DG

LOI (domaine de la)

Voir CONSTITUTION, 1

LOI D'ORIENTATION ET DE PROGRAMMATION DE LA RECHERCHE DU 15 JUILLET 1982

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, 3, DG

LOI DU 1er JUILLET 1901 SUR LES ASSOCIATIONS

Voir ASSOCIATIONS, 1, DG

LOI DU 24 JUILLET 1966 SUR LES SOCIETES COMMERCIALES

Voir SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, 1 ; 2
VALEURS MOBILIERES, 1

LOI DU 29 JUILLET 1982 SUR LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Voir AUDIOVISUEL, 3 ; 5

LOI QUILLIOT (loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs)

Voir LOGEMENT, 1, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

LOI SAVARY (loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur)

Voir ENSEIGNEMENT, 4, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Education nationale

LOIRE (fleuve)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 66

LOIS AUROUX (travail)

Voir CONGES DE FORMATION, 1, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Industrie - Travail, santé, solidarité
TRAVAIL, 2, DG

LOIS D'AMNISTIE

Voir GRACE ET AMNISTIE, 1

LOIS DE FINANCES

1. – **Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances et tendant à organiser l'information du Parlement en matière de créances et de dettes de l'Etat et des établissements qui en dépendent à l'égard des organismes et pays extérieurs,** PRESENTEE AU SENAT par M. Auguste Chupin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1985 – 2 avril 1985) [n° **201** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – **Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 en vue de démocratiser la préparation, la discussion et le contrôle de l'exécution des lois de finances et d'accroître les pouvoirs du Parlement,** PRESENTEE AU SENAT par M. Pierre Gamboa, sénateur, et plusieurs de ses collègues (28 mai 1985) [n° **319** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances.

3. – **Projet de loi de finances pour 1986,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et par M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget (2 octobre 1985) [n° **2951**] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires étrangères, à la commission de la défense nationale, à la commission des affaires culturelles, à la commission des lois et à la commission de la production – Rapport général de M. Christian Pierret, rapporteur général (9 octobre 1985) [n° **2987**] – Discussion (16 octobre au 14 novembre 1985) – Adoption (14 novembre 1985) [n° **895**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 novembre 1985) [n° **95** (85-86)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires culturelles, à la commission des affaires économiques, à la commission des affaires étrangères, à la commission des affaires sociales et à la commission des lois – Rapport général de M. Maurice Blin, rapporteur général (21 novembre 1985) [n° **96** (85-86)] – Discussion (21 novembre 1985) (p. 3249, 3303) ; (22 novembre 1985) (p. 3312, 3327) ; (26 novembre 1985) (p. 3371, 3404) ; (27 novembre 1985) (p. 3411, 3429) ; (29 novembre 1985) (p. 3473, 3500) ; (3 décembre 1985) (p. 3505, 3534) ; (4 décembre 1985) (p. 3537, 3557) ; (5 décembre 1985) (p. 3564, 3613) ; (6 décembre 1985) (p. 3621, 3627) ; (9 décembre 1985) (p. 3632, 3666) ; (10 décembre 1985) (p. 3673, 3705) – Rejet (10 décembre 1985) (p. 3705).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (10 décembre 1985) [n° **3167**] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Christian Pierret (12 décembre 1985) [n° **3182**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Maurice Blin (12 décembre 1985) [n° **189** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (10 décembre 1985) [n° **3167**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret (12 décembre 1985) [n° **3187**] – Discussion (17 décembre 1985) – Adoption (17 décembre 1985) [n° **967**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (18 décembre 1985) [n° **238** (85-86)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Maurice Blin (18 décembre 1985) [n° **239** (85-86)] – Discussion (18 décembre 1985) (p. 4214, 4215) – Rejet (18 décembre 1985) [n° **80**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (19 décembre 1985) [n° **3239**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret (19 décembre 1985) [n° **3245**] – Discussion (19 décembre 1985) – Adoption (19 décembre 1985) [n° **983**].

DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL déclarant le projet conforme à la Constitution, à l'exception des dispositions de l'art. 74, le 28 décembre 1985 (JO Lois et décrets du 29 décembre 1985).

PROMULGATION : Loi n° 85-1403 du 30 décembre 1985 (JO Lois et décrets du 31 décembre 1985).

ASSEMBLEE NATIONALE

Rapporteur général

RAPPORT GENERAL (n°**2987**) fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° **2951**), par M. Christian PIERRET, rapporteur général

Tome I.– Rapport général

Tome II.– Examen de la première partie du projet de loi de finances
Conditions générales de l'équilibre financier

Tome III.– Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances
Moyens des services et dispositions spéciales

Rapporteurs spéciaux

I. – BUDGET GENERAL

A. – **Dépenses civiles**

Annexes n° :

1. – Affaires sociales et solidarité nationale : Services généraux : M. Jean-Paul de ROCCA-SERRA.
2. – Affaires sociales et solidarité nationale : Santé : Mme Renée SOUM.
3. – Affaires sociales et solidarité nationale : Solidarité nationale : M. Guy BECHE.
4. – Affaires sociales et solidarité nationale : Rapatriés : M. Gérard BAPT.
5. – Agriculture : Dépenses ordinaires : M. Yves TAVERNIER.
6. – Agriculture : Dépenses en capital : M. Jean-Jacques BENETIERE.
7. – Anciens combattants et victimes de guerre : M. Hervé VOUILLOT.
8. – Commerce, artisanat et tourisme : Commerce : M. Germain SPRAUER.
9. – Commerce, artisanat et tourisme : Artisanat : M. Jean-Louis DUMONT.
10. – Commerce, artisanat et tourisme : Tourisme : M. Jean de PREAUMONT.
11. – Culture : M. Jean-Paul PLANCHOU.
12. – Départements et territoires d'outre-mer : M. Maurice POURCHON.
13. – Droits de la femme : M. Emmanuel HAMEL.

    (Fascicule budgétaire : Services du Premier ministre : Services généraux).
14. – (T 1) Economie, finances et budget : Charges communes : M. Jean-Pierre BALLIGAND.

    (T 2) Economie, finances et budget : Services économiques et financiers : M. Jean-Pierre BALLIGAND.

    (T 3) (voir ci-dessous III - Divers)
15. – Economie, finances et budget : Budget : M. Parfait JANS.
16. – Economie, finances et budget : Consommation : M. Marc MASSION.
17. – Education nationale : Enseignements primaire et secondaire : M. François MORTELETTE.
18. – Education nationale : Enseignement supérieur : M. Gilbert GANTIER.
19. – Environnement : M. René RIEUBON.
20. – Intérieur et décentralisation : M. André LAIGNEL.
21. – Jeunesse et sports : M. Claude WILQUIN.
22. – Justice : M. Jean NATIEZ.
23. – Plan et aménagement du territoire : M. Christian GOUX.
24. – Premier ministre : Services généraux : M. Philippe SAN MARCO.
25. – Premier ministre : Secrétariat général de la Défense nationale : M. Michel COINTAT.
26. – Premier ministre : Conseil Economique et Social : M. Michel BARNIER.
27. – Premier ministre : Relations avec le Parlement : M. Edmond ALPHANDERY.

    (Fascicule budgétaire : Services du Premier ministre : Services généraux).
28. – Premier ministre : Communication et Radio-télévision : M. Pierre FORGUES.
29. – Premier ministre : Fonction publique : M. Raymond DOUYERE.

    (Fascicule budgétaire : Services du Premier ministre : Services généraux).
30. – Recherche et technologie : M. Michel CHARZAT.
31. – Redéploiement industriel et commerce extérieur : Industrie : M. Claude GERMON.
32. – Redéploiement industriel et commerce extérieur : Energie : M. Alain RODET.
33. – Redéploiement industriel et commerce extérieur : Commerce extérieur : M. Roland MAZOIN.

    (Fascicule budgétaire : Economie, finances et budget : Services financiers).
34. – Relations extérieures : Services diplomatiques et généraux : M. Charles JOSSELIN.
35. – Relations extérieures : Affaires européennes : M. Adrien ZELLER.
36. – Relations extérieures : Coopération et développement : M. Alain VIVIEN.
37. – Travail, emploi et formation professionnelle : Travail et emploi : M. Dominique FRELAUT.
38. – Travail, emploi et formation professionnelle : Formation professionnelle : M. Michel BERSON.
39. – Urbanisme, logement et transports : Urbanisme et logement : M. Jean ANCIANT.
40. – Urbanisme, logement et transports : Section commune des transports : M. François d'AUBERT.
41. – Urbanisme, logement et transports : Transports intérieurs : M. Alain CHENARD.
42. – Urbanisme, logement et transports : Aviation civile et Météorologie : M. Robert-André VIVIEN.
43. – Urbanisme, logement et transports : Mer : M. Albert DENVERS.

B. – **Dépenses militaires**

44. – Défense : M. Jean-Yves LE DRIAN.

II. – BUDGETS ANNEXES

45. – Imprimerie nationale : M. Philippe MESTRE.
46. – Journaux officiels : M. Michel BARNIER.
47. – Légion d'honneur - Ordre de la Libération : M. Christian BERGELIN.
48. – Monnaies et médailles : M. Michel NOIR.
49. – Navigation aérienne : M. Robert-André VIVIEN.
50. – Postes et télécommunications : M. Alain BONNET.
51. – Prestations sociales agricoles : M. Michel COUILLET.

III. – DIVERS

14. – (T 3)Comptes spéciaux du Trésor : M. Jean-Pierre BALLIGAND.

52. – Taxes parafiscales : M. Paul MERCIECA.

Rapporteurs pour avis

AVIS (n° **2988**) présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1986

Tome I.– Affaires sociales et solidarité nationale : Santé, par M. Louis LARENG

Tome II.– Affaires sociales et solidarité nationale : Solidarité nationale, par M. Joseph LEGRAND

Tome III.– Anciens combattants et victimes de guerre, par M. Jean FALALA

Tome IV.– Culture, par M. Jean-Paul DESGRANGES

Tome V.– Droits de la femme, par Mme Ghislaine TOUTAIN

(Fascicule budgétaire : Services du Premier ministre : Services généraux)

Tome VI.– Education nationale, par M. Bernard DEROSIER

Tome VII.– Education nationale : Enseignement supérieur, par M. Jean-Claude CASSAING

Tome VIII.– Education nationale : Enseignement technique, par M. Jean-Paul FUCHS

Tome IX.– Jeunesse et sports, par M. Etienne PINTE

Tome X.– Premier ministre, par M. Georges HAGE

Tome XI.– Recherche et technologie, par M. Jean-Pierre SUEUR

Tome XII.– Relations extérieures : Relations culturelles, par M. Jean PROVEUX

Tome XIII.– Travail, emploi et formation professionnelle : Travail et Emploi, par Mme Marie-France LECUIR

Tome XIV.– Travail, emploi et formation professionnelle : Formation professionnelle, par M. Antoine GISSINGER

Tome XV.– Prestations sociales agricoles, par M. Germain GENGENWIN

AVIS (n° **2989**) présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1986

Tome I.– Relations extérieures : Services diplomatiques et généraux, par Mme Véronique NEIERTZ

Tome II.– Relations extérieures : Coopération et développement, par M. Roland BERNARD

Tome III.– Relations extérieures : Relations culturelles, par M. Xavier DENIAU

Tome IV.– Relations extérieures : Affaires européennes, par Mme Paulette NEVOUX

Tome V.– Redéploiement industriel et commerce extérieur : Commerce extérieur, par M. Théo VIAL-MASSAT

(Fascicule budgétaire : Economie, finances et budget : Services financiers)

Tome VI.– Affaires sociales et solidarité nationale : Population immigrée, par M. Louis ODRU

Tome VII.– Agriculture, par M. François LONCLE

Tome VIII.– Culture, par M. Guy VADEPIED

Tome IX.– Défense, par M. Pierre LAGORCE

Tome X.– Urbanisme, logement et transports : Mer, par M. François LEOTARD

AVIS (n° **2990**) présenté au nom de la commission de la défense, sur le projet de loi de finances pour 1986

Tome I.– Défense : Politique de défense de la France, par M. Jacques HUYGHUES des ETAGES

Tome II.– Défense : Section commune, par M. Pierre MAUGER

Tome III.– Défense : Section Forces terrestres, par M. Jean COMBASTEIL

Tome IV.– Défense : Section Marine, par M. Joseph GOURMELON

Tome V.– Défense : Section Air, par M. Loïc BOUVARD

Tome VI.– Défense : Section Gendarmerie, par M. Robert AUMONT

Tome VII.– Premier ministre : Secrétariat Général de la Défense nationale, par M. Jacques HUYGHUES des ETAGES

Tome VIII.– Relations extérieures, par M. Guy-Michel CHAUVEAU

AVIS (n° **2991**) présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1986

Tome I.– Justice : Administration centrale et services judiciaires, par M. Louis MAISONNAT

Tome II.– Justice : Administration pénitentiaire et éducation surveillée, par M. Gilbert BONNEMAISON

Tome III.– Intérieur et décentralisation : Administration générale et collectivités locales, par M. Pascal CLEMENT

Tome IV.– Intérieur et décentralisation : Sécurité, par M. Philippe MARCHAND

Tome V.– Premier ministre : Fonction Publique, par M. Georges LABAZEE

(Fascicule budgétaire : Services du Premier ministre : Services généraux)

Tome VI.– Départements et territoires d'Outre-mer : Départements d'Outre-mer, par M. Jean-François HORY

Tome VII.– Départements et territoires d'Outre-mer : Territoires d'Outre-mer, par M. René ROUQUET

AVIS (n° **2992**) présenté au nom de la commission de la production, sur le projet de loi de finances pour 1986

Tome I.– Agriculture : Dépenses ordinaires, par M. Charles PISTRE

Tome II.– Agriculture : Dépenses en capital, par M. Roland HUGUET

Tome III.– Commerce, artisanat et tourisme : Commerce et artisanat, par M. Jean-Pierre DESTRADE

Tome IV.– Commerce, artisanat et tourisme : Tourisme, par M. Jean BEGAULT

Tome V.– Départements et territoires d'Outre-mer, par M. Pierre MICAUX

Tome VI.– Economie, finances et budget : Consommation, par M. Pierre WEISENHORN

Tome VII.– Education nationale : Enseignement technique, par M. Georges COLIN

Tome VIII.– Environnement, par M. René LA COMBE

Tome IX.– Plan et aménagement du territoire, par M. Robert de CAUMONT

Tome X.– Postes et télécommunications, par M. Jean JAROSZ

Tome XI.– Prestations sociales agricoles, par M. René ANDRE

Tome XII.– Recherche et technologie, par M. Robert CHAPUIS

Tome XIII.– Redéploiement industriel et commerce extérieur : Industrie, par M. Albert CHAUBARD

Tome XIV.– Redéploiement industriel et commerce extérieur : Energie, par M. Georges SARRE

Tome XV.– Redéploiement industriel et commerce extérieur : Commerce extérieur, par M. Alain MAYOUD

(Fascicule budgétaire : Economie, Finances et Budget : Services financiers)

Tome XVI.– Urbanisme, logement et transports : Urbanisme et logement, par Mme Odile SICARD

Tome XVII.– Urbanisme, logement et transports : Transports intérieurs, par M. Jean BERNARD

Tome XVIII.– Urbanisme, logement et transports : Aviation civile et Météorologie, par M. Claude LABBE

Tome XIX.– Urbanisme, logement et transports : Mer, par M. André DUROMEA

SENAT

Rapporteur général

RAPPORT GENERAL [n° **96** (85-86)] fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1986, adopté par l'Assemblée nationale [n° **95** (85-86)], par M. Maurice BLIN, rapporteur général.

Tome I.– Le budget de 1986 et son contexte économique et financier.

ANNEXE. - Observations de la Commission des Finances sur le rapport annuel de la Cour des Comptes (M. André FOSSET, Rapporteur).

Tome II.– Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances.)

Tome III.– Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances.)

Rapporteurs spéciaux

I. – BUDGETS CIVILS

A. – **Budget général.**

Annexes :

Santé, Solidarité nationale, Travail, Emploi et Formation professionnelle :

1. – Services généraux : M. Jacques MOSSION.
2. – Santé, solidarité nationale : M. Marcel FORTIER.
1. – Travail, Emploi et Formation professionnelle : M. Jacques MOSSION.
3. – Agriculture : M. Henri TORRE.
4. – Anciens combattants : M. Michel MAURICE-BOKANOWSKI.

Commerce, Artisanat et Tourisme :

5. – I. – Commerce et artisanat : M. René BALLAYER.
6. – II. – Tourisme : M. Bernard PELLARIN.
7. – Culture : M. Maurice SCHUMANN.
8. – Départements et Territoires d'Outre-Mer : M. Henri GOETSCHY.

Economie, Finances et Budget :

9. – I. – Charges communes : M. André FOSSET.
10. – II. – Services financiers : M. Michel MANET.
11. – Consommation : M. Michel MANET.

Education nationale :

12. – I. – Enseignement scolaire : M. Gérard DELFAU.
13. – II. – Enseignement universitaire : M. Jacques DESCOURS DESACRES.
14. – Environnement : M. Fernand LEFORT.

Intérieur et décentralisation :

15. – Administration centrale et sécurité : M. Joseph RAYBAUD.
16. – Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation : M. René MONORY.
17. – Jeunesse et sports : M. Stéphane BONDUEL.
18. – Justice : M. Georges LOMBARD.

Mer :

19. – Marine marchande : M. Camille VALLIN.
20. – Ports : M. Tony LARUE.
21. – Plan et aménagement du territoire : M. Geoffroy de MONTALEMBERT.
22. – Recherche et technologie : M. Pierre CROZE.

Redéploiement industriel et commerce extérieur :

23. – Redéploiement industriel et recherche et technologie - Services communs : M. Jean CHAMANT.
23. – Redéploiement industriel : M. Jean CHAMANT.
24. – Commerce extérieur : M. Tony LARUE.

Relations extérieures :

25. – I. – Services diplomatiques et généraux : M. Josy MOINET.
26. – II. – Coopération et développement : M. André-Georges VOISIN.

Services du Premier ministre :

27. – I. – Services généraux : M. Robert GUILLAUME.

28 Economie sociale : M. Fernand LEFORT.

29 Information : M. Jean CLUZEL.

30. – II. – Secrétariat général de la Défense nationale : M. Christian PONCELET.

31. – III. – Conseil économique et social : M. Fernand LEFORT.

Urbanisme, Logement et Transports :

32. – I. – Urbanisme et logement : M. Jean FRANCOIS-PONCET.

II. – Transports :

33 1. Section commune : Mlle Irma RAPUZZI.

34 2. Aviation civile : M. Jean-François PINTAT.

3. Transports intérieurs :

33 Transports terrestres : Mlle Irma RAPUZZI.

35 Routes : M. Michel DREYFUS-SCHMIDT.

36 Voies navigables : M. Jean-Pierre MASSERET.

34 4. Météorologie : M. Jean-François PINTAT.

B. – **Budgets annexes**

37. – Imprimerie nationale : M. Pierre GAMBOA.
38. – Journaux officiels : M. Pierre GAMBOA.
39. – Légion d'honneur - Ordre de la Libération : M. Henri DUFFAUT.
40. – Monnaies et médailles : M. Michel DREYFUS-SCHMIDT.
41. – Navigation aérienne : M. Jean-François PINTAT.
42. – Postes et télécommunications : M. Louis PERREIN.
43. – Prestations sociales agricoles : M. Henri TORRE.

II. – DEFENSE

44. – Exposé d'ensemble : M. Jean FRANCOU.

45. – Dépenses ordinaires : M. Modeste LEGOUEZ.

44. – Dépenses en capital : M. Jean FRANCOU.

III. – AUTRES DISPOSITIONS

46. – Comptes spéciaux du Trésor : M. Christian PONCELET.

47. – Communication audiovisuelle (organismes créés par la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982) : M. Jean CLUZEL.

AVIS [n° 97 (85-86)] présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1986, adopté par l'Assemblée nationale :

Tome I.– Culture, par M. Michel MIROUDOT

Tome II.– Cinéma - Théâtre dramatique, par M. Jacques CARAT

Tome III.– Environnement, par M. Hubert MARTIN

Tome IV.– Enseignement scolaire, par M. Paul SERAMY

Tome V.– Enseignement agricole, par M. Albert VECTEN

Tome VI.– Enseignements supérieurs, par M. Adolphe CHAUVIN

Tome VII.– Recherche scientifique et technique, par M. Adrien GOUTEYRON

Tome VIII.– Enseignement technique, par M. Marcel VIDAL

Tome IX.– Education physique et sportive, par M. Jean DELANEAU

Tome X.– Jeunesse et sports, par M. Jean DELANEAU

Tome XI.– Temps libre et éducation populaire, par Mme Hélène LUC

Tome XII.– Information - Presse, par M. Michel DURAFOUR

Tome XIII.– Communication audiovisuelle, par M. Charles PASQUA

Tome XIV.– Relations culturelles, scientifiques et techniques, par M. Jacques PELLETIER.

AVIS [n° 98 (85-86)] présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1986, adopté par l'Assemblée nationale :

Tome I.– Agriculture, par M. Michel SORDEL

Tome II.– Aménagement rural, par M. Jean PUECH

Tome III.– Industries agricoles et alimentaires, par M. Charles-Edmond LENGLET

Tome IV.– Industrie, par M. Francisque COLLOMB

Tome V.– Energie, par M. Marcel LUCOTTE

Tome VI.– Recherche scientifique, par M. Jacques VALADE

Tome VII.– Commerce et artisanat, par M. Raymond BRUN

Tome VIII.– Consommation et concurrence, par Mme Monique MIDY

Tome IX.– Commerce extérieur, par M. Marcel DAUNAY

Tome X.– Aménagement du territoire, par M. Roger RINCHET

Tome XI.– Plan, par M. Bernard BARBIER

Tome XII.– Routes et voies navigables, par M. Jacques BRACONNIER

Tome XIII.– Ports maritimes, par M. Claude PROUVOYEUR

Tome XIV.– Logement, par M. Robert LAUCOURNET

Tome XV.– Urbanisme, par M. Maurice JANETTI

Tome XVI.– Tourisme, par M. Paul MALASSAGNE

Tome XVII.– Environnement, par M. Richard POUILLE

Tome XVIII.– Transports terrestres, par M. Georges BERCHET

Tome XIX.– Aviation civile, par M. Bernard LEGRAND

Tome XX.– Marine marchande, par M. Yves LE COZANNET

Tome XXI.– Postes et télécommunications, par M. Jean-Marie RAUSCH

Tome XXII.– Départements d'Outre-Mer, par M. Lucien DELMAS

Tome XXIII.– Territoires d'Outre-Mer, par M. Pierre LACOUR

AVIS [n° 99 (85-86)] présenté, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1986, adopté par l'Assemblée nationale :

Tome I.– Relations extérieures, par M. Claude MONT

Tome II.– Coopération, par M. Gérard GAUD

Tome III.– Relations culturelles, par M. Paul ALDUY

Tome IV.– Défense - Section commune, par M. Jacques GENTON

Tome V.– Défense - Section Gendarmerie, par M. Michel CALDAGUES

Tome VI.– Défense - Section Forces terrestres, par M. Jacques CHAUMONT

Tome VII.– Défense - Section Air, par M. Albert VOILQUIN

Tome VIII.– Défense - Section Marine, par M. Max LEJEUNE

AVIS [n° 100 (85-86)] présenté, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1986, adopté par l'Assemblée nationale :

Tome I.– Anciens combattants, par M. André RABINEAU

Tome II.– Santé et Action sociale, par M. Jean CHERIOUX

Tome III.– Sécurité sociale, par M. Louis BOYER

Tome IV.– Travail et Formation professionnelle, par MM.Louis SOUVET et Jean MADELAIN

Tome V.– Prestations sociales agricoles, par M. Louis CAIVEAU

Tome VI.– Départements d'Outre-Mer, par M. Roger LISE

Tome VII.– Logement social, par M. Charles BONIFAY

AVIS [n° 101 (85-86)] présenté, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1986, adopté par l'Assemblée nationale :

Tome I.– Intérieur, par M. Pierre SALVI

Tome II.– Justice, par M. Edgar TAILHADES

Tome III.– Départements d'Outre-Mer, par M. Louis VIRAPOULLE

Tome IV.– Territoires d'Outre-Mer, par M. Jean-Marie GIRAULT

Tome V.– Protection civile, par M. Paul GIROD

TABLEAU DE CONCORDANCE

des articles du projet de loi de finances pour 1986 (Assemblée nationale n° 2951 et Sénat n° 95 (1985-1986) et des articles de la loi de finances pour 1986 (n° 85-1403 du 30 décembre 1985)

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (2)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIERE PARTIE			
		CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER			
		TITRE PREMIER			
		Dispositions relatives aux ressources			
		I. – IMPOTS ET REVENUS AUTORISES			
		A. – *Dispositions antérieures*			
1		Autorisation de percevoir les impôts existants	9 déc. 1985	3633	1er
		B. – *Mesures fiscales*			
		a. *Impôt sur le revenu*			
2		Barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement	9 déc. 1985	3634	2
		b. *Mesures relatives aux entreprises*			
3		Réduction du taux de l'impôt sur les sociétés sur les bénéfices non distribués	9 déc. 1985	3644	3
4		Assouplissement du régime de report en arrière des pertes.	9 déc. 1985	3647	4
5		Régime fiscal des sociétés à responsabilité limitée à associé unique et des exploitations agricoles à responsabilité limitée à associé unique	9 déc. 1985	3648	5
	5 *bis A* (AN) Nelle lect.	Avantages fiscaux accordés aux agriculteurs pratiquant des activités complémentaires touristiques et forestières	(2)	-	6
	5 *bis B* (AN) Nelle lect.	Relèvement de la limite d'exonération de l'impôt sur le revenu et de taxes sur les salaires pour la contribution des employeurs à l'acquisition par les salariés des titres-restaurant	(2)	-	7
	5 *bis* (AN) 1re lect.	Impôt sur les sociétés : changement de l'objet social ou de l'activité réelle d'une société	9 déc. 1985	3649	8
6		Relèvement du plafond d'amortissement des voitures particulières	9 déc. 1985	3649	9
7		Reconduction d'un prélèvement sur les entreprises de production pétrolière	9 déc. 1985	3649	10
8		Précisions concernant le régime des entreprises nouvelles.	9 déc. 1985	3651	11
		c. *Mesures de simplification et d'actualisation*			
9		Mesures de simplification d'obligations déclaratives	9 déc. 1985	3653	12
10		Mesures de recouvrement	9 déc. 1985	3653	13
		d. *Mesures sectorielles et mesures diverses*			
11		Reconduction de mesures temporaires	9 déc. 1985	3654	14
	11 *bis* (AN) Nelle lect.	Exonération de la TVA pour les spectacles de cirque comportant exclusivement des créations originales	(2)	-	15
12		Mesures diverses en faveur de la presse	9 déc. 1985	3654	16
13		Aménagement du régime de taxe sur la valeur ajoutée en faveur du secteur culturel	9 déc. 1985	3655	17
	13 *bis* (AN) 1re lect.	Relèvement du seuil d'exigibilité de la taxe sur les salaires due par les associations	9 déc. 1985	3655	18
14		Impôt sur les grandes fortunes - Actualisation des seuils - Majoration conjoncturelle.	9 déc. 1985	3656	19
	14 *bis* (AN) 1re lect.	Relèvement de divers tarifs de droits indirects ou de timbre	9 déc. 1985	3658	20

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (2)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
15		Détaxation des carburants agricoles	9 déc. 1985	3658	21
16		Tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers	9 déc. 1985	3659	22
17		Tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers - Institution d'une nouvelle ligne	9 déc. 1985	3661	23
18		Abrogation de l'ordonnance du 18 mai 1983 relative à la majoration de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers	9 déc. 1985	3662	24
	18 *bis* (AN) 1re lect.	Actualisation de l'assiette des versements dus par les entreprises au titre du 0,2 % formation continue	9 déc. 1985	3663	25
	18 *ter* (AN) Nelle lect.	Majoration de la taxe sur les métaux précieux et du droit de timbre concernant les passeports	(2)	-	26
		II. – RESSOURCES AFFECTEES			
19		Dispositions relatives aux affectations	9 déc. 1985	3663	27
20		Taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles	9 déc. 1985	3663	28
21		Aménagement de la taxe et prélèvement sur certaines recettes perçues par les sociétés diffusant des programmes de télévision	9 déc. 1985	3663	29
22		Aménagement des recettes du compte d'affectation spéciale - Fonds national pour le développement du sport	9 déc. 1985	3663	30
	22 *bis* (AN) Nelle lect.	Augmentation de la taxe perçue au profit du Fonds national pour le développement des adductions d'eau	(2)	-	31
23		Fixation du taux du prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	9 déc. 1985	3664	32
		TITRE II **Dispositions relatives aux charges**			
24		Confirmation de dispositions législatives antérieures	9 déc. 1985	3664	33
25		Majoration des rentes viagères	9 déc. 1985	3664	34
		TITRE III **Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges**			
26		Equilibre général du budget	10 déc. 1985	3673	35
		DEUXIEME PARTIE **MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES**	DATE de discussion au Sénat (1)(2)		
		TITRE PREMIER **Dispositions applicables à l'année 1986** A. – *Opérations à caractère définitif* I. – BUDGET GENERAL			
27		Budget général - Services votés			36
28		Mesures nouvelles - Dépenses ordinaires des services civils			37
29		Mesures nouvelles - Dépenses en capital des services civils			38
30		Mesures nouvelles - Dépenses ordinaires des services militaires			39
31		Mesures nouvelles - Dépenses en capital des services militaires			40
32		Autorisations d'engagement par anticipation			41
		II. – BUDGETS ANNEXES			
33		Budgets annexes - Services votés			42
34		Budgets annexes - Mesures nouvelles			43

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (1)(2)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		III.– OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE			
35		Comptes d'affectation spéciale - Opérations définitives - Services votés			44
36		Comptes d'affectation spéciale - Opérations définitives - Mesures nouvelles			45
37		Suppression de la division en deux sections du compte d'affectation spéciale « Fonds nationale pour le développement du sport »			46
38		Modification du compte d'affectation spéciale « Soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels »			47
		B. – *Opérations à caractère temporaire*			
39		Comptes retraçant des opérations à caractère temporaire - Services votés			48
40		Comptes d'affectation spéciale - Opérations à caractère temporaire - Mesures nouvelles			49
41		Comptes de commerce - Mesures nouvelles			50
42		Clôture d'un compte de commerce			51
43		Comptes d'avances - Mesures nouvelles			52
44		Comptes de prêts - Mesures nouvelles			53
		C. – *Dispositions diverses*			
45		Perception des taxes parafiscales			54
46		Crédits évaluatifs			55
47		Crédits provisionnels			56
48		Reports de crédits			57
49		Financement de grands travaux intéressant la région d'Ile-de-France			58
50		Répartition du produit de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du service public de la communication audiovisuelle et approbation du produit de la publicité de marques affecté à la télévision			59
		TITRE II			
		Dispositions permanentes			
		A. – *Mesures concernant la fiscalité*			
		a. *Mesures de simplification*			
51		Elargissement du régime simplifié d'imposition			60
	51 *bis* (AN) Nelle lect.	Extension aux artistes salariés du spectacle de la possibilité d'opter pour le système prévu à l'article 100 bis du code général des impôts	(2)		61
52		Amélioration du système de paiement mensuel de l'impôt sur le revenu			62
53		Réduction de la retenue à la source sur les primes de remboursement			63
54		Simplifications relatives aux contributions indirectes			64
55		Réglementation des activités non sédentaires			65
		b. *Mesures d'harmonisation et de normalisation*			
56		Suppression des règles particulières d'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée et institution de taux correspondants			66
57		Application de la procédure de taxation d'office aux droits d'enregistrement			67
	57 *bis* (AN) 1re lect.	Relèvement du plafond applicable aux ressources fiscales des établissements publics régionaux			68
		B. – *Autres mesures*			
		Anciens combattants			
58		Relèvement des pensions militaires d'invalidité			69
		Commerce, artisanat et tourisme			
59		Actualisation de la taxe pour frais des chambres de métiers			70

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (1)(2)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		Economie, finances et budget			
60		Redevance des sociétés nationalisées.			71
61		Relèvement de la taxe spéciale d'équipement perçue par l'établissement public d'aménagement de la Basse-Seine et de la taxe spéciale d'équipement perçue par l'établissement public foncier de la métropole lorraine . .			72
		Education nationale			
62		Intégration dans l'enseignement public de quatre établissements privés			73
	62 *bis* (AN) Nelle lect.	Intégration dans le service public des enseignants des classes bilingues d'associations d'enseignement en langues régionales	(2)		74
		Intérieur et décentralisation			
	62 *ter* (AN) Nelle lect.	Versement destiné au financement des dépenses départementales de défense des forêts auquel sont assujetties les associations syndicales de défense contre l'incendie de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne	(2)		75
		Justice			
63		Mode de calcul de la retraite de certains fonctionnaires de l'administration pénitentiaire			76
64		Majoration des plafonds de ressources pour l'octroi de l'aide judiciaire.			77
65		(Cet article a été retiré par le Gouvernement)			
		Santé et solidarité nationale			
66		Institution d'une compensation spécifique entre les régimes spéciaux d'assurance vieillesse			78
67		Financement de la lutte contre les maladies mentales			79
68		Financement du régime de sécurité sociale des étudiants. .			80
69		Exonération de cotisation d'assurance-maladie pour les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés			81
70		(Article supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture pour transfert en première partie, art. 18 bis)			
		Urbanisme, logement et transports			
71		Modification du taux de la participation des employeurs à l'effort de construction.			82
	72 *nouv* (AN) 1re lect.	Elargissement à certains demandeurs d'emploi de l'allocation de logement à caractère social.			83

(1) En première lecture au Sénat, le rejet de l'ensemble de la Ire Partie ayant entraîné le rejet de l'ensemble du projet de loi, les articles de la IIème Partie n'ont donc pas été appelés

(2) En nouvelle lecture, au Sénat, l'adoption de la question préalable ayant entraîné le rejet de l'ensemble du projet de loi, aucun des articles n'a donc été appelé.

Discussion (première lecture)

(21 novembre 1985) (p. 3249, 3303) ; (22 novembre 1985) (p. 3312, 3327) ; (26 novembre 1985) (p. 3371, 3404) ; (27 novembre 1985) (p. 3411, 3429) ; (29 novembre 1985) (p. 3473, 3500) ; (3 décembre 1985) (p. 3505, 3534) ; (4 décembre 1985) (p. 3537, 3557) ; (5 décembre 1985) (p. 3564, 3613) ; (6 décembre 1985) (p. 3621, 3627) ; (9 décembre 1985) (p. 3632, 3666) ; (10 décembre 1985) (p. 3673, 3705).

I – DISCUSSION GENERALE.

DEBUT DE LA DISCUSSION GENERALE

(21 novembre 1985) (p. 3250, 3303) ; (22 novembre 1985) (p. 3312, 3327) ; (26 novembre 1985) (p. 3371, 3379) : *MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget ; Jean-Pierre Fourcade, Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation ; Etienne Dailly, Maurice Blin, rapporteur général ; Roland Grimaldi ; André Fosset, au nom de la commission des finances ; Bernard Barbier, président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification ; Tony Larue, Marcel Lucotte, Adolphe Chauvin, Mme Hélène Luc, MM. Jacques Moutet, Christian Poncelet – Jean-Pierre Masseret, Frédéric Wirth, Pierre Gamboa, Raymond Bourgine, Jean-François Pintat, Gérard Delfau, Pierre-Christian Taittinger, Edouard Bonnefous, président de la commission des finances – André Méric, Michel Miroudot.*

AEROPORTS : FOSSET (André) (p. 3276).

AGENCE FRANCE PRESSE (AFP) : PONCELET (Christian) (p. 3296).

AGENCE NATIONALE POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL (ANACT) : PONCELET (Christian) (p. 3299).

AGRICULTURE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3268).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : EMMANUELLI (Henri) (p. 3258).

ASSURANCES : FOSSET (André) (p. 3276).

ASSURANCE VIEILLESSE : BARBIER (Bernard) (p. 3278).

BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3254, 3263).

BATIMENT (industrie) : BLIN (Maurice) (p. 3261) ; LUC (Hélène) (p. 3287) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3326).

CENTRALES NUCLEAIRES : EMMANUELLI (Henri) (p. 3257).

CENTRE MONDIAL INFORMATIQUE ET RESSOURCES HUMAINES : FOSSET (André) (p. 3275).

CHIMIE (industrie) : LUCOTTE (Marcel) (p. 3302).

CHOMAGE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3250, 3253) ; BLIN (Maurice) (p. 3260, 3265) ; BARBIER (Bernard) (p. 3277, 3278) ; LARUE (Tony) (p. 3281, 3282) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3283, 3284) ; LUC (Hélène) (p. 3286, 3288) ; PONCELET (Christian) (p. 3297) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 3312, 3313) ; GAMBOA (Pierre) (p. 3316, 3317) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 3320, 3326) ; BOURGINE (Raymond) (p. 3321) ; PINTAT (Jean-François) (p. 3322).

CHOMAGE (indemnisation du) : LARUE (Tony) (p. 3282) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 3313).

CHOMAGE DE LONGUE DUREE : EMMANUELLI (Henri) (p. 3257).

COLLECTIVITES LOCALES : EMMANUELLI (Henri) (p. 3257, 3258, 3259) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3285) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3301).

COMMERCE EXTERIEUR : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3250, 3251, 3268) ; BLIN (Maurice) (p. 3260, 3283) ; BARBIER (Bernard) (p. 3279) ; LARUE (Tony) (p. 3280) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3204) ; PONCELET (Christian) (p. 3294, 3297) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 3312) ; BOURGINE (Raymond) (p. 3320) ; PINTAT (Jean-François) (p. 3322) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3325) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 3326) ; MERIC (André) (p. 3371, 3372).

COMMISSION DES SUITES (rapport) : FOSSET (André) (p. 3272).

CONFERENCES DES PRESIDENTS : DAILLY (Etienne) (p. 3258).

CONSEIL SUPERIEUR DES FRANCAIS DE L'ETRANGER : WIRTH (Frédéric) (p. 3314).

CONTROLE DES CHANGES : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3253).

COUR DES COMPTES : FOSSET (André) (p. 3273).

COUR DES COMPTES (rapport annuel) : FOSSET (André) (p. 3272, 3273, 3277) ; PONCELET (Christian) (p. 3293, 3295).

CREDIT : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3254).

DECENTRALISATION : EMMANUELLI (Henri) (p. 3258) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3285).

DEFENSE NATIONALE : EMMANUELLI (Henri) (p. 3256).

DEFICIT BUDGETAIRE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3251, 3264, 3274) ; BLIN (Maurice) (p. 3261, 3262, 3265) ; BARBIER (Bernard) (p. 3278) ; MOUTET (Jacques) (p. 3289, 3290) ; PONCELET (Christian) (p. 3292, 3295, 3296) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3300, 3301) ; PINTAT (Jean-François) (p. 3321, 3322) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3325) ; MERIC (André) (p. 3371, 3372).

DENATIONALISATIONS : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3255) ; BOURGINE (Raymond) (p. 3319, 3321).

DETTE EXTERIEURE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3252, 3274) ; BLIN (Maurice) (p. 3260, 3266) ; LARUE (Tony) (p. 3280) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3282) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3284) ; LUC (Hélène) (p. 3286) ; MOUTET (Jacques) (p. 3289) ; PONCELET (Christian) (p. 3295).

DETTE PUBLIQUE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3251, 3252, 3295) ; BLIN (Maurice) (p. 3265) ; BARBIER (Bernard) (p. 3278) ; LARUE (Tony) (p. 3280, 3282) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 3282) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3284) ; MOUTET (Jacques) (p. 3289) ; PONCELET (Christian) (p. 3295) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3301, 3302) ; BOURGINE (Raymond) (p. 3320) ; PINTAT (Jean-François) (p. 3323) ; MERIC (André) (p. 3372).

DEVALUATIONS : BLIN (Maurice) (p. 3266) ; PONCELET (Christian) (p. 3295) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3302) ; PINTAT (Jean-François) (p. 3322).

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) : CHAUVIN (Adolphe) (p. 3285).

EDUCATION NATIONALE : EMMANUELLI (Henri) (p. 3256, 3257, 3320, 3327) ; BOURGINE (Raymond) (p. 3320).

EMPLOIS PUBLICS (créations et suppressions) : EMMANUELLI (Henri) (p. 3256, 3257) ; PONCELET (Christian) (p. 3298) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3325).

EMPRUNTS : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3252, 3292) ; PONCELET (Christian) (p. 3292, 3298) ; GAMBOA (Pierre) (p. 3314) ; PINTAT (Jean-François) (p. 3323) ; MERIC (André) (p. 3372).

ENSEIGNANTS : EMMANUELLI (Henri) (p. 3256, 3257) ; BLIN (Maurice) (p. 3261).

ENSEIGNEMENT AGRICOLE : EMMANUELLI (Henri) (p. 3259).

ENSEIGNEMENT (personnel non enseignant) : FOSSET (André) (p. 3275).

ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNEL : EMMANUELLI (Henri) (p. 3257) ; LARUE (Tony) (p. 3281).

ENTREPRISES : EMMANUELLI (Henri) (p. 3260) ; BEREGOVOY (Pierre) (p. 3263, 3298, 3299) ; BLIN (Maurice) (p. 3263) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3283, 3284) ; PONCELET (Christian) (p. 3298, 3300) ; GAMBOA (Pierre) (p. 3317) ; BOURGINE (Raymond) (p. 3317, 3318).

ENTREPRISES NATIONALES : EMMANUELLI (Henri) (p. 3259) ; FOSSET (André) (p. 3276) ; BEREGOVOY (Pierre) (p. 3276) ; LARUE (Tony) (p. 3280) ; LUC (Hélène) (p. 3286) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3302) ; PINTAT (Jean-François) (p. 3322).

EPARGNE : LARUE (Tony) (p. 3282) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3301) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 3313) ; PINTAT (Jean-François) (p. 3322).

EQUIPEMENTS : EMMANUELLI (Henri) (p. 3256, 3257) ; MOUTET (Jacques) (p. 3289).

EXPORTATIONS : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3250, 3252) ; PONCELET (Christian) (p. 3294).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : EMMANUELLI (Henri) (p. 3256) ; PONCELET (Christian) (p. 3298) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3326).

FORMATION PROFESSIONNELLE : LUC (Hélène) (p. 3288) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 3326, 3327).

FRANCAIS DE L'ETRANGER : WIRTH (Frédéric) (p. 3314).

GAZ : FOSSET (André) (p. 3277).

GAZ (Algérie) : FOSSET (André) (p. 3276).

GAZ DE FRANCE (GDF) : FOSSET (André) (p. 3277).

GREVES : PONCELET (Christian) (p. 3296).

GUERRE DES ETOILES (utilisation militaire de l'espace) : LUC (Hélène) (p. 3288).

IMPORTATIONS : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3250) ; BLIN (Maurice) (p. 3261) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3301).

IMPOT SUR LE REVENU : EMMANUELLI (Henri) (p. 3260, 3321) ; BLIN (Maurice) (p. 3260) ; LARUE (Tony) (p. 3281) ; LUC (Hélène) (p. 3286) ; MOUTET (Jacques) (p. 3288, 3289) ; BOURGINE (Raymond) (p. 3321) ; PINTAT (Jean-François) (p. 3323).

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES (IGF) : LARUE (Tony) (p. 3281) ; MOUTET (Jacques) (p. 3289) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 3313).

IMPOT SUR LES SOCIETES : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3299) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3301) ; GAMBOA (Pierre) (p. 3316).

IMPOTS ET TAXES : PONCELET (Christian) (p. 3300) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 3313) ; WIRTH (Frédéric) (p. 3314) ; GAMBOA (Pierre) (p. 3315, 3316) ; BOURGINE (Raymond) (p. 3321) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 3321) ; PINTAT (Jean-François) (p. 3322, 3323).

IMPOTS FONCIERS : LUC (Hélène) (p. 3286).

IMPOTS LOCAUX : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3254) ; BARBIER (Bernard) (p. 3278).

INDUSTRIE : EMMANUELLI (Henri) (p. 3259, 3326) ; BEREGOVOY (Pierre) (p. 3267) ; LARUE (Tony) (p. 3280, 3281) ; LUC (Hélène) (p. 3286) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3302).

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE : EMMANUELLI (Henri) (p. 3259) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3302) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 3313).

INFLATION : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3250, 3252, 3253, 3290, 3293, 3294) ; BLIN (Maurice) (p. 3260) ; BARBIER (Bernard) (p. 3279) ; LARUE (Tony) (p. 3279, 3282) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3284) ; MOUTET (Jacques) (p. 3290, 3291) ; PONCELET (Christian) (p. 3293, 3295) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 3313) ; BOURGINE (Raymond) (p. 3318) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 3318) ; PINTAT (Jean-François) (p. 3322) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3325) ; MERIC (André) (p. 3371).

INFORMATIQUE : EMMANUELLI (Henri) (p. 3256, 3257).

INSTITUTEURS : BLIN (Maurice) (p. 3261).

INTERET (taux d') : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3263) ; BLIN (Maurice) (p. 3264) ; BARBIER (Bernard) (p. 3279) ; LARUE (Tony) (p. 3282) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3301) ; BOURGINE (Raymond) (p. 3318).

INVESTISSEMENTS : BLIN (Maurice) (p. 3261, 3263) ; BEREGOVOY (Pierre) (p. 3268) ; FOSSET (André) (p. 3276) ; BARBIER (Bernard) (p. 3278) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3283) ; LUC (Hélène) (p. 3286, 3287, 3288) ; PONCELET (Christian) (p. 3300) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3301, 3302) ; GAMBOA (Pierre) (p. 3316) ; BOURGINE (Raymond) (p. 3318, 3320, 3321) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3325, 3326) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 3326, 3327).

INVESTISSEMENTS (à l'étranger) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3253) ; PONCELET (Christian) (p. 3294).

JUSTICE : EMMANUELLI (Henri) (p. 3257).

LOGEMENT : EMMANUELLI (Henri) (p. 3259) ; BLIN (Maurice) (p. 3261) ; LUC (Hélène) (p. 3287) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3302).

MAGISTRATS : FOSSET (André) (p. 3273).

MARCHE FINANCIER : LUC (Hélène) (p. 3287) ; BEREGOVOY (Pierre) (p. 3299).

MATIERES PREMIERES : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3251) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3284).

MONNAIES : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3252, 3291, 3293) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 3283) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3285) ; PONCELET (Christian) (p. 3295) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3325) ; MERIC (André) (p. 3371).

MONNAIES ET MEDAILLES : FOSSET (André) (p. 3274).

NATIONALISATIONS : MASSERET (Jean-Pierre) (p. 3313).

OPERA (Bastille) : BLIN (Maurice) (p. 3262).

ORDRE DU JOUR DU SENAT : EMMANUELLI (Henri) (p. 3258) ; DELFAU (Gérard) (p. 3324).

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (OCDE) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3252).

PETROLE : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3251) ; BEREGOVOY (Pierre) (p. 3261) ; BARBIER (Bernard) (p. 3278) ; BOURGINE (Raymond) (p. 3320).

PLAN : BARBIER (Bernard) (p. 3277, 3278, 3279).

POLICE : EMMANUELLI (Henri) (p. 3257) ; LARUE (Tony) (p. 3281).

POLITIQUE CULTURELLE : EMMANUELLI (Henri) (p. 3257) ; LARUE (Tony) (p. 3281).

POLITIQUE ECONOMIQUE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3250, 3251, 3253, 3254, 3267) ; BLIN (Maurice) (p. 3260,

3266) ; BARBIER (Bernard) (p. 3277) ; LARUE (Tony) (p. 3282) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3283) ; PONCELET (Christian) (p. 3293) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3300, 3301) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 3312, 3313) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3326) ; MERIC (André) (p. 3371, 3372).

PORTS MARITIMES : FOSSET (André) (p. 3276).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (PTT) : BLIN (Maurice) (p. 3264) ; MOUTET (Jacques) (p. 3290).

PRESSE : BOURGINE (Raymond) (p. 3319).

PRIX (libération des) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3250, 3293).

QUESTIONS ECRITES : FOSSET (André) (p. 3272, 3273) ; BEREGOVOY (Pierre) (p. 3272).

RECHERCHE : EMMANUELLI (Henri) (p. 3256, 3257) ; LARUE (Tony) (p. 3280).

RETRAITE (âge de la) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3254) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 3258, 3267) ; FOSSET (André) (p. 3273).

ROUTES : BLIN (Maurice) (p. 3261).

SALAIRES : EMMANUELLI (Henri) (p. 3258).

SECURITE SOCIALE (financement) : BLIN (Maurice) (p. 3264, 3265, 3266) ; BEREGOVOY (Pierre) (p. 3265, 3296) ; LARUE (Tony) (p. 3280, 3281, 3282) ; PONCELET (Christian) (p. 3296) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3301).

SIDERURGIE (industrie) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3268) ; BOURGINE (Raymond) (p. 3319).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : GAMBOA (Pierre) (p. 3317).

SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN (SME) : PONCELET (Christian) (p. 3295, 3297) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 3316).

TARIFS PUBLICS : PINTAT (Jean-François) (p. 3323).

TAXE D'HABITATION : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3254).

TAXE PROFESSIONNELLE : BARBIER (Bernard) (p. 3278) ; LARUE (Tony) (p. 3281) ; PINTAT (Jean-François) (p. 3323).

TELEVISIONS PRIVEES (cinquième chaîne) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3255).

TEXTILE (industrie) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3268).

TIERS MONDE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3253).

TRAVAIL (aménagement du temps de) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3254) ; GAMBOA (Pierre) (p. 3316).

TRAVAUX D'UTILITE COLLECTIVE (TUC) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 3254, 3299) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 3257, 3326) ; BARBIER (Bernard) (p. 3277) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3283) ; PONCELET (Christian) (p. 3297).

TRAVAUX PUBLICS : BLIN (Maurice) (p. 3262).

SUITE DE LA DISCUSSION GENERALE

Ordre de présentation des différentes politiques :

Politique en matière de :

- Agriculture
- Anciens combattants
- Communication audiovisuelle
- Culture
- Défense et relations extérieures
- Départements et territoires d'outre-mer
- Education nationale
- Industrie
- Intérieur
- Jeunesse et sports
- Justice
- Logement, urbanisme et transports
- Travail, santé, solidarité

SUITE DE LA DISCUSSION GENERALE

AGRICULTURE

Discussion (26 novembre 1985) (p. 3379, 3404).

MM. Henri Torre, rapporteur spécial de la commission des finances ; Louis Caiveau, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Michel Souplet, Charles-Edmond Lenglet, Alain Pluchet, Albert Vecten, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Jean Boyer, Louis Caiveau à titre personnel, Jean-François Le Grand, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Marcel Lucotte, Jean Colin, Philippe François, Pierre Louvot, Marcel Henry, Auguste Cazalet, Roland du Luart, Marcel Daunay, Pierre Lacour, Louis de Catuelan, Louis Mercier, Jacques Machet.

ABATTOIRS : CATUELAN (Louis de) (p. 3403).

AGRICULTEURS (formation des) : LE GRAND (Jean-François) (p. 3391) ; HENRY (Marcel) (p. 3397).

AGRICULTEURS (jeunes) : CAIVEAU (Louis) (p. 3389) ; DAUNAY (Marcel) (p. 3401).

AGRICULTURE : TORRE (Henri) (p. 3379 à 3381) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3381, 3382, 3389, 3390) ; SOUPLET (Michel) (p. 3382, 3383) ; LENGLET (Charles-Edmond) (p. 3384 à 3386) ; PLUCHET (Alain) (p. 3386, 3387) ; VECTEN (Albert) (p. 3387, 3388) ; BOYER (Jean) (p. 3388, 3389) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3391) ; LABARRERE (André) (p. 3391, 3399) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3391 à 3393) ; COLIN (Jean) (p. 3393, 3394) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 3394, 3395) ; LOUVOT (Pierre) (p. 3395, 3396) ; HENRY (Marcel) (p. 3396, 3397) ; CAZALET (Auguste) (p. 3397 à 3399) ; LUART (Roland du) (p. 3399, 3400) ; DAUNAY (Marcel) (p. 3400, 3401) ; LACOUR (Pierre) (p. 3401, 3402) ; CATUELAN (Louis de) (p. 3402, 3403) ; MERCIER (Louis) (p. 3403) ; MACHET (Jacques) (p. 3403, 3404).

AGRICULTURE (ministère) : CAIVEAU (Louis) (p. 3389) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 3394) ; LOUVOT (Pierre) (p. 3395) ; HENRY (Marcel) (p. 3396, 3397) ; CATUELAN (Louis de) (p. 3402) ; MACHET (Jacques) (p. 3404).

ALCOOLS : LACOUR (Pierre) (p. 3402).

AMENAGEMENT RURAL : CAIVEAU (Louis) (p. 3390).

BIOTECHNOLOGIE : LENGLET (Charles-Edmond) (p. 3385).

BOURSES D'ETUDES : VECTEN (Albert) (p. 3387) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3389) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3391).

BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (BAPSA) : TORRE (Henri) (p. 3379) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3381, 3382) ; LOUVOT (Pierre) (p. 3395, 3396) ; MERCIER (Louis) (p. 3403).

CALAMITES AGRICOLES : TORRE (Henri) (p. 3381) ; SOUPLET (Michel) (p. 3383) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3389).

CARBURANT (agricole) : BOYER (Jean) (p. 3389).

CENTRE NATIONAL POUR L'AMENAGEMENT DES STRUCTURES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (CNASEA) : DAUNAY (Marcel) (p. 3401).

CEREALES : LENGLET (Charles-Edmond) (p. 3384, 3385) ; CAZALET (Auguste) (p. 3398) ; LACOUR (Pierre) (p. 3402) ; MACHET (Jacques) (p. 3404).

CODE GENERAL DES IMPOTS : PLUCHET (Alain) (p. 3393, 3394).

COMMERCE EXTERIEUR : LENGLET (Charles-Edmond) (p. 3384, 3385, 3386).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : Voir POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) (élargissement de la) : CAIVEAU (Louis) (p. 3390) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 3395) ; LUART (Roland du) (p. 3400).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : LENGLET (Charles-Edmond) (p. 3386).

CONTRATS DE PLAN : TORRE (Henri) (p. 3380) ; HENRY (Marcel) (p. 3397).

DECENTRALISATION : TORRE (Henri) (p. 3381) ; VECTEN (Albert) (p. 3388).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (DOM-TOM) : HENRY (Marcel) (p. 3396, 3397).

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT (DGE) : TORRE (Henri) (p. 3381) ; BOYER (Jean) (p. 3388).

ELEVAGE : CAIVEAU (Louis) (p. 3390) ; LACOUR (Pierre) (p. 3402).

ENSEIGNEMENT AGRICOLE : TORRE (Henri) (p. 3380) ; VECTEN (Albert) (p. 3387, 3388) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3389) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3391) ; HENRY (Marcel) (p. 3397).

ENSEIGNEMENT AGRICOLE PRIVE : Voir ENSEIGNEMENT AGRICOLE.

ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNEL : VECTEN (Albert) (p. 3388).

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AGRICOLE : LE GRAND (Jean-François) (p. 3391).

EQUIPEMENTS : BOYER (Jean) (p. 3388) ; HENRY (Marcel) (p. 3397).

ETHANOL : MACHET (Jacques) (p. 3404).

EXPLOITATIONS AGRICOLES A RESPONSABILITE LIMITEE (EARL) : SOUPLET (Michel) (p. 3383) ; PLUCHET (Alain) (p. 3386, 3387) ; COLIN (Jean) (p. 3394).

EXPORTATIONS : LENGLET (Charles-Edmond) (p. 3384, 3385).

FONDS D'ACTION SOCIALE POUR L'AMENAGEMENT DES STRUCTURES AGRICOLES (FASASA) : CAIVEAU (Louis) (p. 3389).

FONDS D'INTERVENTION POUR L'AUTODEVELOPPEMENT EN MONTAGNE (FIAM) : BOYER (Jean) (p. 3388).

FORETS : TORRE (Henri) (p. 3380).

FORMATION PROFESSIONNELLE : Voir AGRICULTEURS (formation).

FRUITS ET LEGUMES : CATUELAN (Louis de) (p. 3403).

GROUPEMENTS AGRICOLES D'EXPLOITATION EN COMMUN (GAEC) : PLUCHET (Alain) (p. 3386, 3387) ; COLIN (Jean) (p. 3394).

IMPOT SUR LES SOCIETES : Voir IMPOTS ET TAXES.

IMPOTS ET TAXES : SOUPLET (Michel) (p. 3383) ; PLUCHET (Alain) (p. 3386, 3387) ; COLIN (Jean) (p. 3393, 3394) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 3395).

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE : LENGLET (Charles-Edmond) (p. 3384 à 3386) ; BOYER (Jean) (p. 3388) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3388) ; COLIN (Jean) (p. 3393).

INVESTISSEMENTS : LENGLET (Charles-Edmond) (p. 3384, 3386) ; COLIN (Jean) (p. 3393, 3394) ; LUART (Roland du) (p. 3399) ; MACHET (Jacques) (p. 3404).

LAIT ET PRODUITS LAITIERS : LUCOTTE (Marcel) (p. 3392) ; CAZALET (Auguste) (p. 3397, 3398) ; DAUNAY (Marcel) (p. 3400) ; CATUELAN (Louis de) (p. 3403).

MAISONS FAMILIALES RURALES D'EDUCATION ET D'ORIENTATION : VECTEN (Albert) (p. 3388).

MAYOTTE : HENRY (Marcel) (p. 3396, 3397).

MONTAGNE : BOYER (Jean) (p. 3388, 3389).

OFFICES AGRICOLES : CAIVEAU (Louis) (p. 3390) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3393) ; CATUELAN (Louis de) (p. 3402).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : LENGLET (Charles-Edmond) (p. 3384).

PLAN : TORRE (Henri) (p. 3380) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3390).

POLITIQUE AGRICOLE : Voir AGRICULTURE.

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC) : TORRE (Henri) (p. 3380) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 3394, 3395) ; CAZALET (Auguste) (p. 3397, 3398) ; LUART (Roland du) (p. 3399, 3400) ; DAUNAY (Marcel) (p. 3400, 3401).

PRETS A L'AGRICULTURE : LUCOTTE (Marcel) (p. 3392) ; DAUNAY (Marcel) (p. 3401) ; MACHET (Jacques) (p. 3404).

PRETS FONCIERS : TORRE (Henri) (p. 3381) ; SOUPLET (Michel) (p. 3383) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3390) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3392) ; DAUNAY (Marcel) (p. 3401).

PRIMES D'ORIENTATION AGRICOLE : LENGLET (Charles-Edmond) (p. 3386).

RETRAITE (âge de la) : TORRE (Henri) (p. 3380) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3381, 3382) ; SOUPLET (Michel) (p. 3383) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3392) ; LOUVOT (Pierre) (p. 3396) ; CAZALET (Auguste) (p. 3398, 3399) ; DAUNAY (Marcel) (p. 3401) ; MERCIER (Louis) (p. 3403) ; MACHET (Jacques) (p. 3404).

REVENU AGRICOLE : LENGLET (Charles-Edmond) (p. 3386) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3389) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 3392) ; LUART (Roland du) (p. 3399) ; DAUNAY (Marcel) (p. 3400) ; CATUELAN (Louis de) (p. 3403).

SECURITE SOCIALE : TORRE (Henri) (p. 3379) ; LOUVOT (Pierre) (p. 3395).

VIANDES : CAZALET (Auguste) (p. 3398) ; DAUNAY (Marcel) (p. 3400, 3401).

VINS : LACOUR (Pierre) (p. 3402) ; MACHET (Jacques) (p. 3404).

SUITE DE LA DISCUSSION GENERALE

ANCIENS COMBATTANTS

Discussion (6 décembre 1985) (p. 3623, 3627).

MM. André Rabineau, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Edmond Valcin, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Charles Ferrant.

ACTION SOCIALE : RABINEAU (André) (p. 3624).

AIDE MENAGERE : RABINEAU (André) (p. 3624).

ANCIENS COMBATTANTS (Afrique du Nord) : RABINEAU (André) (p. 3624) ; FERRANT (Charles) (p. 3626, 3627).

ANCIENS COMBATTANTS (carte) : FERRANT (Charles) (p. 3626).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : RABINEAU (André) (p. 3623, 3624) ; VALCIN (Edmond) (p. 3624, 3625) ; LABARRERE (André) (p. 3625) ; FERRANT (Charles) (p. 3625, 3626, 3627).

ANCIENS COMBATTANTS (Légion d'honneur) : VALCIN (Edmond) (p. 3625).

APPAREILLAGE : RABINEAU (André) (p. 3624).

DECORATIONS (Mérite combattant) : FERRANT (Charles) (p. 3626).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : FERRANT (Charles) (p. 3626).

HISTOIRE : VALCIN (Edmond) (p. 3625).

INFORMATIQUE : RABINEAU (André) (p. 3624).

PENSIONS DE RETRAITE : RABINEAU (André) (p. 3624) ; FERRANT (Charles) (p. 3626).

PERSONNES AGEES : RABINEAU (André) (p. 3624).

RAPPORT CONSTANT : VALCIN (Edmond) (p. 3625) ; FERRANT (Charles) (p. 3626, 3627).

VEUVES : FERRANT (Charles) (p. 3626).

UNION FRANCAISE DES ASSOCIATIONS D'ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE (UFAC) : RABINEAU (André) (p. 3624) ; FERRANT (Charles) (p. 3626).

SUITE DE LA DISCUSSION GENERALE

COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Discussion (4 décembre 1985) (p. 3550, 3557).

MM. Jean Cluzel, rapporteur spécial ; Charles Pasqua, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation ; Pierre-Christian Taittinger.

CINEMA : CLUZEL (Jean) (p. 3552).

COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE : CLUZEL (Jean) (p. 3552).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : CLUZEL (Jean) (p. 3554).

COMMUNICATION AUDIOVISUELLE : CLUZEL (Jean) (p. 3550 à 3554) ; PASQUA (Charles) (p. 3554 à 3556) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3557).

CONCURRENCE : CLUZEL (Jean) (p. 3551) ; PASQUA (Charles) (p. 3555) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3557).

CREATION : CLUZEL (Jean) (p. 3553) ; PASQUA (Charles) (p. 3556).

DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS (DGT) : CLUZEL (Jean) (p. 3551).

INFORMATION : PASQUA (Charles) (p. 3556).

INSTITUT NATIONAL DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE (INA) : PASQUA (Charles) (p. 3556).

MONOPOLES : CLUZEL (Jean) (p. 3551, 3552, 3553) ; PASQUA (Charles) (p. 3554) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3557).

PRESSE : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3557).

PUBLICITE : CLUZEL (Jean) (p. 3552) ; PASQUA (Charles) (p. 3555).

RADIODIFFUSION-TELEVISION : CLUZEL (Jean) (p. 3552, 3553) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3557).

RADIOS LOCALES PRIVEES : PASQUA (Charles) (p. 3554) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3557).

REDEVANCE DE RADIODIFFUSION-TELEVISION : CLUZEL (Jean) (p. 3552).

RESEAUX CABLES : CLUZEL (Jean) (p. 3551, 3552) ; PASQUA (Charles) (p. 3554, 3556).

SATELLITES : CLUZEL (Jean) (p. 3551, 3554) ; PASQUA (Charles) (p. 3554, 3556).

SERVICES PUBLICS : CLUZEL (Jean) (p. 3552, 3553, 3554) ; PASQUA (Charles) (p. 3556) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3557).

TELEDIFFUSION DE FRANCE (TDF) : CLUZEL (Jean) (p. 3551, 3552, 3553) ; PASQUA (Charles) (p. 3554, 3555, 3556).

TELEVISION : CLUZEL (Jean) (p. 3553) ; PASQUA (Charles) (p. 3556) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3557).

TELEVISION (programmes) : CLUZEL (Jean) (p. 3551, 3554) ; PASQUA (Charles) (p. 3556) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3557).

TELEVISIONS PRIVEES : CUZEL (Jean) (p. 3551, 3552, 3553, 3554) ; PASQUA (Charles) (p. 3554, 3555, 3556).

TELEVISIONS PRIVEES (cinquième chaîne) : CLUZEL (Jean) (p. 3552) ; PASQUA (Charles) (p. 3555, 3556).

SUITE DE LA DISCUSSION GENERALE

CULTURE

Discussion (29 novembre 1985) (p. 3489, 3500).

MM. Maurice Schumann, rapporteur spécial ; André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Sosefo Makapé Papilio, Roland Ruet, Michel Miroudot, Raymond Poirier, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Habert.

ACADEMIE FRANCAISE : SCHUMANN (Maurice) (p. 3491).

BIBLIOTHEQUE NATIONALE : POIRIER (Raymond) (p. 3496).

BIBLIOTHEQUES : POIRIER (Raymond) (p. 3495).

BOURSES D'ETUDES : PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 3492).

BRESIL : HABERT (Jacques) (p. 3499).

CENTRE DES ARTS CULINAIRES : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3497) ; HABERT (Jacques) (p. 3499).

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES POMPIDOU (CNAC) (Centre Beaubourg) : POIRIER (Raymond) (p. 3495).

CENTRE NATIONAL DES ARTS PLASTIQUES : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3497).

CIRQUE : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3497).

CONSERVATOIRE SUPERIEUR DE MUSIQUE DE LYON : SCHUMANN (Maurice) (p. 3489).

CREATION : RUET (Roland) (p. 3493).

CULTURE : SCHUMANN (Maurice) (p. 3489, 3490, 3491, 3499) ; LABARRERE (André) (p. 3491, 3492, 3498) ; PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 3492) ; RUET (Roland)

(p. 3492, 3493) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3493, 3494, 3495) ; POIRIER (Raymond) (p. 3495, 3496) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3496, 3497, 3498) ; HABERT (Jacques) (p. 3498, 3499).

DECENTRALISATION : SCHUMANN (Maurice) (p. 3490) ; POIRIER (Raymond) (p. 3495) ; HABERT (Jacques) (p.3498).

DELEGATION AUX ARTS DE LA TABLE : POIRIER (Raymond) (p. 3496).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (DOM-TOM) : PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 3492) ; POIRIER (Raymond) (p. 3495).

EDITION : POIRIER (Raymond) (p. 3495).

ENSEIGNANTS : PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 3492).

ENSEIGNEMENT : PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 3492).

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : SCHUMANN (Maurice) (p. 3490).

ETHNOLOGIE : POIRIER (Raymond) (p. 3496) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3496).

FONDS D'INTERVENTION CULTURELLE (FIC) : POIRIER (Raymond) (p. 3495).

FONDS REGIONAUX D'ART CONTEMPORAIN (FRAC) : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3497).

INSTITUT DU MONDE ARABE : POIRIER (Raymond) (p. 3495).

INSTITUT NATIONAL D'HISTOIRE DE L'ART : MIROUDOT (Michel) (p. 3493) ; HABERT (Jacques) (p. 3498).

INSTITUTEURS : PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 3492).

LA VILLETTE (aménagement) : SCHUMANN (Maurice) (p. 3489, 3491) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3494) ; POIRIER (Raymond) (p. 3495).

MECENAT : RUET (Roland) (p. 3492, 3493) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3495).

MONUMENTS HISTORIQUES : MIROUDOT (Michel) (p. 3493) ; POIRIER (Raymond) (p. 3495) ; HABERT (Jacques) (p. 3498).

MUSEE DES MONUMENTS FRANCAIS : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3496).

MUSEE DES PLANS-RELIEFS : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3497) ; HABERT (Jacques) (p. 3498).

MUSEE D'ORSAY : SCHUMANN (Maurice) (p. 3489) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3493) ; POIRIER (Raymond) (p. 3495).

MUSEE DU LOUVRE : SCHUMANN (Maurice) (p. 3489, 3490, 3491) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3494) ; POIRIER (Raymond) (p. 3495) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3496).

MUSEES : SCHUMANN (Maurice) (p. 3489, 3490, 3491) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3494) ; POIRIER (Raymond) (p. 3495) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3496, 3497).

MUSIQUE : SCHUMANN (Maurice) (p. 3490) ; POIRIER (Raymond) (p. 3495) ; HABERT (Jacques) (p. 3499).

OPERA : MIROUDOT (Michel) (p. 3494).

OPERA (Bastille) : SCHUMANN (Maurice) (p. 3489, 3491) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3494) ; POIRIER (Raymond) (p. 3495).

OPERA COMIQUE : MIROUDOT (Michel) (p. 3494).

PALAIS-ROYAL : MIROUDOT (Michel) (p. 3494) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3497) ; HABERT (Jacques) (p. 3498).

POLITIQUE CULTURELLE : SCHUMANN (Maurice) (p. 3489) ; LABARRERE (André) (p. 3492, 3498) ; RUET (Roland) (p. 3492) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3494, 3495) ; POIRIER (Raymond) (p. 3496) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3496, 3498) ; HABERT (Jacques) (p. 3498, 3499).

RECHERCHE : POIRIER (Raymond) (p. 3496).

TELEVISIONS PRIVEES (cinquième chaîne) : SCHUMANN (Maurice) (p. 3491, 3499) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3495).

THEATRE : POIRIER (Raymond) (p. 3495).

WALLIS-ET-FUTUNA : PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 3492).

SUITE DE LA DISCUSSION GENERALE

DEFENSE ET RELATIONS EXTERIEURES

Discussion (5 décembre 1985) (p. 3589, 3613).

MM. Jean Francou, rapporteur spécial ; Modeste Legouez, rapporteur spécial ; André-Georges Voisin, rapporteur spécial ; Claude Mont, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères ; Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation ; Albert Voilquin, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Max Lejeune, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Jacques Genton, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Auguste Cazalet, Jacques Habert, Louis Jung.

ACCORDS D'HELSINKI : LECANUET (Jean) (p. 3598).

AFFAIRE GREENPEACE : LEGOUEZ (Modeste) (p. 3592).

AIDE ALIMENTAIRE : VOISIN (André-Georges) (p. 3594).

AIDE AU DEVELOPPEMENT : VOISIN (André-Georges) (p. 3594, 3595).

AFRIQUE : LEGOUEZ (Modeste) (p. 3591) ; VOISIN (André-Georges) (p. 3594, 3595).

AFRIQUE DU NORD : HABERT (Jacques) (p. 3611).

ALLIANCE ATLANTIQUE : FRANCOU (Jean) (p. 3590).

ALLIANCE FRANCAISE : MONT (Claude) (p. 3597) ; HABERT (Jacques) (p. 3611).

ARMEE (air) : VOILQUIN (Albert) (p. 3603, 3604).

ARMEMENT NUCLEAIRE : FRANCOU (Jean) (p. 3589, 3590) ; LECANUET (Jean) (p. 3600) ; VOILQUIN (Albert) (p. 3603) ; GENTON (Jacques) (p. 3607, 3608).

ARMEMENT NUCLEAIRE TACTIQUE : FRANCOU (Jean) (p. 3590).

ARMES ET MUNITIONS : VOILQUIN (Albert) (p. 3603).

AVIATION MILITAIRE : VOILQUIN (Albert) (p. 3603).

BOMBE A NEUTRONS : GENTON (Jacques) (p. 3608).

BOURSES D'ETUDES : VOISIN (André-Georges) (p. 3594, 3595) ; MONT (Claude) (p. 3597) ; HABERT (Jacques) (p. 3611).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : LECANUET (Jean) (p. 3599).

CONSEIL DE L'EUROPE : JUNG (Louis) (p. 3612).

CONSTRUCTION NAVALE : LEJEUNE (Max) (p. 3605).

COOPERANTS : VOISIN (André-Georges) (p. 3595).

COOPERATION : VOISIN (André-Georges) (p. 3593).

COOPERATION CULTURELLE : VOISIN (André-Georges) (p. 3594, 3595).

COOPERATION MILITAIRE : LEGOUEZ (Modeste) (p. 3591) ; VOISIN (André-Georges) (p. 3594, 3595) ; MONT (Claude) (p. 3596).

CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE : CAZALET (Auguste) (p. 3609).

CUMUL (emploi-retraite) : LEGOUEZ (Modeste) (p. 3592) ; LECANUET (Jean) (p. 3600) ; LEJEUNE (Max) (p. 3605) ; VOILQUIN (Albert) (p. 3610).

DEFENSE NATIONALE : FRANCOU (Jean) (p. 3589, 3590, 3591) ; LEGOUEZ (Modeste) (p. 3591, 3592, 3593) ; VOISIN (André-Georges) (p. 3593, 3594, 3595) ; MONT (Claude) (p. 3595, 3596, 3597) ; LECANUET (Jean) (p. 3597, 3598, 3599, 3600, 3601) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 3601, 3602) ; VOILQUIN (Albert) (p. 3602, 3603, 3604, 3609, 3610) ; LEJEUNE (Max) (p. 3604, 3605, 3606) ; GENTON (Jacques) (p. 3606, 3607, 3608) ; CAZALET (Auguste) (p. 3608, 3609) ; HABERT (Jacques) (p. 3610, 3611, 3612) ; JUNG (Louis) (p. 3612).

DIRECTION GENERALE DES RELATIONS CULTURELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES (DGRCST) : MONT (Claude) (p. 3597) ; HABERT (Jacques) (p. 3610).

ECOLES FRANCAISES DE L'ETRANGER : VOISIN (André-Georges) (p. 3594) ; MONT (Claude) (p. 3597) ; HABERT (Jacques) (p. 3611).

ENSEIGNEMENT : VOISIN (André-Georges) (p. 3594).

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : VOISIN (André-Georges) (p. 3595).

EQUIPEMENTS : FRANCOU (Jean) (p. 3590) ; VOILQUIN (Albert) (p. 3603) ; GENTON (Jacques) (p. 3606, 3607).

ESSENCES (service des) : LEGOUEZ (Modeste) (p. 3591).

ETATS-UNIS D'AMERIQUE (USA) : FRANCOU (Jean) (p. 3589).

EUREKA (European research coordination agency) : MONT (Claude) (p. 3596) ; LECANUET (Jean) (p. 3599) ; VOILQUIN (Albert) (p. 3610).

EUROPE : LECANUET (Jean) (p. 3599).

EUROPE (coopération en matière d'armement) : VOILQUIN (Albert) (p. 3610).

FONDS D'AIDE ET DE COOPERATION (FAC) : VOISIN (André-Georges) (p. 3594, 3595).

FORCE D'ACTION RAPIDE (FAR) : FRANCOU (Jean) (p. 3590, 3591) ; VOILQUIN (Albert) (p. 3510).

FORCE OCEANIQUE STRATEGIQUE (FOST) : LEJEUNE (Max) (p. 3604, 3605) ; GENTON (Jacques) (p. 3607, 3608).

FRANCAIS (langue) : MONT (Claude) (p. 3597) ; HABERT (Jacques) (p. 3611).

GENDARMERIE : LEGOUEZ (Modeste) (p. 3592) ; GENTON (Jacques) (p. 3606).

GENERAL AGREEMENT ON TARIFFS AND TRADE (GATT) : MONT (Claude) (p. 3596).

GUERRE DES ETOILES (utilisation militaire de l'espace) : LECANUET (Jean) (p. 3599).

INFORMATIQUE : MONT (Claude) (p. 3595).

INITIATIVE DE DEFENSE STRATEGIQUE (IDS) : MONT (Claude) (p. 3596) ; LECANUET (Jean) (p. 3598, 3599) ; GENTON (Jacques) (p. 3606) ; VOILQUIN (Albert) (p. 3610).

LIBAN : GENTON (Jacques) (p. 3606).

LIBYE : VOISIN (André-Georges) (p. 3595) ; MONT (Claude) (p. 3596) ; HABERT (Jacques) (p. 3510).

MARINE NATIONALE : LEJEUNE (Max) (p. 3605).

MILITAIRES : LEGOUEZ (Modeste) (p. 3592) ; LECANUET (Jean) (p. 3600) ; VOILQUIN (Albert) (p. 3610).

MILITAIRES RETRAITES : LEGOUEZ (Modeste) (p. 3592) ; LECANUET (Jean) (p. 3600).

MINISTRES PLENIPOTENTIAIRES : CAZALET (Auguste) (p. 3609).

MISSILES : GENTON (Jacques) (p. 3608).

MOYEN-ORIENT : LEGOUEZ (Modeste) (p. 3591).

NOUVELLE-CALEDONIE : LEGOUEZ (Modeste) (p. 3591) ; LEJEUNE (Max) (p. 3606).

ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD (OTAN) : FRANCOU (Jean) (p. 3590).

PACIFIQUE : VOILQUIN (Albert) (p. 3610).

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT : VOISIN (André-Georges) (p. 3594).

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC) : MONT (Claude) (p. 3596).

POLITIQUE DE DEFENSE : FRANCOU (Jean) (p. 3591) ; LEGOUEZ (Modeste) (p. 3593) ; LECANUET (Jean) (p. 3599) ; LEJEUNE (Max) (p. 3604) ; GENTON (Jacques) (p. 3606).

POLITIQUE ECONOMIQUE : LECANUET (Jean) (p. 3600).

POLITIQUE EXTERIEURE : VOISIN (André-Georges) (p. 3595) ; MONT (Claude) (p. 3596) ; LECANUET (Jean) (p. 3600) ; HABERT (Jacques) (p. 3610).

POLOGNE : MONT (Claude) (p. 3597) ; LECANUET (Jean) (p. 3597, 3600) ; HABERT Jacques) (p. 3610).

PORTE-AVIONS NUCLEAIRE : FRANCOU (Jean) (p. 3591) ; LEJEUNE (Max) (p. 3604) ; VOILQUIN (Albert) (p. 3609).

PROGRAMMATION MILITAIRE : FRANCOU (Jean) (p. 3589) ; LEGOUEZ (Modeste) (p. 3592) ; LECANUET (Jean) (p. 3599, 3600) ; VOILQUIN (Albert) (p. 3602, 3609) ; LEJEUNE (Max) (p. 3604) ; GENTON (Jacques) (p. 3606, 3607).

RADIODIFFUSION-TELEVISION : MONT (Claude) (p. 3597).

RELATIONS CULTURELLES : MONT (Claude) (p. 3597) ; HABERT (Jacques) (p. 3611).

RELATIONS EXTERIEURES (ministère) : MONT (Claude) (p. 3595, 3597).

SATELLITES : MONT (Claude) (p. 3595) ; GENTON (Jacques) (p. 3606, 3607) ; VOILQUIN (Albert) (p. 3609).

SERVICE DE SANTE DES ARMEES : GENTON (Jacques) (p. 3607).

SERVICE D'INFORMATION ET DE RELATIONS PUBLIQUES DES ARMEES (SIRPA) : GENTON (Jacques) (p. 3607).

SOCIETE NATIONALE D'ETUDE ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVIATION (SNECMA) : FRANCOU (Jean) (p. 3591).

SOCIETE NATIONALE INDUSTRIELLE AEROSPATIALE (SNIAS) : FRANCOU (Jean) (p. 3591).

SOUS-MARINS NUCLEAIRES LANCEURS D'ENGINS (SNLE) : LEJEUNE (Max) (p. 3604, 3605).

TCHAD : MONT (Claude) (p. 3596) ; GENTON (Jacques) (p. 3606).

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES (URSS) : FRANCOU (Jean) (p. 3589).

SUITE DE LA DISCUSSION GENERALE

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Discussion (3 décembre 1985) (p. 3519, 3532).

MM. Henri Goetschy, rapporteur spécial ; Louis Virapoullé, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Pierre Lacour, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jacques Machet, au nom de la commission des affaires sociales ; Jean-Marie Girault, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation ; Marcel Henry, Paul Bénard, Edmond Valcin.

AEROPORTS : GOETSCHY (Henri) (p. 3520).

AFFAIRE GREENPEACE : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 3527).

AFFRETEMENT : GOETSCHY (Henri) (p. 3520).

AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (ANPE) : MACHET (Jacques) (p. 3524).

AGENCE NATIONALE POUR L'INSERTION ET LA PROMOTION DES TRAVAILLEURS D'OUTRE-MER (ANT) : GOETSCHY (Henri) (p. 3520) ; MACHET (Jacques) (p. 3525).

ALLOCATION LOGEMENT : VIRAPOULLE (Louis) (p. 3521) ; MACHET (Jacques) (p. 3525).

ANTILLES : VALCIN (Edmond) (p. 3531, 3532).

ARTISANAT : VIRAPOULLE (Louis) (p. 3521) ; LACOUR (Pierre) (p. 3522).

AQUACULTURE : LACOUR (Pierre) (p. 3523).

COMMISSION DE L'OCEAN INDIEN : BENARD (Paul) (p. 3530).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions) : VIRAPOULLE (Louis) (p. 3521) ; VALCIN (Edmond) (p. 3531).

CONSEILS GENERAUX : VIRAPOULLE (Louis) (p. 3521) ; VALCIN (Edmond) (p. 3531).

CYCLONES : LACOUR (Pierre) (p. 3523).

DECENTRALISATION : VALCIN (Edmond) (p. 3531).

DEMOCRATIE : MACHET (Jacques) (p. 3524).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (DOM-TOM) : GOETSCHY (Henri) (p. 3519, 3520) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 3520 à 3522) ; LACOUR (Pierre) (p. 3522 à 3524) ; MACHET (Jacques) (p. 3524 à 3526) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 3526) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 3526, 3527) ; HENRY (Marcel) (p. 3527 à 3529) ; BENARD (Paul) (p. 3529 à 3531) ; VALCIN (Edmond) (p. 3531, 3532).

EMPLOI : GOETSCHY (Henri) (p. 3520) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 3521) ; LACOUR (Pierre) (p. 3524).

ENSEIGNEMENT : BENARD (Paul) (p. 3530).

ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 3527).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : GOETSCHY (Henri) (p. 3520).

FONDS D'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE OBLIGATOIRE (FASSO) : MACHET (Jacques) (p. 3525) ; BENARD (Paul) (p. 3530).

FONDS D'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (FIDOM) : VIRAPOULLE (Louis) (p. 3521).

FORETS DOMANIALES : LACOUR (Pierre) (p. 3522).

FORMATION PROFESSIONNELLE : VIRAPOULLE (Louis) (p. 3521) ; LACOUR (Pierre) (p. 3522) ; MACHET (Jacques) (p. 3524).

HORTICULTURE : LACOUR (Pierre) (p. 3523).

INDEPENDANTISME : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 3527) ; BENARD (Henri) (p. 3529).

INVESTISSEMENTS : HENRY (Marcel) (p. 3528).

LANGUES ET CULTURES REGIONALES : VALCIN (Edmond) (p. 3532).

LIGNE BUDGETAIRE UNIQUE (LBU) : VIRAPOULLE (Louis) (p. 3521) ; MACHET (Jacques) (p. 3525) ; BENARD (Paul) (p. 3530).

LOGEMENT : BENARD (Paul) (p. 3530).

LOGEMENT SOCIAL : VIRAPOULLE (Louis) (p. 3521) ; MACHET (Jacques) (p. 3525).

LOGEMENT TRES SOCIAL (LTS) : VIRAPOULLE (Louis) (p. 3521) ; MACHET (Jacques) (p. 3525).

MARTINIQUE : VALCIN (Edmond) (p. 3532).

MAYOTTE : VIRAPOULLE (Louis) (p. 3521) ; HENRY (Marcel) (p. 3528, 3529, 3530).

MER (ressources de la) : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 3527).

NAINVILLE-LES-ROCHES (déclaration de) (statut de la Nouvelle-Calédonie) : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 3527).

NICKEL : LACOUR (Pierre) (p. 3522).

NODULES POLYMETALLIQUES : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 3527).

NOUVELLE-CALEDONIE : GOETSCHY (Henri) (p. 3520) ; LACOUR (Pierre) (p. 3522) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 3526, 3527) ; BENARD (Paul) (p. 3529, 3530) ; VALCIN (Edmond) (p. 3532).

PACIFIQUE : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 3526).

PECHE MARITIME : GOETSCHY (Henri) (p. 3520).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : LACOUR (Pierre) (p. 3523).

POLYNESIE FRANCAISE : LACOUR (Pierre) (p. 3523) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 3527).

PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES : VIRAPOULLE (Louis) (p. 3521) ; VALCIN (Edmond) (p. 3531, 3532).

PROTECTION SOCIALE : MACHET (Jacques) (p. 3525).

RADIO-FRANCE OUTRE-MER (RFO) : BENARD (Paul) (p. 3530).

REFORME FONCIERE : LACOUR (Pierre) (p. 3522) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 3527).

REGIONS : VIRAPOULLE (Louis) (p. 3521) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 3527).

REUNION : LACOUR (Pierre) (p. 3524) ; BENARD (Paul) (p. 3530).

SERVICE MILITAIRE ADAPTE (SMA) : GOETSCHY (Henri) (p. 3520).

TERRE ADELIE : LACOUR (Pierre) (p. 3523) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 3527).

TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANCAISES : GOETSCHY (Henri) (p. 3520) ; LACOUR (Pierre) (p. 3523).

TOURISME : VIRAPOULLE (Louis) (p. 3521) ; LACOUR (Pierre) (p. 3523) ; VALCIN (Edmond) (p. 3532).

TRANSPORTS AERIENS : LACOUR (Pierre) (p. 3523).

TRAVAUX D'UTILITE COLLECTIVE (TUC) : VIRAPOULLE (Louis) (p. 3521) ; MACHET (Jacques) (p. 3524).

WALLIS-ET-FUTUNA : LACOUR (Pierre) (p. 3523).

SUITE DE LA DISCUSSION GENERALE

EDUCATION NATIONALE

Discussion (27 novembre 1985) (p. 3411, 3424).

MM. Paul Séramy, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Maurice Lombard, Jacques Descours Desacres, Marcel Henry, Michel Miroudot, Jacques Machet, Bernard-Charles Hugo, Albert Vecten, Jacques Habert, Adolphe Chauvin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget.

AIDE SOCIALE : SERAMY (Paul) (p. 3413) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3417) ; HUGO (Charles) (p. 3418) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3421).

AUXILIARIAT (enseignement) : SERAMY (Paul) (p. 3412) ; VECTEN (Albert) (p. 3419).

BACCALAUREAT PROFESSIONNEL : VECTEN (Albert) (p. 3419).

BOURSES D'ETUDES : SERAMY (Paul) (p. 3413) ; VECTEN (Albert) (p. 3419) ; HABERT (Jacques) (p. 3420) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3421).

BUDGET : DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 3414).

COLLECTIVITES LOCALES : SERAMY (Paul) (p. 3412, 3413) ; LOMBARD (Maurice) (p. 3413, 3414) ; MACHET (Jacques) (p. 3418) ; HUGO (Bernard-Charles) (p. 3418).

COLLECTIVITES TERRITORIALES : HENRY (Marcel) (p. 3415, 3416).

COLLEGE DE FRANCE (rapport sur l'enseignement) : CHAUVIN (Adolphe) (p. 3422).

COLLEGES : SERAMY (Paul) (p. 3412, 3413) ; LOMBARD (Maurice) (p. 3413).

CONFERENCES DES PRESIDENTS : EMMANUELLI (Henri) (p. 3422, 3423, 3424) ; DAILLY (Etienne) (p. 3423).

DECENTRALISATION : Voir COLLECTIVITES LOCALES.

DIPLOMES : VECTEN (Albert) (p. 3419).

DIRECTION DE LA COOPERATION ET DES RELATIONS INTERNATIONALES (DCRI) : HABERT (Jacques) (p. 3419, 3420).

ECOLES FRANCAISES DE L'ETRANGER : HABERT (Jacques) (p. 3420).

EDUCATION NATIONALE : SERAMY (Paul) (p. 3411 à 3413) ; LOMBARD (Maurice) (p. 3413, 3414) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 3414, 3415) ; HENRY (Marcel) (p. 3415, 3416) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3416, 3417) ; MACHET (Jacques) (p. 3417, 3418) ; HUGO (Bernard-Charles) (p. 3418, 3419) ; VECTEN (Albert) (p. 3419) ; HABERT (Jacques) (p. 3419 à 3421) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3421, 3422) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 3422, 3423, 3424).

EDUCATION NATIONALE (ministère) : HABERT (Jacques) (p. 3420).

EMPLOIS PUBLICS (créations et suppressions) : SERAMY (Paul) (p. 3411, 3412) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3421).

ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE : SERAMY (Paul) (p. 3412) ; HENRY (Marcel) (p. 3416).

ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE : SERAMY (Paul) (p. 3412) ; LOMBARD (Maurice) (p. 3414).

ENSEIGNEMENT PRIVE : SERAMY (Paul) (p. 3412) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3417) ; HUGO (Bernard-Charles) (p. 3418).

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : SERAMY (Paul) (p. 3412) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 3414, 3415) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3417) ; MACHET (Jacques) (p. 3418) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3421, 3422).

ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNEL : HUGO (Bernard-Charles) (p. 3418) ; VECTEN (Albert) (p. 3419).

FORMATION PROFESSIONNELLE (des jeunes) : VECTEN (Albert) (p. 3419).

FRANCAIS DE L'ETRANGER : HABERT (Jacques) (p. 3420).

INFORMATIQUE : SERAMY (Paul) (p. 3413) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3417) ; MACHET (Jacques) (p. 3417) ; HUGO (Bernard-Charles) (p. 3418) ; HABERT (Jacques) (p. 3420).

INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE TECHNOLOGIE (IUT) : LOMBARD (Maurice) (p. 3415).

LOI SAVARY (loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur) : SERAMY (Paul) (p. 3412) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3421, 3422).

LYCEES : MIROUDOT (Michel) (p. 3417).

LYCEES D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (LEP) : VECTEN (Albert) (p. 3419).

MAYOTTE : HENRY (Marcel) (p. 3415, 3416).

MEDECINE (enseignement) : CHAUVIN (Adolphe) (p. 3422).

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT : HENRY (Marcel) (p. 3415).

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE : CHAUVIN (Adolphe) (p. 3422).

TECHNOLOGIE : VECTEN (Albert) (p. 3419).

UNIVERSITES : DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 3415) ; MACHET (Jacques) (p. 3418) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 3421, 3422).

SUITE DE LA DISCUSSION GENERALE

INDUSTRIE

Discussion (4 décembre 1985) (p. 3537, 3550).

MM. Marcel Lucotte, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Marcel Daunay, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Francisque Collomb, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Daniel Hoeffel, Louis Souvet, Jean Boyer, Alfred Gérin, Paul Malassagne, Guy de La Verpillière, Serge Mathieu.

ACCORDS MULTIFIBRES : BOYER (Jean) (p. 3545).

AGENCE FRANCAISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE (AFME) : LUCOTTE (Marcel) (p. 3539).

AGENCES DE VOYAGES : MALASSAGNE (Paul) (p. 3547).

CARBURANTS : LUCOTTE (Marcel) (p. 3538).

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES (CNES) : HOEFFEL (Daniel) (p. 3542).

CHARBON : LUCOTTE (Marcel) (p. 3537).

CHARBONNAGES DE FRANCE : LUCOTTE (Marcel) (p. 3537).

CHEQUES VACANCES : MALASSAGNE (Paul) (p. 3547).

CHINE : DAUNAY (Marcel) (p. 3540) ; GERIN (Alfred) (p. 3545).

CHOMAGE : COLLOMB (Francisque) (p. 3540) ; SOUVET (Louis) (p. 3543, 3544).

COMMERCE EXTERIEUR : DAUNAY (Marcel) (p. 3539, 3540) ; BOYER (Jean) (p. 3545) ; GERIN (Alfred) (p. 3545) ; MATHIEU (Serge) (p. 3549).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) (élargissement de la) : BOYER (Jean) (p. 3545).

DENATIONALISATIONS : HOEFFEL (Daniel) (p. 3542).

DEVALUATIONS : GERIN (Alfred) (p. 3545) DEVELOPPEMENT, EXPORTATION, FORMATION, IMAGE (DEFI) : BOYER (Jean) (p. 3545).

ECOLE NATIONALE D'EXPORTATION : DAUNAY (Marcel) (p. 3540).

ELECTRICITE : LUCOTTE (Marcel) (p. 3539) ; LA VERPILLIERE (Guy de) (p. 3548, 3549).

EMPLOIS (créations) : SOUVET (Louis) (p. 3544).

EMPLOIS PUBLICS (créations et suppressions) : GERIN (Alfred) (p. 3546) ; MATHIEU (Serge) (p. 3550).

ENERGIE : LUCOTTE (Marcel) (p. 3535, 3538, 3539) ; DAUNAY (Marcel) (p. 3539).

ENERGIE HYDRO-ELECTRIQUE : LUCOTTE (Marcel) (p. 3539).

ENERGIE NUCLEAIRE : LUCOTTE (Marcel) (p. 3539) ; LA VERPILLIERE (Guy de) (p. 3548).

ENTREPRISES : COLLOMB (Francisque) (p. 3541, 3542) ; SOUVET (Louis) (p. 3543, 3544) ; GERIN (Alfred) (p. 3546).

ENTREPRISES (charges des) : GERIN (Alfred) (p. 3546).

ENTREPRISES NATIONALES : COLLOMB (Francisque) (p. 3540, 3541) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 3542) ; MATHIEU (Serge) (p. 3550).

EPARGNE : SOUVET (Louis) (p. 3544) ; MATHIEU (Serge) (p. 3549).

EXPORTATIONS : LUCOTTE (Marcel) (p. 3539) ; DAUNAY (Marcel) (p. 3540) ; SOUVET (Louis) (p. 3544) ; BOYER (Jean) (p. 3545) ; GERIN (Alfred) (p. 3545) ; LA VERPILLIERE (Guy de) (p. 3549).

EXPOSITIONS ET SALONS : DAUNAY (Marcel) (p. 3540).

EQUIPEMENTS : DAUNAY (Marcel) (p. 3540).

FORMATION EN ALTERNANCE : SOUVET (Louis) (p. 3543).

FORMATION PROFESSIONNELLE : SOUVET (Louis) (p. 3543).

GAZ : LUCOTTE (Marcel) (p. 3538).

GAZ (Algérie) : LUCOTTE (Marcel) (p. 3538).

HABILLEMENT : BOYER (Jean) (p. 3544, 3545).

HOTELLERIE : MALASSAGNE (Paul) (p. 3547).

HYDROCARBURES : LUCOTTE (Marcel) (p. 3538).

IMPORTATIONS : DAUNAY (Marcel) (p. 3539) ; COLLOMB (Francisque) (p. 3541) ; BOYER (Jean) (p. 3545) ; GERIN (Alfred) (p. 3545).

IMPOT SUR LES SOCIETES : MATHIEU (Serge) (p. 3549).

INDUSTRIE : LUCOTTE (Marcel) (p. 3537 à 3539) ; DAUNAY (Marcel) (p. 3539, 3540) ; COLLOMB (Francisque) (p. 3540, 3541) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 3541, 3542) ; SOUVET (Louis) (p. 3542 à 3544) ; BOYER (Jean) (p. 3544, 3545) ; GERIN (Alfred) (p. 3545 à 3547) ; MALASSAGNE (Paul) (p. 3547) ; LA VERPILLIERE (Guy de) (p. 3548, 3549) ; MATHIEU (Serge) (p. 3549, 3550).

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE : DAUNAY (Marcel) (p. 3539).

INDUSTRIE MECANIQUE : GERIN (Alfred) (p. 3546).

INFORMATIQUE : DAUNAY (Marcel) (p. 3540).

INVESTISSEMENTS : BOYER (Jean) (p. 3544) ; GERIN (Alfred) (p. 3546) ; MATHIEU (Serge) (p. 3549, 3550).

JAPON : BOYER (Jean) (p. 3545) ; GERIN (Alfred) (p. 3545).

LICENCIEMENTS : SOUVET (Louis) (p. 3544).

LOIS AUROUX (travail) : SOUVET (Louis) (p. 3543).

MACHINE-OUTIL (industrie) : HOEFFEL (Daniel) (p. 3542) ; SOUVET (Louis) (p. 3544) ; GERIN (Alfred) (p. 3545).

NATIONALISATIONS : COLLOMB (Francisque) (p. 3540, 3541) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 3541) ; SOUVET (Louis) (p. 3543).

PATE A PAPIER (industrie) : HOEFFEL (Daniel) (p. 3542).

PETROLE : LUCOTTE (Marcel) (p. 3538, 3539) ; LA VERPILLIERE (Guy de) (p. 3548).

PEUGEOT (société anonyme) (PSA) : SOUVET (Louis) (p. 3543).

POLITIQUE INDUSTRIELLE : DAUNAY (Marcel) (p. 3540) ; COLLOMB (Francisque) (p. 3540, 3541) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 3541, 3542) ; GERIN (Alfred) (p. 3545, 3546, 3547) ; MATHIEU (Serge) (p. 3549, 3550).

PRERETRAITES : SOUVET (Louis) (p. 3543).

PRIX (libération des) : MATHIEU (Serge) (p. 3549).

RAFFINERIES : LUCOTTE (Marcel) (p. 3538).

RECHERCHE : LUCOTTE (Marcel) (p. 3538).

REDEPLOIEMENT INDUSTRIEL : HOEFFEL (Daniel) (p. 3541).

RENAULT (Régie) : DAUNAY (Marcel) (p. 3540).

SECTEUR PUBLIC : COLLOMB (Francisque) (p. 3541).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : SOUVET (Louis) (p. 3543).

TAXE SUR LE FIOUL : LUCOTTE (Marcel) (p. 3538) ; LA VERPILLIERE (Guy de) (p. 3548) ; MATHIEU (Serge) (p. 3549).

TEXTILE (industrie) : BOYER (Jean) (p. 3544, 3545).

TOURISME : MALASSAGNE (Paul) (p. 3547).

VACANCES : MALASSAGNE (Paul) (p. 3547).

VERRERIE (industrie) : LA VERPILLIERE (Guy de) (p. 3548, 3549).

SUITE DE LA DISCUSSION GENERALE

INTERIEUR

Discussion (3 décembre 1985) (p. 3505, 3519 ; 3532, 3533).

MM. Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Pierre-Christian Taittinger, Daniel Hoeffel, Jacques Machet, Pierre Salvi, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation ; Louis Caiveau, Philippe de Bourgoing, Guy Malé, Paul Kauss.

ABRIS ANTI-ATOMIQUES : GIROD (Paul) (p. 3507).

AGENCES DE BASSIN : BOURGOING (Philippe de) (p. 3516) ; KAUSS (Paul) (p. 3533).

AIDE SOCIALE : HOEFFEL (Daniel) (p. 3510) ; SALVI (Pierre) (p. 3513) ; MALE (Guy) (p. 3517).

AMENDES : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3509) ; SALVI (Pierre) (p. 3514).

BARRAGES : BOURGOING (Philippe de) (p. 3516).

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS : MALE (Guy) (p. 3518).

CAISSE NATIONALE DE RETRAITE DES AGENTS DES COLLECTIVITES LOCALES (CNRACL) : MACHET (Jacques) (p. 3511) ; KAUSS (Paul) (p. 3533).

CAISSES D'EPARGNE : MALE (Guy) (p. 3518).

CANADAIRS (avions) : GIROD (Paul) (p. 3506).

COLLECTIVITES LOCALES : GIROD (Paul) (p. 3506) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3508) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 3509) ; SALVI (Pierre) (p. 3511, 3512, 3513) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3515, 3516) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 3516) ; MALE (Guy) (p. 3517, 3518) ; KAUSS (Paul) (p. 3533).

COLLECTIVITES TERRITORIALES : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3508) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 3509, 3510, 3511) ; MACHET (Jacques) (p. 3511).

COMMUNES : HOEFFEL (Daniel) (p. 3509, 3510) ; MACHET (Jacques) (p. 3511) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3515) ; MALE (Guy) (p. 3517, 3518).

COMMUNES (petites) : HOEFFEL (Daniel) (p. 3510) ; MACHET (Jacques) (p. 3511) ; SALVI (Pierre) (p. 3512) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3515) ; MALE (Guy) (p. 3518).

CONDAMNES : MALE (Guy) (p. 3519).

CONSEIL NATIONAL DE SECURITE PUBLIQUE : MALE (Guy) (p. 3519).

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES : HOEFFEL (Daniel) (p. 3509) ; MALE (Guy) (p. 3517).

CONTRATS DE PLAN : BOURGOING (Philippe de) (p. 3516).

CONTROLES D'IDENTITE : SALVI (Pierre) (p. 3514) ; MALE (Guy) (p. 3518).

COOPERATION JUDICIAIRE : SALVI (Pierre) (p. 3514).

DECENTRALISATION : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3508) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 3509, 3510) ; SALVI (Pierre) (p. 3513) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3514) ; MALE (Guy) (p. 3516, 3517) ; KAUSS (Paul) (p. 3533).

DECONCENTRATION : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3508) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 3510).

DEFENSE CIVILE : GIROD (Paul) (p. 3507).

DELINQUANCE : SALVI (Pierre) (p. 3514) ; MALE (Guy) (p. 3518).

DEMINAGE : GIROD (Paul) (p. 3506).

DEPARTEMENTS : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3508) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 3509, 3510) ; SALVI (Pierre) (p. 3513).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (DOM-TOM) : SALVI (Pierre) (p. 3514).

DIRECTIONS DEPARTEMENTALES DE L'EQUIPEMENT (DDE) : HOEFFEL (Daniel) (p. 3510).

DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION (DGD) : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3508) ; MALE (Guy) (p. 3517) ; KAUSS (Paul) (p. 3533).

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3508) ; MACHET (Jacques) (p. 3511) ; SALVI (Pierre) (p. 3512) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3515, 3516) ; MALE (Guy) (p. 3517, 3518) ; KAUSS (Paul) (p. 3533).

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT (DGE) : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3508) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 3510) ; MACHET (Jacques) (p. 3511) ; SALVI (Pierre) (p. 3512) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3515) ; MALE (Guy) (p. 3517) ; KAUSS (Paul) (p. 3533).

EAU ET ASSAINISSEMENT : BOURGOING (Philippe de) (p. 3516).

ELUS LOCAUX : HOEFFEL (Daniel) (p. 3510).

EMPRUNTS : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3508) ; MACHET (Jacques) (p. 3511) ; SALVI (Pierre) (p. 3512) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3515, 3516) ; MALE (Guy) (p. 3518).

EQUIPEMENTS : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3508) ; SALVI (Pierre) (p. 3513) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3515).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3508).

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3508) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 3510) ; KAUSS (Paul) (p. 3533).

FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA : MACHET (Jacques) (p. 3511) ; SALVI (Pierre) (p. 3512) ; MALE (Guy) (p. 3518) ; KAUSS (Paul) (p. 3533).

FONDS D'INTERVENTION POUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (FIAT) : BOURGOING (Philippe de) (p. 3516).

FORETS (incendies de) : GIROD (Paul) (p. 3506).

HANDICAPES : CAIVEAU (Louis) (p. 3515).

ILE-DE-FRANCE : BOURGOING (Philippe de) (p. 3516).

IMPOTS FONCIERS : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3508).

IMPOTS LOCAUX : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3508) ; MACHET (Jacques) (p. 3511) ; SALVI (Pierre) (p. 3512, 3513) ; MALE (Guy) (p. 3517, 3518) ; KAUSS (Paul) (p. 3533).

INCENDIES : GIROD (Paul) (p. 3506).

INFORMATIQUE : SALVI (Pierre) (p. 3514) ; MALE (Guy) (p. 3519).

INTERIEUR ET DECENTRALISATION : GIROD (Paul) (p. 3505 à 3507) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3508, 3509) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 3509 à 3511) ; MACHET (Jacques) (p. 3511) ; SALVI (Pierre) (p. 3511 à 3514) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3514 à 3516) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 3516) ; MALE (Guy) (p. 3516 à 3519) ; KAUSS (Paul) (p. 3532, 3533).

IMMIGRATION : SALVI (Pierre) (p. 3514).

MANIFESTATIONS : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3508).

MARINS-POMPIERS : GIROD (Paul) (p. 3506).

POLICE : GIROD (Paul) (p. 3506, 3507) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3508, 3509) ; SALVI (Pierre) (p. 3513, 3514) ; MALE (Guy) (p. 3518, 3519).

POLICE NATIONALE : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3509) ; SALVI (Pierre) (p. 3513) ; MALE (Guy) (p. 3518).

REGIONS : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3508) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 3509, 3510).

SAPEURS-POMPIERS : GIROD (Paul) (p. 3506).

SECURITE CIVILE : GIROD (Paul) (p. 3505, 3506, 3507) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3509).

SECURITE PUBLIQUE : GIROD (Paul) (p. 3507) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3509) ; SALVI (Pierre) (p. 3513, 3514) ; MALE (Guy) (p. 3519).

SERVICES PUBLICS LOCAUX (tarifs) : MACHET (Jacques) (p. 3511) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3515) ; MALE (Guy) (p. 3518) ; KAUSS (Paul) (p. 3533).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3509) ; SALVI (Pierre) (p. 3514).

TAXE D'HABITATION : MACHET (Jacques) (p. 3511).

TAXE PROFESSIONNELLE : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3508) ; MACHET (Jacques) (p. 3511).

TERRORISME : GIROD (Paul) (p. 3506) ; SALVI (Pierre) (p. 3514).

TOXICOMANIE : MALE (Guy) (p. 3519).

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS : SALVI (Pierre) (p. 3511).

TUTELLE ADMINISTRATIVE : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3508).

VOIRIE : HOEFFEL (Daniel) (p. 3510).

SUITE DE LA DISCUSSION GENERALE

JEUNESSE ET SPORTS

Discussion (6 décembre 1985) (p. 3621, 3623).

MM. Jean Francou, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Claude Prouvoyeur.

COLLECTIVITES LOCALES : FRANCOU (Jean) (p. 3622).

COMITE NATIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF FRANCAIS (CNOSF) : FRANCOU (Jean) (p. 3622).

EQUIPEMENTS SPORTIFS : FRANCOU (Jean) (p. 3621, 3622) ; PROUVOYEUR (Claude) (p. 3623).

FONDS DE DEVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE : PROUVOYEUR (Claude) (p. 3623).

FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DU SPORT (FNDS) : FRANCOU (Jean) (p. 3622) ; PROUVOYEUR (Claude) (p. 3623).

JEUNESSE : PROUVOYEUR (Claude) (p. 3623).

LOTO SPORTIF : FRANCOU (Jean) (p. 3621, 3622).

SPORT : FRANCOU (Jean) (p. 3621, 3622) ; PROUVOYEUR (Claude) (p. 3623).

SPORT DE HAUT NIVEAU : FRANCOU (Jean) (p. 3621).

SPORT SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE : FRANCOU (Jean) (p. 3621, 3622).

SPORTS PROFESSIONNELS : FRANCOU (Jean) (p. 3621).

TEMPS LIBRE ET EDUCATION POPULAIRE : PROUVOYEUR (Claude) (p. 3623).

SUITE DE LA DISCUSSION GENERALE

JUSTICE

Discussion (27 novembre 1985) (p. 3424, 3429).

MM. François Collet, au nom de la commission des lois ; Michel Miroudot, Marcel Rudloff.

ADMINISTRATION PENITENTIAIRE : COLLET (François) (p. 3424, 3425) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3427) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 3428).

DECENTRALISATION : COLLET (François) (p. 3425, 3426).

DETENTION PROVISOIRE : COLLET (François) (p. 3425).

EDUCATION SURVEILLEE : COLLET (François) (p. 3425) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3426).

EMPLOIS PUBLICS (créations et suppressions) : COLLET (François) (p. 3424, 3425) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3427).

FORMATION PROFESSIONNELLE : RUDLOFF (Marcel) (p. 3428).

INFORMATIQUE : COLLET (François) (p. 3425) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3426).

JUSTICE : COLLET (François) (p. 3424 à 3426) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3426, 3427) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 3427 à 3429).

MAGISTRATS : COLLET (François) (p. 3424, 3425) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3427).

PREVENTION : MIROUDOT (Michel) (p. 3426).

PRISONS : COLLET (François) (p. 3425, 3426) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3427).

PROCEDURE PENALE : COLLET (François) (p. 3424) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 3428).

SECURITE : MIROUDOT (Michel) (p. 3426).

TRIBUNAUX : COLLET (François) (p. 3425) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3427).

SUITE DE LA DISCUSSION GENERALE

LOGEMENT, URBANISME ET TRANSPORTS

Discussion (5 décembre 1985) (p. 3564, 3589).

MM. Bernard Legrand, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Michel Giraud, José Balarello, Jacques Braconnier, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Maurice Lombard, Louis Virapoullé, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Jean Huchon, Serge Mathieu, Claude Prouvoyeur, Jean Boyer, Louis Caiveau, Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés ; Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Alain Pluchet, Pierre Ceccaldi-Pavard, Jean-François Le Grand, Bernard Laurent, Marcel Henry, Guy Malé.

AEROPORT DE MAYOTTE : HENRY (Marcel) (p. 3588).

AEROPORT DE PARIS : GIRAUD (Michel) (p. 3569).

AEROPORTS : LEGRAND (Bernard) (p. 3565) ; GIRAUD (Michel) (p. 3569) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3586).

AIDE PERSONNALISEE AU LOGEMENT (APL) : BALARELLO (José) (p. 3572) ; MATHIEU (Serge) (p. 3576).

AIR FRANCE : LEGRAND (Bernard) (p. 3564) ; GIRAUD (Michel) (p. 3569) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 3574) ; HENRY (Marcel) (p. 3588).

ALLOCATION LOGEMENT : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3566) ; BALARELLO (José) (p. 3570) ; HUCHON (Jean) (p. 3575) ; MATHIEU (Serge) (p. 3576).

ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE : PLUCHET (Alain) (p. 3584).

AUBE (département) : LAURENT (Bernard) (p. 3587).

AUTOBUS : LOMBARD (Maurice) (p. 3573).

AUTOROUTES : GIRAUD (Michel) (p. 3568) ; BRACONNIER (Jacques) (p. 3572) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3580).

AVIATION CIVILE : LEGRAND (Bernard) (p. 3564) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3586, 3587).

BATELLERIE : BRACONNIER (Jacques) (p. 3573) ; LAURENT (Bernard) (p. 3587).

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3565) ; GIRAUD (Michel) (p. 3567, 3568, 3569) ; BRACONNIER (Jacques) (p. 3572) ; BOYER (Jean) (p. 3579, 3580) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3583) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3585, 3586).

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3566) ; GIRAUD (Michel) (p. 3567) ; BALARELLO (José) (p. 3570, 3571) ; HUCHON (Jean) (p. 3575).

CHAMPAGNE-ARDENNES : LEGRAND (Bernard) (p. 3587).

COLLECTIVITES LOCALES : GIRAUD (Michel) (p. 3568) ; BALARELLO (José) (p. 3571) ; LOMBARD (Maurice) (p. 3573) ; LAURENT (Bernard) (p. 3587).

COMITES INTERPROFESSIONNELS DU LOGEMENT (CIL) : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3585, 3586).

COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE : GIRAUD (Michel) (p. 3569).

COMMUNES (petites) : PLUCHET (Alain) (p. 3584, 3585).

COMPAGNIES AERIENNES : LEGRAND (Bernard) (p. 3564, 3565) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3586, 3587).

CONTRIBUTION DES ENTREPRISES A L'EFFORT DE CONSTRUCTION : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3566) ; GIRAUD (Michel) (p. 3568) ; BALARELLO (José) (p. 3571) ; HUCHON (Jean) (p. 3575) ; MATHIEU (Serge) (p. 3576) ; BOYER (Jean) (p. 3580) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3583) ; PLUCHET (Alain) (p. 3584) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3585, 3586) ; MALE (Guy) (p. 3588, 3589).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : VIRAPOULLE (Louis) (p. 3574).

ENTREPRISES (charges des) : Voir CONTRIBUTION DES ENTREPRISES A L'EFFORT DE CONSTRUCTION.

FONDS NATIONAL D'AIDE AU LOGEMENT (FNAL) : Voir CONTRIBUTION DES ENTREPRISES A L'EFFORT DE CONSTRUCTION.

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX (FSGT) : GIRAUD (Michel) (p. 3567, 3568, 3569) ; HUCHON (Jean) (p. 3575).

GREVES : LEGRAND (Bernard) (p. 3564).

HABITATIONS A LOYER MODERE (HLM) : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3566) ; BALARELLO (José) (p. 3570, 3571) ; HUCHON (Jean) (p. 3575).

ILE-DE-FRANCE : GIRAUD (Michel) (p. 3567, 3569) ; LAURENT (Bernard) (p. 3587).

INVESTISSEMENT IMMOBILIER : PLUCHET (Alain) (p. 3584).

LIAISON FIXE TRANSMANCHE : BRACONNIER (Jacques) (p. 3572).

LOGEMENT : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3565 à 3567) ; GIRAUD (Michel (p. 3567, 3568) ; BALARELLO (José) (p. 3570 à 3572) ; HUCHON (Jean) (p. 3574 à 3576) ; MATHIEU (Serge) (p. 3576) ; BOYER (Jean) (p. 3579, 3580) ; PLUCHET (Alain) (p. 3584) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3585, 3586) ; HENRY (Marcel) (p. 3588) ; MALE (Guy) (p. 3588, 3589).

LOGEMENT (aide au) : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3565, 3566, 3567) ; BALARELLO (José) (p. 3570, 3571, 3572) ; HUCHON (Jean) (p. 3574, 3575) ; MATHIEU (Serge) (p. 3576) ; BOYER (Jean) (p. 3580) ; PLUCHET (Alain) (p. 3584) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3585).

LOGEMENT SOCIAL : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3565 à 3567) ; GIRAUD (Michel) (p. 3568) ; BALARELLO (José) (p. 3570) ; Huchon (Jean) (p. 3574, 3575) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3585).

LOI QUILLIOT (loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs) : HUCHON (Jean) (p. 3576) ; PLUCHET (Alain) (p. 3584).

LOIS DE FINANCES : COURRIERE (Raymond) (p. 3581, 3582) ; DAILLY (Etienne) (p. 3581, 3582).

LOYERS : GIRAUD (Michel) (p. 3568) ; BALARELLO (José) (p. 3570, 3571) ; PLUCHET (Alain) (p. 3584) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3585).

MARINE MARCHANDE : PROUVOYEUR (Claude) (p. 3578).

MARINS-PECHEURS : CAIVEAU (Louis) (p. 3581).

MAYOTTE : HENRY (Marcel) (p. 3587, 3588).

MER : GIRAUD (Michel) (p. 3569) ; PROUVOYEUR (Claude) (p. 3578, 3579) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3581).

METEOROLOGIE : CAIVEAU (Louis) (p. 3583).

NAVIGATION AERIENNE : LEGRAND (Bernard) (p. 3564) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3586).

OPERATION BANLIEUE 89 : GIRAUD (Michel) (p. 3567).

PECHE MARITIME : CAIVEAU (Louis) (p. 3581).

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS (POS) : PLUCHET (Alain) (p. 3584, 3585).

POLICE DE L'AIR ET DES FRONTIERES (PAF) : LEGRAND (Bernard) (p. 3565).

POLITIQUE FAMILIALE : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3566).

PORTS MARITIMES : PROUVOYEUR (Claude) (p. 3578, 3579) ; HENRY (Marcel) (p. 3588).

PRETS CONVENTIONNES : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3565) ; BALARELLO (José) (p. 3570) ; HUCHON (Jean) (p. 3575) ; BOYER (Jean) (p. 3580).

PRETS D'ACCESSION A LA PROPRIETE (PAP) : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3565, 3566, 3567) ; GIRAUD (Michel) (p. 3568) ; BALARELLO (José) (p. 3571) ; HUCHON (Jean) (p. 3575) ; BOYER (Jean) (p. 3580) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3585).

PRETS LOCATIFS AIDES (PLA) : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3565) ; BALARELLO (José) (p. 3570, 3571) ; HUCHON (Jean) (p. 3575).

PRIMES A L'AMELIORATION DES LOGEMENTS A USAGE LOCATIF ET A OCCUPATION SOCIALE

(PALULOS) : GIRAUD (Michel) (p. 3567) ; HUCHON (Jean) (p. 3575).

RAPPORT GREGOIRE (batellerie) : BRACONNIER (Jacques) (p. 3572, 3573) ; LAURENT (Bernard) (p. 3587).

REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (RATP) : LOMBARD (Maurice) (p. 3573).

RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS : LOMBARD (Maurice) (p. 3573).

REUNION : VIRAPOULLE (Louis) (p. 3574) ; HENRY (Marcel) (p. 3588).

ROUTES : GIRAUD (Michel) (p. 3568) ; BRACONNIER (Jacques) (p. 3572) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3580, 3581) ; HENRY (Marcel) (p. 3588).

SECURITE AERIENNE : LEGRAND (Bernard) (p. 3564, 3565) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3586).

SECURITE PUBLIQUE : LEGRAND (Bernard) (p. 3565).

SECURITE ROUTIERE : GIRAUD (Michel) (p. 3568, 3569) ; BRACONNIER (Jacques) (p. 3572).

SEINE : LAURENT (Bernard) (p. 3587).

SOCIETE NATIONALE DE SAUVETAGE EN MER (SNSM) : CAIVEAU (Louis) (p. 3583).

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS (SNCF) : GIRAUD (Michel) (p. 3569).

TERRORISME : LEGRAND (Bernard) (p. 3565).

TRAIN A GRANDE VITESSE (TGV) : GIRAUD (Michel) (p. 3569).

TRAMWAY (Grenoble) : LOMBARD (Maurice) (p. 3573).

TRANSPORTS : LEGRAND (Bernard) (p. 3564, 3565) ; GIRAUD (Michel) (p. 3568, 3569) ; BRACONNIER (Jacques) (p. 3572, 3573) ; LOMBARD (Maurice) (p. 3573, 3574) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 3574) ; PROUVOYEUR (Claude) (p. 3578, 3579) ; CAIVEAU (Louis) (p. 3580, 3581) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3586, 3587) ; LAURENT (Bernard) (p. 3587) ; HENRY (Marcel) (p. 3588).

TRANSPORTS AERIENS : LEGRAND (Bernard) (p. 3564, 3565) ; GIRAUD (Michel) (p. 3569) ; VIRAPOULLE (Louis) (p. 3574) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3586, 3587) ; HENRY (Marcel) (p. 3588).

TRANSPORTS EN COMMUN : LOMBARD (Maurice) (p. 3572, 3573).

TRANSPORTS MARITIMES : PROUVOYEUR (Claude) (p. 3578, 3579) ; HENRY (Marcel) (p. 3588).

TRANSPORTS ROUTIERS : CAIVEAU (Louis) (p. 3581).

TRANSPORTS URBAINS : GIRAUD (Michel) (p. 3569) ; LOMBARD (Maurice) (p. 3573).

TRANSPORTS SCOLAIRES : LOMBARD (Maurice) (p. 3573) ; PLUCHET (Alain) (p. 3584, 3585).

UNION NATIONALE INTERPROFESSIONNELLE DU LOGEMENT (UNIL) : MATHIEU (Serge) (p. 3576).

URBANISME : LEGRAND (Bernard) (p. 3569) ; HUCHON (Jean) (p. 3576) ; PLUCHET (Alain) (p. 3584, 3585).

VENDEE : CAIVEAU (Louis) (p. 3580).

VOIES NAVIGABLES : GIRAUD (Michel) (p. 3569) ; BRACONNIER (Jacques) (p. 3572, 3573) ; LAURENT (Bernard) (p. 3587).

SUITE DE LA DISCUSSION GENERALE

TRAVAIL, SANTE, SOLIDARITE

Discussion (29 novembre 1985) (p. 3473, 3488).

MM. Louis Souvet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat ; Jean Madelain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Jean Chérioux, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Louis Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Michel Rufin, Michel Miroudot, Pierre Ceccaldi-Pavard, Raymond Poirier.

AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (ANPE) : SOUVET (Louis) (p. 3473, 3474).

ASSOCIATION NATIONALE POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES (AFPA) : SOUVET (Louis) (p. 3473) ; MADELAIN (Jean) (p. 3476).

ASSURANCE MALADIE-MATERNITE : BOYER (Louis) (p. 3482) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3484) ; RUFIN (Michel) (p. 3485) ; CECCALDI-Pavard (Pierre) (p. 3487) ; POIRIER (Raymond) (p. 3488).

ASSURANCES : BOYER (Louis) (p. 3481) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3484).

ASSURANCE VIEILLESSE : BOYER (Louis) (p. 3482) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3484) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3487).

CAISSE NATIONALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CNAF) : BOYER (Louis) (p. 3482).

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIES (CNAM) : BOYER (Louis) (p. 3482).

CAISSE NATIONALE DE RETRAITE DES AGENTS DES COLLECTIVITES LOCALES (CNRACL) : RUFIN (Michel) (p. 3485) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3487, 3488).

CHOMAGE : SOUVET (Louis) (p. 3473, 3474, 3475) ; MADELAIN (Jean) (p. 3476) ; CHERIOUX (Jean) (p. 3479) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3483) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3486).

CHOMAGE (indemnisation du) : SOUVET (Louis) (p. 3474).

CONTRATS DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE : SOUVET (Louis) (p. 3473).

CONTRATS EMPLOI-FORMATION : MIROUDOT (Michel) (p. 3486).

DECENTRALISATION : CHERIOUX (Jean) (p. 3477, 3478, 3479, 3480) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3484) ; RUFIN (Michel) (p. 3485) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3487, 3488) ; POIRIER (Raymond) (p. 3488).

DEVALUATIONS : SOUVET (Louis) (p. 3474).

EMPLOI : SOUVET (Louis) (p. 3473, 3474, 3475) ; MADELAIN (Jean) (p. 3476, 3477).

EMPLOIS (créations) : SOUVET (Louis) (p. 3473) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3486).

EMPLOIS PUBLICS (créations et suppressions) : SOUVET (Louis) (p. 3473).

ENTREPRISES (création d') : SOUVET (Louis) (p. 3474).

EQUIPEMENTS : CHERIOUX (Jean) (p. 3477, 3478) ; RUFIN (Michel) (p. 3486).

ETUDIANTS : BOYER (Louis) (p. 3482) ; RUFIN (Michel) (p. 3485) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3487).

FEMMES : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3486).

FORMATION PROFESSIONNELLE : SOUVET (Louis) (p. 3474) ; MADELAIN (Jean) (p. 3476) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3486).

HANDICAPES : CHERIOUX (Jean) (p. 3477, 3479) ; BOYER (Louis) (p. 3482) ; RUFIN (Michel) (p. 3485).

HOPITAUX : CHERIOUX (Jean) (p. 3477, 3478, 3479) ; BOYER (Louis) (p. 3481) ; RUFIN (Michel) (p. 3486) ; POIRIER (Raymond) (p. 3488).

HOPITAUX PSYCHIATRIQUES : CHERIOUX (Jean) (p. 3477) ; BOYER (Louis) (p. 3482) ; RUFIN (Michel) (p. 3485).

IMPOTS LOCAUX : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3488).

INFORMATIQUE : POIRIER (Raymond) (p. 3488).

LOIS AUROUX (travail) : SOUVET (Louis) (p. 3473).

MAISONS D'ACCUEIL SPECIALISEES (MAS) : CHERIOUX (Jean) (p. 3479).

MEDECINE : CHERIOUX (Jean) (p. 3477, 3478).

MEDECINE (enseignement) : CHERIOUX (Jean) (p. 3477) ; POIRIER (Raymond) (p. 3488).

MEDECINS : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3486, 3487).

MEDICAMENTS : BOYER (Louis) (p. 3481).

MENSUALISATION (pensions) : BOYER (Louis) (p. 3482).

MUTUELLES (sociétés) : BOYER (Louis) (p. 3481) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3484).

PERSONNES AGEES : CHERIOUX (Jean) (p. 3478, 3479).

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE : SOUVET (Louis) (p. 3473, 3474) ; BOYER (Louis) (p. 3480, 3481, 3482) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3484, 3485) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3486).

POLITIQUE FAMILIALE : BOYER (Louis) (p. 3482).

PRERETRAITES : SOUVET (Louis) (p. 3474).

PROFESSIONS LIBERALES : CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3486, 3487).

PROTECTION SOCIALE : CHERIOUX (Jean) (p. 3477, 3478, 3479) ; BOYER (Louis) (p. 3481, 3482) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3483, 3484).

RETRAITE (âge de la) : SOUVET (Louis) (p. 3474) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3486).

SECURITE SOCIALE : CHERIOUX (Jean) (p. 3477) ; BOYER (Louis) (p. 3480, 3481, 3482) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3484).

SECURITE SOCIALE (cotisations) : BOYER (Louis) (p. 3481).

SECURITE SOCIALE (financement) : BOYER (Louis) (p. 3481, 3482, 3483) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3484) ; RUFIN (Michel) (p. 3485) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 3487).

SECURITE SOCIALE (prestations) : CHERIOUX (Jean) (p. 3478).

TRAVAIL A TEMPS PARTIEL : SOUVET (Louis) (p. 3473).

TRAVAIL (durée du) : SOUVET (Louis) (p. 3474).

TRAVAIL TEMPORAIRE : SOUVET (Louis) (p. 3473).

TRAVAUX D'UTILITE COLLECTIVE (TUC) : SOUVET (Louis) (p. 3474, 3475) ; MADELAIN (Jean) (p. 3476) ; MIROUDOT (Michel) (p. 3486).

UNION NATIONALE POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (UNEDIC) : SOUVET (Louis) (p. 3474, 3475).

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

II – DISCUSSION DES ARTICLES (9 décembre 1985) (p. 3633, 3666) ; (10 décembre 1985) (p. 3673, 3705) : *MM. Christian Poncelet, Henri Duffaut, Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget ; James Marson, Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Pierre Gamboa, Jean-Pierre Masseret, Fernand Lefort, Gérard Delfau, Jean Colin, Paul Robert, Jacques Moutet, Marcel Gargar.*

TITRE Ier

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

I – IMPOTS ET REVENUS AUTORISES

A – Dispositions antérieures

Art. 1er *(Autorisation de percevoir les impôts existants)* – Adopté (p. 3634).

B – Mesures fiscales

a) Impôts sur le revenu

Art. 2 *(Barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)* (p. 3634).

Rejetés : amendements de M. Pierre Gamboa n° I-1 : barème de l'impôt sur le revenu et limitation de l'indexation pour les tranches supérieures (p. 3639) – n° I-2 : création d'une nouvelle tranche supérieure du barème de cet impôt (p. 3639 ; scrutin public n° 23 ; liste des votants p. 3668) – n° I-3, n° I-4 et n° I-5, relatifs à l'attribution d'une demi-part supplémentaire aux couples de contribuables salariés, ayant des enfants (p. 3640 et 3641) – n° I-6 : déduction des dépenses occasionnées par les charges d'une femme de ménage pour les contribuables âgés de plus de 70 ans ; modification du barème de l'impôt (p. 3642) – n° I-7 : montant du plafonnement de la réduction d'impôt de 3 % (p. 3643) – Et n° I-8 : mécanisme de report en arrière pour les contribuables sans emploi, malades ou retraités ; taux de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (p. 3644).

– L'art. 2 est adopté (p. 3644).

b) Mesures relatives aux entreprises

Art. 3 *(Réduction du taux de l'impôt sur le bénéfice des sociétés non distribué)* (p. 3644).

Rejeté : amendement de suppression n° I-9 de M. Pierre Gamboa (p. 3646).

– L'art. 3 est adopté (p. 3646).

Après l'art. 3 (p. 3646).

Rejeté : amendement n° I-10 (art additionnel) de M. Pierre Gamboa : abrogation de l'article 19 de la loi de finances pour 1985 relatif au mécanisme de report en arrière des pertes des entreprises (p. 3647).

Art. 4 *(Assouplissement du régime du report en arrière des pertes des entreprises)* (p. 3647).

Rejeté : amendement de suppression n° I-11 de M. Pierre Gamboa (p. 3647).

– L'art. 4 est adopté (p. 3647).

Après l'art. 4 (p. 3647).

Rejetés : amendements de M. Pierre Gamboa n° I-12 (art additionnel) : suppression de l'avoir fiscal (p. 3648) – Et n° I-13 (art. additionnel) : suppression du système de prélèvement libératoire forfaitaire sur le revenu des produits de placement à revenus fixes (p. 3648).

Art. 5 *(Régime fiscal des sociétés à responsabilité limitée à associé unique et des exploitations agricoles à responsabilité limitée, EARL)* (p. 3648) – Adopté (p. 3649).

Art. 5 bis *(Impôt sur les sociétés : changement de l'objet social ou de l'activité réelle d'une société)* – Adopté (p. 3649).

Art. 6 *(Relèvement du plafond d'amortissement des voitures particulières)* – Adopté (p. 3649).

Art. 7 *(Reconduction d'un prélèvement sur les entreprises de production pétrolière)* (p. 3649).

Adopté : amendement de suppression n° I-76 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 3651).

Devient sans objet : amendement n° I-15 de M. Pierre Gamboa : institution d'une contribution exceptionnelle sur le montant des provisions pour fluctuation des cours figurant au bilan des sociétés pétrolières (p. 3651).

– L'art. 7 est supprimé (p. 3651).

Art. 8 *(Précisions concernant le régime des entreprises nouvelles)* (p. 3651).

Rejeté : amendement de suppression n° I-16 de M. Pierre Gamboa (p. 3651).

– L'art. 8 est adopté (p. 3651).

Après l'art. 8 (p. 3651).

Rejetés : amendements de M. Camille Vallin, soutenus par M. Fernand Lefort, n° I-17 (art. additionnel) : abrogation de l'article 1647 bis du code général des impôts relatif au dégrèvement consenti aux assujettis à la taxe professionnelle (p. 3652) – Et n° I-18 (art. additionnel) : progressivité du dispositif d'allègement de la taxe professionnelle par rapport au taux d'imposition effectivement supporté par les entreprises (p. 3653).

c) Mesures de simplification et d'actualisation

Art. 9 *(Mesures de simplification d'obligations déclaratives)* (p. 3653).

Rejeté : amendement n° I-19 de M. Fernand Lefort : maintien de l'obligation de déclaration annuelle de certains revenus (p. 3653).

– L'art. 9 est adopté (p. 3653).

Art. 10 *(Mesures de recouvrement)* – Adopté (p. 3653).

Après l'art. 10 (p. 3653).

Rejeté : amendement n° I-20 (art. additionnel) de M. Camille Vallin, soutenu par M. Fernand Lefort : cas de dégrèvement des cotisations dues au titre de la taxe d'habitation (p. 3653).

d) Mesures sectorielles et mesures diverses

Art. 11 *(Reconduction de mesures temporaires)* (p. 3654).

Rejeté : amendement n° I-21 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Fernand Lefort : suppression des dispositions de cet article accordant certains avantages aux entreprises créées en 1986 (p. 3654).

– L'art. 11 est adopté (p. 3654).

Art. 12 *(Mesures diverses en faveur de la presse)* (p. 3654).

Rejeté : amendement n° I-22 de M. Charles Lederman, soutenu par M. James Marson : abrogation de l'article 39 bis du code général des impôts sur les crédits d'aide à la presse écrite (p. 3655).

– L'art. 12 est adopté (p. 3655).

Après l'art. 12 (p. 3655).

Rejeté : amendement n° I-23 (art. additionnel) de M. Jean-Luc Bécart, soutenu par M. Pierre Gamboa : suppression de l'application de la TVA aux attributions de combustible au personnel des houillères nationales (p. 3655).

Art. 13 *(Aménagement du régime de TVA en faveur du secteur culturel)* – Adopté (p. 3655).

Art. 13 bis *(Relèvement du seuil d'exigibilité de la taxe sur les salaires due par les associations)* – Adopté (p. 3655).

Avant l'art. 14 (p. 3655).

Adopté : amendement n° I-77 (art. additionnel) de M. Maurice Blin, rapporteur général : absence de prise en compte, dans les bases de l'impôt sur les grandes fortunes, des immeubles classés monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques régulièrement ouverts au public dans le cadre d'une convention passée entre l'Etat et les propriétaires ; diminution de moitié lorsque seuls les parcs ou jardins sont régulièrement ouverts au public (p. 3656).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3656).

Art. 14 *(Impôt sur les grandes fortunes : actualisation des seuils ; majoration conjoncturelle)* (p. 3656).

Adopté : amendement de suppression n° I-78 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 3658).

Deviennent sans objet : amendements de M. Fernand Lefort n° I-24 : doublement des taux de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 3658) – Et n° I-25 : création d'un seuil minimum déclaratif pour l'impôt sur les grandes fortunes (p. 3658).

– L'art. 14 est supprimé (p. 3658).

Art. 14 bis *(Relèvement de divers tarifs de droits indirects ou de timbre)* – Adopté (p. 3658).

Art. 15 *(Détaxation des carburants agricoles)* – Adopté (p. 3658).

Après l'art. 15 (p. 3658).

Rejeté : amendement n° I-26 (art. additionnel) de M. Louis Minetti, soutenu par M. Pierre Gamboa : allègement des charges des agriculteurs par attribution à chaque exploitant d'un contingent de fioul détaxé et bénéfice de mesures analogues pour les consommateurs de gaz (p. 3659).

Art. 16 *(Tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, TIPP)* (p. 3659).

Adopté : amendement de suppression n° I-79 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 3661).

Deviennent sans objet : amendements de M. Pierre Gamboa n° I-27 : suppression de l'indexation sur la septième tranche pour la taxe intérieure sur les produits pétroliers pendant l'année 1986 (p. 3661) – Et n° I-28 : inapplicabilité de la majoration de la fiscalité sur le fioul lourd aux livraisons destinées au chauffage des immeubles d'habitation (p. 3661).

– L'art. 16 est supprimé (p. 3661).

Art. 17 *(Tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, TIPP : institution d'une nouvelle ligne)* (p. 3661).

Adopté : amendement de suppression n° I-80 de M. Maurice Blin, rapporteur général.

– L'art. 17 est supprimé (p. 3662).

Art. 18 *(Abrogation de l'ordonnance du 18 mai 1983 relative à la majoration de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, TIPP)* – Adopté (p. 3662).

Après l'art. 18 (p. 3662).

Rejetés : amendements n° I-29 (art. additionnel) de M. Pierre Gamboa : paiement aux porteurs des titres de l'emprunt Giscard 1973 d'un taux d'intérêt correspondant à la moyenne des intérêts payés par l'Etat (p. 3662) – Et n° I-30 (art. additionnel) de M. Marcel Gargar : tarif de la soulte pour les rhums et tafias introduits en France en sus du contingent prévu à l'article 362 du code général des impôts (p. 3663).

Art. 18 bis *(Actualisation de l'assiette des versements dus par les entreprises au titre du 0,2 % pour la formation continue)* – Adopté (p. 3663).

II – RESSOURCES AFFECTEES

Art. 19 *(Dispositions relatives aux affectations)* – Adopté (p. 3663).

Art. 20 *(Taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA)* – Adopté (p. 3663).

Art. 21 *(Aménagement de la taxe et prélèvement sur certaines recettes perçues par les sociétés diffusant des programmes de télévision)* (p. 3663) – Adopté (p. 3664).

Art. 22 *(Aménagement des recettes du compte d'affectation spéciale – Fonds national pour le développement du sport)* – Adopté (p. 3664).

Art. 23 *(Fixation du taux de prélèvement sur le produit net prévisionnel de la TVA pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement versée aux collectivités locales)* (p. 3664).

Adopté : amendement n° I-87 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat : rectification du taux pour coordination (p. 3664).

Rejeté : amendement n° I-31 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Fernand Lefort : abondement de la dotation globale de fonctionnement (p. 3664).

– L'art. 23, ainsi modifié, est adopté (p. 3664).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Art. 24 *(Confirmation de dispositions législatives antérieures)* – Adopté (p. 3664).

Art. 25 *(Majoration de rentes viagères)* – Adopté (p. 3665).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Art. 26 *(Equilibre général du budget)* **et état A** (p. 3673).

Adopté : amendement de suppression n° I-81 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 3685).

Devient sans objet : amendement n° I-88 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat : modification des évaluations de recettes en fonction des dispositions votées par le Sénat (p. 3685).

– L'art. 26 est supprimé (p. 3685).

Explications de vote sur l'ensemble de la première partie : interventions de MM. Maurice Blin, rapporteur général (p. 3685, 3686) et Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (p. 3686, 3687 ; 3699, 3700, 3701, 3702, 3703, 3704) ; Jean-Pierre Fourcade (p. 3687 à 3690, 3704) ; Stéphane Bonduel (p. 3690) ; Henri Duffaut (p. 3690 à 3693) ; James Marson (p. 3693, 3694) ; René Monory (p. 3694 à 3696, 3704) ; Christian Poncelet (p. 3696 à 3698) ; Paul Girod (p. 3698, 3699) ; Pierre Gamboa (p. 3703, 3704).

Scrutin public (n° 24 ; p. 3705 ; liste des votants p. 3734, 3735).

Rejet de la première partie (10 décembre 1985) (p. 3705).

Rejet du projet de loi de finances (10 décembre 1985) (p. 3705).

Discussion (nouvelle lecture)

(18 décembre 1985) (p. 4214, 4215).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4214, 4215) : *MM. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation ; Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Pierre Gamboa.*

AGRICULTEURS : EMMANUELLI (Henri) (p. 4214) ; BLIN (Maurice) (p. 4214).

ENTREPRISES : EMMANUELLI (Henri) (p. 4214) ; BLIN (Maurice) (p. 4214) ; GAMBOA (Pierre) (p. 4215).

IMPOTS ET TAXES : EMMANUELLI (Henri) (p. 4214) ; BLIN (Maurice) (p. 4214).

POLITIQUE ECONOMIQUE : GAMBOA (Pierre) (p. 4215).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable, de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 4215) – *MM. Maurice Blin, rapporteur général ; Bernard Parmantier, Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat.*

Adoption de la motion (p. 4215 ; scrutin public n° 39 ; liste des votants p. 4380).

Rejet du projet de loi (18 décembre 1985) (p. 4215).

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, 7
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
LOIS DE REGLEMENT, 2, DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1
SECURITE SOCIALE, 1

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

1. – **Projet de loi de finances rectificative pour 1985,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et par M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation (29 novembre 1985) [n° **3143**] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission de la défense nationale – Rapport de M. Christian Pierret (5 décembre 1985) [n° **3162**] – Avis de M. Jean-Michel Boucheron (10 décembre 1985) [n° **3168**] – Discussion (11 décembre 1985) – Adoption (11 décembre 1985) [n° **949**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 décembre 1985) [n° **193** (85-86)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Maurice Blin (13 décembre 1985) [n° **212** (85-86)] – Discussion (18 décembre 1985) (p. 4215, 4231) – Rejet (18 décembre 1985) [n° **81**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 décembre 1985) [n° **3230**] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Christian Pierret (19 décembre 1985) [n° **3242**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Maurice Blin (19 décembre 1985) [n° **251** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (19 décembre 1985) [n° **3230**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret (19 décembre 1985) [n° **3246**] – Discussion (19 décembre 1985) – Adoption (19 décembre 1985) [n° **984**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (20 décembre 1985) [n° **262** (85-86)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Maurice Blin (20 décembre 1985) [n° **264** (85-86)] – Discussion (20 décembre 1985) (p. 4524, 4533) – Rejet (20 décembre 1985) [n° **97**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 décembre 1985) [n° **3291**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret (20 décembre 1985) [n° **3293**] – Discussion (20 décembre 1985) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **992**].

DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL déclarant le texte conforme à la Constitution, à l'exception des dispositions de l'art. 28, le 28 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 29 décembre 1985).

PROMULGATION : Loi n° 85-1404 du 30 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 31 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1985) (p. 4215, 4231).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4215, 4220) : *MM. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation ; Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Jacques Chaumont, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Fernand Lefort.*

AGRICULTURE : EMMANUELLI (Henri) (p. 4217).

ALLOCATION LOGEMENT : EMMANUELLI (Henri) (p. 4217).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : LEFORT (Fernand) (p. 4220).

ASSURANCE VIEILLESSE : BLIN (Maurice) (p. 4218).

CHOMAGE (indemnisation du) : EMMANUELLI (Henri) (p. 4216).

COLLECTIVITES LOCALES : EMMANUELLI (Henri) (p. 4216, 4217).

COMMERCE EXTERIEUR : BLIN (Maurice) (p. 4217).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : EMMANUELLI (Henri) (p. 4216).

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR : BLIN (Maurice) (p. 4218).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions) : BLIN (Maurice) (p. 4218).

CONSTRUCTION NAVALE : EMMANUELLI (Henri) (p. 4217).

DEFICIT BUDGETAIRE : EMMANUELLI (Henri) (p. 4216) ; BLIN (Maurice) (p. 4218) ; LEFORT (Fernand) (p. 4219).

DEPARTEMENTS : EMMANUELLI (Henri) (p. 4216).

DEPENSES MILITAIRES : CHAUMONT (Jacques) (p. 4219).

DETTE PUBLIQUE : EMMANUELLI (Henri) (p. 4216) ; BLIN (Maurice) (p. 4218).

ELECTRONIQUE (industrie) : BLIN (Maurice) (p. 4218).

ENTREPRISES : EMMANUELLI (Henri) (p. 4217).

EPARGNE : EMMANUELLI (Henri) (p. 4217) ; BLIN (Maurice) (p. 4218).

FINANCES PUBLIQUES : EMMANUELLI (Henri) (p. 4216).

FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : EMMANUELLI (Henri) (p. 4217).

FONDS D'INTERVENTION POUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (FIAT) : EMMANUELLI (Henri) (p. 4217).

IMPOTS ET TAXES : LEFORT (Fernand) (p. 4219).

LIBAN : CHAUMONT (Jacques) (p. 4219).

MARCHE A TERME D'INSTRUMENTS FINANCIERS (MATIF) : EMMANUELLI (Henri) (p. 4217).

MONNAIES : BLIN (Maurice) (p. 4217) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 4220).

NOUVELLE-CALEDONIE : EMMANUELLI (Henri) (p. 4217).

OBLIGATIONS : EMMANUELLI (Henri) (p. 4217) ; BLIN (Maurice) (p. 4218).

OPERATIONS EXTERIEURES (armée) : EMMANUELLI (Henri) (p. 4217) ; CHAUMONT (Jacques) (p. 4219).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (budget annexe) : EMMANUELLI (Henri) (p. 4216, 4217) ; BLIN (Maurice) (p. 4218).

PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) : BLIN (Maurice) (p. 4217).

SOCIETE NATIONALE D'ETUDE ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVIATION (SNECMA) : CHAUMONT (Jacques) (p. 4219).

SOCIETE NATIONALE INDUSTRIELLE AEROSPATIALE (SNIAS) : CHAUMONT (Jacques) (p. 4219).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) : LEFORT (Fernand) (p. 4219, 4220).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4220, 4231) : *MM. Louis Jung, Maurice Blin, rapporteur général ; Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat ; Jacques Descours Desacres, Stéphane Bonduel.*

Art. 1er et état A *(Equilibre général)* (p. 4220) – Adoptés (p. 4223).

Art. 2 et état B *(Dépenses ordinaires des services civils – Ouvertures de crédits)* – Adoptés (p. 4224).

Art. 3 et état C *(Dépenses en capital des services civils – Ouvertures de crédits)* (p. 4224) – Adoptés (p. 4226).

Art. 4 *(Dépenses ordinaires des services militaires – Ouvertures de crédits)* – Adopté (p. 4226).

Art. 5 *(Dépenses en capital des services militaires – Ouvertures de crédits)* – Adopté (p. 4226).

Art. 5 bis *(Dépenses ordinaires des services civils – Annulation)* – Adopté (p. 4226).

Art. 5 ter *(Dépenses en capital des services civils – Annulation)* – Adopté (p. 4226).

Art. 6 *(Budget annexe des postes et télécommunications – Ouvertures de crédits)* – Adopté (p. 4226).

Art. 7 *(Clarification des conditions d'exonération des plus-values réalisées par les petites entreprises en cas de cession ou de cessation d'activité – Art. 202 bis du code général des impôts)* – Adopté (p. 4226).

Après l'art. 7 (p. 4226).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Jean-Marie Rausch, soutenus par M. Louis Jung, n° 4 : extension aux entreprises commerciales des exonérations prévues dans le cas de reprise d'entreprises industrielles en difficulté (p. 4227) – Et n° 5 : extension du régime de l'amortissement exceptionnel prévu pour les subventions d'équipement aux primes régionales à l'emploi et à la création d'entreprises (p. 4227).

Art. 8 *(Extension de la provision pour égalisation des risques aux risques spatiaux – Art. 39 quinquies G du code général des impôts)* – Adopté (p. 4227).

Art. 8 bis *(Modalités d'imposition du produit des obligations à coupon unique ou à coupon zéro – Art. 14 de la loi du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier)* – Adopté (p. 4227).

Art. 8 ter *(Fiscalité des opérations réalisées sur le marché à terme d'instruments financiers, MATIF)* (p. 4227) – Adopté (p. 4228).

Art. 9 *(Harmonisation des règles de répartition de la valeur locative des ouvrages hydrauliques entre les communes concernées – Art. 1399 et 1475 du code général des impôts)* – Adopté (p. 4228).

Après l'art. 9 (p. 4228).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Jean-François Pintat, soutenus par M. Jacques Descours Desacres, n° 1 : extension aux communes non-membres d'un syndicat de l'exonération des frais de perception de la taxe sur l'électricité par EDF (p. 4228) – Et n° 3 : cas d'exonération de la taxe à partir d'une certaine puissance d'électricité et éventualité d'une modification du statut de l'entreprise (p. 4229).

– Deux art. additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4228, 4229).

Art. 10 *(Validation du barème d'évaluation des valeurs locatives foncières appliqué aux autoroutes – Art. 1501 du code général des impôts)* – Adopté (p. 4229).

Art. 11 *(Dispositions d'harmonisation communautaire en matière de TVA – Art. 261, 262, 291 et 293 du code général des impôts)* – Adopté (p. 4229).

Art. 12 *(Tabacs – Aménagement du monopole – Art. 570 du code général des impôts)* – Adopté (p. 4229).

Art. 13 *(Abrogation de la taxe sur les huiles neuves minérales ou synthétiques)* – Adopté (p. 4229).

Art. 13 bis *(Etablissement d'un cadastre parcellaire à Saint-Pierre-et-Miquelon)* – Adopté (p. 4229).

Art. 14 *(Régime des opérations foncières en Guyane – Art. L. 91 du code du domaine de l'Etat)* – Adopté (p. 4230).

Art. 15 *(Dévolution des biens utilisés par le service des alcools)* – Adopté (p. 4230).

Art. 15 bis *(Aménagement de l'intégration fiscale des communes situées dans des agglomérations nouvelles)* – Adopté (p. 4230).

Art. 16 *(Dévolution des biens utilisés par l'Union des groupements d'achats publics, UGAP)* – Adopté (p. 4230).

Art. 17 *(Modification de l'assiette de la contribution au fonds de compensation des risques de l'assurance construction)* (p. 4230).

Adopté : amendement de suppression n° 8 de M. Jean Colin, soutenu par M. Louis Jung (p. 4231).

– L'art. 17 est supprimé (p. 4231).

In fine (p. 4231).

Adopté : amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Stéphane Bonduel : plans d'épargne entreprise : relèvement du plafond de l'abondement bénéficiant d'allègement fiscal ; gage par le relèvement du taux de la taxe sur les transactions des métaux précieux (p. 4231).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4231).

Scrutin public (p. 4231 ; n° 40 ; liste des votants p. 4381).

Rejet (18 décembre 1985) (p. 4231).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 décembre 1985) (p. 4524, 4533).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4524, 4525) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation.*

ASSOCIATION DIWAN : BLIN (Maurice) (p. 4525).

COMMERCE ET ARTISANAT : BLIN (Maurice) (p. 4524) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 4525).

CREDIT-BAIL : BLIN (Maurice) (p. 4524) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 4525).

ENSEIGNEMENT : BLIN (Maurice) (p. 4525).

FONDS DE COMMERCE : Voir CREDIT-BAIL.

LANGUES REGIONALES : BLIN (Maurice) (p. 4525).

REGIONS : BLIN (Maurice) (p. 4524).

TRANSPORTS MARITIMES : BLIN (Maurice) (p. 4525).

VALEURS MOBILIERES : BLIN (Maurice) (p. 4524).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4525, 4533)

Art. 1er et état A (p. 4525) – Rejetés (p. 4529).

Art. 2 et état B (p. 4529) – Rejetés (p. 4530).

Art. 3 et état C (p. 4530) – Rejetés (p. 4531).

Art. 4, 5, 5 bis, 5 ter, 5 quater, 6, 7, 7 bis, 8, 8 bis A – Rejetés (p. 4531).

Art. 8 bis, 8 ter, 9 à 13, 13 bis – Rejetés (p. 4532).

Art. 14, 15, 15 bis, 16 à 19 – Rejetés (p. 4533).

Rejet (20 décembre 1985) (p. 4533).

Voir aussi LOIS DE REGLEMENT, **2**, DG

LOIS DE PROGRAMME

Voir ENSEIGNEMENT, **4**
POLICE, **1**
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1**

LOIS DE REGLEMENT

1. – **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et par M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation (21 décembre 1984) [n° **2562**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret (18 avril 1985) [n° **2639**] – Discussion (21 mai 1985) – Adoption (21 mai 1985) [n° **786**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 mai 1985) [n° **300** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Maurice Blin (28 mai 1985) [n° **323** (84-85)] – Discussion (5 juin 1985) (p. 883, 988) – Rejet (5 juin 1985) [n° **118**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (6 juin 1985) [n° **2742**] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Christian Pierret (19 juin 1985) [n° **2798**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Maurice Blin (19 juin 1985) [n° **393** (84-85)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (6 juin 1985) [n° **2742**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret (20 juin 1985) [n° **2802**] – Discussion (20 juin 1985) – Adoption (20 juin 1985) [n° **828**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (21 juin 1985) [n° **411** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Maurice Blin (27 juin 1985) [n° **433** (84-85)] – Discussion (27 juin 1985) (p. 1767, 1775) – Rejet (27 juin 1985) [n° **161**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (27 juin 1985) [n° **2864**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret (28 juin 1985) [n° **2867**] – Discussion (28 juin 1985) – Adoption (28 juin 1985) [n° **853**].

DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL : non conforme, le 24 juillet 1985 (JO Lois et décrets du 26 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(5 juin 1985) (p. 883, 988).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 883, 901) : *MM. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation ; Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Jean François-Poncet, Christian Poncelet, Pierre Gamboa, Philippe de Bourgoing, Henri Duffaut, Louis Perrein, Pierre Sicard.*

AFFAIRE STAVISKY : EMMANUELLI (Henri) (p. 895) ; PONCELET (Christian) (p. 895).

ASSOCIATION FRANCAISE D'ACTION TOURISTIQUE (AFAT) : BLIN (Maurice) (p. 889).

CAISSES D'EPARGNE (livret A) : EMMANUELLI (Henri) (p. 894).

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES (CNES) : FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 891).

CHOMAGE : GAMBOA (Pierre) (p. 895) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 897) ; DUFFAUT (Henri) (p. 899).

COMMERCE EXTERIEUR : EMMANUELLI (Henri) (p. 884, 890) ; BLIN (Maurice) (p. 888) ; GAMBOA (Pierre) (p. 896) ; SICARD (Pierre) (p. 900).

COMPAGNIE FRANCAISE D'ASSURANCE POUR LE COMMERCE EXTERIEUR (COFACE) : EMMANUELLI (Henri) (p. 885).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions) : EMMANUELLI (Henri) (p. 885) ; BLIN (Maurice) (p. 888, 890, 900) ; FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 891) ; PERREIN (Louis) (p. 899) ; SICARD (Pierre) (p. 901).

COUR DE DISCIPLINE BUDGETAIRE : PONCELET (Christian) (p. 901).

COUR DES COMPTES (rapport annuel) : BLIN (Maurice) (p. 887) ; FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 892) ; PONCELET (Christian) (p. 892) ; GAMBOA (Pierre) (p. 895) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 897) ; PERREIN (Louis) (p. 899) ; SICARD (Pierre) (p. 900).

DEFICIT BUDGETAIRE : EMMANUELLI (Henri) (p. 884) ; BLIN (Maurice) (p. 888) ; PONCELET (Christian) (p. 893) ; GAMBOA (Pierre) (p. 895, 896) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 897) ; DUFFAUT (Henri) (p. 898).

DETTE EXTERIEURE : BLIN (Maurice) (p. 887).

DETTE PUBLIQUE : EMMANUELLI (Henri) (p. 884, 885) ; BLIN (Maurice) (p. 887) ; GAMBOA (Pierre) (p. 896) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 897) ; DUFFAUT (Henri) (p. 898, 899) ; SICARD (Pierre) (p. 900).

DEVALUATIONS : BLIN (Maurice) (p. 887, 889) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 897) ; SICARD (Pierre) (p. 901).

ELECTRONIQUE (industrie) : FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 891).

EMPRUNTS OBLIGATOIRES : GAMBOA (Pierre) (p. 895) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 897).

ENTREPRISES : EMMANUELLI (Henri) (p. 884) ; GAMBOA (Pierre) (p. 896).

EXPORTATIONS : EMMANUELLI (Henri) (p. 885).

FAUX EN ECRITURES PUBLIQUES : PONCELET (Christian) (p. 893).

FINANCES PUBLIQUES : PONCELET (Christian) (p. 894, 901).

FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA : EMMANUELLI (Henri) (p. 885, 886) ; BLIN (Maurice) (p. 889) ; SICARD (Pierre) (p. 901).

FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FDES) : BLIN (Maurice) (p. 889) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 897).

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI) : EMMANUELLI (Henri) (p. 885) ; BLIN (Maurice) (p. 889).

IMPOT SUR LE REVENU : BOURGOING (Philippe de) (p. 897) ; DUFFAUT (Henri) (p. 899).

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES (IGF) : GAMBOA (Pierre) (p. 896).

INDUSTRIALISATION : EMMANUELLI (Henri) (p. 884) ; BLIN (Maurice) (p. 890).

INFLATION : EMMANUELLI (Henri) (p. 884, 890) ; BLIN (Maurice) (p. 887, 888) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 897) ; SICARD (Pierre) (p. 901).

INTERET (taux d') : EMMANUELLI (Henri) (p. 885).

INVESTISSEMENTS : EMMANUELLI (Henri) (p. 884) ; GAMBOA (Pierre) (p. 896) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 897).

MANIFESTATIONS : GAMBOA (Pierre) (p. 897).

PARLEMENT (rôle du) : BOURGOING (Philippe de) (p. 897) ; BLIN (Maurice) (p. 900).

POLICE : GAMBOA (Pierre) (p. 897).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (budget annexe) : EMMANUELLI (Henri) (p. 885, 894) ; BLIN (Maurice) (p. 888, 889, 900) ; FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 891, 892) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 897) ; PERREIN (Louis) (p. 899, 900) ; SICARD (Pierre) (p. 901).

PRIX : EMMANUELLI (Henri) (p. 884) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 897).

RECHERCHE : BLIN (Maurice) (p. 890).

SACILOR (Société) : EMMANUELLI (Henri) (p. 886) ; BLIN (Maurice) (p. 889) ; PONCELET (Christian) (p. 893) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 897) ; SICARD (Pierre) (p. 901).

TARIFS PUBLICS : GAMBOA (Pierre) (p. 895) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 897).

TARIFS PUBLICS (PTT) : FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 891, 892).

TAXE SPECIFIQUE SUR LES PRODUITS PETROLIERS : GAMBOA (Pierre) (p. 895).

TRAVAUX D'INTERET GENERAL (TIG) : GAMBOA (Pierre) (p. 896).

TRAVAUX D'UTILITE COLLECTIVE (TUC) : GAMBOA (Pierre) (p. 896).

UGINE KUHLMANN (société) : BLIN (Maurice) (p. 889).

USINOR (société) : EMMANUELLI (Henri) (p. 886) ; BLIN (Maurice) (p. 889) ; PONCELET (Christian) (p. 893) ; BOURGOING (Philippe de) (p. 897) ; SICARD (Pierre) (p. 901).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 902, 988) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général ; Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat.*

Art. 1er *(Résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1983)* (p. 902).

Adopté : amendement n° 1 de suppression de cet article de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 903).

– L'art. 1er est supprimé (p. 903).

Art. 2 *(Recettes du budget général)* et tableau A (p. 903).

Adopté : amendement n° 2 de suppression de cet article de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 904).

– L'art. 2 et le tableau A annexé sont supprimés (p. 904).

Art. 3 *(Dépenses ordinaires civiles du budget général)* **et tableau B** (p. 904).

Adopté : amendement n° 3 de suppression de cet article de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 930).

– L'art. 3 et le tableau B annexé sont supprimés (p. 930).

Art. 4 *(Dépenses civiles en capital du budget général)* **et tableau C** (p. 930).

Adopté : amendement n° 4 de suppression de cet article de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 954).

– L'art. 4 et le tableau C annexé sont supprimés (p. 954).

Art. 5 *(Dépenses ordinaires militaires du budget général)* **et tableau D** (p. 956).

Adopté : amendement n° 5 de suppression de cet article de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 960).

– L'art. 5 et le tableau D annexé sont supprimés (p. 960).

Art. 6 *(Dépenses militaires en capital du budget général)* **et tableau E** (p. 960).

Adopté : amendement n° 6 de suppression de cet article de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 964).

– L'art. 6 et le tableau E annexé sont supprimés (p. 964).

Art. 7 *(Résultat du budget général de 1983)* **et tableau F** (p. 966).

Adopté : amendement n° 7 de suppression de cet article de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 966).

– L'art. 7 et le tableau F annexé sont supprimés (p. 966).

Art. 8 *(Résultats des budgets annexes (services civils)* **et tableau G** (p. 967).

Adopté : amendement n° 8 de suppression de cet article de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 970).

– L'art. 8 et le tableau G annexé sont supprimés (p. 970).

Art. 9 *(Résultats des budgets annexes (services militaires)* **et tableau H** (p. 971).

Adopté : amendement n° 9 de suppression de cet article de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 972).

– L'art. 9 et le tableau H annexé sont supprimés (p. 792).

Art. 10 *(Comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 1984)* **et tableau I** (p. 974).

Adopté : amendement n° 10 de suppression de cet article de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 984).

– L'art. 10 et le tableau I annexé sont supprimés (p. 984).

Art. 11 *(Comptes spéciaux définitivements clos au titre de l'année 1983)* **et tableau J** (p. 984).

Adopté : amendement n° 11 de suppression de cet article de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 986).

– L'art. 11 et le tableau J annexé sont supprimés (p. 986).

Art. 12 *(Résultats des opérations d'emprunts pour l'année 1983)* (p. 988).

Adopté : amendement n° 12 de suppression de cet article de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 988).

– L'art. 12 est supprimé (p. 988).

Art. 13 *(Gestion de fait – Reconnaissance d'utilité publique de dépenses)* (p. 988).

Adopté : amendement n° 13 de suppression de cet article de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 988).

– L'art. 13 est supprimé (p. 988).

Art. 14 *(Apurement du fonds de compensation pour la TVA)* (p. 988).

Adopté : amendement n° 14 de suppression de cet article, de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 988).

– L'art. 14 est supprimé (p. 988).

Art. 15 *(Transports aux découverts du Trésor des résultats définitifs de 1983)* (p. 988).

Adopté : amendement n° 15 de suppression de cet article de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 988).

– L'art. 15 est supprimé (p. 988).

Rejet (5 juin 1985) (p. 988).

Discussion (nouvelle lecture)

(27 juin 1985) (p. 1767, 1775).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1767) : *MM. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation ; Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Pierre Gamboa.*

LOIS DE REGLEMENT : EMMANUELLI (Henri) (p. 1767) ; BLIN (Maurice) (p. 1767) ; GAMBOA (Pierre) (p. 1767).

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE : GAMBOA (Pierre) (p. 1767).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1768, 1775) : *MM. Pierre Gamboa, Jean-Pierre Masseret.*

Art. 1er – Rejeté (p. 1769).

Art. 2 et tableau A annexé – Rejetés (p. 1769).

Art. 3 et tableau B annexé – Rejetés (p. 1770).

Art. 4 et tableau C annexé – Rejetés (p. 1770).

Art. 5 et tableau D annexé – Rejetés (p. 1770).

Art. 6 et tableau E annexé – Rejetés (p. 1771).

Art. 7 et tableau F annexé – Rejetés (p. 1771).

Art. 8 et tableau G annexé – Rejetés (p. 1771).

Art. 9 et tableau H annexé – Rejetés (p. 1772).

Art. 10 et tableau I annexé – Rejetés (p. 1773).

Art. 11 et tableau J annexé – Rejetés (p. 1774).

Art. 12 – Rejeté (p. 1774).

Art. 13 à 15 – Rejetés (p. 1775).

Rejet (27 juin 1985) (p. 1775).

2. – **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et par M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé du budget et de la consommation (4 décembre 1985) [n° **3152**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret (11 décembre 1985) [n° **3171**] – URGENCE – Discussion (12 décembre 1985) – Adoption (12 décembre 1985) [n° **950**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 décembre 1985) [n° **208** (85-86)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Maurice Blin (13 décembre 1985) [n° **213** (85-86)] – Discussion (18 décembre 1985) (p. 4232, 4372) – Rejet (18 décembre 1985) [n° **82**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 décembre 1985) [n° **3229**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rappport de M. Christian Pierret (19 décembre 1985) [n° **3243**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Maurice Blin (19 décembre 1985) [n° **252** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (19 décembre 1985) [n° **3229**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret (19 décembre 1985) [n° **3247**] – Discussion (19 décembre 1985) – Adoption (19 décembre 1985) [n° **985**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (20 décembre 1985) [n° **263** (85-86)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Maurice Blin (20 décembre 1985) [n° **265** (85-86)] – Discussion (20 décembre 1985) (p. 4533, 4539) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **98**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 décembre 1985) [n° **3292**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret (20 décembre 1985) [n° **3294**] – Discussion (20 décembre 1985) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **993**].

DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL : conforme, le 16 janvier 1986 (*J.O.* Lois et décrets du 18 janvier 1986).

PROMULGATION : Loi n° 86-94 du 20 janvier 1986 (*J.O.* Lois et décrets du 23 janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1985) (p. 4232, 4372).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4232, 4233) : *MM. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation ; Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances.*

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions) : EMMANUELLI (Henri) (p. 4232) ; BLIN (Maurice) (p. 4232).

COUR DES COMPTES : BLIN (Maurice) (p. 4232) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 4233).

ENTREPRISES NATIONALES : BLIN (Maurice) (p. 4232).

FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA : BLIN (Maurice) (p. 4232).

LOIS DE FINANCES : EMMANUELLI (Henri) (p. 4232).

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES : BLIN (Maurice) (p. 4232) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 4232).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (budget annexe) : BLIN (Maurice) (p. 4232) ; EMMANUELLI (Henri) (p. 4232).

SACILOR (société) : BLIN (Maurice) (p. 4232).

UGINE KUHLMANN (société) : BLIN (Maurice) (p. 4232).

URGENCE (procédure) : EMMANUELLI (Henri) (p. 4232).

USINOR (société) : BLIN (Maurice) (p. 4232).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4233, 4372)

Art. 1er *(Résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour 1983)* (p. 4233) – Rejeté (p. 4234).

Art. 2 et tableau A annexé *(Recettes du budget général)* (p. 4234) – Rejetés (p. 4238).

Art. 3 et tableau B annexé *(Dépenses ordinaires civiles du budget général)* (p. 4238) – Rejetés (p. 4284).

Art. 4 et tableau C annexé *(Dépenses civiles en capital du budget général)* (p. 4284) – Rejetés (p. 4328).

Art. 5 et tableau D annexé *(Dépenses ordinaires militaires du budget général)* (p. 4328) – Rejetés (p. 4336).

Art. 6 et tableau E annexé *(Dépenses militaires en capital du budget général)* (p. 4336) – Rejetés (p. 4344).

Art. 7 et tableau F annexé *(Résultat du budget général de 1983)* (p. 4344) – Rejetés (p. 4346).

Art. 8 et tableau G annexé *(Résultats définitifs des budgets annexes (services civils)* (p. 4346) – Rejetés (p. 4351).

Art. 9 et tableau H annexé *(Résultats définitifs des budgets annexes (services militaires)* (p.4351) – Rejetés (p. 4354).

Art. 10 et tableau I annexé *(Résultats définitifs des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent en 1984)* (p.4354) – Rejetés (p. 4368).

Art. 11 et tableau J annexé *(Résultats définitifs des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1983)* (p. 4368) – Rejetés (p. 4372).

Art. 12 *(Résultats des opérations d'emprunts à la charge du Trésor)* – Rejeté (p. 4372).

Art. 13 *(Gestion de fait – Reconnaissance d'utilité publique de dépenses)* – Rejeté (p. 4372).

Art. 14 *(Apurement du compte « fonds de compensation pour la TVA »)* – Rejeté (p. 4372).

Art. 15 *(Transports aux découverts du Trésor des résultats définitifs pour 1983)* – Rejeté (p. 4372).

Rejet (18 décembre 1985) (p. 4372).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 décembre 1985) (p. 4533, 4539).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4533, 4534) : *M. Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances* (p. 4533, 4534).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4534, 4539)

Art. 1er – Rejeté (p. 4534).

Art. 2 à 11 et tableaux A à J annexés – Rejetés (p. 4535 à 4539).

Art. 12 à 15 – Rejetés (p. 4539).

Rejet (20 décembre 1985) (p. 4539).

Voir aussi COUR DES COMPTES (rapport annuel), **1**

LOIS DEBRE ET GUERMEUR (enseignement)

Voir ASSURANCE VIEILLESSE (régime des fonctionnaires civils et militaires), **1**, DG

LOIS ORGANIQUES

Voir CONSTITUTION, **1** ; **3**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **2** ; **3**, DG ; **4** ; **7**
LOIS DE FINANCES, **1** ; **2**

LOISIRS

Voir MER ET LITTORAL, **2**

LORRAINE

Voir ASSOCIATIONS, **1**, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**

URBANISME, 2, DG

LOTERIES

Voir ARMES ET MUNITIONS, 1, DG

LOTISSEMENTS

Voir CONSTRUCTION, 1

LOTO SPORTIF

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Jeunesse et sports
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 3

LOYERS

Voir BAUX, 1
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 25

LUTHERIE

Voir BOIS ET FORETS, 1, DG

LUXEMBOURG

Voir AUDIOVISUEL, 3, DG

LYCEES

Voir ENSEIGNEMENT, 4, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Education nationale
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 4

LYCEES D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (LEP)

Voir ENSEIGNEMENT, 4
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Education nationale
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 4, 125

LYCEES PROFESSIONNELS

Voir ENSEIGNEMENT, 4, DG

M

MACHINE-OUTIL (industrie)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 23, 125

MAGISTRATS

Voir JUSTICE, 2, DG
LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Justice
NOUVELLE-CALEDONIE, 3 ; 4
PROCEDURE PENALE, 1, DG ; 2

MAGISTRATURE

Voir JUSTICE, 2
PROCEDURE PENALE, 2, DG

MAIRES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 12
ELECTIONS ET REFERENDUMS, 10, DG

MAISONS D'ACCUEIL SPECIALISEES (MAS)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
SANTE PUBLIQUE, 2, DG

MAISONS FAMILIALES RURALES D'EDUCATION ET D'ORIENTATION

Voir ENSEIGNEMENT, 4, Art. 7
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Agriculture

MAITRISE D'OEUVRE

Voir BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG

MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE

Voir BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, 1
TRAITES ET CONVENTIONS, 13, DG

MALADIES DES ARBRES

Voir BOIS ET FORETS, 1, DG

MALADIES MENTALES

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Art. 67
SANTE PUBLIQUE, 2
SECURITE SOCIALE, 1

MALGRE NOUS

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 160

MANDATS DE JUSTICE

Voir PROCEDURE PENALE, 2

MANIFESTATIONS

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Intérieur
LOIS DE REGLEMENT, 1, DG
NOUVELLE-CALEDONIE, 1, DG ; 3, DG
RAPPELS AU REGLEMENT, 6

MANUFRANCE (société)

Voir ECONOMIE SOCIALE, 1, DG

MARAICHERS SERRISTES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 102

MARCHE A TERME D'INSTRUMENTS FINANCIERS (MATIF)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 1, DG
VALEURS MOBILIERES, 1, DG

MARCHE FINANCIER

Voir LOIS DE FINANCES, 3, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG
VALEURS MOBILIERES, 1

MARCHE HYPOTHECAIRE

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG

MARCHES A TERME DE MARCHANDISES

Voir BOURSES DE COMMERCE, 1

MARCHES A TERME DE TAUX D'INTERET

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1

MARCHES PUBLICS

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 12

MARIAGE

1. – **Projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Robert Badinter, ministre de la justice (2 avril 1985) [n° **2584**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Denise Cacheux (25 avril 1985) [n° **2646**] – Discussion (6 mai 1985) – Adoption (6 mai 1985) [n° **774**] – NOUVEL INTITULE : **Projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs.**

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 mai 1985) [n° **271** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Luc Dejoie (12 juin 1985) [n° **360** (84-85)] – Discussion (18 juin 1985) (p. 1328, 1348) – Adoption (18 juin 1985) [n° **127**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 juin 1985) [n° **2796**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Denise Cacheux (2 octobre 1985) [n° **2961**] – Discussion (3 octobre 1985) – Adoption (3 octobre 1985) [n° **879**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (8 octobre 1985) [n° **15** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Luc Dejoie (23 octobre 1985) [n° **49** (85-86)] – Discussion (30 octobre 1985) (p. 2657, 2661) – Adoption (30 octobre 1985) [n° **16**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (30 octobre 1985) [n° **3017**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de Mme Denise Cacheux (26 novembre 1985) [n° **3113**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Luc Dejoie (27 novembre 1985) [n° **112** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (30 octobre 1985) [n° **3017**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Denise Cacheux (27 novembre 1985) [n° **3114**] – Discussion (2 décembre 1985) – Adoption (2 décembre 1985) [n° **923**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (3 décembre 1985) [n° **127** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Luc Dejoie (4 décembre 1985) [n° **137** (85-86)] – Discussion (10 décembre 1985) (p. 3705, 3707) – Adoption (10 décembre 1985) [n° **41**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (4 décembre 1985) [n° **3172**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Denise Cacheux (12 décembre 1985) [n° **3180**] – Discussion (12 décembre 1985) – Adoption (12 décembre 1985) [n° **953**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1372 du 23 décembre 1985 (J.O. Lois et décrets du 26 décembre 1985) – Rectificatif J.O. Lois et décrets du 18 janvier 1986.

Discussion (première lecture)

(18 juin 1985) (p. 1328, 1348).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1328, 1334) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois ; Alain Pluchet, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Félix Ciccolini, Jean Huchon.*

AUTORITE PARENTALE : BADINTER (Robert) (p. 1328) ; DEJOIE (Luc) (p. 1330) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1331, 1332) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1333).

CONCUBINAGE : PLUCHET (Alain) (p. 1330, 1331) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1332).

DROITS DE LA FEMME : BADINTER (Robert) (p. 1328) ; DEJOIE (Luc) (p. 1329, 1330) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1331, 1332) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1333).

ENFANTS NATURELS : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1332).

FAMILLE : BADINTER (Robert) (p. 1328) ; PLUCHET (Alain) (p. 1330, 1331) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1331, 1332) ; HUCHON (Jean) (p. 1334).

IMPOTS ET TAXES : PLUCHET (Alain) (p. 1331).

MARIAGE : BADINTER (Robert) (p. 1328, 1329) ; DEJOIE (Luc) (p. 1329, 1330) ; PLUCHET (Alain) (p. 1330, 1331) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1331, 1332) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1333, 1334) ; HUCHON (Jean) (p. 1334).

NOM PATRONYMIQUE : DEJOIE (Luc) (p. 1330) ; PLUCHET (Alain) (p. 1330) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1332) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1333) ; HUCHON (Jean) (p. 1334).

REGIMES MATRIMONIAUX : BADINTER (Robert) (p. 1328, 1329) ; DEJOIE (Luc) (p. 1329, 1330) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1331, 1332) ; CICCOLINI (Félix) (p. 1333, 1334) ; HUCHON (Jean) (p. 1334).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1334, 1448) : *MM. Luc Dejoie, rapporteur ; Robert Badinter, ministre de la justice ; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Charles Lederman, Alphonse Arzel.*

SECTION PREMIERE

Des devoirs et droits des époux

Art. 1er *(Mandat de représentation mutuelle : art. 218 du code civil)* (p. 1334).

Adopté : amendement n° 1 de M. Luc Dejoie, rapporteur : caractère librement révocable dans tous les cas de tout mandat donné par un époux à l'autre (p. 1335).

Devient sans objet : amendement n° 21 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : mandat révocable dans les conditions de l'art. 2003 du code civil (p. 1335).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1335).

Art. 1er bis *(Exception au principe de la solidarité entre époux pour les emprunts qui, bien qu'ayant pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants, ne portent que sur des sommes modestes nécessaires aux besoins de la vie courante : troisième alinéa de l'art. 220 du code civil)* (p. 1335).

Adopté : amendement n° 2 de M. Luc Dejoie, rapporteur, de précision rédactionnelle (p. 1335).

Rejeté : amendement n° 22 de M. Charles Lederman : cas des emprunts correspondant aux besoins de la vie courante (p. 1335).

– L'art. 1er bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1335).

Art. 1er ter *(Prolongation des effets de la présomption édictée par l'art. 221 du code civil)* (p. 1335).

Adopté : amendement rédactionnel n° 3 de M. Luc Dejoie, rapporteur (p. 1336).

– L'art. 1er ter, ainsi modifié, est adopté (p. 1336).

Art. 2 *(Libre exercice d'une profession par chaque époux : art. 223 du code civil)* (p. 1336).

Adopté : amendement rédactionnel n° 4 de M. Luc Dejoie, rapporteur (p. 1336).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1336).

Art. 3 *(Suppression de l'institution des biens réservés : art. 224 du code civil)* (p. 1336).

Adopté : amendement de coordination rédactionnelle n° 5 de M. Luc Dejoie, rapporteur (p. 1336).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1336).

Art. 4 *(Pouvoirs des époux sur leurs biens propres : art. 225 du code civil)* (p. 1336).

Adopté : amendement n° 6 de M. Luc Dejoie, rapporteur : possibilité pour chacun des époux d'administrer, d'obliger et d'aliéner seul ses biens personnels (p. 1337).

Devient sans objet : amendement n° 31 de M. Robert Badinter, ministre : possibilité pour chacun des époux d'administrer, aliéner et obliger seul ses biens personnels (p. 1337).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1337).

Après l'art. 4 (p. 1337).

Adopté : amendement de coordination n° 7 (art. additionnel) de M. Luc Dejoie, rapporteur : abrogation de l'art. 5 du code de commerce, relatif aux biens réservés (p. 1337).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1337).

SECTION II

Des régimes matrimoniaux

Art. 5 *(Suppression de la référence aux biens réservés dans l'art. 1401 du code civil relatif à l'actif de la communauté)* – Adopté (p. 1337).

Après l'art. 5 (p. 1337).

Rejeté : amendement n° 23 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : possibilité pour les époux au moment du mariage de dresser, même sous seing privé, l'inventaire de leurs biens existants, cet inventaire n'ayant valeur de preuve, sauf enregistrement, qu'entre les époux (p. 1337).

Art. 6 *(Suppression de la référence au mari et à la femme dans l'art. 1409 du code civil relatif au passif de la communauté)* (p. 1337).

Adopté : amendement de précision rédactionnelle n° 8 de M. Luc Dejoie, rapporteur (p. 1337).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1337).

Art. 7 *(Droit de poursuite des créanciers antérieurs au mariage : art. 1411 du code civil)* (p. 1337).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, soutenus par Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 24 : suppression de cet article (p. 1338) – Et n° 25 : réduction du droit de poursuite (p. 1338).

– L'art. 7 est adopté (p. 1338).

Art. 8 *(Obligation de la communauté aux dettes de chacun des époux : art. 1413 du code civil – Droit de poursuite des créanciers postérieurs au mariage sur les gains et salaires d'un époux : art. 1414 du code civil – Règles particulières au cautionnement ou à l'emprunt fait par chacun des époux : art. 1415 du code civil)* (p. 1338).

SUR LE TEXTE PROPOSE POUR L'ART. 1415 DU CODE CIVIL.

Adopté : amendement n° 9 de M. Luc Dejoie, rapporteur : en cas de consentement du conjoint, engagement par lui des biens de la communauté, mais non de ses biens propres (p. 1338).

Rejeté : amendement n° 26 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : possibilité d'engagement de chacun des époux limitée à ses seuls biens propres, à l'exclusion de ses revenus, sauf consentement exprès du conjoint (p. 1338).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1338).

Art. 9 *(Abrogation des art. 1418 (alinéa 2), 1419 et 1420 du code civil)* (p. 1339).

Adopté : amendement n° 10 de M. Luc Dejoie, rapporteur : suppression de la seule deuxième phrase du deuxième alinéa de l'art. 1418 et des art. 1419 et 1420 du code civil relatifs à l'origine des dettes entrées en communauté (p. 1339).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1339).

Art. 10 *(Administration de la communauté : art. 1421 à 1425 du code civil)* (p. 1339).

Adoptés : amendements de M. Luc Dejoie, rapporteur, n° 11 : époux ne pouvant l'un sans l'autre disposer entre vifs, à titre gratuit, des biens de la communauté (p. 1339) – n° 12, rédactionnel (p. 1339) – Et n° 13 : baux de faible durée pouvant être passés par un seul conjoint et soumis aux règles prévues pour les baux passés par l'usufruitier, sauf s'ils peuvent avoir pour effet d'entraîner une occupation d'une durée supérieure à deux ans (p. 1340).

Retiré : amendement n° 27 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : extension du régime de cogestion appliqué aux actes importants à l'aliénation des valeurs mobilières négociables en bourse (p. 1340).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1341).

Art. 11 *(Habilitation judiciaire : art. 1426 du code civil)* – Adopté (p. 1341).

Art. 12 *(Annulation des actes faits par un époux qui outrepasse ses droits sur les biens communs : art. 1427 du code civil)* – Adopté (p. 1341).

Art. 13 *(Régime de l'emploi et du remploi des biens propres d'un époux : abrogation de l'art. 1430 et des deuxième et troisième alinéas de l'art. 1434 du code civil)* – Adopté (p. 1341).

Art. 14 *(Emploi ou remploi par anticipation : art. 1435 du code civil – Récompense due à la communauté : art. 1436 du code civil)* (p. 1341).

Adopté : amendement n° 14 de M. Luc Dejoie, rapporteur : délai de cinq ans pour le remploi par anticipation (p. 1341).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1341).

Art. 15 *(Constitution de dot à l'enfant commun : art. 1439 du code civil)* – Adopté (p. 1341).

Art. 16 *(Causes de dissolution de la communauté : art. 1442 du code civil)* – Adopté (p. 1341).

Adopté : amendement n° 15 de M. Luc Dejoie, rapporteur : possibilité de report des effets de la dissolution à la date où les époux ont cessé de cohabiter ou de collaborer (p. 1342).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1342).

Après l'art. 16 (p. 1342).

Adopté : amendement de coordination n° 16 (art. additionnel) de M. Luc Dejoie, rapporteur (p. 1342).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1342).

Art. 17 *(Protection des créanciers en cas de séparation de biens judiciaire : art. 1447 (premier alinéa) du code civil)* – Adopté (p. 1342).

Art. 18 *(Contribution aux charges du mariage en cas de séparation de biens judiciaire : art. 1449 (deuxième alinéa) du code civil)* – Adopté (p. 1342).

Art. 19 *(Evaluation des récompenses : art. 1469 (troisième alinéa) du code civil)* – Adopté (p. 1342).

Art. 20 *(Prélèvements des époux : art. 1471 à 1473 du code civil)* – Adopté (p. 1342).

Art. 21 *(Evaluation des créances personnelles des époux : art. 1479 du code civil)* – Adopté (p. 1343).

Art. 22 *(Intitulé du paragraphe 3 de la section III du chapitre II du titre V du livre troisième du code civil)* – Adopté (p. 1343).

Art. 23 *(Obligation et contribution au passif après la dissolution de la communauté : art. 1482 du code civil)* (p. 1343).

Adopté : amendement rédactionnel n° 17 de M. Luc Dejoie, rapporteur (p. 1343).

– L'art. 23, ainsi modifié, est adopté (p. 1343).

Art. 24 *(Bénéfice d'émolument : deuxième alinéa de l'art. 1483 du code civil)* – Adopté (p. 1343).

Art. 25 *(Abrogation de l'art. 1502 du code civil relatif aux dettes antérieures au mariage de la femme)* – Adopté (p. 1343).

Art. 26 *(Clause d'administration conjointe : section II de la deuxième partie du chapitre II du titre V du livre troisième et art. 1503 du code civil)* (p. 1343).

Adopté : amendement rédactionnel n° 18 de M. Luc Dejoie, rapporteur (p. 1343).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 1343).

Art. 27 *(Clause de préciput : art. 1518 du code civil)* – Adopté (p. 1343).

Art. 28 *(Application aux créances entre époux placés sous le régime de la séparation de biens, des règles de réévaluation prévues au deuxième alinéa de l'art. 1469 du code civil : art. 1543 du code civil)* – Adopté (p. 1343).

Art. 29 *(Régime de participation aux acquêts : art. 1570, 1571, 1573, 1574 et 1577 du code civil)* – Adopté (p. 1344).

Art. 30 *(Liquidation judiciaire du régime matrimonial et prescription de l'action en révocation contre les tiers acquéreurs : art. 1578 du code civil)* – Adopté (p. 1344).

Art. 31 *(Abrogation des art. 1595 et 2135 du code civil)* – Adopté (p. 1344).

Art. 32 *(Hypothèque légale des époux garantissant une créance constatée en justice : art. 2137 du code civil)* – Adopté (p. 1344).

Art. 33 *(Cession de rang et subrogation d'hypothèque : art. 2139 du code civil)* – Adopté (p. 1344).

Art. 34 *(Publicité des règles propres à l'hypothèque légale des époux : art. 2142 du code civil)* – Adopté (p. 1344).

Art. 35 *(Mainlevée volontaire de l'inscription de l'hypothèque légale : art. 2163 du code civil)* – Adopté (p. 1344).

SECTION III

De l'administration légale des biens des enfants

Art. 36 *(Administration légale des biens des enfants : art. 383, 389, 389-1 et 389-2 du code civil)* – Adopté (p. 1344).

Art. 37 *(Présomption de pouvoir à l'égard des tiers : art. 389-4 du code civil)* – Adopté (p. 1344).

Art. 38 *(Pouvoir de l'administrateur légal pur et simple : art. 389-5 du code civil)* – Adopté (p. 1344).

SECTION IV

Dispositions diverses

Avant l'art. 39 A (p. 1344, 1346).

Rejeté : amendement n° 28 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : mariage n'entraînant pas de changement de nom ; possibilité pour les époux d'opter pour un de leurs noms et de choisir d'accoler dans l'ordre qu'ils déterminent le nom de chacun d'eux ou deux de leurs noms s'il s'agit d'un nom double (p. 1346 ; précédemment réservé p. 1345).

Art. 39 A *(Transmission du nom patronymique)* (p. 1345).

Adopté : amendement n° 19 de M. Luc Dejoie, rapporteur, de suppression de cet article (p. 1346).

Devient sans objet : amendement n° 29 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : nouvelle rédaction de cet article (p. 1346).

– L'art. 39 A est supprimé (p. 1346).

Art. 39 *(Pouvoirs du juge qui prononce le divorce : art. 264-1 nouveau du code civil)* – Adopté (p. 1346).

Art. 40 *(Fin de la séparation de corps par reprise de la vie commune : deuxième alinéa de l'art. 305 du code civil)* – Adopté (p. 1346).

Avant l'art. 41 (p. 1346).

Rejeté : amendement n° 30 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : modification de l'exercice de l'autorité parentale en cas de divorce (p. 1347).

Art. 41 *(Abrogation de l'art. 818 du code civil)* – Adopté (p. 1347).

Art. 41 bis *(Procédure appliquée aux impositions et aux mainlevées de scellés lors du décès d'un époux : art. 819 et 820 du code civil)* – Adopté (p. 1347).

Art. 41 ter *(Abrogation de l'art. 821 et du premier alinéa de l'art. 940 du code civil)* – Adopté (p. 1347).

Art. 42 *(Recours des incapables pour défaut d'acceptation ou de publication d'une donation : art. 942 du code civil)* – Adopté (p. 1347).

Art. 43 *(Abrogation de l'interdiction faite à deux époux d'être associés dans une société où ils seraient l'un et l'autre indéfiniment et solidairement responsables : art. 1832-1 du code civil)* – Adopté (p. 1347).

Art. 44 *(Pouvoirs du gérant d'indivision : art. 1873-6 du code civil)* – Adopté (p. 1347).

Art. 45 *(Restitution des objets déposés : art. 1940 et 1941 du code civil)* – Adopté (p. 1347).

Art. 46 *(Abrogation de l'art. 2208 du code civil)* – Adopté (p. 1347).

Art. 47 et art. 48 *(Droit local des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle)* – Adopté (p. 1347).

SECTION V

Dispositions transitoires

Art. 49 *(Entrée en vigueur de la loi)* – Adopté (p. 1347).

Art. 50 *(Droit de poursuite des créanciers antérieur à l'entrée en vigueur de la loi)* – Adopté (p. 1348).

Art. 51 *(Régime matrimonial des époux mariés sans contrat avant le 1er février 1966)* – Adopté (p. 1348).

Art. 53 *(Entrée en vigueur des règles nouvelles relatives aux récompenses, aux prélèvements ou aux dettes entre époux)* – Adopté (p. 1348).

Art. 54 *(Conventions matrimoniales)* – Adopté (p. 1348).

Art. 55 *(Régime de participation aux acquêts)* – Adopté (p. 1348).

Adoption (18 juin 1985) (p. 1348).

Discussion (deuxième lecture)

(30 octobre 1985) (p. 2657, 2661).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2657, 2658) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois.*

BAUX : BADINTER (Robert) (p. 2657) ; DEJOIE (Luc) (p. 2658).

DROITS DE LA FEMME : LEDERMAN (Charles) (p. 2658).

NOM PATRONYMIQUE : BADINTER (Robert) (p. 2657) ; DEJOIE (Luc) (p. 2658) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2658).

REGIMES MATRIMONIAUX : BADINTER (Robert) (p. 2657) ; DEJOIE (Luc) (p. 2658) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2658).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2658, 2661) : *MM. Charles Lederman, Luc Dejoie, rapporteur ; Robert Badinter, ministre ; Henri Collette.*

Art. 1er (p. 2658).

Retiré : amendement n° 8 de M. Charles Lederman : modalités de révocation du mandat (p. 2659).

– L'art. 1er est adopté (p. 2659).

Art. 10 (p. 2659).

Adopté : amendement n° 3 de M. Luc Dejoie, rapporteur : impossibilité pour les époux de donner à bail, l'un sans l'autre, un fonds rural ou un immeuble à usage commercial, industriel ou artisanal dépendant de la communauté (p. 2659).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2659).

Art. 14 (p. 2659).

Adopté : amendement n° 4 de M. Luc Dejoie, rapporteur : bien acquis propre et condition de délai de paiement des sommes attendues du patrimoine à la communauté (p. 2659).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2659).

Art. 16 (p. 2659).

Adopté : amendement n° 5 de M. Luc Dejoie, rapporteur : séparation des époux et report dans leurs rapports mutuels de l'effet de la dissociation à la date où ils ont cessé de cohabiter et de collaborer, sauf en cas de torts (p. 2659).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2659).

Art. 16 bis (p. 2659) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement de coordination n° 6 de M. Luc Dejoie, rapporteur : rétablissement de cet article relatif au report de la date d'effet du jugement (p. 2660).

– L'art. 16 bis, ainsi rédigé, est rétabli (p. 2660).

Art. 39 A (p. 2660).

Adopté : amendement n° 7 de M. Luc Dejoie, rapporteur : possibilité pour toute personne majeure d'ajouter à son nom, à titre d'usage non transmissible, le nom de celui des parents ne lui ayant pas transmis le sien ; faculté mise en oeuvre à l'égard des enfants mineurs par les titulaires de l'exercice de l'autorité parentale (p. 2661).

Rejeté : amendement n° 9 de M. Charles Lederman : possibilité pour l'enfant légitime de porter les noms accolés de ses deux parents ou un seul nom, selon le choix des parents (p. 2661).

– L'art. 39 A, ainsi modifié, est adopté (p. 2661).

Après l'art. 51 (p. 2661).

Rejeté : amendement n° 10 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Charles Lederman : modalités de modification du statut matrimonial (p. 2661).

Adoption (30 octobre 1985) (p. 2661).

Discussion (nouvelle lecture)

(10 décembre 1985) (p. 3705, 3707).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3705, 3706) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois.*

BAUX : BADINTER (Robert) (p. 3705) ; DEJOIE (Luc) (p. 3706).

DROITS DE LA FEMME : BADINTER (Robert) (p. 3705).

NOM PATRONYMIQUE : BADINTER (Robert) (p. 3705) ; DEJOIE (Luc) (p. 3706).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3706, 3707) : *MM. Luc Dejoie, rapporteur ; Robert Badinter, ministre ; Michel Darras.*

Art. 10 (p. 3706).

Adopté : amendement n° 1 de M. Luc Dejoie, rapporteur : rétablissement du texte adopté en première et en deuxième lecture par le Sénat (p. 3707).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3707).

Art. 39A et 54 bis – Adoptés (p. 3707).

Explications de vote : MM. Charles Lederman (p. 3707) ; Michel Darras (p. 3707).

Adoption (10 décembre 1985) (p. 3707).

Voir aussi TRAITES ET CONVENTIONS, **41**

MARINE MARCHANDE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
MER ET LITTORAL, **2,** DG
TRANSPORTS MARITIMES, **1,** DG

MARINE NATIONALE

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **2,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
NOUVELLE-CALEDONIE, **3,** DG

MARINS-PECHEURS

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
MER ET LITTORAL, **2,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **15,** DG

MARINS-POMPIERS

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur

MARISAT (satellites)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **17**

MAROC

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**
RAPATRIES, **1**
TRAITES ET CONVENTIONS, **28,** DG

MARTINIQUE

Voir BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, **1,** DG
COLLECTIVITES LOCALES, **11**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3,** DG ; **5**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer

MASSEURS-KINESITHERAPEUTES

Voir SECURITE SOCIALE, **1,** DG

MATIERES GRASSES D'ORIGINE VEGETALE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**

MATIERES PREMIERES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **27,** DG

MAYOTTE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **7 ; 8 ; 11**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **6 ; 7**

LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Agriculture - Départements et territoires d'outre-mer - Education nationale - Logement, urbanisme et transports
NOUVELLE-CALEDONIE, 3, DG

MECENAT

Voir ASSOCIATIONS, 1, DG
CREATION, 1
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Culture

MEDECINE

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4, DG
INSEMINATION ARTIFICIELLE, 1
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
SANG ET ORGANES HUMAINS, 1

MEDECINE (enseignement)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Education nationale - Travail, santé, solidarité
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 1 ; 2
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 21

MEDECINE DU TRAVAIL

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4, DG
SECURITE SOCIALE, 2, DG

MEDECINE SCOLAIRE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 4

MEDECINE SPORTIVE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 3

MEDECINS

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, 2
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2
SANTE PUBLIQUE, 1, DG ; 2

MEDECINS HOSPITALIERS

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4, DG
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, 2
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 92

MEDECINS SANS FRONTIERES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 160

MEDIATEUR

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, 5

MEDICAMENTS

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
MUTUELLES (sociétés), 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 152

MEDITERRANEE

Voir BOIS ET FORETS, 1, DG
MER ET LITTORAL, 2, DG
PECHE, 1, DG

MELANESIENS (ethnie)

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, 1, DG ; 3, DG ; 4, DG

MENSUALISATION (pensions)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité

MER

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
TRAITES ET CONVENTIONS, 14 ; 19

MER (ressources de la)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer
NOUVELLE-CALEDONIE, 3, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 16, DG

MER DU NORD

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 35

MER ET LITTORAL

1. – **Projet de loi relatif aux mesures concernant, dans les eaux territoriales et les eaux intérieures, les navires et engins flottants abandonnés,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer (20 juin 1984) [n° **2220**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Jacques Barthe (11 avril 1985) [n° **2606**] – Discussion (16 avril 1985) – Adoption (16 avril 1985) [n° **767**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 avril 1985) [n° **248** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (9 mai 1985) [n° **270** (84-85)] – Discussion (9 mai 1985) (p. 443, 448) – Adoption (9 mai 1985) [n° **96**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (10 mai 1985) [n° **2678**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Jacques Barthe (20 juin 1985) [n° **2807**] – Discussion (20 juin 1985) – Adoption (20 juin 1985) [n° **824**].

PROMULGATION : Loi n° 85-662 du 3 juillet 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 4 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(9 mai 1985) (p. 443, 448).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 443, 445) : *MM. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer ; Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur de la commission des lois.*

CARGAISONS : LENGAGNE (Guy) (p. 444) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 445).

ENVIRONNEMENT : LENGAGNE (Guy) (p. 444) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 445).

NAVIRES OU ENGINS FLOTTANTS ABANDONNES : LENGAGNE (Guy) (p. 444) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 445).

PROPRIETE (droit de) : LENGAGNE (Guy) (p. 444) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 445).

SAISIES : LENGAGNE (Guy) (p. 444) ; CECCALDI-PAVARD (Pierre) (p. 444).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 445, 448) : *MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur ; Guy Lengagne, secrétaire d'Etat.*

Art. 1er *(Champ d'application de la loi et définition de l'abandon)* (p. 445).

Adopté : amendement n° 1 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : limitation du champ de la loi : état d'abandon, existence d'un danger, zone d'intervention de l'Etat ; définition de la notion d'abandon (p. 446).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 446).

Art. 1er bis *(Moyens d'intervention accordés à l'administration)* (p. 446).

Adoptés : amendements de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur, n° 2 : procédure de mise en demeure du propriétaire étendue à l'armateur ou à l'exploitant (p. 447) – Et n° 3 : intervention de l'administration, sans mise en demeure préalable, en cas d'urgence (p. 447).

– L'art. 1er bis, ainsi modifié, est adopté (p. 447).

Art. 1er ter *(Déchéance des droits de propriété)* (p. 447).

Adoptés : amendements de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur, n° 4 : déchéance des droits du propriétaire en cas de persistance de l'état d'abandon (p. 448) – n° 5 : vente du navire ou de l'engin flottant abandonné ne pouvant intervenir qu'après déchéance des droits du propriétaire, à l'expiration d'un délai de deux mois et sous réserve des droits des créanciers privilégiés et hypothécaires (p. 448) – Et n° 6 : administration ou collectivité territoriale remboursée en priorité sur le produit de la vente du navire ou de l'engin flottant abandonné (p. 448).

– L'art. 1er ter, ainsi modifié, est adopté (p. 448).

Art. 2 *(Sort de la cargaison transportée)* (p. 448).

Adopté : amendement rédactionnel n° 7 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 448).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 448).

Art. 3 *(Conditions d'application de la loi)* (p. 448).

Adopté : amendement rédactionnel n° 8 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur (p. 448).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 448).

Art. 4 *(Applicabilité de la loi dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte)* – Adopté (p. 448).

Explication de vote : M. Ivan Renar (p. 448).

Adoption (9 mai 1985) (p. 448).

2. – **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer (20 août 1985) [n° **2947**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean Lacombe (19 novembre 1985) [n° **3084**] – URGENCE – Discussion (22 novembre 1985) – Adoption (22 novembre 1985) [n° **911**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 novembre 1985) [n° **108** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Josselin de Rohan (12 décembre 1985) [n° **191** (85-86)] – Avis de M. Alphonse Arzel (11 décembre 1985) [n° **180** (85-86)] – Discussion (16 décembre 1985) (p. 3999, 4007) – Adoption (16 décembre 1985) [n° **62**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 1985) [n° **3207**] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean Lacombe (18 décembre 1985) [n° **3226**] – Discussion (19 décembre 1985) – Adoption (19 décembre 1985) [n° **978**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Josselin de Rohan (18 décembre 1985) [n° **244** (85-86)] – Discussion (20 décembre 1985) (p. 4517, 4522) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **95**].

PROMULGATION : Loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 (*J.O.* Lois et décrets du 4 janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(16 décembre 1985) (p. 3999, 4050).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3999, 4007) : *MM. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer ; Josselin de Rohan, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Alphonse Arzel, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Bernard-Michel Hugo, Jean-François Le Grand, Marcel Gargar.*

ANTILLES : LENGAGNE (Guy) (p. 4000) ; GARGAR (Marcel) (p. 4005).

ASSOCIATION NATIONALE DES ELUS DU LITTORAL : ROHAN (Josselin de) (p. 4001) ; ARZEL (Alphonse) (p. 4001) ; LENGAGNE (Guy) (p. 4005).

COMMUNES LITTORALES : LENGAGNE (Guy) (p. 3999, 4000, 4006, 4007) ; ROHAN (Josselin de) (p. 4000, 4001) ; ARZEL (Alphonse) (p. 4001, 4002) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 4003) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 4004).

CONSERVATOIRE DU LITTORAL : LENGAGNE (Guy) (p. 4007).

CONSTRUCTION NAVALE : HUGO (Bernard-Michel) (p. 4002) ; GARGAR (Marcel) (p. 4004, 4005) ; LENGAGNE (Guy) (p. 4006).

CULTURES MARINES : LENGAGNE (Guy) (p. 3999, 4000, 4007) ; ARZEL (Alphonse) (p. 4002) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 4002) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 4003).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : LENGAGNE (Guy) (p. 3999, 4000) ; GARGAR (Marcel) (p. 4005).

DOMAINE PUBLIC MARITIME : LENGAGNE (Guy) (p. 3999, 4000, 4006, 4007) ; ROHAN (Josselin de) (p. 4000) ; ARZEL (Alphonse) (p. 4002).

EAU ET ASSAINISSEMENT : LENGAGNE (Guy) (p. 4000, 4007) ; ROHAN (Josselin de) (p. 4001) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 4004).

ENQUETES PUBLIQUES : LENGAGNE (Guy) (p. 4000) ; ROHAN (Josselin de) (p. 4000).

GUADELOUPE : GARGAR (Marcel) (p. 4005).

MARINE MARCHANDE : GARGAR (Marcel) (p. 4005) ; LENGAGNE (Guy) (p. 4006).

MARINS-PECHEURS : GARGAR (Marcel) (p. 4005).

MEDITERRANEE : GARGAR (Marcel) (p. 4004, 4005).

MER ET LITTORAL : LENGAGNE (Guy) (p. 3999, 4000, 4005, 4006, 4007) ; ROHAN (Josselin de) (p. 4000, 4001) ; ARZEL (Alphonse) (p. 4001, 4002) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 4002, 4003) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 4003, 4004) ; GARGAR (Marcel) (p. 4004, 4005).

PECHE : GARGAR (Marcel) (p. 4005) ; LENGAGNE (Guy) (p. 4006).

PLAGES : LENGAGNE (Guy) (p. 4000) ; ROHAN (Josselin de) (p. 4001) ; ARZEL (Alphonse) (p. 4002).

POLICE MUNICIPALE : LENGAGNE (Guy) (p. 3999, 4006).

POLLUTION (mer) : ARZEL (Alphonse) (p. 4002).

PORTS MARITIMES : HUGO (Bernard-Michel) (p. 4002) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 4003) ; GARGAR (Marcel) (p. 4005).

PORTS DE PLAISANCE : LENGAGNE (Guy) (p. 4000).

SCHEMAS DE MISE EN VALEUR DE LA MER : ROHAN (Josselin de) (p. 4000) ; ARZEL (Alphonse) (p. 4001) ; LENGAGNE (Guy) (p. 4006).

SOCIETE NATIONALE DE SAUVETAGE EN MER (SNSM) : ROHAN (Josselin de) (p. 4001) ; LENGAGNE (Guy) (p. 4006).

STATIONS CLASSEES : ARZEL (Alphonse) (p. 4001) ; LENGAGNE (Guy) (p. 4007).

TAXE DE FRANCISATION : ROHAN (Josselin de) (p. 4001) ; LENGAGNE (Guy) (p. 4006).

TAXE DE SEJOUR : ROHAN (Josselin de) (p. 4001) ; ARZEL (Alphonse) (p. 4001) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 4003) ; LENGAGNE (Guy) (p. 4006).

TOURISME : LENGAGNE (Guy) (p. 4000) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 4003) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 4003) ; GARGAR (Marcel) (p. 4005).

TOURISME SOCIAL : HUGO (Bernard-Michel) (p. 4003) ; GARGAR (Marcel) (p. 4005) ; LENGAGNE (Guy) (p. 4006, 4007).

URBANISME : ARZEL (Alphonse) (p. 4001) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 4003, 4004).

ZONE DES CINQUANTE PAS GEOMETRIQUES : LENGAGNE (Guy) (p. 4000).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4007, 4050) : *MM. Adolphe Chauvin, Josselin de Rohan, rapporteur ; Guy Lengagne, secrétaire d'Etat ; Bernard-Michel Hugo, Alphonse Arzel, rapporteur pour avis ; Jean-François Le Grand, Louis Caiveau, Christian Bonnet, Bernard Legrand, Marcel Gargar.*

Avant l'art. 1er A (p. 4007).

Retiré : amendement n° 79 (art. additionnel) de M. Louis Caiveau, soutenu par M. Adolphe Chauvin : définition des principes de la politique du littoral (p. 4007).

Art. 1er A *(Objet d'une politique spécifique en faveur du littoral)* (p. 4007).

Adopté : amendement n° 1 de M. Josselin de Rohan, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article et à substituer les termes « proximité de l'eau » à ceux de « proximité de la mer » (p. 4008).

Deviennent sans objet : amendements n° 70 et n° 71 de M. Bernard-Michel Hugo, relatifs à la lutte contre la spéculation immobilière et foncière, à la préservation et au développement des activités agricoles, pastorales, forestières, artisanales et industrielles et à la préservation du tourisme social (p. 4008).

– L'art. 1er A, ainsi modifié, est adopté (p. 4008).

Avant l'art. 1er (p. 4008).

Rejeté : amendement n° 72 (art. additionnel) de M. Bernard-Michel Hugo : création d'un Conseil national du littoral ; composition et rôle (p. 4009).

Art. 1er *(Champ d'application de la présente loi)* (p. 4009).

Adoptés : amendements de M. Josselin de Rohan, rapporteur, n° 2 et n° 4, rédactionnels (p. 4009) et n° 3, d'harmonisation : suppression de la mention des communes de la collectivité territoriale de Mayotte (p. 4044 ; précédemment réservé p. 4009).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 4044 ; précédemment réservé p. 4009).

Après l'art. 1er (p. 4009).

Rejeté : amendement n° 73 (art. additionnel) de M. Bernard-Michel Hugo : institution pour chaque zone littorale d'un comité de rivage ; composition et rôle (p. 4010).

Intitulé du titre Ier (p. 4010).

Adopté : amendement n° 5 de M. Josselin de Rohan, rapporteur : « Aménagement et protection du littoral » (p. 4011).

– L'intitulé du titre Ier, ainsi modifié, est adopté (p. 4011).

Art. 2 *(Insertion, au titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme, d'un chapitre VI intitulé : « Dispositions particulières au littoral de la mer et des grands lacs », comprenant les art. L. 146-1 à 146-6 : règles particulières d'urbanisme applicables aux travaux, constructions et aménagements sur le littoral)* (p. 4011).

– *Sur l'intitulé du chapitre VI nouveau.*

Adopté : amendement de coordination n° 6 de M. Josselin de Rohan, rapporteur (p. 4011).

– Le dispositif de l'art. 2 et l'intitulé de ce chapitre, ainsi modifié, sont adoptés (p. 4011).

ARTICLE L. 146-1 DU CODE DE L'URBANISME (p. 4011).

Adoptés : amendements de M. Josselin de Rohan, rapporteur, n° 7 : cas des communes non riveraines : conditions de dépôt de la demande de classement parmi les communes littorales et décision soumise à l'avis du conservatoire de l'espace littoral (p. 4012) – Et n° 8, de coordination (p. 4012).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 4012).

ARTICLE L. 146-1 BIS DU CODE DE L'URBANISME (p. 4012).

Adoptés : amendements de M. Josselin de Rohan, rapporteur, n° 9 : détermination de la capacité d'accueil des espaces à urbaniser (p. 4012) – Et n° 10 : urbanisation et espaces verts (p. 4013).

Devient sans objet : amendement rédactionnel n° 102 de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat (p. 4013).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 4013).

ARTICLE L. 146-2 DU CODE DE L'URBANISME (p. 4013).

Adoptés : amendements de M. Josselin de Rohan, rapporteur, n° 11 : extension de l'urbanisation devant se réaliser soit en continuité avec les agglomérations et villages existants, en priorité en direction de l'intérieur des terres, soit en hameaux nouveaux intégrés à l'environnement (p. 4014) après modifications par le sous-amendement n° 80 de M. Louis Caiveau, supprimant la mention d'un développement prioritaire en direction de l'intérieur des terres (p. 4014) – n° 12 : extension de l'urbanisation des espaces proches du rivage devant être justifiée dans le plan d'occupation des sols par des motifs liés à la configuration des lieux ou à l'accueil d'activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau (p. 4014) – n° 13 : dispositions permettant la dérogation au principe établi en matière d'urbanisation des espaces proches du rivage et des rives (p. 4015) – n° 15 : principe d'inconstructibilité d'une bande littorale d'au moins cent mètres à compter de la limite haute du rivage (p. 4016) – Et n° 16 : suppression de la possibilité, pour un décret, de fixer les limites de liberté

des communes (p. 4016) – Amendement n° 95 de M. Alphonse Arzel, rapporteur pour avis : dispositions prévoyant l'interdiction de construire dans la bande des cents mètres inopposables aux plans d'occupation des sols régulièrement approuvés avant la date de promulgation de la présente loi (p. 4017) – Amendement n° 104 de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat : dispositions des paragraphes II et III s'appliquant aux rives des estuaires les plus importants dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat (p. 4018).

Retiré : amendement n° 14 de M. Josselin de Rohan, rapporteur : notion d'urbanisation, et mention des différentes opérations d'aménagement énumérées au titre Ier du livre III du code de l'urbanisme (p. 4016).

Deviennent sans objet : amendements de M. Louis Caiveau n° 81 : suppression des limitations imposées aux plans d'occupation des sols en matière d'urbanisation dans les zones concernées des communes littorales (p. 4015) – Et n° 82 : possibilité, pour le représentant de l'Etat, de saisir pour avis la commission départementale des sites (p. 4015).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 4018).

ARTICLE L. 146-3 DU CODE DE L'URBANISME (p. 4018).

Adopté : amendement n° 17 de M. Josselin de Rohan, rapporteur : restrictions apportées à l'accueil des installations touristiques légères (p. 4018), après modification par le sous-amendement n° 111 de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat (p. 4018).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 4018).

ARTICLE L. 146-4 DU CODE DE L'URBANISME (p. 4018).

Adoptés : amendements de M. Josselin de Rohan, rapporteur, n° 18 : référence à la définition des schémas de mise en valeur de la mer (p. 4019) – n° 19 : fixation par décret de la liste des espaces et milieux à préserver (p. 4019) – n° 20 : suppression de la soumission à enquête publique pour les aménagements légers (p. 4020) – n° 21, rédactionnel (p. 4020) – Et n° 22 : suppression de l'alinéa relatif aux modalités particulières de préservation des parcs et ensembles boisés existants et faisant obligation au plan d'occupation des sols de recourir à la procédure de classement (p. 4021).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 4021).

ARTICLE L. 146-5 DU CODE DE L'URBANISME (p. 4021).

Adopté : amendement n° 23 de M. Josselin de Rohan, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif à l'implantation de nouvelles routes sur le littoral ; modalités de consultation de la commission départementale des sites (p. 4021).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 4021).

ARTICLE L. 146-6 DU CODE DE L'URBANISME (p. 4021).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 24 de M. Josselin de Rohan, rapporteur (p. 4022) – Amendement n° 105 de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat : opérations d'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon non soumises aux dispositions du présent chapitre jusqu'à leur achèvement (p. 4022).

Retiré : amendement n° 88 de M. Louis Caiveau : non application des dispositions du présent chapitre aux services publics portuaires de commerce, de pêche et de plaisance (p. 4022).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 4022).

APRES L'ARTICLE L. 146-6 DU CODE DE L'URBANISME (p. 4022).

Adopté : amendement n° 106 (art. additionnel au code de l'urbanisme) de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat : harmonisation des procédures d'accord et d'autorisation prévues par les lois relatives à la montagne et au littoral dans les cas où existent des interférences (p. 4023).

– Un article additionnel au code de l'urbanisme est inséré dans l'art. 2 du projet de loi (p. 4023).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4023).

Art. 2 bis *(Servitude de passage le long du domaine public maritime)* (p. 4023).

Adopté : amendement n° 96 de M. Alphonse Arzel, rapporteur pour avis : caractère exceptionnel de l'institution de la servitude sur des propriétés non riveraines du domaine public maritime (p. 4023).

– L'art. 2 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4023).

Art. 3 *(Insertion d'un art. L. 160-6-1 dans le code de l'urbanisme : servitude d'accès transversal à la mer sur des chemins privés existants)* (p. 4023).

Adopté : amendement n° 25 de M. Josselin de Rohan, rapporteur : servitude de passage des piétons, transversale au rivage, pouvant être instituée sur les voies et chemins privés d'usage collectif existants (p. 4024) ; après modification par les sous-amendements n° 97 et n° 98 de M. Alphonse Arzel, rapporteur pour avis (p. 4024).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 4024).

Après l'art. 3 (p. 4025).

Adopté : amendement n° 26 (art. additionnel) de M. Josselin de Rohan, rapporteur : addition à l'art. L. 160-7 du code de l'urbanisme : responsabilité civile des propriétaires des voies et chemins grevés par les servitudes ne pouvant être engagée au titre de dommages causés ou subis par leurs usagers (p. 4025).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4025).

Art. 4 *(Modification de l'art. L. 111-1-4 du code de l'urbanisme : cessation des effets de la directive d'aménagement national du 25 août 1979 relative au littoral, à l'entrée en vigueur de la loi)* (p. 4025).

Adopté : amendement n° 27 de M. Josselin de Rohan, rapporteur : cessation des effets de la directive d'aménagement national relative au littoral à la publication du décret prévu à l'art. premier (p. 4025).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4025).

Art. 4 bis *(Insertion d'un art. L. 121-7-1 dans le code de l'urbanisme : association des sections régionales de la conchyliculture à l'élaboration des documents d'urbanisme)* – Adopté (p. 4026).

Art. 5 *(Insertion d'un art. L. 25-6 après l'art. L. 25-5 du code de la santé publique : qualité des eaux de baignade)* (p. 4026).

Adopté : amendement n° 28 de M. Josselin de Rohan, rapporteur : cas des baignades non aménagées et référence à la directive européenne du 8 décembre 1975 (p. 4027).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4027).

Art. 6 *(Modification du quatrième alinéa de l'art. 6 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution : charge des frais des mesures de contrôle liées aux autorisations de déversement)* – Adopté (p. 4027).

Art. 7 *(Modification de l'art. 2 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 précitée : zones et normes spécifiques de qualité des eaux)* (p. 4027).

Adopté : amendement n° 29 de M. Josselin de Rohan, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article (p. 4027) ; après modification par le sous-amendement n° 113 de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 4027).

Art. 7 bis *(Modifications du seizième alinéa de l'art. 3 du décret du 9 janvier 1852 relatif à l'exercice de la pêche maritime : conservation et reproduction des ressources de pêche)* – Adopté (p. 4027).

Art. 7 ter *(Modification de l'art. 6 du décret du 9 janvier 1852 précité : répression de la pollution marine)* – Adopté (p. 4027).

Art. 7 quater *(Modification de l'art. 15 du décret du 9 janvier 1852 précité : pollution marine ; astreintes prononcées par le juge)* – Adopté (p. 4028).

Après l'art. 7 quater (p. 4028).

Adopté : amendement n° 30 (art. additionnel) de M. Josselin de Rohan, rapporteur : art. 21 bis nouveau du décret du 9 janvier 1852 précité : faculté pour les organisations professionnelles de la pêche de se constituer partie civile en cas d'infraction à la réglementation des pêches maritimes (p. 4028).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4028).

Art. 8 *(Equipements d'assainissement)* (p. 4028).

Adoptés : amendements de M. Josselin de Rohan, rapporteur, n° 31, n° 32 et n° 33, rédactionnels (p. 4029) – Et n° 34 : cas des autorisations relatives au camping et au stationnement des caravanes (p. 4029).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 4029).

Art. 9 A *(Insertion d'un troisième alinéa dans l'art. 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat : schémas de mise en valeur de la mer)* (p. 4030).

Adopté : amendement n° 35 de M. Josselin de Rohan, rapporteur : suppression de cet article (p. 4030).

– L'art. 9 A est supprimé (p. 4030).

Art. 9 *(Maîtrise des communes sur les opérations d'aménagement touristique)* (p. 4030).

Adoptés : amendements de M. Josselin de Rohan, rapporteur, n° 36 : nouvelle rédaction du premier paragraphe de cet article, visant le contrôle des communes sur les opérations d'aménagement touristique (p. 4031) – Et n° 37 : convention définissant le contenu de l'opération, ses conditions de réalisation, les modalités de gestion, d'animation et de promotion et les équipements collectifs qu'elle comporte (p. 4031).

Devient sans objet : amendement n° 115 de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat : convention avec la personne publique ou privée assurant la gestion, la promotion et l'animation de l'ensemble touristique (p. 4031).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 4031).

Art. 10 *(Principes régissant l'accueil des navires de plaisance)* (p. 4031).

Adopté : amendement n° 38 de M. Josselin de Rohan, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article ; référence aux normes édictées par les schémas de mise en valeur de la mer (p. 4033).

Devient sans objet : amendement n° 90 de M. Louis Caiveau : suppression, pour l'accueil des navires de plaisance, de l'appel préférentiel à des formules légères d'aménagement (p. 4033).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 4033).

Après l'art. 10 (p. 4033).

Adopté : amendement n° 39 (art. additionnel) de M. Josselin de Rohan, rapporteur : construction d'un port de plaisance et sauvegarde des sites et activités économiques (p. 4033).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4033).

Art. 11 *(Sauvegarde des sites et activités économiques lors de la construction de ports de plaisance)* – Adopté (p. 4033).

Art. 12 *(Possibilité pour les communes littorales d'être dotées d'un office du tourisme et de percevoir la taxe de séjour)* (p. 4033).

Rejetés : ammendements n° 78 de M. Christian Bonnet : suppression de la possibilité donnée à des communes autres que les stations classées et les communes touristiques de percevoir une taxe de séjour (p. 4035) – Et n° 75 de M. Bernard-Michel Hugo : détermination de la taxe de séjour : tarif et catégories du barème (p. 4035).

– L'art. 12, est adopté (p. 4035).

Après l'art. 12 (p. 4035).

Rejeté : amendement n° 76 (art. additionnel) de M. Bernard-Michel Hugo : instauration d'un système de péréquation de la taxe de séjour (p. 4036).

Art. 12 bis *(Extractions de matériaux)* (p. 4035).

Adopté : amendement n° 40 de M. Josselin de Rohan, rapporteur : extractions de matériaux non visés à l'art. 2 du code minier limitées ou interdites lorsqu'elles risquent de compromettre les exploitations de cultures marines (p. 4036).

– L'art. 12 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4036).

Intitulé de chapitre (p. 4036).

Adopté : amendement n° 41 de M. Josselin de Rohan, rapporteur : « Gestion du domaine public maritime et fluvial » (p. 4036).

– L'intitulé du chapitre I^er^ du titre II, ainsi modifié, est adopté (p. 4036).

Art. 13 *(Décisions d'utilisation des zones du domaine public maritime)* (p. 4036).

Adoptés : amendements de M. Josselin de Rohan, rapporteur, n° 42 : nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (p. 4036) – Et n° 43 destiné à rectifier une erreur dans la référence de la loi relative à la démocratisation des enquêtes publiques (p. 4037).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 4037).

Art. 14 *(Délimitation du rivage)* (p. 4037).

Adoptés : amendement n° 117 de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat : limites du rivage constatées par l'Etat en fonction des observations opérées sur le lieu à délimiter ou des informations fournies par des procédés scientifiques (p. 4037) – Amendements de M. Josselin de Rohan, rapporteur, n° 45 : délai de prescription de la revendication de propriété porté à dix ans (p. 4037) – Et n° 46 : décret en Conseil d'Etat déterminant la liste des instruments scientifiques visés au premier alinéa du présent article (p. 4037) après modification par le sous-amendement n° 116 de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat : procédés scientifiques (p. 4037).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 4037).

Après l'art. 14 (p. 4037).

Adopté : amendement n° 47 (art. additionnel) de M. Josselin de Rohan, rapporteur : obligations de l'Etat en matière de protection du littoral contre les attaques de la mer (p. 4039).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4039).

Art. 15 *(Réglementation des asséchements, endiguements, exondements, etc.)* (p. 4039).

Adopté : amendement n° 91 de M. Louis Caiveau : interdiction de porter atteinte à l'état naturel du rivage de la mer sous réserve de l'exécution des opérations de défense contre la mer et de la réalisation des ouvrages et installations nécessaires à la pêche maritime, à la saliculture, aux cultures marines et

aux travaux de confortement des nouveaux atterrissements (p. 4039).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 4039).

Art. 16 *(Zones de mouillage et mouillages isolés)* (p. 4039).

Adopté : amendement n° 118 de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application du présent article : règles générales de la police et de l'exploitation des mouillages (p. 4040).

Retiré : amendement n° 48 de M. Josselin de Rohan, rapporteur : fixation par décret en Conseil d'Etat de la définition des équipements légers pouvant bénéficier d'autorisations d'occupation temporaire du domaine public (p. 4040).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 4040).

Art. 17 *(Autorisation d'exploitation de cultures marines et occupation du domaine public)* (p. 4041).

Adoptés : amendements de M. Josselin de Rohan, rapporteur, n° 49, rédactionnel (p. 4040) – n° 50 : référence au décret du 24 octobre 1984 relatif à l'utilisation du domaine public portuaire mis à disposition des départements et des communes et prévu par l'art. 9 de la loi du 23 juillet 1983 (p. 4041) – Et n° 51 : suppression du troisième alinéa de cet article prévoyant que la collectivité ne peut refuser son accord que pour des motifs relatifs au bon fonctionnement du service public portuaire (p. 4041).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 4041).

Art. 18 *(Réglementation des plages)* (p. 4041).

Adoptés : amendements de M. Josselin de Rohan, rapporteur, n° 52 : suppression du second alinéa de cet article précisant que l'usage libre et gratuit par le public constitue la destination fondamentale des plages au même titre que leur affectation aux activités de pêche et de cultures marines (p. 4041) – n° 53 : limitations à l'usage libre et gratuit des plages pouvant être interdites, sauf dans le cas de concessions de plages artificielles ou dans le cas de renouvellement de concessions de plages existantes (p. 4042) – n° 54 : suppression de l'interdiction totale de clôture (p. 4042) – Et n° 55 : pouvoir du maire d'autoriser la circulation et le stationnement des véhicules terrestres à moteur sur les plages (p. 4043).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 4043).

Art. 19 *(Insertion d'un alinéa dans l'art. L. 131-2 du code des communes : limite de la police municipale sur le rivage de la mer)* – Adopté (p. 4043).

Art. 20 *(Insertion d'un art. L. 131-2-1 :police des baignades et des activités nautiques)* (p. 4043).

Adopté : amendement n° 107 de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat : maire réglementant l'utilisation des aménagements réalisés pour la pratique des activités nautiques et pourvoyant d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours (p. 4043) ; après modification par le sous-amendement n° 100 de M. Alphonse Arzel, rapporteur pour avis : pourvoyant d'urgence aux mesures... (p. 4043).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 4043).

Art. 20 bis *(Pouvoir de substitution du commissaire de police)* – Adopté (p. 4043).

Art. 21 *(Secours et sauvetage en mer)* – Adopté (p. 4043).

Intitulé du titre III (p. 4044).

Adopté : amendement n° 56 de M. Josselin de Rohan, rapporteur : « Dispositions particulières aux départements d'outre-mer » ; suppression de la mention de la collectivité territoriale de Mayotte (p. 4044).

– L'intitulé du titre III, ainsi modifié, est adopté (p. 4044).

Art. 22 *(Insertion, au titre V du livre Ier du code de l'urbanisme, d'un chapitre VI intitulé : « Dispositions particulières au littoral dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte », et comprenant les art. L. 156-1 à L. 156-3 : bande littorale ; zone des cinquante pas géométriques)* (p. 4044).

Adoptés : amendements de M. Josselin de Rohan, rapporteur, n° 57 et n° 58, de coordination : suppression de la mention de la collectivité territoriale de Mayotte (p. 4045) – n° 59 : réservation des terrains situés dans la bande littorale aux installations des services publics, à des activités économiques ou à des équipements collectifs lorsqu'ils sont liés à l'usage de la mer (p. 4046) ; sous-amendement n° 109 de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat : accès et libre circulation le long du rivage organisés ou préservés par ces installations (p. 4046) – Amendements de M. Josselin de Rohan, rapporteur : n° 60, de coordination (p. 4046) – n° 61 et n° 62, rédactionnels (p. 4046).

Rejeté : sur l'amendement n° 59 de M. Josselin de Rohan, rapporteur, sous-amendement n° 77 de M. Marcel Gargar : priorité aux activités portuaires, de pêche ou de culture marine, et de tourisme social (p. 4046).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 4046).

Art. 23 *(Application aux départements d'outre-mer de la loi n° 63-1178 du 28 novembre 1963 relative au domaine public maritime)* (p. 4046).

Adopté : amendement de coordination n° 63 de M. Josselin de Rohan, rapporteur : exclusion de Mayotte (p. 4046).

– L'art. 23, ainsi modifié, est adopté (p. 4046).

Art. 24 *(Art. L. 87 du code du domaine de l'Etat : domanialité publique de la zone comprise entre la limite du rivage de la mer et la limite supérieure de la zone des cinquante pas géométriques)* (p. 4046).

Adopté : amendement n° 64 de M. Josselin de Rohan, rapporteur, de rectification d'une erreur matérielle (p. 4047).

– L'art. 24, ainsi modifié, est adopté (p. 4047).

Après l'art. 24 (p. 4047).

Adopté : amendement n° 65 (art. additionnel) de M. Josselin de Rohan, rapporteur : nouvelle rédaction de l'art. L. 88 du code du domaine de l'Etat (p. 4047).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4047).

Art. 25 *(Modification de l'art. L. 89 du code du domaine de l'Etat : possibilité de cession, aux communes, de certains terrains de la zone des cinquante pas géométriques)* (p. 4047).

Adopté : amendement rédactionnel n° 66 de M. Josselin de Rohan, rapporteur (p. 4047).

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 4047).

Avant l'art. 26 (p. 4047).

Adopté : amendement n° 67 (division additionnelle) de M. Josselin de Rohan, rapporteur : « Titre IV – Dispositions diverses » (p. 4048).

Rejeté : amendement n° 92 (art. additionnel) de M. Jacques Eberhard, soutenu par M. Bernard-Michel Hugo : position de détachement des fonctionnaires des différentes administrations publiques mis à la disposition de l'administration du port (p. 4048).

Retiré : amendement n° 94 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, soutenu par M. Jean-François Le Grand : fonctionnaires des différentes administrations publiques mis à la disposition de l'administration du port, placés dans l'une des trois positions suivantes : détachement, hors cadre, ou disponibilité (p. 4048).

– Une division nouvelle « Titre IV » et son intitulé sont insérés dans le projet de loi (p. 4048).

Art. 26 *(Modification de la législation des installations classées pour permettre au commissaire de la République d'imposer aux exploitants des mesures d'urgence en cas d'accident : art. 6 et 11 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976)* (p. 4049).

Rejeté : amendement de suppression n° 68 de M. Josselin de Rohan, rapporteur (p. 4049).

– L'art. 26 est adopté (p. 4049).

Art. 27 *(Rapport annuel au Parlement sur l'application de la présente loi)* – Adopté (p. 4049).

Après l'art. 27 (p. 4049).

Adopté : amendement n° 69 (art. additionnel) de M. Josselin de Rohan, rapporteur : modification de l'art. premier de la loi n° 75-602 du 10 juillet 1975 portant création du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres : mention des communes littorales définies par le présent projet de loi (p. 4049).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4049).

Explications de vote : MM. Bernard-Michel Hugo (p. 4049), Charles Bonifay (p. 4049, 4050).

Adoption (16 décembre 1985) (p. 4050).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1985) (p. 4517, 4522).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4517) : *MM. Josselin de Rohan, rapporteur pour le Sénat ; André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement.*

MER ET LITTORAL : ROHAN (Josselin de) (p. 4517) ; LABARRERE (André) (p. 4517).

SCHEMAS DE MISE EN VALEUR DE LA MER : ROHAN (Josselin de) (p. 4517).

URBANISME : ROHAN (Josselin de) (p. 4517).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4517, 4522)

Art. 1er A, 1er, 2 (p. 4517).

Art. 2 bis, 3, 3 bis, 4, 5, 7, 7 bis-1, 7 quinquies, 8, 9 A (p. 4519).

Art. 9, 10, 10 bis, 12 bis, 13, 14, 15, 16 (p. 4520).

Art. 17, 18, 20, 22, 23 (p. 4521).

Art. 24, 24 bis, 25, 28 (p. 4522).

Adoption (20 décembre 1985) (p. 4522).

Voir aussi RAPPELS AU REGLEMENT, **18**
TRAITES ET CONVENTIONS, **15**

METEOROLOGIE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
TRAITES ET CONVENTIONS, **14**

METHANOL

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **70**

MEUBLE (industrie)

Voir BOIS ET FORETS, **1**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

MEUSE (département)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **70, 102**

MILITAIRES

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

MILITAIRES RETRAITES

Voir ARMEE, **1**, DG
EMPLOI, ACTIVITE, **2**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

MINES ET CARRIERES

1. – **Proposition de loi tendant à assurer le remboursement de la TVA payée par le personnel des houillères nationales pour le combustible qui lui est attribué,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jean-Luc Bécart, sénateur, et plusieurs de ses collègues (28 mai 1985) [n° **320** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances.

Voir aussi AGRICULTURE, **4**

MINEURS (d'âge)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **13**
PROCEDURE PENALE, **2**, DG

MINISTERE PUBLIC

Voir PROCEDURE PENALE, **2**

MINISTRES

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **10**, DG

MINISTRES PLENIPOTENTIAIRES

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
SECURITE SOCIALE, **2**

MISSILES

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

MODES DE SCRUTIN

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **1** ; **3**, DG ; **6** ; **7** ; **8** ; **10**, DG
POLYNESIE FRANCAISE, **2**

MONACO

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **15**

MONNAIES

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, DG
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**, DG

MONNAIES ET MEDAILLES

Voir LOIS DE FINANCES, 3, DG

MONOPOLES

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle
MUTUELLES (sociétés), 1, DG
PRIX ET CONCURRENCE, 2, DG
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, 1, DG

MONTAGNE

Voir AGRICULTURE, 4
BOIS ET FORETS, 1
COMMERCE ET ARTISANAT, 2
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Agriculture
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 25

MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES (MCM)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 102

MONUMENTS HISTORIQUES

Voir BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, 1, ART. 19
CONSTRUCTION, 1, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Culture

MORTS EN DEPORTATION

Voir DEPORTES, INTERNES ET RESISTANTS, 1

MOSELLE (département)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 69

MOUVEMENT DE LIBERATION CANAQUE SOCIALISTE (LKS)

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, 3, DG

MOYEN-ORIENT

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

MULTIPROPRIETE

Voir LOGEMENT, 2

MUSEE D'ORSAY

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Culture

MUSEE DES MONUMENTS FRANCAIS

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Culture

MUSEE DES PLANS-RELIEFS

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Culture

MUSEE DU LOUVRE

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Culture

MUSEES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 12
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Culture
RAPPELS AU REGLEMENT, 1

MUSIQUE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 12, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Culture
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, 1, DG

MUTUALITE

Voir MUTUELLES (sociétés), 1
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 92

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

1. – **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture (6 novembre 1985) [n° **3038**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Giovannelli (28 novembre 1985) [n° **3137**] – URGENCE – Discussion (5 décembre 1985) – Adoption (5 décembre 1985) [n° **940**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 décembre 1985) [n° **163** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jacques Machet (12 décembre 1985) [n° **207** (85-86)] – Discussion (20 décembre 1985) (p. 4474, 4486 ; 4492, 4506) – Rejet (20 décembre 1985) [n° **89**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 décembre 1985) [n° **3284**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean Giovannelli (21 décembre 1985) [n° **3305**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jacques Machet (21 décembre 1985) [n° **272** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (20 décembre 1985) [n° **3284**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Giovannelli (21 décembre 1985) [n° **3307**] – Discussion (21 décembre 1985) – Adoption (21 décembre 1985) [n° **1004**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (21 décembre 1985) [n° **279** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jacques Machet (22 décembre 1985) [n° **282** (85-86)] – Discussion (22 décembre 1985) (p. 4646, 4648) – Rejet (22 décembre 1985) [n° **109**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (22 décembre 1985) [n° **3319**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Giovannelli (22 décembre 1985) [n° **3321**] – Discussion (22 décembre 1985) – Adoption (22 décembre 1985) [n° **1009**].

PROMULGATION : Loi n° 86-19 du 6 janvier 1986 *(JO* Lois et décrets du 8 janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1985) (p. 4474, 4486 ; 4492, 4506).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4474, 4486 ; 4492, 4496) : *MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture ; Jacques Machet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Philippe François, Michel Moreigne, Jacques Durand, Louis Minetti, Louis Mercier, Michel Souplet, Alain Pluchet, Michel Rigou, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

AGRICULTEURS : Voir EXPLOITANTS AGRICOLES.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE : MACHET (Jacques) (p. 4479) ; RIGOU (Michel) (p. 4493).

ASSURANCE VIEILLESSE : MACHET (Jacques) (p. 4477) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4495, 4496).

BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (BAPSA) : NALLET (Henri) (p. 4476, 4494) ; MERCIER (Louis) (p. 4484).

COMMISSIONS DEPARTEMENTALES DES STRUCTURES AGRICOLES : NALLET (Henri) (p. 4495).

COTISATIONS SOCIALES : NALLET (Henri) (p. 4476, 4494, 4495) ; MACHET (Jacques) (p. 4478) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 4480) ; MINETTI (Louis) (p. 4483, 4484) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4495).

CUMUL (emploi-retraite) : NALLET (Henri) (p. 4474, 4475, 4476, 4493, 4495) ; MACHET (Jacques) (p. 4478, 4479) ; MOREIGNE (Michel) (p. 4481) ; MINETTI (Louis) (p. 4483) ; SOUPLET (Michel) (p. 4485) ; PLUCHET (Alain) (p. 4492) ; RIGOU (Michel) (p. 4493) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4496).

EXPLOITANTS AGRICOLES : NALLET (Henri) (p. 4474 à 4477, 4493 à 4495) ; MACHET (Jacques) (p. 4477) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 4480) ; MOREIGNE (Michel) (p. 4480, 4481) ; DURAND (Jacques) (p. 4482) ; MINETTI (Louis) (p. 4483, 4484) ; MERCIER (Louis) (p. 4484) ; SOUPLET (Michel) (p. 4485, 4486) ; PLUCHET (Alain) (p. 4492, 4493) ; RIGOU (Michel) (p. 4493) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4495, 4496).

EXPLOITANTS AGRICOLES (conjoints) : MACHET (Jacques) (p. 4478) ; MOREIGNE (Michel) (p. 4481) ; MINETTI (Louis) (p. 4483) ; MERCIER (Louis) (p. 4484, 4485) ; SOUPLET (Michel) (p. 4485) ; RIGOU (Michel) (p. 4493).

EXPLOITATIONS AGRICOLES A RESPONSABILITE LIMITEE (EARL) : SOUPLET (Michel) (p. 4485).

FERMAGE (statut) : MINETTI (Louis) (p. 4483).

FONDS D'ACTION SOCIALE POUR L'AMENAGEMENT DES STRUCTURES AGRICOLES (FASASA) : MACHET (Jacques) (p. 4479) ; SOUPLET (Michel) (p. 4485).

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE : MACHET (Jacques) (p. 4477) ; PLUCHET (Alain) (p. 4492, 4493).

INDEMNITE ANNUELLE DE DEPART (IAD) : NALLET (Henri) (p. 4476) ; MINETTI (Louis) (p. 4484).

PENSIONS DE RETRAITE : NALLET (Henri) (p. 4476, 4493, 4494) ; MACHET (Jacques) (p. 4477, 4478) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 4479) ; DURAND (Jacques) (p. 4482) ; MERCIER (Louis) (p. 4484) ; PLUCHET (Alain) (p. 4492) ; RIGOU (Michel) (p. 4493).

PENSIONS DE REVERSION : Voir EXPLOITANTS AGRICOLES (conjoints).

RETRAITE (âge de la) : NALLET (Henri) (p. 4474 à 4477, 4493 à 4495) ; MACHET (Jacques) (p. 4477 à 4479) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 4479, 4480) ; MOREIGNE (Michel) (p. 4480 à 4482) ; DURAND (Jacques) (p. 4482 à 4484) ; MERCIER (Louis) (p. 4484, 4485) ; SOUPLET (Michel) (p. 4485, 4486) ; PLUCHET (Alain) (p. 4492, 4493) ; RIGOU (Michel) (p. 4493) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4495, 4496).

SCHEMA DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES STRUCTURES (SDDS) : NALLET (Henri) (p. 4475, 4495) ; PLUCHET (Alain) (p. 4492).

SURFACE MINIMUM D'INSTALLATION (SMI) : PLUCHET (Alain) (p. 4492).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4496, 4506) : *MM. Jacques Machet, rapporteur ; Henri Nallet, ministre ; Pierre Gamboa, au nom de la commission des finances ; Louis Mercier, Louis de Catuelan, Paul Souffrin, Michel Moreigne, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

Art. 1er *(Abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite – Art. 1120-1 et 1120-2 du code rural)* – Adopté (p. 4496).

Art. 2 *(Calcul du montant de la retraite – Art. 1121 et 1142-5 du code rural)* (p. 4496).

Adoptés : amendements rédactionnels n° 33 et n° 34 de M. Jacques Machet, rapporteur (p. 4496, 4497).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) : amendements de M. Jacques Machet, rapporteur, n° 1 : calcul du montant de la retraite ; majoration de la durée d'assurance (p. 4497) – n° 2 et n° 3 : report de l'application du coefficient de minoration (p. 4497) – n° 4 : majoration pour conjoint à charge (p. 4498) – Et n° 5 : report d'application (p. 4498).

– L'art. 2 est rejeté (p. 4498).

Art. 3 *(Droits des conjoints des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole – Art. 1122 du code rural)* (p. 4498).

Retiré : amendement n° 20 de M. Louis Mercier : cumul des droits propres et des droits de réversion (p. 4499).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 6 de M. Jacques Machet, rapporteur : rétablissement jusqu'au 1er janvier 1990 du droit à pension de réversion sans conditions particulières (p. 4499).

– L'art. 3 est rejeté (p. 4499).

Art. 3 bis *(Pension de réversion du conjoint du chef d'exploitation à titre secondaire – Art. 1121-1 du code rural)* – Adopté (p. 4499).

Art. 4 *(Droits propres à la retraite forfaitaire du conjoint et des membres de la famille – Art. 1122-1 du code rural)* (p. 4499).

Adopté : amendement rédactionnel n° 35 de M. Jacques Machet, rapporteur (p. 4499).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4499).

Art. 4 bis *(Droits à pension de réversion des conjoints et des membres de la famille du chef d'exploitation)* – Adopté (p. 4499).

Art. 5 *(Coordination)* (p. 4499).

Adoptés : amendements rédactionnels n° 36 et n° 37 de M. Jacques Machet, rapporteur (p. 4500) – Amendement n° 31 de M. Henri Nallet, ministre : suppression, dans l'article relatif à la mutualité agricole, de la mention des ayants droits bénéficiaires (p. 4500).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4500).

Art. 6 *(Suppression de l'exonération de la cotisation individuelle d'assurance vieillesse – Art. 1123 du code rural)* (p. 4500).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 7 de M. Jacques Machet, rapporteur : report d'application au 1er janvier 1990 (p. 4500).

– L'art. 6 est rejeté (p. 4500).

Art. 7 *(Inaptitude au travail – Art. 1122-3 à 1122-5 du code rural)* (p. 4500).

Retiré : amendement n° 21 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Louis de Catuelan : harmonisation avec le régime général de la sécurité sociale (p. 4501).

– L'art. 7 est adopté (p. 4501).

Art. 7 bis *(Coordination)* – Adopté (p. 4501).

Art. 8 *(Obligation de cessation d'activité)* (p. 4501).

Rejeté : amendement n° 40 de M. Henri Nallet, ministre : application de cette condition cessant à compter du 31 décembre 1990 (p. 4502).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 8 de M. Jacques Machet, rapporteur : report d'application de cette obligation au 1er janvier 1990 (p. 4501).

– L'art. 8 est rejeté (p. 4502).

Art. 8 bis *(Droit des preneurs de baux ruraux de résilier leur bail à partir de l'année au cours de laquelle ils atteignent l'âge légal de la retraite)* – Adopté (p. 4502).

Art. 9 *(Possibilité de poursuivre l'exploitation)* (p. 4502).

Adopté : amendement n° 11 de M. Jacques Machet, rapporteur : suppression de l'alinéa relatif au versement de la contribution de solidarité (p. 4502).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 10 de M. Jacques Machet, rapporteur : report d'application (p. 4502).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 4502).

Intitulé du titre III (p. 4502).

Adopté : amendement n° 12 de M. Jacques Machet, rapporteur : suppression de la division « Titre III » et de son intitulé « Contribution de solidarité » (p. 4503 ; précédemment réservé p. 4502).

– La division « Titre III » et son intitulé sont supprimés (p. 4503).

Art. 10 *(Assujettissement à la contribution de solidarité)* (p. 4502).

Adopté : amendement de suppression n° 13 de M. Jacques Machet, rapporteur (p. 4503).

– L'art. 10 est supprimé (p. 4503).

Art. 11 *(Recouvrement de la contribution de solidarité par la caisse de mutualité sociale agricole)* (p. 4503).

Adopté : amendement de suppression n° 14 de M. Jacques Machet, rapporteur (p. 4503).

– L'art. 11 est supprimé (p. 4503).

Art. 12 *(Déclaration et pénalités)* (p. 4503).

Adopté : amendement de suppression n° 15 de M. Jacques Machet, rapporteur (p. 4503).

– L'art. 12 est supprimé (p. 4503).

Art. 13 *(Possibilité d'exonération de la contribution de solidarité)* (p. 4503).

Adopté : amendement de suppression n° 16 de M. Jacques Machet, rapporteur (p. 4504).

– L'art. 13 est supprimé (p. 4504).

Art. 14 *(Reconduction pour 1986 du Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles, FASASA)* (p. 4504).

Adoptés : amendements identiques n° 17 de M. Jacques Machet, rapporteur, et n° 29 de M. André Méric, soutenu par M. Michel Moreigne : reconduction du FASASA jusqu'au 31 décembre 1989 (p. 4504).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 4504).

Art. 15 *(Régime de l'indemnité annuelle de départ, IAD, et de l'indemnité viagère de départ complément de retraite, IVD-CR)* (p. 4504).

Adoptés : amendements rédactionnels n° 38 et n° 39 de M. Jacques Machet, rapporteur (p. 4504).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 4504).

Après l'art. 15 (p. 4504).

Rejeté : amendement n° 32 (art. additionnel) de M. Henri Nallet, ministre : dispositions transitoires (p. 4505).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 18 (art. additionnel) de M. Jacques Machet, rapporteur : octroi d'une indemnité complémentaire de retraite aux agriculteurs cessant d'exploiter, dans certaines conditions, avant l'âge de soixante-cinq ans (p. 4505).

Art. 16 *(Dispositions diverses)* – Adopté (p. 4505).

Après l'art. 16 (p. 4505).

Rejeté : amendement n° 42 (art. additionnel) de M. Henri Nallet, ministre : statut juridique de l'Office national interprofessionnel des céréales, ONIC (p. 4506).

Explications de vote : MM. Pierre Gamboa (p. 4506), Alain Pluchet (p. 4506), Louis Lazuech (p. 4506), Michel Moreigne (p. 4506).

Scrutin public (n° 41 ; p. 4506 ; liste des votants p. 4560, 4561).

Rejet (20 décembre 1985) (p. 4506).

Discussion (nouvelle lecture)

(22 décembre 1985) (p. 4646, 4648).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4646, 4647) : *MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture ; Jacques Machet, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

EXPLOITANTS AGRICOLES : NALLET (Henri) (p. 4646) ; MACHET (Jacques) (p. 4647).

FONDS D'ACTION SOCIALE POUR L'AMENAGEMENT DES STRUCTURES AGRICOLES (FASASA) : MACHET (Jacques) (p. 4646, 4647).

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES (ONIC) : MACHET (Jacques) (p. 4646).

PENSIONS DE RETRAITE : NALLET (Henri) (p. 4646) ; MACHET (Jacques) (p. 4646, 4647).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable, de M. Jacques Machet, rapporteur (p. 4647) : *M. Jacques Machet, Mme Cécile Goldet, M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission.*

Adoption de la motion (p. 4648).

Rejet du projet de loi (22 décembre 1985) (p. 4648).

MUTUELLES (sociétés)

1. – **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales (25 avril 1985) [n° **2652**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Le Gars (21 mai 1985) [n° **2691**] – Discussion (28 mai 1985) – Adoption (28 mai 1985) [n° **794**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 mai 1985) [n° **326** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Chérioux (11 juin 1985) [n° **351** (84-85)] – Discussion (19 juin 1985) (p. 1354, 1391) – Adoption (19 juin 1985) [n° **128**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 juin 1985) [n° **2804**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Le Gars (20 juin 1985) [n° **2813**] – Discussion (24 juin 1985) – Adoption (24 juin 1985) [n° **831**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (25 juin 1985) [n° **414** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Chérioux (25 juin 1985) [n° **417** (84-85)] – Discussion (26 juin 1985) (p. 1711, 1722) – Adoption (26 juin 1985) [n° **157**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (26 juin 1985) [n° **2851**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean Le Gars (27 juin 1985) [n° **2860**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Chérioux (28 juin 1985) [n° **441** (84-85)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (26 juin 1985) [n° **2851**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Le Gars (28 juin 1985) [n° **2865**] – Discussion (28 juin 1985) – Adoption (28 juin 1985) [n° **855**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (29 juin 1985) [n° **449** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Chérioux (29 juin 1985) [n° **450** (84-85)] – Discussion (29 juin 1985) (p. 1870, 1878) – Adoption (29 juin 1985) [n° **172**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (29 juin 1985) [n° **2881**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Le Gars (29 juin 1985) [n° **2885**] – Discussion (29 juin 1985) – Adoption (29 juin 1985) [n° **865**].

DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL : conforme, le 24 juillet 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 26 juillet 1985).

PROMULGATION : Loi n° 85-773 du 25 juillet 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 26 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(19 juin 1985) (p. 1354, 1391).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1354, 1362) : *MM. Jean Gatel, secrétaire d'Etat à l'économie sociale ; Jean Chérioux, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Marc Boeuf, Georges Mouly, Mme Monique Midy, MM. Pierre Lacour, Pierre-Christian Taittinger.*

ASSOCIATIONS : LACOUR (Pierre) (p. 1360).

COMMISSAIRES AUX COMPTES : CHERIOUX (Jean) (p. 1356) ; GATEL (Jean) (p. 1362).

COMPAGNIES D'ASSURANCES : MIDY (Monique) (p. 1359, 1360) ; GATEL (Jean) (p. 1362).

CONCURRENCE : CHERIOUX (Jean) (p. 1357) ; GATEL (Jean) (p. 1362).

CULTURE : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1361).

FEDERATION NATIONALE DE LA MUTUALITE FRANCAISE (FNMF) : GATEL (Jean) (p. 1354).

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE ET D'ACTION MUTUALISTE : BOEUF (Marc) (p. 1358).

LIBAN : LACOUR (Pierre) (p. 1360) ; GATEL (Jean) (p. 1361).

MEDICAMENTS : MIDY (Monique) (p. 1359).

MONOPOLES : MIDY (Monique) (p. 1360) ; GATEL (Jean) (p. 1362).

MUTUALITE : GATEL (Jean) (p. 1354, 1355, 1361, 1362, 1363) ; CHERIOUX (Jean) (p. 1355, 1356, 1357, 1363) ; BOEUF (Marc) (p. 1357, 1358) ; MOULY (Georges) (p. 1358, 1359) ; MIDY (Monique) (p. 1359, 1360) ; LACOUR (Pierre) (p. 1360, 1361) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1361).

MUTUELLES (sociétés) : GATEL (Jean) (p. 1355, 1361, 1362) ; CHERIOUX (Jean) (p. 1356, 1357) ; BOEUF (Marc) (p. 1358) ; MOULY (Georges) (p. 1358) ; LACOUR (Pierre) (p. 1360, 1361) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1361).

OTAGES : LACOUR (Pierre) (p. 1360) ; GATEL (Jean) (p. 1361).

PROFESSIONS MEDICALES ET PARAMEDICALES : GATEL (Jean) (p. 1362).

SECURITE SOCIALE : GATEL (Jean) (p. 1355) ; CHERIOUX (Jean) (p. 1355) ; BOEUF (Marc) (p. 1357, 1358) ; MIDY (Monique) (p. 1358, 1359) ; LACOUR (Pierre) (p. 1360) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1361).

TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCES : LACOUR (Pierre) (p. 1361).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1363, 1391) : *MM. Jean Chérioux, rapporteur ; Jean Gatel, secrétaire d'Etat ; Mme Monique Midy, MM. Charles Bonifay, René Martin, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Pierre-Christian Taittinger, Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés.*

Art. 1er *(Code de la mutualité)* (p. 1363).

ARTICLE L. 111-1 : définition des mutuelles (p. 1363).

Adoptés : amendements de M. Jean Chérioux, rapporteur, n° 1 : missions de la mutualité, encouragement de la maternité et protection de l'enfance, de la famille, des personnes âgées ou handicapées ; et n° 2 : parmi les missions des mutuelles, suppression du développement culturel de leurs membres et de l'amélioration de leurs conditions de vie (p. 1363 et 1364).

Rejeté : amendement n° 33 de Mme Monique Midy : exclusivité de la couverture complémentaire de la sécurité sociale accordée aux mutuelles (p. 1364 ; scrutin public n° 63 ; liste des votants p. 1427, 1428).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1364).

ARTICLE L. 111-2 : obligation de se constituer sous forme de mutuelle (p. 1364).

Rejeté : amendement n° 34 de Mme Monique Midy, soutenu par M. René Martin : suppression de la possibilité pour les compagnies d'assurance de verser des prestations complémentaires de celles de la sécurité sociale (p. 1365).

– Le texte proposé est adopté (p. 1365).

APRES L'ARTICLE L. 111-2 (p. 1365).

Rejeté : amendement n° 35 (art. additionnel) de Mme Monique Midy, soutenu par M. René Martin : création auprès de chacun des organismes de sécurité sociale d'un comité de consultation, de coordination et de coopération avec les sociétés mutualistes (p. 1365).

ARTICLE L. 121-1 : composition des mutuelles (p. 1365).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jean Chérioux, rapporteur : extension de l'activité des mutuelles à la prévoyance collective soumise à l'adoption des règles de concurrence établies par le décret en Conseil d'Etat visé à l'article L. 311-3 (p. 1381 ; précédemment réservé p. 1366).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1381).

ARTICLE L. 121-2 : égalité de traitement des membres des mutuelles (p. 1366).

Rejeté : amendement n° 36 de Mme Monique Midy, soutenu par M. René Martin : suppression de la possibilité accordée

aux mutuelles de prévoir une sélection des risques, à l'instar des compagnies d'assurance (p. 1366).

– Le texte proposé est adopté (p. 1366).

ARTICLE L. 121-3 : effets de l'accomplissement du service national par les membres des mutuelles (p. 1366).

– Le texte proposé est adopté (p. 1366).

ARTICLE L. 121-4 : adhésion des mineurs aux mutuelles (p. 1366).

– Le texte proposé est adopté (p. 1366).

ARTICLE L. 122-1 : objet des statuts (p. 1366).

– Le texte proposé est adopté (p. 1366).

ARTICLE L. 122-2 : statuts types (p. 1366).

– Le texte proposé est adopté (p. 1366).

ARTICLE L. 122-3 : protection des appellations propres à la mutualité (p. 1366).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression de l'obligation faite aux sociétés d'assurance à forme mutuelle ou aux sociétés mutuelles d'assurance de modifier leur raison sociale (p. 1367).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1367).

ARTICLE L. 122-4 : subrogation des mutuelles dans les droits de leurs adhérents victimes d'un accident (p. 1367).

– Le texte proposé est adopté (p. 1367).

ARTICLE L. 122-5 : approbation des statuts (p. 1367).

Rejeté : amendement n° 37 de Mme Monique Midy, soutenu par M. René Martin : approbation des statuts par l'autorité administrative devant intervenir dans un délai de trois mois à compter de la date de dépôt desdits statuts ; silence de l'autorité administrative valant approbation (p. 1367).

– Le texte proposé est adopté (p. 1367).

ARTICLE L. 122-6 : motifs de refus d'approbation des statuts (p. 1367).

– Le texte proposé est adopté (p. 1367).

ARTICLE L. 122-7 : approbation des modifications statutaires (p. 1368).

Rejeté : amendement n° 38 de Mme Monique Midy, soutenu par M. René Martin : modifications statutaires considérées comme approuvées à l'expiration d'un délai de trois mois, en cas de silence de l'autorité administrative (p. 1368).

– Le texte proposé est adopté (p. 1368).

ARTICLE L. 123-1 : possibilité de constituer des unions et des fédérations de mutuelles (p. 1368).

Rejeté : amendement n° 39 de Mme Monique Midy, soutenu par M. René Martin : possibilité pour les sections locales d'adhérer aux unions créées dans le ressort desdites sections (p. 1368).

– Le texte proposé est adopté (p. 1368).

ARTICLE L. 123-2 : administration des unions et fédérations de mutuelles (p. 1368).

– Le texte proposé est adopté (p. 1368).

ARTICLE L. 123-3 : régime juridique applicable aux unions et fédérations de mutuelles (p. 1368).

– Le texte proposé est adopté (p. 1368).

ARTICLE L. 124-1 : principe de la capacité civile des mutuelles (p. 1368).

– Le texte proposé est adopté (p. 1368).

ARTICLE L. 124-2 : règles applicables aux opérations immobilières des mutuelles (p. 1368).

– Le texte proposé est adopté (p. 1368).

ARTICLE L. 124-3 : régime des emprunts des mutuelles (p. 1368).

Adopté : amendement n° 5 de M. Jean Chérioux, rapporteur : rétablissement d'une disposition relative à la garantie financière des mutuelles en cas d'emprunt (p. 1369).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1369).

ARTICLE L. 124-4 : régime d'acceptation des dons et legs par les mutuelles (p. 1369).

Rejeté : amendement n° 40 de Mme Monique Midy, soutenu par M. René Martin : délai et conditions d'intervention de l'autorité administrative pour l'acceptation des dons et legs par les mutuelles (p. 1369).

– Le texte proposé est adopté (p. 1369).

ARTICLE L. 124-5 : fonds de réserve (p. 1369).

– Le texte proposé est adopté (p. 1369).

ARTICLE L. 124-6 : conditions de dépôt et de placement des fonds des mutuelles (p. 1369).

– Le texte proposé est adopté (p. 1369).

ARTICLE L. 124-8 : comptabilité des mutuelles (p. 1369).

Adopté : amendement n° 6 de M. Jean Chérioux, rapporteur : règles du plan comptable général applicables aux mutuelles participant à des opérations de prévoyance collective (p. 1370).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1370).

ARTICLE L. 124-9 : caractère privilégié des créances des bénéficiaires des mutuelles (p. 1370).

– Le texte proposé est adopté (p. 1370).

ARTICLE L. 125-1 : composition, pouvoirs et fonctionnement de l'assemblée générale (p. 1370).

Adopté : amendement n° 7 de M. Jean Chérioux, rapporteur : nature et importance des emprunts autorisés pour une mutuelle fixées par décrets (p. 1370).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1370).

ARTICLE L. 125-2 : délégation de pouvoir de l'assemblée générale au conseil d'administration pour la fixation des cotisations (p. 1370).

Rejeté : amendement n° 41 de Mme Monique Midy : montants ou taux des cotisations déterminés par l'assemblée générale statuant à la majorité simple (p. 1371).

– Le texte proposé est adopté (p. 1371).

ARTICLE L. 125-3 : composition, pouvoirs et fonctionnement du conseil d'administration (p. 1371).

Adopté : amendement n° 8 de M. Jean Chérioux, rapporteur : limitation, fixée par décret, du nombre d'étrangers autorisés à faire partie du conseil d'administration d'une mutuelle (p. 1371).

Rejeté : amendement n° 42 de Mme Monique Midy : suppression de la possibilité pour les membres honoraires d'être élus administrateurs d'une mutuelle (p. 1372).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1372).

ARTICLE L. 125-4 : représentation du personnel des mutuelles au conseil d'administration (p. 1372).

Adoptés : amendements de M. Jean Chérioux, rapporteur, n° 9 : représentation des cadres et agents de maîtrise d'une part, et des employés et ouvriers d'autre part au sein du conseil d'administration de certaines mutuelles ; n° 10 : élection des

représentants des salariés au sein des conseils d'administration, conformément aux règles fixées par les statuts ; et n° 11 : voix délibérative accordée aux représentants du personnel au sein des conseils d'administration (p. 1373).

Devient sans objet : amendement n° 43 de Mme Monique Midy : voix délibérative accordée aux représentants du personnel au sein des conseils d'administration (p. 1373).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1373).

ARTICLE L. 125-5 : gratuité des fonctions d'administrateur et modalités d'indemnisation (p. 1373).

Adoptés : amendements de M. Jean Chérioux, rapporteur, n°12 : allocation annuelle pouvant être accordée à certains administrateurs par l'assemblée générale ; n° 13 : montant maximum des frais de représentation, de déplacement et de séjour remboursés aux administrateurs, fixé annuellement par l'assemblée générale ; et n° 14 : quorum fixé pour les délibérations de l'assemblée générale (p. 1374).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1374).

ARTICLE L. 125-6 : conditions d'exercice de mandat et de formation des administrateurs (p. 1374).

Adopté : amendement n° 15 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression des références à certaines dispositions du code du travail dont pourraient bénéficier les administrateurs des mutuelles, et relatives à la formation professionnelle et au congé mutualiste annuel (p. 1375).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1375).

ARTICLE L. 125-7 : garanties de l'indépendance des administrateurs (p. 1375).

– Le texte proposé est adopté (p. 1375).

ARTICLE L. 125-8 : interdiction pour les administrateurs de percevoir tout avantage financier à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions (p. 1375).

– Le texte proposé est adopté (p. 1375).

ARTICLE L. 125-9 : modalités de promotion de l'action mutualiste (p. 1375).

– Le texte proposé est adopté (p. 1375).

ARTICLE L. 125-10 : contrôle de la gestion financière des mutuelles (p. 1375).

Adoptés : amendements de M. Pierre-Christian Taittinger, n° 31 : application aux mutuelles de la procédure d'alerte prévue par la loi du 1er mars 1984 ; et n° 32 rédactionnel (p. 1375).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1375).

ARTICLE L. 125-11 : représentation en justice des mutuelles (p. 1375).

– Le texte proposé est adopté (p. 1375).

ARTICLE L. 126-1 : fusion des mutuelles (p. 1375).

– Le texte proposé est adopté (p. 1375).

ARTICLE L. 126-2 : scission d'une mutuelle (p. 1375).

– Le texte proposé est adopté (p. 1375).

ARTICLE L. 126-3 : dissolution volontaire d'une mutuelle (p. 1376).

– Le texte proposé est adopté (p. 1376).

ARTICLE L. 126-4 : dissolution forcée d'une mutuelle (p. 1376).

– Le texte proposé est adopté (p. 1376).

ARTICLE L. 126-5 : liquidation d'une mutuelle (p. 1376).

– Le texte proposé est adopté (p. 1376).

INTITULE du titre 1er du livre II du code de la mutualité « Mutuelles et sections de mutuelles d'entreprises » (p. 1376).

Adopté : amendement n° 44 de Mme Monique Midy : nouvel intitulé : « Mutuelles et sections des mutuelles d'entreprises ou interentreprises » (p. 1376).

– L'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 1376).

ARTICLE L. 211-1 : définition des mutuelles et sections de mutuelles d'entreprises (p. 1376).

Rejetés : amendements de Mme Monique Midy n° 45 : définition des mutuelles et sections de mutuelles d'entreprises ou interentreprises ; et n° 46 : bénéfice de la protection contre le licenciement accordé aux militants mutualistes d'entreprises (p. 1376, 1377).

– Le texte proposé est adopté (p. 1377).

APRES L'ARTICLE L. 211-1 (p. 1377).

Rejetés : amendement n° 47 (art. additionnel) de Mme Monique Midy : statut des sections de sociétés mutualistes d'entreprise ou d'établissement (p. 1377) – Amendement n° 48 (art. additionnel) de Mme Monique Midy : moyens matériels et techniques mis à la disposition des militants mutualistes d'entreprise par l'employeur ; crédit d'heures accordé aux militants mutualistes, au même titre qu'aux membres des comités d'entreprise (p. 1377 ; scrutin public n° 64 ; liste des votants p. 1428, 1429) – Amendements de Mme Monique Midy, n° 49 : contrôle du comité d'entreprise sur les sociétés ou sections de sociétés mutualistes d'entreprise ; et n° 50 : avis du comité d'entreprise requis sur certaines décisions de la société mutualiste d'entreprise (p. 1378).

ARTICLE L. 211-2 : possibilité pour les mutuelles d'entreprises de déroger à l'article L. 125-7 relatif aux intérêts directs ou indirects dans l'entreprise.

– Le texte proposé est adopté (p. 1378).

ARTICLE L. 211-3 : conditions d'acceptation de certains dons et subventions pour les mutuelles d'entreprises (p. 1378).

Rejeté : amendement n° 51 de Mme Monique Midy : participation financière de l'employeur à la cotisation mutualiste de chaque travailleur (p. 1378).

– Le texte proposé est adopté (p. 1379).

ARTICLE L. 221-1 : mise en place et fonctionnement des sections de mutuelles à caractère professionnel ou interprofessionnel (p. 1379).

– Le texte proposé est adopté (p. 1379).

ARTICLE L. 231-1 : dérogations pour les mutuelles des militaires (p. 1379).

– Le texte proposé est adopté (p. 1379).

ARTICLE L. 231-2 : désignation du président et du premier vice-président des mutuelles des militaires (p. 1379).

Rejeté : amendement n° 52 de Mme Monique Midy : suppression du texte proposé pour cet article (p. 1379).

– Le texte proposé est adopté (p. 1379).

ARTICLE L. 231-3 : statuts types des mutuelles des militaires (p. 1379).

– Le texte proposé est adopté (p.1379).

ARTICLE L. 231-4 : désignation d'un commissaire aux comptes (p. 1379).

– Le texte proposé est adopté (p. 1379).

ARTICLE L. 311-1 : règles de sécurité financière relatives aux engagements des mutuelles (p. 1379).

Rejetés : amendements de Mme Monique Midy n° 53 : liberté laissée aux sociétés mutualistes de se fédérer ou non ; et n° 54 :

allègement de la tutelle administrative sur les systèmes de garanties des fédérations mutualistes (p. 1380).

– Le texte proposé est adopté (p. 1380).

ARTICLE L. 311-2 : réassurance (p. 1380).

– Le texte proposé est adopté (p. 1380).

ARTICLE L. 311-3 : opérations de prévoyance collective (p. 1380).

Adopté : amendement n° 16 de M. Jean Chérioux, rapporteur : conventions afférentes aux opérations de prévoyance collective devant comporter des clauses conformes aux règles de la concurrence définies par décret en Conseil d'Etat (p. 1381).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1381).

ARTICLE L. 311-4 : commission de suivi des opérations de prévoyance collective (p. 1381).

– Le texte proposé est adopté (p. 1381).

ARTICLE L. 311-5 : cessibilité et saisissabilité des allocations, pensions et rentes payées par les mutuelles (p. 1381).

– Le texte proposé est adopté (p. 1381).

ARTICLE L. 321-1 : rôle des caisses autonomes mutualistes (p. 1381).

Adoptés : amendements de M. Jean Chérioux, rapporteur, n° 17 : prestations servies par les caisses autonomes mutualistes ou la Caisse nationale de prévoyance ; et n° 18 : protection sociale complémentaire étendue aux organismes figurant sur une liste établie par arrêté conjoint du ministre chargé de la mutualité et du ministre des finances (p. 1381, 1382).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1382).

ARTICLE L.321-2 : règlements des caisses autonomes (p. 1382).

Rejeté : amendement n° 55 de Mme Monique Midy, soutenu par M. René Martin : approbation du règlement d'une caisse autonome par l'autorité administrative devant intervenir dans un délai de trois mois à compter de la date de dépôt des statuts ; silence de l'autorité administrative valant approbation (p. 1382).

– Le texte proposé est adopté (p. 1382).

ARTICLE L. 321-3 : statut des caisses autonomes (p. 1382).

– Le texte proposé est adopté (p. 1382).

ARTICLES L. 321-4 à L. 321-7 : règles de fonctionnement des caisses autonomes.

Adoptés sur l'article L. 321-4 : amendements de M. Jean Chérioux, rapporteur, n° 19 : décret en Conseil d'Etat déterminant les règles relatives à la marge de solvabilité et au plafond de garanties accordées par les caisses autonomes mutualistes ; et n° 20 : contenu du compte rendu d'opérations financières fourni annuellement à l'autorité administrative par les caisses autonomes mutualistes, déterminé par décret en Conseil d'Etat (p. 1383).

– Le texte proposé pour l'article L. 321-4, ainsi modifié, est adopté (p. 1383) ; les textes proposés pour les articles L. 321-5 à L. 321-9 sont adoptés (p. 1383).

ARTICLE L. 411-1 : création par les mutuelles d'établissements ou de services sociaux (p. 1383).

Adopté : amendement n° 21 de M. Jean Chérioux, rapporteur : création d'oeuvres sociales par les mutuelles devant obligatoirement s'inscrire dans le cadre de la loi hospitalière de 1970 et de la loi relative aux institutions sociales et médico-sociales de 1975 ; interdiction pour les mutuelles d'exercer toute activité dans le domaine culturel (p. 1385).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1385).

ARTICLE L. 411-2 : statut des établissements et services relevant de mutuelles (p. 1385).

– Le texte proposé est adopté (p. 1385).

ARTICLE L. 411-3 : association d'autres institutions à la gestion d'établissements ou de services relevant de mutuelles (p. 1385).

– Le texte proposé est adopté (p. 1385).

ARTICLE L. 411-4 : association de mutuelles à la gestion d'établissements ou de services relevant d'autres institutions (p. 1385).

Adoptés : amendements de M. Jean Chérioux, rapporteur, n^{os} 22 et 23 : coordination (p. 1385).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1385).

ARTICLE L. 411-5 : gestion d'établissements ou de services par les mutuelles pour le compte d'autres institutions (p. 1385).

Adopté : amendement n° 24 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression du texte proposé pour cet article (p. 1385).

– Le texte proposé pour cet article est supprimé (p. 1385).

ARTICLE L. 411-6 : règlement des établissements et services relevant de mutuelles (p. 1385).

Adopté : amendement n° 25 de M. Jean Chérioux, rapporteur : rétablissement de l'approbation préalable des règlements des oeuvres sociales des mutuelles ; suppression de la gestion d'oeuvres sociales déficitaires (p. 1386).

Rejetés : amendements de Mme Monique Midy, soutenus par M. René Martin, n° 56 : règlement des établissements et services relevant des mutuelles et convention de gestion soumis à une simple déclaration auprès de l'autorité administrative ; et n° 57 : approbation par l'autorité administrative des règlements des établissements et services relevant des mutuelles, devant intervenir dans un délai de trois mois à compter de la date de dépôt des statuts ; silence de l'autorité administrative valant approbation (p. 1386).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1386).

ARTICLE L. 411-7 : traitement des difficultés des établissements et services relevant de mutuelles (p. 1386).

– Le texte proposé est adopté (p. 1386).

ARTICLE L. 411-8 : retrait d'approbation des règlements des établissements et services relevant de mutuelles (p. 1386).

– Le texte proposé est adopté (p. 1386).

ARTICLES L. 511-1 A L. 511-3 : Conseil supérieur de la mutualité (p. 1386).

Rejeté à l'article L. 511-1 : amendement n° 58 de Mme Monique Midy, soutenu par M. René Martin : composition du Conseil supérieur de la mutualité (p. 1386).

– Les textes proposés pour les articles L. 511-1 à L. 511-3 sont adoptés (p. 1386, 1387).

ARTICLES L. 512-1 ET L. 512-2 : comités départementaux et régionaux de coordination de la mutualité (p. 1387).

– Les textes proposés sont adoptés (p. 1387).

ARTICLE L. 521-1 : aide apportée aux mutuelles par les collectivités locales (p. 1387).

– Le texte proposé est adopté (p. 1387).

ARTICLES L. 522-1 A L. 522-3 : rôle, ressources et dépôt du Fonds national de solidarité et d'action mutualiste (p. 1387).

– Les textes proposés sont adoptés (p. 1387).

ARTICLE L. 531-1 : exercice du contrôle de l'Etat sur les mutuelles (p. 1387).

Rejeté : amendement n° 59 de Mme Monique Midy, soutenu par M. René Martin : suppression du texte proposé pour cet article (p. 1387).

– Le texte proposé est adopté (p. 1387).

ARTICLES L. 531-2 ET L. 531-3 : désignation d'administrateurs provisoires par l'assemblée générale, programme de redressement (p. 1387).

– Les textes proposés sont adoptés (p. 1387).

ARTICLE L. 531-4 : désignation d'administrateurs provisoires par l'autorité de tutelle (p. 1388).

Rejeté : amendement n° 60 de Mme Monique Midy, soutenu par M. René Martin : recours à un administrateur provisoire dans le seul cas d'irrégularité grave constatée dans le fonctionnement d'une mutuelle (p. 1388).

– Le texte proposé est adopté (p. 1388).

ARTICLE L. 531-5 : retrait d'approbation (p. 1388).

– Le texte proposé est adopté (p. 1388).

ARTICLE L. 541-1 : peines applicables aux infractions au code de la mutualité (p. 1388).

– Le texte proposé est adopté (p. 1388).

ARTICLE L. 611-1 : décret en Conseil d'Etat pour l'application du code de la mutualité (p. 1388).

– Le texte proposé est adopté (p. 1388).

– L'art. 1er du projet de loi et son annexe, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 1388).

Art. 2 *(Délai pour la mise en conformité avec certaines dispositions du code de la mutualité)* (p. 1388).

Adopté : amendement n° 26 de M. Jean Chérioux, rapporteur : délai de deux ans accordé pour la mise en application par les organismes concernés des dispositions relatives, d'une part à la protection des appellations liées à la mutualité pour les mutuelles d'assurance, et d'autre part à la représentation des salariés au conseil d'administration pour les mutuelles (p. 1388).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1388).

Art. 3 *(Abrogation de la partie législative de l'actuel code de la mutualité)* (p. 1389).

Adopté : amendement rédactionnel n° 62 de M. Jean Chérioux, rapporteur (p. 1389).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1389).

Art. 4 *(Modification de l'article L. 133-7 du code du travail)* (p. 1389).

Adopté : amendement n° 27 de M. Jean Chérioux, rapporteur : exercice de l'activité mutualiste dans l'entreprise défini par les conventions collectives (p. 1389).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1389).

Art. 5 *(Interdiction des sanctions et du licenciement fondés sur l'exercice d'activités mutualistes)* (p. 1389).

Adopté : amendement n° 28 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression de cet article (p. 1390).

– L'art. 5 est supprimé (p. 1390).

Art. 6 *(Congé mutualiste)* (p. 1390).

Adopté : amendement n° 29 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression de cet article (p. 1390).

Devient sans objet : amendement n° 61 de Mme Monique Midy, soutenu par M. René Martin : crédit d'heures accordé aux administrateurs salariés d'une mutuelle pour l'exercice de leurs responsabilités (p. 1390).

– L'art. 6 est supprimé (p. 1390).

Après l'art. 6 (p. 1390).

Adopté : amendement n° 30 (art. additionnel) de M. Jean Chérioux, rapporteur : dispositions fiscales applicables aux contrats de garantie des risques de maladie souscrits auprès des mutuelles (p. 1390).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1390).

Explications de vote : M. Charles Bonifay (p. 1391), Mme Monique Midy (p. 1391).

Adoption (19 juin 1985) (p. 1391).

Discussion (deuxième lecture)

(26 juin 1985) (p. 1711, 1722).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1711, 1713) *MM. Jean Gatel, secrétaire d'Etat à l'économie sociale ; Jean Chérioux, rapporteur de la commission des affaires sociales, Mme Monique Midy.*

MUTUALITE : GATEL (Jean) (p. 1712) ; CHERIOUX (Jean) (p. 1712) ; MIDY (Monique) (p. 1713).

MUTUELLES (sociétés) : GATEL (Jean) (p. 1712) ; CHERIOUX (Jean) (p. 1712) ; MIDY (Monique) (p. 1713).

PROFESSIONS MEDICALES ET PARAMEDICALES : CHERIOUX (Jean) (p. 1712).

TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCES : CHERIOUX (Jean) (p. 1712).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1713, 1722) *MM. Jean Chérioux, rapporteur ; Jean Gatel, secrétaire d'Etat ; Charles Bonifay, Mme Monique Midy.*

Art. 1er et code annexé (p. 1713).

ARTICLE L. 111-1 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1713).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression de la mention du développement culturel et de l'amélioration des conditions de vie (p. 1714).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1714).

ARTICLE L. 121-1 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1714).

Adopté : amendement n° 2 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression de l'accès des mutuelles à la prévoyance collective (p. 1714).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1714).

ARTICLE L. 122-3 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1714).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte voté en première lecture par le Sénat, permettant aux organismes relevant du code des assurances d'utiliser le terme de mutuelle dans leur raison sociale (p. 1715).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1715).

ARTICLE L. 124-3 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1715).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte voté en première lecture par le Sénat pour cet article relatif aux emprunts contractés par les mutuelles (p. 1715).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1715).

ARTICLE L. 124-8 DU CODE DE LA MUTUALITE – Adopté (p. 1715).

ARTICLE L. 125-3 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1715).

Adopté : amendement n° 5 de M. Jean Chérioux, rapporteur : fixation par décret de la proportion d'administrateurs étrangers éligibles (p. 1716).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1716).

ARTICLE L. 125-4 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1716).

Adoptés : amendements n° 6 et n° 7 de M. Jean Chérioux, rapporteur : représentation avec voix délibérative des salariés des mutuelles aux séances du conseil d'administration (p. 1716).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1716).

ARTICLE L. 125-5 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1716).

Adoptés : amendements de M. Jean Chérioux, rapporteur, n° 8 : décision par l'assemblée générale du montant maximum des frais de représentation pouvant être remboursés aux administrateurs (p. 1717) – Et n° 9 : majorité requise pour la tenue de l'assemblée générale (p. 1717).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1717).

ARTICLE L. 125-6 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1717).

Adopté : amendement n° 10 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte voté en première lecture par le Sénat pour cet article relatif aux dispositifs de formation des militants mutualistes (p. 1717).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1717).

ARTICLE L. 125-10 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1717).

Adopté : amendement n° 25 de M. Jean Chérioux, rapporteur : application des dispositions de l'article 29 de la loi relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (p. 1718).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1718).

ARTICLE L. 311-3 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1718).

Adopté : amendement n° 11 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression pour coordination de cet article relatif aux opérations de prévoyance collective (p. 1718).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1718).

ARTICLE L. 311-4 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1718).

Adopté : amendement n° 26, de suppression de cet article pour coordination, de M. Jean Chérioux, rapporteur (p. 1718).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1718).

ARTICLE L. 321-1 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1718).

Adopté : amendement n° 12 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte voté en première lecture par le Sénat sur cet article relatif aux opérations de prévoyance de la mutualité (p. 1718).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1718).

ARTICLE L. 321-4 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1719).

Adoptés : amendements n° 13 et n° 14 de M. Jean Chérioux, rapporteur : procédures de contrôle destinées à améliorer la garantie des mutualistes (p. 1719).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1719).

ARTICLE L. 411-1 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1719).

Adopté : amendement n° 15 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte voté en première lecture par le Sénat sur cet article relatif à la création d'établissement par les mutuelles (p. 1719).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1719).

ARTICLE L. 411-4 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1719).

Adoptés : amendements n° 16 et n° 17 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte voté en première lecture par le Sénat pour cet article relatif à l'association des mutuelles à la gestion d'établissement relevant de collectivités publiques ou de personnes morales de droit privé à but non lucratif (p. 1720).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1720).

ARTICLE L. 411-5 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1720).

Adopté : amendement n° 18 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression de cet article relatif à la gestion d'établissement par les mutuelles pour le compte de collectivités publiques ou de personnes morales de droit privé à but non lucratif (p. 1720).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1720).

ARTICLE L. 411-6 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1720).

Adopté : amendement n° 19 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte adopté en première lecture par le Sénat sur la procédure de création, d'extension d'établissements et services mentionnés à l'article L. 411-1 (p. 1720).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1720).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1720).

Art. 2 (p. 1720).

Adopté : amendement n° 20 de M. Jean Chérioux, rapporteur : délai de mise en conformité avec la loi pour les organismes visés (p. 1720).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1720).

Art. 4 (p. 1720).

Adopté : amendement n° 21 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte voté par le Sénat en première lecture (p. 1721).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1721).

Art. 5 (p. 1721).

Adopté : amendement n° 22 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression de cet article relatif à la protection du salarié mutualiste (p. 1721).

– L'art. 5 est supprimé (p. 1721).

Art. 6 (p. 1721).

Adopté : amendement n° 23 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression de cet article relatif au congé de formation mutualiste (p. 1721).

– L'art. 6 est supprimé (p. 1721).

Art. 7 (p. 1721) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 24 de M. Jean Chérioux, rapporteur : rétablissement de cet article assujettissant à la taxe prévue à l'article 991 du code général des impôts les contrats garantissant la couverture des risques de maladie souscrits auprès des mutuelles (p. 1721).

– L'art. 7 est rétabli, ainsi rédigé (p. 1721).

Explications de vote : Mme Monique Midy (p. 1721), MM. Charles Bonifay (p. 1721 et 1722), Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales (p. 1722) ; intervention de M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat (p. 1722).

Adoption (26 juin 1985) (p. 1722).

Discussion (nouvelle lecture)

(29 juin 1985) (p. 1870, 1878).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1870, 1871) : *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Jean Chérioux, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

MUTUELLES (sociétés) : LABARRERE (André) (p. 1870) ; CHERIOUX (Jean) (p. 1870, 1871).

PREVOYANCE : LABARRERE (André) (p. 1870) ; CHERIOUX (Jean) (p. 1870, 1871).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1871, 1878) : *MM. Jean Chérioux, rapporteur ; André Labarrère, ministre ; Mme Monique Midy ; M. André Bettencourt.*

Art. 1er et code annexé (p. 1871) – Le vote sur l'art. 1er est réservé (p. 1871).

ARTICLE L. 111-1 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1871).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte voté par le Sénat en deuxième lecture (p. 1871).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1871).

ARTICLE L. 121-1 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1871).

Adopté : amendement n° 2 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte voté par le Sénat en deuxième lecture (p. 1871).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1871).

ARTICLE L. 122-3 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1871).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte voté par le Sénat en deuxième lecture (p. 1872).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1872).

ARTICLE L. 124-3 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1872).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte voté par le Sénat en deuxième lecture (p. 1872).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1872).

ARTICLE L. 125-3 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1872).

Adopté : amendement n° 5 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte voté par le Sénat en deuxième lecture (p. 1872).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1872).

ARTICLE L. 125-4 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1873).

Adoptés : amendements n° 6 et n° 7 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte voté par le Sénat en deuxième lecture (p. 1873).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1873).

ARTICLE L. 125-5 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1873).

Adoptés : amendements n° 8 et n° 9 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte voté par le Sénat en deuxièime lecture (p. 1873).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1873).

ARTICLE L. 125-6 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1873).

Adopté : amendement n° 10 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte voté par le Sénat en deuxième lecture (p. 1873).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1873).

ARTICLE L. 125-10 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1873).

Adoptés : amendement n° 27 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. André Bettencourt : commissaire aux comptes : référence à l'article 219 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales (p. 1874) – Amendement n° 11 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte voté par le Sénat en deuxième lecture (p. 1874).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1874).

ARTICLE L. 311-3 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1874).

Adopté : amendement de suppression n° 12 de M. Jean Chérioux, rapporteur (p. 1874).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1874).

ARTICLE L. 311-4 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1874).

Adopté : amendement de suppression n° 13 de M. Jean Chérioux, rapporteur (p. 1874).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1874).

ARTICLE L. 321-1 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1874).

Adopté : amendement n° 14 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte voté par le Sénat en deuxième lecture (p. 1875).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1875).

ARTICLE L. 321-4 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1875).

Adoptés : amendements n° 15 et n° 16 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte voté par le Sénat en deuxième lecture (p. 1875).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1875).

ARTICLE L. 411-1 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1875).

Adopté : amendement n° 17 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte voté par le Sénat en deuxième lecture (p. 1875).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1875).

ARTICLE L. 411-4 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1875).

Adoptés : amendements n° 18 et n° 19 de M. Jean Chérioux, rapporteur : conséquence des textes adoptés précédemment (p. 1876).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1876).

ARTICLE L. 411-5 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1876).

Adopté : amendement de suppression n° 20 de M. Jean Chérioux, rapporteur (p. 1876).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1876).

ARTICLE L. 411-6 DU CODE DE LA MUTUALITE (p. 1876).

Adopté : amendement n° 21 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour au texte voté par le Sénat en deuxième lecture (p. 1876).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1876).

– L'art. 1er, précédemment réservé (p. 1871), et son annexe sont adoptés (p. 1876).

Art. 2 (p. 1876).

Adopté : amendement n° 22 de M. Jean Chérioux, rapporteur : retour aux dispositions votées par le Sénat en deuxième lecture (p. 1877).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1877).

Art. 4 (p. 1877).

Adopté : amendement n° 23 de M. Jean Chérioux, rapporteur, tendant à rétablir les dispositions votées par le Sénat en deuxième lecture (p. 1877).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1877).

Art. 5 (p. 1877).

Adopté : amendement de suppression n° 24 de M. Jean Chérioux, rapporteur (p. 1877).

– L'art. 5 est supprimé (p. 1877).

Art. 6 (p. 1877).

Adopté : amendement de suppression n° 25 de M. Jean Chérioux, rapporteur (p. 1877).

– L'art. 6 est supprimé (p. 1877).

Art. 7 (p. 1877) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 26 de M. Jean Chérioux, rapporteur : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première et deuxième lectures (p. 1877).

– L'art. 7 est rétabli, ainsi rédigé (p. 1877).

Explications de vote : Mme Monique Midy (p. 1878), M. Roland Grimaldi (p. 1878).

Adoption (29 juin 1985) (p. 1878).

Voir aussi ECONOMIE SOCIALE, **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **141**

MUTUELLES MILITAIRES

Voir MUTUELLES (sociétés), **1**

N

NAINVILLE-LES-ROCHES (déclaration de) (statut de la Nouvelle-Calédonie)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer
NOUVELLE-CALEDONIE, 1, DG ; 3, DG ; 4, DG

NATALITE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 141

NATIONALISATIONS

Voir AUDIOVISUEL, 3, DG
BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS, 1
CONSTITUTION, 1
LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 125
TRAITES ET CONVENTIONS, 36
VALEURS MOBILIERES, 1, DG

NATIONALITE COMMUNAUTAIRE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 28, DG

NATURE (protection de la)

Voir MER ET LITTORAL, 2

NAVIGATION AERIENNE

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

NAVIGATION DE PLAISANCE

Voir MER ET LITTORAL, 2

NAVIGATION MARITIME

Voir MER ET LITTORAL, 1

NAVIRES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 14, DG ; 17, DG ; 19, DG

NAVIRES OU ENGINS FLOTTANTS ABANDONNES

Voir MER ET LITTORAL, 1, DG

NEGOCIATIONS COLLECTIVES

Voir CONGES DE FORMATION, 1, DG
SECURITE SOCIALE, 1, DG
TRAVAIL, 2 ; 3

NEPAL

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 25

NICARAGUA

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 22, DG

NICKEL

Voir GRACE ET AMNISTIE, 1, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer
NOUVELLE-CALEDONIE, 3, DG

NIDA (Institut national [américain] sur l'abus des drogues)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 21

NIGER

Voir ALLOCUTIONS, 2

NODULES POLYMETALLIQUES

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer

NOM PATRONYMIQUE

Voir MARIAGE, 1

NORD-PAS-DE-CALAIS

Voir EMPLOI, ACTIVITE, 1, DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

NORVEGE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 6

NOUMEA (monument aux morts)

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, 3, DG

NOUVELLE-CALEDONIE

1. – **Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE par M. Laurent Fabius, Premier ministre (23 janvier 1985) [n° **2568**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Richard (23 janvier 1985) [n° **2569**] – Discussion (23 janvier 1985) – Adoption (23 janvier 1985) [n° **756**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 janvier 1985) [n° **192** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Larché (24 janvier 1985) [n° **193** (84-85)] – Discussion (24 janvier 1985) – Adoption (24 janvier 1985) [n° **79**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (24 janvier 1985) [n° **2570**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alain Richard (24 janvier 1985) [n° **2571**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jacques Larché (24 janvier 1985) [n° **195** (84-85)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (24 janvier 1985) [n° **2570**] –

Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Richard (24 janvier 1985) [n° **2572**] – Discussion (24 janvier 1985) – Adoption (24 janvier 1985) [n° **757**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (24 janvier 1985) [n° **196** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Larché – Discussion (24 janvier 1985) – Rejet (24 janvier 1985) [n° **80**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (24 janvier 1985) [n° **2573**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Richard (24 janvier 1985) [n° **2574**] – Discussion (24 janvier 1985) – Adoption (24 janvier 1985) [n° **758**].

DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Conforme le 25 janvier 1985 (*JO* Lois et décrets du 26 janvier 1985).

PROMULGATION : LOI n° 85-96 du 25 janvier 1985 (*JO* Lois et décrets du 26 janvier 1985).

Discussion (première lecture)

(24 janvier 1985) (p. 18, 54).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 18, 40) *MM. Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois ; Laurent Fabius, Premier ministre ; Jean-Pierre Masseret, Jean Lecanuet, Marcel Lucotte, Dick Ukeiwé, Charles Lederman, Michel Caldagués, Etienne Dailly, Max Lejeune, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean Roger, Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement.*

AUTODETERMINATION : MASSERET (Jean-Pierre) (p. 23) ; LECANUET (Jean) (p. 23, 25) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 28) ; LEDERMAN (Charles) (p. 33).

CANAQUES : FABIUS (Laurent) (p. 21) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 23) ; LECANUET (Jean) (p. 24) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 28) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 28) ; UKEIWE (Dick) (p. 29, 30) ; LEDERMAN (Charles) (p. 33).

COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE : LARCHE (Jacques) (p. 18) ; LEDERMAN (Charles) (p. 34) ; DAILLY (Etienne) (p. 34).

ELECTIONS TERRITORIALES : LARCHE (Jacques) (p. 18) ; FABIUS (Laurent) (p. 21) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 27) ; UKEIWE (Dick) (p. 29).

ETAT D'URGENCE : LARCHE (Jacques) (p. 19, 20, 22) ; FABIUS (Laurent) (p. 21, 22) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 23) ; LECANUET (Jean) (p. 25) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 27, 28) ; UKEIWE (Dick) (p. 29, 30) ; LEDERMAN (Charles) (p. 32) ; LEJEUNE (Max) (p. 36) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 37, 38) ; ROGER (Jean) (p. 38) ; JOXE (Pierre) (p. 40).

GENDARMERIE : LARCHE (Jacques) (p. 18) ; CADALGUES (Michel) (p. 34) ; FABIUS (Laurent) (p. 34) ; DAILLY (Etienne) (p. 34).

GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE (des TOM) : LARCHE (Jacques) (p. 20) ; LECANUET (Jean) (p. 24) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 27) ; UKEIWE (Dick) (p. 29, 30) ; LEJEUNE (Max) (p. 35, 36).

HAUT COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE (des TOM) : LARCHE (Jacques) (p. 19) ; FABIUS (Laurent) (p. 21) ; LECANUET (Jean) (p. 24) ; UKEIWE (Dick) (p. 31).

INDEPENDANCE-ASSOCIATION (Nouvelle-Calédonie) : FABIUS (Laurent) (p. 21) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 23) ; LECANUET (Jean) (p. 25) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 29) ; LEJEUNE (Max) (p. 36).

INDEPENDANTISME : UKEIWE (Dick) (p. 30).

LIBERTE DE LA PRESSE : FABIUS (Laurent) (p. 21) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 23) ; LEJEUNE (Max) (p. 36) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 37).

LIBERTES PUBLIQUES : LARCHE (Jacques) (p. 18, 19, 20) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 23) ; LECANUET (p. 24) ; UKEIWE (Dick) (p. 30) ; LEDERMAN (Charles) (p. 32) ; LEJEUNE (Max) (p. 35, 36) ; ROGER (Jean) (p. 38).

MANIFESTATIONS : LARCHE (Jacques) (p. 19) ; FABIUS (Laurent) (p. 21) ; UKEIWE (Dick) (p. 29) ; CALDAGUES (Michel) (p. 34) ; FABIUS (Laurent) (p. 34).

MELANESIENS (ethnie) : UKEIWE (Dick) (p. 31) ; LEDERMAN (Charles) (p. 33).

NAINVILLE-LES-ROCHES (déclaration de) (statut de la Nouvelle-Calédonie) : LEDERMAN (Charles) (p.33).

NOUVELLE-CALEDONIE : LARCHE (Jacques) (p. 18 à 20, 22) ; FABIUS (Laurent) (p. 20 à 22, 32, 34) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 22, 23) ; LECANUET (Jean) (p. 23 à 26) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 26 à 28, 29) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 28, 37, 38) ; UKEIWE (Dick) (p. 29 à 31) ; LEDERMAN (Charles) (p. 32 à 34) ; CALDAGUES (Michel) (p. 34) ; DAILLY (Etienne) (p. 34, 38, 39) ; LEJEUNE (Max) (p. 35, 36) ; ROGER (Jean) (p. 38) ; JOXE (Pierre) (p. 39, 40, 41) ; LABARRERE (André) (p. 39).

ORDRE PUBLIC : LARCHE (Jacques) (p. 22) ; LECANUET (Jean) (p. 25) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 27) ; UKEIWE (Dick) (p. 29, 30) ; LEDERMAN (Charles) (p. 32) ; LEJEUNE (Max) (p. 35, 36) ; ROGER (Jean) (p. 38) ; JOXE (Pierre) (p. 40).

PACIFIQUE : LUCOTTE (Marcel) (p. 29) ; UKEIWE (Dick) (p. 31) ; LEDERMAN (Charles) (p. 33) ; JOXE (Pierre) (p. 40).

PLAN PERIGORD (Nouvelle-Calédonie) : LUCOTTE (Marcel) (p. 27).

PLAN PISANI (Nouvelle-Calédonie) : LARCHE (Jacques) (p. 19) ; FABIUS (Laurent) (p. 20) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 23) ; LECANUET (Jean) (p. 24, 25) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 29) ; UKEIWE (Dick) (p. 31) ; LEDERMAN (Charles) (p. 33) ; LEJEUNE (Max) (p. 36) ; JOXE (Pierre) (p. 40).

POLICE : FABIUS (Laurent) (p. 21) ; LECANUET (Jean) (p. 24) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 27).

PROPRIETE (droit de) : LEDERMAN (Charles) (p. 33).

RACISME : LEJEUNE (Max) (p. 35).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 41, 55) *MM. Pierre Joxe, ministre ; Jacques Larché, rapporteur ; Charles Lederman, Etienne Dailly, Lucien Neuwirth, Paul Malassagne, Jean-Pierre Bayle, François Collet, Yvon Bourges.*

Art. unique *(Prorogation de l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie jusqu'au 30 juin 1985 ; pouvoirs du haut-commissaire)* (p. 41).

Adoptés : amendement n° 8 de M. Pierre Joxe, ministre : « rétablir » et non pas « proroger » l'état d'urgence (p. 41) – Amendement n° 3 de M. Jacques Larché, rapporteur : réduction à un mois de la durée de la prorogation de l'état d'urgence (p. 41) – Amendement n° 4 de M. Jacques Larché, rapporteur : suppression de la référence à l'art. 11 de la loi de 1955 relative au droit de perquisition (p. 42).

– L'art. unique, ainsi modifié, est adopté (p. 42).

Après l'art. unique (p. 43).

Adoptés : amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Jacques Larché, rapporteur : information et rôle d'initiative économique du président du gouvernement du territoire pendant la durée de l'état d'urgence (p. 45) – Amendement n° 6 (art.

additionnel) de M. Jacques Larché, rapporteur : non application aux citoyens français des dispositions sur l'interdiction de séjour pendant la durée de l'état d'urgence (p. 46) – Amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Jacques Larché, rapporteur : dissolution du groupement intitulé gouvernement provisoire de la République de Kanaky (p. 49) – Amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Pierre Joxe, ministre : applicabilité de l'état d'urgence dès sa promulgation par le haut commisaire (p. 51) ; sous-amendement n° 9 de M. Etienne Dailly : publication de la loi au Journal officiel de la République française avant promulgation en Nouvelle-Calédonie par le haut commissaire (p. 50).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 45, 46, 49 et 51).

Explications de vote : MM. Jean Delaneau (p. 51), Jacques Genton (p. 51, 52) ; intervention de M. André Labarrère, ministre (p. 51) ; MM. Maurice Schumann (p. 52, 53), Jean-Pierre Bayle (p. 53) ; Charles Lederman (p. 53, 54), Olivier Roux (p. 54) ; François Collet (p. 54) ; Raymond Bourgine (p. 54).

Scrutin public n° 51 (p. 55 ; liste des votants p. 62 et 63).

Adoption (24 janvier 1985) (p. 55).

Discussion (nouvelle lecture)

(24 janvier 1985) (p. 56, 61).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 56, 57) *M. Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois.*

ETAT D'URGENCE : LARCHE (Jacques) (p. 56, 57).

GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE (des TOM) : LARCHE (Jacques) (p. 57).

HAUT COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE (des TOM) : LARCHE (Jacques) (p. 57).

LIBERTES PUBLIQUES : LARCHE (Jacques) (p. 56).

NOUVELLE-CALEDONIE : LARCHE (Jacques) (p. 56, 57).

ORDRE PUBLIC : LARCHE (Jacques) (p. 57).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 57)

Art. 1er – Rejeté (p. 57).

Art. 5 – Adopté (p. 57).

Explications de vote : MM. Jean-Marie Girault (p. 57, 58) ; Charles Pasqua (p. 59) ; Jean-Pierre Bayle (p. 59, 60) ; Etienne Dailly (p. 60) ; intervention de M. André Labarrère, ministre (p. 60) ; M. Jacques Habert (p. 60, 61).

Scrutin public (p. 61 ; n° 52 ; liste des votants p. 63, 64).

Rejet (24 janvier 1985) (p. 61).

2. – **Proposition de résolution tendant à ordonner l'affichage du discours prononcé par M. Dick Ukeiwé devant le Sénat de la République le 24 janvier 1985,** PRESENTEE AU SENAT par M. Etienne Dailly et plusieurs de ses collègues, sénateurs (24 janvier 1985) [n° **194** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Opposition de M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement à la discussion immédiate (ordre du jour limité de la session extraordinaire en cours) – Affichage du discours de M. Ukeiwé décidé par le bureau du Sénat le 25 janvier 1985.

2 bis. – **Rapport d'information,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission effectuée dans le territoire de Nouvelle-Calédonie du 15 au 18 février 1985, par M. Charles Pasqua (3 avril 1985) [n° **224** (84-85)].

3. – **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Laurent Fabius, Premier ministre (2 mai 1985) [n° **2662**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Raymond Forni (23 mai 1985) [n° **2714**] – URGENCE – Discussion (29 et 30 mai, 4 juin 1985) – Adoption (4 juin 1985) [n° **797**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 juin 1985) [n° **333** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (23 juillet 1985) [n° **463** (84-85)] – Discussion (23 juillet 1985) (p. 1944, 1981) ; (24 juillet 1985) (p. 1985, 2029) – Adoption (24 juillet 1985) [n° **174**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 juillet 1985) [n° **2921**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Raymond Forni (25 juillet 1985) [n° **2931**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Etienne Dailly (25 juillet 1985) [n° **471** (84-85)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (25 juillet 1985) [n° **2921**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Raymond Forni (25 juillet 1985) [n° **2932**] – Discussion (25 juillet 1985) – Adoption (25 juillet 1985) [n° **872**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (26 juillet 1985) [n° **472** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (26 juillet 1985) [n° **473** (84-85)] – Discussion (26 juillet 1985) (p. 2063, 2089) – Adoption (26 juillet 1985) [n° **178**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (26 juillet 1985) [n° **2937**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Raymond Forni (26 juillet 1985) [n° **2938**] – Discussion (26 juillet 1985) – Adoption (26 juillet 1985) [n° **873**].

DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL : conforme, à l'exception de l'alinéa 2 de l'art. 4 [art. 3 du projet], le 8 août 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 9 août 1985).

Décret du 9 août 1985 soumettant la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie à une nouvelle délibération du Parlement (voir texte suivant).

Discussion (première lecture)

(23 juillet 1985) (p. 1944, 1981) ; (24 juillet 1985) (p. 1985, 2029).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1944, 1981 ; 1985, 1996) : *MM. Jacques Larché, président de la commission des lois ; Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Dick Ukeiwé, Daniel Hoeffel, Jean Francou, Daniel Millaud, Edmond Valcin, Jean-Marie Girault, Jean Béranger, Max Lejeune, Roger Lise, Pierre-Christian Taittinger, François Collet, Paul Bénard, Mme Rolande Perlican, MM. Michel Rufin, Sosefo Makapé Papilio, Germain Authié – Marcel Henry, Jacques Toutain, Jean-Pierre Masseret, Jean-Pierre Bayle, Jacques Eberhard, Albert Ramassamy.*

ALGERIE : TOUTAIN (Jacques) (p. 1988, 1990).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : RUFIN (Michel) (p. 1977).

ASSEMBLEES TERRITORIALES : PISANI (Edgard) (p. 1949) ; DAILLY (Etienne) (p. 1952, 1955).

AUSTRALIE : LARCHE (Jacques) (p. 1946) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 1991).

AUTODETERMINATION : DAILLY (Etienne) (p. 1951, 1953, 1955) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 1966) ; BERANGER (Jean) (p. 1967) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1971) ; PERLICAN (Rolande) (p. 1976) ; AUTHIE (Ger-

main) (p. 1980) ; HENRY (Marcel) (p. 1988) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1990, 1991).

CENTRE D'EXPERIMENTATION DU PACIFIQUE (CEP) : DAILLY (Etienne) (p. 1955) ; FRANCOU (Jean) (p. 1961) ; TOUTAIN (Jacques) (p. 1988).

COLONIALISME : PERLICAN (Rolande) (p. 1974, 1977) ; HENRY (Marcel) (p. 1987) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 1992) ; RAMASSAMY (Albert) (p. 1993, 1994).

COMITE ETAT-TERRITOIRE : DAILLY (Etienne) (p. 1953).

CONGRES DU TERRITOIRE : TOUTAIN (Jacques) (p. 1989).

CONSEIL COUTUMIER TERRITORIAL : DAILLY (Etienne) (p. 1955).

CONSTITUTION (art. 53) : DAILLY (Etienne) (p. 1953).

CONSTITUTION (révision) : MILLAUD (Daniel) (p. 1963) ; HENRY (Marcel) (p. 1987).

CONTRATS DE PROGRAMME : PISANI (Edgard) (p. 1949).

COUTUME : LARCHE (Jacques) (p. 1945) ; PISANI (Edgard) (p. 1949).

DELEGATION DU SENAT EN NOUVELLE-CALEDONIE : LARCHE (Jacques) (p. 1945, 1946, 1947).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (DOM-TOM) : DAILLY (Etienne) (p. 1955) ; UKEIWE (Dick) (p. 1957) ; HENRY (Marcel) (p. 1987) ; BENARD (Paul) (p. 1974).

ELECTIONS : PISANI (Edgard) (p. 1949) ; DAILLY (Etienne) (p. 1956) ; UKEIWE (Dick) (p. 1958) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 1959, 1960) ; BERANGER (Jean) (p. 1967) ; LEJEUNE (Max) (p. 1969) ; LISE (Roger) (p. 1970) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1992) ; COLLET (François) (p. 1973) ; RUFIN (Michel) (p. 1977, 1978) ; AUTHIE (Germain) (p. 1980).

EQUIPEMENTS : LARCHE (Jacques) (p. 1946).

EXPLOITATIONS AGRICOLES : LARCHE (Jacques) (p. 1946).

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE : PISANI (Edgard) (p. 1949).

FORMATION PROFESSIONNELLE : MILLAUD (Daniel) (p. 1962).

FRAUDE ELECTORALE : UKEIWE (Dick) (p. 1958) ; LEJEUNE (Max) (p. 1969).

FRONT DE LIBERATION NATIONALE KANAKE SOCIALISTE (FLNKS) : LARCHE (Jacques) (p. 1946) ; DAILLY (Etienne) (p. 1953) ; UKEIWE (Dick) (p. 1958) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 1959) ; LEJEUNE (Max) (p. 1969) ; PERLICAN (Rolande) (p. 1976) ; RUFIN (Michel) (p. 1978) ; EBERHARD (Jacques) (p. 1992).

GENDARMERIE TERRITORIALE : LARCHE (Jacques) (p. 1945).

GUADELOUPE : BENARD (Paul) (p. 1974).

INDEPENDANCE-ASSOCIATION (Nouvelle-Calédonie) : PISANI (Edgard) (p. 1947) ; DAILLY (Etienne) (p. 1954) ; UKEIWE (Dick) (p. 1957) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 1959) ; BERANGER (Jean) (p. 1967) ; LEJEUNE (Max) (p. 1969) ; LISE (Roger) (p. 1970) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1971) ; BENARD (Paul) (p. 1973) ; RUFIN (Michel) (p. 1978) ; PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 1979) ; AUTHIE (Germain) (p. 1981) ; HENRY (Marcel) (p. 1987) ; TOUTAIN (Jacques) (p. 1989) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 1992) ; EBERHARD (Jacques) (p. 1992) ; RAMASSAMY (Albert) (p. 1992).

INDEPENDANTISME : LARCHE (Jacques) (p. 1945, 1946) ; PISANI (Edgard) (p. 1948) ; DAILLY (Etienne) (p. 1949, 1950, 1952) ; MILLAUD (Daniel) (p. 1962) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 1965) ; LEJEUNE (Max) (p. 1968, 1969) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1972) ; BENARD (Paul) (p. 1974) ; PERLICAN (Rolande) (p. 1975) ; RUFIN (Michel) (p. 1977) ; HENRY (Marcel) (p. 1987) ; EBERHARD (Jacques) (p. 1992).

LIBERTES PUBLIQUES : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 1965, 1966).

LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE : FRANCOU (Jean) (p. 1961).

MANIFESTATIONS : DAILLY (Etienne) (p. 1954) ; LEJEUNE (Max) (p. 1969) ; PERLICAN (Rolande) (p. 1976) ; RUFIN (Michel) (p. 1977) ; AUTHIE (Germain) (p. 1981).

MARINE NATIONALE : FRANCOU (Jean) (p. 1961).

MAYOTTE : HENRY (Marcel) (p. 1987).

MELANESIENS (ethnie) : PISANI (Edgard) (p. 1948) ; DAILLY (Etienne) (p. 1950) ; UKEIWE (Dick) (p. 1958) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 1960) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 1965) ; BERANGER (Jean) (p. 1968) ; PERLICAN (Rolande) (p. 1975, 1976) ; AUTHIE (Germain) (p. 1980).

MER (ressources de la) : DAILLY (Etienne) (p. 1955).

MOUVEMENT DE LIBERATION CANAQUE SOCIALISTE (LKS) : LARCHE (Jacques) (p. 1945) ; EBERHARD (Jacques) (p. 1992).

NAINVILLE-LES-ROCHES (déclaration de) (statut de la Nouvelle-Calédonie) : DAILLY (Etienne) (p. 1952) ; UKEIWE (Dick) (p. 1958) ; LEJEUNE (Max) (p. 1969) ; PERLICAN (Rolande) (p. 1976) ; HENRY (Marcel) (p. 1987).

NICKEL : DAILLY (Etienne) (p. 1951) ; MILLAUD (Daniel) (p. 1962) ; LISE (Roger) (p. 1970) ; PERLICAN (Rolande) (p. 1975).

NOUMEA (monument aux morts) : LARCHE (Jacques) (p. 1994, 1996) ; PISANI (Edgard) (p. 1994, 1995).

NOUVELLE-CALEDONIE : LARCHE (Jacques) (p. 1946 à 1947, 1994, 1996) ; PISANI (Edgard) (p. 1947 à 1949, 1994, 1995) ; DAILLY (Etienne) (p. 1949 à 1957, 1990) ; UKEIWE (Dick) (p. 1957 à 1959) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 1959, 1960) ; FRANCOU (Jean) (p. 1960, 1961) ; MILLAUD (Daniel) (p. 1961 à 1963) ; VALCIN (Edmond) (p. 1963, 1964) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 1964 à 1966) ; BERANGER (Jean) (p. 1966 à 1968) ; LEJEUNE (Max) (p. 1968, 1969) ; LISE (Roger) (p. 1969 à 1971) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 1971, 1972) ; COLLET (François) (p. 1972, 1973) ; BENARD (Paul) (p. 1973, 1974) ; PERLICAN (Rolande) (p. 1974 à 1977) ; RUFIN (Michel) (p. 1977, 1978) ; PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 1978, 1979) ; AUTHIE (Germain) (p. 1979 à 1981) ; HENRY (Marcel) (p. 1986 à 1988) ; TOUTAIN (Jacques) (p. 1988 à 1990) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1990, 1991) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 1991, 1992) ; EBERHARD (Jacques) (p. 1992, 1993) ; RAMASSAMY (Albert) (p. 1993, 1994).

NOUVELLE-ZELANDE : LARCHE (Jacques) (p. 1946) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 1991).

ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU) : DAILLY (Etienne) (p. 1952) ORDONNANCES (législation par) : PISANI (Edgard) (p. 1949) ; DAILLY (Etienne) (p. 1956, 1957) ; BERANGER (Jean) (p. 1968) ; COLLET (François) (p. 1972) ; PERLICAN (Rolande) (p. 1975) ; RUFIN (Michel) (p. 1978) ; AUTHIE (Germain) (p. 1981) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1991).

ORDRE PUBLIC : LARCHE (Jacques) (p. 1945) ; PISANI (Edgard) (p. 1947) ; DAILLY (Etienne) (p. 1953) ; LEJEUNE (Max) (p. 1969) ; COLLET (François) (p. 1973).

PACIFIQUE : LARCHE (Jacques) (p. 1946) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 1960) ; MILLAUD (Daniel) (p. 1962) ; BERANGER (Jean) (p. 1968) ; PAPILIO (Sosefo Makapé) (p. 1979) ; TOUTAIN (Jacques) (p. 1988) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1990, 1991).

POLITIQUE DE DEFENSE : DAILLY (Etienne) (p. 1955) ; FRANCOU (Jean) (p. 1960, 1961) ; LEJEUNE (Max) (p. 1969) ; RUFIN (Michel) (p. 1978) ; TOUTAIN (Jacques) (p. 1988) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 1991).

POLYNESIE FRANCAISE : DAILLY (Etienne) (p. 1955) ; UKEIWE (Dick) (p. 1957) ; TOUTAIN (Jacques) (p. 1989).

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : LEJEUNE (Max) (p. 1968, 1969) ; LISE (Roger) (p. 1970) ; HENRY (Marcel) (p. 1987).

REFERENDUMS : DAILLY (Etienne) (p. 1950, 1952) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 1959) ; PERLICAN (Rolande) (p. 1976).

REFORME FONCIERE : PISANI (Edgard) (p. 1949) ; DAILLY (Etienne) (p. 1950) ; BENARD (Paul) (p. 1973).

REGIONS (Nouvelle-Calédonie) : LARCHE (Jacques) (p. 1946, 1947) ; PISANI (Edgard) (p. 1948, 1949) ; DAILLY (Etienne) (p. 1955, 1956) ; UKEIWE (Dick) (p. 1959) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 1959, 1960) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 1966) ; BERANGER (Jean) (p. 1967) ; LEJEUNE (Max) (p. 1969) ; RUFIN (Michel) (p. 1977, 1978) ; AUTHIE (Germain) (p. 1980) ; TOUTAIN (Jacques) (p. 1989) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1991) ; RAMASSAMY (Albert) (p. 1993).

TOURISME : DAILLY (Etienne) (p. 1951) ; AUTHIE (Germain) (p. 1981).

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES (URSS) : BAYLE (Jean-Pierre) (p. 1991).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1996, 2029) : *MM. Daniel Hoeffel, Etienne Dailly, rapporteur ; Edgard Pisani, ministre ; Raymond Bourgine, Geoffroy de Montalembert, François Collet, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Gamboa, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Dick Ukeiwé, Mme Rolande Perlican, MM. Jean-Pierre Masseret, Jean-Pierre Bayle.*

Art. 1er *(Autodétermination de la population de Nouvelle-Calédonie et dépendances et régime transitoire)* (p. 1996).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 1 : scrutin d'autodétermination avant le 31 décembre 1988 et alternative entre l'indépendance et le maintien au sein de la République française (p. 2002) – Et n° 2 : régime transitoire jusqu'au scrutin d'autodétermination ; institution de régions et expression de la diversité du territoire ; plan de réformes et de développement (p. 2002).

Retirés : amendement n° 37 de M. Pierre Lacour, soutenu par M. Daniel Hoeffel : vote des électeurs de Nouvelle-Calédonie et dépendances sur l'accession du territoire à l'indépendance ou le maintien de son statut de territoire d'outre-mer avant le 31 décembre 1987 (p. 1998) – Sous-amendement n° 46 de M. Edgard Pisani, ministre, à l'amendement n° 2 de M. Etienne Dailly, rapporteur : institution de régions et mise en oeuvre d'un plan de réformes et de développement afin de remédier aux inégalités économiques et sociales (p. 2002).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2002).

Avant l'art. 2 (p. 2002).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 3 : composition des institutions et des pouvoirs publics dans le territoire : communes et conseils municipaux, régions et conseils de région, congrès du territoire, conseil exécutif et conseil coutumier territorial, haut-commissaire (p. 2003) – Et n° 4 : modalités d'organisation des communes et des conseils municipaux (p. 2003).

Devient sans objet : amendement n° 47 (art. additionnel) de M. Edgard Pisani, ministre : composition des institutions du territoire : chef du territoire, conseil exécutif, congrès et conseil coutumier territorial (p. 2003).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2003).

Art. 2 *(Délimitation des régions)* (p. 2003).

Adopté : amendement n° 5 de M. Etienne Dailly, rapporteur : création de quatre régions et délimitation des régions Centre et Sud (p. 2005).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2005).

Art. 3 *(Nature juridique de la région et tableau des effectifs)* (p. 2005).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 6 : libre administration des régions constituées en collectivités territoriales par des conseils de région dont les membres sont élus au suffrage universel direct (p. 2005) – Et n° 7 : nombre de membres des conseils de région dans les régions Nord, Centre, Sud et des îles Loyauté (p. 2006).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2006).

Art. 3 bis *(Congrès du territoire)* (p. 2006).

Adopté : amendement n° 8 de M. Etienne Dailly, rapporteur : identité de composition du congrès du territoire et des conseils de région (p. 2006).

– L'art. 3 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2006).

Art. 4 *(Durée du mandat des conseillers de région)* (p. 2006).

Adoptés : amendement n° 48 de M. Edgard Pisani, ministre : durée du mandat des membres des conseils de région et du congrès du territoire jusqu'à la promulgation de la loi tirant les conséquences du scrutin d'autodétermination et, au plus tard, le 31 janvier 1988 (p. 2007) ; sous-amendement n° 59 de M. Etienne Dailly, rapporteur : substitution à la date du 31 janvier 1988 de celle du 31 janvier 1989 (p. 2007).

Retiré : amendement n° 9 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'élection pour trente mois des membres du congrès du territoire et des membres des conseils de région (p. 2007).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2007).

Art. 5 *(Mode de scrutin)* (p. 2007).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 10 : substitution de « région » à « circonscription » (p. 2007) – n° 11 : inscription des candidats sur la liste électorale de l'une des communes de la région ; éligibilité des membres de l'assemblée territoriale dans toutes les régions du territoire (p. 2008) – n° 12 : nombre de candidats par liste égal au nombre de sièges à pourvoir augmenté de deux (p. 2008) – Et n° 13 : en cas de vacance, élection partielle au scrutin universel uninominal à un tour ; absence d'élection partielle à compter du 1er juillet 1988 (p. 2008).

Devient sans objet : amendement n° 49 de M. Edgard Pisani, ministre : en cas de vacance du tiers des sièges de conseillers régionaux élus dans une région à la suite de décès des titulaires, renouvellement intégral des conseillers régionaux dans cette région dans les trois mois suivant la dernière vacance pour cause de décès (p. 2008).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2008).

Après l'art. 5 (p. 2009).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 14 : applicabilité des dispositions du titre I du livre I du code électoral à l'élection des conseils de région du territoire de Nouvelle-Calédonie et dépendances, sous réserve des adaptations apportées par la loi du 7 août 1984 (p. 2009) – n° 15 : réunion des électeurs au chef-lieu de la commune ; possibilité de maintien ou de suppression par

arrêté du haut-commissaire des bureaux de vote de tribus ; présidence des bureaux de vote par un magistrat de l'ordre judiciaire (p. 2012) – n° 16 : cas de réouverture des listes électorales pour les élections aux conseils de région ; vote des réfugiés ; modalités de déroulement du vote (p. 2013) – Et n° 17 : élections aux conseils de région de Nouvelle-Calédonie et adaptation du code électoral aux usages locaux (p. 2014).

Rejeté : sous-amendement n° 60 de M. Edgard Pisani, ministre, à l'amendement n° 15 de M. Etienne Dailly, rapporteur : présence dans chaque bureau de vote d'un magistrat de l'ordre judiciaire, membre de la commission de contrôle, afin d'assister aux opérations électorales (p. 2012).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2009, 2012, 2013 et 2014).

Art. 6 *(Législation applicable aux élections des membres des conseils de région de Nouvelle-Calédonie – Dispositions particulières pour le développement)* (p. 2014).

Adopté : amendement n° 18 de M. Etienne Dailly, rapporteur : définition des bulletins nuls et usages locaux ; modalités de transport des urnes au centre régional de vote (p. 2016).

Rejeté : amendement n° 50 de M. Edgard Pisani, ministre : présence d'un membre de la commission de contrôle des opérations électorales et de recensement des votes ; suppression du dépouillement régional et du transport des urnes (p. 2016).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2016).

Après l'art. 6 (p. 2016).

Adopté : amendement n° 42 (art. additionnel) de M. Germain Authié, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : application du code électoral à l'élection des membres des conseils de région de Nouvelle-Calédonie et adaptations exigées par l'organisation administrative de la Nouvelle-Calédonie (p. 2016).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2016).

Art. 7 *(Commissions de contrôle)* (p. 2016).

Adoptés : amendement n° 51 de M. Edgard Pisani, ministre : création et mission d'une commission régionale de contrôle des opérations électorales et de recensement des votes pour l'élection aux conseils de région (p. 2017) ; sous-amendement n° 58 de M. Etienne Dailly, rapporteur : inscription des observations au procès-verbal avant ou après la proclamation des résultats du scrutin ; observations de la commission dans un rapport joint au procès-verbal des opérations de vote (p. 2017) – Amendement n° 19 de M. Etienne Dailly, rapporteur : présidence de la commission de contrôle des opérations électorales et de recensement des votes par un magistrat de l'ordre judiciaire (p. 2017) – Amendement n° 52 de M. Edgard Pisani, ministre : prise en charge directe par l'Etat des frais de transport, de déplacement et d'hébergement des présidents et des membres des commissions, ainsi que de leurs délégués dans l'exercice de leur mission (p. 2017).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2017).

Art. 8 *(Organisation de la propagande radiodiffusée et télévisée* (p. 2017).

Adopté : amendement n° 20 de M. Etienne Dailly, rapporteur : délégation par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle d'un de ses membres pour la représenter dans le territoire pendant la durée de la campagne électorale (p. 2018).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2018).

Après l'art. 8 (p. 2018).

Adopté : amendement n° 21 (art. addditionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : applicabilité de la loi du 19 juillet 1977 relative aux sondages d'opinions aux élections des conseils de région des territoires de Nouvelle-Calédonie et dépendances (p. 2018).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2018).

Art. 9 *(Contestation des élections)* (p. 2018).

Adopté : amendement n° 22 de M. Etienne Dailly, rapporteur : contentieux et délai de recours (p. 2018).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2018).

Après l'art. 9 (p. 2018).

Adopté : amendement n° 23 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : création et mission d'une commission parlementaire de contrôle de l'ensemble des services publics qui auront à connaître des opérations liées aux élections aux conseils de région dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (p. 2019 ; scrutin public n° 72 ; liste des votants p. 2050).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2019).

Art. 10 *(Election du président et des vice-présidents du conseil de région* (p. 2019).

Adopté : amendement n° 24 de M. Etienne Dailly, rapporteur : possibilité pour chaque région de déterminer le nombre de ses vice-présidents à partir d'un minimum de deux (p. 2020).

Retiré : sous-amendement n° 54 de M. Edgard Pisani, ministre : suppression de la possibilité pour le conseil de région d'élire parmi ses membres plus de deux vice-présidents (p. 2020).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2020).

Art. 11 *(Conseil coutumier territorial et conseils consultatifs coutumiers régionaux)* (p. 2020).

Adopté : amendement n° 25 de M. Etienne Dailly, rapporteur : institution, mission et composition du conseil coutumier territorial ; possibilité de création d'un conseil consultatif coutumier régional (p. 2020).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2020).

Art. 11 bis *(Comité économique et social régional)* – Adopté (p. 2021).

Art. 11 ter *(Compétences générales de la région)* (p. 2021).

Adopté : amendement n° 26 de M. Etienne Dailly, rapporteur : compétence du conseil de région pour promouvoir le développement économique, social, sanitaire et culturel de la région, contribuer à son aménagement et assurer la préservation de son identité dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des compétences du territoire et des communes (p. 2021).

– L'art. 11 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 2021).

Art. 12 *(Compétences particulières de la région)* (p. 2021).

Adoptés : amendement n° 27 de M. Etienne Dailly, rapporteur : vote du budget par le conseil de région et approbation des comptes de la région ; actions d'intérêt général et définition des compétences du conseil de région ; contrats de programme ou conventions (p. 2022) – Amendement n° 43 de M. Germain Authié, soutenu par M. Jean-Pierre Bayle : compétence du conseil de région en matière de vie culturelle, jeunesse, sports et loisirs (p. 2022).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 2022).

Art. 14 *(Election du président et des vice-présidents du Congrès)* (p. 2022).

Adopté : amendement n° 28 de M. Etienne Dailly, rapporteur : élection par le congrès du territoire parmi ses membres d'un président et de deux ou plusieurs vice-présidents ; élection au scrutin secret et à la majorité absolue des membres du congrès ; délégation du président au vice-président de tout ou partie de ses attributions (p. 2022).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2022).

Art. 14 bis *(Attributions du Congrès)* (p. 2022).

Adopté : amendement n° 29 de M. Etienne Dailly, rapporteur : applicabilité au congrès du territoire des dispositions de la loi du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, relatives à l'assemblée territoriale, compatibles avec les dispositions de cette loi (p. 2023).

Devient sans objet : amendement n° 44 de M. Germain Authié, soutenu par M. Jean-Pierre Bayle : réparation d'une omission matérielle (p. 2023).

– L'art. 14 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2023).

Art. 15 *(Attributions du haut-commissaire)* (p. 2023).

Adopté : amendement n° 30 de M. Etienne Dailly, rapporteur : mission du haut-commissaire en matière de préparation et d'exécution des délibérations du congrès ; services du territoire placés sous son autorité (p. 2023).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 2023).

Art. 16 *(Conseil exécutif)* (p. 2023).

Adopté : amendement n° 31 de M. Etienne Dailly, rapporteur : institution auprès du haut-commissaire d'un conseil exécutif ; information sur les mesures prises en matière d'ordre public (p. 2024).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2024).

Art. 17 *(Habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures appartenant au domaine de la loi)* (p. 2024).

Adopté : amendement n° 32 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article relatif au recours du Gouvernement aux ordonnances avant le 1er décembre 1985 (p. 2024).

Devient sans objet : amendement n° 56 de M. Edgard Pisani, ministre : recours du Gouvernement aux ordonnances avant le 15 novembre 1985 ; dépôt d'un projet de loi de ratification devant le Parlement, avant le 1er décembre 1985 (p. 2024).

– L'art. 17 est supprimé (p. 2024).

Art. 17 bis *(Prorogation de l'état d'urgence)* (p. 2025).

Adopté : amendement n° 33 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article relatif à la prorogation de l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances, et au pouvoir conféré au haut-commissaire (p. 2025).

Retiré : amendement n° 39 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Daniel Hoeffel : libertés publiques et applicabilité de la loi du 3 avril 1955 dans les territoires d'outre-mer ; abrogation du dernier alinéa de l'article 119 de la loi du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (p. 2025).

– L'art. 17 bis est supprimé (p. 2025).

Art. 18 *(Date des élections aux conseils de région)* (p. 2025).

Adopté : amendement n° 34 de M. Etienne Dailly, rapporteur : allongement du délai dans lequel auront lieu les élections aux conseils de région (p. 2026).

Devient sans objet : amendement n° 45 de M. Germain Authié, soutenu par M. Jean-Pierre Bayle : suppression des termes « élections au congrès du territoire » (p. 2026).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2026).

Art. 19 *(Expiration des pouvoirs des institutions actuelles du territoire)* (p. 2026).

Adopté : amendement n° 35 de M. Etienne Dailly, rapporteur : expiration des pouvoirs du gouvernement du territoire et de l'assemblée territoriale à l'ouverture de la première séance du congrès du territoire (p. 2026).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 2026).

Art. 19 bis *(Décret d'application en Conseil d'Etat)* – Adopté (p. 2026).

Art. 20 *(Abrogation des dispositions contraires au présent texte)* (p. 2026).

Adopté : amendement n° 36 de M. Etienne Dailly, rapporteur : abrogation des dispositions contraires à la présente loi, et notamment de l'art. 1er de la loi du 6 septembre 1984, faisant référence à la déclaration adoptée à l'issue de la conférence de Nainville-les-Roches (p. 2027).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 2027).

Explications de vote : MM. Daniel Hoeffel (p. 2027), Marcel Lucotte (p. 2027 et 2028) ; intervention de M. Edgard Pisani, ministre (p. 2028) ; Mme Rolande Perlican (p. 2028), MM. Jean Chérioux (p. 2028), Jean-Pierre Bayle (p. 2028 et 2029).

Scrutin public n° 73 (p. 2029 ; liste des votants p. 2050 et 2051).

Adoption (24 juillet 1985) (p. 2029).

Discussion (nouvelle lecture)

(26 juillet 1985) (p. 2063, 2089).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2063, 2072) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie ; Pierre Lacour, Germain Authié, Jacques Toutain, Charles Pasqua, Louis Perrein, Pierre-Christian Taittinger, président de séance ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Jean-Pierre Bayle, Roger Romani.*

AUTODETERMINATION : DAILLY (Etienne) (p. 2066) ; TOUTAIN (Jacques) (p. 2067) ; PASQUA (Charles) (p. 2068, 2069).

BUREAUX DE VOTE : PISANI (Edgard) (p. 2070) ; LARCHE (Jacques) (p. 2070, 2071).

CONSTITUTION : DAILLY (Etienne) (p. 2065).

CORSE : PASQUA (Charles) (p. 2069) ; ROMANI (Roger) (p. 2069, 2071) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 2071).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (DOM-TOM) : LACOUR (Pierre) (p. 2066) ; PASQUA (Charles) (p. 2069) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 2071).

ELECTIONS : LACOUR (Pierre) (p. 2066) ; TOUTAIN (Jacques) (p. 2067) ; PASQUA (Charles) (p. 2068, 2069) ; PISANI (Edgard) (p. 2070).

ETAT D'URGENCE : DAILLY (Etienne) (p. 2065).

FRAUDE ELECTORALE : TOUTAIN (Jacques) (p. 2067).

GUADELOUPE : LACOUR (Pierre) (p. 2066) ; TOUTAIN (Jacques) (p. 2067) ; PASQUA (Charles) (p. 2069) ; ROMANI (Roger) (p. 2071) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 2071).

INDEPENDANCE-ASSOCIATION (Nouvelle-Calédonie) : DAILLY (Etienne) (p. 2065) ; AUTHIE (Germain) (p. 2067) ; TOUTAIN (Jacques) (p. 2067).

MANIFESTATIONS : PASQUA (Charles) (p. 2069).

NOUVELLE-CALEDONIE : DAILLY (Etienne) (p. 2063 à 2066) ; LACOUR (Pierre) (p. 2066) ; AUTHIE (Germain) (p. 2066, 2067) ; TOUTAIN (Jacques) (p. 2067) ; PASQUA (Charles) (p. 2067 à 2070) ; PISANI (Edgard) (p. 2070, 2071) ; LARCHE (Jacques) (p. 2070, 2071) ; ROMANI (Roger) (p. 2071).

ORDONNANCES (législation par) : DAILLY (Etienne) (p. 2064).

PACIFIQUE : PASQUA (Charles) (p. 2069).

REGIONS (Nouvelle-Calédonie) : DAILLY (Etienne) (p. 2063, 2064) ; TOUTAIN (Jacques) (p. 2067).

TOURISME : DAILLY (Etienne) (p. 2065).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2072, 2089) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Edgard Pisani, ministre ; Dick Ukeiwé, François Collet, Michel Souplet, Louis Perrein, Charles Pasqua, Jacques Larché, président de la commission.*

Art. 1er (p. 2072).

Adoptés : amendements n° 1 et n° 2 de M. Etienne Dailly, rapporteur : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 2072).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2072).

Art. 1er bis – Adopté (p. 2072).

Art. 1er ter (p. 2072) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 3 de M. Etienne Dailly, rapporteur : rétablissement de cet article faisant référence à la loi du 3 janvier 1969 et à la loi du 8 juillet 1977 relatives au régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (p. 2072).

– L'art. 1er ter est rétabli, ainsi rédigé (p. 2072).

Art. 2 (p. 2072).

Adopté : amendement n° 4 de M. Etienne Dailly, rapporteur : modification du découpage électoral (p. 2073).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2073).

Art. 3 et 3 bis – Adoptés (p. 2073).

Art. 4 (p. 2073).

Adopté : amendement de coordination n° 5 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 2073).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2073).

Art. 5 (p. 2073).

Adopté : amendement de coordination n° 6 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 2073).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2073).

Art. 5 bis (p. 2074).

Adopté : amendement rédactionnel n° 7 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 2074).

– L'art. 5 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2074).

Art. 5 ter (p. 2074) – L'article est réservé (p. 2076).

Adopté : amendement n° 8 de M. Etienne Dailly, rapporteur : pouvoirs du haut-commissaire pour le maintien ou la suppression des bureaux de vote créés dans les tribus ; présidence des bureaux de vote par un magistrat de l'ordre judiciaire (p. 2086).

– L'art. 5 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 2086).

Art. 5 quater (p. 2076).

Adopté : amendement n° 9 de M. Etienne Dailly, rapporteur : création d'un centre de vote à Nouméa pour les électeurs dans l'impossibilité de retourner dans leur commune (p. 2079).

– L'art. 5 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 2079).

Art. 5 quinquies (p. 2079).

Adopté : amendement n° 10 de M. Etienne Dailly, rapporteur : déroulement des opérations de vote (p. 2079).

– L'art. 5 quinquies, ainsi modifié, est adopté (p. 2079).

Art. 6 – Adopté (p. 2079).

Art. 6 bis (p. 2080).

Adopté : amendement n° 11 de M. Etienne Dailly, rapporteur : dépouillement à l'échelon régional ; transport de l'urne par la gendarmerie sous le contrôle du président des bureaux de vote, magistrat de l'ordre judiciaire (p. 2081).

– L'art. 6 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2081).

Art. 7 (p. 2081).

Adopté : amendement de coordination n° 12 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 2081).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2081).

Art. 8 (p. 2082).

Adopté : amendement n° 13 de M. Etienne Dailly, rapporteur : délégation d'un membre de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle dans le territoire (p. 2082).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2082).

Art. 8 bis – Adopté (p. 2082).

Art. 9 (p. 2082).

Adopté : amendement de coordination n° 23 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 2082).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2082).

Art. 10 – Adopté (p. 2082).

Art. 11 (p. 2082).

Adopté : amendement n° 14 de M. Etienne Dailly, rapporteur : institution du conseil coutumier territorial (p. 2082).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2082).

Art. 11 ter (p. 2083).

Adopté : amendement n° 15 de M. Etienne Dailly, rapporteur : mission du conseil de région : retour au texte voté en première lecture par le Sénat (p. 2083).

– L'art. 11 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 2083).

Art. 12 (p. 2083).

Adopté : amendement n° 16 de M. Etienne Dailly, rapporteur : compétences du conseil de région (p. 2083).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 2083).

Art. 14 bis (p. 2083).

Adopté : amendement n° 17 de M. Etienne Dailly, rapporteur : pouvoirs du congrès du Territoire : retour au texte adopté en première lecture par le Sénat (p. 2083).

– L'art. 14 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2083).

Art. 16 (p. 2083).

Adopté : amendement n° 18 de M. Etienne Dailly, rapporteur : conseil exécutif : retour au texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 2084).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2084).

Art. 17 (p. 2084).

Adopté : amendement n° 19 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances des mesures institutionnelles transitoires et des mesures économiques, sociales et financières permettant la mise en oeuvre du plan de réforme et de développement du territoire (p. 2084).

– L'art. 17 est supprimé (p. 2084).

Art. 18 (p. 2084).

Adopté : amendement n° 20 de M. Etienne Dailly, rapporteur : modification du délai maximal dans lequel doivent intervenir les élections (p. 2085).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2085).

Art. 19 (p. 2085).

Adopté : amendement n° 21 de M. Etienne Dailly, rapporteur : expiration des pouvoirs du gouvernement du Territoire et de l'assemblée territoriale à l'ouverture de la première séance du congrès (p. 2085).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 2085).

Art. 20 (p. 2085).

Adopté : amendement n° 22 de M. Etienne Dailly, rapporteur : abrogation des dispositions de l'art. 1 de la loi du 6 septembre 1984 (p. 2085).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 2085).

Seconde délibération – Ordonnée (p. 2086).

Art. 5 ter (p. 2087).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 2 : pouvoirs du haut-commissaire pour le maintien ou la suppression des bureaux de vote créés dans les tribus (p. 2087) – Et n° 3 : présidence des bureaux de vote par un magistrat de l'ordre judiciaire (p. 2087).

– L'art. 5 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 2087).

Art. 7 (p. 2087).

Adopté : amendement n° 1 de M. Edgard Pisani, ministre : possibilité pour la commission de contrôle des opérations électorales de s'adjoindre des délégués (p. 2088).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2088).

Explications de vote : Mme Rolande Perlican (p. 2088), MM. Pierre-Christian Taittinger (p. 2088), Charles Pasqua (p. 2088), Jean-Pierre Bayle (p. 2088).

Scrutin public n° 75 (p. 2089 ; liste des votants p. 2091 et 2092).

Adoption (26 juillet 1985) (p. 2089).

4. – **Loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie soumise à nouvelle délibération** par M. le Président de la République, en application de l'article 10, alinéa 2, de la Constitution (Décret du 9 août 1985) – DEPOT A L'ASSEMBLEE NATIONALE (9 août 1985, rattaché pour ordre à la séance du 12 août 1985) [n° **2939**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Massot (12 août 1985) [n° **2940**] – URGENCE – Discussion (12 août 1985) – Adoption (12 août 1985) [n° **874**],

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 août 1985) [n° **474** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (19 août 1985) [n° **476** (84-85)] – Discussion (19 août 1985) (p. 2104, 2153) – Adoption (19 août 1985) [n° **179**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 août 1985) [n° **2941**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. François Massot (20 août 1985) [n° **2942**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Etienne Dailly (20 août 1985) [n° **477** (84-85)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (20 août 1985) [n° **2941**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Massot (20 août 1985) [n° **2943**] – Discussion (20 août 1985) – Adoption (20 août 1985) [n° **875**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (20 août 1985) [n° **478** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport oral de M. Etienne Dailly – Discussion (20 août 1985) (p. 2158, 2164) – Rejet (20 août 1985) [n° **180**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 août 1985) [n° **2944**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Massot (20 août 1985) [n° **2945**] – Discussion (20 août 1985) – Adoption (20 août 1985) [n° **876**].

DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL : conforme, le 23 août 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 24 août 1985) – (Rectificatif *J.O.* Lois et décrets du 11 septembre 1985).

PROMULGATION : Loi n° 85-892 du 23 août 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 24 août 1985).

Discussion (première lecture)

(19 août 1985) (p. 2104, 2153).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2104, 2137) : *MM. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Daniel Hoeffel, Charles Pasqua, Dick Ukeiwé, Germain Authié, Max Lejeune, Jean-Pierre Cantegrit, Michel Rufin, Edmond Valcin, Georges Dagonia, Michel Darras, Paul Girod.*

AFFAIRE GREENPEACE : PASQUA (Charles) (p. 2117) ; LEJEUNE (Max) (p. 2122) ; EBERHARD (Jacques) (p. 2124).

ASSEMBLEES TERRITORIALES : PISANI (Edgard) (p. 2106) ; UKEIWE (Dick) (p. 2118).

AUTODETERMINATION : DAILLY (Etienne) (p. 2109) ; PASQUA (Charles) (p. 2117) ; EBERHARD (Jacques) (p. 2126).

COLONIALISME : EBERHARD (Jacques) (p. 2124, 2126).

CONGRES DU TERRITOIRE : PISANI (Edgard) (p. 2105, 2106) ; DAILLY (Etienne) (p. 2113).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions) : PISANI (Edgard) (p. 2107, 2105, 2133) ; DAILLY (Etienne) (p. 2107, 2108, 2109, 2111, 2112, 2114, 2115, 2135) ; PASQUA (Charles) (p. 2115) ; AUTHIE (Germain) (p. 2119, 2120) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 2123) ; EBERHARD (Jacques) (p. 2124).

CONSTITUTION (art. 10) : PISANI (Edgard) (p. 2106, 2107, 2134, 2136) ; DAILLY (Etienne) (p. 2108, 2111, 2112, 2129, 2130, 2134, 2135) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 2115) ; UKEIWE (Dick) (p. 2118) ; EBERHARD (Jacques) (p. 2125) ; DARRAS (Michel) (p. 2126, 2127, 2128, 2130, 2136, 2137) ; VALCIN (Edmond) (p. 2132) ; GIROD (Paul) (p. 2137).

CONSTITUTION (art. 45) : DAILLY (Etienne) (p. 2111).

CONSTITUTION (art. 62) : DAILLY (Etienne) (p. 2129) ; PISANI (Edgard) (p. 2133) ; GIROD (Paul) (p. 2137).

CONSTITUTION (art. 63) : DAILLY (Etienne) (p. 2136).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (DOM-TOM) : PASQUA (Charles) (p. 2116) ; CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 2122, 2123) ; VALCIN (Edmond) (p. 2131, 2133) ; DAGONIA (Georges) (p. 2132, 2133).

ELECTIONS : PISANI (Edgard) (p. 2104, 2105) ; DAILLY (Etienne) (p. 2107, 2108) ; DARRAS (Michel) (p. 2128).

ELECTIONS LEGISLATIVES : PISANI (Edgard) (p. 2105) ; EBERHARD (Jacques) (p. 2125).

ELECTIONS SENATORIALES : PISANI (Edgard) (p. 2105) ; EBERHARD (Jacques) (p. 2125).

FRONT DE LIBERATION NATIONALE KANAKE SOCIALISTE (FLNKS) : DAILLY (Etienne) (p. 2107, 2108) ; UKEIWE (Dick) (p. 2118) ; AUTHIE (Germain) (p. 2120) ; LEJEUNE (Max) (p. 2121) ; VALCIN (Edmond) (p. 2131).

GUADELOUPE : VALCIN (Edmond) (p. 2132, 2133) ; DAGONIA (Georges) (p. 2132).

HAUT COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE (des TOM) : EBERHARD (Jacques) (p. 2124).

INDEPENDANCE-ASSOCIATION (Nouvelle-Calédonie) : PISANI (Edgard) (p. 2105) ; DAILLY (Etienne) (p. 2107, 2109) ; PASQUA (Charles) (p. 2117) ; UKEIWE (Dick) (p. 2118) ; AUTHIE (Germain) (p. 2119) ; LEJEUNE (Max) (p. 2121) ; CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 2122) ; VALCIN (Edmond) (p. 2131).

INDEPENDANTISME : DAILLY (Etienne) (p. 2108) ; UKEIWE (Dick) (p. 2108).

MELANESIENS (ethnie) : EBERHARD (Jacques) (p. 2126) ; RUFIN (Michel) (p. 2131).

NAINVILLE-LES-ROCHES (déclaration de) (statut de la Nouvelle-Calédonie) : VALCIN (Edmond) (p. 2131).

NOUVELLE-CALEDONIE : PISANI (Edgard) (p. 2104 à 2107, 2133) ; DAILLY (Etienne) (p. 2107 à 2109, 2113, 2115) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 2115) ; PASQUA (Charles) (p. 2115 à 2117) ; UKEIWE (Dick) (p. 2117 à 2119, 2136) ; AUTHIE (Germain) (p. 2119 à 2121) ; LEJEUNE (Max) (p. 2121, 2122) ; CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 2122, 2123) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 2123) ; EBERHARD (Jacques) (p. 2124 à 2126) ; DARRAS (Michel) (p. 2127, 2128) ; RUFIN (Michel) (p. 2130, 2131) ; VALCIN (Edmond) (p. 2131, 2132) ; DAGONIA (Georges) (p. 2133) ; GIROD (Paul) (p. 2137).

ORDONNANCE DU 7 NOVEMBRE 1958 PORTANT LOI ORGANIQUE SUR LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL (art. 23) : PISANI (Edgard) (p. 2107, 2133, 2134) ; DAILLY (Etienne) (p. 2111, 2112, 2114, 2129, 2135) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 2124) ; DARRAS (Michel) (p. 2128).

ORDONNANCES (législation par) : PISANI (Edgard) (p. 2106) ; DAILLY (Etienne) (p. 2113) ; UKEIWE (Dick) (p. 2118) ; AUTHIE (Germain) (p. 2120).

PACIFIQUE : HOEFFEL (Daniel) (p. 2115) ; PASQUA (Charles) (p. 2117) ; CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 2122).

PARLEMENT (procédure législative) : DAILLY (Etienne) (p. 2110, 2112).

POLITIQUE DE DEFENSE : HOEFFEL (Daniel) (p. 2115) ; PASQUA (Charles) (p. 2117) ; LEJEUNE (Max) (p. 2122).

POLYNESIE FRANCAISE : PASQUA (Charles) (p. 2116).

PREMIER MINISTRE : DAILLY (Etienne) (p. 2110) ; PASQUA (Charles) (p. 2116) ; LEJEUNE (Max) (p. 2121) ; DARRAS (Michel) (p. 2128) ; PISANI (Edgard) (p. 2133).

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : DAILLY (Etienne) (p. 2115, 2135) ; DARRAS (Michel) (p. 2128, 2136) ; VALCIN (Edmond) (p. 2132).

PROMULGATION DES LOIS : DAILLY (Etienne) (p. 2111) ; DARRAS (Michel) (p. 2127).

REFORME FONCIERE : AUTHIE (Germain) (p. 2120).

REGIONS (Nouvelle-Calédonie) : PISANI (Edgard) (p. 2104, 2105) ; DAILLY (Etienne) (p. 2107, 2109, 2113, 2114) ; HOEFFEL (Daniel) (p. 2115) ; UKEIWE (Dick) (p. 2117, 2118) ; AUTHIE (Germain) (p. 2119, 2120) ; EBERHARD (Jacques) (p. 2124) ; RUFIN (Michel) (p. 2130, 2131) ; VALCIN (Edmond) (p. 2131).

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE : PISANI (Edgard) (p. 2105) ; EBERHARD (Jacques) (p. 2125).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2137, 2153) : *MM. Jean Chérioux, Edgard Pisani, ministre ; Etienne Dailly, rapporteur ; Michel Darras, Marc Bécam, François Collet, Pierre Gamboa.*

Art. 1er *(Autodétermination de la population de Nouvelle-Calédonie et dépendances et régime transitoire)* (p. 2137).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 1 : scrutin d'autodétermination organisé en Nouvelle-Calédonie avant le 31 décembre 1988 (p. 2138) – Et n° 2 : territoire de la Nouvelle-Calédonie administré selon le régime transitoire défini par la présente loi (p. 2138).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2138).

Art. 2 *(Institutions et pouvoirs publics dans le territoire)* – Adopté (p. 2139).

Après l'art. 2 (p. 2139).

Adopté : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : organisation des communes de Nouvelle-Calédonie (p. 2139).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2139).

Art. 3 *(Délimitation des régions)* (p. 2139).

Adopté : amendement n° 4 de M. Etienne Dailly, rapporteur : délimitation des régions Centre et Sud (p. 2139).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2139).

Art. 4 *(Nature juridique de la région et tableau des effectifs)* (p. 2139).

Adopté : amendement n° 5 de M. Etienne Dailly, rapporteur : modification du nombre de sièges attribués à chaque région (p. 2142).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2142).

Art. 5 *(Congrès du territoire)* – Adopté (p. 2142).

Art. 6 *(Durée du mandat des conseillers de région)* (p. 2142).

Adopté : amendement de coordination n° 6 de M. Etienne Dailly, rapporteur : expiration du mandat des membres des conseils de région et des membres du congrès du territoire au plus tard le 31 janvier 1989 (p. 2142).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2142).

Art. 7 *(Mode de scrutin)* (p. 2142).

Adopté : amendement de coordination n° 7 de M. Etienne Dailly, rapporteur : en cas de vacance dans un conseil de région, impossibilité de recourir à une élection partielle après le 1er juillet 1988 (p. 2142).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2142).

Art. 8 *(Extension et adaptation du titre premier du livre premier du code électoral)* (p. 2142).

Adopté : amendement n° 8 de M. Etienne Dailly, rapporteur : sous réserve d'adaptations, application de certaines dispositions du code électoral aux élections des conseils de région du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (p. 2143).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2143).

Art. 9 *(Organisation des bureaux de vote)* (p. 2143).

Adopté : amendement n° 9 de M. Etienne Dailly, rapporteur : pouvoirs du Haut-commissaire dans l'organisation des bureaux de vote (p. 2143).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2143).

Art. 10 *(Révision des listes électorales et vote des personnes réfugiées à Nouméa)* (p. 2143).

Adopté : amendement n° 10 de M. Etienne Dailly, rapporteur : ouverture à Nouméa de bureaux de vote pour les réfugiés des autres régions (p. 2144).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2144).

Art. 11 *(Règles spéciales applicables au vote)* (p. 2144).

Adopté : amendement n° 11 de M. Etienne Dailly, rapporteur : règles particulières relatives au déroulement du scrutin (p. 2145).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2145).

Art. 12 *(Législation applicable aux élections des membres des conseils de région de Nouvelle-Calédonie – Dispositions particulières pour le dépouillement)* – Adopté (p. 2145).

Art. 13 *(Modalités du dépouillement effectué dans un autre lieu que le bureau de vote)* (p. 2145).

Adopté : amendement n° 12 de M. Etienne Dailly, rapporteur : dépouillement régional des votes (p. 2145).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2145).

Art. 14 *(Mission de la commission de contrôle des opérations électorales et de recensement des votes instituée dans chaque région)* – Adopté (p. 2146).

Art. 15 *(Organisation de la propagande radiodiffusée et télévisée)* (p. 2146).

Adopté : amendement n° 13 de M. Etienne Dailly, rapporteur : délégation par la Haute Autorité, d'un de ses membres pour contrôler la propagande audiovisuelle dans le territoire (p. 2146).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 2146).

Art. 16 *(Extension de la législation relative aux sondages)* – Adopté (p. 2146).

Art. 17 *(Contestation des élections)* – Adopté (p. 2146).

Art. 18 *(Election du président et de deux vice-présidents par le conseil de région)* – Adopté (p. 2146).

Art. 19 *(Institutions coutumières)* (p. 2146).

Adopté : amendement n° 14 de M. Etienne Dailly, rapporteur : création d'un conseil coutumier territorial et possibilité de créer un conseil consultatif coutumier dans chaque région (p. 2147).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 2147).

Art. 20 *(Comités économiques et sociaux régionaux)* – Adopté (p. 2147).

Art. 21 *(Compétences générales de la région)* (p. 2147).

Adopté : amendement n° 15 de M. Etienne Dailly, rapporteur : compétences du conseil de région (p. 2147).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 2147).

Art. 22 *(Compétences particulières de la région)* (p. 2147).

Adopté : amendement n° 16 de M. Etienne Dailly, rapporteur : actions d'intérêt régional menées par chaque conseil de région dans le respect de la compétence générale du congrès du territoire (p. 2147).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 2147).

Art. 23 *(Election du Président et des vice-présidents du Congrès du territoire)* – Adopté (p. 2148).

Art. 24 *(Attributions du congrès du territoire)* (p. 2148).

Adopté : amendement rédactionnel n° 17 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 2148).

– L'art. 24, ainsi modifié, est adopté (p. 2148).

Art. 25 *(Attributions du Haut commissaire)* – Adopté (p. 2148).

Art. 26 *(Le conseil exécutif)* (p. 2148).

Adopté : amendement n° 18 de M. Etienne Dailly, rapporteur : composition du conseil exécutif ; consultation de ce conseil par le Haut commissaire pour les mesures concernant le maintien de l'ordre (p. 2148).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 2148).

Art. 27 *(Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances des mesures appartenant au domaine de la loi)* (p. 2148).

Adopté : amendement n° 19 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article (p. 2150).

– L'art. 27 est supprimé (p. 2150).

Art. 28 *(Date des élections aux conseils de région)* (p. 2150).

Adopté : amendement n° 20 de M. Etienne Dailly, rapporteur : élections aux conseils de région dans les 90 jours suivant la date de promulgation de la présente loi (p. 2150).

– L'art. 28, ainsi modifié, est adopté (p. 2150).

Art. 29 *(Expiration des pouvoirs du Gouvernement du territoire et de l'assemblée territoriale)* (p. 2150).

Adopté : amendement n° 21 de M. Etienne Dailly, rapporteur : expiration des pouvoirs des institutions citées ci-dessus à l'ouverture de la première séance du congrès (p. 2151).

– L'art. 29, ainsi modifié, est adopté (p. 2151).

Art. 30 *(Fixation des modalités d'application de la présente loi par décret en Conseil d'Etat)* – Adopté (p. 2151).

Art. 31 *(Abrogation des dispositions contraires au présent texte).*

Adopté : amendement n° 22 de M. Etienne Dailly, rapporteur : rétablissement du texte initial déposé par le Gouvernement (p. 2151).

– L'art. 31, ainsi modifié, est adopté (p. 2151).

Explications de vote : MM. Marcel Lucotte (p. 2151 et 2152), Geoffroy de Montalembert (p. 2152), Jacques Eberhard (p. 2152), Daniel Hoeffel (p. 2152), Georges Dagonia (p. 2152 et 2153).

Scrutin public n° 76 (p. 2153 ; liste des votants p. 2155).

Adoption (19 août 1985) (p. 2155).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 août 1985) (p. 2158, 2164).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2160, 2162) : *MM. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois.*

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions) : DAILLY (Etienne) (p. 2160, 2161, 2162).

CONSTITUTION (art. 10) : DAILLY (Etienne) (p. 2160, 2161).

CONSTITUTION (art. 45) : DAILLY (Etienne) (p. 2161).

CONSTITUTION (art. 62) : DAILLY (Etienne) (p. 2161).

NOUVELLE-CALEDONIE : PISANI (Edgard) (p. 2160) ; DAILLY (Etienne) (p. 2161, 2162).

ORDONNANCE DU 7 NOVEMBRE 1958 PORTANT LOI ORGANIQUE SUR LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL (art. 23) : DAILLY (Etienne) (p. 2161).

REGIONS (Nouvelle-Calédonie) : DAILLY (Etienne) (p. 2161, 2162).

Motion n° 1 de M. Etienne Dailly, rapporteur, **opposant l'exception d'irrecevabilité tendant à faire reconnaître que le texte de la loi est contraire à la Constitution** (p. 2162) – *MM. Georges Dagonia, Maurice Schumann, Etienne Dailly, rapporteur ; Edgard Pisani, ministre ; Jacques Larché, président de la commission des lois.*

Adoption de la motion (p. 2164 ; scrutin public n° 77 ; liste des votants p. 2165, 2166).

Rejet du texte de la loi (20 août 1985) (p. 2164).

5. – **Rapport d'information** fait, au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée du 25 septembre au 6 octobre 1985 dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, en vue d'assurer l'information du Sénat sur le **déroulement des élections régionales** du 29 septembre 1985, par MM. Jacques Larché, Germain Authié, Jean Arthuis, Marc Bécam et Jean-Pierre Tizon (10 octobre 1985) [n° **22** (85-86)].

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, **7**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3**, DG ; **6** ; **7**
FAITS PERSONNELS, **2**
GRACE ET AMNISTIE, **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures - Départements et territoires d'outre-mer
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**, DG
RAPPELS AU REGLEMENT, **1** ; **3** ; **10** ; **11** ; **12**

NOUVELLE-ZELANDE

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **3**, DG

O

OBLIGATIONS

Voir ASSOCIATIONS, 1
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 1
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1
VALEURS MOBILIERES, 1

OCEANOGRAPHIE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 14

OCTROI DE MER

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG

OEUVRES D'ART

Voir BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
CREATION, 1
PATRIMOINE (protection du), 1

OFFICE DE RADIODIFFUSION TELEVISION FRANCAISE (ORTF)

Voir AUDIOVISUEL, 3, DG

OFFICE NATIONAL DES FORETS (ONF)

1. – **Dépôt d'un rapport du Gouvernement :** conformément aux dispositions de l'article L. 124-2 du code forestier, rapport de gestion de l'**Office national des forêts** pour l'année 1984 (16 octobre 1985) (p. 2278).

Voir aussi BOIS ET FORETS, 1

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES (ONIC)

Voir MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, 1, DG

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES FRUITS, DES LEGUMES ET DE L'HORTICULTURE (ONIFLHOR)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**

OFFICES AGRICOLES

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Agriculture

OFFICES PUBLICS D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION (OPAC)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 2, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**

OFFICIERS

Voir ARMEE, 1

OFFICIERS MARINIERS

Voir ARMEE, 1, DG

OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT (OPA)

Voir SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, 2, DG

OPERA

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Culture

OPERA (Bastille)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Culture

OPERA COMIQUE

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Culture

OPERATION BANLIEUE 89

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

OPERATIONS EXTERIEURES (armée)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 1, DG

OR

Voir BANQUE DE FRANCE, 1

ORDONNANCE DU 7 NOVEMBRE 1958 PORTANT LOI ORGANIQUE SUR LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL (art. 23)

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, 4, DG

ORDONNANCES (législation par)

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, 3 ; 4

ORDRE DU JOUR DU SENAT

1. – **Motion d'ordre** (29 mai 1985) (p. 761, 764) : *MM. Jacques Larché, président de la commission des lois ; André Méric, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Etienne Dailly :* Discussion générale commune pour le projet de loi organique et le projet de loi modifiant le code électoral et relatifs à l'élection des députés.

2. – **Observations sur les propositions de la conférence des présidents** (21 novembre 1985) (p. 3269, 3271) : *MM. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation ; Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Henri Duffaut, André Méric, Mme Hélène Luc* – Examen du projet de loi de finances par le Sénat : procédure proposée par la conférence des présidents, discussion par thèmes ; rapports des rapporteurs ; question préalable ; temps de parole des groupes politiques.

Sur le même objet : intervention de M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement (p. 3250).

3. – **Observations sur l'ordre du jour du Sénat** au cours du débat sur le projet de loi de finances pour 1986 (5 décembre 1985) (p. 3601, 3602) – *MM. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation* – Procédure d'examen du projet de loi de finances ; conférence des présidents ; présence d'un représentant du Gouvernement.

4. – **Observations sur l'ordre du jour du Sénat,** lors de la discussion de la politique dans le domaine de la jeunesse et des sports (6 décembre 1985) (p. 3622, 3623) – *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance ; Jean Francou* – Procédure d'examen du projet de loi de finances pour 1986 ; participation des ministres.

Observations semblables lors de la discussion de la politique dans le domaine des anciens combattants (p. 3625) – *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

Voir aussi LOIS DE FINANCES, **3,** DG
RAPPELS AU REGLEMENT, **17 ; 18 ; 20**
REGLEMENT DES ASSEMBLEES PARLEMENTAIRES (règlement du Sénat), **1**

ORDRE PUBLIC

Voir GRACE ET AMNISTIE, **1**
NOUVELLE-CALEDONIE, **1 ; 3,** DG

ORDRES PROFESSIONNELS

Voir SECURITE SOCIALE, **1,** DG

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (OCDE)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **10,** DG
TRANSPORTS MARITIMES, **1,** DG

ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE (OACI)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **3,** DG

ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU)

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **3,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**
TRAITES ET CONVENTIONS, **10 ; 22,** DG

ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD (OTAN)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

ORGANISATION EUROPEENNE DE TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITES (EUTELSAT)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **38**

ORGANISATION INTERNATIONALE DE TELECOMMUNICATIONS MARITIMES PAR SATELLITES (INMARSAT)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **17**

ORGANISATION INTERNATIONALE DES BOIS TROPICAUX

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **11,** DG

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT)

Voir CONGES DE FORMATION, **1,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **8**

ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE (OMI)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **16,** DG ; **19,** DG

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **20,** DG

ORGANISMES DE GESTION DE DETTES

Voir PROCEDURE CIVILE ET COMMERCIALE, **1,** DG

ORTHOPHONISTES

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4,** DG

OTAGES

Voir ASSURANCES, **1,** DG
BOIS ET FORETS, **1,** DG
DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **5,** DG
MUTUELLES (sociétés), **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102, 160**
RAPPELS AU REGLEMENT, **5 ; 8**

OVINS

Voir BOIS ET FORETS, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**

P

PACIFIQUE

1. – **Rapport d'information** fait, au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée dans la zone du **Pacifique** du 2 au 11 février 1985, par M. Pierre Matraja (3 mai 1985) [n° **268** (84-85)].

Voir aussi LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures - Départements et territoires d'outre-mer
NOUVELLE-CALEDONIE, **1,** DG ; **3,** DG ; **4,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **27**

PALAIS-ROYAL

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Culture

PARIS

Voir AUDIOVISUEL, **3,** DG ; **5,** DG
COLLECTIVITES LOCALES, **8**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3,** DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **2,** DG
POLICE, **1,** DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **3, 4, 125**
URBANISME, **2,** DG

PARLEMENT

Voir CONSTITUTION, **4**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **1**
LIBERTES PUBLIQUES, **1**

PARLEMENT (information du)

Voir LOIS DE FINANCES, **1**

PARLEMENT (procédure législative)

Voir ECONOMIE SOCIALE, **1,** DG
NOUVELLE-CALEDONIE, **4,** DG

PARLEMENT (rôle du)

Voir AUDIOVISUEL, **3,** DG
CONSTITUTION, **1**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3,** DG ; **10,** DG
LOIS DE FINANCES, **2**
LOIS DE REGLEMENT, **1,** DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **50**
REFERENDUMS, **1,** DG

PARLEMENT EUROPEEN

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **9 ; 10**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**
TRAITES ET CONVENTIONS, **28,** DG ; **30,** DG

PARTICIPATION DES EMPLOYEURS AU FINANCEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 18 bis

PARTICIPATIONS RECIPROQUES (sociétés)

Voir SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, **2,** DG

PARTIE CIVILE

Voir PROCEDURE PENALE, **1**

PARTIS POLITIQUES

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3 ; 10,** DG
REFERENDUMS, **1,** DG

PAS-DE-CALAIS (département)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

PATE A PAPIER (industrie)

Voir BOIS ET FORETS, **1,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Industrie

PATRIMOINE (protection du)

1. – **Proposition de loi tendant à encourager les dons d'oeuvres d'art et d'objets de collection aux associations ayant pour objet la protection et l'enrichissement du patrimoine culturel,** PRESENTEE AU SENAT par M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur (12 novembre 1985) [n° **83** (85-86) – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Voir aussi CONSTRUCTION, **1,** DG
CREATION, **1**
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1,** DG

PAUVRETE

1. – **Proposition de loi tendant à instituer un revenu minimum d'existence tenant compte des charges familiales et de logement,** PRESENTEE AU SENAT par M. André Diligent, sénateur (13 août 1985) [n° **475** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **141**

PAVILLONS DE COMPLAISANCE

Voir PECHE, **1,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **10,** DG
TRANSPORTS MARITIMES, **1,** DG

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures - Education nationale
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **23, 136**
TRAITES ET CONVENTIONS, **11,** DG ; **27,** DG

PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (PTOM)

Voir SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, **1,** DG

PAYS LES MOINS AVANCES (PMA)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **25,** DG

PEAGES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **61**

PECHE

1. – **Projet de loi modifiant le décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la pêche maritime,** PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer (2 avril 1985) [n° **2579**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean Peuziat (11 avril 1985) [n° **2608**] – Discussion (16 avril 1985) – Adoption (16 avril 1985) [n° **766**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 avril 1985) [n° **247** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Josselin de Rohan (2 mai 1985) [n° **264** (84-85)] – Discussion (9 mai 1985) (p. 437, 443) – Adoption (9 mai 1985) [n° **95**].

PROMULGATION : Loi n° 85-542 du 22 mai 1985 (*JO* Lois et décrets du 24 mai 1985).

Discussion (première lecture)

(9 mai 1985) (p. 437, 443).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 437, 440) : *MM. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer ; Josselin de Rohan, rapporteur de la commission des affaires économiques ; René Régnault, Ivan Renar.*

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) (élargissement de la) : LENGAGNE (Guy) (p. 437, 440) ; RENAR (Ivan) (p. 439).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : RENAR (Ivan) (p. 439).

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE DROIT DE LA MER : LENGAGNE (Guy) (p. 437) ; REGNAULT (René) (p. 438).

CULTURES MARINES : LENGAGNE (Guy) (p. 437).

ESPAGNE : ROHAN (Josselin de) (p. 438) ; RENAR (Ivan) (p. 439) ; LENGAGNE (Guy) (p. 440).

ESTUAIRES : LENGAGNE (Guy) (p. 437).

EUROPE BLEUE : LENGAGNE (Guy) (p. 437, 440) ; REGNAULT (René) (p. 438) ; RENAR (Ivan) (p. 439).

FLOTTE DE PECHE : RENAR (Ivan) (p. 439).

FONDS EUROPEEN D'ORIENTATION ET DE GARANTIE AGRICOLE (FEOGA) : RENAR (Ivan) (p. 439).

LITTORAL : ROHAN (Josselin de) (p. 438) ; LENGAGNE (Guy) (p. 440).

MEDITERRANEE : RENAR (Ivan) (p. 439) ; LENGAGNE (Guy) (p. 440).

PAVILLONS DE COMPLAISANCE : RENAR (Ivan) (p. 439) ; LENGAGNE (Guy) (p. 440).

PECHE A PIED : LENGAGNE (Guy) (p. 437) ; ROHAN (Josselin de) (p. 438).

PECHE DE LOISIR : LENGAGNE (Guy) (p. 437).

PECHE MARITIME : LENGAGNE (Guy) (p. 437, 439, 440) ; ROHAN (Josselin de) (p. 437, 438) ; REGNAULT (René) (p. 438, 439) ; RENAR (Ivan) (p. 439).

PECHE SOUS-MARINE : LENGAGNE (Guy) (p. 437).

POLICE DES PECHES : LENGAGNE (Guy) (p. 437) ; ROHAN (Josselin de) (p. 438) ; REGNAULT (René) (p. 439).

POLLUTION (mer) : ROHAN (Josselin de) (p. 438).

PROTECTION SOCIALE : RENAR (Ivan) (p. 439) ; LENGAGNE (Guy) (p. 440).

REGLEMENTS COMMUNAUTAIRES : LENGAGNE (Guy) (p. 437, 440) ; ROHAN (Josselin de) (p. 438) ; REGNAULT (René) (p. 438, 439) ; RENAR (Ivan) (p. 439).

SAISIES : LENGAGNE (Guy) (p. 437) ; REGNAULT (René) (p. 439).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER (TOM) : LENGAGNE (Guy) (p. 437).

TRAITE DE ROME : RENAR (Ivan) (p. 439) ; LENGAGNE (Guy) (p. 440).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 440, 443) : *MM. Ivan Renar, Josselin de Rohan, rapporteur ; Guy Lengagne, secrétaire d'Etat.*

Art. 1er *(Réglementation de la pêche maritime ; sanctions pénales)* (p. 440).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Ivan Renar : accès aux eaux territoriales françaises de navires battant pavillon étranger, sous réserve de l'accord du Gouvernement français (p. 442).

Retiré : amendement n° 2 de M. Ivan Renar ; sanctions des pollutions telluriques (p. 443).

– L'art. 1er est adopté (p. 443).

Art. 2 *(Récidive)* – Adopté (p. 443).

Art. 3 *(Sanctions administratives – Pouvoirs de contrôle des officiers et agents chargés de la police des pêches)* – Adopté (p. 443).

Art. 4 *(Compétence des tribunaux)* – Adopté (p. 443).

Art. 5 *(Champ d'application du décret du 9 janvier 1852)* – Adopté (p. 443).

Art. 6 *(Dispositions abrogées)* – Adopté (p. 443).

Art. 6 bis *(Modification de la loi n° 76-655 du 16 juillet 1976)* – Adopté (p. 443).

Art. 6 ter *(Exclusion des territoires d'outre-mer du champ d'application de la loi)* – Adopté (p. 443).

Art. 6 quater *(Entrée en vigueur de la loi n° 84-512 du 29 juin 1984 relative à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles)* – Adopté (p. 443).

Art. 7 *(Entrée en vigueur de la loi)* – Adopté (p. 443).

Adoption (9 mai 1985) (p. 443).

Voir aussi MER ET LITTORAL, **2,** DG

PECHE A PIED

Voir PECHE, **1,** DG

PECHE DE LOISIR

Voir PECHE, **1,** DG

PECHE EN EAU DOUCE

Voir PECHE, **1**

PECHE MARITIME

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer - Logement, urbanisme et transports
PECHE, **1**

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, 1, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 15 ; 27, DG ; 28, DG

PECHE SOUS-MARINE

Voir PECHE, 1, DG

PEDAGOGIE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 4

PEINE DE MORT

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, 3, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 23

PEINE DE SUBSTITUTION

Voir POLICE, 1, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 23, DG

PEINES

Voir BOIS ET FORETS, 1
TRAITES ET CONVENTIONS, 22 ; 41

PEINES (exécution des)

Voir PROCEDURE PENALE, 1, DG

PENSIONS D'INVALIDITE

Voir INVALIDITE, 1

PENSIONS DE RETRAITE

Voir AGRICULTURE, 2
ARMEE, 1, DG
ELECTIONS ET REFERENDUMS, 10, DG
EMPLOI, ACTIVITE, 2
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Anciens combattants ; Art. 63
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, 1
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1
PRIX ET CONCURRENCE, 2
RAPATRIES, 1

PENSIONS DE RETRAITE CIVILES ET MILITAIRES

1. – **Proposition de loi portant extension aux bénéficiaires des lois n° 50-1027 du 2 août 1950 et n° 51-538 du 14 mai 1951, de l'ensemble des dispositions de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier entre 60 et 65 ans d'une pension de retraite calculée sur le taux applicable à l'âge de 65 ans et tendant à la création d'une commission d'étude sur la pathologie de la déportation du travail,** PRESENTEE AU SENAT par M. Fernand Lefort, sénateur, et plusieurs de ses collègues (4 décembre 1985) [n° 142 (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi ASSURANCE VIEILLESSE (régime des fonctionnaires civils et militaires), 1
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 3
PENSIONS DE REVERSION, 1

PENSIONS DE REVERSION

1. – **Proposition de loi tendant à porter de 50 à 60 p. 100 le taux de la pension de réversion attribuée aux conjoints survivants des agents de la fonction publique, en application du code des pensions civiles et militaires de retraite,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jean Cauchon, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1985 – 2 avril 1985) [n° 205 (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi EMPLOI, ACTIVITE, 2, DG
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, 1
TRAITES ET CONVENTIONS, 40, DG

PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE

1. – **Proposition de loi tendant à rétablir le rapport constant entre le montant des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et le traitement des fonctionnaires,** PRESENTEE AU SENAT par M. André Rabineau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (31 mai 1985) [n° 330 (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, 1
DEPORTES, INTERNES ET RESISTANTS, 2
LOIS DE FINANCES, 3, Art. 58

PERIMETRES DE PROTECTION ET DE RECONSTITUTION FORESTIERE

Voir BOIS ET FORETS, 1

PERMIS DE CONDUIRE

1. – **Proposition de loi visant à supprimer la procédure administrative de suspension du permis de conduire,** PRESENTEE AU SENAT par M. Claude Huriet, sénateur (30 mai 1985) [n° 327 (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi CIRCULATION ROUTIERE, 1, DG
PROCEDURE PENALE, 1
SECURITE SOCIALE, 2, DG

PERMIS DE CONSTRUIRE

Voir BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, 1, DG
CONSTRUCTION, 1
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 25

PERQUISITIONS

Voir PROCEDURE PENALE, 1, DG

PERSONNES AGEES

Voir CIRCULATION ROUTIERE, 1, DG
COLLECTIVITES LOCALES, 13
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Anciens combattants - Travail, santé, solidarité
MUTUELLES (sociétés), 1
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 141
SANTE PUBLIQUE, 2, DG

PERSONNES AGEES (maintien à domicile)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 98

PERSONNES TRANSPORTEES

Voir CIRCULATION ROUTIERE, 1, DG

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME)

Voir BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, **1**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Agriculture - Départements et territoires d'outre-mer
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25, 125**
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1**
SECURITE SOCIALE, **1**, DG
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, **1**
TRAITES ET CONVENTIONS, **39**, DG
TRAVAIL, **2**, DG
URBANISME, **1**, DG

PETITIONS

1. – **n° 4687** – M. Radavan Vukoevic – Objet : annulation de décisions judiciaires pour inconstitutionnalité – Rapport de M. Jacques Thyraud, au nom de la commission des lois (17 juillet 1985) (p. 1941) – Classement.

2. – **n° 4689** – M. Georges Fischer – Objet : communication de documents administratifs – Rapport de M. Jacques Thyraud, au nom de la commission des lois (17 juillet 1985) (p. 1941) – Classement.

3. – **n° 4690** – M. Alain Deschamps – Objet : modification du code des débits de boissons – Rapport de M. Raymond Bouvier, au nom de la commission des lois (17 juillet 1985) (p. 1941) – Classement : la pétition a le même objet que la proposition de loi n° 76 (84-85) de M. Francis Palmero, reprise par MM. Kléber Malecot et Louis Boyer, sénateurs du Loiret.

4. – **n° 4692** – M. Vincent Richet – Objet : participation des citoyens à la vie locale – Rapport de M. Jacques Thyraud, au nom de la commission des lois (17 juillet 1985) (p. 1941) – Classement.

5. – **n° 4693** – M. G. Dezempte – Aménagement du régime des exonérations temporaires de taxe foncière sur les propriétés baties – Rapport de M. Paul Girod, au nom de la commission des lois (22 décembre 1985) (p. 4663) – Classement.

PETROLE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Industrie ; Art. 7
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **140**

PEUGEOT (société anonyme) (PSA)

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**

PHARMACIE

1. – **Proposition de loi tendant à modifier et abroger certaines dispositions du Livre V, titre II, section IV du code de la santé publique et certaines dispositions du Livre III, titre II, chapitre premier du code de la sécurité sociale afin de rétablir la liberté des prix des produits pharmaceutiques,** PRESENTEE AU SENAT par M. André Fosset, sénateur (30 octobre 1985) [n° **56** (85-86)] – Renvoi à la commission des finances.

PHARMACIENS

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4**, DG

PIETONS

Voir CIRCULATION ROUTIERE, **1**, DG

PLAGES

Voir MER ET LITTORAL, **2**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **69**

PLAN

1. – **Dépôt par le Gouvernement du rapport d'exécution du IXe Plan** de développement économique, social et culturel relatif à l'année 1984 (6 juin 1985) (p. 1006).

2. – **Rapport d'information** fait, au nom de la délégation pour la planification, sur l'exécution des programmes prioritaires du IXe Plan, par M. Jean-Luc Bécart et plusieurs de ses collègues (20 juin 1985) [n° **402** (84-85)].

Voir aussi ENSEIGNEMENT, **4**
LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Agriculture
PREVISION ECONOMIQUE, **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **62**
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1**
SECURITE SOCIALE, **1**, DG

PLAN CABLE

Voir AUDIOVISUEL, **3**, DG

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS (POS)

Voir CONSTRUCTION, **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
MER ET LITTORAL, **2**
URBANISME, **1**, DG ; **2**

PLAN LANGEVIN-WALLON (enseignement)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

PLAN PERIGORD (Nouvelle-Calédonie)

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **1**, DG

PLAN PISANI (Nouvelle-Calédonie)

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, **1**, DG

PLAN TEXTILE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **23**

PLANS SIMPLES DE GESTION (PSG)

Voir BOIS ET FORETS, **1**

PLUIES ACIDES

Voir BOIS ET FORETS, **1**, DG
POLLUTION ET NUISANCES, **1**

PLURIACTIVITE

Voir BOIS ET FORETS, **1**, DG
SECURITE SOCIALE, **2**, DG

PLUS-VALUES

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**

PLUS-VALUES (imposition des)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG

POLES DE CONVERSION

Voir CONSTRUCTION, **1**, DG

POLICE

1. – **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (26 juin 1985) [n° **2855**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (10 juillet 1985) [n° **2909**] – URGENCE – Discussion (10 juillet 1985) – Adoption (10 juillet 1985) [n° **866**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 juillet 1985) [n° **458** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances et à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Salvi (17 juillet 1985) [n° **461** (84-85)] – Avis de M. Joseph Raybaud (17 juillet 1985) [n° **462** (84-85)] et de M. Michel Caldaguès (rapport oral) – Discussion (17 juillet 1985) (p. 1890, 1935) – Adoption (17 juillet 1985) [n° **173**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 juillet 1985) [n° **2917**] (Rattaché pour ordre le 25 juillet 1985) – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Gilbert Bonnemaison (25 juillet 1985) [n° **2919**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Marc Bécam (24 juillet 1985) [n° **466** (84-85)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (18 juillet 1985) [n° **2917**] (Rattaché pour ordre le 25 juillet 1985) – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (25 juillet 1985) [n° **2929**] – Discussion (25 juillet 1985) – Adoption (25 juillet 1985) [n° **869**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (25 juillet 1985) [n° **470** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport oral de M. Marc Bécam (25 juillet 1985) – Discussion (25 juillet 1985) (p. 2055, 2059) – Adoption (25 juillet 1985) [n° **177**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (25 juillet 1985) [n° **2933**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (25 juillet 1985) [n° **2934**] – Discussion (25 juillet 1985) – Adoption (25 juillet 1985) [n° **871**].

PROMULGATION : Loi n° 85-835 du 7 août 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 8 août 1985).

Discussion (première lecture)

(17 juillet 1985) (p. 1890, 1935).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1890, 1927) : *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Pierre Salvi, rapporteur de la commission des lois ; Joseph Raybaud, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Michel Caldaguès, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; José Balarello, Paul Masson, Marc Bécam, Jacques Toutain, Jean Béranger, Marcel Vidal, Jacques Durand, Alain Pluchet, James Marson, Max Lejeune, Jacques Mossion, Michel Maurice-Bokanowski, Franck Sérusclat.*

ASSOCIATIONS : MASSON (Paul) (p. 1910).

AUTOMOBILES : BALARELLO (José) (p. 1907) ; MASSON (Paul) (p. 1909) ; BECAM (Marc) (p. 1911) ; TOUTAIN (Jacques) (p. 1914) ; MOSSION (Jacques) (p. 1923).

CODE DE LA ROUTE : DURAND (Jacques) (p. 1919).

CODE DE PROCEDURE PENALE : SALVI (Pierre) (p. 1899) ; BALARELLO (José) (p. 1907).

CODE PENAL : SALVI (Pierre) (p. 1899) ; BALARELLO (José) (p. 1907) ; MASSON (Paul) (p. 1908).

COLLECTIVITES LOCALES : JOXE (Pierre) (p. 1891, 1904) ; DURAND (Jacques) (p. 1918) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 1924).

CONTRAVENTIONS : SALVI (Pierre) (p. 1896, 1898, 1900, 1905) ; RAYBAUD (Joseph) (p. 1901) ; BALARELLO (José) (p. 1907) ; BECAM (Marc) (p. 1911) ; TOUTAIN (Jacques) (p. 1914) ; DURAND (Jacques) (p. 1918) ; PLUCHET (Alain) (p. 1919) ; MARSON (James) (p. 1921) ; LEJEUNE (Max) (p. 1922) ; MOSSION (Jacques) (p. 1923) ; JOXE (Pierre) (p. 1927).

CONTROLES D'IDENTITE : SALVI (Pierre) (p. 1897) ; MASSON (Paul) (p. 1909) ; LEJEUNE (Max) (p. 1922).

COOPERATION EUROPEENNE : SALVI (Pierre) (p. 1899) ; BERANGER (Jean) (p. 1916) ; LEJEUNE (Max) (p. 1923) ; JOXE (Pierre) (p. 1926).

COUR DE SURETE DE L'ETAT : BALARELLO (José) (p. 1906) ; BECAM (Marc) (p. 1911).

CRIMES ET DELITS : JOXE (Pierre) (p. 1891) ; SALVI (Pierre) (p. 1896) ; LEJEUNE (Max) (p. 1922).

DELINQUANCE : JOXE (Pierre) (p. 1891, 1892, 1926) ; SALVI (Pierre) (p. 1896) ; BALARELLO (José) (p. 1906) ; MASSON (Paul) (p. 1908, 1910) ; BECAM (Marc) (p. 1911) ; CALDAGUES (Michel) (p. 1912) ; TOUTAIN (Jacques) (p. 1913) ; BERANGER (Jean) (p. 1916) ; VIDAL (Marcel) (p. 1916) ; DURAND (Jacques) (p. 1918) ; MARSON (James) (p. 1920, 1922) ; LEJEUNE (Max) (p. 1922).

DELINQUANCE JUVENILE : CALDAGUES (Michel) (p. 1912) ; JOXE (Pierre) (p. 1912, 1913).

DELINQUANCE ROUTIERE : DURAND (Jacques) (p. 1918, 1919).

DEONTOLOGIE : JOXE (Pierre) (p. 1894) ; SALVI (Pierre) (p. 1897) ; BALARELLO (José) (p. 1906, 1907) ; MASSON (Paul) (p. 1908) ; BECAM (Marc) (p. 1911) ; BERANGER (Jean) (p. 1915) ; VIDAL (Marcel) (p. 1917) ; MARSON (James) (p. 1920, 1921) ; LEJEUNE (Max) (p. 1922) ; MOSSION (Jacques) (p. 1923).

DIRECTION DE LA SURVEILLANCE DU TERRITOIRE (DST) : MASSON (Paul) (p. 1909).

DROGUES : JOXE (Pierre) (p. 1892, 1926) ; MASSON (Paul) (p. 1908) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 1925).

DROITS DE L'HOMME : MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 1924).

ECOUTES TELEPHONIQUES : SALVI (Pierre) (p. 1896).

ETRANGERS : CALDAGUES (Michel) (p. 1912) ; JOXE (Pierre) (p. 1912, 1913).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : JOXE (Pierre) (p. 1892, 1893, 1927) ; SALVI (Pierre) (p. 1898) ; MARSON (James) (p. 1920).

FORMATION PROFESSIONNELLE : JOXE (Pierre) (p. 1893, 1905) ; SALVI (Pierre) (p. 1898) ; BALARELLO (José) (p. 1906) ; DURAND (Jacques) (p. 1918) ; MARSON (James) (p. 1921) ; LEJEUNE (Max) (p. 1922).

GENDARMERIE : SALVI (Pierre) (p. 1899) ; CALDAGUES (Michel) (p. 1902) ; JOXE (Pierre) (p. 1904) ; TOUTAIN (Jacques) (p. 1915) ; MARSON (James) (p. 1921).

GRANDE-BRETAGNE : SALVI (Pierre) (p. 1896).

ILOTAGE : SALVI (Pierre) (p. 1898) ; BECAM (Marc) (p. 1911) ; BERANGER (Jean) (p. 1916) ; MARSON (James) (p. 1921).

IMMIGRATION : SALVI (Pierre) (p. 1899).

IMMIGRATION CLANDESTINE : MASSON (Paul) (p. 1909).

INFORMATIQUE : JOXE (Pierre) (p. 1891, 1892, 1893, 1894, 1925) ; SALVI (Pierre) (p. 1898) ; RAYBAUD (Joseph) (p. 1901) ; BALARELLO (José) (p. 1906) ; DURAND (Jacques) (p. 1918) ; MARSON (James) (p. 1921) ; MOSSION (Jacques) (p. 1923) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 1924).

JOURNALISTES : MASSON (Paul) (p. 1909).

LABORATOIRES : SERUSCLAT (Franck) (p. 1924, 1925) ; JOXE (Pierre) (p. 1925).

LIBERTES PUBLIQUES : SALVI (Pierre) (p. 1897).

PARIS : JOXE (Pierre) (p. 1891, 1893) ; BERANGER (Jean) (p. 1916).

PEINE DE SUBSTITUTION : MARSON (James) (p. 1921).

POLICE AUXILIAIRE : SALVI (Pierre) (p. 1899) ; CALDAGUES (Michel) (p. 1903, 1904) ; BALARELLO (José) (p. 1906) ; DURAND (Jacques) (p. 1918) ; MARSON (James) (p. 1922) ; MOSSION (Jacques) (p. 1923) ; JOXE (Pierre) (p. 1903, 1904).

POLICE DE L'AIR ET DES FRONTIERES (PAF) : SALVI (Pierre) (p. 1899) ; MASSON (Paul) (p. 1909) ; JOXE (Pierre) (p. 1925).

POLICE JUDICIAIRE : RAYBAUD (Joseph) (p. 1901) ; BERANGER (Jean) (p. 1915) ; JOXE (Pierre) (p. 1926).

POLICE MUNICIPALE : MARSON (James) (p. 1922) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 1924).

POLICE NATIONALE : JOXE (Pierre) (p. 1890 à 1895, 1903 à 1905, 1912, 1913, 1925 à 1927) ; SALVI (Pierre) (p. 1895 à 1900, 1905) ; RAYBAUD (Joseph) (p. 1900, 1901) ; CALDAGUES (Michel) (p. 1902, 1903, 1912) ; BALARELLO (José) (p. 1905 à 1908) ; MASSON (Paul) (p. 1908 à 1910) ; BECAM (Marc) (p. 1910, 1911) ; TOUTAIN (Jacques) (p. 1913 à 1915) ; BERANGER (Jean) (p. 1915, 1916) ; VIDAL (Marcel) (p. 1916, 1917) ; DURAND (Jacques) (p. 1917 à 1919) ; PLUCHET (Alain) (p. 1919) ; MARSON (James) (p. 1920 à 1922) ; LEJEUNE (Max) (p. 1922, 1923) ; MOSSION (Jacques) (p. 1923) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 1923, 1924) ; SERUSCLAT (Franck) (p. 1924, 1925).

PREFECTURE DE POLICE DE PARIS : JOXE (Pierre) (p. 1891).

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : JOXE (Pierre) (p. 1905) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 1923).

PREVENTION : JOXE (Pierre) (p. 1891) ; MASSON (Paul) (p. 1910) ; CALDAGUES (Michel) (p. 1912) ; VIDAL (Marcel) (p. 1917) ; MARSON (James) (p. 1920, 1922).

PRISONS : MASSON (Paul) (p. 1909) ; MARSON (James) (p. 1921).

REFUGIES POLITIQUES : LEJEUNE (Max) (p. 1923).

REGIONS : JOXE (Pierre) (p. 1895) ; SALVI (Pierre) (p. 1898).

SECURITE PUBLIQUE : JOXE (Pierre) (p. 1891) ; SALVI (Pierre) (p. 1896, 1897) ; MASSON (Paul) (p. 1908, 1909, 1910) ; TOUTAIN (Jacques) (p. 1915) ; BERANGER (Jean) (p. 1915, 1916) ; DURAND (Jacques) (p. 1917) ; MARSON (James) (p. 1920, 1922).

SEINE-SAINT-DENIS : JOXE (Pierre) (p. 1891) ; MARSON (James) (p. 1920).

SERVICE NATIONAL : SALVI (Pierre) (p. 1899) ; CALDAGUES (Michel) (p. 1902) ; JOXE (Pierre) (p. 1904) ; BALARELLO (José) (p. 1906) ; DURAND (Jacques) (p. 1918) ; MARSON (James) (p. 1922) ; MOSSION (Jacques) (p. 1923).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : JOXE (Pierre) (p. 1891).

TERRORISME : JOXE (Pierre) (p. 1892, 1926) ; SALVI (Pierre) (p. 1899) ; BALARELLO (José) (p. 1906) ; MASSON (Paul) (p. 1908, 1909) ; BERANGER (Jean) (p. 1916).

TOURISME : CALDAGUES (Michel) (p. 1912) ; VIDAL (Marcel) (p. 1917) ; LEJEUNE (Max) (p. 1922, 1923) ; JOXE (Pierre) (p. 1926).

TRANSMISSIONS : JOXE (Pierre) (p. 1892, 1893, 1894) ; SALVI (Pierre) (p. 1898) ; MOSSION (Jacques) (p. 1923).

YOUGOSLAVIE : CALDAGUES (Michel) (p. 1912) ; JOXE (Pierre) (p. 1912, 1913).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1927, 1935) : *MM. James Marson, Pierre Salvi, rapporteur ; Pierre Joxe, ministre ; Louis Longequeue, José Balarello, François Collet, Michel Caldaguès, rapporteur pour avis.*

Avant l'art. 1er (p. 1927).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. James Marson, n° 15 : création d'une délégation parlementaire permanente à la sécurité publique ; composition et mission de cette délégation (p. 1927) – n° 16 : missions de la police et répartition des compétences entre la police administrative et la police judiciaire (p. 1928) – Et n° 17 : définition d'un code de déontologie pour la police (p. 1929).

Art. 1er, et rapport annexé, et art. 2 *(Programmation financière du plan de modernisation)* – Adoptés (p. 1929).

Art. 3 *(Rapport annuel au Parlement)* – Adopté (p. 1929).

Art. 4 *(Code de déontologie)* (p. 1929).

Adopté : amendement n° 1 de M. Pierre Salvi, rapporteur : suppression de cet article relatif au code de déontologie de la police nationale prochainement édicté par le Gouvernement (p. 1930).

Retiré : amendement n° 11 de M. José Balarello, identique à l'amendement n° 1 (p. 1930).

Devient sans objet : amendement n° 18 de M. James Marson : code de déontologie de la force publique prochainement soumis au Parlement (p. 1930).

– L'art. 4 est supprimé (p. 1930).

Avant l'art. 4 bis (p. 1930).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Pierre Salvi, rapporteur, n° 2 : détention obligatoire d'une carte nationale d'identité infalsifiable pour tout Français âgé de plus de seize ans (p. 1931) – Et n° 3 : contrôles d'identité (p. 1931).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1931).

Art. 4 bis *(Gardiens de la paix auxiliaires)* (p. 1931).

Adopté : amendement n° 21 de M. Michel Caldaguès, rapporteur pour avis : insertion à l'article L. 1er du code du service national des dispositions relatives à la possibilité pour les jeunes appelés du contingent d'accomplir leur service actif dans la police nationale (p. 1932).

Rejeté : amendement n° 19 de M. James Marson : suppression de cet article relatif à la possibilité pour les appelés du contingent d'effectuer leur service actif dans la police nationale (p. 1932).

– L'art. 4 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1932).

Après l'art. 4 bis (p. 1932).

Retiré : amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Pierre Salvi, rapporteur : dépôt prochain devant le Parlement d'un projet de loi portant réforme des structures de la police nationale (p. 1932).

Art. 5 *(Montant des amendes pour contravention de police : article 466 du code pénal)* (p. 1932).

Adopté : amendement n° 6 de M. Pierre Salvi, rapporteur, de suppression de cet article (p. 1933).

Retiré : amendement identique n° 12 de M. José Balarello (p. 1932).

– L'art. 5 est supprimé (p. 1933).

Art. 6 *(Détermination des taux maxima des amendes de police des troisième, quatrième et cinquième classes)* (p. 1933).

Adopté : amendement n° 7 de suppression de cet article de M. Pierre Salvi, rapporteur (p. 1933).

Retiré : amendement identique n° 13 de M. José Balarello (p. 1933).

– L'art. 6 est supprimé (p. 1933).

Art. 7 *(Montant de l'amende correctionnelle)* (p. 1933).

Adopté : amendement n° 8 de suppression de cet article de M. Pierre Salvi, rapporteur (p. 1933).

Retiré : amendement identique n° 14 de M. José Balarello (p. 1933).

– L'art. 7 est supprimé (p. 1933).

Art. 8 *(Opposition au fichier des cartes grises)* (p. 1933).

Adopté : amendement n° 9 de suppression de cet article de M. Pierre Salvi, rapporteur (p. 1933).

– L'art. 8 est supprimé (p. 1933).

Art. 9 *(Entrée en vigueur des articles 5 à 8 de la présente loi)* (p. 1933).

Adopté : amendement n° 10 de M. Pierre Salvi, rapporteur : suppression du premier alinéa de cet article pour coordination (p. 1934).

Devient sans objet : amendement n° 22 de M. Pierre Joxe, ministre : entrée en vigueur des articles 5 à 8 à compter du 1er octobre 1985 (p. 1934).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1934).

Explications de vote : MM. Félix Ciccolini (p. 1934 et 1935), James Marson (p. 1935), Jean Delaneau (p. 1935), Michel Rigou (p. 1935), et François Collet (p. 1935).

Adoption (17 juillet 1985) (p. 1935).

Discussion (nouvelle lecture)

(25 juillet 1985) (p. 2055, 2059).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2055, 2056) : *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Marc Bécam, rapporteur de la commission des lois.*

CODE DE DEONTOLOGIE : LABARRERE (André) (p. 2055) ; BECAM (Marc) (p. 2055).

POLICE NATIONALE : LABARRERE (André) (p. 2055) ; BECAM (Marc) (p. 2055, 2056).

SERVICE NATIONAL : LABARRERE (André) (p. 2055) ; BECAM (Marc) (p. 2056).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2056, 2059) : *MM. Marc Bécam, rapporteur ; André Labarrère, ministre ; Daniel Millaud, Michel Darras, François Collet, Jacques Habert.*

Art. 4 (p. 2056).

Adopté : amendement n° 1 de M. Marc Bécam, rapporteur : suppression de cet article relatif au code de déontologie (p. 2056).

– L'art. 4 est supprimé (p. 2056).

Art. 4 bis A et 4 bis B (p. 2056) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

Adoptés : amendements n° 2 et n° 3 de M. Marc Bécam, rapporteur : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture, sur les contrôles d'identité (p. 2057).

– Les art. 4 bis A et 4 bis B sont rétablis, ainsi rédigés (p. 2057).

Art. 5 (p. 2057).

Adopté : amendement n° 4 de M. Marc Bécam, rapporteur : suppression de cet article relatif au taux minimum et au taux maximum des amendes pour contravention de police (p. 2058).

– L'art. 5 est supprimé (p. 2058).

Art. 6 (p. 2058).

Adopté : amendement n° 5 de M. Marc Bécam, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'augmentation des taux maxima des amendes pour contraventions des troisième, quatrième et cinquième classes (p. 2058).

– L'art. 6 est supprimé (p. 2058).

Art. 7 (p. 2058).

Adopté : amendement n° 6 de M. Marc Bécam, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'augmentation du taux maximum de l'amende correctionnelle (p. 2058).

– L'art. 7 est supprimé (p. 2058).

Art. 8 (p. 2058).

Adopté : amendement n° 7 de M. Marc Bécam, rapporteur : suppression de cet article relatif aux modalités de recouvrement des amendes dues par les contrevenants à la réglementation sur le stationnement des véhicules (p. 2058).

– L'art. 8 est supprimé (p. 2058).

Art. 9 (p. 2058).

Adopté : amendement n° 8 de M. Marc Bécam, rapporteur : suppression du second alinéa de cet article pour coordination (p. 2058).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2058).

Explications de vote : MM. Michel Darras (p. 2059), James Marson (p. 2059), François Collet (p. 2059) ; intervention de M. André Labarrère, ministre (p. 2059).

Adoption (25 juillet 1985) (p. 2059).

2. – **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code de procédure pénale et du code de la route et relatif à la police judiciaire,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (14 juin 1985) [n° **2786**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Joseph

Menga (8 octobre 1985) [n° **2984**] – URGENCE – Discussion (9 octobre 1985) – Adoption (9 octobre 1985) [n° **889**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 1985) [n° **29** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marc Bécam (31 octobre 1985) [n° **61** (85-86)] – Discussion (5 novembre 1985) (p. 2736, 2743) – Adoption (5 novembre 1985) [n° **19**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1196 du 18 novembre 1985 (*JO* Lois et décrets du 19 novembre 1985).

Discussion (première lecture)

(5 novembre 1985) (p. 2736, 2743).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2736, 2741) : *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Marc Bécam, rapporteur de la commission des lois.*

CODE DE LA ROUTE : JOXE (Pierre) (p. 2738) ; BECAM (Marc) (p. 2740).

COMPAGNIES REPUBLICAINES DE SECURITE (CRS) : JOXE (Pierre) (p. 2737, 2741) ; BECAM (Marc) (p. 2739).

DELINQUANCE (statistiques) : BECAM (Marc) (p. 2739).

FORMATION PROFESSIONNELLE : JOXE (Pierre) (p. 2737, 2740) ; BECAM (Marc) (p. 2738, 2739, 2741).

GENDARMERIE : JOXE (Pierre) (p. 2736, 2737, 2741) ; BECAM (Marc) (p. 2738, 2740).

POLICE : JOXE (Pierre) (p. 2736 à 2738, 2740, 2741) ; BECAM (Marc) (p. 2738 à 2740, 2741).

POLICE (enquêteurs) : BECAM (Marc) (p. 2738, 2739, 2741) ; JOXE (Pierre) (p. 2740).

POLICE JUDICIAIRE : Voir POLICE.

POLICE JUDICIAIRE (compétence territoriale) : JOXE (Pierre) (p. 2737, 2738) ; BECAM (Marc) (p. 2740).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2742, 2743) : *M. Félix Ciccolini, vice-président du Sénat, président de séance.*

Art. 1er *(Art. 16 du code de procédure pénale – Officiers de police judiciaire)* – Adopté (p. 2742).

Art. 2 *(Art. 18 du code de procédure pénale – Compétence territoriale des officiers de police judiciaire)* – Adopté (p. 2742).

Art. 3 *(Art. 20 du code de procédure pénale – Extension de la qualité d'agent de police judiciaire aux personnels en tenue de la police nationale)* – Adopté (p. 2742).

Art. 4 *(Art. 21 du code de procédure pénale – Agents de police judiciaire adjoints)* – Adopté (p. 2742).

Art. 5 *(Art. 21-1 du code de procédure pénale – Compétence teritoriale des agents de police judiciaire et agents de police judiciaire adjoints)* – Adopté (p. 2742).

Art. 5 bis *(Art. 75 du code de procédure pénale – Contrôle des enquêtes préliminaires effectuées par les agents de police judiciaire)* – Adopté (p. 2742).

Art. 6 *(Art. L. 23-1 du code de la route – Compétence territoriale en matière de circulation routière)* – Adopté (p. 2743).

Art. 7 *(Entrée en vigueur de la loi)* – Adopté (p. 2743).

Explications de vote : MM. Germain Authié (p. 2743), Louis Jung (p. 2743) ; intervention de M. Pierre Joxe, ministre (p. 2743).

Adoption (5 novembre 1985) (p. 2743).

Voir aussi BOIS ET FORETS, **1**

LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Intérieur
LOIS DE REGLEMENT, **1**, DG
NOUVELLE-CALEDONIE, **1**, DG
PROCEDURE PENALE, **1**
RAPPELS AU REGLEMENT, **6**

POLICE (enquêteurs)

Voir POLICE, **2**, DG

POLICE AUXILIAIRE

Voir POLICE, **1**, DG

POLICE DE L'AIR ET DES FRONTIERES (PAF)

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
POLICE, **1**, DG

POLICE DES PECHES

Voir PECHE, **1**, DG

POLICE JUDICIAIRE

Voir ARMES ET MUNITIONS, **1**, DG
POLICE, **1**, DG ; **2**
PROCEDURE PENALE, **1**, DG

POLICE JUDICIAIRE (compétence territoriale)

Voir POLICE, **2**

POLICE MUNICIPALE

Voir MER ET LITTORAL, **2**
POLICE, **1**, DG

POLICE NATIONALE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Intérieur
POLICE, **1** ; **2**

POLITIQUE AGRICOLE

Voir AGRICULTURE, **4**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Agriculture

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC)

Voir AGRICULTURE, **3**
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Agriculture - Défense et relations extérieures
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**, **136**
TRAITES ET CONVENTIONS, **28**, DG ; **30**, DG

POLITIQUE CONTRACTUELLE

Voir CONGES DE FORMATION, **1**, DG
EMPLOI, ACTIVITE, **1**, DG

POLITIQUE CULTURELLE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Culture

TRAITES ET CONVENTIONS, **20** ; **21**

POLITIQUE DE DEFENSE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
NOUVELLE-CALEDONIE, **3**, DG ; **4**, DG

POLITIQUE DE L'EMPLOI

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **1**, DG ; **3**

POLITIQUE ECONOMIQUE

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG
PREVISION ECONOMIQUE, **1**

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

1. – **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie (25 avril 1985) [n° **2653**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret (15 mai 1985) [n° **2684**] – URGENCE – Discussion (22 mai 1985) – Adoption (22 mai 1985) [n° **788**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 mai 1985) [n° **309** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Maurice Blin (5 juin 1985) [n° **339** (84-85)] – Avis de M. Etienne Dailly (7 juin 1985) [n° **348** (84-85)] – Urgence – Discussion (12 juin 1985) (p. 1074, 1123) ; (13 juin 1985) (p. 1149, 1205) ; (14 juin 1985) (p. 1225, 1246) – Adoption (14 juin 1985) [n° **124**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 juin 1985) [n° **2791**] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Christian Pierret (19 juin 1985) [n° **2797**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Maurice Blin (19 juin 1985) [n° **395** (84-85)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (18 juin 1985) [n° **2791**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret (20 juin 1985) [n° **2803**] – Discussion (20 et 24 juin 1985) – Adoption (24 juin 1985) [n° **832**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (25 juin 1985) [n° **415** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Maurice Blin (27 juin 1985) [n° **434** (84-85)] – Avis de M. Etienne Dailly (25 juin 1985) [n° **420** (84-85)] – Discussion (27 juin 1985) (p. 1775, 1784) – Rejet (27 juin 1985) [n° **162**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (28 juin 1985) [n° **2866**] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret (28 juin 1985) [n° **2868**] – Discussion (28 juin 1985) – Adoption (28 juin 1985) [n° **854**].

DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL : conforme, à l'exception de l'article 14-III déclaré contraire à la Constitution, le 10 juillet 1985 (JO lois et décrets du 12 juillet 1985).

PROMULGATION : Loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 (JO Lois et décrets du 12 juillet 1985) – (Rectificatif : JO Lois et décrets du 13 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(12 juin 1985) (p. 1074, 1123) ; (13 juin 1985) (p. 1149, 1205) ; (14 juin 1985) (p. 1225, 1246).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1074, 1091) : *MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie ; Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Christian Poncelet, Roland du Luart, Jean-Pierre Masseret, Paul Kauss, Paul Girod, Pierre Gamboa, Jean-Pierre Fourcade, Camille Vallin.*

AGENTS DE CHANGE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1074) ; DAILLY (Etienne) (p. 1078).

ALCOOLS : BLIN (Maurice) (p. 1076).

BANQUES : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1074, 1075) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1081).

BANQUES COOPERATIVES ET MUTUALISTES : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1074) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1081).

BATIMENT (industrie) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1074, 1089).

BICAMERALISME : DAILLY (Etienne) (p. 1077).

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS : PONCELET (Christian) (p. 1078) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1081).

CAISSE DES PRETS AUX ORGANISMES D'HLM : BLIN (Maurice) (p. 1076) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1081).

CAPITAL : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1074, 1075) ; GAMBOA (Pierre) (p. 1085).

CARTES DE PAIEMENT : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1075) ; BLIN (Maurice) (p. 1076) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1081).

CHARBON : PONCELET (Christian) (p. 1090).

CHEQUES SANS PROVISION : MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1081).

CHOMAGE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1075) ; GAMBOA (Pierre) (p. 1085) ; VALLIN (Camille) (p. 1088).

CHOMEURS EN FIN DE DROITS : VALLIN (Camille) (p. 1088).

COMITE DES FINANCES LOCALES : PONCELET (Christian) (p. 1079) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 1085, 1086, 1087) ; VALLIN (Camille) (p. 1087).

COMMISSION DE LA CONCURRENCE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1075) ; DAILLY (Etienne) (p. 1078) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1081).

COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE (COB) : DAILLY (Etienne) (p. 1078).

CONSEIL D'ETAT : DAILLY (Etienne) (p. 1077) ; PONCELET (Christian) (p. 1079) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 1087) ; VALLIN (Camille) (p. 1088).

CONSEILS MUNICIPAUX (délibérations) : DAILLY (Etienne) (p. 1077).

COUR DES COMPTES : BLIN (Maurice) (p. 1077).

DECENTRALISATION : GIROD (Paul) (p. 1083).

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1075, 1079, 1090) ; BLIN (Maurice) (p. 1077) ; DAILLY (Etienne) (p. 1077) ; PONCELET (Christian) (p. 1079) ; LUART (Roland du) (p. 1080) ; KAUSS (Paul) (p. 1082) ; GIROD (Paul) (p. 1083) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 1085, 1086, 1087) ; VALLIN (Camille) (p. 1087).

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT (DGE) : VALLIN (Camille) (p. 1088).

ENSEIGNEMENT : GAMBOA (Pierre) (p. 1084, 1085).

ENTREPRISES (aide aux) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1074, 1075) ; BLIN (Maurice) (p. 1076) ; GAMBOA (Pierre) (p. 1084).

EXPERT EN AUTOMOBILE : BLIN (Maurice) (p. 1077).

FINANCES LOCALES : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1075, 1090) ; BLIN (Maurice) (p. 1076, 1077) ; PONCELET (Christian) (p. 1078, 1079) ; LUART (Roland du) (p. 1080) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1082) ; KAUSS (Paul) (p. 1082, 1083) ; GIROD (Paul) (p. 1083, 1084) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 1085, 1086, 1087).

FINANCES PUBLIQUES : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1074).

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE : PONCELET (Christian) (p. 1079) ; BEREGOVOY (Pierre) (p. 1090).

IMPOTS FONCIERS : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1075) ; BLIN (Maurice) (p. 1077) ; PONCELET (Christian) (p. 1079) ; LUART (Roland du) (p. 1080) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1082) ; KAUSS (Paul) (p. 1082).

IMPOTS LOCAUX : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1075) ; BLIN (Maurice) (p. 1077) ; PONCELET (Christian) (p. 1079, 1080) ; LUART (Roland du) (p. 1080) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1082) ; KAUSS (Paul) (p. 1082, 1083) ; VALLIN (Camille) (p. 1090).

INFLATION : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1075, 1089).

INTERET (taux d') : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1074, 1075).

INVESTISSEMENTS : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1074) ; BLIN (Maurice) (p. 1076) ; GAMBOA (Pierre) (p. 1084, 1085) ; VALLIN (Camille) (p. 1088).

LIBERALISME : GAMBOA (Pierre) (p. 1085) ; BEREGOVOY (Pierre) (p. 1089).

LOGEMENT : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1074, 1089) ; BLIN (Maurice) (p. 1076).

LOGEMENT SOCIAL : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1074, 1089) ; DAILLY (Etienne) (p. 1077) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1081).

LORRAINE : PONCELET (Christian) (p. 1090) ; BEREGOVOY (Pierre) (p. 1090).

MARCHE FINANCIER : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1074, 1075, 1089) ; DAILLY (Etienne) (p. 1078) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1081, 1082).

MARCHE HYPOTHECAIRE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1074, 1089) ; DAILLY (Etienne) (p. 1077) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1081).

OCTROI DE MER : DAILLY (Etienne) (p. 1077).

PARLEMENT (rôle du) : BLIN (Maurice) (p. 1077) ; DAILLY (Etienne) (p. 1077).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1075) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1081).

PLUS-VALUES (imposition des) : DAILLY (Etienne) (p. 1077).

POLITIQUE ECONOMIQUE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1074, 1088, 1089, 1091) ; BLIN (Maurice) (p. 1075).

PRETS LOCATIFS AIDES (PLA) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1074) ; PONCELET (Christian) (p. 1078).

SECURITE SOCIALE (cotisations) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1091).

SOCIETES COMMERCIALES : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1074) ; GAMBOA (Pierre) (p. 1084).

SOCIETES DE CAPITAL-RISQUE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1074, 1075) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1081).

SPECULATION FONCIERE : GAMBOA (Pierre) (p. 1084).

TAXE D'HABITATION : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1075, 1091) ; BLIN (Maurice) (p. 1077) ; DAILLY (Etienne) (p. 1077) ; PONCELET (Christian) (p. 1080) ; LUART (Roland du) (p. 1080) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1082) ; KAUSS (Paul) (p. 1082).

TITRES PARTICIPATIFS : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1074) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p.1081).

TRAVAUX D'INTERET GENERAL (TIG) : GAMBOA (Pierre) (p. 1085).

TRAVAUX D'UTILITE COLLECTIVE (TUC) : GAMBOA (Pierre) (p. 1085).

URGENCE (procédure) : DAILLY (Etienne) (p. 1077).

VALEURS LOCATIVES FONCIERES : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1075) ; BLIN (Maurice) (p. 1077) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1082) ; KAUSS (Paul) (p. 1082).

VALEURS MOBILIERES : BEREGOVOY (Pierre) (p. 1075) ; BLIN (Maurice) (p. 1076) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 1081).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (12 juin 1985) (p. 1091, 1123) ; (13 juin 1985) (p. 1149, 1166) ; (14 juin 1985) (p. 1225, 1246) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; Maurice Blin, rapporteur général ; Pierre Bérégovoy, ministre ; Pierre Gamboa, Jean Cluzel, Jean Colin, Christian Poncelet, Fernand Lefort, Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Jacques Descours Desacres, Alain Pluchet, Jean Béranger, Paul Girod, Richard Pouille – Roland Courteau, Jacques Toutain, Jean-Pierre Masseret, Maurice Schumann, Jacques Thyraud, Pierre-Christian Taittinger, Camille Vallin, René Régnault – Josy Moinet, Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation ; Jacques Larché.*

Art. 1er *(Régime fiscal des sociétés de capital-risque)* (p. 1091).

Adoptés : amendement n° 36 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : nouvelle rédaction du paragraphe I de cet article relatif à l'exonération accordée aux sociétés françaises par actions au titre de l'impôt sur les sociétés, des produits et plus-values nets des titres qu'elles ont acquis ou souscrits (p. 1096 ; précédemment réservé p. 1093) – Amendement n° 37 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : nouvelle rédaction de l'alinéa 2e du paragraphe III de cet article relatif au régime fiscal nouveau accordé aux actionnaires de la société de capital-risque pour les produits et plus-values nets exonérés au niveau de la société si l'actionnaire est une personne physique (p. 1093) – Amendement n° 39 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : dispositions du présent article applicables à compter du premier exercice clos après la publication de la présente loi (p. 1095).

Retiré : amendement n° 38 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : exonération de l'impôt sur le revenu des plus-values réalisées par les actionnaires personnes physiques, à l'occasion de cessions d'actions de sociétés de capital-risque (p. 1094).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1096).

Après l'art. 1er (p. 1096).

Adoptés : amendement n° 40 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : régime des fonds communs de placement à risque (p. 1096) – Amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Pierre Bérégovoy, ministre : possibilité d'émettre des titres participatifs dans les conditions prévues par les articles de la loi du 24 juillet 1966 pour les banques mutualistes ou coopératives (p. 1099) – Amendement n° 57 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis :

possibilité pour les sociétés par actions d'émettre des titres participatifs (p. 1100) – Amendement n° 80 (art. additionnel) de M. Pierre Bérégovoy, ministre : nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'art. 89 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (p. 1103) ; sous-amendement n° 98 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : commission bancaire sanctionnant après avis préalable de la commission de la concurrence dans les conditions prévues par la présente loi les ententes illicites ou les abus de position dominante (p. 1103).

Retiré : sous-amendement n° 67 de M. Jean Cluzel, à l'amendement n° 9 de M. Pierre Bérégovoy, ministre : possibilité pour les caisses d'épargne et de prévoyance d'émettre des titres participatifs (p. 1099).

Devient sans objet : amendement n° 74 (art. additionnel) de M. René Monory, soutenu par M. Jean Colin : possibilité pour des sociétés appartenant au secteur privé dont les actions ne sont pas admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou à la cote du second marché d'émettre des titres participatifs (p. 1100).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1096, p. 1099, p. 1100 et p. 1103).

Art. 2 *(Suppression du droit d'apport sur les augmentations de capital en numéraire)* (p. 1103).

Retiré : amendement n° 41 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : souscriptions en numéraire au capital d'une société exerçant une activité définie à l'art. 34 du code général des impôts exonérées du droit d'apport (p. 1103).

– L'art. 2 est adopté (p. 1103).

Après l'art. 2 (p. 1104).

Rejeté : amendement n° 70 (art. additionnel) de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Jean Colin : prorogation jusqu'au 1er janvier 1986 des délais accordés aux sociétés par l'article 33 de la loi n° 81-1162 du 30 décembre 1981 relative à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes le 13 décembre 1976 (p. 1105).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 42 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : déductibilité de l'amortissement du fonds commercial réalisé dans les conditions prévues par le plan comptable (p. 1104).

Art. 2 bis *(Droit fixe d'enregistrement : sociétés civiles se transformant en sociétés civiles de placement immobilier)* – Adopté (p. 1105).

Art. 3 *(Marchés à terme de taux d'intérêt)* (p. 1105).

Adopté : amendement n° 22 de M. Maurice Blin, rapporteur général : reconnaissance comme légaux de tous marchés de contrats à livrer portant sur valeurs mobilières (p. 1105).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1105).

Après l'art. 3 (p. 1105).

Adoptés : amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Pierre Bérégovoy, ministre : possibilité pour les différents intervenants du marché obligataire de se couvrir contre le risque en taux de mise en place d'un marché à terme d'instruments financiers (p. 1112) ; sous-amendement rédactionnel n° 92 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 1110) ; sous-amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, n° 93 : décret en Conseil d'Etat fixant les conditions relatives à la négociation et à la transmission de la propriété des effets publics susceptibles d'être cotés ainsi que les conditions d'exécution par les agents de change des marchés à terme portant sur une valeur mobilière déterminée (p. 1110) ; n° 94 : institution d'une commission des marchés à terme d'instruments financiers et fixation de la composition de cette commission par décret en Conseil d'Etat, compétences de cette commission et conditions d'entrée en vigueur du règlement général, qualité des intervenants sur les marchés à terme d'instruments financiers et enregistrement de chaque opération par la chambre de compensation (p. 1111) ; et n° 96 : adaptation des compétences de la commission des opérations de bourse à la mise en place des nouveaux marchés (p. 1112) ; sous-amendement n° 105 de M. Maurice Blin, rapporteur général : introduction des investisseurs institutionnels sur le marché à terme dans des limites fixées par décret en Conseil d'Etat (p. 1111) – Amendement n° 8 (art. additionnel) de M. Pierre Bérégovoy, ministre : possibilité pour les agents de change de prendre des participations dans des sociétés de contrepartie (p. 1113) ; sous-amendement n° 97 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : possibilité pour les agents de change de constituer des sociétés de contrepartie sans avoir recours à des tiers (p. 1113).

Devient sans objet : sous-amendement n° 103 de M. Maurice Blin, rapporteur général, à l'amendement n° 7 de M. Pierre Bérégovoy, ministre : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions d'exécution par les agents de change des marchés à terme portant sur une valeur mobilière déterminée et des marchés de contrat portant sur la livraison à terme d'une valeur mobilière déterminée (p. 1111).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1112 et p. 1113).

Art. 4 *(Opérations à terme sur bons du trésor en comptes courants)* – Adopté (p. 1113).

Art. 4 bis *(Possibilité reconnue au Crédit foncier de France d'émettre des billets hypothécaires)* – Adopté (p. 1113).

Art. 4 ter *(Autorisation de la constitution d'effets hypothécaires et renforcement de la garantie des billets à ordre émis)* (p. 1113).

Retirés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, n° 43 : emprunts obligataires pouvant figurer parmi les valeurs mobilières visées par le 1° de l'article R. 332-2 du code des assurances (p. 1114) – Et n° 44 : emprunt obligataire ne pouvant être émis par un groupement d'intérêt économique (p. 1114).

– L'art. 4 ter est adopté (p. 1114).

Art. 5 *(Aménagement du régime d'imposition des produits des bons et des obligations)* (p. 1114).

Adopté : amendement n° 23 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression du paragraphe III de cet article relatif à l'imposition de la prime de remboursement prévue à l'émission ou lors de l'acquisition originelle (p. 1115).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Pierre Gamboa : suppression du paragraphe V de cet article relatif à la non application des dispositions du présent article aux titres émis à compter du 1er juin 1985 (p. 1115).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1115).

Après l'art. 5 (p. 1116).

Rejetés : amendements de M. Pierre Gamboa (art. additionnels) n° 2 : suppression du prélèvement libératoire (p. 1116) – Et n° 3 : institution d'une retenue à la source sur les revenus des capitaux mobiliers s'appliquant également aux personnes morales (p. 1116).

Art. 5 bis *(Régime fiscal des plus-values réalisées lors de la cession de bons ou titres de créance négociables d'une durée inférieure ou égale à deux ans)* – Adopté (p. 1116).

Après l'art. 5 bis (p. 1097 et p. 1116).

Adopté : amendement n° 90 (art. additionnel) de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Alain Pluchet : communication dans des conditions fixées par décret des documents sociaux, à l'exception de l'inventaire, aux titulaires de bons de souscription et concernant les trois derniers exercices de la société émettrice des actions (p. 1117).

Deviennent sans objet : amendement n° 91 (art. additionnel) de M. Christian Poncelet : limitation du montant de l'émission à trois fois le capital nominal et libéré (p. 1100) – Amendement

n° 86 (art. additionnel) de M. Christian Poncelet : commission de la concurrence seule compétente pour constater et sanctionner les ententes illicites (p. 1103).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1117).

Art. 6 *(Régime fiscal des cotisations de retraite et de prévoyance)* (p. 1117).

Rejeté : amendement n° 73 de M. Jean Béranger : fixation d'un plafond pour le total des versements contractuels du salarié et de l'employeur tant aux caisses de sécurité sociale qu'aux organismes de retraite s'élevant à 19 % d'une somme égale à huit fois le plafond annuel retenu pour le calcul des cotisations de sécurité sociale (p. 1119).

Retirés : amendement n° 24 de M. Maurice Blin, rapporteur général : nouvelle rédaction du 2° de l'art. 83 du code général des impôts relatif au montant des cotisations ou des primes versées aux organismes de retraite et de prévoyance complémentaire auxquels le salarié est affilié à titre obligatoire et tendant à établir le principe de l'égalité des droits à la retraite entre les salariés des secteurs public et privé (p. 1119) – Amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, n° 45 : nouvelle rédaction du texte présenté pour le 1° de l'art. 83 du code général des impôts relatif aux cotisations de sécurité sociale évaluées forfaitairement à 10, 25 % (p. 1118) – n° 46 : identique à l'amendement n° 24 (p. 1119) – Et n° 47 : exclusion des cotisations dont la déduction est limitée à celles qui sont affectées à la couverture des risques d'invalidité et d'incapacité de travail ainsi qu'à la garantie de rente en cas de décès (p. 1120).

– L'art. 6 est adopté (p. 1120).

Après l'art. 6 (p. 1120).

Adopté : amendement n° 69 (art. additionnel) de M. Jean Cluzel : modification du nombre de parts à prendre en considération pour l'imposition des contribuables célibataires ou divorcés lorsque ceux-ci vivent en concubinage notoire et ont un ou plusieurs enfants à charge (p. 1123).

Retiré : amendement n° 68 (art. additionnel) de M. Jean Cluzel : modification du nombre de parts à prendre en considération pour l'établissement de l'impôt afin de rétablir l'égalité fiscale entre couples mariés et couples concubins (p. 1121).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1123).

Art. 7 *(Régime économique des alcools)* (p. 1149).

Retirés : amendement n° 84 de M. Jacques Toutain : suppression de cet article réservant le régime économique de l'alcool à l'alcool de betterave (p. 1151) – Amendement n° 71 de M. Guy Malé, soutenu par M. Jean Colin : maintien du régime de l'alcool viticole (p. 1151).

– L'art. 7 est adopté (p. 1151).

Art. 7 bis *(Autorisation exceptionnelle donnée aux conseils municipaux de fixer les tarifs du droit de licence sur les débits de boissons)* – Adopté (p. 1151).

Art. 7 ter *(Mise en place par la Caisse des dépôts et consignations d'un mécanisme d'alimentation directe des prêts locatifs aidés, PLA)* (p. 1151).

Adopté : amendement n° 25 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article rattachant la caisse de prêts aux organismes d'HLM à la Caisse des dépôts et consignations (p. 1156).

Devient sans objet : amendement n° 88 de M. Robert Laucournet, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : financement des frais de l'union et des fédérations groupant les organismes d'HLM (p. 1156).

– L'art. 7 ter est supprimé (p. 1156).

Art. 8 *(Irrévocabilité du paiement par carte)* (p. 1156).

Adopté : amendement n° 48 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : irrévocabilité de l'ordre de paiement donné par le titulaire d'une carte de paiement (p. 1158).

Retiré : amendement n° 83 de M. Jacques Thyraud : nouvelle rédaction plus précise de cet article relatif à la carte de paiement (p. 1158).

Devient sans objet : amendement n° 85 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Jean Colin : cas de la contrefaçon de carte de crédit (p. 1158).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1158).

Art. 9 *(Utilisation de certains moyens de paiement)* – Adopté (p. 1158).

Art. 10 *(Amélioration du recouvrement civil des chèques sans provision)* (p. 1158).

Adopté : amendement n° 49 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : procédure du certificat de non paiement modifiant les règles actuelles en matière de recouvrement des chèques sans provision (p. 1159).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1159).

Art. 10 bis *(Délai de prescription de l'action du porteur d'un chèque bancaire contre le tiré)* (p. 1160).

Adopté : amendement n° 50 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : réduction du délai de prescription de l'action en recours du porteur de chèque contre le tiré (p. 1161).

Rejeté : sous-amendement n° 77 de M. Pierre-Christian Taittinger, à l'amendement précédent : alignement sur le délai de prescription des chèques postaux (p. 1161).

Retiré : amendement n° 26 rédactionnel de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 1161).

– L'art. 10 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1161).

Art. 10 ter *(Exclusion des rentes perpétuelles sur l'Etat du régime de la dématérialisation des valeurs mobilières)* – Adopté (p. 1161).

Art. 11 *(Octroi de la garantie de l'Etat aux prêts consentis à l'association pour la gestion de la structure financière, ASF)* – Adopté (p. 1161).

Avant l'art. 11 bis (p. 1161).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 81 (art. additionnel) de M. Jacques Toutain : calcul de la dotation globale de fonctionnement, DGF : prise en compte de la cotisation TVA perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA ; intégration des extensions de base de TVA résultant de la mise en conformité de la législation française avec la directive du Conseil des ministres des communautés européennes du 31 décembre 1977 (p. 1162).

Art. 11 bis *(Dotation globale de fonctionnement : fixation du taux d'évolution garanti au niveau de l'évolution réelle moyenne de l'ensemble des traitements et indemnités de résidence de la fonction publique)* (p. 1162).

Adoptés : amendements identiques n° 27 de M. Maurice Blin, rapporteur général, n° 4 de M. Pierre Gamboa, n° 51 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, n° 72 de M. Jean-Marie Rausch et n° 78 de M. Roland du Luart de suppression de cet article (p. 1166 ; scrutin public n° 60 ; liste des votants p. 1212, 1213).

– L'art. 11 bis est supprimé (p. 1166).

Après l'art. 11 bis (p. 1226).

Retirés : amendement n° 89 (art. additionnel) de M. René Régnault : dotation globale d'équipement des communes ; montant et destination des trois parts de la dotation ;

commission de coordination pour le financement des équipements communaux ; inscription de la dotation à la section d'investissement du budget de la commune et du groupement ; cas des communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (p. 1229) – Amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Josy Moinet : regroupement des crédits de subventions d'investissement de l'Etat aux communes et à leurs groupements à caractère administratif déterminés par la loi de finances pour 1983 et par des lois de finances ultérieures (p. 1229).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Maurice Blin, rapporteur général, soutenu par M. Josy Moinet : montant minimum des crédits de paiement inscrits au budget de l'Etat au titre de la dotation globale d'équipement des communes à l'issue de la période de globalisation (p. 1228).

Art. 12 *(Actualisation forfaitaire des valeurs locatives foncières en 1986)* (p. 1230).

Adopté : amendement n° 28 de M. Maurice Blin, rapporteur général : actualisation des valeurs locatives foncières pour le calcul des impositions au titre de 1986 ; révision générale des valeurs locatives foncières en 1987 ; utilisation des résultats de cette révision pour le calcul des impositions au titre de 1989 (p. 1233).

Deviennent sans objet : amendement n° 76 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Fernand Lefort : substitution à l'actualisation des valeurs locatives foncières d'une revalorisation forfaitaire (p. 1233) – Amendement n° 5 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Fernand Lefort : multiplication des valeurs locatives foncières entrant dans le calcul d'imposition par un coefficient (p. 1233).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1233).

Après l'art. 12 (p. 1233).

Adoptés : amendements de M. Pierre-Christian Taittinger (art. additionnels) : n° 31 : organisation administrative de Paris, Lyon, Marseille et des établissements publics de coopération intercommunale ; désignation d'adjoints par le conseil d'arrondissement, parmi les conseillers municipaux et les conseillers d'arrondissements (p. 1234) – n° 32 : commune de Paris et montant de l'indemnité des adjoints d'arrondissement (p. 1234) – n° 33 : indemnité des maires des arrondissements de Paris (p. 1234) – Et n° 34 : régime de retraite des adjoints aux maires des arrondissements de Paris (p. 1234).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1234).

Art. 13 *(Exercice de l'activité d'expert en automobile)* (p. 1234).

Adopté : amendement de suppression de cet article n° 29 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 1236).

Devient sans objet : amendement n° 52 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : organisation de la profession d'expert en automobile ; reconnaissance de la qualité d'expert ; inapplicabilité aux activités exercées dans le cadre d'une procédure judiciaire ; sanctions en cas de contravention aux règles relatives à la qualité d'expert en automobile (p. 1236).

– L'art. 13 est supprimé (p. 1236).

Art. 14 *(Autorisation donnée à EDF de tenir compte des taxes dites « d'octroi de mer » dans les tarifs pratiqués dans les DOM) (p. 1236).*

Retiré : amendement n° 53 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : répercussion à compter du 1er juillet 1986 du montant de l'octroi de mer sur le prix de vente des marchandises (p. 1237).

– L'art. 14 est adopté (p. 1237).

Art. 15 *(Institution d'un dégrèvement partiel de taxe d'habitation au profit de contribuables modestes)* (p. 1237).

Rejeté : amendement n° 6 de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Fernand Lefort : dégrèvement des cotisations dues au titre de la taxe d'habitation pour les foyers aux revenus modestes (p. 1238).

Retiré : amendement n° 79 de M. Paul Robert, soutenu par M. Josy Moinet : prise en charge du montant total des dégrèvements par le budget de l'Etat (p. 1238).

– L'art. 15 est adopté (p. 1238).

Après l'art. 15 (p. 1238).

Adoptés : amendement n° 30 (art. additionnel) de M. Maurice Blin, rapporteur général : contrôle du Parlement dans la gestion des sociétés ou entreprises dans lesquelles les capitaux d'origine publique représentent plus de la moitié ou permettent d'exercer un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion (p. 1238) – Amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (art. additionnels) : n° 54 : suppression des dispositions de cet article relatives à l'absence de comptabilisation par les entreprises des provisions pour les retraites futures des salariés (p. 1239) – n° 55 : dénomination des sociétés en nom collectif (p. 1240) – n° 56 : options de souscription ou d'achat d'actions pour les salariés devenus mandataires sociaux (p. 1241) ; sous-amendement n° 106 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat : sociétés dont les actions sont inscrites à la cote officielle ou à la cote du second marché d'une bourse française de valeurs, ou admises aux négociations du marché hors cote (p. 1241) – n° 58 : règles de constitution des sociétés ; obligation de déclaration notariée des versements : (p. 1241) – n° 59 : cumul des mandats de membre du directoire au sein d'un groupe de sociétés (p. 1242) – n° 60 : pouvoirs du conseil de surveillance (p. 1242) – n° 61 : rémunération du président du conseil de surveillance (p. 1243) – n° 62 : responsabilité civile des directeurs généraux (p. 1243) – n° 63 : exercice du paiement du dividende en actions en cas d'augmentation de capital (p. 1243) – Et n° 65 : réglementation du paiement par billet à ordre (p. 1244).

Retirés : amendements de M. Jean Colin (art. additionnels), n° 35 : allègement de la législation fiscale en matière successorale dans les cas d'adoption (p. 1239) – Et n° 75 : interdiction de la vente d'un produit à un prix inférieur à son prix de fabrication en vue de faire échec au jeu normal de la concurrence (p. 1245) – Amendement n° 64 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : action sociale ut singuli (p. 1244).

– Onze articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243 et 1244).

Explications de vote : MM. Pierre Gamboa (p. 1245), Georges Dagonia (p. 1245), Jean Colin (p. 1245 et 1246).

Adoption (14 juin 1985) (p. 1246).

Discussion (nouvelle lecture)

(27 juin 1985) (p. 1775, 1784).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1775, 1782) : *MM. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation ; Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Jacques Descours Desacres, Pierre Lacour, Pierre Gamboa.*

ALCOOLS : LACOUR (Pierre) (p. 1779).

BANQUES : DAILLY (Etienne) (p. 1777).

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS : BLIN (Maurice) (p. 1775, 1776) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 1778).

CAPITAL : GAMBOA (Pierre) (p. 1779, 1780).

CINEMA : EMMANUELLI (Henri) (p. 1775) ; BLIN (Maurice) (p. 1776).

CODE DE COMMERCE : DAILLY (Etienne) (p. 1777).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : LACOUR (Pierre) (p. 1779).

DISTILLATION : LACOUR (Pierre) (p. 1779).

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) : BLIN (Maurice) (p. 1776) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 1778).

ENTREPRISES : DAILLY (Etienne) (p. 1777).

ENTREPRISES PUBLIQUES : GAMBOA (Pierre) (p. 1780, 1781).

ETABLISSEMENTS PUBLICS : DAILLY (Etienne) (p. 1778).

EXPERT EN AUTOMOBILE : DAILLY (Etienne) (p. 1777).

FINANCES LOCALES : BLIN (Maurice) (p. 1776) ; DAILLY (Etienne) (p. 1777) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 1778) ; GAMBOA (Pierre) (p. 1781).

GAZ DE FRANCE (GDF) : DAILLY (Etienne) (p. 1778) ; GAMBOA (Pierre) (p. 1780, 1781).

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES (INSEE) : GAMBOA (Pierre) (p. 1779, 1780).

LOGEMENT SOCIAL : BLIN (Maurice) (p. 1775, 1776) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 1778) ; GAMBOA (Pierre) (p. 1781).

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE : EMMANUELLI (Henri) (p. 1775) ; BLIN (Maurice) (p. 1775, 1776) ; DAILLY (Etienne) (p. 1776 à 1778) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 1778) ; LACOUR (Pierre) (p. 1779) ; GAMBOA (Pierre) (p. 1779 à 1782).

RENAULT (régie) : GAMBOA (Pierre) (p. 1780).

SOCIETES COMMERCIALES : DAILLY (Etienne) (p. 1777, 1778).

TITRES PARTICIPATIFS : BLIN (Maurice) (p. 1776) ; DAILLY (Etienne) (p. 1778) ; GAMBOA (Pierre) (p. 1780, 1781).

VALEURS LOCATIVES FONCIERES : BLIN (Maurice) (p. 1776) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 1778, 1779).

VINS : LACOUR (Pierre) (p. 1779).

Motion n° 18 de M. Maurice Blin, rapporteur général, tendant à opposer **la question préalable** (p. 1782) : MM. Maurice Blin, rapporteur général ; Michel Dreyfus-Schmidt, Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat.

Adoption de la motion (p. 1784).

Rejet du projet de loi (p. 1784).

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, **11**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
LOIS DE REGLEMENT, **1**, DG
PRIX ET CONCURRENCE, **1 ; 2**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**
TRAITES ET CONVENTIONS, **40**, DG

POLITIQUE EXTERIEURE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**

POLITIQUE FAMILIALE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports - Travail, santé, solidarité
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **141**

POLITIQUE INDUSTRIELLE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**

POLITIQUE MONETAIRE

Voir BANQUE DE FRANCE, **1**

POLLUTION (air)

Voir BOIS ET FORETS, **1**, DG
POLLUTION ET NUISANCES, **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° **70**
TRAITES ET CONVENTIONS, **8**

POLLUTION (eau)

Voir EAU, **1**
EAU ET ASSAINISSEMENT, **1**

POLLUTION (mer)

Voir BOIS ET FORETS, **1**, DG
MER ET LITTORAL, **2**, DG
PECHE, **1**, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **16 ; 19 ; 35**

POLLUTION ET NUISANCES

1. – **Rapport,** déposé par M. Jean-Marie Rausch, vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur les formes de pollution atmosphérique à longue distance, dites « **pluies acides** », établi par M. Georges Le Baill, député, au nom de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques (13 décembre 1985 [n° **211** (85-86)].

Voir aussi ENVIRONNEMENT, **1**
MER ET LITTORAL, **2**
TRAITES ET CONVENTIONS, **19**
URBANISME, **1**

POLLUTIONS INDUSTRIELLES

Voir ENVIRONNEMENT, **1**

POLOGNE

Voir ALLOCUTIONS, **14**
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

POLYNESIE FRANCAISE

1. – **Proposition de loi visant à modifier la composition de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,** PRESENTEE AU SENAT par M. Daniel Millaud, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 août 1985 – 2 octobre 1985) [n° **482** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Projet de loi relatif à la composition et à l'élection de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, et par M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux départements et territoires

d'outre-mer (6 novembre 1985) [n° 74 (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Roger Romani (13 novembre 1985) [n° 84 (85-86)] – Discussion (14 novembre 1985) (p. 3074, 3087) – Adoption (14 novembre 1985) [n° 31] – NOUVEL INTITULE : **« Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française »**.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 novembre 1985) [n° 3078] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. René Rouquet (5 décembre 1985) [n° 3154] – Discussion (12 décembre 1985) – Adoption (12 décembre 1985) [n° 955].

PROMULGATION : Loi n° 85-1337 du 18 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 19 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(14 novembre 1985) (p. 3074, 3087).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3074, 3077) : *MM. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer ; Roger Romani, rapporteur de la commission des lois ; Daniel Millaud, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

ASSEMBLEES TERRITORIALES : LEMOINE (Georges) (p. 3074, 3075, 3077) ; ROMANI (Roger) (p. 3075, 3076) ; MILLAUD (Daniel) (p. 3076, 3077) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 3077).

CODE ELECTORAL : LEMOINE (Georges) (p. 3074, 3075, 3077) ; ROMANI (Roger) (p. 3075, 3076) ; MILLAUD (Daniel) (p. 3076, 3077).

POLYNESIE FRANCAISE : LEMOINE (Georges) (p. 3074, 3075, 3077) ; ROMANI (Roger) (p. 3075, 3076) ; MILLAUD (Daniel) (p. 3076, 3077).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3077, 3087) : *MM. Daniel Millaud, Roger Romani, rapporteur ; Georges Lemoine, secrétaire d'Etat ; René Régnault, François Collet, Jean Colin.*

Art. 1er *(Composition de l'assemblée – Art. 1er de la loi du 21 octobre 1952)* – Adopté (p. 3077).

Art. 2 *(Mode de scrutin – Art. 2 de la loi du 21 octobre 1952)* (p. 3078).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Daniel Millaud : scrutin de liste à la représentation proportionnelle ; suppression du seuil de 5 % des voix nécessaire pour que la liste soit admise à répartition des sièges (p. 3079).

– L'art. 2 est adopté (p. 3079).

Art. 3 *(Adaptations de forme)* (p. 3079).

Adopté : amendement n° 4 de M. Roger Romani, rapporteur : suppression de cet article (p. 3079).

– L'art. 3 est supprimé (p. 3079).

Art. 4 *(Extension des dispositions du titre premier du livre premier du code électoral, partie législative)* – Adopté (p. 3079).

Art. 5 *(Adaptation pour l'application de l'art. 66 du code électoral)* – Adopté (p. 3079).

Après l'art. 5 (p. 3080).

Adoptés : amendement n° 14 (art. additionnel) de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. René Régnault : conditions d'éligibilité à l'assemblée territoriale : âge minimum de 21 ans, domiciliation depuis 2 ans au moins dans le territoire (p. 3082) – Amendement n° 16 (art. additionnel) de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : dépôt des candidatures : actualisation des dispositions de la loi du 21 octobre 1952 (p. 3083).

Rejeté : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Daniel Millaud : conditions d'éligibilité à l'assemblée territoriale : âge minimum de 23 ans ; domiciliation depuis 5 ans au moins dans le territoire (p. 3082).

Retiré : amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Roger Romani, rapporteur, sur le dépôt des candidatures (p. 3082).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3082 et 3083).

Art. 6 *(Constitution des listes – Art. 7 de la loi du 21 octobre 1952)* (p. 3083).

Adopté : amendement n° 6 de M. Roger Romani, rapporteur : cas du décès d'un candidat (p. 3083).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3083).

Art. 7 *(Cautionnement – Art. 8 de la loi du 21 octobre 1952)* (p. 3083).

Adoptés : amendements de M. Roger Romani, rapporteur, n° 7 et n° 8 (p. 3083).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3083).

Art. 8 *(Commission de propagande)* (p. 3084).

Adopté : amendement n° 9 de M. Roger Romani, rapporteur : modifications rédactionnelles (p. 3084).

Rejeté : amendement n° 3 de M. Daniel Millaud : campagne pour les élections à l'assemblée territoriale : répartition du temps de parole sur les ondes de Radio-France outre-mer (p. 3085).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3085).

Art. 9 *(Rétablissement de la commission de recensement général des votes – Art. 9 de la loi du 21 octobre 1952)* (p. 3085).

Adoptés : amendement n° 10 de M. Roger Romani, rapporteur : délai de convocation des électeurs et campagne électorale (p. 3086) ; sous-amendement n° 15 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : allongement des délais (p. 3085).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3086).

Art. 10 *(Contestation des élections – Art. 10 de la loi du 21 octobre 1952)* (p. 3086).

Adopté : amendement n° 11 de M. Roger Romani, rapporteur : constatation par le tribunal administratif de l'inéligibilité d'un candidat et élection du suivant de liste (p. 3086).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3086).

Art. 11 *(Contentieux des élections – Art. 11 de la loi du 21 octobre 1952)* – Adopté (p. 3086).

Après l'art. 11 (p. 3086).

Adopté : amendement n° 12 (art. additionnel) de M. Roger Romani, rapporteur : date d'expiration des pouvoirs de l'assemblée territoriale (p. 3087).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3087).

Art. 12 *(Entrée en vigueur des dispositions de la loi)* – Adopté (p. 3087).

Art. 13 *(Abrogations)* – Adopté (p. 3087).

Intitulé (p. 3087).

Adopté : amendement n° 13 de M. Roger Romani, rapporteur : « Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ».

– L'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 3087).

Explications de vote : M. Daniel Millaud (p. 3087) ; interventions de MM. Jacques Larché, président de la commission des lois (p. 3087) et Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (p. 3087).

Adoption (14 novembre 1985) (p. 3087).

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, 7
ELECTIONS ET REFERENDUMS, 6 ; 7
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer
NOUVELLE-CALEDONIE, 3, DG ; 4, DG

POMPES FUNEBRES

Voir CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES, 1
COLLECTIVITES LOCALES, 12

PONTS

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 62, 66

POPIELUSZKO (prêtre polonais)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 160

PORCINS

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 102

PORTE-AVIONS NUCLEAIRE

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

PORTS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 9

PORTS DE PLAISANCE

Voir MER ET LITTORAL, 2, DG

PORTS MARITIMES

Voir IMPOTS ET TAXES, 3, DG
LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
MER ET LITTORAL, 2, DG

PORTUGAL

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 28

POSTES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 125

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (budget annexe)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 1
LOIS DE REGLEMENT, 1, DG ; 2, DG

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (personnels)

Voir POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (PTT), 1
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 125

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (PTT)

1. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête et de contrôle sur les modalités de fonctionnement du service public des postes,** PRESENTEE AU SENAT par M. Pierre Vallon, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 avril 1984) [n° **236** (83-84)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Michel Chauty (28 novembre 1984) [n° **90** (84-85)] – Discussion (19 décembre 1984) (p. 4805, 4806) – Adoption (19 décembre 1984) [n° **71**] – Election des membres de la commission (20 décembre 1984) (p. 4851) – **Rapport fait au nom de la commission de contrôle** par M. Pierre Vallon (18 juin 1985) [n° **375** (84-85)].

Voir aussi LOIS DE FINANCES, 3, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 125
RAPPELS AU REGLEMENT, 7

POT D'ECHAPPEMENT CATALYTIQUE

Voir TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA), 2

POURSUITES

Voir IMMUNITE PARLEMENTAIRE, 1

POUVOIRS PUBLICS (organisation)

Voir REFERENDUMS, 1, DG

PREFECTURE DE POLICE DE PARIS

Voir POLICE, 1, DG

PREFECTURES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 4

PREJUDICE CORPOREL

Voir CIRCULATION ROUTIERE, 1, DG

PREMIER MINISTRE

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, 4, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 50
RAPPELS AU REGLEMENT, 12

PRERETRAITES

Voir EMPLOI, ACTIVITE, 2, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Industrie - Travail, santé, solidarité
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 3
SECURITE SOCIALE, 1, DG

PRESCRIPTION ACQUISITIVE

Voir PROCEDURE PENALE, 1, DG

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Voir CONSTITUTION, 4
ELECTIONS ET REFERENDUMS, 2 ; 3, DG
NOUVELLE-CALEDONIE, 3, DG ; 4, DG
POLICE, 1, DG
REFERENDUMS, 1, DG

PRESSE

1. – **Proposition de loi portant réforme du régime juridique de la presse,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean Cluzel, sénateur, et plusieurs de ses collègues (29 novembre 1985)

[n° **122** (85-86)] – Renvoi à une commission spéciale – Rapport de M. Jean Cluzel (10 décembre 1985) [n° **172** (85-86)] – Discussion (17 décembre 1985) (p. 4130, 4135) ; (18 décembre 1985) (p. 4373, 4376) – Adoption (18 décembre 1985) [n° **83**].

Discussion (première lecture)

(17 décembre 1985) (p. 4130, 4135) ; (18 décembre 1985) (p. 4373, 4376).

I – DISCUSSION GENERALE (17 décembre 1985) (p. 4130, 4134) : *MM. Jean Cluzel, rapporteur de la commission spéciale ; André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt.*

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions) : CLUZEL (Jean) (p. 4131) ; LABARRERE (André) (p. 4133) ; LEDERMAN (Charles) (p. 4133).

LIBERTES PUBLIQUES : CLUZEL (Jean) (p. 4131).

PRESSE : CLUZEL (Jean) (p. 4130 à 4132, 4134) ; LABARRERE (André) (p. 4132, 4133) ; LEDERMAN (Charles) (p. 4133, 4134) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 4134).

PRESSE (aides financières à la) : CLUZEL (Jean) (p. 4130, 4131).

PRESSE (groupes de) : CLUZEL (Jean) (p. 4130, 4131, 4132) ; LABARRERE (André) (p. 4132) ; LEDERMAN (Charles) (p. 4133, 4134).

PRESSE (ordonnance du 26 août 1944) : CLUZEL (Jean) (p. 4131) ; LABARRERE (André) (p. 4132) ; LEDERMAN (Charles) (p. 4133) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 4134).

PRESSE (régionale) : CLUZEL (Jean) (p. 4130, 4132).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : LABARRERE (André) (p. 4132).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (17 décembre 1985) (p. 4134, 4135) ; (18 décembre 1985) (p.4373, 4376) : *MM. Jean Cluzel, rapporteur ; Etienne Dailly – Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation.*

Art. 1er *(Définition de la notion de publication de presse)* (p. 4134 et 4373) – Adopté (p. 4373).

Art. 2 *(Définition de la notion d'entreprise de presse)* – Adopté (p. 4373).

Art. 3 *(Interdiction du prête-nom)* – Adopté (p. 4373).

Art. 4 *(Forme nominative des actions)* – Adopté (p. 4373).

Art. 5 *(Informations à communiquer aux lecteurs)* – Adopté (p. 4373).

Art. 6 *(Informations à communiquer aux lecteurs concernant les acquisitions ou les cessions de droits sociaux)* – Adopté (p. 4374).

Art. 7 *(Participation des étrangers au capital d'une entreprise de presse)* – Adopté (p. 4374).

Art. 8 *(Interdiction de la réception par des dirigeants de presse de fonds provenant d'un gouvernement étranger)* – Adopté (p. 4374).

Art. 9 *(Responsabilité du directeur de la publication)* – Adopté (p. 4374).

Art. 10 *(Délégation de la direction de la publication)* – Adopté (p. 4374).

Art. 11 *(Interdiction de la publicité déguisée)* – Adopté (p. 4375).

Art. 12, 13 et 14 *(Dispositions pénales)* – Adoptés (p. 4375).

Art. 15 *(Faculté pour le tribunal d'ordonner que sa décision sera publiée et affichée)* – Adopté (p. 4375).

Art 16 et 17 *(Dispositions d'harmonisation)* – Adoptés (p. 4375).

Art. 18 *(Dispositions transitoires)* – Adopté (p. 4375).

Art. 19 *(Abrogation de l'ordonnance du 26 août 1944 et de la loi n° 84-937 du 23 octobre 1984 sur la presse)* – Adopté (p. 4375).

Explications de vote : MM. Jean Cluzel, rapporteur (p. 4375) ; intervention de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (p. 4376) ; Pierre Gamboa (p. 4376), Bernard Parmantier (p. 4377).

Adoption (18 décembre 1985) (p. 4377).

Voir aussi ARMES ET MUNITIONS, **1**
AUDIOVISUEL, **3**
EDITION, IMPRIMERIE ET PRESSE, **2**
LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle ; Art. 12

PRESSE (aides financières à la)

Voir PRESSE, **1**, DG

PRESSE (groupes de)

Voir PRESSE, **1**, DG

PRESSE (infractions de)

Voir DIFFAMATION, **1**, DG

PRESSE (ordonnance du 26 août 1944)

Voir PRESSE, **1**

PRESSE (régionale)

Voir AUDIOVISUEL, **3**, DG
PRESSE, **1**, DG

PRESSE TELEMATIQUE

Voir AUDIOVISUEL, **3**, DG

PRESTATIONS SOCIALES

Voir COUR DES COMPTES (rapport annuel), **1**
TRAITES ET CONVENTIONS, **20**, DG

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES

Voir AGRICULTURE, **3**

PRETS A L'AGRICULTURE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Agriculture

PRETS A TAUX AJUSTABLES (PAJ)

Voir LOGEMENT, **1**, DG

PRETS CONVENTIONNES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

PRETS D'ACCESSION A LA PROPRIETE (PAP)

Voir LOGEMENT, **1**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

PRETS FONCIERS

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Agriculture

PRETS LOCATIFS AIDES (PLA)

Voir LOGEMENT, **1,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25**

PRETS PARTICIPATIFS SIMPLIFIES (PPS)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25**

PREVENTION

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **13,** DG
ENVIRONNEMENT, **1**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Justice
POLICE, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **21, 92**

PREVENTION ROUTIERE

Voir CIRCULATION ROUTIERE, **1,** DG

PREVISION ECONOMIQUE

1. – **Rapport d'information,** fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur les résultats de projections macro-économiques, par M. Bernard Barbier, sénateur (7 novembre 1985) [(n° **75** (85-86)].

PREVOYANCE

Voir MUTUELLES (sociétés), **1,** DG

PRIME DE DEPART VOLONTAIRE

Voir IMPOT SUR LE REVENU, **2**

PRIMES A L'AMELIORATION DES LOGEMENTS A USAGE LOCATIF ET A OCCUPATION SOCIALE (PALULOS)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

PRIMES D'ORIENTATION AGRICOLE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Agriculture

PRISONS

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Justice
POLICE, **1,** DG
PROCEDURE PENALE, **1**

PRIVATISATIONS

Voir AUDIOVISUEL, **3,** DG

PRIVILEGES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **17 ; 20**

PRIX

Voir BAUX, **1**
EDITION, IMPRIMERIE ET PRESSE, **1**
LOIS DE REGLEMENT, **1,** DG
PRIX ET CONCURRENCE, **2**

PRIX (libération des)

Voir IMPOTS ET TAXES, **3,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Industrie
PHARMACIE, **1**
PRIX ET CONCURRENCE, **1 ; 2,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **23**

PRIX AGRICOLES

Voir AGRICULTURE, **3**

PRIX ET CONCURRENCE

1. – **Proposition de loi portant abrogation des ordonnances n° 45-1483 et 45-1484 du 30 juin 1945 relatives aux prix,** PRESENTEE AU SENAT par M. Georges Lombard, sénateur (2 avril 1985) [n° **219** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

2. – **Projet de loi portant amélioration de la concurrence,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie (14 juin 1985) [n° **2787**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Robert Malgras (2 octobre 1985) [n° **2958**] – URGENCE – Discussion (2 octobre 1985) – Adoption (2 octobre 1985) [n° **878**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 octobre 1985) [n° **14** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean Colin (30 octobre 1985) [n° **54** (85-86)] – Discussion (12 novembre 1985) (p. 2904, 2918 ; 2929, 2939) – Adoption (12 novembre 1985) [n° **27**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi tendant à rétablir la liberté des prix et à garantir le jeu de la concurrence** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 novembre 1985) [n° **3053**] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Robert Malgras (20 novembre 1985) [n° **3086**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Colin (20 novembre 1985) [n° **91** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (12 novembre 1985) [n° **3053**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M.

Robert Malgras (26 novembre 1985) [n° **3110**] – Discussion (6 décembre 1985) – Adoption (6 décembre 1985) [n° **942**] – NOUVEL INTITULE : titre initial.

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (9 décembre 1985) [n° **167** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean Colin (12 décembre 1985) [n° **188** (85-86)] – Discussion (13 décembre 1985) (p. 3929, 3938) – Adoption (13 décembre 1985) [n° **56**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi tendant à rétablir la liberté des prix et à garantir le jeu de la concurrence** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (16 décembre 1985) [n° **3195**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Robert Malgras (16 décembre 1985) [n° **3199**] – Discussion (16 décembre 1985) – Adoption (16 décembre 1985) [n° **960**] – NOUVEL INTITULE : titre initial.

DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL : conforme, le 28 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 29 décembre 1985).

PROMULGATION : Loi n° 85-1408 du 30 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 31 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(12 novembre 1985) (p. 2904, 2918 ; 2929, 2939).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2904, 2916) : *MM. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat au commerce, à l'artisanat et au tourisme ; Jean Colin, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Josselin de Rohan, William Chervy, Jean Arthuis, Jean Boyer, Mme Monique Midy.*

BAUX COMMERCIAUX : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 2906) ; COLIN (Jean) (p. 2909) ; ROHAN (Josselin de) (p. 2910) ; ARTHUIS (Jean) (p. 2912).

CARBURANTS : MIDY (Monique) (p. 2913) ; BOCKEL (Jean-Marie) (p. 2916).

COMMISSION DE LA CONCURRENCE : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 2905, 2915) ; COLIN (Jean) (p. 2907, 2908, 2909) ; ROHAN (Josselin de) (p. 2910) ; CHERVY (William) (p. 2911) ; ARTHUIS (Jean) (p. 2912) ; BOYER (Jean) (p. 2912) ; MIDY (Monique) (p. 2913).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : BOYER (Jean) (p. 2913) ; ROHAN (Josselin de) (p. 2914).

CONCENTRATIONS : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 2906) ; COLIN (Jean) (p. 2908) ; ROHAN (Josselin de) (p. 2910) ; CHERVY (William) (p. 2911) ; BOYER (Jean) (p. 2912).

CONCURRENCE : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 2904 à 2906, 2914, 2915, 2916) ; COLIN (Jean) (p. 2906 à 2909) ; ROHAN (Josselin de) (p. 2909, 2910, 2914) ; CHERVY (William) (p. 2911) ; ARTHUIS (Jean) (p. 2911, 2912, 2915) ; BOYER (Jean) (p. 2912, 2913) ; MIDY (Monique) (p. 2913).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : COLIN (Jean) (p. 2907) ; BOYER (Jean) (p. 2913).

CONSEIL NATIONAL DU COMMERCE : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 2905).

CONSOMMATEURS (protection et information des) : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 2905, 2916) ; CHERVY (William) (p. 2911) ; MIDY (Monique) (p. 2913).

DENATIONALISATIONS : ROHAN (Josselin de) (p. 2910).

DIRECTION GENERALE DE LA CONCURRENCE ET DE LA CONSOMMATION (DGCC) : COLIN (Jean) (p. 2907).

DISTRIBUTION : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 2905).

ENTENTES : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 2905) ; CHERVY (William) (p. 2911) ; ARTHUIS (Jean) (p. 2912) ; BOYER (Jean) (p. 2912).

ENTREPRISES : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 2904, 2905, 2906, 2914) ; COLIN (Jean) (p. 2906, 2907, 2908) ; CHERVY (William) (p. 2911) ; ARTHUIS (Jean) (p. 2911) ; BOYER (Jean) (p. 2912, 2913).

INFLATION : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 2904, 2906, 2915) ; COLIN (Jean) (p. 2907) ; ROHAN (Josselin de) (p. 2909) ; CHERVY (William) (p. 2911) ; MIDY (Monique) (p. 2913).

INTERET (taux d') : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 2906).

LIBERTES : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 2904, 2906).

MONOPOLES : ROHAN (Josselin de) (p. 2910) ; CHERVY (William) (p. 2911).

PRIX : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 2904, 2914, 2915) ; COLIN (Jean) (p. 2906, 2907, 2909) ; ARTHUIS (Jean) (p. 2911, 2912) ; MIDY (Monique) (p. 2913) ; ROHAN (Josselin de) (p. 2914).

PRIX (libération des) : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 2904, 2915) ; COLIN (Jean) (p. 2909) ; ROHAN (Josselin de) (p. 2909) ; ARTHUIS (Jean) (p. 2911, 2912, 2915) ; BOYER (Jean) (p. 2912, 2913) ; MIDY (Monique) (p. 2913).

SOCIETES PETROLIERES : MIDY (Monique) (p. 2913) ; BOCKEL (Jean-Marie) (p. 2916).

TARIFS PUBLICS : ARTHUIS (Jean) (p. 2912).

TAXE INTERIEURE SUR LES PRODUITS PETROLIERS (TIPP) : MIDY (Monique) (p. 2913).

TAXE PROFESSIONNELLE : BOCKEL (Jean-Marie) (p. 2906).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2916, 2918 ; 2929, 2939) : *MM. Jean Colin, rapporteur ; Jean Boyer, Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat ; William Chervy, Pierre Vallon, René Martin, Jean-Pierre Cantegrit, Josselin de Rohan.*

Avant l'art. 1er (p. 2916).

Adoptés : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Jean Colin, rapporteur : libération des prix à compter du 1er janvier 1987 ; abrogation de toute disposition contraire des ordonnances du 30 juin 1945 (p. 2917 ; scrutin public n° 7 ; liste des votants p. 2966, 2967) – Amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Jean Colin, rapporteur : dépénalisation du refus de vente (p. 2918).

Retiré : amendement n° 19 de M. Jean Boyer semblable à l'amendement n° 1 de M. Jean Colin (p. 2917).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2917, 2918).

Art. 1er *(Modification des dispositions de l'art. 37 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix)* (p. 2929).

Adoptés : amendement n° 3 de M. Jean Colin, rapporteur : abrogation pour coordination des dispositions relatives au refus de vente et à la distribution sélective (p. 2930) – Amendement n° 4 de M. Jean Colin, rapporteur : nouvelle rédaction des dispositions de cet article relatives aux pratiques discriminatoires ; application de conditions de vente égales pour des prestations équivalentes (p. 2930) – Amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Cantegrit : obligation pour tout producteur de communiquer à tout revendeur en l'état, qui en fera la demande, son barème de prix et ses conditions (p. 2931).

Rejetés : amendements de Mme Monique Midy n° 14 : renforcement de l'obligation faite à tout producteur de communiquer au revendeur, qui en fera la demande, ses barèmes de prix et ses conditions de vente ; et n° 15 : limitation des ventes à perte (p. 2931, 2932).

Retiré : amendement n° 5 de M. Jean Colin, rapporteur : en ce qui concerne le délai de paiement des denrées alimentaires, suppression de la référence au caractère périssable des produits (p. 2931).

Deviennent sans objet : amendement n° 13 de Mme Monique Midy, soutenu par M. René Martin : avis du comité d'entreprise pris en compte dans l'appréciation de la légalité des conventions licites relatives au refus de vente et à la distribution sélective (p. 2930) – Amendement n° 24 de M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat : référence aux abus de puissance d'achat et aggravation des peines dans le cas de dépendance (p. 2930).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2932).

Art. 2 *(Exceptions à l'interdiction des ententes et des abus de position dominante)* (p. 2932).

Adopté : amendement n° 6 de M. Jean Colin, rapporteur : 1° validité des ententes réputées acquises après accord du ministre de l'économie et avis de la commission de la concurrence ; 2° entreprises ayant obtenu une exemption à l'échelon communautaire dispensées de se plier à une nouvelle procédure à l'échelon national (p. 2933).

Rejetés : amendement n°16 de Mme Monique Midy, soutenu par M. René Martin : partie équitable du profit résultant des ententes réservée aux utilisateurs et aux salariés des entreprises concernées (p. 2932) – Sous-amendement n° 25 de M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat, à l'amendement n° 6 de M. Jean Colin : suppression du 2° de cet amendement (p. 2933).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2933).

Art. 3 *(Communication de procès-verbaux et de rapports d'enquête par l'autorité judiciaire)* (p. 2933).

Adoptés : amendement n° 7 de M. Jean Colin, rapporteur : communication de procès-verbaux et de rapports d'enquête par le magistrat instructeur ou la juridiction de fond (p. 2934) ; sous-amendement n° 22 de M. Josselin de Rohan : documents couverts par le secret de l'instruction ou le secret des affaires (p. 2934).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2934).

Art. 4 *(Sanctions pécuniaires en cas de procédure simplifiée)* (p. 2934).

Adopté : amendement n° 8 de M. Jean Colin, rapporteur : diminution de la somme maximale fixée pour la procédure simplifiée (p. 2934).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2934).

Art. 4 bis *(Modification de la loi n° 51-356 du 20 mars 1951 : ventes avec primes)* – Adopté (p. 2935).

Art. 5 *(Commission de la concurrence et contrôle de la concentration économique)* (p. 2935).

Adopté : amendement n° 9 de M. Jean Colin, rapporteur : contrôle de la concentration économique : suppression de la référence au concept de partie substantielle et réintroduction des notions de concentrations horizontales et verticales (p. 2937) ; sous-amendement rédactionnel n° 23 de M. Josselin de Rohan (p. 2939).

Rejetés : amendements de Mme Monique Midy, soutenus par M. René Martin : n° 17 : composition de la commission de la concurrence : représentation des professionnels, des salariés et des consommateurs ; et n° 18 : rôle consultatif de la commission de la concurrence (p. 2935, 2936).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2937).

Art. 6 *(Baux commerciaux : congé donné par le locataire)* – Adopté (p. 2937).

Art. 7 *(Baux commerciaux : cession de bail et déspécialisation)* (p. 2937).

Adopté : amendement n° 10 de M. Jean Colin, rapporteur : allongement du délai d'option offert au bailleur pour le rachat du fonds de commerce (p. 2937).

Retiré : amendement n° 20 de M. Jean Boyer, identique au précédent (p. 2937).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2937).

Intitulé (p. 2937).

Adopté : amendement n° 11 de M. Jean Colin, rapporteur : « Projet de loi tendant à rétablir la liberté des prix et à garantir le jeu de la concurrence » (p. 2938).

Explications de vote : MM. William Chervy (p. 2938) ; Jean-François Le Grand (p. 2938) ; Ivan Renar (p. 2938).

Adoption (12 novembre 1985) (p. 2939).

Discussion (nouvelle lecture)

(13 décembre 1985) (p. 3929, 3938).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3929, 3931) : *MM. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat aux retraités et personnes âgées ; Jean Colin, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

BAUX COMMERCIAUX : COLIN (Jean) (p. 3930).

COMMISSION DE LA CONCURRENCE : COLIN (Jean) (p. 3930).

CONCENTRATIONS : FRANCESCHI (Joseph) (p. 3930) ; COLIN (Jean) (p. 3930).

GEOMETRES : FRANCESCHI (Joseph) (p. 3930) ; COLIN (Jean) (p. 3930, 3931).

PRIX (libération des) : FRANCESCHI (Joseph) (p. 3929) ; COLIN (Jean) (p. 3930).

REFUS DE VENTE : COLIN (Jean) (p. 3930).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3931, 3938) : *MM. Jean Colin, rapporteur ; Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat ; William Chervy, Mme Monique Midy, MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, Pierre-Christian Taittinger.*

Art. 1er A (p. 3931) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 1 de M. Jean Colin, rapporteur : rétablissement de cet article relatif à la liberté des prix (p. 3932).

– L'art. 1er A est rétabli, ainsi rédigé (p. 3932).

Art. 1er B (p. 3932) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 2 de M. Jean Colin, rapporteur : rétablissement de cet article relatif à la dépénalisation du refus de vente (p. 3932).

– L'art. 1er B est rétabli, ainsi rédigé (p. 3932).

Art. 1er (p. 3932).

Adoptés : amendements de M. Jean Colin, rapporteur, n° 3, de coordination (p. 3933) – n° 4 : définition des pratiques commerciales discriminatoires (p. 3933) – Et n° 17 : délais de paiement pour les boissons alcooliques (p. 3933).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3933).

Art. 2 – Adopté (p. 3933).

Art. 3 (p. 3933).

Adopté : amendement n° 5 de M. Jean Colin, rapporteur : droits de la défense et procès-verbal des auditions (p. 3934).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3934).

Art. 4 (p. 3934).

Adopté : amendement n° 6 de M. Jean Colin, rapporteur : montant des amendes dans le cas de la procédure simplifiée (p. 3934).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3934).

Art. 5 (p. 3934).

Adopté : amendement n° 7 de M. Jean Colin, rapporteur : concentrations horizontales ou verticales (p. 3934).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3934).

Art. 5 bis (p. 3935).

Adoptés : amendements de M. Jean Colin, rapporteur, n° 8 : exercice de la profession de géomètre-expert, soit à titre individuel, soit en qualité d'associé (p. 3935) – Et n° 9 : exercice à titre individuel compatible avec l'exercice en qualité d'associé minoritaire d'une seule société de géomètres-experts (p. 3936).

Rejeté : amendement n° 15 de Mme Monique Midy : possibilité pour les techniciens géomètres, topographes et experts fonciers non membres de l'ordre des géomètres-experts de se regrouper dans des sociétés (p. 3936).

– L'art. 5 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3936).

Art. 5 ter *(Règles applicables aux sociétés de géomètres-experts)* – Adopté (p. 3936).

Art. 5 quater (p. 3936).

Adopté : amendement n° 10 de M. Jean Colin, rapporteur : suppression de cet article modifiant l'art. 7 de la loi du 7 mai 1946 régissant la profession de géomètre-expert (p. 3937 ; scrutin public n° 29 ; liste des votants p. 3972).

Retiré : amendement analogue n° 13 de M. Pierre-Christian Taittinger (p. 3937).

– L'art. 5 quater est supprimé (p. 3937).

Art. 5 quinquies *(Incompatibilités applicables aux membres de l'ordre des géomètres-experts)* – Adopté (p. 3937).

Art. 5 sexies *(Montant des honoraires et rémunérations)* (p. 3937).

Rejeté : amendement n° 16 de Mme Monique Midy : établissement d'une tarification en liaison avec les pouvoirs publics intéressés (p. 3938).

– L'art. 5 sexies est adopté (p. 3938).

Art. 5 septies *(Assurance obligatoire couvrant la responsabilité civile des géomètres-experts exerçant à titre individuel ou en qualité d'associés d'une société)* – Adopté (p. 3938).

Intitulé (p. 3938).

Adopté : amendement n° 11 de M. Jean Colin, rapporteur : « Projet de loi tendant à rétablir la liberté des prix et à garantir le jeu de la concurrence » (p. 3938).

– L'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 3938).

Explications de vote : Mme Monique Midy (p. 3938) ; M. William Chervy (p. 3938).

Adoption (13 décembre 1985) (p. 3938).

PRIX NOBEL

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**

PROCEDURE CIVILE ET COMMERCIALE

1. – **Proposition de loi relative à la clause pénale,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE par M. Jean-Pierre Michel, député, et plusieurs de ses collègues (24 mai 1984) [n° **2153**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Roger Leborne (2 mai 1985) [n° **2666**] – Discussion (3 juin 1985) – Adoption (3 juin 1985) [n° **795**] – NOUVEL INTITULE : **« Proposition de loi relative à la clause pénale et au règlement des dettes ».**

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 juin 1985) [n° **331** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (19 juin 1985) [n° **383** (84-85)] – Discussion (24 juin 1985) (p. 1592, 1598) – Adoption (24 juin 1985) [n° **140**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 juin 1985) [n° **2831**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Roger Leborne (26 juin 1985) [n° **2842**] – Discussion (27 juin 1985) – Adoption (27 juin 1985) [n° **849**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (28 juin 1985) [n° **442** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (2 octobre 1985) [n° **5** (85-86)] – Discussion (2 octobre 1985) (p. 2171, 2172) – Adoption (2 octobre 1985) [n° **1**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (2 octobre 1985) [n° **2967**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Roger Leborne (3 octobre 1985) [n° **2969**] – Discussion (3 octobre 1985) – Adoption (3 octobre 1985) [n° **880**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1097 du 11 octobre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 15 octobre 1985).

Discussion (première lecture)

(24 juin 1985) (p. 1592, 1598).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1592, 1595) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Mme Cécile Goldet.*

CLAUSE PENALE : BADINTER (Robert) (p. 1593) ; THYRAUD (Jacques) (p. 1594) ; GOLDET (Cécile) (p. 1595).

CONSOMMATEURS (protection et information des) : BADINTER (Robert) (p. 1593) ; THYRAUD (Jacques) (p. 1594, 1595) ; GOLDET (Cécile) (p. 1595).

CONTRATS : BADINTER (Robert) (p. 1593) ; THYRAUD (Jacques) (p. 1594) ; GOLDET (Cécile) (p. 1595).

DETTES : BADINTER (Robert) (p. 1593, 1594) ; THYRAUD (Jacques) (p. 1594, 1595) ; GOLDET (Cécile) (p. 1595).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1595, 1598) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Robert Badinter, ministre de la justice ; Charles Lederman.*

Art. 1er *(Faculté pour le juge de modérer ou d'augmenter, même d'office, la peine prévue par une clause pénale : modification du second alinéa de l'art. 1152 du code civil)* – Adopté (p. 1595).

Après l'art. 1er (p. 1595).

Adoptés : amendements de M. Jacques Thyraud, rapporteur (art. additionnels) n° 6 : pouvoir d'intervention d'office du juge en matière de diminution de la peine convenue (p. 1596) – Et n° 7 : applicabilité aux contrats et instances en cours au moment de la publication de cette loi (p. 1596).

– Deux articles additionnels sont insérés dans la proposition de loi (p. 1596).

Art. 2 *(Nullité de plein droit de toute obligation de remboursement née d'un contrat de gestion de dettes)* (p. 1596).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : nullité de plein droit des conventions de gestion de dettes conclues avec des personnes physiques non commerçantes (p. 1596).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1596).

Art. 3 *(Sanctions pénales)* – Adopté (p. 1596).

Art. 4 *(Exceptions aux principes posés par les art. 2 et 3 de la proposition de loi)* (p. 1596).

Adoptés : amendement n° 5 de M. Robert Badinter, ministre : situation des administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (p. 1596) – Amendement n° 2 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : absence de contradiction entre les nouvelles règles d'interdiction et les dispositions législatives et réglementaires prévoyant la représentation en justice (p. 1597).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1597).

Après l'art. 4 (p. 1597).

Adopté : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Jacques Thyraud, rapporteur : modification de l'art. 1244 du code civil : extension au droit commun du délai de paiement de deux ans accordé par le juge au débiteur en matière de loyers (p. 1597).

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 1597).

Art. 5 *(Entrée en vigueur de la loi)* (p. 1597).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : date d'entrée en vigueur des dispositions relatives aux contrats de gestion de dettes et applicabilité aux contrats en cours (p. 1597).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1597).

Adoption (24 juin 1985) (p. 1597).

Discussion (deuxième lecture)

(2 octobre 1985) (p. 2171, 2172).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2171) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Charles Lederman.*

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION : BADINTER (Robert) (p. 2171) ; THYRAUD (Jacques) (p. 2171).

CLAUSE PENALE : BADINTER (Robert) (p. 2171) ; THYRAUD (Jacques) (p. 2171).

ORGANISMES DE GESTION DE DETTES : BADINTER (Robert) (p. 2171) ; THYRAUD (Jacques) (p. 2171).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2172) : *MM. Robert Badinter, ministre ; Jacques Thyraud, rapporteur.*

Art. 2 et 5 – Adoptés (p. 2172).

Après l'art. 5 (p. 2172).

Adopté : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Robert Badinter, ministre : application immédiate de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (p. 2172).

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 2172).

Adoption (2 octobre 1985) (p. 2172).

PROCEDURE PENALE

1. – **Projet de loi relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Robert Badinter, ministre de la justice (23 mai 1985) [n° **2695**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Michel (20 juin 1985) [n° **2812**] – Discussion (25 juin 1985) – Adoption (25 juin 1985) [n° **837**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (27 juin 1985) [n° **437** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles Jolibois (16 octobre 1985) [n° **35** (85-86)] – Discussion (23 octobre 1985) (p. 2392, 2433) – Adoption (23 octobre 1985) [n° **8**] – NOUVEL INTITULE **« Projet de loi portant diverses modifications du code de procédure pénale ».**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (24 octobre 1985) [n° **3009**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Michel (7 novembre 1985) [n° **3041**] – Discussion (26 novembre 1985) – Adoption (26 novembre 1985) [n° **914**] – NOUVEL INTITULE : Titre initial.

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (27 novembre 1985) [n° **113** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles Jolibois (4 décembre 1985) [n° **139** (85-86)] – Discussion (10 décembre 1985) (p. 3707, 3723) – Adoption (10 décembre 1985) [n° **42**] – NOUVEL INTITULE : **« Projet de loi portant diverses dispositions de procédure pénale et de droit pénal ».**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (11 décembre 1985) [n° **3176**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Pierre Michel (11 décembre 1985) [n° **3178**] – Discussion (12 décembre 1985) – Adoption (12 décembre 1985) [n° **954**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Charles Jolibois (11 décembre 1985) [n° **183** (85-86)] – Discussion (17 décembre 1985) (p. 4059, 4062) – Adoption (17 décembre 1985) [n° **63**].

PROMULGATION : loi n° 85-1407 du 30 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 31 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(23 octobre 1985) (p. 2392, 2433).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2392, 2397) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois ; Jean Huchon.*

AMENDES : BADINTER (Robert) (p. 2394).

AUTORITE DE LA CHOSE JUGEE : JOLIBOIS (Charles) (p. 2395) ; HUCHON (Jean) (p. 2397).

CASIER JUDICIAIRE : BADINTER (Robert) (p. 2392).

CENTRES DE SEMI-LIBERTE : BADINTER (Robert) (p. 2394) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 2396) ; HUCHON (Jean) (p. 2397).

CONTRAINTE PAR CORPS : JOLIBOIS (Charles) (p. 2396) ; HUCHON (Jean) (p. 2397).

CONTRAVENTIONS : BADINTER (Robert) (p. 2393, 2394) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 2396) ; HUCHON (Jean) (p. 2397).

COUR DE CASSATION : BADINTER (Robert) (p. 2393) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 2395).

COURS D'ASSISES : BADINTER (Robert) (p. 2393) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 2395).

DELINQUANCE ROUTIERE : BADINTER (Robert) (p. 2393) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 2396).

DELINQUANTS (réinsertion) : HUCHON (Jean) (p. 2397).

ELECTION DE DOMICILE : BADINTER (Robert) (p. 2393) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 2395).

EXPERTISES : JOLIBOIS (Charles) (p. 2395).

INFORMATIQUE : BADINTER (Robert) (p. 2392).

ITERATIF DEFAUT : BADINTER (Robert) (p. 2394) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 2395).

JUGES D'INSTRUCTION : BADINTER (Robert) (p. 2393) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 2396) ; HUCHON (Jean) (p. 2397).

MAGISTRATS : BADINTER (Robert) (p. 2393) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 2395).

PEINES (exécution des) : BADINTER (Robert) (p. 2393, 2394) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 2396) ; HUCHON (Jean) (p. 2397).

POLICE JUDICIAIRE : JOLIBOIS (Charles) (p. 2396).

PRISONS : BADINTER (Robert) (p. 2394) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 2396) ; HUCHON (Jean) (p. 2397).

PROCEDURE PENALE : BADINTER (Robert) (p. 2392, 2393, 2394) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 2395, 2396) ; HUCHON (Jean) (p. 2396, 2397).

TRAVAUX D'INTERET GENERAL (TIG) : BADINTER (Robert) (p. 2395) ; HUCHON (Jean) (p. 2397).

TRIBUNAUX : BADINTER (Robert) (p. 2395, 2396) ; HUCHON (Jean) (p. 2397) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 2395, 2396).

TRIBUNAUX D'APPLICATION DES PEINES : BADINTER (Robert) (p. 2394).

VIOL : HUCHON (Jean) (p. 2397).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2398, 2433) : *MM. Charles Jolibois, rapporteur ; Robert Badinter, ministre ; Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean Huchon, Jacques Descours Desacres, Jean Chérioux.*

TITRE Ier

SIMPLIFICATION DES PROCEDURES D'ENQUETE ET D'INSTRUCTION

CHAPITRE Ier

Attributions du procureur de la République

Art. 1er *(Modification du premier alinéa de l'art. 40 du code de procédure pénale : information du plaignant et de la victime en cas de classement de l'affaire)* (p. 2398).

Adopté : amendement n° 1 de M. Charles Jolibois, rapporteur : en cas de classement d'une affaire, information du plaignant et de la victime par lettre recommandée (p. 2398).

Retiré : amendement analogue n° 35 de M. Charles Lederman (p. 2398).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2398).

CHAPITRE II

Restitution des objets saisis

Art. 2 *(Insertion d'un art. 41-1 dans le code de procédure pénale : compétence du procureur de la République en matière de restitution des objets saisis)* (p. 2398).

Adoptés : amendement de précision rédactionnelle n° 2 de M. Charles Jolibois, rapporteur : substitution des termes : « placés sous main de justice » aux termes : « objets saisis » (p. 2399) – Amendements identiques n° 36 de M. Charles Lederman et n° 91 de M. Charles Jolibois, rapporteur : délai de restitution des objets placés sous main de justice et respect des droits des tiers (p. 2399).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2399).

Art. 3 *(Art. 97 du code de procédure pénale : inventaire des objets saisis et mainlevée de la saisie)* (p. 2399).

Adoptés : amendement de coordination rédactionnelle n° 3 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 2399) – Amendement n° 37 de M. Charles Lederman : octroi des documents placés sous main de justice aux seules personnes intéressées, dans les plus brefs délais (p. 2400).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2400).

Art. 4 *(Modification de l'art. 99 du code de procédure pénale : restitution, par le juge d'instruction, au cours de l'information, des objets saisis)* (p. 2400).

Adoptés : amendements de coordination rédactionnelle n° 5 et n° 6, de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 2400).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2400).

Art. 5 *(Modification du troisième alinéa de l'art. 177 du code de procédure pénale : obligation faite au juge d'instruction de statuer sur la restitution des objets saisis par l'ordonnance de non-lieu ; cas de non restitution)* (p. 2400).

Adopté : amendement de coordination rédactionnelle n° 7 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 2400).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2400).

Art. 6 *(Modification du troisième alinéa de l'art. 212 du code de procédure pénale : suppression de la compétence de la chambre d'accusation pour statuer sur la restitution des objets saisis postérieurement à l'arrêt de non-lieu ; cas de non restitution)* (p. 2400).

Adopté : amendement de coordination rédactionnelle n° 8 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 2400).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2400).

Art. 7 *(Modification du deuxième alinéa de l'art. 373 du code de procédure pénale : refus de restitution par la cour d'assises)* – Adopté (p. 2400).

Art. 8 *(Modification du deuxième alinéa de l'art. 484 du code de procédure pénale : refus de restitution par la cour d'appel)* – Adopté (p. 2400).

Art. 9 *(Abrogation des art. 100 et 483 du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 2401).

CHAPITRE III

Les enquêtes

Art. 10 *(Premier alinéa de l'art. 60 du code de procédure pénale : constatations, examens techniques ou scientifiques dans le cadre d'une enquête de flagrance)* – Adopté (p. 2401).

Art. 11 *(Insertion d'un art. 77-1 dans le code de procédure pénale : constatations, examens techniques ou scientifiques dans le cadre de l'enquête préliminaire)* – Adopté (p. 2401).

CHAPITRE IV

Procédure d'instruction

Section préliminaire

Dispositions générales

Art. 12 A *(Art. 82 du code de procédure pénale : mesures requises par le procureur de la République)* – Adopté (p. 2401).

Section I

Constitution de partie civile

Art. 12 *(Art. 89 du code de procédure pénale : substitution du système de l'adresse déclarée par la partie civile à celui de l'élection de domicile)* (p. 2401).

Adopté : amendement n° 87 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'adresse déclarée (p. 2402).

Devient sans objet : amendement n° 38 de M. Charles Lederman : suppression des dispositions de cet article relatives à la constitution de partie civile sans déclaration d'adresse (p. 2402).

– L'art. 12 est supprimé (p. 2402).

Section II

Les interrogatoires

Art. 13 *(Insertion, dans l'art. 114 du code de procédure pénale, de trois alinéas remplaçant le sixième alinéa dudit article : application à l'inculpé du système de l'adresse déclarée)* (p. 2402).

Adopté : amendement n° 9 de M. Charles Jolibois, rapporteur : oligation de l'inculpé de communiquer son adresse personnelle au juge d'instruction et de lui signaler, jusqu'à la clôture de l'instruction, tous ses changements d'adresse (p. 2404).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman n° 39 : obligation pour l'inculpé de signaler au juge d'instruction tout changement de l'adresse déclarée ; conséquences judiciaires de la notification ou signification « à personne » fournie par le magistrat instructeur au prévenu (p. 2404) – Et n° 40 : notification ou signification « à personne » ainsi que déclaration d'adresse portées par le greffier au procès-verbal paraphé par l'inculpé (p. 2404).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2404).

Section III

Contrôle judiciaire et détention provisoire

Art. 14 A *(Dixième alinéa (8°) de l'art. 138 du code de procédure pénale : aménagement de la suspension du permis de conduire décidée dans le cadre du contrôle judiciaire)* – Adopté (p. 2404).

Art. 14 *(Abrogation du troisième alinéa de l'art. 139 du code de procédure pénale et de l'art. 141 du même code)* – Adopté (p. 2404).

Après l'art. 14 (p. 2404).

Adopté : amendement n° 81 (art. additionnel) de M. Robert Badinter, ministre ; coordination avec l'art. 15 du présent projet et avec l'art. 148-2 (deuxième alinéa) du code de procédure pénale : délai de vingt jours dans lequel la chambre d'accusation, saisie directement de la demande de l'inculpé, prononce la mainlevée du contrôle judiciaire (p. 2404).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2404).

Art. 15 *(Modification des deuxième et dernier alinéas de l'art. 148 du code de procédure pénale : information de la partie civile en cas de demande de mise en liberté présentée par un inculpé – Délai de vingt jours dans lequel la chambre d'accusation se prononce sur la même demande)* (p. 2404).

Rejeté : amendement n° 41 de M. Charles Lederman : en cas de demande de mise en liberté présentée par un inculpé, information par lettre recommandée, de la partie civile (p. 2405).

– L'art. 15 est adopté (p. 2405).

Art. 16 *(Art. 148-3 du code de procédure pénale : application du système de l'adresse déclarée en cas de mise en liberté d'un inculpé détenu)* (p. 2405).

Adoptés : amendements de coordination n° 10 et n° 11 de M. Charles Jolibois, rapporteur, visant à supprimer la notion d'adresse déclarée (p. 2405).

Rejeté : amendement n° 43 de M. Charles Lederman : explications fournies par le magistrat instructeur et déclaration d'adresse portée par le greffier au procès-verbal, paraphé par l'inculpé (p. 2405).

Devient sans objet : amendement n° 42 de M. Charles Lederman : conséquences judiciaires de la notification ou signification « à personne » fournie par le magistrat instructeur à l'inculpé détenu (p. 2405).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2405).

Art. 17 *(Insertion des art. 148-6, 148-7 et 148-8 dans le code de procédure pénale : procédure de dépôt des demandes de mise en liberté et de mainlevée ou de modification du contrôle judiciaire)* (p. 2405).

Rejeté : amendement n° 44 de M. Charles Lederman : délai accordé au juge ou à la juridiction compétente pour statuer sur une demande de mainlevée ou de modification du contrôle judiciaire ou de mise en liberté (p. 2406).

Retiré : amendement n° 64 de M. Pierre Lacour, soutenu par M. Jean Huchon : suppression de cet article (p. 2406).

– L'art. 17 est adopté (p. 2406).

Section IV

Commissions rogatoires

Art. 18 *(Modification de l'art. 151 du code de procédure pénale : possibilité donnée au juge d'instruction d'adresser, en dehors de son ressort, des commissions rogatoires à tout officier de police compétent)* (p. 2407).

Adopté : amendement n° 12 de M. Charles Jolibois, rapporteur : procureur de la République informé des commissions rogatoires adressées par le juge d'instruction, en dehors de son ressort, à tout officier de police judiciaire (p. 2407).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2407).

Art. 19 *(Art. 155 du code de procédure pénale : dispositions d'harmonisation concernant l'envoi de copies ou de reproductions de commissions rogatoires)* – Adopté (p. 2407).

Section V

Expertise

Art. 20 *(Art. 159 du code de procédure pénale : principe de l'expertise unique)* (p. 2407) – L'article est réservé (p. 2407).

Rejeté : amendement n° 45 de M. Charles Lederman : désignation d'un expert par le prévenu ou la partie civile ; dépôt d'un rapport par cet expert en cas de désaccord avec l'expert désigné par le juge (p. 2410) ; précédemment réservé (p. 2407).

– L'art. 20 est adopté (p. 2410).

Art. 21 *(Art. 163 du code de procédure pénale : procédure applicable pour la remise des scellés aux experts)* – Adopté (p. 2407).

Art. 22 *(Deuxième alinéa de l'art. 166 du code de procédure pénale : dispositions d'harmonisation dans le cas de la désignation de plusieurs experts)* – Adopté (p. 2407).

Art. 23 *(Art. 167 du code de procédure pénale : notification aux parties des conclusions de l'expertise)* (p. 2407).

Adoptés : amendement n° 14 de M. Charles Jolibois, rapporteur : notification aux parties des conclusions de l'expertise, par lettre recommandée (p. 2409) ; sous-amendements de M. Robert Badinter, ministre, n° 67 : suppression de la demande de l'avis de réception lors de la notification aux parties des conclusions d'expertise (p. 2409) ; et n° 85 : décision motivée du juge d'instruction s'il désigne un seul expert alors que plusieurs étaient souhaités par les parties (p. 2409).

Deviennent sans objet : amendements de M. Charles Lederman n° 46 : notification aux parties, par lettre recommandée avec avis de réception, des conclusions de l'expertise (p. 2409) – Et n° 63 : délai fixé aux parties pour présenter des observations à la suite des conclusions d'une expertise (p. 2409).

– L'art. 23, ainsi modifié, est adopté (p. 2409).

Section VI

Ordonnances de règlement

Art. 24 *(Art. 174 du code de procédure pénale : disposition de coordination)* – Adopté (p. 2410).

Art. 24 bis *(Art. 175 du code de procédure pénale : conditions de forme des notifications)* (p. 2410).

Adopté : amendement n° 15 de M. Charles Jolibois, rapporteur : pouvoir de règlement du juge d'instruction subordonné à l'accord de la chambre d'accusation et du parquet (p. 2412).

Retiré : amendement n° 47 de M. Charles Lederman : pouvoir de règlement du juge d'instruction subordonné à l'accord de la chambre d'accusation et du parquet ; délai maximal de deux mois accordé au président de la chambre d'accusation pour se mettre en rapport avec le juge d'instruction (p. 2412).

Devient sans objet : amendement n° 68 de M. Robert Badinter, ministre : pouvoir de règlement du juge d'instruction (p. 2412).

– L'art. 24 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2412).

Art. 25 *(Art. 183 du code de procédure pénale : conditions de forme des notifications)* (p. 2412).

Adoptés : amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur, n° 16 : notification effectuée soit verbalement, avec émargement au dossier de la procédure, soit par lettre recommandée (p. 2412) – n° 18 : notification aux conseils de l'inculpé ou de la partie civile des ordonnances de règlement, soit verbalement avec émargement au dossier de la procédure, soit par lettre recommandée (p. 2413) – Et n° 17 de coordination (p. 2413).

Rejeté : amendement n° 49 de M. Charles Lederman : notification ou signification « à personne » ; conséquences judiciaires fournies ppar le magistrat instructeur à l'inculpé (p. 2413).

Devient sans objet : amendement n° 69 de M. Robert Badinter, ministre : notification simultanée et selon les mêmes modalités des ordonnances de règlement aux conseils de l'inculpé ou de la partie civile (p. 2413).

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 2413).

Section VII

Appel des ordonnances du juge d'instruction

Art. 26 *(Modification du deuxième alinéa de l'art. 185 du code de procédure pénale : allongement du délai dans lequel doit être interjeté l'appel du procureur de la République)* (p. 2413).

Retiré : amendement n° 50 de M. Charles Lederman : prise en compte des délais d'acheminement de la poste dans les délais d'appel (p. 2413).

– L'art. 26 est adopté (p. 2413).

Art. 27 *(Modification du quatrième alinéa de l'art. 186 du code de procédure pénale et suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article : allongement du délai dans lequel doivent être formés l'appel de l'inculpé, de la partie civile ou du témoin condamné)* – Adopté (p. 2414).

Art. 28 *(Premier alinéa de l'art. 186-1 du code de procédure pénale : dispositions de coordination)* (p. 2414).

Adoptés : amendement de coordination n° 19 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 2414) ; sous-amendement de coordination n° 92 de M. Robert Badinter, ministre (p. 2414).

– L'art. 28, ainsi modifié, est adopté (p. 2414).

Section VIII

La chambre d'accusation

Art. 29 *(Premier alinéa de l'art. 197 du code de procédure pénale : notification de la date d'audience)* (p. 2414).

Adopté : amendement de coordination n° 88 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 2414).

– L'art. 29, ainsi modifié, est adopté (p. 2414).

Art. 30 *(Remplacement du troisième alinéa de l'art. 217 du code de procédure pénale par deux alinéas relatifs à la notification des arrêts de la chambre d'accusation)* (p. 2414).

Adopté : amendement n° 89 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression pour coordination du deuxième alinéa du texte proposé pour remplacer le troisième alinéa de l'article sus-visé (p. 2414).

– L'art. 30, ainsi modifié, est adopté (p. 2414).

TITRE II

SIMPLIFICATION DE LA PROCEDURE DE JUGEMENT

CHAPITRE Ier

La cour d'assises

Art. 31 *(Deuxième alinéa de l'art. 241 du code de procédure pénale : exercice des fonctions du ministère public)* – Adopté (p. 2415).

Art. 31 bis *(Modification du dernier alinéa de l'art. 257 du code de procédure pénale : nouvelles incompatibilités avec les fonctions de juré)* – Adopté (p. 2415).

Art. 32 *(Deuxième alinéa de l'art. 264 du code de procédure pénale : liste spéciale des jurés suppléants)* (p. 2415).

Adopté : amendement n° 70 de M. Robert Badinter, ministre : fixation du nombre des jurés suppléants par décret en Conseil d'Etat (p. 2415).

– L'art. 32, ainsi modifié, est adopté (p. 2415).

Art. 33 *(Insertion d'un art. 305-1 dans le code de procédure pénale : nullité résultant de la violation des règles de la procédure précédant l'ouverture des débats)* (p. 2415) – L'article est réservé (p. 2415).

Adoptés : amendements identiques n° 20 de M. Charles Jolibois, rapporteur, et n° 52 de M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 2417 ; précédemment réservé p. 2415).

Devient sans objet : amendement n° 86 de M. Robert Badinter, ministre : modification du régime des nullités en cas de violation des formalités prévues aux articles 268 à 287 du code de procédure pénale (p. 2417 ; précédemment réservé p. 2415).

– L'art. 33 est supprimé (p. 2417).

Art. 34 *(Art. 324 du code de procédure pénale : appel des témoins)* – Adopté (p. 2415).

Art. 35 *(Insertion d'un art. 346-1 dans le code de procédure pénale : nullité résultant de la violation des règles concernant l'audition des experts et des témoins)* (p. 2415).

Adoptés : amendements identiques n° 21 de M. Charles Jolibois, rapporteur, et n° 53 de M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 2416).

– L'art. 35 est supprimé (p. 2416).

CHAPITRE II

Jugement des délits

Art. 36 *(Insertion d'un art. 390-1 dans le code de procédure pénale : convocation en justice)* (p. 2417).

Retiré : amendement n° 54 de M. Charles Lederman : convocation en justice notifiée au prévenu par lettre recommandée avec avis de réception (p. 2417).

– L'art. 36 est adopté (p. 2417).

Art. 37 *(Premier alinéa de l'art. 465 du code de procédure pénale : détention provisoire ordonnée par la juridiction de jugement)* – Adopté (p. 2417).

Art. 38 *(Modification de l'art. 485 du code de procédure pénale : lecture du jugement)* – Adopté (p. 2417).

Art. 39 *(Modification de l'art. 490 du code de procédure pénale : opposition au jugement rendu par défaut)* – Adopté (p. 2417).

Art. 40 *(Insertion d'un art. 490-1 dans le code de procédure pénale : forme de l'opposition lorsque l'opposant est détenu)* – Adopté (p. 2417).

Art. 41 *(Modification de l'art. 494 du code de procédure pénale : citation de l'opposant et itératif défaut)* – Adopté (p. 2418).

Art. 42 *(Insertion d'un art. 494-1 dans le code de procédure pénale : pouvoir du tribunal en cas de non-comparution de l'opposant)* (p. 2418).

Adopté : amendement n° 22 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression de cet article pour respecter le principe de l'autorité de la chose jugée (p. 2419).

– L'art. 42 est supprimé (p. 2419).

Art. 43 *(Troisième alinéa de l'art. 498 du code de procédure pénale : point de départ du délai d'appel)* (p. 2420).

Adopté : amendement n° 22 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression de cet article pour coordination (p. 2420).

– L'art. 43 est supprimé (p. 2420).

Art. 44 *(Abrogation du dernier alinéa de l'art. 501 du code de procédure pénale : effets de l'appel sur le placement sous contrôle judiciaire)* – Adopté (p. 2420).

Art. 45 *(Modification de l'art. 503 du code de procédure pénale : formes de l'appel lorsque l'appelant est détenu)* – Adopté (p. 2420).

CHAPITRE III

Jugement des contraventions

Art. 46 *(Procédure de l'amende forfaitaire : chapitre II bis du titre III du livre II du code de procédure pénale – Modification des art. 529, 530, 530-1 et 530-2 ; insertion des art. 529-1, 529-2, 529-3, 529-4, 529-5 et 530-3 ; les articles précités sont regroupés en trois sections)* (p. 2420).

Adoptés : amendements de M. Robert Badinter, ministre, n° 71, n° 72, n° 73 et n° 74 (le premier portant sur l'intitulé proposé pour la section I, le second, sur le texte proposé pour l'art. 529, le troisième, sur le texte proposé pour l'art. 530 et le quatrième sur le texte proposé pour l'art. 530-1 : procédure de l'amende forfaitaire applicable à certaines infractions concernant l'assurance obligatoire des véhicules (p. 2421).

– L'art. 46, ainsi modifié, est adopté (p. 2421).

Avant l'art. 47 (p. 2421).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Robert Badinter, ministre, n° 78 : unification des délais dans lesquels la chambre criminelle doit statuer et dans lesquels le demandeur en cassation ou son avocat doit déposer son mémoire (p. 2421) – Et n° 79 : désistement du pourvoi constaté par ordonnance du président de la chambre criminelle (p. 2422).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2421 et 2422).

Art. 47 *(Abrogations diverses)* – Adopté (p. 2422).

Art. 47 bis *(Art. 473 du code pénal : peines contraventionnelles)* – Adopté (p. 2422).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DES DECISIONS PENALES

Art. 48 *(Modification du deuxième alinéa de l'art. 723 du code de procédure pénale : élargissement des conditions d'application de la semi-liberté)* (p. 2422).

Adopté : amendement n° 23 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression, dans le texte proposé, de certaines conditions d'octroi du régime de la semi-liberté ; possibilité d'exercer un emploi temporaire (p. 2423).

– L'art. 48, ainsi modifié, est adopté (p. 2423).

Art. 49 *(Modification de l'art. 723-1 du code de procédure pénale : assouplissement des conditions d'octroi du régime de la semi-liberté par le tribunal)* (p. 2423).

Adopté : amendement de coordination n° 24 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 2423).

– L'art. 49, ainsi modifié, est adopté (p. 2423).

Art. 50 *(Insertion d'un art. 728-1 constituant le chapitre IV du titre II du livre V du code de procédure pénale : application du travail d'intérêt général en cas de condamnation à l'emprisonnement)* (p. 2423).

Adopté : amendement n° 25 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression de cet article pour respecter le principe de l'autorité de la chose jugée (p. 2424).

– L'art. 50 est supprimé (p. 2424).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES A CERTAINES INFRACTIONS EN MATIERE DE CIRCULATION ROUTIERE

Art. 51 *(Art. L. 12 du code de la route : sanction de la récidive de la conduite sans permis de conduire)* – Adopté (p. 2424).

Après l'art. 51 (p. 2424).

Adopté : amendement n° 75 (art. additionnel) de M. Robert Badinter, ministre : immobilisation des véhicules dont la circulation ou le stationnement sont en infraction aux dispositions du code de la route (p. 2425).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2425).

Art. 52 *(Premier alinéa de l'art. L. 14 du code de la route : suspension du permis de conduire)* (p. 2425) – L'article est réservé (p. 2425).

Adopté : amendement d'harmonisation n° 76 de M. Robert Badinter, ministre : « contraventionnalisation » du défaut d'assurance pouvant entraîner une suspension du permis de conduire (p. 2425 ; précédemment réservé (même page).

– L'art. 52, ainsi modifié, est adopté (p. 2425).

Art. 52 bis *(Modification du deuxième alinéa de l'art. L. 21 du code de la route : paiement des amendes et des frais de justice à la charge du commettant)* – Adopté (p. 2425).

Art. 53 *(Abrogation de certains articles du code de la route)* – Adopté (p. 2425).

Art. 54 *(Modification des trois premiers alinéas de l'art. L. 211-8 du code des assurances : sanctions du défaut d'assurance)* – Adopté, (p. 2425).

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Avant l'art. 55 (p. 2425).

Rejeté : amendement n° 55 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : nouvelles conditions de détention provisoire des mineurs (p. 2433 ; précédemment réservé p. 2426).

Art. 55 *(Art. 43 du code de procédure pénale : compétence territoriale du procureur de la République)* (p. 2426).

Adoptés : amendements identiques n° 27 de M. Charles Jolibois, rapporteur, et n° 57 de M. Charles Lederman : suppression de cet article admettant le lieu de détention comme nouveau critère de compétence territoriale du procureur de la République, pour satisfaire le principe de l'indépendance du pouvoir judiciaire vis-à-vis du pouvoir exécutif (p. 2426).

– L'art. 55 est supprimé (p. 2426).

Art. 56 *(Art. 52 du code de procédure pénale : compétence territoriale du juge d'instruction)* (p. 2426).

Adopté : amendement n° 28 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression de cet article admettant le lieu de détention comme nouveau critère de compétence territoriale du juge d'instruction (p. 2426).

– L'art. 56 est supprimé (p. 2426).

Art. 57 *(Premier alinéa de l'art. 84 du code de procédure pénale : dessaisissement du juge d'instruction)* – Adopté (p. 2426).

Art. 58 *(Art. 382 du code de procédure pénale : nouvelle compétence territoriale du tribunal correctionnel)* (p. 2426).

Adopté : amendement n° 29 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression de cet article admettant le lieu d'arrestation ou de détention comme nouveau critère de compétence du tribunal correctionnel (p. 2426).

– L'art. 58 est supprimé (p. 2426).

Art. 59 *(Art. 560 du code de procédure pénale : réquisition des agents de police judiciaire)* – Adopté (p. 2426).

Art. 59 bis *(Modification de l'art. 574-1 du code de procédure pénale : point de départ du délai imparti à la Cour de cassation pour statuer sur un pourvoi formé contre un arrêt portant mise en accusation)* – Adopté (p. 2427).

Art. 60 *(Art. 577 du code de procédure pénale : pourvoi en cassation formé par un détenu)* – Adopté (p. 2427).

Art. 61 *(Art. 599 du code de procédure pénale : nullités de fondement à un pourvoi en cassation)* (p. 2427).

Adoptés : amendements identiques n° 30 de M. Charles Jolibois, rapporteur, et n° 58 de M. Charles Lederman : suppression de cet article pour coordination (p. 2427).

– L'art. 61 est supprimé (p. 2427).

Art. 62 *(Art. 657 du code de procédure pénale : modalités de dessaisissement de l'un des deux juges d'instruction saisis de la même infraction)* – Adopté (p. 2427).

Art. 63 *(Art. 663 du code de procédure pénale : modalités de dessaisissement de l'un des deux juges d'instruction saisis d'infractions connexes ou différentes mais imputées au même inculpé)* (p. 2427).

Adopté : amendement n° 31 de M. Charles Jolibois, rapporteur : rétablissement du lieu de détention comme critère de compétence territoriale du procureur, du juge d'instruction et du tribunal correctionnel, dès lors que la détention s'effectue au siège de la juridiction qui a prononcé cette condamnation (p. 2427).

– L'art. 63, ainsi modifié, est adopté (p. 2427).

Art. 64 *(Art. 664 du code de procédure pénale : dessaisissement au profit de la juridiction du lieu de détention provisoire)* (p. 2427).

Rejeté : amendement n° 59 de M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 2427).

– L'art. 64 est adopté (p. 2427).

Après l'art. 64 (p. 2428).

Adopté : amendement n° 77 (art. additionnel) de M. Robert Badinter, ministre : compétence donnée aux juridictions françaises pour juger les tortionnaires (p. 2428).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2428).

Art. 64 bis *(Deuxième alinéa de l'art. 706-3 du code de procédure pénale : indemnisation des victimes de viol ou d'attentat à la pudeur)* – Adopté (p. 2428).

Art. 64 ter *(Dernier alinéa de l'art. 706-15 du code de procédure pénale : indemnisation des victimes d'infraction de nationalité étrangère)* – Adopté (p. 2428).

Art. 64 quater *(Premier alinéa de l'art. 721 du code de procédure pénale : réduction de peines)* – Adopté (p. 2428).

Art. 64 quinquies *(Art. 749, 750, 751 et 752 du code de procédure pénale : modifications du régime de la contrainte par corps)* – Adopté (p. 2428).

Art. 64 sexies *(Modification de l'art. 754 du code de procédure pénale : abrogation de la procédure de recommandation sur écrou)* (p. 2428).

Adopté : amendement n° 93 de M. Robert Badinter, ministre : correction d'une erreur de transmission par l'Assemblée nationale, du texte du présent projet de loi (p. 2429).

Retiré : amendement n° 65 de M. Pierre Lacour, soutenu par M. Jean Huchon : suppression de cet article (p. 2429).

– L'art. 64 sexies, ainsi modifié, est adopté (p. 2429).

Art. 64 septies *(Modification pour coordination du deuxième alinéa de l'art. 756 du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 2429).

Art. 64 octies *(Abrogation du deuxième alinéa de l'art. 758 du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 2429).

Art. 64 nonies *(Douzième alinéa, 11°, de l'art. 775 du code de procédure pénale : exclusion du bulletin n° 2 du casier judiciaire des peines de jours-amende)* – Adopté (p. 2429).

Art. 65 *(Modification de l'art. 7 de la loi n° 72-650 du 11 juillet 1972 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : procédure de l'opposition administrative pour le recouvrement des amendes pénales)* (p. 2429).

Rejeté : amendement n° 60 de M. Charles Lederman : recouvrement des amendes pénales prélevées sur salaire, rente accident du travail ou pension d'invalidité, calculé comme en matière de saisie-arrêt sur salaires (p. 2430).

– L'art. 65 est adopté (p. 2430).

Art. 65 bis *(Abrogation du deuxième alinéa (1°) de l'art. 47 de la loi du 30 juin 1923 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1923 : accès des femmes au jeu)* – Adopté (p. 2430).

Art. 65 ter *(Art. L. 6 du code électoral : incapacité électorale)* – Adopté (p. 2430).

Art. 65 quater *(Abrogation de l'art. L. 7 du code électoral)* – Adopté (p. 2430).

Art. 65 quinquies *(Art. 207 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises : répression de certains agissements commis dans le cadre de la procédure de redressement ou de liquidation judiciaires d'une entreprise)* – Adopté (p. 2430).

Art. 65 sexies *(Report au 1er janvier 1987 de la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'art. 29 (dernier alinéa du paragraphe III) de la loi n° 83-466 du 10 juin 1983 portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale)* (p. 2430).

Adoptés : amendements identiques n° 32 de M. Charles Jolibois, rapporteur, et n° 61 de M. Charles Lederman : suppression de cet article visant à reporter au 1er janvier 1987 la mise à la disposition des parties des copies intégrales des pièces pénales, au moment de l'instruction (p. 2431).

– L'art. 65 sexies est supprimé (p. 2431).

Après l'art. 65 sexies (p. 2431).

Adopté : amendement de coordination n° 33 (art. additionnel) de M. Charles Jolibois, rapporteur : possibilité pour un avocat de signer une déclaration d'appel (p. 2431).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2431).

Art. 66 *(Adaptation terminologique)* – Adopté (p. 2431).

Art. 66 bis *(Extension à Mayotte des dispositions législatives relatives au travail d'intérêt général)* – Adopté (p. 2431).

Avant l'art. 67 (p. 2431).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Robert Badinter, ministre, n° 80 : régime de la détention applicable en cas de défaut de paiement de l'amende prononcée sous forme de jours amende (p. 2431) – n° 82 : nouvelle adresse transmise par l'administration postale aux autorités judiciaires, au service des contributions directes et au service de la redevance de l'audiovisuel (p. 2431) – Et n° 83 : généralisation des permanences éducatives mises en place auprès des tribunaux pour enfants (p. 2432).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2431 et p. 2432).

Art. 67 *(Entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 1986)* (p. 2433).

Adopté : amendement n° 84 de M. Robert Badinter, ministre : application immédiate des dispositions de l'art. 65 quinquies et report au 1er octobre 1986 de l'application des dispositions des art. 32, 46, 47, 51, 52, 53, 54 et 66 (p. 2433).

– L'art. 67, ainsi modifié, est adopté (p. 2433).

Intitulé (p. 2433).

Adopté : amendement n° 34 de M. Charles Jolibois, rapporteur : « Projet de loi portant diverses modifications du code de procédure pénale » (p. 2433).

Explication de vote : M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 2433).

Adoption (23 octobre 1985) (p. 2433).

Discussion (deuxième lecture)

(10 décembre 1985) (p. 3707, 3723).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3707, 3709) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois.*

CASIER JUDICIAIRE : BADINTER (Robert) (p. 3707).

CENTRES DE SEMI-LIBERTE : BADINTER (Robert) (p. 3708) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 3709).

COPIES DE PIECES : JOLIBOIS (Charles) (p. 3709).

DELINQUANCE ROUTIERE : JOLIBOIS (Charles) (p. 3708).

DELINQUANTS (réinsertion) : BADINTER (Robert) (p. 3708).

ELECTION DE DOMICILE : BADINTER (Robert) (p. 3707) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 3708).

INFORMATIQUE : BADINTER (Robert) (p. 3707).

ITERATIF DEFAUT : BADINTER (Robert) (p. 3708) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 3709).

JUGES D'INSTRUCTION : JOLIBOIS (Charles) (p. 3708).

PEINES (exécution des) : BADINTER (Robert) (p. 3708).

PERQUISITIONS : JOLIBOIS (Charles) (p. 3709).

PRESCRIPTION ACQUISITIVE : JOLIBOIS (Charles) (p. 3709).

PROCEDURE PENALE : BADINTER (Robert) (p. 3707, 3708) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 3708, 3709).

TRAVAUX D'INTERET GENERAL (TIG) : BADINTER (Robert) (p. 3708).

TRIBUNAUX : BADINTER (Robert) (p. 3707, 3708) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 3708).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3709, 3723) : *MM. Charles Jolibois, rapporteur ; Charles Lederman, Robert Badinter, ministre ; Michel Darras, Marcel Rudloff.*

Art. 1er (p. 3709).

Adopté : amendement n° 1 de M. Charles Jolibois, rapporteur : classement d'affaires : information du plaignant par lettre recommandée simple (p. 3710).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3710).

Intitulé du chapitre II avant l'article 2 (p. 3710).

Adopté : amendement de coordination n° 2 de M. Charles Jolibois, rapporteur : « La restitution des objets placés sous main de justice » (p. 3711 ; précédemment réservé p. 3710).

– L'intitulé du chapitre II, ainsi modifié, est adopté (p. 3711).

Art. 2 (p. 3710).

Adopté : amendement n° 3 de M. Charles Jolibois, rapporteur : délai de prescription acquisitive (p. 3711).

Rejeté : amendement n° 13 de M. Charles Lederman : modification du délai de la prescription acquisitive (p. 3711).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3711).

Art. 10 A (p. 3711).

Adopté : amendement n° 25 de M. Charles Jolibois, rapporteur : modalités de perquisition dans les cabinets d'avocats (p. 3715).

Retiré : amendement n° 14 de M. Charles Lederman : modalités de perquisition au domicile professionnel de personnes exerçant une profession couverte par le secret (p. 3714).

– L'art. 10A, ainsi modifié, est adopté (p. 3715).

Art. 12 (p. 3715).

Rejeté : amendement n° 15 de M. Charles Lederman : suppression de la mention du défaut de déclaration d'adresse (p. 3715).

– L'art. 12 est adopté (p. 3715).

Art. 13 (p. 3715).

Rejetés : amendements n° 16 et n° 17 de M. Charles Lederman : avis sur la notification personnelle : fourniture d'explications par le magistrat instructeur et mention au procès verbal (p. 3716).

– L'art. 13 est adopté (p. 3716).

Art. 16 (p. 3716).

Rejetés : amendements n° 18 et n° 19 de M. Charles Lederman, du même objet que ses amendements n° 16 et n° 17 (p. 3716 et 3717).

– L'art. 16 est adopté (p. 3717).

Art. 23 (p. 3717).

Rejeté : amendement n° 20 de M. Charles Lederman : délai minimum mis à la disposition des parties pour présenter des observations ou formuler une demande après notification d'expertise (p. 3717).

– L'art. 23 est adopté (p. 3717).

Art. 24 bis – Adopté (p. 3717).

Art. 25 (p. 3717).

Adopté : amendement n° 4 de M. Charles Jolibois, rapporteur : modalités de notification des ordonnances de règlement (p. 3718).

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 3718).

Art. 29 et 30 – Adoptés (p. 3718).

Art. 33 (p. 3718).

Rejeté : amendement n° 21 de M. Charles Lederman : suppression de cet article obligeant à soulever les nullités survenues entre l'arrêt de renvoi devenu définitif et l'ouverture

des débats dès que le jury de jugement est définitivement constitué (p. 3719).

– L'art. 33 est adopté (p. 3719).

Art. 42 (p. 3719).

Adopté : amendement n° 5 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression de cet article permettant la modification du jugement en cas d'itératif défaut (p. 3719).

– L'art. 42 est supprimé (p. 3719).

Art. 43 (p. 3719).

Adopté : amendement n° 6 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression de cet article pour coordination (p. 3720).

– L'art. 43 est supprimé (p. 3720).

Art. 48 (p. 3720).

Adopté : amendement n° 7 de M. Charles Jolibois, rapporteur : limitation des aménagements du régime de semi-liberté (p. 3720).

– L'art. 48, ainsi modifié, est adopté (p. 3720).

Art. 49 (p. 3720).

Adopté : amendement n° 8 de M. Charles Jolibois, rapporteur : coordination avec l'amendement n° 7 (p. 3720).

– L'art. 49, ainsi modifié, est adopté (p. 3720).

Art. 50 (p. 3720).

Adopté : amendement n° 9 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression de cet article relatif à la transformation par le tribunal l'ayant prononcée d'une courte peine d'emprisonnement en travail d'intérêt général (p. 3721).

– L'art. 50 est supprimé (p. 3721).

Art. 61 (p. 3721).

Rejeté : amendement n° 22 de M. Charles Lederman : suppression de cet article pour coordination (p. 3721).

– L'art. 61 est adopté (p. 3721).

Art. 65 sexies (p. 3721).

Adopté : amendement n° 10 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression de cet article reportant au 1er janvier 1987 la fourniture des copies de pièces dans les procès (p. 3722).

– L'art. 65 sexies est supprimé (p. 3722).

Avant l'art. 67 (p. 3722).

Rejeté : amendement n° 24 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : dispositions relatives à l'emprisonnement des mineurs (p. 3722).

Art. 67 (p. 3722).

Adopté : amendement de coordination n° 26 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 3722).

– L'art. 67, ainsi modifié, est adopté (p. 3722).

Intitulé du projet de loi (p. 3722).

Adopté : amendement n° 11 de M. Charles Jolibois, rapporteur : « Projet de loi portant diverses dispositions de procédure pénale et de droit pénal » (p. 3723).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 3723).

Explications de vote : MM. Michel Darras (p. 3723), Charles Lederman (p. 3723).

Adoption (10 décembre 1985) (p. 3723).

Discussion (commission mixte paritaire)

(17 décembre 1985) (p. 4059, 4062).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4059, 4060) : *MM. Charles Jolibois, rapporteur pour le Sénat ; Robert Badinter, ministre de la justice.*

CENTRES DE SEMI-LIBERTE : JOLIBOIS (Charles) (p. 4059).

COPIES DE PIECES : JOLIBOIS (Charles) (p. 4059).

ITERATIF DEFAUT : JOLIBOIS (Charles) (p. 4059).

JUGES D'INSTRUCTION : JOLIBOIS (Charles) (p. 4059) ; BADINTER (Robert) (p. 4060).

PERQUISITIONS : JOLIBOIS (Charles) (p. 4059) ; BADINTER (Robert) (p. 4060).

RESTITUTION : JOLIBOIS (Charles) (p. 4059) ; BADINTER (Robert) (p. 4060).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4060, 4062) : *MM. Robert Badinter, ministre ; Charles Jolibois, rapporteur.*

Art. 1er et 2 (p. 4060).

Art. 10 A (p. 4060).

Amendement n° 1 de M. Robert Badinter, ministre : absence de limitation aux magistrats instructeurs du pouvoir des magistrats en matière de perquisition (p. 4060).

Art. 25, 42, 43, 48, 49, 65 sexies (p. 4061).

Après l'art. 65 sexies (p. 4061).

Amendement n° 2 de M. Robert Badinter, ministre : harmonisation des dispositions de cette loi avec la loi du 10 décembre 1985 portant réforme de la procédure d'instruction (p. 4061).

Art. 67 (p. 4062).

Intitulé : Projet de loi portant diverses dispositions de procédure pénale et de droit pénal (p. 4062).

Adoption (17 décembre 1985) (p. 4062).

2. – **Projet de loi portant réforme de la procédure d'instruction en matière pénale,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Robert Badinter, ministre de la justice (2 octobre 1985) [n° **2964**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe Marchand (10 octobre 1985) [n° **2993**] – Discussion (14 octobre 1985) – Adoption (14 octobre 1985) [n° **891**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 octobre 1985) [n° **34** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Marie Girault (6 novembre 1985) [n° **69** (85-86)] – Discussion (12 novembre 1985) (p. 2939, 2963) – Adoption (12 novembre 1985) [n° **28**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 novembre 1985) [n° **3054**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe Marchand (27 novembre 1985) [n° **3115**] – Discussion (2 décembre 1985) – Adoption (2 décembre 1985) [n° **924**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1303 du 10 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 11 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(12 novembre 1985) (p. 2939, 2963).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2939, 2952) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois ; Félix Ciccolini, José Balarello, Marcel Rudloff, Charles Lederman.*

CHAMBRES D'ACCUSATION : BADINTER (Robert) (p. 2940) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 2943) ; BALARELLO (José) (p. 2946) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 2948).

CHAMBRES D'INSTRUCTION : BADINTER (Robert) (p. 2940, 2941, 2950, 2951, 2952) ; GIRAULT (Jean-Marie)

(p. 2942, 2943) ; CICCOLINI (Félix) (p. 2945) ; BALARELLO (José) (p. 2946, 2947, 2948) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 2948) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2949, 2950).

CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE : LEDERMAN (Charles) (p. 2950).

DETENTION PROVISOIRE : BADINTER (Robert) (p. 2941, 2951) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 2943) ; CICCOLINI (Félix) (p. 2945) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 2948) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2950).

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE (ENM) : BADINTER (Robert) (p. 2939) ; BALARELLO (José) (p. 2948).

INCOMPATIBILITES : BADINTER (Robert) (p. 2941) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 2943) ; BALARELLO (José) (p. 2948).

INSTRUCTION PREPARATOIRE : BADINTER (Robert) (p. 2939 à 2941, 2950 à 2952) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 2941 à 2944) ; CICCOLINI (Félix) (p. 2944, 2945) ; BALARELLO (José) (p. 2946 à 2948) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 2948) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2949, 2950).

JUGES D'INSTRUCTION : BADINTER (Robert) (p. 2939, 2940, 2941) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 2942, 2943) ; CICCOLINI (Félix) (p. 2945) ; BALARELLO (José) (p. 2946, 2947, 2948) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 2948) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2949).

LIBERTE DE LA PRESSE : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 2944) ; CICCOLINI (Félix) (p. 2945).

LIBERTES : BADINTER (Robert) (p. 2939) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2950).

MAGISTRATS : BADINTER (Robert) (p. 2939, 2941, 2951, 2952) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 2942) ; CICCOLINI (Félix) (p. 2945) ; BALARELLO (José) (p. 2947) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 2948).

MAGISTRATURE : BALARELLO (José) (p. 2948) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2950).

MINEURS (d'âge) : LEDERMAN (Charles) (p. 2950) ; BADINTER (Robert) (p. 2952).

TRIBUNAUX : BADINTER (Robert) (p. 2941, 2951) ; RUDLOFF (Marcel) (p. 2948).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2952, 2963) : *MM. Jean-Marie Girault, rapporteur ; Robert Badinter, ministre ; Charles Lederman, Michel Darras, François Collet.*

TITRE Ier

DISPOSITIONS RELATIVES AUX AUTORITES CHARGEES DE L'INSTRUCTION

Art. 1er *(Adjonction des mots « de la chambre d'instruction » dans l'intitulé du chapitre III du titre premier du livre premier du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 2952).

Art. 2 *(Institution et composition des chambres d'instruction)* – Adopté (p. 2952).

Art. 3 *(Pouvoirs de la chambre d'instruction – Incompatibilité entre les fonctions d'instruction et de jugement)* (p. 2952).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à la consultation de la chambre d'instruction par le juge d'instruction sur toute difficulté concernant l'information (p. 2953).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2953).

Art. 4 *(Saisine de la chambre d'instruction)* – Adopté (p. 2953).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX JURIDICTIONS D'INSTRUCTION

Art. 6 *(Modification de l'intitulé du chapitre Ier du titre III du livre Ier du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 2953).

Art. 7 *(Ouverture de l'information)* – Adopté (p. 2953).

Après l'art. 7 (p. 2953).

Adoptés : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : faculté pour la chambre d'instruction de faire des communications sur les éléments recueillis au cours de l'enquête ou de l'instruction (p. 2953) ; sous-amendement n° 21 de M. Robert Badinter, ministre : faculté pour la chambre d'instruction de publier, pour l'information du public, des communiqués sur les faits recueillis ou les actes accomplis au cours de l'enquête ou de l'instruction (p. 2953).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2953).

Art. 9 *(Droit d'expression de l'inculpé ou de la partie civile dans le cas de procédure en sommeil)* (p. 2953).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : faculté pour un inculpé, dont le conseil est resté inactif, de demander à être entendu par la chambre d'instruction (p. 2954).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2954).

Art. 10 *(Répartition entre les chambres – Tableau de roulement)* (p. 2954).

Retiré : amendement n° 4 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : suppression du dispositif permettant au président du tribunal, pour une période déterminée, d'établir un tableau de roulement répartissant les affaires entre les différentes chambres (p. 2954).

– L'art. 10 est adopté (p. 2954).

Art. 11 *(Dessaisissement d'une chambre d'instruction et remplacement occasionnel en cas de besoin)* – Adopté (p. 2954).

Art. 13 *(Décision de la chambre d'accusation en ce qui concerne les plaintes avec constitution de partie civile)* (p. 2954).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 18 de M. Charles Lederman (p. 2955) – Amendement n° 5 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : cas où la partie civile n'a pas de conseil ou lorsque l'avocat est défaillant (p. 2955).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2955).

Après l'art. 13 (p. 2955).

Rejeté : amendement n° 19 (art. additionnel) : réglementation relative à toute perquisition, opérée par le juge d'instruction, au domicile professionnel d'une personne dont la profession est couverte par le secret (p. 2955).

Art. 14 *(Mandats – Compétences)* – Adopté (p. 2956).

Art. 15 *(Forme et notification des mandats de comparution, d'amener et d'arrêt et, en matière criminelle, du mandat de dépôt)* – Adopté (p. 2956).

Art. 16 *(Conditions de délivrance du mandat de dépôt)* – Adopté (p. 2956).

Art. 17 *(Allongement du délai donné à la chambre d'accusation pour statuer sur une demande de mainlevée du contrôle judiciaire)* (p. 2956).

Adopté : amendement n° 6 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : suppression de cet article (p. 2956).

– L'art. 17 est supprimé (p. 2956).

Art. 18 *(Sanction des obligations du contrôle judiciaire)* – Adopté (p. 2956).

Art. 19 *(Placement en détention provisoire)* (p. 2956).

Retiré : amendement n° 16 de Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, soutenu par M. Michel Darras : décision de liberté provisoire ou de détention préventive rendue par la chambre d'instruction, en audience publique, après débat contradictoire entre le ministère public, l'inculpé et son conseil (p. 2957).

– L'art. 19 est adopté (p. 2957).

Après l'art. 19 (p. 2957).

Rejeté : amendement n° 13 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : détention provisoire des mineurs (p. 2957).

Art. 21 *(Demande de mise en liberté)* – Adopté (p. 2957).

Art. 22 *(Dispositions d'harmonisation)* – Adopté (p. 2957).

Art. 24 *(Nullités de procédure)* – Adopté (p. 2957).

Art. 25 *(Modification de l'intitulé de la section XI du chapitre Ier du titre III du livre Ier du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 2957).

Art. 27 *(Règlement de l'instruction par la chambre d'instruction)* (p. 2958).

Adopté : amendement rédactionnel n° 20 de M. Charles Lederman (p. 2958).

– L'art. 27, ainsi modifié, est adopté (p. 2958).

Art. 28 *(Examen des charges – Ordonnances de non-lieu)* – Adopté (p. 2958).

Art. 29 *(Renvoi devant le tribunal de police)* – Adopté (p. 2958).

Art. 30 *(Renvoi devant le tribunal correctionnel)* – Adopté (p. 2958).

Art. 31 *(Communication du dossier dans le cas de renvoi)* (p. 2958).

Adopté : amendement rédactionnel n° 7 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (p. 2958).

– L'art. 31, ainsi modifié, est adopté (p. 2958).

Art. 32 *(Renvoi devant la chambre d'accusation en matière criminelle)* – Adopté (p. 2958).

Art. 33 *(Non-lieu partiel – Renvoi partiel) (p. 2958).*

Adopté : amendement rédactionnel n° 8 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (p. 2959).

– L'art. 33, ainsi modifié, est adopté (p. 2959).

Art. 34 *(Intitulé de la section XII du chapitre Ier du titre III du livre Ier du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 2959).

Art. 35 *(Droit d'appel du procureur de la République)* – Adopté (p. 2959).

Art. 36 *(Appel de l'inculpé et de la partie civile)* – Adopté (p. 2959).

Art. 37 *(Poursuite de l'information en cas d'appel)* – Adopté (p. 2959).

Art. 38 *(Dispositions d'harmonisation relatives aux attributions de la chambre d'accusation)* (p. 2959).

Adopté : amendement n° 22 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : attributions de la chambre d'accusation (p. 2959).

– L'art. 38, ainsi modifié, est adopté (p. 2959).

Art. 39 *(Renvoi par la chambre d'accusation)* – Adopté (p. 2959).

Art. 40 *(Renvoi devant la cour d'assises par la chambre d'accusation)* – Adopté (p. 2959).

Art. 41 *(Modification de l'intitulé de la section II du chapitre II du titre III du livre premier du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 2959).

Art. 42 *(Attributions du président de la chambre d'accusation)* – Adopté (p. 2959).

Art. 43 *(Communication au président de la chambre d'accusation et au procureur général d'un état des affaires en cours emportant détention provisoire)* (p. 2959).

Adopté : amendement n° 9 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : maintien de l'obligation faite au juge d'instruction de communiquer au président de la chambre d'accusation un état trimestriel de la totalité des affaires en cours ; état spécial établi pour les affaires dans lesquelles sont impliqués des inculpés détenus provisoirement (p. 2960).

– L'art. 43, ainsi modifié, est adopté (p. 2960).

Art. 44 *(Renvoi par la chambre d'accusation en matière de crime et délit commis par certains fonctionnaires)* – Adopté (p. 2960).

Après l'art. 44 (p. 2960).

Retiré : amendement n° 14 de Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, soutenu par M. Michel Darras : sanctions applicables aux excès de certains médias (p. 2961).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 45 *(Harmonisation des articles du code de procédure pénale)* (p. 2961).

Adoptés : amendement d'harmonisation n° 23 de M. Robert Badinter, ministre (p. 2961) – Amendement rédactionnel n° 10 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur (p. 2962).

Retiré : amendement n° 17 de Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, soutenu par M. Michel Darras : égalité des parties au pénal (p. 2962).

– L'art. 45, ainsi modifié, est adopté (p. 2962).

Art. 46 *(Abrogation de plusieurs alinéas ou articles du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 2962).

Art. 46 bis *(Tableau de roulement – Dispositions provisoires)* – Adopté (p. 2963).

Art. 47 *(Entrée en vigueur de la loi le 1er mars 1988 sous réserve des dispositions relatives à la composition des chambres d'instruction qui seront appliquées dès le 1er janvier 1988)* (p. 2962).

Retiré : amendement n° 15 de M. Marcel Rudloff : entrée en vigueur progressive de la loi, après un délai de six mois à compter de sa publication (p. 2963).

– L'art. 47 est adopté (p. 2963).

Explication de vote : M. Charles de Cuttoli (p. 2963).

Adoption (12 novembre 1985) (p. 2963).

Voir aussi LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Justice
TRAITES ET CONVENTIONS, **12 ; 41**

PROCES

Voir JUSTICE, **1**

PROCES-VERBAL

1. – **Observation de M. Jean Colin :** incidents survenus lors de la séance du 10 octobre (15 octobre 1985) (p. 2248).

PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **7**
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG

PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 70

PRODUITS DE LA MER

Voir PECHE, 1

PRODUITS TOXIQUES

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 19, DG

PROFESSEURS DE SPORT

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 3

PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES

1. – **Proposition de loi portant réforme de l'enseignement médical,** PRESENTEE AU SENAT par M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur, et plusieurs de ses collègues (16 décembre 1985) [n° **219** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

2. – **Proposition de loi relative aux études médicales,** PRESENTEE AU SENAT par M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur, et plusieurs de ses collègues (16 décembre 1985) [n° **220** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

PROFESSIONS ET ACTIVITES PARAMEDICALES

Voir SANTE PUBLIQUE, 2, DG

PROFESSIONS LIBERALES

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, 1, DG

PROFESSIONS MEDICALES ET PARAMEDICALES

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4, DG
MUTUELLES (sociétés), 1, DG
SECURITE SOCIALE, 1

PROGRAMMATION MILITAIRE

1. – **Dépôt d'un rapport du Gouvernement** : conformément aux dispositions de la loi n° 83-606 du 8 juillet 1983 portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988, dépôt du rapport sur l'exécution de cette loi (27 juin 1985) (p. 1767).

Voir aussi ARMEE, 1, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

PROGRAMME DES MERS REGIONALES DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUE)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 16, DG

PROGRAMMES INTEGRES MEDITERRANEENS (PIM)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 28, DG ; 30, DG

PROJET DE LOI SAVARY (enseignement privé)

Voir ENSEIGNEMENT, 1, DG

PROJET DE QUARTIER

Voir URBANISME, 2, DG

PROMULGATION DES LOIS

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, 4, DG

PROPAGANDE ELECTORALE

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, 3 ; 5 ; 8

PROPRIETE (accession à la)

Voir LOGEMENT, 1
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 25

PROPRIETE (droit de)

Voir LOGEMENT, 2, DG
MER ET LITTORAL, 1, DG
NOUVELLE-CALEDONIE, 1, DG
URBANISME, 1, DG ; 2, DG

PROPRIETE FORESTIERE

Voir BOIS ET FORETS, 1, DG

PROPRIETE INDUSTRIELLE

Voir PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, 1, DG

PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE

1. – **Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Jack Lang, ministre délégué à la culture (4 juin 1984) [n° **2169**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alain Richard (26 juin 1984) [n° **2235**] – Discussion (28 et 29 juin 1984) – Adoption (29 juin 1984) [n° **649**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 juillet 1984) [n° **468** (83-84)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport de M. Charles Jolibois (2 avril 1985) [n° **212** (84-85)] – Discussion (2 avril 1985) (p. 69, 85) ; (3 avril 1985) (p. 98, 132) ; (4 avril 1985) (p. 137, 171) – Adoption (4 avril 1985) [n° **81**] – NOUVEL INTITULE : **« Projet de loi relatif au droit d'auteur et à ses droits voisins ».**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (9 avril 1985 [n° **2597**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Richard (15 mai 1985) [n° **2682**] – Discussion (20 mai 1985) – Adoption (20 mai 1985) [n° **784**] – NOUVEL INTITULE : **« Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle ».**

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (22 mai 1985) [n° **296** (84-85)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport de M. Charles Jolibois (11 juin 1985) [n° **350** (84-85)] – Discussion (17 juin 1985) (p. 1250, 1288) – Adoption (17 juin 1985) [n° **125**] – NOUVEL INTITULE : **« Projet de loi sur le droit d'auteur et ses droits voisins ».**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (18 juin 1985) [n° **2792**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alain Richard (21 juin 1985) [n° **2827**] – Discussion (26 juin 1985) – Adoption (26 juin 1985) [n° **844**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Charles Jolibois (21 juin 1985) [n° **410** (84-85)] – Discussion (28 juin 1985) (p. 1794, 1803) – Adoption (28 juin 1985) [n° **164**].

PROMULGATION : loi n° 85-660 du 3 juillet 1985 (*JO* Lois et décrets du 4 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(2 avril 1985) (p. 69, 85) ; (3 avril 1985) (p. 98, 132) ; (4 avril 1985) (p. 137, 171).

I – DISCUSSION GENERALE (2 avril 1985) (p. 69, 85) *MM. Jack Lang, ministre de la culture ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission spéciale ; Pierre-Christian Taittinger, Jean Colin, Pierre Brantus, Charles Descours, François Collet, Edgar Faure, Jacques Carat, Charles Lederman, Maurice Schumann, président de la commission spéciale.*

AGENCES DE PUBLICITE : LANG (Jack) (p. 70).

ARTISTES-INTERPRETES : LANG (Jack) (p. 70) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 71, 72) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 74) ; COLIN (Jean) (p. 75) ; BRANTUS (Pierre) (p. 76) ; COLLET (François) (p. 78) ; CARAT (Jacques) (p. 80, 81) ; LEDERMAN (Charles) (p. 81, 83) ; FAURE (Edgar) (p. 84, 85).

ASSOCIATIONS : JOLIBOIS (Charles) (p. 72) ; DESCOURS (Charles) (p. 77) ; FAURE (Edgar) (p. 85).

AUDIOVISUEL (industrie des matériels) : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 74) ; COLLET (François) (p. 78).

BIBLIOTHEQUE NATIONALE : JOLIBOIS (Charles) (p. 73).

CENTRE NATIONAL DE LA CINEMATOGRAPHIE : CARAT (Jacques) (p. 80) ; FAURE (Edgar) (p. 85).

CINEMA : LANG (Jack) (p. 70) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 73, 74) ; COLLET (François) (p. 78) ; FAURE (Edgar) (p. 79) ; CARAT (Jacques) (p. 80) ; LEDERMAN (Charles) (p. 83).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : LANG (Jack) (p. 70).

COMMUNICATION AUDIOVISUELLE : LANG (Jack) (p. 69, 70) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 71) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 73) ; COLIN (Jean) (p. 75) ; CARAT (Jacques) (p. 80).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 74) ; LEDERMAN (Charles) (p. 82).

CREATION : LANG (Jack) (p. 70) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 71, 73) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 74) ; COLIN (Jean) (p. 75) ; DESCOURS (Charles) (p. 76) ; LEDERMAN (Charles) (p. 82, 83).

DEPOT LEGAL : JOLIBOIS (Charles) (p. 72).

DISQUES, PHONOGRAMMES ET VIDEOGRAMMES : LANG (Jack) (p. 70) ; COLIN (Jean) (p. 74, 75) ; COLLET (François) (p. 78) ; CARAT (Jacques) (p. 80).

DROITS D'AUTEUR : LANG (Jack) (p. 69, 70, 85) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 70 à 73) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 74, 75) ; COLIN (Jean) (p. 74, 75) ; BRANTUS (Pierre) (p. 76) ; DESCOURS (Charles) (p. 76, 77) ; COLLET (François) (p. 77 à 79) ; FAURE (Edgar) (p. 79, 84, 85) ; CARAT (Jacques) (p. 79 à 81) ; LEDERMAN (Charles) (p. 81 à 83) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 84).

EDITION : BRANTUS (Pierre) (p. 76) ; COLLET (François) (p. 79) ; FAURE (Edgar) (p. 79, 84) ; CARAT (Jacques) (p. 80).

FORMATION PROFESSIONNELLE (des jeunes) : LANG (Jack) (p. 69) ; LEDERMAN (Charles) (p. 82).

INFORMATIQUE : LANG (Jack) (p. 69) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 71, 72) ; COLIN (Jean) (p. 75) ; BRANTUS (Pierre) (p. 75) ; DESCOURS (Charles) (p. 77) ; COLLET (François) (p. 78) ; CARAT (Jacques) (p. 80).

LOGICIELS : LANG (Jack) (p. 69) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 71, 72) ; COLIN (Jean) (p. 75) ; BRANTUS (Pierre) (p. 76) ; DESCOURS (Charles) (p. 77) ; COLLET (François) (p. 78) ; CARAT (Jacques) (p. 80).

MONOPOLES : DESCOURS (Charles) (p. 77) ; CARAT (Jacques) (p. 81) ; LEDERMAN (Charles) (p. 81).

MUSIQUE : JOLIBOIS (Charles) (p. 71) ; COLIN (Jean) (p. 75) ; DESCOURS (Charles) (p. 77) ; FAURE (Edgar) (p. 84) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 84).

PATRIMOINE (protection du) : LEDERMAN (Charles) (p. 82).

PROPRIETE INDUSTRIELLE : COLLET (François) (p. 78).

PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE : LANG (Jack) (p. 70) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 71) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 73, 74) ; COLLET (François) (p. 77) ; CARAT (Jacques) (p. 80) ; LEDERMAN (Charles) (p. 81).

RADIODIFFUSION (Radio-France) : CARAT (Jacques) (p. 80).

RADIODIFFUSION-TELEVISION : LANG (Jack) (p. 70).

RESEAUX CABLES : LANG (Jack) (p. 69, 71) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 73).

SATELLITES : LANG (Jack) (p. 69) ; JOLIBOIS (Charles) (p. 71) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 73).

SOCIETE DES AUTEURS, COMPOSITEURS ET EDITEURS DE MUSIQUE (SACEM) : DESCOURS (Charles) (p. 77) ; CARAT (Jacques) (p. 81) ; LEDERMAN (Charles) (p. 81).

TAXE SUR LES MAGNETOSCOPES : CARAT (Jacques) (p. 81).

TAXE SUR LES SUPPORTS D'ENREGISTREMENT VIERGES : CARAT (Jacques) (p. 81) ; LEDERMAN (Charles) (p. 81).

TECHNOLOGIES NOUVELLES : LANG (Jack) (p. 69) ; COLIN (Jean) (p. 74) ; COLLET (François) (p. 77).

TELEVISION : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 74) ; LEDERMAN (Charles) (p. 82).

TRAITE DE ROME : JOLIBOIS (Charles) (p. 71) ; FAURE (Edgar) (p. 85).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (3 avril 1985) (p. 98, 132) ; (4 avril 1985) (p. 137, 171) *MM. Charles Jolibois, rapporteur ; Jack Lang, ministre ; Charles Lederman, Jean Colin, François Collet, Edgar Faure, Maurice Schumann, président de la commission spéciale ; Jacques Carat, Bernard Parmantier – James Marson, Jacques Habert, Paul Girod.*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE

Intitulé (p. 98).

Adopté : amendement n° 1 de M. Charles Jolibois, rapporteur : intitulé : « Du droit d'auteur » (p. 98).

– L'intitulé du titre premier, ainsi modifié, est adopté (p. 98).

Art. 1er (*Oeuvres investies du droit d'auteur*) (p. 98).

Adoptés : amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur : n° 2 : champ des oeuvres audiovisuelles (p. 99) – n° 3 : modification de la définition des oeuvres photographiques protégées (p. 99) et n° 4 : extension aux oeuvres graphiques et typographiques (p. 99).

Rejeté : amendement n° 128 de M. Jack Lang, ministre : extension aux logiciels (p. 101).

Retirés : amendement n° 194 de M. André Fosset, soutenu par M. Jean Colin : suppression des paragraphes II et III de cet article relatifs aux oeuvres photographiques, aux oeuvres chorégraphiques, et aux numéros de cirques (p. 99) – Amendement n° 152 de M. Charles Lederman : extension aux logiciels d'ordinateur (p. 101).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 101).

Art. 2 *(Application à l'ensemble des oeuvres audiovisuelles du régime des oeuvres cinématographiques prévu par les articles 14 et 15 de la loi du 11 mars 1957)* (p. 101).

Retiré : amendement n° 193 de M. André Fosset, soutenu par M. Jean Colin : suppression de la référence à l'art. 14 de la loi du 11 mars 1957 afin d'éviter une extension excessive de la notion d'auteur (p. 101).

– L'art. 2 est adopté (p. 101).

Art. 3 *(Version définitive de l'oeuvre audiovisuelle)* (p. 101).

Adoptés : amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur : n° 5 : auteur et coauteurs d'une oeuvre audiovisuelle (p. 102) – n° 7 : interdiction de destruction de la matrice de la version d'une oeuvre audiovisuelle (p. 102) – n° 6 : suppression de la référence à des législations particulières et décisions de justice (p. 103) – et amendement de coordination n° 151 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 103).

Rejeté : amendement n° 155 de M. Charles Lederman : accord préalable du réalisateur avant tout transfert de l'oeuvre audiovisuelle sur un autre type de support (p. 103).

Retirés : amendement n° 154 de M. Charles Lederman : interdiction de destruction de la matrice constituant la version définitive d'une oeuvre audiovisuelle (p. 102) – Amendement n° 85 de M. Jean Colin : suppression de la disposition prévoyant la consultation du réalisateur avant tout transfert de l'oeuvre audiovisuelle sur un autre type de support (p. 103).

Devient sans objet : amendement n° 153 de M. Charles Lederman : oeuvre audiovisuelle : réalisateur et coauteurs (p. 102).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 103).

Art. 4 *(Définition du producteur d'une oeuvre audiovisuelle)* (p. 104).

Adopté : amendement de coordination n° 8 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 104).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 104).

Après l'art. 4 (p. 104).

Devient sans objet : amendement n° 81 (art. additionnel) de M. Jean Colin : extension à 70 ans du délai de protection des oeuvres musicales (p. 105).

Art. 5 *(Suppression de la mention des oeuvres radiovisuelles)* – Adopté (p. 105).

Art. 6 *(Dispositions de coordination relatives au droit de divulgation)* – Adopté (p. 105).

Art. 7 *(Droits de divulgation et d'exploitation après la mort de l'auteur)* – Adopté (p. 105).

Après l'art. 7 (p. 104).

Adopté : amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Charles Jolibois, rapporteur : extension à 70 ans de la durée de protection des compositions musicales (p. 105).

Devient sans objet : amendement n° 156 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : extension à 70 ans de la protection de tous les droits d'auteur (p. 105).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 105).

Art. 8 *(Notion de représentation)* (p. 105).

Adoptés : amendement n° 10 de M. Charles Jolibois, rapporteur : modification de la liste des procédés de représentation de l'oeuvre (p. 106) – Amendements rédactionnels n° 11 et n° 12 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 106 et 107) – Amendement n° 13 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression pour transfert à l'art. 11 des dispositions relatives à l'émission par satellite (p. 107).

Rejetés : sur l'amendement n° 10 de M. Charles Jolibois, rapporteur : sous-amendement rédactionnel n° 158 de M. Charles Lederman : projections publiques (p. 106) ; sous-amendement n° 198 de M. Jacques Carat : suppression de la mention « exposition publique » (p. 106).

Devient sans objet : amendement n° 157 de M. Charles Lederman : suppression de la référence aux enregistrements de la représentation (p. 106).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 107).

Art. 9 *(Extension aux contrats de production audiovisuelle des règles de preuve applicables aux contrats de représentation et d'édition)* (p. 107).

Adopté : amendement n° 147 de M. Edgar Faure : contrat d'édition : contrat distinct relatif au droit d'adaptation audiovisuelle (p. 110).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 110).

Art. 10 *(Droit à rémunération des auteurs pour la reproduction à usage privé de leurs oeuvres fixées sur phonogramme ou vidéogramme)* (p. 110).

Adopté : amendement n° 14 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression du paragraphe 2 de cet article relatif au droit à rémunération pour la copie privée (p. 111).

Devient sans objet : amendement n° 188 de M. André Fosset, soutenu par M. Jean Colin : rémunération au titre de la reproduction d'une oeuvre télédiffusée (p. 111).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 111).

Art. 11 *(Portée de l'autorisation de télédiffuser l'oeuvre par câble et par satellite)* (p. 111).

Adopté : amendement n° 15 de M. Charles Jolibois, rapporteur : condition de distribution par câble d'une télédiffusion autorisée par voie hertzienne (p. 112) – Amendement n° 16 de M. Charles Jolibois, rapporteur : diffusion par satellite : exonération du paiement de toute rémunération par l'organisme d'émission dès lors que l'organisme tiers a été contractuellement autorisé par les ayants droit à diffuser l'oeuvre (p. 113).

Retiré : amendement n° 100 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Jean Colin : conditions de la rémunération dans le cas de diffusion par satellite (p. 112 ; précédemment réservé p. 107).

Deviennent sans objet : amendements de M. Charles Lederman : n° 160 : limitation au service public de radiodiffusion de l'autorisation prévue à cet article (p. 112) ; et n° 159 : absence de rémunération pour la diffusion d'une oeuvre si elle a été contractuellement autorisée (p. 112 ; précédemment réservé p. 107) – Amendement n° 129 de M. Jack Lang, ministre : diffusion par satellite : autorisation de l'organisme tiers par les ayants droit (p. 113).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 113).

Après l'art. 11 (p. 108).

Retiré : amendement n° 179 (art. additionnel) de M. Bernard Parmantier : insertion après l'art. 11 d'un article additionnel distinguant le contrat d'édition et la cession à l'éditeur des

droits audiovisuels sur l'oeuvre (p. 109 ; priorité ordonnée p. 108).

Art. 12 *(Du contrat de production audiovisuelle : insertion d'un chapitre III dans le titre III de la loi du 11 mars 1957 comprenant les articles 63-1 à 63-7 inclus)* (p. 113).

ART. 63-1 DE LA LOI DU 11 MARS 1957 (p. 114).

Adoptés : amendement n° 17 de M. Charles Jolibois, rapporteur : contrat de production d'une oeuvre audiovisuelle (p. 115) ; sous-amendement n° 180 de M. Bernard Parmantier : caractère distinct de la cession des droits graphiques sur l'oeuvre (p. 115).

Devient sans objet : amendement n° 161 de M. Charles Lederman : possibilité pour l'auteur d'apporter ses droits à une société de perception et de répartition des droits d'auteur (p. 115).

ART. 63-2 DE LA LOI DU 11 MARS 1957 (p. 115).

Adopté : amendement n° 18 de M. Charles Jolibois, rapporteur : versement de la rémunération par le producteur aux auteurs et mode de calcul de la rémunération des oeuvres exploitées en salle de cinéma (p. 117).

Retiré : amendement n° 86 de M. Jean Colin : versement de la rémunération par le producteur aux auteurs (p. 117).

Devient sans objet : amendement n° 162 de M. Charles Lederman : calcul de la rémunération des auteurs ; principe de la négociation collective entre les auteurs et les producteurs (p. 117).

ART. 63-3 DE LA LOI DU 11 MARS 1957 (p. 117).

Adopté : amendement n° 19 de M. Charles Jolibois, rapporteur : modalités de justification des comptes par le producteur (p. 118).

Devient sans objet : amendement n° 164 de M. Charles Lederman : fourniture par le producteur de pièces justificatives propres à établir l'exactitude des comptes (p. 118).

ART. 63-5 DE LA LOI DU 11 MARS 1957 (p. 118).

Adopté : amendement n° 20 de M. Charles Jolibois, rapporteur : devoir d'exploitation du producteur (p. 119).

Retiré : amendement n° 87 de M. Jean Colin : définition du devoir d'exploitation du producteur (p. 118).

Devient sans objet : amendement n° 165 de M. Charles Lederman : devoir d'exploitation du producteur : nouvelle exploitation de l'oeuvre en cas de carence (p. 119).

ART. 63-7 DE LA LOI DU 11 MARS 1957 (p. 119).

Adoptés : amendement de forme n° 21 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 119) – Amendement de coordination rédactionnelle n° 22 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 119).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 119).

Art. 12 bis *(Du contrat d'oeuvre publicitaire)* (p. 120).

Adopté : amendement n° 23 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression de cet article relatif au contrat d'une oeuvre publicitaire (p. 122).

Deviennent sans objet : amendement n° 88 de M. Jean Colin : rémunération des oeuvres exploitées à des fins publicitaires : décret en Conseil d'Etat en l'absence d'accord entre les organisations représentatives des auteurs et celles des producteurs (p. 122) – Amendement n° 167 de M. Charles Lederman : rémunération des oeuvres destinées à la publicité : intervention d'une commission en cas d'absence d'accord entre les organisations représentatives des auteurs et celles des producteurs (p. 122).

– L'art. 12 bis est supprimé (p. 122).

Après l'art. 12 bis (p. 122).

Rejetés : amendement n° 130 (Division additionnelle) de M. Jack Lang, ministre : protection du logiciel : insertion après le Titre III de la loi du 11 mars 1957 d'un Titre additionnel III bis concernant l'élaboration du logiciel, sa reproduction, le prix de la cession des droits et la fixation à 50 ans de la durée de sa protection à compter de sa réalisation (p. 164 ; précédemment réservé p. 123) ; sous-amendement n° 201 de M. Charles Lederman : élaboration du logiciel par un ou plusieurs employés dans l'exercice de leurs fonctions appartenant à l'employeur auquel sont dévolus tous les droits reconnus à l'auteur, exception faite des inventions faites hors les missions inventives résultant du contrat de travail (p. 164).

Retiré : amendement n° 90 de M. Paul Séramy, soutenu par M. Jean Colin : cas dans lesquels ne s'applique pas, entre un artiste de spectacles et un entrepreneur de spectacles, la présomption selon laquelle le lien contractuel relève du droit du travail (p. 129 ; précédemment réservé p. 123).

TITRE II

DES DROITS DES ARTISTES-INTERPRETES, DES PRODUCTEURS DE PHONOGRAMMES ET VIDEOGRAMMES ET DES ENTREPRISES DE COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Intitulé (p. 123).

Adopté :amendement rédactionnel n° 24 de M. Charles Jolibois, rapporteur : intitulé : « Des droits voisins du droit d'auteur » (p. 123).

– L'intitulé du titre II, ainsi modifié, est adopté (p. 123).

Art. 13 *(Coexistence des droits d'auteur et des droits dits voisins du droit d'auteur)* (p. 123).

Adopté : amendement n° 25 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression de cet article relatif à la prééminence des droits des auteurs en matière de propriété littéraire et artistique, sur les droits voisins du droit d'auteur (p. 124).

– L'art. 13 est supprimé (p. 124).

Art. 14 *(Définition de l'artiste-interprète)* (p. 124).

Adopté : amendement n° 26 de M. Charles Jolibois, rapporteur : définition de l'artiste-interprète : exclusion de l'artiste de complément (p. 124).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 124).

Art. 15 *(Droit moral de l'artiste-interprète)* (p. 124).

Adopté : amendement n° 27 de M. Charles Jolibois, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article (p. 125).

Retiré : amendement n° 191 de M. André Fosset, soutenu par M. Jean Colin : protection du droit moral de l'artiste-interprète (p. 125).

– L'art. 15, ainsi modifié, est adopté (p. 125).

Art. 16 *(Droit d'autoriser ou d'interdire des artistes-interprètes)* (p. 125).

Adopté : amendement n° 28 de M. Charles Jolibois, rapporteur : délimitation du droit d'autoriser ou d'interdire des artistes interprètes (p. 128).

Retiré : amendement n° 118 de M. Edgar Faure : réserve des droits de l'artiste interprète que des tiers auraient pu acquérir antérieurement à la loi (p. 128).

Deviennent sans objet : amendement n° 169 de M. Charles Lederman : soumission aux accords collectifs de l'utilisation des phonogrammes enregistrés à l'étranger (p. 128) – Amendement n° 132 de M. Jack Lang, ministre : référence aux dispositions du code du travail (p. 128) – Amendement n° 170 de M. Charles Lederman : présomption de contrat de travail pour tout contrat assurant, moyennant rémunération, le concours d'un artiste du spectacle (p. 128).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 129).

Art. 17 *(Présomption de cession au producteur par les artistes du droit de communiquer au public leur prestation)* (p. 129).

Adopté : amendement n° 29 de M. Charles Jolibois, rapporteur : rémunération distincte versée par le producteur à l'artiste-interprète pour chaque mode d'exploitation de l'oeuvre (p. 131).

Devient sans objet : amendement n° 133 de M. Jack Lang, rapporteur : présomption de cession au producteur par l'artiste-interprète lorsqu'un accord collectif a fixé les modalités de la rémunération de ce dernier (p. 131).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 131).

Art. 18 *(Rémunération des artistes-interprètes pour les communications au public des prestations présumées cédées)* (p. 131).

Adopté : amendement de suppression de cet article pour coordination n° 30 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 131).

Devient sans objet : amendement n° 134 de M. Jack Lang, ministre : modalités selon lesquelles sont conclus les accords prévu par l'art. 17 entre producteurs et artistes-interprètes (p. 131).

– L'art. 18 est supprimé (p. 131).

Art. 19 *(Droit d'autoriser ou d'interdire du producteur de phonogrammes) (p. 131).*

Adopté : amendement n° 31 de M. Charles Jolibois, rapporteur : définition du droit d'autoriser et d'interdire des producteurs de phonogrammes (p. 132).

Retiré : amendement n° 109 de M. Edgar Faure : définition des procédés de mise à la disposition du public (p. 132).

Devient sans objet : amendement n° 108 de M. Edgar Faure, ayant trait au même objet que l'amendement n° 109 (p. 132).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 132).

Art. 20 *(Droit à rémunération des artistes-interprètes et des producteurs pour certaines utilisations de leurs phonogrammes)* (p. 138).

Adoptés : amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur : n° 32 : artiste-interprète et producteur ne pouvant s'opposer à la radiodiffusion et à la distribution par câble simultanée et intégrale de la radiodiffusion (p. 138) – n° 34 : rémunération assise sur les recettes de l'exploitation ou, à défaut, évaluée forfaitairement dans les cas prévus à l'art. 35 de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique (p. 139) – Et amendement rédactionnel n° 33 (p. 139).

Rejeté : amendement n° 172 de M. Charles Lederman : obligation de recueillir l'autorisation de l'artiste-interprète et du producteur lorsqu'un phonogramme qui n'est pas solidaire de l'image au départ est utilisé comme support sonore dans une émission (p. 139).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 139).

Art. 21 *(Accord de fixation de la rémunération des artistes-interprètes et des producteurs pour certaines utilisations de leurs phonogrammes)* (p. 139).

Adoptés : amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur : n° 35 : barème de rémunération et modalités de versement de la rémunération établis par des acords quinquennaux spécifiques (p. 139) – et n° 36 : fixation à dire d'expert du barème et des modalités de versement de la rémunération à défaut d'accord dans l'année de l'entrée en vigueur de la présente loi (p. 141).

Rejeté : amendement n° 173 de M. Charles Lederman : accords précisant les modalités d'échanges d'information sur l'utilisation de phonogrammes entre les utilisateurs et les sociétés de perception et de répartition agréées (p. 140).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 141).

Art. 22 *(Commission de fixation de la rémunération des artistes-interprètes et des producteurs pour certaines utilisations de leurs phonogrammes)* (p. 141).

Adopté : amendement n° 37, de suppression de cet article pour coordination, de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 141).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 141).

Art. 23 *(Clé de répartition de la rémunération versée aux artistes-interprètes et aux producteurs pour certaines utilisations de phonogrammes)* (p. 141).

Adopté : amendement n° 38, de suppression de cet article pour coordination, de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 141).

– L'art. 23 est supprimé (p. 141).

Art. 24 *(Perception et répartition de la rémunération versée aux artistes-inteprètes et aux producteurs pour certaines utilisations de leurs phonogrammes)* (p. 142).

Adopté : amendement rédactionnel n° 39 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 142).

– L'art. 24, ainsi modifié, est adopté (p. 142).

Art. 25 *(Droit d'autoriser ou d'interdire du producteur de vidéogrammes)* (p. 142).

Adopté : amendement n° 40 de M. Charles Jolibois, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif aux droits du producteur de vidéogrammes d'autoriser ou d'interdire (p. 143).

Rejetés : sous-amendements de M. Edgar Faure n° 122 : producteur de vidéogramme personne physique ou morale qui a l'initiative et la responsabilité de la première fixation d'une séquence d'images ou d'images et de son (p. 143) ; et n° 123 : autorisation du producteur de vidéogrammes requise avant toute reproduction mise à la disposition du public par la vente, le louage ou l'échange ou la communication au public (p. 143).

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 143).

Art. 26 *(Droit spécifique des entreprises de communication audiovisuelle)* (p. 143).

Adoptés : amendement de coordination n° 41 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 144) – Amendement n° 42 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression du dernier alinéa de cet article définissant les entreprises de communication audiovisuelle (p. 144).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 144).

Art. 27 *(Champ d'application des droits reconnus par la présente loi)* (p. 144).

Adopté : amendement n° 43 de M. Charles Jolibois, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article (p. 144).

Rejeté : sous-amendement n° 124 de M. Edgar Faure : droits à rémunération répartis aux auteurs, artistes-interprètes, producteurs de phonogrammes ou de vidéogrammes pour les phonogrammes et vidéogrammes fixés pour la première fois en France (p. 144).

– L'art. 27, ainsi modifié, est adopté (p. 144).

Après l'art. 27 (p. 145).

Retiré : amendement n° 105 (art. additionnel) de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Jean Colin : droit applicable aux phonogrammes et vidéogrammes fixés pour la première fois à l'étranger sous la condition de réciprocité et rémunération perçue en France en l'absence d'accord (p. 145).

Art. 28 *(Exceptions aux droits dits voisins du droit d'auteur)* (p. 145).

Adoptés : amendement n° 44 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression du dernier alinéa de cet article posant le principe du droit à rémunération des artistes-interprètes et des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes à raison de la reproduction privée des oeuvres fixées sur phonogrammes ou

vidéogrammes (p. 145) – Amendement n° 181 de M. André Fosset, soutenu par M. Jean Colin : artistes-interprètes ne pouvant interdire la reproduction et la communication au public de leur prestation si elle est accessoire à un événement constituant le sujet principal d'une séquence d'une oeuvre ou document audiovisuel (p. 146).

Retiré : amendement n° 192 de M. André Fosset, soutenu par M. Jean Colin : bénéficiaires des droits ouverts au présent titre pouvant interdire les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, polémique, pédagogique, scientifique ou d'information de l'oeuvre à laquelle elles sont incorporées (p. 145).

– L'art. 28, ainsi modifié, est adopté (p. 146).

Art. 29 *(Durée des droits dits voisins du droit d'auteur)* (p. 146).

Adopté : amendement n° 45 de M. Charles Jolibois, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article (p. 147).

Retiré : amendement n° 113 de M. Edgar Faure : période de cinquante ans comptée du 1er janvier de l'année civile suivant celle de la première communication au public ou mise à la disposition du public (p. 147).

Deviennent sans objet : amendement n° 182 de M. André Fosset, soutenu par M. Jean Colin : droits ouverts au présent titre s'éteignant à l'expiration d'une période de trente ans (p. 147) – Amendement n° 135 de M. Jack Lang, ministre : période de trente ans comptée du 1er janvier de l'année civile suivant celle de la première reproduction ou première mise à la disposition du public (p. 147) – Amendement n° 92 de M. Jean Colin : s'agissant d'une oeuvre protégée, la durée du droit ouvert au bénéfice du producteur de vidéogrammes ne saurait être inférieure à celle prévue à l'art. 21 de cette loi (p. 147).

– L'art. 29, ainsi modifié, est adopté (p. 147).

Art. 30 *(Prééminence du droit d'auteur)* (p. 147).

Adopté : amendement n° 46 de M. Charles Jolibois, rapporteur, soulignant la primauté des droits d'auteur sur les droits voisins (p. 147).

– L'art. 30, ainsi modifié, est adopté (p. 147).

Avant l'art. 31 (p. 147).

Adopté : amendement n° 47 (art. additionnel) de M. Charles Jolibois, rapporteur : droit à rémunération pour copie privée (p. 148).

Rejeté : sous-amendement n° 195 de M. André Fosset, soutenu par M. Jean Colin : droit à rémunération pour copie privée à l'occasion des programmes télédiffusés en direct (p. 148).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 148).

TITRE III

DE LA REMUNERATION POUR COPIE PRIVEE DES PHONOGRAMMES ET VIDEOGRAMMES

Art. 31 *(Caractère forfaitaire de la rémunération pour copie privée)* (p. 148).

Adopté : amendement rédactionnel n° 48 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 148).

– L'art. 31, ainsi modifié, est adopté (p. 148).

Art. 32 *(Assiette et modalités de recouvrement de la rémunération pour copie privée)* (p. 148).

Adopté : amendement n° 49 de M. Charles Jolibois, rapporteur : montant de la rémunération fonction du type de support et de la durée d'enregistrement qu'il permet (p. 148).

– L'art. 32, ainsi modifié, est adopté (p. 148).

Art. 33 *(Fixation du montant de la rémunération pour copie privée)* (p. 148).

Adoptés : amendements de coordination n° 50 et n° 54 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 148 et 150) – Amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur, n° 51 : taux de rémunération déterminé par une commission présidée par une personnalité qualifiée choisie par le ministre chargé de la culture (p. 149) – n° 52 : commission composée pour un quart de personnes désignées par les organisations représentant les consommateurs (p. 149) – et n° 53 : commission se déterminant à la majorité des membres présents, son président ne prenant pas part au vote ou à défaut d'accord dans les six mois suivant la publication de la loi, les ministres chargés de la culture et des finances désignant chacun une personnalité qualifiée pour compléter la commission (p. 149).

Deviennent sans objet : amendements de M. Edgar Faure n° 114 : taux de rémunération déterminé par une commission présidée par un magistrat (p. 149) – Et n° 121 : détermination par arrêté du ministre de la culture des organisations appelées à désigner les membres de la commission qui se détermine à la majorité de ses membres présents, le président ayant voix prépondérante (p. 149).

– L'art. 33, ainsi modifié, est adopté (p. 150).

Art. 34 *(Modalités de perception et de répartition de la rémunération pour copie privée)* (p. 150).

Adopté : amendement rédactionnel n° 55 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 150).

– L'art. 34, ainsi modifié, est adopté (p. 150).

Art. 34 bis *(Clé de répartition de la rémunération pour copie privée)* – Adopté (p. 150).

Art. 35*(Personnes exemptées de la rémunération pour copie privée)* (p. 150).

Adopté : amendement n° 56 de M. Charles Jolibois, rapporteur : rémunération pour copie privée pouvant donner lieu à remboursement (p. 150).

– L'art. 35, ainsi modifié, est adopté (p. 150).

TITRE IV

DES SOCIETES DE PERCEPTION ET DE REPARTITION DES DROITS

Art. 36 *(Constitution de sociétés de perception et de répartition des droits d'auteur et des droits dits voisins du droit d'auteur)* (p. 151).

Adoptés : premier alinéa de l'amendement n° 93 de M. Jean Colin : patrimoine des personnes morales régies par la loi du 1er juillet 1901 pouvant être transféré à une société civile de perception dans un délai maximum d'un an (p. 152) – Amendement n° 94 de M. Jean Colin : sociétés civiles régulièrement constituées ayant qualité pour ester en justice pour la défense des droits dont elles ont statutairement la charge (p. 153) – Amendement n° 136 de M. Jack Lang, ministre : obligation pour les statuts des sociétés de perception et de répartition des droits de prévoir les conditions dans lesquelles les associations ayant un but d'intérêt général bénéficieront pour leurs manifestations ne donnant pas lieu à entrées payantes d'une réduction sur le montant des droits d'auteur et des droits des artistes-interprètes et des producteurs de phonogrammes qu'elles auraient à verser (p. 157) – Amendement n° 57 de M. Charles Jolibois, rapporteur : obligation pour les sociétés d'utiliser à des actions d'aide à la création, à la diffusion du spectacle vivant et à des actions de formation d'artistes, la totalité des sommes non répartissables et 25 % des sommes provenant de la rémunération pour copie privée, l'utilisation de ces sommes devant faire l'objet, chaque année, d'un rapport spécial du commissaire aux comptes (p. 157).

Rejetés : amendement n° 107 de M. Jean Colin : constitution sous forme de sociétés civiles des sociétés n'ayant pas pour objet la commercialisation des oeuvres gérées par elles (p. 151) – Amendement n° 174 de M. Charles Lederman : nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article relatif à l'obligation

pour les statuts des sociétés de perception et de répartition des droits de prévoir les conditions dans lesquelles les associations ayant un but d'intérêt général bénéficieront pour leurs manifestations ne donnant pas lieu à entrées payantes, soit d'une exonération, soit d'une réduction sur le montant des droits d'auteur et des droits des artistes-interprètes et des producteurs de phonogrammes qu'elles auraient à verser (p. 156) – Amendement n° 176 de M. Charles Lederman : apports des droits des auteurs aux sociétés visées à l'alinéa premier du présent article ne pouvant en aucun cas être considérés comme des cessions (p. 157).

Retirés : amendement n° 142 de M. Jean Colin : extension des dispositions de cet article aux éditeurs (p. 153) – Amendement n° 116 de M. Edgar Faure : suppression du deuxième alinéa de cet article relatif à l'obligation pour les statuts des sociétés de perception et de répartition des droits de prévoir les conditions dans lesquelles les associations ayant un but d'intérêt général bénéficieront pour leurs manifestations ne donnant pas lieu à entrées payantes, soit d'une exonération, soit d'une réduction sur le montant des droits d'auteur et des droits des artistes-interprètes et des producteurs de phonogrammes qu'elles auraient à verser (p. 155) – Sous-amendement n° 150 de M. François Collet, à l'amendement n° 57 de M. Charles Jolibois, rapporteur : obligation pour les sociétés d'utiliser ces sommes à des actions d'aide à la création, à la diffusion du spectacle vivant et à des actions de formation d'artistes consacrées à la promotion de la culture française (p. 157).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : second alinéa de l'amendement n° 93 de M. Jean Colin : modification des statuts ne donnant lieu à aucune perception fiscale particulière (p. 152).

– L'art. 36, ainsi modifié, est adopté (p. 158).

Art. 36 bis *(Agrément et contrôle des sociétés de perception et de répartition des droits d'auteur et des droits dits voisins du droit d'auteur)* (p. 158).

Adoptés : amendement n° 58 de M. Charles Jolibois, rapporteur : obligation pour les sociétés de perception et de répartition des droits de nommer au moins un commissaire au compte et un suppléant (p. 158) – Amendement n° 146 de M. Jacques Pelletier, soutenu par M. Paul Girod : précisions concernant les conditions d'exercice des fonctions de commissaire aux comptes (p. 158) – Amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur, n° 59 : projets de statut et de règlement généraux des sociétés de perception et de répartition des droits adressés au ministre chargé de la culture (p. 159) – Et n° 60 : liste des documents dont tout associé a le droit d'obtenir communication (p. 160).

– L'art. 36 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 160).

Après l'art. 36 bis (p. 160).

Rejeté : amendement n° 148 (art. additionnel) de M. Jacques Carat : détermination par voie d'accords entre les sociétés de perception et les organisations représentatives des différentes catégories d'utilisateurs des taux des droits d'auteur réclamés par les sociétés de perception, la définition des bases sur lesquelles ces taux sont calculés ou les éléments qui servent à l'établissement d'une redevance forfaitaire (p. 161).

Art. 37 *(Retrait d'agrément des sociétés de perception des droits d'auteur et des droits dits voisins du droit d'auteur)* (p. 161).

Adopté : amendement n° 61 de M. Charles Jolibois, rapporteur, de suppression de cet article pour coordination (p. 161).

– L'art. 37 est supprimé (p. 161).

Art. 38 *(Information du ministre chargé de la culture sur les sociétés de perception et de répartition des droits d'auteur et des droits dits voisins du droit d'auteur)* (p. 161).

Adoptés : amendement de coordination n° 62 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 161) – Amendement n° 63 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression du dernier alinéa de cet article relatif à la possibilité pour le ministre chargé de la culture de désigner des agents afin de recueillir sur pièces et sur place les renseignements mentionnés au présent article (p. 162).

Rejeté : amendement n° 97 de M. Jean Colin : absence d'obligation pour la société agréée d'adresser au ministre chargé de la culture la copie des conventions passées avec les tiers (p. 162).

– L'art. 38, ainsi modifié, est adopté (p. 162).

Après l'art. 38 (p. 162).

Adoptés : amendement n° 64 (art. additionnel) de M. Charles Jolibois, rapporteur : contrats conclus par les sociétés d'auteurs en exécution de leur objet avec les utilisateurs de tout ou partie de leur répertoire étant des actes civils (p. 162) ; sous-amendement n° 125 de M. Edgar Faure : extension des dispositions de cet article à toutes les sociétés civiles d'auteurs ou de titulaires de droits voisins (p. 162) – Amendements identiques (art. additionnels) n° 104 et n° 112, le premier de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Jean Colin, le second de M. Edgar Faure : sociétés de perception et de répartition des droits des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes ayant la faculté d'exercer collectivement les droits prévus aux articles 19 et 25 en concluant des contrats généraux d'intérêt commun avec les utilisateurs de phonogrammes ou de vidéogrammes dans le but d'améliorer la diffusion de ceux-ci (p. 163 ; précédemment discutés après l'examen de l'art. 25 et réservés p. 143) ; sous-amendement n° 200 de M. Jack Lang, ministre : dispositions s'appliquant pour les sociétés d'artistes-interprètes (p. 163 ; précédemment réservé p. 143) – Amendement n° 65 (division additionnelle) de M. Charles Jolibois, rapporteur : insertion d'un titre additionnel après le titre IV intitulé : « Des logiciels » (p. 163) – Amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur (art. additionnels) n° 66 : principe de la protection des logiciels par un droit voisin du droit d'auteur (p. 164) – n° 67 : détermination du titulaire du droit voisin du droit d'auteur pour les logiciels créés par des salariés (p. 164) – n° 199 : sauf stipulation contraire, l'auteur ne peut exercer son droit de repentir ou de retrait (p. 164) – n° 68 : reproduction et utilisation d'un logiciel, interdites sans le consentement de l'auteur (p. 165) – n° 69 : limitation de la durée de protection (p. 165) – Et n° 70 : possibilité d'une rémunération forfaitaire (p. 165).

Retiré : amendement n° 98 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Jean Colin : cas des droits d'auteur perçus par des sociétés de perception et de répartition mentionnées à l'art. 36 à l'occasion de manifestations organisées par des associations ayant un but d'intérêt général (p. 163).

– Un titre additionnel et huit articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 162, 163, 164 et 165).

TITRE V

GARANTIES ET SANCTIONS

Art. 39 *(Pouvoirs de contrôle des agents assermentés du Centre national de la cinématographie sur l'exploitation commerciale des vidéogrammes)* (p. 165).

Adopté : amendement n° 71 de M. Charles Jolibois, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article destinée à lutter contre la piraterie (p. 166).

Retiré : amendement n° 117 de M. Edgar Faure : déclaration préalable auprès du Centre national de la cinématographie par toute personne physique ou morale dont l'activité à titre onéreux ou gratuit a pour objet principal ou secondaire, l'édition, la duplication, la distribution, la vente, la location, le prêt ou l'échange de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public (p. 166).

– L'art. 39, ainsi modifié, est adopté (p. 166).

Art. 40 *(Constatation des infractions par des agents assermentés désignés par les sociétés de perception et de répartition des droits)* (p. 166).

Adopté : amendement n° 137 de M. Jack Lang, ministre : constatation des infractions par des agents assermentés désignés par le Centre national de la cinématographie (p. 166).

– L'art. 40, ainsi modifié, est adopté (p. 166).

Art. 41 *(Extension de la publicité du registre public de la cinématographie à tout l'audiovisuel)* (p. 166).

Adoptés : amendement n° 72 de M. Charles Jolibois, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article et insertion d'un second alinéa limitant l'obligation du dépôt de titre aux oeuvres mentionnées à l'art. 32 du code de l'industrie cinématographique (p. 167) ; sous-amendement rédactionnel n° 138 de M. Jack Lang, ministre (p. 167).

Deviennent sans objet : amendement n° 177 de M. Charles Lederman : publicité des actes d'adhésion des auteurs aux statuts des sociétés de gestion assurée par leur inscription au registre prévu au titre III du code de l'industrie cinématographique (p. 167) – Amendement n° 185 de M. André Fosset, soutenu par M. Jean Colin : sociétés nationales de radio et télévision exclues du champ d'application des dispositions de cet article (p. 167).

– L'art. 41, ainsi modifié, est adopté (p. 167).

Art. 42 *(Dépôt légal des oeuvres audiovisuelles publiées sous forme de vidéogrammes)* (p. 167).

Adopté : amendement n° 73 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression de la dernière phrase de cet article afin d'unifier pour les vidéogrammes le dépôt légal à la Bibliothèque nationale (p. 167).

– L'art. 42, ainsi modifié, est adopté (p. 167).

Art. 43 *(Incrimination des atteintes aux droits dits voisins du droit d'auteur)* (p. 167).

Adoptés : amendement n° 74 de M. Charles Jolibois, rapporteur : sanctions pénales ; insertion d'un art. 426-1 dans le code pénal (p. 169) ; sous-amendement n° 139 de M. Jack Lang, ministre : application des mêmes peines pour toute importation ou exportation de phonogrammes ou de vidéogrammes réalisée sans l'autorisation du producteur ou de l'artiste-interprète lorsqu'elle est exigée (p. 169).

Rejeté : sous-amendement n° 126 de M. Edgar Faure à l'amendement n° 74 de M. Charles Jolibois, rapporteur : sanctions également applicables en cas de non acquittement de la rémunération prévue aux articles 20 et 31 de la loi relative aux droits d'auteur et à ses droits voisins (p. 169).

Retirés : amendement n° 99 de M. Jean Colin : doublement des peines en cas de récidive (p. 169) – Amendement n° 184 de M. André Fosset, soutenu par M. Jean Colin : dispositions ne s'appliquant pas aux organismes de télévision (p. 169).

– L'art. 43, ainsi modifié, est adopté (p. 169).

Art. 44 *(Des saisies en cas d'infraction aux droits dits voisins du droit d'auteur)* (p. 169).

Adopté : amendement de forme n° 75 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 169).

– L'art. 44, ainsi modifié, est adopté (p. 169).

Art. 45 *(Aggravation des sanctions pénales réprimant le délit de contrefaçon – (Art. 425 du code pénal)* – Adopté (p. 169).

Art. 46 *(Aggravation des sanctions pénales réprimant le délit de contrefaçon – (Art. 427 du code pénal) (p. 169).*

Adopté : amendement n° 76 de M. Charles Jolibois, rapporteur : doublement des peines encourues en cas de récidive (p. 169).

– L'art. 46, ainsi modifié, est adopté (p. 169).

Après l'art. 46 (p. 169).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Charles Jolibois, rapporteur, n° 77 peines complémentaires du délit de contrefaçon : confiscation et publicité du jugement (p. 169) – Et n° 78 : sort des objets confisqués (p. 169).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 169).

Art. 47 *(Application de la loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)* – Adopté (p. 169).

Art. 48 *(Conditions d'application de la loi)* – Adopté (p. 169).

Art. 49 *(Création d'un code de la propriété littéraire et artistique)* (p. 169).

Adopté : amendement n° 79 de M. Charles Jolibois, rapporteur : codification des textes de nature législative et réglementaire sous le nom de code du droit d'auteur et de ses droits voisins (p. 170).

Devient sans objet : amendement n° 178 de M. Charles Lederman : codification des textes de nature législative et réglementaire sous le nom de code relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (p. 170).

– L'art. 49, ainsi modifié, est adopté (p. 170).

Après l'art. 49 (p. 170).

Rejeté : amendement n° 197 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : dispositions prévues aux articles 16 et 63-3 de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 applicables à l'ensemble des oeuvres existantes au jour de la promulgation de la présente loi (p. 170).

Intitulé (p. 170).

Adopté : amendement n° 80 de M. Charles Jolibois, rapporteur : « Projet de loi relatif au droit d'auteur et à ses droits voisins » (p. 170).

Explications de vote : MM. Charles Lederman (p. 170), Jean Colin (p. 170 et 171) ; intervention de M. Jack Lang, ministre (p. 171), MM. Bernard Parmantier (p. 171), Charles Jolibois, rapporteur (p. 171).

Adoption (4 avril 1985) (p. 171).

Discussion (deuxième lecture)

(17 juin 1985) (p. 1250, 1288).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1250, 1253) : *MM. Charles Jolibois, rapporteur de la commission spéciale ; Jean Colin, Charles Lederman, Edgar Faure.*

ARTISTES-INTERPRETES : JOLIBOIS (Charles) (p. 1250) ; COLIN (Jean) (p. 1251) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1251, 1252).

AUDIOVISUEL : JOLIBOIS (Charles) (p. 1250) ; COLIN (Jean) (p. 1251) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1251, 1252).

CINEMA : LEDERMAN (Charles) (p. 1251) ;.

CREATION : LEDERMAN (Charles) (p. 1251, 1252).

CULTURE : LEDERMAN (Charles) (p. 1251).

DROITS D'AUTEUR : JOLIBOIS (Charles) (p. 1250) ; COLIN (Jean) (p. 1250, 1251) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1251, 1252) ; FAURE (Edgar) (p. 1252, 1253).

EDITION : FAURE (Edgar) (p. 1252, 1253).

LOGICIELS : JOLIBOIS (Charles) (p. 1250) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1251) ; FAURE (Edgar) (p. 1252).

MUSIQUE : JOLIBOIS (Charles) (p. 1250) ; FAURE (Edgar) (p. 1252).

PUBLICITE : JOLIBOIS (Charles) (p. 1250) ; COLIN (Jean) (p. 1251) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1251).

SATELLITES : JOLIBOIS (Charles) (p. 1250).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1253, 1288) : *MM. Charles Jolibois, rapporteur ; Jack Lang, ministre de la culture ; Jean Colin, Charles Lederman, Edgar Faure, James Marson, Jacques Carat, Adrien Gouteyron, François Collet, Bernard Parmantier, Dominique Pado, Jean Béranger, Maurice Schumann, président de la commission spéciale.*

Art. 1er (p. 1253).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 1 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 1253) – Amendement n° 2 de M. Charles Jolibois, rapporteur : protection des logiciels (p. 1254).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1254).

Art. 3 (p. 1254).

Adopté : amendement n° 3 de M. Charles Jolibois, rapporteur : version définitive de l'oeuvre audiovisuelle établie d'un commun accord entre le réalisateur et le producteur, après consultation des autres coauteurs (p. 1254).

Rejeté : amendement n° 79 de M. Charles Lederman : version définitive de l'oeuvre audiovisuelle établie d'un commun accord entre le réalisateur, les autres coauteurs et le producteur (p. 1254).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1254).

Art. 7 bis (p. 1254).

Adoptés : amendements n° 4, n° 5 et n° 6 de M. Charles Jolibois, rapporteur : maintien de la prolongation de la durée de protection au seul profit des compositions musicales (p. 1255).

Rejeté : amendement n° 81 de M. Charles Lederman : durée de protection de toutes les oeuvres portée de 50 à 70 ans (p. 1255).

– L'art. 7 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1255).

Art. 8 (p. 1255).

Adoptés : amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur, n° 7 : notion de représentation étendue aux expositions publiques (p. 1256) – Et n° 8 : émission d'une oeuvre vers un satellite assimilée à une représentation (p. 1256).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1256).

Art. 9 (p. 1256).

Adoptés : amendement n° 9 de M. Charles Jolibois, rapporteur : rédaction d'un contrat distinct du contrat d'édition pour la cession des droits d'adaptation audiovisuelle (p. 1257) – Amendement n° 10 de M. Charles Jolibois, rapporteur : obligation de moyens et rémunération incombant au bénéficiaire de la cession des droits d'adaptation audiovisuelle (p. 1259 ; amendement dans lequel est intégré le texte du sous-amendement n° 62 de M. Adrien Gouteyron, sur la notion de recherche d'une exploitation du droit cédé).

Rejeté : amendement n° 83 de M. Charles Lederman, soutenu par M. James Marson : suppression de l'alinéa dégageant le cessionnaire de toute obligation de résultat en matière d'exploitation des droits patrimoniaux (p. 1258).

Retirés : amendement n° 66 de M. Jean Colin : droits d'adaptation audiovisuelle devant faire l'objet d'un contrat distinct ; dispositions de cet article non applicables au contrat d'édition (p. 1259) – Sous-amendement n° 57 de M. Jacques Carat à l'amendement n° 10 de M. Charles Jolibois, rapporteur : éditeurs tenus à une obligation de moyens et non à une obligation de résultat (p. 1257).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1259).

Art. 11 (p. 1259).

Adoptés : amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur, n° 11 : autorisation de télédiffuser l'oeuvre par câble et par satellite à l'intérieur du périmètre autorisé (p. 1259) – Et n° 12 : protection des auteurs lors de la diffusion des oeuvres par satellite (p. 1260).

Rejeté : amendement n° 84 de M. Charles Lederman, soutenu par M. James Marson : stations périphériques exclues des dispositions relatives à la télédiffusion par câble (p. 1260).

Retiré : amendement n° 85 de M. Charles Lederman, soutenu par M. James Marson : contrat autorisant certains organismes à télédiffuser une oeuvre par satellite (p. 1260).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1260).

Art. 12 (p. 1260).

ARTICLE 63-1 DE LA LOI DU 11 MARS 1957 (p. 1261).

Rejeté : amendement n° 86 de M. Charles Lederman, soutenu par M. James Marson : suppression de la présomption de cession des droits d'auteur au producteur (p. 1261).

ARTICLE 63-2 DE LA LOI DU 11 MARS 1957 (p. 1261).

Adopté : amendement n° 13 de M. Charles Jolibois, rapporteur : rémunération des auteurs versée par le producteur ; calcul de cette rémunération pour les oeuvres audiovisuelles exploitées dans les salles de cinéma (p. 1262).

Rejeté : amendement n° 87 de M. Charles Lederman, soutenu par M. James Marson : suppression de l'automaticité du paiement de l'auteur par le producteur ; calcul de la rémunération des auteurs ; négociations collectives pour la détermination des taux de rémunération (p. 1261).

ARTICLE 63-3 DE LA LOI DU 11 MARS 1957 (p. 1262).

Adoptés : amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur, n° 14 : suppression de la mention ayant trait aux sociétés de perception et de répartition des droits mandatées par les auteurs (p. 1263) – Et n° 15 : contrôle des comptes du producteur par les auteurs (p. 1262).

Rejeté : amendement n° 88 de M. Charles Lederman, analogue à l'amendement n° 15 (p. 1262).

ARTICLE 63-5 DE LA LOI DU 11 MARS 1957 (p. 1262).

Adopté : amendement n° 16 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression de la référence à une exploitation suivie de l'oeuvre par le producteur (p. 1263).

Rejeté : amendement n° 89 de M. Charles Lederman : droits des coauteurs en cas de manquement du producteur à l'obligation d'exploitation suivie de l'oeuvre (p. 1263).

– L'art. 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1263).

Art. 12 bis (p. 1263).

Adopté : amendement n° 17 de M. Charles Jolibois, rapporteur : rémunération d'une oeuvre de commande utilisée pour la publicité (p. 1265).

Retirés : amendements n° 77 et n° 78 de M. François Collet, relatifs à la rémunération d'une oeuvre de commande utilisée à des fins de publicité (p. 1265).

Deviennent sans objet : amendements de M. Charles Lederman n° 91 : rémunération d'une oeuvre utilisée pour la publicité ; à défaut d'accord entre les intéressés, barèmes de rémunération et modalités de versement définis par une commission ; composition et fonctionnement de cette commission (p. 1265) – Et n° 90 : oeuvres musicales utilisées à des fins de publicité exclues du champ d'application de la présomption de cession (p. 1265).

– L'art. 12 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1265).

Après l'art. 12 bis (p. 1265).

Rejeté : amendement n° 55 (art. additionnel) de M. Jean Cluzel, soutenu par M. Jean Colin : rémunérations dues par les utilisateurs de photocopies de livres ou de périodiques (p. 1267).

Retiré : amendement n° 76 (art. additionnel) de M. Bernard Parmantier : fixation par contrat du montant des rémunérations dues par les utilisateurs de photocopies de livres ou de périodiques (p. 1267).

Art. 13 (p. 1267).

Adopté : amendement n° 18 de M. Charles Jolibois, rapporteur : prééminence du droit d'auteur sur les droits voisins (p. 1268).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1268).

Art. 14 (p. 1268).

Adopté : amendement n° 19 de M. Charles Jolibois, rapporteur : définition de l'artiste-interprète (p. 1268).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1268).

Avant l'art. 16 (p. 1268).

Rejeté : amendement n° 92 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : existence d'un contrat de travail entre l'artiste-interprète et toute personne physique ou morale qui s'assure son concours (p. 1269).

Art. 16 (p. 1269).

Rejetés : amendement n° 20 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression de certaines autorisations de l'artiste-interprète pour la diffusion de son oeuvre dans le domaine audiovisuel (p. 1270) – Amendement n° 93 de M. Charles Lederman : diffusion en France d'oeuvres musicales étrangères soumise à certaines autorisations (p. 1270).

– L'art. 16 est adopté (p. 1270).

Art. 17 (p. 1270).

Adopté : amendement n° 21 de M. Charles Jolibois, rapporteur : garanties accordées aux artistes-interprètes lors de la cession au producteur du droit de communiquer au public leurs prestations (p. 1271).

Devient sans objet : amendement n° 70 de M. Jean Colin, soutenu par M. Dominique Pado : rétroactivité instituée par la loi ne remettant pas en cause les obligations préalablement souscrites par un artiste-interprète à l'égard de tiers (p. 1271).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 1271).

Art. 18 (p. 1271).

Adopté : amendement n° 22 de M. Charles Jolibois, rapporteur : rémunération des artistes-interprètes pour les communications au public des prestations cédées (p. 1272).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 1272).

Art. 19 – Adopté (p. 1272).

Art. 20 (p. 1272).

Adopté : amendement n° 23 de M. Charles Jolibois, rapporteur : utilisation d'un phonogramme : distribution par câble simultanée et intégrale de sa radiodiffusion (p. 1272).

Devient sans objet : amendement n° 95 de M. Charles Lederman : télédiffusion des oeuvres musicales (p. 1272).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 1272).

Art. 21 (p. 1272).

Adoptés : amendement de forme n° 24 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 1273) – Amendement n° 25 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression des dispositions prévoyant que les redevables de la rémunération fournissent aux bénéficiaires les éléments indispensables à la répartition des droits (p. 1273).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 1273).

Art. 22 (p. 1273).

Adoptés : amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur, n° 26 : composition de la commission de fixation de la rémunération des artistes-interprètes et des producteurs (p. 1273) – Et n° 27 : seconde délibération pouvant être demandée par le président de la commission (p. 1273).

– L'art. 22, ainsi modifié, est adopté (p. 1273).

Art. 23 (p. 1273).

Adopté : amendement n° 28 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression de cet article pour coordination rédactionnelle (p. 1274).

– L'art. 23 est supprimé (p. 1274).

Art. 25 (p. 1274).

Adopté : amendement rédactionnel n° 29 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 1274).

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 1274).

Art. 26 – Adopté (p. 1274).

Art. 27 (p. 1274).

Adopté : amendement rédactionnel n° 30 de M. Charles Jolibois, rapporteur : répartition entre les différents bénéficiaires des droits à rémunération (p. 1274).

– L'art. 27, ainsi modifié, est adopté (p. 1274).

Art. 28 (p. 1274).

Adopté : amendement n° 31 de M. Charles Jolibois, rapporteur : absence de droit des artistes-interprètes d'interdire la reproduction et la communication publique de leur prestation si elle est accessoire à un événement à caractère public (p. 1275).

– L'art. 28, ainsi modifié, est adopté (p. 1275).

Art. 30 (p. 1275).

Adopté : amendement n° 32 de M. Charles Jolibois, rapporteur, de suppression de cet article pour coordination (p. 1275).

– L'art. 30 est supprimé (p. 1275).

Art. 31 – Adopté (p. 1275).

Art. 33 (p. 1275).

Adopté : amendement n° 33 de M. Charles Jolibois, rapporteur : composition et fonctionnement de la commission chargée de la rémunération pour copie privée (p. 1275).

– L'art. 33, ainsi modifié, est adopté (p. 1275).

Art. 36 (p. 1275).

Adoptés : amendements identiques n° 59 de M. Jacques Carat et n° 71 de M. Jean Colin : participation des éditeurs aux sociétés de perception et de répartition des droits (p. 1276) – Amendement n° 60 de M. Jacques Carat : obligation pour les sociétés de perception de tenir à la disposition des utilisateurs éventuels le répertoire complet des auteurs et compositeurs français et étrangers qu'elles représentent (p. 1278) – Amendements n° 35 et n° 36 de M. Charles Jolibois, rapporteur : utilisation et répartition des sommes non répartissables (p. 1278).

Rejetés : amendement n° 58 de M. Jacques Carat : suppression du caractère de monopole de certaines sociétés de perception et de répartition des droits d'auteur et des droits voisins (p. 1276) – Amendement n° 96 de M. Charles Lederman : suppression de l'alinéa relatif aux réductions accordées par les sociétés de perception et de répartitions des droits aux associations ayant un but d'intérêt général (p. 1277) – Amendement n° 97 de M. Charles Lederman : réductions accordées par les sociétés de perception et de répartition des droits aux associations culturelles et d'éducation populaire, sous certaines conditions (p. 1277) – Amendement n° 99 de M. Charles Lederman : contrats de représentation signés avec les sociétés de perception et de répartition des droits ne

pouvant être considérés comme des cessions de droits d'auteur (p. 1278).

– L'art. 36, ainsi modifié, est adopté (p. 1278).

Art. 36 bis (p. 1279).

Adopté : amendement n° 37 de M. Charles Jolibois, rapporteur : simple vérification lors de la création et du dépôt des statuts des sociétés de perception et de répartition des droits se substituant à l'obligation d'agrément du ministre chargé de la culture (p. 1279).

– L'art. 36 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1279).

Art. 37 (p. 1279).

Adopté : amendement n° 38 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression de cet article relatif au retrait d'agrément des sociétés de perception et de répartition des droits (p. 1279).

– L'art. 37 est supprimé (p. 1279).

Art. 38 (p. 1279).

Adopté : amendement n° 39 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression de la possibilité laissée au ministre chargé de la culture de désigner des agents afin de recueillir les renseignements mentionnés au présent article (p. 1279).

– L'art. 38, ainsi modifié, est adopté (p. 1279).

Art. 38 ter 1 (p. 1279).

Adoptés : amendement de coordination n° 40 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 1280) – Amendement n° 41 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression des dispositions relatives au régime transitoire durant lequel les associations de perception et de répartition des droits pourront être associées aux sociétés de perception à qui elles ont transmis leur patrimoine (p. 1280).

– L'art. 38 ter 1, ainsi modifié, est adopté (p. 1280).

Art. 38 quater (p. 1280).

Adopté : amendement n° 42 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression de cet article relatif à la protection des logiciels (p. 1280).

– L'art. 38 quater est supprimé (p. 1280).

Art. 38 quinquies (p. 1280).

Adoptés : amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur, n° 43 : droits des entreprises dans la création des logiciels (p. 1282) – n° 44 : logiciel appartenant à l'employeur lorsqu'il est réalisé en vertu d'un contrat de louage d'ouvrage (p. 1282) – n° 45 : procédure judiciaire en cas de litige sur l'attribution de la propriété intellectuelle d'un logiciel (p. 1282) – Et n° 46 : dispositions du présent article applicables aux agents de l'Etat, des collectivités publiques, des établissements publics et aux personnes morales de droit public (p. 1282).

Retiré : amendement n° 56 de M. Edgar Faure, soutenu par M. Jean Béranger : protection des logiciels créés à l'occasion d'un travail salarié (p. 1282).

Devient sans objet : amendement n° 100 de M. Charles Lederman : protection des logiciels élaborés par des employés ou agents de l'Etat dans l'exercice de leurs fonctions (p. 1282).

– L'art. 38 quinquies, ainsi modifié, est adopté (p. 1282).

Art. 38 sexies (p. 1282).

Adopté : amendement n° 47 de M. Charles Jolibois, rapporteur : droit d'adaptation du cessionnaire dans la limite des droits cédés par l'auteur (p. 1283).

– L'art. 38 sexies, ainsi modifié, est adopté (p. 1283).

Art. 38 octies (p. 1283).

Adopté : amendement n° 48 de M. Charles Jolibois, rapporteur : durée de protection des logiciels ramenée de 50 à 25 ans (p. 1283).

– L'art. 38 octies, ainsi modifié, est adopté (p. 1283).

Art. 38 nonies – Adopté (p. 1283).

Art. 38 decies (p. 1283).

Adopté : amendement n° 73 de M. Paul Séramy, soutenu par M. Jean Colin : modalités d'exécution de la saisie-contrefaçon (p. 1284).

Devient sans objet : amendement n° 49 de M. Charles Jolibois, rapporteur : en cas de saisie-contrefaçon, intervention possible d'un commissaire de police agissant sur ordonnance du magistrat (p. 1284).

– L'art. 38 decies, ainsi modifié, est adopté (p. 1284).

Art. 38 undecies (p. 1284).

Rejeté : amendement n° 74 de M. Jean Colin : bénéfice des droits attachés à la protection des logiciels accordé aux étrangers, sous réserve des conventions internationales et après consultation du ministre des affaires étrangères (p. 1285).

– L'art. 38 undecies est adopté (p. 1285).

Art. 43 (p. 1285).

Adopté : amendement n° 64 de M. Jack Lang, ministre : peine d'amende applicable en cas d'atteinte aux droits voisins du droit d'auteur (p. 1286).

– L'art. 43, ainsi modifié, est adopté (p. 1286).

Art. 46 quater (p. 1286).

Adopté : amendement n° 102 de M. Charles Jolibois, rapporteur : sanctions pénales applicables en cas de violation des dispositions de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle concernant la diffusion des oeuvres cinématographiques (p. 1286).

– L'art. 46 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 1286).

Art. 49 (p. 1286).

Adopté : amendement de coordination rédactionnelle n° 52 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 1286).

– L'art. 49, ainsi modifié, est adopté (p. 1286).

Après l'art. 49 (p. 1286).

Adopté : amendement n° 53 (art. additionnel) de M. Charles Jolibois, rapporteur : report du délai d'entrée en vigueur de certains articles de la présente loi (p. 1287).

Rejeté : amendement n° 101 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : dispositions prévues à l'article 63-3 de la loi du 11 mars 1957 applicables à l'ensemble des oeuvres existantes au jour de la promulgation de la présente loi (p. 1287).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1287).

Intitulé (p. 1287).

Adopté : amendement n° 54 de M. Charles Jolibois, rapporteur : « Projet de loi sur le droit d'auteur et ses droits voisins » (p. 1287).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 1287).

Seconde délibération portant sur l'article 16 – Ordonnée (p. 1287).

Adopté : amendement n° 1 de M. Charles Jolibois, rapporteur : autorisation écrite de l'artiste-interprète obligatoire pour certaines prestations (p. 1287).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1287).

Explication de vote : M. Charles Lederman (p. 1287 et 1288).

Adoption (17 juin 1985) (p. 1288).

Discussion (commission mixte paritaire)

(28 juin 1985) (p. 1794, 1803).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1794, 1797) : *MM. Charles Jolibois, rapporteur pour le Sénat ; Jack Lang, ministre de la culture ; Charles Lederman.*

ARTISTES-INTERPRETES : JOLIBOIS (Charles) (p. 1795) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1796).

COMMUNICATION AUDIOVISUELLE : JOLIBOIS (Charles) (p. 1794, 1795) ; LANG (Jack) (p. 1795) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1796).

CREATION : JOLIBOIS (Charles) (p. 1795) ; LANG (Jack) (p. 1795) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1796).

DISQUES, PHONOGRAMMES ET VIDEOGRAMMES : JOLIBOIS (Charles) (p. 1795) ; LANG (Jack) (p. 1796).

DROITS D'AUTEUR : JOLIBOIS (Charles) (p. 1794, 1795) ; LANG (Jack) (p. 1795, 1796) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1796, 1797).

EDITION : LEDERMAN (Charles) (p. 1796).

LOGICIELS : JOLIBOIS (Charles) (p. 1794, 1795) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1796).

MUSIQUE : JOLIBOIS (Charles) (p. 1794).

SATELLITES : JOLIBOIS (Charles) (p. 1794) ; LANG (Jack) (p. 1796).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1797, 1803) : *MM. Charles Jolibois, rapporteur ; Jacques Carat.*

Art. 1er (p. 1797).

Art. 3 (p. 1797).

Amendement n° 1 de M. Charles Jolibois, rapporteur : achèvement de l'oeuvre audiovisuelle après établissement de la version définitive d'un commun accord entre le réalisateur ou éventuellement les co-auteurs et le producteur (p. 1797).

Art. 7 bis, 8 et 9 (p. 1797).

Art. 11 (p. 1797).

Amendement n° 2 de M. Charles Jolibois, rapporteur : autorisation de télédiffuser l'oeuvre par voie hertzienne ; émission vers un satellite avec réception de cette oeuvre par l'intermédiaire d'organismes tiers après autorisation contractuelle des auteurs de ces organismes à communiquer l'oeuvre au public ; exonération de l'organisme d'émission du paiement de toute rémunération (p. 1798).

Art. 12, 12 bis, 13, 14 et 16 (p. 1798).

Art. 17 (p. 1798).

Amendements rédactionnels de M. Charles Jolibois, rapporteur, n° 3 : détermination par le contrat d'une rémunération distincte pour chaque mode d'exploitation de l'oeuvre (p. 1799) – Et n° 4 : suppression du caractère exprès de l'exclusion par les artistes-interprètes ou les producteurs de modes d'exploitation en matière de contrats antérieurs à l'entrée en vigueur de cette loi (p. 1799).

Art. 18, 20, 21, 22, 25 (p. 1799).

Art. 27, 28, 33, 36 bis, 37 et 38 (p. 1800).

Art. 38 ter-1, 38 quinquies, 38 sexies, 38 octies, 38 décies, 43, 46 quater, 49 et 50 (p. 1801).

Intitulé (p. 1801).

Explications de vote : MM. Charles Jolibois, rapporteur (p. 1801 et 1802), Jacques Carat (p. 1802), Adolphe Chauvin (p. 1802), Charles Lederman (p. 1802) ; intervention de M. Jack Lang, ministre (p. 1802 et 1803).

Adoption, dans la rédaction résultant du texte proposé par la commission mixte paritaire, modifié par les amendements n° 1 à 4 acceptés par le Gouvernement (28 juin 1985) (p. 1803).

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **13**

PROTECTION SANITAIRE

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4**, DG

PROTECTION SOCIALE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer - Travail, santé, solidarité
PECHE, **1**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **141**
SECURITE SOCIALE, **1 ; 2**
TRAITES ET CONVENTIONS, **28**, DG ; **40**, DG

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **5**, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **2**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **62**

PSYCHIATRES

Voir SANTE PUBLIQUE, **2**, DG

PSYCHIATRIE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **21, 92**
SANTE PUBLIQUE, **2**

PSYCHOLOGUES

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **21**
SECURITE SOCIALE, **1**, DG

PUBLICATIONS

Voir PRESSE, **1**

PUBLICATIONS PERIODIQUES

Voir ARMES ET MUNITIONS, **1**

PUBLICITE

Voir ARMES ET MUNITIONS, **1**
AUDIOVISUEL, **1**, DG ; **3** ; **4**, DG ; **5**, DG
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **11**
LOGEMENT, **2**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1**, DG

Q

QUEBEC

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 33

QUESTION PREALABLE (procédure)

Voir ORDRE DU JOUR DU SENAT, 2

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Voir RAPPELS AU REGLEMENT, 1 ; 2

QUESTIONS ECRITES

Voir LOIS DE FINANCES, 3, DG

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

Seules sont mentionnées ici les questions orales avec débat *venues en discussion* au cours de l'année 1985.

La totalité des questions déposées figure dans la Table des Questions.

n° 3. – Sports (Politique sportive du Gouvernement) – Question de M. Jean FRANCOU (22 août 1984) (p. 2384) – **Discussion** (25 octobre 1985) (p. 2523, 2532 – commune avec la discussion des questions n° 137 de M. Stéphane Bonduel, n° 144 de M. Philippe Madrelle et n° 145 de M. Guy Schmaus).

Orateurs : *MM. Jean Francou, Stéphane Bonduel, Philippe Madrelle, Guy Schmaus, Jean-Pierre Masseret, Jules Faigt, Alain Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports.*

AMENAGEMENT DU TEMPS : FRANCOU (Jean) (p. 2524) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 2527) ; CALMAT (Alain) (p. 2528, 2529).

ASSOCIATIONS SPORTIVES : MASSERET (Jean-Pierre) (p. 2527) ; CALMAT (Alain) (p. 2528, 2531).

ATHLETISME : FRANCOU (Jean) (p. 2524) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 2525) ; CALMAT (Alain) (p. 2530, 2531).

COLLECTIVITES LOCALES : FRANCOU (Jean) (p. 2524) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 2527) ; SCHMAUS (Guy) (p. 2526) ; CALMAT (Alain) (p. 2531).

COLLECTIVITES TERRITORIALES : SCHMAUS (Guy) (p. 2526) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 2527) ; CALMAT (Alain) (p. 2528, 2529).

COMITE NATIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF FRANCAIS (CNOSF) : FRANCOU (Jean) (p. 2524) ; CALMAT (Alain) (p. 2531).

CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES (CNAPS) : SCHMAUS (Guy) (p. 2526) ; CALMAT (Alain) (p. 2532).

CONTRATS SPORTIFS : BONDUEL (Stéphane) (p. 2525) ; CALMAT (Alain) (p. 2531).

DECENTRALISATION : MASSERET (Jean-Pierre) (p. 2527) ; CALMAT (Alain) (p. 2532).

EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE (EPS) : FRANCOU (Jean) (p. 2524) ; SCHMAUS (Guy) (p. 2526) ; CALMAT (Alain) (p. 2531).

EQUIPEMENTS SPORTIFS : FRANCOU (Jean) (p. 2524) ; SCHMAUS (Guy) (p. 2526, 2527) ; CALMAT (Alain) (p. 2529, 2530, 2531).

FEDERATION FRANCAISE D'ATHLETISME : FRANCOU (Jean) (p. 2524) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 2525) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 2527) ; CALMAT (Alain) (p. 2531).

FEDERATIONS SPORTIVES : FRANCOU (Jean) (p. 2524) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 2525) ; SCHMAUS (Guy) (p. 2526) ; CALMAT (Alain) (p. 2529, 2531, 2532).

HANDICAPES : CALMAT (Alain) (p. 2531).

INFORMATION : CALMAT (Alain) (p. 2530).

INSTITUTEURS : FRANCOU (Jean) (p. 2524) ; SCHMAUS (Guy) (p. 2526).

JEUNESSE ET SPORTS (ministère) : FRANCOU (Jean) (p. 2524) ; CALMAT (Alain) (p. 2532).

JEUX OLYMPIQUES : FRANCOU (Jean) (p. 2523, 2524) ; SCHMAUS (Guy) (p. 2527) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 2527) ; FAIGT (Jules) (p. 2527) ; CALMAT (Alain) (p. 2528, 2531, 2532).

LOTO SPORTIF : FRANCOU (Jean) (p. 2524) ; MADRELLE (Philippe) (p. 2525, 2526) ; SCHMAUS (Guy) (p. 2526) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 2527) ; CALMAT (Alain) (p.2529, 2530).

MEDECINE SPORTIVE : FRANCOU (Jean) (p. 2524) ; CALMAT (Alain) (p. 2529, 2532).

PARIS : SCHMAUS (Guy) (p. 2527) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 2527) ; FAIGT (Jules) (p. 2528) ; CALMAT (Alain) (p. 2532).

PRERETRAITES : MASSERET (Jean-Pierre) (p. 2527).

PROFESSEURS DE SPORT : CALMAT (Alain) (p. 2530).

RECHERCHE : CALMAT (Alain) (p. 2529).

RETRAITES : MASSERET (Jean-Pierre) (p. 2527).

SPORT : FRANCOU (Jean) (p. 2523, 2524, 2525) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 2525) ; MADRELLE (Philippe) (p. 2525, 2526) ; SCHMAUS (Guy) (p. 2526, 2527) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 2527) ; FAIGT (Jules) (p.2527, 2528) ; CALMAT (Alain) (p. 2528, 2529, 2530, 2531, 2532).

SPORT DANS L'ENTREPRISE : SCHMAUS (Guy) (p. 2526).

SPORT DE HAUT NIVEAU : FRANCOU (Jean) (p. 2523, 2524, 2525) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 2525) ; CALMAT (Alain) (p.2528, 2529, 2530, 2531).

SPORT SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE : FRANCOU (Jean) (p. 2524, 2525) ; SCHMAUS (Guy) (p. 2526) ; MASSERET (Jean-Pierre) (p. 2527) ; CALMAT (Alain) (p. 2528, 2529).

SPORTS PROFESSIONNELS : CALMAT (Alain) (p. 2531).

n° 4. – Enseignement (Politique de l'éducation du Gouvernement) – Question de M. Adolphe CHAUVIN (30 août 1984) (p. 2472) – **Discussion** (10 mai 1985) (p. 477, 503 – commune avec la discussion des questions n° 5 de M. Paul Séramy, n° 73 de Mme Hélène Luc, n° 79 de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 83 de Mme Rolande Perlican, n° 85 de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 88 de M. René Martin, n° 91 de M. Adrien Gouteyron et n° 94 de M. Marc Boeuf).

Orateurs : *MM. Adolphe Chauvin, Paul Séramy, Mmes Hélène Luc, Danielle Bidard-Reydet, M. Adrien Gouteyron, Mmes Rolande Perlican, Marie-Claude Beaudeau, MM. René Martin, Marc Boeuf, Jean Garcia, James Marson, Fernand Lefort, Jean-Luc Bécart, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale ; Dominique Pado.*

CARTE SCOLAIRE : CHAUVIN (Adolphe) (p. 478) ; LUC (Hélène) (p. 480) ; LEFORT (Fernand) (p. 493) ; BECART (Jean-Luc) (p. 494).

CHEFS D'ETABLISSEMENT SCOLAIRE : CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 497).

COLLECTIVITES LOCALES : GOUTEYRON (Adrien) (p. 484).

COLLEGE DE FRANCE (rapport sur l'enseignement) : CHAUVIN (Adolphe) (p. 478) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 499).

COLLEGES : SERAMY (Paul) (p. 479) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 484) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 487) ; LEFORT (Fernand) (p. 493) ; BECART (Jean-Luc) (p. 494) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 497).

COMITE NATIONAL D'EVALUATION (enseignement supérieur) : CHAUVIN (Adolphe) (p. 478) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 497).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions) : GOUTEYRON (Adrien) (p. 484) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 498).

CONSEIL D'ETAT (jurisprudence) : GOUTEYRON (Adrien) (p. 485) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 498).

CONSEIL SUPERIEUR DES UNIVERSITES (CSU) : GOUTEYRON (Adrien) (p. 485) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 497, 498).

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES : LUC (Hélène) (p. 481, 482) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 482) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 488).

CONTRATS D'ASSOCIATION (et rôle des communes) : GOUTEYRON (Adrien) (p. 484).

DECENTRALISATION : LUC (Hélène) (p. 482).

DIPLOMES : CHAUVIN (Adolphe) (p. 478) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 499).

ECHEC SCOLAIRE : LUC (Hélène) (p. 480, 481, 502) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 482, 483) ; PERLICAN (Rolande) (p. 485) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 487) ; MARTIN (René) (p. 489) ; MARSON (James) (p. 492) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 502).

ECOLE BOULLE : PERLICAN (Rolande) (p. 486).

EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE (EPS) : SERAMY (Paul) (p. 479) ; MARSON (James) (p. 493).

ELITISME : CHAUVIN (Adolphe) (p. 478) ; SERAMY (Paul) (p. 479) ; MARTIN (René) (p. 489, 491) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 499).

EMPLOIS PUBLICS (créations et suppressions) : SERAMY (Paul) (p. 479) ; LUC (Hélène) (p. 480, 481, 502) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 483) ; PERLICAN (Rolande) (p. 485, 486, 487) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 488) ; MARTIN (René) (p. 489, 490) ; BECART (Jean-Luc) (p. 494) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 495, 500, 501, 502).

ENSEIGNANTS (formation) : CHAUVIN (Adolphe) (p. 479) ; SERAMY (Paul) (p. 479) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 488, 489) ; MARTIN (René) (p. 490) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 496, 497).

ENSEIGNEMENT : CHAUVIN (Adolphe) (p. 478, 479) ; SERAMY (Paul) (p. 479, 480) ; LUC (Hélène) (p. 480 à 482, 500, 502, 503) ; BIDARD-REYDET (DANIELLE) (p. 482 à 484) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 484, 485) ; PERLICAN (Rolande) (p. 485 à 487) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 487 à 489) ; MARTIN (René) (p. 489 à 491) ; BOEUF (Marc) (p. 491) ; GARCIA (Jean) (p. 491, 492) ; MARSON (James) (p. 492, 493) ; LEFORT (Fernand) (p. 493, 494) ; BECART (Jean-Luc) (p. 494, 495) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 495 à 500, 501, 502) ; PADO (Dominique) (p. 501).

ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE : MARTIN (René) (p. 490).

ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE : SERAMY (Paul) (p. 479) ; LUC (Hélène) (p. 481) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 484) ; MARTIN (René) (p. 490) ; BOEUF (Marc) (p. 491) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 495, 496, 497, 498, 499, 500).

ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE : LUC (Hélène) (p. 481) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 483) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 495, 502).

ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE (nouveaux programmes et instructions) : BOEUF (Marc) (p. 491) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 497).

ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE : LUC (Hélène) (p. 483, 502) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 483) ; PERLICAN (Rolande) (p. 485) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 487) ; MARTIN (René) (p. 489, 490) ; GARCIA (Jean) (p. 491) ; MARSON (James) (p. 493) ; LEFORT (Fernand) (p. 493) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 495, 497, 501).

ENSEIGNEMENT PRIVE : CHAUVIN (Adolphe) (p. 478, 479) ; SERAMY (Paul) (p. 480) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 484) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 499).

ENSEIGNEMENT PRIVE (personnels) : CHAUVIN (Adolphe) (p. 478, 479) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 499).

ENSEIGNEMENT PUBLIC : LUC (Hélène) (p. 480, 502) ; BECART (Jean-Luc) (p. 494) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 495, 498, 502).

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : CHAUVIN (Adolphe) (p. 478) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 485) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 497, 498).

ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNEL : BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 483, 484) ; PERLICAN (Rolande) (p. 486) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 488) ; BECART (Jean-Luc) (p. 494, 495) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 496, 497).

ETRANGERS : MARTIN (René) (p. 490) ; GARCIA (Jean) (p. 491, 492).

FORMATION PROFESSIONNELLE (des jeunes) : BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 483, 484) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 497).

INSTITUTEURS : SERAMY (Paul) (p. 479) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 484) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 496).

LYCEES : BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 483) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 488) ; BECART (Jean-Luc) (p. 494) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 495).

LYCEES D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (LEP) : BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 483, 484) ; PERLICAN (Rolande) (p. 486) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 488) ; LEFORT (Fernand) (p. 493) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 497).

MEDECINE SCOLAIRE : BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 483) ; MARTIN (René) (p. 490).

MEUBLE (industrie) : PERLICAN (Rolande) (p. 487).

PAS-DE-CALAIS (département) : BECART (Jean-Luc) (p. 494) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 500).

PARIS : PERLICAN (Rolande) (p. 485, 486, 487) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 501) ; PADO (Dominique) (p. 501).

PEDAGOGIE : CHAUVIN (Adolphe) (p. 478) ; BOEUF (Marc) (p. 491) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 498, 499).

PLAN LANGEVIN-WALLON (enseignement) : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 488) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 496) ; LUC (Hélène) (p. 502).

SEINE-SAINT-DENIS (situation scolaire) : BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 482, 483, 484) ; GARCIA (Jean) (p. 491, 492) ; LEFORT (Fernand) (p. 493, 494) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 500, 501).

TRAVAUX D'UTILITE COLLECTIVE (TUC) : SERAMY (Paul) (p. 479) ; LUC (Hélène) (p. 480, 481) ; PERLICAN (Rolande) (p. 487).

UNIVERSITES : CHAUVIN (Adolphe) (p. 478) ; GOUTEYRON (Adrien) (p. 485) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 497, 498).

VAL-DE-MARNE (situation scolaire) : LUC (Hélène) (p. 480, 481, 500, 502) ; MARSON (James) (p. 493) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 500).

VAL-D'OISE (situation scolaire) : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 487, 488, 489) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 501, 502).

YVELINES (situation scolaire) : MARTIN (René) (p. 489, 490) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 502).

ZONES D'EDUCATION PRIORITAIRE (ZEP) : LUC (Hélène) (p. 481, 503) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 482, 483) ; PERLICAN (Rolande) (p. 485) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 487, 488) ; MARTIN (René) (p. 489) ; MARSON (James) (p. 492) ; CHEVENEMENT (Jean-Pierre) (p. 496).

n° 5. – Enseignement (Actions prioritaires du Gouvernement en matière d'éducation) – Question de M. Paul SERAMY (30 août 1984) (p. 2472) – **Discussion** (10 mai 1985) (p. 477, 503 – commune avec la discussion de la question n° **4** de M. Adolphe Chauvin).

n° 21. – Drogues et stupéfiants (Moyens de lutte contre la drogue) – Question de M. Jean-Marie GIRAULT (JO Questions du 27 septembre 1984) (p. 1521) – **Discussion** (10 mai 1985) (p. 459, 465 – commune avec la discussion de la question n° 93 de M. Roger Husson).

Orateurs : *MM. Jean-Marie Girault, Roger Husson, Jacques Pelletier, Paul Souffrin, Jean-Pierre Fourcade, Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement ; MM. Jacques Habert, Georges Dagonia).*

AISNE (département) : PELLETIER (Jacques) (p. 460, 461) ; DUFOIX (Georgina) (p. 462, 463).

CENTRES D'ACCUEIL ET DE POST-CURE (pour les toxicomanes) : PELLETIER (Jacques) (p. 460, 461) ; DUFOIX (Georgina) (p. 463).

CENTRES DE THERAPIE FAMILIALE : DUFOIX (Georgina) (p. 462, 463).

CHOMAGE : HUSSON (Roger) (p. 460) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 461) ;DUFOIX (Georgina) (p. 461, 463).

COLLECTIVITES LOCALES : DUFOIX (Georgina) (p. 462).

DECENTRALISATION : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 459) ; DUFOIX (Georgina) (p. 462).

DEPARTEMENTS : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 459) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 461) ; DUFOIX (Georgina) (p. 462).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : DAGONIA (Georges) (p. 464).

DIPLOMES : DUFOIX (Georgina) (p. 462, 463) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 464).

DROGUES : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 459, 460, 464, 465) ; HUSSON (Roger) (p. 460) ; PELLETIER (Jacques) (p. 460, 461) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 461) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 461) ; DUFOIX (Georgina) (p. 461 à 463, 465) ; HABERT (Jacques) (p. 464, 465) ; DAGONIA (Georges) (p. 464).

DROGUES (trafic) : HUSSON (Roger) (p. 460) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 461) ; DUFOIX (Georgina) (p. 462) ; DAGONIA (Georges) (p. 464).

DROGUES DOUCES : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 460) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 461) ; DUFOIX (Georgina) (p. 465).

FAMILLE : HUSSON (Roger) (p. 460) ; DUFOIX (Georgina) (p.462).

GUADELOUPE : DAGONIA (Georges) (p. 464) ; DUFOIX (Georgina) (p. 465).

ILE-DE-FRANCE : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 461).

INSTITUT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT, DE LA RECHERCHE, DE L'INFORMATION ET DE LA PREVENTION SUR LES TOXICOMANIES (création) : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 459, 460, 464) ; HABERT (Jacques) (p. 464, 465) ; DUFOIX (Georgina) (p. 465).

JEUNES : HUSSON (Roger) (p. 460) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 461) ; DUFOIX (Georgina) (p. 461, 463, 465).

MEDECINE (enseignement) : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 460) ; DUFOIX (Georgina) (p. 463).

NIDA (Institut national [américain] sur l'abus des drogues) : HABERT (Jacques) (p. 464) ; DUFOIX (Georgina) (p. 465).

PREVENTION : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 459) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 461) ; DUFOIX (Georgina) (p. 462) ; DAGONIA (Georges) (p. 464).

PSYCHIATRIE : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 465) ; DUFOIX (Georgina) (p. 465).

PSYCHOLOGUES : DUFOIX (Georgina) (p. 463) ; GIRAULT (Jean-Marie) (p. 464).

RHONE-ALPES : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 461).

TOXICOMANES (aide aux) : GIRAULT (Jean-Marie) (p. 459, 460, 464) ; HUSSON (Roger) (p. 460) ; PELLETIER (Jacques) (p. 460, 461) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 461) ; DUFOIX (Georgina) (p. 462, 463) ; DAGONIA (Georges) (p. 464).

TOXICOMANES (statistiques) : DUFOIX (Georgina) (p. 462) ; HABERT (Jacques) (p. 464).

TOXICOMANIE : Voir DROGUES.

n° 23. – Industrie textile (Industrie du textile et de l'habillement) – Question de M. Pierre VALLON (JO Questions du 27 septembre 1984) (p. 1521) – **Discussion** (25 octobre 1985) (p. 2534, 2537).

Orateurs : *M. Pierre Vallon, Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur.*

ACCORDS MULTIFIBRES : VALLON (Pierre) (p. 2536) ; CRESSON (Edith) (p. 2537).

ATELIERS ROANNAIS DE CONSTRUCTION TEXTILE (ARCT) : VALLON (Pierre) (p. 2536) ; CRESSON (Edith) (p. 2537).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : VALLON (Pierre) (p. 2536) ; CRESSON (Edith) (p. 2537).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : VALLON (Pierre) (p. 2534, 2535, 2536) ; CRESSON (Edith) (p. 2537).

DEVELOPPEMENT, EXPORTATION, FORMATION, IMAGE (DEFI) : CRESSON (Edith) (p. 2537).

HABILLEMENT : VALLON (Pierre) (p. 2536, 2537) ; CRESSON (Edith) (p. 2537).

IMPORTATIONS : VALLON (Pierrre) (p. 2534, 2535, 2536) ; CRESSON (Edith) (p. 2537).

INVESTISSEMENTS : VALLON (Pierre) (p. 2535).

MACHINE-OUTIL (industrie) : VALLON (Pierre) (p. 2537).

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT : VALLON (Pierre) (p. 2536).

PLAN TEXTILE : VALLON (Pierre) (p. 2534) ; CRESSON (Edith) (p. 2537).

PRIX (libération des) : VALLON (Pierre) (p. 2536).

SOIERIES : VALLON (Pierre) (p. 2536).

TEXTILE (industrie) : VALLON (Pierre) (p. 2534, 2535, 2536, 2537) ; CRESSON (Edith) (p. 2537).

TEXTILES : VALLON (Pierre) (p. 2536) ; CRESSON (Edith) (p. 2537).

n° 25. – Bâtiment et travaux publics (Situation de l'industrie française des travaux publics) – Question de M. Jacques MOSSION (JO Questions du 27 septembre 1984) (p. 1521) – **Discussion** (7 juin 1985) (p. 1046, 1052 – Commune avec la discussion des questions n° 71 de M. Germain Authié et n° 72 de M. Robert Laucournet).

Orateurs : *MM. Jacques Mossion, Robert Laucournet, Germain Authié, Mme Monique Midy, M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports.*

AUTOROUTES : MOSSION (Jacques) (p. 1047).

BATIMENT (industrie) : MOSSION (Jacques) (p. 1046, 1047, 1048) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 1048, 1049) ; AUTHIE (Germain) (p. 1049) ; MIDY (Monique) (p. 1049, 1050) ; CAZALET (Auguste) (p. 1050) ; QUILES (Paul) (p. 1050, 1051, 1052).

COLLECTIVITES LOCALES : MOSSION (Jacques) (p. 1047, 1048) ; QUILES (Paul) (p. 1052).

CONTRATS DE TRAVAIL : MOSSION (Jacques) (p. 1047).

EMPLOI : LAUCOURNET (Robert) (p. 1048) ; MIDY (Monique) (p. 1050) ; CAZALET (Auguste) (p. 1050) ; QUILES (Paul) (p. 1052).

ENTREPRISES (aide aux) : LAUCOURNET (Robert) (p. 1049) ; AUTHIE (Germain) (p. 1049).

EPARGNE : QUILES (Paul) (p. 1051).

EQUIPEMENTS : MOSSION (Jacques) (p. 1047, 1048) ; QUILES (Paul) (p. 1052).

EXPORTATIONS : MOSSION (Jacques) (p. 1046).

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX (FSGT) : MOSSION (Jacques) (p. 1048) ; AUTHIE (Germain) (p. 1049) ; QUILES (Paul) (p. 1051).

FORMATION PROFESSIONNELLE : MOSSION (Jacques) (p. 1047) ; MIDY (Monique) (p. 1050).

HABITATIONS A LOYER MODERE (HLM) : MIDY (Monique) (p. 1050) ; QUILES (Paul) (p. 1051).

LIMOUSIN : LAUCOURNET (Robert) (p. 1048).

LOGEMENT : LAUCOURNET (Robert) (p. 1048) ; AUTHIE (Germain) (p. 1049) ; MIDY (Monique) (p. 1050).

LOGEMENT SOCIAL : LAUCOURNET (Robert) (p. 1048) ; MIDY (Monique) (p. 1050) ; QUILES (Paul) (p. 1050, 1051).

LOYERS : MIDY (Monique) (p. 1050).

MONTAGNE : AUTHIE (Germain) (p. 1049).

PERMIS DE CONSTRUIRE : QUILES (Paul) (p. 1052).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : AUTHIE (Germain) (p. 1049) ; MIDY (Monique) (p. 1050) ; CAZALET (Auguste) (p. 1050) ; QUILES (Paul) (p. 1052).

PRETS LOCATIFS AIDES (PLA) : MIDY (Monique) (p. 1050) ; QUILES (Paul) (p. 1051).

PRETS PARTICIPATIFS SIMPLIFIES (PPS) : QUILES (Paul) (p. 1052).

PROPRIETE (accession à la) : AUTHIE (Germain) (p. 1049) ; QUILES (Paul) (p. 1051).

RESIDENCES SECONDAIRES : QUILES (Paul) (p. 1051).

ROUTES : MOSSION (Jacques) (p. 1047, 1048).

SERVICES PUBLICS LOCAUX (tarifs) : MOSSION (Jacques) (p. 1048).

TRAIN A GRANDE VITESSE (TGV) (Atlantique) : MOSSION (Jacques) (p. 1047).

TRAVAIL CLANDESTIN : CAZALET (Auguste) (p. 1050).

TRAVAILLEURS IMMIGRES : MOSSION (Jacques) (p. 1047).

TRAVAUX PUBLICS : MOSSION (Jacques) (p. 1046, 1047, 1048) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 1048, 1049) ; AUTHIE (Germain) (p. 1049) ; MIDY (Monique) (p. 1049, 1050) ; CAZALET (Auguste) (p. 1050) ; QUILES (Paul) (p. 1050, 1051, 1052).

VOIES NAVIGABLES : MOSSION (Jacques) (p. 1047).

n° 48. – Informatique (Gestion du centre mondial informatique et ressources humaines) – Question de M. Claude HURIET (3 décembre 1984) (p. 3973) – **Discussion** (28 mai 1985) (p. 729, 731).

Orateurs *: MM. Claude Huriet, Gaston Defferre, ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.*

AGRICULTURE : DEFFERRRE (Gaston) (p. 730).

INFORMATIQUE : DEFFERRE (Gaston) (p. 730).

CENTRE MONDIAL INFORMATIQUE ET RESSOURCES HUMAINES : HURIET (Claude) (p. 729, 730, 731) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 729, 730, 731).

CENTRES HOSPITALIERS ET UNIVERSITAIRES (CHU) : DEFFERRE (Gaston) (p. 730).

COUR DES COMPTES : HURIET (Claude) (p. 729) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 731).

TECHNOLOGIE : DEFFERRE (Gaston) (p. 729, 730).

n° 50. – Formation professionnelle et promotion sociale (Mission du délégué chargé des formations nouvelles) – Question de M. Pierre-Christian Taittinger (12 décembre 1984) (p. 4484) – **Discussion** (14 mai 1985) (p. 508, 511).

Orateurs *: MM. Pierre-Christian Taittinger, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement.*

CHOMAGE : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 509) ; LABARRERE (André) (p. 510).

EMPLOI : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 509) ; LABARRERE (André) (p. 510).

FORMATION CONTINUE : LABARRERE (André) (p. 510).

FORMATION PROFESSIONNELLE : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 508, 509) ; LABARRERE (André) (p. 510).

FORMATIONS NOUVELLES (Délégation chargée des) : TAITTINGR (Pierre-Christian) (p. 508, 509) ; LABARRERE (André) (p. 510, 511).

INFORMATIQUE : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 509) ; LABARRERE (André) (p. 510, 511).

INFORMATIQUE (enseignement) : LABARRERE (André) (p. 510, 511).

PARLEMENT (rôle du) : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 509).

PREMIER MINISTRE : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 511) ; DAILLY (Etienne) (p. 511) ; LABARRERE (André) (p. 511).

RENAULT (Régie) : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 509) ;LABARRERE (André) (p. 510).

SECTEUR PUBLIC : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 509).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 509) ; LABARRERE (André) (p. 510).

TECHNOLOGIES NOUVELLES : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 509).

n° 59. – Tourisme (Politique du Gouvernement en matière de tourisme et notamment pour le développement du tourisme social) – Question de M. Pierre VALLON (20 décembre 1984) (p. 4833) – **Discussion** (8 octobre 1985) (p. 2195, 2201).

Orateurs : *MM. Pierre Vallon, Marc Boeuf, Bernard-Michel Hugo, Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme.*

AGENCE NATIONALE POUR L'INFORMATION TOURISTIQUE (ANIT) : VALLON (Pierre) (p. 2196).

AGENCES DE VOYAGES : VALLON (Pierre) (p. 2197).

AIDE AU TOURISME : VALLON (Pierre) (p. 2196) ; BOEUF (Marc) (p. 2197) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 2198) ; CREPEAU (Michel) (p. 2199, 2200).

ASSOCIATIONS : VALLON (Pierre) (p. 2196) ; BOEUF (Marc) (p. 2197).

BIENVENUE FRANCE (groupement d'intérêt économique) : CREPEAU (Michel) (p. 2201).

CENTRES FAMILIAUX : HUGO (Bernard-Michel) (p. 2198).

CHEQUES VACANCES : HUGO (Bernard-Michel) (p. 2198) ; CREPEAU (Michel) (p. 2200).

COLLECTIVITES LOCALES : BOEUF (Marc) (p. 2197) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 2198) ; CREPEAU (Michel (p. 2199).

COMITES D'ENTREPRISE : VALLON (Pierre) (p. 2195) ; BOEUF (Marc) (p. 2197).

COMITES REGIONAUX ET DEPARTEMENTAUX DU TOURISME : VALLON (Pierre) (p. 2196, 2197).

CONGES PAYES : HUGO (Bernard-Michel) (p. 2198).

EMPLOI : CREPEAU (Michel) (p. 2198).

RADIODIFFUSION-TELEVISION : VALLON (Pierre) (p. 2196).

REGIONS : VALLON (Pierre) (p. 2196) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 2198).

RETRAITE (âge de la) : HUGO (Bernard-Michel) (p. 2198) ; CREPEAU (Michel) (p. 2199).

TOURISME : VALLON (Pierre) (p. 2197) ; BOEUF (Marc) (p. 2197) ; CREPEAU (Michel) (p. 2198, 2199, 2200, 2201).

« TOURISME ET TRAVAIL » : CREPEAU (Michel) (p. 2200).

TOURISME RURAL : VALLON (Pierre) (p. 2197).

TOURISME SOCIAL : VALLON (Pierre) (p. 2195, 2196, 2197) ; BOEUF (Marc) (p. 2197) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 2198) ; CREPEAU (Michel) (p. 2198, 2199, 2200).

VACANCES : VALLON (Pierre) (p. 2195) ; BOEUF (Marc) (p. 2197) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 2198) ; CREPEAU (Michel) (p. 2201).

VILLAGES DE VACANCES : VALLON (Pierre) (p. 2196, 2197) ; CREPEAU (Michel) (p. 2199).

n° 61. – Circulation routière (Causes des accidents de la circulation) – Question de M. Jacques MOSSION (2 avril 1985) (p. 66) – **Discussion** (7 juin 1985) (p. 1041, 1043).

Orateurs : *MM. Jacques Mossion, Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports.*

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION : MOSSION (Jacques) (p. 1041, 1042) ; QUILES (Paul) (p. 1042, 1043).

AUTOROUTES : MOSSION (Jacques) (p. 1041) ; QUILES (Paul) (p. 1042).

COLLECTIVITES LOCALES : MOSSION (Jacques) (p. 1041) ; QUILES (Paul) (p. 1042).

IMPOTS ET TAXES : MOSSION (Jacques) (p. 1041) ; QUILES (Paul) (p. 1042).

PEAGES : QUILES (Paul) (p. 1042).

REAGIR (programme d'études sur les accidents de la circulation) : MOSSION (Jacques) (p. 1041) ; QUILES (Paul) (p. 1042, 1043).

ROUTES : MOSSION (Jacques) (p. 1041) ; QUILES (Paul) (p. 1042).

SECURITE ROUTIERE : MOSSION (Jacques) (p. 1041) ; QUILES (Paul) (p. 1042, 1043).

n° 62. – Etablissements publics (Contrats de plan signés entre l'Etat et les régions) – Question de M. Paul MASSON (2 avril 1985) (p. 66) – **Discussion** (28 mai 1985) (p. 731, 735).

Orateurs *: MM. Paul Masson, Gaston Defferre, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.*

CENTRE (région) : MASSON (Paul) (p. 731, 732, 733, 734) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 733, 734).

CONTRATS DE PLAN : MASSON (Paul) (p. 731, 732, 733, 734) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 733, 734).

DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE (DATAR) : DEFFERRE (Gaston) (p. 733).

EQUIPEMENT SCOLAIRE : MASSON (Paul) (p. 733).

LOGEMENT : MASSON (Paul) (p. 732).

PLAN : MASSON (Paul) (p. 733) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 734).

PONTS : MASSON (Paul) (p. 733).

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR : MASSON (Paul) (p. 732).

REGIONS : MASSON (Paul) (p. 731, 732, 733, 734) ; DEFFERRE (Gaston) (p. 733, 734).

n° 66. – Circulation routière (Effondrement du pont de Sully-sur-Loire, Loiret) – Question de M. Paul MASSON (2 avril 1985) (p. 67) – **Discussion** (7 juin 1985) (p. 1043, 1045).

Orateurs : *MM. Paul Masson, Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports.*

CENTRALES NUCLEAIRES : MASSON (Paul) (p. 1044).

CENTRE (région) : MASSON (Paul) (p. 1044).

COLLECTIVITES LOCALES : MASSON (Paul) (p. 1044, 1045) ; QUILES (Paul) (p. 1045).

CONTRATS DE PLAN : MASSON (Paul) (p. 1044).

EQUIPEMENT (services) : MASSON (Paul) (p. 1043) ; QUILES (Paul) (p. 1045).

LOIRE (fleuve) : MASSON (Paul) (p. 1044) ; QUILES (Paul) (p. 1056).

PONTS : MASSON (Paul) (p. 1043, 1044, 1045) ; QUILES (Paul) (p. 1044, 1045).

n° 69. – Déchets (Rapport de la commission de contrôle des services publics responsables de l'application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques) – Question de M. Etienne DAILLY (2 avril 1985) (p. 67) – **Discussion** (16 avril 1985) (p. 229, 240).

Orateurs : *MM. Etienne Dailly, Pierre Noé, Charles Lederman, Richard Pouille, Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement.*

AGENCES DE BASSIN : DAILLY (Etienne) (p. 233) ; BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 237, 239).

AGENCE NATIONALE POUR LA RECUPERATION ET L'ELIMINATION DES DECHETS (ANRED) : DAILLY (Etienne) (p. 233) ; NOE (Pierre) (p. 234) ; BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 236, 237, 239).

COLONIALISME : LEDERMAN (Charles) (p. 234).

COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE (déchets industriels toxiques) : DAILLY (Etienne) (p. 229, 231, 233, 240) ; NOE (Pierre) (p. 234) ; LEDERMAN (Charles) (p. 234) ; POUILLE (Richard) (p. 235) ; BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 235).

COMMUNAUTES EUROPEENNES (directives du conseil) : DAILLY (Etienne) (p. 230, 239) ; NOE (Pierre) (p. 234) ; BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 236, 237).

CONTRATS DE PLAN : BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 237).

DECHETS INDUSTRIELS TOXIQUES : DAILLY (Etienne) (p. 229 à 233, 239, 240) ; NOE (Pierre) (p. 234) ; LEDERMAN (Charles) (p. 234, 235) ; POUILLE (Richard) (p. 235) ; BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 235 à 239).

DIOXYNE : DAILLY (Etienne) (p. 229, 232) ; POUILLE (Richard) (p. 235) ; BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 236, 238).

DROITS DES TRAVAILLEURS : LEDERMAN (Charles) (p. 234).

ELECTRICITE DE FRANCE (EDF) : DAILLY (Etienne) (p. 232) ; BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 238).

EMBALLAGES : DAILLY (Etienne) (p. 231) ; BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 237).

ENTREPRISES : LEDERMAN (Charles) (p. 235) ; BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 238) ; DAILLY (Etienne) (p. 239).

ENVIRONNEMENT : DAILLY (Etienne) (p. 232) ; NOE (Pierre) (p. 234) ; LEDERMAN (Charles) (p. 234) ; POUILLE (Richard) (p. 235) ; BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 236, 238).

INSTALLATIONS CLASSEES : DAILLY (Etienne) (p. 231, 233) ; LEDERMAN (Charles) (p. 234) ; BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 236, 239).

LITTORAL (protection du) : POUILLE (Richard) (p. 235) ; BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 239).

MOSELLE (département) : POUILLE (Richard) (p. 235).

PLAGES : POUILLE (Richard) (p. 235) ; BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 239).

RAPPORT SERVANT (déchets industriels) : BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 236) ; DAILLY (Etienne) (p. 240).

TIERS MONDE : LEDERMAN (Charles) (p. 234).

TRANSFORMATEURS ELECTRIQUES : DAILLY (Etienne) (p. 232, 233) ; BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 238).

TRANSPORTS DE MATIERES DANGEREUSES : DAILLY (Etienne) (p. 232, 33, 239) ; LEDERMAN (Charles) (p. 235) ; POUILLE (Richard) (p. 235) ; BOUCHARDEAU (Huguette) (p. 236).

n° 70. – Carburants (Incorporation de l'éthanol dans les carburants) – Question de M. Jacques PELLETIER (2 avril 1985) (p. 66) – **Discussion** (28 mai 1985) (p. 735, 747).

Orateurs : *MM. Jacques Pelletier, Michel Sordel, Michel Souplet, Roger Husson, Michel Rufin, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Stéphane Bonduel, Martin Malvy, secrétaire d'Etat à l'énergie ; Jacques Machet.*

AGRICULTURE : PELLETIER (Jacques) (p. 736, 746) ; SORDEL (Michel) (p. 737) ; SOUPLET (Michel) (p. 738) ; HUSSON (Roger) (p. 739) ; RUFIN (Michel) (p. 740, 741) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 742) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 743) ; MALVY (Martin) (p. 745) ; MACHET (Jacques) (p. 746).

ALCOOL TERTIO-BUTYLIQUE (TBA) : SORDEL (Michel) (p. 737, 738) ; MALVY (Martin) (p. 744).

ALIMENTS DU BETAIL : PELLETIER (Jacques) (p. 736).

CARBURANTS : PELLETIER (Jacques) (p. 735, 736, 737, 745, 746) ; SORDEL (Michel) (p. 737, 738) ; SOUPLET (Michel) (p. 738, 746) ; HUSSON (Roger) (p. 739, 740) ; RUFIN (Michel) (p. 740, 741) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 741, 742) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 743) ; MALVY (Martin) (p. 743, 744, 745, 746) ; MACHET (Jacques) (p. 746).

CEREALES : SOUPLET (Michel) (p. 738) ; RUFIN (Michel) (p. 740) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 741) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 743).

COMMISSION CONSULTATIVE POUR LA PRODUCTION DE CARBURANTS DE SUBSTITUTION : PELLETIER (Jacques) (p. 736) ; SOUPLET (Michel) (p. 738) ; RUFIN (Michel) (p. 740) ; MALVY (Martin) (p. 743, 744, 745).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : PELLETIER (Jacques) (p. 735) ; SORDEL (Michel) (p. 737) ; SOUPLET (Michel) (p. 738) ; RUFIN (Michel) (p. 740) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 743) ; MALVY (Martin) (p. 745).

DIEUZE : HUSSON (Roger) (p. 739, 740) ; MALVY (Martin) (p. 745).

ENERGIE : PELLETIER (Jacques) (p. 737) ; SOUPLET (Michel) (p. 738) ; RUFIN (Michel) (p. 740) ; MALVY (Martin) (p. 745).

ESSENCE SANS PLOMB : PELLETIER (Jacques) (p. 735, 736, 737, 745) ; SORDEL (Michel) (p. 737, 738) ; SOUPLET (Michel) (p. 738, 746) ; HUSSON (Roger) (p. 739) ; RUFIN (Michel) (p. 740) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 741) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 743) ; MALVY (Martin) (p. 743, 744, 745, 746) ; MACHET (Jacques) (p. 746).

ETHANOL : PELLETIER (Jacques) (p. 735, 736, 737, 746) ; SORDEL (Michel) (p. 737, 738) ; SOUPLET (Michel) (p. 738, 746) ; HUSSON (Roger) (p. 739, 740) ; RUFIN (Michel) (p. 740, 741) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 741, 742) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 743) ; MALVY (Martin) (p. 744, 745, 746).

FOS-SUR-MER : SORDEL (Michel) (p. 737) ; RUFIN (Michel) (p. 740) ; MALVY (Martin) (p. 744).

GAZOLE : MALVY (Martin) (p. 743) ; SOUPLET (Michel) (p. 746).

INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE (IFP) : PELLETIER (Jacques) (p. 736).

METHANOL : PELLETIER (Jacques) (p. 735, 736, 746) ; SORDEL (Michel) (p. 737) ; HUSSON (Roger) (p. 739) ;

RUFIN (Michel) (p. 740) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 743) ; MALVY (Martin) (p. 744).

MEUSE (département) : RUFIN (Michel) (p. 741) ; MALVY (Martin) (p. 745).

POLLUTION (air) : RUFIN (Michel) (p. 740) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 741) ; MALVY (Martin) (p. 745).

PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES : SORDEL (Michel) (p. 736) ; SOUPLET (Michel) (p. 738) ; RUFIN (Michel) (p. 741) ; MALVY (Martin) (p. 746).

RAPPORT RODET (carburant de substitution) : PELLETIER (Jacques) (p. 736) ; SOUPLET (Michel) (p. 738, 746) ; RUFIN (Michel) (p. 740) ; MALVY (Martin) (p. 743).

SOCIETES PETROLIERES : PELLETIER (Jacques) (p. 736) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 743).

SUCRE-UNION (groupe) : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 742).

TAXE SPECIFIQUE SUR LES PRODUITS PETROLIERS : PELLETIER (Jacques) (p. 736).

n° 71. – Bâtiment et travaux publics (Situation des petites et moyennes entreprises du bâtiment) – Question de M. Germain AUTHIE (3 avril 1985) (p. 132) – **Discussion** (7 juin 1985) (p. 1046, 1052 – Commune avec la discussion de la question n° **25** de M. Jacques Mossion).

n° 72. – Bâtiment et travaux publics (Situation des entreprises du bâtiment) – Question de M. Robert LAUCOURNET (3 avril 1985) (p. 133) – **Discussion** (7 juin 1985) (p. 1046, 1052 – Commune avec la discussion de la question n° **25** de M. Jacques Mossion).

n° 73. – Enseignement (situation de l'enseignement dans le département du Val-de-Marne) – Question de Mme Hélène LUC (4 avril 1985) (p. 172) – **Discussion** (10 mai 1985) (p. 477, 503 – commune avec la discussion de la question n° **4** de M. Adolphe Chauvin).

n° 74. – Industrie chimique (Projet d'usine pétrochimique à Fos-sur-Mer, Bouches du Rhône) – Question de M. Michel SORDEL (10 avril 1985) (p. 178) – **Discussion** (28 mai 1985) (p. 735, 747 – Commune avec la discussion de la question n° **70** de M. Jacques Pelletier).

n° 75. – Défense nationale (Fabrication d'un avion de combat européen) – Question de M. Serge BOUCHENY (10 avril 1985) (p. 178) – **Discussion** (25 juin 1985) (p. 1649, 1652).

Orateurs : *MM Jean Garcia, en remplacement de M. Serge Boucheny ; Charles Hernu, ministre de la défense.*

AERONAUTIQUE (industrie) : GARCIA (Jean) (p. 1649, 1650, 1652) ; HERNU (Charles) (p. 1651, 1652).

AVION DE COMBAT FUTUR EUROPEEN (ACFE) : GARCIA (Jean) (p. 1649, 1650) ; HERNU (Charles) (p. 1651, 1652).

DASSAULT-BREGUET (société) : GARCIA (Jean) (p. 1649, 1650) ; HERNU (Charles) (p. 1651, 1652).

EUROPE (coopération en matière d'armement) : GARCIA (Jean) (p. 1649, 1650) ; HERNU (Charles) (p. 1651, 1652).

GROUPE EUROPEEN INDEPENDANT DE PROGRAMMES (GEIP)(ARMEMENT) : HERNU (Charles) (p. 1651).

SOCIETE NATIONALE D'ETUDE ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVIATION (SNECMA) : GARCIA (Jean) (p. 1649, 1650).

n° 76. – Carburants (Utilisation de l'éthanol) – Question de M. Michel SOUPLET (16 avril 1985) (p. 228) – **Discussion** (28 mai 1985) (p. 735, 747 – Commune avec la discussion de la question n° **70** de M. Jacques Pelletier).

n° 78. – Agriculture (Problèmes de l'agriculture française) – Question de M. Jacques EBERHARD (16 avril 1985) (p. 229) – **Discussion** (21 juin 1985) (p. 1519, 1545 – Commune avec la discussion de la question n° **102** de M. Louis Minetti).

n° 79. – Enseignement (Etablissement d'une nouvelle carte scolaire dans le département de Seine-Saint-Denis) – Question de Mme Danielle BIDARD-REYDET (16 avril 1985) (p. 229) – **Discussion** (10 mai 1985) (p. 477, 503 – commune avec la discussion de la question n° **4** de M. Adolphe Chauvin).

n° 82. – Elevage (Sauvegarde et promotion des productions animales) – Question de M. Jean CLUZEL (19 avril 1985) (p. 323) – **Discussion** (21 juin 1985) (p. 1519, 1545 – Commune avec la discussion de la question n° **102** de M. Louis Minetti).

n° 83. – Enseignement (Conséquences de l'application de la carte scolaire à Paris) – Question de Mme Rolande PERLICAN (24 avril 1985) (p. 327) – **Discussion** (10 mai 1985) (p. 477, 503 – commune avec la discussion de la question n° **4** de M. Adolphe Chauvin).

n° 85. – Enseignement (Problèmes scolaires dans le département du Val-d'Oise) – Question de Mme Marie-Claude BEAUDEAU (24 avril 1985) (p. 327) – **Discussion** (10 mai 1985) (p. 477, 503 – commune avec la discussion de la question n° **4** de M. Adolphe Chauvin).

n° 86. – Lait et produits laitiers (Situation des producteurs de lait) – Question de M. Roland du LUART (24 avril 1985) (p. 362) – **Discussion** (21 juin 1985) (p. 1519, 1545 – Commune avec la discussion de la question n° **102** de M. Louis Minetti).

n° 87. – Elevage (Situation des producteurs de bovins maigres) – Question de M. Michel MOREIGNE (24 avril 1985) (p. 362) – **Discussion** (21 juin 1985) (p. 1519, 1545 – Commune avec la discussion de la question n° **102** de M. Louis Minetti).

n° 88. – Enseignement (Situation scolaire dans le département des Yvelines) – Question de M. René MARTIN (25 avril 1985) (p. 375) – **Discussion** (10 mai 1985) (p. 477, 503 – commune avec la discussion de la question n° **4** de M. Adolphe Chauvin).

n° 89. – Carburants (Conséquences, pour les agriculteurs, de la baisse des carburants) – Question de M. Jean BOYER (25 avril 1985) (p. 375) – **Discussion** (21 juin 1985) (p. 1519, 1545 – Commune avec la discussion de la question n° **102** de M. Louis Minetti).

n° 90. – Exploitants agricoles (Installation des jeunes exploitants agricoles) – Question de M. Pierre LOUVOT (2 mai 1985) (p. 382) – **Discussion** (21 juin 1985) (p. 1519, 1545 – Commune avec la discussion de la question n° **102** de M. Louis Minetti).

n° 91. – Enseignement supérieur (Annulation partielle de deux décrets relatifs à l'enseignement supérieur) – Question de M. Adrien GOUTEYRON (2 mai 1985) (p. 382) – **Discussion** (10 mai 1985) (p. 477, 503 – commune avec la discussion de la question n° **4** de M. Adolphe Chauvin).

n° 92. – Handicapés (Etablissements spécialisés et soins) (Exonération du forfait journalier pour les personnes handicapées hospitalisées) – Question de M. Roger HUSSON (2 mai 1985) (p. 382) – **Discussion** (10 mai 1985) (p. 470, 475 – commune avec la discussion des questions n°s 95 et 96 de M. Christian Poncelet).

Orateurs : *MM. Roger Husson, Christian Poncelet, Paul Souffrin, Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement.*

AIDE SOCIALE : PONCELET (Christian) (p. 471).

ALLOCATION AUX ADULTES HANDICAPES : HUSSON (Roger) (p. 470) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 472) ; DUFOIX (Georgina) (p. 473).

APPAREILS A RESONANCE MAGNETIQUE NUCLEAIRE (RMN) : PONCELET (Christian) (p. 472, 475).

ASSURANCE MALADIE-MATERNITE : PONCELET (Christian) (p. 471) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 473).

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIES (CNAM) : PONCELET (Christian) (p. 471) ; DUFOIX (Georgina) (p. 473).

CHOMAGE : PONCELET (Christian) (p. 471, 475) ; DUFOIX (Georgina) (p. 474).

FORMATION CONTINUE : Voir MEDECINS HOSPITALIERS (formation continue).

FRAIS DE CONGRES ET DE MISSION (médecins) : PONCELET (Christian) (p. 471).

HANDICAPES : HUSSON (Roger) (p. 470) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 472) ; DUFOIX (Georgina) (p. 473) ; PONCELET (Christian) (p. 474).

HOPITAUX : HUSSON (Roger) (p. 470) ; PONCELET (Christian) (p. 471, 472, 475) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 472, 473) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 472, 473) ; DUFOIX (Georgina) (p. 473, 474).

HOPITAUX (forfait journalier) : HUSSON (Roger) (p. 470) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 472) ; DUFOIX (Georgina) (p. 473).

HOPITAUX (personnels) : PONCELET (Christian) (p. 471, 472) ; DUFOIX (Georgina) (p. 474).

HOPITAUX (tarifs) : PONCELET (Christian) (p. 471, 474) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 472, 473) ; DUFOIX (Georgina) (p. 473).

HOPITAUX PSYCHIATRIQUES : PONCELET (Christian) (p. 471).

IMMIGRATION : PONCELET (Christian) (p. 474).

MEDECINS HOSPITALIERS : PONCELET (Christian) (p. 471, 472) ; DUFOIX (Georgina) (p. 474).

MUTUALITE : DUFOIX (Georgina) (p. 474) ; PONCELET (Christian) (p. 475).

PREVENTION : DUFOIX (Georgina) (p. 473).

PSYCHIATRIE : PONCELET (Christian) (p. 471, 472).

SCANNERS : PONCELET (Christian) (p. 472).

SECURITE SOCIALE (financement) : DUFOIX (Georgina) (p. 474).

n° 93. – Drogues et stupéfiants (Aide aux toxicomanes) – Question de M. Roger HUSSON (2 mai 1985) (p. 382) – **Discussion** (10 mai 1985) (p. 459, 465 – commune avec la discussion de la question n° **21** de M. Jean-Marie Girault).

n° 94. – Enseignement élémentaire (Méthodes pédagogiques dans l'enseignement primaire) – Question de M. Marc BOEUF (2 mai 1985) (p. 382) – **Discussion** (10 mai 1985) (p. 477, 503 – commune avec la discussion de la question n° **4** de M. Adolphe Chauvin).

n° 95. – Hôpitaux (Tarifs des consultations externes des hôpitaux) – Question de M. Christian PONCELET (3 mai 1985) (p. 406) – **Discussion** (10 mai 1985) (p. 470, 475 – commune avec la discussion des questions n° **92** de M. Roger Husson et n° 96 de M. Christian Poncelet).

n° 96. – Hôpitaux (personnel des) (Prise en charge des frais de congrès et de mission pour le personnel médical des hôpitaux) – Question de M. Christian PONCELET (3 mai 1985) (p. 406) – **Discussion** (10 mai 1985) (p. 470, 475 – commune avec la discussion des questions n° **92** de M. Roger Husson et n° 95 de M. Christian Poncelet).

n° 98. – Personnes âgées (Maintien à domicile des personnes âgées) – Question de M. Jean CHERIOUX (3 mai 1985) (p. 406) – **Discussion** (10 mai 1985) (p. 475, 476).

Orateurs : *M. Jean Chérioux, Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement.*

AIDE MENAGERE : CHERIOUX (Jean) (p. 475, 476) ; DUFOIX (Georgina) (p. 476).

AIDE SOCIALE : CHERIOUX (Jean) (p. 476) ; DUFOIX (Georgina) (p. 476).

ASSURANCE VIEILLESSE : CHERIOUX (Jean) (p. 475) ; DUFOIX (Georgina) (p. 476).

COLLECTIVITES LOCALES : CHERIOUX (Jean) (p. 476) ; DUFOIX (Georgina) (p. 476).

DECENTRALISATION : CHERIOUX (Jean) (p. 476).

PERSONNES AGEES (maintien à domicile) : CHERIOUX (Jean) (p. 475, 476) ; DUFOIX (Georgina) (p. 476).

n° 99. – Lait et produits laitiers (Bilan du dispositif des quotas laitiers) – Question de M. René REGNAULT (9 mai 1985) (p. 428) – **Discussion** (21 juin 1985) (p. 1519, 1545 – Commune avec la discussion de la question n° **102** de M. Louis Minetti).

n° 100. – Carburants (Production d'éthanol comme caburant de substitution) – Question de M. Roger HUSSON (9 mai 1985) (p. 428) – **Discussion** (28 mai 1985) (p. 735, 747 – Commune avec la discussion de la question n° **70** de M. Jacques Pelletier).

n° 102. – Communauté économique européenne (CEE) (Elargissement de la CEE) – Question de M. Louis MINETTI (10 mai 1985) (p. 503) – **Discussion** (21 juin 1985) (p. 1519, 1545 – Commune avec la discussion des questions n° 113 de M. Michel Maurice-Bokanowski, n° 78 de M. Jacques Eberhard, n° 82 de M. Jean Cluzel, n° 86 de M. Roland du Luart, n° 87 de M. Michel Moreigne, n° 89 de M. Jean Boyer, n° 90 de M. Pierre Louvot, n° 99 de M. René Régnault, n° 107 de M. Christian Poncelet, n° 115 de M. Philippe François, n° 116 de M. Louis Mercier, n° 118 de M. Alain Pluchet, n° 119 de M. Roger Husson, n° 110 de M. Jacques Durand, n° 121 de M. Henri Belcour, n° 122 de M. Jacques Machet et n° 123 de M. Rémi Herment).

Orateurs : *MM. Louis Minetti, Michel Maurice-Bokanowski, Jacques Eberhard, Roger Husson, Roland Courteau, Roland du Luart, René Régnault, Henri Nallet, ministre de l'agriculture ; André Rabineau en remplacement de M. Jean Cluzel ; Michel Moreigne, Jean Boyer, Pierre Louvot, Roger Husson en remplacement de M. Christian Poncelet ; Louis Mercier, Jacques Durand, René Souchon, ministre chargé de l'agriculture et de la forêt ; Philippe François, Alain Pluchet, Henri Belcour, Jacques Machet en son nom pour la question n° 122 et en remplacement de M. Rémi Herment pour la question n° 123 ; Jean-François Le Grand.*

AGRICULTEURS : LOUVOT (Pierre) (p. 1532).

AGRICULTEURS (jeunes) : LUART (Roland du) (p. 1526) ; REGNAULT (René) (p. 1527) ; NALLET (Henri) (p. 1528) ; LOUVOT (Pierre) (p. 1533) ; SOUCHON (René) (p. 1537, 1538) ; HERMENT (Rémi)(p. 1541).

AGRICULTURE : MINETTI (Louis) (p. 1520, 1521, 1522) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 1522, 1523) ; EBERHARD (Jacques) (p. 1523, 1524) ; HUSSON (Roger) (p. 1524, 1525) ; COURTEAU (Roland) (p. 1525) ; LUART (Roland du) (p. 1526, 1530) ; REGNAULT (René) (p. 1526, 1527) ; NALLET (Henri) (p. 1527, 1528, 1529, 1530, 1543, 1544, 1545) ; CLUZEL (Jean) (p. 1530, 1531) ; MOREIGNE (Michel) (p. 1531, 1532) ; BOYER (Jean) (p. 1532) ; LOUVOT (Pierre) (p. 1532, 1533) ; PONCELET (Christian) (p. 1533, 1534) ; MERCIER (Louis) (p. 1534) ; DURAND (Jacques) (p. 1535) ; SOUCHON (René) (p. 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 1538) ; PLUCHET (Alain) (p. 1539) ; BELCOUR (Henri) (p. 1539, 1540) ; HERMENT (Rémi) (p. 1541, 1542, 1545) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 1542, 1543).

AGRICULTURE MEDITERRANEENNE : MINETTI (Louis) (p. 1521) ; NALLET (Henri) (p. 1529).

AIDE ALIMENTAIRE : EBERHARD (Jacques) (p. 1524).

APPELLATION D'ORIGINE CONTROLEE (AOC) : COURTEAU (Roland) (p. 1525).

BEURRE : LE GRAND (Jean-François) (p. 1542).

BLE : MINETTI (Louis) (p. 1522) ; NALLET (Henri) (p. 1527) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 1538).

CARBURANTS : BOYER (Jean) (p. 1532) ; PONCELET (Christian) (p. 1534) ; SOUCHON (René) (p. 1538) ; HERMENT (Rémi) (p. 1541) ; NALLET (Henri) (p. 1543).

CEREALES : MINETTI (Louis) (p. 1522) ; HUSSON (Roger) (p. 1524, 1525) ; NALLET (Henri) (p. 1527, 1528, 1529, 1543) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 1538) ; SOUCHON (René) (p. 1538).

CHEVAUX (élevage) : CLUZEL (Jean) (p. 1531).

CREDIT AGRICOLE : LUART (Roland du) (p. 1526).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 1522).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) (élargissement de la) : MINETTI (Louis) (p. 1521, 1522) ; HUSSON (Roger) (p. 1524, 1525) ; NALLET (Henri) (p. 1527, 1528, 1529).

DISTILLATION : COURTEAU (Roland) (p. 1525) ; NALLET (Henri) (p. 1529) ; SOUCHON (René) (p. 1535).

DOUANES : MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 1522, 1523) ; SOUCHON (René) (p. 1536).

ELEVAGE : EBERHARD (Jacques) (p. 1524) ; CLUZEL (Jean) (p. 1531) ; MOREIGNE (Michel) (p. 1531, 1532) ; DURAND (Jacques) (p. 1535) ; SOUCHON (René) (p. 1536, 1540, 1541) ; BELCOUR (Henri) (p. 1540).

ESPAGNE : MINETTI (Louis) (p. 1522) ; HUSSON (Roger) (p. 1524) ; COURTEAU (Roland) (p. 1525).

ETATS-UNIS D'AMERIQUE (USA) : EBERHARD (Jacques) (p. 1523).

ETHANOL : HUSSON (Roger) (p. 1524) ; HERMENT (Rémi) (p. 1541) ; NALLET (Henri) (p. 1543) ; MACHET (Jacques) (p. 1545).

EXODE RURAL : LOUVOT (Pierre) (p. 1533) ; BELCOUR (Henri) (p. 1539).

EXPLOITATIONS AGRICOLES : LOUVOT (Pierre) (p. 1533) ; BELCOUR (Henri) (p. 1540).

EXPORTATIONS : BOYER (Jean) (p. 1532) ; PONCELET (Christian) (p. 1534).

FROMAGES : NALLET (Henri) (p. 1544).

FRUITS ET LEGUMES : MINETTI (Louis) (p. 1521) ; NALLET (Henri) (p. 1529) ; BOYER (Jean) (p. 1532).

GRANDE-BRETAGNE : MINETTI (Louis) (p. 1521) ; SOUCHON (René) (p. 1537) ; NALLET (Henri) (p. 1545).

HORTICULTURE : BOYER (Jean) (p. 1532) ; PONCELET (Christian) (p. 1533) ; SOUCHON (René) (p. 1538).

HYDRAULIQUE AGRICOLE : NALLET (Henri) (p. 1529).

IMPORTATIONS : EBERHARD (Jacques) (p. 1523, 1524) ; COURTEAU (Roland) (p. 1525) ; MOREIGNE (Michel) (p. 1531) ; SOUCHON (René) (p. 1536).

INDEMNITE ANNUELLE DE DEPART (IAD) : LOUVOT (Pierre) (p. 1533).

INDEMNITE SPECIALE DE MONTAGNE (ISM) : SOUCHON (René) (p. 1537).

INDEMNITE VIAGERE DE DEPART (IVD) : LOUVOT (Pierre) (p. 1533) ; SOUCHON (René) (p. 1537).

ITALIE : MINETTI (Louis) (p. 1521, 1522) ; COURTEAU (Roland) (p. 1525) ; SOUCHON (René) (p. 1536).

LAIT ET PRODUITS LAITIERS : MINETTI (Louis) (p. 1521) ; EBERHARD (Jacques) (p. 1523) ; HUSSON (Roger) (p. 1524) ; LUART (Roland du) (p. 1526, 1530) ; REGNAULT (René) (p. 1526, 1527) ; NALLET (Henri) (p. 1527, 1528, 1529, 1543, 1544, 1545) ; CLUZEL (Jean) (p. 1530) ; MOREIGNE (Michel) (p. 1531) ; LOUVOT (Pierre) (p. 1532, 1533) ; MERCIER (Louis) (p. 1534) ; DURAND (Jacques) (p. 1535) ; PLUCHET (Alain) (p. 1539) ; HERMENT (Rémi) (p. 1541, 1542) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 1542, 1543).

LIBAN : CLUZEL (Jean) (p. 1530).

LORRAINE : HERMENT (Rémi) (p. 1541).

MARAICHERS SERRISTES : BOYER (Jean) (p. 1532) ; PONCELET (Christian) (p. 1534) ; SOUCHON (René) (p. 1538).

MATIERES GRASSES D'ORIGINE VEGETALE : EBERHARD (Jacques) (p. 1523) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 1542).

MEUSE (département) : NALLET (Henri) (p. 1543).

MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES (MCM) : EBERHARD (Jacques) (p. 1523) ; NALLET (Henri) (p. 1528).

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES FRUITS, DES LEGUMES ET DE L'HORTICULTURE (ONIFLHOR) : PONCELET (Christian) (p. 1534) ; SOUCHON (René) (p. 1538).

OTAGES : CLUZEL (Jean) (p. 1530).

OVINS : EBERHARD (Jacques) (p. 1524) ; CLUZEL (Jean) (p. 1531) ; MOREIGNE (Michel) (p. 1532) ; DURAND (Jacques) (p. 1535) ; SOUCHON (René) (p. 1536, 1537).

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC) : MINETTI (Louis) (p. 1522) ; MAURICE-BOKANOWSKI (Michel) (p. 1522, 1523) ; HUSSON (Roger) (p. 1524) ; REGNAULT (René) (p. 1527) ; NALLET (Henri) (p. 1530, 1544) ; CLUZEL (Jean) (p. 1530) ; HUSSON (Roger) (p. 1534) ; DURAND (Jacques) (p. 1535) ; SOUCHON (René) (p. 1539, 1540).

PORCINS : CLUZEL (Jean) (p. 1531).

REVENU AGRICOLE : EBERHARD (Jacques) (p. 1523) ; HUSSON (Roger) (p. 1524) ; NALLET (Henri) (p. 1527, 1528) ; MERCIER (Louis) (p. 1534) ; PLUCHET (Alain) (p. 1539) ; BELCOUR (Henri) (p. 1539).

SOCIETES MULTINATIONALES : MINETTI (Louis) (p. 1522).

TAXE DE CORESPONSABILITE : EBERHARD (Jacques) (p. 1523) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 1542) ; NALLET (Henri) (p. 1545).

VIANDES : MINETTI (Louis) (p. 1521) ; EBERHARD (Jacques) (p. 1523, 1524) ; NALLET (Henri) (p. 1529) ; CLUZEL (Jean) (p. 1530, 1531) ; MOREIGNE (Michel) (p. 1531, 1532) ; MERCIER (Louis) (p. 1534) ; BELCOUR (Henri) (p. 1540).

VINS : MINETTI (Louis) (p. 1521) ; HUSSON (Roger) (p. 1525) ; COURTEAU (Roland) (p. 1525) ; NALLET (Henri) (p. 1528, 1529) ; SOUCHON (René) (p. 1535, 1536).

ZONES DE MONTAGNE : NALLET (Henri) (p. 1528) ; CLUZEL (Jean) (p. 1530) ; MOREIGNE (Michel) (p. 1531) ; DURAND (Jacques) (p. 1535) ; SOUCHON (René) (p. 1537, 1540, 1541) ; BELCOUR (Henri) (p. 1539).

n° 103. – Energies nouvelles (Production d'éthanol et de fourrages protéiques en Meuse) – Question de M. Michel RUFIN (14 mai 1985) (p. 508) – **Discussion** (28 mai 1985)

(p. 735, 747 – Commune avec la discussion de la question n° **70** de M. Jacques Pelletier).

n° 106. – Carburants (Implantation d'une usine de produits d'éthanol à Goussainville, Val-d'Oise) – Question de Mme Marie-Claude BEAUDEAU (21 mai 1985) (p. 585) – **Discussion** (28 mai 1985) (p. 735, 747 – Commune avec la discussion de la question n° **70** de M. Jacques Pelletier).

n° 107. – Horticulture (Situation des horticulteurs due aux augmentations des prix des produits laitiers) – Question de M. Christian PONCELET (22 mai 1985) (p. 627) – **Discussion** (21 juin 1985) (p. 1519, 1545 – Commune avec la discussion de la question n° **102** de M. Louis Minetti).

n° 110. – Elevage (Négociations européennes sur le marché des ovins) – Question de M. Jacques DURAND (4 juin 1985) (p. 840) – **Discussion** (21 juin 1985) (p. 1519, 1545 – Commune avec la discussion de la question n° **102** de M. Louis Minetti).

n° 112. – Autoroutes (Achèvement de l'autoroute A 64 entre Puyoô et Bayonne, Pyrénées-Atlantiques) – Question de M. Auguste CAZALET (5 juin 1985) (p. 989) – **Discussion** (7 juin 1985) (p. 1045, 1046).

Orateurs : *MM. Auguste Cazalet, Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports.*

AQUITAINE : CAZALET (Auguste) (p. 1046) ; QUILES (Paul) (p. 1046).

AUTOROUTES : CAZALET (Auguste) (p. 1045) ; QUILES (Paul) (p. 1046).

ROUTES : CAZALET (Auguste) (p. 1045).

n° 113. – Communauté économique européenne (CEE) (Négociation commerciale entre la CEE et le GATT) – Question de M. Michel MAURICE-BOKANOWSKI (6 juin 1985) (p. 1032) – **Discussion** (21 juin 1985) (p. 1519, 1545 – Commune avec la discussion de la question n° **102** de M. Louis Minetti).

n° 115. – Politique agricole commune (PAC) (Indemnité de fin de campagne sur le blé tendre au 31 juillet 1985) – Question de M. Philippe FRANCOIS (11 juin 1985) (p. 1056) – **Discussion** (21 juin 1985) (p. 1519, 1545 – Commune avec la discussion de la question n° **102** de M. Louis Minetti).

n° 116. – Elevage (Mesures en faveur des éleveurs de bovins) – Question de M. Louis MERCIER (11 juin 1985) (p. 1067) – **Discussion** (21 juin 1985) (p. 1519, 1545 – Commune avec la discussion de la question n° **102** de M. Louis Minetti).

n° 118. – Lait et produits laitiers (Difficultés rencontrées par certaines entreprises agro-alimentaires après l'instauration des quotas laitiers) – Question de M. Alain PLUCHET (12 juin 1985) (p. 1123) – **Discussion** (21 juin 1985) (p. 1519, 1545 – Commune avec la discussion de la question n° **102** de M. Louis Minetti).

n° 119. – Agriculture (Perspectives agricoles pour 1985 dans les domaines laitier et céréalier ainsi que sur l'élargissement de la CEE) – Question de M. Roger HUSSON (12 juin 1985) (p. 1123) – **Discussion** (21 juin 1985) (p. 1519, 1545 – Commune avec la discussion de la question n° **102** de M. Louis Minetti).

n° 121. – Exploitants agricoles (Situation des agriculteurs de moyenne montagne) – Question de M. Henri BELCOUR (13 juin 1985) (p. 1206) – **Discussion** (21 juin 1985) (p. 1519, 1545 – Commune avec la dicussion de la question n° **102** de M. Louis Minetti).

n° 122. – Carburants (Production d'éthanol) – Question de M. Jacques MACHET (13 juin 1985) (p. 1206) – **Discussion** (21 juin 1985) (p. 1519, 1545 – Commune avec la discussion de la question n° **102** de M. Louis Minetti).

n° 123. – Lait et produits laitiers (Application des quotas laitiers en Lorraine) – Question de M. Rémi HERMENT (20 juin 1985) (p. 1451) – **Discussion** (21 juin 1985) (p. 1519, 1545 – Commune avec la discussion de la question n° **102** de M. Louis Minetti).

n° 125. – Industrie (Situation de l'industrie et de l'emploi en Ile-de-France) – Question de M. Guy SCHMAUS (17 juillet 1985) (p. 1889) – **Discussion** (25 octobre 1985) (p. 2537, 2556).

Orateurs : *MM. Guy Schmaus, Serge Boucheny, Pierre Gamboa, Mmes Monique Midy, Marie-Claude Beaudeau, M. Jean Garcia, Mme Rolande Perlican, MM. James Marson, Fernand Lefort, René Martin, Mmes Hélène Luc, Danielle Bidard-Reydet, MM. Bernard-Michel Hugo, Charles Lederman, Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur.*

AERONAUTIQUE (industrie) : BOUCHENY (Serge) (p. 2539, 2540) ; CRESSON (Edith) (p.2553).

AUDIOVISUEL (industrie des matériels) : MIDY (Monique) (p. 2541).

AUTOMOBILE (industrie) : SCHMAUS (Guy) (p. 2538, 2539) ; GARCIA (Jean) (p. 2544) ; CRESSON (Edith) (p. 2551, 2552, 2553).

BANQUES : LEFORT (Fernand) (p. 2546).

BATIMENT (industrie) : MARSON (James) (p. 2545, 2546).

CENTRALES THERMIQUES : PERLICAN (Rolande) (p. 2545).

CIRCULATION ROUTIERE : HUGO (Bernard-Michel) (p. 2550).

COMPAGNIES AERIENNES : BOUCHENY (Serge) (p. 2540).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : CRESSON (Edith) (p. 2551).

CONSTRUCTION : MARSON (James) (p. 2545, 2546).

CONTRATS DE PLAN : PERLICAN (Rolande) (p. 2544) ; LUC (Hélène) (p. 2548) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2549) ; CRESSON (Edith) (p. 2552).

DROITS DES TRAVAILLEURS : GAMBOA (Pierre) (p. 2541) ; MIDY (Monique) (p. 2542) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 2543) ; MARSON (James) (p. 2545).

EDITION : LEDERMAN (Charles) (p. 2550, 2551).

ELECTRICITE : PERLICAN (Rolande) (p. 2544, 2545) ; CRESSON (Edith) (p. 2554).

ELECTROMENAGER : MIDY (Monique) (p. 2541).

ELECTRONIQUE (industrie) : MIDY (Monique) (p. 2542).

EMPLOI : SCHMAUS (Guy) (p. 2538, 2539, 2556) ; BOUCHENY (Serge) (p. 2539, 2540) ; GAMBOA (Pierre) (p. 2540, 2541) ; MIDY (Monique) (p. 2541, 2542) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 2542, 2543) ; GARCIA (Jean) (p. 2543, 2544) ; PERLICAN (Rolande) (p. 2544, 2545) ; MARSON (James) (p. 2545, 2546) ; LEFORT (Fernand) (p. 2546, 2547) ; MARTIN (René) (p. 2547, 2548) ; LUC (Hélène) (p. 2548) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2549) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 2550) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2551) ; CRESSON (Edith) (p. 2551, 2552, 2555).

ENERGIE : PERLICAN (Rolande) (p. 2544, 2545) ; CRESSON (Edith) (p. 2554).

ENERGIE NUCLEAIRE : PERLICAN (Rolande) (p. 2545) ; CRESSON (Edith) (p. 2554).

ENTREPRISES NATIONALES : CRESSON (Edith) (p. 2552).

ETATS-UNIS D'AMERIQUE (USA) : CRESSON (Edith) (p. 2553) ; SCHMAUS (Guy) (p. 2556).

FONDERIE (industrie) : GAMBOA (Pierre) (p. 2540, 2541) ; CRESSON (Edith) (p. 2551).

FORMATION PROFESSIONNELLE : GAMBOA (Pierre) (p. 2541) ; LEFORT (Fernand) (p. 2546, 2547) ; MARTIN (René) (p. 2548) ; LUC (Hélène) (p. 2548) ; CRESSON (Edith) (p. 2555).

GAZ : PERLICAN (Rolande) (p. 2544).

GROUPEMENTS D'INTERET PUBLIC (GIP) : BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2549).

ILE-DE-FRANCE : SCHMAUS (Guy) (p. 2538, 2539, 2556) ; BOUCHENY (Serge) (p. 2539, 2540) ; GAMBOA (Pierre) (p. 2540) ; MIDY (Monique) (p. 2541) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 2542, 2543) ; GARCIA (Jean) (p. 2543, 2544) ; PERLICAN (Rolande) (p. 2544, 2545) ; MARSON (James) (p. 2545, 2546) ; LEFORT (Fernand) (p. 2546) ; MARTIN (René) (p. 2547) ; LUC (Hélène) (p. 2548) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2549) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 2549) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2550, 2551) ; CRESSON (Edith) (p. 2551, 2552, 2553, 2554, 2555).

IMPRIMERIES : LEDERMAN (Charles) (p. 2550, 2551) ; CRESSON (Edith) (p. 2555).

INDUSTRIE : SCHMAUS (Guy) (p. 2538, 2539, 2556) ; BOUCHENY (Serge) (p. 2539, 2540) ; GAMBOA (Pierre) (p. 2540, 2541) ; MIDY (Monique) (p. 2541, 2542) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 2542, 2543) ; GARCIA (Jean) (p. 2543, 2544) ; PERLICAN (Rolande) (p. 2544, 2545) ; MARSON (James) (p. 2545, 2546) ; LEFORT (Fernand) (p. 2546, 2547) ; MARTIN (René) (p. 2547, 2548) ; LUC (Hélène) (p. 2548) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2549) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 2549, 2550) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2550, 2551) ; CRESSON (Edith) (p. 2551, 2552, 2553, 2554, 2555).

INFORMATIQUE : MIDY (Monique) (p. 2542) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 2543) ; MARTIN (René) (p. 2547, 2548).

INVESTISSEMENTS (à l'étranger) : SCHMAUS (Guy) (p. 2538) ; BOUCHENY (Serge) (p. 2540) ; MARSON (James) (p. 2545).

JEUX OLYMPIQUES : MARSON (James) (p. 2546).

LICENCIEMENTS : SCHMAUS (Guy) (p. 2538) ; BOUCHENY (Serge) (p. 2539) ; MIDY (Monique) (p. 2541, 2542) ; MARSON (James) (p. 2546) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2551).

LOGEMENT SOCIAL : MARSON (James) (p. 2546).

LYCEES D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (LEP) : LUC (Hélène) (p. 2548).

MACHINE-OUTIL (industrie) : GARCIA (Jean) (p. 2543, 2544) ; LEFORT (Fernand) (p. 2546) ; CRESSON (Edith) (p. 2551, 2554).

NATIONALISATIONS : BOUCHENY (Serge) (p. 2540) ; CRESSON (Edith) (p. 2553).

PARIS : MARSON (James) (p. 2545).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 2542) ; LEFORT (Fernand) (p. 2546, 2547) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2549) ; CRESSON (Edith) (p. 2554).

PEUGEOT (société anonyme) (PSA) : SCHMAUS (Guy) (p. 2539) ; CRESSON (Edith) (p. 2553, 2554).

POLITIQUE INDUSTRIELLE : SCHMAUS (Guy) (p. 2538, 2556) ; GAMBOA (Pierre) (p. 2541) ; MIDY (Monique) (p. 2541, 2542) ; PERLICAN (Rolande) (p. 2544) ; CRESSON (Edith) (p. 2551, 2552, 2553, 2554, 2555).

POSTES : MARTIN (René) (p. 2547).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (PTT) : MARTIN (René) (p. 2547, 2548).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (personnels) : MARTIN (René) (p. 2547, 2548) ; CRESSON (Edith) (p. 2555).

RECHERCHE : BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2549) ; CRESSON (Edith) (p. 2555).

RENAULT (Régie) : SCHMAUS (Guy) (p. 2538) ; CRESSON (Edith) (p. 2552, 2553).

RHONE-POULENC (groupe) : BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2549).

ROBOTIQUE : SCHMAUS (Guy) (p. 2538) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2549) ; CRESSON (Edith) (p. 2553).

SECTEUR TERTIAIRE : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 2542, 2543) CRESSON (Edith) (p. 2551).

SIDERURGIE (industrie) : GAMBOA (Pierre) (p. 2540).

TELECOMMUNICATIONS : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 2542, 2543).

TELEPHONE : MARTIN (René) (p. 2547) ; CRESSON (Edith) (p. 2555).

TRANSPORTS : HUGO (Bernard-Michel) (p. 2549, 2550) ; CRESSON (Edith) (p. 2555).

TRAVAIL (conditions du) : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 2543).

n° 129. – Hôpitaux (Recouvrement des créances hospitalières dues, en particulier, par des ressortissants étrangers) – Question de M. Claude HURIET (J.O. Questions du 12 septembre 1985) (p. 1682) – **Discussion** (15 novembre 1985) (p. 3159, 3161).

Orateurs : *M. Claude Huriet, Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales.*

CREANCES : HURIET (Claude) (p. 3159, 3160, 3161) ; DUFOIX (Georgina) (p. 3160, 3161).

ETRANGERS : HURIET (Claude) (p. 3159, 3160, 3161) ; DUFOIX (Georgina) (p. 3160).

FORT-DE-FRANCE : HURIET (Claude) (p. 3160).

HOPITAUX : HURIET (Claude) (p. 3159, 3160, 3161) ; DUFOIX (Georgina) (p. 3160, 3161).

SECURITE SOCIALE : DUFOIX (Georgina) (p. 3160) ; HURIET (Claude) (p. 3161).

n° 136. – Commerce extérieur (Position du Gouvernement à l'égard de la prochaine conférence du GATT) – Question de M. Michel SOUPLET (8 octobre 1985) (p. 2194) – **Discussion** (25 octobre 1985) (p. 2533, 2534).

Orateurs : *M. Michel Souplet, Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur.*

AGRICULTURE : SOUPLET (Michel) (p. 2533, 2534) ; CRESSON (Edith) (p. 2534).

CEREALES : SOUPLET (Michel) (p. 2533).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : SOUPLET (Michel) (p. 2533, 2534) ; CRESSON (Edith) (p. 2534).

ETATS-UNIS D'AMERIQUE (USA) : SOUPLET (Michel) (p. 2533, 2534).

EXPORTATIONS : SOUPLET (Michel) (p. 2533, 2534) ; CRESSON (Edith) (p. 2534).

GENERAL AGREEMENT ON TARIFFS AND TRADE (GATT) : SOUPLET (Michel) (p. 2533, 2534) ; CRESSON (Edith) (p. 2534).

LAIT ET PRODUITS LAITIERS : SOUPLET (Michel) (p. 2533).

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT : SOUPLET (Michel) (p. 2533) ; CRESSON (Edith) (p. 2534).

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC) : SOUPLET (Michel) (p. 2533, 2534) ; CRESSON (Edith) (p. 2534).

n° 137. – Sports (Soutien aux athlètes de haut niveau) – Question de M. Stéphane BONDUEL (8 octobre 1985) (p. 2194 et 2195) – **Discussion** (25 octobre 1985) (p. 2523, 2532 – commune avec la discussion de la question n° 3 de M. Jean Francou).

n° 140. – Pétrole (Situation de l'industrie française du raffinage) – Question de M. Jean-François PINTAT (8 octobre 1985) (p. 2218) – **Discussion** (25 octobre 1985) (p. 2556, 2558 – commune avec la discussion de la question n° 146 de M. Philippe Madrelle).

Orateurs : *MM. Paul Kauss, en remplacement de M. Jean-François Pintat ; Philippe Madrelle, Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur.*

AQUITAINE : KAUSS (Paul) (p. 2557) ; MADRELLE (Philippe) (p. 2557, 2558) ; CRESSON (Edith) (p. 2558).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : KAUSS (Paul) (p. 2556, 2557).

PETROLE : KAUSS (Paul) (p. 2556, 2557).

RAFFINAGE (industrie) : KAUSS (Paul) (p. 2556, 2557) ; MADRELLE (Philippe) (p. 2557, 2558) ; CRESSON (Edith) (p. 2558).

n° 141. – Prestations familiales (Mise en oeuvre d'une politique familiale) – Question de Mme Marie-Claude BEAUDEAU (8 octobre 1985) (p. 2218) – **Discussion** (15 novembre 1985) (p. 3152, 3159).

Orateurs : *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean Chérioux, Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales.*

ALLOCATIONS FAMILIALES : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3153, 3154) ; CHERIOUX (Jean) (p. 3154) ; DUFOIX (Georgina) (p. 3156).

CONCUBINAGE : CHERIOUX (Jean) (p. 3154).

CONGE PARENTAL : CHERIOUX (Jean) (p. 3154) ; DUFOIX (Georgina) (p. 3157).

CRECHES : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3153) ; DUFOIX (Georgina) (p. 3157).

DROITS DE LA FEMME : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3153, 3154) ; CHERIOUX (Jean) (p. 3154).

ETRANGERS : CHERIOUX (Jean) (p. 3154).

EXPULSIONS (logement) : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3153).

HOPITAUX : DUFOIX (Georgina) (p. 3158).

MUTUELLES (sociétés) : DUFOIX (Georgina) (p. 3158).

NATALITE : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3153) ; CHERIOUX (Jean) (p. 3154) ; DUFOIX (Georgina) (p. 3158).

PAUVRETE : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3153).

PERSONNES AGEES : DUFOIX (Georgina) (p. 3157, 3158).

POLITIQUE FAMILIALE : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3152, 3153, 3159) ; CHERIOUX (Jean) (p. 3154, 3155, 3158) ; DUFOIX (Georgina) (p. 3155, 3156, 3158).

PROTECTION SOCIALE : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3152, 3153, 3154) ; CHERIOUX (Jean) (p. 3154, 3158) ; DUFOIX (Georgina) (p. 3156, 3157, 3158).

SALAIRE FAMILIAL : CHERIOUX (Jean) (p. 3154).

SECURITE SOCIALE (financement) : DUFOIX (Georgina) (p. 3156) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3159).

SECURITE SOCIALE (prestations) : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3152) ; DUFOIX (Georgina) (p. 3158).

TRAVAIL A TEMPS PARTIEL : CHERIOUX (Jean) (p. 3154).

n° 144. – Jeux et paris (Loto sportif) – Question de M. Philippe MADRELLE (17 octobre 1985) (p. 2319) – **Discussion** (25 octobre 1985) (p. 2523, 2532 – commune avec la discussion de la question n° 3 de M. Jean Francou).

n° 145. – Sports (Application de la loi du 6 juillet 1984) – Question de M. Guy SCHMAUS (17 octobre 1985) (p. 2319) – **Discussion** (25 octobre 1985) (p. 2523, 2532 – commune avec la discussion de la question n° 3 de M. Jean Francou).

n° 146. – Carburants (Situation de l'industrie du raffinage de l'estuaire de la Gironde) – Question de M. Philippe MADRELLE (17 octobre 1985) (p. 2319) – **Discussion** (25 octobre 1985) (p. 2556, 2558 – commune avec la discussion de la question n° **140** de M. Jean-François Pintat).

n° 148. – Téléphone (Avenir du groupe national « Compagnie générale de constructions téléphoniques », CGCT) – Question de M. Pierre GAMBOA (22 octobre 1985) (p. 2384) – **Discussion** (15 novembre 1985) (p. 3149, 3151).

Orateurs : *MM. Pierre Gamboa, Louis Mexandeau, ministre chargé des P.T.T..*

COMPAGNIE GENERALE DES CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES (CGCT) : GAMBOA (Pierre) (p. 3149, 3151) ; MEXANDEAU (Louis) (p. 3150, 3151).

DENATIONALISATIONS : GAMBOA (Pierre) (p. 3150).

EMPLOI : GAMBOA (Pierre) (p. 3149, 3150) ; MEXANDEAU (Louis) (p. 3150, 3151).

ELECTRONIQUE (industrie) : GAMBOA (Pierre) (p. 3150) ; MEXANDEAU (Louis) (p. 3151).

KOWEIT : GAMBOA (Pierre) (p. 3149) ; MEXANDEAU (Louis) (p. 3150).

TELEVISION : MEXANDEAU (Louis) (p. 3151).

n° 152. – Médecine (Nouvelle thérapeutique destinée à soigner le SIDA) – Question de M. Claude HURIET (6 novembre 1985) (p. 2777) – **Discussion** (15 novembre 1985) (p. 3161, 3163).

Orateurs : *M. Claude Huriet ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales.*

INFORMATION : HURIET (Claude) (p. 3161, 3163) ; DUFOIX (Georgina) (p. 3162).

MEDICAMENTS : HURIET (Claude) (p. 3161) ; DUFOIX (Georgina) (p. 3162).

RECHERCHE MEDICALE : HURIET (Claude) (p. 3162, 3163) ; DUFOIX (Georgina) (p. 3162).

SIDA (syndrome immuno-déficitaire acquis) : HURIET (Claude) (p. 3161, 3162, 3163) ; DUFOIX (Georgina) (p. 3162).

n° 160. – Droits de l'homme (Situation des droits de l'homme dans le monde) – Question de M. Jacques Pelletier (5 décembre 1985) (p. 3613) – **Discussion** (17 décembre 1985) (p. 4085 à 4098) (Discussion commune avec la discussion des questions n° 161 de Mme Cécile Goldet, n° 163 de M. Adolphe Chauvin, n° 164 de M. Pierre-Christian Taittinger, n° 165 de M. Jacques Habert, n° 167 de M. Jean Francou, n°s 168 et 170 de M. Auguste Cazalet, n° 171 de M. Louis de Catuelan, n° 172 de M. Charles Lederman, n° 173 de M. Louis Minetti, n° 174 de M. Jean Garcia et n° 176 de M. Roger Husson).

Orateurs : *M. Jacques Pelletier, Mme Cécile Goldet, MM. Adolphe Chauvin, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Habert, Jean Francou, Auguste Cazalet, Louis de Catuelan, Charles Lederman, Louis Minetti, M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures.*

ACCORDS D'HELSINKI : GOLDET (Cécile) (p. 4087) ; HABERT (Jacques) (p. 4090, 4091) ; DUMAS (Roland) (p. 4095).

AFFAIRE GREENPEACE : LEDERMAN (Charles) (p. 4093) ; DUMAS (Roland) (p. 4098).

AFGHANISTAN : PELLETIER (Jacques) (p. 4086) ; GOLDET (Cécile) (p. 4088).

AFRIQUE : LEDERMAN (Charles) (p. 4093).

AFRIQUE DU SUD : PELLETIER (Jacques) (p. 4086) ; LEDERMAN (Charles) (p. 4093) ; DUMAS (Roland) (p. 4098).

AIDE ALIMENTAIRE : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 4089) ; LEDERMAN (Charles) (p. 4093) ; DUMAS (Roland) (p. 4095, 4097).

AMNESTY INTERNATIONAL : PELLETIER (Jacques) (p. 4087) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 4089).

ARGENTINE : PELLETIER (Jacques) (p. 4087).

ARMENIENS : HABERT (Jacques) (p. 4090) ; LEDERMAN (Charles) (p. 4093).

CAMBODGE : PELLETIER (Jacques) (p. 4086).

CHILI : PELLETIER (Jacques) (p. 4086).

CONSEIL DE L'EUROPE : DUMAS (Roland) (p. 4095).

DELEGUES SYNDICAUX : MINETTI (Louis) (p. 4093, 4094) ; DUMAS (Roland) (p. 4098).

DIEULEVEULT (Reporter) : CATUELAN (Louis de) (p. 4092, 4093) ; DUMAS (Roland) (p. 4098).

DISSIDENTS SOVIETIQUES : PELLETIER (Jacques) (p. 4086) ; GOLDET (Cécile) (p. 4087, 4088) ; HABERT (Jacques) (p. 4090) ; CAZALET (Auguste) (p. 4091) ; LEDERMAN (Charles) (p. 4093) ; DUMAS (Roland) (p. 4096).

DOUBLES NATIONAUX : HABERT (Jacques) (p. 4090) ; DUMAS (Roland) (p. 4097).

DROITS DE L'HOMME : PELLETIER (Jacques) (p. 4086, 4087) ; GOLDET (Cécile) (p. 4087, 4088) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 4088) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 4088, 4089) ; HABERT (Jacques) (p. 4089 à 4091) ; FRANCOU (Jean) (p. 4091) ; CAZALET (Auguste) (p. 4091, 4092) ; CATUELAN (Louis de) (p. 4092, 4093) ; LEDERMAN (Charles) (p. 4093) ; MINETTI (Louis) (p. 4093, 4094) ; DUMAS (Roland) (p. 4095 à 4099).

EMIGRATION : GOLDET (Cécile) (p. 4088).

ETHIOPIE : PELLETIER (Jacques) (p. 4086) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 4088, 4089) ; LEDERMAN (Charles) (p. 4093) ; DUMAS (Roland) (p. 4096, 4097).

FRANCAIS RETENUS EN URSS : HABERT (Jacques) (p. 4090) ; DUMAS (Roland) (p. 4097).

INCORPORES DE FORCE DANS L'ARMEE ALLEMANDE (Malgré nous) : HABERT (Jacques) (p. 4090) ; DUMAS (Roland) (p. 4097).

LIBAN : PELLETIER (Jacques) (p. 4086, 4087) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 4088) ; FRANCOU (Jean) (p. 4091) ; CAZALET (Auguste) (p. 4092) ; DUMAS (Roland) (p. 4097, 4098).

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME : PELLETIER (Jacques) (p. 4087).

LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME (LICRA) : PELLETIER (Jacques) (p. 4087).

MALGRE NOUS : Voir INCORPORES DE FORCE DANS L'ARMEE ALLEMANDE.

MAROC : MINETTI (Louis) (p. 4093) ; DUMAS (Roland) (p. 4098).

MEDECINS SANS FRONTIERES : TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 4089) ; DUMAS (Roland) (p. 4096).

OFFICES PUBLICS D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION (OPAC) : MINETTI (Louis) (p. 4094).

ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU) : DUMAS (Roland) (p. 4097).

OTAGES : PELLETIER (Jacques) (p. 4086, 4087) ; CHAUVIN (Adolphe) (p. 4088) ; FRANCOU (Jean) (p. 4091) ; CAZALET (Auguste) (p. 4092) ; DUMAS (Roland) (p. 4096, 4098).

PARLEMENT EUROPEEN : HABERT (Jacques) (p. 4090).

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE : LEDERMAN (Charles) (p. 4093) ; MINETTI (Louis) (p. 4094).

POLITIQUE EXTERIEURE : PELLETIER (Jacques) (p. 4087) ; CAZALET (Auguste) (p. 4092).

POPIELUSZKO (prêtre polonais) : PELLETIER (Jacques) (p. 4086).

PRIX NOBEL : CAZALET (Auguste) (p. 4091) ; DUMAS (Roland) (p. 4097).

REFUGIES : DUMAS (Roland) (p. 4095).

TERRORISME : CHAUVIN (Adolphe) (p. 4088).

TIMOR : PELLETIER (Jacques) (p. 4086).

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES (URSS) : PELLETIER (Jacques) (p. 4086) ; GOLDET (Cécile) (p. 4087, 4088) ; TAITTINGER (Pierre-Christian) (p. 4089) ; HABERT (Jacques) (p. 4089, 4090, 4091) ; CAZALET (Auguste) (p. 4091) ; LEDERMAN (Charles) (p. 4093) ; DUMAS (Roland) (p. 4096, 4097, 4098).

ZAIRE : CATUELAN (Louis de) (p. 4092, 4093) ; DUMAS (Roland) (p. 4098).

n° 161. – Politique extérieure (Suite réservée aux interventions en faveur de M. Sakharov et de M. Tcharansky) – Question de Mme Cécile GOLDET (5 décembre 1985) (p. 3613) – **Discussion** (17 décembre 1985) (p. 4085 à 4098 – Commune avec la discussion de la question n° **160** de M. Jacques Pelletier).

n° 163. – Droits de l'homme (Lutte contre les atteintes aux droits de l'homme dans le domaine des prises d'otages) – Question de M. Adolphe CHAUVIN (5 décembre 1985) (p. 3613) – **Discussion** (17 décembre 1985) (p. 4085 à 4098 – Commune avec la discussion de la question n° **160** de M. Jacques Pelletier).

n° 164. – Droits de l'homme (Action de la France pour amener les autorités éthiopiennes à respecter les droits de l'homme) – Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER (5 décembre 1985) (p. 3613) – **Discussion** (17 décembre 1985) (p. 4085 à 4098 – Commune avec la discussion de la question n° **160** de M. Jacques Pelletier).

n° 165. – Politique extérieure (Libération de détenus français en URSS) – Question de M. Jacques HABERT (5 décembre 1985) (p. 3613) – **Discussion** (17 décembre 1985) (p. 4085 à 4098 – Commune avec la discussion de la question n° **160** de M. Jacques Pelletier).

n° 167. – Droits de l'homme (Violation des droits de l'homme au Liban) – Question de M. Jean FRANCOU (11 décembre 1985) (p. 3795) – **Discussion** (17 décembre 1985) (p. 4085 à 4098 – Commune avec la discussion de la question n° **160** de M. Jacques Pelletier).

n° 168. – Politique extérieure (Présence de notre ambassadeur à la cérémonie de remise du prix Nobel de la paix) – Question de M. Auguste CAZALET (12 décembre 1985) (p. 3897) – **Discussion** (17 décembre 1985) (p. 4085 à 4098 – Commune

avec la discussion de la question n° **160** de M. Jacques Pelletier).

n° 170. – Politique extérieure (Démarches entreprises par le Gouvernement français en faveur de la libération des otages français au Liban) – Question de M. Auguste CAZALET (12 décembre 1985) (p. 3897) – **Discussion** (17 décembre 1985) (p. 4085 à 4098 – Commune avec la discussion de la question n° **160** de M. Jacques Pelletier).

n° 171. – Politique extérieure (Protection des nationaux en détresse à l'étranger) – Question de M. Louis de CATUELAN (12 décembre 1985) (p. 3897) – **Discussion** (17 décembre 1985) (p. 4085 à 4098 – Commune avec la discussion de la question n° **160** de M. Jacques Pelletier).

n° 172. – Droits de l'homme (Conceptions du Gouvernement français en matière de droits de l'homme) – Question de M. Charles LEDERMAN (12 décembre 1985) (p. 3897) – **Discussion** (17 décembre 1985) (p. 4085 à 4098 – Commune avec la discussion de la question n° **160** de M. Jacques Pelletier).

n° 173. – Droits de l'homme (Atteintes aux droits de l'homme en France) – Question de M. Louis MINETTI (12 décembre 1985) (p. 3897) – **Discussion** (17 décembre 1985) (p. 4085 à 4098 – Commune avec la discussion de la question n° **160** de M. Jacques Pelletier).

n° 174. – Droits de l'homme (Violation des droits de l'homme en Afrique du Sud) – Question de M. Jean GARCIA (12 décembre 1985) (p. 3897) – **Discussion** (17 décembre 1985) (p. 4085 à 4098 – Commune avec la discussion de la question n° **160** de M. Jacques Pelletier).

n° 176. – Droits de l'homme (Respect des droits de l'homme en Pologne) – Question de M. Roger HUSSON (13 décembre 1985) (p. 3970) – Retirée (17 décembre 1985) (p. 4094).

QUOTIENT FAMILIAL

Voir FAMILLE, **1**

R

RACISME

Voir DEPORTES, INTERNES ET RESISTANTS, **1,** DG
NOUVELLE-CALEDONIE, **1,** DG

RADIO-FRANCE OUTRE-MER (RFO)

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **6,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer

RADIO-TELE-LUXEMBOURG (RTL)

Voir AUDIOVISUEL, **3,** DG

RADIOACTIVITE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **19,** DG

RADIODIFFUSION (Radio-France)

Voir PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1,** DG

RADIODIFFUSION-TELEVISION

Voir AUDIOVISUEL, **2 ; 3 ; 4 ; 5**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle - Défense et relations extérieures ; Art. 13, 21
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **59**

RADIOLOGIE

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4,** DG

RADIOS LOCALES PRIVEES

Voir AUDIOVISUEL, **1,** DG ; **3,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle

RAFFINAGE (industrie)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **140**

RAFFINERIES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Industrie

RAGE

Voir ANIMAUX, **1**

RAPATRIES

1. – **Projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés (25 juillet 1985) [n° **2920**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Gérard Collomb (2 octobre 1985) [n° **2959**] – URGENCE – Discussion (7 octobre 1985) – Adoption (7 octobre 1985) [n° **884**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 octobre 1985) [n° **19** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Franz Duboscq (24 octobre 1985) [n° **52** (85-86)] – Discussion (8 novembre 1985) (p. 2864, 2877) – Adoption (8 novembre 1985) [n° **25**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (8 novembre 1985) [n° **3050**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Gérard Collomb (21 novembre 1985) [n° **3103**] – Discussion (25 novembre 1985) – Adoption (25 novembre 1985) [n° **912**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1274 du 4 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 5 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(8 novembre 1985) (p. 2864, 2877).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2864, 2874) : *MM. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés ; Franz Duboscq, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Maurice Janetti, Pierre Bastié, Olivier Roux, Pierre Salvi, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

ACCORDS ECONOMIQUES ET FINANCIERS : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 2868).

AIDES FAMILIAUX : DUBOSCQ (Franz) (p. 2866) ; BASTIE (Pierre) (p. 2869) ; COURRIERE (Raymond) (p. 2873).

ASSOCIATIONS DE RAPATRIES : COURRIERE (Raymond) (p. 2864) ; DUBOSCQ (Franz) (p. 2865, 2866) ; SALVI (Pierre) (p. 2870).

ASSURANCE VIEILLESSE : COURRIERE (Raymond) (p. 2864, 2865, 2873, 2874) ; DUBOSCQ (Franz) (p. 2866) ; BASTIE (Pierre) (p. 2869) ; ROUX (Olivier) (p. 2869) ; SALVI (Pierre) (p. 2870) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2871).

ETRANGERS : COURRIERE (Raymond) (p. 2864).

FRANCAIS DE L'ETRANGER : COURRIERE (Raymond) (p. 2872, 2873).

FRANCAIS MULSUMANS : COURRIERE (Raymond) (p. 2872, 2873).

PENSIONS DE RETRAITE : COURRIERE (Raymond) (p. 2864, 2865, 2871, 2872, 2873, 2874) ; DUBOSCQ (Franz) (p. 2865, 2866, 2867) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 2867, 2868) ; JANETTI (Maurice) (p. 2868) ; BASTIE (Pierre) (p. 2869) ; ROUX (Olivier) (p. 2869, 2870) ; SALVI (Pierre) (p. 2870) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2871).

RAPATRIES : COURRIERE (Raymond) (p. 2864, 2865, 2871, 2872, 2873, 2874) ; DUBOSCQ (Franz) (p. 2865, 2866, 2867) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 2867, 2868) ; JANETTI (Maurice) (p. 2868) ; BASTIE (Pierre) (p. 2869) ; ROUX (Olivier) (p. 2869, 2870) ; SALVI (Pierre) (p. 2870) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 2871).

RAPATRIES (indemnisation des) : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 2867, 2868) ; BASTIE (Pierre) (p. 2869) ; ROUX (Olivier) (p. 2870) ; SALVI (Pierre) (p. 2870) ; COURRIERE (Raymond) (p. 2872).

REVISION DES PENSIONS : COURRIERE (Raymond) (p. 2865) ; DUBOSCQ (Franz) (p. 2867).

SALARIES AGRICOLES : COURRIERE (Raymond) (p. 2865, 2874).

TUNISIE : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 2868).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2874, 2877) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Franz Duboscq, rapporteur ;*

Jean Colin, Raymond Courrière, secrétaire d'Etat ; Fernand Lefort, au nom de la commission des finances.

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ASSURANCE VOLONTAIRE VIEILLESSE

Art. 1er *(Champ d'application des dispositions sur l'assurance volontaire vieillesse)* – Adopté (p. 2874).

Art. 2 *(Conditions d'adhésion à l'assurance volontaire vieillesse)* – Adopté (p. 2874).

Art. 3 *(Modalités de versement de l'aide de l'Etat)* – Adopté (p. 2874).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA VALIDATION DE CERTAINES PERIODES D'ACTIVITE PROFESSIONNELLE

Art. 4 *(Validation des périodes d'activité professionnelle accomplies en Algérie par les rapatriés avant la date d'affiliation obligatoire à un régime algérien)* – Adopté (p. 2874).

Art. 5 *(Validation des périodes d'activité professionnelle accomplies en Algérie avant et après la date d'affiliation obligatoire par des rapatriés qui n'ont jamais été affiliés à un régime algérien)* – Adopté (p. 2874).

Art. 6 *(Droits des conjoints survivants)* – Adopté (p. 2874).

Art. 7 *(Inopposabilité des délais).*

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A CERTAINS REGIMES SPECIAUX

Art. 8 *(Admission au bénéfice des régimes de retraite métropolitains des anciens agents des services concédés d'Algérie, de Tunisie et du Maroc)* – Adopté (p. 2874).

Art. 9 *(Liquidation des pensions de retraite professionnelle)* – Adopté (p. 2875).

Art. 10 *(Prise en compte pour le calcul des retraites des périodes d'exclusion ou d'éloignement de service)* (p. 2875).

Adopté : amendement n° 1 de M. Franz Duboscq, rapporteur : extension des dispositions de l'art. 9 de la loi du 3 décembre 1982 aux agents français ayant occupé un emploi à temps complet dans les sociétés, organismes, offices et établissements visés au premier alinéa du présent article (p. 2877).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : sous-amendement n° 2 de M. Adolphe Chauvin, soutenu par M. Jean Colin : bénéfice des dispositions de cet article aux ayants cause des agents publics de métropole et d'outre-mer et aux fonctionnaires et agents intégrés en application de l'ordonnance du 29 octobre 1958, qui n'ont pas bénéficié des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945 (p. 2877).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2877).

TITRE IV

DISPOSITION COMMUNE

Art. 11 *(Révision des pensions)* – Adopté (p. 2877).

Intervention de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat (p. 2877).

Adoption (8 novembre 1985) (p. 2877).

2. – **Proposition de loi portant indemnisation complète etdéfinitive des dommages subis par les personnes physiques et morales françaises dépossédées de biens sis dans les territoires d'outre-mer ayant relevé de la souveraineté, du protectorat ou de la tutelle de la France,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jean Francou, sénateur, et plusieurs de ses collègues (17 décembre 1985) [n° **229** (85-86)] – Renvoi à la commission des finances.

RAPATRIES (indemnisation des)

Voir RAPATRIES, **1,** DG ; **2**

RAPPELS AU REGLEMENT

1. – **De M. Max Lejeune** : question au Gouvernement posée par M. Dick Ukeiwé, président du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie, relative à la Nouvelle-Calédonie, et absence de M. Laurent Fabius, Premier ministre ; présence de M. Tjibaou à l'inauguration du musée imaginaire du Pacifique ; fidélité de la Nouvelle-Calédonie à la République et à la patrie ; action de M. Edgard Pisani, haut commissaire du Gouvernement (18 avril 1985) (p. 282, 283) – *MM. Max Lejeune, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance ; André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement.*

2. – **De M. Etienne Dailly** : instauration au Sénat des questions au Gouvernement par M. François Mitterrand, président de la République ; absence de M. Laurent Fabius, Premier ministre, aux séances de questions au Gouvernement (18 avril 1985) (p. 283) – *MM. Etienne Dailly, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement.*

3. – **De M. François Collet** : évènements et maintien de l'ordre en Nouvelle-Calédonie ; attitude de M. Edgard Pisani, haut-commissaire, à l'égard du Front de libération nationale kanake socialiste, FLNKS (10 mai 1985) (p. 458) – *M. François Collet, Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales, porte-parole du Gouvernement.*

4. – **De M. Jean Colin** : ton des propos tenus par le ministre chargé des relations avec le Parlement, en réponse à la question au Gouvernement de M. Jean Arthuis ; article 40 du règlement du Sénat (23 mai 1985) (p. 705) : *MM. Jean Colin, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

5. – **De M. Pierre Lacour** : enlèvement d'un journaliste et d'un universitaire au Liban (4 juin 1985) (p. 841) : *MM. Pierre Lacour, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance ; Jean Gatel, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (économie sociale)* – Voir aussi les interventions de MM. Jean Cauchon (p. 848) et Jean Gatel, secrétaire d'Etat (p. 867).

6. – **De Mme Hélène Luc** : intervention des forces de l'ordre dans une usine d'Ivry (5 juin 1985) (p. 872) – *Mme Hélène Luc, MM. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures ; Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

7. – **De M. Louis Perrein** : art. 100 du règlement du Sénat et procédure suivie par la commission d'enquête sur le fonctionnement du service public des postes ; date de dépôt du rapport, date de sa publication et conférence de presse ; publication dans la presse d'un résumé de ce rapport et violation du secret ; observations des sénateurs appartenant à la minorité de la commission d'enquête (24 juin 1985) (p. 1585, 1586) – *M. Louis Perrein.*

8. – **De M. Maurice Schumann :** otages français et américains détenus au Liban ; suspension de séance en hommage aux otages et à leurs familles (17 juillet 1985) (p. 1889) – *MM. Maurice Schumann, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement.*

9. – **De M. Charles Lederman :** événements d'Afrique du Sud et politique bancaire à l'égard de ce pays (23 juillet 1985) (p. 1944) – *M. Charles Lederman.*

– **De M. André Méric :** politique du Gouvernement envers l'Afrique du Sud (23 juillet 1985) (p. 1944) – *M. André Méric.*

10. – **De M. Edmond Valcin :** situation en Guadeloupe ; émotion suscitée en Martinique ; appartenance des départements d'outre-mer à la République française (26 juillet 1985) (p. 2062, 2063) – *M. Edmond Valcin.*

11. – **De MM. Louis Perrein et Bernard Parmantier :** examen en nouvelle lecture du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie ; situation en Guadeloupe et en Corse, évoquée par plusieurs orateurs ; excès des propos tenus (26 juillet 1985) (p. 2070, 2072) – *MM. Louis Perrein, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance ; Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie ; Charles Pasqua, Jean-Pierre Bayle, Roger Romani, Bernard Parmantier.*

12. – **De MM. Marcel Lucotte, Jean Mercier, Pierre Lacour, Michel Darras :** loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie en nouvelle délibération, affaire Greenpeace, absence du Premier ministre (19 août 1985) (p. 2102, 2104) – *MM. Marcel Lucotte, Jean Mercier, Pierre Lacour, Michel Darras.*

13. – **De M. Charles Pasqua :** propos tenus devant l'Assemblée nationale, par le ministre chargé des relations avec le Parlement, sur le Sénat (20 août 1985) (p. 2159, 2160) – *MM. Charles Pasqua, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement, Etienne Dailly.*

14. – **De M. Michel Darras :** dépôt d'un recours devant le Conseil Constitutionnel (20 août 1985) (p. 2160) – *M. Michel Darras.*

15. – **De M. Serge Boucheny :** exécutions en Afrique du Sud et boycott de ce pays (16 octobre 1985) (p. 2278) – *MM. Serge Boucheny, Félix Ciccolini, vice-président du Sénat, président de séance.*

16. – **De MM. Jean-Pierre Fourcade et Arthur Moulin :** discussion du projet de loi n° 307 relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (6 novembre 1985) (p. 2747, 2748) – *MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, Pierre Carous, vice-président du Sénat, président de séance, Arthur Moulin.*

17. – **De MM. Gérard Delfau, André Méric, Mme Hélène Luc, MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Descours Desacres, Michel Souplet :** procédure d'examen du projet de loi de finances pour 1986 (26 novembre 1985) (p. 3372 à 3379) – *MM. Gérard Delfau, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance, André Méric, Mme Hélène Luc, MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Jacques Descours Desacres, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement, Michel Souplet.*

18. – **De M. Adolphe Chauvin :** anomalie de l'examen en fin de session d'un texte aussi important que le projet de loi relatif à l'aménagement du littoral (16 décembre 1985) (p. 4004) – *MM. Adolphe Chauvin, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

19. – **De Mme Irma Rapuzzi :** expulsions et office public d'aménagement et de construction, OPAC (17 décembre 1985) (p. 4094).

20. – **De M. Daniel Hoeffel :** conditions de travail du Sénat en fin de session, en raison des nombreux projets de loi déposés (18 décembre 1985) (p. 4150) – *MM. Daniel Hoeffel, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

21. – **De M. Michel Darras :** conditions d'examen des projets de loi et distribution des rapports (21 décembre 1985) (p. 4617, 4618) – *MM. Michel Darras, André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

RAPPORT BLOCH (école et entreprise)

Voir ENSEIGNEMENT, **4,** DG

RAPPORT BRAUNSCHWEIG (commission sur la publicité des débats judiciaires)

Voir JUSTICE, **1,** DG

RAPPORT BREDIN (télévisions privées)

Voir AUDIOVISUEL, **3,** DG

RAPPORT CONSTANT

Voir ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, **1**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Anciens combattants
PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE, **1**

RAPPORT DEMAY (psychiatrie)

Voir SANTE PUBLIQUE, **2,** DG

RAPPORT FRANCOIS BLOCH-LAINE (associations)

Voir ASSOCIATIONS, **1,** DG

RAPPORT GOUZES (statut de l'exploitation agricole)

Voir SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, **1,** DG

RAPPORT GREGOIRE (batellerie)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

RAPPORT MILLIER (mission d'étude sur la réglementation des commandes publiques d'ingénierie et d'architecture)

Voir BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, **1,** DG

RAPPORT RODET (carburant de substitution)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **70**

RAPPORT SERVANT (déchets industriels)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **69**

RAPPORT SUDREAU (entreprises)

Voir ASSOCIATIONS, **1,** DG

RAPPORTS D'INFORMATION

Voir AUDIOVISUEL, **2**
COMMUNAUTES EUROPEENNES, **1 ; 2**

ENTREPRISES PUBLIQUES, 2
NOUVELLE-CALEDONIE, 2 bis, 5
PACIFIQUE, 1
PLAN, 2
POLLUTION ET NUISANCES, 1
PREVISION ECONOMIQUE, 1
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 2
SUEDE, 1
WALLIS-ET-FUTUNA, 1

RAPPORTS DU GOUVERNEMENT

Voir CENTRE NATIONAL POUR L'AMENAGEMENT DES STRUCTURES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (CNASEA), 1
COLLECTIVITES LOCALES, 9
COMMISSION DES SUITES (rapport), 1
CONTENTIEUX FISCAL, 1
DEMOGRAPHIE, 1
DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF), 1
DROITS DES TRAVAILLEURS, 1
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, 2
ENVIRONNEMENT, 2
FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DU SPORT (FNDS), 1
OFFICE NATIONAL DES FORETS (ONF), 1
PLAN, 1
PROGRAMMATION MILITAIRE, 1

RAWA-RUSKA (camp de prisonniers de guerre)

Voir DEPORTES, INTERNES ET RESISTANTS, 2

REAGIR (programme d'études sur les accidents de la circulation)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 61

REBOISEMENT

Voir BOIS ET FORETS, 1, DG

RECENSEMENTS

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 7

RECHERCHE

Voir BOIS ET FORETS, 1, DG
LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Culture - Industrie
LOIS DE REGLEMENT, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 3, 125
TRAITES ET CONVENTIONS, 14 ; 28, DG ; 30, DG

RECHERCHE FONDAMENTALE

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

RECHERCHE INDUSTRIELLE

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

RECHERCHE MEDICALE

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 4, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 152

RECHERCHE MILITAIRE

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, DG

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

1. – **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie (6 juin 1985) [n° **2745**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Philippe Bassinet (20 juin 1985) [n° **2817**] – URGENCE – Discussion (27 et 28 juin 1985) – Adoption (28 juin 1985) [n° **856**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 juillet 1985) [n° **456** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des affaires culturelles et à la commission des finances – Rapport de M. Jacques Valade (16 octobre 1985) [n° **33** (85-86)] – Avis de MM. Pierre Laffitte (17 octobre 1985) [n° **37** (85-86)] et Pierre Croze (17 octobre 1985) [n° **40** (85-86)] – Discussion (22 octobre 1985) (p. 2339, 2384) – Adoption (22 octobre 1985) [n° **7**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (23 octobre 1985) [n° **3007**] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Philippe Bassinet (19 novembre 1985) [n° **3085**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jacques Valade (19 novembre 1985) [n° **90** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (23 octobre 1985) [n° **3007**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Philippe Bassinet (26 novembre 1985) [n° **3111**] – Discussion (29 novembre 1985) – Adoption (29 novembre 1985) [n° **921**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (3 décembre 1985) [n° **126** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jacques Valade (11 décembre 1985) [n° **186** (85-86)] – Discussion (13 décembre 1985) (p. 3959, 3970) – Adoption (13 décembre 1985) [n° **59**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (16 décembre 1985) [n° **3197**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Philippe Bassinet (16 décembre 1985) [n° **3198**] – Discussion (16 décembre 1985) – Adoption (16 décembre 1985) [n° **961**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1376 du 23 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 27 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(22 octobre 1985) (p. 2339, 2384).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2339, 2363) : *MM. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie ; Jean Teillac, rapporteur de la section des activités productives, de la recherche et de la technologie du Conseil économique et social ; Jacques Valade, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Pierre Croze, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Pierre Laffitte, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Pierre Noé, Jacques Descours Desacres, Pierre Lacour ; Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Ivan Renar.*

AUDIOVISUEL : CROZE (Pierre) (p. 2348) ; LAFFITTE (Pierre) (p. 2351, 2352).

BUDGET CIVIL DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE (BCRD) : CURIEN (Hubert) (p. 2341) ; VALADE (Jacques) (p. 2346) ; CROZE (Pierre) (p. 2347, 2348).

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) : LACOUR (Pierre) (p. 2358).

CHERCHEURS : CURIEN (Hubert) (p. 2340, 2341, 2361, 2362) ; TEILLAC (Jean) (p. 2344) ; VALADE (Jacques) (p. 2346, 2347) ; CROZE (Pierre) (p. 2349) ; LAFFITTE (Pierre) (p. 2352) ; NOE (Pierre) (p. 2355) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 2356) ; LACOUR (Pierre) (p. 2357, 2358) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2360).

CHERCHEURS (mobilité) : CURIEN (Hubert) (p. 2340, 2342, 2362) ; TEILLAC (Jean) (p. 2344) ; VALADE (Jacques) (p. 2347) ; LAFFITTE (Pierre) (p. 2350, 2352) ; NOE (Pierre) (p. 2355) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 2356, 2357) ; LACOUR (Pierre) (p. 2358).

CINEMA : CROZE (Pierre) (p. 2348) ; LAFFITTE (Pierre) (p. 2352).

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE (CEA) : NOE (Pierre) (p. 2354) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2360) ; CURIEN (Hubert) (p. 2362).

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (avis) : TEILLAC (Jean) (p. 2343 à 2345).

CONSEIL SUPERIEUR DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE : CURIEN (Hubert) (p. 2340, 2363).

COOPERATION EUROPEENNE : CURIEN (Hubert) (p. 2343, 2363) ; TEILLAC (Jean) (p. 2344) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 2357) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2360).

COUR DES COMPTES (rapport annuel) : CROZE (Pierre) (p. 2349) ; CURIEN (Hubert) (p. 2362).

CREDIT D'IMPOT : Voir ENTREPRISES (crédit d'impôt-recherche).

DEPENSE NATIONALE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT (DNRD) : CURIEN (Hubert) (p. 2340) ; TEILLAC (Jean) (p. 2344) ; VALADE (Jacques) (p. 2346) ; CROZE (Pierre) (p. 2347) ; LAFFITTE (Pierre) (p. 2350) ; NOE (Pierre) (p. 2353) ; LACOUR (Pierre) (p. 2357) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2359).

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS : CURIEN (Hubert) (p. 2341) ; NOE (Pierre) (p. 2353).

ENTREPRISES (création d') : LAFFITTE (Pierre) (p. 2351, 2352).

ENTREPRISES (crédit d'impôt-recherche) : CURIEN (Hubert) (p. 2342, 2362, 2363) ; TEILLAC (Jean) (p. 2344) ; VALADE (Jacques) (p. 2346) ; CROZE (Pierre) (p. 2348, 2349) ; NOE (Pierre) (p. 2354) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 2356) ; LACOUR (Pierre) (p. 2358).

ENTREPRISES PUBLIQUES : CROZE (Pierre) (p. 2348) ; NOE (Pierre) (p. 2354).

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT A RISQUES : LAFFITTE (Pierre) (p. 2351).

ILE-DE-FRANCE : NOE (Pierre) (p. 2355) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2360) ; CURIEN (Hubert) (p. 2363).

INNOVATION : LAFFITTE (Pierre) (p. 2351) ; NOE (Pierre) (p. 2354).

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE CHIMIQUE APPLIQUEE (IRCHA) : NOE (Pierre) (p. 2354) ; CURIEN (Hubert) (p. 2362).

LABORATOIRES : CURIEN (Hubert) (p. 2341).

LA VILLETTE (aménagement) : VALADE (Jacques) (p. 2346) ; CROZE (Pierre) (p. 2347, 2349) ; CURIEN (Hubert) (p. 2361).

LOI D'ORIENTATION ET DE PROGRAMMATION DE LA RECHERCHE DU 15 JUILLET 1982 : CURIEN (Hubert) (p. 2340) ; TEILLAC (Jean) (p. 2343, 2344) ; VALADE (Jacques) (p. 2345) ; CROZE (Pierre) (p. 2347) ; LAFFITTE (Pierre) (p. 2350) ; NOE (Pierre) (p. 2353).

LOIS DE FINANCES : VALADE (Jacques) (p. 2346) ; CROZE (Pierre) (p. 2348, 2349) ; CURIEN (Hubert) (p. 2361, 2362).

NORD-PAS-DE-CALAIS : RENAR (Ivan) (p. 2360, 2361).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : CURIEN (Hubert) (p. 2341, 2362, 2363) ; TEILLAC (Jean) (p. 2344) ; LAFFITTE (Pierre) (p. 2351) ; NOE (Pierre) (p. 2354).

PLAN : LAFFITTE (Pierre) (p. 2350).

RECHERCHE FONDAMENTALE : CURIEN (Hubert) (p. 2341, 2363) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2358) ; RENAR (Ivan) (p. 2360, 2361).

RECHERCHE INDUSTRIELLE : CURIEN (Hubert) (p. 2341, 2342, 2362) ; TEILLAC (Jean) (p. 2344) ; VALADE (Jacques) (p. 2346) ; CROZE (Pierre) (p. 2347, 2348) ; LAFFITTE (Pierre) (p. 2351) ; NOE (Pierre) (p. 2353, 2354) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 2356) ; LACOUR (Pierre) (p. 2357, 2358) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2359) ; RENAR (Ivan) (p. 2361).

RECHERCHE MILITAIRE : NOE (Pierre) (p. 2355) ; CURIEN (Hubert) (p. 2362).

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE : CURIEN (Hubert) (p. 2339 à 2343, 2361 à 2363) ; TEILLAC (Jean) (p. 2343 à 2345) ; VALADE (Jacques) (p. 2345 à 2347) ; CROZE (Pierre) (p. 2347 à 2349) ; LAFFITTE (Pierre) (p. 2349 à 2353) ; NOE (Pierre) (p. 2353 à 2355) ; DESCOURS DESACRES (Jacques) (p. 2355 à 2357) ; LACOUR (Pierre) (p. 2357, 2358) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2358 à 2360) ; RENAR (Ivan) (p. 2360, 2361).

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (évaluation) : CURIEN (Hubert) (p. 2342) ; TEILLAC (Jean) (p. 2345) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2359).

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (pôles régionaux) : LAFFITTE (Pierre) (p. 2350, 2351) ; NOE (Pierre) (p. 2351, 2355) ; RENAR (Ivan) (p. 2361) ; CURIEN (Hubert) (p. 2362).

RECHERCHE UNIVERSITAIRE : CURIEN (Hubert) (p. 2341, 2362, 2363) ; LAFFITTE (Pierre) (p. 2352, 2353) ; NOE (Pierre) (p. 2353) ; LACOUR (Pierre) (p. 2358) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2358, 2360) ; RENAR (Ivan) (p. 2360, 2361).

REGIONS : CURIEN (Hubert) (p. 2341) ; TEILLAC (Jean) (p. 2344) ; LAFFITTE (Pierre) (p. 2350, 2351) ; NOE (Pierre) (p. 2355) ; BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2360) ; RENAR (Ivan) (p. 2361).

SCHEMA D'ORIENTATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE : CURIEN (Hubert) (p. 2343).

SOCIETES DE CAPITAL-RISQUE : LAFFITTE (Pierre) (p. 2351, 2352) ; NOE (Pierre) (p. 2354).

TRAVAUX D'UTILITE COLLECTIVE (TUC) : BIDARD-REYDET (Danielle) (p. 2360).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2363, 2384) : *MM. Jacques Valade, rapporteur ; Hubert Curien, ministre ; Pierre Croze, rapporteur pour avis ; Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Pierre Lacour, Jacques Pelletier.*

TITRE Ier

OBJECTIFS ET ORIENTATIONS GENERALES

Art. 1er *(Caractère prioritaire de la recherche scientifique et du développement technique)* (p. 2363).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Jacques Valade, rapporteur : objectif de porter à la fin de la présente décennie l'ensemble

des dépenses publiques et privées de recherche et de développement technologique à 3 % du produit intérieur brut, PIB (p.2363) – Amendement n° 2 de M. Jacques Valade, rapporteur : part de la recherche et du développement technologique financée par les entreprises devant atteindre 1,20 % du PIB en 1988 (p. 2364) ; sous-amendement n° 50 de M. Pierre Croze, rapporteur pour avis : part devant atteindre 1,20 % du PIB en 1988 dont 0,6 % pour le seul secteur privé (p. 2364).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2364).

Art. 2 *(Affectations prioritaires des crédits et des emplois publics)* (p. 2364).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jacques Valade, rapporteur : crédits et emplois publics consacrés à la recherche affectés au développement d'actions incitatives directes ou indirectes en faveur de la recherche dans les entreprises (p. 2364).

Rejeté : amendement n° 56 de Mme Danielle Bidard-Reydet : crédits et emplois publics consacrés à la recherche et au développement technologique affectés en priorité au développement des sciences sociales et humaines (p. 2364).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2364).

Art. 3 *(Participation de la recherche française au développement scientifique et technique de l'Europe)* (p. 2364).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jacques Valade, rapporteur : politique visant à assurer l'indépendance nationale dans le domaine de la recherche et du développement technologique ; effort national participant au renforcement de la capacité et de l'autonomie de l'Europe (p. 2365).

Rejetés : amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 57 : politique nationale visant d'abord à assurer les bases scientifiques de l'indépendance nationale (p. 2365) – n° 58 : accent mis en particulier sur les grands projets technologiques d'intérêt économique (p. 2365) – Et n° 59 : politique de coopération ouverte à l'ensemble des nations européennes et des nations en voie de développement (p. 2366).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2366).

TITRE II

DISPOSITIONS TENDANT A FAVORISER LA RECHERCHE DANS LES ENTREPRISES

Art. 4 *(Modification des articles 244 quater B et 199 ter B du code général des impôts : élargissement du crédit d'impôt pour dépenses de recherche)* – Adopté (p. 2366).

Après l'art. 4 (p. 2366).

Rejeté : amendement n° 60 (art. additionnel) de Mme Danielle Bidard-Reydet : contrôle de l'utilisation des aides publiques directes et indirectes (p. 2366).

Art. 5 *(Modification de l'article 11 de la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification : obligation de clauses « recherche » dans les contrats de plan Etat-entreprises)* (p. 2367) – L'article est réservé (p. 2367).

Adopté : amendement n° 38 de M. Pierre Laffitte, rapporteur pour avis : suppression pour coordination de cet article du titre II (p. 2369 ; précédemment réservé p. 2367).

– L'art. 5 est supprimé (p. 2369).

Art. 6 *(Modification du dernier alinéa de l'article L. 432-1 du code du travail : consultation du comité d'entreprise)* (p. 2367).

Adopté : amendement n° 6 de M. Jacques Valade, rapporteur : suppression de la menace de suspension des aides publiques en faveur des activités de recherche et de développement technologique (p. 2368).

Rejeté : amendement n° 61 de Mme Danielle Bidard-Reydet : comité d'entreprise disposant de tous les documents et éléments d'appréciation (p. 2367).

Retiré : amendement n° 37 de M. Jean Huchon, soutenu par M. Pierre Lacour : consultation, chaque année, du comité d'entreprise sur la politique de recherche de l'entreprise (p. 2367).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2368).

Art. 7 *(Modification de l'article L. 931-31 du code du travail : possibilité pour les salariés d'obtenir un congé-recherche ou innovation)* (p. 2368).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 7 de M. Jacques Valade, rapporteur : congé de recherche et congé d'enseignement (p. 2368) – Amendement de coordination n° 8 du même auteur (p. 2368).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2368).

Après l'art. 7 (p. 2368).

Adoptés : amendement n° 39 (division additionnelle) de M. Pierre Laffitte, rapporteur pour avis : insertion d'un titre II bis – Le transfert technologique et la création d'entreprises (p. 2372 ; précédemment réservé p. 2368) – Amendements (art. additionnels) de M. Pierre Laffitte, rapporteur pour avis, n° 40 : politique nationale devant concourir à la création d'entreprises innovantes (p. 2369) – n° 41 : insertion du texte de l'art. 5 précédemment réservé (p. 2369) ; sous-amendement n° 5 de M. Jacques Valade, rapporteur : organisation des transferts de technologie au profit des petites et moyennes entreprises par la mise à disposition de matériaux, méthodes et produits nouveaux (p. 2369) – n° 42 : art. 244 quater B du code général des impôts prenant en compte les dépenses exposées pour la mise en place de structures autonomes destinées aux transferts technologiques vers les petites et moyennes entreprises (p. 2370) – n° 43 : codification des concours des équipes de recherche existantes auprès de petites entreprises à haut contenu technologique (p. 2370) – Et n° 44 : incitation fiscale pour les investissements réalisés par les particuliers en faveur de la création ou du financement initial des sociétés innovantes (p. 2372).

Retiré : amendement n° 51 (art. additionnel) de M. Pierre Croze, rapporteur pour avis : extension à la recherche du bénéfice de l'art. 40 de la loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (p. 2372).

– Un titre additionnel et cinq articles additionnels sont insérés dans le projet de loi(p. 2369, 2370 et 2372).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EMPLOI SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Art. 8 *(Organisation de la mobilité des personnels de recherche relevant du droit privé vers la recherche publique* (p. 2373).

Adoptés : amendements de M. Hubert Curien, ministre, n° 66 : possibilité d'exercer temporairement par contrat leur fonction à temps complet ou à temps partiel dans les services de recherche des administrations, dans les établissements publics de recherche et dans les établissements d'enseignement supérieur, pour les chercheurs, ingénieurs et techniciens de recherche français appartenant aux personnels d'entreprises publiques ou privées françaises ou étrangères (p. 2373) – n° 67 : bénéfice des dispositions de cet article pour les chercheurs et ingénieurs et techniciens de recherche de nationalité étrangère et pour les docteurs en médecine ou en pharmacie ayant terminé leur internat de spécialité et n'ayant pas la qualité de fonctionnaires titulaires (p. 2373) – n° 68 : personnels visés au présent article devant avoir exercé antérieurement une activité professionnelle effective pendant au moins deux ans (p. 2374) – Et n° 69 : possibilité pour les personnes ayant la qualité de réfugiés politiques d'être renouvelées annuellement dans leurs fonctions au-delà du délai maximum (p. 2374) – Amendement n° 9 de M. Jacques Valade, rapporteur : durée des contrats ne pouvant excéder trois ans renouvelables deux fois (p. 2374).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2374).

Art. 8 bis *(Possibilité de création d'emplois de chercheurs associés)* (p. 2374).

Adopté : amendement n° 10 de M. Jacques Valade, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article (p. 2375).

– L'art. 8 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2375).

Art. 8 ter *(Conditions d'ancienneté requises pour les salariés relevant du droit privé pour effectuer une mobilité vers la recherche publique* (p. 2375).

Adopté : amendement n° 70 de M. Hubert Curien, ministre : suppression de cet article pour coordination (p. 2375).

– L'art. 8 ter est supprimé (p. 2375).

Après l'art. 8 ter (p. 2375).

Adoptés : amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur : dispositions favorisant la mobilité des personnels de la recherche publique vers les entreprises (p. 2378) – Amendement n° 71 (art. additionnel) de M. Hubert Curien, ministre : possibilité pour les chercheurs d'être détachés dans les fonctions d'enseignants associés sans aucune limitation de durée (p. 2376).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2376).

Art. 9 *(Possibilité d'attribution du titre de directeur de recherche émérite lors de l'admission à la retraite)* – Adopté (p. 2376).

TITRE IV

PROGRAMMATION DU BUDGET CIVIL DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET DE L'EMPLOI SCIENTIFIQUE

Intitulé (p. 2376).

Adopté : amendement n° 12 de M. Jacques Valade, rapporteur : nouvelle rédaction de l'intitulé du titre IV : « Le budget civil de recherche et de développement technologique et la politique de l'emploi scientifique » (p. 2378 ; précédemment réservé p. 2376).

– L'intitulé du titre IV, ainsi modifié, est adopté (p. 2376).

Art. 10 *(Progression du budget civil de recherche et de développement pour les années 1986 à 1988)* (p. 2378).

Adopté : amendement n° 52 de M. Pierre Croze, rapporteur pour avis : progression à un rythme annuel minimum de 4 % des autorisations de programme et des dépenses ordinaires inscrites au budget civil de recherche et de développement, à l'exclusion de la subvention pour le fonctionnement de la cité des sciences et des industries de La Villette (p. 2377).

Rejeté : amendement n° 62 de Mme Danielle Bidard-Reydet : progression au rythme moyen annuel minimum de 8 % des autorisations de programme et des dépenses ordinaires inscrites au budget civil de recherche et de développement (p. 2377).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2377).

Art. 11 *(Créations d'emplois)* (p. 2377).

Adopté : amendement n° 13 de M. Jacques Valade, rapporteur : fixation à 1.400 par an minimum du nombre de créations nettes d'emplois pendant la durée du plan triennal (p. 2378).

Rejeté : amendement n° 63 de Mme Danielle Bidard-Reydet : fixation à 4,5 % du rythme annuel moyen des créations nettes d'emplois publics de recherche (p. 2378).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2378).

TITRE V

EVALUATION DE LA POLITIQUE DE LA RECHERCHE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Art. 12 *(Evaluation des programmes de recherche)* – Adopté (p. 2378).

Art. 12 bis *(Evaluation périodique des organismes publics de recherche)* – Adopté (p. 2378).

Art. 13 *(Modification de l'art. 4 de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France : rapport annuel sur l'état de la recherche et du développement technologique)* (p. 2378).

Adopté : amendement n° 53 de M. Pierre Croze, rapporteur pour avis : rapport annuel au Parlement sur les activités de recherche et de développement décrivant les suites données aux recommandations et observations de la Cour des comptes dans son rapport annuel sur la gestion des crédits publics de recherche (p. 2379).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2379).

Art. 14 *(Association des régions à l'élaboration et à l'évaluation de la politique nationale de la recherche et de la technologie)* (p. 2379).

Adopté : amendement n° 14 de M. Jacques Valade, rapporteur : participation à la conférence annuelle de tous les acteurs de la vie de la recherche dans les régions (p. 2379).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2379).

Art. 15 *(Publicité de l'avis sur l'évaluation du Conseil supérieur de la recherche et du développement technologique)* – Adopté (p. 2379).

Art. 15 bis et rapport annexé *(Approbation du rapport annexé)* (p. 2379).

Adoptés : amendement n° 55 de M. Jacques Valade, rapporteur : remplacement des sigles par les mots qu'ils suppléent (p. 2379) – Amendements de M. Pierre Laffitte, rapporteur pour avis, n° 45 : modification du passage du rapport annexé relatif à l'évolution de la part de la recherche et du développement dans le produit intérieur brut, PIB (p. 2380) – Et n° 46 : importance des transferts technologiques vers les petites et moyennes entreprises, et valorisation de l'apport immatériel (p. 2381) – Amendements de coordination n° 15 à n° 22 de M. Jacques Valade, rapporteur : suppression des références au plan à long terme de recrutement (p. 2381, 2382) – Amendements de M. Pierre Laffitte, rapporteur pour avis, n° 47 : priorité à la création de postes d'accueil de haut niveau (p. 2382) – Et n° 48 : attribution prioritaire de postes de chercheurs débutants aux organismes qui auront démontré leur capacité de transfert technologique par voie de mobilité (p. 2382) – Amendements de coordination n° 23 et n° 24 de M. Jacques Valade, rapporteur (p. 2382) – Amendement n° 25 de M. Jacques Valade, rapporteur : référence aux nouveaux matériaux (p. 2382) – Amendement n° 49 de M. Pierre Laffitte, rapporteur pour avis : évaluation des programmes de recherche et réalité des transferts technologiques effectués par chaque organisme (p. 2382) – Amendements de M. Jacques Valade, rapporteur, n° 26 à n° 33, de coordination, et n° 34 : suppression du tableau de programmation des effectifs (p. 2383).

Rejeté : amendement n° 65 de Mme Danielle Bidard-Reydet : importance du développement des sciences de l'homme et de la société (p. 2380).

Retiré : amendement n° 72 de M. Hubert Curien, ministre : modification de certains chiffres fournis dans le rapport annexé à la présente loi (p. 2380).

– L'art. 15 bis et le rapport annexé, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 2383).

Art. 16 *(Insertion, dans le plan de développement économique, social et culturel, de la présente loi)* (p. 2383).

Adopté : amendement rédactionnel n° 35 de M. Jacques Vālade, rapporteur (p. 2383).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2383).

Après l'art. 16 (p. 2383).

Retiré : amendement n° 36 (art. additionnel) de M. Jacques Valade, rapporteur : abrogation des art. 1, 2, 28 et 30 de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique (p. 2384).

Explications de vote : MM. Pierre Noé (p. 2384), Ivan Renar (p. 2384).

Adoption (22 octobre 1985) (p. 2384).

Discussion (nouvelle lecture)

(13 décembre 1985) (p. 3959, 3970).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3959, 3960) : *MM. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie ; Jacques Valade, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

CHERCHEURS : CURIEN (Hubert) (p. 3959) ; VALADE (Jacques) (p. 3960).

ENTREPRISES : CURIEN (Hubert) (p. 3960) ; VALADE (Jacques) (p. 3960).

FORETS : CURIEN (Hubert) (p. 3960).

IMPOTS ET TAXES : CURIEN (Hubert) (p. 3960) ; VALADE (Jacques) (p. 3960).

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE : CURIEN (Hubert) (p. 3960) ; VALADE (Jacques) (p. 3960).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3960, 3970) : *MM. Jacques Valade, rapporteur ; Hubert Curien, ministre ; Jacques Habert, Jean-Marie Rausch.*

Art. 1er et rapport annexé.

L'art. 1er est réservé (p. 3960).

Adoptés : amendements de M. Jacques Valade, rapporteur n° 1, rédactionnel (p. 3966) et n° 2 : part du financement de la recherche assuré par les entreprises publiques et privées (p. 3966).

Sur le rapport annexé à l'art. 1er et les modifications apportées par l'Assemblée nationale et le Sénat.

Adoptés : amendements de M. Jacques Valade, rapporteur, n° 3 : évolution de la part du PIB consacrée à la dépense nationale de recherche et de développement (p. 3966) – Et n° 4 à 21 : suppression dans ce rapport des références à un plan à long terme de recrutement de personnel (p. 3967 à 3969) – Amendement n° 43 de M. Jean-Marie Rausch : moyens consacrés au programme « Dépérissement des forêts attribué à la pollution atmosphérique » (Deforpa) (p. 3969) – Amendement n° 22 de coordination, de M. Jacques Valade, rapporteur (p. 3969).

– L'ensemble de l'art. 1er, précédemment réservé, et du rapport annexé est adopté (p. 3970).

Art. 2 (p. 3960).

Adopté : amendement n° 23 de M. Jacques Valade, rapporteur : actions en faveur de la recherche dans les entreprises (p. 3961).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3961).

Art. 3 (p. 3961).

Adopté : amendement n° 24 de M. Jacques Valade, rapporteur : effort national de recherche et participation à l'effort européen (p. 3961).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3961).

Art. 5 (p. 3961).

Adopté : amendement n° 25 de M. Jacques Valade, rapporteur : suppression de cet article repris dans un titre additionnel (p. 3961).

– L'art. 5 est supprimé (p. 3961).

Art. 6 (p. 3961).

Adopté : amendement n° 26 de M. Jacques Valade, rapporteur : suppression de la disposition prévoyant la suspension des aides publiques à la recherche en cas de défaut de consultation annuelle du comité d'entreprise sur la politique de recherche de l'entreprise (p. 3961).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3961).

Art. 7 (p. 3961).

Adoptés : amendements n° 27 et n° 28 de M. Jacques Valade, rapporteur, relatifs au congé de recherche (p. 3962).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3962).

Intitulé du titre II bis (p. 3962) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 29 de M. Jacques Valade, rapporteur : rétablissement de cette division et de son intitulé : « Le transfert technologique et la création d'entreprises » (p. 3962).

– Cette division et son intitulé sont rétablis, ainsi rédigés (p. 3962).

Art. 7 bis, 7 ter, 7 quater, 7 quinquies et 7 sexies – Supprimés par l'Assemblée nationale.

Adoptés : amendements n° 30 à n° 34 de M. Jacques Valade, rapporteur : rétablissement de ces articles, relatifs à la création d'entreprises innovantes et au transfert technologique, notamment vers les petites et moyennes entreprises (p. 3962, 3963).

– Les art. 7 bis à 7 sexies sont rétablis, ainsi rédigés (p. 3962, 3963).

Art. 8 (p. 3963).

Adopté : amendement n° 35 de M. Jacques Valade, rapporteur : durée maximale des contrats permettant aux personnels de recherche relevant du droit privé d'exercer leurs fonctions dans des services de recherche publique (p. 3963).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3963).

Art. 8 bis (p. 3963).

Adopté : amendement n° 36 de M. Jacques Valade, rapporteur : emplois de chercheurs associés non fonctionnaires (p. 3964).

– L'art. 8 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3964).

Art. 8 quater (p. 3964) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 37 de M. Jacques Valade, rapporteur : carrière des chercheurs et prise en compte des services accomplis dans les établissements publics à caractère industriel et commercial et les organismes privés (p. 3964).

– L'art. 8 quater est rétabli, ainsi rédigé (p. 3964).

Intitulé du titre IV (p. 3964).

Adopté : amendement de coordination n° 38 de M. Jacques Valade, rapporteur : suppression de la notion de programmation (p. 3964).

– L'intitulé du titre IV, ainsi modifié, est adopté (p. 3964).

Art. 10 (p. 3964).

Adopté : amendement n° 39 de M. Jacques Valade, rapporteur : prévision d'évolution du budget de la recherche, et exclusion des dépenses de fonctionnement de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (p. 3965).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3965).

Art. 11 (p. 3965).

Adopté : amendement n° 40 de M. Jacques Valade, rapporteur : suppression de la référence au plan à long terme de recrutement des personnels (p. 3965).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 3965).

Art. 13 (p. 3965).

Adopté : amendement n° 41 de M. Jacques Valade, rapporteur : rapport annuel au Parlement et description des suites données aux recommandations de la Cour des comptes (p. 3965).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 3965).

Art. 14 – Adopté (p. 3965).

Art. 15 bis (p. 3966) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

– L'art. 15 bis demeure supprimé (p. 3966).

Art. 16 (p. 3966).

Adopté : amendement n° 42 de M. Jacques Valade, rapporteur : orientations définies par le présent projet de loi destinées à être reprises dans les objectifs et stratégies du Plan de la nation (p. 3966).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 3966).

Explication de vote : Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 3970).

Adoption (13 décembre 1985) (p. 3970).

2. – **Rapport d'information** fait, au nom de la commission des affaires économiques sur le bilan de la **loi d'orientation et de programmation** pour la recherche et le développement technologique, par M. Jacques Valade (10 octobre 1985) [n° **23** (85-86)].

Voir aussi ENSEIGNEMENT, **4,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Education nationale

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (évaluation)

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1,** DG

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (pôles régionaux)

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1,** DG

RECHERCHE UNIVERSITAIRE

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1,** DG

RECLASSEMENT

Voir ARMEE, **1**

REDEPLOIEMENT INDUSTRIEL

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Industrie

REDEVANCE DE RADIODIFFUSION-TELEVISION

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle ; Art. 13, 50

REDEVANCES (imposition des)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **2,** DG ; **26,** DG

REFERENDUM LOCAL

Voir SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, **1,** DG

REFERENDUMS

1. – **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés,** PRESENTEE AU SENAT par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (18 juin 1985) [n° **378** (84-85)] – Annonce de ce dépôt et appel nominal pour constater la présence effective en séance de plus de trente des signataires le 18 juin 1985 (p. 1327) – Renvoi à la commission des lois – Rapport oral de M. Jacques Larché (19 juin 1985) – Discussion (19 juin 1985) (p. 1402, 1416) – Adoption (19 juin 1985) [n° **132**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 juin 1985) [n° **2806**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (20 juin 1985) [n° **2808**] – Discussion (20 juin 1985) – Rejet (20 juin 1985) [n° **827**].

Discussion des conclusions du rapport

(19 juin 1985) (p. 1402, 1416).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1402, 1416) : *MM. Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois ; Charles Pasqua, Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Marcel Lucotte, Charles Lederman, Guy Allouche, Maurice Schumann, Geoffroy de Montalembert, Josselin de Rohan, Etienne Dailly.*

BICAMERALISME : LARCHE (Jacques) (p. 1403).

CONSTITUTION (art. 11) : LARCHE (Jacques) (p. 1403, 1415) ; PASQUA (Charles) (p. 1404, 1406) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 1409) ; JOXE (Pierre) (p. 1410) ; DAILLY (Etienne) (p. 1415).

CONSTITUTION (art. 92) : LEDERMAN (Charles) (p. 1408) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 1409).

ELECTIONS SENATORIALES : PASQUA (Charles) (p. 1408).

PARLEMENT (rôle du) : LARCHE (Jacques) (p. 1404).

PARTIS POLITIQUES : LUCOTTE (Marcel) (p. 1407).

POUVOIRS PUBLICS (organisation) : LARCHE (Jacques) (p. 1403, 1404) ; PASQUA (Charles) (p. 1404, 1405, 1406) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 1407).

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : LARCHE (Jacques) (p. 1403, 1404) ; PASQUA (Charles) (p. 1406, 1414) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 1406) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1408) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 1413).

REFERENDUMS : LARCHE (Jacques) (p. 1404) ; PASQUA (Charles) (p. 1406) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1407, 1408) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 1409) ; JOXE (Pierre) (p. 1412) ; MONTALEMBERT (Geoffroy de) (p. 1412) ; DAILLY (Etienne) (p. 1415) ; RIGOU (Michel) (p. 1416).

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE : PASQUA (Charles) (p. 1404, 1405, 1414) ; JOXE (Pierre) (p. 1405, 1411, 1412) ; LUCOTTE (Marcel) (p. 1406) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1408) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 1409) ; MONTALEMBERT (Geoffroy de) (p. 1412) ; ROHAN (Josselin de) (p. 1413) ; LARCHE (Jacques) (p. 1415).

SCRUTIN MAJORITAIRE : LARCHE (Jacques) (p. 1404) ; LEDERMAN (Charles) (p. 1408, 1409) ; JOXE (Pierre) (p. 1412) ; ALLOUCHE (Guy) (p. 1413) ; PASQUA (Charles) (p. 1414) ; DAILLY (Etienne) (p. 1415).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1416)

Article unique *(En application de l'art. 11 de la Constitution et des art. 67 et suivants de son règlement, le Sénat propose au Président de la République de soumettre à référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés)* (p. 1416).

Explication de vote : M. Michel Rigou (p. 1416).

Scrutin public (p. 1416 ; n° 65 ; liste des votants p. 1429, 1430).

Adoption (19 juin 1985) (p. 1416) : la discussion du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés est suspendue.

Voir aussi COMMUNICATIONS DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE, 1
CONSTITUTION, 2
ELECTIONS ET REFERENDUMS, 3
GRACE ET AMNISTIE, 1, DG
NOUVELLE-CALEDONIE, 3, DG

REFORME FONCIERE

Voir GRACE ET AMNISTIE, 1, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer
NOUVELLE-CALEDONIE, 3, DG ; 4, DG

REFUGIES

Voir ENSEIGNEMENT, 3
GRACE ET AMNISTIE, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 160

REFUGIES POLITIQUES

Voir ENSEIGNEMENT, 3, DG
POLICE, 1, DG
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1, Art. 8

REFUS DE VENTE

Voir PRIX ET CONCURRENCE, 2

REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (RATP)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

REGIME SIMPLIFIE D'IMPOSITION

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Art. 51

REGIMES MATRIMONIAUX

Voir MARIAGE, 1
TRAITES ET CONVENTIONS, 41

REGIONS

Voir BOIS ET FORETS, 1, DG
CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES, 1
COLLECTIVITES LOCALES, 2 ; 4 ; 11 ; 12 ; 13
ELECTIONS ET REFERENDUMS, 5
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 2, DG
GRACE ET AMNISTIE, 1, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer - Intérieur
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, 1, DG
POLICE, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 59, 62
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, 1
URBANISME, 1, DG

REGIONS (Nouvelle-Calédonie)

Voir NOUVELLE-CALEDONIE, 3 ; 4

REGIONS (nouvelles compétences)

Voir ENSEIGNEMENT, 4, DG

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Voir ASSOCIATIONS, 1

REGLEMENT DES ASSEMBLEES PARLEMENTAIRES (règlement du Sénat)

1. – **Proposition de résolution tendant à modifier le deuxième alinéa de l'article 32 du règlement du Sénat,** PRESENTEE AU SENAT par M. André Méric, sénateur, et plusieurs de ses collègues (21 mai 1985) [n° **288** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi FAITS PERSONNELS, 1
RAPPELS AU REGLEMENT, 4, 7

REGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

Voir PECHE, 1, DG

RELATIONS CULTURELLES

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

RELATIONS EXTERIEURES (ministère)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
SECURITE SOCIALE, 2

REMEMBREMENT

Voir AGRICULTURE, 4
BOIS ET FORETS, 1, DG

REMPLACANTS

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, 4 ; 5

RENAULT (régie)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Industrie
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 50, 125

RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

RENONCIATION (assurances)

Voir ASSURANCES, **1,** DG

RENTES INDEMNITAIRES

Voir CIRCULATION ROUTIERE, **1**

RENTES VIAGERES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 25

REPOS COMPENSATEUR

Voir TRAVAIL, **3**

REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Voir TRAVAIL, **2**

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **11**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3 ; 5 ; 6,** DG
NOUVELLE-CALEDONIE, **4,** DG
REFERENDUMS, **1,** DG
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, **1,** DG

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE (RDA)

Voir ALLOCUTIONS, **5**

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE (RFA)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **30,** DG

RESEAUX CABLES

Voir AUDIOVISUEL, **3,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1,** DG

RESERVES FONCIERES

Voir CONSTRUCTION, **1,** DG

RESIDENCES SECONDAIRES

Voir LOGEMENT, **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25**

RESIDENTS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **5,** DG ; **6,** DG

RESISTANTS

Voir DEPORTES, INTERNES ET RESISTANTS, **1,** DG
SECURITE SOCIALE, **2**

RESPONSABILITE CIVILE

Voir ASSOCIATIONS, **1**

RESTITUTION

Voir PROCEDURE PENALE, **1,** DG

RETRAITE (âge de la)

Voir AGRICULTURE, **2 ; 3**
ARMEE, **1**
ASSURANCE VIEILLESSE (régime des fonctionnaires civils et militaires), **1**
EMPLOI, ACTIVITE, **2**
LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Agriculture - Travail, santé, solidarité
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **59**

RETRAITES

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **3**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **3**

REUNION

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **11**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **5**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer - Logement, urbanisme et transports
TRAITES ET CONVENTIONS, **27,** DG

REVENU AGRICOLE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Agriculture
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**
TRAITES ET CONVENTIONS, **28,** DG

REVENU CADASTRAL

Voir MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, **1**

REVISION DES PENSIONS

Voir RAPATRIES, **1,** DG

RHONE-ALPES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **21**

RHONE-POULENC (groupe)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**

RHUM

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**

RISQUES MAJEURS

Voir ENVIRONNEMENT, **1,** DG

RISQUES PROFESSIONNELS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **8**

RIVIERES

Voir VOIES NAVIGABLES, **1**

ROBOTIQUE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**

ROUTES

Voir CIRCULATION ROUTIERE, **1**, DG
IMPOTS ET TAXES, **3**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
MER ET LITTORAL, **2**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25, 61, 112**

RWANDA

Voir ALLOCUTIONS, **10**

S

SACILOR (Société)

Voir LOIS DE REGLEMENT, **1**, DG ; **2**, DG

SAINT-GOBAIN (compagnie)

Voir SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, **2**, DG

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

1. – **Projet de loi relatif au statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer (23 août 1984) [n° **2322**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. René Rouquet (21 novembre 1984) [n° **2445**] – Discussion (29 novembre 1984) – Adoption (29 novembre 1984) [n° **706**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 novembre 1984) [n° **108** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (17 avril 1985) [n° **246** (84-85)] – Discussion (24 avril 1985) (p. 328, 360) – Adoption (24 avril 1985) [n° **88**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 avril 1985) [n° **2650**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. René Rouquet (9 mai 1985) [n° **2671**] – Discussion (14 mai 1985) – Adoption (14 mai 1985) [n° **779**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (15 mai 1985) [n° **283** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (22 mai 1985) [n° **299** (84-85)] – Discussion (28 mai 1985) (p. 747, 754) – Adoption (28 mai 1985) [n° **108**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (29 mai 1985) [n° **2720**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. René Rouquet (5 juin 1985) [n° **2736**] – Discussion (5 juin 1985) – Adoption (5 juin 1985) [n° **803**].

PROMULGATION : Loi n° 85-595 du 11 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 14 juin 1985).

Discussion (première lecture)

(24 avril 1985) (p. 328, 360).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 328, 339) *MM. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer ; Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois ; Auguste Cazalet, Jacques Eberhard, Marc Plantegenest, Max Lejeune, Edmond Valcin, Jacques Larché, président de la commission des lois.*

CANADA : LEMOINE (Georges) (p. 328, 329, 338) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 331) ; EBERHARD (Jacques) (p. 333) ; PLANTEGENEST (Marc) (p. 334) ; LEJEUNE (Max) (p. 335).

COLLECTIVITES TERRITORIALES : LEMOINE (Georges) (p. 330, 331) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 331) ; EBBERHARD (Jacques) (p. 333) ; VALCIN (Edmond) (p. 337) ; LARCHE (Jacques) (p. 339).

COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON : LEMOINE (Georges) (p. 329) ; PLANTEGENEST (Marc) (p. 335).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : LEMOINE (Georges) (p. 328, 338) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 331) ; CAZALET (Auguste) (p. 332) ; EBERHARD (Jacques) (p. 333) ; PLANTEGENEST (Marc) (p. 334) ; LEJEUNE (Max) (p. 335, 337).

CONSEILS GENERAUX : LEMOINE (Georges) (p. 329) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 331, 332) ; EBERHARD (Jacques) (p. 333) ; PLANTEGENEST (Marc) (p. 335).

CONSTITUTION (art. 73) : CAZALET (Auguste) (p. 332) ; VALCIN (Edmond) (p. 337).

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES : LEMOINE (Georges) (p. 339).

DECENTRALISATION : LEMOINE (Georges) (p. 329) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 330) ; EBERHARD (Jacques) (p. 333).

DEPARTEMENTALISATION : LEMOINE (Georges) (p. 329) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 330, 331) ; EBERHARD (Jacques) (p. 332, 333) ; PLANTEGENEST (Marc) (p. 333, 334) ; LARCHE (Jacques) (p. 339).

DOUANES : LEMOINE (Georges) (p. 328) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 330) ; PLANTEGENEST (Marc) (p. 334).

DROIT DE PECHE : LEMOINE (Georges) (p. 329) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 331) ; LEJEUNE (Max) (p. 335, 336).

ESPAGNE : EBERHARD (Jacques) (p. 333).

FINANCES LOCALES : LEMOINE (Georges) (p. 328) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 331).

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE : LEMOINE (Georges) (p. 330) ; PLANTEGENEST (Marc) (p. 335).

PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (PTOM) : TIZON (Jean-Pierre) (p. 331) ; LEJEUNE (Max) (p. 335) ; LEMOINE (Georges) (p. 338).

PECHE MARITIME : LEMOINE (Georges) (p. 329, 338) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 331) ; EBERHARD (Jacques) (p. 333) ; LEJEUNE (Max) (p. 335, 336).

REFERENDUM LOCAL : TIZON (Jean-Pierre) (p. 331) ; CAZALET (Auguste) (p. 332) ; LEJEUNE (Max) (p. 336) ; PLANTEGENEST (Marc) (p. 336).

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE : TIZON (Jean-Pierre) (p. 332) ; EBERHARD (Jacques) (p. 333).

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON : LEMOINE (Georges) (p. 328, 329, 330, 338) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 330, 331, 332) ; CAZALET (Auguste) (p. 332) ; EBERHARD (Jacques) (p. 332, 333) ; PLANTEGENEST (Marc) (p. 333, 334, 335, 336, 337, 338) ; LEJEUNE (Max) (p. 335, 336, 337) ; VALCIN (Edmond) (p. 337) ; LARCHE (Jacques) (p. 339).

SECURITE SOCIALE : PLANTEGENEST (Marc) (p. 334).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : LEJEUNE (Max) (p. 336).

TIMBRES-POSTE : LEMOINE (Georges) (p. 330).

ZONE ECONOMIQUE MARITIME : LEMOINE (Georges) (p. 329, 338) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 331) ; PLANTEGENEST (Marc) (p. 334).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 339, 360) *MM. Jean-Pierre Tizon, rapporteur ; Georges Lemoine, secrétaire d'Etat ; Michel Darras, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Jacques Eberhard, Marc Plantegenest.*

Art. 1er *(Création d'une collectivité territoriale)* (p. 339).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : référence à l'art. 72 de la Constitution (p. 340).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 340).

Après l'art. 1er (p. 340).

Retiré : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : représentation de la collectivité territoriale par les actuels député et sénateur du département de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 340).

TITRE PREMIER

DES INSTITUTIONS DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE

Art. 2 *(Election des membres du conseil général)* – Adopté (p. 340).

Après l'art. 2 (p. 341).

Adoptés : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : scrutin de liste à deux tours à la représentation proportionnelle pour l'élection du conseil général (p. 343) ; sous-amendement n° 30 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : remplacement par le suivant de liste en cas de vacance de siège (p. 343).

Devient sans objet : amendement n° 25 (art. additionnel) de M. Jacques Eberhard : élection du conseil général à la proportionnelle intégrale (p. 343).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 343).

Art. 3 *(Election du président et du bureau du conseil général – Délégation d'attributions au bureau)* – Adopté (p. 343).

Art. 4 *(Vacance du siège du président ou démission du président et des vice-présidents)* – Adopté (p. 343).

Art. 5 *(Réunions du conseil général)* (p. 343).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : expiration des pouvoirs du bureau précédent à l'ouverture de la première réunion suivant chaque renouvellement du conseil général (p. 343).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 343).

Art. 6 *(Audition du représentant de l'Etat par le conseil général)* (p. 343).

Adopté : amendement n° 32 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : audition du représentant de l'Etat par le conseil général par accord avec le président du conseil général (p. 344).

Rejeté : amendement n° 45 de M. Jacques Eberhard : possibilité d'audition du représentant de l'Etat à la demande du tiers au moins du conseil général (p. 344).

Retiré : amendement n° 5 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : audition du représentant de l'Etat par le conseil général à la demande de son président (p. 344).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 344).

Art. 7 *(Réunion du conseil général à l'initiative du bureau ou des membres du conseil)* – Adopté (p. 344).

Art. 8 *(Election du président et des membres du bureau)* – Adopté (p. 345).

Art. 9 *(Règlement intérieur)* – Adopté (p. 345).

Art. 10 *(Caractère public des réunions du conseil général)* – Adopté (p. 345).

Art. 11 *(Police de l'assemblée)* – Adopté (p. 345).

Art. 12 *(Règles de délibération)* – Adopté (p. 345).

Art. 13 *(Rapports et comptes rendus d'activité)* (p. 345).

Art. 14 *(Dissolution du conseil général)* (p. 345).

Adoptés : amendements identiques n° 24 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur, et n° 28 de M. Jacques Eberhard : rectification d'une erreur matérielle (p. 345).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 345).

Art. 15 *(Délégation de vote)* – Adopté (p. 345).

Art. 16 *(Pouvoirs du président du conseil général)* – Adopté (p. 345).

Art. 17 *(Comité économique et social)* (p. 346).

Adoptés : amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article relatif à la désignation et à l'organisation du comité économique et social (p. 347) ; sous-amendements de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : n° 33 : composition du comité (p. 347) ; n° 34, n° 36 et n° 37 : suppression de certaines dispositions à prendre par décret en Conseil d'Etat ou relevant de la loi organique (p. 347).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 347).

TITRE II

DES COMPETENCES DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE

Art. 18 *(Compétence générale du conseil général)* (p. 347).

Adopté : amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : soutien à l'exercice de leurs compétences apporté aux communes par la collectivité territoriale (p. 347).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 347).

Art. 19 *(Compétences particulières du conseil général)* (p. 347).

Adopté : amendement rédactionnel n° 38 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (p. 348).

– L'art. 19, ainsi modifié, est adopté (p. 348).

Art. 20 *(Compétences particulières du conseil général en matière fiscale et douanière ainsi que dans le domaine de l'urbanisme et du logement)* (p. 348).

Adopté : amendement de précision rédactionnelle n° 9 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : compétences du conseil général de la collectivité territoriale identiques en matière d'urbanisme et de logement aux compétences du conseil général du territoire des îles Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 348).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 348).

Art. 21 *(Application de plein droit de la loi à Saint-Pierre-et-Miquelon)* – Adopté (p. 348).

Art. 22 *(Droit d'initiative du conseil général)* – Adopté (p. 348).

Art. 23 *(Consultation du conseil général sur les avant-projets de loi ou les projets de décret)* – Adopté (p. 348).

Art. 24 *(Consultation du conseil général sur les projets de coopération régionale ou d'accord international portant sur la zone économique)* (p. 348).

Adopté : amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : saisine pour avis du conseil général de tout projet d'accord, et plus spécialement entre la République française et les Etats d'Amérique du nord, concernant la coopération régionale (p. 349).

– L'art. 24, ainsi modifié, est adopté (p. 349).

Après l'art. 24 (p. 349).

Adoptés : amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : association et participation du président du conseil général à la négociation des accords mentionnés à l'art. 24 (p. 350) ; sous-amendement n° 39 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : possibilité de participation du président du conseil général (p. 350).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 350).

Art. 25 *(Compétences de la collectivité territoriale dans la zone économique)* – Adopté (p. 350).

Art. 26 *(Délai imparti au conseil général en cas de saisine pour avis)* (p. 350).

Adopté : amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : avis du conseil général réputé acquis en l'absence de notification au représentant de l'Etat (p. 351).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 351).

Art. 27 *(Consultation du comité économique et social)* (p. 351).

Adoptés : amendements de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur n° 13 : extension de la compétence du comité économique et social aux crédits d'investissement dans le domaine culturel (p. 351) – Et n° 15 : publicité des rapports et avis du comité économique et social (p. 351).

Retiré : amendement n° 14 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : extension de la compétence consultative du comité économique et social à l'ensemble du projet de budget de la collectivité territoriale (p. 351).

– L'art. 27, ainsi modifié, est adopté (p. 351).

TITRE III

DU REPRESENTANT ET DES SERVICES DE L'ETAT DANS LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Art. 28 *(Attributions du représentant de l'Etat)* (p. 352).

Adopté : amendement n° 16 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : suppléance du représentant de l'Etat par le secrétaire général en cas d'absence ou d'empêchement (p. 352).

Retiré : amendement n° 17 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : droit du représentant de l'Etat de proclamer l'état d'urgence (p. 352).

– L'art. 28, ainsi modifié, est adopté (p. 352).

Art. 29 *(Information réciproque des autorités locales et du représentant de l'Etat)* – Adopté (p. 352).

Art. 29 bis *(Pouvoirs de police du représentant de l'Etat)* – Adopté (p. 352).

Art. 30 *(Mise à disposition des services de l'Etat)* (p. 352).

Adopté : amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : mise à disposition des services de l'Etat : maintien de l'application de l'art. 13 de la loi du 7 janvier 1983 excluant les agents des services de l'Etat ayant apporté leur concours à une collectivité territoriale pour une opération du contrôle de la légalité des actes afférents à cette opération (p. 353).

– L'art. 30, ainsi modifié, est adopté (p. 353).

Art. 31 *(Compte rendu de l'activité des services de l'Etat mis à disposition)* – Adopté (p. 353).

Art. 32 *(Contrôle administratif et financier des actes de la collectivité)* – Adopté (p. 353).

Art. 33 *(Tribunal administratif)* (p. 353).

Adopté : amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : désignation par le président du tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon d'un conseiller de tribunal administratif chargé d'exercer les fonctions de commissaire du Gouvernement (p. 353).

– L'art. 33, ainsi modifié, est adopté (p. 353).

Art. 34 *(Chambre régionale des comptes)* – Adopté (p. 353).

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 35 *(Répartition des charges afférentes au fonctionnement des services)* – Adopté (p. 354).

Art. 36 *(Concours financiers de l'Etat)* (p. 354).

Adopté : amendement n° 40 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : attribution de la dotation globale de fonctionnement, DGF, à la collectivité territoriale (p. 354).

– L'art. 36, ainsi modifié, est adopté (p. 354).

Après l'art. 36 (p. 354).

Retiré : amendement n° 20 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : maintien des interventions directes de l'Etat au bénéfice de la collectivité territoriale (p. 354).

Art. 37 *(Intégration dans les corps métropolitains des fonctionnaires appartenant aux corps créés pour l'administration de Saint-Pierre-et-Miquelon)* (p. 354).

Adopté : amendement n° 21 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : date d'effet des intégrations des fonctionnaires des corps d'Etat de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 354).

– L'art. 37, ainsi modifié, est adopté (p. 354).

Après l'art. 37 (p. 354).

Rejeté : amendement n° 41 (art. additionnel) de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : adaptation des dispositions des lois du 26 janvier et du 12 juillet 1984 relatives à la fonction publique territoriale (p. 355).

Art. 38 *(Maintien en fonction du conseil général)* (p. 356).

– L'article est réservé (p. 356).

Adopté : amendement n° 44 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : élections partielles destinées à porter l'effectif du conseil général au nombre fixé à l'art. L. 329 du code électoral (p. 357).

– L'art. 38, ainsi modifié, est adopté (p. 357).

Art. 39 *(Transfert des biens, droits et obligations du département)* – Adopté (p. 356).

Art. 39 bis *(Coordination dans l'intitulé du livre III du code électoral)* – Adopté (p. 356).

Art. 39 ter *(Coordination dans les art. L. 328 et L. 329 du code électoral)* (p. 356).

Adopté : amendement n° 22 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : modification de l'art. L. 329 du code électoral spécifique à Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 356).

– L'art. 39 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 356).

Art. 40 *(Répartition des biens entre l'Etat et la collectivité territoriale)* – Adopté (p. 357).

Art. 41 *(Avances de la Banque de France à l'Institut d'émission des départements d'outre-mer et à l'Institut d'émission d'outre-mer)* – Adopté (p. 357).

Art. 42 *(Maintien en vigueur des textes de nature législative applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon)* (p. 358).

Adopté : amendement de coordination n° 23 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur (p. 358).

– L'art. 42, ainsi modifié, est adopté (p. 358).

Après l'art. 42 (p. 358).

Rejetés : amendements n° 42 (art. additionnel) de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : modification du chapitre IV du code de l'organisation judiciaire, relatif aux juridictions de Saint-Pierre-et-Miquelon : délégué à la protection de l'enfance ; indemnisation des victimes d'infractions ; juge des enfants ; juge de l'application des peines (p. 358) – Amendement n° 43 (art. additionnel) de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : modification de l'ordonnance du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon, de certaines dispositions relatives à l'organisation judiciaire (p. 359).

Art. 43 *(Abrogation de la loi du 19 juillet 1976)* – Adopté (p. 359).

Art. 43 bis *(Réglementation particulière relative au contrôle sanitaire, vétérinaire et phyto-sanitaire et au fonctionnement des stations de quarantaine animale)* – Adopté (p. 359).

Après l'art. 43 bis (p. 359).

Adopté : amendement n° 35 (art. additionnel) de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : compétence de la collectivité territoriale pour l'exécution du service postal (p. 359).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 359).

Art. 44 *(Modalités d'application de la loi)* – Adopté (p. 359).

Explications de vote : MM. André Rabineau (p. 359, 360), Albert Ramassamy (p. 360), Marcel Gargar (p. 360).

Adoption (24 avril 1985) (p. 360).

Discussion (deuxième lecture)

(28 mai 1985) (p. 747, 754).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 747, 749) : *MM. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer ; Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras.*

CANADA : TIZON (Jean-Pierre) (p. 748).

COLLECTIVITES TERRITORIALES : LEMOINE (Georges) (p. 747) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 748).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : LEMOINE (Georges) (p. 747) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 748).

CONSEILS GENERAUX : LEMOINE (Georges) (p. 747) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 748) ; DARRAS (Michel) (p. 749).

DECENTRALISATION : LEMOINE (Georges) (p. 747).

DEPARTEMENTALISATION : TIZON (Jean-Pierre) (p. 748).

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE : LEMOINE (Georges) (p. 747, 748).

PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (PTOM) : TIZON (Jean-Pierre) (p. 748).

PECHE MARITIME : TIZON (Jean-Pierre) (p. 748).

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON : LEMOINE (Georges) (p. 747, 748) ; TIZON (Jean-Pierre) (p. 748) ; DARRAS (Michel) (p. 748, 749).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 749, 754) : *MM. Jean-Pierre Tizon, rapporteur ; Georges Lemoine, secrétaire d'Etat ; Michel Darras.*

Art. 1er (p. 749).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 749).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 749).

Art. 17 (p. 749).

Retiré : amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première lecture et précision concernant la mention de l'incompatibilité entre les mandats de conseiller général et de membre du conseil économique et social, ainsi que la fixation par décret des conditions de désignation de personnalités qualifiées (p. 750).

– L'art. 17 est adopté (p. 750).

Art. 24 et 33 – Adoptés (p. 750).

Art. 37 bis (p. 750).

Rejeté : amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 751).

– L'art. 37 bis est adopté (p. 752).

Art. 38 (p. 752).

Rejeté : amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : conseil général élu en 1982 maintenu en fonction jusqu'à la date de la première élection au suffrage universel des conseillers régionaux (p. 752).

– L'art. 38 est adopté (p. 752).

Art. 42 bis (p. 752).

Adopté : amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : composition de la commission chargée de dresser la liste annuelle du jury (p. 754).

Retiré : amendement n° 8 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : procédure applicable à l'indemnisation des victimes d'infractions (p. 754).

– L'art. 42 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 754).

Art. 42 ter – Adopté (p. 754).

Explication de vote : M. Michel Darras (p. 754).

Adoption (28 mai 1985) (p. 754).

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, **8 ; 11**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3 ; 6 ; 7**
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**

SAISIES

Voir MER ET LITTORAL, **1,** DG
PECHE, **1,** DG

SALAIRE FAMILIAL

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **141**

SALAIRE MINIMUM DE CROISSANCE (SMIC)

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **1,** DG

SALAIRES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **28,** DG

SALARIES

Voir CONGES DE FORMATION, **1**
EMPLOI, ACTIVITE, **1**
GREVES, **1**
IMPOT SUR LE REVENU, **1 ; 2**
SECURITE SOCIALE, **1**

SALARIES AGRICOLES

Voir RAPATRIES, **1,** DG

SANG ET ORGANES HUMAINS

1. – **Proposition de loi relative aux prélèvements d'organes et aux expérimentations sur l'enfant conçu,** PRESENTEE AU SENAT par MM. Francis Palmero et Georges Lombard, sénateurs (16 avril 1985) [n° **238** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

SANTE PUBLIQUE

1. – **Projet de loi relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires,** PRESENTE AU SENAT, au nom de

M. Laurent Fabius, Premier ministre, par Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales, et par M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé (23 mai 1985) [n° **307** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Arthur Moulin (30 octobre 1985) [n° **59** (85-86)] – URGENCE – Discussion (20 novembre 1985) (p. 3200, 3238) – Adoption (20 novembre 1985) [n° **35**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 novembre 1985) [n° **3104**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Louis Lareng (5 décembre 1985) [n° **3157**] – Discussion (12 décembre 1985) – Adoption (12 décembre 1985) [n° **957**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (13 décembre 1985) [n° **210** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Louis Lareng (16 décembre 1985) [n° **3202**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Arthur Moulin (16 décembre 1985) [n° **222** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (17 décembre 1985) [n° **3206**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Louis Lareng (17 décembre 1985) [n° **3213**] – Discussion (18 décembre 1985) – Adoption (18 décembre 1985) [n° **970**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (19 décembre 1985) [n° **250** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean-Pierre Fourcade (19 décembre 1985) [n° **257** (85-86)] – Discussion (20 décembre 1985) (p. 4510, 4511) – Rejet (20 décembre 1985) [n° **91**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 décembre 1985) [n° **3282**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Louis Lareng (20 décembre 1985) [n° **3287**] – Discussion (20 décembre 1985) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **995**].

PROMULGATION : Loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 (*J.O.* Lois et décrets du 7 janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(20 novembre 1985) (p. 3200, 3238).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3200, 3213) : *MM. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé ; Arthur Moulin, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Pierre Louvot, Mme Cécile Goldet, MM. Paul Souffrin, Henri Collard, Charles Descours, Jacques Machet, Stéphane Bonduel, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

AIDE MEDICALE URGENTE : HERVE (Edmond) (p. 3200, 3201, 3213) ; MOULIN (Arthur) (p. 3201 à 3204) ; LOUVOT (Pierre) (p. 3204, 3205) ; GOLDET (Cécile) (p. 3205, 3206) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 3206, 3207) ; COLLARD (Henri) (p. 3207 à 3209) ; DESCOURS (Charles) (p. 3209, 3210) ; MACHET (Jacques) (p. 3210, 3211) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 3211, 3212) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3212, 3213).

AIDE MEDICALE URGENTE (financement) : LOUVOT (Pierre) (p. 3205) ; MOULIN (Arthur) (p. 3203) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 3207) ; COLLARD (Henri) (p. 3209) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3212).

AMBULANCIERS : HERVE (Edmond) (p. 3200, 3201) ; MOULIN (Arthur) (p. 3202, 3203) ; LOUVOT (Pierre) (p. 3205) ; GOLDET (Cécile) (p. 3206) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 3212).

ASSURANCE MALADIE-MATERNITE : MOULIN (Arthur) (p. 3203, 3204) LOUVOT Pierre) (p. 3205) ; COLLARD (Henri) (p. 3209).

CENTRES 15 (appels médicaux d'urgence) : HERVE (Edmond) (p. 3201) ; GOLDET (Cécile) (p. 3206) ; COLLARD (Henri) (p. 3208, 3209) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 3211) ; MACHET (Jacques) (p. 3211) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3212) ; HERVE (Edmond) (p. 3213).

COLLECTIVITES LOCALES : HERVE (Edmond) (p. 3201) ; DESCOURS (Charles) (p. 3209) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3212, 3213).

COMITES DEPARTEMENTAUX DE L'AIDE MEDICALE URGENTE ET DES TRANSPORTS SANITAIRES : LOUVOT (Pierre) (p. 3204, 3205) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 3207) ; COLLARD (Henri) (p. 3208, 3209) ; DESCOURS (Charles) (p. 3209, 3210) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 3211).

DEPARTEMENTS : HERVE (Edmond) (p. 3201) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 3207) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3212).

HOPITAUX : MOULIN (Arthur) (p. 3202) ; LOUVOT (Pierre) (p. 3204) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 3207) ; COLLARD (Henri) (p. 3208) ; DESCOURS (Charles) (p. 3209, 3210) ; MACHET (Jacques) (p. 3210) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 3211).

HOPITAUX PRIVES ET CLINIQUES : MOULIN (Arthur) (p. 3202) ; DESCOURS (Charles) (p. 3210) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 3211).

MEDECINS : MOULIN (Arthur) (p. 3202, 3203) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 3207) ; COLLARD (Henri) (p. 3208) ; DESCOURS (Charles) (p. 3210) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 3211).

SAPEURS-POMPIERS : HERVE (Edmond) (p. 3200) ; MOULIN (Arthur) (p. 3202, 3203, 3204) ; GOLDET (Cécile) (p. 3206) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 3207) ; COLLARD (Henri) (p. 3208, 3209) ; DESCOURS (Charles) (p. 3210) ; MACHET (Jacques) (p. 3210) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 3212).

SERVICES D'AIDE MEDICALE URGENTE (SAMU) : HERVE (Edmond) (p. 3200, 3201) ; MOULIN (Arthur) (p. 3202, 3203) ; GOLDET (Cécile) (p. 3206) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 3207) ; DESCOURS (Charles) (p. 3210) ; MACHET (Jacques) (p. 3210) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 3212).

SERVICES MOBILES D'URGENCE ET DE REANIMATION (SMUR) : HERVE (Edmond) (p. 3200, 3201) ; MOULIN (Arthur) (p. 3202) ; GOLDET (Cécile) (p. 3206) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 3207) ; COLLARD (Henri) (p. 3209).

TELECOMMUNICATIONS : BONDUEL (Stéphane) (p. 3212).

TRANSPORTS SANITAIRES : HERVE (Edmond) (p. 3200, 3201) ; MOULIN (Arthur) (p. 3203, 3204) ; LOUVOT (Pierre) (p. 3204, 3205) ; GOLDET (Cécile) (p. 3206) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 3207) ; BONDUEL (Stéphane) (p. 3212).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3213, 3239) : *MM. Arthur Moulin, rapporteur ; Edmond Hervé, secrétaire d'Etat ; Paul Robert, Mme Cécile Goldet, M. Paul Souffrin, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jacques Machet, Henri Collard, Stéphane Bonduel, Jacques Descours Desacres, Claude Huriet, René Martin, Daniel Hoeffel, André Bohl, Franck Sérusclat.*

TITRE I^er^

COMITE DEPARTEMENTAL DE L'AIDE MEDICALE URGENTE ET DES TRANSPORTS SANITAIRES

Intitulé du titre I^er^ (p. 3213).

Adopté : amendement n° 29 de M. Arthur Moulin, rapporteur : « Aide médicale urgente » (p. 3213).

– L'intitulé du titre I^er^, ainsi modifié, est adopté (p. 3213).

Avant l'art. 1^er^ (p. 3213).

Adopté : amendement n° 30 (art. additionnel) de M. Arthur Moulin, rapporteur : définition de l'objet de l'aide médicale urgente (p. 3214).

Retiré : sous-amendement n° 45 de M. Paul Robert à l'amendement n° 30 : rôle des collectivités locales en matière d'organisation des secours (p. 3214).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3214).

Art. 1er (*Composition et rôle du comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires*) (p. 3214).

Adoptés : amendements de M. Arthur Moulin, rapporteur, n° 31 : création et composition du comité départemental d'aide médicale urgente, CDAMU (p. 3218) – Et n° 12 : mission du comité de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires ; contrôle de l'application des dispositions relatives au service départemental d'aide urgente et aux services locaux d'intervention médicale urgente (p. 3219).

Retirés : amendement n° 32 de M. Jacques Machet : composition du comité de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires créé dans chaque département (p. 3217) – Amendement n° 42 de M. Henri Collard : mission du comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires (p. 3219).

Deviennent sans objet : amendement n° 3 de M. Paul Souffrin : composition du comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires (p. 3218) – Amendement n° 39 de Mme Cécile Goldet : rôle du comité départemental en matière de surveillance de la qualité de l'organisation de l'aide médicale urgente (p. 3219).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3219).

TITRE II

AIDE MEDICALE URGENTE

Division titre II et Intitulé (p. 3219).

Adopté : amendement de suppression n° 13 de M. Arthur Moulin, rapporteur (p. 3219).

– La division titre II et son intitulé sont supprimés (p. 3220).

Art. 2 (*Définition de l'aide médicale urgente*) (p. 3220).

Adopté : amendement de suppression n° 14 de M. Arthur Moulin, rapporteur (p. 3220).

Devient sans objet : amendement n° 47 de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat, de rectification d'une erreur matérielle (p. 3220).

– L'art. 14 est supprimé (p. 3220).

Après l'art. 2 (p. 3220).

Rejeté : amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Paul Souffrin : création et mission du numéro de téléphone unique pour l'urgence, le 15 (p. 3221 ; scrutin public n° 18 ; liste des votants p. 3245).

Art. 3 (*Modification de la loi du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière*) (p. 3221).

Adopté : amendement rédactionnel n° 49 de M. Arthur Moulin, rapporteur (p. 3221).

Retiré : amendement n° 33 de M. Jacques Machet : liberté de choix de la personne secourue ; rôle des professionnels de santé et des établissements de soins publics ou privés (p. 3221).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3221).

Art. 4 (*Base légale des centres de réception et de régulation des appels dans le cadre de l'aide médicale urgente*) (p. 3221).

Adoptés : amendements de M. Arthur Moulin, rapporteur, n° 50, rédactionnel (p. 3221) – n° 15 : habilitation des centres hospitaliers, en cas de besoin, à créer des unités participant à l'aide médicale urgente (p. 3222) – Et n° 16 : suppression des dispositions de cet article relatives à la soumission des médecins libéraux aux centres hospitaliers en cas de participation aux centres de régulation (p. 3223).

Retirés : amendement n° 34 de M. Jacques Machet : aide médicale urgente et participation des établissements hospitaliers ou des praticiens publics ou privés (p. 3222) – Amendement n° 40 de Mme Cécile Goldet : intégration des techniques modernes de communication au fonctionnement des centres de réception et de régulation des appels (p. 3223).

Deviennent sans objet : amendements de M. Paul Souffrin, soutenus par M. René Martin, n° 5 : mission et rôle des SAMU – Et n° 6 : formation des praticiens du secteur public ou privé à la régulation des appels parvenus aux centres de réception (p. 3223).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3223).

Après l'art. 4 (p. 3223).

Adopté : amendement n° 17 (art. additionnel) de M. Arthur Moulin, rapporteur : rôle et fonctionnement d'un centre de régulation médicale ; participation conjointe de médecins hospitaliers et libéraux (p. 3224).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p.3224).

Art. 5 (*Financement des centres de réception et de régulation des appels*) (p. 3224).

Adopté : amendement n° 18 de M. Arthur Moulin, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article, sans référence à la loi hospitalière du 31 décembre 1970 ; principe du remboursement des actes par l'assurance maladie (p. 3227).

Retirés : sous-amendement n° 44 de M. Henri Collard à l'amendement n° 18 : suppression de la mention d'éventuelles subventions de l'Etat et des collectivités territoriales (p. 3226) – Amendement n° 35 de M. Jacques Machet : renvoi des modalités de financement à un décret en Conseil d'Etat (p. 3226).

Devient sans objet : amendement n° 41 de Mme Cécile Goldet : rédactionnel (p. 3227).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3227).

TITRE III

TRANSPORTS SANITAIRES

Art. 6 (*Définition et règles de fonctionnement des transports sanitaires*) (p. 3227).

– Sur le texte proposé pour l'art. L. 51-1 du code de la santé publique.

Adopté : amendement n° 20 de M. Arthur Moulin, rapporteur : nature des interventions des sapeurs-pompiers en matière de transports sanitaires (p. 3231).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, soutenus par M. René Martin, n° 7 : définition du transport sanitaire en cas d'urgence médicale et dans le prolongement de toute mission de secours (p. 3230) – Et n° 8 : adaptation du transport sanitaire à l'état de la personne transportée (p. 3230).

Retirés : amendement n° 19 de M. Arthur Moulin, rapporteur : référence à l'aide médicale urgente (p. 3230) – Amendement n° 26 de M. Stéphane Bonduel : définition des transports sanitaires et exclusion des transports des personnels de défense et des évacuations d'urgence effectuées dans le cadre de leurs missions de secours par les sapeurs-pompiers (p. 3232).

– Sur le texte proposé pour l'article L. 51-2 du code de la santé publique.

Rejeté : amendement n° 21 de M. Arthur Moulin, rapporteur : applicabilité de la réglementation sur les transports sanitaires à toute personne effectuant un transport sanitaire sur prescription médicale (p. 3233, 3234).

– Sur le texte proposé pour l'article L. 51-3 du code de la santé publique.

Adopté : amendement rédactionnel n° 22 de M. Arthur Moulin, rapporteur (p. 3234).

– Sur le texte proposé pour l'article L. 51-5 du code de la santé publique.

Adopté : amendement rédactionnel n° 48 de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat (p. 3234).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3234).

Art. 7 *(Dispositions transitoires)* (p. 3235).

Adopté : amendement n° 23 de M. Arthur Moulin, rapporteur : détermination par décret en Conseil d'Etat des dispositions transitoires applicables aux personnes âgées de plus de cinquante ans, effectuant des transports sanitaires depuis plus de dix ans (p. 3235).

Retiré : amendement n° 9 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. René Martin : réduction de trois à un an du délai laissé aux personnels pour se conformer aux dispositions de la loi (p. 3234).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3235).

Après l'art. 7 (p. 3235).

Adopté : amendement n° 24 (art. additionnel) de M. Arthur Moulin, rapporteur : création dans chaque département d'un comité départemental des transports sanitaires, distinct du comité départemental de l'aide médicale urgente (p. 3235).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3235).

TITRE IV

PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT PAR L'ASSURANCE MALADIE

Art. 8 *(Règles de prise en charge par l'assurance maladie – Art. 283 a du code de la sécurité sociale)* (p. 3235).

Adopté : amendement n° 36 de M. Jacques Machet : possibilité de conventions entre les organismes d'assurance maladie et les entreprises de taxis (p. 3237).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, soutenus par M. René Martin, n° 11 : suppression de la référence au mode de transport le moins onéreux (p. 3236) – n° 10 : modalités de prise en charge des frais de transport médicalisés par les unités mobiles d'urgence et de réanimation (p. 3236) – Et n° 28 : prise en charge totale des frais occasionnés aux malades, aux blessés, aux handicapés et aux femmes enceintes dans le domaine de l'aide médicale urgente (p. 3237 ; scrutin public n° 19 ; liste des votants p. 3246).

Retiré : amendement n° 27 de M. Stéphane Bonduel : appréciation par le médecin régulateur du mode de transport compatible avec l'état du bénéficiaire (p. 3236).

Devient sans objet : amendement n° 46 de M. Paul Robert, analogue à l'amendement n° 36 précité (p. 3237).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3237).

Art. 9 *(Dispositions en cas d'affections de longue durée ou en cas de contrôle des caisses – Abrogation de l'article L. 295 du code de la sécurité sociale)* – Adopté (p. 3237).

Art. 10 *(Dispositions en cas d'accidents du travail – Art. L. 435 du code de la sécurité sociale)* – Adopté (p. 3237).

Art. 11 *(Prise en charge des frais de transport pour les professions non salariées non agricoles – Art. 8-1 de la loi du 12 juillet 1966)* (p. 3237).

Adopté : amendement rédactionnel n° 51 de M. Arthur Moulin, rapporteur (p. 3237).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 3237).

Art. 12 *(Prise en charge des frais de transports sanitaires par le régime de la mutualité sociale agricole – Art. 1038 du code rural)* – Adopté (p. 3237).

Art. 13 *(Frais de transport des enfants et adolescents accueillis dans des établissements médico-éducatifs – Art. 8 de la loi du 30 juin 1975)* (p. 3237).

Adopté : amendement de suppression n° 25 de M. Arthur Moulin, rapporteur (p. 3238).

– L'art. 13 est supprimé (p. 3238).

Explications de vote : Mmes Marie-Claude Beaudeau (p. 3238) ; Cécile Goldet (p. 3238) ; M. Stéphane Bonduel (p. 3238).

Adoption (20 novembre 1985) (p. 3238).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 décembre 1985) (p. 4510, 4511).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4510, 4511) : *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Jean-Pierre Fourcade, président et rapporteur de la commission des affaires sociales.*

AIDE MEDICALE URGENTE : LABARRERE (André) (p. 4510) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4511).

DEPARTEMENTS : LABARRERE (André) (p. 4510) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4511).

HOPITAUX : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4511).

SAPEURS-POMPIERS : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4511).

TRANSPORTS SANITAIRES : LABARRERE (André) (p. 4510) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4511).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable, de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur (p. 4511) – *M. Jean-Pierre Fourcade, Mme Cécile Goldet.*

Adoption de la motion (p. 4511).

Rejet du projet de loi (20 décembre 1985) (p. 4511).

2. – **Projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé (20 novembre 1985) [n° **3098**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Guy Chanfrault (27 novembre 1985) [n° **3116**] – URGENCE – Discussion (9 et 10 décembre 1985) – Adoption (10 décembre 1985) [n° **946**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 décembre 1985) [n° **171** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Henri Collard (11 décembre 1985) [n° **181** (85-86)] – Discussion (13 décembre 1985) (p. 3911, 3923) – Adoption (13 décembre 1985) [n° **55**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 décembre 1985) [n° **3191**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Guy Chanfrault (16 décembre 1985) [n° **3201**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Henri Collard (16 décembre 1985) [n° **221** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (13 décembre 1985) [n° **3191**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Guy Chanfrault (17 décembre 1985) [n° **3214**] – Discussion (18 décembre 1985) – Adoption (18 décembre 1985) [n° **971**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (19 décembre 1985) [n° **249** (85-86)] – Renvoi à la commission

des affaires sociales – Rapport de M. Jean-Pierre Fourcade (19 décembre 1985) [n° **255** (85-86)] – Discussion (20 décembre 1985) (p. 4511, 4513) – Rejet (20 décembre 1985) [n° **92**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 décembre 1985) [n° **3283**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Guy Chanfrault (20 décembre 1985) [n° **3288**] – Discussion (20 décembre 1985) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **994**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1468 du 31 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 1er janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(13 décembre 1985) (p. 3911, 3923).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3911, 3917) : *MM. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé ; Henri Collard, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Paul Souffrin, Mme Cécile Goldet, M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

ASSURANCE MALADIE : COLLARD (Henri) (p. 3912, 3913).

CARTE SANITAIRE : HERVE (Edmond) (p. 3911) ; COLLARD (Henri) (p. 3913).

DEPARTEMENTS : HERVE (Edmond) (p. 3912) ; COLLARD (Henri) (p. 3913).

ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE : COLLARD (Henri) (p. 3912, 3913, 3914) ; GOLDET (Cécile) (p. 3916) ; HERVE (Edmond) (p. 3916).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS : HERVE (Edmond) (p. 3911, 3912) ; COLLARD (Henri) (p. 3913) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 3914) ; GOLDET (Cécile) (p. 3916).

FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE : COLLARD (Henri) (p. 3913).

HOPITAUX : HERVE (Edmond) (p. 3911) ; COLLARD (Henri) (p. 3912) ; GOLDET (Cécile) (p. 3916).

HOPITAUX PSYCHIATRIQUES : HERVE (Edmond) (p. 3911, 3916) ; COLLARD (Henri) (p. 3912, 3913, 3914) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 3915) ; GOLDET (Cécile) (p. 3915, 3916) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3917).

INFIRMIERS ET INFIRMIERES : GOLDET (Cécile) (p. 3916) ; HERVE (Edmond) (p. 3917).

MAISONS D'ACCUEIL SPECIALISEES (MAS) : COLLARD (Henri) (p. 3913, 3914).

PERSONNES AGEES : COLLARD (Henri) (p. 3914) ; HERVE (Edmond) (p. 3916) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3917).

PROFESSIONS ET ACTIVITES PARAMEDICALES : COLLARD (Henri) (p. 3913) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 3914, 3915).

PSYCHIATRES : COLLARD (Henri) (p. 3914) ; HERVE (Edmond) (p. 3916) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3917).

PSYCHIATRIE : HERVE (Edmond) (p. 3911, 3912, 3916, 3917) ; COLLARD (Henri) (p. 3912 à 3914) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 3914, 3915) ; GOLDET (Cécile) (p. 3915, 3916) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3917).

RAPPORT DEMAY (psychiatrie) : SOUFFRIN (Paul) (p. 3915) ; HERVE (Edmond) (p. 3916).

SECURITE SOCIALE : COLLARD (Henri) (p. 3913) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 3915) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 3917).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3917, 3923) : *MM. Paul Souffrin, Henri Collard, rapporteur ; Edmond Hervé, secrétaire d'Etat ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

Art. 1er *(Institution d'une carte sanitaire de la psychiatrie, et insertion de cette disposition à l'art. 5 de la loi du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière)* (p. 3917) – Adopté (p. 3918).

Art. 2 *(Conditions d'élaboration de la carte sanitaire – Modification de l'art. 44 de la loi du 31 décembre 1970)* – Adopté (p. 3919).

Art. 3 *(Missions des établissements assurant le service public hospitalier – Art. 4 ter de la loi du 31 décembre 1970)* (p. 3918).

Adopté : amendement n° 1 de M. Henri Collard, rapporteur : suppression de la responsabilité de l'établissement hospitalier en matière de lutte contre les maladies mentales dans les secteurs psychiatriques qui lui sont rattachés (p. 3919).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3919).

Art. 4 *(Etablissements habilités à soigner les personnes atteintes de maladies mentales – Art. 326-2 du code de la santé publique)* – Adopté (p. 3919).

Art. 5 *(Services publics de lutte contre les maladies mentales mis à la disposition des établissements hospitaliers en charge du secteur)* (p. 3919).

Adoptés : amendements de M. Henri Collard, rapporteur, n° 2 et n° 4 : report d'un an de la date d'application de cet article (p. 3920) – Et n° 5 : modalités de remboursement et de versement d'acomptes par les établissements aux collectivités territoriales (p. 3920).

Retiré : amendement n° 3 de M. Henri Collard, rapporteur : revalorisation de la dotation globale annuelle des établissements à hauteur du coût de leurs activités extra-hospitalières (p. 3920).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3920).

Art. 6 *(Mise à la disposition des établissements des biens meubles et immeubles affectés aux services publics de lutte contre les maladies mentales)* (p. 3920).

Adopté : amendement n° 6 de M. Henri Collard, rapporteur : possibilité d'acquisition de ces biens par les établissements (p. 3920).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3920).

Art. 7 *(Régime financier applicable aux personnes morales de droit privé participant à la lutte contre les maladies mentales)* (p. 3920).

Adopté : amendement de coordination n° 7 de M. Henri Collard, rapporteur : report de la date d'application (p. 3921).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3921).

Art. 8 *(Mise à la disposition des établissements, des fonctionnaires titulaires et stagiaires des collectivités territoriales)* (p. 3921).

Adopté : amendement n° 8 de M. Henri Collard, rapporteur : mise à disposition à compter de la date du recrutement ; report d'application (p. 3921).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3921).

Art. 9 *(Statut des fonctionnaires et stagiaires des collectivités territoriales ; fonction publique de l'Etat ou fonction publique hospitalière)* (p. 3921).

Adopté : amendement de coordination n° 9 de M. Henri Collard, rapporteur (p. 3921).

– L'art. 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3921).

Art. 10 *(Dispositions dérogatoires applicables aux fonctionnaires ayant opté pour le statut de fonctionnaires de l'Etat)* (p. 3921).

Adopté : amendement de coordination n° 10 de M. Henri Collard, rapporteur (p. 3921).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3921).

Art. 11 *(Dispositions applicables aux agents recrutés entre la date de promulgation du présent texte et le 1er janvier 1987)* (p. 3921).

Adopté : amendement n° 11 de M. Henri Collard, rapporteur : suppression de cet article pour coordination (p. 3922).

– L'art. 11 est supprimé (p. 3922).

Art. 12 *(Fin du détachement des fonctionnaires)* – Adopté (p. 3922).

Art. 13 *(Dispositions applicables aux agents non titulaires)* (p. 3922).

Adopté : amendement de coordination n° 12 de M. Henri Collard, rapporteur (p. 3922).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 3922).

Art. 14 *(Dispositions applicables aux médecins vacataires départementaux)* (p. 3922).

Adopté : amendement de coordination n° 13 de M. Henri Collard, rapporteur (p. 3922).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 3922).

Art. 15 *(Renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour l'application du projet de loi)* – Adopté (p. 3922).

Explications de vote : M. Paul Souffrin (p. 3922) ; Mme Cécile Goldet (p. 3922, 3923) ; M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission (p. 3923) ; intervention de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat (p. 3923).

Adoption (13 décembre 1985) (p. 3923).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 décembre 1985) (p. 4511, 4513).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4511, 4512) : *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Jean-Pierre Fourcade, président et rapporteur de la commission des affaires sociales, Fernand Lefort.*

CARTE SANITAIRE : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4512).

COLLECTIVITES LOCALES : LABARRERE (André) (p. 4512).

ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4512).

HOPITAUX : LABARRERE (André) (p. 4512) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4512).

PERSONNES AGEES : LABARRERE (André) (p. 4512) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4512).

PSYCHIATRIE : LABARRERE (André) (p. 4512) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4512) ; LEFORT (Fernand) (p. 4512).

SECURITE SOCIALE : LABARRERE (André) (p. 4512).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable, de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur (p. 4512) – *MM. Jean-Pierre Fourcade, Charles Bonifay.*

Adoption de la motion (p. 4513).

Rejet du projet de loi (20 décembre 1985) (p. 4513).

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, **13**
RAPPELS AU REGLEMENT, **16**
SECURITE SOCIALE, **1**

SAPEURS-POMPIERS

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **2,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur
SANTE PUBLIQUE, **1,** DG

SATELLITES

Voir AUDIOVISUEL, **1,** DG ; **3,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle - Défense et relations extérieures
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **17**

SAUVETAGE EN MER

Voir MER ET LITTORAL, **2**

SCANNERS

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **92**

SCHEMA D'ORIENTATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Voir RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1,** DG

SCHEMA DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES STRUCTURES (SDDS)

Voir MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, **1,** DG

SCHEMAS DE MISE EN VALEUR DE LA MER

Voir MER ET LITTORAL, **2,** DG

SCHEMAS DIRECTEURS D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME (SDAU)

Voir URBANISME, **2,** DG

SCHEMAS REGIONAUX DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Voir ENSEIGNEMENT, **4,** DG

SCRUTIN DE LISTE

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3 ; 4 ; 5 ; 6 ; 7**
NOUVELLE-CALEDONIE, **3 ; 4**

SCRUTIN MAJORITAIRE

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **3 ; 5,** DG ; **6 ; 8**
REFERENDUMS, **1,** DG

SECRET DEFENSE

Voir DEFENSE NATIONALE, **1**

SECTEUR PRIVE (hôpitaux)

Voir ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE, **2**

SECTEUR PUBLIC

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **50**
VALEURS MOBILIERES, **1,** DG

SECTEUR TERTIAIRE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**

SECTEURS SAUVEGARDES

Voir CONSTRUCTION, **1,** DG

SECURITE

Voir COPROPRIETE, **1,** Art. 5, 7
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Justice

SECURITE AERIENNE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
TRAITES ET CONVENTIONS, **3**

SECURITE CIVILE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur

SECURITE PUBLIQUE

Voir ARMES ET MUNITIONS, **1,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur - Logement, urbanisme et transports
POLICE, **1**

SECURITE ROUTIERE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **61**

SECURITE SOCIALE

1. – **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales, et par M. Michel Delebarre, ministre du travail (2 mai 1985) [n° **2661**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Sueur (15 mai 1985) [n° **2685**] – Urgence – Discussion (23 mai 1985) – Adoption (23 mai 1985) [n° **793**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 mai 1985) [n° **314** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Pour avis à la commission des affaires culturelles – Rapport de MM. Louis Boyer et Louis Souvet (5 juin 1985) [n° **341** (84-85)] – Avis de M. Adrien Gouteyron (12 juin 1985) [n° **352** (84-85)] – Urgence – Discussion (13 juin 1985) (p. 1166, 1205) ; (17 juin 1985) (p. 1288, 1299) ; (18 juin 1985) (p. 1305, 1327) – Adoption (18 juin 1985) [n° **126**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 juin 1985) [n° **2794**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Pierre Sueur (19 juin 1985) [n° **2799**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de MM. Louis Boyer et Louis Souvet (19 juin 1985) [n° **394** (84-85)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (18 juin 1985) [n° **2794**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Sueur (25 juin 1985) [n° **2834**] – Discussion (26 et 27 juin 1985) – Adoption (27 juin 1985) [n° **845**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (27 juin 1985) [n° **438** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de MM. Louis Boyer et Louis Souvet (28 juin 1985) [n° **443** (84-85)] – Discussion (28 juin 1985) (p. 1818, 1842) – Adoption (28 juin 1985) [n° **168**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (29 juin 1985) [n° **2876**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Sueur (29 juin 1985) [n° **2877**] – Discussion (29 juin 1985) – Adoption (29 juin 1985) [n° **864**].

DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL : conforme, le 24 juillet 1985 *(JO* Lois et décrets du 26 juillet 1985).

PROMULGATION : Loi n° 85-772 du 25 juillet 1985 *(JO* Lois et décrets du 26 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(13 juin 1985) (p. 1166, 1205) ; (17 juin 1985) (p. 1288, 1299) ; (18 juin 1985) (p. 1305, 1327).

I – DISCUSSION GENERALE (13 juin 1985) (p. 1166, 1173) ; (voir aussi, sur le titre I^er^, 17 juin 1985, p. 1289, 1290) : *MM. Michel Delebarre, ministre du travail ; Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Paul Souffrin, Henri Belcour, Jacques Machet, Louis Lazuech – MM. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés ; Louis Boyer, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

ACTION SOCIALE : LAZUECH (Louis) (p. 1172, 1173) ; COURRIERE (Raymond) (p. 1289).

ADOPTION : MACHET (Jacques) (p. 1172) ; BOYER (Louis) (p. 1290).

AIDE SOCIALE : MACHET (Jacques) (p. 1172).

APPRENTISSAGE : DELEBARRE (Michel) (p. 1167).

ARTISANAT : DELEBARRE (Michel) (p. 1168).

CHOMAGE : SOUFFRIN (Paul) (p. 1170, 1171).

CONTRATS DE TRAVAIL : DELEBARRE (Michel) (p. 1166, 1168).

CONTRATS DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE : DELEBARRE (Michel) (p. 1168).

CONTRATS EMPLOI-FORMATION : DELEBARRE (Michel) (p. 1166, 1167).

DECENTRALISATION : LAZUECH (Louis) (p. 1172) ; COURRIERE (Raymond) (p. 1289).

DEPARTEMENTS : LAZUECH (Louis) (p. 1172, 1173) ; COURRIERE (Raymond) (p. 1289).

DROITS DES TRAVAILLEURS : DELEBARRE (Michel) (p. 1167).

EMPLOI : DELEBARRE (Michel) (p. 1166, 1167) ; SOUVET (Louis) (p. 1169) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 1171).

EMPLOI DES JEUNES : DELEBARRE (Michel) (p. 1166, 1167) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 1171).

EMPLOIS (créations) : DELEBARRE (Michel) (p. 1166) ; SOUVET (Louis) (p. 1169) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 1170).

ENFANTS INADAPTES : SOUFFRIN (Paul) (p. 1169).

ENTREPRISES : DELEBARRE (Michel) (p. 1166, 1167, 1168) ; SOUVET (Louis) (p. 1169) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 1171).

ENTREPRISES (petites) : DELEBARRE (Michel) (p. 1166) ; SOUVET (Louis) (p. 1169).

ENTREPRISES (registres) : DELEBARRE (Michel) (p. 1167, 1168) ; SOUVET (Louis) (p. 1169).

ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX : MACHET (Jacques) (p. 1172) ; COURRIERE (Raymond) (p. 1289) ; BOYER (Louis) (p. 1290).

FORMATION EN ALTERNANCE : DELEBARRE (Michel) (p. 1167) ; SOUVET (Louis) (p. 1169).

FORMATION PROFESSIONNELLE : DELEBARRE (Michel) (p. 1166, 1167, 1168) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 1171).

GROUPEMENTS D'EMPLOYEURS : DELEBARRE (Michel) (p. 1166, 1167) ; SOUVET (Louis) (p. 1169) ; SOUFFRIN (Paul) (p. 1171).

HANDICAPES : SOUFFRIN (Paul) (p. 1169).

HOPITAUX : SOUFFRIN (Paul) (p. 1169, 1170) ; MACHET (Jacques) (p. 1172).

HOPITAUX (personnels) : SOUFFRIN (Paul) (p. 1170).

HOPITAUX PSYCHIATRIQUES : SOUFFRIN (Paul) (p. 1169, 1170) ; MACHET (Jacques) (p. 1172) ; COURRIERE (Raymond) (p. 1289) ; BOYER (Louis) (p. 1290).

MASSEURS-KINESITHERAPEUTES : SOUFFRIN (Paul) (p. 1170) ; BELCOUR (Henri) (p. 1171, 1172) ; COURRIERE (Raymond) (p. 1289).

NEGOCIATIONS COLLECTIVES : DELEBARRE (Michel) (p. 1168).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : DELEBARRE (Michel) (p. 1167) ; SOUVET (Louis) (p. 1169).

PLAN : SOUFFRIN (Paul) (p. 1171).

PRERETRAITES : MACHET (Jacques) (p. 1172).

PROTECTION SOCIALE : BELCOUR (Henri) (p. 1171) ; BOYER (Louis) (p. 1290).

PSYCHOLOGUES : SOUFFRIN (Louis) (p. 1170) ; MACHET (Jacques) (p. 1172) ; COURRIERE (Raymond) (p. 1289).

STAGES D'INITIATION A LA VIE PROFESSIONNELLE : DELEBARRE (Michel) (p. 1167) ; SOUVET (Louis) (p. 1169).

TRAVAIL A TEMPS PARTIEL : DELEBARRE (Michel) (p. 1166).

TRAVAIL CLANDESTIN : DELEBARRE (Michel) (p. 1168).

TRAVAIL SAISONNIER : DELEBARRE (Michel) (p. 1166, 1168).

TRAVAIL TEMPORAIRE : DELEBARRE (Michel) (p. 1168) ; SOUVET (Louis) (p. 1169).

TRAVAUX D'UTILITE COLLECTIVE (TUC) : SOUFFRIN (Paul) (p. 1171).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (13 juin 1985) (p. 1173, 1205) ; (17 juin 1985) (p. 1288, 1299) ; (18 juin 1985) (p. 1305, 1327) *MM. Paul Souffrin, Michel Delebarre, ministre ; Louis Souvet, rapporteur ; Jean Chérioux, vice-président de la commission ; Adrien Gouteyron, Charles Bonifay, Jacques Machet, Etienne Dailly, Raymond Soucaret, Sosefo Makapé Papilio, Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés ; Louis Boyer, rapporteur ; Jean Cauchon, Jacques Habert, Jean Béranger, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission – Mmes Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales ; Danielle Bidard-Reydet – MM. Jean Amelin, Pierre Croze, au nom de la commission des finances.*

TITRE Ier

MESURES RELATIVES A LA PROTECTION SOCIALE

CHAPITRE Ier

Mesures relatives à la famille, à l'enfance et aux droits de la femme

Art. 1er *(Répression des dispositions antisexistes)* (p. 1290).

Adoptés : amendement de M. Louis Boyer, rapporteur, n° 24 : suppression de la notion d'infraction pour discrimination fondée sur les moeurs (p. 1291) – Amendements de coordination n° 25, n° 26 et n° 28 de M. Louis Boyer, rapporteur (p. 1291 et 1292) – Amendements de M. Louis Boyer, rapporteur, n° 27 : rétablissement de la clause d'exonération du régime répressif des dispositions antisexistes lorsqu'il existe un motif légitime (p. 1292) – Et n° 29 : suppression de la possibilité laissée aux associations de lutte contre le racisme d'ester en justice à propos de conflits nés à l'occasion de licenciements ou de mesures décidées après l'embauche ; suppression de la possibilité pour les associations combattant les discriminations fondées sur les moeurs de se porter partie civile (p. 1293).

Devient sans objet : amendement n° 127 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat : possibilité pour les associations de lutte contre le sexisme et les discriminations fondées sur les moeurs de se porter partie civile dans les seuls cas de refus d'embauche et d'offre d'emploi sexiste (p. 1293).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1293).

Après l'art. 1er (p. 1293).

Rejeté : amendement n° 90 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par M. Paul Souffrin : abrogation de l'article 414 du code pénal portant atteinte au droit de grève (p. 1293 ; scrutin public n° 62 ; liste des votants p. 1301).

Art. 2 *(Régime de l'adoption internationale ; insertion d'un article 100-3 dans le code de la famille et de l'aide sociale)* (p. 1293).

Adopté : amendement n° 30 de M. Louis Boyer, rapporteur : formalités d'adoption d'un enfant étranger (p. 1294).

Devient sans objet : amendement n° 168 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat, analogue à l'amendement n° 30 (p. 1294).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1294).

Art. 3 *(Protection sociale des personnes divorcées pour rupture de la vie commune)* (p. 1294).

Adopté : amendement n° 128 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat : protection sociale des personnes abandonnées par leur conjoint pendant six ans et contraintes au divorce (p. 1295).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1295).

Art. 4 *(Infractions aux règles d'octroi des prêts aux jeunes ménages)* (p. 1295).

Adopté : amendement n° 32 de M. Louis Boyer, rapporteur : prise en compte de la nouvelle codification établie par l'administration telle qu'elle résulte de la loi du 4 juillet 1985 relative aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses (p. 1296).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1296).

Après l'art. 4 (p. 1296).

Adoptés : amendements de M. Louis Boyer, rapporteur, (art. additionnels) n° 34 : régime des prêts aux jeunes ménages (p. 1296) – Et n° 33 : infractions pour lesquelles les associations qui ont pour objet de protéger l'enfance maltraitée pourront se porter partie civile (p. 1296).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1296).

CHAPITRE II

Mesures relatives à la protection de la santé

Art. 5 *(Légalisation du secteur psychiatrique)* (p. 1296).

Adopté : amendement n° 35 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article relatif à la lutte contre les maladies mentales et à la prévention et au traitement de l'alcoolisme (p. 1299).

Devient sans objet : amendement n° 91 de M. Paul Souffrin : réintégration des dispensaires d'hygiène mentale dans le secteur psychiatrique (p. 1299).

– L'art. 5 est supprimé (p. 1299).

Art. 6 *(Conditions d'exercice de la profession de masseur-kinésithérapeute : article L. 487 du code de la santé publique)* (p. 1305).

Adopté : amendement n° 36 de M. Louis Boyer, rapporteur : condition de nationalité pour l'exercice de la profession de masseur-kinésithérapeute (p. 1306).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1306).

Art. 6 bis *(Conditions d'exercice de la profession de pédicure-podologue : art. L. 492 du code de la santé publique)* (p. 1306).

Adopté : amendement n° 37 de M. Louis Boyer, rapporteur : alignement des règles de nationalité relatives au pédicure-podologue sur celles fixant l'exercice de la profession de masseur-kinésithérapeute (p. 1306).

– L'art. 6 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1306).

Art. 6 ter *(Régime particulier des apatrides et réfugiés : abrogation de l'article L. 504 du code de la santé publique)* (p. 1306).

Adopté : amendement n° 38 de suppression de cet article, de M. Louis Boyer, rapporteur (p. 1307).

– L'art. 6 ter est supprimé (p. 1307).

Art. 7 *(Utilisation du titre de psychologue)* (p. 1307).

Adoptés : amendements de M. Louis Boyer, rapporteur, n° 39 : condition de diplôme pour l'usage professionnel du titre de psychologue (p. 1308) – Et n° 40 : suppression du régime dérogatoire aménagé pendant sept ans en faveur des fonctionnaires et agents publics (p. 1309).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1309).

Art. 8 *(Gratuité des soins à l'hôpital pour les médecins hospitaliers* (p. 1309).

Adopté : amendement n° 41 de M. Louis Boyer, rapporteur : prise en charge étendue au forfait hospitalier (p. 1309).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1309).

Art. 9 *(Réforme de l'Ecole nationale de santé)* – Adopté (p. 1309).

Art. 10 *(Validation de concours hospitaliers)* – Adopté (p. 1309).

Art. 10 bis *(Champ de compétence des inspecteurs de la pharmacie : art. L. 558 du code de la santé publique)* (p. 1309).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 158 de Mme Georgina Dufoix, ministre, destiné à rectifier une erreur matérielle (p. 1310) – Amendement n° 42 de M. Louis Boyer, rapporteur : harmonisation du découpage des régions sanitaires avec celui des régions administratives (p. 1310).

– L'art. 10 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1310).

Après l'art. 10 bis (p. 1310).

Adoptés : amendement n° 160 (art. additionnel) de M. Louis Boyer, rapporteur : validation jusqu'au 5 juillet 1985 des actes pris en application de la convention nationale des médecins conclue le 29 mai 1980 (p. 1311) – Amendement n° 120 (art. additionnel) de Mme Georgina Dufoix, ministre : faculté pour les adjoints des hôpitaux précédemment chefs de clinique de demander le bénéfice des mêmes modalités de classement que leurs successeurs dans la carrière des praticiens, avec report fictif de leur nomination au 1er janvier 1985 (p. 1311).

Retiré : amendement n° 87 (art. additionnel) de Mme Georgina Dufoix, ministre, similaire à l'amendement n° 160 (p. 1310).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1311).

CHAPITRE III

Mesures relatives à l'action sociale

Art. 11 *(Instauration de la dotation globale dans les établissements sociaux : modification de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales)* (p. 1311).

Adoptés : amendements de M. Louis Boyer, rapporteur, n° 43 : soumission à l'approbation du représentant de l'Etat de la seule variation du tableau du personnel d'une année sur l'autre (p. 1312) – n° 44 : fixation annuelle des prévisions (p. 1313) – n° 45 : assouplissement de la règle de la non prise en compte des déficits (p. 1314) – n° 46, de coordination (p. 1314) – n° 47 : exclusion du champ d'application de cet article des établissements sociaux financés par les collectivités locales (p. 1315) – Et n° 48 : prévisions annuelles de dépenses et de recettes, et révisions pouvant intervenir en cours d'année (p. 1315).

Deviennent sans objet : amendement n° 81 de M. Jean Colin, soutenu par M. Jean Cauchon : cas où l'établissement ou le service engage des dépenses supérieures à l'autorisation accordée sans en avoir référé et sans avoir motivé dans un rapport circonstancié les raisons des dépassements (p. 1314) – Amendement n° 93 de M. Paul Souffrin : cas des dépenses supplémentaires en résultant si elles ne sont pas justifiées par des circonstances inévitables et imprévisibles ou imposées par des dispositions législatives ou réglementaires (p. 1314).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1315).

Art. 12 *(Prolongation de la durée de validité du visa apposé sur le carnet de circulation des personnes sans domicile fixe)* (p. 1315).

Rejeté : amendement n° 94 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : suppression du carnet de circulation pour les personnes exerçant des activités ambulantes et circulant en France sans domicile ni résidence fixe (p. 1316).

– L'art. 12 est adopté (p. 1316).

Art. 12 bis *(Insertion des travailleurs handicapés : art. L. 167 du code de la famille et de l'aide sociale)* – Adopté (p. 1316).

CHAPITRE IV

Mesures relatives aux régimes de sécurité sociale

Art. 13 *(Renseignements fournis par les services fiscaux à certains organismes de sécurité sociale)* – Adopté (p. 1316).

Art. 14 *(Compétence du tribunal des affaires de sécurité sociale)* – Adopté (p. 1316).

Art. 15 *(Composition du tribunal des affaires de sécurité sociale)* (p. 1316).

Rejeté : amendement n° 95 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : présidence d'un tribunal des affaires de sécurité sociale ne pouvant être confiée à un magistrat du siège honoraire (p. 1317).

– L'art. 15 est adopté (p. 1317).

Art. 16 *(Désignation et statut des assesseurs au tribunal des affaires de sécurité sociale)* – Adopté (p. 1317).

Après l'art. 16 (p. 1317).

Rejeté : amendement n° 96 (art. additionnel) de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : application des dispositions des articles L. 47 et L. 48 du code de la sécurité sociale aux assesseurs salariés (p. 1317).

Art. 17 *(Démission d'office et déchéance des assesseurs aux tribunaux des affaires de sécurité sociale)* (p. 1317).

Adopté : amendement n° 49 de M. Louis Boyer, rapporteur : cas de déchéance d'un assesseur : suppression de la notion de faute grave entachant l'honneur ou la probité (p. 1318).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 1318).

Art. 18 *(Pouvoir du président du tribunal des affaires de sécurité sociale de statuer seul)* (p. 1318).

Rejeté : amendement n° 97 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet, de suppression de cet article (p. 1318).

– L'art. 18 est adopté (p. 1318).

Art. 19 *(Insertion de nouveaux articles dans le code de l'organisation judiciaire)* – Adopté (p. 1318).

Art. 20 *(Mesures transitoires concernant les membres des tribunaux des affaires de sécurité sociale)* – Adopté (p. 1318).

Art. 21 *(Cotisations sociales forfaitaires pour certaines catégories de travailleurs agricoles salariés ou assimilés)* – Adopté (p. 1318).

Art. 22 *(Alimentation du Fonds commun des accidents du travail agricole)* – Adopté (p. 1318).

Art. 23 *(Régime des autorisations d'absence des salariés appartenant aux organismes représentatifs de populations immigrées)* (p. 1318).

Adopté : amendement n° 50 de suppression de cet article, de M. Louis Boyer, rapporteur (p. 1319).

– L'art. 23 est supprimé (p. 1319).

Après l'art. 23 (p. 1319).

Rejetés : amendement n° 98 (art. additionnel) de M. Hector Viron, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : déplafonnement des cotisations des employeurs aux risques d'accidents du travail et maladies professionelles (p. 1320) – Amendement n° 122 (art. additionnel) de Mme Georgina Dufoix, ministre : conditions de création et d'agrandissement de cimetières en milieu urbain (p. 1320).

Art. 23 bis *(Appréciation de l'inaptitude au travail par les caisses d'assurance vieillesse)* – Adopté (p. 1320).

Après l'art. 23 bis (p. 1320).

Adoptés : amendement n° 85 (art. additionel) de M. Jean Béranger : limite d'âge n'étant pas applicable aux présidents de conseils d'administration des établissements public visés aux articles 9, 10 et 11 de la loi n° 82-1061 du 17 décembre 1982 (p. 1322) – Amendements de M. André Méric, soutenus par M. Charles Bonifay (art. additionnels) : n° 133 : simplification des règles d'exercice du mandat d'administrateur suppléant des caisses de sécurité sociale (p. 1322) – Et n° 134 : règles de désignation des remplaçants en cas de vacances de sièges non pourvus par le suivant de liste ou le suppléant au sein du conseil d'administration des caisses de sécurité sociale (p. 1322) – Amendement n° 136 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay : suppression de la référence au visa du juge (p. 1324) – Amendement n° 147 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Jean Cauchon : possibilité pour les avocats défenseurs, les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, les greffiers titulaires de charges et les agréés près les tribunaux de commerce, de bénéficier pour leur droit à pension de la prise en charge, moyennant rachat, de leurs années d'activité professionnelle antérieures à leur intégration dans la magistrature (p. 1325).

Retiré : amendement n° 135 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay : suppression du visa du président du tribunal des affaires de sécurité sociale sur les contraintes délivrées par les caisses de sécurité sociale après mise en demeure (p. 1324).

Devient sans objet : amendement n° 132 (art. additionnel) de M. Charles Bonifay : règles relatives à la limite d'âge n'étant applicables, en ce qui concerne les trois principales caisses nationales du régime général de la sécurité sociale, qu'aux présidents non encore désignés lors de la promulgation de la loi du 13 septembre 1984 (p. 1322).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 83 (art. additionnel) de M. Jean Chérioux, soutenu par M. Jean Amelin : possibilité pour des salariés du régime général de racheter leurs périodes de cotisations au régime maladie maternité des étudiants (p. 1321).

– Cinq articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1322, 1323, 1324 et 1325).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL

Discussion le 13 juin 1985 (p. 1173, 1205)

CHAPITRE Ier

Dispositions favorisant la coopération entre employeurs et l'organisation des activités saisonnières

Art. 24 *(Insertion dans le code du travail d'un chapitre nouveau, relatif aux groupements d'employeurs : art. 127-1 à 127-7 du code du travail)* (p. 1176).

Adoptés : amendements de M. Louis Souvet, rapporteur, n° 51 : groupements d'employeurs : extension aux employeurs occupant moins de 50 salariés ; profession réglementée (p. 1176) – n° 52 : rédactionnel – n° 53 : suppression de la disposition prévoyant un agrément pour les groupements se constituant en dehors du champ d'application d'une seule convention collective (p. 1176).

Rejeté : amendement n° 99 de M. Hector Viron, de suppression de cet article (p. 1174).

– L'art. 24, ainsi modifié, est adopté (p. 1176).

Art. 25 *(Dispositions pénales concernant les groupements d'employeurs : art. L. 152-5 du code du travail)* (p. 1176).

Adopté : amendement rédactionnel n° 54 de M. Louis Souvet, rapporteur (p. 1176).

Rejeté : amendement n° 100 de M. Hector Viron, de suppression de cet article (p. 1176).

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 1176).

Après l'art. 25 (p. 1176).

Adopté : amendement n° 121 (art. additionnel) de M. Michel Delebarre, ministre : application aux groupements d'employeurs et à leurs adhérents des règles spéciales relatives aux accidents du travail en vigueur pour les entreprises de travail temporaire (p. 1177).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1177).

Art. 26 *(Aménagement de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne)* (p. 1177).

Adoptés : amendements de M. Franz Duboscq, soutenus par M. Adrien Gouteyron, n° 123 : maintien de l'article 62 de la loi du 9 janvier 1985, relatif aux contrats à caractère saisonnier en zone de montagne (p. 1177) – n° 124 : réaffirmation de la spécificité de la montagne (p. 1177) – n° 125 : maintien de la mention des branches d'activité à caractère saisonnier déterminées par décret (p. 1177) – Et n° 126 : suppression de la référence à l'article L. 221-21 du code du travail relatif aux établissements appartenant aux branches d'activité à caractère saisonnier (p. 1178).

Rejeté : amendement n° 137 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay : possibilité, pour une convention collective de salariés employés sous contrat saisonnier, de prévoir l'obligation de réembauche (p. 1178).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 1178).

CHAPITRE II

Dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité

Avant l'art. 27 (p. 1178).

Adopté : amendement n° 82 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Jacques Machet : possibilité d'assurance de l'employeur contre les conséquences des accidents du travail survenus dans son entreprise à la suite d'une faute inexcusable de sa part (p. 1179).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1179).

Art. 27 *(Conditions d'emballage et d'étiquetage d'une nouvelle substance ou préparation : art. L. 231-6 du code du travail)* (p. 1179).

Adopté : amendement n° 55 de M. Louis Souvet, rapporteur : définition des conditions d'étiquetage des produits dangereux par arrêté (p. 1179).

– L'art. 27, ainsi modifié, est adopté (p. 1179).

Art. 28 *(Procédure de déclaration préalable à la mise sur le marché de substances ou de préparations dangereuses)* (p. 1179).

Adoptés : amendement n° 56 de M. Louis Souvet, rapporteur : cas des préparations dangereuses mises pour la première fois sur le marché (p. 1180) ; sous-amendement n° 101 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin : référence à l'Institut national de recherche et de sécurité, INRS (p. 1180) – Amendement n° 57 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression de la référence à un décret en Conseil d'État pour la définition de certaines substances susceptibles de dérogation (p. 1180).

– L'art. 28, ainsi modifié, est adopté (p. 1180).

CHAPITRE III

Dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle

Art. 29 *(Exclusion des apprentis pour le calcul de l'effectif de l'entreprise)* (p. 1181).

Rejeté : amendement n° 102 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin : prise en compte des apprentis pour l'application des dispositions législatives ou réglementaires se référant à une condition d'effectif minimum de salariés dans une entreprise (p. 1181).

– L'art. 29 est adopté (p. 1181).

Art. 30 *(Exclusion des titulaires d'un contrat de travail comportant une formation pour le calcul de l'effectif de l'entreprise)* (p. 1181).

Rejeté : amendement n° 103 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin : seuils d'effectif : prise en compte des titulaires des contrats de travail définis aux articles L. 980-2 et L. 980-6 du code du travail (p. 1181).

– L'art. 30 est adopté (p. 1181).

Art. 31 *(Exclusion des apprentis et des titulaires d'un contrat de travail prévoyant une formation pour l'application des dispositions législatives concernant le versement transports en commun et la participation des employeurs à l'effort de construction)* (p. 1181).

Adopté : amendement n° 58 de M. Louis Souvet, rapporteur, de suppression de cet article jugé répétitif (p. 1182).

– L'art. 31 est supprimé (p. 1182).

Après l'art. 31 (p. 1182, 1193).

Adopté : amendement n° 140 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay : possibilité de faire se succéder sans délai de carence les titulaires de contrat de qualification sur un même poste de travail (p. 1193 ; précédemment réservé p. 1182).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1193).

Art. 32 *(Modification de l'article L. 980-11 du code du travail concernant les bénéficiaires des stages d'orientation approfondie et d'initiation à la vie professionnelle)* – Adopté (p. 1182).

Après l'art. 32 (p. 1182).

Retiré : amendement n° 59 de M. Louis Souvet, rapporteur : exonération des charges sociales et fiscales pour l'indemnité complémentaire versée au stagiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle (p. 1182).

Art. 33 *(Ancienneté requise des salariés de l'artisanat pour bénéficier du congé de formation – Art. L. 931-2 du code du travail)* – Adopté (p. 1182).

Art. 34 *(Autorisation de départs simultanés en congé de formation dans les entreprises artisanales – Art. L. 931-4 du code du travail)* (p. 1183).

Adopté : amendement rédactionnel n° 60 de M. Louis Souvet, rapporteur (p. 1183).

– L'art. 34, ainsi modifié, est adopté (p. 1183).

CHAPITRE IV

Dispositions concernant le contrôle de l'application de la législation et de la réglementation du travail

Art. 35 *(Droits et obligations des inspecteurs du travail placés sous l'autorité du ministre de l'agriculture – Art. L. 611-6 du code du travail)* – Adopté (p. 1183).

Art. 36 *(Extension des pouvoirs des ingénieurs de prévention des directions régionales du travail et de l'emploi – Art. L. 611-7 du code du travail)* (p. 1183).

Adoptés : amendements de M. Louis Souvet, rapporteur, n° 61 et n° 62 : pouvoirs des ingénieurs de prévention : obligation du serment de ne point révéler les secrets de fabrication et les procédés d'exploitation (p. 1183).

Devient sans objet : amendement n° 159 de M. Michel Delebarre, ministre : obligation de secret des ingénieurs de prévention : référence à l'article 378 du code pénal (p. 1183).

– L'art. 36, ainsi modifié, est adopté (p. 1183).

Art. 37 *(Attributions des agents de contrôle de la prévention des accidents du travail en agriculture)* – Adopté (p. 1183).

Art. 38 *(Présentation des registres et documents rendus obligatoires à l'inspecteur du travail – Art. L. 611-9 du code du travail)* (p. 1184).

Rejeté : amendement n° 105 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin : délai maximal de présentation du livre de paye à l'inspecteur du travail (p. 1184).

– L'art. 38 est adopté (p. 1184).

Art. 39 *(Harmonisation rédactionnelle)* – Adopté (p. 1184).

Art. 40 *(Mise en demeure en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail – Art. L. 231-4 du code du travail)* (p. 1184).

Adopté : amendement de coordination n° 84 de M. Louis Souvet, rapporteur (p. 1184).

– L'art. 40, ainsi modifié, est adopté (p. 1184).

Art. 41 *(Notification et exécution de la mise en demeure – Art. L. 611-14 du code du travail)* (p. 1184).

Adopté : amendement n° 64 de M. Louis Souvet, rapporteur : rétablissement de l'avis du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels sur les dispositions réglementaires concernant l'inspection du travail (p. 1184).

– L'art. 41, ainsi modifié, est adopté (p. 1184).

Art. 42 *(Registre unique du personnel)* (p. 1185, 1187).

Adopté : amendement n° 65 de M. Louis Souvet, rapporteur, de suppression de cet article pour coordination (p. 1187 ; précédemment réservé p. 1185).

– L'art. 42, précédemment réservé (p. 1185), est supprimé (p. 1187).

Art. 43 *(Registre des délégués du personnel – Art. L. 424-5 du code du travail)* (p. 1185).

Adopté : amendement n° 66 de M. Louis Souvet, rapporteur : délai pour les notes écrites et les réponses de l'employeur exprimé en jours ouvrables (p. 1185).

Rejeté : amendement n° 107 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin : mise à la disposition des salariés du registre des délégués du personnel (p. 1185).

Retiré : amendement n° 149 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Jacques Machet : tenue du registre des délégués du personnel (p. 1185).

– L'art. 43, ainsi modifié est adopté (p. 1185).

Art. 44 *(Tenue des registres et affichage – Art. 620-2 à 620-11 du code du travail)* (p. 1185).

Adoptés : amendement n° 67 de M. Louis Souvet, rapporteur : registre unique du personnel (p. 1186) – Amendement n° 110 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin : mise à disposition des documents (p. 1186).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, soutenus par M. Paul Souffrin, n° 108 : extension du champ du registre des mises en demeure et observations de l'inspection du travail en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (p. 1186) – Et n° 109 : allongement du délai de conservation des documents (p. 1186).

– L'art. 44, ainsi modifié, est adopté (p. 1186).

CHAPITRE V

Dispositions relatives à la démocratisation du secteur public

Intitulé et division (p. 1187, 1188).

Adopté : amendement n° 70 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression de cette division et de son intitulé pour coordination (p. 1188 ; précédemment réservé p. 1187).

– La division « chapitre V » et son intitulé sont supprimés (p. 1188).

Art. 45 *(Adaptation des conseils d'administration et de surveillance dans le cas de certaines modifications de structures des entreprises du secteur public – Insertion de deux articles dans la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public)* (p. 1187).

Adoptés : amendements identiques n° 68 de M. Louis Souvet, rapporteur, et n° 111 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin, de suppression de cet article (p. 1187).

– L'art. 45 est supprimé (p. 1187).

Art. 46 *(Mise en conformité pour les modifications intervenues depuis la loi du 26 juillet 1983)* (p. 1188).

Adoptés : amendements identiques de suppression n° 69 de M. Louis Souvet, rapporteur, et n° 112 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin (p. 1188).

– L'art. 46 est supprimé (p. 1188).

CHAPITRE VI

Dispositions diverses

Art. 47 A *(Protection contre le licenciement des salariés candidats aux fonctions de délégué du personnel – Art. L. 425-1 du code du travail)* – Adopté (p. 1188).

Avant l'art. 47 (p. 1188).

Adoptés : amendements n° 1 à n° 16 (art. additionnels) de M. Michel Delebarre, ministre : application d'un accord collectif dans la branche du travail temporaire : art. L. 124-2 et suivants du code du travail (p. 1188 à 1192) ; sous-amendement n° 161 de M. Louis Souvet, rapporteur, à l'amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Michel Delebarre, ministre : autorisation de contrat de travail temporaire : intervention du fonctionnaire de contrôle compétent pour les salariés agricoles (p. 1189) ; sous-amendement n° 150 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. Jacques Machet, au même amendement n° 4 : durée de mission à partir de laquelle l'autorisation administrative de recourir à des contrats de travail temporaire est nécessaire (p. 1189) ; sous-amendement n° 151 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. Jacques Machet, à l'amendement n° 14 (art. additionnel) de M. Michel Delebarre, ministre : recours à une mission d'intérim pour pourvoir un poste à l'expiration d'un contrat de mission de salarié intérimaire (p. 1191) – Amendements n° 17 à n° 23 (art. additionnels) de M. Michel Delebarre, ministre : modification de l'ordonnance sur le contrat à durée déterminée et harmonisation avec les dispositions relatives au travail temporaire : art. L. 122-1 et suivants du code du travail (p. 1192 à 1195) ; sous-amendement n° 162 de M. Louis Souvet, rapporteur, à l'amendement n° 19 (art. additionnel) de M. Michel Delebarre, ministre : intervention du fonctionnaire de contrôle compétent pour les salariés agricoles (p. 1193) ; sous-amendements de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenus par M. Jacques Machet, au même amendement n° 19, n° 152 : coordination avec la réglementation du contrat de travail temporaire (p. 1193) et n° 153 : autorisation administrative obligatoire seulement dans le cas d'un contrat d'une durée excédant six mois (p. 1193) – Amendement n° 154 (art. additionnel) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. Jacques Machet : abrogation de l'article L. 122-3-13 du code du travail donnant obligatoirement à un contrat de travail conclu à l'issue du contrat d'apprentissage, le statut de contrat à durée indéterminée (p. 1195).

Rejeté : sous-amendement n° 164 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin, à l'amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Michel Delebarre, ministre : durée maximale de la mission de travail temporaire (p. 1189).

Retirés : amendements de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenus par M. Jacques Machet, n° 156 (art. additionnel) : renouvellement d'un contrat à durée déterminée conclu avec un terme précis en cas de remplacement d'un salarié absent (p. 1192) – Et n° 155 (art. additionnel) : en cas de poursuite de relation contractuelle du travail après l'échéance du terme du contrat, possibilité de conclure un nouveau contrat de travail à durée déterminée (p. 1194).

– Ving-quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1188 à 1195).

Art. 47 *(Répression du travail clandestin – Art. L. 362-3 du code du travail)* – Adopté (p. 1196).

Art. 48 *(Aides accordées aux personnes privées d'emploi reprenant un travail à temps partiel – Art. L. 322-4 du code du travail)* (p. 1196).

Rejeté : amendement n° 113 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression de la disposition alignant sur le régime des salaires l'allocation d'aide au reclassement (p. 1196).

– L'art. 48 est adopté (p. 1196).

Art. 49 *(Saisie-arrêt de certaines allocations versées aux personnes privées d'emploi – Art. L. 352-3 du code du travail)* (p. 1196).

Rejeté : amendement n° 114 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin, de suppression de cet article (p. 1197).

– L'art. 49 est adopté (p. 1197).

Art. 50 *(Heures de délégation des délégués syndicaux intérimaires – Art. L. 412-20 du code du travail)* – Adopté (p. 1197).

Art. 51 *(Congés payés des concierges et gardiens d'immeubles – Art. L. 771-4 du code du travail)* – Adopté (p. 1197).

Art. 52 *(Cotisation sociale appliquée à certains revenus de remplacement – Loi n° 82-1 du 4 janvier 1982)* (p. 1197).

Rejeté : amendement n° 115 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin, de suppression de cet article (p. 1197).

– L'art. 52 est adopté (p. 1197).

Après l'art. 52 (p. 1197).

Adopté : amendement n° 142 (art. additionnel) de M. Paul Girod, soutenu par M. Raymond Soucaret : alignement du taux de la cotisation d'assurance maladie des préretraites sur celui appliqué aux retraites de base (p. 1198).

Retiré : amendement n° 157 (art. additionnel) de M. Claude Huriet, soutenu par M. Jacques Machet, analogue à l'amendement n° 142 (p. 1198).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1198).

Art. 53 *(Protection du père bénéficiant du congé pour adoption – Art. L. 122-26 du code du travail)* – Adopté (p. 1198).

Art. 54 *(Protection du père contre le licenciement en cas de décès de la mère – Art. L. 122-26-1 du code du travail)* – Adopté (p. 1198).

Art. 55 *(Extension des dispositions concernant les commissions paritaires professionnelles aux entreprises occupant de onze à quarante-neuf salariés – Art. L. 132-30 du code du travail)* (p. 1198).

Adopté : amendement de suppression n° 71 de M. Louis Souvet, rapporteur (p. 1198).

– L'art. 55 est supprimé (p. 1198).

Art. 56 *(Modification rédactionnelle – Art. L. 132-30 du code du travail)* – Adopté (p. 1198).

Art. 57 *(Représentation du personnel des entreprises de moins de onze salariés – Art. L. 132-30 du code du travail)* (p. 1198).

Adopté : amendement de suppression n° 72 de M. Louis Souvet, rapporteur (p. 1199).

– L'art. 57 est supprimé (p. 1199).

Art. 58 *(Protection des représentants du personnel des entreprises de moins de onze salariés – Art. L. 132-30 du code du travail)* (p. 1199).

Adopté : amendement de suppression n° 73 de M. Louis Souvet, rapporteur (p. 1199).

– L'art. 58 est supprimé (p. 1199).

Art. 59 *(Durée du congé payé – Art. L. 223-8 du code du travail)* – Adopté (p. 1199).

Art. 60 *(Exercice du droit syndical dans les établissements publics à caractère industriel et commercial et certains établissements publics administratifs – Art. L. 412-1 du code du travail)* (p. 1199).

Adopté : amendement de suppression n° 74 de M. Louis Souvet, rapporteur (p. 1199).

– L'art. 60 est supprimé (p. 1199).

Art. 61 *(Cumul des fonctions de délégué syndical et de représentant syndical au comité d'entreprise – Art. L. 412-17 du code du travail)* (p. 1199).

Adopté : amendement n° 75 de M. Louis Souvet, rapporteur : possibilité de cumul dans les établissements de moins de trois cents salariés (p. 1199).

– L'art. 61, ainsi modifié, est adopté (p. 1199).

Art. 62 *(Information du comité d'entreprise – Art. L. 422-4 du code du travail)* – Adopté (p. 1199).

Art. 63 *(Représentation du comité d'entreprise au conseil d'administration ou de surveillance : extension des dispositions de l'art. L. 432-6 du code du travail aux établissements publics soumis à la loi de démocratisation du secteur public)* (p. 1199).

Adopté : amendement de suppression n° 76 de M. Louis Souvet, rapporteur (p. 1200).

– L'art. 63 est supprimé (p. 1200).

Art. 64 *(Etablissement des listes électorales pour la désignation des conseillers prud'hommes – Art. L. 513-3 du code du travail)* – Adopté (p. 1200).

Art. 65 *(Exercice des fonctions de conseillers prud'hommes)* – Adopté (p. 1200).

Art. 66 *(Octroi de prêts par les organismes débiteurs de prestations familiales : second alinéa de l'art. L. 561-3 du code de la sécurité sociale)* (p. 1200 et 1325) – L'article est réservé (p. 1200).

Adopté : amendement n° 166 de M. Louis Boyer, rapporteur, de suppression de cet article pour coordination (p. 1325).

– L'art. 66 est supprimé (p. 1325).

Art. 67 *(Enfance malheureuse – Art. 2-3 du code de procédure pénale)* (p. 1200 et 1325) – L'article est réservé (p. 1200).

Adopté : amendement n° 167 de M. Louis Boyer, rapporteur, de suppression de cet article pour coordination (p. 1325).

– L'art. 67 est supprimé (p. 1325).

Art. 68 *(Validation d'élections et de nominations au Conseil supérieur des universités)* (p. 1200).

Motion n° 130 de M. Adrien Gouteyron, au nom de la commission des affaires culturelles, tendant à opposer à cet article l'exception d'irrecevabilité en application de l'article 44, alinéa 2, du réglement du Sénat – MM. *Adrien Gouteyron, Michel Delebarre, ministre.*

Adoption de la motion (p. 1201 ; scrutin public n° 61, liste des votants p. 1213, 1214).

– L'art. 68 est rejeté (p. 1201).

Après l'art. 68 (p. 1201).

Adopté : amendement n° 86 (art. additionnel) de M. Sosefo Makapé Papilio : prise en charge des dépenses de fonctionnement des établissements scolaires de Wallis-et-Futuna (p. 1202).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1202).

Art. 69 *(Extension du champ d'application des statuts de la recherche – Art. 17 de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982*

d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France) (p. 1202).

Adoptés : amendements identiques n° 80 de M. Louis Souvet, rapporteur, et n° 131 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis, de suppression de cet article (p. 1203).

Devient sans objet : amendement n° 116 de Mme Danielle Bidard-Reydet, soutenu par M. Paul Souffrin : cas des personnels exerçant dans les services de l'éducation nationale (p. 1203).

– L'art. 69 est supprimé (p. 1203).

Art. 70 *(Conditions des dépôts de fonds auprès des avocats – Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques)* – Adopté (p. 1203).

Art. 71 *(Modalités de financement du stage concernant certaines professions judiciaires et juridiques – Art. 66 de la loi du 31 décembre 1971)* – Adopté (p. 1203).

Après l'art. 71 et in fine (p. 1203).

Adoptés : amendement n° 139 (art. additionnel) de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay : définition des travaux agricoles (p. 1205) ; sous-amendement n° 165 de M. Michel Delebarre, ministre : introduction des travaux de création, restauration et entretien des parcs et jardins (p. 1205) – Amendements de M. André Méric, soutenus par M. Charles Bonifay, n° 138 (art. additionnel) de coordination, et n° 141 (art. additionnel) : insertion dans le code rural d'une référence à la leucose enzootique (p. 1205).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Hector Viron, soutenus par M. Paul Souffrin, n° 117 : modification de l'article 139 de la loi du 25 juillet 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (p. 1204) – Et n° 118 : seuil de superficie pour l'exploitation d'une surface agricole compatible avec la perception d'une pension de retraite supérieure au minimum servi par le régime agricole (p. 1204).

Retiré : sous-amendement n° 144 de M. Raymond Soucaret à l'amendement n° 139 de M. André Méric : complément à la définition des travaux agricoles (p. 1205).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1205).

Explications de vote (18 juin 1985) : M. Jean Cauchon (p. 1325 et 1326), Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 1326), MM. Charles Bonifay (p. 1326), Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales (p. 1326 et 1327) ; intervention de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat (p. 1327).

Adoption (18 juin 1985) (p. 1327).

Discussion (nouvelle lecture)

(28 juin 1985) (p. 1818, 1842).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1818) : *M. Louis Boyer, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

ADOPTION : BOYER (Louis) (p. 1818).

ORDRES PROFESSIONNELS : BOYER (Louis) (p. 1818).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1818, 1842) : *M. Louis Boyer, rapporteur ; Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales ; Mme Cécile Goldet, MM. Paul Souffrin, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Jean Chérioux, Pierre-Christian Taittinger, André Diligent, Pierre Croze au nom de la commission des finances.*

Art. 1er (p. 1819).

Adoptés : amendements de M. Louis Boyer, rapporteur, n° 7, n° 8 et n° 9 : suppression de l'extension du régime de lutte contre les discriminations fondées sur le sexe aux discriminations opérées en raison des moeurs (p. 1819) – n° 10 : rétablissement de la notion de motif légitime (p. 1820) – n° 11 : suppression du dispositif antidiscriminatoire en faveur des discriminations opérées en raison des moeurs (p. 1820) – Et n° 12 : suppression de la possibilité pour les associations luttant contre les discriminations fondées sur les moeurs de se constituer partie civile (p. 1820).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1820).

Art. 2 et 3 – Adoptés (p. 1820).

Art. 4 (p. 1820).

Adopté : amendement de codification n° 13 de M. Louis Boyer, rapporteur (p. 1820).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1820).

Art. 4 bis (p. 1820).

Art. 5 (p. 1820).

Adopté : amendement n° 14 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article relatif à la sectorisation psychiatrique (p. 1821 ; scrutin public n° 70 ; liste des votants p. 1843 et 1844).

– L'art. 5 est supprimé (p. 1821).

Art. 6 (p. 1821).

Adopté : amendement n° 15 de M. Louis Boyer, rapporteur : conditions de nationalité des masseurs-kinésithérapeutes (p. 1822).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1822).

Art. 6 bis (p. 1822).

Adopté : amendement n° 16 de M. Louis Boyer, rapporteur : conditions de nationalité des pédicures podologues (p. 1822).

– L'art. 6 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1822).

Art. 6 ter (p. 1822).

Adopté : amendement n° 17 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'abrogation de l'article L. 504 du code de la santé publique (p. 1822).

– L'art. 6 ter est supprimé (p. 1822).

Art. 8 (p. 1822).

Adopté : amendement n° 18 de M. Louis Boyer, rapporteur : hospitalisation d'un praticien hospitalier à plein temps et prise en charge des soins par les établissements hospitaliers publics et certains établissements à caractère social, y compris le forfait journalier hospitalier (p. 1823).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1823).

Art. 8 bis (p. 1823).

Adopté : amendement n° 19 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'amnistie des fautes consistant dans le défaut de paiement des cotisations aux ordres des médecins, vétérinaires ou pharmaciens, fautes sanctionnées par les juridictions disciplinaires des conseils de l'ordre (p. 1824).

– L'art. 8 bis est supprimé (p. 1824).

Art. 8 ter (p. 1824).

Adopté : amendement n° 20 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'amnistie des fautes consistant dans le défaut de paiement des cotisations à l'ordre des experts-comptables et comptables agréés (p. 1824).

– L'art. 8 ter est supprimé (p. 1824).

Art. 8 quater (p. 1824).

Adoptés : amendements identiques n° 21 de M. Louis Boyer, rapporteur, et n° 3 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. André Diligent : suppression de cet article relatif à la prise

de sanctions par les juridictions disciplinaires de l'ordre des vétérinaires (p. 1824).

– L'art. 8 quater est supprimé (p. 1824).

Art. 8 quinquies (p. 1825).

Adoptés : amendements identiques n° 22 de M. Louis Boyer, rapporteur, et n° 4 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. André Diligent : suppression de cet article relatif à l'absence de sanctions de la part des juridictions disciplinaires de l'ordre des médecins à l'encontre des médecins refusant de payer leur cotisation (p. 1825).

– L'art. 8 quinquies est supprimé (p. 1825).

Art. 8 sexies (p. 1825).

Adoptés : amendements identiques n° 23 de M. Louis Boyer, rapporteur, et n° 5 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. André Diligent : suppression de cet article relatif à l'absence de sanctions de la part de l'ordre des pharmaciens à l'encontre des pharmaciens refusant de payer leur cotisation (p. 1825).

– L'art. 8 sexies est supprimé (p. 1825).

Art. 8 septies (p. 1825).

Adoptés : amendements identiques n° 24 de M. Louis Boyer, rapporteur, et n° 6 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. André Diligent : suppression de cet article relatif à l'absence de sanctions de la part de l'ordre des experts-comptables en cas de non paiement des cotisations (p. 1825).

– L'art. 8 septies est supprimé (p. 1825).

Art. 10 bis, 10 quater, 10 quinquies et 10 sexies – Adoptés (p. 1826).

Art. 11 (p. 1826).

Adoptés : amendements de M. Louis Boyer, rapporteur, n° 25 : remise en cause annuelle uniquement de la variation du tableau des effectifs de personnel (p. 1826) – n° 26 : prise en compte dans les déficits des dépenses supplémentaires justifiées par des dispositions législatives ou réglementaires (p. 1827) – Et n° 27 : possibilité de révision des prévisions de dépenses en cours d'année (p. 1827).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1827).

Art. 16 (p. 1827).

Adopté : amendement de codification n° 28 de M. Louis Boyer, rapporteur (p. 1827).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1827).

Art. 23 (p. 1827).

Adopté : amendement n° 29 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article relatif aux autorisations d'absence des salariés membres du conseil d'administration du Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles, d'une commission régionale pour l'insertion des populations immigrées ou du Conseil national des populations immigrées (p. 1828).

– L'art. 23 est supprimé (p. 1828).

Art. 23 ter et 23 sexies – Adoptés (p. 1828).

Art. 23 septies (p. 1828) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 30 de M. Louis Boyer, rapporteur : rétablissement de cet article : unification des droits à pension des magistrats ayant bénéficié de l'intégration directe (p. 1828).

– L'art. 23 septies est rétabli, ainsi rédigé (p. 1828).

Art. 23 octies (p. 1828).

Adopté : amendement n° 31 de M. Louis Boyer, rapporteur : modalités de recrutement des psychologues (p. 1828).

– L'art. 23 octies, ainsi modifié, est adopté (p. 1828).

Art. 23 nonies (p. 1829).

Adopté : amendement n° 32 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article relatif aux cimetières (p. 1829).

– L'art. 23 nonies est supprimé (p. 1829).

Art. 24 (p. 1829).

Adoptés : amendements de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenus par M. Louis Boyer, rapporteur, n° 33 : modalités de constitution des groupements de personnes physiques ou morales ; obligation d'inscription aux registres du commerce, des métiers et de l'agriculture (p. 1829) – Et n° 34 : suppression du texte présenté pour l'article L. 127-7 du code du travail relatif à la constitution de groupements par des personnes physiques ou morales n'entrant pas dans le champ d'application de la même convention collective à la condition de déterminer la convention collective applicable audit groupement (p. 1830).

– L'art. 24, ainsi modifié, est adopté (p. 1830).

Art. 25 (p. 1830).

Adopté : amendement n° 35 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : punition des infractions aux dispositions des articles L. 121-7 et L. 121-2 du code du travail (p. 1830).

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 1830).

Art. 26 (p. 1830).

Adoptés : amendements de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenus par M. Louis Boyer, rapporteur, n° 36 : abrogation de l'article 61 de la loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne (p. 1830) – Et n° 37 : suppression des dispositions de cet article relatives à la suppression de la référence aux branches d'activité à caractère saisonnier déterminées par décret (p. 1830).

– L'art. 26, ainsi modifié, est adopté (p. 1830).

Art. 26 bis (p. 1830).

Adopté : amendement n° 38 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article relatif à la possibilité de reconduction d'une année sur l'autre d'un emploi à caractère saisonnier (p. 1830).

– L'art. 26 bis est supprimé (p. 1830).

Art. 27 A (p. 1830) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 39 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : rétablissement de cet article : possibilité pour l'employeur de se garantir par une assurance contre les conséquences des accidents du travail survenus dans son entreprise à la suite d'une faute inexcusable (p. 1831).

– L'art. 27 A est rétabli, ainsi rédigé (p. 1831).

Art. 27 (p. 1831).

Adopté : amendement n° 40 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : prise en compte des substances et non des préparations (p. 1831).

– L'art. 27, ainsi modifié, est adopté (p. 1831).

Art. 28 (p. 1831).

Adoptés : amendements n° 41 et n° 42 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenus par M. Louis Boyer, rapporteur, relatifs à la différence de régime entre les substances et les préparations (p. 1832).

– L'art. 28, ainsi modifié, est adopté (p. 1832).

Art. 34 (p. 1832).

Adopté : amendement n° 43 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : cas d'ajournement

d'une demande de congé dans les entreprises artisanales de moins de 10 salariés (p. 1832).

– L'art. 34, ainsi modifié, est adopté (p. 1832).

Art. 34 bis – Adopté (p. 1832).

Art. 34 ter (p. 1832).

Adopté : amendement n° 44 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : délivrance d'un agrément provisoire par l'autorité administrative dès le dépôt de la demande d'agrément (p. 1832).

– L'art. 34 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 1832).

Art. 36 (p. 1832).

Adopté : amendement n° 45 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : sanctions en cas de violation des obligations de secret de fabrication et de procédé d'exploitation par les médecins conseils, les ingénieurs conseils de l'inspection du travail et les ingénieurs de prévention des directions régionales du travail et de l'emploi (p. 1833).

– L'art. 36, ainsi modifié, est adopté (p. 1833).

Art. 40, 41 et 44 – Adoptés (p. 1833).

Division chapitre V et son intitulé (avant l'art. 45) (p. 1833).

Adopté : amendement n° 48 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : suppression pour coordination de cette division et de son intitulé « Dispositions relatives à la démocratisation du secteur public » (p. 1834 ; précédemment réservé p. 1833).

– La division chapitre V et son intitulé sont supprimés (p. 1834).

Art. 45 (p. 1833).

Adopté : amendement n° 46 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article relatif à la désignation de représentants des salariés aux conseils d'administration ou de surveillance d'une entreprise en cas de modification des effectifs (p. 1834).

– L'art. 45 est supprimé (p. 1834).

Art. 46 (p. 1834).

Adopté : amendement n° 47 de suppression de cet article pour coordination de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur (p. 1834).

– L'art. 46 est supprimé (p. 1834).

Art. 47 E (p. 1834).

Adoptés : amendements de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenus par M. Louis Boyer, rapporteur, n° 49 : suppression des dispositions introduites par l'Assemblée nationale relatives à la saisine des institutions représentatives en cas de changement de technique de production (p. 1835) – Et n° 50 : suppression des dispositions introduites par l'Assemblée nationale relatives à la motivation obligatoire de la demande présentée par l'employeur (p. 1835).

– L'art. 47 E, ainsi modifié, est adopté (p. 1835 ; scrutin public n° 71 ; liste des votants p. 1844 et 1845).

Art. 47 F (p. 1835).

Adopté : amendement n° 51 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : à défaut de détermination par les parties d'un terme précis, conclusion d'un contrat pour une durée minimale avec pour terme la réalisation de l'objet pour lequel il est conclu (p. 1835).

– L'art. 47 F, ainsi modifié, est adopté (p. 1835).

Art. 47 H – Adopté (p. 1835).

Art. 47 J (p. 1835).

Adopté : amendement n° 52 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : délai de prise d'effet du contrat avant l'absence du salarié pour un emploi de cadre (p. 1836).

– L'art. 47 J, ainsi modifié, est adopté (p. 1836).

Art. 47 K – Adopté (p. 1836).

Art. 47 O (p. 1836).

Adopté : amendement n° 53 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : expiration du contrat de mission d'un salarié intérimaire et possibilité de recours à une nouvelle mission d'intérim après l'expiration d'une période égale au tiers de la durée du contrat de mission venu à expiration (p. 1836).

– L'art. 47 O, ainsi modifié, est adopté (p. 1836).

Art. 47 O bis – Adopté (p. 1836).

Art. 47 T (p. 1836).

Adoptés : amendements de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenus par M. Louis Boyer, rapporteur : n° 54 : suppression des dispositions introduites par l'Assmblée nationale relatives à la saisine des institutions représentatives du personnel (p. 1837) – Et n° 55 : suppression des dispositions introduites par l'Assemblée nationale relatives à la motivation de la demande de l'employeur (p. 1837).

– L'art. 47 T, ainsi modifié, est adopté (p. 1837).

Art. 47 T bis et 47 U – Adoptés (p. 1837).

Art. 47 V (p. 1837).

Adopté : amendement n° 56 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : limite du délai de prise d'effet du contrat avant l'absence du salarié pour un emploi de cadre (p. 1837).

– L'art. 47 V, ainsi modifié, est adopté (p. 1837).

Art. 47 V bis, 47 Y et 47 Z – Adoptés (p. 1837).

Art. 52 bis (p. 1837) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 57 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : alignement des taux des cotisations des préretraités sur ceux des retraités (p. 1838).

– L'art. 52 bis demeure supprimé (p. 1838).

Art. 54 bis (p. 1838).

Adopté : amendement n° 58 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article interdisant à l'employeur d'infliger une sanction ou de licencier un gréviste (p. 1838).

– L'art. 54 bis est supprimé (p. 1838).

Art. 55 (p. 1838).

Adopté : amendement n° 59 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article prévoyant l'extension des dispositions concernant les commissions paritaires professionnelles aux entreprises occupant moins de cinquante salariés (p. 1838).

– L'art. 55 est supprimé (p. 1838).

Art. 57 (p. 1838).

Adopté : amendement n° 60 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article relatif à la représentation du personnel (p. 1838).

– L'art. 57 est supprimé (p. 1838).

Art. 58 (p. 1838).

Adopté : amendement n° 61 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'applicabilité de la procédure de licenciement aux représentants du personnel et aux salariés membres des commissions paritaires (p. 1838).

– L'art. 58 est supprimé (p. 1838).

Art. 60 (p. 1838).

Adopté : amendement n° 62 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article (p. 1838).

– L'art. 60 est supprimé (p. 1838).

Art. 61 (p. 1838).

Adopté : amendement n° 63 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : situation du délégué syndical dans les entreprises ou les établissements de moins de 300 salariés ; fonctions de délégué et de représentant syndical au comité d'entreprise ou d'établissement ; réception des informations fournies au comité d'entreprise ou d'établissement (p. 1839).

– L'art. 61, ainsi modifié, est adopté (p. 1839).

Art. 63 (p. 1839).

Adopté : amendement de suppression n° 64 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur (p. 1839).

– L'art. 63 est supprimé (p. 1839).

Art. 68 (p. 1839).

Adopté : amendement n° 66 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article relatif au Conseil supérieur des universités (p. 1840).

– L'art. 68 est supprimé (p. 1840).

Art. 68 bis (p. 1840) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 67 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : rétablissement de cet article relatif aux modalités de prise en charge des dépenses afférentes à l'enseignement à Wallis-et-Futuna (p. 1840).

– L'art. 68 bis demeure supprimé (p. 1840).

Art. 69 (p. 1840).

Adopté : amendement n° 68 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article relatif au domaine d'application des statuts de la recherche (p. 1840).

– L'art. 69 est supprimé (p. 1840).

Après l'art. 74 (p. 1840).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Jean Chérioux : constitution par les entreprises de provision pour départ à la retraite ou préretraite des salariés ; compensation de la réintégration par la voie extracomptable et prise en compte de provisions comptabilisées à raison des bénéfices correspondants, exercice par exercice, à la provision en litige (p. 1841).

Explications de vote : MM. Paul Souffrin (p. 1841), Charles Bonifay (p. 1841), Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales (p. 1842).

Adoption (28 juin 1985) (p. 1842).

2. – **Projet de loi portant aménagement et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales (20 novembre 1985) [n° **3097**] – Lettre rectificative présentée par M. Laurent Fabius, Premier ministre (28 novembre 1985) [n° **3140**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Sueur (5 décembre 1985) [n° **3158**] – URGENCE – Discussion (10 et 11 décembre 1985) – Adoption (11 décembre 1985) [n° **948**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 décembre 1985) [n° **190** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Pour avis à la commission des affaires étrangères et à la commission des lois – Rapport de M. Louis Boyer (17 décembre 1985) [n° **226** (85-86)] – Avis de MM. Jacques Chaumont (12 décembre 1985) [n° **205** (85-86)] et Félix Ciccolini (18 décembre 1985) [n° **240** (85-86)] – Discussion (20 décembre 1985) (p. 4540, 4544) ; (21 décembre 1985) (p. 4571, 4589) – Adoption (21 décembre 1985) [n° **102**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 décembre 1985) [n° **3303**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Pierre Sueur (21 décembre 1985) [n° **3304**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Louis Boyer (21 décembre 1985) [n° **273** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (21 décembre 1985) [n° **3303**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Sueur (21 décembre 1985) [n° **3308**] – Discussion (21 décembre 1985) – Adoption (21 décembre 1985) [n° **1006**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (21 décembre 1985) [n° **280** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Louis Boyer (22 décembre 1985) [n° **281** (85-86)] – Discussion (22 décembre 1985) (p. 4641, 4646) – Adoption (22 décembre 1985) [n° **108**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (22 décembre 1985) [n° **3318**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Sueur (22 décembre 1985) [n° **3322**] – Discussion (22 décembre 1985) – Adoption (22 décembre 1985) [n° **1010**].

DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL : conforme, à l'exception de l'alinéa 3 de l'article 21 (art. 9 du projet : ministres plénipotentiaires), le 16 janvier 1986 (*JO* Lois et décrets du 18 janvier 1986).

PROMULGATION : Loi n° 86-76 du 17 janvier 1986 (*JO* Lois et décrets du 18 janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1985) (p. 4540, 4544) ; (21 décembre 1985) (p. 4571, 4589).

I. DISCUSSION GENERALE (20 décembre 1985) (p. 4540, 4544) ; (21 décembre 1985) (p. 4571, 4572) : *MM. Louis Boyer, rapporteur de la commission des affaires sociales ; André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Félix Ciccolini, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Paul Robert, Alain Pluchet, Pierre Gamboa, Jean-Pierre Fourcade, Jacques Chaumont, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Maurice Schumann, Jean-Pierre Cantegrit.*

AGRICULTEURS : Voir PLURIACTIVITE.

ALCOOLISME : LABARRERE (André) (p. 4540) ; CICCOLINI (Félix) (p. 4541) ; ROBERT (Paul) (p. 4541, 4542).

AMBASSADEURS : Voir CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : BOYER (Louis) (p. 4540) ; GAMBOA (Pierre) (p. 4543).

AUXILIARIAT (enseignement) : PLUCHET (Alain) (p. 4542).

CARTE DE COMBATTANT VOLONTAIRE DE LA RESISTANCE (CVR) : GAMBOA (Pierre) (p. 4543).

CHOMEURS EN FIN DE DROITS : BOYER (Louis) (p. 4540) ; LABARRERE (André) (p. 4540).

CODE DE LA ROUTE : Voir ALCOOLISME.

CODE PENAL : ROBERT (Paul) (p. 4541, 4542).

COMITES D'ENTREPRISE : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4544).

COMITES D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT) : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4544).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions) : CHAUMONT (Jacques) (p. 4571).

CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE : PLUCHET (Alain) (p. 4542) ; CHAUMONT (Jacques) (p. 4571) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 4571, 4572) ; CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 4572).

DELINQUANCE ROUTIERE : ROBERT (Paul) (p. 4541, 4542).

DEPORTES ET INTERNES : GAMBOA (Pierre) (p. 4543).

DIETETICIENS : BOYER (Louis) (p. 4540) ; LABARRERE (André) (p. 4540).

DISPOSITIONS D'ORDRE SOCIAL (DDOS) : BOYER (Louis) (p. 4540) ; LABARRERE (André) (p. 4540) ; CICCOLINI (Félix) (p. 4540, 4541) ; ROBERT (Paul) (p. 4541, 4542) ; PLUCHET (Alain) (p. 4542) ; GAMBOA (Pierre) (p. 4542, 4543) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4543, 4544) ; CHAUMONT (Jacques) (p. 4571) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 4571, 4572) ; CANTEGRIT (Jean-Pierre) (p. 4572).

DROGUES (trafic) : LABARRERE (André) (p. 4540) ; CICCOLINI (Félix) (p. 4540, 4541).

ENTREPRISES UNIPERSONNELLES A RESPONSABILITE LIMITEE (EURL) : BOYER (Louis) (p. 4540).

FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT : PLUCHET (Alain) (p. 4542) ; CHAUMONT (Jacques) (p. 4571).

MEDECINE DU TRAVAIL : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4543, 4544).

PERMIS DE CONDUIRE : CICCOLINI (Félix) (p. 4541) ; ROBERT (Paul) (p. 4541, 4542).

PLURIACTIVITE : BOYER (Louis) (p. 4540) ; LABARRERE (André) (p. 4540).

PROTECTION SOCIALE : GAMBOA (Pierre) (p. 4542, 4543).

RELATIONS EXTERIEURES (ministère) : Voir CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE.

RESISTANTS : GAMBOA (Pierre) (p. 4543).

SECURITE SOCIALE : GAMBOA (Pierre) (p. 4542, 4543).

TITULARISATIONS : Voir CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE.

TOUR EXTERIEUR (recrutement au) : CHAUMONT (Jacques) (p. 4571) ; SCHUMANN (Maurice) (p. 4572).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4572, 4589) : *MM. Félix Ciccolini, rapporteur pour avis ; Louis Boyer, rapporteur ; André Labarrère, ministre ; Jean-Pierre Bayle, Jean-Pierre Cantegrit, Fernand Lefort, Pierre Gamboa, Mme Cécile Goldet, MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, Geoffroy de Montalembert, vice-président de la commission des finances ; Edmond Valcin, Michel Darras, Jacques Habert, Maurice Schumann, Jean Chérioux, vice-président de la commission des affaires sociales.*

Art. 1er A *(Droit aux prestations de l'assurance invalidité pour les personnes privées d'emploi – Art. L. 253 du code de la sécurité sociale)* – Adopté (p. 4572).

Art. 1er *(Répression du petit trafic de stupéfiants : pénalités – Art. L. 627-1 du code de la santé publique)* – Adopté (p. 4572).

Art. 1er bis *(Répression du petit trafic de stupéfiants : enquête socio-éducative)* (p. 4572).

Adopté : amendement n° 12 de M. Félix Ciccolini, rapporteur pour avis : caractère facultatif de l'enquête (p. 4573).

– L'art. 1er bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4573).

Art. 1er ter *(Répression du petit trafic de stupéfiants : confiscation des produits du trafic – Art. L. 629 du code de la santé publique)* (p. 4573).

Adopté : amendement n° 13 de M. Félix Ciccolini, rapporteur pour avis : confiscation, sauf en cas de bonne foi des propriétaires (p. 4573).

– L'art. 1er ter, ainsi modifié, est adopté (p. 4573).

Art. 1er quater *(Répression du trafic des stupéfiants* – Adopté (p. 4573).

Art. 2 *(Cotisations sociales dues au titre des salariés à temps partiel – Art. 5 de la loi du 28 janvier 1981 relative au travail à temps partiel)* – Adopté (p. 4573).

Art. 3 *(Régime de protection sociale des artistes auteurs – Art. L. 613-2, L. 613-4 et L. 613-5 du code de la sécurité sociale)* – Adopté (p. 4573).

Après l'art. 3 (p. 4573).

Adoptés : amendement n° 15 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Bayle : répartition des Français de l'étranger, assurés volontaires, en deux catégories, selon leurs revenus (p. 4575) ; sous-amendement n° 30 de M. Jean-Pierre Cantegrit : date d'entrée en vigueur de ces dispositions (p. 4575).

Retiré : amendement n° 19 (art. additionnel) de M. Jean-Luc Bécart : transfert de la gestion des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles des mineurs des houillères au régime minier de la sécurité sociale.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4575).

Art. 4 *(Congé de représentation des associations familiales – Art. 12 à 16 du code de la famille)* (p. 4575).

Adopté : amendement de suppression n° 4 de M. Louis Boyer, rapporteur (p. 4576).

– L'art. 4 est supprimé (p. 4576).

Art. 5 *(Conditions de délivrance de la carte de priorité familiale – Art. 22 du code de la famille)* – Adopté (p. 4576).

Art. 6 *(Affiliation aux régimes de sécurité sociale de l'associé unique d'une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, EURL)* – Adopté (p. 4576).

Art. 6 bis *(Procédure d'adoption d'enfants d'origine étrangère – Art. 100-3 du code de la famille)* (p. 4576).

Adopté : amendement n° 26 de Mme Cécile Goldet : modalités d'agrément en cas d'adoption d'enfants français ou étrangers (p. 4576).

– L'art. 6 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4576).

Art. 6 ter *(Conditions d'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant – Art. L. 510 du code de la santé publique)* – Adopté (p. 4576).

Art. 6 quater *(Conditions d'exercice de la profession de diététicien – Art. L. 510-8-1 à L. 510-8-3 du code de la santé publique)* – Adopté (p. 4577).

Art. 7 *(Extension aux départements d'outre-mer des dispositions applicables à l'immigration en métropole – Art. L. 831-1 à L. 831-3 du code du travail)* – Adopté (p. 4577).

Art. 7 bis *(Interdiction dans les règlements intérieurs d'entreprise des discriminations liées aux moeurs – Art. L. 122-35 du code du travail)* (p. 4577).

Adopté : amendement de suppression n° 5 de M. Louis Boyer, rapporteur (p. 4577).

– L'art. 7 bis est supprimé (p. 4577).

Art. 8 *(Validation législative de dispositions réglementaires relatives aux anciens combattants)* (p. 4577).

Retiré : amendement n° 21 de M. Fernand Lefort : suppression de la restriction quant à la reconnaissance des seuls services rendus dans la Résistance homologués par l'autorité militaire (p. 4578).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) : amendements analogues n° 1 de M. André Rabineau, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard, et n° 22 de M. Fernand Lefort : application du droit imprescriptible à réparation en faveur des anciens combattants de la Résistance (p. 4578).

– L'art. 8 est adopté (p. 4579).

Après l'art. 8 (p. 4579).

Adopté : amendement n° 18 (art. additionnel) de M. Franz Dubosq, soutenu par M. Edmond Valcin : extension des conditions d'attribution des titres de déporté résistant ou politique aux personnes décédées ou évadées au cours du transfert (p. 4580).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Adolphe Chauvin, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard : réouverture des délais de forclusion pour la reconstitution de carrière des agents ayant servi dans les territoires d'outre-mer et intégrés dans les cadres de la fonction publique métropolitaine (p. 4579).

Retiré : amendement n° 20 (art. additionnel) de M. Fernand Lefort : relèvement du plafond pour la retraite mutualiste des anciens combattants et victimes de guerre (p. 4581).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4580).

Art. 8 bis *(Conditions d'obtention du titre de déporté politique – Art. L. 293 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre)* – Adopté (p. 4581).

Art. 9 *(Possibilité de nomination comme ministres plénipotentiaires de non-fonctionnaires ayant exercé depuis au moins six mois les fonctions de chef de mission diplomatique)* (p. 4581).

Adopté : amendement de suppression n° 6 de M. Louis Boyer, rapporteur (p. 4582 ; scrutin public n° 43 ; liste des votants JO Débats du 20 décembre 1985, p. 4561, 4562).

– L'art. 9 est supprimé (p. 4582).

Après l'art. 9 (p. 4582).

Adopté : amendement n° 16 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Bayle : majoration d'ancienneté pour les fonctionnaires servant dans des organisations internationales (p. 4583).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4583).

Après l'art. 10 (p. 4583).

Adopté : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : situation du personnel de l'établissement national de bienfaisance Antoine-Koenigswarter, dans l'Essonne (p. 4584).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4584).

Art. 10 bis *(Critères de définition du prix de journée des centres d'aide par le travail, CAT)* (p. 4584).

Adopté : amendement de suppression n° 7 de M. Louis Boyer, rapporteur (p. 4584).

– L'art. 10 bis est supprimé (p. 4584).

Art. 10 ter *(Activité des centres d'hébergement et de réadaptation)* (p. 4584).

Adopté : amendement de suppression n° 8 de M. Louis Boyer, rapporteur (p. 4584).

– L'art. 10 ter est supprimé (p. 4585).

Art. 10 quater *(Conditions d'attribution de l'allocation logement dans les départements d'outre-mer)* (p. 4585).

Adopté : amendement n° 27 de M. Louis Boyer, rapporteur, de rectification d'une erreur matérielle (p. 4585).

– L'art. 10 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 4585).

Art. 11 *(Répression de l'alcoolisme au volant : régime de rétention et de suspension du permis de conduire – Art. L. 18-1 et L. 19 du code de la route)* (p. 4585).

Adopté : amendement rédactionnel n° 14 de M. Félix Ciccolini, rapporteur pour avis (p. 4586).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 4586).

Après l'art. 11 (p. 4586).

Retiré : amendement n° 24 (art. additionnel) de Mme Cécile Goldet : amendes en cas d'excès de vitesse (p. 4587).

Art. 12 *(Motivation des actes administratifs en cas de refus d'autorisation – Art. 1er de la loi du 11 juillet 1979)* (p. 4587).

Adopté : amendement de suppression n° 9 de M. Louis Boyer, rapporteur (p. 4587).

– L'art. 12 est supprimé (p. 4587).

Art. 13 *(Délai applicable au recours en matière de motivation des actes administratifs – Art. 4 de la loi du 11 juillet 1979)* (p. 4587).

Adopté : amendement de suppression n° 10 de M. Louis Boyer, rapporteur (p. 4587).

– L'art. 13 est supprimé (p. 4587).

Art. 14 *(Obligation de motivation des décisions des organismes de sécurité sociale et de chômage – Art. 6 de la loi du 11 juillet 1979)* (p. 4587).

Adopté : amendement de suppression n° 11 de M. Louis Boyer, rapporteur (p. 4588).

– L'art. 14 est supprimé (p. 4588).

Art. 15 *(Changement de numérotation d'un article de la loi du 25 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre social)* – Adopté (p. 4588).

Après l'art. 15 (p. 4588).

Adopté : amendement n° 29 (art. additionnel) de M. André Labarrère, ministre : exonération de cotisations d'allocations familiales pour les groupements d'employeurs constitués d'exploitants agricoles (p. 4588).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4588).

Art. 16 *(Régime de prestations sociales applicable aux agriculteurs pratiquant des activités touristiques à la ferme – Art. 1144 du code rural)* – Adopté (p. 4588).

In fine (p. 4588).

Adopté : amendement n° 31 (art. additionnel) de M. André Labarrère, ministre : couverture sociale des salariés agricoles en congé de conversion contre les accidents du travail et les maladies professionnelles (p. 4588).

– Un art. additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4588).

Explications de vote : intervention de M. André Labarrère, ministre (p. 4588, 4589) ; MM. Charles Bonifay (p. 4589) ; Fernand Lefort (p. 4589).

Adoption (21 décembre 1985) (p. 4589).

Discussion (nouvelle lecture)

(22 décembre 1985) (p. 4641, 4646).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4641, 4642) : *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Louis Boyer, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE : BOYER (Louis) (p. 4642).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4642, 4646) : *MM. Louis Boyer, rapporteur ; André Labarrère, ministre ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Jacques Descours Desacres, Pierre-Christian Taittinger, Jean Chérioux, Jacques Machet, Mme Cécile Goldet, M. Fernand Lefort.*

Art. 4 et 6 bis – Adoptés (p. 4642).

Art. 7 bis (p. 4642).

Adopté : amendement n° 1 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article (p. 4642).

– L'art. 7 bis est supprimé (p. 4642).

Art. 7 ter (p. 4642).

Adopté : amendement n° 2 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article relatif à la création de conditions nouvelles pour l'embauche de salariés d'entreprise de travail temporaire (p. 4643).

– L'art. 7 ter est supprimé (p. 4643).

Art. 9 (p. 4643).

Adopté : amendement n° 3 de M. Louis Boyer, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'élargissement du tour extérieur d'accès au corps des ministres plénipotentiaires (p. 4645 ; scrutin public n° 45 ; liste des votants p. 4664).

– L'art. 9 est supprimé (p. 4645).

Art. 11, 12, 13 et 14 – Adoptés (p. 4646).

Explication de vote : M. Fernand Lefort (p. 4646).

Adoption (22 décembre 1985) (p. 4646).

Voir aussi CIRCULATION ROUTIERE, **1,** DG
COMMERCE ET ARTISANAT, **1**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Agriculture - Travail, santé, solidarité ; Art. 66, 67, 68, 69
MUTUELLES (sociétés), **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **129**
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, **1,** DG
SANTE PUBLIQUE, **2,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **4 ; 29,** DG ; **32 ; 33 ; 40**

SECURITE SOCIALE (cotisations)

1. – **Proposition de loi tendant à alléger les charges sociales des clubs sportifs sur les indemnités de dédommagement réservées aux dirigeants bénévoles,** PRESENTEE AU SENAT par M. Guy Schmaus, sénateur, et plusieurs de ses collègues (29 juin 1985) [n° **452** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances.

Voir aussi LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **40,** DG

SECURITE SOCIALE (financement)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **92, 141**

SECURITE SOCIALE (prestations)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **141**

SEINE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

SEINE-SAINT-DENIS

Voir POLICE, **1,** DG

SEINE-SAINT-DENIS (situation scolaire)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

SENAT

Voir CONSTITUTION, **3 ; 4**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **1 ; 3,** DG
RAPPELS AU REGLEMENT, **13**

SENATEURS

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **1 ; 5 ; 10**

SENEGAL

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **2 ; 26,** DG

SEPARATION DE BIENS

Voir MARIAGE, **1**

SERVICE D'INFORMATION ET DE RELATIONS PUBLIQUES DES ARMEES (SIRPA)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

SERVICE DE SANTE DES ARMEES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

SERVICE DES ALCOOLS

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**

SERVICE MILITAIRE ADAPTE (SMA)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer

SERVICE NATIONAL

1. – **Proposition de loi tendant à améliorer les garanties légales de réembauche pour les jeunes gens obligés de quitter leur emploi pour accomplir leur service national,** PRESENTEE AU SENAT par M. Serge Boucheny, sénateur, et plusieurs de ses collègues (28 mai 1985) [n° **318** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi POLICE, **1,** DG

SERVICE PUBLIC

Voir AUDIOVISUEL, **3,** DG ; **4,** DG

SERVICES D'AIDE MEDICALE URGENTE (SAMU)

Voir SANTE PUBLIQUE, **1**

SERVICES MOBILES D'URGENCE ET DE REANIMATION (SMUR)

Voir SANTE PUBLIQUE, **1,** DG

SERVICES PUBLICS

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle

SERVICES PUBLICS LOCAUX (tarifs)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25**

SERVICES SECRETS

Voir ASSEMBLEES PARLEMENTAIRES, **1**

SERVITUDES

Voir AUDIOVISUEL, **3,** DG ; **5**
MER ET LITTORAL, **2**

SEXISME

Voir SECURITE SOCIALE, **1**

SIDA (syndrome immuno-déficitaire acquis)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **152**

SIDERURGIE (industrie)

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **1,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**

SINGAPOUR

Voir PACIFIQUE, **1**

SITES (protection des)

Voir CONSTRUCTION, **1,** DG
MER ET LITTORAL, **2**

SOCIETE DES AUTEURS, COMPOSITEURS ET EDITEURS DE MUSIQUE (SACEM)

Voir PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1,** DG

SOCIETE INTERAMERICAINE D'INVESTISSEMENT

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **39**

SOCIETE NATIONALE D'ETUDE ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVIATION (SNECMA)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **75**

SOCIETE NATIONALE DE SAUVETAGE EN MER (SNSM)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
MER ET LITTORAL, **2,** DG

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS (SNCF)

1. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle chargée d'examiner la gestion de la SNCF et les conditions de mise en place des comités d'établissement au sein de cette société nationale,** PRESENTEE AU SENAT par M. André Fosset, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 14 février 1984 - 2 avril 1984) [n° **231** (83-84)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. André Fosset (15 novembre 1984) [n° **65** (84-85)] – Discussion (12 décembre 1984) (p. 4444, 4447) – Adoption (12 décembre 1984) [n° **35**] – Election des membres de la commission (18 décembre 1984) (p. 4689) – **Rapport fait au nom de la commission de contrôle** par M. Paul Masson (21 mai 1985) [n° **293** (84-85)].

Voir aussi LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

SOCIETE NATIONALE DES ENTREPRISES DE PRESSE (SNEP)

Voir EDITION, IMPRIMERIE ET PRESSE, **2**

SOCIETE NATIONALE INDUSTRIELLE AEROSPATIALE (SNIAS)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG

SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX (SPA)

Voir ANIMAUX, **1**

SOCIETES A DIRECTOIRE

Voir VALEURS MOBILIERES, **1,** DG

SOCIETES A RESPONSABILITE LIMITEE (SARL)

Voir SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, **1**

SOCIETES ANONYMES

Voir SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, 2

SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES

1. – **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Robert Badinter, ministre de la justice, et par M. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme (2 avril 1985) [n° **2577**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gérard Gouzes (10 avril 1985) [n° **2598**] – Discussion (11 avril 1985) – Adoption (11 avril 1985) [n° **763**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 avril 1985) [n° **237** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean Arthuis (15 mai 1985) [n° **287** (84-85)] – Discussion (22 mai 1985) (p. 648, 673) ; (23 mai 1985) (p. 680, 689) – Adoption (23 mai 1985) [n° **106**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (23 mai 1985) [n° **2713**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gérard Gouzes (13 juin 1985) [n° **2767**] – Discussion (18 juin 1985) – Adoption (18 juin 1985) [n° **818**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée** ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (19 juin 1985) [n° **392** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean Arthuis (20 juin 1985) [n° **398** (84-85)] – Discussion (25 juin 1985) (p. 1652, 1661) – Adoption (25 juin 1985) [n° **143**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (25 juin 1985) [n° **2835**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Gérard Gouzes (26 juin 1985) [n° **2852**] – Discussion (27 juin 1985) – Adoption (27 juin 1985) [n° **850**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Arthuis (27 juin 1985) [n° **435** (84-85)] – Discussion (28 juin 1985) (p. 1812, 1816) – Adoption (28 juin 1985) (p. 1816) [n° **166**].

PROMULGATION : loi n° 85-697 du 11 juillet 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 12 juillet 1985 ; rectificatif *J.O.* Lois et décrets du 13 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(22 mai 1985) (p. 648, 673) ; (23 mai 1985) (p. 680, 689).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 648, 662) : *MM. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme ; Henri Nallet, ministre de l'agriculture ; Jean Arthuis, rapporteur de la commission des lois ; Louis Souvet, Georges Mouly, Philippe François, Michel Darras, Auguste Cazalet, Charles Lederman, Michel Sordel, Louis Jung, Michel Souplet.*

AGRICULTEURS (jeunes) : NALLET (Henri) (p. 651) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 657).

AGRICULTURE : NALLET (Henri) (p. 651) ; ARTHUIS (Jean) (p. 654) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 657) ; CAZALET (Auguste) (p. 658) ; LEDERMAN (Charles) (p. 659) ; SORDEL (Michel) (p. 659, 660) ; JUNG (Louis) (p. 660) ; SOUPLET (Michel) (p. 660, 661) ; CREPEAU (Michel) (p. 661, 662).

CHEFS D'ENTREPRISE : SOUPLET (Michel) (p. 656) ; CREPEAU (Michel) (p. 661).

COMMERCE ET ARTISANAT : CREPEAU (Michel) (p. 649, 661, 662) ; MOULY (Georges) (p. 656, 657) ; DARRAS (Michel) (p. 658) ; LEDERMAN (Charles) (p. 659).

CONJOINTS : ARTHUIS (Jean) (p. 654) ; MOULY (Georges) (p. 656).

CONTROLE DES STRUCTURES AGRICOLES : SOUPLET (Michel) (p. 661).

ENTREPRISES (fiscalité des) : CREPEAU (Michel) (p. 650) ; ARTHUIS (Jean) (p. 653) ; SOUVET (Louis) (p. 656) ; JUNG (Louis) (p. 660).

ENTREPRISES (transmission d') : CREPEAU (Michel) (p. 649) ; DARRAS (Michel) (p. 658).

ENTREPRISES UNIPERSONNELLES A RESPONSABILITE LIMITEE (EURL) : CREPEAU (Michel) (p. 648 à 651, 661, 662) ; NALLET (Henri) (p. 651) ; ARTHUIS (Jean) (p. 652 à 655) ; SOUVET (Louis) (p. 655, 656) ; MOULY (Georges) (p. 656, 657) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 657) ; DARRAS (Michel) (p. 657, 658) ; CAZALET (Auguste) (p. 658, 659) ; LEDERMAN (Charles) (p. 659) ; SORDEL (Michel) (p. 659, 660) ; JUNG (Louis) (p. 660) ; SOUPLET (Michel) (p. 660, 661).

EXPLOITATIONS AGRICOLES FAMILIALES : NALLET (Henri) (p. 651) ; ARTHUIS (Jean) (p. 654) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 657).

GROUPEMENTS AGRICOLES D'EXPLOITATION EN COMMUN (GAEC) : FRANCOIS (Philippe) (p. 657) ; SORDEL (Michel) (p. 659) ; SOUPLET (Michel) (p. 661) ; CREPEAU (Michel) (p. 662).

GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES (GFA) : FRANCOIS (Philippe) (p. 657) ; SORDEL (Michel) (p. 659) ; CREPEAU (Michel) (p. 662).

LIVRET D'EPARGNE ENTREPRISE : MOULY (Georges) (p. 656).

PROFESSIONS LIBERALES : ARTHUIS (Jean) (p. 655).

RAPPORT GOUZES (statut de l'exploitation agricole) : NALLET (Henri) (p. 651) ; ARTHUIS (Jean) (p. 654) ; SORDEL (Michel) (p. 659) ; SOUPLET (Michel) (p. 660, 661).

SOCIETES A RESPONSABILITE LIMITEE (SARL) : CREPEAU (Michel) (p. 649) ; ARTHUIS (Jean) (p. 652, 653, 654, 655) ; SOUVET (Louis) (p. 655) ; FRANCOIS (Philippe) (p. 657) ; CAZALET (Auguste) (p. 658) ; JUNG (Louis) (p. 660).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (22 mai 1985) (p. 662, 673) ; (23 mai 1985) (p. 680, 689) : *MM. Philippe François, Jean Arthuis, rapporteur ; Michel Crépeau, ministre ; Michel Darras, Stéphane Bonduel, au nom de la commission des finances ; Georges Mouly, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Charles Lederman, Paul Girod, Jacques Descours Desacres.*

Avant l'art. 1er (p. 663).

Retiré : amendement n° 27 (division additionnelle) de M. Philippe François : insertion d'une division nouvelle et de son intitulé ; « Titre I : De l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée » (p. 687 ; précédemment réservé p. 663).

Art. 1er *(Définition de la société : Article 1832 du code civil)* (p. 663).

Adoptés : amendements de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 1 : modalités de constitution de la société (p. 664) – Et n° 2 : possibilité de constitution par un acte de volonté d'une seule personne (p. 664).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 664).

Art. 2 *(Constitution d'une SARL à associé unique : Art. 34 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales)* (p. 664).

Adopté : amendement n° 42 de M. Michel Crépeau, ministre : pouvoirs de l'associé unique (p. 664).

Retiré : amendement n° 3 de M. Jean Arthuis, rapporteur : situation de société à associé unique, du fait de la volonté d'une personne ayant constitué la société, ou du fait de la disparition des autres associés ; pouvoirs de l'associé unique (p. 664).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 664).

Après l'art. 2 (p. 665).

Retiré : amendement n° 28 (art. additionnel) de M. Philippe François : possibilité pour l'associé unique d'une société d'en être le gérant (p. 665).

Art. 3 *(Réunion en une seule main de parts d'une SARL)* (p. 665).

Adoptés : amendements de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 4 : suppression de la disposition de cet article relative à l'applicabilité des dispositions afférentes au fonctionnement des sociétés ne comportant qu'un seul associé dans un délai maximum d'un an après la réunion des parts (p. 665) – Et n° 5 : suppression des dispositions de cet article relatives à l'impossibilité, pour une personne physique, d'être associé unique de plus d'une société à responsabilité limitée et aux cas de dissolution des sociétés irrégulièrement constituées (p. 666).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 666).

Art. 4 *(Evaluation des apports en nature : Art. 40 de la loi du 24 juillet 1966) (p. 666).*

Adopté : amendement rédactionnel n° 43 de M. Michel Crépeau, ministre : évaluation des apports en nature ; cas d'absence de recours obligatoire à un commissaire aux apports ; responsabilité à l'égard des tiers de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la société (p. 666).

Retiré : amendement n° 6 de M. Jean Arthuis, rapporteur : responsabilité des associés quant à la valeur attribuée aux apports en nature (p. 666).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 666).

Après l'art. 4 (p. 666).

Adopté : amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, rapporteur : pour les apports en nature correspondant à des augmentations de capital, absence d'intervention obligatoire d'un commissaire aux apports (p. 667).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 667).

Art. 5 *(Notification du projet de cession de parts : Art. 45 de la loi du 24 juillet 1966)* – Adopté (p. 667).

Art. 6 *(Approbation des conventions passées avec la société par un gérant ou un associé : Art. 50 de la loi du 24 juillet 1966) (p. 667).*

Adopté : amendement n° 8 de M. Jean Arthuis, rapporteur : soumission des conventions conclues par un gérant non associé à l'approbation préalable de l'assemblée en cas d'absence de commissaire aux comptes (p. 667).

Devient sans objet : amendement n° 44 de M. Michel Crépeau, ministre : suppression des dispositions de cet article relatives à l'interdiction, à peine de nullité, en cas d'absence de commissaire aux comptes, des conventions autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales et à la soumission des conventions conclues par un gérant non associé à l'approbation préalable de l'associé unique (p. 667).

– L'art. 6 ; ainsi modifié, est adopté (p. 667).

Après l'art. 6 (p. 668).

Adopté : amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, rapporteur : inapplicabilité de la procédure de contrôle des conventions passées par un gérant ou un associé avec la société, lorsqu'elles portent sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales (p. 668).

Retiré : amendement n° 45 (art. additionnel) de M. Michel Crépeau, ministre : inapplicabilité de la procédure de contrôle des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ; interdiction à peine de nullité des conventions autres conclues par l'associé unique d'une société n'ayant pas de commissaire aux comptes (p. 668).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 668).

Art. 7 *(Transfert à l'associé unique du pouvoir de décision de l'assemblée des associés)* (p. 668).

Adopté : amendement n° 10 de M. Jean Arthuis, rapporteur : suppression de cet article pour coordination avec le vote intervenu à l'article 2 (p. 668).

– L'art. 7 est supprimé (p. 668).

Art. 8 *(Réduction du capital : Art. 63 de la loi du 24 juillet 1966) (p. 668).*

Adopté : amendement n° 11 de M. Jean Arthuis, rapporteur : suppression de cet article pour coordination (p. 668).

– L'art. 8 est supprimé (p. 668).

Art. 9 *(Incompatibilités relatives aux fonctions de commissaire aux comptes : Art. 65 de la loi du 24 juillet 1966)* – Adopté (p. 668).

Art. 10 *(Responsabilité pénale du gérant d'une SARL)* – Adopté (p. 669).

Art. 10 bis *(SARL exerçant une activité agricole)* (p. 669).

Adopté : amendement n° 12 de M. Jean Arthuis, rapporteur : suppression de cet article relatif à la compétence des juridictions civiles pour les sociétés à responsabilité limitée dont l'objet est une exploitation agricole (p. 669).

– L'art. 10 bis est supprimé (p. 669).

Après l'art. 10 bis (p. 669).

Adoptés : amendement n° 39 (division additionnelle) de M. Jean Arthuis, rapporteur : création d'une division nouvelle : « Titre II : De la société civile d'exploitation agricole à responsabilité limitée » (p. 685 ; précédemment réservé p. 681, puis p. 685) – Amendement n° 22 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, rapporteur : création d'un statut de société civile d'exploitation agricole à responsabilité limitée (p. 685) ; sous-amendement n° 32 de M. Philippe François : dénomination sociale de la société civile d'exploitation agricole à responsabilité limitée (p. 685) – Amendement n° 35 (art. additionnel) de M. Philippe François : transformation des sociétés civiles d'exploitation agricole à responsabilité limitée (p. 685) – Amendement n° 40 (division additionnelle) de M. Jean Arthuis, rapporteur : insertion d'une nouvelle division : « Titre III : Du redressement et de la liquidation judiciaires en agriculture » (p. 686 ; précédemment réservé p. 685) – Amendement n° 24 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, rapporteur : extension à l'exploitation agricole du champ d'application de la loi du 25 janvier 1985 sur le redressement économique et la liquidation judiciaire (p. 686).

Retirés : amendement n° 38 (division additionnelle) de M. Jean Arthuis, rapporteur : insertion d'une nouvelle division : « Titre II : Dispositions diverses d'ordre social et financier relatives aux entrepreneurs » (p. 681 ; précédemment réservé p. 669) – Amendement n° 23 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, rapporteur : régime fiscal de l'augmentation du capital d'une société civile d'exploitation agricole à responsabilité limitée (p. 685).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements de M. Jean Arthuis, rapporteur, (art. additionnels) : n° 13 : suppression de la distinction entre les gérants minoritaires et les gérants majoritaires de SARL au regard de leur régime

d'imposition ; faculté, pour les gérants de SARL ayant opté pour le régime fiscal des sociétés de personnes, d'assujettissement à l'impôt sur le revenu (p. 670) – n° 15 : report d'imposition ou de réintégration échelonnée des plus-values constatées lors des apports en nature faits aux sociétés à responsabilité limitée (p. 670) – n° 16 : applicabilité du régime d'imposition particulier pour les SARL dites de famille aux sociétés unipersonnelles (p. 671) – n° 17 : proposition du droit fixe comme droit d'enregistrement (p. 671) – n° 18 : maintien du bénéfice de l'exonération de la taxe professionnelle à la société personne morale lorsque les conditions exigées continuent d'être remplies (p. 671) – n° 19 : maintien de la réduction de la base d'imposition dont peut bénéficier un artisan (p. 672) – n° 20 : principe de l'affiliation des gérants de SARL au régime général de la sécurité sociale pour les risques de maladie, d'invalidité, de vieillesse, de décès, de veuvage, de maternité ainsi que pour les accidents du travail et les maladies professionnelles ; faculté pour les gérants d'opter pour un régime de travailleurs indépendants (p. 672) – Et n° 21 : extension, au conjoint du gérant associé unique d'une SARL, du statut de conjoint collaborateur et possibilité d'adhésion à l'assurance volontaire vieillesse gérée par un régime de non-salariés (p. 673).

– Deux titres additionnels et trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 685 et p. 686).

Art. 11 *(Application de la loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)* – Adopté (p. 687).

Intitulé (p. 687).

Retirés : amendement n° 36 de M. Philippe François : « Projet de loi relatif à la société unipersonnelle à responsabilité limitée et à la société agricole unipersonnelle à responsabilité limitée » (p. 687) – Amendement n° 26 de M. Georges Mouly : remplacement des mots « l'entreprise » par les mots « la société » (p. 687) – Amendement n° 41 de M. Jean Arthuis, rapporteur : « Projet de loi relatif à l'entreprise individuelle à responsabilité limitée » (p. 687).

– L'intitulé du projet de loi est adopté (p. 687).

Coordination (p. 688).

Adopté : amendement n° 46 de M. Jean Arthuis, rapporteur : insertion, après l'article 1, d'un titre additionnel : « Titre I : De l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée » (p. 688).

– Une division nouvelle ainsi intitulée est insérée dans le projet de loi (p. 688).

Explications de vote : MM. Stéphane Bonduel (p. 688), Charles Lederman (p. 688), Georges Mouly (p. 688, 689), Germain Authié (p 689), Jean Colin (p. 689), Philippe François (p. 689), Philippe de Bourgoing (p. 689), Jean Arthuis, rapporteur (p. 689).

Adoption (23 mai 1985) (p. 689).

Discussion (deuxième lecture)

(25 juin 1985) (p. 1652, 1661).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1652, 1655) : *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Jean Arthuis, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Luc Bécart.*

AGRICULTURE : ARTHUIS (Jean) (p. 1653, 1654) ; BECART (Jean-Luc) (p. 1655).

ENTREPRISES UNIPERSONNELLES A RESPONSABILITE LIMITEE (EURL) : LABARRERE (André) (p. 1652, 1653, 1654) ; ARTHUIS (Jean) (p. 1653, 1654) ; BECART (Jean-Luc) (p. 1655).

EXPLOITATIONS AGRICOLES A RESPONSABILITE LIMITEE (EARL) : LABARRERE (André) (p. 1652, 1653) ; ARTHUIS (Jean) (p. 1653, 1654) ; BECART (Jean-Luc) (p. 1655).

SOCIETES A RESPONSABILITE LIMITEE (SARL) : LABARRERE (André) (p. 1653, 1654) ; ARTHUIS (Jean) (p. 1653, 1654).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1655, 1661) : *MM. Jean Arthuis, rapporteur ; André Labarrère, ministre ; Michel Darras, Michel Sordel.*

Art. 1er et 2 – Adoptés (p. 1655).

Art. 3 (p. 1655).

Adoptés : amendements de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 1 : assouplissement de la transition entre la SARL pluripersonnelle et la SARL unipersonnelle (p. 1655) – Et n° 2 : suppression des dispositions interdisant à une personne physique d'être l'associé unique de plus d'une SARL unipersonnelle et à une SARL d'avoir pour associé unique une autre SARL composée d'une seule personne (p. 1656).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1656).

Art. 4 – Adopté (p. 1656).

Art. 4 bis (p. 1656) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 3 de M. Jean Arthuis, rapporteur : rétablissement de cet article relatif à l'évaluation des apports en nature en cas d'augmentation de capital d'une SARL (p. 1656).

– L'art. 4 bis est rétabli, ainsi rédigé (p. 1656).

Art. 6 (p. 1656).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jean Arthuis, rapporteur : conventions conclues par un gérant non associé soumises à l'approbation préalable de l'assemblée, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes (p. 1656).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1656).

Art. 6 bis (p. 1657).

Adopté : amendement n° 5 de M. Jean Arthuis, rapporteur : suppression des dispositions de cet article interdisant, à peine de nullité, la conclusion de conventions spéciales entre la société et l'associé unique gérant, en l'absence de commissaire aux comptes (p. 1657).

– L'art. 6 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1657).

Art. 7 (p. 1657).

Adopté : amendement n° 6 de M. Jean Arthuis, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'approbation des comptes par l'associé unique (p. 1658).

– L'art. 7 est supprimé (p. 1658).

Art. 10 ter (p. 1658).

Adopté : amendement n° 13 de M. Jean Arthuis, rapporteur : suppression des dispositions de cet article réservant aux seules personnes physiques la faculté de créer une exploitation agricole à responsabilité limitée, EARL, uni ou pluripersonnelle (p. 1658).

Retiré : amendement analogue n° 7 de M. Michel Sordel (p. 1658).

– L'art. 10 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 1658).

Art. 10 ter-1 (p. 1658).

Adoptés : amendements de M. Michel Sordel n° 8 : objet de l'exploitation agricole à responsabilité limitée (p. 1659) – Et n° 9 : suppression des dispositions de cet article concernant les limitations à la surface mise en valeur par une exploitation agricole à responsabilité limitée, EARL (p. 1659).

– L'art. 10 ter-1, ainsi modifié, est adopté (p. 1659).

Art. 10 ter-2 (p. 1659).

Adoptés : amendements rédactionnels de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 15 (p. 1659), n° 17 (p. 1659) et n° 16 (p. 1660).

– L'art. 10 ter-2, ainsi modifié, est adopté (p. 1660).

Art. 10 ter-3 (p. 1660).

Adopté : amendement n° 11 de M. Michel Sordel : restrictions relatives aux apports d'immeubles à l'EARL par les associés non exploitants ne concernant que les immeubles non bâtis (p. 1660).

– L'art. 10 ter-3, ainsi modifié, est adopté (p. 1660).

Art. 10 ter-4 et 10 ter-5 – Adoptés (p. 1660).

Explications de vote : MM. Philippe François (p. 1660 et 1661), Michel Darras (p. 1661).

Adoption (25 juin 1985) (p. 1661).

Discussion (commission mixte paritaire)

(28 juin 1985) (p. 1812, 1816).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1812, 1814) : *MM. Charles Jolibois, en remplacement de M. Jean Arthuis, rapporteur pour le Sénat ; Robert Badinter, ministre de la justice.*

ENTREPRISES (transmission d') : BADINTER (Robert) (p. 1813).

ENTREPRISES UNIPERSONNELLES A RESPONSABILITE LIMITEE (EURL) : JOLIBOIS (Charles) (p. 1812, 1813) ; BADINTER (Robert) (p. 1813).

EXPLOITATIONS AGRICOLES A RESPONSABILITE LIMITEE (EARL) : JOLIBOIS (Charles) (p. 1812, 1813) ; BADINTER (Robert) (p. 1813).

SOCIETES A RESPONSABILITE LIMITEE (SARL) : JOLIBOIS (Charles) (p. 1812, 1813) ; BADINTER (Robert) (p. 1813).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1814, 1815)

Art. 3, 6, 6 bis, 7, 10 ter, 10 ter 1, 10 ter 2 (p. 1814).

Art. 10 ter 3 (p. 1815).

Explications de vote : MM. Pierre Gamboa (p. 1815) ; Etienne Dailly (p. 1815) ; intervention de M. Robert Badinter, ministre (p. 1815, 1816).

Adoption (28 juin 1985) (p. 1816).

2. – **Projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Robert Badinter, ministre de la justice (20 décembre 1984) [n° **2556**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Bourguignon (11 avril 1985) [n° **2605**] – Discussion (18 avril 1985) – Adoption (18 avril 1985) [n° **768**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 avril 1985) [n° **249** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (15 mai 1985) [n° **286** (84-85)] – Discussion (22 mai 1985) (p. 627, 643) – Adoption (22 mai 1985) [n° **104**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (23 mai 1985) [n° **2694**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Bourguignon (5 juin 1985) [n° **2740**] – Discussion (12 juin 1985) – Adoption (12 juin 1985) [n° **807**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (13 juin 1985) [n° **368** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (19 juin 1985) [n° **390** (84-85)] – Discussion (24 juin 1985) (p. 1586, 1592) – Adoption (24 juin 1985) [n° **139**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (24 juin 1985) [n° **2829**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Gérard Gouzes (26 juin 1985) [n° **2850**] – Discussion (27 juin 1985) – Adoption (27 juin 1985) [n° **848**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Etienne Dailly (27 juin 1985) [n° **431** (84-85)] – Discussion (28 juin 1985) – Adoption (28 juin 1985) [n° **167**].

PROMULGATION : loi n° 85-705 du 12 juillet 1985 *(JO* Lois et décrets du 13 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(22 mai 1985) (p. 627, 643).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 627, 632) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras.*

ACTIONNAIRES : BADINTER (Robert) (p. 627, 628) ; DAILLY (Etienne) (p. 629, 630, 631) ; DARRAS (Michel) (p. 632).

AUTOCONTROLE (sociétés) : BADINTER (Robert) (p. 627, 628) ; DAILLY (Etienne) (p. 628, 629, 630, 631) ; DARRAS (Michel) (p. 632).

COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE (COB) : BADINTER (Robert) (p. 628) ; DAILLY (Etienne) (p. 629, 630) ; DARRAS (Michel) (p. 632).

COMMUNAUTES EUROPEENNES (directives du Conseil) : DAILLY (Etienne) (p. 631).

CREUSOT-LOIRE (société) : DAILLY (Etienne) (p. 629, 630).

DROIT DES SOCIETES : BADINTER (Robert) (p. 627, 628) ; DAILLY (Etienne) (p. 628, 629, 630, 631, 632) ; DARRAS (Michel) (p. 632).

OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT (OPA) : BADINTER (Robert) (p. 628) ; DAILLY (Etienne) (p. 629, 630).

PARTICIPATIONS RECIPROQUES (sociétés) : BADINTER (Robert) (p. 627, 628) ; DAILLY (Etienne) (p. 628, 629) ; DARRAS (Michel) (p. 632).

SAINT-GOBAIN (compagnie) : DAILLY (Etienne) (p. 630).

SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES : BADINTER (Robert) (p. 628, 629) ; DAILLY (Etienne) (p. 628 à 637) ; DARRAS (Michel) (p. 632).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 632, 643) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Robert Badinter, ministre ; Michel Darras, Jean Arthuis.*

Avant l'art. 1er (p. 632).

Adoptés : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : modification d'un intitulé de section dans la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : « Section II – Filiales, participations et sociétés contrôlées » (p. 632) – Amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : insertion, dans cette section, d'une division nouvelle et de son intitulé : « Paragraphe I – Définitions » (p. 633) – Amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : critères de définition des sociétés contrôlées (p. 635) – Amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : insertion d'une division nouvelle et de son intitulé ; « Paragraphe 2 – Notifications et informations » (p. 635) – Amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : cas d'acquisition d'une certaine fraction du capital d'une société et information dans le rapport annuel présenté aux associés sur les opérations de l'exercice et dans le rapport aux commissaires aux comptes (p. 635).

Rejeté : sous-amendement n° 20 de M. Robert Badinter, ministre, à l'amendement n° 3 de M. Etienne Dailly, rapporteur : cas de majorité des droits de vote dans l'assemblée générale de la société et contrôle ; référence à la présomption (p. 635).

– Cinq articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 632, 633 et 635).

Art. 1er *(Information sur la possession de participations significatives)* (p. 635).

Adoptés : amendement n° 6 de M. Etienne Dailly, rapporteur : modalités d'information de la chambre syndicale des agents de change pour les sociétés cotées et du public, en cas de participations supérieures à un certain seuil (p. 636) – Amendement n° 7 de M. Etienne Dailly, rapporteur : mécanisme de notifications obligatoires des prises de participation des sociétés contrôlées dans les sociétés qui les contrôlent (p. 636) – Amendement n° 8 de M. Etienne Dailly, rapporteur : composition du rapport annuel présenté aux actionnaires sur les opérations de participation dans les sociétés par actions au cours de l'exercice (p. 637).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 637).

Après l'art. 1er (p. 637).

Adoptés : amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : insertion d'une division nouvelle et de son intitulé : « Paragraphe 3 – Comptes consolidés », dans la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales (p. 637) – Amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : insertion d'une division nouvelle et de son intitulé : « Paragraphe 4 – Participations réciproques », dans la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 précitée (p. 637) – Amendement n° 12 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression pour coordination de la disposition de la loi du 24 juillet 1966 relative à l'obligation, pour les sociétés par actions détenant une certaine fraction du capital d'une autre société, d'en avertir cette dernière ; privation des droits de vote correspondant à l'investissement pour les sociétés par actions devant aliéner un investissement prohibé (p. 638).

Retiré : amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : publication, en annexe au bilan, d'un tableau faisant apparaître la situation des filiales, participations et sociétés contrôlées (p. 637).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 637 et 638).

Art. 2 *(Réglementation de l'autocontrôle)* (p. 638).

Adopté : amendement n° 13 de M. Etienne Dailly, rapporteur : diminution et suppression de la limite des droits de vote attachés aux actions d'autocontrôle (p. 639 ; scrutin public n° 56 ; liste des votants p. 676, 677).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 639).

Après l'art. 2 (p. 640).

Adoptés : amendement n° 14 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : modification d'intitulé de la section de la loi du 24 juillet 1966 relative aux sanctions pénales : « Section II – Infractions relatives aux filiales, participations et sociétés contrôlées » (p. 640) – Amendement n° 15 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : infractions relatives au défaut de mention dans le rapport annuel des prises de participation et des résultats des filiales, ainsi qu'au défaut d'annexe au bilan d'un tableau faisant apparaître la situation des filiales et participations (p. 640).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 640).

Art. 3 *(Infractions relatives à l'information sur la détention de participations significatives)* (p. 640).

Adopté : amendement n° 16 de M. Etienne Dailly, rapporteur : définition des infractions ; cas des commissaires aux comptes ; modalités d'engagement des poursuites pour les sociétés faisant publiquement appel à l'épargne (p. 641).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 641).

Art. 4 *(Infractions relatives aux participations réciproques et à l'autocontrôle)* (p. 641).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 17 : participations réciproques et autocontrôle ; insertion des directeurs généraux parmi les personnes sanctionnées en cas d'infraction (p. 641) – Et n° 18 : saisine, préalable aux poursuites pour infraction, de la Commission des opérations de bourse pour les sociétés faisant publiquement appel à l'épargne (p. 641).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 641).

Art. 5 *(Entrée en vigueur des obligations prévues dans la présente loi)* (p. 641).

Adopté : amendement n° 19 de M. Etienne Dailly, rapporteur : augmentation du délai de notification des participations ; publicité destinée aux actionnaires sur la répartition du capital et des actions d'autocontrôle à compter du rapport relatif à l'exercice ouvert après le 31 décembre 1984 ; période transitoire en matière de seuil des droits de vote ; modalités de calcul de ce seuil lors du vote en assemblée générale (p. 642).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 642).

Art. 6 *(Application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte)* – Adopté (p. 643).

Explication de vote : M. Michel Darras (p. 643).

Adoption (22 mai 1985) (p. 643).

Discussion (deuxième lecture)

(24 juin 1985) (p. 1586, 1592).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1586, 1587) : *MM. Robert Badinter, ministre de la justice ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois.*

AUTOCONTROLE (sociétés) : BADINTER (Robert) (p. 1586) ; DAILLY (Etienne) (p. 1586, 1587).

FILIALES : BADINTER (Robert) (p. 1586) ; DAILLY (Etienne) (p. 1586, 1587).

LOI DU 24 JUILLET 1966 SUR LES SOCIETES COMMERCIALES : BADINTER (Robert) (p. 1586) ; DAILLY (Etienne) (p. 1586, 1587).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1587, 1592) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Robert Badinter, ministre de la justice.*

Art. 1er C (p. 1587).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur : n° 1, de coordination (p. 1589 ; précédemment réservé p. 1588) – n° 2 : définition du contrôle de droit, du contrôle conjoint et du contrôle de fait (p. 1589) – Et n° 3 : modalités de saisine des tribunaux pour faire constater l'existence d'un contrôle (p. 1589).

– L'art. 1er C, ainsi modifié, est adopté (p. 1589).

Art. 1er (p. 1589).

Adoptés : amendements n° 4 et n° 5 de M. Etienne Dailly, rapporteur, de coordination après le rétablissement de la définition du contrôle (p. 1590).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1590).

Art. 2 (p. 1590).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur : n° 6 : suppression totale des droits de vote attachés aux actions d'autocontrôle (p. 1591) – Et n° 7 : suppression de la notion de présomption de contrôle (p. 1591).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1591).

Art. 2 ter – Adopté (p. 1591).

Art. 5 (p. 1591).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 8 : délai laissé aux personnes détenant des participations significatives pour procéder aux mesures d'information (p. 1592) – n° 9 : délai de notification par les sociétés contrôlées du montant des participations détenues dans la société qui les contrôle (p. 1592) – Et n° 10 : période transitoire de cinq ans avant l'entrée en vigueur de la neutralisation totale des actions d'autocontrôle (p. 1593).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1593).

Adoption (24 juin 1985) (p. 1593).

Discussion (commission mixte paritaire)

(28 juin 1985) (p. 1816, 1818).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1816, 1817) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur pour le Sénat ; Robert Badinter, ministre de la justice.*

AUTOCONTROLE (sociétés) : DAILLY (Etienne) (p. 1816) ; BADINTER (Robert) (p. 1816, 1817).

COMMUNAUTES EUROPEENNES (directives du conseil) : DAILLY (Etienne) (p. 1816).

PARTICIPATIONS RECIPROQUES (sociétés) : DAILLY (Etienne) (p. 1816) ; BADINTER (Robert) (p. 1817).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1817, 1818)

Art. 1er C, 1er et 2 (p. 1817).

Art. 5 (p. 1818).

Explication de vote : M. Pierre Gamboa (p. 1818).

Adoption (28 juin 1985) (p. 1818).

Voir aussi LOGEMENT, **2**
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**

SOCIETES CIVILES IMMOBILIERES

Voir LOGEMENT, **2**

SOCIETES COMMERCIALES

Voir ASSOCIATIONS, **1**, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **5**, DG ; **6**, DG
VALEURS MOBILIERES, **1**

SOCIETES COOPERATIVES

Voir BOIS ET FORETS, **1**, DG

SOCIETES COOPERATIVES ARTISANALES

Voir ECONOMIE SOCIALE, **1**, DG

SOCIETES COOPERATIVES OUVRIERES DE PRODUCTION (SCOP)

Voir ECONOMIE SOCIALE, **1**

SOCIETES D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL (SAFER)

Voir AGRICULTURE, **1** ; **3** ; **4**, DG

SOCIETES D'ATTRIBUTION

Voir LOGEMENT, **2**, DG

SOCIETES D'INTERET COLLECTIF AGRICOLE (SICA)

Voir ECONOMIE SOCIALE, **1**

SOCIETES D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE (SICAV)

Voir VALEURS MOBILIERES, **1**

SOCIETES DE CAPITAL-RISQUE

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1**, DG

SOCIETES DE PERCEPTION ET DE REPARTITION DES DROITS

Voir PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1**

SOCIETES IMMOBILIERES POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (SICOMI)

Voir BAUX, **1**, DG

SOCIETES MULTINATIONALES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**

SOCIETES PETROLIERES

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Art. 7
PRIX ET CONCURRENCE, **2**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **70**

SOIERIES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **23**

SOURDS ET SOURDS-MUETS

1. – **Proposition de loi tendant à la pleine reconnaissance de la langue des signes française,** PRESENTEE AU SENAT par M. Paul Souffrin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (28 mai 1985) [n° **322** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

SOUS-MARINS NUCLEAIRES LANCEURS D'ENGINS (SNLE)

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

SOUS-OFFICIERS

Voir ARMEE, **1**

SOUS-TRAITANCE

Voir BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, **1**, DG
CONSTRUCTION, **1**, DG

SOUSCRIPTIONS

Voir VALEURS MOBILIERES, **1**

SPECULATION FONCIERE

Voir POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG
URBANISME, **2**, DG

SPORT

Voir FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DU SPORT (FNDS), **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Jeunesse et sports ; Art. 22, 37
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **3**
SECURITE SOCIALE (cotisations), **1**

SPORT DE HAUT NIVEAU

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Jeunesse et sports

SPORT SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Jeunesse et sports

SPORTS PROFESSIONNELS

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Jeunesse et sports

STAGES D'INITIATION A LA VIE PROFESSIONNELLE

Voir SECURITE SOCIALE, **1**, DG

STAGES DE FORMATION

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **18**, DG

STATIONS CLASSEES

Voir MER ET LITTORAL, **2**, DG

STATUT GENERAL DES FONCTIONNAIRES

Voir JUSTICE, **2**

STRUCTURES AGRICOLES

Voir AGRICULTURE, **3**
CENTRE NATIONAL POUR L'AMENAGEMENT DES STRUCTURES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (CNASEA), **1**

STUPEFIANTS

1. – **Proposition de loi tendant à condamner à la peine maximale toute personne se livrant à l'importation, la production, la fabrication ou l'exportation illicite de substances ou plantes vénéneuses classées comme stupéfiants par voie règlementaire,** PRESENTEE AU SENAT par M. Francis Palmero, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1985 – 2 avril 1985) [n° **204** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi relative à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies (INERIPT),** PRESENTEE AU SENAT par M. Jean-Marie Girault, sénateur (22 mai 1985) [n° **294** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

SUCRE-UNION (groupe)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **70**

SUEDE

1. – **Rapport d'information,** fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une mission effectuée du 23 au 29 septembre 1985, chargée d'étudier le système de protection sociale et de l'emploi en Suède, par MM. Jean Béranger, Roger Lise, Henri Collard et Olivier Roux (5 décembre 1985) [n° **162** (85-86)].

SUISSE

Voir ALLOCUTIONS, **1**
TRAITES ET CONVENTIONS, **13 ; 29**

SURFACE MINIMUM D'INSTALLATION (SMI)

Voir MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, **1**, DG

SYNDICATS (de copropriétaires)

Voir COPROPRIETE, **1**

SYNDICATS DE COMMUNES POUR LE PERSONNEL COMMUNAL

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **2**, DG

SYNDICATS INTERCOMMUNAUX A VOCATION MULTIPLE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **8**, DG

SYNDICATS PROFESSIONNELS

Voir CONGES DE FORMATION, **1**
EDUCATION NATIONALE (ministère), **1**, DG
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **2**, DG ; **4**, DG
GREVES, **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, DG ; Suite de la discussion générale - Industrie - Intérieur
POLICE, **1**, DG
PRESSE, **1**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **50**
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, **1**, DG
SECURITE SOCIALE, **1**
TRAVAIL, **1 ; 2**

SYNDICS D'IMMEUBLES

Voir COPROPRIETE, **1 ; 2**

SYSTEME DE TELECOMMUNICATIONS MARITIMES PAR SATELLITES (MARISAT)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **17**, DG

SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN (SME)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, DG
TRAITES ET CONVENTIONS, 28, DG

T

TABAC ET ALLUMETTES

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**

TARIFS

Voir SECURITE SOCIALE, **1**

TARIFS PUBLICS

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **8,** DG ; **10,** DG
ENERGIE NUCLEAIRE, **1**
LOIS DE FINANCES, **3,** DG
LOIS DE REGLEMENT, **1,** DG
PRIX ET CONCURRENCE, **2,** DG

TARIFS PUBLICS (PTT)

Voir LOIS DE REGLEMENT, **1,** DG

TARN-ET-GARONNE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **28,** DG

TATOUAGE

Voir ANIMAUX, **1**
ANIMAUX (tatouage des équidés), **1**

TAXE A L'ESSIEU

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **13,** DG

TAXE D'APPRENTISSAGE

Voir COMMERCE ET ARTISANAT, **1**

TAXE D'HABITATION

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Intérieur ; Art. 11
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **1,** DG

TAXE DE CORESPONSABILITE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**

TAXE DE DEFRICHEMENT

Voir BOIS ET FORETS, **1**

TAXE DE FRANCISATION

Voir MER ET LITTORAL, **2,** DG

TAXE DE PUBLICITE FONCIERE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **12,** DG

TAXE DE SEJOUR

Voir MER ET LITTORAL, **2**

TAXE DIFFERENTIELLE SUR LES VEHICULES A MOTEUR

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **12,** DG

TAXE INTERIEURE SUR LES PRODUITS PETROLIERS (TIPP)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 16, 17, 18
PRIX ET CONCURRENCE, **2,** DG

TAXE POUR FRAIS DE CHAMBRES DE METIERS

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 59

TAXE PROFESSIONNELLE

1. – **Proposition de loi portant allègement de la taxe professionnelle,** PRESENTEE AU SENAT par M. Jean Arthuis, sénateur, et plusieurs de ses collègues (10 mai 1985) [n° **278** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances.

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, **10,** DG ; **12**
COMMERCE ET ARTISANAT, **1**
LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Intérieur
PRIX ET CONCURRENCE, **2,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **6,** DG

TAXE SPECIALE D'EQUIPEMENT

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 61

TAXE SPECIFIQUE SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Voir IMPOTS ET TAXES, **3**
LOIS DE REGLEMENT, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **70**

TAXE SUISSE SUR LES POIDS LOURDS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **13,** DG

TAXE SUR L'ELECTRICITE

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**

TAXE SUR LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Voir BOIS ET FORETS, **1,** DG

TAXE SUR LA PUBLICITE TELEVISEE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 12

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)

1. – **Proposition de loi tendant à organiser le remboursement immédiat de la TVA aux collectivités locales,** PRESENTEE AU SENAT par M. Louis Caiveau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1985 – 2 avril 1985) [n° **203** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – **Proposition de loi tendant à ramener à 31 % le taux de la TVA pour les automobiles équipées d'un pot d'échappement catalytique,** PRESENTEE AU SENAT par M. Louis Jung, sénateur, et plusieurs de ses collègues (19 décembre 1985) [n° **254** (85-86)] – Renvoi à la commission des finances.

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, **7** ; **8,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 11, 12, 13, 23, 56
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**
TRAITES ET CONVENTIONS, **30,** DG

TAXE SUR LE FIOUL

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Industrie

TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCES

Voir MUTUELLES (sociétés), **1,** DG

TAXE SUR LES HUILES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 20
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**

TAXE SUR LES MAGNETOSCOPES

Voir PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1,** DG

TAXE SUR LES RECETTES DES ENTREPRISES DE COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 21

TAXE SUR LES SUPPORTS D'ENREGISTREMENT VIERGES

Voir PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1,** DG

TAXES PARAFISCALES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 45, 50

TCHAD

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures

TCHECOSLOVAQUIE

Voir ALLOCUTIONS, **13**

TECHNOLOGIE

Voir ENSEIGNEMENT, **4**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Education nationale
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **48**

TECHNOLOGIES NOUVELLES

Voir PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **50**
TRAITES ET CONVENTIONS, **13,** DG

TELECOMMUNICATIONS

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**
SANTE PUBLIQUE, **1,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **17** ; **38**

TELEDIFFUSION

Voir PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1**

TELEDIFFUSION DE FRANCE (TDF)

Voir AUDIOVISUEL, **1** ; **3** ; **5**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle

TELEMATIQUE

Voir AUDIOVISUEL, **3,** DG

TELEPHONE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**
TRAITES ET CONVENTIONS, **25,** DG

TELEVISION

Voir ARMES ET MUNITIONS, **1,** DG
AUDIOVISUEL, **3**
JUSTICE, **1,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **148**

TELEVISION (programmes)

Voir AUDIOVISUEL, **3,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle

TELEVISION (retransmission des débats des assemblées parlementaires)

Voir ELECTIONS ET REFERENDUMS, **10,** DG

TELEVISIONS LOCALES PRIVEES

Voir AUDIOVISUEL, **3**

TELEVISIONS PRIVEES

Voir AUDIOVISUEL, **1,** DG ; **3,** DG ; **5,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle

TELEVISIONS PRIVEES (cinquième chaîne)

Voir AUDIOVISUEL, **3,** DG ; **4** ; **5**
LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Communication audiovisuelle - Culture
TRAITES ET CONVENTIONS, **28,** DG

TELEVISIONS PRIVEES (réseaux multivilles)

Voir AUDIOVISUEL, **3,** DG

TEMPS LIBRE ET EDUCATION POPULAIRE

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Jeunesse et sports

TERRAINS A BATIR

Voir IMPOTS ET TAXES, 2
URBANISME, 2, DG

TERRE ADELIE

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer

TERRES AGRICOLES

Voir IMPOTS ET TAXES, 2

TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANCAISES

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer

TERRES INCULTES

Voir AGRICULTURE, 4

TERRITOIRES D'OUTRE-MER (TOM)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 8, DG
ELECTIONS ET REFERENDUMS, 6 ; 7
ETAT D'URGENCE, 1
PECHE, 1, DG
POLYNESIE FRANCAISE, 1 ; 2
RAPATRIES, 2

TERRORISME

Voir GRACE ET AMNISTIE, 1, DG
LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Intérieur - Logement, urbanisme et transports
POLICE, 1
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 160
TRAITES ET CONVENTIONS, 37, DG

TEXTILE (industrie)

Voir LOIS DE FINANCES, 3, DG ; Suite de la discussion générale - Industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 23

TEXTILES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 23

THAILANDE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 12

THEATRE

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Culture

TIERS MONDE

Voir LOIS DE FINANCES, 3, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 69
TRAITES ET CONVENTIONS, 28, DG

TIMBRES-POSTE

Voir SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, 1, DG

TIMOR

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 160

TITRES ASSOCIATIFS

Voir ASSOCIATIONS, 1, DG

TITRES PARTICIPATIFS

Voir ASSOCIATIONS, 1
ECONOMIE SOCIALE, 1, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1, DG
VALEURS MOBILIERES, 1

TITULARISATIONS

Voir SECURITE SOCIALE, 2, DG

TONTINES

Voir ASSURANCES, 1

TORTURE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 22

TOUR EXTERIEUR (recrutement au)

Voir SECURITE SOCIALE, 2, DG

TOURISME

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Art. 11 ; Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer - Industrie
MER ET LITTORAL, 2
NOUVELLE-CALEDONIE, 3, DG
POLICE, 1, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 59
TRAITES ET CONVENTIONS, 25, DG

« TOURISME ET TRAVAIL »

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 59

TOURISME RURAL

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 59

TOURISME SOCIAL

Voir LOGEMENT, 2, DG
MER ET LITTORAL, 2, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 59

TOXICOMANES (aide aux)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **21**

TOXICOMANES (statistiques)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **21**

TOXICOMANIE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Intérieur
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **21**
STUPEFIANTS, **1 ; 2**

TRAIN A GRANDE VITESSE (TGV)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

TRAIN A GRANDE VITESSE (TGV) (Atlantique)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25**

TRAITE DE ROME

Voir PECHE, **1,** DG
PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **10,** DG ; **28,** DG

TRAITES ET CONVENTIONS

1. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise relatif à l'exemption fiscale des instituts hongrois à Paris et français à Budapest,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (11 octobre 1984) [n° **2373**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Théo Vial-Massat (22 novembre 1984) [n° **2448**] – Discussion (6 décembre 1984) – Adoption (6 décembre 1984) [n° **710**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 décembre 1984) [n° **132** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (9 mai 1985) [n° **274** (84-85)] – Discussion (5 juin 1985) (p. 873) – Adoption (5 juin 1985) [n° **112**].

PROMULGATION : Loi n° 85-597 du 11 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 14 juin 1985).

Discussion (première lecture)

(5 juin 1985) (p. 873).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 873) : *MM. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures ; Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.*

INSTITUTS HONGROIS A PARIS ET FRANCAIS A BUDAPEST : BAYLET (Jean-Michel) (p. 873) ; MOINET (Josy) (p. 873) ; MARTIN (Hubert) (p. 873).

TAXE D'HABITATION : BAYLET (Jean-Michel) (p. 873) ; MOINET (Josy) (p. 873).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 873)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise relatif à l'exemption fiscale des instituts hongrois à Paris et français à Budapest, signé à Budapest le 9 janvier 1984)* – Adopté (p. 873).

Adoption (5 juin 1985) (p. 873).

2. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale, signée le 29 mars 1974 (ensemble un protocole),** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (17 décembre 1984) [n° **156** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (9 mai 1985) [n° **275** (84-85)] – Discussion (5 juin 1985) (p. 873, 874) – Adoption (5 juin 1985) [n° **113**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 juin 1985) [n° **2747**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Sainte-Marie (6 juin 1985) [n° **2750**] – Discussion (19 juin 1985) – Adoption (19 juin 1985) [n° **821**].

PROMULGATION : Loi n° 85-639 du 27 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 28 juin 1985).

Discussion (première lecture)

(5 juin 1985) (p. 873, 874).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 873, 874) : *MM. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures ; Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.*

DOUBLES IMPOSITIONS : BAYLET (Jean-Michel) (p. 874) ; MOINET (Josy) (p. 874).

REDEVANCES (imposition des) : BAYLET (Jean-Michel) (p. 874) ; MOINET (Josy) (p. 874).

SENEGAL : MOINET (Josy) (p. 874).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 874)

Art. unique *(Autorisation d'approbation d'un avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale signée le 29 mars 1974 (ensemble un protocole), fait à Dakar le 16 juillet 1984)* – Adopté (p. 874).

Adoption (5 juin 1985) (p. 874).

3. – **Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole portant amendement de la convention relative à l'aviation civile internationale (article 3 bis),** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (17 décembre 1984) [n° **159** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Matraja (2 mai 1985) [n° **265** (84-85)] – Discussion (15 mai 1985) (p. 577, 579) – Adoption (15 mai 1985) [n° **102**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 mai 1985) [n° **2686**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Fourré (30 mai 1985) [n° **2728**] – Discussion (13 juin 1985) – Adoption (13 juin 1985) [n° **813**].

PROMULGATION : Loi n° 85-612 du 18 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 20 juin 1985).

Discussion (première lecture)

(15 mai 1985) (p. 577, 579).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 577, 578) : *MM. Christian Nucci, ministre chargé de la coopération et du développement ;*

Jean-Pierre Bayle, en remplacement de M. Pierre Matraja, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Michel Darras.

AVIATION CIVILE INTERNATIONALE : NUCCI (Christian) (p. 577) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 577, 578) ; DARRAS (Michel) (p. 578).

ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE (OACI) : NUCCI (Christian) (p. 577) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 577, 578).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 579)

Art. unique *(Autorisation de ratification du protocole portant amendement de la convention relative à l'aviation civile internationale (art. 3 bis), signé à Montréal le 10 mai 1984)* – Adopté (p. 579).

Adoption (15 mai 1985) (p. 579).

4. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention générale sur la sécurité sociale entre la République française et la République de Turquie du 20 janvier 1972,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (24 octobre 1984) [n° **2394**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Raynal (6 décembre 1984) [n° **2484**] – Discussion (18 décembre 1984) – Adoption (18 décembre 1984) [n° **734**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 décembre 1984) [n° **169** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (17 avril 1985) [n° **245** (84-85)] – Discussion (15 mai 1985) (p. 574, 577) – Adoption (15 mai 1985) [n° **101**].

PROMULGATION : Loi n° 85-535 du 21 mai 1985 (*JO* Lois et décrets du 23 mai 1985).

Discussion (première lecture)

(15 mai 1985) (p. 574, 577).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 574, 577) : *MM. Christian Nucci, ministre chargé de la coopération et du développement ; Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Pelletier, Serge Boucheny.*

ASSURANCE VIEILLESSE : NUCCI (Christian) (p. 574) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 574, 575) ; PELLETIER (Jacques) (p. 576).

FRANCAIS DE L'ETRANGER : PELLETIER (Jacques) (p. 575, 576).

TRAVAILLEURS ETRANGERS : NUCCI (Christian) (p. 574) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 574, 575) ; PELLETIER (Jacques) (p. 575, 576).

TURQUIE : BOUCHENY (Serge) (p. 576) ; NUCCI (Christian) (p. 576, 577).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 577)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale entre la République française et la République de Turquie du 20 janvier 1972, signé à Paris)* – Adopté (p. 577).

Adoption (15 mai 1985) (p. 577).

5. – **Projet de loi autorisant la ratification d'un avenant à la convention fiscale entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, signée le 28 juillet 1967 et modifiée par les avenants du 12 octobre 1970 et du 24 novembre 1973,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1985 – 2 avril 1985) [n° **213** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (9 mai 1985) [n° **276** (84-85)] – Discussion (5 juin 1985) (p. 874, 879) – Adoption (5 juin 1985) [n° **114**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 juin 1985) [n° **2748**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Michel Bérégovoy (13 juin 1985) [n° **2770**] – Avis de M. François Mortelette (18 juin 1985) [n° **2793**] – Discussion (19 juin 1985) – Adoption (19 juin 1985) [n° **823**].

PROMULGATION : Loi n° 85-641 du 27 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 28 juin 1985).

Discussion (première lecture)

(5 juin 1985) (p. 874, 879).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 874, 879) : *MM. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures ; Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances ; Jacques Habert.*

ARTISTES : BAYLET (Jean-Michel) (p. 874) ; MOINET (Josy) (p. 875) ; HABERT (Jacques) (p. 877).

BANQUES : MOINET (Josy) (p. 875).

CONSEIL SUPERIEUR DES FRANCAIS DE L'ETRANGER : BAYLET (Jean-Michel) (p. 877) ; HABERT (Jacques) (p. 876, 877).

DOUBLES IMPOSITIONS : BAYLET (Jean-Michel) (p. 874) ; MOINET (Josy) (p. 875) ; HABERT (Jacques) (p. 876, 877).

DOUBLES NATIONAUX : HABERT (Jacques) (p. 877) ; BAYLET (Jean-Michel) (p. 878).

FILIALES : MOINET (Josy) (p. 875, 876).

FRANCAIS DE L'ETRANGER : BAYLET (Jean-Michel) (p. 877, 878, 879) ; MOINET (Josy) (p. 875) ; HABERT (Jacques) (p. 876, 877, 878).

FRAUDE ET EVASION FISCALE : BAYLET (Jean-Michel) (p. 875) ; MOINET (Josy) (p. 876) ; HABERT (Jacques) (p. 877).

IMPOT SUR LA FORTUNE : BAYLET (Jean-Michel) (p. 874, 875, 877, 878, 879) ; MOINET (Josy) (p. 875, 878, 879) ; HABERT (Jacques) (p. 876, 877, 878).

IMPOT SUR LE REVENU : BAYLET (Jean-Michel) (p. 874) ; MOINET (Josy) (p. 875).

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES (IGF) : BAYLET (Jean-Michel) (p. 874, 877) ; MOINET (Josy) (p. 875, 876, 878, 879) ; HABERT (Jacques) (p. 876, 877, 878).

RESIDENTS : BAYLET (Jean-Michel) (p. 874) ; MOINET (Josy) (p. 875, 876, 878) ; HABERT (Jacques) (p. 876).

SOCIETES COMMERCIALES : MOINET (Josy) (p. 876) ; HABERT (Jacques) (p. 877).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 879) : *MM. Jacques Habert, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat.*

Art. unique *(Autorisation de ratification de l'avenant à la convention fiscale entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et la fortune signée le 28 juillet 1967 et modifiée par les avenants du 12 octobre 1970 et du 24 novembre 1978, signé à Paris le 17 janvier 1984)* – Adopté (p. 879).

Adoption (5 juin 1985) (p. 879).

6. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention du 19 décembre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de**

Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole et un protocole additionnel), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1985 – 2 avril 1985) [n° **214** (84-85)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (9 mai 1985) [n° **277** (84-85)] – Discussion (5 juin 1985) (p. 879, 880) – Adoption (5 juin 1985) [n° **115**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 juin 1985) [n° **2749**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Robert Montdargent (13 juin 1985) [n° **2771**] – Discussion (27 juin 1985) – Adoption (27 juin 1985) [n° **846**].

PROMULGATION : Loi n° 85-678 du 5 juillet 1985 *(JO* Lois et décrets du 6 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(5 juin 1985) (p. 879, 880).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 879, 880) : *MM. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures ; Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.*

DOUBLES IMPOSITIONS : BAYLET (Jean-Michel) (p. 879).

IMPOT SUR LA FORTUNE : BAYLET (Jean-Michel) (p. 879) ; MOINET (Josy) (p. 880).

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES (IGF) : BAYLET (Jean-Michel) (p. 879) ; MOINET (Josy) (p. 880).

NORVEGE : BAYLET (Jean-Michel) (p. 879) ; MOINET (Josy) (p. 880).

RESIDENTS : MOINET (Josy) (p. 880).

SOCIETES COMMERCIALES : BAYLET (Jean-Michel) (p. 879) ; MOINET (Josy) (p. 880).

TAXE PROFESSIONNELLE : BAYLET (Jean-Michel) (p. 879) ; MOINET (Josy) (p. 880).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 880)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'avenant à la convention du 19 décembre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole et un protocole additionnel), signé à Oslo le 14 novembre 1984)* – Adopté (p. 880).

Adoption (5 juin 1985) (p. 880).

7. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 90 concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie (révisée en 1948),** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (2 avril 1985) [n° **216** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Paul Robert (2 mai 1985) [n° **266** (84-85)] – Discussion (15 mai 1985) (p. 570, 571) – Adoption (15 mai 1985) [n° **98**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 mai 1985) [n° **2687**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean Rousseau (23 mai 1985) [n° **2698**] – Discussion (13 juin 1985) – Adoption (13 juin 1985) [n° **810**].

PROMULGATION : Loi n° 85-609 du 18 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 20 juin 1985).

Discussion (première lecture)

(15 mai 1985) (p. 570, 571).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 570, 571) : *MM. Christian Nucci, ministre chargé de la coopération et du développement ; Paul Robert, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Mme Rolande Perlican.*

TRAVAIL DE NUIT : NUCCI (Christian) (p. 570) ; ROBERT (Paul) (p. 570, 571) ; PERLICAN (Rolande) (p. 571).

TRAVAIL (des enfants) : NUCCI (Christian) (p. 570) ; ROBERT (Paul) (p. 570, 571) ; PERLICAN (Rolande) (p. 571).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 571)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention internationale du travail n° 90 concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie (révisée en 1948) faite à Genève le 10 juillet 1948)* – Adopté (p. 571).

Adoption (15 mai 1985) (p. 571).

8. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 148 concernant la protection des travailleurs contre les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (2 avril 1985) [n° **217** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Serge Boucheny (24 avril 1985) [n° **253** (84-85)] – Discussion (15 mai 1985) (p. 571, 572) – Adoption (15 mai 1985) [n° **99**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 mai 1985) [n° **2688**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Manuel Escutia (23 mai 1985) [n° **2699**] – Discussion (13 juin 1985) – Adoption (13 juin 1985) [n° **811**].

PROMULGATION : Loi n° 85-610 du 18 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 20 juin 1985).

Discussion (première lecture)

(15 mai 1985) (p. 571, 572).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 571, 572) : *MM. Christian Nucci, ministre chargé de la coopération et du développement ; Serge Boucheny, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT) : NUCCI (Christian) (p. 572) ; BOUCHENY (Serge) (p. 572).

RISQUES PROFESSIONNELS : NUCCI (Christian) (p. 572) ; BOUCHENY (Serge) (p. 572).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 572)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention internationale du travail n° 148 concernant la protection des travailleurs contre les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail, faite à Genève, le 20 juin 1977)* – Adopté (p. 572).

Adoption (15 mai 1985) (p. 572).

9. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 152 concernant la sécurité et l'hygiène du travail dans les manutentions portuaires,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (2 avril 1985) [n° **218** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Matraja (2 mai 1985) [n° **267** (84-85)] – Discussion (15 mai 1985) (p. 572, 574) – Adoption (15 mai 1985) [n° **100**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 mai 1985) [n° **2689**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Théo Vial-Massat (23 mai 1985) [n° **2700**] – Discussion (13 juin 1985) – Adoption (13 juin 1985) [n° **812**].

PROMULGATION : Loi n° 85-611 du 18 juin 1985 *(JO* Lois et décrets du 20 juin 1985).

Discussion (première lecture)

(15 mai 1985) (p. 572, 574).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 572, 573) : *MM. Christian Nucci, ministre chargé de la coopération et du développement ; Jean-Pierre Bayle, en remplacement de M. Pierre Matraja, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

PORTS : NUCCI (Christian) (p. 572, 573) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 573).

TRAVAIL (sécurité du) : NUCCI (Christian) (p. 572, 573) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 573).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 574)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention internationale du travail n° 152 concernant la sécurité et l'hygiène du travail dans les manutentions portuaires, faite à Genève le 25 juin 1979)* – Adopté (p. 574).

Adoption (15 mai 1985) (p. 574).

10. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention des Nations Unies relative à un code de conduite des conférences maritimes,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (2 avril 1985) [n° **2582**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Maheas (11 avril 1985) [n° **2609**] – Discussion (16 avril 1985) – Adoption (16 avril 1985) [n° **764**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 avril 1985) [n° **243** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. André Bettencourt (24 avril 1985) [n° **254** (84-85)] – Discussion (9 mai 1985) (p. 430, 433) – Adoption (9 mai 1985) [n° **93**].

PROMULGATION : Loi n° 85-537 du 21 mai 1985 (*JO* Lois et décrets du 23 mai 1985).

Discussion (première lecture)

(9 mai 1985) (p. 430, 433).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 430, 432) : *MM. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer ; André Bettencourt, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; René Régnault.*

AFRIQUE : LENGAGNE (Guy) (p. 430) ; BETTENCOURT (André) (p. 431).

ARMATEURS : LENGAGNE (Guy) (p. 430) ; BETTENCOURT (André) (p. 431) ; REGNAULT (René) (p. 432).

CHOMAGE : REGNAULT (René) (p. 432).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : LENGAGNE (Guy) (p. 430) ; BETTENCOURT (André) (p. 431).

COMPAGNIES MARITIMES : LENGAGNE (Guy) (p. 430) ; BETTENCOURT (André) (p. 431) ; REGNAULT (René) (p. 432).

CONCURRENCE INTERNATIONALE : BETTENCOURT (André) (p. 431) ; REGNAULT (René) (p. 432).

CONFERENCE DES NATIONS UNIES POUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT (CNUCED) : BETTENCOURT (André) (p. 430, 431).

CONFERENCES MARITIMES : LENGAGNE (Guy) (p. 430) ; BETTENCOURT (André) (p. 430, 431) ; REGNAULT (René) (p. 432).

DIALOGUE NORD-SUD : LENGAGNE (Guy) (p. 431) ; BETTENCOURT (André) (p. 431) ; REGNAULT (René) (p. 432).

DROITS DE TRAFIC : LENGAGNE (Guy) (p. 430) ; BETTENCOURT (André) (p. 431) ; REGNAULT (René) (p. 432).

FRET : BETTENCOURT (André) (p. 431).

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (OCDE) : BETTENCOURT (André) (p. 431).

PAVILLONS DE COMPLAISANCE : REGNAULT (René) (p. 432).

TRAITE DE ROME : LENGAGNE (Guy) (p. 430) ; BETTENCOURT (André) (p. 431) ; REGNAULT (René) (p. 432).

TRANSPORTS MARITIMES : LENGAGNE (Guy) (p. 430) ; BETTENCOURT (André) (p. 430, 431) ; REGNAULT (René) (p. 432).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 432)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention des Nations Unies relative au code de conduite des conférences maritimes (ensemble une annexe), conclue à Genève le 6 avril 1974)* (p. 432).

Explication de vote : M. Serge Boucheny (p. 432).

Adoption (9 mai 1985) (p. 433).

11. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international de 1983 sur les bois tropicaux (ensemble trois annexes),** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (25 avril 1985) [n° **259** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. André Bettencourt (15 mai 1985) [n° **285** (84-85)] – Discussion (5 juin 1985) (p. 882, 883) – Adoption (5 juin 1985) [n° **117**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 juin 1985) [n° **2746**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Florence d'Harcourt (6 juin 1985) [n° **2751**] – Discussion (19 juin 1985) – Adoption (19 juin 1985) [n° **822**].

PROMULGATION : Loi n° 85-640 du 27 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 28 juin 1985).

Discussion (première lecture)

(5 juin 1985) (p. 882, 883).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 882, 883) : *MM. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures ; André Bettencourt, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

ASIE : BAYLET (Jean-Michel) (p. 882) ; BETTENCOURT (André) (p. 883).

BOIS TROPICAUX : BAYLET (Jean-Michel) (p. 882, 883) ; BETTENCOURT (André) (p. 883).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : BAYLET (Jean-Michel) (p. 882) ; BETTENCOURT (André) (p. 883).

ORGANISATION INTERNATIONALE DES BOIS TROPICAUX : BAYLET (Jean-Michel) (p. 882, 883) ; BETTENCOURT (André) (p. 883).

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT : BAYLET (Jean-Michel) (p. 882) ; BETTENCOURT (André) (p. 883).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 883)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'accord international de 1983 sur les bois tropicaux fait à Genève le 18 novembre 1983)* – Adopté (p. 883).

Adoption (5 juin 1985) (p. 883).

12. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande sur la coopération en matière d'exécution des condamnations pénales,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (2 avril 1985) [n° **2588**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Lydie Dupuy (9 mai 1985) [n° **2673**] – Discussion (15 mai 1985) – Adoption (15 mai 1985) [n° **783**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 mai 1985) [n° **292** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (22 mai 1985) [n° **302** (84-85)] – Discussion (5 juin 1985) (p. 880, 882) – Adoption (5 juin 1985) [n° **116**].

PROMULGATION : Loi n° 85-596 du 11 juin 1985 (*JO* Lois et décrets du 14 juin 1985).

Discussion (première lecture)

(5 juin 1985) (p. 880, 882).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 880, 882) : *MM. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures ; Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

CONDAMNES (transfèrement) : BAYLET (Jean-Michel) (p. 880) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 880, 881).

DETENUS : BAYLET (Jean-Michel) (p.880) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 880, 881).

THAILANDE : BAYLET (Jean-Michel) (p. 880) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 881).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 881, 882)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande sur la coopération en matière d'exécution des condamnations pénales, signée à Bangkok le 26 mars 1983)* (p. 881).

Explications de vote : MM. Jacques Habert (p. 881) ; Dominique Pado (p. 882) ; intervention de M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat (p. 882).

Adoption (5 juin 1985) (p. 882).

13. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif au raccordement des autoroutes entre Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie) et Bardonnex (Genève) (ensemble une annexe),** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (23 mai 1985) [n° **306** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Bosson (19 juin 1985) [n° **388** (84-85)] – Discussion (26 juin 1985) (p. 1697, 1700) – Adoption (26 juin 1985) [n° **147**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 juin 1985) [n° **2854**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Florence d'Harcourt (19 décembre 1985) [n° **3237**] – Discussion (20 décembre 1985) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **986**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1484 du 31 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 1 janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(26 juin 1985) (p. 1697, 1700).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1697, 1699) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; M. Charles Bosson, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

AUTOROUTES : LALUMIERE (Catherine) (p. 1697) ; BOSSON (Charles) (p. 1698).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : BOSSON (Charles) (p. 1698).

CONTROLE DES CHANGES : BOSSON (Charles) (p. 1698) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 1699).

DOUANES : BOSSON (Charles) (p. 1698).

DOUBLES IMPOSITIONS : BOSSON (Charles) (p. 1698).

MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE : LALUMIERE (Catherine) (p. 1697).

SUISSE : LALUMIERE (Catherine) (p. 1697, 1699) ; BOSSON (Charles) (p. 1697, 1698, 1699).

TAXE A L'ESSIEU : LALUMIERE (Catherine) (p. 1699).

TAXE SUISSE SUR LES POIDS LOURDS : BOSSON (Charles) (p. 1698) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 1699).

TECHNOLOGIES NOUVELLES : LALUMIERE (Catherine) (p. 1699).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1700)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif au raccordement des autoroutes entre Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie) et Bardonnex (Genève) (ensemble une annexe), signé à Paris le 27 septembre 1984* – Adopté (p. 1700).

Adoption (26 juin 1985) (p. 1700).

14. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord pour la mise en place d'un réseau européen expérimental de stations océaniques (Cost 43) (ensemble trois annexes),** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (30 novembre 1984) [n° **2472**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Fourré (9 mai 1985) [n° **2672**] – Discussion (23 mai 1985) – Adoption (23 octobre 1985) [n° **789**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 mai 1985) [n° **310** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Gérard Gaud (12 juin 1985) [n° **355** (84-85)] – Discussion (26 juin 1985) (p. 1701, 1702) – Adoption (26 juin 1985) [n° **150**].

PROMULGATION : Loi n° 85-676 du 4 juillet 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 6 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(26 juin 1985) (p. 1701, 1702).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1701, 1702) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; M. Gérard Gaud, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

BOUEES : LALUMIERE (Catherine) (p. 1701) ; GAUD (Gérard) (p. 1702).

COMMUNAUTES EUROPEENNES : LALUMIERE (Catherine) (p. 1701) ; GAUD (Gérard) (p. 1702).

METEOROLOGIE : LALUMIERE (Catherine) (p. 1701) ; GAUD (Gérard) (p. 1702).

NAVIRES : GAUD (Gérard) (p. 1702).

OCEANOGRAPHIE : LALUMIERE (Catherine) (p. 1701) ; GAUD (Gérard) (p. 1702).

RECHERCHE : LALUMIERE (Catherine) (p. 1701).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1702)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'accord pour la mise en place d'un réseau européen expérimental de stations océaniques (Cost 43)* – Adopté (p. 1702).

Adoption (26 juin 1985) (p. 1702).

15. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de délimitation maritime entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco (ensemble une annexe),** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (14 décembre 1984) [n° **2524**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. François Loncle (9 mai 1985) [n° **2674**] – Discussion (23 mai 1985) – Adoption (23 mai 1985) [n° **790**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 mai 1985) [n° **311** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Paul Robert (12 juin 1985) [n° **356** (84-85)] – Discussion (26 juin 1985) (p. 1704, 1705) – Adoption (26 juin 1985) [n° **152**].

PROMULGATION : Loi n° 85-672 du 4 juillet 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 6 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(26 juin 1985) (p. 1704, 1705).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1704, 1705) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; M. Paul Robert, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

EAUX TERRITORIALES : LALUMIERE (Catherine) (p. 1704) ; ROBERT (Paul) (p. 1704).

MARINS-PECHEURS : LALUMIERE (Catherine) (p. 1704) ; ROBERT (Paul) (p. 1705).

MONACO : LALUMIERE (Catherine) (p. 1704) ; ROBERT (Paul) (p. 1704, 1705).

PECHE MARITIME : LALUMIERE (Catherine) (p. 1704) ; ROBERT (Paul) (p. 1704, 1705).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1705)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention de délimitation maritime entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco (ensemble une annexe) signée à Paris le 16 février 1984)* – Adopté (p. 1705).

Adoption (26 juin 1985) (p. 1705).

16. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes (ensemble une annexe) et de son protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans la région des Caraïbes (ensemble une annexe),** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (21 décembre 1984) [n° **2564**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Raymond Julien (9 mai 1985) [n° **2675**] – Discussion (23 mai 1985) – Adoption (23 mai 1985) [n° **791**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 mai 1985) [n° **312** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Albert Voilquin (12 juin 1985) [n° **357** (84-85)] – Discussion (26 juin 1985) (p. 1705, 1707) – Adoption (26 juin 1985) [n° **153**].

PROMULGATION : Loi n° 85-675 du 4 juillet 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 6 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(26 juin 1985) (p. 1705, 1707).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1705, 1707) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, M. Albert Voilquin, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

ANTILLES : LALUMIERE (Catherine) (p. 1705, 1706) ; VOILQUIN (Albert) (p. 1706, 1707).

CARAIBES : LALUMIERE (Catherine) (p. 1705, 1706) ; VOILQUIN (Albert) (p. 1706, 1707).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : LALUMIERE (Catherine) (p. 1706).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : LALUMIERE (Catherine) (p. 1705, 1706) ; VOILQUIN (Albert) (p. 1706, 1707).

DROIT DE LA MER : VOILQUIN (Albert) (p. 1707) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 1707).

HYDROCARBURES : LALUMIERE (Catherine) (p. 1706) ; VOILQUIN (Albert) (p. 1706).

KOUROU (base spatiale) : VOILQUIN (Albert) (p. 1707).

MER (ressources de la) : LALUMIERE (Catherine) (p. 1707).

ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE (OMI) : VOILQUIN (Albert) (p. 1706).

POLLUTION (mer) : LALUMIERE (Catherine) (p. 1705, 1706) ; VOILQUIN (Albert) (p. 1706).

PROGRAMME DES MERS REGIONALES DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUE) : LALUMIERE (Catherine) (p. 1705) ; VOILQUIN (Albert) (p. 1706).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1707)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes (ensemble une annexe) et de son protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans la région des Caraïbes (ensemble une annexe), faits à Cartagena de Indias le 24 mars 1983)* – Adopté (p. 1707).

Adoption (26 juin 1985) (p. 1707).

17. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT),** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (2 avril 1985) [n° **2587**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Théo Vial-Massat (9 mai 1985) [n° **2676**] – Discussion (23 mai 1985) – Adoption (23 mai 1985) [n° **792**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 mai 1985) [n° **313** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Claude Mont (12 juin 1985) [n° **358** (84-85)] – Discussion (26 juin 1985) (p. 1702, 1704) – Adoption (26 juin 1985) [n° **151**].

PROMULGATION : Loi n° 85-671 du 4 juillet 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 6 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(26 juin 1985) (p. 1702, 1704).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1702, 1704) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; M. Claude Mont, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

ARIANE (fusée) : MONT (Claude) (p. 1703).

IMMUNITES : LALUMIERE (Catherine) (p. 1703) ; MONT (Claude) (p. 1703, 1704).

NAVIRES : MONT (Claude) (p. 1703).

ORGANISATION INTERNATIONALE DE TELECOMMUNICATIONS MARITIMES PAR SATELLITES (INMARSAT) : LALUMIERE (Catherine) (p. 1703) ; MONT (Claude) (p. 1703, 1704).

SATELLITES : LALUMIERE (Catherine) (p. 1703) ; MONT (Claude) (p. 1703).

SYSTEME DE TELECOMMUNICATIONS MARITIMES PAR SATELLITES (MARISAT) : MONT (Claude) (p. 1703).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1704)

Art. unique *(Autorisation d'approbation du protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) signé à Londres, le 1er décembre 1984)* – Adopté (p. 1704).

Adoption (26 juin 1985) (p. 1704).

18. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative au concours en personnel apporté par la République française à la République gabonaise (ensemble un protocole),** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (24 janvier 1985) [n° **2585**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. François Léotard (30 mai 1985) [n° **2727**] – Discussion (5 juin 1985) – Adoption (5 juin 1985) [n° **802**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 juin 1985) [n° **346** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Ménard (12 juin 1985) [n° **359** (84-85)] – Discussion (26 juin 1985) (p. 1707, 1708) – Adoption (26 juin 1985) [n° **154**].

PROMULGATION : Loi n° 85-673 du 4 juillet 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 6 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(26 juin 1985) (p. 1707, 1708).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1707, 1708) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; M. Jacques Ménard, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

COOPERANTS : LALUMIERE (Catherine) (p. 1707) ; MENARD (Jacques) (p. 1708).

COOPERATION : LALUMIERE (Catherine) (p. 1707, 1708) ; MENARD (Jacques) (p. 1708).

FONDS D'AIDE ET DE COOPERATION (FAC) : MENARD (Jacques) (p. 1708).

GABON : LALUMIERE (Catherine) (p. 1707, 1708) ; MENARD (Jacques) (p. 1708).

STAGES DE FORMATION : LALUMIERE (Catherine) (p. 1707) ; MENARD (Jacques) (p. 1708).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1708)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention relative au concours en personnel apporté par la République française à la République gabonaise (ensemble un protocole) faite à Libreville, le 1er avril 1984)* – Adopté (p. 1708).

Adoption (26 juin 1985) (p. 1708).

19. – **Projet de loi autorisant l'adhésion à un protocole sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (25 avril 1985) [n° **2656**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Raynal (23 mai 1985) [n° **2697**] – Discussion (13 juin 1985) – Adoption (13 juin 1985) [n° **809**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 juin 1985) [n° **371** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Matraja (17 octobre 1985) [n° **41** (85-86)] – Discussion (30 octobre 1985) (p. 2633, 2635) – Adoption (30 octobre 1985) [n° **12**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1172 du 12 novembre 1985 (*JO* Lois et décrets du 13 novembre 1985).

Discussion (première lecture)

(30 octobre 1985) (p. 2633, 2635).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2633, 2635) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; M. Pierre Matraja, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

NAVIRES : LALUMIERE (Catherine) (p. 2634) ; MATRAJA (Pierre) (p. 2634).

ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE (OMI) : LALUMIERE (Catherine) (p. 2633) ; MATRAJA (Pierre) (p. 2634, 2635).

POLLUTION (mer) : LALUMIERE (Catherine) (p. 2633, 2634) ; MATRAJA (Pierre) (p. 2634, 2635).

PRODUITS TOXIQUES : LALUMIERE (Catherine) (p. 2634) ; MATRAJA (Pierre) (p. 2634, 2635).

RADIOACTIVITE : LALUMIERE (Catherine) (p. 2634) ; MATRAJA (Pierre) (p. 2634, 2635).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2635)

Art. unique *(Autorisation d'adhésion au protocole sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures, fait à Londres le 2 novembre 1973)* – Adopté (p. 2635).

Adoption (30 octobre 1985) (p. 2635).

20. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole sur les privilèges de la Fondation européenne,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (25 avril 1985) [n° **2654**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Paul Dhaille (6 juin 1985) [n° **2752**] – Discussion (19 juin 1985) – Adoption (19 juin 1985) [n° **819**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 juin 1985) [n° **397** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Louis Jung (20 juin 1985) [n° **400** (84-85)] – Discussion (26 juin 1985) (p. 1700, 1701 – discussion générale commune avec celle du projet de loi suivant n° 399) – Adoption (26 juin 1985) [n° **148**].

PROMULGATION : Loi n° 85-670 du 4 juillet 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 6 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(26 juin 1985) (p. 1700, 1701).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1700, 1701 – Commune avec la discussion du projet de loi suivant n° 399) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; Louis Jung, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION : LALUMIERE (Catherine) (p. 1700).

COMMUNAUTES EUROPEENNES : LALUMIERE (Catherine) (p. 1700) ; JUNG (Louis) (p. 1701).

CONTROLE DES CHANGES : LALUMIERE (Catherine) (p. 1700).

GRANDE-BRETAGNE : LALUMIERE (Catherine) (p. 1700) ; JUNG (Louis) (p. 1701).

IMMIGRATION : LALUMIERE (Catherine) (p. 1700).

IMMUNITES : LALUMIERE (Catherine) (p. 1700) ; JUNG (Louis) (p. 1701).

IMPOTS ET TAXES : LALUMIERE (Catherine) (p. 1700).

ORGANISATIONS INTERNATIONALES : LALUMIERE (Catherine) (p. 1700) ; JUNG (Louis) (p. 1701).

POLITIQUE CULTURELLE : LALUMIERE (Catherine) (p. 1700) ; JUNG (Louis) (p. 1701).

PRESTATIONS SOCIALES : LALUMIERE (Catherine) (p. 1700).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1701)

Art. unique *(Autorisation d'approbation du protocole sur les privilèges de la Fondation européenne, fait à Bruxelles le 24 juillet 1984)* – Adopté (p. 1701).

Adoption (26 juin 1985) (p. 1701).

21. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole sur les immunités de la Fondation européenne, ouvert à la signature des Etats signataires de l'accord fait à Bruxelles le 29 mai 1982 instituant cette Fondation,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (25 avril 1985) [n° **2655**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Paul Dhaille (6 juin 1985) [n° **2753**] – Discussion (19 juin 1985) – Adoption (19 juin 1985) [n° **820**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 juin 1985) [n° **399** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Louis Jung (20 juin 1985) [n° **401** (84-85)] – Discussion (26 juin 1985) (p. 1700, 1701 – discussion générale commune avec celle du projet de loi précédent n° 397) – Adoption (26 juin 1985) [n° **149**].

PROMULGATION : Loi n° 85-674 du 4 juillet 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 6 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(26 juin 1985) (p. 1700, 1701).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1700, 1701 – commune avec la discussion du projet de loi précédent n° 397)

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1701)

Art. unique *(Autorisation d'approbation du protocole sur les immunités de la Fondation européenne, ouvert à la signature des Etats signataires de l'accord fait à Bruxelles le 29 mars 1982, instituant cette fondation, fait à Bruxelles le 24 juillet 1984)* – Adopté (p. 1701).

Adoption (26 juin 1985) (p. 1701).

22. – **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, et par M. Robert Badinter, ministre de la justice (30 mai 1985) [n° **2731**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Lydie Dupuy (13 juin 1985) [n° **2768**] – Discussion (21 juin 1985) – Adoption (21 juin 1985) [n° **830**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 juin 1985) [n° **412** (84-85) – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (2 octobre 1985) [n° **9** (85-86)] – Discussion (30 octobre 1985) (p. 2637, 2642) – Adoption (30 octobre 1985) [n° **14**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1173 du 12 novembre 1985 (*JO* Lois et décrets du 13 novembre 1985).

Discussion (première lecture)

(30 octobre 1985) (p. 2637, 2642).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2637, 2642) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; MM. Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Félix Ciccolini, Charles Lederman, Jean Chérioux, Jacques Habert.*

AFGHANISTAN : HABERT (Jacques) (p. 2642) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 2642).

AFRIQUE DU SUD : LEDERMAN (Charles) (p. 2640).

AMNESTY INTERNATIONAL : CICCOLINI (Félix) (p. 2639).

CHILI : LEDERMAN (Charles) (p. 2640).

COMITE CONTRE LA TORTURE : LALUMIERE (Catherine) (p. 2637) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 2638, 2639) ; HABERT (Jacques) (p. 2642).

DROITS CIVILS ET POLITIQUES : LALUMIERE (Catherine) (p. 2637, 2638) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 2638).

DROITS DE L'HOMME : LALUMIERE (Catherine) (p. 2637, 2638) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 2638) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2640, 2641, 2642) ; HABERT (Jacques) (p. 2641).

EXTRADITION : BAYLE (Jean-Pierre) (p. 2639).

IRAN : LEDERMAN (Charles) (p. 2640).

LIBERTES : LALUMIERE (Catherine) (p. 2638) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2640).

NICARAGUA : HABERT (Jacques) (p. 2642).

ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU) : LALUMIERE (Catherine) (p. 2637) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 2638) ; CICCOLINI (Félix) (p. 2639) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2640).

TORTURE : LALUMIERE (Catherine) (p. 2637, 2638, 2642) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 2638, 2639) ; CICCOLINI (Félix) (p. 2639) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2640, 2641) ; CHERIOUX (Jean) (p. 2641) ; HABERT (Jacques) (p. 2641, 2642).

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES (URSS) : CHERIOUX (Jean) (p. 2641) ; HABERT (Jacques) (p. 2641, 2642).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2642)

Art. unique *(Autorisation de ratification de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée à New York le 10 décembre 1984)* – Adopté (p. 2642).

Adoption (30 octobre 1985) (p. 2642).

23. – **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des**

libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, et par M. Robert Badinter, ministre de la justice (30 mai 1985) [n° **2732**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Claude Estier (13 juin 1985) [n° **2769**] – Avis de M. Alain Richard (20 juin 1985) [n° **2818**] – Discussion (21 juin 1985) – Adoption (21 juin 1985) [n° **829**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 juin 1985) [n° **413** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Bosson (17 octobre 1985) [n° **44** (85-86)] – Discussion (30 octobre 1985) (p. 2643, 2656) – Rejet (30 octobre 1985) [n° **15**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 novembre 1985) [n° **3027**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Claude Estier (20 novembre 1985) [n° **3091**] – Discussion (21 novembre 1985) – Adoption (21 novembre 1985) [n° **908**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (22 novembre 1985) [n° **103** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Bosson (27 novembre 1985) [n° **115** (85-86)] – Discussion (11 décembre 1985) (p. 3747, 3751) – Rejet (11 décembre 1985) [n° **47**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (11 décembre 1985) [n° **3175**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Claude Estier (12 décembre 1985) [n° **3184**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Charles Bosson (12 décembre 1985) [n° **192** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (11 décembre 1985) [n° **3175**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Claude Estier (17 décembre 1985) [n° **3209**] – Discussion (17 décembre 1985) – Adoption (17 décembre 1985) [n° **963**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (17 décembre 1985) [n° **231 (85-86)**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Bosson (18 décembre 1985) [n° **232** (85-86)] – Discussion (18 décembre 1985) (p. 4165, 4166) – Rejet (18 décembre 1985) [n° **77**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (19 décembre 1985) [n° **3235**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Claude Estier (19 décembre 1985) [n° **3236**] – Discussion (20 décembre 1985) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **987**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1485 du 31 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 1er janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(30 octobre 1985) (p. 2643, 2656).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2643, 2654) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; MM. Charles Bosson, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman, Alfred Gérin, Jean Chérioux, Etienne Dailly.*

CODE PENAL : BOSSON (Charles) (p. 2646, 2647) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 2649) ; GERIN (Alfred) (p. 2651) ; CHERIOUX (Jean) (p. 2652) ; DAILLY (Etienne) (p. 2653).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions) : LALUMIERE (Catherine) (p. 2643, 2654) ; BOSSON (Charles) (p. 2647).

CONSTITUTION (art. 16) : LALUMIERE (Catherine) (p. 2643, 2653) ; BOSSON (Charles) (p. 2646, 2647) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 2649) ; GERIN (Alfred) (p. 2651).

CONVENTION EUROPEENNE DE SAUVEGARDE DES DROITS DE L'HOMME : LALUMIERE (Catherine) (p. 2643, 2644) ; BOSSON (Charles) (p. 2644, 2645) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 2648) ; GERIN (Alfred) (p. 2651).

COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME : BOSSON (Charles) (p. 2645).

CRIMES ET DELITS : BOSSON (Charles) (p. 2647) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 2649) ; CHERIOUX (Jean) (p. 2652).

DELINQUANCE : BOSSON (Charles) (p. 2647) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 2647, 2649) ; CHERIOUX (Jean) (p. 2652).

DROITS DE L'HOMME : LALUMIERE (Catherine) (p. 2643, 2644) ; BOSSON (Charles) (p. 2647) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 2648).

PEINE DE MORT : LALUMIERE (Catherine) (p. 2643, 2644, 2653, 2654) ; BOSSON (Charles) (p. 2644, 2645, 2647) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 2649) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2650, 2651) ; GERIN (Alfred) (p. 2651) ; CHERIOUX (Jean) (p. 2652) ; DAILLY (Etienne) (p. 2652).

PEINE DE SUBSTITUTION : BOSSON (Charles) (p. 2646, 2647, 2650) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 2650) ; CHERIOUX (Jean) (p. 2652) ; DAILLY (Etienne) (p. 2653)
PEINES : BOSSON (Charles) (p. 2647, 2650) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 2649, 2650) ; GERIN (Alfred) (p. 2651).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable de M. Charles Bosson, rapporteur (p. 2654) – MM. Charles Bosson, rapporteur ; Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Badinter, ministre de la justice.

Adoption de la motion (p. 2656 ; scrutin public n° 5 ; liste des votants p. 2668, 2669).

Rejet du projet de loi (30 octobre 1985) (p. 2656).

Discussion (deuxième lecture)

(11 décembre 1985) (p. 3747, 3751).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3747, 3750) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; MM. Charles Bosson, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Michel Dreyfus-Schmidt, Etienne Dailly, Jean Mercier, Louis Jung.*

CODE PENAL : LALUMIERE (Catherine) (p. 3748) ; BOSSON (Charles) (p. 3748) ; DAILLY (Etienne) (p. 3750).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (décisions) : LALUMIERE (Catherine) (p. 3747) ; BOSSON (Charles) (p. 3748).

CONSTITUTION (art. 16) : LALUMIERE (Catherine) (p. 3747) ; BOSSON (Charles) (p. 3748) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 3749).

CONVENTION EUROPEENNE DE SAUVEGARDE DES DROITS DE L'HOMME : LALUMIERE (Catherine) (p. 3747, 3748) ; BOSSON (Charles) (p. 3748) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 3749).

CRIMES ET DELITS : DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 3749) ; DAILLY (Etienne) (p. 3750).

DROITS DE L'HOMME : LALUMIERE (Catherine) (p. 3747).

PEINE DE MORT : LALUMIERE (Catherine) (p. 3747, 3748) ; BOSSON (Charles) (p. 3748) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 3749) ; DAILLY (Etienne) (p. 3750) ; MERCIER (Jean) (p. 3750) ; JUNG (Louis) (p. 3750).

PEINE DE SUBSTITUTION : LALUMIERE (Catherine) (p. 3748) ; BOSSON (Charles) (p. 3749) ; DREYFUS-SCHMIDT (Michel) (p. 3749) ; DAILLY (Etienne) (p. 3750).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable, de M. Charles Bosson, rapporteur (p. 3750) – MM. Charles Bosson, rapporteur ; Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat.

Adoption de la motion (p. 3751 ; scrutin public n° 26 ; liste des votants p. 3797, 3798).

Rejet du projet de loi (11 décembre 1985) (p. 3751).

Discussion (nouvelle lecture)

(18 décembre 1985) (p. 4165, 4166).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4165, 4166) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; MM. Charles Bosson, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Charles Lederman.*

CONVENTION EUROPEENNE DE SAUVEGARDE DES DROITS DE L'HOMME : LALUMIERE (Catherine) (p. 4165) ; BOSSON (Charles) (p. 4165) ; Lederman (Charles) (p. 4165, 4166).

DROITS DE L'HOMME : LALUMIERE (Catherine) (p. 4165) ; BOSSON (Charles) (p. 4165, 4166) ; LEDERMAN (Charles) (p. 4165, 4166).

PEINE DE MORT : LALUMIERE (Catherine) (p. 4165) ; BOSSON (Charles) (p. 4165) ; LEDERMAN (Charles) (p. 4166).

PEINE DE SUBSTITUTION : LALUMIERE (Catherine) (p. 4165) ; LEDERMAN (Charles) (p. 4165).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable, de M. Charles Bosson, rapporteur (p. 4166) – MM. Charles Bosson, rapporteur ; Jean-Pierre Bayle, Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat.

Adoption de la motion (p. 4166 ; scrutin public n° 38 ; liste des votants p. 4379, 4380).

Rejet du projet de loi (18 décembre 1985) (p. 4166).

24. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion de la République hellénique à la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (17 juillet 1985) [n° **457** (84-85) – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Paul Robert (17 octobre 1985) [n° **42** (85-86)] – Discussion (6 novembre 1985) (p. 2749, 2750) – Adoption (6 novembre 1985) [n° **21**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 novembre 1985) [n° **3047**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Christian Defarge (5 décembre 1985) [n° **3153**] – Discussion (19 décembre 1985) – Adoption (19 décembre 1985) [n° **975**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1472 du 31 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 1er janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(6 novembre 1985) (p. 2749, 2750).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2749, 2750) : *MM. Christian Nucci, ministre chargé de la coopération et du développement ; Paul Robert, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

CONFLITS DE LOIS : NUCCI (Christian) (p. 2749) ; ROBERT (Paul) (p. 2749, 2750).

CONTRATS : NUCCI (Christian) (p. 2749) ; ROBERT (Paul) (p. 2749, 2750).

CONVENTION DE ROME (obligations contractuelles) : NUCCI (Christian) (p. 2749, 2750) ; ROBERT (Paul) (p. 2749, 2750).

GRECE : NUCCI (Christian) (p. 2749) ; ROBERT (Paul) (p. 2749, 2750).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2750)

Art. unique *(Autorisation de ratification de la convention relative à l'adhésion de la République hellénique à la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, signée à Luxembourg le 10 avril 1984)* – Adopté (p. 2750).

Adoption (6 novembre 1985) (p. 2750).

25. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sur la coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Népal,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 août 1985 – 2 octobre 1985) [n° **480** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Merli (17 octobre 1985) [n° **43** (85-86)] – Discussion (30 octobre 1985) (p. 2635, 2637) – Adoption (30 octobre 1985) [n° **13**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (4 novembre 1985) [n° **3028**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Théo Vial-Massat (5 décembre 1985) [n° **3155**] – Discussion (19 décembre 1985) – Adoption (19 décembre 1985) [n° **973**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1474 du 31 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 1 janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(30 octobre 1985) (p. 2635, 2637).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2635, 2637) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; M. Pierre Merli, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

BANQUES : MERLI (Pierre) (p. 2636).

COOPERANTS : LALUMIERE (Catherine) (p. 2635) ; MERLI (Pierre) (p. 2636).

COOPERATION CULTURELLE : LALUMIERE (Catherine (p. 2635) ; MERLI (Pierre) (p. 2635, 2636).

FRANCAIS (langue) : LALUMIERE (Catherine) (p. 2635) ; MERLI (Pierre) (p. 2636).

INVESTISSEMENTS (à l'étranger) : MERLI (Pierre) (p. 2636).

NEPAL : LALUMIERE (Catherine) (p. 2635) ; MERLI (Pierre) (p. 2635, 2636).

PAYS LES MOINS AVANCES (PMA) : MERLI (Pierre) (p. 2636).

TELEPHONE : MERLI (Pierre) (p. 2636).

TOURISME : MERLI (Pierre) (p. 2636).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2637)

Art. unique *(Autorisation de l'approbation de l'accord sur la coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Népal, signé à Katmandou le 2 mai 1983)* – Adopté (p. 2637).

Adoption (30 octobre 1985)(p. 2637).

26. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République**

française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale, signée le 6 avril 1966, ensemble un protocole, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (2 octobre 1985) [n° **3** (85-86)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (30 octobre 1985) [n° **57** (85-86)] – Discussion (6 novembre 1985) (p. 2748, 2749) – Adoption (6 novembre 1985) [n° **20**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 novembre 1985) [n° **3043**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Bérégovoy (5 décembre 1985) [n° **3156**] – Discussion (19 décembre 1985) – Adoption (19 décembre 1985) [n° **974**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1482 du 31 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 1er janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(6 novembre 1985) (p. 2748, 2749).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2748, 2749) : *MM. Christian Nucci, ministre chargé de la coopération et du développement ; Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances.*

AUDIOVISUEL : NUCCI (Christian) (p. 2748) ; MOINET (Josy) (p. 2748).

COTE-D'IVOIRE : NUCCI (Christian) (p. 2748, 2749) ; MOINET (Josy) (p. 2748).

DOUBLES IMPOSITIONS : NUCCI (Christian) (p. 2748) ; MOINET (Josy) (p. 2748).

DROITS D'AUTEUR : NUCCI (Christian) (p. 2748, 2749) ; MOINET (Josy) (p. 2748).

REDEVANCES (imposition des) : NUCCI (Christian) (p. 2748, 2749) ; MOINET (Josy) (p. 2748).

SENEGAL : MOINET (Josy) (p. 2748) ; NUCCI (Christian) (p. 2749).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2749)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'avenant à la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale signée le 6 avril 1966, ensemble un protocole, fait à Abidjan le 25 février 1985)* – Adopté (p. 2749).

Adoption (6 novembre 1985) (p. 2749).

27. – **Projet de loi autorisant la ratification de la troisième Convention ACP-CEE (et documents connexes), signée à Lomé le 8 décembre 1984 ; l'approbation de l'accord interne de 1985 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, fait à Bruxelles le 19 février 1985 ; l'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la troisième Convention ACP-CEE,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (11 juillet 1985) [n° **2914**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Guy Vadepied (3 octobre 1985) [n° **2981**] – Avis de M. Jean-Jacques Benetière (2 octobre 1985) [n° **2966**] – Discussion (8 octobre 1985) – Adoption (8 octobre 1985) [n° **886**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 octobre 1985) [n° **21** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Claude Mont (6 novembre 1985 [n° **71** (85-86)] – Discussion (13 novembre 1985) (p. 3026, 3031) – Adoption (13 novembre 1985) [n° **30**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1224 du 22 novembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 23 novembre 1985).

Discussion (première lecture)

(13 novembre 1985) (p. 3026, 3031).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3026, 3031) : *MM. Christian Nucci, ministre chargé de la coopération ; Claude Mont, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean Garcia, Pierre Matraja.*

AFRIQUE : NUCCI (Christian) (p. 3026) ; MONT (Claude) (p. 3027, 3028, 3029).

AFRIQUE DU SUD : NUCCI (Christian) (p. 3026).

AIDE ALIMENTAIRE : NUCCI (Christian) (p. 3027) ; GARCIA (Jean) (p. 3030).

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT (BEI) : MONT (Claude) (p. 3028).

CARAIBES : NUCCI (Christian) (p. 3027) ; MONT (Claude) (p. 3028) ; GARCIA (Jean) (p. 3029).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : NUCCI (Christian) (p. 3026, 3027) ; MONT (Claude) (p. 3027) ; GARCIA (Jean) (p. 3029, 3030).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) (élargissement de la) : NUCCI (Christian) (p. 3026).

CONFERENCE DES NATIONS UNIES POUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT (CNUCED) : MONT (Claude) (p. 3028) ; GARCIA (Jean) (p. 3030).

CONVENTION DE LOME : NUCCI (Christian) (p. 3026, 3027, 3030, 3031) ; MONT (Claude) (p. 3027 à 3029) ; GARCIA (Jean) (p. 3029, 3030) ; MATRAJA (Pierre) (p. 3030).

COOPERATION CULTURELLE : NUCCI (Christian) (p. 3027) ; MATRAJA (Pierre) (p. 3030).

COOPERATION ECONOMIQUE : NUCCI (Christian) (p. 3027) ; MONT (Claude) (p. 3029) ; GARCIA (Jean) (p. 3029, 3030).

DEMOGRAPHIE : MONT (Claude) (p. 3028).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : NUCCI (Christian) (p. 3027, 3031).

DIALOGUE NORD-SUD : NUCCI (Christian) (p. 3026) ; MONT (Claude) (p. 3028, 3029) ; GARCIA (Jean) (p. 3029, 3030) ; MATRAJA (Pierre) (p. 3030).

DROITS DE L'HOMME : NUCCI (Christian) (p. 3027) ; MONT (Claude) (p. 3028, 3029).

FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT (FED) : MONT (Claude) (p. 3028).

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI) : GARCIA (Jean) (p. 3030).

MATIERES PREMIERES : GARCIA (Jean) (p. 3029, 3030) ; MATRAJA (Pierre) (p. 3030).

PACIFIQUE : MONT (Claude) (p. 3028) ; GARCIA (Jean) (p. 3029).

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT : NUCCI (Christian) (p. 3026, 3027) ; MONT (Claude) (p. 3027, 3028, 3029) ; GARCIA (Jean) (p. 3029, 3030) ; MATRAJA (Pierre) (p. 3030).

PECHE MARITIME : MONT (Claude) (p. 3029) ; MATRAJA (Pierre) (p. 3030) ; NUCCI (Christian) (p. 3031).

REUNION : NUCCI (Christian) (p. 3027).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3031)

Art. 1er *(Autorisation de ratification de la troisième convention entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, signée à Lomé le 8 décembre 1984)* – Adopté (p. 3031).

Art. 2 *(Autorisation d'approbation de l'accord interne de 1985 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté européenne, fait à Bruxelles le 19 février 1985)* – Adopté (p. 3031).

Art. 3 *(Autorisation d'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la troisième convention ACP-CEE, fait à Bruxelles le 19 février 1985)* – Adopté (p. 3031).

Adoption (13 novembre 1985) (p. 3031).

28. – **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes, et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal,** PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (7 novembre 1985) [n° **3046**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. André Bellon (20 novembre 1985) [n° **3090**] – URGENCE – Discussion (21 novembre 1985) – Adoption (21 novembre 1985) [n° **907**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 novembre 1985) [n° **102** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Genton (4 décembre 1985) [n° **143** (85-86)] – Discussion (11 décembre 1985) (p. 3751, 3788) – Adoption (11 décembre 1985) [n° **48**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1334 du 18 décembre 1985 (J.O. Lois et décrets du 19 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(11 décembre 1985) (p. 3751, 3788).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3751, 3758 ; 3763, 3787) : *MM. Roland Dumas, ministre des relations extérieures ; Jacques Genton, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères ; Gérard Delfau, Louis Jung, Jean Garcia, Jacques Habert, Jean François-Poncet, Christian de La Malène, Robert Pontillon, Pierre Lacour, Louis Minetti, Jean Roger, Jean-François Le Grand, Pierre Croze, Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes.*

AGRICULTURE : DUMAS (Roland) (p. 3752) ; GENTON (Jacques) (p. 3756, 3757) ; DELFAU (Gérard) (p. 3766, 3767) ; JUNG (Louis) (p. 3767, 3768) ; GARCIA (Jean) (p. 3768) ; LA MALENE (Christian de) (p. 3774) ; ROGER (Jean) (p. 3778, 3779) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3780, 3781).

AGRICULTURE MEDITERRANEENNE : DUMAS (Roland) (p. 3752) ; GENTON (Jacques) (p. 3757) ; LECANUET (Jean) (p. 3763) ; DELFAU (Gérard) (p. 3765) ; JUNG (Louis) (p. 3767) ; FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 3771, 3772) ; LA MALENE (Christian de) (p. 3775) ; ROGER (Jean) (p. 3778, 3779, 3780).

ALLIANCE ATLANTIQUE : LECANUET (Jean) (p. 3764) ; PONTILLON (Robert) (p. 3776).

AMERIQUE LATINE : DUMAS (Roland) (p. 3752) ; LECANUET (Jean) (p. 3764) ; HABERT (Jacques) (p. 3770) ; PONTILLON (Robert) (p. 3776) ; MINETTI (Louis) (p. 3777) ; ROGER (Jean) (p. 3780).

ARMEMENT NUCLEAIRE : GARCIA (Jean) (p. 3769).

CEREALES : DUMAS (Roland) (p. 3753) ; FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 3773).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) (élargissement de la) : DUMAS (Roland) (p. 3752, 3753) ; GENTON (Jacques) (p. 3754 à 3758) ; LECANUET (Jean) (p. 3763 à 3765) ; DELFAU (Gérard) (p. 3765 à 3767) ; JUNG (Louis) (p. 3767, 3768) ; GARCIA (Jean) (p. 3768 à 3770) ; HABERT (Jacques) (p. 3770, 3771) ; FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 3771 à 3773, 3783) ; LA MALENE (Christian de) (p. 3773 à 3775) ; PONTILLON (Robert) (p. 3775, 3776, 3786) ; LACOUR (Pierre) (p. 3777) ; MINETTI (Louis) (p. 3777, 3778) ; ROGER (Jean) (p. 3778 à 3780) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3780, 3781) ; CROZE (Pierre) (p. 3781) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 3781 à 3787).

DELEGATION PARLEMENTAIRE POUR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES : GENTON (Jacques) (p. 3754).

DESARMEMENT : GARCIA (Jean) (p. 3769) ; MINETTI (Louis) (p. 3778).

DISTILLATION : DUMAS (Roland) (p. 3753).

DROITS DE DOUANE : DUMAS (Roland) (p. 3753) ; DELFAU (Gérard (p. 3766) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 3782).

ESPAGNE : DUMAS (Roland) (p. 3753) ; GENTON (Jacques) (p. 3754, 3755, 3756, 3757) ; LECANUET (Jean) (p. 3763, 3764) ; DELFAU (Gérard) (p. 3765, 3766) ; JUNG (Louis) (p. 3767) ; GARCIA (Jean) (p. 3768) ; HABERT (Jacques) (p. 3770) ; FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 3771, 3772) ; PONTILLON (Robert) (p. 3776) ; MINETTI (Louis) (p. 3777) ; ROGER (Jean) (p. 3778, 3779, 3780) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 3782).

EUREKA (European research coordination agency) : GARCIA (Jean) (p. 3770) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 3786) ; LA MALENE (Christian de) (p. 3786).

EUROPE : DUMAS (Roland) (p. 3752) ; GENTON (Jacques) (p. 3757) ; LECANUET (Jean) (p. 3764) ; LACOUR (Pierre) (p. 3777) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 3785).

FORCE D'ACTION RAPIDE (FAR) : GARCIA (Jean) (p. 3769).

FRANCAIS de l'ETRANGER : HABERT (Jacques) (p. 3771).

FRUITS ET LEGUMES : GENTON (Jacques) (p. 3757) ; ROGER (Jean) (p. 3779) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 3782, 3783).

GAZ D'ECHAPPEMENT : LA MALENE (Christian de) (p. 3773).

GENERAL AGREEMENT ON TARIFFS AND TRADE (GATT) : LE GRAND (Jean-François) (p. 3781) ; FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 3783) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 3783).

GRANDE-BRETAGNE : DUMAS (Roland) (p. 3752) ; GENTON (Jacques) (p. 3758) ; LECANUET (Jean) (p. 3763) ; FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 3772) ; LA MALENE (Christian de) (p. 3773, 3774) ; MINETTI (Louis) (p. 3777) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3781) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 3782, 3784).

GRECE : ROGER (Jean) (p. 3779) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 3782, 3783).

GUERRE DES ETOILES (utilisation militaire de l'espace) : GARCIA (Jean) (p. 3769).

HUILES : FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 3772) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 3783).

IMPORTATIONS : DUMAS (Roland) (p. 3753) ; ROGER (Jean) (p. 3780).

INDUSTRIE : DUMAS (Roland) (p. 3753) ; GENTON (Jacques) (p. 3757) ; DELFAU (Gérard) (p. 3766) ; GARCIA (Jean) (p. 3768) ; PONTILLON (Robert) (p. 3776).

INVESTISSEMENTS (à l'étranger) : PONTILLON (Robert) (p. 3776).

ISRAEL : DUMAS (Roland) (p. 3752).

ITALIE : MINETTI (Louis) (p. 3777).

MAROC : JUNG (Louis) (p. 3768) ; PONTILLON (Robert) (p. 3776) ; CROZE (Pierre) (p. 3781).

NATIONALITE COMMUNAUTAIRE : GENTON (Jacques) (p. 3758).

PARLEMENT EUROPEEN : DUMAS (Roland) (p. 3752).

PECHE MARITIME : DUMAS (Roland) (p. 3752, 3753) ; GENTON (Jacques) (p. 3756) ; LECANUET (Jean) (p. 3763) ; JUNG (Louis) (p. 3767) ; LA MALENE (Christian de) (p. 3775).

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC) : DUMAS (Roland) (p. 3753) ; GENTON (Jacques) (p. 3757) ; LECANUET (Jean) (p. 3763) ; FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 3771, 3772, 3773) ; ROGER (Jean) (p. 3778, 3779) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3780, 3781) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 3782, 3783, 3784, 3786).

POLLUTION (air) : LA MALENE (Christian de) (p. 3773).

PORTUGAL : DUMAS (Roland) (p. 3753) ; GENTON (Jacques) (p. 3754, 3755, 3756, 3757) ; LECANUET (Jean) (p. 3763, 3764) ; DELFAU (Gérard) (p. 3765, 3766) ; JUNG (Louis) (p. 3767) ; GARCIA (Jean) (p. 3768) ; HABERT (Jacques) (p. 3770) ; FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 3771) ; MINETTI (Louis) (p. 3777) ; ROGER (Jean) (p. 3778, 3779) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 3782).

PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES : DUMAS (Roland) (p. 3753) ; GENTON (Jacques) (p. 3757) ; DELFAU (Gérard) (p. 3766, 3767) ; FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 3771, 3772, 3773) ; ROGER (Jean) (p. 3778, 3779).

PROGRAMMES INTEGRES MEDITERRANEENS (PIM) : DUMAS (Roland) (p. 3752) ; DELFAU (Gérard) (p. 3767) ; FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 3771, 3772) ; LA MALENE (Christian de) (p. 3775) ; ROGER (Jean) (p. 3779) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 3785, 3786, 3787).

PROTECTION SOCIALE : GENTON (Jacques) (p. 3755) ; DELFAU (Gérard) (p. 3766) ; GARCIA (Jean) (p. 3768) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3780) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 3785).

RECHERCHE : LA MALENE (Christian de) (p. 3774).

REVENU AGRICOLE : LA MALENE (Christian de) (p. 3774).

SALAIRES : LECANUET (Jean) (p. 3764) ; DELFAU (Gérard) (p. 3766) ; GARCIA (Jean) (p. 3768) ; ROGER (Jean) (p. 3778) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3780).

SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN (SME) : DUMAS (Roland) (p. 3752) ; GENTON (Jacques) (p. 3758).

TARN-ET-GARONNE : ROGER (Jean) (p. 3778, 3779, 3780).

TELEVISIONS PRIVEES (cinquième chaîne) : MINETTI (Louis) (p. 3778).

TIERS MONDE : GENTON (Jacques) (p. 3757) ; DELFAU (Gérard) (p. 3765) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 3784, 3786).

TRAITE DE ROME : DUMAS (Roland) (p. 3752) ; GENTON (Jacques) (p. 3754) ; JUNG (Louis) (p. 3767) ; FRANCOIS-PONCET (Jean) (p. 3772) ; LACOUR (Pierre) (p. 3777).

TRANSPORTS : LA MALENE (Christian de) (p. 3774).

TRAVAILLEURS ETRANGERS : DUMAS (Roland) (p. 3753).

VIANDES : DUMAS (Roland) (p. 3753) ; ROGER (Jean) (p. 3779).

VINS : DUMAS (Roland) (p. 3753) ; GENTON (Jacques) (p. 3757) ; LECANUET (Jean) (p. 3763) ; DELFAU (Gérard) (p. 3766) ; GARCIA (Jean) (p. 3769) ; LA MALENE (Christian de) (p. 3775) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 3783, 3786).

ZONE ECONOMIQUE MARITIME : DUMAS (Roland) (p. 3753) ; GENTON (Jacques) (p. 3757).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable, de M. Louis Minetti (p. 3758) – *MM. Louis Minetti, Robert Pontillon, Roland Dumas, ministre.*

Rejet de la motion (p. 3763 ; scrutin public n° 27 ; liste des votants p. 3798).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3787)

Art. unique *(Autorisation de ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le grand duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes, et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal, signé à Lisbonne et à Madrid le 12 juin 1985) (p. 3788).*

Explication de vote : MM. Pierre Matraja (p. 3787), Daniel Hoeffel (p. 3788), Jacques Moutet (p. 3788).

Scrutin public (p. 3788 ; n° 28 ; liste des votants p. 3798, 3799).

Adoption (11 décembre 1985) (p. 3788).

29. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers, signé à Paris le 11 avril 1983, complété par l'échange de lettres des 25 avril et 8 juin 1984 et modifié par l'échange de lettres des 2 et 5 septembre 1985,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (31 octobre 1985) [n° **3024**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Lydie Dupuy (20 novembre 1985) [n° **3087**] – URGENCE – Discussion (21 novembre 1985) – Adoption (21 novembre 1985) [n° **909**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 novembre 1985) [n° **104** (85-86)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Josy Moinet (28 novembre 1985) [n° **117** (85-86)] – Discussion (11 décembre 1985) (p. 3744, 3747) – Adoption (11 décembre 1985) [n° **46**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1338 du 18 décembre 1985 (J.O. Lois et décrets du 19 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(11 décembre 1985) (p. 3744, 3747).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3744, 3747) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; MM. Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances ; Louis Souvet.*

FRANCHE-COMTE : SOUVET (Louis) (p. 3745, 3746).

IMPOT SUR LE REVENU : LALUMIERE (Catherine) (p. 3744, 3747) ; MOINET (Josy) (p. 3744, 3745, 3746) ; SOUVET (Louis) (p. 3745, 3746, 3747).

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES (IGF) : MOINET (Josy) (p. 3745).

INVESTISSEMENTS : MOINET (Josy) (p. 3744, 3745).

SECURITE SOCIALE : SOUVET (Louis) (p. 3746) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 3747).

SUISSE : LALUMIERE (Catherine) (p. 3744, 3746, 3747) ; MOINET (Josy) (p. 3745, 3746) ; SOUVET (Louis) (p. 3746).

TRAVAILLEURS FRONTALIERS : LALUMIERE (Catherine) (p. 3744, 3746, 3747) ; MOINET (Josy) (p. 3744, 3745, 3746) ; SOUVET (Louis) (p. 3745, 3746, 3747).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3747)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers, signé à Paris le 11 avril 1983, complété par l'échange de lettres des 25 avril et 8 juin 1984 et modifié par l'échange de lettres des 2 et 5 septembre 1985)* – Adopté (p. 3747).

Adoption (11 décembre 1985) (p. 3747).

30. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil des Communautés européennes du 7 mai 1985 relative au système des ressources propres des Communautés,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (7 novembre 1985) [n° **3045**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Michel Bérégovoy (20 novembre 1985) [n° **3088**] – Avis de M. Alain Rodet (19 novembre 1985) [n° **3083**] – URGENCE – Discussion (21 novembre 1985) – Adoption (21 novembre 1985) [n° **905**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 novembre 1985) [n° **105** (85-86)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Josy Moinet (5 décembre 1985) [n° **159** (85-86)] – Avis de M. Jacques Genton (5 décembre 1985) [n° **155** (85-86)] – Discussion (11 décembre 1985) (p. 3788, 3795) – (Discussion générale commune pour le présent projet de loi n° 105 et pour le projet de loi n° 106) – Adoption (11 décembre 1985) [n° **49**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1335 du 18 décembre 1985 (J.O. Lois et décrets du 19 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(11 décembre 1985) (p. 3788, 3795).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3789, 3794) (Discussion générale commune pour le présent projet de loi n° 105 et pour le projet de loi n° 106) *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; MM. Josy Moinet, rapporteur de la commission des finances ; Jacques Genton, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Jean-François Le Grand, Jean Garcia.*

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : LALUMIERE (Catherine) (p. 3789, 3793) ; MOINET (Josy) (p. 3790, 3791) ; GENTON (Jacques) (p. 3791) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3792, 3793, 3794).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) (élargissement de la) : MOINET (Josy) (p. 3790) ; GENTON (Jacques) (p. 3791) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3792) ; GARCIA (Jean) (p. 3793).

COMMUNAUTES EUROPEENNES : LALUMIERE (Catherine) (p. 3789, 3793, 3794) ; MOINET (Josy) (p. 3789 à 3791) ; GENTON (Jacques) (p. 3791) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3791 à 3793) ; GARCIA (Jean) (p. 3793).

CONTRIBUTIONS INTERNATIONALES : LALUMIERE (Catherine) (p. 3789, 3794) ; MOINET (Josy) (p. 3790) ; GENTON (Jacques) (p. 3791) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3792) ; GARCIA (Jean) (p. 3793).

DELEGATION PARLEMENTAIRE POUR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES : GENTON (Jacques) (p. 3791) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3791, 3792).

DROITS DE DOUANE : LE GRAND (Jean-François) (p. 3792) ; LALUMIERE (Catherine) (p. 3794).

EMPLOI : GARCIA (Jean) (p. 3793).

EUREKA (European research coordination agency) : LALUMIERE (Catherine) (p. 3789).

FINANCES PUBLIQUES : MOINET (Josy) (p. 3790) ; GARCIA (Jean) (p. 3793).

GRANDE-BRETAGNE : LALUMIERE (Catherine) (p. 3789, 3794) ; MOINET (Josy) (p. 3790, 3791) ; GENTON (Jacques) (p. 3791) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3792) ; GARCIA (Jean) (p. 3793).

PARLEMENT EUROPEEN : LALUMIERE (Catherine) (p. 3794).

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC) : LALUMIERE (Catherine) (p. 3789) ; MOINET (Josy) (p. 3789) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3792, 3793) ; GARCIA (Jean) (p. 3793).

PROGRAMMES INTEGRES MEDITERRANEENS (PIM) : LE GRAND (Jean-François) (p. 3792, 3793).

RECHERCHE : LALUMIERE (Catherine) (p. 3789).

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE (RFA) : LE GRAND (Jean-François) (p. 3792).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) : LALUMIERE (Catherine) (p. 3789, 3793, 3794) ; MOINET (Josy) (p. 3790) ; GENTON (Jacques) (p. 3791) ; LE GRAND (Jean-François) (p. 3791, 3792) ; GARCIA (Jean) (p. 3793.

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3794)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la décision du Conseil des Communautés européennes du 7 mai 1985 relative au système des ressources propres des Communautés)* (p. 3794).

Explication de vote : M. Jean-François Le Grand (p. 3794).

Adoption (11 décembre 1985) (p. 3795).

31. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord intervenu au sein du Conseil des Communautés européennes les 23 et 24 avril 1985 entre les représentants des gouvernements des Etats membres relatif au versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1985,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (7 novembre 1985) [n° **3044**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Paul Dhaille (20 novembre 1985) [n° **3089**] – Avis de M. Alain Rodet (19 novembre 1985) [n° **3082**] – URGENCE – Discussion (21 novembre 1985) – Adoption (21 novembre 1985) [n° **906**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 novembre 1985) [n° **106** (85-86)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Josy Moinet (5 décembre 1985) [n° **160** (85-86)] – Avis de M. Jacques Genton (5 décembre 1985) [n° **156** (85-86)] – Discussion (11 décembre 1985) (p. 3788, 3795) (Discussion générale commune pour le présent projet de

loi n° 106 et pour le projet de loi n° 105) – Adoption (11 décembre 1985) [n° **50**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1336 du 18 décembre 1985 (J.O. Lois et décrets du 19 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(11 décembre 1985) (p. 3788, 3795).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3789, 3794) (Discussion générale commune pour le présent projet de loi n° 106 et pour le projet de loi n° 105)

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3795)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'accord intervenu au sein du Conseil des Communautés européennes entre les représentants des gouvernements des Etats membres, relatif au versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1985, conclu à Luxembourg les 23 et 24 avril 1985)* (p. 3795).

Adoption (11 décembre 1985) (p. 3795).

32. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire (ensemble deux protocoles),** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (30 mai 1985) [n° **2730**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Maurice Adevah-Poeuf (28 novembre 1985) [n° **3130**] – Discussion (4 décembre 1985) – Adoption (4 décembre 1985) [n° **930**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 décembre 1985) [n° **145** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (12 décembre 1985) [n° **195** (85-86)] – Discussion (18 décembre 1985) (p. 4152, 4153) – Adoption (18 décembre 1985) [n° **68**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1477 du 31 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 1er janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1985) (p. 4152, 4153).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4152, 4153) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

COTE-D'IVOIRE : LALUMIERE (Catherine) (p. 4152) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 4152, 4153).

FRANCAIS DE L'ETRANGER : LALUMIERE (Catherine) (p. 4152) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 4152, 4153).

SECURITE SOCIALE : LALUMIERE (Catherine) (p. 4152) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 4152, 4153).

TRAVAILLEURS ETRANGERS : LALUMIERE (Catherine) (p. 4152) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 4152, 4153).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4153)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire (ensemble deux protocoles) signée à Paris le 16 janvier 1985) (p. 4153).*

Adoption (18 décembre 1985) (p. 4153).

33. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en matière de sécurité sociale, du 12 février 1979,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (30 mai 1985) [n° **2729**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Xavier Deniau (28 novembre 1985) [n° **3135**] – Discussion (4 décembre 1985) – Adoption (4 décembre 1985) [n° **931**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 décembre 1985) [n° **146** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (12 décembre 1985) [n° **196** (85-86)] – Discussion (18 décembre 1985) (p. 4150, 4152) – Adoption (18 décembre 1985) [n° **67**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1473 du 31 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 1er janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1985) (p. 4150, 4152).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4150, 4152) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; MM. Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert.*

CANADA : HABERT (Jacques) (p. 4151).

CONSEIL SUPERIEUR DES FRANCAIS DE L'ETRANGER : HABERT (Jacques) (p. 4151).

ENSEIGNANTS : HABERT (Jacques) (p. 4152).

FRANCAIS DE L'ETRANGER : LALUMIERE (Catherine) (p. 4150) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 4151) ; HABERT (Jacques) (p. 4151, 4152).

QUEBEC : LALUMIERE (Catherine) (p. 4150) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 4151) ; HABERT (Jacques) (p. 4151, 4152).

SECURITE SOCIALE : LALUMIERE (Catherine) (p. 4150) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 4151) ; HABERT (Jacques) (p. 4151, 4152).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4152)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'avenant à l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en matière de sécurité sociale, du 12 février 1979, signé à Québec le 5 septembre 1984)* – Adopté (p. 4152).

Adoption (18 décembre 1985) (p. 4152).

34. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (2 octobre 1985) [n° **2949**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Xavier Deniau (28 novembre 1985) [n° **3131**] – Discussion (4 décembre 1985) – Adoption (4 décembre 1985) [n° **932**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 décembre 1985) [n° **147** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Ménard (12 décembre 1985) [n° **197** (85-86)] – Discussion (18 décembre 1985) (p. 4158, 4159) – Adoption (18 décembre 1985) [n° **72**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1483 du 31 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 1er janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1985) (p. 4158, 4159).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4158, 4159) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; M. Jacques Ménard, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

AIDE AU DEVELOPPEMENT : LALUMIERE (Catherine) (p. 4158) ; MENARD (Jacques) (p. 4159).

COOPERANTS : MENARD (Jacques) (p. 4159).

COOPERATION ECONOMIQUE : LALUMIERE (Catherine) (p. 4158) ; MENARD (Jacques) (p. 4158, 4159).

GABON : LALUMIERE (Catherine) (p. 4158) ; MENARD (Jacques) (p. 4158, 4159).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4158)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise, signé à Paris le 14 avril 1983)* – Adopté (p. 4159).

Adoption (18 décembre 1985) (p. 4159).

35. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses (ensemble une annexe),** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (30 octobre 1985) [n° **3016**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Raynal (28 novembre 1985) [n° **3127**] – Discussion (4 décembre 1985) – Adoption (4 décembre 1985) [n° **933**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 décembre 1985) [n° **148** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (12 décembre 1985) [n° **198** (85-86)] – Discussion (18 décembre 1985) (p. 4161, 4162) – Adoption (18 décembre 1985) [n° **74**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1476 du 31 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 1er janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1985) (p. 4161, 4162).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4161, 4162) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; M. Michel d'Aillières, en remplacement de M. Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

MER DU NORD : LALUMIERE (Catherine) (p. 4161) ; AILLIERES (Michel d') (p. 4161).

POLLUTION (mer) : LALUMIERE (Catherine) (p. 4161) ; AILLIERES (Michel d') (p. 4161).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4162)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'accord concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses, signé à Bonn, le 13 septembre 1983)* – Adopté (p. 4162).

Adoption (18 décembre 1985) (p. 4162).

36. – **Projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité versée par la République populaire du Bénin en application de l'accord du 7 janvier 1984,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (26 juin 1985) [n° **2856**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Maurice Adevah-Poeuf (28 novembre 1985) [n° **3129**] – Discussion (4 décembre 1985) – Adoption (4 décembre 1985) [n° **934**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 décembre 1985) [n° **149** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Paul Robert (12 décembre 1985) [n° **199** (85-86)] – Discussion (18 décembre 1985) (p. 4154, 4155) – Adoption (18 décembre 1985) [n° **70**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1481 du 31 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 1er janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1985) (p. 4154, 4155).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4154, 4155) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; M. Paul Robert, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

BENIN : LALUMIERE (Catherine) (p. 4154, 4155) ; ROBERT (Paul) (p. 4155).

FRANCAIS DE L'ETRANGER : LALUMIERE (Catherine) (p. 4154, 4155) ; ROBERT (Paul) (p. 4155).

NATIONALISATIONS : LALUMIERE (Catherine) (p. 4154, 4155) ; ROBERT (Paul) (p. 4155).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4155)

Art. 1er *(Indemnité versée par le Bénin en contrepartie de la nationalisation d'entreprises appartenant à des Français)* – Adopté (p. 4155).

Art. 2 *(Répartition de l'indemnité par l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer)* – Adopté (p. 4155).

Art. 3 *(Evaluation de la valeur d'indemnisation des biens)* – Adopté (p. 4155).

Art. 4 *(Exemption fiscale des indemnités)* – Adopté (p. 4155).

Adoption (18 décembre 1985) (p. 4155).

37. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne d'extradition,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (20 novembre 1985) [n° **3100**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Claude Estier (28 novembre 1985) [n° **3132**] – Discussion (4 décembre 1985) – Adoption (4 décembre 1985) [n° **935**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 décembre 1985) [n° **150** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Bosson (12 décembre 1985) [n° **200** (85-86)] – Discussion (18 décembre 1985) (p. 4162, 4163) – Adoption (18 décembre 1985) [n° **75**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1478 du 31 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 1er janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1985) (p. 4162, 4163).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4162, 4163) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; M. Charles Bosson, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

DROIT D'ASILE : BOSSON (Charles) (p. 4163).

EXTRADITION : LALUMIERE (Catherine) (p. 4162) ; BOSSON (Charles) (p. 4162, 4163).

TERRORISME : BOSSON (Charles) (p. 4163).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4163)

Art. unique *(Autorisation de ratification de la convention européenne d'extradition, faite à Paris, le 13 décembre 1957)* – Adopté (p. 4163).

Adoption (18 décembre 1985) (p. 4163).

38. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'organisation européenne de télécommunications par satellites (Eutelsat),** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (27 novembre 1985) [n° **3117**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Fourré (28 novembre 1985) [n° **3133**] – Discussion (4 décembre 1985) – Adoption (4 décembre 1985) [n° **936**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 décembre 1985) [n° **151** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (12 décembre 1985) [n° **201** (85-86)] – Discussion (18 décembre 1985) (p. 4163, 4165) – Adoption (18 décembre 1985) [n° **76**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1471 du 31 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 1er janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1985) (p. 4163, 4165).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4163, 4164) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; M. Michel d'Aillières.*

ORGANISATION EUROPEENNE DE TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITES (EUTELSAT) : LALUMIERE (Catherine) (p. 4163, 4164) ; AILLIERES (Michel d') (p. 4164).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4165)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'organisation européenne de télécommunications par satellites (Eutelsat) signé à Paris le 15 novembre 1985)* – Adopté (p. 4165).

Adoption (18 décembre 1985) (p. 4165).

39. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord constitutif de la société interaméricaine d'investissement (ensemble une annexe),** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (2 octobre 1985) [n° **2948**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Louis Moulinet (28 novembre 1985) [n° **3128**] – Discussion (4 décembre 1985) – Adoption (4 décembre 1985) [n° **937**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 décembre 1985) [n° **152** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Alloncle (12 décembre 1985) [n° **202** (85-86)] – Discussion (18 décembre 1985) (p. 4155, 4158) – Adoption (18 décembre 1985) [n° **71**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1479 du 31 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 1er janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1985) (p. 4155, 4158).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4156, 4158) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; MM. Michel Alloncle, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Gamboa.*

AIDE AU DEVELOPPEMENT : LALUMIERE (Catherine) (p. 4156, 4158) ; ALLONCLE (Michel) (p. 4156, 4157).

AMERIQUE LATINE : LALUMIERE (Catherine) (p. 4156, 4157) ; ALLONCLE (Michel) (p. 4156, 4157) ; GAMBOA (Pierre) (p. 4157).

ANTILLES : LALUMIERE (Catherine) (p. 4156) ; ALLONCLE (Michel) (p. 4157).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM) : LALUMIERE (Catherine) (p. 4156) ; ALLONCLE (Michel) (p. 4157) ; GAMBOA (Pierre) (p. 4157).

ETATS-UNIS D'AMERIQUE (USA) : LALUMIERE (Catherine) (p. 4156) ; ALLONCLE (Michel) (p. 4157) ; GAMBOA (Pierre) (p. 4157).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : LALUMIERE (Catherine) (p. 4156) ; ALLONCLE (Michel) (p. 4156).

SOCIETE INTERAMERICAINE D'INVESTISSEMENT : LALUMIERE (Catherine) (p. 4156, 4158) ; ALLONCLE (Michel) (p. 4156, 4157) ; GAMBOA (Pierre) (p. 4157).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4158)

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'accord constitutif de la société interaméricaine d'investissement fait à Washington le 19 novembre 1984)* – Adopté (p. 4158).

Adoption (18 décembre 1985) (p. 4158).

40. – **Projet de loi autorisant l'approbation du code européen de sécurité sociale, fait à Strasbourg, le 16 avril 1964,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (11 octobre 1985) [n° **2996**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Louis Moulinet (28 novembre 1985) [n° **3136**] – Discussion (4 décembre 1985) – Adoption (4 décembre 1985) [n° **938**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 décembre 1985) [n° **153** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Matraja (12 décembre 1985) [n° **203** (85-86)] – Discussion (18 décembre 1985) (p. 4159, 4161) – Adoption (18 décembre 1985) [n° **73**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1480 du 31 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 1er janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1985) (p. 4159, 4161).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4159, 4161) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; M. Jean-Pierre Bayle, en remplacement de M. Pierre Matraja, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Mme Marie-Claude Beaudeau.*

ASSURANCE MALADIE-MATERNITE : BAYLE (Jean-Pierre) (p. 4160).

CODE EUROPEEN DE SECURITE SOCIALE : LALUMIERE (Catherine) (p. 4159) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 4160) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4160, 4161).

PENSIONS DE REVERSION : BAYLE (Jean-Pierre) (p. 4160).

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4160).

PROTECTION SOCIALE : LALUMIERE (Catherine) (p. 4159) ; BAYLE (Jean-Pierre) (p. 4160) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 4160, 4161).

SECURITE SOCIALE (cotisations) : BAYLE (Jean-Pierre) (p. 4160).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4160)

Art. unique *(Autorisation d'approbation du code européen de sécurité sociale, fait à Strasbourg, le 16 avril 1964)* – Adopté (p. 4161).

Adoption (18 décembre 1985) (p. 4161).

41. – **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 7 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (18 juin 1985) [n° **2790**] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. François Léotard (28 novembre 1985) [n° **3134**] – Discussion (4 décembre 1985) – Adoption (4 décembre 1985) [n° **939**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 décembre 1985) [n° **154** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Bosson (12

décembre 1985) [n° **204** (85-86)] – Discussion (18 décembre 1985) (p. 4153, 4154) – Adoption (18 décembre 1985) [n° **69**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1475 du 31 décembre 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 1er janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1985) (p. 4153, 4154).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4153, 4154) : *Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; M. Charles Bosson, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME : LALUMIERE (Catherine) (p. 4154) ; BOSSON (Charles) (p. 4154).

DROITS DE L'HOMME : LALUMIERE (Catherine) (p. 4153, 4154) ; BOSSON (Charles) (p. 4154).

EXPULSIONS (aux frontières) : LALUMIERE (Catherine) (p. 4153) ; BOSSON (Charles) (p. 4154).

LIBERTES PUBLIQUES : LALUMIERE (Catherine) (p. 4153, 4154) ; BOSSON (Charles) (p. 4154).

REGIMES MATRIMONIAUX : LALUMIERE (Catherine) (p. 4154) ; BOSSON (Charles) (p. 4154).

DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4154)

Art. unique *(Autorisation de ratification du protocole n° 7 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg, le 22 novembre 1984)* – Adopté (p. 4154).

Adoption (18 décembre 1985) (p. 4154).

42. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures (18 décembre 1985) [n° **245** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Voir aussi TRANSPORTS MARITIMES, **1**

TRAMWAY (Grenoble)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

TRANSFORMATEURS ELECTRIQUES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **69**

TRANSMISSIONS

Voir POLICE, **1,** DG

TRANSPORTS

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**
TRAITES ET CONVENTIONS, **28,** DG

TRANSPORTS AERIENS

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer - Logement, urbanisme et transports

TRANSPORTS DE MATIERES DANGEREUSES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **69**

TRANSPORTS EN COMMUN

Voir IMPOTS ET TAXES, **3,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Art. 49 ; Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
SECURITE SOCIALE, **2**

TRANSPORTS FLUVIAUX

Voir VOIES NAVIGABLES, **1**

TRANSPORTS MARITIMES

1. – **Projet de loi relatif à l'application du code de conduite des conférences maritimes établi par la convention des Nations Unies conclue à Genève le 6 avril 1974,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer (2 avril 1985) [n° **2583**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean Lacombe (11 avril 1985) (n° **2607**] – Discussion (16 avril 1985) – Adoption (16 avril 1985) [n° **765**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 avril 1985) [n° **244** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Josselin de Rohan (2 mai 1985) [n° **263** (84-85)] – Discussion (9 mai 1985) (p. 433, 437) – Adoption (9 mai 1985) [n° **94**].

PROMULGATION : Loi n° 85-541 du 22 mai 1985 (*JO* Lois et décrets du 24 mai 1985).

Discussion (première lecture)

(9 mai 1985) (p. 433, 437).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 433, 435) : *MM. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer ; Josselin de Rohan, rapporteur de la commisson des affaires économiques.*

AFRIQUE : ROHAN (Josselin de) (p. 434).

ARMATEURS : LENGAGNE (Guy) (p. 433) ; ROHAN (Josselin de) (p. 433).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) : LENGAGNE (Guy) (p. 433, 434) ; ROHAN (Josselin de) (p. 433).

COMPAGNIES MARITIMES : LENGAGNE (Guy) (p. 433) ; ROHAN (Josselin de) (p. 433, 434).

CONFERENCE DES NATIONS UNIES POUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT (CNUCED) : ROHAN (Josselin de) (p. 434) ; LENGAGNE (Guy) (p. 435).

CONFERENCES MARITIMES : LENGAGNE (Guy) (p. 433) ; ROHAN (Josselin de) (p. 433).

DIALOGUE NORD-SUD : LENGAGNE (Guy) (p. 433, 434) ; ROHAN (Josselin de) (p. 434).

MARINE MARCHANDE : LENGAGNE (Guy) (p. 434).

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (OCDE) : ROHAN (Josselin de) (p. 434).

PAVILLONS DE COMPLAISANCE : LENGAGNE (Guy) (p. 434).

TRANSPORTS MARITIMES : LENGAGNE (Guy) (p. 433, 434, 435) ; ROHAN (Josselin de) (p. 433, 434).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 435, 437) : *MM. René Régnault, Josselin de Rohan, rapporteur ; Guy Lengagne, secrétaire d'Etat.*

Art. 1er *(Champ d'application de la loi)* – Adopté (p. 435).

Art. 2 *(Définition de la qualité de compagnie maritime nationale)* (p. 435).

Rejeté : amendement n° 1 de M. René Régnault : qualité de compagnie maritime nationale octroyée à la condition d'user à titre général et permanent de navires battant pavillon français (p. 436 ; scrutin public n° 53 ; liste des votants p. 455 et 456).

– L'art. 2 est adopté (p. 436).

Art. 3 *(Règlement des litiges)* – Adopté (p. 436).

Art. 4 *(Nécessité pour les conférences et les organisations de chargeurs de revêtir une forme juridique appropriée)* – Adopté (p. 436).

Art. 5 *(Représentation des conférences maritimes dont le siège est à l'étranger)* – Adopté (p. 436).

Art. 6 *(Délais de prescription des actions en justice)* – Adopté (p. 437).

Art. 7 *(Conditions d'application de la loi)* – Adopté (p. 437).

Adoption (9 mai 1985) (p. 437).

Voir aussi LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **10 ; 17 ; 19**

TRANSPORTS ROUTIERS

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

TRANSPORTS SANITAIRES

Voir SANTE PUBLIQUE, **1**

TRANSPORTS SCOLAIRES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **4,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

TRANSPORTS URBAINS

Voir IMPOTS ET TAXES, **3,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

TRAVAIL

1. – **Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 435-2 du code du travail,** PRESENTEE AU SENAT par M. Hector Viron, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1985 – 2 avril 1985) [n° **200** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre du travail (30 octobre 1985) [n° **3015**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Ghislaine Toutain (14 novembre 1985) [n° **3058**] – URGENCE – Discussion (19 novembre 1985) – Adoption (19 novembre 1985) [n° **901**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 novembre 1985) [n° **92** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. André Bohl (4 décembre 1985) [n° **135** (85-86)] – Discussion (16 décembre 1985) (p. 3981, 3995) – Adoption (16 décembre 1985) [n° **60**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (16 décembre 1985) [n° **3200**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de Mme Martine Frachon (16 décembre 1985) [n° **3204**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. André Bohl (16 décembre 1985) [n° **224** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (16 décembre 1985) [n° **3200**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Ghislaine Toutain (16 décembre 1985) [n° **3212**] – Discussion (18 décembre 1985) – Adoption (18 décembre 1985) [n° **969**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (19 décembre 1985) [n° **247** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean-Pierre Fourcade (19 décembre 1985) [n° **248** (85-86)] – Discussion (20 décembre 1985) (p. 4514, 4517) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **94**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 décembre 1985) [n° **3285**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Ghislaine Toutain (20 décembre 1985) [n° **3289**] – Discussion (20 décembre 1985) – Adoption (20 décembre 1985) [n° **991**].

PROMULGATION : Loi n° 86-1 du 3 janvier 1986 (*J.O.* Lois et décrets du 4 janvier 1986).

Discussion (première lecture)

(16 décembre 1985) (p. 3981, 3995).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 3981, 3986) : *MM. Michel Delebarre, ministre du travail ; André Bohl, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Gérard Roujas, Mme Marie-Claude Beaudeau.*

CADRES : DELEBARRE (Michel) (p. 3983) ; BOHL (André) (p. 3984) ; ROUJAS (Gérard) (p. 3985).

CHOMAGE : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3985).

COMITES D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT) : BOHL (André) (p. 3984).

CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT FRANCAIS (CNPF) : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3986).

DROIT AU TRAVAIL : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3985).

DROIT D'EXPRESSION DES SALARIES : DELEBARRE (Michel) (p. 3981 à 3983) ; BOHL (André) (p. 3983, 3984) ; ROUJAS (Gérard) (p. 3984, 3985) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3985, 3986).

DROITS SYNDICAUX : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3985, 3986).

ENTREPRISES : DELEBARRE (Michel) (p. 3981, 3982, 3983) ; BOHL (André) (p. 3983, 3984) ; ROUJAS (Gérard) (p. 3984, 3985) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3986).

LICENCIEMENTS : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3985).

LOIS AUROUX (travail) : DELEBARRE (Michel) (p. 3981, 3982, 3983) ; BOHL (André) (p. 3983, 3984) ; ROUJAS (Gérard) (p. 3984) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3986).

NEGOCIATIONS COLLECTIVES : DELEBARRE (Michel) (p. 3981, 3982, 3983) ; BOHL (André) (p. 3983, 3984) ; ROUJAS (Gérard) (p. 3985) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3986).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : DELEBARRE (Michel) (p. 3981, 3982) ; BOHL (André) (p. 3984).

SYNDICATS PROFESSIONNELS : DELEBARRE (Michel) (p. 3982) ; BOHL (André) (p. 3983, 3984) ; ROUJAS (Gérard) (p. 3985) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3985, 3986).

TRAVAIL (aménagement du temps de) : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 3985).

TRAVAIL (conditions du) : DELABARRE (Michel) (p. 3982, 3983).

II. DISCUSSIONS DES ARTICLES (p. 3986, 3995) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. André Bohl, rapporteur ; Michel Delebarre, ministre ; Charles Bonifay, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

Art. 1er *(Nouvelle rédaction des art. L. 461-1 à L. 461-3 du code du travail : définition du champ d'application, du contenu et des conditions d'exercice du droit d'expression)* (p. 3986).

– Sur le texte proposé pour l'art. L. 461-1 du code du travail.

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, soutenus par Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 9, rédactionnel (p. 3987) – n° 10 et n° 11 : droit d'expression étendu aux actions visant à améliorer l'activité de l'entreprise (p. 3987) – Et n° 12 : nullité de plein droit de tout acte ou disposition contraire, par analogie avec les dispositions relatives aux mesures discriminatoires (p. 3988).

– Sur le texte proposé pour l'art. L. 461-2 du code du travail.

Rejeté : amendement n° 13 de M. Hector Viron, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : temps consacré à l'exercice du droit d'expression ne pouvant être inférieur à six heures par an et payé comme temps de travail (p. 3988) ; scrutin public n° 32 ; liste des votants p. 4053).

– Sur le texte proposé pour l'art. L. 461-3 du code du travail.

Adoptés : amendements de M. André Bohl, rapporteur, n° 1 : définition des modalités d'exercice du droit d'expression pour les entreprises et organismes dont l'effectif habituel est au moins de deux cents salariés (p. 3989) – n° 2 : en l'absence d'accord sur le droit d'expression, délai de deux ans pour engager une nouvelle négociation dans l'entreprise (p. 3989) – Et n° 3 : dans le cas où l'accord existe, possibilité pour l'employeur d'engager au bout de trois ans une nouvelle négociation (p. 3990).

Rejeté : amendement n° 15 de M. Hector Viron, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : date d'ouverture de la négociation précédente constituant le point de départ des délais (p. 3990).

Devient sans objet : amendement n° 14 de M. Hector Viron, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : obligation de parvenir à un accord (p. 3989).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3990).

Art. 2 *(Insertion des art. L. 461-4 et L. 461-5 dans le code du travail : consultation des institutions représentatives du personnel et contenu des accords)* (p. 3990).

– Sur le texte proposé pour l'art. L. 461-4 du code du travail.

Adopté : amendement n° 4 de M. André Bohl, rapporteur, de coordination (p. 3990).

– Sur le texte proposé pour l'art. L. 461-5 du code du travail.

Adopté : amendement n° 5 de M. André Bohl, rapporteur : accord comportant des stipulations concernant les conditions spécifiques du droit à l'expression de tous les personnels d'encadrement (p. 3993).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, soutenus par Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 16 : dispositions tendant à assurer le fonctionnement démocratique des groupes (p. 3991) – n° 17 : suppression des avis émis par les salariés dans les cas où ils sont consultés par l'employeur (p. 3991) – Et n° 18 : accord comportant des stipulations concernant les mesures destinées à permettre aux salariés concernés de prendre connaissance des suites et des réponses motivées qui leur seront réservées, sauf exception, dans un délai d'un mois (p. 3991).

Retiré : amendement n° 20 de M. André Méric, soutenu par M. Charles Bonifay : accord comportant des stipulations concernant la formation des animateurs (p. 3991).

Devient sans objet : amendement n° 19 de M. Hector Viron, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : renforcement du droit d'expression de l'encadrement (p. 3993).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3993).

Art. 3 *(Insertion d'un chapitre VI, intitulé « Droit d'expression des salariés », dans le titre VIII du livre IV du code du travail : sanctions)* (p. 3993).

Adopté : amendement n° 6 de M. André Bohl, rapporteur : suppression de cet article (p. 3994).

– L'art. 3 est supprimé (p. 3994).

Art. 4 *(Délais de négociation)* (p.3994).

Adopté : amendement n° 7 de M. André Bohl, rapporteur : modification du délai d'ouverture des négociations pour les entreprises ayant déjà signé un accord (p. 3994).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3994).

Art. 5 *(Rapport adressé au Parlement)* (p. 3994).

Adopté : amendement n° 8 de M. André Bohl, rapporteur : rapport du Gouvernement adressé au Parlement avant le 30 juin 1988, rendant compte de l'application des art. L. 461-1 à L. 461-5 du code du travail (p. 3995).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3995).

Explications de vote : Mme Marie-Claude Beaudeau (p. 3995), MM. Charles Bonifay (p. 3995), Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales (p. 3995) ; intervention de M. Michel Delebarre, ministre (p. 3995).

Adoption (16 décembre 1985) (p. 3995).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 décembre 1985) (p. 4514, 4517).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4514, 4516) : *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Jean-Pierre Fourcade, président et rapporteur de la commission des affaires sociales.*

CADRES : LABARRERE (André) (p. 4515) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4515).

DROIT D'EXPRESSION DES SALARIES : LABARRERE (André) (p. 4515) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4515, 4516).

EMPLOYEURS : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4515).

ENTREPRISES : LABARRERE (André) (p. 4515) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4515, 4516).

LOIS AUROUX (travail) : FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4515).

NEGOCIATIONS COLLECTIVES : LABARRERE (André) (p. 4515) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4515, 4516).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : LABARRERE (André) (p. 4515) ; FOURCADE (Jean-Pierre) (p. 4515, 4516).

Motion n° 1 tendant à opposer la question préalable, de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur (p. 4516) – *MM. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur ; Charles Bonifay.*

Adoption de la motion (p. 4516).

Rejet du projet de loi (p. 4517).

3. – **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps du travail,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre du travail (20 novembre 1985) [n° **3096**] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Gérard Collomb (28 novembre 1985) [n° **3118**] – URGENCE – Discussion (du 4 au 9 décembre 1985 et les 11 et 12 décembre 1985) – Adoption (considéré comme adopté aux termes de l'art. 49-3 de la Constitution - 12 décembre 1985) [n° **951**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 décembre 1985) [n° **206** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi EMPLOI, ACTIVITE, **1**

TRAVAIL (aménagement du temps de)

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** DG
TRAVAIL, **2,** DG

TRAVAIL (conditions du)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **125**
SECURITE SOCIALE, **1**
TRAVAIL, **2,** DG

TRAVAIL (des enfants)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **7**

TRAVAIL (durée du)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **4,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
TRAVAIL, **3**

TRAVAIL (sécurité du)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **9**

TRAVAIL A TEMPS PARTIEL

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **3**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **141**
SECURITE SOCIALE, **1,** DG ; **2**

TRAVAIL CLANDESTIN

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25**
SECURITE SOCIALE, **1,** DG

TRAVAIL DE NUIT

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **7**

TRAVAIL SAISONNIER

Voir SECURITE SOCIALE, **1,** DG

TRAVAIL TEMPORAIRE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
SECURITE SOCIALE, **1,** DG
TRAVAIL, **3**

TRAVAILLEURS ETRANGERS

Voir SECURITE SOCIALE, **1**
TRAITES ET CONVENTIONS, **4 ; 28,** DG ; **29 ; 32,** DG

TRAVAILLEURS FRONTALIERS

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **29**

TRAVAILLEURS IMMIGRES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25**

TRAVAUX D'INTERET GENERAL (TIG)

Voir LOIS DE REGLEMENT, **1,** DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG
PROCEDURE PENALE, **1**

TRAVAUX D'UTILITE COLLECTIVE (TUC)

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **1,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** DG ; Suite de la discussion générale - Départements et territoires d'outre-mer - Travail, santé, solidarité
LOIS DE REGLEMENT, **1,** DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, **1,** DG
SECURITE SOCIALE, **1,** DG

TRAVAUX PUBLICS

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25**

TRESOR PUBLIC

Voir VALEURS MOBILIERES, **1**

TRIBUNAUX

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **12**
JUSTICE, **1**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Justice
PECHE, **1**
PROCEDURE PENALE, **1,** DG ; **2**
SECURITE SOCIALE, **1**
TRAITES ET CONVENTIONS, **41**
VALEURS MOBILIERES, **1**

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

Voir JUSTICE, **2**

LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Intérieur

TRIBUNAUX D'APPLICATION DES PEINES

Voir PROCEDURE PENALE, 1

TUNISIE

Voir RAPATRIES, 1

TURQUIE

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 4

TUTELLE ADMINISTRATIVE

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Intérieur

U

UGINE KUHLMANN (société)

Voir LOIS DE REGLEMENT, **1**, DG ; **2**, DG

UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS (UGAP)

Voir LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1**

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES (URSS)

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Défense et relations extérieures
NOUVELLE-CALEDONIE, **3**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**
TRAITES ET CONVENTIONS, **22**, DG

UNION FRANCAISE DES ASSOCIATIONS D'ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE (UFAC)

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Anciens combattants

UNION NATIONALE INTERPROFESSIONNELLE DU LOGEMENT (UNIL)

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

UNION NATIONALE POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (UNEDIC)

Voir EMPLOI, ACTIVITE, **2**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Travail, santé, solidarité
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**

UNIONS D'ECONOMIE SOCIALE

Voir ECONOMIE SOCIALE, **1**

UNIVERSITES

Voir ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Education nationale
PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES, **1**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

UNIVERSITES DE TECHNOLOGIE

Voir ENSEIGNEMENT, **4**,

URBANISATION

Voir URBANISME, **1**, DG

URBANISME

1. – **Projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (24 octobre 1984) [n° **2393**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Georges Le Baill (4 décembre 1984) [n° **2476**] – Discussion (14 décembre 1984) – Adoption (14 décembre 1984) [n° **726**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 décembre 1984) [n° **162** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean Colin (10 avril 1985) [n° **228** (84-85)] – Discussion (18 avril 1985) (p. 283, 306) – Adoption (18 avril 1985) [n° **87**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 avril 1985) [n° **2640**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Georges Le Baill (9 mai 1985) [n° **2669**] – Discussion (22 mai 1985) – Adoption (22 mai 1985) [n° **787**] – NOUVEL INTITULE : titre initial.

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (22 mai 1985) [n° **303** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean Colin (5 juin 1985) [n° **334** (84-85)] – Discussion (11 juin 1985) (p. 1056, 1067) – Adoption (11 juin 1985) [n° **122**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (11 juin 1985) [n° **2760**] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Georges Le Baill (18 juin 1985) [n° **2795**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Colin (18 juin 1985) [n° **379** (84-85)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (11 juin 1985) [n° **2760**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Georges Le Baill (20 juin 1985) [n° **2809**] – Discussion (20 juin 1985) – Adoption (20 juin 1985) [n° **826**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (21 juin 1985) [n° **407** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean Colin (28 juin 1985) [n° **448** (84-85)] – Discussion (29 juin 1985) (p. 1850, 1854) – Adoption (29 juin 1985) [n° **169**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes ainsi qu'à la prévention des nuisances dues au bruit des aéronefs** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (29 juin 1985) [n° **2878**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Georges Le Baill (29 juin 1985) [n° **2882**] – Discussion (29 juin 1985) – Adoption (29 juin 1985) [n° **862**] – NOUVEL INTITULE : titre initial.

PROMULGATION : Loi n° 85-696 du 11 juillet 1985 (*J.O.* Lois et décrets du 12 juillet 1985).

Discussion (première lecture)

(18 avril 1985) (p. 283, 306).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 283, 291) *MM. Jean Auroux, secrétaire d'Etat aux transports ; Jean Colin, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Pierre Noé, Pierre Gamboa, Mme Hélène Luc, M. Bernard Parmantier.*

AEROCLUBS : PARMANTIER (Bernard) (p. 290).

AERONEFS : COLIN (Jean) (p. 286, 287) ; NOE (Pierre) (p. 287) ; GAMBOA (Pierre) (p. 288) ; LUC (Hélène) (p. 289) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 290).

AEROPORT DE PARIS : AUROUX (Jean) (p. 284) ; NOE (Pierre) (p. 287) ; GAMBOA (Pierre) (p. 288) ; LUC (Hélène) (p. 289).

AEROPORTS : AUROUX (Jean) (p. 285, 286, 287) ; NOE (Pierre) (p. 287, 288) ; GAMBOA (Pierre) (p. 288, 289) ; LUC (Hélène) (p. 289) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 290).

AVIATION LEGERE : PARMANTIER (Bernard) (p. 289, 290).

BRUIT : AUROUX (Jean) (p. 283, 284) ; COLIN (Jean) (p. 285, 286, 287) ; NOE (Pierre) (p. 287, 288) ; GAMBOA (Pierre) (p. 288, 289) ; LUC (Hélène) (p. 289) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 290).

COMPAGNIES AERIENNES : AUROUX (Jean) (p. 284, 290, 291) ; COLIN (Jean) (p. 286) ; NOE (Pierre) (p. 287).

CONSTRUCTION : AUROUX (Jean) (p. 283, 284) ; COLIN (Jean) (p. 285, 286) ; NOE (Pierre) (p. 287, 288) ; LUC (Hélène) (p. 284).

HYDRAVIONS : PARMANTIER (Bernard) (p. 290).

ILE-DE-FRANCE : LUC (Hélène) (p. 289) ; AUROUX (Jean) (p. 291).

INDUSTRIE : COLIN (Jean) (p. 287) ; NOE (Pierre) (p. 288).

ISOLATION ACOUSTIQUE : AUROUX (Jean) (p. 284) ; COLIN (Jean) (p. 285) ; NOE (Pierre) (p. 288).

LOGEMENT : GAMBOA (Pierre) (p. 289) ; LUC (Hélène) (p. 289).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) : GAMBOA (Pierre) (p. 289).

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS (POS) : AUROUX (Jean) (p. 291).

REGIONS : COLIN (Jean) (p. 287).

URBANISATION : PARMANTIER (Bernard) (p. 290).

URBANISME : AUROUX (Jean) (p. 284) ; COLIN (Jean) (p. 285).

ZONES DE BRUIT : AUROUX (Jean) (p. 284) ; COLIN (Jean) (p. 285) ; NOE (Pierre) (p. 287, 288) ; GAMBOA (Pierre) (p. 288, 289) ; LUC (Hélène) (p. 289).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 291, 306) *MM. Bernard Parmantier, Jean Colin, rapporteur ; Jean Auroux, secrétaire d'Etat ; Pierre Gamboa, Bernard-Michel Hugo, Paul Malassagne, Alphonse Arzel, Etienne Dailly, Jacques Habert.*

Art. 1er *(Zones de bruit des aérodromes : insertion au titre IV du livre premier du code de l'urbanisme d'un chapitre VII comprenant les art. L. 147-1 à L. 147-6 inclus)* (p. 291).

ART. L. 147-1 DU CODE DE L'URBANISME.

– Le texte proposé est adopté (p. 291).

ART. L. 147-2 DU CODE DE L'URBANISME (p. 291).

Retiré : amendement n° 19 de M. Bernard Parmantier : applicabilité des dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes autour des aérodromes classés selon le code de l'aviation civile en catégories A, B, C, D et E pour les aérodromes terrestres, et A, B, C pour les hydrobases (p. 292).

– Le texte proposé est adopté (p. 292).

ART. L. 147-3 DU CODE DE L'URBANISME (p. 292).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jean Colin, rapporteur : plan d'exposition au bruit comportant un rapport de présentation et des documents graphiques (p. 293).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 293).

ART. L. 147-4 DU CODE DE L'URBANISME (p. 293).

Adoptés : amendement n° 10 de M. Bernard-Michel Hugo : rôle du plan d'exposition à partir des prévisions de réduction du bruit émis par les aéronefs (p. 293) – Amendement n° 2 de M. Jean Colin, rapporteur : cas d'augmentation de la valeur des indices, compte tenu de la situation des aérodromes au regard de leur utilisation, notamment pour la formation aéronautique, et de leur insertion dans les milieux urbanisés (p. 294).

Retiré : amendement n° 11 de M. Bernard-Michel Hugo : adaptation de la zone C dans chaque commune concernée par le conseil municipal selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat et prise en compte de l'insertion de l'aérodrome dans les milieux urbanisés (p. 293).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 294).

ART. L. 147-5 DU CODE DE L'URBANISME (p. 294).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jean Colin, rapporteur : principe de l'interdiction dans les zones définies par un plan d'exposition au bruit d'une extension de l'urbanisation ; nouvelles constructions, habitat existant et équipements publics (p. 295).

Rejeté : sous-amendement n° 13 de M. Bernard-Michel Hugo : autorisation en zone C de constructions situées dans les secteurs déjà urbanisés (p. 295).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 295).

ART. L. 147-6 DU CODE DE L'URBANISME.

– Le texte proposé est adopté (p. 295).

APRES L'ART. L. 147-6 DU CODE DE L'URBANISME (p. 295).

Rejeté : amendement n° 14 (art. additionnel au code de l'urbanisme) de M. Bernard-Michel Hugo : droit à l'indemnisation contre les nuisances de bruit et prise en charge par la région (p. 301 ; précédemment réservé p. 296).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 301 ; vote réservé p. 296).

Art. 2 *(Commission consultative de l'environnement)* (p. 296).

Adopté : amendement n° 15 de M. Bernard-Michel Hugo : domaine de compétence de la commission consultative de l'environnement ; modalités de détermination des règles de composition et de fonctionnement de cette commission (p. 296).

Retiré : amendement n° 20 de M. Bernard Parmantier : création d'une commission consultative de l'environnement lorsqu'une commune est concernée (p. 296).

Devient sans objet : amendement n° 4 de M. Jean Colin, rapporteur : composition de la commission consultative de l'environnement (p. 297).

– L'art. 2 ainsi modifié, est adopté (p. 297).

Après l'art. 2 (p. 297).

Adoptés : amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Jean Colin, rapporteur : modalités d'autorisation des décollages de nuit pour les aérodromes dotés d'un plan d'exposition au bruit (p. 297) – Amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Jean Colin, rapporteur : cas des aéronefs les plus anciens ; certificat d'immatriculation et de navigabilité ; certificat de limitation de nuisances ; sanctions en cas d'infraction (p. 298) – Amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Jean Colin, rapporteur : modalités de perception et d'établissement de la redevance sur les nuisances phoniques ; assiette de la redevance ; modalités d'affectation du produit de la redevance ; avis de la commission consultative de l'environnement (p. 301) ; sous-amendement n° 18 de M. Paul Malassagne : possibilité d'utilisation de la redevance pour acquérir les terrains et immeubles et aménager les espaces libérés (p. 301) ; sous-amendement n° 24 de M. Bernard-Michel Hugo : établissement par la région d'une redevance sur les nuisances phoniques à la demande du conseil général ou d'une commune (p. 301) – Amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Alphonse Arzel : prolongation de l'application de la directive d'aménagement national relative à la protection et à l'aménagement du littoral (p. 302) – Amendement n° 17 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly : absence de responsabilité de l'exploitant d'un aéronef en matière de dommages résultant du bruit émis lors des

manoeuvres liées à l'utilisation d'un aérodrome ou d'une plate-forme régulièrement autorisée si l'exploitant est un aéroclub constitué en association à objet aéronautique à but non lucratif régie par la loi de 1901 (p. 306).

Rejetés : sous-amendement n° 16 de M. Bernard-Michel Hugo, à l'amendement n° 5 de M. Jean Colin, rapporteur : consultation de la commission consultative de l'environnement et, à défaut, des élus (p. 297) – Amendement n° 22 (art. additionnel) de M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat : absence de responsabilité de l'exploitant d'un aéronef en cas de dommages résultant du bruit émis lors des manoeuvres liées à l'utilisation d'un aérodrome ou d'une plate-forme autorisée, sauf en cas d'infraction à la réglementation en vigueur (p. 305).

Retiré : sous-amendement n° 23 de M. Bernard-Michel Hugo, à l'amendement n° 6 de M. Jean Colin, rapporteur : conditions de délivrance du certificat de limitation de nuisances (p. 298).

Devient sans objet : amendement n° 21 (art. additionnel) de M. Bernard Parmantier : absence de responsabilité de l'exploitant d'aéronefs pour le bruit émis par les aéronefs lors des manoeuvres liées à l'utilisation d'un aérodrome et d'une plate-forme autorisée, sauf en cas d'infraction à la réglementation en vigueur (p. 306).

– Cinq articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 297, 298, 301, 302 et 306).

Intitulé (p. 306).

Adopté : amendement n° 8 de M. Jean Colin, rapporteur : « Projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes ainsi qu'à la prévention et à la réparation des nuisances dues au bruit des aéronefs » (p. 306).

Explication de vote : M. Bernard-Michel Hugo (p. 306).

Adoption (18 avril 1985) (p. 306).

Discussion (deuxième lecture)

(11 juin 1985) (p. 1056, 1067).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1056, 1061) : *MM. Jean Auroux, secrétaire d'Etat aux transports ; Jean Colin, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Pierre Gamboa, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Louis Perrein, Bernard Parmantier.*

AEROCLUBS : COLIN (Jean) (p. 1058).

AERONEFS : AUROUX (Jean) (p. 1057) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1060) ; PERREIN (Louis) (p. 1061) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 1061).

AEROPORT DE PARIS : GAMBOA (Pierre) (p. 1059) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1059, 1060) ; PERREIN (Louis) (p. 1060, 1061) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 1061).

AEROPORTS : COLIN (Jean) (p. 1057, 1058) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1059, 1060) ; PERREIN (Louis) (p. 1060, 1061).

AVIATION LEGERE : AUROUX (Jean) (p. 1057) ; COLIN (Jean) (p. 1058) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 1061).

BRUIT : AUROUX (Jean) (p. 1057) ; COLIN (Jean) (p. 1058) ; GAMBOA (Pierre) (p. 1059) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1059, 1060) ; PERREIN (Louis) (p. 1061) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 1061).

CODE DE L'AVIATION CIVILE : AUROUX (Jean) (p. 1057) ; COLIN (Jean) (p. 1058) ; GAMBOA (Pierre) (p. 1059) ; PARMANTIER (Bernard) (p. 1061).

COMMISSIONS CONSULTATIVES DE L'ENVIRONNEMENT : AUROUX (Jean) (p. 1057) ; COLIN (Jean) (p. 1058).

COMMUNES : COLIN (Jean) (p. 1058) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1060) ; PERREIN (Louis) (p. 1061).

CONSTRUCTION : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1060) ; PERREIN (Louis) (p. 1060, 1061).

DECENTRALISATION : AUROUX (Jean) (p. 1057) ; COLIN (Jean) (p. 1057) ; GAMBOA (Pierre) (p. 1059).

ISOLATION ACOUSTIQUE : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1059) ; PERREIN (Louis) (p. 1060).

LOGEMENT : GAMBOA (Pierre) (p. 1059) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1060).

LOGEMENT SOCIAL : GAMBOA (Pierre) (p. 1059).

PROPRIETE (droit de) : COLIN (Jean) (p. 1057) ; PERREIN (Louis) (p. 1061).

URBANISME : AUROUX (Jean) (p. 1057) ; COLIN (Jean) (p. 1057, 1058) ; GAMBOA (Pierre) (p. 1059) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1059, 1060).

ZONES DE BRUIT : AUROUX (Jean) (p. 1057) ; COLIN (Jean) (p. 1058) ; GAMBOA (Pierre) (p. 1059) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1060) ; PERREIN (Louis) (p. 1060, 1061).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1061, 1067) : *MM. Jean Colin, rapporteur ; Pierre Gamboa, Jean Auroux, secrétaire d'Etat ; Bernard Parmantier, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jacques Descours Desacres.*

Art. 1er (p. 1061).

ARTICLE L. 147-4 DU CODE DE L'URBANISME (p. 1062).

Adoptés : amendements identiques n° 1 de M. Jean Colin, rapporteur, et n° 3 de M. Pierre Gamboa : modification des valeurs d'indice ne pouvant qu'entraîner une diminution de la superficie de la zone (p. 1063).

ARTICLE L. 147-5 DU CODE DE L'URBANISME (p. 1063).

Rejetés : amendements de M. Pierre Gamboa n° 4 : suppression des dispositions prévoyant que seules les constructions individuelles non groupées seraient autorisées dans les zones C (p. 1064) – Et n° 5 : bénéfice de la réglementation en vigueur en faveur du logement social accordé aux collectivités locales dès lors que les travaux répondent aux besoins exprimés par le fichier communal des mal-logés (p. 1064).

APRES L'ARTICLE L. 147-6 DU CODE DE L'URBANISME (p. 1064).

Rejeté : amendement n° 6 (art. additionnel au code de l'urbanisme) de M. Pierre Gamboa : indemnisation des propriétaires exposés au bruit (p. 1065).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1065).

Art. 2 (p. 1065).

Adoptés : amendements identiques n° 2 de M. Jean Colin, rapporteur et n° 8 de M. Pierre Gamboa, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : composition de la commission consultative de l'environnement (p. 1066).

Rejeté : amendement n° 7 de M. Pierre Gamboa, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : consultation de la commission consultative de l'environnement pour l'institution d'aides aux riverains (p. 1065).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1066).

Art. 3 (p. 1066) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Rejeté : amendement n° 9 de M. Pierre Gamboa : rétablissement de cet article relatif aux règles applicables aux vols de nuit (p. 1067).

– L'art. 3 demeure supprimé (p. 1067).

Art. 6 – Adopté (p. 1067).

Explication de vote : M. Pierre Gamboa (p. 1067) ; Louis Perrein (fait personnel : p. 1068).

Adoption (11 juin 1985) (p. 1067).

Discussion (nouvelle lecture)

(29 juin 1985) (p. 1850, 1854).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 1850, 1852) : *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Jean Colin, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Pierre Noé.*

AEROCLUBS : NOE (Pierre) (p. 1852).

AEROPORT DE PARIS : BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1851) ; NOE (Pierre) (p. 1852).

AEROPORTS : LABARRERE (André) (p. 1850) ; COLIN (Jean) (p. 1850, 1851) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1851) ; NOE (Pierre) (p. 1852).

BRUIT : Voir ZONES DE BRUIT.

COLLECTIVITES LOCALES : COLIN (Jean) (p. 1850) ; NOE (Pierre) (p. 1852).

COMMISSIONS CONSULTATIVES DE L'ENVIRONNEMENT : COLIN (Jean) (p. 1851) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1851) ; NOE (Pierre) (p. 1852).

DECENTRALISATION : COLIN (Jean) (p. 1850) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1851).

ILE-DE-FRANCE : COLIN (Jean) (p. 1850) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1851) ; NOE (Pierre) (p. 1852).

LOGEMENT SOCIAL : COLIN (Jean) (p. 1850) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1851) ; NOE (Pierre) (p. 1852).

ZONES DE BRUIT : LABARRERE (André) (p. 1850) ; COLIN (Jean) (p. 1850, 1851) ; BEAUDEAU (Marie-Claude) (p. 1851) ; NOE (Pierre) (p. 1852).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1852, 1854) : *MM. Jean Colin, rapporteur ; André Labarrère, ministre.*

Art. 1er (p. 1852).

ARTICLE L. 147-4 DU CODE DE L'URBANISME

Adopté : amendement n° 1 de M. Jean Colin, rapporteur : substitution, à la notion de modulation des valeurs des indices évaluant la gêne due au bruit des aéronefs, de la notion d'augmentation de ces indices (p. 1853).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1853).

Art. 2 – Adopté (p. 1853).

Après l'art. 2 (p. 1853).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Jean Colin, rapporteur, n° 2 : saisine de la commission consultative de l'environnement en matière de réglementation des décollages de nuit (p. 1853) – Et n° 3 : sanction pour les propriétaires et exploitants d'aéronefs n'étant pas en possession du certificat de navigabilité et de limitation de nuisances (p. 1853).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1853).

Intitulé (p. 1854).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jean Colin, rapporteur : « Projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes ainsi qu'à la prévention des nuisances dues au bruit des aéronefs » (p. 1854).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 1854).

Adoption (29 juin 1985) (p. 1854).

2. – **Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, par M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement (3 mai 1984) [n° **2096**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Pierre Destrade (14 juin 1984) [n° **2207**] – Discussion (21 et 22 juin 1984) – Adoption (22 juin 1984) [n° **615**] – NOUVEL INTITULE : « Projet de loi relatif à la définition et à la mise en oeuvre de principes d'aménagement ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 juin 1984)[n° **435** (83-84)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Lucotte (30 octobre 1984) [n° **51** (84-85)] – Avis de M. Paul Girod (6 novembre 1984) [n° **56** (84-85)] – Discussion (7 novembre 1984) (p. 3052, 3122) – Adoption (8 novembre 1984) [n° **26**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (9 novembre 1984)[n° **2417**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Pierre Destrade (4 décembre 1984) [n° **2477**] – Discussion (14 décembre 1984) – Adoption (14 décembre 1984) [n° **727**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 1984) [n° **161** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Alain Pluchet (24 avril 1985) [n° **252** (84-85)] – Avis de M. Paul Girod (9 mai 1985) [n° **272** (84-85)] – Discussion (14 mai 1985) (p. 511, 566) – Adoption (14 mai 1985) [n° **97**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (15 mai 1985) [n° **2683**] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Pierre Destrade (23 mai 1985) [n° **2696**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Alain Pluchet (23 mai 1985) [n° **305** (84-85)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (15 mai 1985) [n° **2683**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Pierre Destrade (30 mai 1985) [n° **2722**] – Discussion (4 juin 1985) – Adoption (4 juin 1985) [n° **799**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (5 juin 1985) [n° **338** (84-85)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Alain Pluchet (6 juin 1985) [n° **347** (84-85)] – Discussion (13 juin 1985) (p. 1134, 1148) – Adoption (13 juin 1985) [n° **123**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (14 juin 1985) [n° **2789**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Pierre Destrade (20 juin 1985) [n° **2810**] – Discussion (20 juin 1985) – Adoption (20 juin 1985) [n° **825**].

DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL : conforme, le 17 juillet 1985 (*JO* Lois et décrets du 19 juillet 1985).

PROMULGATION : Loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 (*JO* Lois et décrets du 19 juillet 1985).

Discussion (deuxième lecture)

(14 mai 1985) (p. 511, 566).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 511, 518) : *MM. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports ; Alain Pluchet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Robert Laucournet, Bernard-Michel Hugo, Henri Belcour, Jean Colin.*

ALSACE : GIROD (Paul) (p. 514).

COLLECTIVITES LOCALES : LAUCOURNET (Robert) (p. 514) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 515).

COMMUNES : GIROD (Paul) (p. 514) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 515) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 515) ; BELCOUR (Henri) (p. 516).

CONSEILS D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT (CAUE) : LAUCOURNET (Robert) (p. 515).

DEBITS DE BOISSONS : QUILES (Paul) (p. 513) ; COLIN (Jean) (p. 517).

DECENTRALISATION : GIROD (Paul) (p. 514) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 515) ; BELCOUR (Henri) (p. 516) ; COLIN (Jean) (p. 517).

DROIT DE PREEMPTION : QUILES (Paul) (p. 512) ; PLUCHET (Alain) (p. 513) ; GIROD (Paul) (p. 513, 514) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 515) ; BELCOUR (Henri) (p. 516) ; COLIN (Jean) (p. 516).

FONDS DE GARANTIE DES LOYERS : QUILES (Paul) (p. 512, 513).

HABITATIONS A LOYER MODERE (HLM) : QUILES (Paul) (p. 513) ; PLUCHET (Alain) (p. 513) ; BELCOUR (Henri) (p. 516) ; COLIN (Jean) (p. 517).

HANDICAPES : QUILES (Paul) (p. 513) ; COLIN (Jean) (p. 517).

LOGEMENT SOCIAL : QUILES (Paul) (p. 512, 513) ; PLUCHET (Alain) (p. 513) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 515) ; HUGO (Bernard-Michel) (p. 515) ; BELCOUR (Henri) (p. 516).

LORRAINE : GIROD (Paul) (p. 514).

PARIS : QUILES (Paul) (p. 513).

PROJET DE QUARTIER : HUGO (Bernard-Michel) (p. 515) ; COLIN (Jean) (p. 517).

PROPRIETE (droit de) : GIROD (Paul) (p. 514) ; COLIN (Jean) (p. 516, 517).

SCHEMAS DIRECTEURS D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME (SDAU) : QUILES (Paul) (p. 512).

SPECULATION FONCIERE : HUGO (Bernard-Michel) (p. 515).

TERRAINS A BATIR : QUILES (Paul) (p. 512) ; PLUCHET (Alain) (p. 513) ; GIROD (Paul) (p. 513, 514) ; LAUCOURNET (Robert) (p. 515) ; BELCOUR (Henri) (p. 516) ; COLIN (Jean) (p. 517, 518).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 518, 566) : *MM. Bernard-Michel Hugo, Louis de la Forest, Alain Pluchet, rapporteur ; Jean Colin, Paul Quilès, ministre ; François Collet, Jacques Descours Desacres, Michel Caldaguès, Robert Laucournet, Paul Girod, rapporteur pour avis, Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques ; Marcel Rudloff, Dominique Pado, Mme Monique Midy, MM. Marcel Lucotte, Claude Mont.*

Art. 1er (p. 518).

ART. L. 300-1 DU CODE DE L'URBANISME (p. 518).

Adoptés : amendement n° 2 de M. Alain Pluchet, rapporteur : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première lecture (p. 519) – Amendement n° 66 de M. Louis de la Forest : opérations d'aménagement ayant pour objet de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels (p. 519).

Rejetés : amendement n° 67 de M. Bernard-Michel Hugo : nouvelle rédaction de l'art. L. 300-1 du code de l'urbanisme définissant l'aménagement (p. 519) – Amendements identiques n° 86 de M. Jean Colin et n° 110 de M. François Collet : aménagement désignant l'ensemble des actes des collectivités locales ou de leurs établissements publics de coopération intercommunale qui visent, dans le cadre de leurs compétences et sous réserve de la constatation de leur utilité publique, à conduire ou à autoriser des actions (p. 520).

ART. L. 300-2 DU CODE DE L'URBANISME (p. 520).

Adoptés : amendements de M. Alain Pluchet, rapporteur, n° 3 : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première lecture concernant les représentants de la profession agricole (p. 521) – Et n° 4 : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première lecture : « Les autorisations d'occuper ou d'utiliser le sol ne sont pas illégales du seul fait des vices susceptibles d'entacher cette délibération ou les modalités de son exécution » (p. 521).

Rejeté : amendement n° 111 de M. François Collet : concertation associant les habitants et les autres personnes y ayant intérêt, dont les représentants de la profession agricole (p. 521).

Retiré : amendement n° 87 de M. Jean Colin : concertation associant les habitants et les autres personnes y ayant intérêt, dont les représentants de la profession agricole (p. 520).

ART. L. 300-3 DU CODE DE L'URBANISME (p. 521).

Adopté : amendement n° 5 de M. Alain Pluchet, rapporteur : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première lecture (p. 522).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 522).

Art. 2 – Adopté (p. 522).

Art. 3 (p. 522).

Adoptés : amendements de M. Alain Pluchet, rapporteur, n° 6 : dispositions du présent article applicables aux acquisitions réalisées dans les conditions prévues aux articles L. 123-9 et L. 213-5 du code de l'urbanisme (p. 523) – Et n° 51 : possibilité de former un pourvoi en cassation par déclaration aux greffes du tribunal qui a rendu la décision attaquée ou à celui de la Cour de cassation (p. 523) – Amendement n° 53 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article concernant la qualification de terrains à bâtir (p. 524).

Devient sans objet : amendement n° 7 de M. Alain Pluchet, rapporteur : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première lecture (p. 524).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 524).

Art. 4 (p. 524).

Rejetés : amendements identiques n° 91 de M. Jean Colin et n° 112 de M. François Collet : remplacement de la publicité collective par une notification individuelle (p. 525).

Retirés : amendements identiques n° 92 de M. Jean Colin, et n° 113 de M. François Collet : suppression de la date de référence prévue à cet article (p. 525) – Amendement n° 93 de M. Jean Colin : suppression de la date de référence prévue à l'art. L. 13-15 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (p. 526).

– L'art. 4 est adopté (p. 526).

Art. 5 (p. 526).

Adoptés : amendement n° 8 de M. Alain Pluchet, rapporteur : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première lecture (p. 527) – Amendement n° 85 de M. Paul Quilès, ministre : droit de préemption institué par le présent titre exercé en vue de la réalisation des actions ou opérations répondant aux objets définis à l'art. L. 300-1 ou pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation desdites opérations (p. 527).

Rejetés : amendement n° 94 de M. Jean Colin : droit de préemption institué par le présent titre ne pouvant être exercé qu'en vue de la réalisation des équipements publics et des réseaux de voirie nécessaires à l'aménagement (p. 526) – Amendement n° 115 de M. François Collet : droit de

préemption institué par le présent titre ne pouvant être exercé qu'en vue de la réalisation des équipements publics et des réseaux de voirie nécessaires à l'aménagement, à l'exception de ceux visant à sauvegarder les espaces naturels (p. 527).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 527).

Art. 6 (p. 527).

Adopté : amendement n° 9 de M. Alain Pluchet, rapporteur : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première lecture (p. 529).

Rejetés : amendement n° 54 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : nouvelle rédaction de l'art. L. 211-1 du code de l'urbanisme tendant à limiter au maximum les zones d'application du droit de préemption (p. 529) – Amendement n° 69 de M. Paul Quilès, ministre : établissement public de coopération intercommunale compétent de par la loi ou ses statuts pour l'élaboration des documents d'urbanisme et la réalisation de zones d'aménagement concerté, également compétent de plein droit en matière de droit de préemption urbain (p. 529).

Devient sans objet : amendement n° 127 de M. Paul Quilès, ministre : institution d'un droit de préemption urbain sur l'étendue des zones urbaines et dans les communes de plus de 10 000 habitants des zones d'urbanisation future (p. 529).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 529).

Art. 8 (p. 529).

ART. L. 213-1 DU CODE DE L'URBANISME (p. 531).

Adoptés : amendement n° 70 de M. Paul Quilès, ministre : remplacement du mot « millièmes » par le mot « tantièmes » (p. 531) – Amendement n° 10 de M. Alain Pluchet, rapporteur : préemption pouvant avoir lieu soit au prix de la dernière enchère par substitution à l'adjudicataire après avis conforme des services fiscaux, soit au prix fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation (p. 531) – Amendement n° 71 de M. Paul Quilès, ministre : exemption du droit de préemption et vente consécutive à l'exercice du droit de délaissement par le propriétaire d'un immeuble situé dans un périmètre de sursis à statuer, dans un emplacement réservé, dans une ZAC ou dans un périmètre de déclaration d'utilité publique (p. 531).

ART. L. 213-4 DU CODE DE L'URBANISME (p. 531).

Adopté : amendement n° 11 de M. Alain Pluchet, rapporteur : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première lecture (p. 532).

Retiré : amendement n° 55 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : droit de préemption s'exerçant au prix du marché tel qu'il résulte de la déclaration d'intention d'aliéner lorsque le propriétaire du bien passible de préemption justifie du caractère irrévocable de la décision de l'acquéreur (p. 532).

ART. L. 213-7 DU CODE DE L'URBANISME (p. 532).

Rejeté : amendement n° 56 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : à défaut d'accord sur le prix dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le titulaire du droit de préemption a manifesté son intention de préempter, ce titulaire est tenu d'indiquer au propriétaire du bien s'il entend renoncer à la mutation (p. 534).

ART. L. 213-8 DU CODE DE L'URBANISME (p. 534).

Adopté : amendement n° 12 de M. Alain Pluchet, rapporteur : rétablissement d'une disposition votée par le Sénat en première lecture (p. 534).

ART. L. 213-10 DU CODE DE L'URBANISME (p. 534).

Adoptés : amendements identiques n° 13 de M. Alain Pluchet, rapporteur, et n° 1 de M. Jean Colin : nonobstant toutes dispositions ou stipulations contraires, les preneurs de biens ruraux, les locataires ou occupants de bonne foi de locaux à usage d'habitation, ne peuvent s'opposer à l'exécution de travaux de restauration ou de transformation intérieure ni à la démolition de ces locaux (p. 535).

ART. L. 213-14 DU CODE DE L'URBANISME (p. 535).

Adopté : amendement n° 14 de M. Alain Pluchet, rapporteur : dispositions de cet article visant le cas du prix fixé par adjudication (p. 535).

ART. L. 213-17 DU CODE DE L'URBANISME (p. 535).

Rejeté : amendement n° 72 de M. Paul Quilès, ministre : possibilité pour le titulaire du droit de préemption dans la zone d'aménagement différé d'exercer automatiquement le droit de préemption urbain par délégation sauf délibération contraire de la commune dans le cas où le droit de préemption urbain est substitué à une zone d'aménagement différé (p. 535).

Retirés : amendements identiques n° 97 de M. Jean Colin et n° 116 de M. François Collet : suppression de l'extension de la préemption de plein droit aux zones d'urbanisation future (p. 535).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 535).

Après l'art. 9 (p. 536).

Adopté : amendement n° 122 (art. additionnel) de M. Paul Quilès, ministre : au cas où le droit de préemption urbain est substitué à une zone d'intervention foncière, les biens acquis au titre de cette ZIF sont soumis, notamment en ce qui concerne les règles d'utilisation et de cession, au nouveau régime juridique institué par la loi (p. 536).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 536).

Art. 10 (p. 536).

Adopté : amendement n° 15 de M. Alain Pluchet, rapporteur : art. L. 221-1 du code de l'urbanisme : possibilité pour l'Etat, les collectivités locales, leur groupement ayant vocation, les syndicats mixtes et les établissements publics d'aménagement, d'acquérir des immeubles au besoin par voie d'expropriation (p. 537).

Rejeté : sous-amendement n° 117 de M. François Collet à l'amendement n° 15 de M. Alain Pluchet, rapporteur : acquisition des immeubles par voie d'expropriation à seule fin de réaliser les équipements publics et les réseaux de voirie nécessaires à la mise en oeuvre d'une opération d'aménagement (p. 537).

Devient sans objet : amendement n° 98 de M. Jean Colin : acquisition d'immeuble par voie d'expropriation à seule fin de réaliser les réseaux de voirie et les équipements publics nécessaires à la mise en oeuvre des objectifs de l'art. L. 300-1 (p. 537).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 537).

Art. 11 (p. 537).

ART. L. 142-2 DU CODE DE L'URBANISME (p. 537).

Adoptés : amendements de M. Alain Pluchet, rapporteur, n° 16 : taxe départementale des espaces naturels sensibles tenant lieu de participation forfaitaire aux dépenses du département pour l'entretien des terrains que l'agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France a acquis par l'exercice du droit de préemption (p. 358) – n° 17 : exclusion du champ d'application de la taxe pour les locaux artisanaux situés dans les communes de moins de 2000 habitants (p. 538) – n° 18 : exclusion du champ d'application de la taxe pour la reconstruction des bâtiments sinistrés (p. 538) – Et n° 19 : nouvelle rédaction du 15e alinéa du texte proposé pour l'art. L. 142-2 du code de l'urbanisme relatif à la possibilité, pour le conseil général, d'exonérer de la taxe départementale des espaces naturels sensibles, un certain nombre de locaux d'habitations édifiés à titre social (p. 539).

Retiré : amendement n° 100 de M. Jean Colin : suppression des alinéas 15 à 18 du texte proposé pour l'art. L. 141-2 du

code de l'urbanisme relatif à la possibilité pour le conseil général d'exonérer de la taxe départementale des espaces naturels sensibles un certain nombre de locaux d'habitation édifiés à titre social (p. 539).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 539).

ART. L. 142-3 DU CODE DE L'URBANISME (p. 539).

Adoptés : amendement n° 101 de M. Jean Colin : pour la mise en oeuvre de la politique prévue à l'art. L. 142-1, possibilité pour le conseil général, après avis de la chambre d'agriculture, de créer des zones de préemption avec l'accord des conseils municipaux intéressés (p. 540) – Amendement n° 129 de M. Alain Pluchet, rapporteur : suppression du deuxième alinéa du texte proposé relatif à la création de zones de préemption dans les communes dotées d'un plan d'occupation des sols rendu public (p. 540) – Amendement rédactionnel n° 21 de M. Alain Pluchet, rapporteur (p. 540) – Amendements de M. Alain Pluchet, rapporteur, n° 22 : décret en Conseil d'Etat déterminant pour l'application du 4e alinéa de cet article, les caractéristiques des terrains et constructions passibles de préemption (p. 540) – Et n° 23 : nouvelle rédaction du 9e alinéa de cet article relatif à la possibilité pour le département de déléguer son droit de préemption à l'occasion de l'aliénation d'un bien soumis à ce droit, à l'Etat, à une collectivité territoriale ou à l'agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France (p. 541).

Rejetés : amendements identiques n° 103 de M. Jean Colin et n° 118 de M. François Collet : suppression du 4e alinéa du texte de cet article relatif à l'absence d'obstacle à l'exercice du droit de préemption en cas d'existence d'une construction (p. 540) – Amendements identiques n° 104 de M. Jean Colin et n° 119 de M. François Collet : possibilité pour le conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, dans le cas où il est territorialement compétent, de se substituer au département si celui-ci n'exerce pas le droit de préemption (p. 541) – Amendement n° 73 de M. Paul Quilès, ministre : suppression du dernier alinéa de cet article donnant au département la possibilité de déléguer son droit de préemption à un établissement public ayant vocation ou à une société d'économie mixte (p. 541).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 541).

ART. L. 142-5 DU CODE DE L'URBANISME (p. 541).

Adoptés : amendement n° 24 de M. Alain Pluchet, rapporteur : prise en compte possible des mutations et accords amiables intervenus pour des terrains de même qualification situés dans la même catégorie de zone (p. 542) – Amendement de coordination n° 74 de M. Paul Quilès, ministre (p. 542).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 542).

ART. L. 142-8 DU CODE DE L'URBANISME (p. 542).

Adopté : amendement n° 25 de M. Alain Pluchet, rapporteur : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première lecture (p. 543).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 543).

APRES L'ART. L. 142-8 DU CODE DE L'URBANISME (p. 543).

Rejeté : amendement n° 107 (art. additionnel) de M. Jean Colin : non respect des obligations par la collectivité qui entend faire jouer ses droits et délai de prescription limité à cinq ans (p. 543).

ART. L. 142-8-1 DU CODE DE L'URBANISME – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 543).

Adopté : amendement n° 26 de M. Alain Pluchet, rapporteur : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première lecture (p. 543).

– Le texte proposé est rétabli, ainsi rédigé (p. 543).

ART. L. 142-12 DU CODE DE L'URBANISME (p. 544).

Adopté : amendement n° 27 de M. Alain Pluchet, rapporteur : suppression de cet article relatif à l'application des dispositions de l'art. L. 111-5-2 à l'intérieur des zones de préemption créées en application de l'art. L. 142-3 (p. 544).

– Le texte proposé est supprimé (p. 544).

ART. L. 142-1 DU CODE DE L'URBANISME – Le texte proposé est adopté (p. 544).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 544).

Art. 11 bis (p. 544).

Adoptés : amendements identiques n° 60 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis, et n° 109 de M. Jean Colin : suppresion de cet article relatif au problème de divisions volontaires des propriétés bâties (p. 546 ; scrutin public n° 54 ; liste des votants p. 567, 568).

Devient sans objet : amendement n° 29 de M. Alain Pluchet, rapporteur : délai de deux mois courant à partir de la déclaration à la mairie (p. 546).

– L'art. 11 bis est supprimé (p. 546).

Art. 14 (p. 546).

Adoptés : amendements de M. Jean Colin, n° 46 : approbation du plan d'aménagement de zone par l'autorité compétente pour créer la zone après accord du conseil municipal (p. 547) – Et n° 47 : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première lecture (p. 547).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 547).

Art. 16 (p. 547).

ART. L. 314-1 DU CODE DE L'URBANISME (p. 548).

Adopté : amendement n° 30 de M. Alain Pluchet, rapporteur : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première lecture (p. 548).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 548).

Art. 19 – Adopté (p. 548).

Art. 20 (p. 548).

Adoptés : amendement n° 31 de M. Alain Pluchet, rapporteur : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première lecture (p. 549) – Amendement de coordination n° 32 de M. Alain Pluchet, rapporteur (p. 549) – Amendement n° 76 de M. Paul Quilès, ministre : paiement possible en trois versements de la taxe locale d'équipement dans le cas où une construction à usage d'habitation est réalisée en deux tranches (p. 549).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 549).

Art. 21 (p. 549).

ART. L. 332-6 DU CODE DE L'URBANISME (p. 550).

Retiré : amendement n° 33 de M. Alain Pluchet, rapporteur : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première lecture (p. 550).

ART. L. 332-6-1 DU CODE DE L'URBANISME (p. 550).

Adopté : amendement n° 61 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : suppression du dernier alinéa du texte proposé, pour coordination rédactionnelle (p. 550).

ART. L. 332-9 DU CODE DE L'URBANISME (p. 550).

Adopté : amendement n° 34 de M. Alain Pluchet, rapporteur : limitation des participations privées répondant aux critères de nécessité et de proportionnalité des équipements aux besoins des habitants, à celles correspondant d'une part aux dépenses de réalisation des équipements publics d'accompagnement, et aux dépenses de réalisation des équipements publics, de viabilisation, d'assainissement ou d'éclairage public du secteur concerné (p. 551).

ART. L. 332-12 DU CODE DE L'URBANISME (p. 551).

Adopté : amendement de coordination n° 35 de M. Alain Pluchet, rapporteur (p. 551).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 551).

Art. 22 (p. 551).

ART. L. 332-15 DU CODE DE L'URBANISME (p. 551).

Rejeté : amendement n° 36 de M. Alain Pluchet, rapporteur : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 551).

– L'art. 22 est adopté (p. 551).

Art. 23 (p. 551).

Adopté : amendement n° 37 de M. Alain Pluchet, rapporteur : dispositions du présent titre à l'exception des paragraphes VI, VIII, IX, de l'art. 20 et du I, II, IV, et du IV bis du présent article prenant effet à une date fixée par décret en Conseil d'Etat au plus tard un an après la publication de la présente loi (p. 552).

– L'art. 23, ainsi modifié, est adopté (p. 552).

Art. 24 (p. 552).

Adoptés : amendement n° 123 de M. Paul Quilès, ministre : champ d'application et effet juridique de l'art. L. 111-5 du code de l'urbanisme (p. 553) – Amendement n° 48 de M. Jean Colin : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 553) – Amendement n° 38 de M. Alain Pluchet, rapporteur : prorogation d'une année du délai de deux ans accordé aux communes par la loi du 7 janvier 1983 pour substituer aux zones d'environnement protégé des plans d'occupation des sols opposables aux tiers (p. 553) – Amendement de codification n° 77 de M. Paul Quilès, ministre (p. 554) – Amendements de M. Alain Pluchet, rapporteur, n° 39 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 554) – Et n° 40 : avis du représentant de l'Etat lorsque la construction projetée est destinée à abriter, à titre permanent ou temporaire, cent personnes ou plus, afin d'assurer le respect des sujétions imposées par la défense nationale, notamment en matière de normes anti-souffle et anti-retombées (p. 554) – Amendement n° 78 de M.Paul Quilès, ministre : réunification des régimes d'autorisation à édifier une clôture (p. 554).

– L'art. 24, ainsi modifié, est adopté (p. 554).

Art. 24 bis (p. 555).

Rejeté : amendement n° 124 de M. Paul Quilès, ministre : permis de démolir pouvant prescrire le rétablissement d'une plaque commémorative visible de la voie publique (p. 555).

– L'art. 24 bis est adopté (p. 555).

Art. 25 (p. 555).

Adopté : amendement de coordination n° 41 de M. Alain Pluchet, rapporteur (p. 556).

– L'art. 25, ainsi modifié, est adopté (p. 556).

Art. 26 – Adopté (p. 556).

Après l'art. 26 (p. 556).

Adoptés : amendement n° 80 (art. additionnel) de M. Paul Quilès, ministre : extension des sanctions pénales en cas de non respect par les constructeurs de bâtiments d'habitations et d'établissements recevant du public des normes techniques relatives à la sécurité et à la thermique, au non respect des normes pour les personnes handicapées (p. 556) – Amendement n° 79 (art. additionnel) de M. Paul Quilès, ministre : droit commun des règles générales relatives à la police des débits de boissons applicables aux habitations à loyer modéré (p. 558).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 556 et 558).

Art. 27 (p. 558).

Adoptés : amendement n° 49 de M. Robert Laucournet : exclusion des locaux commerciaux ou artisanaux appartenant aux organismes d'habitation du champ d'application de cette loi (p. 558) – Amendement n° 50 de M. Robert Laucournet : décret fixant les conditions dans lesquelles le maire de la commune d'implantation des logements est consulté sur les principes régissant ces attributions et sur le résultat de leur application (p. 559) – Amendements de M. Alain Pluchet, rapporteur, n° 42 : suppression de la compétence attribuée par le décret au représentant de l'Etat dans le département pour prononcer la réservation des logements au profit des personnes prioritaires (p. 559) – Et n° 43 : rétablissement de la suppression votée par le Sénat en première lecture de l'art. L. 441-2 du code de la construction et de l'habitation (p. 561).

Rejeté : amendement n° 68 de Mme Monique Midy : attribution des logements se faisant à partir des propositions établies par la commune du lieu de leur implantation (p. 559).

Deviennent sans objet : amendements n° 62 et n° 63 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : modalités de réservation et d'attribution des logements au profit des personnes prioritaires (p. 561).

– L'art. 27, ainsi modifié, est adopté (p. 561).

Après l'art. 32 (p. 561).

Adopté : amendement n° 125 (art. additionnel) de M. Paul Quilès, ministre : modification de l'art. 18 de la loi sur les villes nouvelles du 13 juillet 1983 en ce qui concerne la compétence du maire pour délivrer les autorisations et actes d'utilisation du sol (p. 561).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 561).

Art. 33 (p. 561).

Ketiré : amendement n° 44 de M. Alain Pluchet, rapporteur : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en première lecture (p. 561).

– L'art. 33 est adopté (p. 561).

Art. 34 (p. 561).

Adopté : amendement de coordination n° 126 de M. Alain Pluchet, rapporteur (p. 562).

– L'art. 34, ainsi modifié, est adopté (p. 562).

Art. 35 – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 562).

Adoptés : amendement n° 128 de M. Paul Quilès, ministre : rétablissement de cet article relatif au régime de la zone de servitude bordant les anciennes enceintes fortifiées de Paris et de Lille (p. 564) ; sous-amendement n° 130 de M. François Collet : 1° ville de Paris et communauté urbaine de Lille établissant ou révisant un plan d'occupation des sols pour les zones concernées par l'ancien art. 2 de la loi du 19 avril 1919 à Paris, et par l'ancien art. 2 de la loi du 19 octobre 1919 à Lille ; 2° définition de l'implantation de construction ; 3° au paragraphe V remplacer les mots : « espaces verts » par les mots : « espaces libres » ; 4° établissement à Paris d'un état des espaces verts de compensation créés en application de l'art. 13 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 et depuis cette date (p. 564).

Retiré : amendement n° 45 de M. Alain Pluchet, rapporteur : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 563).

– L'art. 35 est rétabli, ainsi rédigé (p. 564).

Après l'art. 35 (p. 564).

Adoptés : amendement n° 64 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : dispositions concernant les communes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, permettant que les effets des règlements des

constructions antérieures se prolongent jusqu'au moment où des plans d'occupation des sols seront mis en place dans les communes en question (p. 565) – Amendement n° 84 (art. additionnel) de M. Paul Quilès, ministre : actualisation des références de l'art. 687 du code général des impôts exonérant des droits d'enregistrement et de timbre certaines acquisitions, et extension de ces dispositions aux acquisitions faites par préemption dans les zones de préemption délimitées au titre des espaces naturels sensibles des départements (p. 565).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 565).

Explications de vote : M. Robert Laucournet (p. 565, 566), Mme Monique Midy (p. 566), MM. Jean Colin (p. 566), Marcel Lucotte (p. 566), François Collet (p. 566).

Adoption (14 mai 1985) (p. 566).

Discussion (nouvelle lecture)

(13 juin 1985) (p. 1134, 1148).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1134, 1135) : *MM. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports ; Alain Pluchet, rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan ; Jean Colin.*

DEBITS DE BOISSONS : COLIN (Jean) (p. 1135).

DROIT DE PREEMPTION : QUILES (Paul) (p. 1134) ; PLUCHET (Alain) (p. 1135) ; COLIN (Jean) (p. 1135).

HABITATIONS A LOYER MODERE (HLM) : QUILES (Paul) (p. 1134) ; PLUCHET (Alain) (p. 1135) ; COLIN (Jean) (p. 1135).

LOGEMENT SOCIAL : QUILES (Paul) (p. 1134).

PARIS : QUILES (Paul) (p. 1134).

TERRAINS A BATIR : QUILES (Paul) (p. 1134) ; PLUCHET (Alain) (p. 1135).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1135, 1148) : *MM. Jean Colin, Alain Pluchet, rapporteur ; Paul Quilès, ministre ; François Collet, Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques.*

Art. 1er (p. 1135).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Alain Pluchet, rapporteur : association des représentants de la profession agricole (p. 1136).

Retiré : amendement n° 27 de M. Jean Colin : l'aménagement désigne l'ensemble des actes des collectivités locales ou de leurs établissements publics de coopération inter-communale qui visent dans le cadre de leurs compétences et sous réserve de la constatation de leur utilité publique, à conduire ou à autoriser des actions (p. 1136).

– L'art. 1er est adopté (p. 1136).

Art. 3 (p. 1136).

Adopté : amendement n° 2 de M. Alain Pluchet, rapporteur : rétablissement des dispositions votées par le Sénat en deuxième lecture (p. 1136).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1136).

Art. 5 – Adopté (p. 1137).

Art. 6 (p. 1137).

Adopté : amendement n° 3 de M. Alain Pluchet, rapporteur : droit de préemption urbain : cas des communes de plus de 10 000 habitants (p. 1137).

Devient sans objet : amendement n° 37 de M. Paul Quilès, ministre : sur le droit de préemption urbain, retour au texte déposé par le Gouvernement (p. 1137).

– L'art. 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1137).

Art. 8 (p. 1137).

Adoptés : amendements nos 4 et 5 de M. Alain Pluchet, rapporteur : retour au texte précédemment voté par le Sénat (p. 1138, 1139).

– L'art. 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1139).

Art. 10 – Adopté (p. 1139).

Art. 11 (p. 1139).

Adoptés : amendement n° 6 de M. Alain Pluchet, rapporteur : faculté du conseil général d'exonérer de la taxe départementale des espaces naturels sensibles les locaux à usage d'habitation ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement, APL (p. 1140) – Amendement n° 7 de M. Alain Pluchet, rapporteur : retour au texte précédemment voté par le Sénat en ce qui concerne l'accord des conseils municipaux (p. 1141) – Amendement n° 8 de M. Alain Pluchet, rapporteur : détermination par décret en Conseil d'Etat des caractéristiques des terrains et constructions passibles de préemption (p. 1141) – Amendement n° 9 de M. Alain Pluchet, rapporteur : faculté du département de déléguer son droit de préemption à un établissement public ou à une société d'économie mixte locale (p. 1141) – Amendement n° 10 de M. Alain Pluchet, rapporteur : fixation du prix d'acquisition : terrains situés dans la même catégorie de zone (p. 1141) – Amendement n° 11 de M. Alain Pluchet, rapporteur : organisation du droit de rétrocession (p. 1142) – Amendement n° 12 de M. Alain Pluchet, rapporteur : coordination (p. 1142).

– L'art. 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1142).

Art. 11 bis (p. 1142).

Adopté : amendement n° 13 de M. Alain Pluchet, rapporteur : suppression de cet article relatif à la déclaration préalable de toute division volontaire dans les communes dotées d'un plan d'occupation des sols (p. 1142).

– L'art. 11 bis est supprimé (p. 1142).

Art. 14 (p. 1142).

Adopté : amendement n° 14 de M. Alain Pluchet, rapporteur : approbation du plan d'aménagement de zone créée par l'Etat : accord du conseil municipal (p. 1143) – Amendement n° 15 de M. Alain Pluchet, rapporteur : reprise d'une disposition concernant une modification du plan d'aménagement de zone (p. 1143).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1143).

Art. 16 (p. 1143).

Adopté : amendement n° 16 de M. Alain Pluchet, rapporteur : en cas de résiliation d'une opération, obligations de la personne publique vis-à-vis des occupants (p. 1143).

– L'art. 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1143).

Art. 20 (p. 1143).

Adoptés : amendement n° 17 de M. Alain Pluchet, rapporteur : logements construits avec des prêts aidés (p. 1144) – Amendement de coordination n° 18 de M. Alain Pluchet, rapporteur (p. 1144).

– L'art. 20, ainsi modifié, est adopté (p. 1144).

Art. 21 (p. 1144).

Adopté : amendement n° 19 de M. Alain Pluchet, rapporteur : retour au texte adopté en deuxième lecture par le Sénat relatif à la limitation des participations privées au financement des équipements publics (p. 1144).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 1144).

Art. 24 (p. 1144).

Adoptés : amendement n° 20 de M. Alain Pluchet, rapporteur : recours à la procédure simplifiée de modification du plan d'occupation des sols, POS ; retour au texte précédemment

voté par le Sénat (p. 1145) – Amendement n° 21 de M. Alain Pluchet, rapporteur : délégation du droit de préemption urbain aux chambres de métiers (p. 1145) – Amendement n° 22 de M. Alain Pluchet, rapporteur : avis du représentant de l'Etat pour les constructions destinées à abriter cent personnes ou plus afin d'assurer le respect des sujétions imposées par la défense nationale (p. 1145).

– L'art. 24, ainsi modifié, est adopté (p. 1145).

Art. 25 – Adopté (p. 1145).

Art. 27 (p. 1145).

Adoptés : amendement n° 23 de M. Alain Pluchet, rapporteur : suppression de la possibilité d'attribuer des logements par le représentant de l'Etat dans le département (p. 1146) – Amendement n° 24 de M. Alain Pluchet, rapporteur : suppression du texte proposé pour l'art. L. 441-2 du code de la construction et de l'habitation relatif au règlement départemental, au contrôle du respect des normes d'attribution des logements sociaux, et à la procédure éventuelle de substitution d'office à l'organisme d'HLM (p. 1146).

– L'art. 27, ainsi modifié, est adopté (p. 1146).

Art. 35 (p. 1146).

Adoptés : amendement n° 25 de M. Alain Pluchet, rapporteur : application aux villes de Paris et de Lille du droit commun pour la consultation des communes limitrophes lors de la révision du POS (p. 1148).

Retiré : amendement n° 26 de M. François Collet, identique au précédent (p. 1148).

– L'art. 35, ainsi modifié, est adopté (p. 1148).

Après l'art. 37 (p. 1148).

Retiré : amendement n° 36 (art. additionnel) de M. Henri Le Breton, soutenu par M. Jean Colin : substitution au permis de construire de l'approbation du projet d'exécution des travaux d'établissement des ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique (p. 1148).

Explications de vote : MM. Jean-Luc Bécart (p. 1148), François Collet (p. 1148), René Régnault (p. 1148).

Adoption (13 juin 1985) (p. 1148).

Voir aussi BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, **1**
CONSTRUCTION, **1**
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
MER ET LITTORAL, **2**

URGENCE (procédure)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **12**, DG
LOIS DE REGLEMENT, **2**, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG

USINOR (société)

Voir LOIS DE REGLEMENT, **1**, DG ; **2**, DG

V

VACANCES

Voir LOIS DE FINANCES, 3, Suite de la discussion générale - Industrie
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 59

VACCINATIONS

Voir ANIMAUX, 1

VAL-D'OISE (situation scolaire)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 4

VAL-DE-MARNE (situation scolaire)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° 4

VALEURS LOCATIVES FONCIERES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, 8, DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, 1

VALEURS MOBILIERES

1. – **Projet de loi relatif aux valeurs mobilières,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie (27 juin 1985) [n° **2861**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Amédée Renault (3 octobree 1985) [n° **2968**] – URGENCE – Discussion (3 octobre 1985) – Adoption (3 octobre 1985) [n° **882**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 octobre 1985) [n° **17** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Etienne Dailly (31 octobre 1985) [n° **60** (85-86)] et rapport supplémentaire (8 novembre 1985) [n° **77** (85-86)] – Avis de M. André Fosset (23 octobre 1985) [n° **51** (85-86)] et avis supplémentaire (19 novembre 1985) [n° **88** (85-86)] – Discussion (7 novembre 1985) (p. 2787, 2816) ; (8 novembre 1985) (p. 2877, 2887) ; 19 novembre 1985) (p. 3190, 3192) ; (22 novembre 1985) (p. 3327, 3367) – Adoption (22 novembre 1985) [n° **37**] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi modifiant diverses dispositions du droit des valeurs mobilières, des titres de créances négociables, des sociétés et des opérations de bourse** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 novembre 1985) [n° **3108**] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Amédée Renault (4 décembre 1985) [n° **3151**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Etienne Dailly (4 décembre 1985) [n° **144** (85-86)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (22 novembre 1985) [n° **3108**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Amédée Renault (6 décembre 1985) [n° **3164**] – Discussion (6 décembre 1985) – Adoption (6 décembre 1985) [n° **943**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (9 décembre 1985) [n° **165** (85-86)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (11 décembre 1985) [n° **175** (85-86)] – Discussion (12 décembre 1985) (p. 3808, 3826) – Adoption (12 décembre 1985) [n° **51**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (12 décembre 1985) [n° **3185**] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Amédée Renault (12 décembre 1985) [n° **3186**] – Discussion (12 décembre 1985) – Adoption (12 décembre 1985) [n° **952**].

PROMULGATION : Loi n° 85-1321 du 14 décembre 1985 (J.O. Lois et décrets du 15 décembre 1985).

Discussion (première lecture)

(7 novembre 1985) (p. 2787, 2816) ; (8 novembre 1985) (p. 2877, 2887) ; (19 novembre 1985) (p. 3190, 3192) ; (22 novembre 1985) (p. 3327, 3367).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 2787, 2803) : *MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; André Fosset, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Charles Lederman, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Henri Duffaut.*

BILLETS DE TRESORERIE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 2788, 2796) ; DAILLY (Etienne) (p. 2791, 2792).

BONS DU TRESOR : BEREGOVOY (Pierre) (p. 2788) ; DAILLY (Etienne) (p. 2791, 2792).

CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT : DAILLY (Etienne) (p. 2789, 2790).

COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE (COB) : BEREGOVOY (Pierre) (p. 2788) ; DAILLY (Etienne) (p. 2792, 2793) ; DUFFAUT (Henri) (p. 2803).

CREDIT : DAILLY (Etienne) (p. 2792).

ENTREPRISES PUBLIQUES : DAILLY (Etienne) (p. 2789, 2790, 2793, 2794, 2796) ; FOSSET (André) (p. 2794, 2795) ; BEREGOVOY (Pierre) (p. 2797).

EPARGNE : BEREGOVOY (Pierre) (p. 2788) ; FOSSET (André) (p. 2794, 2795) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2799) ; DUFFAUT (Henri) (p. 2803).

FAILLITE, REGLEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DE BIENS : DAILLY (Etienne) (p. 2791).

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT : LEDERMAN (Charles) (p. 2798).

INVESTISSEMENTS : DUFFAUT (Henri) (p. 2803).

MARCHE A TERME D'INSTRUMENTS FINANCIERS (MATIF) : DAILLY (Etienne) (p. 2791) ; DUFFAUT (Henri) (p. 2802).

MARCHE FINANCIER : BEREGOVOY (Pierre) (p. 2787, 2788, 2797, 2799) ; DAILLY (Etienne) (p. 2791) ; FOSSET (André) (p. 2794) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2798, 2799) ; DUFFAUT (Henri) (p. 2802, 2803).

NATIONALISATIONS : BEREGOVOY (Pierre) (p. 2788, 2797) ; DAILLY (Etienne) (p. 2790).

SECTEUR PUBLIC : DAILLY (Etienne) (p. 2790, 2791, 2793, 2794) ; BEREGOVOY (Pierre) (p. 2797).

SOCIETES D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE (SICAV) : LEDERMAN (Charles) (p. 2799).

TITRES PARTICIPATIFS : DAILLY (Etienne) (p. 2789).

VALEURS MOBILIERES : BEREGOVOY (Pierre) (p. 2787 à 2789, 2795, 2796, 2797, 2799, 2800) ; DAILLY (Etienne) (p. 2789 à 2794) ; FOSSET (André) (p. 2794, 2795) ; LEDERMAN (Charles) (p. 2797 à 2799) ; LARCHE (Jacques) (p. 2799) ; DUFFAUT (Henri) (p. 2802, 2803).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (7 novembre 1985) (p. 2803, 2816) ; (8 novembre 1985) (p. 2877, 2887) ; (19 novembre 1985) (p. 3190, 3192) ; (22 novembre 1985) (p. 3327, 3367) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; André Labarrère, ministre ; André Fosset, rapporteur pour avis – Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat à la fonction publique et aux*

réformes administratives – Paul Girod, vice-président de la commission des lois ; Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation – Jacques Descours-Desacres.

TITRE Ier

VALEURS MOBILIERES

Art. 1er *(Insertion dans le chapitre V du titre Ier de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales d'une section IV intitulée « Autres valeurs mobilières » et composée des articles 339-1 à 339-7 : régime juridique de nouvelles formes de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres représentatifs d'une quote-part du capital de la société)* (p. 2803).

Adopté : amendement n° 9 de M. Etienne Daily, rapporteur : insertion d'une section III bis relative aux obligations avec bons de souscription d'actions et aux obligations convertibles et échangeables (p. 2807).

– Sur l'intitulé proposé pour la section IV du chapitre V du titre Ier de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 précitée.

Adopté : amendement n° 10 de M. Etienne Dailly, rapporteur : Section IV : « Autres valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres représentant une quotité du capital » (p. 2808).

– Sur le texte proposé pour l'art. 339-1 de la loi précitée.

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 11 : possibilité pour les sociétés par actions d'émettre des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres représentant une quote-part du capital social (p. 2809) – Et n° 12 : règles du droit préférentiel et souscription (p. 2809).

Retiré : amendement n° 1 de M. André Fosset, rapporteur pour avis, analogue à l'amendement n° 11 (p. 2809).

– Sur le texte proposé pour l'art. 339-2 de la loi précitée.

Adopté : amendement n° 2 de M. André Fosset, rapporteur pour avis : compétence sans restriction de l'assemblée générale extraordinaire pour décider du principe de l'émission de valeurs mobilières (p. 2810).

Retiré : amendement analogue n° 13 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 2810).

– Sur le texte proposé pour l'art. 339-3 de la loi précitée.

Adopté : amendement n° 14 de M. Etienne Dailly, rapporteur : émission des titres de la société-mère attribués (p. 2811).

– Sur le texte proposé pour l'art. 339-4 de la loi précitée.

Adopté : amendement n° 15 de M. Etienne Dailly, rapporteur : droit de préférence des titulaires des certificats d'investissement à la souscription des valeurs mobilières lorsqu'elles donnent lieu à l'attribution de certificats d'investissement ; modalités d'attribution des certificats de droit de vote (p. 2812).

Retiré : sous-amendement n° 3 de M. André Fosset, rapporteur pour avis : droit de préférence des titulaires de certificats d'investissement à la souscription des valeurs mobilières visées à l'art. 339-1 (p. 2811).

– Sur le texte proposé pour l'art. 339-5 de la loi précitée.

Adopté : amendement n° 16 de M. Etienne Dailly, rapporteur : régime de l'émission des bons de souscription (p. 2813).

Retiré : sous-amendement rédactionnel n° 4 de M. André Fosset, rapporteur pour avis (p. 2813).

– Sur le texte proposé pour l'art. 339-6 de la loi précitée.

Adopté : amendement n° 17 de M. Etienne Dailly, rapporteur : délais, formalités et conditions de réalisation des émissions de valeurs mobilières composées (p. 2814).

– Sur le texte proposé pour l'art. 339-7 de la loi précité.

Adoptés : amendements identiques n° 18 de M. Etienne Dailly, rapporteur, et n° 5 de M. André Fosset, rapporteur pour avis : suppression des dispositions de cet article relatives au remboursement des valeurs mobilières lors de leur émission uniquement après désintéressement des autres créanciers, sauf les titulaires de prêts participatifs et de titres participatifs, remboursés en dernier rang (p. 2815) – Amendement rédactionnel n° 19 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 2815).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2815).

Après l'art. 1er (p. 2815 et p. 2877).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. André Fosset, rapporteur pour avis, n° 6 : exonération de droit d'apport pour les augmentations de capital résultant de la conversion d'obligations en actions (p. 2815) – Et n° 7 : exonération de droit d'apport du produit retiré par les sociétés de l'émission des bons de souscription autonomes (p. 2816) – Amendement n° 20 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : rétablissement des dispositions votées par le Sénat, une première fois le 17 novembre 1983 lors de l'examen du projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises, et une seconde fois le 14 juin 1985 lors de l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, relatives au rétablissement de la conformité des droits français de la constitution des sociétés avec la première directive européenne (p. 2880).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2815, 2816 et 2880).

Art. 2 *(Modification des art. 183 à 186 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966, et insertion dans ladite loi des art. 186-1 à 186-4 : aménagement aux règles d'augmentations de capital des sociétés anonymes)* (p. 2880).

– Sur le texte proposé pour l'art. 185 de la loi n° 66-537 précitée.

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 22 : faculté d'offrir au public des actions non souscrites subordonnée à une décision expresse de l'assemblée générale (p. 2881) – Et n° 23 : conseil d'administration ou directoire pouvant d'office et dans tous les cas limiter l'augmentation de capital au montant atteint lorsque les actions non souscrites représentent moins de 3 % de l'augmentation de capital (p. 2881).

Retiré : amendement n° 21 du même auteur : limitation de l'appel au public aux sociétés dont les actions sont au moins inscrites à la cote du second marché (p. 2881).

– Sur le texte proposé pour l'art. 186-1 de la loi précitée.

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 24 : émission par appel public à l'épargne sans droit préférentiel de souscription d'actions nouvelles, réalisée dans un délai de trois ans à compter de l'assemblée qui l'a autorisée (p. 2882) – Et n° 25 : rétablissement du choix de la société non cotée entre les deux méthodes de calcul du prix minimum d'émission des actions (p. 2882).

– Sur le texte proposé pour l'art. 186-2 de la loi précitée.

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 26 : cas de l'émission par appel public à l'épargne sans droit préférentiel de souscription d'actions (p. 2882) – n° 27 : émission devant être réalisée dans un délai de deux ans à compter de l'assemblée générale qui l'a autorisée (p. 2882) – Et n° 28 : assemblée générale extraordinaire se prononçant sur rapport du conseil d'administration (p. 2883).

– Sur le texte proposé pour l'art. 186-3 de la loi précitée.

Adoptés : amendements de coordination rédactionnelle n° 29 et n° 30 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 2883).

– L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2883).

Après l'art. 2 (p. 2883).

Adopté : amendement n° 63 (art. additionnel) de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat : créances transférées au crédit

d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME) lors de sa création par la caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel, la caisse nationale des marchés de l'Etat et le groupement interprofessionnel des petites et moyennes entreprises, valablement dévolues au crédit d'équipement et à l'égard des tiers à la date de leur transfert (p. 2884).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2884).

TITRE II

MESURES DE PROCEDURE

Art. 3 *(Modification de l'art. 188 de la loi du 24 juillet 1966 : raccourcissement du délai de réalisation des augmentations de capital)* (p. 2884).

Adopté : amendement n° 31 de M. Etienne Dailly, rapporteur : allongement du délai prévu par cet article aux fins d'avoir, au minimum, quinze jours francs (p. 2885).

– L'art. 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2885).

Art. 4 *(Modification de l'art. 191-1 de la loi du 24 juillet 1966 : raccourcissement du délai de réalisation de la garantie de bonne fin d'une augmentation de capital)* (p. 2885).

Adopté : amendement de coordination n° 32 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 2885).

– L'art. 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2885).

Après l'art. 4 (p. 2885).

Adopté : amendement n° 33 (art. addditionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : augmentation de capital réputéé réalisée dans les sociétés faisant, pour le placement de leurs actions, publiquement appel à l'épargne lorsqu'un ou plusieurs établissements agréés à cet effet ont garanti de manière irrévocable sa bonne fin (p. 2885).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2885).

Art. 5 *(Modification de l'art. 450 de la loi du 24 juillet 1966 : coordination dans les sanctions pénales relatives aux augmentations de capital) (p. 2885).*

Adopté : amendement de coordination n° 34 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 2886).

– L'art. 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2886).

Art. 6 *(Abrogation de l'art. 446 de la loi du 24 juillet 1966 : sanctions pénales du défaut d'envoi des comptes annuels et de l'inventaire aux actionnaires qui en font la demande)* – Adopté (p. 2886).

Art. 7 *(Modification de l'art. 217-2 de la loi du 24 juillet 1966 et insertion d'un art. 217-10 dans ladite loi : intervention des sociétés cotées sur leurs propres titres pour régulariser leur marché)* (p. 2886).

– Sur le texte proposé pour l'art. 217-10 de la loi précitée.

Adopté : amendement n° 35 de M. Etienne Dailly, rapporteur : assemblée générale des porteurs de certificats d'investissements exerçant les compétences attribuées à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires pour l'application de l'art. 217-2 (p. 2886).

– L'art. 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2886).

Art. 8 *(Modification de l'art. 289 de la loi du 24 juillet 1966 : modification des règles de publicité applicables aux augmentations de capital)* – Adopté (p. 2886).

Art. 8 bis *(Modification des art. 180, 194 et 352 de la loi du 24 juillet 1966 : simplification du traitement des rompus)* – Adopté (p. 2886).

Retrait de l'ordre du jour du Sénat (19 novembre 1985) (p. 3190, 3192) : MM. Paul Girod, vice-président de la commission des lois ; Etienne Dailly, rapporteur, Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation.

Suite du débat (22 novembre 1985) – **Art. 8 ter** *(Modifications de diverses dispositions relatives au droit des valeurs mobilières : articles 194-1, 208-9 et 283-7 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales)* (p. 3328).

Adoptés : amendement de coordination n° 62 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 3328) – Amendement n° 36 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de l'autorisation par l'assemblée générale ordinaire lors de la mise en place d'un plan d'options (p. 3328) – Amendement n° 81 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat : extension des plans d'actionnariat aux salariés des filiales et sous-filiales (p. 3329) ; sous-amendement n° 83 de M. Etienne Dailly, rapporteur : extension des plans d'actionnariat aux salariés des filiales et sous-filiales détenant au moins 10 % du capital de la société émettrice (p. 3329) – Amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 38 : suppression, pour coordination, de la possibilité pour les sociétés inscrites au second marché de procéder à des augmentations de capital réservées aux salariés (p. 3330) – n° 39 : négociabilité immédiate de certaines actions (p. 3330) – n° 40 : suppression de la règle d'inaliénabilité des certificats de droit de vote (p. 3331) – Et n° 41 : émission de titres participatifs par les sociétés par actions (p. 3332).

Rejeté : amendement n° 82 de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat : dans les entreprises publiques, certificats d'investissement inclus dans les plans d'actionnariat et dans les régimes d'option d'achat d'actions (p. 3330).

Retiré : amendement n° 37 de M. Etienne Dailly, rapporteur : élargissement du régime des plans d'actionnariat aux filiales et sous-filiales d'un groupe (p. 3329).

– L'art. 8 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 3332).

Art. 9 *(Modification du premier alinéa de l'article 6 de l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967 instituant une commission des opérations de bourse : règles de publicité applicables aux émissions de valeurs mobilières)* – Adopté (p. 3332).

Art. 9 bis *(Modification du paragraphe IV de l'article 9 de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : caisses de retraite autorisées à intervenir sur les marchés à terme d'instruments financiers)* – Adopté (p. 3332).

Après l'art. 9 bis (p. 3332).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 42 : sanction applicable aux responsables d'une émission, exposition ou mise en vente d'actions ou d'obligations, sans visa de la Commission des opérations de bourse, COB, ou sans que les documents d'information aient été mis à la disposition du public (p. 3332) – n° 43 : nouvelle définition de l'appel public à l'épargne (p. 3333) – n° 44 : cumul des mandats de membre du directoire au sein d'un groupe de sociétés (p. 3334) – n° 45 : pouvoirs du conseil de surveillance (p. 3334) – n° 46 : rémunération du président du conseil de surveillance (p. 3335) – n° 47 : responsabilité civile des directeurs généraux (p. 3335) – n° 48 : nomination des administrateurs ou des membres du conseil de surveillance par l'assemblée générale extraordinaire en cas de fusion ou de scission (p. 3335) – n° 49 : modification des règles relatives aux droits de vote des actionnaires en ce qui concerne l'approbation des apports (p. 3336) – n° 50 : en cas de fusion, possibilité d'opposition des titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote (p. 3337) – Et n° 51 : assouplissement des modes de distribution des acomptes sur dividendes (p. 3338).

– Dix articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3333, 3334, 3335, 3336, 3337 et 3338).

TITRE III

SURVEILLANCE DES PLACEMENTS

Art. 10 *(Modification du premier alinéa de l'article 9 de la loi n° 79-594 du 13 juillet 1979 relative aux fonds communs de*

placement et du premier alinéa de l'article 14 de la loi n° 72-6 du 3 janvier 1972 relative au démarchage financier et à des opérations de placement et d'assurance : parts de fonds communs de placement) (p. 3328).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 52 : possibilité d'autorisation par la Commission des opérations de bourse (COB) du démarchage sur parts de fonds communs de placement ; publicité en vue de la constitution d'un fonds commun de placement soumise au visa de la COB (p. 3339) – Et n° 53 : interdiction du démarchage à domicile ou dans les lieux publics en vue d'une souscription de parts de fonds communs de placement à risque (p. 3339).

– L'art. 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3339).

Après l'art. 10 (p. 3339).

Adopté : amendement n° 54 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : harmonisation des dispositions relatives au démarchage financier avec celles de la loi bancaire (p. 3340).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3340).

Art. 11 *(Insertion d'un alinéa élargissant le champ d'application de l'interdiction du démarchage dans l'article 9 de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1966 relative à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité, modifiée)* (p. 3340).

Retiré : amendement n° 84 de M. Etienne Dailly, rapporteur : possiblité de rechercher des fonds pour les notaires appelés à promouvoir des produits financiers notamment immobiliers (p. 3340).

– L'art. 11 est adopté (p. 3341).

Art. 12 *(Modification du paragraphe I de l'article 36 de la loi n° 83-1 du 3 janvier 1983 sur le développement des investissements et la protection de l'épargne, et insertion d'un article 36-1 dans la même loi : réglementation des placements ou biens divers)* – Adopté (p. 3341).

Art. 13 *(Modification du troisième alinéa de l'article 37 de la loi n° 83-1 du 3 janvier 1983 précitée : renforcement des pouvoirs de la Commission des opérations de bourse sur les placements en biens divers)* (p. 3341).

Adopté : amendement n° 55 de M. Etienne Dailly, rapporteur : possiblité pour la COB de recourir à une juridiction civile pour demander l'interdiction de tout démarchage ou publicité illicite (p. 3342).

Retiré : amendement analogue n° 8 de M. André Fosset, rapporteur pour avis (p. 3341).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 3342).

Art. 14 *(Modification du premier alinéa de l'article 38 de la loi n° 83-1 du 3 janvier 1983 précitée : obligations comptables du gestionnaire)* (p. 3342).

Adopté : amendement n° 56 de M. Etienne Dailly, rapporteur : annexe établie par le gestionnaire à la clôture de chaque exercice annuel (p. 3342).

– L'art. 14, ainsi modifié, est adopté (p. 3342).

Art. 15 *(Dispositions transitoires)* – Adopté (p. 3342).

Art. 16 *(Insertion d'un article 10-2 dans l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967 précitée : sanctions pénales de l'appel public à l'épargne non autorisé par la loi)* – Adopté (p. 3342).

TITRE IV

ADAPTATION DES POUVOIRS DE LA COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE

Art. 17 *(Insertion de deux articles 4-1 et 4-2 dans l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967 précitée : attribution à la Commission des opérations de bourse, COB, de pouvoirs nouveaux en matière de réglementation et d'intervention en justice)* (p. 3342).

– Sur le texte proposé pour l'article 4-1.

Adopté : amendement n° 57 de M. Etienne Dailly, rapporteur : pouvoir réglementaire délégué à la COB, en l'absence d'autorités de marché (p. 3343).

– Sur le texte proposé pour l'article 4-2.

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 58 : possibilité pour la COB d'ester en justice pour faire interdire une pratique de nature à porter atteinte aux droits des épargnants (p. 3343) – n° 59 : compétence du président du tribunal de grande instance de Paris (p. 3344) – Et n° 60 : information du procureur de la République, lorsque la pratique relevée est passible de sanctions pénales (p. 3344).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 3344).

Après l'art. 17 (p. 3344).

Adoptés : amendement n° 66 (titre additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : insertion d'une division nouvelle : « Titre V – Titres de créances négociables » (p. 3359 ; précédemment réservé p. 3344) – Sur l'amendement n° 65 (art. additionnel) de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat : sous-amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 68 : conditions auxquelles doivent répondre les sociétés par actions émettrices de billets de trésorerie (p. 3350) ; et n° 69 : réglementation plus précise du marché des billets de trésorerie (p. 3350) ; ces deux sous-amendements constituent ensemble un article additionnel – Amendements (art. additionnels) de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 85 : publication des comptes consolidés par les sociétés émettrices de billets de trésorerie (p. 3351) – Et n° 86 : émission des billets de trésorerie assimilée à un appel public à l'épargne : publication par les sociétés émettrices d'un document trimestriel d'information destiné aux souscripteurs et soumis au visa de la COB (p. 3351) – Amendement n° 70 (art. additionnel) de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat, composé de huit paragraphes : I création des certificats de dépôts ; II bons émis par les institutions financières spécialisées, dénommés bons IFS ; III régime d'imposition des titres de créances faisant l'objet d'un marché régi par une disposition législative particulière ; IV fiscalité applicable aux intérêts des titres précédemment cités ; V régime d'imposition des plus-values réalisées sur cessions des titres de créances précédemment cités ; VI régime d'imputation des moins-values ; VH obligation de déposer les titres auprès d'un intermédiaire ; dématérialisation possible des titres ; VIII conditions d'application du présent article précisées par décret (p. 3358).

– Sur le I (création des certificats de dépôts).

Adopté : sous-amendement n° 87 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 3353).

Retiré : sous-amendement n° 71 de M. André Fosset, rapporteur pour avis (p. 3353).

– Sur le II (bons des institutions financières spécialisées).

Adopté : sous-amendement n° 72 de M. André Fosset, rapporteur pour avis (p. 3354).

Retiré : sous-amendement n° 88 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 3354).

– Sur le III (régime d'imposition des titres de créancès faisant l'objet d'un marché régi par une disposition législative particulière).

Adopté : sous-amendement n° 73 de M. André Fosset, rapporteur pour avis (p. 3355).

Retiré : sous-amendement n° 89 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 3355).

– Sur le IV (régime fiscal des revenus de ces titres).

Adoptés : sous-amendements n° 74 et n° 75 de M. André Fosset, rapporteur pour avis (p. 3355).

Retiré : sous-amendement n° 90 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 3355).

– Sur le V (imposition des plus-values sur cession de ces titres).

Adopté : sous-amendement n° 76 de M. André Fosset, rapporteur pour avis (p. 3356).

– Sur le VI (régime d'imposition des moins-values), et en particulier sur le 1er alinéa.

Adopté : sous-amendement n° 77 de M. André Fosset, rapporteur pour avis (p. 3356) – Le 2e alinéa du paragraphe VI est rejeté (p. 3356).

– Sur le VII (dépôt nominatif ; possiblité de dématérialisation).

Adopté : sous-amendement n° 78 de M. André Fosset, rapporteur pour avis (p. 3357).

Retiré : sous amendement n° 91 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 3357).

– Après le VII.

Adopté : sous-amendement n° 79 de M. André Fosset, rapporteur pour avis, destiné à insérer un paragraphe VII bis : possiblité pour une filiale de déduire à 100 % la charge des prêts que la société mère lui consent (p. 3358).

– Sur le VIII (renvoi à un décret).

Adopté : sous-amendement n° 80 de M. André Fosset, rapporteur pour avis (p. 3358).

Amendement n° 64 (art. additionnel) de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat : agents des marchés interbancaires autorisés à exercer une activité intermédiaire sur les nouveaux marchés de titres négociables (p. 3359) ; sous-amendement de codification n° 67 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 3359).

Devient sans objet : amendement n° 65 (art. additionnel) de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat : création des billets de trésorerie (p. 3351).

– Un titre additionnel, son intitulé et cinq articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3350, 3351, 3358 et 3359).

Intitulé (p. 3359).

Adopté : amendement n° 61 de M. Etienne Dailly, rapporteur : « Projet de loi modifiant diverses dispositions du droit des valeurs mobilières, des titres de créances négociables, des sociétés et des opérations de bourse » (p. 3359).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 3359).

Seconde délibération – Ordonnée (p. 3359).

Art. 1er (p. 3359).

Adopté : amendement n° 1 de M. Etienne Dailly, rapporteur : émission des actions autorisée par l'assemblée générale extraordinaire de la société émettrice (p. 3363).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3363).

Art. 8 ter (p. 3363).

Adopté : amendement de coordination n° 2 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 3364).

– L'art. 8 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 3364).

Art. 21 *(Nouvelle numérotation)* (p. 3365).

Adopté : amendement n° 3 de M. Etienne Dailly, rapporteur : définition des certificats de dépôts (p. 3365).

– L'art. 21, ainsi modifié, est adopté (p. 3365).

Après l'art. 21 (p. 3365).

Adoptés : amendements (art. additionnels) n° 4 à n° 11 de M. Etienne Dailly, rapporteur, ne concernant que la numérotation par article, sans aucune modification dans les textes adoptés, au cours de la première délibération (p. 3365 et 3366).

– Huit articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3365 et 3366).

Explications de vote : Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 3366), MM. Jacques Descours Desacres (p. 3366), François Collet (p. 3366), Mme Cécile Goldet (p. 3366) ; intervention de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat (p. 3366).

Adoption (22 novembre 1985) (p. 3367).

Discussion (nouvelle lecture)

(12 décembre 1985) (p. 3808, 3826).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3808, 3810) : *MM. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois.*

BILLETS DE TRESORERIE : LABARRERE (André) (p. 3808) ; DAILLY (Etienne) (p. 3810).

CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT : LABARRERE (André) (p. 3808) ; DAILLY (Etienne) (p. 3809).

COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES : DAILLY (Etienne) (p. 3808, 3809, 3810) ; LABARRERE (André) (p. 3810).

MARCHE FINANCIER : LABARRERE (André) (p. 3808) ; DAILLY (Etienne) (p. 3808).

SOCIETES A DIRECTOIRE : DAILLY (Etienne) (p. 3809).

TITRES PARTICIPATIFS : LABARRERE (André) (p. 3808).

VALEURS MOBILIERES : LABARRERE (André) (p. 3808) ; DAILLY (Etienne) (p. 3808 à 3810).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3810, 3826) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; André Labarrère, ministre ; Jacques Descours Desacres, André Fosset, rapporteur pour avis ; Roland Carraz, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique et technologique.*

Art. 1er (p. 3811).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur ; n° 1 : obligations à bons de souscription d'actions et obligations convertibles et échangeables ; n° 2 : rétablissement du délai de deux ans pour l'émission des bons de souscription ; et n° 3 : émission de valeurs mobilières représentatives d'une créance sur la société émettrice (p. 3815).

– L'art. 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3815).

Art. 1er ter (p. 3815) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 19 de M. André Fosset, rapporteur pour avis : rétablissement de cet article : exonération du droit d'apport sur les augmentations de capital résultant de l'émission de bons de souscription (p. 3817).

– L'art. 1er ter est rétabli, ainsi rédigé (p. 3817).

Art. 7 – Adopté (p. 3816).

Art. 8 ter (p. 3817).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur ; n° 5 : suppression du paragraphe I : compétences respectives des assemblées de la filiale et de la société-mère en cas d'émissions d'obligations avec bons de souscription d'actions de la société-mère ; et n° 6 : suppression du paragraphe I quater : extension des plans d'actionnariat et d'options de souscription d'actions aux certificats d'investissement (p. 3817) – Amendement n° 7 de M. Etienne Dailly, rapporteur : émission de titres participatifs par les sociétés privées (p. 3818).

– L'art. 8 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 3818).

Art. 9 quinquies (p. 3818) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement de rétablissement n° 8 de M. Etienne Dailly, rapporteur : cumul des mandats de membres du directoire au sein d'un groupe de sociétés (p. 3819).

– L'art. 9 quinquies est rétabli, ainsi rédigé (p. 3819).

Art. 9 sexies (p. 3819) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Retiré : amendement n° 9 de M. Etienne Dailly, rapporteur : rétablissement de l'article relatif aux pouvoirs du conseil de surveillance (p. 3819).

– L'art. 9 sexies reste supprimé (p. 3819).

Art. 9 septies (p. 3819) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement de rétablissement n° 10 de M. Etienne Dailly, rapporteur : rémunération du président du conseil de surveillance (p. 3820).

– L'art. 9 septies est rétabli, ainsi rédigé (p. 3820).

Art. 9 octies (p. 3820) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement de rétablissement n° 11 de M. Etienne Dailly, rapporteur : responsabilité des directeurs généraux (p. 3820).

– L'art. 9 octies est rétabli, ainsi rédigé (p. 3820).

Art. 13 (p. 3820).

Adopté : amendement n° 12 de M. Etienne Dailly, rapporteur : possibilité pour la commission des opérations de bourse, COB, de recourir à une juridiction civile pour demander l'interdiction de tout démarchage ou publicité illicite (p. 3821).

– L'art. 13, ainsi modifié, est adopté (p. 3821).

Art. 17 (p. 3821).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur ; n° 13 : pouvoir réglementaire délégué à la COB ; n° 14 : saisine du président du tribunal de grande instance de Paris par la COB ou, en cas d'urgence, par son président ; et n° 15 : compétences du président du tribunal de grande instance de Paris (p. 3822).

– L'art. 17, ainsi modifié, est adopté (p. 3822).

Art. 18 (p. 3822).

Adopté : amendement n° 16 de M. Etienne Dailly, rapporteur : billets de trésorerie (p. 3823).

– L'art. 18, ainsi modifié, est adopté (p. 3824).

Art. 18 bis (p. 3824).

Adopté : amendement n° 17 de M. Etienne Dailly, rapporteur : entrée en vigueur des obligations de publications comptables des émetteurs de billets de trésorerie (p. 3824).

– L'art. 18 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3824).

Art. 19 (p. 3824) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement de rétablissement n° 18 de M. Etienne Dailly, rapporteur : établissement de comptes consolidés par les sociétés émettrices de billets de trésorerie (p. 3825).

– L'art. 19 est rétabli, ainsi rédigé (p. 3825).

Art. 26, 27 et 30 – Adoptés (p. 3825).

Explications de vote : MM. Jean-Pierre Masseret (p. 3825) ; Charles Lederman (p. 3825) ; Etienne Dailly (p. 3825, 3826).

Adoption (12 décembre 1985) (p. 3826).

Voir aussi ASSOCIATIONS, **1**
LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** DG
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1,** DG

VENDEE

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports

VENTE FORCEE (logements)

Voir LOGEMENT, **1,** DG

VENTE PAR CORRESPONDANCE

Voir ARMES ET MUNITIONS, **1,** DG

VERRERIE (industrie)

Voir IMPOTS ET TAXES, **3,** DG
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Industrie

VERSEMENT REPRESENTATIF DE LA TAXE SUR LES SALAIRES (VRTS)

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **8,** DG

VETERINAIRES

1. – **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie vétérinaire,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Laurent Fabius, Premier ministre, par M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture (10 juillet 1985) [n° **2907**] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. François Patriat (28 novembre 1985) [n° **3139**] – URGENCE - Discussion (6 décembre 1985) – Adoption (6 décembre 1985) [n° **941**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE (9 décembre 1985) [n° **166** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

VEUVES

1. – **Proposition de loi tendant à permettre l'accès des veuves de militaires décédés en service commandé aux emplois réservés féminins,** PRESENTEE AU SENAT par M. Roger Husson, sénateur, et plusieurs de ses collègues (29 novembre 1985) [n° **121** (85-86)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir aussi LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Anciens combattants

VIANDES

Voir LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Agriculture
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**
TRAITES ET CONVENTIONS, **28,** DG

VICTIMES (droits des)

Voir CIRCULATION ROUTIERE, **1**
GRACE ET AMNISTIE, **1,** DG

VIDEOCOMMUNICATION

Voir PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, **1**

VILLAGES DE VACANCES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **59**

VILLES NOUVELLES

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **10**, DG

VILLES-CENTRES D'AGGLOMERATION

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **8**, DG

VINS

Voir LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Agriculture
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, **1**, DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**
TRAITES ET CONVENTIONS, **28**, DG

VIOL

Voir GRACE ET AMNISTIE, **1**, DG
PROCEDURE PENALE, **1**, DG

VIOLENCE

Voir ARMES ET MUNITIONS, **1**, DG
POLICE, **1**

VOIES DE FAIT

Voir POLICE, **1**

VOIES NAVIGABLES

1. – **Proposition de loi relative à l'entretien des berges des rivières navigables,** PRESENTEE AU SENAT par M. Adolphe Chauvin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (21 mai 1985) [n° **290** (84-85)] – Renvoi à la commission des lois.

Voir aussi LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Logement, urbanisme et transports
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **25**

VOIRIE

Voir AGRICULTURE, **4**
COLLECTIVITES LOCALES, **8**, DG
LOIS DE FINANCES, **3**, Suite de la discussion générale - Intérieur

VOIRIE COMMUNALE

Voir BOIS ET FORETS, **1**, DG

W

WALLIS-ET-FUTUNA

1. – **Rapport d'information,** fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée les 2 et 3 octobre 1985 dans le territoire de Wallis-et-Futuna, par MM. Germain Authié, Jean Arthuis, Marc Bécam et Jean-Pierre Tizon (4 décembre 1985) [n° **141** (85-86)].

Voir aussi COLLECTIVITES LOCALES, **7**
ELECTIONS ET REFERENDUMS, **6 ; 7**
LOIS DE FINANCES, **3,** Suite de la discussion générale - Culture - Départements et territoires d'outre-mer

Y

YOUGOSLAVIE

Voir POLICE, **1,** DG

YVELINES (situation scolaire)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

Z

ZAIRE

Voir ALLOCUTIONS, **6**
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **160**

ZONE DES CINQUANTE PAS GEOMETRIQUES

Voir MER ET LITTORAL, **2**

ZONE ECONOMIQUE MARITIME

Voir SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, **1,** DG
TRAITES ET CONVENTIONS, **28,** DG

ZONES D'AMENAGEMENT CONCERTE (ZAC)

Voir BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, **1,** DG

ZONES D'AMENAGEMENT DIFFERE (ZAD)

Voir URBANISME, **2**

ZONES D'EDUCATION PRIORITAIRE (ZEP)

Voir ENSEIGNEMENT, **4,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **4**

ZONES D'INTERVENTION FONCIERE (ZIF)

Voir URBANISME, **2**

ZONES DE BRUIT

Voir URBANISME, **1,** DG

ZONES DE MONTAGNE

Voir COLLECTIVITES LOCALES, **8,** DG
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT n° **102**

ZONES RURALES

Voir BAUX, **1,** DG
COLLECTIVITES LOCALES, **8,** DG
COMMERCE ET ARTISANAT, **2**